JEREMY SCAHILL

DIRTY WARS

LE NOUVEL ART DE LA GUERRE

LUX

JEREMY SCAHILL

DIRTY WARS

LE NOUVEL ART DE LA GUERRE

LUX

LE NOUVEL ART
DE LA GUERRE

JEREMY SCAHILL

LE NOUVEL ART DE LA GUERRE

Dirty Wars

Traduit de l'anglais
par Geneviève Boulanger et Nicolas Calvé

© Lux Éditeur, 2014, pour la présente édition
www.luxediteur.com

© Jeremy Scahill, 2013 Titre original: *Dirty Wars. The World Is a Battlefield*
Nation Books, New York

Dépôt légal: 2e trimestre 2014 Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN (papier): 978-2-89596-179-6
ISBN (ePub): 978-2-89596-671-5
ISBN (pdf): 978-2-89596-871-9

Ouvrage publié avec le concours du Programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec et de la SODEC. Nous reconnaissons l'aide financière du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du livre du Canada (FLC) pour nos activités d'édition.

Aux journalistes
qui ont été emprisonnés pour avoir fait leur travail et qui sont
morts dans leur quête de la vérité.

Il est interdit de tuer; par conséquent tous les assassins sont punis, à moins qu'ils ne tuent en grand nombre et au son des trompettes.

Voltaire

Liste des sigles et acronymes

ACLU	American Civil Liberties Union (Union américaine pour les libertés civiles)
AFRICOM	US Africa Command (Commandement militaire américain chargé de l'Afrique)
AIAI	Al-Ittihad Al-Islami (Union islamique)
AMISOM	Mission de l'Union africaine en Somalie
AQI	Al-Qaïda en Irak
AQPA	Al-Qaïda dans la péninsule arabique
ASWJ	Ahle Sunnat Wal Jamaat
CCR	Center for Constitutional Rights (Centre pour les droits constitutionnels)
CENTCOM	US Central Command (Commandement militaire américain chargé du Moyen-Orient et de l'Asie centrale)
CFR	Council on Foreign Relations (Conseil des relations extérieures)
CIA	Central Intelligence Agency (Agence centrale de renseignement)
CICR	Comité international de la Croix-Rouge
CSSW	Charitable Society for Social Welfare
DEA	Drug Enforcement Administration (Agence américaine de lutte contre le trafic de drogue)
DEVGRU	Naval Special Warfare Development Group (Groupe de développement des opérations militaires de la marine)

DIA	Defense Intelligence Agency (Agence du renseignement militaire)
FBI	Federal Bureau of Investigation (Bureau fédéral d'enquête)
FIAS	Force internationale d'assistance et de sécurité
FMI	Fonds monétaire international
FOG	Field Operations Group (Groupe des opérations sur le terrain)
FOIM 180	Force opérationnelle interarmées multinationale 180
INS	Immigration and Naturalization Service (Bureau de la citoyenneté et de l'immigration des États-Unis)
ISI	Inter-Services Intelligence (Direction pour le renseignement inter-services du Pakistan)
JPRA	Joint Personnel Recovery Agency (Agence interarmées de récupération de personnel)
JSOC	Joint Special Operations Command (Commandement interarmées des opérations spéciales)
NCTC	National Counterterrorism Center (Centre national de lutte antiterroriste)
NSA	National Security Agency (Agence de sécurité nationale)
NSC	National Security Council (Conseil de sécurité nationale)
OLC	Office of Legal Counsel (Bureau du jurisconsulte)
PET	Politiets Efterretningstjeneste (Service de renseignement du Danemark)
PETN	Tétranitrate de pentaérythrite
PNAC	Project for the New American Century (Projet pour le nouveau siècle américain)
RAO	Regional Affairs Office (Bureau des affaires régionales)
SAS	Special Air Service (Forces spéciales de l'armée britannique)
SERE	Survival, Evasion, Resistance and Escape (survie, évasion, résistance et fuite)

SOCOM	Special Operations Command (Commandement des opérations spéciales)
SSB	Strategic Support Branch (Section de soutien stratégique)
TECS II	Treasury Enforcement Communications System (Système de communication pour la surveillance du Trésor)
USAID	United States Agency for International Development (Agence américaine pour le développement international)
UTI	Union des tribunaux islamiques

Avertissement

Jeremy Scahill

CE LIVRE RACONTE comment les États-Unis ont fait de l'assassinat un élément central de leur politique de sécurité nationale. Il explore aussi les conséquences de cette décision sur les peuples de dizaines de pays et sur l'avenir de la démocratie américaine. Bien que les attentats du 11 septembre 2001 aient eu un impact déterminant sur la politique étrangère des États-Unis, ce virage a été entrepris bien avant le matin où se sont effondrées les tours jumelles. En ce monde de l'après-11-Septembre, on tend à observer les affaires extérieures de Washington à travers un prisme partisan voulant, d'une part, que l'invasion de l'Irak par le président George W. Bush ait été une catastrophe absolue et ait amené les Américains à croire qu'ils vivent une guerre planétaire, et, d'autre part, que son successeur Barack Obama soit contraint de réparer le gâchis. Les conservateurs considèrent qu'Obama fait montre de faiblesse à l'égard du terrorisme, tandis que les libéraux estiment qu'il mène une guerre mieux «avisée». La réalité est cependant beaucoup plus nuancée.

Ce livre résume l'histoire de l'expansion des guerres secrètes menées par Washington, du recours abusif aux privilèges de l'exécutif et au secret d'État, et de la consolidation, au sein des forces armées, d'innombrables unités d'élite n'ayant de comptes à rendre qu'à la Maison-Blanche. *Le nouvel art de la guerre* révèle aussi la persistance, dans les administrations

tant démocrates que républicaines, d'une mentalité selon laquelle «le monde est un champ de bataille».

L'ouvrage s'amorce avec une brève histoire de la stratégie antiterroriste américaine dans les années ayant précédé le 11-Septembre. Partant de là, j'explore divers épisodes se déroulant des premiers jours de l'administration Bush fils au second mandat d'Obama. On y rencontre des dirigeants d'Al-Qaïda au Yémen, des seigneurs de guerre soutenus par les États-Unis en Somalie, des espions de la Central Intelligence Agency (CIA, Agence centrale de renseignement) au Pakistan et des commandos des forces spéciales chargés d'éliminer des individus considérés comme des ennemis. On y découvre les agents et soldats qui mènent les opérations les plus secrètes des forces armées et de la CIA, et on y entend les récits de personnes bien informées qui ont passé leur vie dans l'ombre. Certaines, d'ailleurs, n'ont accepté de me parler qu'à condition que je taise leur identité.

Aujourd'hui, tout le monde connaît la Navy SEAL Team 6 et le Joint Special Operations Command (JSOC, qu'on prononce «djay-soc», Commandement interarmées des opérations spéciales), ces forces spéciales qui ont tué Ben Laden. Ce livre fait état de missions non encore révélées ou peu connues qu'ont menées ces unités, missions dont les gens de pouvoir ne parleront jamais et que Hollywood se gardera d'immortaliser. Je m'attarde sur la vie d'Anwar Al-Awlaki, premier citoyen américain voué à être assassiné par son propre gouvernement sans jamais avoir fait l'objet de la moindre accusation officielle. Je m'intéresse également au sort des personnes qui se retrouvent prises entre deux feux, ces civils confrontés aux tirs de drones et aux actes terroristes. Nous rendons visite à des Afghans dont la vie a été détruite lors d'un raid des forces spéciales qui a mal tourné, les faisant passer d'alliés des États-Unis à kamikazes en puissance.

De prime abord, les récits qui constituent ce livre pourront sembler disparates, mais, pris comme un tout, ils offrent la perspective d'un avenir hypothéqué par des guerres sales qui ne cessent de s'étendre.

Prologue

L'ADOLESCENT s'installa dehors avec ses cousins pour un barbecue. Il avait les cheveux longs, ébouriffés. À maintes reprises, sa mère et ses grands-parents l'avaient pressé de les faire couper, mais il en était venu à les considérer comme son signe distinctif, à les aimer. Quelques semaines auparavant, il s'était enfui de la maison, mais ce n'était pas un acte de rébellion juvénile. Il était plutôt parti en mission. Dans la note qu'il avait laissée à sa mère, au point du jour, avant de se glisser en douce par la fenêtre de la cuisine en vue de se rendre à la gare d'autocars, il avouait avoir soustrait 40 dollars de son sac à main pour s'acheter un billet et lui demandait pardon. Il lui expliquait sa mission et implorait son indulgence, l'assurant qu'il serait bientôt de retour.

Le garçon était l'aîné de la famille. Non seulement de la famille immédiate, constituée de ses parents et de ses frères et sœur, mais aussi de la famille élargie — ses oncles, tantes et cousins qui partageaient la grande maison avec eux. Il était le favori de sa grand-mère. Aux visiteurs, il servait volontiers thé et sucreries; une fois ses hôtes partis, il avait l'habitude de tout nettoyer. Un jour, sa grand-mère se foula une cheville, ce qui lui valut un séjour à l'hôpital. Lorsqu'elle sortit, boitant, de la salle de soins, il était là pour l'accueillir et la ramener à la maison en toute sécurité. «Tu es un gentil garçon», lui disait souvent l'aïeule. «Ne change surtout pas.»

La mission que s'était donnée l'adolescent était simple: il voulait retrouver son père, qu'il n'avait pas vu depuis des années. S'il n'y parvenait pas, craignait-il, il n'en garderait plus que de vagues souvenirs: son père lui apprenant à pêcher ou à monter à cheval, le comblant de cadeaux

d’anniversaire, l’amenant à la plage ou à la confiserie avec ses frères et sœurs.

Retrouver son père ne serait pas une tâche facile. L’homme était recherché. Sa tête mise à prix, il avait frôlé la mort une bonne dizaine de fois. Mais le garçon ne s’était pas laissé dissuader par ces puissantes forces qui souhaitaient la mort de son père. Il n’en pouvait plus de ces vidéos qui le dépeignaient comme un terroriste, un être maléfique. Pour lui, l’homme n’était que son père, et il caressait l’espoir de passer ne serait-ce qu’un dernier moment en sa compagnie. Mais les événements n’ont pas pris la tournure attendue.

Trois semaines après sa fuite par la fenêtre de la cuisine, le garçon était dehors avec ses cousins, des adolescents comme lui, à préparer leur pique-nique sous les étoiles. C’est alors qu’il entendit les drones s’approcher, puis le sifflement des missiles. L’impact fut immédiat. Les jeunes furent déchiquetés. Il ne restait plus du garçon que le derrière de sa tête encore couronnée de sa chevelure hirsute. Quelques semaines à peine après son seizième anniversaire, il venait de se faire tuer par le gouvernement de son propre pays, devenant ainsi le troisième citoyen américain assassiné en deux semaines lors d’opérations autorisées par le président. Le premier avait été son père.

Chapitre 1

«On voulait éviter la création d'une liste de cibles»

WASHINGTON, 2001-2002 — À 10 h 10, le 11 juin 2002, soit neuf mois après les attentats du 11 septembre 2001, des sénateurs et des représentants entrent dans la salle S-407 du Capitole des États-Unis. Tous font partie d'un groupe sélect dont les membres ont été instruits, en vertu de la loi, de secrets d'État relatifs à la sécurité nationale parmi les mieux gardés. «Par le présent acte, je propose que cette réunion de la commission se tienne à huis clos», déclare avec un accent du Sud le républicain Richard Selby, doyen des sénateurs de l'Alabama, «car une séance publique pourrait compromettre la sécurité nationale des États-Unis». La motion est promptement appuyée, puis la réunion secrète commence.

Au moment même où, à Washington, se réunissent les membres des commissions spéciales du Sénat et de la Chambre des représentants sur le renseignement, à l'autre bout du monde, les chefs tribaux et politiques d'Afghanistan convoquent une *Loya Jirga,* grande assemblée traditionnelle visant à déterminer qui dirigera le pays après le renversement rapide du gouvernement taliban par les militaires américains. Dans la foulée du 11-Septembre, le Congrès des États-Unis a conféré à l'administration Bush des pouvoirs étendus afin de pourchasser les responsables des attentats. Washington a écrasé les talibans, qui dirigeaient l'Afghanistan depuis 1996, privant Al-Qaïda de son sanctuaire et mettant en fuite Oussama Ben Laden

et les autres chefs du mouvement. Pour l'administration Bush, cependant, la longue guerre ne faisait que commencer.

À la Maison-Blanche, le vice-président Dick Cheney et le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld se concentrent sur la planification de la prochaine invasion, soit celle de l'Irak. Ils sont arrivés au pouvoir munis d'un plan pour renverser Saddam Hussein et, bien qu'aucun lien entre l'Irak et les attentats n'ait pu être établi, ils utilisent le 11-Septembre comme prétexte pour faire avancer leur programme. Cependant, les décisions prises au cours de la première année de l'administration Bush visent beaucoup plus large que l'Irak, l'Afghanistan ou même Al-Qaïda. Cette équipe est déterminée à réinventer la façon dont les États-Unis mènent leurs guerres et, dans le processus, à attribuer des pouvoirs sans précédent à la Maison-Blanche. L'ère des conflits entre armées nationales constituées de militaires en uniforme dans le respect des Conventions de Genève est révolue. «Le monde est un champ de bataille»: les néoconservateurs qui ont la haute main sur l'appareil de sécurité nationale américain répètent inlassablement ce mantra, dont ils ornent les présentations PowerPoint résumant leur projet d'envergure planétaire de guerre sans frontières. Mais les terroristes ne sont pas leur unique cible: le système démocratique plus que bicentenaire des freins et contrepoids se trouve aussi dans leur collimateur.

La salle S-407 est nichée dans le grenier du Capitole. Dépourvue de fenêtre, elle n'est accessible que par un unique ascenseur ou un étroit escalier. Décrétée unité protégée, elle est équipée de dispositifs de contre-espionnage sophistiqués, conçus pour prévenir toute tentative d'écoute ou de surveillance de l'extérieur. Depuis des décennies, la CIA, l'armée et une variété de personnages et d'instances agissant dans l'ombre de la sphère politique américaine y abordent les sujets les plus délicats avec des parlementaires triés sur le volet. On y donne les instructions nécessaires aux opérations secrètes et on y fait le compte rendu de celles-ci. La salle fait ainsi partie de la poignée d'installations où sont discutés les secrets les mieux gardés des États-Unis.

En ce matin de juin 2002, les sénateurs et les représentants qui se réunissent à huis clos à Capitol Hill vont se faire expliquer en quoi les États-Unis viennent de franchir un seuil critique. La rencontre a pour objectif déclaré d'évaluer le travail et la structure des organismes chargés de lutter contre le terrorisme avant le 11-Septembre. Depuis quelques mois, le renseignement américain est accablé de reproches en raison de ses «échecs», qui auraient rendu les attaques possibles. Au lendemain des attentats terroristes les plus dévastateurs jamais survenus en sol américain, Cheney et Rumsfeld ont affirmé que l'administration Clinton n'avait pas su reconnaître l'urgence de la menace que représentait Al-Qaïda, si bien que, à leur arrivée à la Maison-Blanche, George W. Bush et son équipe ont hérité d'un territoire vulnérable. Les démocrates ont rejeté ces accusations en présentant le bilan de leur combat des années 1990 contre Al-Qaïda. Si Richard Clarke s'adresse aujourd'hui aux parlementaires, c'est en partie dans le but de faire passer un message à l'élite du Congrès. Éminence grise du président Bill Clinton en matière de lutte antiterroriste, Clarke a dirigé le service chargé de ce dossier au National Security Council (NSC, Conseil de sécurité nationale) pendant la décennie antérieure au 11-Septembre. Adjoint au secrétaire d'État sous Ronald Reagan, il a siégé au NSC sous George Bush père. Ce haut fonctionnaire parmi les plus expérimentés des États-Unis en matière de lutte contre le terrorisme ne fera bientôt plus partie du gouvernement, même s'il occupe encore le poste de conseiller spécial en sécurité du cyberespace auprès du président Bush fils. Faucon de premier plan, il a atteint les hautes sphères du pouvoir sous une administration démocrate et est reconnu pour avoir pressé Clinton de multiplier les opérations secrètes. Il était donc tout à fait logique que l'administration Bush mandate Clarke pour prendre la défense de tactiques militaires et de méthodes de renseignement jusque-là considérées comme illégales, antidémocratiques ou carrément dangereuses.

Clarke commence donc son exposé en expliquant aux parlementaires que, sous Clinton, les débats qui animaient les milieux de la sécurité

nationale étaient empreints d'une vive préoccupation quant à la possibilité de contrevenir à un décret présidentiel de longue date interdisant le recours aux assassinats, et d'une forte crainte de voir se répéter les scandales du passé. Il explique que la CIA était devenue le foyer d'«une culture selon laquelle les opérations secrètes à grande échelle débouchent invariablement sur des situations chaotiques et incontrôlables qui finissent par l'éclabousser».

«L'histoire des opérations secrètes menées dans les années 1950, 1960 et 1970 n'a rien de très joyeux», poursuit Clarke. La CIA a orchestré le renversement de gouvernements populistes en Amérique latine et au Moyen-Orient, soutenu des escadrons de la mort un peu partout en Amérique centrale, facilité l'élimination du chef rebelle congolais Patrice Lumumba, appuyé des juntes militaires et des dictatures... Cet enchaînement d'homicides s'est emballé à tel point que, en 1976, le président républicain Gerald Ford a jugé nécessaire de promulguer le décret n^{o} 11 905 interdisant formellement aux États-Unis de recourir aux «assassinats politiques». Les agents de la CIA qui à cette époque faisaient leurs classes dans l'ombre ont accédé dans les années 1990 aux postes de direction et «ont institutionnalisé [l'idée selon laquelle] les opérations secrètes sont risquées et peuvent vous exploser au visage: quand vient le temps de rendre des comptes à [la commission spéciale du Sénat sur le renseignement] à propos du gâchis qu'a été une opération secrète, les petits malins de la Maison-Blanche qui vous ont poussé à agir secrètement sont toujours introuvables».

Le président Jimmy Carter a amendé le décret de son prédécesseur afin d'en élargir la portée. Il en a biffé les passages qui limitaient l'interdiction aux assassinats politiques et a défendu aux mandataires et aux sous-traitants des États-Unis de prendre part à de telles campagnes. «Nul employé ou mandataire du gouvernement des États-Unis ne devra participer à un assassinat ou conspirer en vue de commettre un assassinat», stipulait le nouveau décret. Bien que les présidents Reagan et Bush père aient maintenu

les termes du décret de Carter, aucun d'eux n'a pris soin de préciser en quoi consiste un assassinat. En fait, tant Reagan que Bush père et Clinton ont su contourner l'interdiction. Reagan, par exemple, a autorisé en 1986 le bombardement de la résidence du dictateur libyen Mouammar Kadhafi en représailles au rôle présumé de celui-ci dans un attentat contre une discothèque de Berlin. Bush père, lui, a autorisé des frappes contre les palais de Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe de 1991, et Clinton a fait la même chose en 1998 dans le cadre de l'opération Desert Fox.

Devant les parlementaires réunis dans la salle S-407, Clarke décrit comment l'administration Clinton a planifié l'assassinat et la capture de chefs d'Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes, dont Oussama Ben Laden. Clinton affirmait que l'interdiction ne s'appliquait pas aux terroristes étrangers planifiant des attentats contre les États-Unis. Fin 1998, dans la foulée du bombardement des ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie, il a autorisé des tirs de missiles Cruise contre de présumés camps d'Al-Qaïda en Afghanistan ainsi qu'une frappe contre une usine du Soudan où, d'après les allégations de l'administration, étaient fabriquées des armes chimiques (il s'avérerait finalement qu'on y produisait des médicaments). Néanmoins, seul le président avait le pouvoir d'accorder l'autorisation de tuer, et il ne le faisait que rarement, au cas par cas. Plutôt que de donner carte blanche à ses sbires, la Maison-Blanche exigeait que chaque opération proposée fût soupesée avec minutie. On a mis en place un cadre juridique permettant au président d'émettre des «directives létales» autorisant l'usage de la force meurtrière dans la chasse aux terroristes, et ce, partout dans le monde. Toutefois, déplore Clarke, il était rare qu'on appuie sur la gâchette.

Clarke admet que les autorisations d'assassinats ciblés signées par Clinton «sont des documents plutôt bizarres qui ressemblent à des écrits talmudiques», ajoutant qu'on les a rédigées avec le plus grand soin dans le but de limiter la portée des opérations. «L'administration, en particulier le département de la Justice, ne souhaitait pas révoquer l'interdiction d'assassiner, craignant de jeter le bébé avec l'eau du bain, mais voulait limiter la multiplication des autorisations.» Sous Clinton, ajoute-t-il, ces

dernières «étaient étroitement balisées; je crois que cela découlait d'une volonté de ne pas abroger le décret interdisant les assassinats, de ne pas établir de liste américaine de cibles».

La représentante Nancy Pelosi, alors parlementaire démocrate des plus influentes, presse ses collègues réunis dans la salle close de ne jamais faire état en public de ces documents ultra-secrets qui autorisent le recours à la force létale: «Seul le cercle le plus restreint qui soit, aux plus hauts échelons du Congrès, doit connaître leur existence, explique-t-elle. Il est extraordinaire […] qu'une telle information soit aujourd'hui partagée ici.» Elle les met en garde contre toute fuite dans les médias, puis ajoute que «rien ne nous permet de confirmer, de nier, de prétendre ou d'admettre que nous sommes au fait de ces documents». On demande alors à Clarke s'il juge que les États-Unis devraient abandonner leur politique d'interdiction des assassinats. «Je crois que la plus grande prudence s'impose en ce qui concerne la portée d'une autorisation à recourir à la force létale, répond-il. L'expérience d'Israël, qui dispose d'une longue liste de cibles, n'est pas très concluante. En commettant des assassinats, ce pays n'a manifestement ni enrayé le terrorisme ni neutralisé les organisations qui le pratiquent.» Les rares fois où l'administration Clinton a autorisé des opérations d'assassinats ciblés, précise Clarke, celles-ci devaient être menées de manière on ne peut plus chirurgicale. «Nous ne voulions pas créer de précédent important qui puisse, dans le futur, inciter les hauts fonctionnaires du renseignement à établir des listes de cibles et à lancer systématiquement des opérations qu'on pourrait qualifier d'assassinats […]. Tant au département de la Justice qu'à la Maison-Blanche, ainsi que chez certains éléments de la CIA, on voulait éviter la création d'une liste de cibles qui aurait fini par devenir une institution permanente à laquelle on aurait tout simplement continué d'ajouter des noms avant de dépêcher des commandos chargés de liquider les gens.»

Sous l'administration Clinton, Clarke faisait tout de même partie d'un groupe restreint de hauts fonctionnaires affectés à la lutte antiterroriste qui

préconisaient un usage plus efficace de la force létale et tentaient de faire reculer les limites de l'interdiction d'assassiner. «Dans la foulée du 11-Septembre, déclare-t-il, presque toutes nos propositions antérieures aux attentats ont été mises en œuvre.»

Bientôt, ce seront toutes leurs propositions, et plus encore.

*

* *

Rumsfeld et Cheney ont truffé l'administration de néoconservateurs de premier plan ayant passé l'ère Clinton à mener ce qui, dans les faits, consistait en un gouvernement parallèle au sein de groupes de réflexion de droite et d'importants fournisseurs des secteurs de la défense et du renseignement, et complotant leur retour au pouvoir. Parmi eux se trouvent Paul Wolfowitz, Douglas Feith, David Addington, Stephen Cambone, Lewis «Scooter» Libby, John Bolton et Elliott Abrams. Nombre d'entre eux s'étaient fait les dents sous Reagan et Bush père. D'autres, tels Cheney et Rumsfeld, sont dans le décor depuis l'ère Nixon. Plusieurs ont joué un rôle clé dans l'élaboration d'une doctrine politique sous les auspices du groupe ultranationaliste Project for the New American Century (PNAC, Projet pour le nouveau siècle américain). Malgré les décisions de Clinton de recourir à la force en ex-Yougoslavie et en Irak, sans parler des nombreuses frappes aériennes qu'il a lancées contre d'autres pays, ils considèrent que son administration, jugée quasi pacifiste, a affaibli l'hégémonie des États-Unis et les a rendus vulnérables. Ils qualifient ainsi les années 1990 de «décennie de négligence en matière de défense». Les néoconservateurs défendent depuis longtemps la thèse selon laquelle les États-Unis, unique superpuissance de l'après-guerre froide, devraient pouvoir intervenir de façon musclée partout dans le monde, redessinant les cartes et étendant leur empire. Au cœur de cette doctrine se trouve une hausse importante des dépenses militaires, planifiée dès 1992 par Cheney, alors secrétaire à la Défense, et ses adjoints. Selon ce qu'en disent les néoconservateurs dans le

document fondateur du PNAC, l'énoncé de doctrine de Cheney intitulé *Defense Planning Guidance* «propose un modèle permettant d'assurer le maintien de l'hégémonie des États-Unis, de prévenir l'émergence d'une grande puissance rivale et de façonner un nouvel ordre international en fonction des principes et des intérêts américains». Wolfowitz et Libby sont les principaux auteurs de ce manifeste, où l'on affirme que les États-Unis doivent être la seule superpuissance et prendre tous les moyens nécessaires pour dissuader «leurs concurrents potentiels ne serait-ce que d'aspirer à jouer un plus grand rôle à l'échelle régionale ou mondiale».

Leur projet a toutefois été contrecarré par des membres plus influents de l'administration Bush père, en l'occurrence le général Colin Powell, chef d'état-major des armées des États-Unis, le secrétaire d'État James Baker et le conseiller à la sécurité nationale Brent Scowcroft. À la grande frustration de Cheney et des néoconservateurs, la version définitive du document a été largement expurgée de ses accents impérialistes.

Une décennie plus tard, avant même le 11-Septembre, les néoconservateurs, revenus au pouvoir avec l'administration Bush fils, ressortent leur projet des poubelles de l'histoire et entreprennent sa mise en œuvre. L'expansion des capacités de projection militaire des États-Unis en est un élément central, de même que la mise sur pied d'unités d'élite légères au sein de forces d'opérations spéciales. «Pour le siècle à venir, nos forces devront être agiles, létales et faciles à déployer, et ce, avec un minimum de soutien logistique», déclare George W. Bush en 1999 dans un discours électoral préparé par Wolfowitz et d'autres néoconservateurs. «Nous devons être en mesure d'intervenir même à très longue distance, et de le faire en l'espace de quelques jours ou semaines, pas de quelques mois ou années. Nous devons rendre nos lourdes forces terrestres plus légères, et rendre nos forces légères plus létales. Elles doivent toutes devenir plus faciles à déployer.»

Les néoconservateurs envisagent aussi de consolider la mainmise américaine sur les ressources naturelles à l'échelle mondiale en confrontant

directement les États qu'ils trouveront dans leur chemin. Ils souhaitent provoquer des changements de régime dans de nombreux pays, dont l'Irak riche en pétrole. «Bien qu'ils soient d'ardents défenseurs de l'interventionnisme militaire américain, rares sont les néoconservateurs qui ont servi dans les forces armées; encore moins nombreux sont ceux qui ont occupé des postes électifs», constate le journaliste Jim Lobe, qui s'est penché sur l'essor du mouvement dans la décennie antérieure au 11-Septembre. Ils sont mus par «une quête incessante pour la domination militaire de la planète, ainsi que par le mépris des Nations Unies et, plus globalement, du multilatéralisme», poursuit-il. «Selon les néoconservateurs, les États-Unis usent de leur force pour le bien de l'humanité et ont donc la responsabilité morale de la déployer. Leur puissance militaire doit être hégémonique. Ils devraient l'exercer à l'échelle mondiale, mais sans jamais être contraints par des engagements multilatéraux qui les empêcheraient de mener des opérations unilatéralement en fonction de leurs intérêts et de leurs valeurs. Ils devraient également nouer une alliance stratégique avec Israël. Saddam Hussein doit partir, affirment-ils, parce qu'il représente une menace pour Israël et l'Arabie saoudite et parce qu'il stocke — et utilise — des armes de destruction massive.» Les membres du PNAC considèrent que «les États-Unis cherchent depuis des décennies à pérenniser leur rôle dans la sécurité de la région du golfe Persique. Bien que le conflit avec l'Irak, non résolu, offre une justification immédiate, le besoin d'une plus forte présence américaine dans le Golfe transcende la question du régime de Saddam Hussein». Quelques semaines après leur arrivée au pouvoir, Rumsfeld et Cheney s'activent pour que soit annulée la signature, apposée par le président Clinton à la toute fin de son mandat, du Statut de Rome, qui institue la Cour pénale internationale (CPI). Ils ne peuvent supporter l'idée que des soldats américains puissent faire l'objet de poursuites pour les opérations qu'ils mènent aux quatre coins du monde. Peu de temps après sa nomination au poste de secrétaire à la Défense, Rumsfeld presse donc le

personnel de ses services juridiques (et d'autres agences fédérales) de trouver «le moyen d'en sortir et d'annuler la signature de Clinton».

Même les vétérans de la politique extérieure du Parti républicain considèrent ces personnages comme des extrémistes. «Quand nous les avons vus revenir en ville, nous nous sommes tous dit: "Mon Dieu! Les cinglés sont de retour!" Les cinglés... c'est comme ça que nous les appelions», se rappelle Ray McGovern, qui a passé 27 ans au service de la CIA et a été chargé des rapports sur la sécurité nationale au vice-président George Bush, sous les ordres duquel il avait servi lorsque celui-ci dirigeait l'agence, dans les années 1970. Une fois au pouvoir, explique McGovern, les néoconservateurs ont ressuscité des idées que les vieux routiers de la politique étrangère d'administrations républicaines antérieures avaient mises au rancart; ces thèses extrémistes, ajoute-t-il, allaient bientôt «renaître de leurs cendres et être mises en œuvre». Ces hauts fonctionnaires croient que les États-Unis «peuvent et devraient jouer les gros bras en s'affirmant dans des régions déterminantes comme le Moyen-Orient», conclut l'ex-agent du renseignement.

Depuis plusieurs décennies, Cheney et Rumsfeld sont les joueurs clés d'un mouvement militant extérieur au gouvernement, mais qui, sous les administrations républicaines, agit au sein même de la Maison-Blanche. Ils se sont donné pour mission de munir l'exécutif de pouvoirs sans précédent, afin que celui-ci puisse mener des guerres secrètes, effectuer des opérations secrètes sans obligation de reddition de comptes et espionner des citoyens américains. Ces néoconservateurs considèrent que le Congrès ne devrait avoir aucun pouvoir de surveillance sur ces opérations et devrait se contenter de financer les agences qui les mènent. À leurs yeux, la présidence devrait être une dictature de sécurité nationale n'ayant de comptes à rendre qu'à elle-même, en fonction ce qu'elle juge bon pour le pays.

Cheney et Rumsfeld travaillent ensemble une première fois en 1969, sous l'administration Nixon, après que Rumsfeld a embauché Cheney, alors

étudiant aux cycles supérieurs, comme adjoint à l'Office of Economic Opportunity. La carrière de Cheney dans les hautes sphères de l'élite républicaine est ainsi lancée, de même que le grand projet de sa vie: le renforcement du pouvoir de l'exécutif. Devant les scandales qui, dans les années 1970, ébranlent l'administration Nixon (les bombardements secrets du Laos et du Cambodge, la révélation de l'existence d'une liste d'«ennemis» intérieurs et la tristement célèbre intrusion dans le quartier général du Parti démocrate à l'hôtel Watergate), le Congrès des États-Unis décide de s'attaquer aux privilèges de l'exécutif et au secret absolu qui l'entoure. Les parlementaires condamnent ainsi les bombardements du Laos et du Cambodge, et contrent une tentative de Nixon d'opposer son veto à la War Powers Resolution (Loi sur les pouvoirs de guerre) de 1973, qui limite le pouvoir du président d'autoriser des campagnes militaires en stipulant que celui-ci doit «consulter le Congrès avant d'engager les forces armées des États-Unis dans un conflit ou de les placer dans une situation laissant présager hors de tout doute l'imminence d'un conflit». En l'absence d'une déclaration de guerre formelle, le président est tenu d'informer le Congrès, par écrit et dans un délai de 48 heures, «des circonstances justifiant la participation des forces armées des États-Unis, de l'autorité constitutionnelle et législative sous laquelle cette participation aurait lieu, ainsi que de l'ampleur et de la durée estimées des hostilités ou de l'engagement». Pour Cheney, cette loi est anticonstitutionnelle et porte atteinte au statut de commandant en chef conféré au président. Il qualifiera cette époque de «creux» de l'autorité présidentielle américaine.

Après la démission de Nixon dans la foulée du scandale du Watergate, Cheney sert comme chef de cabinet du président Gerald Ford, tandis que Rumsfeld devient le plus jeune secrétaire à la Défense de l'histoire du pays. En 1975, le Congrès pousse plus à fond son enquête sur les opérations secrètes de la Maison-Blanche en mettant sur pied une commission, présidée par Frank Church, sénateur démocrate de l'Idaho. La commission Church se penche sur une série d'irrégularités commises par l'exécutif, lesquelles incluent des activités d'espionnage contre des citoyens

américains. Son enquête dresse le portrait d'opérations tout aussi secrètes qu'illégales, menées à l'abri de toute surveillance des tribunaux ou du Congrès. La commission tente aussi de se pencher sur le rôle des États-Unis dans le renversement et la mort, en 1973, du président chilien élu démocratiquement Salvador Allende, mais Ford lui fait obstacle en invoquant un privilège de l'exécutif. À un stade des travaux de la commission, Cheney essaie de forcer le Federal Bureau of Investigation (FBI, Bureau fédéral d'enquête) à enquêter sur le célèbre journaliste Seymour Hersh en vue de l'inculper, avec le *New York Times,* pour espionnage, en représailles pour un article sur l'espionnage illégal de citoyens américains par la CIA. Il compte ainsi dissuader les autres journalistes de révéler les activités secrètes et controversées de la Maison-Blanche.

Le FBI refuse d'enquêter sur Hersh, et la commission Church débouche sur un véritable cauchemar pour Cheney et ses camarades du mouvement pour le renforcement des pouvoirs de l'exécutif: la mise sur pied de commissions parlementaires chargées de surveiller les activités de renseignement, y compris les opérations secrètes. En 1980, le Congrès adopte une loi exigeant de la Maison-Blanche qu'elle rende compte de tous ses programmes d'espionnage à ces nouvelles commissions. Cheney et Rumsfeld passeront le reste de leurs carrières à tenter de mettre des bâtons dans les roues de ces autorités.

Au terme de la présidence libérale de Carter, Cheney conclut que l'exécutif est «sérieusement affaibli». Pendant les années Reagan, il exerce la fonction de représentant du Wyoming au Congrès, où il soutient avec vigueur les mesures radicales de renforcement de la Maison-Blanche que prend le président. Dans *Takeover: The Return of the Imperial Presidency and the Subversion of American Democracy,* le lauréat du prix Pulitzer Charlie Savage explique que, sous Reagan, le département de la Justice cherche à neutraliser «le retour en force du Congrès des années 1970» et commande un rapport invitant la Maison-Blanche à ignorer les lois qui «empiètent

anticonstitutionnellement sur les prérogatives de l'exécutif». Pour ce faire, le président peut recourir aux *signing statements*[1] afin de réinterpréter des lois et promulguer des décrets lui permettant d'esquiver la surveillance des parlementaires. Au début des années 1980, l'administration Reagan est impliquée jusqu'au cou dans le soutien à une insurrection de droite contre le gouvernement sandiniste de gauche du Nicaragua, en Amérique centrale. Cette campagne repose essentiellement sur un appui secret aux escadrons de la mort de la Contra. Reagan autorise également le minage des ports du pays, ce qui vaudra aux États-Unis d'être condamnés pour usage illégal de la force par la Cour internationale de justice.

En 1984, devant l'adoption, par le Congrès, de l'amendement Bolan interdisant tout soutien des États-Unis aux Contras, certains hauts fonctionnaires de la Maison-Blanche, menés par le colonel Oliver North, cadre au NSC, entreprennent la mise en œuvre d'un plan secret visant à verser des fonds aux rebelles de droite, en contravention à la loi. Ces fonds sont le produit de la vente illégale d'armes au gouvernement iranien, qui fait l'objet d'un embargo. Quatorze membres de l'administration Reagan, dont le secrétaire à la Défense, seront inculpés pour leur participation à ce stratagème. Lorsque le scandale Iran-Contra éclate et que le Congrès s'active à en déterminer l'origine, Cheney apparaît comme le grand défenseur de la Maison-Blanche à Capitol Hill en publiant une opinion dissidente, favorable à un programme secret que la plupart de ses collègues parlementaires jugent illégal. Dans son «rapport minoritaire», il condamne l'enquête du Congrès en la qualifiant d'«hystérique». On y lit que l'histoire «laisse peu de doutes quant aux prérogatives du président des États-Unis en matière de politique extérieure». «Il faut donc accueillir avec un profond scepticisme les décisions des parlementaires qui limitent ce pouvoir. Si elles consistent en une ingérence, elles doivent être renversées», conclut-il.

Les personnes condamnées dans le cadre de l'affaire Iran-Contra seront graciées par le président Bush père, sous l'administration duquel Cheney, devenu secrétaire à la Défense, poursuit sa croisade pour un renforcement

des pouvoirs de l'exécutif. Au cours de son mandat, Cheney sème les germes d'un autre programme allant dans ce sens en commandant une étude à la firme Halliburton, géant des services aux sociétés pétrolières, laquelle étude ouvrira la porte à la privatisation d'une bonne partie de la bureaucratie militaire. Il se rend vite compte que le fait de confier les opérations militaires au secteur privé oppose un nouvel obstacle à la surveillance des parlementaires, ouvrant ainsi la possibilité de planifier et de mener les guerres, déclarées ou non, encore plus secrètement. En 1995, Cheney est nommé PDG de Halliburton, poste qu'il occupera pour le reste de la décennie, présidant ainsi à la création d'une armée de l'ombre qui finira par devenir la pierre angulaire des guerres secrètes comme ouvertes qu'il mènera dès son retour à la Maison-Blanche en 2001. Pendant l'ère Clinton, il est également associé à l'American Enterprise Institute, un groupe de réflexion néoconservateur où il élabore un programme politique et militaire à mettre en œuvre quand son parti reprendra le pouvoir. Au moment où George Bush fils entre en fonction, Cheney devient le plus puissant vice-président de l'histoire des États-Unis.

*

* *

Le 10 septembre 2001, soit la veille de l'écrasement d'un Boeing 757 d'American Airlines affecté au vol 77 dans le mur ouest du Pentagone, Donald Rumsfeld se rend dans cet immeuble pour prononcer l'un de ses premiers discours importants à titre de secrétaire à la Défense. Deux portraits de lui ornent la salle: celui du plus jeune secrétaire à la Défense de l'histoire et celui du plus vieux. Les attentats du 11 septembre n'ont pas encore eu lieu; néanmoins, Rumsfeld monte à la tribune pour prononcer une déclaration de guerre.

«Aujourd'hui, je veux vous parler d'un adversaire qui représente une menace, une grave menace, à la sécurité des États-Unis», beugle-t-il devant ses nouveaux employés. «Cet adversaire est l'un des derniers bastions de la

planification centralisée. Il gouverne en dictant des plans quinquennaux. D'une capitale unique, il tente d'imposer ses exigences par-delà les fuseaux horaires, les continents, les océans. De façon méthodique et impitoyable, il entrave la libre pensée, tue dans l'œuf les idées nouvelles. Il nuit à la défense du pays et met en danger la vie des hommes et des femmes en uniforme.» Rumsfeld, qui a bien connu la guerre froide, poursuit ainsi: «On dirait que je parle de l'Union soviétique, mais cet ennemi n'existe plus: nos adversaires d'aujourd'hui sont plus subtils, plus implacables. On pourrait croire que je décris l'un des derniers dictateurs séniles de la planète, mais les jours de ceux qui restent sont comptés, et leur puissance n'arrive pas à la cheville de celle de l'ennemi dont il est ici question. Le véritable adversaire est plus près nous: il s'agit de la bureaucratie du Pentagone.» L'enjeu, poursuit-il, est très important, «une question de vie ou de mort qui, en dernière analyse, touche chaque citoyen américain». À son auditoire constitué d'anciens cadres de l'industrie de la défense devenus bureaucrates du Pentagone, Rumsfeld explique qu'il entend rationaliser la façon dont les États-Unis font la guerre. «Certains se demanderont comment un secrétaire à la Défense peut oser s'en prendre au Pentagone devant ses propres employés. Je leur réponds que je ne souhaite aucunement attaquer le Pentagone: je cherche plutôt à le libérer, à le sauver de lui-même.» Rumsfeld et son équipe qualifieront cette politique de «révolution dans les affaires militaires».

Le gotha néoconservateur auquel Bush confie la politique étrangère arrive donc au pouvoir muni d'un programme de restructuration radicale de l'armée américaine, lequel vise à mettre un terme au prétendu affaiblissement de la défense nationale induit par Clinton ainsi qu'à relancer le projet de bouclier antimissile autrefois promu par Reagan et d'autres figures de la guerre froide. Douglas Feith, adjoint de Rumsfeld, se souvient: «À son arrivée au pouvoir en janvier 2001, l'administration Bush s'inquiète certes de la menace du terrorisme islamiste, mais se préoccupe davantage de la Russie.» L'attention qu'elle accorde au terrorisme se concentre sur les menaces que représentent des États (l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord et

l'Irak), pour lesquels elle prône des changements de régime. Cheney et Rumsfeld ont passé les années 1990 à ourdir un plan visant à redessiner la carte du Moyen-Orient, mais celui-ci n'est pas axé sur la menace asymétrique incarnée par Al-Qaïda et d'autres groupes terroristes. C'est l'Irak qui les obsède, et non Al-Qaïda. «Dès le départ, nous avons monté un dossier contre Saddam Hussein en nous demandant comment le renverser et faire de l'Irak un nouveau pays», raconte le secrétaire au Trésor d'alors, Paul O'Neill: «Si nous y parvenions, tous les problèmes seraient réglés. Il ne restait qu'à déterminer comment s'y prendre. Le président nous disait: "Parfait, trouvez-moi un moyen de le faire."» Le 1er février 2001, lors de la deuxième réunion du NSC à se tenir sous la nouvelle administration, Rumsfeld va droit au but: «Nous sommes ici pour nous demander comment traquer Saddam Hussein.»

Ironiquement, malgré ses fanfaronnades et sa dénonciation de la mollesse et du manque de vigilance de l'administration Clinton et des démocrates envers Al-Qaïda, Rumsfeld lui-même fait peu de cas de la menace imminente que laisse planer cette organisation avant le 11-Septembre. Le 10 juillet 2001, soit deux mois avant les attentats, George Tenet, directeur de la CIA, et Cofer Black, directeur du centre de lutte antiterroriste de l'agence, tiennent à Langley (Virginie) une réunion dont le journaliste Bob Woodward révélera les détails. Il s'agit pour les deux hommes d'analyser les renseignements dont ils disposent sur Ben Laden et Al-Qaïda. Black, rapporte Woodward, «résume le dossier, constitué de communications interceptées et de renseignements ultra-secrets indiquant l'imminence de plus en plus probable d'une attaque d'Al-Qaïda contre les États-Unis. Bien que très fragmentaire, l'information dont ils disposent est assez probante pour que Tenet et Black décident de la transmettre sans délai à la Maison-Blanche». Cette année-là, «Tenet peine à recueillir des opinions favorables à la mise en œuvre immédiate d'un plan d'action contre Ben Laden, entre autres parce que […] Rumsfeld doute de la valeur des communications interceptées et des autres renseignements recueillis par la

National Security Agency. Le secrétaire à la Défense subodore une vaste supercherie, une ruse destinée à évaluer la réaction et les moyens de défense des États-Unis». En route vers la Maison-Blanche, Tenet, qui a passé les renseignements en revue avec Black, s'empresse de téléphoner à la conseillère à la sécurité nationale Condoleeza Rice. Une fois dans le bureau de cette dernière, raconte Woodward, Black et Tenet «sentent que le message ne passe pas. Elle les écoute poliment, mais ils ont l'impression qu'elle ne les prend pas au sérieux».

Le lendemain matin, des avions pilotés par des pirates de l'air frappent les tours jumelles et le Pentagone. Rumsfeld et son équipe réaliseront vite que, au lieu de leur nuire, la lutte contre le terrorisme fournit la justification nécessaire à la mise en œuvre de leur projet d'invasion de l'Irak. Et, chose sans doute plus importante, les lendemains du 11-Septembre offriront à cette clique la possibilité de concrétiser son rêve d'un exécutif tout-puissant, jouissant du droit pratiquement illimité de mener des guerres à sa guise, en faisant fi des frontières, au nom d'une prétendue menace mondiale à la sécurité des États-Unis. Les buts et les plans dont ils parlaient à mots couverts dans leurs réunions informelles obtiendront le statut de politique officielle.

Pendant que l'équipe militaire de Bush organise la réaction aux attentats du 11 septembre, Rumsfeld mène une charge visant à placer tout de suite l'Irak sur la liste des cibles. En prévision des réunions convoquées par le président pour le week-end des 15 et 16 septembre à Camp David, Feith transmet à Rumsfeld une note énumérant «les cibles prioritaires et immédiates de la riposte initiale», soit Al-Qaïda, les talibans et l'Irak. «Dès le 11 septembre au soir, l'administration ne laisse planer aucun doute sur ses intentions», se rappelle le général Hugh Shelton, alors chef d'état-major des armées et principal conseiller militaire du président Bush. Rumsfeld et Wolfowitz, poursuit-il, s'empressent d'insister sur la nécessité d'une attaque contre l'Irak: «"Nous devons aller en Irak, tout de suite", affirment-ils, même si l'on n'a pas l'ombre d'une preuve du moindre lien entre ce pays et [le 11-Septembre].» «Ce soir-là, le battement des tambours commence tout

de même à se faire entendre. Les ténors néoconservateurs n'aiment guère me voir entrer dans le bureau muni de propositions [de riposte au 11-Septembre] ne faisant nulle mention de l'Irak.» Le 12 septembre, le président Bush demande trois fois à Richard Clarke de rester à l'affût du «moindre indice» permettant d'associer l'Irak aux attentats. Wolfowitz fait parvenir à Rumsfeld une note stratégique où il affirme que, «même si les probabilités que Saddam Hussein soit derrière les attentats du 11 septembre n'étaient que de 10 %», il faudrait «accorder la plus haute priorité à l'élimination de cette menace». Devenu secrétaire d'État, le général Colin Powell rejoindra son successeur Shelton dans le camp des opposants à l'invasion de l'Irak. Dix ans auparavant, pendant la guerre du Golfe, Powell a eu un différend avec Wolfowitz (alors sous-secrétaire à la politique de Défense) et les idéologues civils à la tête du Pentagone parce qu'il contestait leur projet d'envoyer des troupes à Bagdad pour renverser Saddam Hussein. Mais Powell et les conservateurs traditionnels, dont le secrétaire d'État James Baker et le conseiller à la sécurité nationale Brent Scowcroft, ont eu gain de cause. Cette fois, dans un pays traumatisé par les attentats du 11 septembre, Wolfowitz et ses collègues idéologues sont convaincus qu'ils atteindront leurs objectifs.

À Camp David, raconte Sheldon, Wolfowitz persiste à prôner l'invasion de l'Irak, même si le chef d'état-major des armées, le secrétaire d'État et d'autres hauts gradés du renseignement soulignent l'absence d'indices liant de quelque manière ce pays aux attentats. Alors qu'on discute de l'éventualité de s'en prendre au sanctuaire d'Al-Qaïda qu'est l'Afghanistan, se souvient Shelton, «Wolfowitz, égal à lui-même, lance sans détour: "Nous devons utiliser le 11-Septembre comme prétexte à une invasion de l'Irak!"» En cette période suivant immédiatement le 11-Septembre, Emile Nakhleh, alors analyste principal à la CIA, conseille également le président. Il travaille pour l'agence depuis une dizaine d'années, dont il a passé l'essentiel sous le couvert d'une identité de savant dans divers pays musulmans. Ayant mis sur pied le programme d'analyse stratégique de l'islam politique et agi comme

professeur en résidence auprès de mouvements islamistes et de gouvernements du Moyen-Orient, il jouit à la CIA d'un statut comparable à celui de général à trois étoiles. Au cours d'une de ces premières réunions, devant l'insistance de Rumsfeld et de Wolfowitz à envahir l'Irak, il se lève et leur lance: «Libre à vous de régler son compte à ce fils de pute [Saddam Hussein], mais sachez que nous ne disposons d'aucun renseignement l'associant à Al-Qaïda ou au terrorisme, et que nous ne savons rien de précis» sur d'éventuelles armes de destruction massive. Après ces quelques réunions tenues dans la foulée du 11-Septembre, raconte Nakhleh, «j'en ai conclu, avec d'autres analystes, qu'ils allaient partir en guerre. Le train avait quitté la gare, sans égard aux renseignements dont nous disposions». Le président Bush, qui s'est engagé en campagne électorale à ne pas se lancer dans le *nation building,* ajourne les discussions sur l'Irak pour un temps. Il a plaidé pour une politique extérieure «modeste», mais son opinion évolue rapidement.

Les faucons auront besoin d'un certain temps (et d'une bonne dizaine de visites de Cheney et de son chef de cabinet «Scooter» Libby à la CIA) pour accumuler assez de «preuves» de la production d'armes de destruction massive par l'Irak, condition à la mise en œuvre de leur projet d'invasion. Entre-temps, ils ont une autre guerre à mener, celle-là contre la surveillance du gouvernement et la reddition de comptes aux parlementaires. Pendant que, en Afghanistan, la CIA et les forces spéciales mettent les talibans en déroute, suscitant des manchettes spectaculaires vantant la célérité et le caractère décisif de la campagne américaine contre ce régime fragile, Cheney, Rumsfeld et leurs adjoints néoconservateurs fomentent une guerre planétaire. Cette guerre s'étendra au territoire des États-Unis sous forme d'écoute téléphonique sans mandat, d'arrestations massives d'immigrants musulmans d'origine arabe, pakistanaise ou autre, et d'une limitation notable des libertés civiles de la population américaine. Pour la mener, ils devront démanteler ou manipuler la bureaucratie chargée de la surveillance et de l'évaluation juridique qu'ont mise en place les administrations

précédentes. Toutes ces mesures ouvriront la porte à un ensemble de tactiques qui, bien qu'employées auparavant, pourront désormais l'être à une échelle plus vaste que jamais: opérations secrètes ou illégales, prisons secrètes, capture et traque d'«objectifs de grande importance», nouvel euphémisme pour désigner l'assassinat.

*

* *

Arrivé en poste au sortir d'une ère Reagan-Bush où les opérations secrètes avaient été marquées par le scandale Iran-Contra, le président Clinton a multiplié les mécanismes de surveillance et soumis l'approbation de ces campagnes à un cadre juridique rigoureux. Si le président ou son conseiller à la sécurité nationale envisageait une opération secrète, la proposition devait désormais passer au crible d'un processus de surveillance interne. Le procureur général de la CIA jugeait d'abord de sa légalité, puis la soumettait à deux comités distincts de l'agence (le groupe de planification des opérations secrètes et le groupe d'évaluation des opérations secrètes) pour un examen plus approfondi (et une éventuelle révision). Une fois la proposition évaluée et révisée, elle était renvoyée à l'avocat général de la CIA. Ce dernier statuait sur la légalité de la nouvelle mouture avant de l'expédier à la Maison-Blanche, où elle était présentée au groupe de travail interagences sur les opérations secrètes, constitué de représentants des diverses agences rattachées à l'exécutif. Le groupe en analysait les conséquences potentielles et en évaluait à son tour la légalité. Après un dernier examen par les dirigeants des agences concernées et leurs adjoints, le projet d'opération secrète était transmis au président pour approbation. Rares étaient les opérations autorisées.

Début 2001, au moment où le président prête serment, l'administration Bush indique qu'elle entend maintenir plusieurs de ces mécanismes de surveillance. Signée par Bush le 13 février, la directive présidentielle de sécurité nationale n^{o} 1 reprend l'essentiel du système d'approbation des

opérations secrètes en vigueur sous Clinton. Toutefois, en mars, Bush ordonne à Rice de mandater la CIA de «préparer une nouvelle série d'autorisations pour des opérations secrètes en Afghanistan»: Clarke et ses homologues de la CIA responsables de l'«unité Ben Laden» ont entrepris la planification d'opérations secrètes, tandis que l'administration propose d'augmenter le financement des activités antiterroristes de l'agence. Clarke insiste fortement sur la nécessité d'attaquer Al-Qaïda en représailles à l'attentat d'octobre 2000 contre l'*USS Cole* sur la côte du Yémen. Comme c'était le cas sous Clinton, bon nombre de ces plans ciblent les dirigeants du mouvement islamiste en Afghanistan. Fin mai, Rice et Tenet rencontrent Clarke, Black et le chef de l'unité Ben Laden pour discuter du «lancement d'une offensive» contre Al-Qaïda. La CIA mène déjà des opérations dans le but de déstabiliser Ben Laden, mais ces hauts fonctionnaires s'entendent sur la nécessité d'un plan pour «venir à bout» d'Al-Qaïda. Ils approuvent aussi un plan secret d'aide à l'Ouzbékistan, mais se gardent d'offrir un soutien digne de ce nom à l'Alliance du Nord et à d'autres groupes afghans opposés aux talibans. Autrement dit, ils maintiennent la méthode Clinton à l'égard d'Al-Qaïda et de l'Afghanistan, mais avec un financement accru et de façon plus ciblée.

En juin, un brouillon de la directive présidentielle de sécurité nationale circule, mais les adjoints tiendront cinq autres réunions avant de le présenter aux décideurs. Au cours de l'une d'elles, en août 2001, le comité des adjoints du NSC «conclut qu'il est légal pour la CIA de tuer Ben Laden ou l'un de ses lieutenants» à l'aide d'un drone de combat Predator. En 2003, devant la commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis (commission du 11-Septembre), l'adjoint de la conseillère à la sécurité nationale Stephen Adley qualifiera ce projet de «délibérément ambitieux», soulignant la mobilisation sur plusieurs années de «tous les instruments de la puissance nationale», ce qui inclut des opérations secrètes à grande échelle.

Les drones finiront par devenir partie intégrante de l'arsenal américain destiné aux assassinats ciblés, mais, avant le 11-Septembre, la question divise fortement les membres de l'équipe antiterroriste de Bush. Au cours de la dernière année de l'administration Clinton, les États-Unis ont commencé à envoyer des drones dans le ciel afghan à partir d'une base secrète nommée K2, située en Ouzbékistan. Un programme de fabrication de drones de combat a été lancé, lequel n'est toujours pas opérationnel. Cofer Black soutient qu'on ne devrait même pas affecter les drones à des missions de reconnaissance, laissant entendre que l'administration devrait patienter jusqu'à ce qu'on puisse les armer. En 2000, rappelle-t-il, les autorités talibanes ont repéré un Predator au-dessus du territoire afghan et envoyé des chasseurs MiG à ses trousses. «Je ne crois pas que le potentiel de reconnaissance l'emporte sur les risques de suppression du programme quand les talibans font de la surenchère en montrant un Predator en cendres devant les caméras de CNN», déclare-t-il. L'administration renonce finalement à l'utilisation des drones de reconnaissance en Afghanistan, et ce, jusqu'au jour où ces appareils pourront être armés de missiles. Toutefois, alors que Black, Clarke et les autres membres de l'équipe antiterroriste plaident en faveur d'un recours prochain aux Predator pour mener des campagnes d'assassinats ciblés, les hauts dirigeants de la CIA se montrent vivement préoccupés par la poursuite d'un tel programme, faisant écho aux inquiétudes des services antiterroristes de l'ère Clinton quant à l'établissement de listes américaines de cibles. Selon la commission du 11-Septembre, Tenet «s'est demandé si, en tant que directeur du renseignement, il devrait commander un Predator armé. "Nous nous trouvions en terrain inconnu", a-t-il déclaré. Il a soulevé des questions cruciales. Quelle est la chaîne de commandement? Qui appuie sur la gâchette? Les dirigeants des États-Unis sont-ils à l'aise devant l'idée de voir la CIA se charger de telles opérations, indépendamment du commandement militaire officiel et à l'abri des mécanismes de surveillance?» Charles Allen, directeur adjoint de la CIA à la recherche du renseignement de 1998 à 2005,

reconnaît que lui et A.B. «Buzzy» Krongard, numéro trois de l'agence, seraient «heureux d'appuyer sur la gâchette, mais que l'idée fait horreur à Tenet», ajoutant que personne à la CIA n'a l'autorité d'utiliser des drones pour assassiner des gens, terroristes ou pas.

Alors que ces débats animent la CIA, ce n'est pas avant la semaine précédant le 11-Septembre que l'administration Bush convoque ses hauts fonctionnaires à une réunion pour discuter de la menace que représente Al-Qaïda. Ainsi, le 4 septembre, une version préliminaire de la directive présidentielle de sécurité nationale est déposée officiellement puis adoptée «sans trop de discussions» avant d'être soumise à Bush pour signature. Rice aurait informé le président que, selon elle, la mise en œuvre de cet ambitieux programme demanderait trois ans. Le 10 septembre, Hadley fait encore pression sur Tenet et la CIA pour qu'ils préparent les autorisations légales nécessaires à la réalisation du «"vaste programme d'opérations secrètes" prévu par la directive présidentielle». Il leur demande également de rédiger des décrets «autorisant toute une gamme d'opérations secrètes, dont la capture et l'usage de la force létale» contre «les responsables du commandement et du contrôle» d'Al-Qaïda. Ces décrets, révélera la commission du 11-Septembre, sont appelés à remplacer ceux de l'ère Clinton et doivent avoir une portée assez large pour «englober tout projet ultérieur d'opération secrète liée à Ben Laden». Bien que l'administration Bush tente d'élargir la notion de force létale acceptable dans son combat contre Ben Laden et ses principaux lieutenants, le processus est marqué par les mêmes préoccupations que sous Clinton à l'égard de l'autorisation de tuer. L'administration Bush emprunte donc une voie similaire à celle du gouvernement précédent en tentant de contourner l'interdiction d'assassiner tout en exigeant l'évaluation rigoureuse de toute proposition d'opération létale.

Au matin du 11 septembre, tout va changer.

Avec les tours du World Trade Center s'effondrera le système de surveillance et d'évaluation des opérations létales secrètes qu'on a

soigneusement mis en place au cours de la décennie précédente.

*

* *

«Seule une crise — qu'elle soit réelle ou perçue comme telle — pousse à un véritable bouleversement», écrivait l'icône conservatrice Milton Friedman dans *Capitalisme et liberté.* Conseiller de premier plan auprès d'administrations républicaines successives, Friedman exerce une influence considérable sur de nombreux hauts fonctionnaires de l'administration Bush. Au début de sa carrière, Rumsfeld l'a eu pour mentor; Cheney et les figures néoconservatrices de l'administration lui demandent régulièrement conseil. Friedman résume ainsi l'un de ses prêches: «Lorsque cette crise se produit, les mesures qui sont prises dépendent des idées qui sont dans l'air du temps. C'est là, je crois, notre rôle principal: développer des alternatives aux politiques existantes et les maintenir actuelles jusqu'à ce que le politiquement impossible devienne le politiquement inévitable.»

Les hauts fonctionnaires de l'administration Bush chargés de la sécurité nationale et de la défense ont passé les huit années de la présidence Clinton à «développer des alternatives», et les attentats du 11 septembre, qui leur valent le soutien quasi unanime d'un Congrès à majorité démocrate, représentent une occasion en or de rendre leurs idées «politiquement inévitables». L'année précédente, dans leur rapport intitulé *Rebuilding America's Defenses,* les néoconservateurs du PNAC se sont livrés à de sinistres conjectures sur l'avenir en affirmant que «le processus de transformation, même s'il induit des changements révolutionnaires, risque d'être long, à moins que ne survienne quelque événement catastrophique, catalyseur, un nouveau Pearl Harbor». Cheney et Rumsfeld n'ont peut-être pas vu venir les attentats du 11 septembre, mais ils se révéleront très habiles à les exploiter.

La Constitution des États-Unis stipule que c'est le Congrès, et non le président, qui dispose du droit de déclarer la guerre. Trois jours après les

attentats, toutefois, les parlementaires adoptent une mesure radicale qui va dans un tout autre sens. Le 14 septembre 2001, la Chambre des représentants et le Sénat accordent au président Bush une latitude sans précédent pour mener une guerre planétaire en votant l'Authorization for Use of Military Force (Autorisation de recourir à la force militaire), en vertu de laquelle «le président est autorisé à user de toute la force nécessaire et appropriée contre des nations, des organisations ou des personnes dont il détermine qu'elles ont planifié, autorisé, commis ou soutenu les attaques terroristes du 11 septembre 2001, ou qui ont hébergé de telles organisations ou personnes, afin de prévenir tout acte futur de terrorisme international contre les États-Unis par ces nations, organisations ou personnes». L'administration interprétera l'usage du mot «personnes» comme un feu vert aux assassinats. Le Sénat adopte l'autorisation à l'unanimité, et un seul membre de la Chambre des représentants vote contre: la représentante démocrate progressiste de Californie Barbara Lee. «Quel que soit le degré de difficulté d'une telle position, certains d'entre nous doivent prôner la retenue», déclare-t-elle d'une voix tremblante devant ses collègues de la Chambre le jour du vote. «Certains d'entre nous doivent recommander de prendre un moment de recul pour réfléchir à la portée de nos gestes, pour mieux en saisir les conséquences», ajoute-t-elle avant de conclure: «Nous devons prendre soin de ne pas nous lancer dans une guerre illimitée, dépourvue de cible précise et de stratégie de retrait.» La résistance des parlementaires à l'important renforcement des pouvoirs de guerre demandé par la Maison-Blanche se résumera à cette courte allocution de Lee.

Renforcée par l'appui écrasant des deux partis au déclenchement d'une guerre sans frontières, d'envergure planétaire, contre un ennemi sans État, l'administration Bush déclare que le monde est un champ de bataille. «Nous devons en quelque sorte aller du côté obscur», proclame Dick Cheney à l'émission *Meet the Press* de NBC le 16 septembre, laissant entrevoir ce qui s'en vient. «Nous devons passer un certain temps dans l'ombre du monde du renseignement. Si nous voulons gagner, une bonne partie de ce

qu'impose la situation devra se faire discrètement, sans discussion, à l'aide des sources auxquelles le renseignement a accès.» Le 18 septembre, Bush appose sa signature à la Loi l'autorisant à recourir à la force militaire, mais la directive qu'il a édictée la veille est d'une importance encore plus capitale. Par cette directive, dont le libellé demeure secret, le président confère à la CIA l'autorité de capturer et de détenir, où que ce soit dans le monde, tout militant qu'elle juge suspect, ce qui mènera à la constitution d'un réseau d'installations que les hauts fonctionnaires désigneront entre eux sous le nom de *black sites* et qui pourront servir de prisons ou de centres d'interrogatoire. La directive élimine aussi les obstacles que représentent, pour la procédure d'autorisation des assassinats ciblés, la surveillance et l'évaluation interagences. Enfin, élément sans doute le plus important, elle met un terme à la pratique voulant que le président approuve lui-même chaque opération létale secrète. Les avocats-conseils de l'administration ont jugé que l'interdiction d'assassiner ne s'applique pas aux personnes tenues pour «terroristes», donnant ainsi une grande marge de manœuvre à la CIA pour autoriser elle-même des homicides sur le théâtre des opérations. Dans un premier temps, le président Bush souhaite que l'agence prenne l'initiative, et a justement devant lui l'homme de la situation.

*

* *

Cofer Black a passé l'essentiel de sa carrière en Afrique, dans l'ombre. Comme agent de la CIA, il s'est fait les dents en Zambie lors de la guerre de Rhodésie, puis en Somalie et en Afrique du Sud pendant la guerre sanglante menée par le régime d'apartheid contre la majorité noire. Alors qu'il servait au Zaïre, il a collaboré à un programme secret de l'administration Reagan qui visait à armer les forces anticommunistes d'Angola. Au début des années 1990, soit bien avant la plupart de ses collègues du milieu antiterroriste, Black a développé une obsession pour Oussama Ben Laden, en qui il voyait déjà une grave menace à neutraliser. De 1993 à 1995, il a

travaillé sous couvert diplomatique à l'ambassade des États-Unis à Khartoum, au Soudan, à titre de chef de station de la CIA. Ben Laden se trouvait lui aussi au Soudan, où il s'occupait à faire de son réseau international ce que la CIA finirait par qualifier de «fondation Ford du terrorisme islamiste sunnite». Les agents de Black chargés de le traquer étaient soumis à la directive de l'administration Clinton limitant leur champ d'action à la collecte de renseignements. Black aurait aimé obtenir l'autorisation de tuer le milliardaire saoudien, mais la Maison-Blanche n'avait pas encore émis les «directives létales» qu'elle prendrait dans la foulée des bombardements de ses ambassades africaines en 1998. «À cette époque, malheureusement, la question des permis de tuer, officiellement désignés sous le nom de "directives létales", était un sujet tabou dans notre groupe», déplore Billy Waugh, agent de la CIA et proche collaborateur de Black au Soudan. «Au début des années 1990, nous étions tenus d'adhérer au discours moralisateur du conseiller juridique et des bonnes âmes.» Parmi les idées de Waugh qu'on aurait rejetées figurait un complot visant à assassiner Ben Laden à Khartoum et à déposer son corps devant l'ambassade iranienne dans le but de faire porter le blâme à Téhéran. Selon Waugh, Black «aimait beaucoup» cette idée.

Aux premiers jours de la présidence Bush, Black se remet à réclamer l'autorisation de pourchasser Ben Laden. «Avant le 11-Septembre, il entrait souvent dans mon bureau pour me faire part de ses innombrables tentatives de s'en prendre à Ben Laden», se souvient Lawrence Wilkerson, alors chef de cabinet du secrétaire d'État Colin Powell.

Le 6 août 2001, alors qu'il séjourne dans son ranch de Crawford, au Texas, le président Bush reçoit son rapport quotidien, ce jour-là intitulé «Ben Laden déterminé à attaquer les États-Unis». En deux endroits, le document mentionne la possibilité que des agents d'Al-Qaïda tentent de détourner des avions et fait état d'informations du FBI relatives à «une série d'activités suspectes [se déroulant aux États-Unis], lesquelles concordent avec les préparatifs d'un détournement d'avion ou d'autres types

d'attentats, et dont fait partie la surveillance d'immeubles fédéraux à New York». Neuf jours plus tard, Black donne une conférence secrète sur le terrorisme au Pentagone. «Nous allons bientôt être attaqués. De nombreux Américains vont mourir, peut-être aux États-Unis mêmes», déclare-t-il.

Après le 11-Septembre, Bush et Cheney redéfinissent les règles du jeu. Black n'a plus besoin de menacer personne pour obtenir la permission de mener des opérations létales. «En mon for intérieur, je me disais que ça y était, se souvient Black. Je me sentais comme un chien de garde libéré après avoir été maintenu attaché. Je ne pouvais plus attendre.» Lors d'une première réunion suivant les attentats, Black explique au président comment il compte déployer les paramilitaires de la CIA en Afghanistan pour traquer Ben Laden et ses lieutenants. On raconte que Bush adore son style. Lorsque Black l'informe que l'opération ne se fera pas sans effusion de sang, le président lui répond: «Allons-y! C'est la guerre, et nous sommes là pour la gagner.» Philip Giraldi, ancien officier traitant de la CIA ayant travaillé avec Black à Camp Peary, centre de formation de l'agence situé dans une zone rurale de Virginie, raconte que l'homme «est étroit d'esprit» et méprise les plus proches alliés européens des États-Unis, dont le Royaume-Uni, «en qui il n'a pas du tout confiance». Quand l'idée d'une guerre planétaire commence à faire surface, relate Giraldi, Black «affiche un grand enthousiasme, comportement inusité à l'agence. Les employés de la CIA sont en général plutôt sceptiques: sur le terrain, les agents du renseignement tombent vite dans le scepticisme à l'égard de bien des réalités. Cofer, lui, fait partie des enthousiastes».

Le 19 septembre, la CIA déploie un commando portant le nom de code Jawbreaker. Les instructions de Black sont explicites et macabres. «Messieurs, voici votre feuille de route. Je tiens à mettre les choses au clair. J'en ai discuté avec le président, et il est entièrement d'accord», explique-t-il à l'agent secret Gary Schroen et à ses hommes. «Je ne veux pas que vous capturiez Ben Laden et ses brutes, je les veux morts», ordonne-t-il. «Vous devez les tuer. Je veux des photos montrant leurs têtes sur des piques. Je

veux que celle de Ben Laden me soit expédiée dans une glacière pour que je puisse la montrer au président. C'est ce que je lui ai promis.» En 30 ans de carrière, c'est la première fois qu'on ordonne à Schroen d'assassiner un adversaire au lieu de tenter de le capturer. Black lui demande si ces ordres sont clairs. «Parfaitement clairs, Cofer», répond l'agent. «Je ne sais pas comment nous allons trouver de la glace sèche en Afghanistan, mais je crois bien que nous trouverons de quoi fabriquer des piques sur le terrain.» Plus tard, Black lui explique pourquoi il juge cette étape nécessaire: «Nous avons besoin d'ADN, et il existe une bonne façon de s'en procurer. On prend une machette, on lui coupe la tête et on se retrouve avec un plein seau d'ADN qu'on peut tester. C'est bien plus simple que d'expédier le corps au complet!» Avant que l'invasion de l'Afghanistan n'atteigne son plein déploiement, Black rencontre à Moscou des diplomates russes qui lui rappellent la défaite de l'Union soviétique aux mains des moudjahidines soutenus par les États-Unis. Black leur réplique d'un ton agressif: «Nous allons les tuer! Nous allons mettre leurs têtes sur des piques! Nous allons ébranler leur monde!» Signe annonciateur de ce qui deviendra usuel, les opérations secrètes organisées par Black au lendemain du 11-Septembre reposent lourdement sur des sous-traitants du secteur privé. L'équipe initiale de la CIA est composée d'une soixantaine d'ex-membres de la force Delta, des Navy's Sea, Air, Land Teams (Navy SEAL, unités d'élite de la marine des États-Unis) et d'autres forces spéciales qui travaillent pour Black à titre d'entrepreneurs indépendants et sont majoritaires au sein du premier contingent d'Américains à se rendre en Afghanistan.

Dans un premier temps, la liste des cibles préautorisées de la CIA est assez courte: on estime qu'elle compte de 7 à 24 personnes, dont Ben Laden et son adjoint Ayman Al-Zaouahiri. De plus, la campagne vise essentiellement l'Afghanistan. Le 7 octobre, le président Bush lance officiellement l'opération Enduring Freedom, et l'armée américaine entreprend une campagne de frappes aériennes suivie d'une invasion terrestre. Aux premiers jours de l'intervention, la CIA et les forces spéciales

travaillent de concert. «Nous nous battons pour atteindre les objectifs de la lutte antiterroriste sur le théâtre des opérations afghan», écrit en octobre le commandant des opérations spéciales au personnel de la CIA. «Bien que nos objectifs soient très ambitieux et que nous agissions sur un terrain incertain et mouvant, nous nous battons aussi pour l'avenir de l'intégration, à l'échelle mondiale, des efforts de la CIA et du département de la Défense en matière de guerre contre le terrorisme. En explorant de nouveaux territoires et de nouvelles méthodes, nous ferons certes des erreurs, mais nos objectifs sont précis, et nous mettons en place un partenariat judicieux.» En 2001, la CIA ne possède qu'une très modeste capacité paramilitaire, mais, à titre de principale agence chargée de traquer les responsables du 11-Septembre, elle peut compter sur l'appui des forces d'opérations spéciales dans ses missions.

De son côté, Rumsfeld n'est pas intéressé à ce que sa fonction se limite à fournir des équipes de soutien à la CIA, et le rôle central de l'agence dans la guerre qui s'amorce ne lui plaît guère. Il n'a rien à faire de la supervision des bureaucrates du renseignement et ne souhaite pas que ses forces soient subordonnées à la CIA. Cheney a promis que, sous son mandat, les avocats de l'agence et les commissions du Congrès ne seraient plus considérés comme les défenseurs de la loi ou comme les éléments d'un indispensable système de freins et contrepoids des pouvoirs. Rumsfeld se plaît à affirmer que ces instances sont une entrave «au combat contre les terroristes». Les avocats ne seront désormais convoqués que pour entériner d'office les politiques secrètes, à propos desquelles seuls quelques parlementaires triés sur le volet seront consultés. Les rapports au Congrès (y compris les rapports sans restriction au «groupe des huit» membres du Congrès historiquement informés des opérations secrètes du renseignement) seront rédigés en interne à la Maison-Blanche et censurés. Autrement dit, les parlementaires n'en recevront plus que des versions aseptisées.

Au cours des mois suivant le 11-Septembre, Cheney, Rumsfeld et leurs sbires lancent plusieurs initiatives importantes afin d'empêcher toute

bureaucratie de contrarier leur plan de recourir sans restriction aux forces américaines les plus obscures. Cheney souhaite que la CIA cesse de s'imaginer qu'elle dispose de quelque indépendance. Au lieu de constituer la principale ressource de vérification et de collecte de renseignements du président, la nouvelle CIA se voit imposer le mandat d'appliquer des politiques prédéterminées. Cheney souhaite retirer tout leur mordant aux évaluations interagences des opérations létales en vigueur sous Clinton. Peu après le 11-Septembre, la Maison-Blanche convoque un groupe d'avocats chevronnés qu'elle mandate de justifier légalement le recours à la torture, à la capture et à l'assassinat. Se qualifiant secrètement de «conseil de guerre», le groupe est dirigé par David Addington, avocat et conseiller de longue date de Cheney ayant collaboré à son «rapport minoritaire» dans l'affaire Iran-Contra. Parmi ses autres membres se trouvent le conseiller juridique de la Maison-Blanche Alberto Gonzales et son adjoint Tim Flanigan, ainsi que l'avocat général du Pentagone William Haynes et l'assistant du procureur général adjoint John Yoo. Le «conseil de guerre» exclut nommément l'avocat général du département d'État et d'autres juristes du département de la Justice, qui, historiquement, étaient chargés d'évaluer le cadre juridique de la lutte contre le terrorisme. Le mandat du groupe est clair: il doit justifier légalement les tactiques employées dans une guerre sale et secrète, et non évaluer leur légalité de manière indépendante.

Pour mener sa guerre planétaire, la Maison-Blanche fait un usage intensif des tactiques défendues depuis longtemps par Cheney. Au cœur de cette campagne menée du «côté obscur» se trouve le recours à des directives présidentielles qui, par leur nature même, limitent considérablement toute surveillance efficace de la part du Congrès. En vertu du National Security Act (Loi sur la sécurité nationale) de 1947, le président est tenu d'émettre une directive avant que ne soit entreprise une opération secrète. Cette loi stipule également qu'une telle opération doit être conforme aux lois et à la Constitution des États-Unis. Le 17 septembre 2001, Bush signe une directive instituant un programme hautement

confidentiel portant le nom de code Greystone. Il s'agit d'un programme-cadre regroupant une bonne partie des activités les plus clandestines — et les plus douteuses sur le plan juridique — qui seront autorisées et menées lors des premières phases de la guerre mondiale contre le terrorisme. Il repose sur une interprétation de la Loi autorisant le recours à la force militaire, laquelle énonce que toute personne soupçonnée d'appartenir à Al-Qaïda, partout dans le monde, est une cible légitime. La directive présidentielle affirme en effet que toute opération secrète envisagée est désormais considérée comme préautorisée et légale, ce qui, selon certains, est contraire à l'esprit de la Loi sur la sécurité nationale. Greystone met en place un assortiment de programmes cloisonnés qui, considérés comme un tout, constituent une campagne mondiale de capture et d'assassinat. Il s'agit d'une simplification radicale de la procédure d'autorisation des assassinats ciblés. L'approbation de chaque opération par le président lui-même n'est plus requise. Le directeur du centre de lutte antiterroriste de la CIA, Cofer Black, peut désormais commander les opérations à sa guise.

À Washington, le jour où Bush signe la directive qui, entre autres nouveautés, autorise un programme d'incarcération de «détenus de grande importance», on en instruit les agents du centre de lutte antiterroriste et «quelques-uns de leurs homologues étrangers triés sur le volet». «Cofer [Black] nous a présenté une nouvelle directive présidentielle qui élargissait les possibilités dont nous disposions pour nous attaquer à nos cibles terroristes; c'est là une des rares fois où une telle chose s'est produite depuis qu'on a interdit à la CIA de procéder à des assassinats», se souvient Tyler Drumheller, ex-responsable des opérations clandestines de la CIA en Europe. «L'administration considérait manifestement que cette guerre serait menée en grande partie par des agents du renseignement, ce qui exigeait une nouvelle façon de procéder.» John Rizzo, avocat d'expérience à la CIA ayant contribué à l'ébauche de la directive, dira plus tard: «Jamais je n'ai été témoin d'une autorisation présidentielle d'une si grande portée et à ce point musclée. C'était tout simplement extraordinaire!»

Le programme Greystone donne également lieu à des opérations de capture qu'on désigne sous le nom de «transfèrements extraordinaires» (*extraordinary renditions*). La CIA se coordonne avec les agences de renseignement de divers pays en vue de conclure des «conventions sur le statut des forces», qui donnent lieu à l'établissement de prisons secrètes où les détenus peuvent être incarcérés et interrogés sans que la Croix-Rouge, le Congrès ou toute instance adhérant le moindrement aux principes du droit soient mis au courant. Ces conventions accordent l'immunité non seulement au personnel du gouvernement des États-Unis, mais aussi aux sous-traitants. L'administration ne souhaite pas traduire les suspects de terrorisme devant les tribunaux, car ils «s'entoureraient d'avocats», explique Jose Rodriguez, alors directeur des opérations de la CIA et à ce titre responsable de toutes les «actions» menées par l'agence. «Notre travail consiste avant tout à obtenir des informations.» Pour faire parler les détenus, les interrogateurs sont autorisés à appliquer des techniques macabres, parfois moyenâgeuses, dont bon nombre ont été développées à partir de recherches sur les méthodes de torture employées par les ennemis des États-Unis. Les avocats du «conseil de guerre» publient une série de documents juridiques, que les organismes de défense des droits de la personne et des libertés civiles qualifieront plus tard de «mémos sur la torture». Ils cherchent ainsi à rationaliser ces pratiques en les présentant comme nécessaires et en précisant qu'elles ne relèvent pas de la torture.

Les premières incarcérations secrètes de la CIA ont lieu en Afghanistan, en bordure de l'aérodrome de Bagram, réquisitionné par l'armée américaine. Il s'agit d'abord d'une opération ponctuelle, et les prisonniers sont entassés dans des conteneurs. Celle-ci finit cependant par s'étendre à quelques autres sites, dont une prison souterraine située près de l'aéroport de Kaboul et une vieille briqueterie surnommée «Salt Pit», au nord de la capitale afghane. Dans l'immédiat après-11-Septembre, affirment les responsables de la lutte antiterroriste à la CIA, l'idée d'un réseau de prisons secrètes réparties à travers le monde n'a pas fait l'objet d'un plan

d'ensemble; celui-ci évolue à mesure que les opérations secrètes prennent de l'ampleur. Dans un premier temps, comme elle ne dispose pas encore de ses propres établissements, l'agence transfère ses suspects en Égypte, au Maroc et en Jordanie pour interrogatoire. En ayant recours à des services de renseignement étrangers, elle peut faire torturer les détenus en toute liberté, à l'abri du regard inquisiteur du Congrès.

Dans les premières phases du programme Greystone, les parlementaires offrent peu de résistance à l'administration Bush. Démocrates comme républicains accordent un maximum de latitude à la Maison-Blanche dans la mise en œuvre de sa guerre secrète. De son côté, celle-ci refuse parfois de fournir les détails de ses opérations secrètes aux commissions de surveillance concernées, mais ce comportement ne suscite guère de protestations. Les membres du «groupe des huit», qui ne sont plus que quatre, se voient interdire d'aborder le sujet avec qui que ce soit. Le Congrès est ainsi privé de son droit de surveillance du programme Greystone. C'est exactement ce que souhaite Cheney.

*

* *

Le programme de transfèrement de la CIA n'est pas une création de l'administration Bush. Il a vu le jour au milieu des années 1990, quand Clinton a signé une directive présidentielle autorisant la CIA, les forces d'opérations spéciales et le FBI à enlever, sans être tenus de respecter les traités d'extradition bilatéraux ou les conventions internationales, les suspects de terrorisme où qu'ils se trouvent dans le monde. La directive autorisait également les agents américains à transférer ces suspects, privés de tout traitement judiciaire équitable, en Égypte, où les *moukhabarat* (agents du renseignement égyptien) n'étaient pas soumis aux lois américaines prohibant la torture. Chaque capture devait être approuvée par le président lui-même. Clinton en a autorisé plus de 70. Certains suspects ont été ramenés aux États-Unis en avion pour y subir leur procès. Tous les

transfèrements ont fait l'objet d'ordonnances de juges américains et se sont conclus par des procès devant les tribunaux civils. Cependant, dans les cas où les États-Unis étaient en quête de renseignements plutôt que de justice, les prisonniers étaient transférés à des pays tiers où on les privait de leurs droits. En 1998, le Congrès a adopté une loi stipulant que «les États-Unis ont pour politique de ne pas expulser, extrader ou renvoyer autrement toute personne dans un pays où l'on a des motifs de croire que la personne risque d'être torturée, et ce, que celle-ci se trouve ou non sur le territoire des États-Unis». Dans la foulée du 11-Septembre, les directives présidentielles émises par Bush balaient ces considérations, et la CIA accroît son utilisation de ce que les défenseurs des droits de la personne qualifient de «taxi de la torture».

Fin 2001, alors que le nouveau programme de capture et d'assassinat atteint son rythme de croisière, le numéro trois de la CIA, Buzzy Krongard, déclare que, «dans une large mesure», les États-Unis gagneront la «guerre contre le terrorisme […] grâce à des forces dont vous ne savez rien, à des opérations dont vous ne verrez rien et à des méthodes que vous préféreriez sans doute ne pas connaître». Au *Washington Post*, un haut fonctionnaire américain affecté au transfèrement de prisonniers déclare: «Nous ne leur arrachons pas des aveux; nous les transférons dans des pays qui se chargent de leur arracher des aveux.» Un autre fonctionnaire chargé de superviser ces opérations confie au même journal: «Celui qui ne viole pas de temps à autre les droits de quelqu'un ne fait probablement pas bien son boulot. […] Je ne crois pas souhaitable de prôner la tolérance zéro à ce sujet. La CIA a longtemps souffert de ce problème.» Cofer Black résume bien cet état d'esprit lorsqu'il entretient les parlementaires de la «flexibilité opérationnelle» propre à la guerre contre le terrorisme: «Il s'agit d'un domaine entouré du plus grand secret. Tout ce que vous devez savoir, c'est qu'il y a un avant-11-Septembre et un après-11-Septembre. Depuis le 11-Septembre, nous ne mettons plus de gants blancs.»

Dans les mois suivant le 11-Septembre, la mise en œuvre du programme de transfèrement voit naître une bataille, qui s'étendra sur plusieurs années, entre le FBI et la CIA à propos de la direction de l'enquête sur les attentats. Elle révèle aussi le peu d'égards de l'administration Bush envers tout ce qui s'approche d'un traitement judiciaire des terroristes présumés. Alors que le régime taliban s'écroule et que les troupes américaines déferlent sur l'Afghanistan, des dizaines d'agents d'Al-Qaïda battent en retraite vers le Pakistan voisin. En novembre, l'armée pakistanaise s'empare d'Ibn Al-Shaykh Al-Libi, instructeur d'Al-Qaïda et présumé directeur du camp d'entraînement de Khalden, en Afghanistan, où l'on a formé celui qu'on appellera «Shoe Bomber», soit Richard Reid, et Zacarias Moussaoui, présumé vingtième pirate de l'air. Les Pakistanais confient Al-Libi pour interrogatoire aux agents du FBI stationnés à la base aérienne de Bagram. Les enquêteurs américains considèrent le prisonnier comme une précieuse source de renseignements sur Al-Qaïda et comme un témoin potentiel contre Moussaoui. Depuis New York, l'agent Jack Cloonan recommande à ses collègues de Bagram de «traiter ce cas comme s'il était ici, dans mon bureau new-yorkais»: «Alors que je leur parlais sur une ligne sécurisée, je me souviens de leur avoir dit: "Faites-vous plaisir, informez-le de ses droits. C'est peut-être passé de mode, mais ça se saura si vous ne le faites pas; ça ne sortira peut-être pas avant dix ans, mais ça va causer du tort, à vous et à la réputation du FBI. Dites-vous que vous lui donnez l'exemple même de ce que nous trouvons juste."» Selon ses interrogateurs, Al-Libi, qui se montre coopératif et «vraiment sympathique», accepte de communiquer des renseignements sur Reid en échange d'une promesse de protection de sa famille.

Cependant, alors que le FBI sent que les choses avancent avec Al-Libi, des agents de la CIA sous les ordres de Black se présentent à Bagram et exigent de l'emmener. Leurs homologues du FBI refusent, mais la Maison-Blanche fait fi de leur objection.

La CIA envoie Al-Libi en Égypte, où des agents de ce pays le torturent. L'interrogatoire se concentre sur ce qui deviendra l'objectif principal du programme de transfèrement et de torture: trouver la preuve de l'existence d'un lien entre l'Irak et le 11-Septembre. Les interrogateurs égyptiens bombardent Al-Libi de questions en le rouant de coups. Ils finissent par le briser et le rendre «docile», mais Cheney intervient directement en leur ordonnant de continuer à soumettre le prisonnier à leurs «techniques d'interrogatoire renforcées». «Après avoir subi un interrogatoire on ne peut plus macho (c'est-à-dire l'application de techniques d'interrogatoire renforcées dopées aux stéroïdes), Al-Libi a admis qu'Al-Qaïda et Saddam Hussein élaboraient ensemble des armes de destruction massive», déclarera l'ex-interrogateur principal du FBI Ali Soufan à l'émission *Frontline* de PBS. La Defense Intelligence Agency (DIA, Agence du renseignement militaire) entretient cependant de sérieux doutes quant à la validité des aveux d'Al-Libi: constatant que le détenu «fournit peu de détails» sur la prétendue implication de l'Irak, un rapport secret de l'agence soutient qu'il est «probable que cet individu trompe intentionnellement» les interrogateurs. Malgré ces doutes, la «confession» d'Al-Libi sera transmise au secrétaire d'État Powell, qui y fera allusion dans le discours mystificateur qu'il prononcera devant le Conseil de sécurité des Nations Unies pour défendre la guerre d'Irak: «Je peux relater le récit d'un agent terroriste de haut rang qui a indiqué comment l'Irak avait appris à Al-Qaïda à se servir de ces armes.» Plus tard, raconte Soufan, quand on aura prouvé la fausseté de ces allégations, Al-Libi admettra avoir menti: «Je vous ai dit ce que vous vouliez entendre. Je voulais qu'on arrête de me torturer. Je vous ai dit tout ce que vous vouliez entendre.»

Le programme de transfèrements et d'assassinats se focalise dès le départ sur deux objectifs, soit le démantèlement du réseau Al-Qaïda en vue de prévenir tout nouvel attentat, et la justification de l'invasion de l'Irak. Cheney planifie la mise en œuvre d'une ambitieuse campagne de capture et d'assassinat dans laquelle des éléments de la CIA sont appelés à jouer un

rôle moteur, ce que confirmeront d'anciens cadres de l'agence et du département d'État. Le vice-président prend donc la direction d'une chasse à l'homme mondiale en établissant un maillage constitué d'unités des forces d'opérations spéciales et d'agents de la division des activités spéciales de la CIA, organe paramilitaire de l'agence. Pour parvenir à ses fins, Cheney joue sur les zones grises des lois américaines et des canaux hiérarchiques de la CIA et de l'armée.

En novembre 2001, Cheney convoque une réunion à la Maison-Blanche en vue de mettre la touche finale à un décret, rédigé par Addington et d'autres avocats, établissant de quelle façon les prisonniers capturés en maints endroits du monde seront jugés. Comme c'en est devenu la coutume, les avocats du «conseil de guerre» sont invités, tandis que les hauts fonctionnaires du département d'État et du NSC sont tenus à l'écart. Plus tôt, Powell et les juristes du département d'État ont fait savoir au président Bush que, en vertu des Conventions de Genève, les talibans et les membres d'Al-Qaïda emprisonnés ont le droit d'être jugés avec impartialité et d'être traités humainement. En n'offrant pas cette protection aux ennemis des États-Unis, ont-ils ajouté, on mettrait en danger la vie du personnel militaire américain capturé sur le théâtre des opérations. Le 7 février 2002, Bush rend sa décision. Il adopte une directive fondée sur l'idée que les Conventions de Genève sont «désuètes» et ne s'appliquent pas aux talibans et aux membres d'Al-Qaïda capturés par les États-Unis. La directive est émise alors que l'administration Bush vient d'entreprendre le transfert de détenus, capturés en Afghanistan et ailleurs, vers une prison militaire située dans l'enclave américaine de la baie de Guantanamo, à Cuba.

Dans les premières phases de la guerre contre le terrorisme, le Congrès se dérobe à l'essentiel de ses responsabilités de surveillance, mais l'administration Bush sait qu'une telle situation ne peut durer. Au début de l'année 2002, certains parlementaires réclament déjà que la CIA leur fasse rapport sur la gamme de tactiques qu'elle emploie dans sa traque des présumés terroristes. On ne connaîtra probablement jamais les détails des

opérations menées dans le cadre du «programme Cheney», et on ne saura sans doute jamais qui les a effectuées. «Nous avons délibérément restreint le cercle des personnes qui savaient où se trouvaient les prisons secrètes au plus petit nombre. Nous n'en avons pas informé le FBI», se souvient Rodriguez, cadre de la CIA chargé de coordonner la construction et l'usage de ces installations. «De nombreuses personnes, y compris parmi celles dont les niveaux d'habilitation de sécurité étaient les plus élevés, n'ont pas été mises au parfum. À ma connaissance, même le président n'a pas été informé de l'emplacement des prisons secrètes.»

Les stratégies ayant permis la montée en puissance de cette force obscure serviront de modèle à la mise en place par Rumsfeld d'un programme secret du Pentagone. Constatant que la CIA devient le fer de lance de la guerre planétaire de Cheney contre le terrorisme, le secrétaire à la Défense entreprend d'affranchir le Pentagone de ce qu'il qualifie de «dépendance quasi totale à la CIA» en érigeant une cloison étanche autour des activités les plus névralgiques de l'élite des guerriers américains. Son projet consiste non seulement à mener des opérations de renseignements en parallèle avec la CIA, mais aussi à bâtir la machine à capturer et à tuer la plus efficace que le monde ait connue, laquelle, par sa nature même, n'aura de comptes à rendre qu'au président et à ses proches collaborateurs.

Chapitre 2

Anwar Al-Awlaki: une histoire américaine

États-Unis, Yémen, 1971-2002 — Le monde n'était pas le même en 2000, au moment où George W. Bush faisait campagne en vue de l'élection présidentielle américaine. Le 11 septembre était alors une date comme une autre pour les Américains, et Oussama Ben Laden n'était pas devenu le point de mire des autorités militaires et des services de renseignement américains. Pour un grand nombre d'Arabes et de musulmans, l'ère Clinton avait anéanti l'espoir que la question palestinienne puisse être résolue en leur faveur. Pour cette élection, de nombreux Américains musulmans mettaient leur plus grand espoir non pas en Al Gore, alors vice-président de Clinton, mais en Bush. Mais il n'y avait pas que la question palestinienne en jeu. Plusieurs musulmans souscrivaient également aux valeurs conservatrices embrassées par les chrétiens évangéliques tels que Bush en ce qui a trait aux questions relatives au mariage, aux droits des homosexuels et à l'avortement. Parmi eux se trouvait un jeune imam établi au Nouveau-Mexique du nom d'Anwar Al-Awlaki. «Oui, nous sommes en désaccord sur plusieurs points en matière de politique étrangère américaine», affirmait ce dernier en 2001. «Nous sommes très conservateurs au chapitre des valeurs familiales. Nous réprouvons la décadence morale qui sévit dans la société. D'autre part, nous chérissons un grand nombre de valeurs qui ont cours aux États-Unis. La liberté en est une; l'égalité des chances en est une autre.»

À plusieurs égards, l'histoire d'Al-Awlaki est typique de l'expérience des gens venus de contrées lointaines aux États-Unis à la recherche d'une vie meilleure. Le père d'Anwar, Nasser Al-Awlaki, était un brillant étudiant du Yémen ayant décroché une bourse Fulbright en 1966 pour poursuivre des études en agroéconomie à l'université du Nouveau-Mexique. «J'ai lu beaucoup de choses à propos des États-Unis quand je n'avais que 15 ans», se souvient Nasser. «L'impression que j'en avais, à l'école primaire puis secondaire, c'était celle d'une terre de démocratie et d'opportunités. Je rêvais d'y poursuivre mes études.» À son arrivée, Nasser séjourne d'abord à Lawrence, au Kansas, pour apprendre l'anglais, puis met le cap sur le Nouveau-Mexique. «Je voulais connaître et rencontrer des gens du Nouveau Monde qui ont bâti une des nations les plus progressistes que le monde ait connues», raconte-t-il dans une dissertation où il se présente à ses camarades d'études. Nasser souhaite acquérir une formation «afin d'aider mes compatriotes à devenir plus progressistes et éclairés», y écrit-il. Marié au sortir de ses études secondaires, il n'a pas les moyens, avec un mince revenu mensuel de 167 dollars, de faire venir son épouse Saleha. «Comme je voulais que ma femme vienne me rejoindre, j'ai terminé mes études de baccalauréat en agronomie en seulement deux ans et neuf mois», me confie-t-il en décembre 2011, lors d'une rencontre dans sa vaste résidence moderne de Sanaa, capitale du Yémen. Après l'obtention de son diplôme, Nasser retourne au Yémen, obtient un visa pour son épouse et revient à Las Cruces, au Nouveau-Mexique, où il décroche une maîtrise. Leur fils Anwar naît le 22 avril 1971. «À cette époque, il était convenable d'offrir des cigares à ses collègues», raconte-t-il en riant. «C'était écrit dessus "C'est un garçon". La naissance d'Anwar, au Memorial Hospital de Las Cruces, a été une expérience incroyable.»

Nasser voulait élever Anwar à l'américaine, non seulement pour ce qui est de la nationalité, mais également de la mentalité. Plus tard, la famille s'installe à Saint-Paul, où Nasser obtient un emploi à l'université du Minnesota et Anwar est inscrit à l'école primaire Chelsea Heights. «C'était un vrai petit Américain», affirme Nasser en me montrant une photo

d'Anwar dans sa classe. «Anwar a vraiment été élevé à l'américaine; il aimait les sports et était très doué à l'école, vous savez. C'était un bon élève, qui pratiquait divers sports.»

En 1977, Nasser décide de ramener sa famille au Yémen. Pour combien de temps? Il l'ignore. Il se fait un devoir de mettre sa formation à profit pour venir en aide à son pays natal, très démuni. Alors âgé de 16 ans, le jeune Anwar parle à peine l'arabe, mais ne tarde pas à l'apprendre. À la fin du premier semestre, il occupe le quatrième rang des meilleurs élèves de sa classe; au bout d'un an, il parle couramment la langue du pays. Nasser et quelques collègues mettent sur pied une école privée offrant des cours en anglais et en arabe. Anwar fait partie des premiers élèves inscrits, aux côtés d'Ahmed Ali Abdallah Saleh, fils du président du Yémen. Les deux jeunes hommes seront camarades de classe pendant huit ans. Ahmed Ali deviendra l'un des hommes les plus craints du Yémen et le chef de la garde républicaine. De son côté, Anwar s'apprête à suivre les traces de son père pour ce qui est des études.

Anwar passera les 12 années suivantes au Yémen, tandis que son père se rapproche de ses amis américains à Sanaa. Avec plusieurs Yéménites ayant fait leurs études aux États-Unis ou en Angleterre, Nasser collabore à la United States Agency for International Development (USAID, Agence américaine pour le développement international) et met sur pied un collège d'agriculture, grâce à une aide financière américaine de 15 millions de dollars. En 1988, Nasser est nommé ministre de l'Agriculture du Yémen. Quand Anwar termine ses études secondaires, un collègue de Nasser à l'USAID offre de l'aider à trouver une bonne université aux États-Unis pour le jeune homme. Nasser souhaite que son fils étudie «le génie civil, plus particulièrement le génie hydraulique, l'approvisionnement en eau représentant un énorme problème au Yémen». Son collègue de l'USAID lui suggère l'université d'État du Colorado et aide Anwar à obtenir une bourse du gouvernement américain. À cette fin, Anwar doit posséder un passeport yéménite, qu'il ne tarde pas à obtenir. Les autorités yéménites y inscrivent

comme lieu de naissance Aden, au Yémen, ce qui lui causera des ennuis plus tard.

*

* *

Anwar atterrit à l'aéroport O'Hare de Chicago le 3 juin 1990, puis s'installe à Fort Collins, au Colorado, pour y entreprendre des études de génie civil. «Il rêvait de décrocher un diplôme et de revenir travailler au Yémen», explique Nasser. C'est au cours de sa première année d'université que les États-Unis déclenchent la guerre du Golfe contre l'Irak. Nasser se rappelle avoir reçu un appel téléphonique d'Anwar quand les premières bombes ont frappé Bagdad. «Cette ville revêt pour les musulmans une signification culturelle particulière, ayant été le siège de la dynastie des Abbassides. Ce fut donc un grand choc pour mon fils, de plus en plus préoccupé par les problèmes auxquels font face les musulmans dans le monde», raconte-t-il.

Anwar confesse qu'il n'était pas un musulman «pleinement pratiquant» à son entrée à l'université. La guerre du Golfe l'incite toutefois à se politiser, et il se retrouve bientôt à la tête de l'association des étudiants musulmans du campus. Il s'intéresse également à la guerre des moudjahidines en Afghanistan et, en 1992, profite de son congé d'hiver pour séjourner dans ce pays. Soutenus par les États-Unis, les moudjahidines ont expulsé l'occupant soviétique en 1989, mais l'Afghanistan est toujours déchiré par une guerre civile. C'est une destination populaire pour les jeunes musulmans, dont un nombre impressionnant de Yéménites désireux de se familiariser avec le djihad. «Il y a eu l'invasion du Koweït, et la guerre du Golfe a éclaté. C'est à ce moment que j'ai commencé à accorder une plus grande place à la religion dans ma vie», raconte Anwar. «J'ai décidé de me rendre en Afghanistan pour prendre part au combat. Après avoir passé un hiver là-bas, je suis revenu aux États-Unis avec l'intention d'y terminer mes études avant de m'établir en Afghanistan. Je prévoyais y

retourner dès l'été, mais Kaboul a été libérée par les moudjahidines et la guerre a pris fin; je suis donc resté aux États-Unis.»

À l'université, l'engagement politique et religieux d'Anwar finit par nuire à ses résultats scolaires. Il affirmera plus tard que c'est son militantisme qui lui a fait perdre sa bourse: «On m'a rapporté que les autorités de l'ambassade américaine à Sanaa ont reçu des rapports sur mes activités politiques à l'université et mon séjour en Afghanistan, ce qui les a incitées à me couper les vivres.» Rétrospectivement, il semble que ce fut là un élément décisif qui, allié aux événements qui ont suivi, a marqué le parcours du jeune homme. À son avis, la bourse que lui avait accordée le gouvernement américain faisait vraisemblablement partie d'un complot visant le recrutement d'étudiants étrangers dans les services de renseignement américains. «Je ne correspondais plus au profil recherché», explique Anwar. «J'étais devenu un intégriste!»

Les membres de la famille Al-Awlaki ne se perçoivent pas comme des fanatiques religieux, mais comme de bons musulmans qui accomplissent leurs cinq prières quotidiennes et s'efforcent de respecter les enseignements du Coran. La religion imprègne leur quotidien, mais leur sentiment d'appartenance au clan familial est plus profond encore. Ce sont des citoyens modernes, qui fréquentent des diplomates et des gens d'affaires de diverses nationalités. Anwar, qui intensifie ses activités militantes à l'université, acquiesce un jour à la demande de l'imam d'une mosquée locale qui lui demande de prononcer un sermon un vendredi. Constatant qu'il est très doué pour s'exprimer en public, il entrevoit alors sa véritable vocation. «Anwar était un jeune homme bourré de talent. Nous lui souhaitions un brillant avenir», confiera l'oncle d'Anwar, Cheikh Saleh Ben Fareed, homme d'affaires prospère à la tête de la tribu Awlaki, au Yémen. «À mon avis, il était destiné à devenir un leader. C'était dans ses gènes, dans sa mentalité.»

En 1994, après avoir décroché son diplôme universitaire, Anwar décide de demeurer au Colorado. Il épouse une cousine du Yémen et devient imam au sein de la Denver Islamic Society. Selon Nasser, Anwar n'avait jamais

manifesté le désir de prêcher l'islam avant son entrée à l'université aux États-Unis; c'est après avoir fait quelques sermons qu'il a décidé d'emprunter cette voie. «Il jugeait que ce champ d'activité lui permettrait de se sentir utile. C'est un peu par hasard qu'il l'a découvert, mais il n'a pas tardé à s'y sentir à l'aise au point d'abandonner son projet de carrière en ingénierie.» Anwar s'intéresse ensuite aux écrits et aux discours de Malcolm X, et prend conscience des difficultés auxquelles font face les Afro-Américains. À Denver, «il s'est ouvert aux problèmes sociaux sévissant aux États-Unis. Il connaissait plusieurs membres de la communauté noire, visitait des prisonniers, tentait de leur venir en aide», raconte Nasser. «Il s'est mis à jouer un rôle grandissant dans la lutte pour l'amélioration du sort des minorités aux États-Unis, dont la communauté musulmane.» Un autre fidèle de la mosquée de Denver dira d'Anwar: «Il possédait l'art d'entrer en contact direct avec son interlocuteur, en le regardant droit dans les yeux.» Un aîné fréquentant la même mosquée confiera plus tard au *New York Times* qu'il s'était disputé avec Al-Awlaki à la suite d'une intervention du prédicateur, qui avait conseillé à un jeune fidèle saoudien de se joindre au djihad en Tchétchénie contre la Russie: «Il s'exprimait admirablement, mais je l'ai averti de ne pas parler du djihad à ma communauté.»

Le 13 septembre 1995, l'épouse d'Anwar donne naissance à leur premier enfant, un garçon nommé Abdul Rahman. Un an plus tard, la petite famille déménage à San Diego, en Californie, où Anwar devient imam à la mosquée Masjid Ar-Ribat Al-Islami. Il entreprend également une maîtrise en éducation à l'université d'État de San Diego.

En 1999, Al-Awlaki est signalé pour la première fois par le FBI en raison d'un prétendu contact avec Ziyad Khaleel, un collaborateur d'Al-Qaïda qui, selon le renseignement américain, aurait acheté une pile pour le téléphone satellite de Ben Laden. L'imam a aussi reçu la visite d'un collègue d'Omar Abdel Rahman, le «cheikh aveugle» reconnu coupable d'avoir été l'un des instigateurs de l'attentat du World Trade Center en

1993. L'enquête menée par le FBI en 1999 sur les activités d'Al-Awlaki révèle d'autres liens jugés préoccupants, notamment avec la Holy Land Foundation, un organisme caritatif islamique accusé de recueillir des fonds destinés au Hamas, qui figure sur la liste des organisations terroristes dressée par le gouvernement américain. Selon les relevés fiscaux obtenus par le FBI, Al-Awlaki aurait aussi été vice-président pendant deux ans d'une organisation de San Diego, la Charitable Society for Social Welfare (CSSW, société de bienfaisance). Au dire d'un agent du FBI, celle-ci n'est qu'une de ces «organisations de façade visant à financer le mouvement terroriste». Bien qu'aucune accusation n'ait jamais été portée contre la CSSW, les procureurs fédéraux avancent qu'il s'agit en fait d'une filiale d'une organisation de plus grande envergure mise sur pied par Cheikh Abdul Majid Al-Zindani, citoyen yéménite soupçonné d'entretenir des liens avec Al-Qaïda. Logiquement, toutefois, le département américain du Travail serait également coupable par association, ayant fourni une aide financière de plusieurs millions de dollars à la CSSW entre 2004 et 2008. Lors de l'enquête lancée par le FBI en 1999, la famille d'Al-Awlaki réfute la possibilité que celui-ci ait collecté des fonds pour des groupes terroristes, soutenant que l'argent recueilli était destiné aux orphelins du monde arabe, notamment du Yémen. L'enquête est d'ailleurs vite abandonnée, faute de preuves. En mars 2000, le FBI conclut que le jeune imam «ne répond pas aux critères justifiant une enquête [approfondie]». Toutefois, ce ne sera pas la dernière fois qu'Anwar aura maille à partir avec le FBI. Deux hommes qui fréquentaient la mosquée d'Anwar à San Diego, Khalid Al-Mihdhar et Nawaf Al-Hazmi, compteront bientôt parmi les 19 pirates de l'air qui mèneront les attentats du 11 septembre. Quand Al-Awlaki déménage à Falls Church, en Virginie, Al-Hazmi fréquente également sa mosquée. Après le 11-Septembre, les enquêteurs du FBI accuseront le jeune prédicateur d'avoir été le «conseiller spirituel» d'Al-Hazmi. Nasser affirme avoir demandé à son fils de préciser la nature de sa relation avec Al-Hazmi et Al-Mihdhar, qui n'était apparemment que sporadique et purement spirituelle. «Je lui ai

moi-même posé la question», précise le père d'Anwar. «Ils venaient prier comme tous les autres dans la mosquée, où nous nous croisions», explique-t-il. «Comment peut-on imaginer que les dirigeants d'Al-Qaïda auraient eu confiance en Anwar au point de lui confier leurs intentions dans un plan d'une telle envergure? C'est impensable, car il n'était lié à l'époque à aucune organisation de ce type. Je peux l'affirmer catégoriquement.»

Dans les sermons prononcés par Anwar à cette époque, rien ne laisse entrevoir un lien quelconque avec Al-Qaïda. En 2000, l'imam commence à enregistrer ses exposés, vendus en coffrets. Ceux-ci jouissent d'une grande popularité auprès des musulmans des États-Unis et d'autres pays anglo-saxons. Plus de 100 disques compacts sont enregistrés, dont la plupart rassemblent des sermons portant sur la vie des prophètes Mahomet, Jésus et Moïse, ou encore des théories sur l'«au-delà». Comme le souligne un rédacteur du *New York Times,* «on ne décèle aucun radicalisme manifeste dans les enregistrements». Les invitations se mettent à affluer: on convie Al-Awlaki à prendre la parole dans des mosquées et des centres islamiques aux États-Unis et ailleurs dans le monde. «J'étais très heureux de faire sa connaissance», confie Abou Muntasir, membre fondateur de la Jam'iat Ihaa' Minhaaj Al-Sunnah (Association pour le renouveau de la voie du Prophète), qui accueille Al-Awlaki à plusieurs reprises. «Il comblait un vide pour les musulmans occidentaux en quête d'une voie religieuse différente de celle de leurs parents, avec laquelle ils ne se sentaient pas vraiment en affinité.» En dépit du caractère apolitique de ses sermons, soutiendra Al-Awlaki, les services de renseignement américains enverront des «taupes» à sa mosquée de San Diego pour se renseigner sur ses activités: «Il ne se passait rien à la mosquée qui pût entrer dans la catégorie floue de ce qui est aujourd'hui perçu comme terroriste, mais je suis persuadé que le gouvernement, pour une raison quelconque, essayait d'infiltrer la mosquée», affirme-t-il.

Les premiers démêlés d'Al-Awlaki avec le FBI sont nimbés d'un autre mystère, qui risque fort de ne jamais être éclairci. Lorsqu'il travaille comme imam à San Diego, il est en effet accusé à deux reprises d'avoir sollicité des

prostituées. La première fois, il plaide coupable à une accusation réduite et paie une amende de 400 dollars. La deuxième fois, on lui inflige une amende de 240 dollars, 3 ans de probation et 2 semaines de travaux communautaires. Ces arrestations seront utilisées par la suite pour taxer Anwar d'hypocrisie, mais l'imam offre une autre explication: le gouvernement américain aurait procédé à du chantage pour tenter de le recruter à titre d'informateur. En 1996, affirme-t-il, il était immobilisé à un feu rouge dans sa fourgonnette lorsqu'une femme d'âge moyen a frappé à la fenêtre du passager. «Le temps de baisser la vitre, et avant même que nous ayons pu prononcer un traître mot, j'étais entouré de policiers qui m'ont forcé à sortir de mon véhicule pour me passer les menottes», se souvient-il. «Après m'avoir accusé d'avoir sollicité une prostituée, ils m'ont libéré. Ils ne m'ont pas du tout caché que la femme était une policière en civil. Cet incident m'a laissé perplexe.» Toujours selon Anwar, deux hommes lui ont rendu visite quelques jours plus tard, se présentant comme des agents fédéraux désirant sa «collaboration». Anwar affirme qu'ils souhaitaient «rester en relation avec lui pour recueillir de l'information sur la communauté musulmane de San Diego. Très irrité par leur offre, je les ai avisés que je n'accepterais jamais de me prêter à leur jeu. Je n'ai plus entendu parler d'eux [pendant un an]». L'année suivante, Anwar fait à nouveau l'objet d'une accusation semblable. «Cette fois, on m'a dit qu'il s'agissait d'une opération d'infiltration à laquelle je n'avais aucune chance d'échapper», raconte-t-il.

Anwar reste troublé par ses démêlés avec la justice californienne: «J'ai cru que ce qui m'était arrivé à San Diego relevait des autorités locales et qu'on me laisserait en paix si je m'installais ailleurs», confie-t-il. Nasser réussit à lui obtenir une bourse partielle pour lui permettre d'entreprendre des études de doctorat à l'université George Washington, à Washington. À l'époque, l'épouse d'Anwar vient de donner naissance à leur deuxième enfant, et il doit trouver un emploi. Il tente d'obtenir du travail comme aumônier au conseil œcuménique de l'université et décroche un emploi comme imam à la mosquée très fréquentée Dar Al-Hijrah, en Virginie.

«Notre communauté avait besoin d'un imam maîtrisant la langue anglaise et capable de transmettre [une interprétation moderne de l'islam] avec foi et conviction», explique Johari Abdul Malik, directeur des services de proximité à Dar Al-Hijrah. «Nous voulions quelqu'un qui puisse présenter les messages du Coran à une assemblée de musulmans américains.» Al-Awlaki, poursuit Malik, «était le candidat idéal. Et il s'acquittait consciencieusement de sa tâche». En janvier 2001, Anwar et sa famille s'installent donc dans une banlieue de Virginie. Et s'il commence déjà à nourrir une profonde rancune envers les autorités américaines au cours de ces années précédant le 11-Septembre, comme l'indiquent certaines de ses déclarations ultérieures, Al-Awlaki n'en montre rien en public, et ne tarde pas à devenir une personnalité respectée au sein de la communauté musulmane.

Le matin du 11 septembre 2001, Anwar Al-Awlaki est assis sur la banquette arrière d'un taxi. Il revient d'une conférence tenue à Irvine, en Californie, d'où il a pris un vol de nuit qui l'a ramené à l'aéroport Ronald Reagan, près de Washington. Il s'apprête à rentrer à la maison quand il apprend la nouvelle. Il demande aussitôt au chauffeur du taxi de prendre la direction de sa mosquée. Ses collègues et lui craignent que celle-ci ne soit la cible de la colère qui gronde. Ce soir-là, un homme gare sa voiture devant l'édifice et profère des menaces pendant une trentaine de minutes sans interruption à l'endroit des fidèles qui y sont rassemblés. On fait intervenir les policiers, et la mosquée ferme ses portes pendant trois jours. Ses dirigeants publient également un communiqué dans lequel ils condamnent les attentats. «Comment doit-on réagir?», s'interroge Al-Awlaki lors d'une entrevue accordée au *Washington Post,* où il explique pourquoi les responsables de la mosquée ont pris la décision d'en interdire temporairement l'accès. «Notre recommandation, particulièrement à l'intention de nos sœurs, dont la tenue vestimentaire est plus visible, est la suivante: restez à la maison jusqu'à ce que le calme revienne.» Lorsque la mosquée rouvre ses portes, on a recours à une firme de sécurité dirigée par

des musulmans pour fouiller les voitures, les sacs et les gens qui entrent dans l'édifice. Des églises des environs offrent leur aide à Dar Al-Hijrah, notamment pour accompagner les femmes musulmanes craignant de s'aventurer hors de la mosquée.

À l'époque du 11-Septembre, Al-Awlaki ne possède pas de téléviseur. «Je me tenais au courant des nouvelles par internet», expliquera-t-il. «Mais après les attentats, je me suis précipité chez Best Buy pour m'équiper. Par la suite, nous avons été rivés à notre téléviseur. Pour les musulmans, il s'agissait d'une question très complexe: nous souffrions doublement, comme musulmans et en tant qu'êtres humains touchés par cette tragédie. Sans compter que nous étions préoccupés par le sort de la communauté musulmane américaine, étant donné que les instigateurs du complot étaient alors identifiés comme arabes ou musulmans. Nous avons été aussi la cible d'un énorme battage médiatique, en plus d'être celle du FBI.»

Alors qu'Al-Awlaki tente, de concert avec d'autres leaders musulmans, d'élaborer une ligne de conduite en réaction aux attentats du 11 septembre, il se retrouve à nouveau dans la mire du service de renseignement américain. «Le 11 septembre 2001 était un mardi», racontera-t-il par la suite. «Dès le jeudi, le FBI a frappé à ma porte.» Les agents l'interrogent sur ses liens avec deux des suspects. Ils lui montrent des photos des pirates de l'air, dont les deux qui ont fréquenté sa mosquée à San Diego et un autre nommé Hani Hanjour, qui a aussi passé un certain temps à San Diego et a assisté en 2001, en compagnie d'Al-Hazmi, à un sermon prononcé par Al-Awlaki à Falls Church, en Virginie. Al-Awlaki «a affirmé que le nom d'Al-Hazmi ne lui disait rien, mais que son visage lui était familier. Selon la commission du 11-Septembre, bien qu'Al-Awlaki ait reconnu avoir rencontré Al-Hazmi à plusieurs reprises, il a déclaré qu'il ne se souvenait pas en détail des sujets qu'ils avaient abordés». Peu après, les agents du FBI rendent une autre visite à Al-Awlaki pour tenter d'obtenir sa collaboration à leur enquête. L'imam fait alors appel à un avocat. Dans un rapport rédigé par le FBI à la suite de cette rencontre, on peut lire: «L'enquête se poursuit

au bureau de terrain du FBI à Washington au sujet des liens entre Anwar Al-Awlaki et les personnes impliquées dans les attaques terroristes du 11 septembre contre les États-Unis.»

Selon des déclarations ultérieures d'Al-Awlaki à l'intention de la commission du 11-Septembre, l'imam avait eu en 2000 plusieurs conversations téléphoniques avec le Saoudien Omar Al-Bayoumi, qui a aidé Al-Hazmi et Al-Mihdhar à se trouver un logement à San Diego. Un enquêteur du FBI déclarera à la commission qu'il croyait que les hommes ont utilisé le téléphone d'Al-Bayoumi, ce qui indiquerait qu'Al-Awlaki aurait été en communication directe avec les pirates de l'air. Pourtant, à la lumière de ces premiers interrogatoires les enquêteurs jugeront que les indices d'une complicité entre Al-Awlaki et les trois pirates de l'air ne sont pas concluants. La commission du 11-Septembre souligne que les futurs pirates de l'air «respectaient Al-Awlaki en tant que figure religieuse et avaient tissé un lien étroit avec lui», mais que «les indices sont minces quant aux motivations précises sous-tendant ce lien».

Pendant que le FBI tente d'établir la nature de la relation d'Al-Awlaki avec les pirates de l'air, des centaines de fidèles continuent à se rassembler le vendredi à la mosquée Dar Al-Hijrah pour entendre prêcher le jeune imam. Celui-ci offre des conseils aux familles et aide les nouveaux immigrants à dénicher un logement ou du travail. Parmi ces derniers se trouve un couple de Palestiniens qui assiste à tous ses sermons du vendredi. Ils ont un fils, psychiatre dans l'armée américaine, qui leur donne du fil à retordre et ne démontre aucun intérêt envers l'islam. D'après Nasser, ils demanderont à Anwar d'intervenir auprès du jeune homme pour l'inciter à les accompagner à la mosquée. Al-Awlaki accepte de leur venir en aide. Le fils en question s'appelle Nidal Malik Hasan; plus d'une décennie plus tard, il commettra l'un des pires massacres de l'histoire perpétrés sur une base militaire américaine. Tout comme ses liens avec quelques-uns des pirates de l'air impliqués dans les attentats du 11 septembre incitent le service de renseignement américain à passer sa vie au crible, les interactions d'Al-

Awlaki avec Hasan soulèveront des soupçons quant au rôle de l'imam dans d'autres complots terroristes.

De toute évidence, les mosquées où a travaillé Al-Awlaki semblent avoir été fréquentées par certains individus qui viendront plus tard grossir les rangs des terroristes. Mais l'imam connaissait-il leur véritable identité, leurs intentions? Cela reste difficile à déterminer. Lorsqu'on examine les activités et les déclarations d'Al-Awlaki pendant cette période, le mystère ne fait que s'épaissir. Ses démêlés secrets avec le gouvernement américain dans l'après-11-Septembre et l'image médiatique qu'il projette tissent une trame étrange, truffée de contradictions, où Al-Awlaki semble mener une double vie.

Au cours des semaines qui suivent le 11-Septembre, tandis qu'Al-Awlaki traite avec les agents du FBI en privé, il devient une véritable vedette à qui de nombreux médias demandent de présenter sa vision musulmane «modérée» des attentats. Des équipes de télévision suivent ses faits et gestes. Ses entrevues sont diffusées sur les chaînes de radio nationales, et ses propos fréquemment cités dans les journaux. Le jeune prédicateur encourage ses fidèles à participer aux collectes de sang destinées aux victimes des attentats, à faire des dons en argent aux familles touchées par la tragédie. Les dirigeants de la mosquée le décrivent comme un homme reconnu pour «sa capacité à transcender les religions, son engagement communautaire et sa tolérance». L'Associated Press rapporte que, parmi les gens qui assistent à ses sermons, «la plupart ne le trouvent ni ouvertement politisé ni radical». Bien qu'Al-Awlaki se permette certaines critiques cinglantes à l'endroit de la politique étrangère américaine, il condamne de façon aussi virulente les attaques terroristes. Au départ, il laisse même entendre que les États-Unis auraient de bonnes raisons de mener une «lutte armée» contre les auteurs des attentats.

Même s'il réprouve les attaques du 11 septembre, Al-Awlaki ne se gêne pas pour critiquer l'attitude des États-Unis envers le monde islamique. Lors d'un sermon, une semaine après les attentats, il met en doute les motifs

d'Al-Qaïda véhiculés par l'administration Bush. «On parle d'une attaque contre la civilisation américaine, contre la liberté américaine, contre le mode de vie américain», déclare-t-il. «Mais c'est faux. Il s'agit en fait d'un assaut contre la politique étrangère américaine.» Au moment de l'invasion américaine en Afghanistan en octobre 2001, le *Washington Times* publie un entretien avec Al-Awlaki: «Nous désapprouvons totalement les attaques des terroristes, qui devraient répondre de leurs actes devant la justice», affirme le jeune imam. «Mais nous nous opposons également au massacre de civils en Afghanistan.» Plus d'une décennie avant le printemps arabe, Al-Awlaki critique également le soutien des États-Unis aux régimes autocratiques et répressifs des pays du Moyen-Orient à prédominance musulmane. «Nous n'avons pas nécessairement besoin d'un renversement brutal de ces régimes, mais le gouvernement américain doit au moins exercer une certaine pression en faveur d'un processus d'ouverture de ces régimes et d'une liberté accrue pour leurs citoyens», déclare-t-il.

Fin 2001, lorsqu'un journaliste du *Washington Post* lui demande, caméra en main, ce qu'il pense de Ben Laden et des talibans, Al-Awlaki répond: «Leur vision, très radicale, est nourrie en partie par le contexte qui prévaut aujourd'hui dans le monde musulman. Mais ce n'est pas la voix de la majorité. Et cette interprétation fallacieuse d'enseignements religieux en vue d'étayer une vision particulière pourrait être pratiquée au sein de n'importe quelle religion.» Dans la vidéo du *Washington Post,* Al-Awlaki semble sincèrement préoccupé par la ligne de conduite à adopter en réaction aux attentats du 11 septembre. Il est aussi présenté comme un père aimant, qui se penche pour moucher le nez de son fils. Plus tard, on le voit entrer dans la mosquée, serrant la menotte de son bambin qui trottine à ses côtés. On l'entend même fredonner un passage de la chanson-thème de l'émission pour enfants *Barney:* «*I love you, you love me*». Difficile, après avoir visionné ces heures de séquences vidéo, de conclure qu'Al-Awlaki était simplement un bon acteur.

En même temps que se multiplient les incidents de violence et d'intolérance à l'endroit de musulmans, Al-Awlaki voit le gouvernement américain s'en prendre aux communautés musulmanes et arabes. Les gens qui assistent à ses sermons lui racontent le harcèlement qu'ils subissent en raison de leur origine ou de leur religion. Des citoyens musulmans sont arrêtés, des mosquées surveillées. Des entreprises dirigées par des musulmans se retrouvent dans la mire des milices d'autodéfense et du FBI. À l'instar de nombreux autres musulmans américains, Al-Awlaki croit que les membres de sa communauté sont victimes de discrimination. «Les musulmans ont l'impression d'être stigmatisés, ou du moins d'être ceux qui paient le plus chèrement pour les récents événements», confie Al-Awlaki à la National Public Radio (NPR) en octobre 2001. «Depuis le 11-Septembre, l'islam fait l'objet d'une couverture négative croissante dans les médias. Quelque 1 100 musulmans ont été incarcérés aux États-Unis. L'Afghanistan, pays musulman, a été bombardé. Même si on affirme qu'il ne s'agit pas d'une guerre contre l'islam, concrètement, les musulmans ont le sentiment d'être ceux qui en souffrent le plus.»

Au cours des semaines suivant le 11-Septembre, Al-Awlaki accorde de nombreuses entrevues, expliquant le défi que doivent relever les leaders musulmans au sein de leur communauté, dans un contexte où les musulmans ont l'impression que les États-Unis ont déclaré la guerre à l'islam. «Ce sont les voix radicales qui dominent, celles qui prônent une confrontation armée avec leurs gouvernements. À l'heure actuelle, dans le monde musulman, elles étouffent toutes les autres voix plus modérées», déclare-t-il lors d'une entrevue. Dans une autre, il affirme: «En tant que musulmans américains, nous nous sentons déchirés entre notre pays et un appel à la solidarité envers les musulmans du monde entier.» Al-Awlaki met également en garde les autorités américaines: si elles déclarent ce que les musulmans percevront comme une guerre à l'islam, elles devront en subir les contrecoups. «Ce qui m'inquiète, c'est que, en présence de ce conflit, une partie des musulmans risquent de se rallier à la vision d'Oussama Ben

Laden», déplore-t-il. «C'est alarmant; le gouvernement américain doit veiller à ne pas être perçu comme un ennemi de l'islam.»

*

* *

L'attitude du gouvernement américain envers Al-Awlaki après le 11-Septembre est pour le moins déroutante. Le 5 février 2002, par exemple, des hauts fonctionnaires du département de la Défense américaine invitent l'imam à prendre la parole lors d'un repas rencontre tenu au Pentagone. Selon certains documents officiels rendus publics, «à ce moment, le secrétaire à la Défense souhaitait vivement assister à un exposé présenté par un musulman modéré», ajoutant qu'Al-Awlaki «était considéré comme une figure montante de la communauté musulmane».

Le passage d'Al-Awlaki au Pentagone n'était-il qu'un événement insolite, dû peut-être au laxisme du processus de sélection ou à la réputation publique d'Al-Awlaki à ce moment, façonnée par ses fréquentes apparitions dans les médias? C'est possible, mais il peut aussi renforcer l'hypothèse selon laquelle Al-Awlaki collaborait avec les autorités américaines à l'enquête entourant les attaques du 11 septembre.

En mars 2002, des agents du FBI effectuent des descentes dans plus d'une dizaine d'organismes à but non lucratif, d'entreprises et de résidences de citoyens musulmans. Ces perquisitions sont menées sous l'égide d'une force d'intervention mixte et s'inscrivent dans une vaste enquête sur le financement des actes terroristes, connue sous le nom de code d'opération Green Quest. Parmi les organisations qui font l'objet de ces descentes se trouvent des groupes de réflexion islamiques respectés, dont l'International Institute of Islamic Thought et la Graduate School of Islamic and Social Sciences de l'université Cordoba en Virginie. Les résidences de plusieurs dirigeants et employés de ces organisations sont également fouillées, et leurs biens personnels saisis. Des organisations musulmanes modérées et des groupes de défense des libertés civiles condamnent ces descentes en les

qualifiant de chasse aux sorcières. Lors d'un sermon, Al-Awlaki critique violemment cette ingérence: «Le Congrès adoptera-t-il demain une loi rendant l'islam illégal aux États-Unis? Ce ne serait même pas surprenant; tout est possible aujourd'hui, car aucun droit n'est respecté à moins qu'on ne se batte pour qu'il le soit.»

À son insu, Al-Awlaki est inscrit sur la liste des suspects par les enquêteurs participant à l'opération Green Quest, qui concluront toutefois plus tard qu'il n'était pas lié aux organisations ciblées. Parallèlement, le FBI tente de le contraindre à collaborer à différentes enquêtes. Selon Al-Awlaki, ils invoquent le prétexte de la prostitution à San Diego pour tenter de le faire plier.

Al-Awlaki est reconnu dans les médias et présenté comme un porte-parole de l'islam modéré, un homme qui exprime éloquemment la difficulté de sa communauté à concilier l'indignation suscitée par les attentats terroristes et l'opposition aux guerres entreprises par les États-Unis en réaction au 11-Septembre. En privé, cependant, il se prépare à quitter les États-Unis. En 2002, l'imam Johari Abdul-Malik, directeur des services extérieurs de la mosquée de Virginie où prêche Al-Awlaki, tente de le convaincre de rester: «Pourquoi partir?» lui demande-t-il. «À cause du climat qui sévit ici», lui répond Al-Awlaki. «Impossible de faire son travail dans ce pays; on ne cesse de parler de la lutte contre le terrorisme, d'enquêtes. Le FBI vous talonne. Ce n'est pas pour cela que j'ai été embauché. Je préfère aller là où je peux prêcher, enseigner, tenir un discours qui n'aborde pas la question du 11-Septembre jour après jour.» Al-Awlaki ajoute qu'il songe à se porter candidat aux élections législatives au Yémen et à animer sa propre émission télévisée dans le Golfe. «Al-Awlaki savait qu'il avait été arrêté pour sollicitation de prostituées, et que toute révélation de cet incident par les autorités américaines aurait ruiné sa réputation», ajoute Abdul-Malik.

À cette époque, Al-Awlaki change de ton à propos des États-Unis. Les mesures de répression contre les musulmans et les guerres déclenchées en

pays musulman l'indignent. Les perquisitions, alliées à la guerre livrée en Afghanistan par les États-Unis et aux menaces de guerre contre l'Irak, avivent ses critiques à l'égard du gouvernement américain. «Il ne s'agit pas d'une guerre contre le terrorisme. Appelons les choses par leur nom. Il s'agit d'une guerre contre les musulmans et contre l'islam. Partout dans le monde, mais aussi ici même, aux États-Unis, un pays qui prétend partir en guerre pour la liberté alors qu'il enfreint celle de ses propres citoyens, simplement parce qu'ils sont musulmans», lance Al-Awlaki dans l'un des derniers sermons qu'il prononcera aux États-Unis. La surveillance des musulmans, des mosquées et des imams suscite sa colère, au dire de son père Nasser. «Il s'est ainsi retrouvé dans une position très difficile. Le pays qui l'avait vu naître, le pays qu'il aimait, le pays où il voulait prêcher sa religion était devenu [à ses yeux] hostile aux musulmans. Et cela l'indignait. Il ne pouvait plus pratiquer librement sa religion aux États-Unis. Alors il s'est dit que la Grande-Bretagne serait peut-être un meilleur endroit pour lui», explique Nasser. «Il m'a donc annoncé au téléphone qu'il ne pouvait pas terminer son doctorat.» Cette nouvelle porte un coup terrible au père d'Anwar. Son rêve de voir son fils obtenir son doctorat aux États-Unis pour ensuite retourner au Yémen enseigner à l'université, comme il l'avait fait, s'évanouissait.

En quittant les États-Unis en 2002 pour s'installer en Grande-Bretagne, le jeune imam laisse derrière lui la réputation d'homme «modéré» qu'il a acquise aux États-Unis après le 11-Septembre. Était-il membre d'Al-Qaïda? Conseiller spirituel des pirates de l'air du 11-Septembre, comme le gouvernement des États-Unis l'alléguera plus tard? Ou simple citoyen américain musulman, radicalisé par son expérience au lendemain des attentats? Qu'il ait mené une double vie après le 11-Septembre et caché ses véritables convictions militantes à propos des États-Unis, ou qu'il ait seulement tenté d'échapper aux enquêtes et interrogatoires du gouvernement américain en quittant la Virginie, Anwar Al-Awlaki s'apprête alors à entrer en collision avec l'histoire.

Chapitre 3

Traquer, débusquer, achever: l'essor du JSOC

WASHINGTON, 1979-2001 — Le 21 novembre 2001, alors que la guerre planétaire contre le terrorisme atteint son régime de croisière, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld rend visite aux Bérets verts[2], dans leur quartier général de Fort Bragg, en Caroline du Nord. «Une guerre mondiale contre le terrorisme est en cours. Nous avons besoin de chacun de vous et de chacune des organisations dont vous faites partie. Et je sais — je sais de source sûre — que vous êtes prêts à partir en mission», déclare-t-il aux soldats. «Au début de la campagne, le président George W. Bush a déclaré ceci: "Nous en sommes au début de nos efforts en Afghanistan, mais l'Afghanistan ne représente que le début de nos efforts dans le monde. Cette guerre ne prendra pas fin tant que les terroristes, dont le champ d'action est mondial, n'auront pas été débusqués, arrêtés et vaincus." Vous êtes les hommes et les femmes qui transmettront en main propre ce message aux ennemis de l'Amérique, scellé par les muscles et la puissance de la plus grande force guerrière de la Terre.» Rumsfeld remercie ainsi publiquement les forces spéciales «ordinaires», soit les Bérets verts, pour leur rôle essentiel en Afghanistan, mais, lorsqu'il parle de ceux qui vont «transmettre en main propre» le message des États-Unis, il fait allusion à un groupe précis de guerriers, qu'il considère comme son arme la plus redoutable et la plus secrète.

Bien que la visite de Rumsfeld à Fort Bragg soit en partie publique, il s'y trouve aussi pour une réunion confidentielle avec une entité dont la presse ne fait pratiquement jamais mention et dont les opérations sont entourées du plus grand secret: le JSOC. Sur papier, le JSOC peut ressembler à un groupe de recherche, et son énoncé de mission est rédigé dans un langage terne et bureaucratique. Officiellement, il s'agit donc d'un «quartier général interarmées chargé d'évaluer les besoins et les techniques propres aux opérations spéciales, d'assurer l'interopérabilité et la normalisation des équipements, de planifier et d'encadrer les exercices et les entraînements requis par les opérations spéciales interarmées, et d'élaborer des tactiques pour les opérations spéciales interarmées». Dans les faits, cependant, le JSOC est la force secrète la plus soigneusement dissimulée de l'appareil américain de sécurité nationale. Dans le milieu des forces secrètes, ses membres sont désignés sous le nom de ninjas, de «mangeurs de serpents» ou, plus simplement, d'opérateurs. Le JSOC représente la crème de l'élite de toutes les forces militaires dont dispose le président des États-Unis. Si un président souhaite mener une opération rigoureusement secrète, à l'abri des regards indiscrets des parlementaires, sa meilleure option ne consiste pas à faire appel à la CIA, mais au JSOC. «Qui se prépare à se déployer?» demande Rumsfeld aux membres de la force spéciale. Les généraux s'empressent de désigner leurs hommes, qui sont fin prêts. «Très bien. Où allez-vous? Ah, il vous faudrait me tuer si vous me le disiez, n'est-ce pas?» lance-t-il à la blague. «Simple vérification.»

Le JSOC tire son origine d'une mission ratée, l'opération Eagle Claw, visant à délivrer 53 otages américains détenus dans l'ambassade américaine en Iran, à Téhéran, dans la foulée de la révolution islamique de 1979. Devant cet échec, le président Jimmy Carter coupe court à l'opération. Après 444 jours de captivité et la conclusion d'un accord secret en vertu duquel les otages seront échangés contre des armes, les Américains sont relâchés... quelques minutes à peine après l'entrée en fonction du président Ronald Reagan.

En coulisse, la Maison-Blanche et le Pentagone tentent de déterminer ce qui a mal tourné. On en conclut que de telles missions requièrent une force spéciale d'élite unifiée et dotée de toutes les capacités nécessaires, c'est-à-dire d'avions, de soldats, de Navy SEAL et de services de renseignement qui lui soient propres. Peu après l'échec d'Eagle Claw, le Pentagone institue le Joint Test Directorate (Direction des essais interarmées), à qui il confie la planification d'une autre mission de sauvetage, l'opération Honey Badger. Celle-ci ne se concrétisera jamais, mais donnera lieu à l'élaboration d'un programme secret visant la mise sur pied d'une force spéciale capable d'assurer que des désastres comme celui d'Eagle Claw ne se reproduisent plus. La fondation du JSOC a donc lieu en 1980, mais la Maison-Blanche et le Pentagone n'admettent pas publiquement l'existence de cette force. Le JSOC se distingue des autres organes de l'armée et du renseignement en ce qu'il se rapporte directement au président, dont il constitue en quelque sorte la petite armée privée. Du moins en théorie.

Le colonel Walter Patrick Lang a passé l'essentiel de sa carrière militaire à mener des opérations secrètes. À ses débuts, en 1967, il a participé à la coordination de celle qui a permis la capture et l'exécution de Che Guevara en Bolivie. Il a fait partie du Studies and Observation Group (Groupe d'étude et d'observation), responsable de la campagne d'assassinats ciblés pendant la guerre du Vietnam, a dirigé le programme mondial de renseignement humain de la DIA, a servi au Yémen, en Arabie saoudite, en Irak et en d'autres points chauds du globe, et a mis sur pied le programme d'enseignement de la langue arabe à l'école militaire de West Point. Tout au long de sa carrière, il a pu suivre de près le développement des capacités des États-Unis en matière d'opérations spéciales. La principale fonction des forces spéciales «ordinaires» comme les Bérets verts consiste «à former et à diriger les forces locales, qui sont en général des forces irrégulières combattant soit des forces régulières, soit des guérillas. C'est ce qu'elles font. Leurs membres sont rompus au contact avec l'étranger. Pour en faire partie, il faut être empathique, capable de travailler

avec des étrangers, de s'asseoir autour d'un plat de viande de chèvre filandreuse qu'on mange avec la main droite en écoutant une grand-mère fabuler sur les prétendus ancêtres de sa tribu. C'est ce qu'ils aiment faire», explique Lang, qui compare les Bérets verts à des «anthropologues armés». Le JSOC, lui, a plutôt été conçu comme «un commando antiterroriste, sur le modèle du Special Air Service [SAS, Forces spéciales de l'armée britannique]. Inutile de préciser que les membres du SAS ne sont pas du genre à se dire "allons fraterniser avec les autochtones". Ils ne font pas ça. Ils forment un commando, tuent les autochtones. Ils n'ont pratiquement aucune vision d'ensemble des effets de [leurs opérations] sur la position des États-Unis dans le monde. […] Ce sont essentiellement des techniciens de la guerre».

Très compartimenté, le JSOC est constitué d'unités spéciales qui s'entraînent en vue de mener des opérations appelées «F^3», pour *Find, Fix, Finish,* ce qui signifie traquer, débusquer et éliminer une cible. La Navy SEAL Team 6, qui a acquis une renommée mondiale en tuant Oussama Ben Laden, est l'une de ces unités. Son premier commandant, Richard Marcinko, a servi dans la Terrorist Action Team, la force d'intervention qui a planifié Eagle Claw. Nommée à l'origine Mobility 6, la Navy SEAL Team 6 est un corps d'élite de 75 membres qui constitue la principale unité antiterroriste du gouvernement des États-Unis. Son nom même relève de la propagande. À l'époque de sa fondation, il n'existait que deux équipes de Navy SEAL, mais Marcinko voulait que les Soviétiques croient qu'il y en avait un plus grand nombre.

Au début de son existence, le JSOC est le théâtre de nombreux accrochages, car ses effectifs proviennent de diverses unités d'élite, dont la force Delta, la Navy SEAL et le 75e régiment des *rangers*, toutes convaincues de leur propre supériorité. Ses membres sont entraînés pour intervenir en zone interdite ou mener des «opérations cinétiques[3]» et des actions directes à petite échelle, c'est-à-dire pour éliminer des cibles humaines. Un service temporaire de renseignement, le Field Operations

Group (FOG, Groupe des opérations sur le terrain), est mis sur pied et deviendra ultérieurement l'organe interne de renseignement du JSOC, désigné sous le nom de «l'Activité».

De ses quartiers généraux de Fort Bragg et de la base aérienne de Pope, aussi en Caroline du Nord, le JSOC prend la tête de la force Delta et du 75e régiment des *rangers*, qui relèvent de l'armée de terre, et de la Navy SEAL Team 6, rebaptisée Naval Special Warfare Development Group (DEVGRU, Groupe de développement des opérations militaires de la marine). Ses ressources aériennes proviennent du 160e régiment des opérations spéciales de l'armée de l'air, dont les membres se font appeler «Night Stalkers» (traqueurs nocturnes), ainsi que du 24e escadron des tactiques spéciales de l'armée de l'air. Le JSOC a été conçu comme une force antiterroriste, mais, dans ses premières années, on lui confie souvent d'autres types de missions. Ses équipes se déploient secrètement et se joignent aux détachements ou aux paramilitaires alliés en vue de renverser des gouvernements jugés hostiles aux intérêts américains. La frontière entre entraînement et combat devient parfois floue, en particulier lors des guerres sales des années 1980 en Amérique latine. En 1983, le JSOC intervient à la Grenade lorsque le président Reagan ordonne l'invasion de ce pays, et tout au long des années 1980 au Honduras, où les États-Unis coordonnent le soutien aux Contras nicaraguayens et combattent une insurrection locale. Au cours de son premier mandat, Reagan n'hésite visiblement pas à qualifier de terroriste toute menace à la sécurité nationale qu'il juge nécessaire de combattre à l'aide d'une force chargée d'attaquer une cible bien définie. Dans la foulée de l'attentat suicide de 1983 contre l'ambassade américaine de Beyrouth, Reagan adhère publiquement au principe des «représailles rapides et efficaces», puis émet deux directives secrètes autorisant «le recours au sabotage, à l'assassinat [et] aux frappes préventives» contre les terroristes. Ces directives font état de «commandos» de la CIA autorisés à tuer, mais on rapporte que le président y permet la coopération avec le JSOC.

À cette époque, les agents du JSOC assurent la liaison avec des armées d'Amérique latine et du Moyen-Orient dans leurs assauts contre des preneurs d'otages. En 1983, à Medellin, ils prennent part à l'opération menant à la liquidation du baron de la drogue colombien Pablo Escobar. Toutes ces missions font du JSOC un groupe de combattants aux compétences incomparables en matière de lutte antiterroriste. Au crépuscule de la guerre froide, ses membres sont les soldats les mieux entraînés et les plus expérimentés des forces armées américaines. Dans les années 1990, ils joueront un rôle central mais secret dans les Balkans, en Somalie, en Tchétchénie, en Iran, en Syrie et dans divers pays d'Afrique et d'Asie. En ex-Yougoslavie, le JSOC participe à la traque de présumés criminels de guerre, mais ne parvient pas à capturer ses deux cibles principales, les dirigeants serbo-bosniaques Ratko Mladic et Radovan Karadzic. Une directive secrète du président Clinton l'autorise à agir en sol américain dans le cadre d'opérations antiterroristes et à y contrer toute menace d'utilisation d'armes de destruction massive, ce qui contrevient à la loi *posse comitatus,* qui interdit à l'armée de mener des opérations de maintien de l'ordre dans son propre pays.

En fait, certaines des missions les plus délicates du JSOC se déroulent aux États-Unis mêmes. En 1993, des membres de la force Delta participent au raid catastrophique contre la secte des davidiens à Waco, au Texas, qui fait quelque 75 morts, dont une bonne vingtaine d'enfants et 2 femmes enceintes. Le JSOC mène aussi des opérations en sol américain dans le cadre de la Coupe du monde de football de 1994 et des Jeux olympiques de 1996.

À la fin des années 1990, le département de la Défense admet l'existence de corps comme le JSOC, mais se garde de rendre leur nom public. «Nous avons mis sur pied des forces spéciales qui, grâce à un personnel, à un équipement et à un entraînement spécifiques, sont en mesure de faire face à une grande variété de menaces transnationales», explique Walter Slocombe, sous-secrétaire à la politique de Défense. On

estime qu'environ 80 % des missions du JSOC antérieures à 2000 demeurent classifiées.

«Je dirais qu'il s'agit de notre carte maîtresse, de l'as qu'un joueur met de côté.» Voilà comment le général Hugh Shelton décrit le JSOC. Chef d'état-major des armées sous Clinton et Bush fils, Shelton a passé l'essentiel de sa carrière dans le domaine des opérations spéciales. Avant sa nomination à la tête des armées, il a dirigé le Special Operations Command (SOCOM, Commandement des opérations spéciales), qui chapeaute en principe les missions du JSOC. «Ce genre d'unité mène des attaques chirurgicales. On ne doit pas l'utiliser pour prendre d'assaut une forteresse ou une autre cible de grande taille, tâche qui incombe à l'armée de terre ou au corps des *marines*. Mais s'il vous faut des types capables de sauter en parachute depuis la stratosphère pour s'introduire par la cheminée dans un château qu'ils feront ensuite exploser de l'intérieur, c'est à eux que vous devez faire appel.» Ce sont des «professionnels discrets: ils font ce qu'on leur demande — et le font bien —, mais ne s'en vantent pas», ajoute Shelton. «Aucune mission exigeant le déploiement d'une force d'envergure ne doit leur être confiée. Je me suis d'ailleurs gardé de le faire quand j'étais chef d'état-major des armées.» Le 11 septembre 2001, Shelton est encore en poste; ses réticences suscitent le mépris de Rumsfeld à son endroit.

Bien qu'on aborde à mots couverts l'histoire secrète du JSOC dans les couloirs du Pentagone, la plupart des officiers les plus décorés considèrent le groupe comme sous-utilisé, ou pire encore, mal utilisé. Malgré ses débuts prometteurs et son large mandat, le JSOC est perçu comme un rejeton bâtard, et le scandale Iran-Contra a jeté le déshonneur sur les opérations secrètes. Malgré quelques réussites, telle la libération du citoyen américain Kurt Muse d'une prison panaméenne pendant l'opération Just Cause de 1989, c'est avec une prudence craintive qu'on a recours aux forces spéciales dans la décennie antérieure au 11-Septembre.

Pendant la guerre du Golfe de 1991, le général Norman Schwarzkopf, qui dirige le United States Central Command (CENTCOM, Commandement

militaire américain chargé du Moyen-Orient et de l'Asie centrale), est peu disposé à inclure le JSOC dans son plan de guerre, mais n'aura pas gain de cause. La force spéciale sera donc chargée de trouver des systèmes de missiles Scud et de les saboter. Sous l'administration Clinton, la méfiance à l'endroit du JSOC commence à se dissiper quelque peu. Pendant cette période, apprend-on dans l'histoire officielle du SOCOM, le rythme des opérations des forces spéciales s'accroît de plus de 50 %: «En 1996 seulement, les forces spéciales sont dépêchées dans 142 pays et participent à 120 opérations antidrogue, à 12 missions d'entraînement au déminage et à 204 exercices d'entraînement interarmées multinationaux.» Cependant, au lieu de le cantonner à des missions ciblées, on affecte généralement le JSOC à des opérations de grande envergure, qui, de plus en plus, remplissent une fonction de maintien de la paix et mettent en jeu des coalitions internationales, comme c'est le cas des guerres en Bosnie-Herzégovine, au Liberia, en Sierra Leone et en Somalie. Les attaques ciblées et les opérations ponctuelles qui sont sa raison d'être se font rares. Tête dirigeante du SOCOM de 1993 à 1996 et ancien commandant du JSOC, le général Wayne Downing constate que, depuis la fin de la guerre froide, «on a réduit» le rôle militaire «non conventionnel» des forces spéciales américaines, qui, «à cet égard, n'ont plus les capacités qu'elles avaient». Le JSOC, ajoute-t-il, «dispose encore d'admirables capacités de lutte contre le terrorisme et la prolifération nucléaire, mais fonctionne sur un mode plus réactif que proactif».

Dans les années 1990, alors que la menace Al-Qaïda prend forme, le JSOC propose d'effectuer des missions visant les dirigeants du mouvement. Ses commandants considèrent qu'il s'agit là de sa principale fonction, et les premiers plans d'opérations contre Ben Laden et son réseau, préparés à la fin de la décennie, auraient d'ailleurs inclus le JSOC. Avant le 11-Septembre, affirment toutefois les officiers, la force spéciale «n'a jamais été affectée à la traque de terroristes responsables de la mort d'Américains». Au cours de son mandat à la tête du SOCOM, Downing contribue à la planification d'une

vingtaine d'opérations visant des groupes terroristes accusés d'avoir tué des citoyens américains, mais, déplore-t-il, le commandement «n'a pas le droit d'appuyer sur la gâchette». Bien que le JSOC dispose de «capacités d'attaque remarquables pour "achever" ses cibles», il est mal équipé pour les «"traquer" et les "débusquer", faute de ressources suffisantes en matière de renseignement», essentielles à la guerre mondiale contre le terrorisme.

Au moment d'entamer son mandat, Rumsfeld a un plan pour renverser la situation. Il souhaite non seulement que les opérations secrètes cessent de relever de la CIA et soient confiées au Pentagone, mais cherche à en avoir lui-même une plus grande maîtrise, ce qui représenterait une réorganisation radicale de la chaîne de commandement militaire. Le JSOC a été mis sur pied en secret pour mener des opérations qui, par leur nature même, doivent rester inconnues de pratiquement toutes les autres instances militaires et gouvernementales. Au lendemain du 11-Septembre, Rumsfeld s'empresse de mettre en place une structure lui permettant de contourner l'état-major des armées et de se coordonner directement avec les commandants des unités de combat chargées de mener des opérations dans leurs champs de responsabilité respectifs. Selon le titre 10 du Code des États-Unis, le chef d'état-major des armées est le principal conseiller militaire du président et fait office d'intermédiaire entre celui-ci et les forces armées. Rumsfeld «n'aime pas ça du tout», se souvient Shelton. Il «veut se charger à la fois des politiques et des opérations». Il fait fi de «l'expertise militaire» et, «contrairement à tous les secrétaires à la Défense l'ayant précédé, cherche à traiter directement avec les commandants en poste sur le terrain, sans se soumettre aux directives présidentielles transmises par le chef d'état-major des armées». Pour Rumsfeld, explique Shelton, la fonction d'un secrétaire à la Défense «repose sur la fourberie, les manœuvres politiques et une volonté d'amener l'état-major des armées à soutenir des opérations qui, malgré leur caractère potentiellement néfaste pour le pays, servent les desseins politiques du président». «En 38 ans de service ainsi qu'aux plus

hauts échelons du secteur privé où je fais désormais carrière, je n'ai jamais vu pire style de leadership», ajoute-t-il.

À titre de chef d'état-major des armées sous Clinton et dans les premiers mois de la présidence Bush, Shelton intervient personnellement pour interrompre des opérations s'il juge que leur exécution, fondée sur les renseignements initialement recueillis, peut faire des victimes innocentes. Rumsfeld, lui, veut simplifier le processus d'autorisation des opérations d'assassinats ciblés et refuse que les hauts gradés lui mettent des bâtons dans les roues. Sous l'administration Clinton, affirme un rapport commandé par le secrétaire à la Défense trois mois après le 11-Septembre, «les plus hauts échelons du gouvernement accordaient certes beaucoup d'attention à la possibilité de traquer les terroristes, mais, quelque part entre le lancement et l'exécution d'une opération, ils finissaient invariablement par rejeter l'option de recourir aux forces spéciales parce qu'ils la jugeaient trop problématique». Produit par le professeur Richard Shultz, expert en opérations militaires spéciales, ce rapport a pour but d'analyser la stratégie de lutte antiterroriste de Clinton. Rumsfeld veut abattre toute barrière juridique ou bureaucratique limitant la marge de manœuvre du JSOC. Shultz a donc obtenu un niveau d'habilitation de sécurité lui donnant le champ libre pour interroger les plus hauts gradés de l'armée et analyser les renseignements. En conclusion de son rapport, il recommande de retirer le JSOC des tablettes de la sécurité nationale pour le placer en première ligne de la guerre contre le terrorisme.

Shultz a eu des entretiens avec plusieurs officiers ayant travaillé, sous Clinton, auprès de l'état-major des armées et dans le domaine des opérations spéciales. Ceux-ci lui ont confié que les hauts fonctionnaires de la trempe de Richard Clarke, qui prône l'envoi de forces spéciales sur le terrain pour mener des opérations ciblées de capture et d'assassinat contre Ben Laden et d'autres dirigeants d'Al-Qaïda, étaient fustigés par les hauts gradés, qui les considéraient comme des fous «dépourvus de toute retenue et assoiffés de pouvoir qui se prennent pour des héros, etc.». Un ancien haut

fonctionnaire a confié à Shultz que, «quand nous sortions d'une réunion du groupe chargé de la lutte antiterroriste avec en main une proposition d'opération émanant des forces spéciales, notre travail consistait [non pas à nous demander] comment la mettre en œuvre, mais comment dire non». Dans son rapport, Shultz dénonce les «obstacles» que sont les restrictions juridiques et bureaucratiques imposées par l'administration Clinton. Aux yeux de Rumsfeld, le 11-Septembre trouve sa source dans la crainte de l'échec et de l'humiliation, combinée à celle de contrevenir à l'interdiction d'assassiner et de tuer des innocents en traquant les coupables. La stratégie du secrétaire à la Défense se résume à peu de chose: il souhaite que les meilleurs assassins du pays tuent les ennemis des États-Unis, où qu'ils soient.

Alors que les États-Unis lancent leur guerre planétaire, Shultz présente ses conclusions et ses recommandations aux têtes dirigeantes du Pentagone. Classé «secret», son rapport est une critique cinglante des politiques antiterroristes de Clinton et recommande une amélioration substantielle du statut du JSOC dans l'appareil de sécurité nationale américain. Au lieu de l'envisager comme un corps appelé en renfort par les commandements des forces régulières dans leurs champs de responsabilité respectifs, Shultz considère que ce sont plutôt les commandements qui devraient appuyer le JSOC dans ses opérations. La principale force spéciale des États-Unis bénéficierait ainsi d'une promotion sans précédent qui la propulserait en position d'autorité suprême. Rumsfeld, qui n'aura eu à traiter avec le général Shelton que «pendant un quart d'heure», comme il le dira lui-même, passe à la vitesse supérieure avec la nomination, en octobre 2001, d'un chef d'état-major des armées nettement plus docile, le général Richard Myers.

Quelles que soient les incidences d'une telle politique, Rumsfeld s'apprête à sortir le JSOC de l'ombre et à lui conférer une puissance inouïe dans la machine de guerre américaine. Pour parvenir à ses fins, il devra empiéter sur le domaine de la CIA et mettre en place une structure parallèle

qui n'aura de comptes à rendre qu'à lui, et non au Congrès ou au département d'État. Ce programme secret nécessitera aussi le lancement d'une opération de renseignement indépendante.

*

* *

Dès les premiers jours de l'administration Bush, Rumsfeld et Cheney entrent régulièrement en conflit avec le secrétaire d'État Colin Powell, déterminés qu'ils sont à empêcher le très décoré ex-chef d'état-major des armées de freiner leurs ambitions guerrières. Powell n'a rien d'une colombe, mais, au lendemain du 11-Septembre, il préconise une riposte militaire ciblée contre Al-Qaïda. De concert avec ses adjoints, il affirme que «nos alliés et amis de l'étranger seraient beaucoup plus à l'aise avec des frappes punitives de notre part contre les auteurs des attentats du 11 septembre qu'avec une guerre planétaire contre les terroristes islamistes et les États qui les soutiennent», se souvient Douglas Feith. Powell considère qu'une «campagne de représailles d'une portée très limitée s'inscrirait dans la stratégie traditionnelle de lutte contre le terrorisme, fondée sur l'application de la loi», poursuit Feith. Les néoconservateurs ont cependant la ferme intention de mener des guerres préventives contre des États et d'affranchir la CIA de toute supervision juridique et bureaucratique. «Oublions les "stratégies de retrait"», lance Rumsfeld deux semaines après le 11-Septembre. «Nous envisageons un engagement soutenu, dépourvu de dates butoirs.» En tant que secrétaire d'État, Powell a la responsabilité des relations internationales et doit bâtir des alliances. Ses priorités diplomatiques entrent donc presque immédiatement en conflit avec celles des néoconservateurs. Powell et ses ambassadeurs ont également un rôle à jouer dans la surveillance des activités de la CIA dans le monde; ils doivent être au fait de toutes ses opérations. Il va sans dire que Rumsfeld et Cheney n'apprécient guère cette contrainte.

Malcolm Nance, éminent spécialiste de la lutte antiterroriste ayant fait carrière dans la marine américaine et pris part à la formation de l'élite des forces spéciales, a vu les personnalités militaires les plus expérimentées de l'administration se faire mettre à l'écart par Cheney, Rumsfeld et leur milice d'idéologues. «Aucun d'eux n'a jamais pris part au moindre combat, tandis que Colin Powell, [son chef de cabinet] Lawrence Wilkerson et leurs adjoints ont tous une expérience du front», explique Nance. «Le plus curieux, c'est qu'on les a nommés au département d'État alors que les idéologues civils, eux, ont été placés au Pentagone, où ils ont élaboré ce que nous qualifiions de "stratégies militaires à la Tom Clancy". En lisant ce genre de livres et des magazines, ils se sont mis à réfléchir: "Nous aussi, nous serons durs. Nous allons agir. Nous allons faire sauter des gens dans les rues, les capturer." On aurait dit des enfants obnubilés par leur jeu de Donjons et dragons et leurs intrigues de romans d'espionnage.»

Le 11 septembre 2001, la CIA ne dispose pas d'une grande capacité paramilitaire propre: ses unités secrètes totalisent 600 ou 700 membres au maximum. Une bonne partie des assauts qu'elle a menés à ce jour ont donc largement reposé sur l'assistance des forces spéciales, qui comptent plus de 10 000 soldats. «Toute l'expertise paramilitaire provenait en fait des militaires, des forces spéciales», se souvient Vincent Cannistraro, agent de la CIA ayant consacré sa carrière, ponctuée de quelques passages au Pentagone et à la National Security Agency (NSA, Agence de sécurité nationale), à la lutte contre le terrorisme. «À la CIA, une telle expertise n'existait que sur papier. Les forces spéciales, elles, en possédaient vraiment une. Les ressources provenaient donc du département de la Défense, et leur transfert sous la direction de la CIA était une décision politique», poursuit-il.

Dans un premier temps, sur ordre du président Bush, la CIA demeure la principale agence chargée de la guerre planétaire. Cependant, Cheney et Rumsfeld réalisent vite qu'il serait nettement préférable que plus d'une force agisse dans l'ombre, et que la Maison-Blanche dispose d'une

ressource qui se distingue par sa grande flexibilité et sa relative immunité contre les indiscrétions du Congrès et du département d'État. Bien que certaines opérations requièrent le concours de la CIA (en particulier l'aménagement de prisons secrètes en collaboration avec des services de renseignement étrangers), l'équipe de Cheney ne fait pas confiance à ses bureaucrates. «Je crois que Rumsfeld et Cheney considéraient la CIA comme une bande de poules mouillées, et c'est aussi l'opinion qu'ils avaient du département d'État», raconte Lawrence Wilkerson, alors chef de cabinet de Powell. Au cours de cette période, Wilkerson constate la tendance «du vice-président des États-Unis à exercer lui-même les pouvoirs et la fonction de commandant en chef du président». Cheney s'ennuie tout particulièrement des guerres secrètes des années 1980, «cette époque où Ronald Reagan aidait les contras dans leur combat contre les sandinistes» et où s'était établie «une relation quasi symbiotique entre certains membres des forces spéciales et les agents secrets de la CIA», poursuit Wilkerson. «Comme on pouvait s'y attendre, la guerre contre le terrorisme a élevé cette façon de faire au rang d'art, conformément à la volonté de Cheney d'agir dans la clandestinité.»

Pour Rumsfeld, le prêt de forces spéciales à la CIA crée un intermédiaire encombrant dont les opérations peuvent être mises en péril par la supervision dont il fait l'objet. Il souhaite que la principale force d'intervention directe des États-Unis soit libre de toute entrave et n'ait à rendre de comptes qu'à lui-même, à Cheney et au président. «La CIA ne peut agir à l'insu des commissions chargées de surveiller les activités de renseignement», explique Cannistraro, qui a contribué à la mise sur pied du centre de lutte antiterroriste de la CIA. «Avant le 11-Septembre, les opérations paramilitaires menées par la CIA nécessitaient le concours de forces spéciales, qui, en se retrouvant sous contrôle civil, voyaient leurs activités rapportées aux commissions spéciales du Sénat et de la Chambre des représentants sur le renseignement. Les opérations dirigées par l'armée, elles, ne sont pas soumises à la supervision de ces commissions. Il s'agit

d'opérations militaires qui, par leur nature même, font partie de la guerre ou de ses préparatifs.»

Tandis que Powell et le département d'État y vont de leurs mises en garde contre toute campagne visant plus large que l'Afghanistan, Al-Qaïda et les talibans, Rumsfeld prône le déclenchement d'une guerre planétaire. «Nous n'avons d'autre choix que de livrer bataille aux terroristes, et ce, où qu'ils soient», déclare-t-il en décembre 2001. «La seule façon de venir à bout d'un réseau terroriste mondial consiste à le prendre en chasse là où il se trouve.» Rumsfeld, qui veut mettre les forces spéciales au premier plan, demande au général Charles Holland, commandant du SOCOM, d'établir une liste de sites sur lesquels les États-Unis pourraient lancer des frappes tant punitives que préventives contre Al-Qaïda. Fin 2001, Feith ordonne à Jeffrey Schloesser, alors chef de la cellule de planification stratégique de la guerre contre le terrorisme, qui relève de la direction J-5 de l'état-major des armées, d'élaborer avec son équipe un plan qu'il nomme «Next Steps». L'Afghanistan n'est qu'un début. Rumsfeld envisage des attaques en Somalie, au Yémen, en Amérique latine, en Mauritanie, en Indonésie et dans d'autres pays. Deux semaines après le 11-Septembre, dans une note adressée au président Bush, il écrit que le Pentagone «évalue des cibles et les résultats escomptés dans des pays où la nature des relations entre la CIA et les agences de renseignement locales fait en sorte que ces dernières ne peuvent pas ou ne souhaitent pas prendre en charge de projets au nom des États-Unis». Certains de ces pays pourraient inviter les États-Unis «sur une base amicale», mais d'autres ne le feraient jamais.

Le monde est un champ de bataille. Tel est le mantra des néoconservateurs.

Chapitre 4

Le patron: Ali Abdallah Saleh

YÉMEN, 1970-2001 ; WASHINGTON, 2001 — Au moment où des avions percutent le World Trade Center, Ali Abdallah Saleh sait pertinemment qu'il doit agir rapidement. Le président yéménite est considéré dans le milieu du renseignement comme un fin renard qui s'est sorti à peu près indemne de la guerre froide, de la menace terroriste et des profondes dissensions tribales déchirant son pays. Le 11 septembre 2011, Saleh connaît déjà des ennuis avec les États-Unis à la suite de l'explosion du *USS Cole* au large du port d'Aden, dans le sud du Yémen, et est déterminé à faire en sorte que ces attentats n'effritent pas le pouvoir qu'il exerce depuis plus de 20 ans. Pendant que l'administration Bush dresse un plan d'action pour entreprendre une guerre sans frontières en réaction au 11-Septembre, Saleh élabore une stratégie de son cru destinée avant tout à le maintenir au pouvoir.

Saleh est devenu président du Yémen à la suite de la réunification en 1990 du Yémen du Nord, sur lequel il régnait depuis les années 1970, et du Yémen du Sud, auparavant dirigé par un gouvernement marxiste basé à Aden. Au Yémen, on le surnomme «le patron». Le colonel Lang, attaché de l'armée et de la défense des États-Unis pendant de nombreuses années, fait sa connaissance en 1979. Parlant couramment l'arabe, Lang est fréquemment amené à prendre part, en tant qu'interprète des agents américains, à des réunions où sont abordées des questions délicates. Avec

son homologue du MI6 britannique, il participe souvent à des parties de chasse en compagnie du président yéménite. «Nous parcourions les routes avec plusieurs autres véhicules et tirions sur des gazelles, des hyènes», se rappelle Lang, ajoutant que Saleh était «un tireur passablement habile». Lang qualifie Saleh de «charmant diable», considérant comme un véritable exploit de s'être maintenu au pouvoir si longtemps «dans un pays où règne la loi de la jungle. Vous savez, c'est comme être aux commandes d'un croiseur de combat Klingon. On doit rester constamment à l'affût». Au dire de Lang, Saleh maîtrise l'art de monter les tribus les unes contre les autres, s'assurant leurs services au besoin et leur transférant ses problèmes. «L'équilibre est toujours précaire entre l'autorité du gouvernement et celle de ces importants groupes tribaux. Le gouvernement ne contrôle habituellement que les territoires occupés par ses forces armées, ou ceux où il fournit des services souhaités par les chefs tribaux et la population, comme les services médicaux ou d'éducation. On se retrouve ainsi avec un tas de villes défendues, entourées de postes de contrôle, et de petites expéditions punitives que le gouvernement mène constamment à travers le pays contre les gens avec lesquels il est en conflit pour une raison ou une autre.»

Durant la guerre livrée par les moudjahidines contre les Soviétiques en Afghanistan au cours des années 1980, des milliers de Yéménites se sont engagés dans le djihad, dont un certain nombre ont été soutenus directement par le gouvernement de Saleh. «On les a tous envoyés en Afghanistan pour combattre l'invasion et l'occupation de l'Union soviétique», affirme Saleh lors d'une entrevue accordée au *New York Times* en 2008. «Et l'administration américaine a contraint des pays alliés à cette époque, dont le Yémen, les États du Golfe, le Soudan et la Syrie, à aider les moudjahidines — qu'ils appelaient les combattants de la liberté — à aller se battre en Afghanistan. Les États-Unis encourageaient fortement le mouvement islamiste à prendre part à la lutte contre les Soviétiques. Puis, à la suite de l'effondrement de ces derniers en Afghanistan, ils ont

soudainement adopté une attitude totalement différente, et extrême, à l'égard des mouvements islamistes; ils se sont mis à exercer des pressions sur les pays pour qu'ils s'en prennent aux islamistes qui s'activaient dans les territoires arabes et musulmans.»

Quand les djihadistes reviennent au pays, Saleh leur fait bon accueil. «Étant donné le pluralisme politique au Yémen, nous avons décidé de ne pas affronter ces mouvements», déclare le président. Le djihad islamique, dirigé par Ayman Al-Zaouahiri, médecin égyptien devenu le numéro deux de Ben Laden, installe l'une de ses plus importantes cellules au Yémen au cours des années 1990. De toute évidence, Saleh ne voit pas à l'époque une menace sérieuse en Al-Qaïda. En fait, il considère alors les djihadistes comme des alliés occasionnels pouvant servir ses propres objectifs. En échange de la possibilité pour eux de circuler librement et de s'entraîner au Yémen, Saleh peut employer ceux qui ont combattu en Afghanistan dans sa bataille contre les sécessionnistes du Sud et, plus tard, contre les rebelles houthis membres de la minorité chiite du Nord. «Ils étaient des hommes de main auxquels avait recours Saleh pour maîtriser les éléments problématiques. Une foule d'exemples démontrent que Saleh utilisait ces gens d'Al-Qaïda pour éliminer les opposants à son régime», confiera Ali Soufan, ancien cadre du FBI ayant beaucoup travaillé au Yémen. En contrepartie de leur apport au programme de politique intérieure de Saleh, «ils pouvaient s'activer librement. Ils pouvaient obtenir et utiliser des documents de voyage du Yémen. Saleh leur offrait leur base la plus sûre. Il tentait d'entrer lui-même dans le jeu en jouant cette carte».

Conséquence de cette relation: au moment où Al-Qaïda connaît une expansion dans les années 1990, le Yémen lui procure un terrain fertile pour ses camps d'entraînement et le recrutement de djihadistes. Sous l'administration Clinton, cet arrangement ne suscite pas beaucoup d'intérêt au sein de l'escouade antiterroriste américaine, hormis chez un petit groupe de dirigeants, principalement du FBI et de la CIA, qui surveillent la montée du mouvement.

Les choses vont changer le 12 octobre 2000, à la suite de l'attentat meurtrier du *USS Cole,* un imposant destroyer américain amarré dans le port d'Aden pour se ravitailler en carburant. Peu après 11 h, un petit bateau chargé d'explosifs file à toute vitesse vers le navire de guerre américain et l'emboutit, y pratiquant une brèche de plus d'une dizaine de mètres carrés. Bilan: 17 marins américains trouvent la mort et plus d'une trentaine sont blessés. «À Aden, ils ont attaqué et détruit un redoutable navire de guerre, capable de susciter la terreur à quai comme en mer», dira plus tard Ben Laden dans une vidéo de recrutement d'Al-Qaïda, citant un poème composé par un de ses assistants. Au dire d'experts d'Al-Qaïda, cet attentat réussi a incité des hordes de nouvelles recrues — particulièrement du Yémen — à se joindre à leur mouvement ou à d'autres groupes semblables.

À la suite de l'attentat du *USS Cole,* les agents du FBI qui voyagent au Yémen sont suivis de près par les autorités yéménites et accueillis à l'aéroport par des forces spéciales pointant leurs armes sur eux. Le gouvernement de Saleh entrave l'enquête américaine sur cet événement, mais il est loin d'être la seule source de frustration pour les enquêteurs. «À la Maison-Blanche sous Clinton, cette enquête ne semblait intéresser personne», se souvient Soufan. «Nous espérions que les choses s'amélioreraient sous l'administration Bush, mais à l'exception du directeur du FBI, Robert Mueller, les hauts dirigeants n'ont pas tardé à mettre l'affaire sur la touche, la considérant comme "dépassée", selon Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense.»

Soufan et une poignée de responsables de la lutte antiterroriste ont observé le renforcement de la position de Ben Laden à la suite de l'attentat perpétré contre le destroyer américain. «L'opération contre le *Cole* est une grande victoire», note Lawrence Wright dans *La guerre cachée,* un livre sur Al-Qaïda qui fait autorité. «Les camps d'Al-Qaïda en Afghanistan se sont remplis de nouvelles recrues, et des donateurs des États du Golfe se sont pointés avec leurs valises bourrées de pétrodollars, comme à l'époque glorieuse du djihad afghan.» Une semaine avant le 11-Septembre, Saleh se

vante sur les ondes d'Al-Jazeera du fait que son gouvernement n'a permis au FBI d'interroger aucun haut fonctionnaire yéménite à propos de l'affaire du *USS Cole*.

Le 11-Septembre complexifie la relation entre le régime de Saleh et l'administration américaine. Même si le président yéménite exerce le pouvoir depuis la fin des années 1970, son univers peut s'écrouler en un instant à la suite des attentats. «Ceux qui font la guerre aux États-Unis ont choisi leur propre destruction», proclame le président Bush quatre jours après les événements. «La victoire contre le terrorisme ne s'obtiendra pas par un seul combat, mais grâce à une série d'actions déterminantes contre les organisations terroristes et ceux qui les hébergent et les soutiennent.» Saleh interprète, avec raison, l'allusion à l'«hébergement» comme un inquiétant avertissement.

Les directives émises par le président Bush après le 11-Septembre autorisent la CIA et les forces spéciales américaines à combattre Al-Qaïda où que soient basés ses agents, partout sur la planète. Pendant que les troupes américaines s'introduisent en Afghanistan, les forces spéciales et la CIA continuent de surveiller les mouvements des agents d'Al-Qaïda afin de les mettre hors d'état de nuire. Après le renversement rapide du gouvernement taliban à Kaboul par les Américains, bon nombre des combattants étrangers affiliés à Ben Laden prennent la fuite, à la recherche d'un refuge. Les régions sauvages du Yémen comptent parmi les havres sûrs qui s'offrent à eux.

L'administration Bush inscrit le Yémen sur la liste des premières cibles potentielles dans sa lutte contre le terrorisme; elle pourrait facilement démanteler le gouvernement de Saleh en dépit de sa déclaration arrogante, avant le 11-Septembre, selon laquelle «le Yémen est un cimetière pour les envahisseurs». Déterminé à ne pas suivre la voie des talibans, Saleh prend rapidement des mesures en ce sens.

Le premier de ces gestes consiste à prendre un avion en direction des États-Unis.

C’est ainsi qu’en novembre 2001 le président du Yémen débarque à Washington, où il s’entretient avec le président Bush et le vice-président Cheney, ainsi qu’avec le directeur du FBI, Robert Mueller, et celui de la CIA, George Tenet. Il déclare à qui veut l’entendre que le Yémen est dans le camp des États-Unis. Les médias sont convoqués à la Maison-Blanche pour une séance de photos des deux chefs d’État arborant un large sourire et se serrant la main. Lors de ses entretiens avec Bush, Saleh insiste pour affirmer que le Yémen «condamne les attentats terroristes du 11 septembre contre les États-Unis et dénonce toute forme de terrorisme», présentant son pays comme «un partenaire de premier plan au sein de la coalition antiterroriste».

En ce mois de novembre 2001, alors que Saleh exécute son numéro et que l’administration Bush le présente comme un allié dans la nouvelle «guerre mondiale au terrorisme», de hauts fonctionnaires américains, derrière des portes closes, concluent avec lui des accords pour étendre la présence américaine au Yémen. Lors de ses rencontres à Washington, notamment avec Mueller et Tenet qui lui rendent visite à sa suite personnelle de l’hôtel Ritz Carlton, dans la 22^{e} Rue, Saleh se voit offrir un programme d’aide d’une valeur de 400 millions de dollars, somme s’ajoutant au soutien financier accordé par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). L’un des autres volets du programme, d’une importance cruciale pour les États-Unis, consiste à accroître l’entraînement des forces spéciales du Yémen, permettant ainsi aux forces spéciales américaines de se déployer dans le pays et à Saleh de sauver la face sur le plan intérieur. Dans le cadre de l’accord entre Saleh et l’administration Bush, les États-Unis établissent au Yémen un «camp de lutte contre le terrorisme» dirigé par la CIA, les *marines* et les forces spéciales, soutenues par un avant-poste américain implanté à proximité dans la république africaine de Djibouti, qui héberge également des drones Predator. De plus, Tenet prend des mesures pour que les États-Unis fournissent des

hélicoptères et des dispositifs d'écoute clandestine au Yémen. De son côté, Saleh autorise la CIA à faire voler des drones au-dessus de son territoire.

Selon Emile Nakhleh, «Saleh est venu ici pour demander un soutien, une aide financière. Mais il n'avait jamais pensé que le terrorisme pouvait représenter une menace pour lui. À ses yeux, le Yémen n'était guère qu'une base arrière pour Al-Qaïda et d'autres organisations terroristes, la véritable cible étant la famille Al-Saoud, la dynastie saoudienne. Il trouvait donc moyen de traiter avec eux. […] Et pourtant, il venait ici et tenait des propos qui nous plaisaient et que nous pouvions comprendre, pour ensuite retourner chez lui et conclure toutes sortes d'accords avec toutes sortes de personnages louches susceptibles de l'aider à survivre. Je ne pense pas qu'il croyait vraiment qu'Al-Qaïda menaçait sérieusement son régime».

Selon le colonel Lang, Bush «était tellement bien disposé envers le président Saleh, un homme sociable et amical, qu'il était prêt à écouter tout son baratin, du genre "Nous vous aimons, les Américains, nous voulons vous aider, nous voulons coopérer avec vous", et à lui envoyer de l'aide, y compris de l'aide militaire». Au cours de son entretien avec le Bush en novembre 2001, Saleh «a exprimé son inquiétude et son espoir que l'opération militaire en Afghanistan ne déborde pas ses frontières et ne s'étende pas à d'autres régions du Moyen-Orient, ce qui aurait pour effet d'attiser l'instabilité dans la région», selon une déclaration émise par l'ambassade du Yémen à Washington au terme de sa visite. Pour éviter que le Yémen se retrouve parmi les cibles de Washington, Saleh doit agir. Ou, du moins, donner l'impression de le faire.

Le président yéménite reçoit une liste de plusieurs membres suspects d'Al-Qaïda que son régime pourrait cibler pour démontrer sa bonne foi. Le mois suivant, Saleh ordonne à ses forces d'effectuer un raid dans un village du gouvernorat de Marib, où résiderait Abou Ali Al-Harithi, un des principaux auteurs présumés de l'attentat du *USS Cole,* ainsi que d'autres militants d'Al-Qaïda. Or, cette opération s'avère un cuisant échec. Les chefs tribaux locaux prennent plusieurs soldats en otage, et les cibles du raid

semblent avoir pu s'échapper. Les soldats seront libérés grâce à l'intervention de médiateurs tribaux, mais l'opération a irrité les tribus et sert d'avertissement à Saleh: il doit se tenir loin de Marib. C'est le début d'une partie d'échecs complexe et hasardeuse pour le président yéménite, qui, tout en maintenant son emprise sur le pouvoir, fait ses premiers gestes pour satisfaire le souhait de Washington de procéder à des assassinats ciblés dans son pays.

Peu après les entretiens de Saleh à Washington, les États-Unis mettent sur pied une force opérationnelle pour la Corne de l'Afrique et le golfe d'Aden. Vers la fin de 2002, quelque 900 soldats et agents du renseignement sont déployés vers un ancien avant-poste militaire français, le camp Lemonnier, situé à Djibouti, sous le nom de force opérationnelle interarmées multinationale pour la Corne de l'Afrique. Située à une heure seulement du Yémen par bateau, cette base ne tarde pas à servir de centre de commandement pour les activités secrètes des États-Unis dans la Corne de l'Afrique et la péninsule arabique, et de rampe de lancement permettant à la CIA et au JSOC de frapper à volonté en dehors du champ de bataille officiel de l'Afghanistan.

Pendant que les travaux de construction démarrent au camp Lemonnier, les États-Unis renforcent la présence de leurs «instructeurs» militaires au Yémen. Bien que leur rôle officiel consiste à moderniser les forces antiterroristes du pays, les Américains ne tardent pas à se doter d'une capacité opérationnelle leur permettant d'épier, de traquer, de débusquer et de liquider les membres suspects d'Al-Qaïda. «Au fil des ans, toutes sortes d'individus douteux aux yeux des Américains ont trouvé refuge au Yémen. Jouant son propre jeu, Saleh offrira un havre à plusieurs d'entre eux», raconte le colonel Lang. «Il était donc bien connu que des individus hostiles aux États-Unis se trouvaient au pays, et ils ont commencé à les rechercher.» Un an après la rencontre de Saleh avec Bush à la Maison-Blanche, les «instructeurs» américains lancent leur première opération de «nettoyage».

Chapitre 5

L'énigme Anwar Al-Awlaki

Royaume-Uni, États-Unis, Yémen, 2002-2003 — En débarquant au Royaume-Uni, Anwar Al-Awlaki téléphone à son riche oncle Cheikh Saleh Ben Fareed, qui vit alors dans le sud de l'Angleterre. «Oncle Saleh, je suis ici. Puis-je te rendre visite?» lui demande-t-il. «Sois le bienvenu», lui répond Ben Fareed. Rendu sur place, Anwar donne à son oncle des nouvelles de la famille restée au Yémen, puis la conversation bifurque sur les événements survenus aux États-Unis. «As-tu quelque chose à voir avec ce qui s'est passé?» demande Ben Fareed, qui sait que son neveu a été maintes fois interrogé par le FBI et qui a vu des reportages alléguant qu'il a rencontré certains des pirates de l'air. «Je n'ai absolument rien à voir [avec le 11-Septembre]», répond Anwar. «Si j'entretenais le moindre lien avec Al-Qaïda ou ces terroristes, je ne serais pas assis ici, avec toi, en Angleterre. Je voyage en toute liberté. Au Royaume-Uni, on me laisse tranquille.» Il fait savoir à son oncle que les agents américains lui ont dit n'avoir rien à lui reprocher. Le temps de s'installer en Angleterre, Anwar habite chez son oncle. Il commence à prêcher à un public musulman qui fréquente des centres sociaux, des mosquées et d'autres lieux de culte. De plus en plus passionnés, voire militants, ses sermons affirment l'importance de défendre et de promouvoir l'islam en cette période où se multiplient les attaques à son endroit. «Il avait l'habitude de se déplacer en train: il allait à Londres et

à Birmingham pour prononcer ses prêches, puis revenait ici», se souvient Ben Fareed.

Vers le milieu de l'année 2002, Al-Awlaki retourne au Yémen pour étudier à l'université Al-Iman de Sanaa, qui jouit d'une solide réputation. «L'administration de l'université m'a permis d'assister à tous les cours de tous les niveaux. J'en ai donc profité pour étudier le *tafsir* [exégèse du Coran] et le *fiqh* [jurisprudence islamique] pendant quelques mois», écrira-t-il plus tard, ajoutant avoir «aussi bénéficié de l'enseignement du recteur de l'université, Cheikh Abdul Majid Al-Zindani». Mais tandis qu'Al-Awlaki entreprend ses voyages suivants, les agents qui ont enquêté sur lui aux États-Unis ne l'ont pas oublié.

Alors qu'Al-Awlaki séjourne en Arabie saoudite et au Yémen pour approfondir sa connaissance de l'islam, des membres de la communauté américaine du renseignement soutiennent qu'on n'aurait pas dû classer son dossier, que le jeune imam pourrait être lié au 11-Septembre et que toutes les pistes menant à lui n'ont pas été explorées. Certains considèrent même qu'on n'aurait pas dû l'autoriser à sortir des États-Unis. «Quand il a quitté la ville, la baudruche s'est dégonflée», raconte une source du FBI. La commission du 11-Septembre révélera pourtant que l'enquête sur les liens présumés d'Al-Awlaki avec les pirates de l'air n'a pas apporté de preuves «assez concluantes pour motiver une poursuite criminelle».

En juin 2002, les agents qui font enquête sur Al-Awlaki parviennent à obtenir un mandat d'arrestation, bien qu'ils doutent de l'éventualité de son retour aux États-Unis. Le mandat n'a pas été lancé contre lui en raison de ses rapports présumés avec les auteurs des attentats ou avec des prostituées, mais parce qu'on le soupçonne de falsification de passeport. Dans une demande de bourse qu'il a déposée au début des années 1990, Al-Awlaki a inscrit le Yémen comme lieu de naissance. Une fois rentré aux États-Unis pour ses études, il a demandé un numéro de sécurité sociale et a encore indiqué être né au Yémen. Interpellé à ce propos, il est parvenu à s'entendre avec la police américaine en invoquant une erreur dans les documents

produits par les autorités yéménites. Dix ans plus tard, les enquêteurs fédéraux souhaitent rouvrir ce dossier qui pourrait leur fournir un prétexte pour arrêter l'imam. Les accusations qu'ils aimeraient porter contre lui sont passibles de dix ans de prison et pourraient être invoquées pour le forcer à collaborer à l'enquête sur le 11-Septembre. «Nous étions ravis de pouvoir obtenir un mandat contre ce type», se souvient un ex-agent du Joint Terrorism Task Force (Groupe d'intervention mixte contre le terrorisme).

Les enquêteurs ignorent si Al-Awlaki reviendra aux États-Unis. Ils demandent donc au département du Trésor d'inscrire son nom dans le Treasury Enforcement Communications System (TECS II, Système de communication pour la surveillance du Trésor), afin que toute communication de sa part avec un agent des douanes ou de l'immigration déclenche une alerte menant à son arrestation immédiate.

Une telle issue semble peu probable.

Pourtant, Al-Awlaki reviendra bel et bien, et beaucoup plus tôt que quiconque ne l'aurait imaginé. Dès lors se produira une série d'événements qui soulèveront de graves questions sur la nature de ses rapports avec le FBI.

*

* *

À Sanaa, Nasser Al-Awlaki et son fils ont de vives discussions. Anwar a annoncé à son père qu'il ne compte plus retourner vivre aux États-Unis. Le harcèlement du FBI est devenu intolérable: les musulmans sont persécutés, emprisonnés, surveillés, lui explique-t-il. Mais le vieil Al-Awlaki n'entend pas renoncer à son rêve d'avoir un fils authentiquement américain obtenant son doctorat aux États-Unis. «Donne-toi une autre chance», lui conseille-t-il en septembre 2002. Nasser et sa femme lui offrent de garder son fils aîné Abdul Rahman et sa fille Maryam pendant qu'Anwar, son épouse et leur cadet Abdallah se réinstalleront en Virginie en vue d'arranger leur situation. «C'était une tentative», se souvient Nasser. «Si tout va bien» aux États-Unis, il ramènera Abdul Rahman et Maryam à leurs parents. Anwar finit par

obtempérer. «C'est vraiment parce que je l'ai encouragé. Je lui ai dit: "Vois comment les choses se passent et, si tout va bien, reprends tes études de doctorat à l'université George Washington."»

Il semble que le FBI ait eu vent des projets d'Anwar. Le 8 octobre 2002, l'imam fait l'objet d'une note de renseignement confidentielle, à distribution restreinte, émanant de l'unité des communications électroniques du FBI. Son contenu restera secret. Dès le lendemain, le bureau du procureur fédéral au Colorado dépose une requête demandant l'annulation du mandat d'arrestation visant Al-Awlaki. Selon l'avocat chargé du dossier, les autorités ont constaté qu'elles ne disposent pas de preuves suffisantes pour gagner un procès, et, poursuit-il, on ne peut pas accuser Al-Awlaki d'«avoir mauvaise réputation». Deux jours après l'émission de la note de renseignement, soit le lendemain de la requête en annulation du mandat, Al-Awlaki et sa famille atterrissent, peu après 6 h du matin, à l'aéroport John F. Kennedy (JFK) de New York en provenance de Riyad. Au contrôle des passeports, son nom ressort des listes du TECS II et des fichiers de surveillance des terroristes. Le système donne la raison suivante: «Passager antiterroriste.» En consultant leur base de données, les douaniers découvrent le mandat d'arrestation que le bureau du procureur fédéral tente d'annuler. La fiche indique qu'il est toujours valide. Les agents de l'Immigration and Naturalization Service (INS, Bureau de la citoyenneté et de l'immigration des États-Unis) emmènent donc Al-Awlaki et sa famille dans une zone de fouille spéciale où ils les détiendront pendant trois heures. «Le sujet a été escorté au centre de fouille primaire et secondaire de l'INS. Son signalement correspond», peut-on lire dans le registre des incidents. Après avoir inspecté les bagages des Al-Awlaki, les douaniers informent leurs supérieurs qu'ils gardent Anwar en détention. Ils tentent ensuite de joindre l'agent spécial du FBI mentionné comme contact dans l'alerte déclenchée lors du contrôle d'Al-Awlaki. Dans un premier temps, ils n'y parviennent pas: le numéro de téléphone cellulaire de l'agent Wade Ammerman n'est pas valide.

Ammerman est l'un des principaux agents ayant participé à l'enquête sur Al-Awlaki. Un haut fonctionnaire des douanes, David Kane, promet à ses subalternes qu'il tentera de retrouver le policier. Le hasard veut que Kane ait travaillé sur le cas d'Al-Awlaki quelques années auparavant, alors que l'imam prêchait à San Diego. Il a ensuite été muté en Virginie, où il s'est aussi penché sur Al-Awlaki dans le cadre de l'opération Green Quest, qui visait les circuits de financement des groupes terroristes. C'est en vain qu'il a tenté de trouver un lien entre le jeune imam et ces réseaux. Kane sait donc parfaitement à qui ont affaire les douaniers de l'aéroport JFK en ce 10 octobre 2002. Cependant, lorsqu'il finit par joindre l'agent spécial Ammerman, celui-ci lui apprend que le «mandat d'arrestation [contre Al-Awlaki] a été annulé» et que l'imam doit être libéré sur-le-champ. Le FBI ne donne «aucune justification» à cet ordre. Dans le registre des incidents, les douaniers inscriront qu'ils ont «reçu un appel» de Kane leur «indiquant que le mandat avait été annulé», ajoutant qu'un représentant du FBI à Washington les a aussi contactés pour les informer que «le mandat a été annulé le 10 septembre». Pourtant, celui-ci n'a pas été retiré avant le 11 octobre.

À 9 h 20, peut-on lire dans le dossier de détention, les Al-Awlaki sont relâchés par les douaniers, qui les «remercient pour leur patience» et leur remettent une «carte de commentaires» en les invitant à y relater leur expérience avec les autorités américaines. Un cadre de la Saudi Arabian Airlines escorte ensuite la famille jusqu'à leur vol de correspondance vers Washington. «Les fonctionnaires des douanes étaient assez déconcertés par la situation, et je ne savais pas quoi dire», racontera Al-Awlaki. «L'un d'eux m'a présenté ses excuses, l'air bizarre. J'étais moi-même sous le choc, et je leur ai demandé si c'était tout. "Oui monsieur, c'est tout", m'ont-ils répondu. "Vous pouvez embarquer."» Le lendemain, l'annulation du mandat d'arrestation contre Al-Awlaki devient officielle, bien que le FBI en ait manifestement été mis au courant la veille.

Désormais libre de voyager aux États-Unis, Al-Awlaki retourne en Virginie. Il renoue avec d'anciens collègues et amorce une réflexion sur l'avenir que pourrait espérer sa famille dans ce pays. S'ensuit alors une curieuse rencontre. En octobre 2002, Al-Awlaki rend visite à un collègue prédicateur, l'Américain d'origine irakienne Ali Al-Timimi, conférencier principal du centre islamique Dar Al-Arqam, situé à Falls Church, en Virginie. Al-Timimi n'est pas seulement une personnalité religieuse: il est aussi un jeune scientifique brillant, qui a fréquenté la prestigieuse Georgetown Day School de Washington et détient un diplôme en biologie. Au moment où Al-Awlaki lui rend visite, il poursuit des études doctorales et fait de la recherche sur la génétique du cancer. Le FBI s'est intéressé à Al-Timimi pour son implication potentielle dans le complot des enveloppes contaminées au bacille du charbon, mis au jour dans la foulée du 11-Septembre, et pour ses liens présumés avec un réseau qui tente de former des djihadistes occidentaux en sol américain. Aucune accusation n'a été portée contre lui dans le cadre de l'enquête sur le bacille du charbon.

La visite d'Al-Awlaki chez Al-Timimi laisse entrevoir une autre interprétation de ses rapports avec le FBI, laquelle permet de croire qu'il ne serait pas simplement l'objet d'une enquête ou témoin.

Le FBI a-t-il retourné Al-Awlaki? Les indices étayant cette hypothèse sont convaincants. L'agent spécial Ammerman, qui a facilité la libération de l'imam à l'aéroport JFK, avait non seulement déjà travaillé sur son cas, mais était aussi l'un des principaux enquêteurs affectés à la surveillance d'Al-Timimi après le 11-Septembre. «Je crois que personne ne voudrait que je raconte ce à quoi j'ai participé», déclare-t-il à Catherine Herridge, journaliste de Fox News qui, forte de ses contacts étroits avec des officiers de haut rang de la police fédérale, s'est penchée sur cette affaire. Herridge est convaincue que le FBI «tente d'exploiter Al-Awlaki comme ressource de renseignement humain», ce que l'imam lui-même a allégué quelques années plus tôt. Mais les enquêteurs y sont-ils parvenus?

Lors de son entretien avec Al-Timimi, Al-Awlaki aborde la question du recrutement de djihadistes occidentaux. «De toute sa vie, Ali ne l'avait jamais rencontré et ne lui avait jamais parlé», raconte l'avocat d'Al-Timimi, Edward MacMahon. «Al-Awlaki a débarqué chez lui, comme ça, et lui a demandé s'il pouvait l'aider à trouver de jeunes hommes prêts à se joindre au djihad.» Al-Timimi se méfie de cet homme qui surgit «du néant». La communauté musulmane fait alors l'objet d'une surveillance accrue de la part des autorités: des descentes ont lieu dans des groupes islamiques, des musulmans sont régulièrement emprisonnés et interrogés, et tout porte à croire que des taupes infiltrent leurs organisations. «Il faut se reporter à cette époque pour bien comprendre», poursuit MacMahon. «Les membres de la communauté étaient persuadés que toutes sortes d'enquêtes avaient cours à leur sujet, et Ali était un musulman très en vue. Posons-nous la question. Qu'est-ce que ce type [Al-Awlaki] faisait là? Pourquoi demandait-il à un homme qu'il n'avait jamais rencontré de l'aider à recruter de jeunes djihadistes? Ça sentait le piège. Ali l'a mis à la porte.»

Selon ses amis, Al-Timimi soupçonne Al-Awlaki de travailler avec le FBI et d'avoir essayé de lui tendre un piège. En 2003, des agents fédéraux feront une perquisition dans sa maison, et il finira par être jugé coupable d'avoir incité 11 jeunes musulmans, américains pour la plupart, à se joindre aux talibans dans leur lutte contre les États-Unis en Afghanistan. «Nous croyions qu'[Al-Awlaki] portait un micro caché, et nous voulions savoir comment il s'était rendu» chez Al-Timimi, raconte MacMahon. Plus tard, l'avocat apprendra que l'imam a été emmené chez son client par Nabil Gharbieh, un présumé complice qui finira par collaborer avec la poursuite. «Comment Anwar Al-Awlaki s'est-il retrouvé dans la maison d'Ali?» demande MacMahon avant d'y aller de sa propre hypothèse: «Parce que [l'agent spécial] Ammerman a demandé à Gharbieh de l'y conduire.»

En octobre 2002, après l'épisode de l'aéroport JFK, Ammerman rencontre Al-Awlaki. On ne peut savoir de quoi ils discutent, mais d'autres indices laissent croire à l'existence d'un lien entre les deux hommes. «Fin

2002, le bureau du FBI à Washington a obtenu de la part de musulmans de la région deux renseignements allant dans le même sens», affirme le *Washington Post.* «Al-Timimi dirigeait "un groupe islamique appelé Dar Al-Arqam", qui "offrait un entraînement de type militaire", a déclaré sous serment l'agent spécial John Wyman. […] Wyman et un autre agent, Wade Ammerman, se sont jetés sur ces renseignements.»

Quelques années plus tard, cette succession d'événements pousse le représentant républicain de Virginie Frank Wolf à demander des comptes au FBI. Il fait parvenir une lettre au directeur du FBI Robert Mueller: «Existe-t-il le moindre lien entre le moment où l'unité des communications électroniques du FBI a émis la note sur Al-Awlaki, l'ordre d'annuler le mandat d'arrestation contre lui et son retour soudain aux États-Unis?» lui demande-t-il. Wolf souligne également que, «alors [qu'Al-Awlaki] était détenu en vertu d'un mandat en suspens à [l'aéroport] Kennedy tôt le matin du 10 octobre 2002, un agent du FBI (l'agent spécial Wade Ammerman, du bureau de terrain de Washington) a ordonné aux douaniers de le libérer. […] Voilà qui est pour le moins douteux compte tenu de la chronologie des événements. La requête en annulation émise par le procureur fédéral du Colorado n'a pas été approuvée avant le 11 octobre 2002, soit le lendemain de la libération d'Al-Awlaki imposée par le FBI. Pourquoi le FBI a-t-il ordonné de le libérer alors que le mandat d'arrestation était encore en vigueur?» Des journalistes déposent une demande au FBI en vertu de la Freedom of Information Act (Loi sur le libre accès à l'information) pour obtenir copie de la note de renseignement et d'autres documents sur Al-Awlaki, sans succès. Le FBI leur renvoie «27 pages caviardées», invoquant «la sécurité nationale et un décret», se souvient Herridge.

Il existe bien sûr d'autres hypothèses sur les motifs du séjour d'Al-Awlaki aux États-Unis et de sa rencontre avec Al-Timimi. Il se peut par exemple que l'imam ait bel et bien tenté de recruter de jeunes djihadistes occidentaux. Il est aussi possible que le FBI l'ait fait libérer de l'aéroport JFK afin de le prendre en filature et de démasquer ses contacts. Il n'est pas

rare que des enquêteurs jugent bon de laisser aller des suspects en leur faisant croire qu'ils sont libres, dans l'objectif de les surveiller.

Quant à Al-Timimi, il a fini par être condamné à la prison à vie. Parmi les témoins de l'accusation se trouve Nabil Gharbieh, l'homme qui a conduit Al-Awlaki chez l'inculpé. Selon les avocats d'Al-Timimi, leur client subit un procès bidon inspiré par la hantise d'une répétition des attentats du 11 septembre. Aux yeux de MacMahon, la poursuite contre Al-Timimi repose sur la peur, et non sur des preuves. «Ils n'allaient pas prendre le moindre risque», explique-t-il. «Mais nous ne faisons généralement pas de condamnations préventives, comme l'ont fait les Britanniques avec les Irlandais en Irlande du Nord.»

Lors du procès d'Al-Timimi, soutient MacMahon, le FBI tait délibérément le rôle d'Al-Awlaki. S'il l'avait divulgué, Al-Timimi aurait pu l'invoquer pour garder sa liberté. «Si le FBI avait révélé qu'Ammerman a facilité le voyage, j'aurais pu examiner cette question en détail», raconte-t-il. «Le FBI refuse tout simplement d'admettre ce qu'il a fait. Une telle révélation aurait constitué un important élément de preuve dans le procès d'Ali. Le pauvre homme restera derrière les barreaux jusqu'à la fin de ses jours. Il était accusé d'avoir recruté de jeunes hommes pour le djihad. En admettant la preuve qu'un agent de l'État (ou au service de l'État) lui a rendu visite pour lui demander de le faire (rappelons qu'il l'a mis à la porte), on l'aurait disculpé de toute responsabilité.»

Quelques années après le procès, c'est au gouvernement des États-Unis que le représentant Wolf demande des éclaircissements: «Comment Al-Awlaki a-t-il pu se retrouver chez Ali Al-Timimi en compagnie d'un témoin du gouvernement peu de temps après qu'on l'eut autorisé à rentrer aux États-Unis? Le FBI savait-il [avant le retour d'Al-Awlaki] que cette rencontre aurait lieu?» On ne saura probablement jamais si Al-Awlaki a bel et bien collaboré avec le FBI en vue d'assurer la condamnation d'Al-Timimi. L'imam a affirmé à maintes reprises que la police fédérale avait tenté de le recruter comme agent double. Est-elle parvenue à ses fins?

«Wade Ammerman a témoigné lors du procès [d'Al-Timimi]. Selon moi, il ne fait aucun doute qu'il a essayé de convaincre Al-Awlaki de collaborer. Il a peut-être même cru y être parvenu», soutient MacMahon. «Al-Awlaki était l'un des rares Américains à avoir été en contact avec les pirates de l'air dans plusieurs pays. Il n'avait rien de l'informateur potentiel moyen. Pourquoi ne pas avoir arrêté ce type [Al-Awlaki] alors qu'il était dans le bureau des douanes?»

Anwar «ne m'a jamais parlé de l'incident de New York», raconte Nasser. Que pense-t-il des rapports de son fils avec le FBI et de la possibilité que ce dernier ait tenté de le recruter? «Il ne m'a jamais parlé de ça», ajoute Al-Awlaki père. Le FBI a refusé de révéler les détails de ses contacts avec Anwar à la fin de l'année 2002 et n'a pas donné d'explications. Voilà qui laisse bien des questions sans réponses, dont certaines auront une forte incidence sur la suite des événements. Les agents fédéraux ont-ils piégé Al-Awlaki sous prétexte des menaces de poursuites qui pesaient sur lui parce qu'il avait sollicité des prostituées et entretenu des rapports avec les pirates de l'air? L'ont-ils fait chanter pour obtenir sa collaboration? Al-Awlaki a-t-il collaboré avec le FBI en croyant participer à un échange de bons procédés, dans l'espoir de ne plus être importuné par l'État? Si tel était le cas, a-t-il fini par comprendre qu'on ne le laisserait plus tranquille et qu'on lui demanderait encore d'agir comme informateur?

«À mon avis — et il ne s'agit que d'une hypothèse —, le recrutement était planifié», explique un ex-agent de haut rang de l'escouade antiterroriste du FBI. «Si Al-Awlaki a bel et bien été pressenti et a fait mine d'accepter, le fait que l'annulation du mandat d'arrestation n'a eu lieu qu'après sa libération s'explique. Mon hypothèse, c'est qu'il a fait semblant de collaborer pendant un certain temps, puis a fermé boutique. Cela expliquerait aussi les réticences du FBI à en dire plus long sur son enquête à San Diego. Trop embarrassant.» Si la vérité était conforme à cette supposition, aucun des protagonistes n'aurait intérêt à l'admettre. De toute manière, explique Nasser, Anwar «s'est dit que le climat des États-Unis ne

lui était pas très favorable». Fin décembre, il a donc quitté le pays, cette fois pour de bon. Un an plus tard, on a demandé à un cadre du FBI pourquoi on avait laissé partir Al-Awlaki. «Nous ne savons pas comment il a pu s'en aller», a-t-il répondu.

Chapitre 6

«Nous sommes engagés dans une guerre inédite»

Djibouti, Washington, Yémen 2002 — Au milieu de l'année 2002, le renseignement américain découvre qu'Abou Ali Al-Harithi, l'homme que l'on soupçonne d'avoir été l'un des maîtres d'œuvre de l'attentat du *USS Cole*, en 2000, se trouve au Yémen. Les hauts fonctionnaires américains l'ont surnommé «le parrain du terrorisme au Yémen». Depuis plusieurs mois, les équipes du JSOC et les drones le pourchassent sans succès; l'ambassadeur américain Edmund Hull a rendu visite aux chefs tribaux à Marib et offert de l'argent en échange d'information sur le repaire et les déplacements d'Al-Harithi. Ce dernier utilise plusieurs téléphones portables, remplaçant souvent leurs cartes SIM pour échapper aux recherches. Le dimanche 3 novembre, les forces spéciales américaines repèrent Al-Harithi dans un camp de Marib, après qu'il eut utilisé un numéro de portable que les services de renseignement américains lui avaient associé plusieurs mois auparavant. «Nos forces spéciales avaient cet endroit à l'œil», se souvient le général Michael DeLong, alors commandant adjoint du CENTCOM. «[Ils] se préparaient à le prendre d'assaut lorsqu'Al-Harithi en a surgi avec cinq de ses partenaires. Ils se sont engouffrés dans des jeeps et ont pris la fuite.»

Dans le cadre de cette opération, à partir de son avant-poste de Djibouti, la CIA avait lancé dans l'espace aérien yéménite un drone MQ-1 Predator. Il ne s'agissait toutefois pas uniquement d'un drone de reconnaissance: celui-

ci était équipé de deux missiles antichars Hellfire. Le drone était sous le contrôle opérationnel de la très secrète division des activités spéciales de la CIA, et une vidéo en direct était transmise au centre de lutte antiterroriste de l'agence, à Langley, en Virginie, ainsi qu'au poste de commandement de Djibouti. «Notre Predator a été lancé dans une poursuite effrénée», explique DeLong.

La vidéo transmise à partir du drone montre Al-Harithi et ses acolytes roulant en convoi, au crépuscule, dans leur Toyota Land Cruiser, à quelque 160 km de Sanaa. Les hommes traversent Marib, où l'ambassadeur américain est attendu pour le lendemain. Tandis que le convoi contourne le désert yéménite, le chauffeur d'Al-Harithi crie dans un téléphone satellite, s'adressant à un homme que les agents d'Al-Qaïda sont censés rejoindre. «Nous sommes ici», hurle-t-il. Selon les analystes du service de renseignement, la voix d'Al-Harithi peut être entendue à l'arrière-plan, donnant des directives au chauffeur pendant que le drone garde la jeep dans sa mire. «Notre analyste confirme son identité», communique DeLong à George Tenet, directeur de la CIA, pendant qu'ils surveillent le déroulement des événements à distance, chacun de son côté. «Le gros type est un Américain. Mais il est d'Al-Qaïda.»

Tenet appelle Saleh pour l'informer qu'il s'apprête à donner le feu vert pour l'attaque. Saleh accorde son consentement, mais insiste pour que la mission soit tenue secrète. Tenet acquiesce. «Nous ne tenions pas à avoir de publicité, nous non plus», raconte-t-il. «Si des questions surgissaient, la version yéménite officielle serait qu'une jeep transportant des civils a heurté accidentellement une mine terrestre et explosé. Il n'y aurait aucune mention de terroristes ni de tirs de missiles.»

Une fois les dispositions prises, Tenet autorise l'attaque. Un missile Hellfire d'environ 1,5 mètre de long percute la jeep et la fait exploser. Un des passagers survit à l'assaut et réussit à ramper une dizaine de mètres avant de rendre son dernier souffle. Pendant que les vestiges de la jeep continuent de se consumer dans le désert, un agent de la CIA se rend sur les

lieux pour constater les dommages et prélever des échantillons d'ADN des victimes. Quelques jours plus tard, on apprend que parmi celles-ci se trouve Ahmed Hijazi, également connu sous le nom de Kamal Derwish, un citoyen américain né à Buffalo, dans l'État de New York. Après l'attaque, les agents américains établissent un lien entre Hijazi et ce qu'ils décrivent comme une «cellule terroriste» de Buffalo, surnommée «Lackawanna Six». Sans avoir fait l'objet d'accusations, Hijazi a été soupçonné d'avoir participé au complot présumé de six Yéménites américains visant à fournir un support matériel à Al-Qaïda. De l'avis d'organisations de défense des libertés civiles, le FBI aurait incité ces hommes à prendre part au complot et réussi à les prendre au piège: ils ont été arrêtés deux mois avant l'exécution de Hijazi. Les enquêteurs du FBI chargés de ce dossier ont prétendu que ce dernier était «un membre en règle d'Al-Qaïda» qui codirigeait une cellule dormante à Buffalo.

Le lendemain de l'attaque du drone, le président Bush se trouve en Arkansas pour appuyer les candidats républicains en vue des élections législatives de mi-mandat. Sans faire expressément mention de cette affaire, Bush envoie un message à propos de sa stratégie de lutte contre les membres d'Al-Qaïda de par le monde. «La seule façon de les traiter, c'est pour ce qu'ils sont: des assassins internationaux», déclare-t-il. «Et la seule façon de les trouver, c'est d'être patients et constants, et de les pourchasser. Et c'est ce que font les États-Unis.»

Au Pentagone, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld esquive les questions concernant le rôle des États-Unis dans l'attaque, se limitant à dire que si Al-Harithi a été tué, «ce serait une très bonne chose qu'il ait fermé boutique». Quand on insiste pour connaître l'ampleur des opérations américaines au Yémen, Rumsfeld se contente de répondre: «Nous avons des gens dans ce pays», ajoutant: «Je ne vais pas m'étendre sur les ententes que nous avons conclues avec le gouvernement du Yémen, sauf pour répéter ce que j'ai déjà dit.»

Pendant que l'administration Bush décrit l'attaque ayant coûté la vie à Hijazi et Al-Harithi comme l'élimination réussie d'une cible redoutable et de grande valeur, de hauts fonctionnaires confient à divers médias sous le couvert de l'anonymat qu'il s'agit bien d'une opération menée par les États-Unis, mais qu'ils sont réticents à parler du rôle joué par les forces américaines parce que cela pourrait nuire au gouvernement de Saleh. «La plupart des gouvernements n'aiment pas tellement l'idée que des commandos américains ou des Predators sans équipage traînent dans leur pays et rendent sommairement justice», rapporte le *Newsweek,* ajoutant que Saleh avait autorisé les États-Unis de «poursuivre Al-Qaïda avec leurs propres ressources de pointe». Cependant, le 5 novembre, Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense, confirme ouvertement qu'il s'agit d'une attaque américaine, ce qui irrite à la fois Saleh et la CIA. «C'est une opération tactique très réussie, et il est à espérer que l'on connaisse chaque fois un tel succès; non seulement ils se sont débarrassés d'un individu dangereux, mais ils les ont obligés à modifier leurs tactiques, opérations et procédés», déclare-t-il sur CNN. «Et parfois, quand les gens changent, ils s'exposent de nouvelles façons. Nous devons donc maintenir la pression et bloquer l'accès à leurs refuges partout où c'est possible, et exhorter tous les gouvernements qui accordent leur soutien à ces gens à cesser de le faire.»

On rapporte que cette divulgation a «irrité au plus haut point» Saleh. «Cela va me causer d'énormes problèmes», se plaint-il au général Tommy Franks, commandant du CENTCOM. «C'est pour cela qu'il est si difficile de conclure des ententes avec les États-Unis», commente le brigadier général yéménite Yahya Al-Mutawakel. «Ils ne tiennent pas compte du contexte propre au Yémen.» Pour les milieux du renseignement et des forces spéciales des États-Unis, qui ont concocté avec le gouvernement de Saleh un scénario incriminant un camion piégé ou une mine terrestre, la sortie de Wolfowitz est exaspérante. Pas pour tout le monde, cependant. Quand on lui demande si cet assaut de drone est «le précurseur d'autres à venir», le

sénateur Robert Graham, alors président de la commission spéciale du Sénat sur le renseignement, répond sans ménagement: «Je l'espère.»

L'exécution sommaire d'un citoyen américain hors du champ de bataille «officiel» de l'Afghanistan suscite l'indignation des associations de défense des libertés civiles et des droits de la personne. C'est le premier homicide ciblé que le gouvernement reconnaît publiquement avoir commis à l'extérieur d'une zone de guerre depuis que Gerald Ford a promulgué un décret interdisant les assassinats politiques en 1976. «L'élimination délibérée de suspects qui auraient dû faire l'objet d'une arrestation, dans des circonstances où ceux-ci ne constituent pas une menace immédiate, représente une exécution extrajudiciaire qui viole le droit international relatif aux droits de la personne», affirme Amnistie internationale dans une lettre adressée au président Bush. «Les États-Unis doivent émettre une déclaration claire et sans équivoque selon laquelle ils ne sanctionneront d'exécutions extrajudiciaires en aucune circonstance, et que tout représentant américain impliqué dans de telles décisions devra répondre de ses actes devant la justice.»

Loin d'acquiescer à cette requête, l'administration Bush non seulement revendique l'opération, mais réplique durement aux réactions qu'elle a suscitées, soutenant que la législation américaine lui confère le droit d'éliminer des individus figurant sur la liste des terroristes, et ce, dans n'importe quel pays, même s'il s'agit de citoyens américains. «Je peux vous assurer que de telles opérations ne contreviennent pas à la Constitution», soutient la conseillère à la sécurité nationale Condoleeza Rice lors d'une entrevue accordée à Fox News une semaine après l'attaque du drone. «Le président a accordé une grande latitude aux hauts fonctionnaires américains en diverses circonstances, les autorisant à prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection des États-Unis. Il s'agit d'une guerre inédite, qui doit clairement être menée sur différents champs de bataille.» Elle insiste: «Une grande latitude.»

L'assassinat politique ordonné par le gouvernement américain n'attire pas que l'attention des groupes de défense des droits de la personne. «En y

ayant recours de plus en plus souvent, on lui confère une légitimité politique», affirme Jeffrey Smith, ancien avocat général de la CIA. Ces exécutions, si elles sont autorisées régulièrement, «laissent croire qu'il est légitime d'assassiner des gens. […] Le fait de présenter comme acceptable le recours à l'assassinat minera considérablement la sécurité de nos dirigeants et d'autres citoyens américains à l'étranger».

En plus de donner le ton au Yémen et dans les pays environnants, le drone qui a éliminé Hijazi crée un précédent aux yeux du successeur de Bush, Barack Obama, qui, près d'une décennie plus tard, s'arrogera le droit de liquider un autre citoyen américain en territoire yéménite.

D'un point de vue global, l'attaque effectuée au moyen d'un drone Predator en 2002 constitue un moment charnière de la guerre au terrorisme. C'est en effet la première fois qu'un drone de combat Predator employé par la CIA sert à attaquer des agents d'Al-Qaïda hors des frontières de l'Afghanistan. «Cela témoigne d'un changement dans les règles d'engagement», soutient un ancien cadre de la CIA au fait des opérations spéciales américaines dans une entrevue accordée au *Los Angeles Times*. Cette attaque aérienne a été une première salve dans la nouvelle guerre sans frontières du gouvernement américain. «Le meilleur moyen de protéger les États-Unis contre les terroristes consiste à les pourchasser jusque dans leurs repaires», affirme le président Bush lors de son allocution radiophonique hebdomadaire après l'attaque de drone. «Et nous devons accomplir cette tâche dans le monde entier.» Le président répète qu'il a «déployé des troupes» au Yémen, mais souligne qu'il ne s'agit que de camps d'entraînement.

Entre-temps, on s'active à appliquer la nouvelle doctrine selon laquelle «le monde est un champ de bataille». Fin 2002, les autorités militaires et les services de renseignement travaillent sans relâche à rénover et à agrandir le camp Lemonnier, en périphérie de l'aéroport de Djibouti, en vue d'en faire une base secrète consacrée aux opérations du JSOC et d'autres forces spéciales, qui pourront ainsi frapper à leur gré, au Yémen et en Somalie, les

agents terroristes ou désignés comme tels en vertu des définitions arbitraires adoptées par l'administration Bush. Le 12 décembre, Donald Rumsfeld effectue une visite-surprise à la base, toujours en construction. «Nous devons nous trouver là où se déroule l'action», déclare-t-il devant plusieurs centaines de soldats en tenue militaire. «Il ne fait aucun doute que ce soit le cas ici. De nombreux terroristes, par exemple, se cachent juste de l'autre côté du golfe, au Yémen. Ils constituent une menace considérable», conclut-il. Le même jour, on demande à un représentant des forces américaines au camp Lemonnier si des missions ont été lancées à partir de la nouvelle base. «Aucune qui soit assez conventionnelle pour qu'on puisse en parler», répond-il. Le 13 décembre, la base devient officiellement opérationnelle.

Les effectifs de la base américaine à Djibouti sont renforcés par plus de 400 soldats et marins à bord du *USS Mount Whitney,* un navire de commandement et de contrôle qui longe la Corne de l'Afrique en sillonnant le golfe d'Aden. Sa mission officielle: repérer, désorganiser, démanteler et neutraliser toute organisation terroriste représentant une menace imminente pour les partenaires de la coalition dans la région. «Nous sommes là, en chasse, sans relâche», déclare le commandant du *Whitney,* John Sattler, major général de la marine américaine. Son navire doit contribuer à l'orchestration d'une offensive secrète dans les territoires de la Somalie, du Yémen, du Kenya, de l'Éthiopie, de l'Érythrée, de Djibouti et du Soudan. Au moment où Sattler s'exprime ainsi, soit en décembre 2002, son navire est orné de pères Noël en papier et d'autres décorations du temps des fêtes, ainsi que d'un portrait d'Oussama Ben Laden criblé de trous de balle. Sattler décrit sa mission comme une chasse aux dirigeants terroristes qui fuient l'Afghanistan en direction du Yémen, de la Somalie et des autres pays environnants. «S'ils font un faux pas, nous les traînerons en justice. Et même s'ils n'en font aucun, s'ils se couchent un peu trop tôt un soir ou se lèvent un peu trop tard un matin, nous serons là.»

Sattler refuse de confirmer l'implication de ses forces dans l'attaque de drone livrée en novembre 2002. Il affirme cependant: «Si j'étais un

terroriste, que je dévalais allègrement une route en compagnie de mes copains terroristes et que soudain — sans avertissement —, je cessais d'exister, j'aurais regardé à gauche, à droite, et puis en haut aussi, car nous y sommes.» Le 22 décembre, Sattler rencontre à Sanaa le président Saleh et d'autres hauts fonctionnaires yéménites. L'ambassade américaine n'émet pas de commentaires à propos de ces entretiens. De son côté, le gouvernement yéménite se borne à dire que les représentants ont parlé de «coordination» dans la «guerre contre le terrorisme». À ce moment-là, le *New York Times* résume ainsi le point de vue d'un haut fonctionnaire de l'administration Bush à propos du Yémen: «Tant que monsieur Saleh permet à la CIA de faire voler des drones Predator au-dessus du territoire yéménite et coopère avec les forces spéciales américaines et les équipes de la CIA qui pourchassent les membres d'Al-Qaïda, l'administration continuera à le soutenir.»

L'attaque de drone meurtrière menée par les États-Unis au Yémen ainsi que la construction de la base de Djibouti laissent présager une ère d'«action directe» de la part des forces antiterroristes américaines dans la région. «Inutile de préciser qu'il y a un an nous n'étions pas ici», lance Rumsfeld lors de sa visite au camp Lemonnier. «J'ai l'impression que dans un, deux, trois ou quatre ans, nous y trouverons encore cette installation.» En plus des effectifs militaires américains conventionnels qui se déploient dans la région, les forces spéciales américaines, notamment les troupes du JSOC, jusqu'alors discrètement basées au Qatar et au Kenya, se tiennent prêtes à participer à d'autres incursions clandestines au Yémen et chez son voisin de l'autre rive du golfe d'Aden, la Somalie. Même si la CIA prendra les commandes de bon nombre des opérations américaines ultérieures dans la région, on assiste alors à un moment clé dans le déploiement des forces spéciales américaines, notamment du JSOC, qui acquerront une influence sans précédent dans l'appareil de sécurité nationale des États-Unis.

Chapitre 7

Des plans spéciaux

WASHINGTON, 2002 — En 2002, la lutte opposant la CIA et le Pentagone pour prendre les commandes de la guerre mondiale contre le terrorisme commence elle-même à ressembler à une petite guerre. Le 17 avril, un article publié à la une du *Washington Post* affirme que les militaires américains ont laissé Oussama Ben Laden s'échapper après qu'il eut subi une blessure à Tora Bora, en Afghanistan, en décembre 2001. Dès le premier paragraphe, on y lit qu'il s'agit de «la plus grave erreur de la guerre contre Al-Qaïda». Rumsfeld est furieux. Il est persuadé que Cofer Black, alors directeur du centre de lutte antiterroriste de la CIA, est la source «hautement confidentielle» qui a laissé filtrer l'information. Un mois plus tard, Black est «affecté à un autre poste» dans un bureau auxiliaire de l'agence à Tysons Corner, en Virginie. Certains attribueront cette rétrogradation à Rumsfeld. Quoi qu'il en soit, la direction des opérations et le centre de lutte antiterroriste de la CIA collaborent activement aux campagnes secrètes de Cheney. À la tête du centre de lutte antiterroriste, Black est remplacé par Jose Rodriguez, qui, comme son prédécesseur, est un ardent défenseur des «techniques d'interrogatoire renforcées» et des prisons secrètes de la CIA. Mais il en va tout autrement du service d'analyse de l'agence.

Les spécialistes de l'Irak à la CIA et au département d'État contrarient les ambitions guerrières de l'administration. Cheney et son principal

adjoint, Scooter Libby, passent régulièrement aux bureaux de l'agence pour exhorter ses analystes à fournir des renseignements associant l'Irak au 11-Septembre ou prouvant l'existence d'un programme irakien d'armes de destruction massive. Les bellicistes rencontrent alors une forte résistance de la part du département d'État dirigé par Powell et des analystes de la CIA. Ayant reçu des ordres formels du président Bush et subissant une pression énorme du bureau du vice-président, la communauté du renseignement épluche minutieusement toutes les informations qu'elle a recueillies depuis le début des années 1990, à la recherche d'un lien entre Saddam Hussein, Al-Qaïda et le 11-Septembre. Un consensus prend forme en son sein, selon lequel il n'existe aucun lien digne de ce nom et «aucun renseignement crédible» quant à une éventuelle implication de l'Irak dans le 11-Septembre ou dans «tout autre attentat perpétré par Al-Qaïda». Les relations de l'Irak avec Al-Qaïda ne relèvent nullement de la coopération: elles «ressemblent plutôt à celles de deux acteurs indépendants cherchant à s'exploiter l'un l'autre», lit-on dans un rapport de la CIA au Congrès. Insatisfaits de cette réponse, Rumsfeld et Cheney entreprennent donc de mettre sur pied leur propre appareil de renseignement tout en ourdissant des plans d'expansion des capacités d'action directe du JSOC aux quatre coins du monde.

Quelques semaines après le 11-Septembre, le bureau de Douglas Feith au Pentagone devient le foyer d'une «opération de renseignement parallèle, ad hoc» et secrète visant deux objectifs, soit la collecte de «renseignements» pouvant justifier une guerre «préventive» contre l'Irak et la compilation de «données» permettant à Rumsfeld, à Wolfowitz et à Feith «de dénigrer, d'ébranler et de contredire les analyses produites par la CIA». Lorsque ces faits sont révélés, Rumsfeld tente d'en minimiser l'importance. «C'est l'affaire [de Feith], ces personnes travaillent pour lui», affirme-t-il. «Ils s'intéressent aux réseaux terroristes, aux liens d'Al-Qaïda avec des États terroristes, à ce genre de choses.» Wolfowitz explique au *New York Times* que ce service parallèle de renseignement «nous aide à passer au tamis l'énorme quantité de données très précieuses qu'ont recueillies nos

nombreuses agences», et décrit «un travail de renseignement phénoménal dans lequel les gens qui partent d'une certaine hypothèse constatent des faits que les autres ne remarquent pas, et ne constatent pas certains faits que les autres remarquent». Il ajoute que «l'angle sous lequel on recherche les faits influe sur ce qu'on recherche», mais précise que l'équipe «n'évalue pas les renseignements de façon indépendante».

En septembre 2002, l'«affaire» de Feith devient l'Office of Special Plans. Le premier de ces plans consiste à forger une justification à l'invasion de l'Irak, projet qui deviendra manifeste lorsqu'il sera admis que les armes de destruction massive dont on a tant parlé ne se matérialiseront jamais et que les grands médias, quelque peu embarrassés, commenceront à s'interroger sur les préparatifs de guerre. Cheney, Rumsfeld et leurs adjoints tiennent à recueillir et à analyser des renseignements bruts, non encore interprétés, provenant directement du terrain, déplore Lawrence Wilkerson. Ils sont convaincus qu'ils peuvent «le faire beaucoup mieux que l'agence» et que leur «lecture aboutira toujours à un scénario de menace beaucoup plus terrifiant que ceux de la CIA», car, selon eux, «l'agence ne sait qu'user de faux-fuyants». Pour Wilkerson, cette évolution est dangereuse: «Tout spécialiste chevronné vous dira qu'on ne doit pas confier de renseignements bruts aux profanes, car ils ne savent pas les lire. C'est ainsi que Cheney, Feith et leur groupe ont assemblé un patchwork — c'est vraiment ce dont il s'agit — fait de violations des sanctions par l'Irak, [d'indices de l'existence] d'un programme d'armes de destruction massive et d'autres éléments qui confortaient leurs opinions préconçues et les regroupaient en un tout cohérent.»

En 2002 seulement, Cheney débarque lui-même une dizaine de fois dans les bureaux de la CIA. Il n'est pas le premier vice-président à s'y rendre, mais la «multiplicité de ses visites» est «sans précédent», constate l'ancien analyste de haut rang de la CIA Ray McGovern, qui était chargé des rapports sur la sécurité nationale au vice-président George Bush père dans les années 1980. Cheney fait «continuellement pression» sur les analystes

pour qu'ils lui fournissent les renseignements qu'il attend, ajoute-t-il. «C'est comme si l'on accueillait des marchands dans le temple. C'est un sanctuaire», affirme McGovern. «On ne peut pas inviter des stratèges à notre table pour nous aider à tirer les bonnes conclusions. C'est pourtant la seule raison des visites de Dick Cheney.»

Un rapport d'enquête préparé par le sénateur Carl Levin, membre de la commission des forces armées du Sénat des États-Unis, conclut que le bureau de Feith «a élaboré et diffusé une contre-évaluation des liens entre l'Irak et Al-Qaïda, laquelle a outrepassé le jugement des professionnels de la communauté du renseignement et eu pour effet de fournir de l'information peu fiable aux décideurs à propos de la relation entre l'Irak et Al-Qaïda, de manière directe et indirecte». Feith adapte ses rapports en fonction des personnes auxquelles il les présente. Le bureau de Cheney a droit à des rapports intégraux, tandis que le directeur de la CIA, George Tenet, en obtient des versions expurgées des diapositives PowerPoint où son agence fait l'objet de critiques. Selon le rapport Levin, «les exposés destinés au personnel de Cheney laissent entendre que les États-Unis disposent de preuves irréfutables de l'existence d'un lien entre le régime de Saddam Hussein et Al-Qaïda, alors que c'est faux». Tenet ne sait pas que le bureau de Feith fait rapport au président et au vice-président derrière son dos; il ne l'apprendra qu'un an après l'invasion de l'Irak. «On a privé les plus grands experts du pays et le plus important officier du renseignement du président de toute possibilité […] de corriger les inexactitudes» des comptes rendus de Feith, affirme le rapport Levin. Chose plus importante, la CIA «a été privée de la possibilité d'informer la Maison-Blanche de ses vives préoccupations quant à la fiabilité de certains des comptes rendus sur lesquels les présentations du sous-secrétaire Feith étaient fondées».

En août 2002, les sbires de Feith se présentent à une réunion de la CIA où l'on met au point la version définitive d'un rapport du renseignement américain sur l'Irak. Les analystes professionnels présents qualifient cette visite d'«inhabituelle», car, «normalement, les membres d'un organisme

client des services de renseignements» comme celui de Feith «ne participent pas à la création des produits du renseignement». Pendant la réunion, les envoyés de Feith déplorent le fait que le rapport n'est pas assez direct et contient trop de mises en garde. Ils pressent aussi les analystes d'y inclure des renseignements discrédités selon lesquels un des pirates de l'air du 11-Septembre, Mohammed Atta, aurait rencontré un agent du renseignement irakien à Prague avant les attentats. À la suite de la réunion, ils font rapport à Rumsfeld et à Wolfowitz, auxquels ils affirment que «les tentatives de la CIA de discréditer, d'écarter ou de déclasser» l'information que Feith veut voir dans le rapport final ont mené à «des conclusions à maints égards incohérentes». «Par conséquent, on ne devrait lire le rapport de la CIA que pour son contenu, et ignorer l'interprétation qu'en fait l'agence», concluent-ils.

Finalement, cédant aux intenses pressions des équipes de Cheney et de Feith, la CIA accouche d'un rapport qui contient des «renseignements douteux» et concorde avec la décision déjà arrêtée de l'administration d'envahir l'Irak, révélera une enquête du Sénat. Plus tard, Feith dépose un rapport secret à la commission spéciale du Sénat sur le renseignement. Le *Weekly Standard* en obtient copie et le cite comme preuve d'un lien indubitable entre Al-Qaïda et le régime irakien. Ce rapport démontre qu'«Oussama Ben Laden et Saddam Hussein ont entretenu une relation effective du début des années 1990 à 2003», prétend le chroniqueur Stephen F. Hayes, qui, sans mâcher ses mots, affirme qu'«il ne subsiste plus le moindre doute quant au fait que l'Irak de Saddam Hussein a collaboré avec Oussama Ben Laden et Al-Qaïda pour fomenter un complot contre le peuple américain». Les pressions de Cheney sur la CIA et les autres agences de renseignement, conjuguées aux rapports de Feith, jettent les bases des allégations douteuses qui finiront par faire de l'invasion de l'Irak une réalité.

Chapitre 8

Survie, évasion, résistance et fuite

WASHINGTON, 2002-2003 — L'attaque de drone lancée en novembre 2002 au Yémen est une première salve annonçant la volonté de l'administration Bush d'étendre l'intervention militaire américaine au-delà du champ de bataille officiel de l'Afghanistan. Bien que la majorité des médias se concentrent à ce moment sur la campagne de l'administration Bush visant à justifier l'invasion de l'Irak, la CIA continue à s'affairer secrètement à la création d'un archipel de prisons secrètes pour s'occuper du reste du monde. Des prisonniers «de grande valeur» capturés dans divers pays, aux quatre coins du monde, sont détenus dans les goulags des services de renseignement étrangers, où ils sont soumis à des interrogatoires et souvent torturés sous la direction d'agents du renseignement américain.

Entre le FBI et la CIA, les dissensions deviennent toutefois intenables. Certains agents du FBI sont dégoûtés par les tactiques jugées extrêmes des interrogateurs de la CIA. D'autres, comme Rumsfeld et Cheney, considèrent au contraire que la CIA ne va pas assez loin, étant limitée par l'obligation d'informer les commissions du Congrès de ses activités. En décembre 2002, George Tenet, alors directeur de la CIA, se vante que les États-Unis et ses alliés détiennent déjà plus de 3 000 individus soupçonnés d'être membres ou partenaires d'Al-Qaïda, dans plus de 100 pays. En dépit de ces déclarations, la partie ne fait que commencer. La ferveur de l'après-11-Septembre, qui a permis aux opérations obscures de Cheney de proliférer

sans grande opposition de la part du Congrès et des médias, s'estompe. Journalistes et avocats se mettent à fouiller l'affaire. Quelques membres du Congrès commencent à poser des questions. Des rumeurs circulent à propos des prisons secrètes de la CIA.

Les renseignements fournis par la CIA et les enquêteurs de la DIA ne satisfont pas Cheney et Rumsfeld. «Il nous faut commencer à exercer des pressions sur le service du renseignement», observe ce dernier dans une note interne émise en mars 2002. «Ça ne va pas», ajoute-t-il. «Nous devons aujourd'hui pourchasser des terroristes. Cela n'a jamais fait partie du mandat du département de la Défense. Mais, à l'heure actuelle, les terroristes sont bien organisés et financés; ils tentent d'obtenir des armes de destruction massive et peuvent infliger des dommages considérables aux États-Unis. Par conséquent, c'est maintenant au département de la Défense de les débusquer.» Rumsfeld et ses adjoints décident alors de recourir à un programme militaire secret: la Joint Personnel Recovery Agency (JPRA, Agence interarmées de récupération de personnel). Celle-ci est chargée de coordonner les secours aux militaires américains bloqués en territoire ennemi, y compris dans les «zones interdites», où leur présence — si elle était dévoilée — pourrait déclencher une crise majeure ou un scandale d'envergure internationale. Un autre mandat de la JPRA intéresse particulièrement Rumsfeld: elle prépare les forces américaines à contrecarrer les efforts déployés par l'ennemi pour soutirer de l'information aux militaires américains capturés. Tous les agents des forces spéciales américaines doivent passer par une terrible usine à torture, un programme connu sous le nom de Survival, Evasion, Resistance and Escape (SERE, Survie, évasion, résistance et fuite).

Le programme SERE a été créé pour initier les soldats, marins et aviateurs américains à la gamme complète des techniques de torture qu'«un pays totalitaire malfaisant sans aucun respect pour les droits de la personne et les Conventions de Genève» pourrait leur infliger s'ils étaient capturés. Lors d'un entraînement au SERE, les militaires sont soumis à un régime

infernal de méthodes de torture calquées sur les techniques brutales qu'appliquent les dictateurs et les terroristes. Au cours de la formation, les militaires sont enlevés, battus, encagoulés, enchaînés et empilés dans des camions, trimballés en hélicoptère. On leur fait subir différentes formes de torture, dont la simulation de noyade (*waterboarding*) et la bastonnade; on leur frappe la tête contre un mur, on les prive de nourriture et de sommeil, on leur inflige diverses formes de torture psychologique. «À l'école du SERE, les "techniques d'interrogatoire renforcées" sont les méthodes de torture de l'ennemi», affirme Malcolm Nance, qui a œuvré au programme SERE de 1997 à 2001, contribuant à en élaborer et à en moderniser le contenu. Nance et d'autres instructeurs du SERE ont étudié les interrogatoires de prisonniers américains à travers l'histoire. Ils ont analysé les tactiques d'interrogatoire utilisées en Chine communiste, en Corée du Nord, au Vietcong, dans l'Allemagne nazie et au sein d'une foule d'autres régimes et de groupes terroristes. Les connaissances transmises par le programme SERE ont été «élaborées dans le sang. Elles sont écrites dans le sang. Tout ce que nous utilisons au SERE a fait mourir un membre des forces américaines, voire des milliers». Le programme SERE, confie Nance, propose «un véritable catalogue de toutes les [tactiques de torture] connues. Certains de nos comptes rendus d'interrogatoires remontaient […] à la Guerre civile». Son objectif consiste à préparer les membres de l'armée américaine à affronter les tactiques d'ennemis sans foi ni loi. Rumsfeld et ses alliés, cependant, y voient une autre utilité.

Au cours des premières phases du programme de détention des «objectifs de grande importance», alors que la CIA et la DIA pilotent une série d'interrogatoires, les agents du JSOC surveillent l'opération de près. À l'interne, le JSOC conclut que les méthodes utilisées par les interrogateurs américains en Afghanistan ne donnent pas de résultats — non pas qu'elles soient trop dures, au contraire. «Dès le début, on a exercé une pression incroyable sur les interrogateurs pour obtenir des renseignements utiles de pratiquement tous les individus que nous détenions. Certains d'entre eux

étaient complices, d'autres, innocents; certains étaient très au fait de la question, d'autres ne savaient rien», se rappelle le colonel Steven Kleinman, qui a passé 27 ans au service du renseignement américain et reste l'un des interrogateurs les plus expérimentés de l'histoire récente des États-Unis. Parmi les postes qu'il a occupés, on retrouve la direction du service de renseignement de la JPRA. «Dans beaucoup trop de cas, nous avons simplement fait erreur en exerçant une pression excessive sur les interrogateurs. Résultat: l'interrogatoire n'était plus une méthode de collecte de renseignements, mais un châtiment infligé à ceux qui ne voulaient pas coopérer.» Kleinman ajoute que, lorsqu'il est apparu que les techniques de torture «ne réussissaient pas à arracher le type de renseignements utiles qu'attendaient les hauts dirigeants», des interrogateurs chevronnés, issus notamment du FBI et de l'armée américaine, ont proposé de recourir à d'autres tactiques, non coercitives et non violentes. Les hauts fonctionnaires de la Maison-Blanche «ont ignoré ou rejeté» la suggestion, jugeant ces tactiques «non pertinentes». «Nous avons plutôt décidé de poursuivre dans la même veine, mais en augmentant la pression […], dans certains cas à un degré alarmant», confie Kleinman. «Quand nous avons dû choisir entre devenir plus rusés ou plus durs, nous avons opté pour la deuxième méthode.» Tout en dénonçant le non-respect du droit de la guerre de la part de l'«ennemi», Rumsfeld et son équipe se préparent à s'engager dans la même voie. Dès décembre 2001, le bureau du secrétaire à la Défense demande à la JPRA de l'aider à «exploiter» les détenus.

Au départ, la direction de la JPRA rejette la demande de Rumsfeld d'appliquer ses techniques d'entraînement aux salles d'interrogatoire de la guerre antiterroriste. Dans une note interne de deux pages adressée à l'avocat général du Pentagone, la JPRA met en garde contre l'application aux prisonniers ennemis des tactiques de «torture» tirées du programme SERE. «L'obligation d'obtenir de l'information le plus rapidement possible d'une source peu coopérative — à temps par exemple pour prévenir un

attentat terroriste imminent susceptible d'entraîner des pertes de vie — a été présentée comme un argument irréfutable pour justifier l'usage de la torture. […] Essentiellement, la coercition physique ou psychologique est considérée comme une solution de rechange aux méthodes d'interrogatoire traditionnelles, plus longues», explique la direction de l'agence. «L'erreur inhérente à cette logique repose sur l'hypothèse selon laquelle, par la torture, l'interrogateur peut obtenir des renseignements fiables et exacts. Or, l'histoire et l'observation du comportement humain semblent réfuter cette hypothèse.» Notant que «plus de 90 % des interrogatoires réussissent à donner des résultats» quand un lien est établi avec le détenu, la JPRA avertit que le recours à des techniques d'interrogatoire brutales renforce la détermination du prisonnier à refuser de coopérer. Elle souligne également que, soumis à une torture prolongée, le détenu «fournira les réponses qui lui semblent correspondre à ce que recherche l'interrogateur. Dans ce cas, l'information n'est ni fiable ni exacte».

Cette mise en garde n'empêche toutefois pas Rumsfeld et son équipe d'aller de l'avant. Douglas Feith et d'autres responsables de la Défense donnent pour instruction à la JPRA de commencer à fournir aux interrogateurs américains des renseignements détaillés sur le programme SERE. Au début de l'année 2002, l'agence entreprend d'informer le personnel de la DIA sur «la résistance des détenus, les techniques et les méthodes d'exploitation des détenus». Entre-temps, Bruce Jessen, psychologue en chef du SERE, également sous-traitant pour la CIA, met au point un «plan d'exploitation» visant à informer les interrogateurs de l'agence de renseignement sur l'utilisation des techniques du SERE. Au début de juillet 2002, des instructeurs et des psychologues du SERE entreprennent d'initier les interrogateurs de la CIA aux tactiques d'interrogatoire extrêmes. Plus tard ce même mois, comme le révélera une enquête de la commission des forces armées du Sénat, le bureau de Rumsfeld demande à la JPRA de lui fournir des documents, «notamment des extraits de plans de cours des instructeurs du SERE, une liste des tactiques de

coercition physiques et psychologiques utilisées dans l'entraînement à la résistance de ce programme, de même qu'une note de service d'un psychologue du SERE évaluant les effets psychologiques à long terme de cet entraînement sur les recrues, ainsi que de la simulation de noyade». «Dans la liste des techniques du SERE, on trouve l'isolement sensoriel, la privation de sommeil, des positions douloureuses, la simulation de noyade et les coups. On y fait également référence à une section du manuel de l'instructeur de la JPRA qui traite des "tactiques de coercition", tels un éclairage aveuglant constant et le fait de traiter les personnes comme des animaux.» Selon Richard Shiffrin, avocat général adjoint chargé du renseignement au Pentagone, l'équipe de Rumsfeld souhaite mettre la main sur ces documents afin de tirer parti de l'information du SERE relative aux tactiques de torture de l'ennemi infligées aux détenus américains. Shiffrin décrit également la façon dont la JPRA transmet aux interrogateurs des documents sur les «expériences de manipulation mentale» auxquelles les détenus américains étaient soumis par des agents de la Corée du Nord. «C'était du matériel digne du film *Un crime dans la tête*», confie Shiffrin. La direction de la JPRA transmet la même information à la CIA.

La question du recours à ces nouvelles techniques est abordée au NSC, y compris lors de réunions auxquelles assistent Rumsfeld et Condoleezza Rice. À l'été de 2002, l'équipe juridique du «conseil de guerre», dirigée par David Addington, un conseiller de Cheney, avait élaboré une argumentation visant à donner de la torture une définition si étroite que pratiquement toute tactique ne menant pas à la mort devenait permise. «Nous sommes allés aux limites de la légalité. Nous avons atteint la frontière, mais nous n'avons pas franchi les limites de la loi», affirme Jay Bybee, procureur général adjoint à l'Office of Legal Counsel (OLC, Bureau du jurisconsulte).

En septembre 2002, les représentants du Congrès sont informés de ces techniques d'interrogatoire particulières. Certains représentants démocrates, dont Nancy Pelosi, affirmeront plus tard n'avoir jamais été mis au courant du recours à la simulation de noyade. Les porte-parole de la CIA et ses

collègues républicains soutiendront le contraire, ajoutant que, tant à la Maison-Blanche qu'au Sénat, aucun des représentants informés sur ces méthodes n'a soulevé d'objections. Pelosi précisera ultérieurement que, à l'époque, on l'a mise au courant de la tactique de la simulation de noyade, mais non de son utilisation lors d'interrogatoires. Quoi qu'il en soit, le programme de torture en question fonctionne dorénavant à plein régime, avec la caution de la Maison-Blanche. «Plutôt que de rallier les agents d'[Al-Qaïda] à notre camp, nous avons utilisé les méthodes du SERE, qui sont purement et simplement celles de l'ennemi», raconte Nance. «S'approprier ces techniques et les pousser bien au-delà des marges de sécurité […] détruit complètement la fibre morale de quiconque s'est engagé sous serment à soutenir et à défendre la Constitution des États-Unis.»

Plusieurs années après l'implantation des prisons secrètes où ont séjourné un grand nombre de détenus, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) compile les témoignages de 14 prisonniers qui y ont survécu. Certains d'entre eux ont été enlevés en Thaïlande, d'autres à Dubaï ou à Djibouti, mais la plupart ont été capturés au Pakistan. Le rapport du CICR décrit ce qui se passe après l'enlèvement d'un prisonnier par les forces américaines:

> Avant et après un transfert, le prisonnier est photographié, d'abord vêtu, puis nu. Un examen d'un orifice du corps (examen rectal) est pratiqué; certains détenus ont rapporté qu'on leur administrait alors un suppositoire (dont ils ne connaissaient ni la nature ni l'effet).
>
> Le détenu doit enfiler une couche, puis un survêtement. On lui installe des écouteurs et on lui fait parfois entendre de la musique. On lui bande les yeux et on lui fait porter des lunettes noires, avant quoi certains détenus rapportent qu'on leur bouchait les yeux avec de la ouate. […]
>
> Le détenu est enchaîné aux mains et aux pieds, puis transporté vers un aéroport et introduit dans un avion. Il est habituellement transporté en position assise inclinée, les mains attachées en avant. Le voyage […] dure d'une à 24 heures. On lui interdit d'aller aux toilettes et il doit uriner ou déféquer au besoin dans sa couche.

Selon le rapport du CICR, certains prisonniers sont trimballés pendant plus de trois ans d'une prison secrète à l'autre, où on les garde «en isolement continu, sans communication avec autrui. Ils n'ont aucune idée du lieu de leur détention, aucun contact avec d'autres personnes que leurs

interrogateurs et leurs geôliers». Les gardiens de prison portent des masques. Les détenus ne sont pas autorisés à téléphoner ou à écrire à leur famille pour lui faire part de ce qui leur arrive. Ils ont tout simplement disparu.

Au cours de leur incarcération, certains prisonniers sont confinés dans une boîte et soumis à une nudité prolongée pouvant durer plusieurs mois. Certains doivent maintenir pendant plusieurs jours des positions contraignantes, «les bras attachés au-dessus de la tête». Ils ne sont pas autorisés à se rendre aux toilettes et «doivent uriner ou déféquer sur place». Les coups de poing et de pied sont pratique courante, de même que l'utilisation d'un collier permettant aux gardiens de leur frapper la tête contre les murs ou de les traîner brutalement le long des couloirs. Les détenus peuvent être soumis à de la musique à volume élevé, et à des températures très basses ou très élevées. Quand ils sont jugés coopératifs, on leur permet de s'habiller. Dans le cas contraire, on arrache leurs vêtements. Parfois, ils sont privés de nourriture solide pendant des semaines. Trois des détenus ont confié au CICR qu'ils ont été soumis à la simulation de noyade. Certains d'entre eux ont été trimballés entre plusieurs sites, jusqu'à dix endroits différents pendant leur incarcération.

Alors que la CIA se met à infliger les méthodes du SERE à un plus grand nombre de détenus dans ses prisons secrètes, Rumsfeld réprouve que ce soit elle qui mène les interrogatoires. À la fin de l'année 2002, le JSOC met sur pied une force d'intervention chargée de préparer son personnel à jouer un rôle dans les interrogatoires de «combattants illégaux». La CIA présente des rapports à la Maison-Blanche, plus particulièrement au bureau de Cheney, sur les progrès accomplis dans l'utilisation des tactiques du SERE appliquées dans ses prisons secrètes. Il en ressort néanmoins que le JSOC peut faire preuve d'une plus grande souplesse et exige moins de surveillance. La Maison-Blanche affecte ses agents à un programme d'interrogatoire parallèle connu sous le nom de code, non classifié, de Copper Green. À l'interne, on l'appelle Matchbox. L'interrogatoire serait l'une de leurs

principales tactiques, mais Cheney et Rumsfeld sont en train de mûrir une stratégie beaucoup plus vaste, toujours mus par l'objectif de lancer une guerre planétaire en secret et en toute liberté.

*

* *

Les lois qui encadrent les opérations militaires et le service du renseignement américains comportent certaines zones grises. Le titre 50 du Code des États-Unis précise les règles et les structures régissant le renseignement, tandis que le titre 10 s'applique aux activités militaires. La portion du code en vertu de laquelle une opération est menée a de sérieuses conséquences: elle détermine à quel genre de supervision et de reddition de compte elle est astreinte. On confond souvent action «secrète» et action «clandestine», qui sont pourtant deux notions bien distinctes. La première formulation, d'ordre politique et juridique, désigne généralement une activité dont l'identité des instigateurs doit rester cachée afin d'offrir une possibilité de «déni plausible» aux autorités américaines. Une telle opération comporte un degré de risque élevé, non seulement en raison du danger que présente son exécution, mais parce qu'elle implique souvent l'intervention d'agents secrets américains à l'intérieur des frontières d'un État souverain, à l'insu de son gouvernement. Si l'opération est entravée ou étalée au grand jour, le risque de scandale est majeur. Selon le titre 50 du Code des États-Unis, l'action secrète fait référence à «une activité entreprise par les autorités américaines en vue d'agir sur les conditions politiques, économiques ou militaires ayant cours dans un autre pays, sans que cette intervention soit apparente ou reconnue officiellement». L'action secrète requiert une directive présidentielle, de même qu'une intervention de la Maison-Blanche visant à informer de la teneur de cette opération les commissions du Congrès sur le renseignement, et ce, avant son déclenchement, à moins de «circonstances exceptionnelles». Cette surveillance du Congrès vise à réduire le risque de scandales comme

l'invasion de la baie des Cochons, à Cuba, ou l'affaire Iran-Contra, dont Cheney et Rumsfeld ont été de fervents défenseurs. S'ils n'ont pu que déplorer la triste publicité et la controverse qui ont entouré cette dernière affaire, ils ne l'ont jamais perçue comme un scandale, mais plutôt comme un bel exemple de la façon dont les autorités américaines devraient mener leurs sales besognes.

Dans le langage militaire officiel, la notion d'action «clandestine» désigne quant à elle une mission dont tout doit rester secret, et non seulement l'instigateur, en l'occurrence l'administration américaine. Certaines opérations peuvent être à la fois secrètes et clandestines, mais cela reste peu fréquent. Contrairement à l'action secrète, l'action clandestine ne requiert pas de directive présidentielle si des «hostilités» sont «appréhendées» dans le pays où elle se déroule. Il n'est pas nécessaire non plus d'en aviser le Congrès. Considérées comme des «activités militaires conventionnelles», ces opérations ne sont pas soumises à la surveillance des commissions du Congrès sur le renseignement. En vertu de la loi américaine, les autorités militaires ne sont pas tenues de dévoiler les détails d'une opération; par contre, le rôle joué par l'administration américaine dans l'«opération globale» doit être manifeste, voire reconnu.

Aux yeux de Rumsfeld et de Cheney, les États-Unis sont en guerre, et le monde est un champ de bataille. Dans ce contexte, des «hostilités» sont «appréhendées» aux quatre coins de la planète, et des dizaines sinon des centaines d'«activités militaires conventionnelles» s'imposent un peu partout dans le monde. Cheney et Rumsfeld ont compris qu'ils pourraient agir plus librement par le truchement du JSOC, dont le champ d'action se situe dans une zone grise entre le titre 10 du Code des États-Unis, qui encadre les activités militaires, et le titre 50, qui régit le renseignement. En effet, une grande partie des missions attribuées au JSOC peuvent entrer dans la catégorie de la «préparation du champ de bataille», qui, dans le lexique de cette organisation, «englobe toute activité entreprise avant le jour J en vue de préparer le théâtre des opérations militaires à venir […] dans les

zones à risque, d'assurer l'entraînement et de planifier le suivi militaire». Il peut s'agir d'opérations de forces d'avant-garde, qui sont «des opérations militaires menées par des forces précédant l'introduction des éléments principaux dans la zone en question, afin de planifier les opérations ultérieures». Les opérations d'avant-garde, à la différence des missions de la CIA, ne sont soumises qu'à un minimum de surveillance externe, et ce, pendant une période indéfinie précédant les «hostilités» à venir, ou pour faire face à une «éventualité» qui parfois se concrétisera, parfois non.

Selon les commissions du Congrès sur le renseignement, il s'agit là d'une façon de contourner les mécanismes de surveillance encadrant ces activités. Pour les membres de ces commissions, le département de la Défense cherche à déployer à l'étranger son service de renseignement, de plus en plus imposant, sous le prétexte de préparer le théâtre d'éventuels conflits armés, sans être tenu de leur rendre des comptes.

La complexité bureaucratique de ce pan du droit américain, où l'on navigue déjà en eaux troubles, est exacerbée par un autre élément: ce sont les commissions du Congrès sur les forces armées qui autorisent le financement d'une mission, tandis que celles qui supervisent le renseignement en évaluent le caractère secret. Ces commissions, qui entrent souvent en conflit à ce sujet, cherchent férocement à protéger leur territoire, ce qui crée une faille considérable, propice aux abus et à l'exploitation de ces zones grises.

Pour Cheney, Rumsfeld et leurs équipes, qui s'affairent à élaborer leurs prochaines étapes, ce contexte présente plusieurs avantages. Le secrétaire à la Défense a d'importantes missions à confier aux forces spéciales, et il est déterminé à éviter toute intrusion de la part de la CIA. Le départ de Cofer Black lui a permis de s'imposer davantage dans l'orchestration des guerres secrètes. Toutefois, Rumsfeld ne cherche pas uniquement à se libérer de la surveillance de la CIA et du Congrès, mais également de l'ingérence de la haute hiérarchie et de la bureaucratie militaires, de plus en plus timorés à ses yeux. «Lors d'une chasse à l'homme, la pire option […] consiste à la

confier aux stratèges du Pentagone», écrit-il dans une note interne où il présente un plan d'action d'envergure mondiale destiné aux forces spéciales: «Nous devons être prêts à accepter les risques associés à une empreinte réduite.»

Tandis que Rumsfeld et Cheney font pression pour une intervention des forces spéciales à l'échelle mondiale, les commandants militaires s'inquiètent du fait que ce plan d'action dépasse la capacité de l'armée en matière de collecte et d'exploitation de renseignements. Par ailleurs, on assiste à des querelles intestines entre certaines unités du JSOC actives en Afghanistan, et, bien qu'elles aient éliminé un nombre effarant d'Afghans et de combattants étrangers, il règne une certaine confusion quant à l'identité des victimes. Sur le terrain, le manque d'un service de renseignement solide au JSOC se fait cruellement sentir. Tandis que la CIA prend les commandes de la recherche de cibles de grande importance, Rumsfeld lance aussi les agents du JSOC dans une chasse à l'homme. Mais, faute de service de renseignement efficace, ils pourchassent des fantômes.

Quand Rumsfeld propose de renforcer les capacités du JSOC et d'élargir son champ d'action à l'échelle mondiale, le général Charles Holland, commandant du SOCOM, se montre réticent. Il exprime ses préoccupations quant à la pénurie de «renseignements exploitables» dans les nouveaux territoires visés. «Le service du renseignement n'est pas assez performant pour nous permettre de mener une telle campagne», affirme crûment un haut gradé de l'armée. Rumsfeld et ses adjoints tournent en dérision les militaires, en particulier le général Holland, pour ce qu'ils considèrent comme des précautions excessives. Dans une entrevue accordée au journaliste Seymour Hersh, un analyste du Pentagone ayant collaboré étroitement avec Rumsfeld à l'époque raconte que le secrétaire à la Défense et son équipe jugent que «peu d'officiers quatre étoiles se démarquent au SOCOM», que plus de «généraux bellicistes» sont nécessaires et que les officiers militaires de haut rang qui ont gravi des échelons sous Clinton devraient faire l'objet d'une «réévaluation».

Rumsfeld a plus d'affinités avec le général Wayne Downing, qu'on a tiré de la retraite dans la foulée du 11-Septembre pour lui confier le poste de conseiller adjoint à la sécurité nationale ainsi que le mandat d'orchestrer la campagne du gouvernement américain visant à neutraliser les réseaux terroristes et «ceux qui les soutiennent». Bien qu'il doive officiellement rendre des comptes à Condoleeza Rice, conseillère à la sécurité nationale, Downing se fera le défenseur du JSOC à la Maison-Blanche. À son avis, on doit redonner à cette entité son mandat original, en tant que «force de l'ombre» tirant parti d'«une position préventive, et dotée de meilleures capacités de capture et d'assassinat dans le cadre de campagnes de longue durée». Downing exerce des pressions pour que les forces spéciales se préparent à mener un «combat détourné et clandestin, s'inscrivant dans la lutte antiterroriste mondiale, au sein de pays contre lesquels nous ne sommes pas en guerre», ainsi que des opérations «dans diverses zones stratégiques, contrôlées et difficiles d'accès». Le général juge également que le JSOC devrait rendre des comptes directement au secrétaire à la Défense, sans passer par les mécanismes de surveillance habituels.

Dans les faits, cependant, le JSOC a déjà été libéré de ces entraves. Tandis que Downing passe par la voie officielle, Rumsfeld et Cheney, explique Wilkerson, «ont esquivé le SOCOM et se sont rendus directement à Fort Bragg, où ils ont soumis un plan d'action destiné aux forces spéciales et généralement axé sur l'intervention directe, qui a été communiqué directement du bureau du vice-président au JSOC». Quelques mois plus tard, Holland est démis de ses fonctions à la tête du SOCOM.

L'initiative de Rumsfeld et de Cheney amorce un processus, étalé sur plusieurs années, qui vise à muer le JSOC, petite force d'élite au mode d'action chirurgical, en une machine à tuer planétaire à l'abri des structures de commandement habituelles. Déjà, avant même le 11-Septembre, les deux alliés avaient de grands desseins concernant le JSOC. Les attentats leur fourniront les armes néc*e*ssaires pour remporter leur première bataille, dont

l'objectif est de soustraire cette force d'élite létale aux mécanismes de surveillance externe.

«J'assistais à l'élaboration d'une approche que j'observerais plus tard en Irak et en Afghanistan, où les forces spéciales agiraient sans rendre de comptes aux autorités habituelles», explique Wilkerson. «C'est dangereux, très dangereux. En agissant à l'insu des commandants en place, vous vous exposez à provoquer un véritable chaos.» Ancien chef de cabinet du secrétaire d'État Colin Powell, Wilkerson poursuit: «Le JSOC faisait office de prolongement de [l'administration], appliquant les directives de l'exécutif — c'est-à-dire de Cheney et de Rumsfeld. On lui donnait pratiquement carte blanche. "Il faut le faire? Faites-le." Pour moi, en tant que militaire conventionnel, c'était très inquiétant.»

Tandis que s'intensifie la lutte de pouvoir entourant les opérations de renseignement relatives à la guerre en Irak, Rumsfeld et Cheney continuent d'être à couteaux tirés avec la CIA. De l'avis de Rumsfeld, les forces spéciales devraient se doter de leur propre service de renseignement en vue de mener une campagne mondiale de capture et d'assassinat. Le JSOC travaille déjà en étroite collaboration avec l'Intelligence Support Activity (ISA, Activité de soutien au renseignement, appelée Groupe des opérations sur le terrain avant 1981 et surnommée «l'Activité»). Également connue sous le nom de code de Gray Fox, cette unité se consacre principalement à la surveillance électronique. Mais Rumsfeld cherche à s'assurer le concours d'une entité possédant les mêmes capacités que le service de renseignement de la CIA, axé sur le renseignement d'origine humaine.

En avril 2002, le Pentagone lance le projet Icon, financé à partir de fonds «réorientés», à l'insu des commissions du Congrès sur le renseignement. Les «nouvelles équipes clandestines», composées «d'officiers traitants, d'interprètes, d'interrogateurs et d'experts» sont déployées aux côtés des forces spéciales, et la priorité est donnée à la collecte de renseignement d'origine humaine à partir des interrogatoires sur le terrain, des activités de surveillance et de l'exploitation des sources

locales. D'abord mis en œuvre sous des noms de code impénétrables, ce programme secret sera désigné par la suite comme la Strategic Support Branch (SSB, Section de soutien stratégique). En juillet 2002, Bush confie par décret les rênes du projet Gray Fox au SOCOM, ce qui élargit considérablement l'emprise de Rumsfeld sur le milieu du renseignement américain. Cette refonte de Gray Fox et de la SSB procurera aux forces spéciales un accès à un service de renseignement leur permettant de cibler des terroristes présumés, de contrer d'éventuelles attaques et de «préparer le champ de bataille» en vue d'opérations militaires à venir. Bref, elle leur fournira la base de données nécessaire à une chasse à l'homme planétaire. Si le bureau de renseignement de Feith avait pour finalité de contester la suprématie des analystes de la CIA, la SSB, elle, était carrément vouée à saper l'autorité de l'agence en matière de collecte de renseignement humain.

Tout pays, allié comme ennemi des États-Unis, peut devenir le théâtre des opérations de la SSB, qui n'a même pas besoin de mettre la CIA, les ambassadeurs américains ou la Maison-Blanche au parfum. Dans ses premières notes préliminaires, Rumsfeld exprime son souhait de voir la SSB accorder la priorité à la collecte de renseignements dans «des pays cibles émergents comme la Somalie, le Yémen, l'Indonésie, les Philippines et la Géorgie». La SSB a été conçue pour «agir incognito, sous le commandement direct du secrétaire à la Défense». Dans certains documents internes du Pentagone que réussira à obtenir le *Washington Post,* on réclame un service du renseignement humain qui relèverait «directement du secrétaire à la Défense». Ces agents de la SSB travailleraient sous «un couvert non officiel», utilisant à l'occasion de fausses identités ou nationalités dans l'objectif d'embrasser «tout le spectre des opérations relatives au renseignement humain». Il s'agit là d'une offensive directe contre l'autorité de la CIA, à laquelle on a toujours confié les missions secrètes, en particulier au sein de pays «amis» où «les conflits armés conventionnels demeurent une perspective éloignée ou un scénario peu probable». Les directives

internes relatives à la SSB donnent le change en définissant la «coordination» comme le fait d'aviser l'agence trois jours à l'avance lors du lancement d'une opération de renseignement.

«Cheney, évidemment, et aussi Rumsfeld, dans une moindre mesure, percevaient la CIA comme une entité faiblarde, politiquement peu fiable», se rappelle Philip Giraldi, ex-officier traitant de la CIA. «Essentiellement, on a décidé d'emprunter la voie du JSOC. Mais évidemment, cette option comportait des difficultés. En faisant intervenir les forces militaires sans être en guerre, en envoyant des agents sur le territoire d'États souverains à l'insu de leur gouvernement, on risque d'ouvrir une boîte de Pandore; c'est pour éviter de telles situations qu'ont été créées les agences de renseignement.» Les missions secrètes permettent aux agents américains de faire fi des conventions internationales et de déjouer les lois en vigueur dans d'autres États. En vertu du droit américain, par contre, les activités militaires des États-Unis doivent respecter les lois internationales, le droit de la guerre et les Conventions de Genève, bien que l'administration Bush se dérobe manifestement à ses obligations dans le cas de certains détenus militaires. L'attribution des campagnes secrètes aux agents des forces spéciales américaines met en péril la protection que leur confèrent les Conventions de Genève; ils peuvent dorénavant être accusés d'espionnage et considérés comme des «combattants illégaux». Selon les détracteurs du nouveau programme, les militaires américains s'exposent ainsi à des risques plus élevés en cas de capture, car leurs geôliers, se fondant sur les précédents établis par l'administration américaine, pourraient bafouer les dispositions des Conventions de Genève visant à empêcher la torture et les traitements inhumains.

Bien que la SSB soit officiellement commandée par le vice-amiral Lowell Jacoby, directeur de la DIA, son véritable mentor est le politologue Stephen Cambone, recruté par Rumsfeld. Néoconservateur de premier plan, celui-ci s'est d'abord fait connaître au Pentagone lorsqu'il dirigeait l'Initiative de défense stratégique, en 1990. Par la suite, il collabore avec

Rumsfeld à divers projets des comités du département de la Défense chargés du bouclier antimissile et des armes spatiales. Depuis que le 11-Septembre a ouvert les vannes, Rumsfeld songe à s'assurer le concours de Cambone pour élaborer le nouveau programme de capture et d'assassinat destiné aux forces spéciales. Officiellement, Cambone devient l'adjoint spécial de Rumsfeld. Dans les faits, il est le principal responsable de cette incursion du département de la Défense «du côté obscur».

Au moment où, dans la foulée du 11-Septembre, Rumsfeld cherche à prendre les commandes de la lutte mondiale contre le terrorisme livrée par la CIA, il se tourne vers Cambone. Le 23 septembre 2001, dans l'une de ses milliers de notes de service internes qui seront surnommées *snowflakes* (flocons de neige) par ses collaborateurs, Rumsfeld annonce à son équipe: «Nous songeons à placer les forces spéciales à la tête de la guerre contre le terrorisme. Elles possèdent un service de renseignement interarmées. Nous devons agir à l'échelle mondiale.» Le jour même, Rumsfeld fait parvenir un message à Cambone, intitulé «Capacités», dans lequel il lui demande de se pencher sur «la façon de renforcer les capacités non conventionnelles du Pentagone et des forces militaires, dont les forces spéciales, mais au moyen d'une approche différente. Nous avons besoin d'une flexibilité et d'une polyvalence accrues». Trois jours plus tard, soit le matin du 26 septembre 2001, Rumsfeld fait parvenir un autre message à Cambone au sujet des «Opportunités». «C'est le moment de revoir le service de renseignement», écrit-il, exprimant son désir de repenser les structures du commandement des forces américaines dans le monde entier, de façon à «réorganiser nos forces en Europe et en Asie, à accélérer la transformation de l'armée, à réduire le nombre de quartiers généraux et à dynamiser la sécurité intérieure. D'autres objectifs pourront également s'ajouter».

Dans cette brigade de l'ombre, Cambone devient vite un puissant collaborateur de Rumsfeld et de son équipe. Il s'active d'abord à orchestrer des opérations spéciales visant à capturer et à éliminer des gens figurant sur la liste de terroristes et d'ennemis des États-Unis dressée par Rumsfeld et la

Maison-Blanche. «Leur vision est toujours la même», affirme le colonel Walter Patrick Lang. «Équipons-nous des meilleures technologies de pointe en matière d'armes et de communications, menons des opérations ultra-efficaces, mettons sur pied un service de renseignement performant pour trouver des cibles à abattre, et éliminons-les.» Rumsfeld a donné des instructions à son nouvel adjoint: «Nous devons accroître les effectifs des forces spéciales.» En 2002, Cambone commence à explorer des façons de rallier le plus grand nombre de tireurs possible. Sa première initiative consiste à déléguer à l'armée certaines tâches normalement assignées aux forces spéciales, dont l'entraînement des forces étrangères, la réalisation de missions de transport aérien et l'opération d'une force d'intervention rapide au service des dignitaires basés en Afghanistan. Rumsfeld et Cambone veulent que les forces spéciales se consacrent entièrement à leurs missions de capture et d'assassinat. L'armée peut se charger du reste.

Vers le milieu de l'année 2002, Rumsfeld transmet une directive classifiée au général Richard Myers, chef d'état-major des armées, préconisant un changement radical dans le fonctionnement du JSOC et des autres forces spéciales. Le secrétaire à la Défense souhaite que les opérations bénéficient d'une «autorisation préliminaire» et que les commandants des missions sur le terrain jouissent d'une latitude maximale.

L'objectif de Rumsfeld consiste à redéfinir les structures des forces spéciales en éliminant les obstacles à la conduite d'opérations rapides et meurtrières, d'envergure planétaire, sans intrusion bureaucratique inutile. Les unités spéciales du JSOC, soit le groupe d'applications au combat (mieux connu sous le nom de force Delta) et la Navy SEAL Team 6, revêtent un intérêt particulier pour Rumsfeld en raison de leur capacité à fonctionner de façon autonome, déjà acquise à l'époque où les commandements régionaux étaient responsables de toutes les troupes opérant dans leur zone assignée. Ces unités spéciales sont autorisées à agir discrètement à l'échelle mondiale sans avoir à rendre de comptes aux

autorités habituelles, et Rumsfeld souhaite appliquer ce modèle à toutes les forces spéciales.

«Nous prenons aujourd'hui diverses mesures pour renforcer le SOCOM afin d'accroître sa contribution à la lutte mondiale contre le terrorisme», déclare Rumsfeld. «Depuis 1987, le SOCOM était conçu comme un commandement de soutien, fournissant des combattants et du matériel aux différents commandants régionaux, qui planifiaient et dirigeaient les missions.» Cette époque est révolue. Désormais, annonce Rumsfeld, le SOCOM sera son propre patron, doté de quartiers généraux à Tampa, en Floride, et de postes de commandement régionaux qui planifieront les frappes et d'autres actions directes sur une base continue. De l'avis de Rumsfeld, cette nouvelle approche est dictée par «la nature de l'ennemi et le besoin impératif de mener des opérations rapides et efficaces en vue de débusquer et de démanteler les réseaux terroristes dans le monde entier».

En 2003, Rumsfeld crée à l'intention de Cambone un poste qui n'a jamais existé dans l'administration civile du Pentagone, celui de sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement. À l'interne, on parle même de «tsar du renseignement militaire». Cambone, en effet, jouit d'un pouvoir sans précédent: auparavant autonomes, tous les services de renseignement du Pentagone, dont la DIA et la NSA, doivent lui faire rapport directement. Selon Steven Aftergood, de la Federation of American Scientists, la création de ce poste s'inscrit dans une démarche visant à «déplacer le centre de gravité du milieu du renseignement au cœur du Pentagone». Concrètement, cela signifie que Cambone contrôle dorénavant 85 % des fonds alloués au renseignement américain, tandis que le directeur de la CIA n'en gère que 12 %. «Rumsfeld n'était pas méchant», confie l'ancien adjoint d'un commandant affecté aux opérations spéciales. «C'était un visionnaire. Il permettait à des types comme Cambone de se mettre les mains dans la merde.» Pour leur part, les hauts gradés de l'armée semblent éprouver un certain mépris envers Cambone. Aux premiers jours du règne du nouveau sous-secrétaire à la Défense, un officier de haut rang va jusqu'à

affirmer: «S'il me restait une seule balle dans mon revolver, je la réserverais à Stephen Cambone.»

Le bras droit de Cambone, le lieutenant général William «Jerry» Boykin, est déjà un personnage légendaire dans le milieu des opérations militaires secrètes. Ancien membre de la force Delta, il a ensuite travaillé pour le JSOC et la CIA. Il a passé toute sa carrière du côté obscur de la politique étrangère américaine, où il a pris part à des opérations clandestines aux quatre coins du monde. Il raconte: «Dans les années 1980 et 1990, les forces spéciales ont eu plusieurs belles occasions d'intervenir sur le terrain en préparant le champ de bataille, en façonnant l'environnement ou en menant des collectes de renseignements», mais «moins de 10 % de ces actions ont été autorisées». Ces opportunités, affirme Boykin, «ont été ratées en raison d'un manque d'audace, de vision et de compréhension des avantages liés à l'organisation préliminaire du théâtre des opérations. À cela s'ajoutait la peur des retombées». Selon le major général, les opérations antiterroristes américaines ont été subordonnées aux normes du renseignement, qui exigent que la cible soit assurée pratiquement à 100 % et qu'aucun civil ne soit tué. Boykin n'aime pas l'expression «renseignements exploitables». «Donnez-moi de l'action, et je vous fournirai des renseignements», claironne-t-il.

Certaines personnes, toutefois, dénoncent les risques inhérents à cette approche. Le fait de confier aux forces spéciales américaines des missions relevant normalement de la CIA et d'«élargir leur rôle, conformément à la volonté de Rumsfeld, met en péril l'ensemble de la politique étrangère américaine», soutient Jennifer Kibbe, de la Brookings Institution, ajoutant qu'«il est beaucoup plus facile de faire appel» aux forces spéciales qu'«à la CIA. Et Rumsfeld semble avoir été séduit par cette facilité». Dans un tel contexte, celles-ci «peuvent mener des opérations secrètes à l'étranger sans l'autorisation des gouvernements concernés, et sans aucune surveillance du Congrès ou presque. Advenant la mise en œuvre du programme de Rumsfeld, les faucons de l'administration américaine risquent de faire appel

sous peu aux forces spéciales pour attaquer ou affaiblir d'autres régimes figurant sur la liste de cibles de Washington».

De leurs bureaux du département d'État américain, Powell et Wilkerson commencent à entrevoir les conséquences de la nouvelle campagne parallèle de Rumsfeld. «Au début de la prétendue guerre au terrorisme, il arrivait que tel ou tel ambassadeur communique avec nous […] pour nous dire qu'autour de sa capitale rôdaient parfois des hommes blancs, très grands et musclés; l'ambassadeur avait tôt fait de percer leur identité et leurs intentions», se rappelle Wilkerson. «Nous avons dû demander à Rumsfeld de nous expliquer pourquoi il envoyait ces forces spéciales un peu partout dans le monde sans aviser les autorités locales, l'ambassadeur américain ou le chef de mission. La situation s'est dégradée à tel point qu'une victime a été signalée en Amérique du Sud: un membre [des forces spéciales], un peu ivre, a sorti son arme et assassiné un chauffeur de taxi. Il a fallu le faire sortir du pays au plus vite.» Wilkerson poursuit: «J'ignore même si Rumsfeld était tenu au courant de certaines [opérations] menées par son équipe.»

«Sous la direction du vice-président, la situation a pris de l'ampleur et a dérapé complètement», raconte Vincent Cannistraro, ancien cadre de la CIA. «On a confié à certains employés du Pentagone la responsabilité de diriger des opérations spéciales "spéciales" qui échappaient à la chaîne de commandement habituelle ainsi qu'à la surveillance de la CIA, du département d'État et des autres mécanismes de contrôle au sein de l'administration américaine. Tout cela s'accomplissait sous le même prétexte, qui servait à justifier la prise de mesures exceptionnelles: depuis le 11-Septembre, les États-Unis étaient en guerre. Toutefois, on a vite perdu le contrôle. Par manque de coordination, par manque d'information, ils ont tué des gens qui n'étaient pas de véritables cibles. Ils ont fait des erreurs.» Cannistraro insiste: «Beaucoup d'erreurs.»

La commission spéciale du Sénat sur le renseignement parviendra éventuellement à la conclusion que le Pentagone a «montré une propension

à attribuer l'étiquette [de la préparation du champ de bataille] à des contextes où l'éventualité d'un conflit armé est pratiquement inexistante». Aux yeux de certains officiers de l'armée de terre, l'évolution de la situation ne laisse présager rien de bon. «Nous savons que les Conventions de Genève ont été piétinées en moins de deux», raconte le colonel Douglas Macgregor. Officier décoré de l'armée de terre, ce dernier a mené la plus célèbre offensive de chars d'assaut de la guerre du Golfe, en 1991. Il faisait également partie de l'équipe du Pentagone chargée de la planification des préparatifs de la guerre d'Irak, en 2001 et 2002. Il affirme avoir été troublé par ce qui se passait dans les bureaux du département de la Défense, tandis que Cheney et Rumsfeld s'activaient à mettre sur pied la SSB et à repenser le JSOC. «À vrai dire, j'ai préféré rester à l'écart. Je ne voulais pas être impliqué dans cette affaire; ça ne m'intéressait pas, car je craignais que nous violions la loi […], qu'il s'agisse de nos propres lois, des Conventions de Genève ou du "droit de la guerre", comme nous l'appelons dans l'armée», explique le colonel. «On aurait pu s'attendre à ce que quelqu'un se lève et dise "Pardon, Messieurs Rumsfeld et Cambone, pardon, général Boykin, vous n'avez pas le droit de mettre de côté les Conventions de Genève, qui ont été ratifiées par le Sénat américain." Le problème, c'est que le Sénat, la reddition et le respect de la loi nous laissaient tous indifférents», poursuit Macgregor. «Si, tant sur le plan judiciaire que législatif ou exécutif, personne ne cherche à faire appliquer la loi, vous avez pratiquement carte blanche. À mon avis, c'est ce qui est arrivé.»

Dans les autres instances des forces armées, nombreux sont ceux qui s'inquiètent des conséquences potentiellement désastreuses de la prise de pouvoir de Rumsfeld et de Cheney et du plan d'action mondial qu'ils destinent aux forces spéciales. «En déployant des forces militaires chargées d'une mission dans un pays ami, les États-Unis commettent un acte de guerre, bien que notre cible ne soit pas le pays lui-même, mais les cellules terroristes qui s'y trouvent», fait observer la colonelle Kathryn Stone dans

un rapport publié en juillet 2003 à l'intention de l'école de guerre de l'armée de terre, à Carlisle, en Pennsylvanie.

> Une bonne partie du monde en est venu à considérer les guerres *de facto* de la CIA comme normales, parce que la plupart des grandes puissances tirent parti d'opérations semblables menées à l'étranger par leurs propres agences de renseignement; si la mission secrète d'un autre pays est étalée au grand jour, elles n'ont rien à gagner sur le plan politique à la dénoncer à titre d'acte de guerre. Toutefois, ils n'iront pas jusqu'à tolérer la propension des États-Unis à introduire leurs forces militaires régulières un peu partout dans le cadre de campagnes secrètes. Cela risque de faire surgir une question légitime: «Où cela va-t-il s'arrêter?» Si l'administration américaine confie aux forces spéciales des missions secrètes auxquelles elle refuse de s'associer officiellement, la prochaine étape sera-t-elle une offensive clandestine de missiles de croisière Tomahawk, ou même de missiles dont l'origine est masquée de façon à effacer l'empreinte américaine?

Les craintes de la colonelle Stone se confirmeront; pourtant, au moment de la publication de son rapport, personne n'y accorde le moindre intérêt. «Je crois qu'ils ont préféré agir dans l'ombre, ce qui leur a donné une grande latitude. Le rôle du président était plutôt passif; pendant son premier mandat, il a toléré beaucoup de choses, et ils ont mené leur propre stratégie, semblable à celle des dirigeants israéliens», se rappelle le colonel Lang. «C'est comme le fameux "un pour cent de risque" de Cheney: en cas de doute, tuez-les. Cela résume bien l'approche qu'ils ont longtemps conservée: ramenez-les, morts ou vifs.»

Peu à peu, Rumsfeld et Cheney posent les bases de l'infrastructure qui leur permettra de mener une guerre d'envergure planétaire sans avoir de comptes à rendre à quiconque. Le JSOC sera leur arme de prédilection. Ce qui leur manque, à ce stade, c'est un général visionnaire apte à prendre les commandes de leur guerre secrète. Celui-ci s'incarnera sous les traits de Stanley McChrystal, *ranger* de l'armée de terre américaine.

Chapitre 9

Le provocateur: Stanley McChrystal

ÉTATS-UNIS, 1974-2003; **IRAK,** 2003 — Fils d'un général de l'armée de terre, Stanley McChrystal entre en 1972 à l'école militaire de West Point, où, selon ses propres dires, il se taille une réputation de «provocateur». Ce fêtard impénitent semble porté sur l'action. Un soir, avec des amis, il met en scène un faux raid contre un immeuble du campus. Les jeunes hommes utilisent de vrais fusils et des chaussettes remplies de balles en guise de grenades. McChrystal, qui passe à un cheveu d'être atteint par les tirs des gardiens de sécurité, sera puni pour ce geste. Mais son dossier regorgeant de sanctions disciplinaires ne l'empêchera pas de devenir chef de bataillon. Il obtient son diplôme de West Point en 1976, sort de l'école des forces spéciales de Fort Bragg en 1979 et commande une unité de Bérets verts en 1979 et en 1980, bien que celle-ci ne soit pas déployée dans les missions les plus médiatisées au début de sa carrière militaire. «J'ai raté Panama et la Grenade, et ça m'a contrarié», se souvient-il. «On se demande toujours comment on va s'en tirer.» Dans les années qui suivent son passage à West Point, il emprunte une double voie qui lui vaudra une renommée d'«intellectuel-guerrier». Il obtient une maîtrise en sécurité nationale et stratégie de l'école de guerre maritime des États-Unis, et une autre en relations internationales de l'université Salve Regina. Il grimpe les échelons des *rangers* et sert dans des régiments aéroportés comme dans les forces spéciales.

En 1986, McChrystal prend la tête du 3e bataillon du 75e régiment des *rangers* et, de l'avis général, révolutionne le programme d'entraînement de ce corps d'élite en modernisant la technologie dont il fait usage, en accélérant le rythme des exercices physiques et en repensant les opérations nocturnes. Sa première collaboration officielle avec le JSOC a lieu en 1991 dans le cadre des préparatifs de la guerre du Golfe, où il sert comme officier des opérations spéciales de l'armée de terre pour les opérations Desert Shield et Desert Storm. Envoyé dans le golfe Persique pour aider à la coordination des opérations spéciales, il passe l'essentiel de la guerre en Arabie saoudite et à Fort Bragg. Au moment de faire son entrée dans le monde obscur des opérations secrètes, il n'a «encore jamais tiré sur personne», reconnaît-il. Il se concentre plutôt sur la planification et la mise en œuvre des missions, développant ses qualités de meneur et s'élevant dans la hiérarchie des opérations spéciales.

À la fin des années 1990, McChrystal est nommé commandant des *rangers*. Dalton Fury, qui a dirigé une équipe de la force Delta ayant traqué Ben Laden en Afghanistan, a préalablement servi comme officier d'état-major des *rangers* sous McChrystal: «Mes camarades *rangers* et moi avons eu la chance exceptionnelle de voir les bons et les mauvais côtés [de McChrystal]. S'il était blessé au combat, je crois que son sang serait rouge, noir et blanc, les couleurs officielles du 75e régiment des *rangers*. C'est un *ranger* à 110 %», se souvient-il. «Malgré un dos mal en point et des genoux sans doute amochés par une carrière passée à marcher sur des routes et à sauter en parachute, il ignore encore l'existence d'un bouton "Pause" sur l'être humain.» En tant que *ranger,* note Fury, «McChrystal avait le rang de commandant subordonné de niveau 2 dans la structure opérationnelle de commandement du JSOC. Le niveau 1 était réservé aux membres de la force Delta et de la Navy SEAL Team 6. Cette situation le contrariait. Il n'est pas de nature à accepter d'être le second violon de qui que ce soit, et n'aime pas voir ses *rangers* considérés comme des citoyens de seconde zone par rapport aux unités spéciales du JSOC de niveau 1».

D'ailleurs, McChrystal, qui refuse de considérer les *rangers* de l'armée de terre comme le corps de réserve de la force Delta, se bat depuis des années pour améliorer leur situation dans l'appareil des opérations spéciales. «Les *rangers* exécutaient — et exécutent toujours — les tâches essentielles à leurs missions avec la même compétence que celle dont faisaient preuve les unités de niveau 1 dans l'accomplissement des leurs», se souvient un ex-*ranger* ayant servi sous les ordres de McChrystal. «Pour lui, la perte d'officiers et de sous-officiers brillants au profit d'un corps que beaucoup considéraient comme le fer de lance des forces armées nuisait au régiment.» Aux yeux de McChrystal, «les *rangers* sont aussi qualifiés pour effectuer leur mission première consistant à prendre le contrôle d'aérodromes et à effectuer des raids que le sont les soldats de la force Delta pour mener des opérations terrestres de libération d'otages et ceux des Navy SEAL pour prendre un navire d'assaut», précise Fury.

Fury se rappelle une conversation qu'il a eue avec McChrystal, alors que ce dernier était colonel, à propos de l'échec, en 1980, de l'opération Eagle Claw, cette tentative de libération d'otages par la force Delta en Iran qui avait durablement entaché la réputation du monde des opérations spéciales. «Ce fut une discussion à la fois intéressante et éclairante. En gros, le colonel McChrystal considérait que Beckwith aurait dû poursuivre la mission avec moins d'agents et d'hélicoptères de transport. L'opération serait devenue beaucoup plus risquée, mais, pour McChrystal, l'embarras suscité dans le reste du monde par le fait de ne pas s'y hasarder était nettement plus dévastateur pour la réputation des États-Unis que celui d'effectuer une mission à haut risque n'ayant que très peu de chances d'être menée à bien. Il était convaincu que les Américains n'accepteraient plus qu'une telle décision soit prise.»

Après s'être hissé au rang de figure emblématique des *rangers,* McChrystal assoit sa crédibilité par des passages à Harvard et au Council on Foreign Relations (CFR, Conseil des relations extérieures) à New York. En 1998, Dick Cheney, qui dirige alors le comité de sélection du

département d'études militaires postdoctorales du CFR, recommande l'admission de McChrystal afin que ce dernier puisse «enrichir» sa «compréhension des relations internationales». Une fois admis, il pond un essai approfondi sur les bienfaits des interventions humanitaires. Dans ce texte rédigé avant le 11-Septembre, il met en évidence «une réalité militaire, soit que le pays est incapable de multiplier à l'infini ses interventions dans le monde, et une réalité politique, soit qu'une campagne militaire américaine non balisée ou mal justifiée ne serait ni soutenue ni même acceptée par le Congrès ou les autres pays». «Nos gestes, et en particulier nos interventions militaires, peuvent irriter des régions, des pays, des cultures, des économies et des peuples, et ce, peu importe la noblesse de nos intentions», poursuit-il. «Nous devons veiller à ce que le remède proposé ne soit pas plus néfaste que le mal à combattre. Nous ne devons pas compromettre notre capacité à mener des missions militaires essentielles à la défense de notre pays […]. Le monde pourrait difficilement se passer de la puissance des États-Unis ou même voir celle-ci diminuée», conclut-il. Ironiquement, McChrystal, qui se considère comme libéral, finira par devoir sa renommée à des hommes qui auront fait tout ce que son article recommandait de ne pas faire.

Lorsque surviennent les attentats du 11 septembre, McChrystal est chef d'état-major du 18e régiment aéroporté. On s'empresse de l'envoyer en Afghanistan pour qu'il contribue au déploiement de la force opérationnelle interarmées multinationale 180 (FOIM 180). Dans les premières années d'existence de la FOIM 180, il commande une «organisation hybride» regroupant des forces spéciales et des forces conventionnelles. Rattachée à la base aérienne de Bagram, la force opérationnelle a pour mandat de coordonner tous les volets de l'effort de guerre contre Al-Qaïda et les chefs talibans tout en menant d'autres opérations antiterroristes. Elle joue un rôle moteur dans les opérations de capture et les interrogatoires de prisonniers visant la collecte de «renseignements exploitables» en Afghanistan. La FOIM 180 chapeaute une bonne partie des unités qui généraliseront le

recours aux raids nocturnes contre les maisons présumées de personnalités associées à Al-Qaïda ou aux talibans. Considérés comme un «modèle pour la guerre contre le terrorisme», de tels raids seront ultérieurement lancés ailleurs.

En juillet 2002, McChrystal est rappelé à Washington pour une promotion. Cinq mois plus tard, la FOIM 180 est éclaboussée par un scandale résultant des mauvais traitements qu'elle inflige aux prisonniers: deux détenus placés sous sa garde sont morts de traumatismes contondants, révélant ainsi les «techniques d'interrogatoire renforcées» qu'elle applique en Afghanistan. On ne saura jamais vraiment si la responsabilité de cette affaire incombe à la FOIM 180 ou à l'unité spéciale ayant utilisé ses installations pour mener les interrogatoires, mais deux agents de la police militaire seront jugés relativement à ces morts.

Bien que McChrystal n'ait fait qu'un bref séjour en Afghanistan, c'est à cette occasion qu'il a développé une étroite relation professionnelle avec une légende vivante de l'univers du renseignement, le major géneral Michael T. Flynn. Adjoint de McChrystal dans le 18e régiment aéroporté, Flynn a servi avec celui-ci, à Kaboul, à titre de directeur du renseignement de la FOIM 180. Connu dans sa jeunesse comme un surfeur aimant faire la noce, il a été promu sous-lieutenant dans l'armée de terre en 1981, puis est devenu agent du renseignement, faisant de nombreux séjours à Fort Bragg. En 1983, il a participé à l'invasion de la Grenade et, au début des années 1990, à celle d'Haïti. Il a passé sa carrière à travailler à des programmes secrets de renseignement militaire et à mettre au point des dispositifs de collecte de renseignement en zone «interdite». À mesure que McChrystal grimpait dans la hiérarchie, Flynn grimpait avec lui. Quand McChrystal rentre à Washington en 2002, Flynn fait de même et devient commandant de la 111e brigade du renseignement militaire, dont les membres sont «équipés de matériel de faible densité» tels des aéronefs sans pilote «destinés aux opérations de contingence menées partout dans le monde». Cette période est marquée par l'utilisation de plus en plus courante de divers modèles de

drones, qui deviendront quelques années plus tard un élément central de l'arsenal de Washington. Flynn est associé de près au développement des technologies du renseignement facilitant la campagne mondiale de capture et d'assassinat, qui va s'intensifiant.

McChrystal suit de loin les préparatifs de l'invasion de l'Irak. Avant cette mise en œuvre de la doctrine Shock and Awe (choc et effroi), un groupe de commandos d'élite du JSOC connu sous le nom de force opérationnelle 20 est déployé en éclaireur. Il est chargé d'une triple mission: aider les forces d'invasion à définir les cibles de leurs frappes aériennes, localiser des missiles Scud et d'autres armes de destruction massive, et traquer des «objectifs de grande importance» comme Saddam Hussein. «Ultra-secrète», la force opérationnelle 20 «a opéré pendant plus de dix ans dans la région autonome du Kurdistan irakien. En 2002, elle s'est infiltrée en Irak proprement dit», rapporte William Arkin dans le *Los Angeles Times.* «Les commandos ont installé des "cachettes" et des postes d'écoute, de même que des capteurs sismiques sur les routes afin de percevoir toute activité. Ils ont pénétré le réseau irakien de fibre optique pour espionner les communications.» La force opérationnelle 20, qui compte environ 1 000 membres, comprend des équipes des niveaux supérieurs formées d'une douzaine de commandos autorisés à se déplacer librement sur tout le territoire irakien pour traquer Saddam Hussein, les dirigeants du parti Baas et le commandement militaire du pays.

McChrystal retourne en Afghanistan au moment même où l'invasion de l'Irak prend forme. Il porte désormais le titre de directeur adjoint des opérations, qui relève de la direction J-2 de l'état-major des armées. À l'instar de nombreux officiers des forces armées et du renseignement, il n'a jamais considéré l'Irak comme une menace terroriste et n'est guère emballé par l'invasion. «Nous étions nombreux à ne pas considérer l'Irak comme une bonne idée», confiera-t-il au journaliste Michael Hastings. «L'administration a rallié les médias à ses vues pendant les préparatifs de la guerre. On la voyait venir.»

McChrystal est d'avis que l'invasion de l'Irak nuit au combat des États-Unis contre Al-Qaïda en Afghanistan:

> La campagne [d'Afghanistan] est assurément devenue plus difficile sous l'angle militaire, mais je crois surtout que [l'invasion de l'Irak] a transformé la perception de l'effort américain dans le monde musulman. Quand nous nous sommes attaqués aux talibans d'Afghanistan en 2001, les gens pouvaient comprendre que nous avions la capacité et le droit de nous défendre. Comme les talibans hébergeaient Al-Qaïda, ils étaient perçus comme une cible légitime. La décision d'envahir l'Irak a amoindri cette légitimité aux yeux de nombreux observateurs. Ainsi, alors que nos troupes éprouvaient assurément une certaine fatigue et que notre capacité à porter notre attention à une multitude d'endroits s'atténuait, l'essentiel du monde musulman mettait en cause ce que nous faisions, si bien que nous avons perdu une bonne partie du soutien dont nous aurions eu bien besoin à long terme.

En dépit de ses doutes, McChrystal devient, pendant le premier mois de l'invasion de l'Irak, l'un des visages les plus connus des forces armées américaines. Il prend la parole devant les journalistes au Pentagone et présente des rapports secrets aux parlementaires derrière des portes closes. En avril 2003, le représentant démocrate de New York Jose Serrano tourne ses exposés en dérision en les appelant «le mensonge du jour». Son sentiment est partagé par d'autres élus de son parti. «Ces présentations ne m'apportent pas grand-chose», avoue le représentant John Conyers. «J'en apprends davantage de sources qui ne compromettent pas ma capacité à m'exprimer» sur la guerre, poursuit-il. «Je n'ai pas de temps à perdre avec ça», confie son collègue Bobby Rush à la presse.

D'autres parlementaires considèrent cependant que les séances animées par McChrystal sont plus sincères et plus utiles que celles de Rumsfeld, marquées par une agressivité excessive. «Mon personnel assiste à celles qui ont lieu le matin», note Joseph Biden, alors sénateur et partisan de l'invasion de l'Irak. «Elles sont nettement plus intéressantes que celles, pourtant vantées, du secrétaire à la Défense», ajoute le sénateur John McCain. «On nous présente simplement les faits, sans fioritures. […] Je ne crois pas que [Rumsfeld] brosse un tableau purement militaire de la situation.»

Au cours d'un point de presse, McChrystal révèle l'importance des forces spéciales dans la guerre d'Irak. «Jamais n'ont-elles joué un rôle aussi

considérable que dans la campagne actuelle», déclare-t-il, ajoutant que les forces armées des États-Unis «appliquent contre le régime une procédure très précise d'identification des cibles». Le 14 avril, il crie pratiquement victoire: «Je prévois que les batailles décisives prendront fin sous peu, car les principales unités irakiennes ont perdu toute cohésion.» Dans les faits, la guerre ne fait que commencer. Qu'il pense ou non que l'invasion de l'Irak ait été «une bonne idée», McChrystal est à la veille de se retrouver dans le feu de l'action, sur le théâtre des opérations. Malgré le retentissant «Mission accomplie» lancé par le président Bush, Cheney et Rumsfeld recrutent McChrystal pour lui confier la direction de la plus puissante force de capture et d'assassinat de l'histoire américaine. En septembre 2003, il est nommé commandant du JSOC.

*

* *

Stanley McChrystal a inspiré des mythes contradictoires, dont le plus répandu, inlassablement véhiculé par certains médias, le présente comme un «intellectuel-guerrier» en meilleure forme physique que tous les jeunes hommes placés sous ses ordres. Dans les années 1990, alors qu'il est au CFR, il mange un seul repas par jour et parcourt au pas de course les 20 kilomètres séparant sa résidence de son bureau. Rompu aux classiques, il apprécie tout de même les comédies d'action comme *Ricky Bobby, roi du circuit,* mettant en vedette Will Ferrell, qu'il n'hésite pas à citer entre de fréquentes références à des films des Monty Python autour d'une Bud Light Lime, sa bière préférée. Ses soldats le vénèrent. «Jamais dans l'histoire des États-Unis n'a-t-on vu pareil guerrier. Je lui voue une profonde admiration», affirme Andrew Exum, ex-*ranger* ayant servi sous les ordres de McChrystal en Irak. «Quand tu es le jeune chef d'un peloton de *rangers* et que tu vois Stan McChrystal monter à la tribune, tu as devant toi tout ce que tu voudrais être dans la vie: une personne remarquable, un soldat

extraordinaire, un être extrêmement compétent, quelqu'un que tous admirent. Ce n'est pas pour rien qu'on l'appelle "le Pape". Il est au-dessus de la mêlée.»

En fait, McChrystal n'est pas le premier commandant du JSOC à se faire appeler «le Pape». Ce surnom est apparu sous l'administration Clinton, quand la procureure générale Janet Reno a déploré qu'il était aussi difficile d'obtenir de l'information du JSOC que d'avoir accès aux coffres secrets du Vatican. Néanmoins, plus que n'importe lequel de ses prédécesseurs ou de ses successeurs, McChrystal incarne «le Pape». Même s'il considère la guerre d'Irak comme une vaine entreprise, il y voit aussi l'opportunité de transformer le JSOC en profondeur et de lui conférer une puissance sans précédent. «Stan est l'exemple même du guerrier, un homme qui, lorsqu'il reçoit une directive du commandant en chef, l'applique avec célérité et intelligence», raconte un ancien membre de son équipe. «Il a fini par comprendre que, avec un soutien adéquat de la Maison-Blanche, sa force pourrait accomplir des choses qui n'ont jamais été faites auparavant.»

«McChrystal est têtu, observe Fury, et personne ne contestera qu'il possède une endurance extraordinaire et une intelligence supérieure, sans parler de son dévouement inconditionnel envers ses guerriers, le peuple américain et notre mode de vie. Personnellement, je ne connais personne qui ait plus d'endurance et de courage au combat que […] McChrystal. Il impose un rythme incroyable, vise l'excellence et exige des résultats, mais, chose plus importante, il est à l'écoute de ceux qui sont sur le terrain.»

En prenant le commandement du JSOC, McChrystal fait en sorte que les diverses composantes de la force spéciale se coordonnent avec fluidité, selon «un plan d'enrichissement mutuel fondé sur les compétences de chacune d'elles et la constitution d'un esprit de corps», au lieu de réserver les opérations les plus névralgiques aux unités spéciales que sont la force Delta ou la Navy SEAL Team 6, se rappelle Fury. «Dès le début de son mandat, il a contesté la chasse gardée des unités de niveau 1. Il avait désormais à sa disposition des troupes de choc et des tireurs d'élite

provenant de l'armée de terre et de la marine, et, même s'il prônait le risque créatif et une pensée qui sort des sentiers battus, il s'est empressé d'adapter leurs tâches à des boîtes codées par couleurs, faciles à gérer. Les choses ne se sont cependant pas toujours passées comme il l'aurait voulu.» McChrystal demande initialement aux hommes de la force Delta et de la Navy SEAL Team 6 de travailler en tandem, mais se rend vite compte qu'il ne s'agit probablement pas de la meilleure formule. «Au bout d'un certain temps, le général a fini par admettre que les deux unités n'avaient pas grand-chose en commun, et que sa boîte codée par couleurs contenait un enchevêtrement de compétences et d'instructions permanentes conflictuelles, sans parler des mentalités.» Cette capacité d'adaptation deviendra partie intégrante de la légende McChrystal. Alors que le combat prend une tournure planétaire, le général est à la tête de la plus importante force antiterroriste des États-Unis.

Cependant, captivés par le récit haletant de l'ascension du chef de guerre, les médias passent pratiquement sous silence un autre aspect de la biographie du général McChrystal: celui d'un homme qui n'a vécu que de très rares expériences de combat avant de devenir commandant du JSOC à la suite de l'invasion de l'Irak. Ce McChrystal-là est un arriviste ayant su s'attirer les bonnes grâces d'acteurs politiques de premier plan, fussent-ils démocrates ou républicains, et de figures éminentes de la bureaucratie militaire. Bref, il fait partie des heureux élus. «Soldat de père en fils depuis trois générations, il a raté la fin de la guerre du Vietnam alors qu'il étudiait à West Point. Ayant obtenu son diplôme en 1976, il s'est enrôlé dans une armée démoralisée par cette guerre impopulaire en Asie du Sud-Est», affirme Carl Prine, journaliste militaire chevronné. «Pendant près de 20 ans, ayant peu de guerres à mener, il a grimpé les échelons d'un milieu pratiquement dépourvu de compétition, son ascension ayant sans doute été facilitée par le fait que son père, le major général à la retraite Herbert McChrystal, avait été directeur de la planification du Pentagone avant d'être promu officier.»

Selon des officiers de carrière qui le connaissent depuis son passage à West Point, McChrystal s'est préparé pendant des années à s'élever dans la hiérarchie militaire. «J'aime beaucoup Stan en tant que personne», explique celui qui fut son cochambreur à l'école de West Point, le colonel Macgregor. Toutefois, à la suite du 11-Septembre, l'homme a conquis les faveurs des néoconservateurs, en particulier de Rumsfeld et de Cheney. «C'est auprès de Rumsfeld qu'il s'est bâti une réputation au Pentagone. Il était de ceux qui considéraient le "califat" mondial comme un ennemi redoutable, et en parlait sans cesse. Ainsi, il a su se faire apprécier de tous ceux qui occupaient des postes clés.» Les militaires, poursuit Macgregor, sont soumis à un «système qui repose essentiellement sur le copinage. Autrement dit, êtes-vous des nôtres? Si l'on vous juge culturellement adapté et assez accommodant, on vous aide à grimper jusqu'aux plus hauts échelons de la hiérarchie. Cette forme de sélection ressemble à celle que pratiquent les confréries: "Cet homme va-t-il tenir le coup avec nous? Va-t-il dire tout ce qu'on lui ordonne de dire? Faire tout ce qu'on lui ordonne de faire?"». McChrystal, se souvient Macgregor, a compris très tôt «que, s'il voulait obtenir de l'avancement, il devait bien se faire voir des bonzes du Pentagone».

Bien qu'il se soit dit préoccupé par le fait que les États-Unis s'aliènent les musulmans avec leur politique militaire, McChrystal partage l'opinion voulant que son pays soit effectivement en guerre contre l'islam, affirme un officier à la retraite qui le connaît depuis le début de sa carrière et a suivi avec lui l'entraînement des *rangers*. «Boykin, Cambone et McChrystal étaient des compagnons de route dans la grande croisade contre l'islam. Ils appliquaient ce qui était en fait un programme d'assassinat.» En devenant commandant du JSOC, McChrystal se voit confier «la mission de pourchasser les "terroristes", sous les ordres de Cambone, "tsar du renseignement" de Rumsfeld, et du général Boykin, bras droit de Cambone. Bien entendu, la définition du mot "terroriste" est très large», se souvient le colonel Macgregor. McChrystal, poursuit-il, «est à la tête d'un monde

obscur où toute action à l'encontre de musulmans est justifiée au nom de la lutte contre le califat».

Tandis que McChrystal restructure le JSOC, la Maison-Blanche et le Pentagone réclament des résultats en Irak. Fin 2003, la guerre que les États-Unis prétendent avoir déjà gagnée ne fait que commencer. Mal conçues, les politiques néoconservatrices envisagées pour ce pays favorisent l'émergence d'une insurrection, tant chez les sunnites que chez les chiites. Les conditions de celle-ci sont réunies au cours de l'année où Paul Bremer dirige l'Irak à titre d'administrateur civil de l'Autorité provisoire de la coalition.

*

* *

Conservateur converti au catholicisme, Paul Bremer s'est fait les dents au service d'administrations républicaines, gagnant le respect tant des évangélistes de droite que des néoconservateurs. Au surlendemain du 11-Septembre, il publie un texte dans le *Wall Street Journal*: «Notre riposte doit être plus musclée que nos attaques efféminées des dix dernières années, lesquelles ne semblaient viser qu'à "avertir" les terroristes de notre fermeté sans leur infliger de réels dommages. Naturellement, leur faiblesse a démontré le contraire. Cette fois, nous devons écraser les terroristes et leurs alliés. Pour ce faire, nous devrons entrer en guerre contre un ou plusieurs pays. Cette guerre sera longue, elle ne sera pas de celles que l'on "conçoit pour la télévision".» Son brûlot se conclut ainsi: «Évitons la recherche futile d'un consensus international. Aujourd'hui, de nombreux pays ont exprimé soutien et compassion à l'égard de notre nation blessée. Demain, nous verrons qui sont nos vrais amis.»

À la mi-avril 2003, «Scooter» Libby et Paul Wolfowitz contactent Bremer pour lui proposer de «diriger l'occupation de l'Irak». À la mi-mai, Bremer arrive à Bagdad et prend la tête de l'Autorité provisoire de la coalition.

Pendant l'année qu'il passe en Irak à titre de proconsul, Bremer attise les conflits. Se déplaçant vêtu d'un costume Brooks Brothers et chaussé de bottes Timberland, il se qualifie lui-même d'«unique autorité suprême que la plupart des Irakiens aient connue, hormis le dictateur Saddam Hussein». Sa première initiative officielle, dont on attribue la parenté à Rumsfeld et à son adjoint néoconservateur Douglas Feith, consiste à démanteler les forces armées irakiennes et à mettre en œuvre un processus de «débaasification», ce qui revient dans les faits à exclure de la reconstruction et de la sphère politique certains des plus grands esprits du pays, l'appartenance au parti Baas ayant été une condition à l'obtention de nombreux postes sous Saddam Hussein. Bremer promulgue donc le «décret n^{o} 1», qui se solde par le renvoi de milliers d'instituteurs, de médecins, d'infirmières et d'autres fonctionnaires, alimentant la rage et la désillusion. Les Irakiens constatent que l'administrateur gouverne à la manière de Saddam Hussein et se livre à une chasse aux sorcières digne de celles que menait l'ex-dictateur. Concrètement, ses décisions montrent à une bonne partie de la population qu'elle ne pourra pas se prononcer sur son avenir, qui s'annonce de plus en plus maussade et familier. Le «décret n^{o} 2», lui, porte sur le démantèlement de l'armée: des centaines de milliers de soldats sont congédiés sans avoir droit à une pension. «Cette semaine-là, nous nous sommes fait 450 000 ennemis en sol irakien», déclarera au *New York Times* un responsable américain.

Un mois à peine après l'arrivée de Bremer en Irak, un soulèvement national se dessine. Alors que l'impact sanglant du démantèlement de l'armée s'étend à tout le pays, la rhétorique enflammée de l'administrateur ne dérougit pas: «Nous allons leur livrer bataille, leur imposer notre volonté. Nous allons les capturer, les tuer s'il le faut, jusqu'à ce que nous ayons ramené la loi et l'ordre dans ce pays.»

Le 1er mai, un président Bush affublé d'un blouson d'aviateur prononce un discours sur le pont du porte-avions *USS Abraham Lincoln,* devant une grande banderole où est écrit «Mission accomplie». «Chers concitoyens, les

principales opérations de combat en Irak sont maintenant derrière nous. Les États-Unis et leurs alliés l'ont emporté sur l'ennemi.» De tels propos relèvent du conte de fées. Le régime de Saddam Hussein est certes tombé, et les jours de l'ex-dictateur sont comptés (le 23 juillet, ses fils Oudaï et Qoussaï seront assassinés lors d'un raid du JSOC), mais une guérilla prend forme où s'affronteront de multiples belligérants.

Rumsfeld rejette les affirmations voulant que les États-Unis soient aux prises avec une guérilla insurrectionnelle. «Si je n'emploie pas le terme "guérilla", j'imagine que c'est parce qu'il n'y en a pas», lance-t-il d'un ton sarcastique. Mais le nouveau commandant du CENTCOM, qui jusque-là dirigeait les opérations sur le terrain en Irak, ne partage pas l'opinion du secrétaire à la Défense. En juillet 2003, lors d'une conférence de presse tenue au Pentagone, le général John Abizaid admet que les États-Unis font désormais face à une «guérilla classique» en Irak. Abizaid sait très bien qu'un nouveau front de résistance prend forme, lequel n'est pas le fait des «hommes de main» de Saddam Hussein. À la mi-août, soit trois mois après le début du mandat de Bremer, les assauts contre les forces américaines et leurs «collaborateurs» irakiens sont devenus quotidiens. De nouvelles milices se constituent; sunnites comme chiites s'en prennent aux troupes d'occupation. Rumsfeld et Bush minimisent l'ampleur du soulèvement en attribuant les attaques à des «partisans désespérés du régime», à des «criminels», à des «pillards», à des «terroristes», à des «forces anti-irakiennes» et à «ceux qui subissent l'influence de l'Iran». Il se trouve cependant un fait qu'ils ne peuvent nier: le nombre d'Américains rapatriés dans des cercueils augmente chaque jour en proportion de l'intensification des attaques contre l'occupant. «Nous constatons l'apparition en Irak d'une véritable menace terroriste, ce qui est nouveau», finit par admettre Bremer le 12 août. «Nous prenons la situation très au sérieux.»

Le 19 août, un camion Kamaz s'approche de l'hôtel Canal de Bagdad, où se trouve le quartier général des Nations Unies, et se gare sous la fenêtre du bureau de Sergio Vieira de Mello, représentant de l'organisation

internationale en Irak. Une conférence de presse est en cours. Quelques instants plus tard, une violente explosion ébranle l'immeuble. Conduit par un kamikaze, le camion était bourré d'explosifs, dont une bombe de 225 kilos provenant de l'arsenal du régime déchu. L'attentat fait 22 morts, dont de Mello, et plus de 100 blessés. Les États-Unis et les Nations Unies allèguent que le kamikaze a été envoyé par Abou Moussab Al-Zarqaoui, militant d'origine jordanienne qui dirige le groupe Jamaat Al-Tawhid WAl-Jihad. Quelques jours plus tard, Rumsfeld prononce un discours à l'occasion d'un rassemblement d'anciens combattants: «Nous sommes toujours confrontés à des adversaires déterminés, comme nous l'avons vu en Irak et en Afghanistan. Les partisans désespérés sont encore là, reliques d'un régime déchu qui persistent à se battre malgré la défaite. Des gens s'étonnent de la présence de poches de résistance en Irak, laissant entendre qu'elles témoignent en quelque sorte d'une défaite de la coalition. Mais ce n'est pas le cas. J'ose d'ailleurs présumer que certains d'entre vous, en particulier ceux qui ont servi en Allemagne pendant la Seconde Guerre mondiale ou dans l'immédiat après-guerre, ne sont pas surpris de constater qu'une poignée de baasistes n'a pas déposé les armes. Vous vous souvenez que des partisans désespérés ont continué à se battre après la défaite du régime nazi.»

Rumsfeld s'entête à croire que l'essentiel de la résistance émane de ce côté, mais, en réalité, les insurgés les plus redoutables sont des Irakiens qui réagissent à l'invasion et à l'occupation. Tandis que les États-Unis combattent une multitude de groupes sunnites, le leader chiite Moqtada al Sadr dirige un soulèvement contre l'occupant tout en mettant en place des services essentiels à la population afin d'en conquérir «le cœur et l'esprit». Sadr a négocié une alliance précaire avec des groupes de la résistance sunnite, si bien que les États-Unis font face à l'éventualité d'une révolte populaire nationaliste.

À la suite de l'attentat d'août, les Nations Unies renvoient dans leurs pays la plupart de leurs 600 employés de toutes provenances. En septembre,

les installations de l'ONU sont bombardées une seconde fois, ce qui pousse l'organisation à faire sortir d'Irak ce qui lui reste de personnel étranger. Voilà un puissant symbole de l'ampleur de l'échec de la mission américaine en Irak.

C'est aussi en septembre que McChrystal prend le commandement du JSOC et se voit confier la tâche d'écraser une insurrection résultant des politiques mêmes de ses propres patrons, à propos desquelles il a entretenu des doutes. À Saddam Hussein et à ses hommes de main s'ajoute, sur la liste des cibles principales de la force d'intervention de McChrystal, le terroriste jordanien Al-Zarqaoui, venu en Irak pour lutter contre l'occupant américain.

Au temps de l'occupation soviétique, Al-Zarqaoui s'est rendu en Afghanistan prêter main-forte aux moudjahidines. Début 2000, un tribunal jordanien l'a condamné par contumace pour avoir fomenté un attentat contre des touristes américains et israéliens. L'administration Bush se sert donc de son cas dans une de ses tentatives de démonstration d'un lien entre Al-Qaïda et l'Irak, en prétendant qu'on lui aurait prodigué des soins médicaux à Bagdad en 2002. Le 7 octobre de cette année-là, dans un discours à la nation où il affirme que le régime de Saddam Hussein représente une «grave menace», Bush fait état de «contacts aux plus hauts niveaux» entre le gouvernement baasiste et Al-Qaïda, dont des «dirigeants» auraient «fui l'Afghanistan pour se réfugier en Irak. Parmi eux se trouve un cadre très haut placé, associé à la planification d'attaques à l'arme chimique et bactériologique, lequel a reçu cette année un traitement médical à Bagdad». Dans un discours à l'ONU, Colin Powell décrit Al-Zarqaoui comme le chef d'un «réseau terroriste meurtrier» ayant trouvé refuge auprès du régime de Saddam Hussein. Il est pourtant peu probable qu'Al-Zarqaoui ait pu se rendre à Bagdad avec le consentement du gouvernement irakien, ce dernier et le réseau Al-Qaïda étant des adversaires. La tête d'Al-Zarqaoui n'en sera pas moins mise à prix pour 25 millions de dollars, et le JSOC le traquera en territoire irakien.

Al-Zarqaoui, qui est assurément un sinistre personnage, incarne le parfait méchant de service pour Washington. Les États-Unis font face à une résistance croissante en Irak. En exagérant l'importance du Jordanien, ils peuvent situer leur campagne militaire dans le contexte de la lutte plus large contre le terrorisme. Al-Zarqaoui joue d'ailleurs son rôle à la perfection. Un an après le bombardement des bureaux de l'ONU, son groupe prête allégeance à Oussama Ben Laden et devient Al-Qaïda en Mésopotamie, aussi connu sous le nom d'Al-Qaïda en Irak (AQI). Malgré ce serment de loyauté, Al-Zarqaoui finira par importuner Al-Qaïda. Ses attentats sanglants contre des musulmans, tant en Irak qu'en Jordanie, joueront en faveur de l'occupant américain et de sa campagne de propagande contre la résistance irakienne.

*

* *

L'Irak devient un laboratoire pour la création d'une nouvelle machine à tuer et à capturer reposant sur un JSOC désormais dirigé par McChrystal et n'ayant de comptes à rendre qu'à un petit groupe d'initiés de la Maison-Blanche et du Pentagone. Rumsfeld et Cheney aimeraient bien déployer cette force en divers endroits du monde, mais l'élite des guerriers américains consacre pour le moment l'essentiel de ses énergies à la lutte contre l'insurrection irakienne. Rumsfeld s'interroge: «Est-ce que nous capturons, tuons ou dissuadons chaque jour plus de terroristes que les madrasas et les imams radicaux en recrutent, en entraînent et en déploient?» demande-t-il à Wolfowitz, à Feith et à Myers.

La question, pertinente, suscite maints débats dans la communauté du renseignement. Alors que les dirigeants d'Al-Qaïda se réfugient dans la Corne de l'Afrique, dans la péninsule arabique et au Pakistan, la principale force antiterroriste des États-Unis reçoit l'ordre de consacrer tous ses efforts à un pays où nulle présence de l'organisation terroriste n'a été attestée avant le déferlement des tanks américains un an plus tôt. À ses troupes envoyées

en Irak, le Pentagone a distribué un jeu de cartes assignant diverses valeurs aux dirigeants du régime baasiste. Saddam Hussein y représente l'as de pique. Cette tradition remonte à la guerre de Sécession. Cette fois, cependant, les cartes n'ont pas été imprimées pour les seuls soldats, mais aussi pour le grand public, qui peut les acheter. Lorsqu'elle prétend se diriger vers une victoire facile en Irak, l'administration Bush semble convaincue de la justesse de sa propagande: en anéantissant le parti Baas et en tuant ou en capturant ses chefs, croit-elle, nous gagnerons la guerre en un tournemain.

Quand, en octobre 2003, McChrystal atterrit en Irak, sa force opérationnelle n° 20, renommée force opérationnelle n° 121, est appelée à mener la chasse. Composée de membres du JSOC, de commandos du SAS britannique et d'équipes d'Irakiens recrutés sur place, elle a pour mission de passer à travers le jeu de cartes. «La tâche de la force opérationnelle consistait à traquer les bonzes de l'ancien régime», se souvient Andrew Exum. «L'idée du jeu de cartes, d'une liste des types les plus recherchés, reposait essentiellement sur la croyance que l'insurrection prendrait fin si la plupart d'entre eux étaient mis hors d'état de nuire.» La réalité viendra réfuter cette théorie fumeuse.

Quelle que soit sa pertinence stratégique, l'effort américain connaît tout de même un certain succès en ce qui concerne son objectif immédiat, soit l'élimination de cibles humaines déterminées. McChrystal a pour homme de confiance le commandant de la force d'intervention du JSOC chargée des objectifs de grande importance, William McRaven, membre des Navy SEAL réputé pour ses ambitions intellectuelles. Même s'il reconnaîtra essentiellement à McChrystal le mérite d'avoir développé les capacités et coordonné les interventions les plus remarquables du JSOC, le milieu des opérations spéciales sait que les succès de la force chargée des objectifs de grande importance sont en grande partie attribuables à McRaven.

Élevé à San Antonio, au Texas, McRaven s'intéresse aux militaires depuis toujours; son père pilotait des chasseurs Spitfire pendant la Seconde

Guerre mondiale. Grand admirateur de James Bond dans sa jeunesse, il est tout particulièrement captivé par les exploits sous-marins de Sean Connery dans *Opération Tonnerre,* raconte sa sœur Nan McRaven au magazine *Time.* «C'était son préféré! Je lui disais: "Tu pourrais devenir un 007 quand tu seras grand." Je crois bien que c'est ce qu'il a fait.»

Avant d'obtenir son diplôme de journaliste à l'université du Texas en 1977, McRaven s'enrôle au campus même dans le corps de formation des officiers de réserve de la marine. Ayant reçu le grade d'aspirant, il suit l'entraînement des Navy SEAL puis est envoyé aux Philippines. En 1982, au moment de mettre sur pied la Navy SEAL Team 6 (qui deviendra le DEVGRU), Richard Marcinko demande à McRaven de prendre la tête d'une de ses constituantes. Avec son mode de direction peu orthodoxe, Marcinko aura tôt fait d'irriter son jeune lieutenant. Le commandant offre à ses hommes de luxueuses voitures et des soirées orgiaques sur les terrains de la marine, où il invite des prostituées. «Les SEAL étaient heureux, j'étais heureux et personne ne s'en faisait, à part Bill McRaven», confiera-t-il au *Time* en qualifiant le Texan de rabat-joie. «C'était un type brillant, mais il n'aimait pas mon style vulgaire. Là où je faisais à ma tête, il était trop rigide. Avec lui, la notion d'opération spéciale n'avait plus rien de spécial.» McRaven voit les choses d'un autre œil. «Je n'avais rien du chevalier blanc s'élançant sur sa monture à l'assaut d'un moulin à vent», objecte-t-il. Marcinko «était le chef, et j'étais un tout jeune lieutenant. Je voyais des choses que je ne trouvais pas tout à fait appropriées […], et il m'a relevé de mes fonctions». Selon un ex-commandant des forces spéciales, Marcinko aurait demandé à McRaven de se livrer «à certaines activités douteuses», et celui-ci aurait refusé, «sans changer d'avis». D'autres officiers de la Navy SEAL Team 6 diront avoir considéré l'intégrité de McRaven comme héroïque, mais «avoir cru que [sa dispute avec Marcinko] sonnerait le glas de sa carrière».

En fait, c'est la carrière de Marcinko dans les opérations clandestines qui est à la veille de connaître une fin abrupte, tandis que celle de McRaven

ne fait que commencer. En mars 1990, le commandant est reconnu coupable d'avoir fraudé l'État dans une affaire de vente d'armes; il est condamné à 21 mois de prison. De son côté, McRaven se voit confier le commandement d'un peloton de la Navy SEAL Team 4 affecté essentiellement à l'Amérique centrale et à l'Amérique du Sud. Très peu de détails du parcours de combattant de McRaven seront rendus publics, mais sa biographie officielle révèle qu'il dirige une «unité opérationnelle» pendant la guerre du Golfe. En 1991, il entreprend des études à la Naval Postgraduate School et obtient son diplôme en 1993. Il contribue par la suite à la mise sur pied d'un programme de formation en opérations spéciales et en conflits de faible intensité, dont il sera le premier diplômé. Il termine aussi des études en affaires de sécurité nationale. Intitulée *The Theory of Special Operations*, sa thèse est publiée sous forme de livre. L'ouvrage, qui sera largement diffusé et enseigné, propose l'analyse de plusieurs opérations spéciales déterminantes ayant eu lieu de la Seconde Guerre mondiale à la guerre du Vietnam, et en tire des leçons pour les guerres et les conflits de l'avenir. On le considère comme un texte fondateur de l'étude des opérations spéciales. «Bill a la réputation d'être le membre des Navy SEAL le plus brillant de tous les temps», dira un ex-commandant en 2004. McRaven continue sur sa lancée et devient commandant d'un «groupe opérationnel» au Moyen-Orient, puis dirige la Navy SEAL Team 3 dans la même région. En 2001, on le nomme capitaine de vaisseau et contre-amiral du 1er groupe des Navy SEAL.

Peu après le 11-Septembre, les Navy SEAL de McRaven sont déployées en Afghanistan, mais celui-ci ne peut les accompagner. Deux mois avant les attentats, il s'est fracturé le bassin et une partie du dos lors d'un saut en parachute près de sa base de Coronado, en Californie. Certains craignent qu'il ne puisse plus combattre, voire marcher. McRaven est donc contraint de renoncer à ses fonctions d'officier, mais sa carrière n'est pas finie pour autant. Son accident de parachute s'avérera même un heureux hasard. Bien qu'il ne se soit pas rendu sur le champ de bataille, il jouera un rôle majeur

dans l'élaboration de la stratégie antiterroriste qu'adopteront les États-Unis pour les années à venir, car le général Wayne Downing, nouvel adjoint de la conseillère à la sécurité nationale chargé de la lutte contre le terrorisme, l'invite à se joindre à son personnel de la Maison-Blanche. McRaven travaillera pour Downing pendant deux ans, le temps de se remettre de ses blessures. Cet emploi n'a rien d'une bonne planque pour militaire mis sur la touche. Le capitaine McRaven rédige l'essentiel de la «stratégie nationale de lutte contre le terrorisme» de Bush, devient le principal relais du JSOC au sein du NSC et coordonne le bureau de lutte antiterroriste. Parmi ses tâches se trouvent aussi la vérification et l'établissement de listes d'objectifs de grande importance à abattre par le JSOC. Il devient l'un des principaux artisans de la militarisation de la politique antiterroriste américaine et de la mise en place des infrastructures nécessaires au traitement des listes de cibles à éliminer. Son passage au NSC fait de lui l'un des personnages les plus puissants de l'histoire militaire des États-Unis et l'un des maîtres d'œuvre de l'institutionnalisation de l'assassinat comme composante essentielle de la politique américaine de sécurité nationale.

Au lendemain du 11-Septembre, la liste des personnes à éliminer compte tout au plus 25 noms. Une fois sous la responsabilité de McRaven, elle s'allongera chaque année. Après avoir aidé à doter le JSOC d'une structure lui permettant de prendre part à une chasse à l'homme mondiale, le capitaine finira par le déployer et le mettre en branle. Selon Exum, «on peut nommer trois personnes qui ont vraiment amélioré les forces spéciales et peuvent revendiquer une bonne partie de ce qu'elles sont devenues depuis 2001: Bill McRaven, Stan McChrystal et Mike Flynn».

Chapitre 10

«Nos intentions sont les mêmes»

SOMALIE, 1993-2004 — Début janvier 2003, Mohamed Afrah Qanyare se tient sur le tarmac de l'aérodrome qu'il contrôle, dans un secteur isolé de la banlieue nord de Mogadiscio. Dans ce pays dangereux, livré au chaos, le minuscule aéroport est une véritable forteresse. La force de sécurité privée de Qanyare en protège le périmètre cerné de mines, disposées de façon stratégique pour prévenir toute attaque furtive — ou toute visite impromptue. Dans les années ayant précédé la chute du dictateur Mohamed Siad Barre, Qanyare s'est imposé comme l'un des plus puissants seigneurs de guerre ayant ravagé la capitale et revendiqué leurs propres parcelles de territoire. Il a fait de l'aérodrome de Daynile son fief, ce qui lui permet de gagner de l'argent, beaucoup d'argent. Pendant dix ans, le gros de ses profits ont résulté du trafic de *miraa*, ou qat, une plante dont des millions d'habitants de la Corne de l'Afrique et de la péninsule arabique mâchent les feuilles à l'effet psychotrope. C'est la drogue de prédilection des milliers de miliciens qui se battent pour le compte de Qanyare et de ses collègues chefs de guerre, et un facteur déterminant de la démence qui frappe la Somalie depuis si longtemps. En ce jour précis du 5 janvier 2003, cependant, l'avion qu'attend Qanyare n'est pas l'habituel appareil de Bluebird Aviation livrant les feuilles de la discorde, mais plutôt un petit Gulfstream porteur d'une cargaison explosive d'un tout autre genre.

Qanyare affirme ne plus se souvenir à quelle agence de l'État appartiennent les hommes blancs qui débarquent de l'aéronef ce jour-là, mais ce sont incontestablement des Américains: «Je crois qu'il s'agissait d'agents du renseignement militaire et de la CIA», se rappelle-t-il. «Mais je n'en suis pas vraiment certain. Ce sont leurs affaires internes. Ils étaient du renseignement, du renseignement américain.»

Quelques semaines plus tôt, un ami digne de confiance a fait savoir à Qanyare que la CIA voulait le rencontrer à Nairobi. Ainsi, au lendemain de Noël, il a rejoint une poignée d'hommes blancs dans une chambre d'hôtel de la capitale kényane. «Ils ont proposé de tenir cette réunion et j'ai accepté, car les États-Unis sont une puissance mondiale», explique-t-il. «Nous avons parlé de renseignement», c'est-à-dire de la volonté de Washington de traquer et d'éliminer un petit groupe d'agents d'Al-Qaïda repéré par la CIA et le JSOC.

Parmi eux, lui ont expliqué les Américains, se trouvent les dangereux terroristes responsables des bombardements des ambassades américaines du Kenya et de Tanzanie en 1998, qui avaient fait plus de 2 000 morts. Washington craint une intensification des attaques d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est, lui ont-ils dit.

D'ailleurs, un mois plus tôt, soit le 28 novembre 2002, des terroristes ont lancé des attaques simultanées au Kenya. L'une d'elles a frappé une station balnéaire du village côtier de Kikambala, situé au nord de Mombasa, et l'autre un avion de ligne israélien à l'aéroport Moi de Mombasa. Lors du premier attentat, 3 kamikazes ont foncé dans l'hôtel Paradise au volant d'un véhicule bourré d'explosifs, faisant 13 morts et 80 blessés. Quelques minutes plus tard, deux hommes ont lancé deux missiles sol-air sur l'appareil assurant le vol 582 d'Arkia Israeli Airlines. Les tirs ont raté leur cible de près. Washington croit que les auteurs de ces attentats appartiennent à la même cellule que ceux des bombardements de ses ambassades en 1998.

Plusieurs des principaux suspects se sont ensuite installés en Somalie. Parmi eux se trouvent Fazul Abdallah Mohamed, qui sera plus tard inculpé aux États-Unis pour son rôle présumé dans les bombardements, et Saleh Ali Saleh Nabhan, Kényan d'origine yéménite jusque-là inconnu des autorités américaines. Ces hommes figurent au haut de la liste des objectifs de grande importance que les États-Unis souhaitent éliminer, mais Washington se préoccupe aussi de problèmes plus globaux, plus systémiques, comme le fait que la Somalie, dépourvue de gouvernement, est en passe de devenir un territoire de choix pour Al-Qaïda, dont les chefs ont été contraints de quitter l'Afghanistan par l'invasion américaine.

*

* *

Qanyare est une figure imposante, tant sur le plan physique qu'intellectuel. Il est grand, et ses yeux cernés de nombreuses rides brillent d'une étrange intensité. Il dit avoir grandi «dans la brousse» de Somalie et être parvenu, en usant d'un subterfuge, à recevoir une éducation de la part de missionnaires mennonites, qui lui ont appris le métier de comptable. Jeune homme, il s'est servi de son instruction pour tenir les comptes de la police secrète somalienne, lançant ainsi sa carrière dans les recoins les plus sombres de la politique militaire de son pays. Il parle anglais couramment et est porté à rire de ses propres blagues, dont la plupart sont effectivement drôles. Il porte souvent une chemise *guayabera* parfaitement repassée, tandis que ses cheveux en bataille témoignent de son côté moins raffiné.

Au cours des trois années suivant leur première visite, les agents américains passent une ou deux fois par semaine à l'aérodrome de Qanyare. Leur équipe consiste souvent en un amalgame d'agents de la CIA et de «tireurs» du JSOC. Au début, il s'agit d'une opération encadrée par la CIA à partir de l'ambassade des États-Unis à Nairobi. «L'aéroport est situé dans les terres, au cœur de la brousse. C'est donc un endroit très discret», s'enorgueillit Qanyare. «Nous l'avons conçu de manière à rendre difficile

de voir qui y atterrit. Les Américains adorent ça.» Lors d'une de leurs premières visites, les agents américains sont conviés à la villa du seigneur de guerre somalien. Autour d'un café, ils lui montrent une série de photos. «Ma tâche consistait à éliminer les représentants d'Al-Qaïda en Somalie et dans toute l'Afrique de l'Est», admettra-t-il en refusant de préciser la nature exacte de la requête de ses visiteurs. «Je comptais profiter de l'aide et des connaissances des Américains pour combattre ces gens. Je peux vous affirmer que nos intentions sont les mêmes. Ils souhaitent éliminer les représentants d'Al-Qaïda dans la Corne de l'Afrique.»

Pendant que le personnel de la CIA travaille avec Qanyare et d'autres seigneurs de guerre, les membres du service de renseignement du JSOC — «l'Activité» — leur faussent parfois compagnie afin de mettre en place un système de surveillance et d'écoute électronique à Mogadiscio. Ils «préparent le champ de bataille» au lieu d'y combattre. Les États-Unis n'ont pas encore l'audace d'envoyer leurs troupes en terrain somalien, mais sont assurément disposés à agir par force interposée, comme ils l'ont fait en maintes circonstances dans le passé. Qanyare, lui, ne demande pas mieux que de remplir ce rôle.

Qanyare affirme recevoir de 100 000 à 150 000 dollars par mois des Américains pour ses services et l'accès à son aéroport. Des câbles diplomatiques confidentiels envoyés de l'ambassade des États-Unis à Nairobi font état d'un plan visant à retenir les services de «partenaires de liaison non traditionnels (c'est-à-dire des chefs de milices)» en Somalie dans l'intention «de localiser et d'anéantir des objectifs de grande valeur». C'est ainsi que voit le jour une coalition de chefs de guerre chargée d'exécuter les basses œuvres de Washington en Somalie, aux frais du contribuable américain. Son nom même, soit l'Alliance pour le rétablissement de la paix et la lutte contre le terrorisme, témoigne de l'implication de la CIA. Ce qui s'annonçait comme une discrète opération de collecte de renseignements visant quelques membres d'Al-Qaïda deviendra

bientôt une véritable guerre sale évoquant le soutien des États-Unis aux Contras nicaraguayens dans les années 1980.

*

* *

La Somalie aurait pu connaître un sort très différent de celui que les États-Unis et les seigneurs de guerre ont contribué à lui façonner depuis le 11-Septembre. Avant le déclenchement de la guerre planétaire contre le terrorisme, l'islamisme radical y était un phénomène nouveau, très peu répandu. Selon de nombreux spécialistes de la Somalie, il restait possible d'endiguer la poignée de militants radicaux que comptait le pays, et tout effort de stabilisation devait passer par le désarmement et la neutralisation des seigneurs de guerre. Au lieu de cela, Washington a renforcé leur pouvoir, suscitant une vive réaction en Somalie et ouvrant toute grande la porte à Al-Qaïda.

Tandis que la CIA noue ses relations avec Qanyare et d'autres chefs de sa trempe, le gouvernement officiel de Somalie suit l'action de loin. Composé de technocrates formés à l'occidentale, le «gouvernement fédéral de transition» est à peine plus concret qu'une idée dont on discuterait dans les chambres d'hôtel et les cafés du Kenya et des pays voisins. Washington et les agences antiterroristes le traitent d'ailleurs comme tel. «Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes», déclare le président Bush au lendemain des attentats du 11 septembre. Le ministre somalien des Affaires étrangères Ismail Mahmoud «Buubaa» Hurre s'empresse alors d'adresser une lettre au secrétaire d'État des États-Unis. «Nous sommes de votre côté, et nous nous préoccupons comme vous d'une éventuelle présence d'Al-Qaïda en Somalie», écrit-il. «Je n'ai reçu qu'une réponse polie», se souvient-il. Au lieu de renforcer le gouvernement somalien, explique-t-il, «ils ont entrepris de collaborer avec les seigneurs de guerre, s'imaginant sans doute que la meilleure façon de combattre le terrorisme consistait à

consolider leur pouvoir en vue de chasser les fondamentalistes du pays. Cela a produit l'effet inverse».

Le 23 septembre 2001, le président Bush promulgue le décret n° 13 224, qui énumère plus de 25 groupes et individus présumés terroristes, appelés à devenir les cibles de la guerre planétaire que la Maison-Blanche est en train de lancer. La liste finira par compter plus de 180 noms. Officiellement, le décret a pour finalité d'«ébranler le réseau de soutien financier des terroristes et de leurs organisations», mais il nomme également des groupes qui pourraient devenir des cibles militaires. Parmi les premières cibles se trouve un groupe somalien, Al-Ittihad Al-Islami (AIAI). Bien qu'il se soit pour l'essentiel dissous avant le 11-Septembre, on l'invoque souvent comme terme générique pour classer les militants islamistes actifs en Somalie. Dans les années 1990, AIAI a pris part à l'insurrection contre la force onusienne de maintien de la paix et a revendiqué une série d'attentats terroristes et d'assassinats perpétrés en Éthiopie. Le rôle présumé d'Al-Qaïda dans la bataille de Mogadiscio de 1993 — catastrophique pour les forces américaines — aurait essentiellement reposé sur AIAI. En mentionnant ce groupe dans le décret n° 13 224, l'administration Bush indique qu'elle envisage des frappes en Somalie.

Les stratèges américains croient que l'invasion de l'Afghanistan va pousser les agents d'Al-Qaïda et d'autres djihadistes à trouver refuge en d'autres pays. Le Yémen et la Somalie font partie de ces destinations présumées, si bien que Washington et ses alliés créent une flotte, connue sous le nom de force opérationnelle 150, chargée d'intercepter les islamistes qui tentent de s'y rendre. Le 18 décembre 2001, au quartier général de l'OTAN, Rumsfeld présente un rapport aux ministres de la Défense des pays membres. Se prononçant ensuite sur l'éventualité d'une incursion américaine en Somalie, le ministre de la Défense allemand Rudolf Scharping déclare à la presse que «la question n'est pas de savoir *si* elle aura lieu, mais *comment* et *quand*». Le lendemain, lors d'une conférence de

presse du département de la Défense, Rumsfeld s'empresse de démentir ce qu'il qualifie d'«histoire amusante à propos d'un Allemand qui dit quelque chose», ajoutant que «l'Allemand se trompe; il ne le souhaitait pas, et sans doute en est-il désolé, mais il se trompe lourdement».

Bien que les États-Unis ne soient pas prêts à déployer leurs forces armées en Somalie (l'Afghanistan et le Pakistan demeurant leurs priorités), la base américaine agrandie du camp Lemonnier, à Djibouti, devient vite la plaque tournante des activités du JSOC et de la CIA dans la Corne de l'Afrique. On y garde un œil sur la Somalie et le Yémen, son voisin situé à quelques encablures. Les pronostics de Scharping étaient peut-être erronés à court terme, mais l'affirmation voulant qu'«il se trompe lourdement» se révèle vite exagérée: quelques jours après le démenti de Rumsfeld quant à l'éventualité d'une intervention militaire américaine en Somalie, le secrétaire d'État Colin Powell déclare que l'instabilité rend ce pays «propice à des abus de la part de ceux qui pourraient être tentés de tirer profit du chaos». «C'est pourquoi nous portons une grande attention à la Somalie, non dans le but de nous en prendre au pays ou à son gouvernement, mais parce que certaines personnes pourraient y trouver refuge», ajoute-t-il.

Les agents américains postés en Afrique de l'Est craignent également que le Kenya ne devienne un autre Pakistan, croyant que le réseau Al-Qaïda s'y cache pour «rebâtir son infrastructure». Des membres de la hiérarchie militaire font campagne pour une présence affirmée et permanente des forces armées américaines dans la Corne de l'Afrique, et les médias se livrent à maintes spéculations sur les intentions de Washington en Somalie. «La présence de cellules terroristes en Somalie est une possibilité réelle», déclare Walter Kansteiner, alors directeur du service chargé de l'Afrique au département d'État. «Ayant établi que la Somalie sert de base terroriste au réseau Al-Qaïda de Ben Laden et à d'autres organisations extrémistes, des avions de reconnaissance américains […] auraient survolé des cibles, alors que des soldats et des agents de la CIA auraient contacté des alliés potentiels

en Somalie même et en Éthiopie voisine», affirme le *San Francisco Chronicle*. Lorsqu'on évalue la menace terroriste dans la Corne de l'Afrique, explique le secrétaire adjoint à la Défense Paul Wolfowitz, «on mentionne la Somalie pour des raisons évidentes: ce pays est pratiquement dépourvu de gouvernement, et on y constate déjà une certaine présence d'Al-Qaïda».

À l'instar du gouvernement yéménite d'Ali Abdullah Saleh, les élites dirigeantes du Kenya et d'Éthiopie voient une occasion à saisir dans la menace terroriste de l'après-11-Septembre. Les deux gouvernements accueillent à bras ouverts l'aide américaine accrue à la lutte contre le terrorisme: leurs forces armées sont entraînées et financées par les États-Unis en échange d'un accès à leur territoire et d'une assistance aux militaires américains. L'Éthiopie, ennemi de longue date de la Somalie, se méfie des islamistes et répète à l'envi qu'elle considère Al-Qaïda comme une menace rampante pour sa voisine de l'est. Tandis que les acteurs de la région évoquent un risque grandissant d'attentats terroristes et que des rumeurs font état de possibles opérations américaines en Somalie, d'éminents spécialistes des affaires du pays considèrent la menace posée par Al-Qaïda comme «négligeable». «Il n'y a aucune nécessité de se précipiter en Somalie», affirme David Shinn, ex-ambassadeur des États-Unis en Éthiopie. «Si vous pensez à des cibles militaires, je doute que vous en trouviez.» Selon Ken Menkhaus, professeur à l'université Davidson, spécialiste de la Somalie et auteur de plusieurs articles sur l'islamisme politique dans ce pays avant le 11-Septembre, de 10 à 12 Somaliens entretiennent des «liens étroits» avec Al-Qaïda. Quelques étrangers s'y terrent peut-être, mais le manque de renseignements (que Shinn qualifie d'«abyssal») fait en sorte qu'il serait peu judicieux d'y mener des chasses à l'homme.

Même si certains membres des forces armées, de la CIA et de l'administration Bush préconisent une intervention en Somalie, ce projet devra attendre. La force opérationnelle interarmées multinationale pour la

Corne de l'Afrique, basée à Djibouti, se cantonne essentiellement à un rôle d'observateur, tandis que bon nombre des commandos américains déployés au camp Lemonnier depuis le 11-Septembre (dont font partie des agents du JSOC et de la CIA) sont réaffectés à l'invasion et à l'occupation imminentes de l'Irak. Selon un ex-membre de la force multinationale, il était d'abord question d'«exploiter pleinement les ressources des forces armées américaines, en particulier du SOCOM. Nous devions faire en sorte qu'[Al-Qaïda] soit incapable de se restructurer ou de se servir d'une zone de la Corne de l'Afrique comme base de repli d'où lancer des opérations contre les États-Unis». Mais «ce n'est pas ce qui s'est produit, à notre grand dam. À un certain moment, les hauts responsables politiques ont établi que l'Irak était la principale menace à la sécurité nationale des États-Unis. Et quand les regards se sont tournés vers l'Irak, les ressources les ont suivis. En ont résulté un manque d'intérêt et, plus grave encore, de ressources pour la Corne de l'Afrique». Dans les premières années suivant le 11-Septembre, le rôle du JSOC en Somalie se limite ainsi à la protection des agents de la CIA, à l'installation de dispositifs de surveillance au sol et au maintien, à Djibouti, d'une équipe prête à intervenir si l'un des petits groupes d'agents qui encadrent les seigneurs de guerre rencontre un problème.

Alors que l'essentiel des ressources du JSOC est affecté à l'Irak, la stratégie des États-Unis en Somalie consiste à mener une guerre secrète par forces interposées, sous la coordination de la CIA. C'est dans ce contexte que Mohamed Qanyare devient l'homme de Washington à Mogadiscio. Selon des câbles diplomatiques confidentiels en provenance de l'ambassade des États-Unis à Nairobi, le renseignement américain rejette catégoriquement toute critique interne de son choix de conclure des alliances avec des chefs de guerre pour mener des opérations ciblées de capture et d'assassinat. «L'argumentation de nos collègues du corps diplomatique et des ONG, selon laquelle une stratégie plus raffinée […] nous aiderait à faire face aux enjeux de la lutte antiterroriste, ne tient pas compte du caractère immédiat de la menace», y lit-on. Les messages affirment sans

ambages que certains individus «doivent être exclus de l'équation somalienne».

C'est ainsi que s'amorce une longue relation entre la CIA et un réseau de seigneurs de guerre meurtriers, relation qui enfoncera la Somalie encore plus profondément dans le chaos en y multipliant les affrontements sanglants. Les militants islamistes que souhaite écraser Washington en ressortiront plus puissants que jamais.

*

* *

Dans les années ayant suivi le retrait de Mogadiscio, en 1993, des militaires américains et de la force onusienne de maintien de la paix, la destruction de la Somalie s'est poursuivie. La magnifique architecture d'inspiration italienne de la capitale a été transformée en un alignement de squelettes d'immeubles criblés de balles. Privés d'emploi, les jeunes, dont bon nombre souffraient d'une dépendance au qat, se sont joints aux milices claniques, plaçant leur existence entre les mains des seigneurs de guerre. «Tout le monde cherchait à s'approprier une parcelle de Mogadiscio pour en faire sa chasse gardée», se souvient Buubaa, l'ancien ministre des Affaires étrangères. «C'était comme si l'État somalien n'existait plus et que chacun voulait créer son petit domaine pour gagner de l'argent et devenir puissant par intérêt personnel, et non pour le bien du pays.» C'est en cette Somalie que les Américains atterrissent en 2003 pour établir un lien avec Qanyare, l'un des responsables de la destruction du pays.

Aux yeux du général Wayne Downing, «une présence discrète, voire invisible, dans la région» est cruciale pour la stratégie somalienne des États-Unis. Il considère que Washington doit prendre soin de ne pas «renforcer l'attrait du discours [d'Al-Qaïda] ou la résonance de son idéologie extrémiste». L'administration Bush a sans doute suivi le conseil de Downing en ce qui concerne la «présence discrète», mais son soutien aux

seigneurs de guerre démontre de manière éclatante qu'elle a fait fi de sa seconde recommandation.

Convaincus de l'appui de Washington, Qanyare et son alliance soutenue par la CIA passent vite de bande de voyous se battant pour des fragments de territoire à milice paramilitaire justifiant ses activités au nom de la guerre contre le terrorisme. De leur côté, les agents de la CIA et des forces spéciales se déplacent en avion de Nairobi à Mogadiscio pour transporter de l'argent et les listes des suspects que les États-Unis veulent faire éliminer. Dans un premier temps, on s'attend à ce que les sous-traitants s'en prennent essentiellement aux agents étrangers. La CIA ne souhaite pas que les seigneurs de guerre s'attaquent à des Somaliens, redoutant que cela n'alimente la guerre civile. Selon Sean Naylor, journaliste spécialisé dans les affaires militaires, la coordination des liens entre la CIA et les chefs de guerre est assurée par John Bennett, alors chef de station de l'agence à Nairobi. C'est lui qui a établi les règles de base du programme: «Nous allons collaborer avec les seigneurs de guerre. Il ne s'agit pas de prendre parti. Ils jouent franc jeu avec nous. Nous ne nous en prendrons pas aux Somaliens, seulement aux [étrangers d']Al-Qaïda.» Les chefs de guerre, toutefois, ont leurs propres règles. Selon Qanyare, les officiers traitants de la CIA hésitent à appuyer sur la gâchette lors des opérations d'assassinat, par crainte de tuer ou de capturer un Américain. Ils font donc accomplir le sale boulot par les seigneurs de guerre.

Une fois conclue leur entente avec la CIA, Qanyare et ses collègues se lancent donc dans une vaste campagne de capture et d'assassinat, ciblant toute personne (somalienne ou étrangère) qu'ils soupçonnent d'appuyer un mouvement islamiste, quel qu'il soit. Il leur arrive parfois de capturer des suspects auxquels les États-Unis attribuent une certaine valeur, tel l'agent présumé d'Al-Qaïda Suleiman Ahmed Hemed Salim, appréhendé au printemps 2003 par le chef de guerre Mohamed Dheere puis transféré aux autorités américaines. Salim est successivement incarcéré dans deux prisons secrètes d'Afghanistan. En 2004, contrevenant directement aux supposées

«règles» édictées par Bennett, les hommes de Qanyare mènent un raid contre la demeure d'un militant somalien, Aden Hashi Farah «Ayro». Traquant prétendument Abou Talha Al-Sudani, recherché par les États-Unis pour ses liens avec les attentats contre leurs ambassades africaines, ils capturent plutôt son beau-frère Mohamed Ali Isse, associé à une série de meurtres commis au Somaliland en 2003 et en 2004. Isse racontera avoir été emmené en hélicoptère sur un navire de la marine américaine. Quelques années plus tard, le journaliste Paul Salopek, du *Chicago Tribune,* le retrouve dans une prison de Berbera, au Somaliland. À bord du vaisseau américain, lui raconte Isse, on l'a d'abord soigné pour une blessure par balle, puis des agents en civil l'ont interrogé pendant le mois qu'a duré sa détention. On l'a ensuite transféré au camp Lemonnier, puis dans une prison secrète d'Éthiopie où des agents du renseignement militaire formés par les États-Unis l'ont torturé par électrocution. Enfin, on l'a renvoyé dans son goulag du Somaliland, où il croupit toujours.

Les seigneurs de guerre enlèvent ainsi des dizaines d'autres «suspects» et les transfèrent aux agents américains. «La chasse aux membres d'Al-Qaïda à laquelle se livrent les chefs de factions de Mogadiscio, motivés par l'appât du gain, a engendré une petite industrie du rapt. Tels des spéculateurs, ceux-ci se sont mis à arrêter des étrangers (surtout des Arabes, mais pas exclusivement) dans l'espoir que leur nom figure sur une liste de personnes recherchées», lit-on dans un rapport de l'International Crisis Group paru en 2005. «Selon un chef de milice ayant étroitement collaboré avec les Américains lors d'opérations antiterroristes, au moins 17 présumés terroristes ont été appréhendés depuis 2003 dans la seule ville de Mogadiscio. Tous sauf trois se sont avérés innocents», poursuit le document. Dans de nombreux cas, les États-Unis concluent que les prisonniers n'ont aucune valeur en matière de renseignement et les renvoient en Somalie. Certains d'entre eux sont exécutés par les seigneurs de guerre, qui s'assurent ainsi de leur silence, affirment plusieurs hauts fonctionnaires et officiers militaires somaliens.

«Ces personnages étaient déjà d'abominables seigneurs de guerre que la plupart des Mogadisciens détestaient. Et ils ont commencé à assassiner des imams et des prédicateurs de chez nous», déplore Abdirahman Ali, dit «Aynte», analyste somalien ayant écrit de nombreux textes sur Al-Qaïda et la politique des chefs de guerre de son pays. «Soit ils les capturaient en vue de les transférer à Djibouti, où se trouve une importante base américaine, soit, dans bien des cas, ils leur coupaient la tête, qu'ils expédiaient ensuite aux Américains en leur disant: "Nous avons tué ce type." La grande majorité des personnes qu'ils ont tuées n'avaient rien à voir avec la guerre contre le terrorisme», conclut-il.

Dans un câble diplomatique en provenance de l'ambassade des États-Unis à Nairobi et destiné au département d'État, les diplomates américains reconnaissent que le recours aux seigneurs de guerre et à leurs milices pour traquer les présumés terroristes «peut être difficile à accepter, en particulier au vu des victimes civiles qu'ont faites les récents combats à Mogadiscio». Mais, expliquent-ils, «ce partenariat est le seul moyen dont on dispose aujourd'hui pour déloger [les terroristes] de leurs positions dans la capitale».

Qanyare dément que ses forces se livrent à des exécutions extrajudiciaires, à des enlèvements ou à la torture, mais, pressé de questions sur ses activités, il admet avoir capturé et interrogé des gens. Puis, il rétorque: «Quand tu te bats contre un ennemi, toutes les options sont ouvertes. Pour combattre Al-Qaïda, il faut être impitoyable, car ils sont impitoyables.» Il marque une pause, puis précise son sentiment: «Sans merci.»

Chapitre 11

«Tu n'as pas de comptes à rendre»

Irak, 2003-2005 — Début 2003, alors que la guerre d'Irak bat son plein, Rumsfeld ordonne au général John Abizaid, commandant du CENTCOM, de démanteler les deux unités chargées de traquer les objectifs de grande importance, soit la force opérationnelle 5 et la force opérationnelle 20, qui agissent respectivement en Afghanistan et en Irak, pour leur substituer une force unifiée, la force opérationnelle 121, qui se verra confier des missions dans les deux pays. Pour justifier ce choix, on invoque le fait que «la traque, la capture et l'élimination des chefs d'Al-Qaïda, des dirigeants talibans et des membres en fuite de l'ancien gouvernement irakien requièrent une planification et des missions qui ne soient pas entravées par les frontières de la région, essentiellement poreuses». La frontière entre missions «secrètes» et missions «clandestines», elle, devient plus floue, mais Rumsfeld a tranché: le JSOC doit aller de l'avant. En accord avec les efforts du secrétaire à la Défense visant à faire des forces spéciales la principale instance vouée à la «chasse à l'homme mondiale», la nouvelle force opérationnelle sera commandée par McRaven et supervisée par McChrystal. Les deux hommes auront à leur disposition l'ensemble des ressources du renseignement américain, y compris celles de la CIA. Constituée des Navy SEAL de McRaven, des *rangers* de McChrystal et de membres de la force Delta, l'unité commandera des paramilitaires de la division des activités spéciales

de la CIA et bénéficiera du soutien de «l'Activité», le service de renseignement électromagnétique du JSOC.

Le temps où la CIA «empruntait» régulièrement des agents au JSOC est révolu. La SSB de Cambone et «l'Activité» coordonnent désormais la transmission des renseignements à la force opérationnelle. «On a raccourci le cycle du capteur au tireur», explique un haut fonctionnaire de la Défense au *Washington Times.* «Le service de renseignement est intégré aux équipes chargées de tirer sur les cibles ou de les capturer. Toute l'information est rassemblée sous un même toit.»

Au printemps 2004, alors que la force opérationnelle 121 vient de se voir assigner la mission de tuer ou de capturer Oussama Ben Laden, Washington accorde une priorité chaque jour plus grande à l'Irak. Des agents chevronnés du renseignement considèrent d'ailleurs cette période comme un tournant dans la traque de Ben Laden. Au moment où le JSOC réclame plus de ressources et de latitude dans sa recherche de cibles au Pakistan et en d'autres pays, la Maison-Blanche entreprend un virage majeur en faisant de l'Irak sa priorité absolue.

Les conséquences, considérables, de cette réorientation stratégique préoccupent grandement le lieutenant-colonel Anthony Shaffer, officier de haut rang du renseignement militaire formé par la CIA et ayant travaillé pour la DIA et le JSOC. Shaffer a été commandant d'une force opérationnelle, Stratus Ivy, dans le cadre du programme Able Danger, lancé à la fin des années 1990. Ce programme, qui faisait appel à des méthodes d'«exploration de données» alors à la fine pointe de la technologie, avait pour but de repérer des cellules d'Al-Qaïda un peu partout dans le monde et était appliqué par le renseignement militaire et le SOCOM. Shaffer, comme certains de ses collègues d'Able Danger, affirme avoir débusqué, un an avant les attentats, plusieurs des pirates de l'air responsables du 11-Septembre, mais déplore que rien n'ait été entrepris contre eux à ce moment-là. À la commission du 11-Septembre, il fera part de la frustration qu'a suscitée chez lui l'abandon de ce programme, qu'il considérait comme

l'un des rares instruments dont disposaient les États-Unis dans leur lutte contre Al-Qaïda avant les funestes événements. Après le 11-Septembre, il est retourné au service actif, devenant commandant de la base d'opérations Alpha de la DIA, d'où étaient menées, dit-il, «des opérations antiterroristes clandestines» en Afrique. Shaffer y a coordonné un programme secret visant les dirigeants d'Al-Qaïda qui auraient pu fuir l'Afghanistan pour se réfugier en Somalie, au Liberia et ailleurs en Afrique. Il s'agissait de la «première opération secrète de la DIA dans l'après-guerre froide, où mes agents traquaient et tuaient des terroristes d'Al-Qaïda par forces militaires africaines interposées», se souvient-il.

À l'instar de bon nombre d'agents du renseignement expérimentés ayant traqué Al-Qaïda avant le 11-Septembre, Shaffer se réjouissait de constater qu'on accordait enfin la priorité à la destruction du réseau terroriste et à l'élimination ou à la capture de ses chefs. En 2003, toutefois, toutes les ressources sont réaffectées à l'invasion de l'Irak. «J'ai pu constater de très près la folie de l'administration Bush», raconte-t-il. Un an et demi après son entrée en fonction en Afrique, on le «contraint de fermer la base d'opérations Alpha, afin que ses ressources puissent servir à l'invasion de l'Irak». On affecte alors Shaffer à la planification du renseignement dans l'équipe de la DIA chargée de fournir de l'information sur d'éventuelles armes de destruction massive aux unités d'avant-garde du JSOC entrées secrètement en Irak avant l'invasion. «Ça n'a rien donné», croit-il. «Comme nous le savons aujourd'hui, on n'y a jamais trouvé la moindre arme de destruction massive.» Shaffer considère le déplacement de l'attention et des ressources vers l'Irak comme une grave erreur, qui aura permis à Ben Laden de poursuivre ses activités près d'une dizaine d'années. Shaffer finira par être envoyé en Afghanistan, où les chefs militaires américains accueilleront très mal sa proposition de mener des opérations au Pakistan contre les dirigeants d'Al-Qaïda qui s'y terrent.

À partir de 2002, les unités des forces spéciales et de la CIA qui se trouvent en Afghanistan commencent à réaffecter leurs ressources à l'Irak.

Au moment de son démantèlement en 2003, la force opérationnelle 5 d'Afghanistan a déjà perdu «plus des deux tiers de sa puissance de combat», passant d'environ 150 commandos à aussi peu que 30. À l'hiver 2003, on rapporte que «près de la moitié des agents du renseignement et des membres de commandos ayant agi en Afghanistan et au Pakistan voisin ont été envoyés en Irak». Saddam Hussein est désigné sous le nom de code de Black List One, et la force de McRaven intensifie sa traque, ratissant tout l'Irak. Elle extirpe les membres de sa famille, ses ex-gardes du corps et ses anciens aides de camp de leurs maisons ou de leurs cachettes pour leur soutirer des renseignements sur ses allées et venues. Vers la fin de l'année, le commandement des forces régulières des États-Unis se montre de plus en plus préoccupé par ce qu'il entend à propos des techniques d'interrogatoire employées par la force opérationnelle 121. Ces rumeurs lui rappellent celles qui ont couru sur les actes commis par la cia dans ses prisons secrètes. «Les détenus capturés par la force opérationnelle 121 présentent des blessures ayant amené le personnel médical à noter qu'ils "montrent des signes indiquant qu'on les a battus"», lit-on dans un rapport confidentiel préparé pour les généraux alors en poste en Irak. «Tout le monde le sait», affirme un officier cité dans le document. Le rapport allègue qu'une partie du traitement infligé aux prisonniers par la force opérationnelle 121 pourrait être «techniquement» illégal, et lance une mise en garde contre la détention massive d'Irakiens, qui pourrait attiser les braises d'une insurrection, ajoutant que le peuple irakien pourrait percevoir les États-Unis et leurs alliés comme des ennemis qui se moquent du droit de la guerre.

Cependant, au moment même où le commandement des forces armées découvre l'existence du programme de détention contre-productif et potentiellement illégal de la force opérationnelle 121, cette dernière remporte une grande victoire, qui fera la manchette dans le monde entier et suscitera maints éloges au Pentagone. Un ancien garde du corps capturé puis interrogé par la force opérationnelle a révélé l'emplacement d'une ferme située en périphérie de la ville natale de Saddam Hussein, Tikrit, où,

a-t-il affirmé, se cacherait le dictateur déchu. Soutenus par des dizaines de soldats de la 4e division d'infanterie et de miliciens irakiens, les hommes de McRaven attaquent la ferme après l'avoir plongée dans le noir en la privant d'électricité. Ayant fouillé tous les immeubles de la propriété, ils s'apprêtent à déclarer forfait lorsqu'un soldat remarque une fissure dans le plancher, partiellement couverte d'un tapis. En dessous se trouve une assiette en polystyrène masquant un trou...

*

* *

Le 14 décembre 2003, la fin de la guerre d'Irak — et la victoire — semblent imminentes aux yeux de l'administration Bush. Ce matin-là, l'administrateur civil Paul Bremer, flanqué du général Ricardo Sanchez, monte à la tribune à l'occasion d'une conférence de presse à Bagdad. «Mesdames et Messieurs, nous l'avons eu!» lance-t-il, peinant à contenir un sourire. Il fait allusion à nul autre que Saddam Hussein. On a retrouvé le président irakien déchu dans un réduit, sous une masure en adobe d'une ferme d'Adwar, près de Tikrit. Il était muni d'un pistolet, de quelques AK-47 et de 750 000 dollars en petites coupures. «Je suis Saddam Hussein, je suis le président d'Irak et je veux négocier», a-t-il déclaré au membre de la force Delta qui l'a débusqué. «Le président Bush vous envoie ses salutations», lui aurait répondu le soldat. Quelques instants plus tard, des hommes de McRaven ont emmené le prisonnier vers un site du JSOC, un établissement de détention temporaire situé près de l'aéroport de Bagdad et nommé camp Nama. Ironie du sort, ce lieu qui deviendrait le domicile temporaire de Saddam Hussein a déjà été l'une de ses propres salles de torture. Les médias publient des images de l'ex-dictateur en train de subir un examen médical dans ces installations, mais le JSOC a déjà utilisé ces dernières à des fins beaucoup plus sinistres, dont la télévision ne fera jamais état.

«Le temps est venu de se tourner vers l'avenir, votre avenir, fait d'espoir et de réconciliation. L'avenir de l'Irak, votre avenir, n'a jamais été aussi plein d'espoir. Le tyran a été fait prisonnier», déclare Bremer, sûr de lui. «L'économie décolle. Dans quelques mois, vous aurez un gouvernement souverain.» Le général Sanchez explique que la réussite de l'opération est le fruit d'un travail d'équipe auquel ont participé «les forces spéciales de la coalition», mais ne fait pas mention du JSOC et de ses commandants. Ni McChrystal ni McRaven ne sont présents sur la tribune ce jour-là, mais des gens du milieu des opérations spéciales rapportent que McRaven a coordonné une opération nommée «Red Dawn». Peu de temps après la capture de Saddam Hussein, l'amiral a fumé un cigare en compagnie de Thomas O'Connell, adjoint au secrétaire à la Défense, devant la cellule du prisonnier. Rumsfeld, de son côté, dit croire que la résistance à l'occupation, qui dure depuis huit mois, commence à «manquer de carburant». En réalité, la guerre n'en est qu'à ses balbutiements, en particulier pour McChrystal et McRaven, et la CIA en est consciente. «Nous constatons le déclenchement d'une insurrection en Irak», constate Robert Richer, chef du service chargé du Proche-Orient à la CIA, dans un rapport du renseignement présenté à Bush à la fin de l'année 2003. «Le mot est fort», rétorque Rumsfeld. «Que voulez-vous dire? Comment définissez-vous la notion d'insurrection?» Richer s'explique, puis le secrétaire à la Défense lui répond d'un ton malicieux: «Il se peut que je ne sois pas d'accord avec vous.» Bush finit par intervenir: «Je n'aimerais pas lire dans le *New York Times* que nous faisons face à une insurrection. Aucun membre du cabinet ne doit affirmer qu'il s'agit d'une insurrection. Je ne crois pas que nous en soyons là.» Quoi qu'en pense Rumsfeld, Richer a raison. L'Irak, que rien n'associait à Al-Qaïda ou au 11-Septembre, est en train de devenir un véritable aimant pour les groupes djihadistes qui souhaitent se battre contre des Américains — et les tuer.

Bien qu'on ne manque pas, au cours des mois suivants, d'agiter le spectre de la présence d'Al-Qaïda en Irak, on mentionne rarement que

l'arrivée de combattants étrangers résulte de l'invasion américaine. Quoi qu'on dise des profondes divisions communautaires marquant le peuple irakien, l'occupation se trouve dans les faits à unir chiites et sunnites dans une lutte commune contre l'envahisseur. Les États-Unis auraient dû réaliser bien plus tôt que ce sont leurs propres politiques, désastreuses, qui poussent l'Irak vers le chaos, mais leurs stratèges militaires ont la ferme intention d'y planter le drapeau de la victoire par la force, ce qui implique d'écraser l'insurrection et de tuer ou de capturer ses chefs. «Nous présumions que nous étions en présence de partisans désespérés du régime, pour ainsi dire, et que, si nous capturions Saddam Hussein, si nous pouvions arrêter ou éliminer ses fils, nous pourrions en quelque sorte venir à bout de l'insurrection», se souvient l'ex-*ranger* Exum. «Nous étions tellement concentrés sur ces objectifs de grande importance, indépendamment de toute stratégie globale de pacification de l'Irak, que nous avons alimenté bon nombre des moteurs du conflit et renforcé l'insurrection.»

Deux guerres ont alors cours en Irak. L'une est menée par les forces armées conventionnelles et consiste essentiellement en une occupation; l'autre est une guerre d'usure menée par le JSOC. Les hommes de McChrystal sont sourds aux ordres du commandement des forces conventionnelles. Selon le général Sanchez, commandant des forces terrestres de la coalition en 2003 et en 2004, le JSOC n'informe pas systématiquement l'état-major des lieux où il compte intervenir, et ce, même si l'opération doit se dérouler dans une zone contrôlée par les États-Unis. Lorsqu'il s'en donne la peine, il se contente de prévenir les forces conventionnelles de l'imminence de son intervention en les intimant de ne pas se trouver sur les lieux. Exum commente ainsi les relations entre le JSOC et les troupes conventionnelles: «Dieu sait que nous dépendions d'elles pour une évacuation sanitaire ou un coup de main de la force d'intervention rapide si la situation tournait mal, mais on ne se parlait pas vraiment à l'échelon du commandement.» Les interventions de la force opérationnelle, raconte Exum, sont «très compartimentées, gérées en silo». Le JSOC a mis

sur pied un système grâce auquel ses opérations sont alimentées par ses propres activités de renseignement. Souvent, les renseignements ne sont validés par personne à l'extérieur de sa structure. Sa priorité consiste à continuer de frapper des cibles. «Le plus grave dans tout cela, c'est l'abus de pouvoir, qui rend possible de tels comportements», juge Lawrence Wilkerson, alors chef de cabinet du secrétaire d'État Colin Powell: «Tu obtiens certains renseignements qui, en général, émanent du même appareil, puis tu dis: "Oh, voilà des renseignements tout à fait exploitables! Voici l'opération Blue Thunder. Allez-y les gars!" Et tes hommes y vont. Ils tuent 27, 30, 40 personnes, peu importe, et en capturent 7 ou 8. Puis, tu te rends compte que les renseignements n'étaient pas fiables et que plein d'innocents sont morts, sans parler de ceux qui ont été capturés, que tu finis par envoyer à Guantanamo. Personne n'est informé de tout ça. Tu n'as pas de comptes à rendre. Tu as agi en secret, alors tu passes à l'opération suivante en te disant: "Mettons ça sur le compte de l'expérience." Croyez-moi: c'est comme ça que ça s'est passé!»

Exum se remémore la traque d'Ezzat Ibrahim Al-Douri, haut gradé de l'armée de Saddam Hussein incarnant le roi de trèfle dans le fameux jeu de cartes des cibles les plus recherchées. Ayant obtenu un tuyau selon lequel Al-Douri se trouve dans une certaine maison, le JSOC mène un raid nocturne. En se lançant à l'assaut de l'immeuble, l'équipe de *rangers* d'Exum essuie les tirs de deux hommes. Les agents ripostent et les abattent. «Plus tard, nous nous sommes rendu compte que les renseignements remontaient à deux semaines», se souvient-il. «Après avoir tué ces types, nous avons fini par réaliser qu'ils n'étaient là que pour garder la génératrice du quartier.» Selon Exum, il se peut qu'ils aient pris les *rangers* pour des voleurs. «Mais cela ne m'empêche pas de dormir, car ces gars-là me tiraient dessus. Néanmoins, en abordant la situation dans une perspective stratégique, on constate qu'il s'agit d'une perte.»

McChrystal et ses hommes se rendent vite compte que la résistance irakienne va croissant plutôt que diminuant, malgré l'élimination de

membres éminents du régime baasiste. Avec son adjoint Mike Flynn, il entreprend donc d'évaluer l'état de l'insurrection. Les effectifs du JSOC ne sont alors plus ce qu'ils étaient, ayant «été relativement réduits dans les mois qui ont suivi le début de l'invasion», écrira McChrystal en 2011 dans *Foreign Policy*. «Nous constations une menace grandissante émanant d'une diversité de sources, en particulier d'AQI. Nous avons tenté d'analyser l'ennemi, puis nous-mêmes. Aucun des deux n'était facile à comprendre.» Dans leur petite base de la périphérie de Bagdad, McChrystal et son équipe mettent de l'ordre dans les renseignements dont ils disposent sur AQI à l'aide d'un tableau blanc et de marqueurs. «Comme trop de forces armées dans l'histoire, nous avons d'abord considéré notre ennemi comme nous nous considérions nous-mêmes», écrira le commandant:

> Composé en bonne partie de moudjahidines étrangers ayant prêté allégeance à Oussama Ben Laden, mais contrôlé en Irak même par le Jordanien Abou Moussab Al-Zarqaoui, AQI est à l'origine d'une campagne d'une extrême violence contre les forces de la coalition, le gouvernement irakien et les chiites du pays. Son objectif avoué consiste à faire voler en éclats le nouvel Irak en vue d'y instituer un califat. Par habitude, nous avons entrepris de cartographier l'organisation en lui attribuant une structure militaire traditionnelle, avec ses échelons et ses rangs. Au sommet se trouvait Al-Zarqaoui, suivi d'une succession de lieutenants et de fantassins. Cependant, plus nous y réfléchissions, plus nous constations que ce modèle ne fonctionnait pas. Les lieutenants d'AQI n'attendaient pas les directives de leurs supérieurs pour agir, et encore moins les ordres de Ben Laden. Les décisions se prenaient de façon décentralisée, mais rapide, puis étaient transmises horizontalement à travers l'organisation. Les combattants d'Al-Zarqaoui étaient bien adaptés aux régions qu'ils fréquentaient, comme Falloujah et Al-Qaim, dans la province occidentale d'Anbar, et, grâce à la technologie moderne, ils entretenaient des liens étroits avec le reste de la province et du pays. Argent, propagande et information circulaient à un rythme alarmant, permettant une coordination rapide et efficace. Nous les voyions changer de tactique (passer d'attaques à la roquette à des attentats suicides, par exemple) quasi simultanément dans différentes villes. Ils exécutaient une funeste chorégraphie dont la structure, souvent méconnaissable, était en constante évolution.

Bref, l'insurrection est beaucoup plus complexe que ne l'affirment la Maison-Blanche et le Pentagone. Néanmoins, la décision d'aller de l'avant en ciblant tous les insurgés, quels qu'ils soient, est maintenue. Au lieu de reculer, on redouble d'ardeur. «Si une insurrection est en train de prendre forme, il n'est pas nécessaire d'être un génie pour comprendre que, en tirant des gens de leur maison en pleine nuit sans avoir prévenu leurs voisins […],

on attise les tensions, on alimente le conflit», juge Exum. «Je crois que c'est ce qui s'est produit en 2003.»

Rumsfeld, lui, voit les choses d'un autre œil. Il veut écraser l'insurrection et décapiter sa direction. McChrystal se voit donc confier le mandat d'élaborer un système permettant d'atteindre ces objectifs. Il commence par mettre en place une structure de collecte et de partage de l'information en vue de faciliter une multiplication des raids à domicile et des opérations d'assassinats ciblés. «Il devenait de plus en plus manifeste (selon les communications interceptées et les aveux des insurgés faits prisonniers) que notre ennemi était une nébuleuse de combattants dont l'organisation reposait non pas sur la hiérarchie, mais sur les relations et la réputation», se souvient McChrystal. «Nous avons réalisé qu'il nous fallait pouvoir détecter rapidement les changements les plus subtils, telles l'émergence de nouvelles figures, la création de nouvelles alliances et l'adoption soudaine de nouvelles tactiques.» Le JSOC «devait être en mesure de traiter ces informations en temps réel s'il voulait les exploiter», affirme-t-il. «Une pluie de cendres chaudes tombait; nous devions les voir, les saisir au vol si possible et réagir instantanément à celles qui, parce que nous les avions manquées, enflammaient le sol.»

On décide de subdiviser la force opérationnelle chargée des objectifs de grande importance en quatre sous-unités: la force opérationnelle Ouest, formée d'un escadron de la Navy SEAL Team 6 soutenu par des *rangers,* la force opérationnelle Centre, formée d'un escadron de la force Delta soutenu lui aussi par des *rangers,* la force opérationnelle Nord, constituée d'un bataillon de *rangers* appuyé par un groupe de la force Delta, et la force opérationnelle Noire, un *sabre squadron* (escadron opérationnel) des SAS britanniques appuyé par les parachutistes de cette même force spéciale. Toutes ces sous-unités peuvent demander les renforts d'une unité spécialisée dans les missions d'«action directe». Dès lors, les raids se succèdent de plus en plus rapidement, car les renseignements que chacun

d'eux permet de recueillir débouchent sur deux ou trois attaques supplémentaires.

La stratégie de fusion du renseignement adoptée par McChrystal et Flynn repose sur une infrastructure appelée «F^{3}EA», pour *Find, Fix, Finish, Exploit, Analyze,* ce qui signifie traquer, débusquer, éliminer, exploiter et analyser. «Il s'agissait de coordonner le travail des analystes qui traquaient l'ennemi (renseignement, surveillance, reconnaissance), des opérateurs de drones qui le débusquaient, des équipes de combat qui l'éliminaient ou le capturaient, des spécialistes qui exploitaient les renseignements obtenus lors du raid (téléphones portables, cartes géographiques, détenus), et des analystes qui structuraient cette information brute en connaissances utilisables», écrit McChrystal. «Ce faisant, nous avons accéléré le processus des opérations antiterroristes: nous pouvions désormais nous faire une idée valable en quelques heures plutôt qu'en quelques jours.»

Cette stratégie s'appuie, d'une part, sur la technologie, et, d'autre part, sur la capture de prisonniers dont on tire des renseignements le plus rapidement possible. Elle vaut à Flynn et à McChrystal des commentaires élogieux. On salue leur génie. En dernière analyse, cependant, leur système repose essentiellement sur le renseignement humain, et non sur la technologie. Compte tenu de l'incroyable diversité des insurgés qui s'en prennent aux forces d'occupation, cela représente tout un défi. C'est ce besoin urgent de renseignements d'origine humaine, ainsi que les pressions d'une Maison-Blanche et d'un Pentagone impatients d'en découdre avec une insurrection dont ils n'admettent pas l'existence, qui mèneront à la mise en place d'un régime inhumain dans lequel les personnes détenues par le JSOC subiront torture et autres mauvais traitements. Insatisfaits du rendement des interrogatoires menés par les agences de renseignement au début de leur guerre planétaire contre le terrorisme, Rumsfeld et Cambone mettent sur pied un programme de transfèrement et d'interrogatoire, le «programme d'accès spécial», qui vient s'ajouter au programme Greystone, dont relèvent les prisons secrètes de la CIA, et porte divers noms de code,

dont Copper Green, Matchbox et Footprint. Entouré du plus grand secret (seules 200 personnes sont au fait de son existence), Copper Green dope la SSB de Cambone aux stéroïdes. Au début de l'invasion, on n'obtient «rien de substantiel de la part des détenus», confie un ex-agent du renseignement au journaliste Seymour Hersh. «Aucun nom. Rien de fiable. Cambone se dit: "Je dois régler ça, et j'en ai marre d'être soumis à la chaîne de commandement habituelle. J'ai à ma disposition ce programme secret d'accès spécial, et je vais m'en servir à fond." Alors il actionne l'interrupteur et le courant commence à circuler.»

Bien que la guerre d'Irak lui ait donné son véritable coup d'envoi, Copper Green a été lancé avant celle-ci, avec des visées planétaires. Il s'agit de «la réponse de Rumsfeld aux escadrons de la mort de la CIA créés par Cofer Black», selon la journaliste d'enquête Jane Meyer. «Les membres des escadrons ont été pourvus de fausses identités, de boîtes aux lettres mortes et de vêtements civils, et travaillent dans un cadre souple, en marge de la chaîne de commandement du Pentagone, généralement rigide.» Hersh, qui révélera l'existence du programme dans le magazine *The New Yorker,* interviewe plusieurs ex-officiers de haut rang du renseignement et des forces armées. «Nous n'avons pas l'intention d'introduire plus de gens que nécessaire dans notre cœur des ténèbres», lui confie l'un d'eux. «La règle se résume comme suit: "Attrape qui tu dois attraper. Fais comme bon te semble."»

Alors qu'il se trouvait en Afghanistan, le lieutenant-colonel Shaffer a été témoin des premiers moments de Copper Green. Le programme avait été «autorisé», raconte-t-il, «mais nous étions nombreux à ne pas le voir d'un bon œil». En visitant le camp Nama, «j'ai été estomaqué par ce que j'ai vu». Shaffer décrit un immeuble «dont il ne restait plus que les quatre murs. On avait transformé les pièces en cellules ou en aires ouvertes qu'on avait encadrées de bois et d'acier». Les lieux «ne ressemblaient en rien aux salles d'interrogatoire qui m'étaient familières». Il s'y trouvait «des fers destinés à retenir un prisonnier par les bras et les jambes: une fois enchaîné,

il était maintenu dans une position très inconfortable et douloureuse». «On m'a invité à visiter un "système" ultra-secret, autorisé par […] Donald Rumsfeld et Stephen Cambone […], où l'on infligeait des méthodes d'interrogatoire très contraignantes aux détenus d'Afghanistan.» Dans «ces immenses installations», se souvient Shaffer, «la tension était palpable, crue, un peu comme lorsqu'on marche sur une plage quelques instants avant l'arrivée d'un ouragan». Le monde connaissait déjà Guantanamo et découvrirait bientôt Abou Ghraib. Les médias révéleraient des photos qui feraient scandale: chiens menaçant des prisonniers recroquevillés, pyramides de détenus dénudés derrière des geôliers souriants, sans parler de cette image sinistre d'un homme encagoulé, les bras écartés tel un crucifié, debout sur une boîte, des fils attachés aux doigts (les fils, lui aurait-on dit, l'auraient électrocuté s'il perdait l'équilibre et tombait). La prison d'Abou Ghraib deviendrait tristement célèbre partout dans le monde, mais pratiquement personne ne parlerait du camp Nama.

Chapitre 12

«Rien qui saigne, rien à signaler»

Irak, 2003-2004 — Dans la première année de la guerre d'Irak, le JSOC exécute une bonne partie de ses basses œuvres dans un petit baraquement tapi dans un recoin d'une ancienne base militaire du régime de Saddam Hussein, à proximité de l'aéroport de Bagdad. Les forces spéciales américaines se sont emparées des lieux peu après le début de l'invasion et ont érigé une clôture autour du groupe d'immeubles qui deviendra le camp Nama. Au cœur de ce modeste complexe se trouve le Battlefield Interrogation Facility (centre d'interrogatoire), protégé par des fils barbelés.

Bien qu'il héberge les membres de la force opérationnelle du JSOC, le camp Nama est loin d'être un simple dortoir. Pour des raisons de sécurité et de discrétion, cette force opérationnelle change régulièrement de numéro: 20, 121, 6-26, 714, 145... Capturés à leur domicile ou dans la rue, les présumés insurgés sont emmenés dans une des deux installations du camp: le «Motel 6», une caserne en contreplaqué, ou l'«Hôtel California», un véritable pavillon cellulaire qui, quelques mois plus tôt, servait de prison au régime baasiste. Nama est un rétro-acronyme signifiant *Nasty Ass Military Area*. Sa devise, «Rien qui saigne, rien à signaler», est reproduite sur des affiches tapissant tout le camp. Un haut fonctionnaire du département de la Défense en précise le sens: «Si on ne les fait pas saigner, ils ne pourront pas nous poursuivre en justice.»

Inspirées de la procédure élaborée par McChrystal en Afghanistan, les instructions permanentes d'opération appliquées au camp Nama incluent l'imposition de «postures douloureuses, la privation de sommeil et l'utilisation de chiens». Le recours systématique à des techniques de torture, qui découle de l'obligation de résultat imposée par Rumsfeld, Cheney et leur clique, se généralise.

Les détenus du camp Nama sont privés des droits normalement accordés aux prisonniers de guerre: on les considère comme des «combattants illégaux». Ils ne peuvent pas faire appel à un avocat ou recevoir la visite de la Croix-Rouge, et ne sont accusés d'aucun crime. Rumsfeld a mandaté le JSOC de mettre en œuvre son propre programme secret de détention, qui déroge aux conventions militaires. La force opérationnelle peut garder des personnes en captivité pendant 90 jours sans leur reconnaître le moindre droit ni les transférer dans des prisons militaires ordinaires. Concrètement, cela signifie qu'elle a carte blanche pour tenter de leur soutirer de l'information. Ainsi, selon Human Rights Watch, les prisonniers sont souvent «battus, exposés à un froid extrême, menacés de mort, humiliés et soumis à diverses formes de violence psychologique ou de torture». L'accès au camp est interdit aux représentants de la Croix-Rouge, aux avocats et aux parents des détenus, ainsi qu'aux enquêteurs de l'armée. On a expliqué aux membres de la force opérationnelle que ces mesures sont «essentielles à l'efficacité de la mission, et que personne ne doit connaître le nom de notre unité».

En décembre 2003, la major-générale Barbara Fast demande au colonel Stuart Herrington de faire enquête sur la condition des détenus incarcérés dans le cadre d'opérations de renseignement en Irak. Les responsables du camp Nama infligent une rebuffade à l'envoyé.

Le camp est entouré d'un secret impénétrable. Un jour, le général Geoffrey Miller, ancien commandant de la prison de Guantanamo, demande à en faire la visite: on lui en refuse l'accès. Il devra remonter jusqu'au sommet de la chaîne de commandement pour enfin obtenir un laissez-

passer. Une autorisation spéciale est nécessaire pour entrer dans le camp Nama. Les seules personnes qui en sont dispensées sont les prisonniers, enchaînés et encagoulés. Ironiquement, même si les employés du camp s'opposent à sa visite, le général Miller semble de leur côté. Pendant sa tournée des établissements de détention d'Irak, dont Abou Ghraib, il aurait fustigé les autorités des prisons militaires, leur reprochant de «diriger un club de loisirs» et d'être trop clémentes avec les détenus. Il leur aurait suggéré de «guantanamoïser» leurs établissements et, selon des officiers ayant rencontré son équipe, aurait qualifié le recours aux chiens d'«efficace dans les interrogatoires d'Arabes», car ces derniers «ont peur des chiens».

Chapeautée par le JSOC, la force opérationnelle chargée du camp Nama émane cependant de diverses agences et unités. Elle comprend des interrogateurs de la CIA et de la DIA ainsi qu'une variété d'analystes et de gardiens. «On nous a demandé de ne pas informer nos chaînes de commandement des personnes qui travaillent ici et de ce qu'y fait [la force opérationnelle]. Nous sommes tenus au silence le plus complet. Nous ne pouvons en parler qu'entre nous. C'est ce qu'on nous a dit dès le premier jour», raconte un interrogateur ayant servi au camp en 2003 et en 2004. «En matière de hiérarchie, c'est assez informel. La force opérationnelle est dépourvue de rangs. […] Nous appelons le colonel par son prénom, tout comme le sergent-major. […] Même en me creusant la cervelle, je ne pourrais pas vous dire quel est le nom de famille du sergent-major ni celui du colonel. Quand tu demandes à un collègue comment il s'appelle, il ne te donne pas son nom de famille. […] Dans la plupart des cas, on te donne probablement un faux nom.»

De nombreux membres de la force opérationnelle se laissent pousser une longue barbe et semblent vouloir adopter l'apparence la plus effrayante et la plus intimidante possible. «C'est le côté obscur de la force, un domaine où l'on jouit d'une grande liberté. Les types qui atteignent un tel niveau ont droit à un certain respect», explique le lieutenant-colonel Anthony Shaffer. «Il s'agit d'une culture où chacun se fait appeler par son prénom, peu

importe son rang, et sait ce qu'il doit faire. Il n'y a pas de place à l'hésitation et personne n'est là pour se faire materner.»

Pendant ce temps, au département d'État, Wilkerson observe Rumsfeld et Cheney mettre en place cette structure parallèle de détention. Selon lui, c'est précisément pour éviter toute surveillance que les deux hommes ont recours à la force opérationnelle du JSOC. «Il n'y a aucune supervision. Sans supervision, on est tout-puissant, on sait qu'on peut faire ce qu'on veut», explique-t-il. «Quand on met sur pied de telles unités spéciales, on oublie qu'une partie d'entre elles (une grande partie dans le cas des forces spéciales) comptent de véritables machines à tuer dans leur personnel. On les a formés pour ça. Quand on leur épargne toute surveillance et qu'on leur permet de répéter inlassablement le même type d'opérations, sans supervision, on les laisse croire que tout est possible, ou presque. Dès lors, tout devient possible.»

«Au lieu de devoir passer par le commandement local de Bagdad en remontant par le CENTCOM jusqu'au Pentagone, le JSOC semblait bénéficier d'un genre d'ascenseur express allant directement du théâtre des opérations au sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement [Cambone], puis au secrétaire à la Défense lui-même. Son accès à Washington était direct, à de très hauts niveaux», déplore Scott Horton, avocat spécialisé dans les droits de la personne qui s'est penché, en tant que président d'un comité du barreau de New York, sur le programme américain de torture et le rôle qu'y a joué le JSOC. «Nous savons qu'une partie des règles censées encadrer les opérations de capture et les interrogatoires n'étaient pas appliquées par le JSOC. La force spéciale avait ses propres règles, tout comme le programme Copper Green. Ces opérations se distinguaient par leur grande violence, des gens ayant été battus ou ayant subi des mauvais traitements. Les cas de torture et les actes de cruauté étaient beaucoup plus souvent le fait du JSOC que des autres forces.»

Dans un premier temps, la mission irakienne du JSOC consiste à dénicher des armes de destruction massive, à traquer la garde rapprochée de

Saddam Hussein et à démontrer l'existence de liens entre Al-Qaïda et le régime baasiste. La force capture ses premiers prisonniers dans le but d'obtenir des renseignements qui pourraient faciliter l'une ou l'autre de ces missions. Elle applique sans retenue les méthodes musclées d'interrogatoire qu'on a perfectionnées dans les prisons secrètes et en Afghanistan.

Au fil des mois, cependant, les conjectures sur les armes de destruction massive et sur Al-Qaïda volent en éclats, si bien qu'on commence à orienter les interrogatoires vers le combat contre l'insurrection. La liste des cibles et des suspects déborde rapidement du simple jeu de cartes ne représentant que les hauts dirigeants du régime, pour devenir un véritable bottin répertoriant potentiellement une infinité de noms. «Ce que les Français avaient fait en Algérie, les Américains l'ont fait en Irak, en 2003», rappelle l'ex-*ranger* Exum. «Au début, on a une liste de 50 ou 200 noms. On passe à travers, puis, à la fin, on se retrouve avec une nouvelle liste de 3 000 noms.»

McChrystal accroîtra le rôle du JSOC dans le traitement des détenus, mais, à son arrivée en Irak en octobre 2003, le camp Nama est opérationnel depuis un certain temps déjà. Quelques semaines plus tôt, soit en août, la CIA, dont le bilan en matière de traitement des prisonniers est pourtant loin d'être reluisant, a été si indignée par la torture pratiquée au camp qu'elle a décidé d'en retirer ses interrogateurs (sans toutefois cesser de fournir des renseignements à la force opérationnelle). En fait, dans le mois qui a précédé la nomination de McChrystal au titre de commandant du JSOC, un enquêteur de l'armée de terre, des agents du renseignement et des responsables de l'application de la loi ont lancé des mises en garde à propos des sévices infligés aux détenus, laissant entendre que la force spéciale avait recours à des méthodes cruelles. En septembre, à la demande du «commandant de l'unité spéciale de la force opérationnelle», des instructeurs du programme SERE, dont le rôle officiel consiste à préparer les membres des forces armées à subir torture et captivité, sont arrivés au camp Nama.

Les membres de la force opérationnelle du JSOC ne considèrent pas le camp Nama comme une prison, mais comme un site voué à la collecte de renseignements. Ce terme offre une couverture à toutes les activités sordides qui s'y déroulent dans le plus grand secret. Le programme Copper Green, dans le cadre duquel la force opérationnelle est déployée, «peut autoriser toutes sortes de pratiques singulières qui non seulement s'écartent des pratiques militaires conventionnelles, mais contreviennent sans doute au droit et à la politique militaires», le tout «à l'initiative du sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement [Cambone]. On commet manifestement des actes criminels», s'indigne Horton, l'avocat des droits de la personne. «Dans ce régime d'exception du JSOC, ces pratiques sont pourtant autorisées, voire encouragées, par les officiers du camp, qui devraient normalement les interdire.»

En plus de la salle d'examen médical où l'on a traité Saddam Hussein à la suite de sa capture, le Battlefield Interrogation Facility du camp Nama comprend quatre salles d'interrogatoire. Pourvue de moquette, de tapis de prière, de canapés, de tables et de chaises, la «salle douce» est celle où l'on interroge les détenus de haut rang ou ceux qui acceptent de collaborer — et où on leur offre le thé. Plus grandes (environ deux mètres sur trois), la «salle bleue» et la «salle rouge» sont quant à elles dénuées d'ornements, et les murs de la première sont faits de contreplaqué peint en bleu. Ces pièces servent aux interrogatoires de moyenne intensité, lors desquels l'on applique en principe les techniques recommandées par le manuel de campagne de l'armée de terre des États-Unis. La «salle noire», enfin, est la plus grande (environ quatre mètres sur quatre). Il s'agit d'une ancienne chambre de torture de la dictature baasiste qu'on a maintenue telle quelle, avec ses crochets à viande pendant du plafond, prêts à servir de nouveau. Le JSOC y mène ses interrogatoires les plus musclés.

Les prisonniers sont trimballés d'une salle à l'autre selon leur degré de coopération avec les interrogateurs. «Il s'agit de montrer au détenu à quel traitement il aura droit s'il nous dit ce que nous voulons entendre», raconte

«Jeff Perry» (il s'agit d'un pseudonyme), ex-interrogateur au camp Nama ayant témoigné de son expérience à Human Rights Watch, et «ce qu'il subira s'il ne collabore pas. Il y a donc beaucoup de va-et-vient d'une salle à l'autre». Si l'on soupçonne un prisonnier d'avoir des renseignements sur Al-Zarqaoui, on l'emmène dans la salle noire. Cette dernière est aussi utilisée si «l'interrogateur a l'impression qu'un détenu lui ment ou que la conversation ne mène nulle part» ou s'il est «en colère contre [un captif] et souhaite le punir pour quelque raison», explique Perry.

À l'intérieur de la salle noire, les détenus se voient infliger l'ensemble des techniques du programme SERE, de même que certaines méthodes librement inspirées du Moyen Âge. «Murs, plancher et plafond étaient peints en noir. La porte était noire, tout était noir», décrit Perry. «Des haut-parleurs étaient disposés aux quatre coins de la pièce, près du plafond. Il y avait une petite table dans l'un des coins, et sans doute quelques chaises, mais, en général, personne ne s'asseyait dans la salle noire. On y restait debout, dans des positions inconfortables.» Musique tonitruante, lumière stroboscopique, châtiments corporels, manipulations de température, privation de sommeil, séances de 24 heures, eau glacée, positions douloureuses, humiliations à caractère souvent sexuel... Voilà ce que de nombreux prisonniers doivent endurer lors des interrogatoires. Il n'est pas rare qu'on les force à rester nus. Presque tous les gestes sont permis à l'encontre des détenus, tant qu'on respecte la devise «Pas de sang: pas de bavure». Mais même le sang finira par être toléré.

Un ancien prisonnier (le fils d'un garde du corps de Saddam Hussein) soutient qu'on l'a forcé à se déshabiller, qu'on lui a donné de nombreux coups à la colonne vertébrale jusqu'à ce qu'il s'évanouisse, et qu'on l'a aspergé d'eau froide et contraint de rester debout devant un conditionneur d'air en le frappant à l'estomac, jusqu'à ce qu'il vomisse. Des personnes ayant été détenues dans d'autres établissements rendent également compte de gestes haineux commis à leur encontre par des interrogateurs et des gardiens: sodomie à l'aide d'objets, passages à tabac, introduction d'eau

sous pression dans le rectum et manipulations alimentaires extrêmes (un détenu a été astreint au pain sec et à l'eau pendant plus de deux semaines).

Les membres de la force opérationnelle battent les prisonniers à coups de crosse de fusil et leur crachent au visage. L'un d'eux rapporte avoir entendu des interrogateurs se vanter d'«avoir flanqué toute une raclée à un détenu». Un ex-interrogateur raconte qu'un de ses collègues «s'est fait réprimander et a été affecté à du travail de bureau pour avoir uriné dans une bouteille et forcé un captif à en boire le contenu». Il arrive aussi que des agents interrompent un interrogatoire non musclé et se mettent à frapper ou à battre le prisonnier. À au moins une occasion, on a enlevé la femme d'un présumé insurgé qu'on traquait «afin de provoquer la reddition de la cible principale». Âgée de 28 ans, cette mère de trois enfants allaitait encore son bébé de six mois. «Tout indique que ces mauvais traitements faisaient partie d'une procédure standardisée, des "instructions permanentes d'opération"», conclut Human Rights Watch, qui a interviewé de nombreux membres de la force opérationnelle chargée du camp Nama.

Alors lieutenant-colonel de l'armée de l'air, Steven Kleinman arrive au camp Nama au début du mois de septembre 2003, au moment même où McChrystal prend le commandement du JSOC. Interrogateur d'expérience et instructeur du programme SERE de la JPRA, Kleinman croit que sa première mission en Irak consiste à observer et à analyser les interrogatoires dans le but de trouver des moyens de les rendre plus efficaces. Un an plus tôt, il s'est penché sur le programme en vigueur à Guantanamo, y constatant des «problèmes systémiques fondamentaux» qui nuisaient aux objectifs déclarés des interrogatoires. Mais les commandants du camp Nama ont d'autres plans en tête. Ils expliquent à Kleinman qu'ils éprouvent des difficultés à obtenir des renseignements fiables et exploitables de leurs prisonniers, et lui demandent de les aider, avec ses collègues, à appliquer les tactiques du programme SERE à leurs interrogatoires, bref, à infliger aux détenus du camp les méthodes de torture auxquelles les militaires américains apprennent à résister.

Kleinman admet que l'opération de renseignement est boiteuse, mais ne croit pas que le problème découle d'interrogatoires trop doux. Il constate une situation chaotique et un manque de rigueur dans la sélection des nouveaux détenus, dont certains n'ont aucune valeur en matière de renseignement. Quoi qu'il en soit, la force opérationnelle souhaite que Kleinman et ses collègues participent aux interrogatoires; bientôt, d'ailleurs, elle lui ordonne de le faire. Kleinman visite alors la salle noire du camp Nama: «Je suis entré dans cette salle d'interrogatoire toute peinte en noir où se trouvait un prisonnier éclairé par un spot. Derrière lui se tenait un gardien […] muni d'une barre de fer […] qu'il faisait claquer dans sa main», raconte-t-il. «L'interrogateur était assis sur une chaise, avec l'interprète à sa gauche et le détenu à genoux devant lui. […] Il a posé une question, que l'interprète a traduite, et le détenu a répondu. Une fois la réponse traduite, le gardien a frappé le prisonnier au visage. […] La même séquence s'est répétée à chaque question. À mes collègues, j'ai demandé quand avait commencé cette bastonnade. "Il y a environ 30 minutes", m'ont-ils répondu.»

Kleinman estime que le traitement infligé à ce prisonnier «contrevient directement aux Conventions de Genève et pourrait constituer un crime de guerre». Il signifie au commandant que l'unité spéciale se livre à des actes «illégaux», en violation systématique des Conventions de Genève. Le commandant reste de marbre, tout comme les membres de la JPRA qui accompagnent Kleinman. Il lui explique que ses agents ont été «autorisés à appliquer les méthodes du programme SERE» aux interrogatoires. Kleinman lui répond qu'il considère cette autorisation comme un «ordre illégal», ajoutant qu'il «ne compte pas du tout s'y soumettre» et que ses collègues «ne devraient pas le faire non plus». On lui objecte que ces prisonniers n'ont pas droit à la protection des Conventions de Genève parce qu'ils sont des «combattants illégaux». Et la torture continue.

Kleinman est aussi témoin du sort d'un détenu dont la force opérationnelle tente d'anéantir la résistance. Ses collègues décident de faire

croire à l'homme qu'il est libéré et l'emmènent à un arrêt d'autobus. Un moment plus tard, ils le capturent de nouveau et le ramènent au camp Nama. Le prisonnier «est littéralement transporté par deux gardiens jusqu'au bunker, non sans se débattre». C'est à ce moment que deux collègues de Kleinman prennent la relève. «Après l'avoir encagoulé et enchaîné aux poignets et aux chevilles, ils déchirent ses [vêtements] […] et ses sous-vêtements, lui retirent ses chaussures et se mettent à lui crier à l'oreille, en anglais, lui exprimant en gros […] à quel point il est un pauvre spécimen d'être humain. On force ensuite le détenu à rester debout dans cette position pendant 12 heures, qu'il implore ou non l'aide de ses geôliers. À moins qu'il ne s'évanouisse, les gardes sont tenus de ne pas répondre à ses demandes d'aide.»

Moins d'un mois après son arrivée au camp Nama, Kleinman se voit ordonner de quitter les lieux. Pour justifier ce renvoi, l'inspecteur général du Pentagone invoque «des frictions de plus en plus manifestes» entre la force opérationnelle et le lieutenant-colonel. Kleinman considère le mot «frictions» comme un euphémisme, car il croit sa vie menacée par les membres de la force opérationnelle, qui veulent lui faire payer le prix de sa dissidence. En aiguisant un couteau, un agent lui conseille de «ne dormir que d'un œil», car la force opérationnelle ne «cajole pas les terroristes», déclarera-t-il plus tard au Sénat.

La pratique de la torture au camp Nama s'explique aussi par le fait que les agents chargés de traquer les objectifs de grande importance ont accès aux prisonniers qu'ils capturent. On leur confie parfois même la tâche de mener l'interrogatoire, ce qui crée des situations où la rage du champ de bataille se transpose dans la salle où, désarmé, le détenu est questionné. «Lorsque tu es capturé sur un champ de bataille, tu te rends vite compte que le type qui vient de te prendre est furieux. Il est sorti victorieux de la fusillade, mais tu as tué certains de ses camarades, alors tu dois t'attendre à passer un mauvais quart d'heure. C'est aussi simple que ça», explique l'instructeur du programme SERE Malcolm Nance.

Perry se souvient d'un incident survenu peu de temps après son arrivée au camp et impliquant un présumé financier d'Al-Zarqaoui qu'on venait de capturer. L'homme, disait-on, refusait de collaborer avec ses interrogateurs. «Je ne participais pas à l'interrogatoire. Je ne faisais qu'observer. […] Il y avait dans le camp une espèce de cour en terre boueuse où se trouvait un tuyau d'arrosage», raconte-t-il: «On l'a complètement déshabillé, on l'a poussé dans la boue et on s'est mis à l'arroser avec de l'eau glacée, en plein mois de février, lors d'une nuit très froide. […] On l'a [ensuite] tiré de là et placé devant un conditionneur d'air. Il faisait très froid, c'était glacial, puis on l'a renvoyé dans la cour de boue pour l'arroser de nouveau. On a répété ça toute la nuit. Tout le monde le savait. Les gens passaient, le sergent-major et tous les autres, et j'étais l'un de ceux qui allaient et venaient, constatant comment on s'y prenait avec les détenus.»

Un jour, Perry voit un agent des SAS britanniques, non autorisé à mener des interrogatoires, battre un détenu avec acharnement. Avec un autre soldat, l'interrogateur finit par intervenir. Dès l'été 2003, la station de la CIA à Bagdad se plaint au siège de Langley du fait que les forces spéciales font preuve d'une trop grande brutalité envers les détenus. L'avocat général de l'agence, Scott Muller, déclare que les techniques appliquées au camp Nama sont «plus brutales» que celles qu'utilise la CIA.

La force opérationnelle transporte les nouveaux détenus au camp Nama dans des hélicoptères banalisés. Les prisonniers sont vêtus de combinaisons bleues et, pendant le voyage, doivent porter des lunettes opaques. Au camp, les interrogateurs appliquent une «procédure d'autorisation», un programme informatique qui leur permet de déterminer quelle méthode convient à un prisonnier. En principe, la décision de mener un interrogatoire musclé doit être approuvée par un supérieur. «Je n'ai jamais vu de feuille non signée. Le commandant, quel qu'il soit, acquiesçait à toutes les demandes», se souvient Perry.

Quand Perry et une poignée de ses collègues commencent à faire part à leurs supérieurs de leur malaise devant ce qui se déroule sous leurs yeux,

ceux-ci font venir des avocats militaires du Judge Advocate General's Corps (JAG Corps, corps du juge-avocat général), qui les informent de la différence entre combattants illégaux et prisonniers de guerre ainsi que du vide juridique qui en découle. Selon ces juristes, «nous n'étions pas tenus de respecter les Conventions de Genève, car nos captifs n'étaient pas des prisonniers de guerre», affirme Perry.

Tous les membres de la force opérationnelle doivent signer une entente de confidentialité. De nombreux interrogateurs se font dire que la Maison-Blanche et Rumsfeld surveillent leur travail de près. À plus d'une occasion, Perry constate la présence de McChrystal au camp Nama. On laisse entendre aux employés que les hautes sphères approuvent leurs techniques, car ils ne sont «qu'à quelques échelons du Pentagone dans la chaîne de commandement». Les commandants de la force opérationnelle, poursuit Perry, informent directement la Maison-Blanche ou le Pentagone de l'avancée des interrogatoires, en particulier lorsqu'il est question de renseignements concernant Al-Zarqaoui: «Rumsfeld est au courant. Tel ou tel rapport est sur son bureau depuis ce matin», disent-ils aux interrogateurs. «C'est très stimulant pour des gens qui travaillent 14 heures par jour. Eh! les gars, nous avons accès à la Maison-Blanche!» ajoute Perry. «Quand c'est le président des États-Unis qui impose la cadence, ça donne Abou Ghraib, les mauvais traitements. La communauté du renseignement se défile à tel point qu'on croirait que personne n'a jamais subi de "mauvais traitements" de la part des forces armées américaines», explique Malcolm Nance.

Le major général Keith Dayton, commandant du groupe d'inspection de l'Irak chargé dès juin 2003 de la chasse aux armes de destruction massive, qualifie la situation qui règne au camp Nama de «catastrophe imminente». Il presse l'inspecteur général du Pentagone d'«imposer des normes à cet endroit afin de nous éviter des problèmes et de voir à ce que ces personnes soient traitées convenablement». Des détenus du camp Nama transférés dans des prisons militaires ordinaires montrent des signes de «brûlures graves» ou ont deux yeux au beurre noir, «le dos presque brisé» ou «de

multiples contusions au visage», raconte Dayton. Des soldats et des employés du camp Cropper, situé près du camp Nama, déclareront sous serment que les détenus qu'on leur a confiés, capturés et interrogés par la force opérationnelle et la Navy SEAL Team 5, présentaient des signes manifestes de sévices corporels.

En décembre 2003, une note interne du Pentagone fait la mise en garde suivante: «Manifestement, il faudrait modérer les ardeurs de [la force opérationnelle] en ce qui concerne son traitement des détenus.» Pourtant, torture et mauvais traitements continuent de plus belle, en particulier lorsqu'on présume que le prisonnier dispose de quelque information sur Al-Zarqaoui ou son réseau. Tous les interrogatoires visent l'obtention des renseignements qui justifieront le prochain raid, la prochaine frappe, la prochaine capture, le prochain attentat.

En février 2004, le CICR publie un rapport dévastateur sur les arrestations de masse en Irak. On y lit que «plus de 100 "détenus de grande importance" ont été placés près de 23 heures par jour en isolement cellulaire dans les cachots en béton dépourvus de lumière» de la section de l'aéroport de Bagdad qui leur est réservée. Sans nommer précisément la force opérationnelle, le rapport décrit les raids ayant mené à la capture d'un très grand nombre d'Irakiens. Les soldats font irruption dans une maison,

> généralement à la nuit tombée, en défonçant les portes. Ils réveillent brusquement les occupants, aboient des ordres et enferment les membres de la famille dans une pièce, sous bonne garde, pendant qu'ils fouillent les lieux en brisant d'autres portes, des meubles et divers objets. Ils saisissent ensuite leurs suspects, leur attachant les mains avec des menottes en plastique et les encagoulant, et les emmènent. Parfois, ils arrêtent tous les hommes adultes se trouvant dans la maison, y compris les vieillards, les handicapés et les malades. Souvent, ils bousculent les habitants, les insultent, les tiennent en joue, les frappent avec leurs fusils. Il est rare que les captifs soient autorisés à se changer au moment de leur arrestation (ils sont parfois en pyjama ou en sous-vêtements), et on les prive de la possibilité d'emporter quelques effets personnels, comme des vêtements, des produits d'hygiène, des médicaments ou des lunettes.

Le rapport cite des «agents du renseignement militaire» selon lesquels «de 70 % à 90 % des Irakiens arrêtés l'ont été par erreur». Les données de la Croix-Rouge font écho à celles du rapport confidentiel préparé pour les généraux américains, où l'on craint que les sévices infligés aux détenus et

les arrestations de masse ne laissent aux Irakiens l'impression que les États-Unis et leurs alliés se comportent comme des voyous.

Quand on autorise enfin la tenue d'une enquête militaire sur ces agissements, les employés du camp Nama profèrent des menaces à l'endroit des agents des forces armées chargés de l'enquête, confisquent les clés des véhicules des interrogateurs de la DIA et «ordonnent» à ces derniers de ne rien dévoiler à quiconque. Le 25 juin 2004, le vice-amiral Lowell Jacoby, alors directeur du renseignement militaire, fait parvenir à Stephen Cambone une note de deux pages où il présente les doléances du personnel de la DIA dépêché au camp Nama. Un interrogateur ayant photographié des détenus blessés s'est fait confisquer ses photos, tandis que d'autres déplorent qu'on leur ait interdit de quitter les lieux sans permission, même pour une coupe de cheveux, et de parler à des tiers. Ils racontent aussi qu'on les a menacés et qu'on a intercepté leurs courriels. Malgré tous ces efforts visant à en empêcher la divulgation, l'information sur les mauvais traitements infligés aux prisonniers finira néanmoins par filtrer jusqu'aux parlementaires.

Le 26 juin 2004, sous la pression de quelques parlementaires, Stephen Cambone, qui, dans les faits, a autorisé par l'entremise de sa SSB les méthodes musclées d'interrogatoire en vigueur au camp Nama, fait parvenir une lettre manuscrite à son adjoint, le lieutenant général Boykin. «Faites immédiatement la lumière sur cette affaire. J'aimerais savoir en particulier si ces pratiques font partie des habitudes de la force opérationnelle 6-26», écrit-il. Selon un assistant de Boykin, «à ce moment, [mon supérieur] a dit à Cambone qu'il n'avait constaté aucune habitude d'inconduite chez les membres de la force opérationnelle».

Malgré toutes les dénonciations, un rapport officiel des forces armées sur les allégations de sévices qu'auraient commis des intervenants du camp Nama et d'autres établissements conclut que les prisonniers mentent lorsqu'ils affirment avoir été torturés. Les accusations d'inconduite contre des membres de la force opérationnelle sont examinées en interne au lieu de passer par la procédure disciplinaire habituelle. Le jour où un agent de la

division des enquêtes criminelles de l'armée de terre tente d'enquêter sur un cas de mauvais traitements infligés à un détenu, ses supérieurs mettent un terme à ses démarches, car, selon eux, «le sujet de l'enquête est un membre de la force opérationnelle 6-26», dont l'officier de la sécurité «a pleine juridiction en la matière».

Au total, 34 membres de la force opérationnelle seront simplement «punis» pour inconduite, et au moins 11 seront démis de leurs fonctions. En 2006, Human Rights Watch révélera qu'«un faible nombre de membres de la force opérationnelle ont fait l'objet de mesures disciplinaires, sans toutefois être traduits devant une cour martiale. On rapporte cependant que cinq *rangers* ont été condamnés par la cour martiale pour mauvais traitements infligés à des détenus», mais «n'ont été condamnés qu'à des sentences de six mois ou moins. Rien n'indique que des officiers supérieurs [aient été] tenus criminellement responsables, malgré de forts indices de leur culpabilité».

Un interrogateur de l'armée de l'air ayant travaillé avec la force opérationnelle du JSOC chargée de traquer Al-Zarqaoui affirme n'avoir «constaté aucun contrôle des opérations de capture et d'assassinat». Il dit avoir été témoin de plusieurs cas de mauvais traitements, auxquels il a mis un terme avant d'en informer la chaîne de commandement. «Personne n'a eu de comptes à rendre pour les accrocs que j'ai rapportés. Dans un cas, un interrogateur a simplement été rappelé d'une mission éloignée avant d'être remis au travail à la prison principale. On avait pour priorité le secret absolu. Mon impression générale, c'est qu'on tolérait des entorses occasionnelles à la loi tant que la presse n'en apprenait rien.»

Au camp Nama, les mauvais traitements et la torture ne relèvent pas de l'exception, mais sont plutôt la règle, voire un modèle à imiter. Quand le gouvernement américain décidera de se pencher sur les circonstances ayant rendu possibles les horreurs infligées aux détenus d'Abou Ghraib, l'enquête révélera que les gestionnaires de la prison se sont inspirés des pratiques en vigueur au camp Nama, à Guantanamo et à Bagram, en Afghanistan. Et

quand les forces armées américaines prendront en main la prison d'Abou Ghraib pour transformer ce centre de torture de l'ère Saddam Hussein en authentique goulag, elles appliqueront telles quelles les instructions permanentes de la force opérationnelle, se limitant à en modifier l'en-tête.

Le scandale d'Abou Ghraib éclate en avril 2004, alors que les grands médias publient des photos exposant les mauvais traitements, l'humiliation et la torture systématiquement infligés aux personnes incarcérées par les militaires américains: pyramides de détenus empilés les uns sur les autres, chiens agressifs menaçant des prisonniers tremblants d'effroi, fausses exécutions, etc. Le major général Antonio Taguba mène une enquête, documentant les preuves de gestes encore pires que ceux que les médias ont mis au jour, mais la Maison-Blanche attribue les mauvais traitements et la torture à quelques «pommes pourries». Ainsi, on ne connaîtra jamais l'ensemble des atrocités commises à Abou Ghraib et dans les autres prisons américaines d'Irak.

Mais on peut être absolument certain d'une chose. Au lendemain du 11-Septembre, certaines méthodes étaient encore considérées comme la chasse gardée des forces les plus obscures des États-Unis, et leur mise en œuvre exigeait l'approbation préalable des plus hautes sphères du pouvoir. Depuis ce temps, elles sont devenues la norme en matière de traitement des détenus capturés en masse sur un vaste champ de bataille.

*

* *

D'août 2002 à février 2003, le jeune capitaine Fishback, diplômé de West Point en 2001, participe à une mission de combat du 82^{e} régiment aéroporté en Afghanistan. Vers la fin de l'année 2003, il est envoyé en Irak, où il est rattaché à la base d'opérations avancée Mercury. Au cours de ses séjours dans ces deux pays, il constate que les tactiques employées dans les prisons secrètes se généralisent aux prisons et aux sites des forces armées conventionnelles. Le 7 mai 2004, il écoute le témoignage de Rumsfeld au

Congrès. Le secrétaire à la Défense affirme que les États-Unis respectent les Conventions de Genève en Irak, et l'«esprit» de celles-ci en Afghanistan. Ces propos ne correspondent pas aux observations de Fishback, qui entreprend alors de trouver des réponses en sondant sa chaîne de commandement. «Pendant 17 mois, j'ai tenté de déterminer quelles normes s'appliquaient au traitement des détenus. Pour ce faire, j'ai lu une multitude de rapports officiels et consulté ma chaîne de commandement, contactant mon chef de bataillon, des avocats du JAG Corps, des parlementaires républicains et démocrates, leurs adjoints, le bureau de l'inspecteur général de Fort Bragg, le secrétaire de l'armée de terre, un interrogateur professionnel de Guantanamo, l'adjoint du directeur du département de West Point où l'on enseigne la doctrine de la guerre juste et le droit des conflits armés, ainsi que de nombreux collègues que je considère comme intègres et intelligents», explique Fishback. «Je n'ai pas réussi à obtenir de réponses claires et cohérentes de mes supérieurs à propos de ce qui constituerait un traitement légitime, humain, des détenus. J'ai la certitude que cette confusion a contribué à la généralisation d'une vaste gamme de mauvais traitements, dont les menaces de mort, les passages à tabac, les fractures osseuses, les meurtres, l'exposition aux éléments, l'imposition d'efforts physiques extrêmes, les prises d'otages, les mises à nu, la privation de sommeil et d'autres traitements dégradants. Avec les troupes dont j'assumais le commandement, j'ai été témoin de certains de ces sévices, tant en Afghanistan qu'en Irak.»

Lorsqu'il se met à poser des questions sur la torture et les mauvais traitements qu'il a pu observer, Fishback est ostracisé par les militaires. On le confine à Fort Bragg, qu'il se voit interdire de quitter pour assister à une réunion prévue à Capitol Hill. «Certains ne voient pas la nécessité d'une [enquête]. Comme nos gestes ne sont pas aussi horribles que ceux d'Al-Qaïda, soutiennent-ils, nous ne devrions pas nous en faire. Depuis quand les États-Unis mesurent-ils leur moralité à l'aune d'Al-Qaïda?» écrit Fishback dans une lettre aux sénateurs républicains Lindsey Graham et John McCain. Ses protestations susciteront à peine quelques haussements de sourcils.

À l'été 2004, McChrystal déménage officiellement sa force opérationnelle à la base aérienne de Balad, située quelque 65 kilomètres au nord de Bagdad. Mais la création de ce nouveau centre d'interrogatoire ne mettra pas fin aux mauvais traitements.

Le commandant du JSOC refuse catégoriquement d'admettre que ses subalternes du camp Nama «ont ordonné à leurs hommes de maltraiter les prisonniers», et affirme que tous les sévices constatés résultaient de «fautes disciplinaires» commises individuellement par des membres de la force opérationnelle. Les allégations de torture systématique au camp Nama sont fausses, prétend-il. «Rien de tel n'a existé avant mon entrée en fonction, pendant que j'étais en poste et après mon départ», écrira-t-il dans ses mémoires.

Chapitre 13

L'Étoile de la mort

IRAK, 2004 — Balad est une imposante base aérienne érigée sous le règne de Saddam Hussein et dotée de services et d'infrastructures modernes. Le centre de capture et d'assassinat qu'y a établi le JSOC est un microcosme de l'appareil de sécurité nationale des États-Unis tel que le conçoivent Rumsfeld et Cheney: tous les services et agents du renseignement sont subordonnés aux équipes de tueurs, composées de guerriers des forces spéciales et dirigées par la Maison-Blanche et le secrétaire à la Défense. Cette initiative sera plus tard saluée par McChrystal et d'autres comme une opération conjointe sans précédent, mais en réalité, il s'agit d'une pièce entièrement mise en scène par le JSOC, où tous les autres acteurs jouent un rôle de soutien. Le journaliste Mark Urban, qui a côtoyé les commandos britanniques ayant collaboré avec la force opérationnelle de McChrystal, raconte que certains agents du JSOC surnomment le centre d'opérations de Balad «l'Étoile de la mort, "parce qu'on n'avait qu'à lever le petit doigt pour y donner la mort". D'autres, qui ont regardé en direct les images, captées par des caméras munies d'intensificateurs d'image, du nuage blanchâtre provoqué par leurs bombes de 230 kilos, ont parlé de "télé de la mort"». Le centre de commandement du JSOC est communément appelé «l'usine» ou «l'atelier». Pour sa part, McChrystal se plaît à le nommer «la machine».

Vers le milieu de l'année 2004, le rythme des opérations du JSOC s'intensifie de manière spectaculaire. Le centre bénéficie également des services d'agents de liaison de la CIA, de techniciens de satellites de la National Geospatial-Intelligence Agency (Agence nationale du renseignement géospatial), d'experts en surveillance de la NSA et, pour faire bonne mesure, de «spécialistes» de l'Irak du département d'État. Un réseau créé par la NSA, le Real Time Regional Gateway (Portail régional en temps réel), permet aux agents qui, lors de raids, ont saisi des objets susceptibles de fournir des renseignements — par exemple, la liste de contacts du téléphone portable d'un terroriste, des reçus pour l'achat de matériel de fabrication de bombes ou même le portable de terroristes géolocalisés — de transmettre leurs précieuses données aux différents nœuds répartis dans tout le réseau», rapporte Spencer Ackerman, du magazine *Wired*. «Il pouvait arriver qu'un analyste évalue mal l'importance d'un objet donné. Mais quand le JSOC a commencé à recourir au *crowdsourcing* [collecte de renseignements auprès du public], il a pu se faire une image plus exhaustive de l'ennemi qu'il combattait, et dont il calquait les méthodes.» Concrètement, le JSOC est dorénavant apte à manipuler le renseignement pour mener la lutte secrète qui s'inscrit dans la vaste guerre qui fait rage.

En avril 2004, Rumsfeld s'acharne à répéter que l'insurrection irakienne est menée par des partisans désespérés du régime de Saddam Hussein. Après l'assassinat de quatre agents de la firme de mercenaires Blackwater lors d'une embuscade perpétrée à Falloujah le 31 mars 2004, Bush lance une attaque massive de représailles contre cette ville. «Donnez-vous à fond!», «Tuez-les!» ordonne-t-il aux commandants américains. Insensible au fait que le soulèvement de Falloujah a été provoqué par le siège de cette ville par les Américains, lors duquel un nombre disproportionné de civils sont morts, Rumsfeld fulmine: «Nous ne laisserons pas des voyous, des assassins et d'anciens hommes de main de Saddam Hussein […] s'opposer à la paix et à la liberté.» Dans le contexte créé par l'occupation américaine, de nouvelles cellules militantes surgissent chaque semaine, et la force

opérationnelle a du mal à les repérer et encore plus à suivre leur trace. La stratégie américaine qui prend forme consiste à élargir la définition d'«insurgé» et à livrer une guerre sans merci à tout militant présumé. «Les Américains refusaient complètement d'admettre la présence d'une insurrection», se rappelle un agent du renseignement britannique. «Leur arrogance et leur orgueil […] étaient sidérants.»

Début avril 2004, un jeune homme d'affaires américain du nom de Nicholas Berg est porté disparu à Bagdad. Comme des dizaines de milliers de ses compatriotes, Berg est venu en Irak pour tirer profit du boom qui a suivi l'invasion. Comme il n'y avait pas encore de véritable réseau de téléphonie mobile en Irak sous le régime baasiste, Berg espère faire de gros sous à ériger des tours de retransmission. Son rêve connaîtra une fin abrupte. Le 8 mai 2004, une patrouille de l'armée américaine retrouve son cadavre décapité sur un pont de Bagdad. Trois jours plus tard, une vidéo intitulée «Abou Moussab Al-Zarqaoui abat un Américain» est diffusée sur internet. Dans l'enregistrement, Berg est vêtu d'une combinaison orange semblable à celles que portent les prisonniers de Guantanamo. Le jeune juif américain fait une brève déclaration où il s'identifie, avant d'être empoigné par des hommes masqués brandissant leurs armes. Deux d'entre eux clouent Berg au sol pendant qu'un autre lui tranche la tête avec un couteau. Un des individus clame «*Allah akbar*» (Dieu est le plus grand) pendant qu'un autre présente la tête à la caméra. Le narrateur de la vidéo déclare: «Sachez que la dignité des hommes et des femmes musulmans, dans la prison d'Abou Ghraib et ailleurs, ne peut être rachetée que par le sang et les âmes. Tout ce que vous recevrez de nous, ce sont des cercueils, beaucoup de cercueils.» «D'autres Américains seront abattus de la même manière», avertit-il, ajoutant: «Comment un musulman libre peut-il dormir en paix quand il voit l'islam violé et sa dignité meurtrie à travers ces images déshonorantes, ces nouvelles empreintes d'un mépris diabolique à l'égard des musulmans — hommes et femmes — en provenance de la prison d'Abou Ghraib?» La

voix du narrateur sera plus tard identifiée par le renseignement américain comme étant celle d'Al-Zarqaoui.

Bien qu'elle vise d'abord à servir son propos, l'allusion d'Al-Zarqaoui à la torture pratiquée à Abou Ghraib interpelle les Irakiens qui, y ayant survécu, ont pu raconter les supplices subis dans cette prison ou dans d'autres établissements aussi sinistres. Nul doute que ces actes attisent l'insurrection. Selon Malcolm Nance, ancien instructeur du programme SERE ayant travaillé en Irak au cours de cette période, il est évident que les mauvais traitements infligés aux détenus par les agents américains ont favorisé le recrutement de nouveaux membres par les groupes terroristes. Selon Nance, ces prisons sont devenues une sorte d'«université du djihad offrant une formation en attentats suicides». «Les pires éléments s'y trouvent mêlés à des types qui n'ont jamais pensé à rallier le djihad; comment s'étonner que les gars qui sont relâchés forment une pépinière de kamikazes?»

L'assassinat de Berg par Al-Zarqaoui fournit à l'administration Bush une belle occasion de détourner l'attention prêtée aux «partisans désespérés du régime» qu'elle accusait d'orchestrer les actes de violence en Irak pour mettre plutôt l'accent sur les terroristes d'Al-Qaïda. D'autre part, la lumière braquée sur Al-Zarqaoui lui apporte notoriété et reconnaissance, et l'aide à amasser de nouveaux fonds pour son réseau, jusqu'alors peu connu. Une bonne partie de cet argent provient de riches Saoudiens, Syriens et Jordaniens. Bien qu'il ait été détecté depuis un moment par le radar du JSOC, le terroriste jordanien devient une véritable aubaine dans la campagne de propagande de l'administration Bush, car il «prouve» que la résistance en Irak est menée par Al-Qaïda. «L'assassinat de Nicholas Berg a catapulté instantanément Al-Zarqaoui sous les projecteurs des médias», se rappelle Richard Rowley, un journaliste indépendant ayant séjourné longuement en Irak durant cette période, notamment dans les bastions d'Al-Zarqaoui. Il ajoute: «Le gouvernement américain a sauté sur l'occasion de présenter publiquement l'insurrection comme l'œuvre d'extrémistes étrangers. Elle a

fait d'Al-Zarqaoui l'insurgé le plus recherché en Irak, a offert une prime de 20 millions de dollars pour sa capture et lui a rétroactivement attribué l'orchestration de pratiquement tous les attentats terroristes perpétrés en Irak. Al-Zarqaoui a remplacé Saddam Hussein comme cible officielle prioritaire de la campagne américaine. L'attention des États-Unis a profité à Al-Zarqaoui, dont l'influence dans l'insurrection a été amplifiée, ce qui a permis à la Maison-Blanche de justifier l'opération militaire la plus sanglante de toute la guerre.»

Cette opération se déroulera en novembre 2004 à l'occasion du deuxième siège de la ville de Falloujah, devenue un puissant symbole de la résistance à l'occupation américaine. Éclatera ensuite une guerre civile sanglante en Irak. Al-Zarqaoui déclarera la guerre aux chiites alors que, de leur côté, les États-Unis créeront leurs propres escadrons de la mort, constitués de chiites.

Au cœur de la contribution américaine à la guerre civile en Irak se trouvent deux hommes. L'un d'eux est le général David Petraeus, qui entretient des liens étroits avec la Maison-Blanche, tout particulièrement avec Dick Cheney, et que Rumsfeld a placé en juin 2004 à la tête du Multi-National Security Transition Command-Iraq (Commandement multinational chargé de la transition vers la sécurité en Irak). L'autre est le colonel à la retraite James Steele, ancien cadre chez Enron, à qui Wolfowitz a confié une importante mission en Irak.

Bien qu'Enron ait été un important supporter de la campagne de Bush, ce ne sont pas les fonctions que Steele a exercées dans cette entreprise qui l'amènent en Irak. Il détient une impressionnante feuille de route en matière de «guerres sales» orchestrées par les États-Unis en Amérique centrale. À titre de colonel des *marines* au milieu des années 1980, il a été l'un des agents principaux de la contre-insurrection dans la guerre sanglante soutenue par les États-Unis au Salvador, dirigeant un groupe de conseillers américains chargés de superviser l'aide militaire de Washington et la formation des unités de l'armée salvadorienne combattant la guérilla du

Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN). Vers la fin des années 1980, lors de l'enquête sur l'affaire Iran-Contra, Steele est appelé à témoigner à propos de son implication dans la livraison illégale d'armes aux escadrons de la mort de la Contra nicaraguayenne, pilotée par Oliver North.

Steele et Petraeus jouent un rôle central dans un programme appelé «salvadorisation de l'Irak», ou simplement «option salvadorienne». Les deux hommes mettent sur pied des unités spéciales irakiennes vouées à la contre-insurrection, mais qui ne tarderont pas à se transformer en escadrons de la mort n'ayant de comptes à rendre à personne. «Nous allons frapper ces gens et leur donner une leçon qu'ils ne sont pas près d'oublier», lance le ministre irakien de la Défense, Hazim Al-Shaalan, le jour où le premier bataillon de 600 hommes des forces spéciales irakiennes se jette dans la mêlée, en juin 2004. «Les Américains et les forces alliées s'imposent des restrictions que nous n'avons pas. C'est notre pays, notre culture, et nos lois diffèrent des vôtres.» Indigné par un autre attentat suicide perpétré quelques jours plus tard, Al-Shaalan déclare: «Nous allons leur couper les mains et leur trancher la tête.»

De son côté, Steele travaille à créer un commando spécial de policiers, qui se fera connaître sous le nom de Wolf Brigade, constitué de membres de l'ancienne garde républicaine et des forces spéciales du ministre de l'Intérieur sous Saddam Hussein. Selon un article de Peter Maass paru en 2005 dans le *New York Times,* Petraeus n'apprend pas immédiatement l'existence de cette force; quand il la découvre, il visite sa base située dans la zone verte, invite ses membres à prendre part à l'un de ses célèbres concours de pompes, et c'est tout. «Non seulement offrait-il son soutien à une nouvelle formation militaire, mais il adoptait une nouvelle stratégie», rapporte Maass. «Les durs du passé allaient contribuer à façonner l'avenir du pays. En assurant Steele de son appui, Petraeus a décidé qu'on allait accorder aux commandos toutes les armes, les munitions et la logistique qu'ils réclamaient.» Après la défaite d'Iyad Allaoui, premier ministre par intérim d'origine sunnite, lors de l'élection de janvier 2005, des membres

de la milice chiite prennent la relève de la Wolf Brigade, avec l'appui de Petraeus. Une vague de violence indescriptible déferle alors sur l'Irak.

*

* *

Le centre de commandement de McChrystal à Balad est maintenant sur pied et fonctionne à un rythme convenable. «On a perdu des mois cruciaux pendant que la direction du Pentagone refusait d'admettre la réalité de l'insurrection. Cette dernière a subi une mutation au début de l'année de 2004, et McChrystal est l'un des rares à avoir compris la situation et l'urgence de prendre le dessus», observe le journaliste Mark Urban. «Des équipes de chaque agence de renseignement se sont établies à Balad. Dès qu'elles ont commencé à lui transmettre de l'information, McChrystal l'a compilée dans un intranet du JSOC semblable à celui qu'il avait créé en Afghanistan, ce qui allait permettre aux experts de la brigade antiterroriste de la partager partout sur la planète.» Urban ajoute: «La Rome antiterroriste de McChrystal ne pouvait se bâtir en un jour. Il lui faudrait une bonne partie de 2004 pour prendre forme.»

Maintenant que Saddam Hussein est derrière les barreaux et que la force opérationnelle du JSOC, munie d'une liste d'objectifs de grande valeur, se fraie un chemin sanglant en Irak, McChrystal et McRaven entreprennent de rediriger les efforts de cette brigade vers l'Afghanistan et la traque d'Oussama Ben Laden. «S'il existe quelqu'un d'assez malin et habile pour attraper [Ben Laden], c'est bien McRaven, avec les gars de la force Delta et de la Navy SEAL Team 6 qui sont maintenant sous ses ordres», affirme le général Downing en 2004. La déclaration de Downing à propos de McRaven et de la Team 6 frappant Ben Laden s'avérera prophétique, mais le général ne le saura jamais, car il meurt en 2007. L'Irak est livré aux flammes de multiples insurrections, largement alimentées par l'invasion et l'occupation américaines, les mauvais traitements et la torture infligés aux prisonniers et l'impression très répandue parmi de larges pans de la

population que les États-Unis sont un ennemi qui se moque du droit de la guerre. Al-Zarqaoui et son réseau se renforcent et font de la présence d'Al-Qaïda en Irak, qui n'était auparavant que duperie, une réalité sanglante. McChrystal et ses sbires mettront beaucoup de temps à traquer, à débusquer et, finalement, à éliminer Al-Zarqaoui. Mais l'Afghanistan et le Pakistan les sollicitent également.

Chapitre 14

«La meilleure technologie, les meilleures armes, les meilleurs combattants – et de l'argent à profusion»

Afghanistan, Irak, Pakistan, 2003-2006 — En Afghanistan, comme en Irak, le JSOC se livre à des enlèvements et tient à jour une liste de cibles à capturer ou à éliminer. Connue sous le nom de «liste mixte de résultats prioritaires», celle-ci n'inclut d'abord que les dirigeants talibans et les chefs d'Al-Qaïda, mais, dans les années qui suivent, tandis que s'intensifie la résistance en Afghanistan, elle prendra de l'ampleur, atteignant bientôt plus de 2 000 noms. Le JSOC, dont la liste d'«insurgés» irakiens à faire disparaître ne cesse de se renouveler et de s'allonger, se retrouve au cœur d'une guérilla où les plus redoutables guerriers américains se battent contre des Afghans qui n'avaient jusqu'alors aucune complicité avec Al-Qaïda ou les talibans.

Anthony Shaffer, officier de haut rang du renseignement militaire américain, arrive en juillet 2003 en Afghanistan, où il travaille avec l'équipe responsable de la traque des chefs d'Al-Qaïda, des talibans et du Hezb-i-Islami Gulbuddin, un mouvement militant associé à Al-Qaïda. Shaffer débarque au pays sous une fausse identité, muni d'un numéro de sécurité sociale, d'un permis de conduire, de cartes de crédit et d'un passeport au nom de Chris Stryker, inspiré de John Stryker, personnage qu'incarne John Wayne dans le film *Iwo Jima*, sorti en 1949. Shaffer se trouve de précieux alliés parmi les ninjas du JSOC qui reviennent en Afghanistan pour participer

à la traque de Ben Laden, du mollah Mohamed Omar et d'autres dirigeants d'Al-Qaïda et des talibans, une campagne orchestrée à partir de la base aérienne de Bagram. Lorsque les membres de la force opérationnelle «ont commencé à fréquenter la base de Bagram, son tissu même a changé. Ils y ont insufflé une énergie presque surréaliste», raconte Shaffer. «À un moment donné, on voyait presque toutes les demi-heures des C-17 lourdement chargés atterrir à la base, rester une heure, le temps du déchargement, puis redécoller avec fracas. Je voyais des palettes et des palettes d'équipement acheminées par ces avions, soigneusement alignées et contenant assez de matériel technologique de pointe pour faire fonctionner un pays.» Au dire de Shaffer, le nombre de commandos et d'employés de soutien affectés aux campagnes de capture et d'assassinat des objectifs de grande importance a «gonflé»: tandis que la force opérationnelle d'origine «était une unité restreinte d'environ 200 personnes», la nouvelle unité en emploie «plus de 2 000». Toujours selon Shaffer, la force du JSOC possède «la meilleure technologie, les meilleures armes, les meilleurs combattants — et de l'argent à profusion».

Après avoir envahi Bagram, le JSOC s'érige sans tarder un important poste stratégique, constitué d'un ensemble d'abris en contreplaqué et de tentes remplissant de multiples fonctions, des casernes aux bureaux du renseignement. Au cœur de la base se trouve le centre des opérations tactiques, aménagé dans une immense tente. Tout comme son jumeau établi à Balad, en Irak, on le surnomme l'Étoile de la mort. À partir de sa nouvelle base, le JSOC s'efforce de traquer les hommes les plus recherchés en Afghanistan en vue de les capturer ou de les assassiner. Des Navy SEAL barbus vont et viennent dans la base, habillés en civil, et très peu portent un insigne permettant de les identifier. L'attitude des agents du JSOC cadre mal avec celle des Bérets verts et des autres agents «ordinaires» des forces spéciales, qui ont passé des années à tenter de se bâtir un réseau de contacts locaux en parcourant le territoire inhospitalier de l'Afghanistan. Contrairement aux Bérets verts, le JSOC n'est pas là pour conquérir le cœur

et l'esprit du peuple afghan. Il ne s'agit plus d'une mission à saveur anthropologique, mais d'une force vouée à la chasse à l'homme, voire d'une véritable machine à tuer.

Peu après l'entrée en fonction de McChrystal à la tête du JSOC, Shaffer le rencontre à plusieurs reprises en Afghanistan pour le mettre au parfum. Cherchant à obtenir l'autorisation de mener des opérations en territoire pakistanais pour traquer les agents d'Al-Qaïda dans leurs repaires, Shaffer fait valoir que «le renseignement indique que la plupart des dirigeants se trouvent probablement au Pakistan à l'heure actuelle». Son supérieur lui répond que, «pour l'instant, c'est impossible. À vrai dire, et que cela reste entre nous, McChrystal essaie d'obtenir cette autorisation, [mais] le CENTCOM et le Pentagone nous ont demandé de rester de ce côté-ci de la frontière». C'est sans compter la détermination de McChrystal.

*

* *

Le parcours de la CIA au Pakistan est souvent tortueux, et ce, depuis longtemps. Toutefois, surtout depuis le 11-Septembre, l'Inter-Services Intelligence (ISI, Direction pour le renseignement inter-services du Pakistan) a fini par accepter que les employés de l'agence empiètent sur son territoire. S'il arrive aux deux entités de collaborer, elles cherchent la plupart du temps à se mettre des bâtons dans les roues. De son côté, l'organisation pakistanaise tente de garder la trace de tous les agents américains en poste au Pakistan. La CIA et l'ISI entretiennent donc une relation fondée sur la méfiance, la malhonnêteté, la duperie et, finalement, la nécessité. En octobre 2001, lors de l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis, laquelle force les dirigeants talibans et les chefs d'Al-Qaïda à prendre la fuite, les régions tribales du Pakistan deviennent la principale cible des opérations antiterroristes menées par Washington. Dans le cadre de certaines missions, telle la capture d'individus soupçonnés d'avoir joué

un rôle dans les attentats du 11 septembre, l'ISI et la CIA travaillent de concert. Selon le JSOC, toutefois, cette collaboration nuit aux États-Unis, qui auraient intérêt à agir de façon unilatérale en territoire pakistanais pour y débusquer les repaires d'Al-Qaïda.

En 2002, au grand dam des dirigeants de l'ISI, le président Pervez Musharraf conclut une entente secrète avec le JSOC, en vertu de laquelle les forces américaines sont autorisées à prendre part aux raids menés par les autorités pakistanaises contre les cellules d'Al-Qaïda dans les régions tribales du pays. Shaffer exulte. «Ce qui restait à décider, c'est à quel point nous allions enfreindre la souveraineté du Pakistan», racontera-t-il par la suite. Selon les règles d'engagement encadrant les activités des *rangers* de l'armée de terre et des autres «unités antiterroristes» le long de la frontière entre le Pakistan et l'Afghanistan, «l'entrée au Pakistan [est] autorisée» dans les cas suivants: prises en chasse, troupes en contact avec l'ennemi, récupération de personnel — et toute intervention contre le trio infernal composé de Ben Laden, d'Al-Zaouahiri et du chef des talibans, le mollah Omar — approuvée par le commandant du CENTCOM ou le secrétaire à la Défense. Règle «générale»: les unités antiterroristes ne doivent pas aller au-delà d'une bande de dix kilomètres en territoire pakistanais. En théorie, les autorités du Pakistan et des États-Unis doivent être avisées de ces actions peu après leur déroulement. Dans les faits, cependant, le succès des opérations requiert que le Pakistan puisse reprocher aux forces américaines l'absence de préavis et la violation de sa souveraineté: les États-Unis frappent, puis Musharraf dénonce toute incursion sur son territoire en la qualifiant d'«invasion». Cependant, la campagne du JSOC au Pakistan, qui vient à peine d'être lancée, s'essouffle rapidement à la suite de la réaffectation des ressources de l'organisation en Irak, où l'insurrection prend de l'ampleur. Résultat: en 2003 et 2004, la campagne antiterroriste menée au Pakistan demeure principalement sous l'autorité de la CIA.

*

* *

En 2004, les hauts fonctionnaires de la Maison-Blanche et du Pentagone tirant les ficelles de cette nouvelle chasse à l'homme mondiale émettent une série de directives secrètes qui fourniront un cadre autorisant l'assassinat politique et la violation de la souveraineté d'États partout sur la planète. D'autre part, la lutte de pouvoir qui oppose Rumsfeld et la CIA depuis le 11-Septembre pour le commandement de la guerre planétaire contre le terrorisme franchit une étape décisive. Pour financer l'expansion spectaculaire des activités du JSOC, Rumsfeld réclame une augmentation de l'ordre de 34 % des fonds alloués aux forces spéciales, qui passent ainsi de 5 milliards à 6,7 milliards de dollars. C'est donc en 2004 que le JSOC réussit réellement à consolider sa suprématie sur la lutte antiterroriste. Il conservera cette position sous les administrations républicaine et démocrate. Cherchant à donner carte blanche aux forces spéciales, Bush s'engage à fournir un compte rendu annuel au Congrès pour justifier la stratégie de guerre sans frontières qui a fait du monde un champ de bataille, engagement que maintiendra son successeur Barack Obama. «J'autoriserai au besoin des mesures supplémentaires dans l'exercice du droit des États-Unis de se défendre et de protéger les citoyens et les intérêts américains», déclare le président. «Ces mesures pourront comprendre le déploiement rapide de forces spéciales et d'autres unités chargées de missions délicates en divers endroits du monde. Il est impossible pour le moment de préciser la portée ou la durée de l'intervention des forces armées américaines nécessaire pour contrer l'action terroriste qui menace notre pays.»

Au début de l'année 2004, Rumsfeld adopte une directive secrète visant à accorder au JSOC le pouvoir de mener des opérations et de frapper des cibles hors des champs de bataille officiels de l'Irak et de l'Afghanistan. Cet «ordre d'exécution du réseau Al-Qaïda», comme on le désigne, autorise

le JSOC à accomplir des missions «partout dans le monde» où des agents d'Al-Qaïda sont actifs, ont trouvé refuge ou font l'objet de soupçons à cet égard. Gardée secrète, bien que des journalistes tentent d'y avoir accès, cette directive citerait les noms de 15 à 20 pays ciblés, dont le Pakistan, la Syrie, la Somalie, le Yémen et l'Arabie saoudite, ainsi que plusieurs autres pays du Golfe. Ébauchée en 2003 principalement par le SOCOM et le bureau du secrétaire adjoint à la Défense chargé des opérations spéciales et des conflits de faible intensité, elle est utilisée par Wolfowitz et Cambone pour justifier les opérations secrètes meurtrières des forces spéciales dans le monde. La nouvelle directive autorise notamment les prises en chasse, un peu comme on permet à la police d'un État de franchir les frontières d'un autre État pour poursuivre un suspect. «Ça ressemble à ce qui se passe quand ils traquent en Somalie un fugitif qui passe en Éthiopie ou en Érythrée; ils peuvent alors le suivre», affirme une source des forces spéciales. La directive est signée au printemps 2004, mais Rumsfeld n'obtiendra l'approbation présidentielle que 15 mois plus tard. Ce délai s'explique par la lourdeur de la bureaucratie, certes, mais également par l'opposition de la CIA, qui y voit une nouvelle tentative de saper son autorité dans la traque d'Al-Qaïda au lendemain du 11-Septembre.

L'introduction dans les ambassades américaines de membres des forces spéciales, qu'on présente comme des agents de liaison militaire, soulève une énorme controverse à la CIA et au département d'État. Le personnel du JSOC, toutefois, ne se limite pas à ces agents dotés d'une telle couverture officielle. Dans plusieurs pays, d'autres travaillent sous une «couverture non officielle», utilisant à l'occasion de fausses identités confirmées par des passeports trafiqués, parfois d'une autre nationalité. Leur mandat consiste à préparer le théâtre des opérations du JSOC, souvent sans concertation avec la CIA ou les ambassadeurs. «Si la présence [du SOCOM] dans les ambassades américaines vise à ouvrir la voie à des opérations militaires unilatérales ou à permettre à des militaires de prendre part à des missions secrètes à l'insu de la CIA, les États-Unis s'exposent à une escalade de leurs problèmes à

l'étranger», affirme John Brennan, officier de haut rang de la CIA qui a passé un quart de siècle au sein de l'agence et dirige à l'époque le National Counterterrorism Center (NCTC, Centre national de lutte antiterroriste). Le recours à la couverture de la «liaison militaire» pour les agents du JSOC, combiné à l'opération de renseignement de Cambone, est perçu comme un dangereux précédent par certains des civils qui participent à l'effort de guerre. Toutefois, le lieutenant général Boykin, sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement, s'empresse de réagir à ces critiques. Il reproche à leurs auteurs de croire que «le message que cherche à transmettre le secrétaire est "Écartez la CIA de tout ça, nous prendrons le relais". Je ne l'interprète pas du tout de cette façon.» Il ajoute: «Le secrétaire a en fait une plus grande responsabilité dans la collecte d'information destinée au programme américain de renseignement étranger» que «le directeur de la CIA».

C'est au cours de cette période que Rumsfeld, Cambone et le JSOC brouillent délibérément la frontière entre l'action secrète et l'action clandestine, avec la caution de la Maison-Blanche. Le Pentagone définit la «coordination» avec la CIA comme le fait d'aviser l'agence 72 heures avant le déclenchement d'une opération du JSOC, et Cambone modifie la définition des «directives relatives au déploiement» militaire devant être rapportées au Congrès. Selon les nouvelles directives, les forces spéciales peuvent «mener des opérations clandestines de collecte de renseignement humain» sans autorisation préalable du Congrès. Non seulement la CIA est-elle tenue à l'écart des opérations qu'elle a toujours dirigées, mais le transfert de pouvoir au JSOC en matière de renseignement limite encore l'emprise du Congrès. En vertu des nouvelles directives, conjuguées au programme Copper Green, le JSOC est investi d'un double pouvoir, comme agence du renseignement et comme force de capture et d'assassinat. Cette orientation suscite des réactions même chez certains alliés républicains de la Maison-Blanche: «Les opérations menées par la CIA ne sont pas soumises au même ensemble de restrictions et de mécanismes de surveillance que les

forces armées», confie au *Washington Post* un parlementaire républicain «jouant un rôle important dans la supervision relative à la sécurité nationale». «On semble s'être dit "Libérons-nous des instances de surveillance en confiant à l'armée des tâches normalement accomplies par [la CIA], sans avertir personne". Cela déclenche immédiatement un signal d'alarme à mes oreilles. Pourquoi agissent-ils sans nous en parler?»

Évidemment, Rumsfeld et ses adjoints savent bien que la force paramilitaire de la CIA est beaucoup trop restreinte pour mener une guerre d'envergure planétaire. Il n'est donc pas difficile de convaincre Bush de la nécessité d'élargir l'autorité du SOCOM à l'échelle mondiale. Néanmoins, Rumsfeld ne se satisfait pas de l'ordre d'exécution du réseau Al-Qaïda: il incite le président à introduire dans la directive présidentielle de sécurité nationale no 38 une formulation confirmant l'autorité du SOCOM sur la traque, le repérage et l'élimination de présumés terroristes, et ce, partout dans le monde. Officiellement, cette directive présidentielle est désignée sous le nom de «stratégie nationale relative à la sécurité du cyberespace». Son contenu, qui reste classifié, accorde toutefois au JSOC un pouvoir d'action mondial sans précédent, préautorisant les opérations meurtrières à l'extérieur des champs de bataille officiels. «La directive présidentielle de sécurité nationale no 38 inclut plusieurs aspects qui ne sont pas liés au cyberespace», fait observer un membre des forces spéciales, ajoutant que l'élargissement de leur mandat «a été introduit tout juste avant la signature». Celui-ci comprend entre autres «l'autorisation de lancer des campagnes de capture et d'assassinat dirigées par le SOCOM». Toujours selon la même source, cette directive est farouchement gardée secrète, et il en existe «peut-être cinq exemplaires, [qui sont] tous conservés dans les bureaux du NSC. Plusieurs plaisanteries circulent à propos d'un coffre-fort de la taille d'une personne».

Le JSOC a dorénavant plein pouvoir pour mener une chasse à l'homme multidirectionnelle, et ce, à l'échelle mondiale. Il s'agit d'abord de dresser des listes de cibles d'Al-Qaïda pouvant être pourchassées aux quatre coins

du monde, de «récalcitrants» à assassiner au besoin, et d'autres qu'on laissera se déplacer à leur guise afin de recueillir des renseignements sur leur cellule ou leurs contacts. Et, bien que certains perçoivent l'action meurtrière de la force opérationnelle 121 en Irak et en Afghanistan comme un véritable scandale, Rumsfeld et Cheney peuvent se féliciter d'avoir réuni tous les éléments de leur guerre idéale: aucun compte à rendre, souplesse totale et secret maximal.

Selon l'avocat Scott Horton, le nouveau programme de l'exécutif rappelle une approche mise en œuvre par «l'Office of Strategic Services [Bureau des services stratégiques] pendant la Seconde Guerre mondiale et reprise par la CIA par la suite. Dans une certaine mesure, il n'y a donc là rien d'inhabituel. Il arrive que l'armée déploie des commandos qui, dans un contexte de guerre, cherchent à obtenir des renseignements sur le commandement ennemi dans le but de l'identifier et de l'éliminer. Un agent américain peut donc tout simplement faire irruption dans un café et assassiner quelqu'un. Ce sont là des méthodes de guerre conventionnelles et autorisées». Mais Horton ajoute: «La différence, c'est que le théâtre des opérations s'étend maintenant à toute la planète. Ils envisagent d'assassiner des gens à Hambourg, en Allemagne, puis en Norvège, en Italie, au Maroc, en Jordanie, au Sénégal, en Turquie, au Yémen, aux Philippines et dans la Corne de l'Afrique. Sur le plan juridique, c'est carrément illégal si on se trouve à l'extérieur du théâtre de la guerre.»

Fin 2004, Rumsfeld transmet à ses conseillers supérieurs, dont Cambone et Feith, une note dotée de la mention «Pour usage officiel seulement» et intitulée «Préparer le champ de bataille». Le secrétaire à la Défense exprime ses préoccupations: «Cette terminologie, soit la "préparation du champ de bataille" n'est peut-être plus appropriée.» À l'heure actuelle, «le monde est un champ de bataille».

*

* *

Si les États-Unis commencent tout juste à utiliser les drones de combat dans le cadre de leur nouvelle guerre mondiale, ils emploient déjà les drones de surveillance depuis plusieurs années. La force opérationnelle du JSOC recourt à un système que Mike Flynn, adjoint au renseignement de McChrystal, appelle l'«œil infatigable»: des avions, dont des drones, assurent une «surveillance aérienne fixe» de façon à déployer «un système d'observation multicapteurs ininterrompu permettant d'obtenir une meilleure compréhension du fonctionnement du réseau de l'ennemi par l'analyse de ses déplacements», laquelle peut faciliter la conduite de raids. À l'aide de ce que Flynn nomme l'«analyse nodale», des schémas de déplacements sont élaborés en traquant les gens soupçonnés d'entretenir des liens avec un groupe ou une cellule d'insurgés. L'analyse nodale, croit Flynn, a pour «effet de mettre en lumière un adversaire obscur en révélant ses paramètres physiques tels ses circuits de financement, ses modalités de rencontre, ses quartiers généraux, les médias auxquels il a recours et ses sources d'approvisionnement en armes. Le réseau en question devient ainsi plus vulnérable, ce qui élimine l'avantage asymétrique dont dispose l'ennemi pour brouiller les pistes menant à une cible». L'adjoint de McChrystal ajoute: «Cette stratégie porte énormément de fruits, mais demande de la patience: on doit laisser au schéma du réseau le temps de prendre forme et accepter le risque d'égarer sa proie.» Enfin, la force opérationnelle répertorie également les déplacements des véhicules associés aux insurgés. Parfois, trois patrouilles aériennes de combat sont affectées à la surveillance d'une cible ou d'un groupe particulier. «Il ne suffit pas de river plusieurs yeux sur une cible; il faut les y maintenir longtemps», affirme Flynn. Cette approche permet «la surveillance continue d'une cible parallèlement à l'élaboration du schéma de fonctionnement du réseau grâce à l'analyse nodale et à la filature de véhicules. Elle procure au commandant de la force létale d'autres options que l'assassinat pur et simple ou le maintien en liberté surveillée; grâce aux renseignements ainsi obtenus, le commandant d'une force terrestre peut reporter stratégiquement son

intervention, ce qui rend possible un coup de filet plus fructueux». La différence entre le mode d'action du JSOC et celui de l'armée conventionnelle, explique Flynn, réside dans le fait que cette dernière «a tendance à surveiller des cibles disparates pendant un plus court laps de temps que les forces spéciales, qui préfèrent porter leur attention sur moins de cibles, mais à beaucoup plus long terme». Le JSOC, en fait, s'efforce de comprendre «le mode de fonctionnement global du réseau de l'ennemi».

Le SOCOM entreprend également de mettre en œuvre un programme de surveillance des insurgés, confirmés ou présumés, qui semble tiré d'un film de science-fiction. Ce système clandestin d'identification, de traque et de repérage fait appel à des méthodes biométriques et chimiques complexes permettant de développer un dispositif d'identification physique à distance et de prise d'une «empreinte digitale» thermique propre à chaque individu. On emploie aussi des «marqueurs bioréactifs» chimiques, tamponnés discrètement sur une partie du corps. Le marqueur émet un signal que le JSOC peut suivre à distance, ce qui lui permet de surveiller sa cible en tout temps. C'est là une version moderne des dispositifs de repérage des vieux films d'espionnage, que les agents secrets inséraient dans les vêtements de l'ennemi ou sous leur véhicule. Cette technique permet au JSOC de marquer les prisonniers ensuite relâchés afin de voir s'ils le conduiront à une cellule d'insurgés ou de terroristes. Marquer les suspects n'ayant pas été détenus est évidemment plus ardu, mais cela se fait. Le recours à de telles techniques, conjugué au rythme des captures et des assassinats qui s'accélère, suscite l'admiration de Bush, qui dira du JSOC qu'il est «extraordinaire».

Tandis que la plupart des ressources antiterroristes sont affectées à l'Irak, la Maison-Blanche et le Pentagone continuent de mener dans l'ombre une guerre mondiale où l'Afghanistan reste une cible importante. Ben Laden et bon nombre de ses principaux adjoints sont toujours en liberté, et la déclaration de Bush qui le recherche «mort ou vif» devient surtout un rappel honteux pour les États-Unis de l'inefficacité d'une guerre

pourtant en pleine expansion. Le mollah Omar poursuit son existence clandestine, pendant qu'au Pakistan les tensions s'accroissent et que la Somalie et le Yémen attirent de plus en plus l'attention des forces antiterroristes.

Tandis que le nombre d'Américains rapatriés d'Irak dans un cercueil va croissant, résultat de l'insurrection qui s'intensifie, le président Bush interroge ses commandants sur l'ampleur des pertes de l'ennemi. Les généraux des forces conventionnelles sont souvent réticents à répondre, mais les commentaires des dirigeants du JSOC sont sans équivoque. Quand on lui demande combien d'Irakiens ont été abattus, Mike Flynn, adjoint au renseignement de McChrystal, répond: «Des milliers; j'ai perdu le compte.» En territoire irakien, la force opérationnelle est en train de réaliser le rêve de Rumsfeld et de Cheney d'une force secrète épurée et bien financée au pouvoir d'action exceptionnel — à l'abri du regard inquisiteur du Congrès et des médias, et même de la CIA.

Bien que Rumsfeld et Cheney contournent déjà depuis un moment la chaîne de commandement conventionnelle pour traiter directement avec les dirigeants du JSOC, les dernières pièces de leur puzzle sont maintenant en place. Renforcée et rodée en Afghanistan et en Irak, la force opérationnelle peut dorénavant agir à l'échelle de la planète, même hors des champs de bataille officiels. McChrystal entreprend d'établir un réseau de bureaux de liaison du JSOC dans plusieurs pays du Moyen-Orient et d'autres régions, de façon à éviter d'avoir à collaborer avec les ambassadeurs américains ou les chefs de station de la CIA. «Le département de la Défense a la ferme intention de renforcer son action antiterroriste et mise sur l'autorité et les capacités conventionnelles de la CIA», affirme Brennan. «Malheureusement, le rôle de premier plan que jouait la CIA dans plusieurs de ces secteurs est en train de s'éroder, et la militarisation de divers aspects du renseignement à laquelle on assiste actuellement se révélera, dans un avenir très rapproché, comme une erreur monumentale.» Avant la guerre d'Irak, dans la foulée du faux scandale des armes de destruction massive sous Saddam Hussein, des

agents chevronnés du renseignement jugeaient déjà alarmant que l'analyse indépendante de la CIA soit subordonnée au programme politique de l'administration. En faisant du JSOC un service de renseignement parallèle échappant à toute surveillance externe, on s'expose à des abus de pouvoir considérables de la part des forces militaires secrètes.

Le colonel Patrick Lang, ancien responsable du renseignement humain au sein de la DIA, partage les préoccupations de Brennan quant aux risques inhérents à l'approche de Rumsfeld et de Cheney: «En permettant [au JSOC] de supplanter l'autorité du SOCOM, on l'autorise à accomplir toutes sortes de choses», déplore-t-il. «Mener ce type d'actions à l'insu de l'ambassadeur américain ou du gouvernement local, relève carrément du banditisme. C'est s'exposer à une vengeance sur son propre territoire, contre ses propres citoyens. C'est loin d'être une bonne idée.»

Mais au diable les critiques, le modèle éprouvé par le JSOC en Irak est lancé. «Avec nos forces spéciales, nous avons la possibilité de faire la guerre dans l'ombre, sans trop de surveillance du Congrès», affirme l'ex-*ranger* Exum. L'approche adoptée, ajoute-t-il, était la suivante: «Vous avez un exécutif doté d'une autorité nouvelle, autorisé à livrer combat pratiquement n'importe où sur la planète s'il le juge nécessaire. Vous avez donc ce superbe marteau entre les mains: pourquoi ne pas vous en servir pour enfoncer quelques clous?»

*

* *

Début 2005, le conflit larvé qui, dans les coulisses du pouvoir, oppose la CIA, le CENTCOM et le Pentagone, dégénère. On se dispute les commandes de la traque d'Al-Qaïda en Afghanistan. Des rapports du renseignement américain laissent entrevoir que le numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zaouahiri, participera à une rencontre dans la zone tribale de Bajaur, située dans la région pakistanaise du Waziristan. Le général McChrystal fait

pression pour que le JSOC puisse mener un raid visant à capturer Al-Zaouahiri, et certains dirigeants de la CIA souhaitent qu'il s'en charge sans en aviser l'ambassadeur américain à Islamabad, Ryan Crocker. Anthony Shaffer, lui, confie qu'il aurait préféré, en accord avec d'autres stratèges des forces spéciales, accomplir de telles missions sans même en informer la CIA. «Nous craignions que la CIA, délibérément ou non, transmette à l'ISI de l'information sur ce que nous faisions», explique-t-il. «Pour être franc, nous voulions agir de notre côté. Nous avions l'impression que ni la CIA ni les autorités pakistanaises n'étaient dignes de confiance.» Il ajoute: «Il y a certaines cibles que les Pakistanais ne nous auraient jamais aidés à frapper.»

La CIA, toutefois, est bien au fait de cette opération. En Afghanistan, des équipes de Navy SEAL et de *rangers* de l'armée de terre sont déjà en train de se préparer pour une mission aérienne regroupant une centaine de commandos. À ce moment, la querelle entre la CIA, le CENTCOM et le Pentagone se fait si virulente que l'opération est suspendue. Un ancien officier haut gradé de la CIA confiera au *New York Times* que, lors de la controverse précédant le raid, il «avait dit aux autres militaires qu'il s'agirait de la plus grosse gaffe depuis la baie des Cochons».

Au dire de Shaffer, les règles concernant les frappes au Pakistan ont «changé radicalement», et «sont devenues beaucoup plus contraignantes, au point de rendre celles-ci pratiquement impossibles». Il précise: «Nous avions soudain affaire à une guerre d'un autre type.» Le général McChrystal «continuait à réclamer l'autorisation d'intervenir au Pakistan», ajoute-t-il. «Je sais qu'une décision politique a été prise pour limiter notre capacité à mener des opérations transfrontalières là où, selon mes collègues et moi, se trouvaient les véritables priorités. Le vrai problème se situait au Pakistan, pas en Afghanistan.» Puis, en octobre 2005, le Pakistan subit un fort tremblement de terre de magnitude 7,6, qui provoque la mort de quelque 75 000 habitants et l'évacuation de millions d'autres. Le JSOC et la CIA profitent du chaos qui s'ensuit pour truffer le pays d'agents, de sous-traitants et de commandos, échappant à la vérification de leurs antécédents

normalement exigée par l'ISI. Selon les journalistes Marc Ambinder et D.B. Grady, les équipes du JSOC chargées du renseignement qui s'introduisent alors au Pakistan visent plusieurs objectifs, dont l'établissement d'un réseau d'espionnage destiné à recueillir de l'information sur Al-Qaïda ainsi que sur le transport de l'arsenal nucléaire au Pakistan. La force d'élite américaine cherche également à infiltrer l'ISI. «Dans le cadre d'un programme secret connu sous le nom de code de Screen Hunter, le JSOC, renforcé par des officiers de la DIA et des sous-traitants, est autorisé à cibler des membres de l'ISI soupçonnés d'être favorables à la cause d'Al-Qaïda», écrivent Ambinder et Grady. «On ne sait pas si les unités du JSOC ont fait usage de la force létale contre ces agents de l'ISI: selon un haut fonctionnaire, ce programme visait à traquer les terroristes par le truchement de l'ISI en y menant une guerre psychologique, fondée notamment sur le recours à la désinformation.»

Bien que le contexte s'y prête à merveille, ni l'Afghanistan ni le Pakistan ne feront partie des priorités de l'administration Bush dans l'élaboration de son plan de guerre. Celle-ci préfère envoyer la crème de ses agents du JSOC et de la CIA en Irak pour y contrer l'insurrection en pleine expansion, laquelle tourne en dérision la prétention des dirigeants qui clamaient que les forces américaines seraient accueillies comme des sauveurs. L'unité de la CIA chargée de la traque de Ben Laden, connue sous le nom de code d'Alec Station, est alors dissoute. «Cela enlèvera évidemment de la crédibilité à notre campagne contre Al-Qaïda», déclare Michael Scheuer, ancien cadre de la CIA et premier directeur de cette unité spéciale. «Ces temps-ci, à l'agence, Ben Laden et Al-Qaïda ne semblent plus que des terroristes parmi d'autres.»

Le directeur du service clandestin de la CIA, Jose Rodriguez, réorganise la guerre secrète menée par l'agence au Pakistan, en lui donnant le nom de code d'opération Cannonball. En théorie, il s'agit d'une tentative d'intensifier la traque d'Al-Qaïda. Toutefois, comme la plupart des agents chevronnés de la CIA et des forces spéciales sont bloqués en Irak,

l'opération fait principalement appel à du personnel sans grande expérience. Nous ne disposions que d'«un nombre très limité» d'agents ayant déjà travaillé en territoire musulman, confie au *New York Times* un ancien cadre de la CIA. «Et ils ont tous été envoyés en Irak. Nous souffrions tous de cette situation.» La guerre secrète de la CIA au Pakistan se résumera donc surtout à une volée de drones de combat, que des dirigeants de l'agence en poste à l'ambassade américaine d'Islamabad décriront comme une histoire de «gamins avec des joujoux». Dans le cadre de cette campagne, plusieurs membres présumés d'Al-Qaïda seront éliminés, et Al-Zaouahiri aurait été manqué de peu. Mais un nombre effarant de civils seront également abattus, ce qui suscitera rage et indignation chez les Pakistanais.

Bien que les drones deviennent alors l'arme de prédilection des États-Unis au Pakistan, les forces du JSOC continuent de mener des opérations sporadiques sur le terrain en dépit d'une «vague de protestations» de la part des Pakistanais, rapporte Shaffer. Dans un raid lancé en 2006 à Damadola, dans la région de Bajaur, des membres de la Navy SEAL Team 6 attaquent une demeure qu'on présume être un repaire d'Al-Qaïda, faisant plusieurs captures. «Ils sont arrivés en hélicoptère, sont descendus en rappel et ont pénétré dans le camp», raconte au *Los Angeles Times* un ancien haut fonctionnaire américain. «Sur le plan tactique, c'était une réussite.» Dans les médias pakistanais, la version présentée est légèrement différente: «Des soldats américains ont violé l'espace aérien du Pakistan, rallié le village à bord d'hélicoptères, tué huit personnes dans la demeure du religieux Maulana Noor Mohammad et enlevé cinq autres personnes qu'ils ont emmenées en Afghanistan», rapporte le journaliste Rahimullah Yusufzai.

À la suite du transfert en Irak d'une bonne partie des effectifs auparavant affectés au Pakistan, l'administration Bush commence à faire appel à des sous-traitants pour poursuivre la lutte amorcée en sol pakistanais. C'est à ce moment qu'entre en scène Blackwater, une société militaire privée cofondée par Erik Prince et entourée du plus grand secret. La firme a déjà acquis une sinistre réputation en Irak et, à l'instar de la CIA,

elle jouit d'une couverture officielle, celle de service de sécurité des diplomates. Dès les débuts de la guerre mondiale contre le terrorisme, ses agents sont déployés en grand nombre dans les zones de guerre à titre de gardes du corps des diplomates américains. Blackwater forme la garde prétorienne des hauts fonctionnaires responsables de l'occupation de l'Irak. À la fois au service du département d'État, du Pentagone et de la CIA, elle assure leur sécurité dans les régions «hostiles» du globe.

L'armée mercenaire de Blackwater récolte également des contrats liés à l'entraînement des forces militaires étrangères, dont les Frontier Corps du Pakistan, la force paramilitaire fédérale officiellement chargée des frappes terrestres contre les terroristes ou militants présumés dans les régions tribales pakistanaises.

Entre-temps, en Afghanistan, Blackwater contrôle quatre bases opérationnelles avancées, dont la base américaine la plus proche de la frontière pakistanaise. Tout cela plaît beaucoup au JSOC et à la CIA.

Selon Shaffer, parmi les divers mandats confiés par la CIA à Blackwater figure l'entraînement de miliciens afghans à mener des raids du côté pakistanais, un territoire auquel les États-Unis ont difficilement accès. «J'ai été chargé du cas de deux de leurs hommes morts au combat, tués en pleine mission […] des forces spéciales qui consistait à entraîner des miliciens afghans pour frapper de l'autre côté de la frontière», se rappelle Shaffer. «Ils n'aimaient pas beaucoup que tout ça se sache», ajoute-t-il. On faisait appel à Blackwater pour «ne pas avoir de comptes à rendre».

Bon nombre des agents d'élite employés par Blackwater, en particulier dans sa division chargée des missions les plus délicates, Blackwater SELECT, ont déjà fait partie des forces spéciales américaines. Par conséquent, ils ne rechignent guère à servir deux maîtres: la CIA et le JSOC. Tandis que la CIA remplit son mandat en assumant diverses fonctions relatives au renseignement, le JSOC est doté d'une mission centrale, d'envergure planétaire: la capture ou l'assassinat d'objectifs de grande importance. En 2006, 12 «agents tactiques» de Blackwater sont recrutés par

le JSOC pour mener à l'intérieur des frontières du Pakistan un raid secret, dont la cible est un camp d'Al-Qaïda. L'opération reçoit le nom de code de Vibrant Fury. L'implication de Blackwater montre bien le rôle central qu'elle joue dans les campagnes secrètes des États-Unis.

En 2005, Al-Zarqaoui intensifie sa campagne impitoyable contre les chiites irakiens et ceux de ses compatriotes sunnites qu'il juge trop faibles ou trop mous. Les principaux dirigeants d'Al-Qaïda, craignant que ce massacre de musulmans ne nuise à leur cause, décident d'entrer en communication avec le militant jordanien. Al-Zaouahiri, adjoint de Ben Laden, écrit à Al-Zarqaoui en juillet 2005. Il le félicite pour son rôle dans la lutte du djihad tout en insistant sur l'importance d'accorder la priorité à l'expulsion des envahisseurs américains. La guerre sectaire livrée aux chiites, déclare Al-Zaouahiri, est «d'une importance secondaire par rapport à cette agression extérieure»; AQI devrait viser avant tout à appuyer l'insurrection populaire contre l'intrusion américaine. Al-Zaouahiri met Al-Zarqaoui en garde: «En l'absence d'un tel soutien populaire, le mouvement des moudjahidines périra dans l'ombre, à l'écart des masses désintéressées ou craintives, et le conflit opposant les chefs de file du djihad aux autorités arrogantes sera confiné à des prisons obscures, loin de la population et de la lumière du jour. C'est précisément là l'objectif des forces laïques qui règnent sur notre pays. Elles ne cherchent pas à éliminer le mouvement islamique des moudjahidines, mais à creuser sournoisement le fossé qui le sépare des masses musulmanes, effrayées ou mal informées. Dans ce contexte, nous devons travailler à rallier la population à notre lutte.»

Al-Zarqaoui, toutefois, fait la sourde oreille. Début 2006, il crée avec divers mouvements alliés le Conseil consultatif des moudjahidines en Irak, qui s'empresse de menacer les chefs sunnites de la province d'Anbar, un front important de la résistance contre les États-Unis. S'ils n'adhèrent pas à Al-Qaïda, proclame-t-il, il en fera «un exemple pour tout un chacun». En février 2006, le groupe d'Al-Zarqaoui mène un attentat à la bombe dans la ville de Samarra contre l'un des principaux lieux saints des chiites, la

Mosquée d'or, saccageant son célèbre dôme. Cet épisode marque la fin de la brève coalition nationale contre l'invasion américaine en Irak. Sur le plan stratégique, Al-Zarqaoui aura commis une bévue monumentale en s'en prenant aux tribus sunnites de la province d'Anbar: mettant de côté leurs allégeances antiaméricaines, elles nouent une alliance avec l'occupant. En échange d'armes et de soutien, financier et opérationnel, elles s'engagent à combattre le groupe d'Al-Zarqaoui. Cette victoire des forces américaines, conjuguée à la création de leurs escadrons de la mort composés de chiites, marque le succès de l'«irakisation» de leur guerre contre le terrorisme.

Si, plusieurs années plus tard, on rendra encore hommage au général Petraeus pour avoir «gagné» la guerre d'Irak grâce à un déploiement massif de renforts militaires, on oublie qu'il a contribué, de concert avec Al-Zarqaoui, à dévaster ce pays et à le plonger dans un bain de sang qui continuera à faire souffrir les Irakiens bien après le départ de l'envahisseur américain. Alors que Petraeus continuera à gagner en prestige et en influence dans l'appareil de sécurité nationale, les jours d'Al-Zarqaoui sont comptés. En juin 2006, le JSOC se charge de clore son dossier. Le 7 juin, des membres de la force opérationnelle font irruption dans une palmeraie de Hibhib, où les services de renseignement américain et jordanien ont retracé Al-Zarqaoui. Avec une rapidité fulgurante, ils cernent le village. Selon les témoins irakiens, les agents américains essuient des tirs en provenance d'une résidence située dans une plantation de dattiers, ce qui déclenche un bref échange de coups de feu. Toutefois, pour assurer la sécurité de ses agents, le JSOC ne tarde pas à recourir à un F-16, qui lâche une bombe à guidage laser de 230 kilos sur la résidence. Une deuxième la suit de près. C'est la fin d'Al-Zarqaoui.

Chapitre 15

«D'une légalité douteuse»

SOURCE: «HUNTER» – Bien que je couvre les guerres des États-Unis depuis les années 1990, ayant fait de longs séjours en ex-Yougoslavie et en divers pays du Moyen-Orient, le JSOC n'est apparu sur mon écran radar que longtemps après le début de l'occupation de l'Irak. J'ignorais tout de l'éventail de ses opérations et de sa façon d'interagir (ou non) avec les forces armées conventionnelles ou la CIA. Dans les années 2000, je me suis penché sur la société militaire privée Blackwater (aujourd'hui Academi), qui employait de nombreux ex-membres de forces spéciales dont certains avaient travaillé pour le JSOC et la CIA. Ce sont des sources auxquelles j'avais fait appel pour cette enquête qui m'ont permis d'approfondir la piste du JSOC. Dans les dossiers impliquant Blackwater que je fouillais, le nom du JSOC ressortait régulièrement. Quelques années plus tard, alors que je mettais au jour ce qui était en train de devenir une guerre secrète mondiale, j'ai reçu un courriel d'un inconnu qui m'aiderait à décoder cet univers on ne peut plus souterrain. Lors de notre première communication, j'ai ressenti une certaine paranoïa. Mon ordinateur venait tout juste d'être piraté, et mes travaux sur Blackwater et le JSOC m'avaient valu une série d'appels et de courriels de menaces. Le moment que l'homme avait choisi pour me contacter me paraissait donc suspect.

Mon mystérieux interlocuteur s'est présenté comme un patriote favorable à la guerre planétaire contre le terrorisme, mais s'est dit fort

préoccupé par le rôle qu'y jouait Blackwater. Ayant lu mon livre sur la firme et m'ayant vu à la télévision, il avait décidé de prendre contact avec moi. Dans un premier temps, il ne m'a rien dit sur le JSOC. Nous n'avons parlé que de Blackwater. Lorsque je lui posais des questions sur son propre rôle dans les diverses guerres menées par les États-Unis, il changeait de sujet ou donnait des réponses si vagues qu'il aurait pratiquement pu être n'importe quel membre de n'importe quelle unité. Au bout de quelques mois d'échanges électroniques cryptés, j'en suis venu à croire qu'il était vraiment sincère dans sa volonté de m'aider à comprendre le monde du JSOC. Une fois la confiance installée, il a accepté de me parler de ce qu'il faisait, mais à une condition: que nous le fissions en personne.

J'ai décidé de l'appeler «Hunter» parce que notre première rencontre a eu lieu dans un motel miteux, The Hunter, situé à un jet de pierre de Fort Belvoir, en Virginie, où était établie la division du renseignement du JSOC. Les lieux se sont révélés adéquats, si bien que nous nous y sommes retrouvés à maintes reprises au cours des années suivantes. Hunter avait servi sous les ordres du général McChrystal, du vice-amiral McRaven et de divers commandants des forces spéciales. Il avait été aux premières loges des opérations de cette organisation secrète à des moments charnières de son existence.

Parce que le milieu des opérations spéciales est tissé serré et que j'ai promis à mon informateur de ne jamais révéler son identité, je ne peux dire grand-chose des activités passées et actuelles de Hunter. Il est très rare que des gens du milieu s'adressent à des journalistes, en particulier à propos des opérations les plus délicates qu'ils ont menées. Peu après notre première rencontre, je lui ai tout de même demandé de me prouver qu'il était bien celui qu'il prétendait être et qu'il avait effectivement été témoin ou acteur des événements sur lesquels il me renseignait. Au fil des ans, il m'a montré ses divers insignes du département de la Défense, des preuves de ses niveaux d'habilitation de sécurité et des photos de lui en différents endroits du monde. En prenant soin de masquer l'identité de Hunter, j'ai fait vérifier

ces documents par des sources fiables. Ce que je peux révéler à son propos sans le trahir se résume à sa collaboration avec le JSOC et plusieurs forces opérationnelles secrètes dans le cadre d'opérations menées sur des champs de bataille déclarés ou non.

Au cours de nos dizaines de rencontres et conversations réparties sur plusieurs années, Hunter a partagé avec moi ses analyses de l'essor du JSOC. Nous avions convenu qu'il ne divulguerait aucune information classifiée et ne compromettrait l'intégrité d'aucune opération. Il m'a fait part de sa grande admiration pour McChrystal et McRaven, et a affirmé que le JSOC est constitué des meilleurs guerriers sur lesquels les États-Unis puissent compter, «des gens qui croient sincèrement à notre pays et à ses idéaux». Selon lui, l'entraînement reçu par les membres des Navy SEAL, de la force Delta et des autres unités spéciales est le plus rigoureux du monde. Ces unités «disposent d'une large autonomie pour mener des actions directes et des missions spéciales de reconnaissance antiterroriste pour le compte du gouvernement américain, lesquelles sont presque toujours secrètes». Par leur nature même et la confidentialité qui les entoure, ces opérations «peuvent donner lieu à des dérapages».

Hunter attribuait la montée en puissance du JSOC comme principale force antiterroriste après le 11-Septembre à l'opinion, répandue dans l'administration Bush et le milieu des opérations spéciales, voulant que la CIA fût incapable mener une guerre planétaire. «L'insatisfaction était grande quant aux renseignements d'origine humaine et aux opérations paramilitaires dont l'agence avait la charge. De fil en aiguille, le JSOC est devenu la branche paramilitaire de l'administration, dont il servait les visées politiques», m'a-t-il expliqué lors d'une de nos premières entrevues. Dans la foulée du 11-Septembre, «on a élargi le mandat du JSOC et ouvert les vannes, allouant des milliards de dollars au SOCOM, qui, à son tour, les a affectés au JSOC. Tout cela alors qu'on lui accordait plus de latitude et de liberté de mouvement, une plus grande autonomie».

De tous les membres de l'administration Bush, c'est Cheney qui semblait le plus obsédé par la transformation du rôle du JSOC, selon Hunter. «J'ai toujours eu l'impression que [Cheney] était rompu aux arcanes du département de la Défense et de ses diverses composantes et agences», m'a-t-il dit. Cheney «avait compris que, pour réorganiser en profondeur les forces armées américaines et jeter les bases d'une "guerre contre le terrorisme" ou d'une "longue guerre" (que l'on qualifie aujourd'hui de lutte contre l'extrémisme), il devait veiller à accroître l'autorité et les responsabilités de leurs éléments les plus obscurs. C'est ainsi que le SOCOM s'est vu confier la direction des opérations antiterroristes un peu partout dans le monde».

L'administration Bush abusait de son autorité en matière de «préparation opérationnelle de l'espace de bataille», tâche qui consiste, dans les mots de Hunter, à «jeter les bases de toute opération militaire potentielle ou envisagée en envoyant des agents du renseignement ou des interprètes dans un pays auquel la guerre n'a pas nécessairement été déclarée, dans le but de "préparer le champ de bataille"». La Maison-Blanche, déplorait-il, «dénaturait» cette procédure «en menant des opérations paramilitaires, généralement secrètes et dénuées de mécanisme de reddition de comptes. Elle disait une chose au Congrès, puis faisait autre chose». Hunter m'a décrit le programme de transfèrement du JSOC, dont l'objectif consistait à capturer et à interroger de présumés terroristes. Parmi eux se trouvaient des personnes que l'administration «préférait ne pas confier au département de la Justice, au département d'État, à l'ambassadeur itinérant chargé des crimes de guerre ou à la CIA. Elle appliquait ses propres méthodes de traitement des détenus».

Des collègues de Hunter ont commencé à se poser des questions sur la façon dont on utilisait leurs compétences. «Dans le milieu, certains éprouvaient beaucoup d'appréhension à propos des opérations qu'on nous confiait, des endroits où elles avaient lieu et de leurs finalités. Bon nombre d'entre elles étaient d'une légalité douteuse, et la plupart se déroulaient à

l'extérieur de tout champ de bataille déclaré.» Néanmoins, un nombre assez important d'agents et d'employés de soutien du JSOC «partageaient vraiment» la vision de Rumsfeld et de Cheney, et «étaient pleinement conscients et satisfaits du caractère illégal des opérations, convaincus d'avoir l'aval du bureau du secrétaire à la Défense et, en dernière analyse, de la Maison-Blanche». «Les gars [du JSOC] sont comme une meute de loups qui serait le fer de lance de ce que certains d'entre eux considèrent comme l'œuvre de Dieu, et d'autres comme celle de l'Amérique», a affirmé Hunter. Rumsfeld et Cheney «contournaient intentionnellement la CIA et confiaient au JSOC un ensemble de paramètres de mission et d'objectifs qu'ils souhaitaient voir accomplis à leurs propres fins politiques». Quand je lui ai demandé quelles étaient, à ses yeux, les missions les plus répréhensibles, il a répondu sans hésiter: «L'espionnage pratiqué à l'insu du département d'État ou de la CIA, et la capture ou l'élimination de personnes prétendument liées à des organisations extrémistes un peu partout dans le monde, y compris dans des pays alliés.» Il a ensuite énuméré des opérations menées par le JSOC dans des dizaines de pays, au-delà de l'Irak et de l'Afghanistan: Somalie, Algérie, Philippines, Indonésie, Pakistan, Thaïlande, Mali, Yémen, Colombie, Pérou, sans parler de divers pays d'Europe et d'Asie centrale. Aux quatre coins du monde, le JSOC était tenu d'effectuer des «opérations cinétiques: captures, assassinats ou, dans certains cas, détention».

Qui étaient les personnes ciblées en vue d'être assassinées? «Des gens associés à des organisations extrémistes ou soupçonnés de l'être, ou des gens qui finançaient de tels groupes ou leur accordaient l'asile», précise Hunter.

De quel type de renseignements avait-on besoin pour donner le feu vert à une opération d'assassinat à l'extérieur d'un champ de bataille déclaré? «La plupart des renseignements étaient indirects», m'a-t-il expliqué. «La majorité des opérations reposaient sur des renseignements certes

exploitables, mais pas nécessairement irréfutables. À mon avis, c'est là leur aspect le plus préoccupant.»

Pour Hunter, l'état d'esprit qui règne au JSOC pouvait se résumer ainsi: «Le monde est un champ de bataille, et nous sommes en guerre. Les militaires peuvent donc aller où bon leur semble et faire ce qu'ils veulent pour remplir les objectifs de sécurité nationale définis par quiconque occupe la Maison-Blanche.»

Chapitre 16

L'emprisonnement d'Anwar Al-Awlaki

Yémen, 2004–2007 — Lorsqu'Anwar Al-Awlaki retourne au Yémen en 2004, l'histoire lui trace un chemin qui lui vaudra une triste notoriété à l'échelle internationale et l'engagera dans une épreuve de force contre le JSOC, la CIA et le programme américain d'assassinats. De toute évidence, il ignore ce qui l'attend. Comment le saurait-il? Selon son père Nasser, sa décision de s'installer à Sanaa est d'ordre pratique, et non l'indice d'un radicalisme grandissant: «Comme il n'a pas obtenu de bourse pour étudier en Grande-Bretagne, il a décidé de revenir au Yémen.» Mais le sort qu'on lui réserve à son retour durcira sa position à l'égard des politiques américaines et l'incitera à renoncer à toute allégeance envers son pays natal.

À son arrivée à Sanaa, Anwar réfléchit aux prochaines étapes. Il se propose d'étudier à l'université Al-Iman, et se voit invité à prononcer des sermons dans quelques mosquées. Lors d'une conférence à l'université de Sanaa, il fait un discours sur le rôle de l'islam dans le monde et condamne la guerre que livrent les États-Unis en Irak. Avec sa famille, il s'installe à Sanaa dans la résidence de Nasser, située à proximité de l'université. Son fils aîné, Abdul Rahman, est alors âgé de neuf ans. À l'instar d'Anwar, le garçon a passé les premières années de sa vie aux États-Unis, élevé à l'américaine. Tout le portrait de son père au même âge, il est maigrichon et porte des lunettes. Anwar «pense à fonder un centre d'études islamiques et linguistiques, pour enseigner l'arabe à des non-musulmans, entre autres», se

rappelle Nasser. «Il a envisagé de créer sa propre école, une école primaire par exemple. Il voulait simplement prêcher l'islam en attendant de trouver un emploi qui lui conviendrait.»

Les Américains, cependant, n'ont pas oublié Al-Awlaki, et les agents du renseignement yéménite l'ont à l'œil dès son arrivée. Anwar, qui s'est habitué à vivre sous surveillance, fait de son mieux pour gagner sa vie. Sa véritable passion demeure toutefois la religion, l'approfondissement de sa foi. Il passe beaucoup de temps à l'ordinateur, enregistre des sermons et entretient une importante correspondance avec ses disciples des quatre coins du monde. «Sa principale occupation consistait à faire des conférences sur internet», rapporte Nasser. «Il a aussi tenté de démarrer quelques entreprises, notamment dans le domaine immobilier. […] Mais cela ne lui réussissait pas trop», raconte Nasser en riant. Comme les enfants d'Anwar prennent plaisir à vivre auprès de leurs oncles, tantes et grands-parents, les Al-Awlaki décident de construire un appartement séparé pour Anwar et sa famille, sur leur terrain clôturé de Sanaa.

Selon les membres de la famille Al-Awlaki, Anwar vit alors une période d'exploration. De toute évidence, à partir de 2006, il renonce à vivre aux États-Unis, où le FBI ne le laisserait pas tranquille. Les guerres d'Irak et d'Afghanistan l'indignent. Il passe des jours et des nuits à réfléchir à la façon dont les musulmans devraient réagir aux conflits armés, tant en Irak et à Gaza qu'en Afghanistan et ailleurs. Ses sermons deviennent plus incisifs. Il discute souvent de la nature du djihad avec ses correspondants, et travaille fort à établir sa propre perception du monde au lendemain du 11-Septembre. Il ne mentionne pas Al-Qaïda, du moins pas en termes positifs. «Tout était normal, et nous pensions qu'il avait laissé derrière lui tout ce qu'il avait vécu [aux États-Unis]», évoque Nasser. «Et nous nous affairions à construire notre maison, et un appartement pour sa famille. Alors, à mes yeux, tout semblait vraiment normal. Anwar travaillait à ses sermons et à d'autres projets semblables, rien de plus.»

Rien de plus, jusqu'au jour où on le jettera en prison. «Ce fut un tournant», raconte Nasser.

*

* *

C'est ainsi qu'Anwar Al-Awlaki devient un prisonnier politique. Quand les forces yéménites soutenues par les États-Unis l'arrêtent, au milieu de l'année 2006, elles invoquent son intervention dans une querelle tribale. Cependant, comme c'est souvent le cas pour les prisonniers politiques, il ne s'agit que d'un prétexte douteux pour le retirer de la circulation. Anwar est arrêté en pleine nuit et placé en cellule d'isolement dans la sordide prison de Sanaa, dirigée par l'agence de sécurité politique du Yémen, qui collabore étroitement avec le renseignement américain. Après son arrestation, les agents du renseignement yéménite confisquent son ordinateur et des enregistrements de conférences qu'il a prononcées à l'université Al-Iman. Aucune accusation véritable ne sera jamais portée contre lui. Comme Anwar est convaincu que c'est le gouvernement américain qui le maintient derrière les barreaux, Nasser s'adresse à l'ambassade des États-Unis pour obtenir de l'aide. Après tout, Anwar n'est-il pas citoyen américain? Les diplomates le connaissent sûrement, se dit Nasser. C'est bien lui l'«imam de service» qu'on a souvent vu à la télévision après le 11-Septembre. Un employé de l'ambassade lui répond qu'ils ne peuvent pas faire grand-chose, à part l'assurer qu'ils vont «s'occuper» d'Anwar.

«Pendant les neuf premiers mois, j'étais en isolement, dans une cellule souterraine de quelque 2,5 mètres sur 1,25 mètre», racontera Anwar par la suite. «Papier et stylo interdits, aucun exercice. Je n'ai pas vu la lumière du jour durant toute cette période.» On ne lui permet «aucune interaction avec qui que ce soit, à part les gardiens de prison».

Nul doute que les États-Unis sont impliqués dans l'emprisonnement d'Anwar. «Je crois avoir été détenu à la demande du gouvernement américain», affirmera-t-il. «On m'a incarcéré sans aucune explication.» À

propos de sa première arrestation par les agents du renseignement yéménite, il dira: «[Ils] se sont mis à me poser des questions concernant mes activités islamistes locales, et, plus tard, il est devenu évident que j'étais détenu à la requête du gouvernement américain. C'est ce qu'on me disait.» Les agents yéménites confient également à Anwar que les États-Unis souhaitent le voir interrogé par leurs propres agents. Le fait qu'Anwar Al-Awlaki soit alors détenu à la demande du gouvernement américain est confirmé dans un document rédigé par le rapporteur des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires.

Le *New York Times* rapporte que John Negroponte, directeur du renseignement national au moment de l'arrestation d'Anwar, «a informé les responsables yéménites que les États-Unis ne s'opposaient pas à sa détention». Dans les faits, toutefois, il ne s'agit pas d'une simple absence d'objection. Selon une source yéménite proche d'Al-Awlaki et du gouvernement du Yémen, une rencontre s'est tenue entre Negroponte, l'ambassadeur du Yémen aux États-Unis et le prince Bandar Ben Sultan, ex-ambassadeur saoudien aux États-Unis. Ce dernier entretenait des liens très étroits avec l'administration Bush et tout particulièrement avec le président — à tel point qu'on le surnommait «Bandar Bush». Lors d'un échange avec la source en question, l'ambassadeur du Yémen a rapporté la réaction de Negroponte à ce propos: «C'est très bien que vous ayez mis Anwar sous les verrous. C'est parfait! [Sa] prédication et ses sermons nous dérangent, et nous craignons qu'il n'influence la jeunesse occidentale.» Toujours selon la même source, l'ambassadeur yéménite aurait rétorqué: «Écoutez, si aucune accusation n'est portée contre Anwar, nous ne pourrons pas le garder indéfiniment en prison. Les groupes tribaux du Yémen, les amis [d'Anwar], les organismes de défense des droits civils aux États-Unis et en Grande-Bretagne nous écrivent des lettres, ainsi qu'à Condoleezza Rice, concernant l'emprisonnement d'Anwar. Nous ne pourrons pas le détenir indéfiniment.» Negroponte aurait répondu: «Eh bien, vous devez le faire.» En novembre 2006, Nasser Al-Awlaki rencontre par hasard le

président yéménite Saleh lors d'une conférence sur le développement tenue à Londres. «Je lui ai demandé de libérer mon fils», raconte Nasser. «Il m'a répondu que des problèmes se posaient du côté des Américains, qu'il tenterait de les résoudre et relâcherait mon fils.» Saleh Ben Fareed, l'oncle d'Anwar avec qui il a cohabité brièvement en Grande-Bretagne, est l'un des plus puissants cheikhs du Yémen, à la tête de la tribu Awlaki à laquelle appartient Anwar et qui compte quelque 750 000 membres. Au Yémen, ce sont les tribus, et non le gouvernement, qui détiennent le pouvoir et l'influence, et les Awlaki ne supporteront pas de voir un des leurs emprisonné sans accusation. Ben Fareed rapporte avoir appelé le président Saleh pour lui demander pourquoi il ne libérait pas Anwar. Celui-ci a répondu: «Les Américains nous ont demandé de le garder sous les verrous.» Ben Fareed relate ce que les Américains ont dit à Saleh: «Nous voulons que vous le déteniez trois ou quatre ans. […] Anwar est très apprécié.» Le président a ajouté: «C'est la raison qu'ils nous ont donnée; beaucoup de monde l'écoute aux États-Unis, particulièrement les jeunes gens. Et partout dans le monde. Alors on veut le garder derrière les barreaux quelques années, jusqu'à ce qu'on l'oublie.»

Lors d'une visite à Washington au début de l'incarcération d'Anwar, le président Saleh rencontre le directeur du FBI, Robert Mueller, celui de la CIA, George Tenet, ainsi que d'autres cadres du renseignement américain. Saleh expliquera à Nasser qu'il a alors soulevé le cas d'Anwar. En fait, il s'est adressé directement au président Bush à ce sujet: «Si vous avez quoi que ce soit contre Anwar Al-Awlaki, dites-le-nous. Sinon, nous le relâcherons.» Bush a réagi ainsi: «Donnez-moi deux mois et je vous répondrai.»

Deux mois plus tard, Nasser reçoit un appel du chef de l'agence de sécurité politique du Yémen, le général Galib Al-Qamish. «Monsieur Nasser, lui dit-il, veuillez demander à votre fils de coopérer avec les interrogateurs qui vont venir de Washington pour le rencontrer.» Nasser se rend donc à la prison pour transmettre cette demande à Anwar. «J'ai dit à

mon fils: “S’il te plaît, nous voulons en finir une fois pour toutes avec cette affaire. Pourquoi ne pas collaborer et rencontrer ces gens?” [Anwar] m’a répondu: “Je suis prêt à les rencontrer. Je les ai rencontrés aux États-Unis, et je vais le faire au Yémen.”»

Les agents du FBI venus interroger Anwar resteront deux jours. Comme le raconte Shaykh Harith Al-Nadari, incarcéré avec Anwar, «Al-Awlaki a été convoqué à un bureau et, quand il a rencontré les Américains, il n’a pas affiché l’attitude d’un accusé, mais plutôt celle d’un patron. […] Il a choisi le plus beau siège, s’est mis à manger des fruits préparés à l’intention des Américains et s’est versé une tasse de thé. Quand je lui ai demandé quel était le but de cette enquête, il m’a répondu qu’elle visait à trouver un motif quelconque qui leur permettrait d’intenter des poursuites contre lui aux États-Unis. C’était un interrogatoire, m’a-t-il dit. Cependant, ils n’ont pas trouvé ce qu’ils cherchaient». Le renseignement yéménite, pour sa part, a insisté pour avoir ses propres agents dans la pièce. Les agents américains interrogent Al-Awlaki pendant deux jours. «Ils ont exercé des pressions auxquelles j’ai refusé de me soumettre, car je trouvais qu’il s’agissait d’un comportement inapproprié de leur part, et cela a créé un conflit entre nous», raconte-t-il. «Cela s’est toutefois réglé par la suite, et ils se sont excusés.» Au dire de Nasser, Anwar a coopéré avec les interrogateurs. Néanmoins, des jours et des semaines passent, et il est toujours derrière les barreaux.

Quand la famille Al-Awlaki insiste auprès du gouvernement yéménite pour obtenir des réponses à ses questions, le président lui décrit clairement la situation. Le vice-président du Yémen, Abd Rab Mansour Hadi, explique à Nasser que le président Saleh le place devant une sinistre alternative: soit on garde Anwar en prison, soit on le relâche «pour qu’il se fasse abattre par un drone américain». À ce moment, ajoute Nasser, il croit que «la seule raison pour laquelle les Américains ciblent Anwar, c’est sa popularité parmi les musulmans, les musulmans anglophones de partout dans le monde». «Mais, selon moi, Ali Abdallah Saleh devait être au courant d’autres choses», conclut-il.

*

* *

Après 17 mois d'incarcération, l'énorme pression exercée par les groupes tribaux, que le régime de Saleh doit maintenir dans son camp pour rester au pouvoir, et par l'influente famille d'Anwar, finit par forcer sa libération. Ben Fareed se rend même chez le président pour lui garantir personnellement qu'Anwar ne fera pas d'ennuis s'il est relâché. «D'accord. Si vous avez quelque chose à lui reprocher, intentez-lui un procès», propose-t-il. «Et si vous arrivez à prouver qu'il a mal agi, tuez-le. Nous ne nous y opposons pas. […] Sinon, remettez-nous notre fils.» Le président répond: «Pour être honnête, je n'ai rien contre Anwar, absolument rien.» Le jour même, l'ordre est donné de le relâcher. «Cela n'a pas plu aux Américains», commente Ben Fareed.

Dans un câble diplomatique américain, on élève Anwar au rang de «cheikh» et le désigne comme «le conseiller spirituel présumé de deux des pirates de l'air impliqués dans les attentats du 11 septembre». Les auteurs du câble ajoutent que leurs «contacts» au sein du gouvernement yéménite ont affirmé qu'«ils ne détiennent pas assez de preuves pour accuser [Al-Awlaki] et ne peuvent le détenir illégalement plus longtemps». Quelques années plus tard, le gouvernement américain soutiendra que l'incarcération d'Al-Awlaki confirme qu'il était impliqué depuis longtemps dans des complots terroristes contre les États-Unis. Sans fournir la moindre preuve, le département du Trésor américain alléguera qu'Anwar Al-Awlaki «a été incarcéré au Yémen en 2006 pour enlèvement en vue d'obtenir une rançon et implication dans un complot d'Al-Qaïda visant à enlever un cadre américain, mais a été relâché en décembre 2007 pour ensuite vivre dans la clandestinité au Yémen».

Chapitre 17

«Les États-Unis connaissent la guerre, ce sont des maîtres de la guerre»

Somalie, 2004-2006 — Tandis que le JSOC renforce sa mainmise sur les champs de bataille de plus en plus sanglants d'Irak, d'Afghanistan et d'ailleurs, la Somalie continue à sombrer dans le chaos. Les seigneurs de guerre meurtriers à qui la CIA a confié ses opérations de capture et d'assassinat sont craints et détestés d'une bonne partie de la population. En 2004, la campagne externalisée de l'agence crée un contexte propice à une série d'événements spectaculaires, qui donneront lieu à un essor presque inimaginable de l'influence d'Al-Qaïda dans la Corne de l'Afrique. Toutefois, le recours de la CIA aux seigneurs de guerre ne sera pas la seule cause du déclenchement d'un soulèvement d'envergure en Somalie: les nombreuses victimes civiles des guerres d'Irak et d'Afghanistan, de même que les mauvais traitements infligés aux prisonniers d'Abou Ghraib et de Guantanamo, ont donné du crédit à la perception voulant que les États-Unis soient en guerre contre l'islam. La politique étrangère américaine de l'après-11-Septembre suscite ainsi la formation d'une coalition d'anciens seigneurs de guerre et de mouvements religieux qui contestera la domination des sous-traitants de Washington en Somalie.

En 2004, la CIA établit un premier contact avec Yusuf Mohamed Siad à Dubaï. Ce fameux seigneur de guerre somalien, dont le nom de guerre est Indha Adde (yeux blancs), fait partie, tout comme Mohamed Qanyare, des

voyous qui ont divisé et ravagé la Somalie pendant la guerre civile des années 1990. Indha Adde s'est autoproclamé gouverneur de la région de Shabeellaha Hoose, dont la sanglante occupation paramilitaire lui a valu d'être surnommé «le Boucher». Sachant tirer profit de cette situation anarchique, il se livre au trafic de drogue et d'armes à partir du port de Merka. À l'instar de Qanyare, il dirige une milice d'envergure et dispose d'un imposant parc de camionnettes armées. Toutefois, contrairement à son homologue allié à la CIA, il a entretenu une relation amicale avec la poignée d'islamistes radicaux qui, dans les années 1990, parsemaient le chaotique territoire somalien. Il reconnaît ouvertement avoir offert refuge et protection à certains des hommes que traque Washington, ce qui fait de lui une ressource potentielle non négligeable pour la CIA. À Dubaï, donc, il rencontre le chef des opérations est-africaines de l'agence. «On m'a offert de l'argent, du financement pour la région que je contrôlais. Avec la collaboration des États-Unis, j'allais acquérir de l'influence et du pouvoir en Somalie», se souvient-il. «Les gens de la CIA me disaient toujours que les hommes que je protégeais étaient des criminels qui, ayant bombardé les ambassades américaines, représentaient une menace pour l'humanité. Ils voulaient que je leur livre ces types.»

Cependant, conscient du comportement des seigneurs de guerre associés à la CIA, Indha Adde ne souhaite surtout pas se joindre à une telle alliance. À ses yeux, ces gens tuent des Somaliens pour le compte d'une puissance étrangère. «Ils avaient pour mandat d'éliminer quiconque était recherché par les États-Unis. Ils maltraitaient tous leurs prisonniers, les dénudaient et leur scellaient la bouche avec du ruban adhésif», raconte-t-il. «Une fois les détenus libérés par les Américains, les seigneurs de guerre les tuaient pour les empêcher de témoigner de leur emprisonnement.»

De plus, Indha Adde est alors en pleine conversion, ayant tourné le dos à sa vie de bandit ivrogne pour devenir ce qu'il considère comme un véritable musulman. À l'instar de nombreux croyants de par le monde, il a perçu l'invasion de l'Irak par les États-Unis, en 2003, comme une

manifestation d'«arrogance» et une croisade contre l'islam. «Le discours du président contre l'islam, de même que l'invasion de l'Irak et la guerre d'Afghanistan, m'ont personnellement convaincu de ne pas collaborer avec la CIA», explique-t-il. «J'ai rejeté toutes ses offres.» Il décide plutôt de combattre les seigneurs de guerre alliés à l'agence. «L'administration Bush surestimait la force d'Al-Qaïda et d'Oussama [Ben Laden]. Mais quand ils ont envahi l'Irak, nous avons tous jugé qu'ils s'en prenaient à l'islam. C'est là la plus grande victoire d'Al-Qaïda, et c'est pourquoi nous avons soutenu l'organisation.»

Quand des dirigeants d'Al-Qaïda lui demandent l'asile ou sollicitent son appui, il accepte volontiers. Selon lui, ces hommes, qui défendent l'islam et luttent contre les croisés et leurs sous-traitants somaliens, ont rendez-vous avec l'histoire. «Je considérais Oussama comme un homme bon, qui ne souhaitait que l'instauration de la loi islamique», raconte-t-il. «S'il y avait une justice, Bush aurait été exécuté comme Saddam Hussein. Mais personne n'est assez puissant pour contraindre les États-Unis à rendre des comptes.»

Tandis que Qanyare collabore avec Washington, Indha Adde devient vite l'un des principaux alliés paramilitaires d'Al-Qaïda et prend le commandement d'une des plus puissantes factions islamistes somaliennes de l'après-11-Septembre. La présence américaine, qui s'est d'abord manifestée en 2002 par une rencontre discrète avec Qanyare dans une chambre d'hôtel de Nairobi et dont l'objectif ne consistait qu'à éliminer ou à capturer cinq terroristes précis, a engendré des escadrons de la mort qui sillonnent la Somalie, tuant en toute impunité, et que la plupart des gens considèrent comme étant directement soutenus par les États-Unis. Au début de l'année 2006, lors d'une rencontre avec des diplomates américains, le président somalien, qui jouit de la reconnaissance internationale, «s'est demandé à haute voix si les États-Unis souhaitaient déclencher une guerre ouverte en Somalie», selon un câble diplomatique.

C’est au cours de cette sombre période que voit le jour l’Union des tribunaux islamiques (UTI), qui se soulèvera contre les sous-traitants de Washington. L’UTI n’est en rien le fruit d’un complot qu’aurait ourdi Al-Qaïda: il s’agit plutôt d’une réaction de Somaliens à l’impunité et à la cruauté des seigneurs de guerre, en particulier de ceux que soutient la CIA. Alors que le pays était en pleine désintégration, de modestes tribunaux islamiques régionaux ont été institués. Fondés sur la charia, ces systèmes judiciaires locaux cherchaient à rétablir un minimum de stabilité. Pendant plusieurs années, ils ont relevé des autorités claniques, conservant ainsi une large autonomie. C’est en 2004 qu’on met sur pied l’UTI, parfois surnommée «les Tribunaux». Cheikh Charif Cheikh Ahmed, qu’on appelle simplement Cheikh Charif, ancien instituteur et religieux originaire de la région de Shabeellaha Dhexe, en est élu chef. Indha Adde en deviendra ultérieurement le ministre de la Défense. «Lors de la fondation de l’UTI, la Somalie était en pleine guerre civile, avec son lot de meurtres, de vols et de viols. Les sans-voix étaient persécutés. Tout le monde souffrait, mais les clans les plus faibles étaient les plus durement frappés», explique-t-il. «Les seigneurs de guerre imposaient leur loi, et nous cherchions un moyen d’unir notre peuple et de le sauver. C’est l’islam qui nous unit, alors nous avons créé l’UTI.»

En 2005, armes et argent inondent la Somalie. Par l’entremise d’aéroports privés, Indha Adde et d’autres dirigeants des Tribunaux reçoivent des cargaisons d’armes lourdes et de munitions en provenance d’Érythrée. Au même moment, l’Éthiopie se joint aux États-Unis dans leur soutien aux seigneurs de guerre alliés à la CIA, leur offrant à son tour financement, armement et munitions. Le premier ministre somalien Ali Mohamed Gedi, vétérinaire formé en Italie, voit la CIA financer et armer Qanyare et d’autres seigneurs de guerre, dont certains sont ministres de son propre gouvernement. «Je les surveillais de près, en particulier Qanyare, qui mystifiait les agences de renseignement américaines en leur disant: “Je me charge de ce terroriste, de cet islamiste. Oui, je vais le capturer dès

demain.” Et on le payait», raconte Gedi. La CIA, déplore-t-il, porte atteinte au gouvernement somalien et encourage «la prolifération des tribunaux islamiques et les renforce». Les États-Unis «ont motivé les gens de l’UTI en appuyant les seigneurs de guerre et l’“alliance antiterroriste”. Toute la pagaille vient de là».

En février 2006, alors que l’UTI gagne en force, Qanyare et le réseau de chefs de guerre de la CIA sortent de l’ombre en annonçant officiellement la fondation de l’Alliance pour le rétablissement de la paix et la lutte contre le terrorisme, et en appelant les Somaliens à se joindre à eux dans leur combat contre les «djihadistes». En mars, à la Maison-Blanche, le NSC souscrit officiellement à la campagne américaine visant à financer et à soutenir les seigneurs de guerre. Selon le porte-parole du département d’État Sean McCormack, la stratégie des États-Unis consiste à «collaborer avec des gens responsables […] en vue de lutter contre le terrorisme. L’enracinement du terrorisme dans la Corne de l’Afrique nous préoccupe au plus haut point. Nous ne voulons pas que les terroristes aient accès à un nouvel asile. Notre intérêt se résume à ce que la Somalie puisse connaître de meilleurs jours». Washington «a choisi d’envisager la situation sous le seul angle de la “guerre contre le terrorisme”», observe Salim Lone, ancien haut fonctionnaire de l’ONU. «L’administration Bush a aidé les chefs de guerre — contrevenant ainsi à un embargo sur les livraisons d’armes que les États-Unis avaient contribué à imposer à la Somalie il y a cela de nombreuses années — en leur fournissant indirectement des armes et des valises pleines d’argent.» Soudainement, Qanyare et ses alliés semblent nettement mieux armés qu’auparavant. «Pour livrer bataille à [Al-Qaïda], il faut des forces très bien entraînées, assez nombreuses et suffisamment armées, qui bénéficient d’une logistique adéquate et peuvent compter sur d’importants renforts», explique Qanyare. Inconscient de l’ironie voulant que son alliance ait permis l’essor de l’UTI, le seigneur de guerre déclare aux agents américains que «cette guerre est facile: elle ne demandera pas beaucoup de

temps». Elle ne durera pas six mois, prédit-il. Les événements lui donneront raison quant à la durée du conflit, mais pas quant à son issue.

Une fois la guerre contre les tribunaux islamiques déclenchée, la ville de Mogadiscio est secouée par les pires combats qu'elle ait connus depuis plus de dix ans. En mai, le *Washington Post* rapporte des affrontements «parmi les plus violents qui soient survenus à Mogadiscio depuis la fin de l'intervention américaine de 1994, faisant 150 morts et des centaines de blessés». Dans son rapport au Conseil de sécurité de l'ONU, le Groupe de contrôle sur la Somalie fait mention d'un «tiers pays clandestin» qui soutient les seigneurs de guerre. Il ne précise pas de quel pays il s'agit, mais tout le monde le sait. Les diplomates américains de la région seront d'ailleurs vite assaillis de questions de la part de leurs homologues d'autres États, y compris de l'Union européenne. Selon un câble diplomatique émanant de l'ambassade américaine à Nairobi, des gouvernements européens «en sont venus à la conclusion que les États-Unis appuient certains chefs de guerre dans le cadre de leur guerre planétaire contre le terrorisme. Ils se disent préoccupés par la possibilité que de telles actions nuisent à la lutte antiterroriste et à la démocratisation de la Somalie». L'Union européenne, indique le message, s'apprête à publier un rapport qui ne fait pas dans la demi-mesure: «Des signes inquiétants montrent que les Somaliens, agacés par le soutien délibéré des États-Unis aux seigneurs de guerre, sont de plus en plus nombreux à adhérer à la cause des djihadistes.» Le programme de sous-traitance de la CIA irrite même certains hauts fonctionnaires américains, qui, sous le couvert de l'anonymat, ont confié au *New York Times* que «cette campagne a eu raison de la lutte contre le terrorisme en Somalie et a donné du pouvoir aux groupes islamistes qu'elle était censée marginaliser».

À la demande et avec l'appui de gens d'affaires de Mogadiscio et d'autres villes, les tribunaux islamiques, d'abord éparpillés, se concerteront en vue de défaire les seigneurs de guerre de la CIA. Indha Adde prendra la

tête de cette campagne militaire, et l'UTI invitera les Somaliens à «se joindre au djihad contre les ennemis de la Somalie».

L'enjeu n'est cependant pas strictement religieux. Les seigneurs de guerre ont ruiné l'économie de Mogadiscio. Selon le spécialiste du terrorisme Abdirahman «Aynte» Ali, «les assassinats d'imams et d'instituteurs dans les quartiers de la ville ont suscité une colère salutaire», mais, en ce qui concerne l'économie, les chefs de guerre «tiennent Mogadiscio en otage depuis 16 ans. Ils n'ont pas rouvert l'aéroport et le port maritime. Ils exploitent de petits aérodromes derrière leurs résidences (il s'agit littéralement de leurs résidences). Ils tiennent le peuple en otage». À la fin de l'année 2005, des gens d'affaires décident de financer l'UTI pour l'achat d'armes lourdes destinées à la lutte contre les sous-traitants de la CIA. Des Somaliens de tous les milieux décident alors de combattre aux côtés de l'UTI. «Dès 17 h, les gens quittaient leur travail au marché Bakaara, allaient chercher leur arme et prenaient part aux combats», raconte Aynte. «Le lendemain matin, ils retournaient au boulot. C'était impressionnant!»

*

* *

L'UTI n'est pas un tout homogène. Bon nombre des dirigeants et subalternes des tribunaux qui la constituent n'entretiennent aucun lien avec Al-Qaïda, ignorent presque tout de Ben Laden et défendent un programme strictement local. La croissance fulgurante de leur popularité résulte essentiellement de la haine qu'inspirent les seigneurs de guerre, d'un cruel besoin de stabilité et d'un désir de voir la loi et l'ordre rétablis. «Si nous avons déployé nos combattants à Mogadiscio, c'est pour mettre un terme à la guerre civile et à la cruauté des seigneurs de guerre», affirme Cheikh Ahmed Mohamed Islam, dit «Madobe», dont la milice Ras Kamboni, basée dans la région méridionale du Jubaland, s'est jointe à l'UTI en 2006. «Les membres de

l'UTI ont des opinions diverses; il y a des libéraux, des modérés et des extrémistes.» Au-delà de leur volonté d'en finir avec les seigneurs de guerre et de stabiliser le pays par l'entremise de la charia, ils n'ont «pas de programme politique commun».

L'UTI compte assurément des éléments qui défendent un projet semblable à celui des talibans pour la Somalie, mais les tribunaux qui la constituent ont surtout pour fonction de gouverner les clans et les sous-clans de leurs régions respectives, et non d'instituer un système judiciaire national. Bien que la Somalie soit presque exclusivement peuplée de musulmans, elle possède une forte tradition séculière, incompatible avec l'imposition d'un programme national à la talibane. «L'engagement des Tribunaux pour l'ordre et la sécurité obtient la faveur des Somaliens de l'ensemble du spectre religieux. Leur composition hétérogène et la diversité de leurs sympathisants rendent futile toute tentative de qualifier l'orientation du système de la charia, que celle-ci soit "extrémiste", "modérée" ou autre. Dans les faits, l'UTI est une coalition ad hoc assez disparate dont l'unité repose sur une convergence d'intérêts», peut-on lire dans un rapport de l'International Crisis Group publié en 2005 et intitulé *Somalia's Islamists*. L'organisme soutient que seuls deux tribunaux sont «systématiquement associés à l'activisme», ajoutant que leur influence est contrebalancée par celle des autres. «En général, les tribunaux semblent avoir une fonction essentiellement pragmatique. Loin de vouloir imposer un programme islamiste à un futur gouvernement somalien, la plupart d'entre eux se laisseraient sans doute absorber sans broncher par un nouveau système judiciaire, et ce, quelle qu'en soit la nature.»

Cela ne signifie pas que les extrémistes n'envisagent pas les tribunaux comme un instrument pouvant leur permettre de mettre en œuvre leur programme. «Nous ne partageons pas les objectifs et les méthodes des groupes qui financent ou appuient le terrorisme», déclare le chef de l'UTI Cheikh Charif dans un appel à la communauté internationale. «Nos tribunaux ne comptent aucun élément étranger, et nous ne sommes motivés

que par les besoins de nos communautés.» Si l'on s'en tient à la lettre de sa déclaration, Charif dit vrai, mais seulement parce que le mouvement Harakat Al-Chabab Al-Moudjahidin n'est pas officiellement membre de l'UTI.

Mieux connu sous son nom abrégé d'Al-Chabab (la jeunesse), ce groupe de jeunes militants islamistes unira ses forces à celles de l'UTI pendant le conflit contre les seigneurs de guerre. Sa fondation officielle aurait eu lieu quelque part entre la fin des années 1990 et le milieu des années 2000; en se basant sur des interviews qu'il a menées auprès de ses membres, Aynte évalue que le mouvement a vu le jour au cours de l'année 2003. La mise sur pied d'Al-Chabab est attribuable à Aden Hashi Farah «Ayro», qui, selon Washington, aurait suivi son entraînement dans des camps d'Al-Qaïda en Afghanistan et serait responsable de l'assassinat de travailleurs humanitaires étrangers en Somalie. Le mouvement compte aussi parmi ses membres influents Ahmed Abdi Godane, djihadiste notoire originaire des zones relativement calmes du nord du pays. Les deux hommes ont entraîné un groupe de jeunes Somaliens en vue de mener une guerre sainte. «Ils étaient extrêmement discrets, et bon nombre de ceux qui prenaient part à l'entraînement étaient plutôt marginaux. Ils n'étaient ni des spécialistes de l'islam ni les anciens d'un clan», explique Aynte. «En quête de légitimité, ils ont rallié l'UTI. Ils n'avaient rien à perdre: si l'UTI s'était métamorphosée en gouvernement central de la Somalie, ils auraient fait une sacrée bonne affaire, et si elle avait été démantelée, ils auraient su en capturer l'essence. Ils étaient prévoyants.» Dès le départ, Al-Chabab trouvera un puissant allié en Hassan Dahir Aweys, ex-colonel de l'armée somalienne devenu commandant militaire du groupe AIAI à la suite du renversement du régime Barre.

*

* *

Pour Al-Qaïda, Al-Chabab représente une opportunité: le mouvement pourrait lui donner accès à l'échiquier politique somalien, que l'organisation de Ben Laden n'est jamais parvenue à exploiter malgré des efforts répétés. Parmi les plus proches alliés d'Al-Chabab aux premiers moments de son existence se trouve Indha Adde, qui joue alors un rôle de premier plan dans une faction de l'UTI associée à Aweys. «J'assurais leur protection», dit-il des étrangers qui commencent à frayer avec Al-Chabab. «Je les voyais comme de bonnes personnes.» Parmi ceux-ci se trouve Abou Talha Al-Soudani, soi-disant spécialiste en explosifs et joueur clé du financement des opérations d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est. Indha Adde protège également le Comorien Fazul Abdallah Mohamed, cerveau présumé des bombardements des ambassades américaines en 1998. «À l'époque, Mohamed m'apparaissait comme un homme stable», se souvient-il. «En fait, il nous avait assurés qu'il n'avait rien à voir avec les bombardements.» Au début du conflit contre les seigneurs de guerre alliés à la CIA, Indha Adde réalise que Mohamed possède «une vaste expérience militaire. Tout comme les autres [combattants étrangers], il a été entraîné par Oussama lui-même». Aux yeux d'Indha Adde, la CIA et le gouvernement des États-Unis sont les agresseurs, et les combattants étrangers qui prolifèrent en Somalie participent à une lutte de plus en plus vive pour libérer le pays des seigneurs de guerre. Avec le soutien d'Al-Qaïda, les forces d'Al-Chabab se mettent à servir à Qanyare et aux autres chefs de guerre leur propre médecine, assassinant les personnalités associées à l'alliance avec la CIA.

Mohamed a peut-être convaincu Indha Adde de son absence de liens avec la mouvance terroriste, mais les milieux antiterroristes américains, eux, en ont fait leur cible prioritaire en Afrique de l'Est. Mohamed n'est pas seulement un terroriste: il est aussi un homme de foi. De l'avis général, l'homme est brillant. Né en 1972 ou en 1974 (selon celui de ses nombreux passeports et cartes d'identité que l'on consulte), il a été élevé dans une famille stable et prospère de l'archipel extrêmement instable des Comores.

Le contexte politique dans lequel il a grandi a été marqué par une série de coups d'État ou de tentatives de coup d'État (19 au total), survenus après que les Comores eurent proclamé leur indépendance de la France en 1975. Enfant, il aimait se prendre pour James Bond et jouer aux espions avec ses amis, et il se plaisait à imiter les pas de danse de Michael Jackson. Ses professeurs le considéraient comme un élève d'une grande intelligence. À l'âge de neuf ans, il avait mémorisé l'essentiel du Coran, dont il lisait des versets à la radio d'État. Plus tard, il entreprendrait des études auprès d'imams partageant la vision du monde des wahhabites saoudiens.

Lorsqu'il arrive à Karachi, au Pakistan, en 1990, Mohamed s'est déjà complètement radicalisé. D'abord étudiant en médecine, il passe aux études islamiques; les moudjahidines, qui viennent de bouter les Soviétiques hors d'Afghanistan, le recrutent en vue de l'entraîner. C'est à Peshawar, également au Pakistan, qu'il assiste pour la première fois à un prêche d'Oussama Ben Laden. Peu après, il se rend en Afghanistan pour s'initier aux techniques de guérilla, à l'art de se soustraire à la surveillance, au maniement de diverses armes légères ou lourdes et à la fabrication de bombes. En 1991, dans une lettre à son frère Omar, il écrit que son adhésion à Al-Qaïda «est confirmée». Sa première mission, en 1993, consiste à participer, en Somalie, à l'entraînement de petits groupes de militants islamistes qui se sont joints à l'insurrection contre les forces des États-Unis et de l'ONU. Il y travaille sous les ordres d'Abou Ubaidah Al-Banshiri, chargé par Ben Laden de diriger les opérations d'Al-Qaïda en Somalie. Ainsi s'amorce pour Mohamed une longue carrière de terroriste en Afrique de l'Est. C'est là qu'il fera connaissance avec Aweys et des membres d'AIAI, avec lesquels il fera équipe et qui l'amèneront plus tard à se rapprocher de l'UTI.

Mohamed prétendra que son équipe a participé à la bataille de Mogadiscio de 1993, mais Al-Qaïda ne parvient pas à s'implanter en cette Somalie alors divisée par les seigneurs de guerre, dont la plupart n'ont d'ailleurs aucune utilité pour l'organisation de Ben Laden ou d'autres

combattants étrangers. «La primauté du tribalisme en Somalie a nui aux efforts à long terme de recrutement d'Al-Qaïda, qui souhaitait forger une coalition unifiée contre l'occupant étranger. Al-Qaïda a cru à tort que son appel au djihad en Afghanistan aurait une résonance universelle qui motiverait les musulmans de Somalie à s'y joindre», lit-on dans le compte rendu d'une recherche du centre de lutte contre le terrorisme de l'école militaire de West Point. «Dans la Somalie de 1993, cet appel s'est heurté à l'indifférence générale, la volonté de survivre aux adversaires locaux ayant eu le dessus sur le djihad.»

Mohamed décide donc de se tourner vers le Kenya.

Les bombardements des ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie demanderont cinq ans de minutieux préparatifs. Avec l'aide de l'agent d'Al-Qaïda Saleh Ali Saleh Nabhan, Mohamed coordonne lui-même le bombardement de Nairobi, louant la maison qui servira de laboratoire pour la fabrication des explosifs requis. Pendant cette période, il devient l'étoile montante d'Al-Qaïda, l'un de ses agents les plus populaires, finançant des cellules dans toute l'Afrique de l'Est. Pour un temps, il installe sa famille à Khartoum, au Soudan, où Ben Laden s'occupe à consolider Al-Qaïda et se prépare à déclarer la guerre aux États-Unis. En 1997, Ben Laden annonce que son organisation entend s'attaquer à des intérêts américains. Mohamed, qui entre-temps a quitté le Soudan, est furieux d'apprendre la nouvelle par CNN. La déclaration donne lieu à une perquisition de la CIA au bureau d'un des plus proches associés de Mohamed, chargé de la préparation du bombardement de Nairobi. Néanmoins, bien qu'ils passent plusieurs fois à un cheveu d'être arrêtés par les autorités kényanes, les conspirateurs voient leurs plans couronnés de succès. Ben Laden et Al-Qaïda acquièrent alors leur funeste notoriété internationale, et Mohamed se rapproche du poste de chef des opérations d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est.

À la suite du bombardement de leurs ambassades, les États-Unis tentent activement de bloquer les actifs de Ben Laden et d'Al-Qaïda. Ben Laden

réagit en se mettant à la recherche de nouvelles sources de revenus. Dans cette perspective, il charge Mohamed d'une ambitieuse opération consistant à pénétrer le marché des diamants de guerre. De 1999 à 2001, le Comorien remplit l'essentiel de sa mission dans les territoires voisins du Liberia, sous la protection du dictateur de ce pays, Charles Taylor. Au total, Al-Qaïda tire environ 20 millions de dollars (dont l'origine est indétectable) du trafic de diamants de guerre, dont la plupart proviennent des champs de bataille de la Sierra Leone. À ce stade, Mohamed est un homme recherché, traqué par les autorités américaines, et Al-Qaïda investit de fortes sommes pour assurer sa protection. Il est désormais un acteur de premier plan.

En 2002, Mohamed est envoyé à Lamu, au Kenya (ville ironiquement située à un jet de pierre de la future base du JSOC à Manda Bay). C'est à cet endroit qu'il organise les attentats de Mombasa contre l'hôtel Paradise et l'avion israélien. Puisqu'une partie des agents chargés de cette mission ont entrepris leur entraînement à Mogadiscio, Mohamed se rend régulièrement en Somalie pour évaluer leurs progrès. Au cours de cette période, il collabore étroitement avec Nabhan. Une fois les attentats commis, Mohamed poursuit ses discrets allers-retours entre le Kenya et la Somalie. La CIA semble toujours avoir un moment de retard sur lui. En 2003, l'agence mandate le seigneur de guerre Mohamed Dheere, qui fait partie de son alliance de sous-traitants, de le traquer et de l'éliminer. Qanyare soutient que des agents du renseignement américain lui ont montré une photo de Mohamed dès janvier de la même année. Il prétend également avoir fourni aux forces antiterroristes les coordonnées GPS de maisons utilisées par Mohamed et Nabhan, mais qu'elles étaient réticentes à mener des opérations d'assassinat à Mogadiscio, disant préférer que les seigneurs de guerre s'en chargent. «Ils craignaient que leurs opérations n'entraînent la mort d'innocents», explique Qanyare. «Ces deux hommes étaient difficiles à appréhender, car ils bénéficiaient de la protection de membres somaliens d'Al-Qaïda.» Les seigneurs de guerre ne parviendront pas à capturer Mohamed et Nabhan.

En août 2003, alors qu'ils traquent Mohamed et d'autres présumés terroristes d'Afrique de l'Est, des agents de la CIA s'aperçoivent qu'une adresse électronique associée à Al-Qaïda a pour origine un café internet de Mombasa. De concert avec un officier traitant de l'agence, les forces de sécurité kényanes y font une rafle, arrêtant deux hommes attablés devant un ordinateur connecté au compte correspondant à ladite adresse. Tandis que les prévenus sont emmenés vers le fourgon cellulaire, le plus grand des deux pousse l'autre au loin, dégoupille une grenade et se fait exploser. Une source du milieu des opérations spéciales révélera plus tard au journaliste spécialisé dans les affaires militaires Sean Naylor que l'homme de grande taille était un «garde du corps kamikaze» et que son compagnon, dont il assurait la protection, était en fait Mohamed. «Des renforts se sont précipités sur les lieux, mais Mohamed s'est avéré trop malin pour eux», écrira Naylor. «Il s'est engouffré dans une mosquée, d'où il est sorti déguisé en femme, le visage voilé.» En fouillant l'appartement de Mombasa qu'occupaient Mohamed et son garde du corps, le renseignement américain découvrira un dispositif permettant de fabriquer de faux passeports et visas.

En 2004, le renseignement américain affirme avoir intercepté des messages de Nabhan indiquant qu'Al-Qaïda planifie une nouvelle attaque contre l'ambassade des États-Unis à Nairobi, cette fois à l'aide d'un camion chargé d'explosifs et d'un avion nolisé. Peu de temps auparavant, les responsables de la lutte antiterroriste ont déclaré que Mohamed et les autres membres de la cellule somalienne d'Al-Qaïda «font partie des fugitifs les plus recherchés de la planète», ajoutant que le Comorien, «un maître du déguisement, un faussaire chevronné et un fabricant de bombes accompli», «insaisissable à en devenir fou», est le dirigeant d'Al-Qaïda «le plus dangereux et […] le plus recherché» de Somalie.

À Mogadiscio, Mohamed participe à la mise sur pied d'Al-Chabab avec Ayro, Aweys et d'autres membres d'AIAI. Mohamed et Nabhan sont les principaux émissaires d'Al-Qaïda auprès du groupe, dont le renseignement américain ne connaît pas encore le nom, l'appelant simplement «le groupe

spécial». Le camp d'entraînement d'Al-Chabab, le centre Salah ad-Din, se trouve sur le site d'un ancien cimetière italien profané de façon plutôt monstrueuse. En ce lieu lourdement fortifié, les recrues peuvent écouter des vidéos djihadistes en provenance d'Afghanistan, d'Irak et de Tchétchénie, ainsi que des films où s'exprime Ben Laden. «En créant le centre Salah ad-Din, Al-Chabab a pu fournir entraînement et savoir-faire, avec toute l'expérience nécessaire», explique Aynte.

Quand l'UTI commence à émerger en tant que force capable d'expulser les seigneurs de guerre, Mohamed voit à ce qu'Al-Qaïda en fasse partie. «Mohamed, Nabhan et tous les étrangers qui nous accompagnaient travaillaient à tisser des liens et à coordonner le mouvement, tâches que nous jugions indissociables du djihad; nous savions qu'ils étaient membres d'Al-Qaïda», se souvient Madobe. L'arrivée du Comorien et d'autres figures de l'organisation de Ben Laden dans les parages de l'UTI ne préoccupe guère le chef de la milice Ras Kamboni. Peu soutenu par les clans somaliens les plus importants, Al-Chabab est un acteur mineur en comparaison des tribunaux qui constituent l'UTI: «Les tribunaux qui défendaient un programme constructif ralliaient beaucoup plus de gens. Je peux toutefois affirmer que les opérations menées par les Américains ont contribué à renforcer ce mouvement», conclut Madobe.

*

* *

Al-Chabab commence à se faire connaître en 2005 en se livrant à «une série d'assassinats et de profanations de cimetières à Mogadiscio et dans d'autres régions», raconte Aynte. «Au cours des quelques années suivantes», soutient-il dans un article intitulé «L'anatomie d'Al-Chabab», «le mouvement a discrètement assassiné plus de 100 personnes, essentiellement des généraux, des professeurs, des gens d'affaires, des journalistes et de militants». Un ancien commandant d'unité d'Al-Chabab lui a «expliqué que les assassinats poursuivaient un double objectif: il s'agissait d'abord de

tenter d'éliminer, à titre préventif et de façon délibérée, la dissidence et les obstacles potentiels, puis de terroriser l'élite de Mogadiscio, qui, à l'époque, exerçait une grande influence par sa domination totale des affaires, des médias et de l'éducation».

Alors que les combattants étrangers de l'UTI, relativement peu nombreux, obsèdent la CIA, une bonne partie des acteurs des Tribunaux ne considèrent pas leur présence comme un problème. Si ces éléments finissent par nuire à l'UTI, se disent-ils, les clans, dont l'importance est déterminante dans la structure politique somalienne, seront en mesure de les contenir. Ce sont cependant les États-Unis eux-mêmes qui, par leurs actions, auront tôt fait de rendre Al-Chabab et ses alliés d'Al-Qaïda plus puissants que quiconque n'aurait pu l'imaginer, y compris la CIA.

Jouissant d'un large soutien populaire, l'UTI n'aura besoin que de quatre mois pour réussir à chasser les seigneurs de guerre de la CIA, dont Qanyare. «Nous avons été battus en raison d'une logistique inadéquate, d'un manque de ressources de base: munitions, armes de qualité supérieure, coordination. Voilà ce dont nous aurions eu besoin», racontera Qanyare, déplorant que les États-Unis lui aient seulement donné «de l'argent de poche». La confiance que la CIA inspire au seigneur de guerre n'est pas ébranlée pour autant. «Les États-Unis connaissent la guerre. Ce sont des maîtres de la guerre. Ils en savent plus que moi sur le sujet. Quand ils mènent une guerre, ils savent comment la financer. Ils le savent très bien. Ce sont des professeurs. De grands professeurs.» Alors que les Tribunaux livraient bataille aux forces de Qanyare, la CIA a refusé d'accroître son soutien aux seigneurs de guerre. «Je ne blâme pas ses agents, qui appliquaient les ordres de leurs patrons», précise-t-il, ajoutant que, si les États-Unis «nous avaient accordé un meilleur financement et plus d'armes» au moment crucial du siège de Mogadiscio par l'UTI, «nous aurions gagné, nous l'aurions battue». En se préparant à quitter la capitale somalienne, il a lancé une mise en garde à Washington: «Je leur ai dit que de tenter de vaincre [Al-Qaïda et Al-Chabab] dans la Corne de l'Afrique leur coûterait

trop cher. Al-Qaïda connaît une expansion rapide, recrute, est bien implanté et dispose d'un vaste territoire où se réfugier.»

Jusqu'ici, la présence du JSOC en Somalie est restée très limitée. C'est la CIA qui y a coordonné l'essentiel de la lutte antiterroriste. Devant la chute des seigneurs de guerre alliés à l'agence, toutefois, la force spéciale entreprend une campagne en vue d'y jouer un rôle plus actif. Son commandant, le général McChrystal, a déjà organisé une série de vidéoconférences sur la Corne de l'Afrique et a commencé à faire pression pour qu'on élargisse les responsabilités du JSOC dans les opérations antiterroristes qui s'y déroulent.

*

* *

Le 5 juin 2006, les forces de l'UTI prennent officiellement Mogadiscio. Des experts du gouvernement américain, tel Herman Cohen, adjoint au secrétaire d'État pour les affaires africaines, saluent l'expulsion des seigneurs de guerre comme «une merveilleuse nouvelle». «Les chefs de guerre ont causé des problèmes considérables. […] Sous leur régime, personne ne se sentait en sécurité», déclare Cohen au lendemain de la prise de la capitale. «Il faut absolument les empêcher de revenir à Mogadiscio.» Si les États-Unis ont appuyé des seigneurs de guerre comme Qanyare, poursuit-il, «c'est parce qu'ils ont paniqué. Constatant la présence d'un groupe islamiste, ils se sont dit "Les talibans arrivent!"». Pour Cohen, le risque de voir la Somalie devenir un refuge pour Al-Qaïda «est mineur, car les membres du mouvement islamique ont vu ce qui est arrivé aux talibans et ne veulent pas connaître le même sort».

Le chef de l'UTI, Cheikh Charif, s'empresse aussitôt d'écrire une lettre adressée aux Nations Unies, au département d'État des États-Unis, à la Ligue arabe, à l'Union africaine, à l'Union européenne et à d'autres institutions internationales, dans laquelle il nie tout lien entre les Tribunaux

et les terroristes, et déclare que la coalition qu'il dirige souhaite «établir une relation amicale, fondée sur le respect mutuel et l'intérêt commun, avec la communauté internationale».

«L'expertise [des seigneurs de guerre] consiste à terroriser les gens, et ils ont su terroriser le gouvernement américain en lui transmettant de fausses informations sur la présence de terroristes en Somalie», écrit Charif. Dans une autre lettre, destinée celle-là à l'ambassadeur des États-Unis à Nairobi, il s'engage à soutenir la lutte contre le terrorisme et affirme que l'UTI compte «inviter une équipe d'enquêteurs de l'ONU pour s'assurer que les terroristes internationaux n'utilisent pas la région comme route de transit ou comme repaire».

Cette lettre n'impressionne pas Washington. «Bien que nous soyons disposés à admettre l'existence d'éléments constructifs au sein de l'UTI», peut-on lire dans un câble diplomatique émanant de Nairobi, «toute collaboration de notre part avec l'un ou l'autre de ses dirigeants sera conditionnelle à l'absence d'éléments étrangers appartenant à Al-Qaïda».

Dans l'ensemble, la réaction des États-Unis à la prise du pouvoir par l'UTI n'est pas unanime. Des dizaines de câbles diplomatiques expédiés pendant cette période témoignent d'une évaluation confuse et contradictoire de la part des diplomates et des hauts fonctionnaires américains. Les câbles diplomatiques émanant de leur ambassade de Nairobi présentent systématiquement Charif comme un «modéré», tandis que «l'administration Bush est allée aussi loin que d'envisager [son] assassinat», écrit Jon Lee Anderson dans le *New York Times.* De son côté, Al-Chabab considère le chef de l'UTI comme un vendu qui, par ses tentatives de se faire bien voir de l'Occident, a sombré dans l'apostasie.

Tandis que les diplomates américains collaborent avec le gouvernement fédéral de transition pour déterminer la ligne de conduite à adopter envers l'UTI, le Pentagone et la CIA considèrent la prise de Mogadiscio par les Tribunaux comme une crise majeure. «La situation est soudainement devenue un enjeu crucial pour de nombreux acteurs de l'État: analystes

militaires, analystes du renseignement, etc. La Somalie s'est subitement retrouvée dans la mire de tout le monde», raconte Daveed Gartenstein-Ross, consultant auprès des forces armées ayant conseillé le CENTCOM et les militaires déployés dans la Corne de l'Afrique. «Deux choses les préoccupent: les liens entre l'UTI et Al-Qaïda, et la constitution possible d'un refuge pour terroristes en territoire somalien.» Le président Bush se trouve à Laredo, au Texas, lorsqu'il apprend que l'UTI a chassé les seigneurs de guerre de Mogadiscio. «Quand il y a de l'instabilité quelque part dans le monde, il va sans dire que nous sommes inquiets. Or, il y a de l'instabilité en Somalie», déclare-t-il. «Nous suivons attentivement l'évolution de la situation. À mon retour à Washington, nous affinerons notre stratégie en vue de réagir adéquatement aux derniers incidents survenus en Somalie.»

Pendant que la Maison-Blanche discute stratégie, l'UTI met bel et bien en œuvre un programme radical à Mogadiscio, lequel suscite néanmoins l'adhésion de pratiquement tous les Somaliens. Les Tribunaux amorcent ainsi le démantèlement de l'enchevêtrement démentiel de barrages routiers isolant les fiefs des seigneurs de guerre, ce qui entraîne une chute marquée du prix des aliments, et procèdent à la réouverture des ports et de l'aéroport, ce qui favorise une augmentation spectaculaire de la quantité d'aide humanitaire pouvant atteindre la ville. On assiste à une baisse substantielle du nombre de vols et d'autres crimes, et quantité de citadins déclarent à des journalistes que jamais dans les 16 dernières années ils ne se sont autant sentis en sécurité. L'UTI «a apporté une stabilité minimale, mais sans précédent à Mogadiscio», explique Aynte. «On pouvait désormais y conduire la nuit sans problème, et ce, sans protection.» Les diplomates américains admettent que l'acheminement de l'aide humanitaire s'améliore et que l'UTI parvient à réduire la piraterie autour de la Somalie. Même les membres, en exil, du gouvernement somalien de transition soutenu par les États-Unis reconnaissent que les Tribunaux ont accompli quelque chose d'important. «L'UTI a apporté une apparence d'ordre et de stabilité à

Mogadiscio», concède Buubaa, ex-ministre des Affaires étrangères et opposant aux Tribunaux. «De nombreux habitants de la ville l'apprécient.»

Le milieu américain des opérations spéciales, lui, est loin d'être satisfait. Dans la foulée du 11-Septembre, le JSOC s'est vu confier la mission de traquer les terroristes les plus recherchés du monde, désignés par la Maison-Blanche. La mise en œuvre du programme social de l'UTI n'a aucune incidence sur cette politique. L'aventure de la CIA avec les seigneurs de guerre a été un cuisant échec et a fait en sorte que les personnalités d'Al-Qaïda qui se trouvent dans la mire du JSOC sont mieux protégées que jamais. À bien des égards, l'invasion de l'Irak a distrait la force spéciale de sa mission première. «C'est indéniable: l'Irak a tout bousillé», affirme Gartenstein-Ross. «En comparaison avec l'Irak, [la Somalie] aurait été beaucoup plus facile à stabiliser. Mais on n'y a jamais affecté les ressources nécessaires. Le principal problème, c'est que rien n'a été fait pour prévenir l'insurrection, d'ailleurs survenue très tôt.» Qui plus est, les politiques de Washington l'ont elles-mêmes suscitée. À la suite du ratage de la CIA, le Pentagone a entrepris la planification d'une campagne en vue d'écraser les Tribunaux. Cependant, toujours hantée par le triste souvenir de la bataille de Mogadiscio, la Maison-Blanche envisage encore d'agir par force interposée, cette fois en faisant appel au voisin honni de la Somalie, l'Éthiopie. Ce pays pourrait offrir une couverture aux commandos américains (essentiellement le JSOC) qui pénétreraient secrètement le territoire somalien pour traquer leurs «objectifs de grande importance».

En juin 2006, un câble diplomatique de l'ONU cite le procès-verbal d'une réunion de hauts fonctionnaires du département d'État et de hauts gradés des forces armées, selon lequel les États-Unis sont conscients de la diversité des courants constituant l'UTI, mais «n'entendent pas la laisser» diriger la Somalie et comptent «se rallier à l'Éthiopie si les "djihadistes" prennent le pouvoir». «Toute intervention de l'Éthiopie en Somalie recueillera l'approbation de Washington», conclut le câble diplomatique. Certains acteurs du gouvernement américain appellent au dialogue et à la

réconciliation, mais leurs voix sont noyées par celles des faucons, déterminés à renverser l'UTI.

Des équipes des forces spéciales américaines se trouvent depuis longtemps en Éthiopie, dont elles entraînent les fameux commandos Agazi. De plus, ce pays accueille des ressources aériennes américaines et compte de petites installations militaires auxquelles les États-Unis ont accès. Toutefois, bien que l'Éthiopie soit appelée à jouer un rôle déterminant dans les événements à venir, c'est un autre voisin de la Somalie qui servira de rampe de lancement aux forces du JSOC. En 1993, peu après le fiasco de Mogadiscio, les forces américaines ont établi une base, le camp Simba, à Manda Bay, au Kenya. Conçu à l'origine pour offrir entraînement et assistance aux troupes de la marine kényane qui patrouillaient le long de la côte somalienne, le camp est appelé à remplir une autre fonction avec l'accession au pouvoir de l'UTI, qui amène les États-Unis à élaborer des plans de circonstance. C'est dans ce contexte que des équipes du JSOC, en particulier des membres de la Navy SEAL Team 6, commencent à s'y installer. Leur présence est à peine voilée par celle d'unités des affaires civiles des forces armées, qui se mêlent à la population locale (en reconstruisant des écoles et en menant des projets d'épuration des eaux) et participent à l'entraînement des forces conventionnelles kényanes. C'est à Manda Bay que les commandos d'élite des États-Unis planifieront toutes leurs opérations en territoire somalien. Les hommes chargés de ces missions seront regroupés dans la force opérationnelle 88.

Presque aussitôt que l'UTI prend Mogadiscio, l'Éthiopie commence à saliver à l'idée d'intervenir en Somalie. Depuis qu'une guerre sanglante a opposé les deux pays dans les années 1970, l'armée éthiopienne fait des incursions régulières en territoire somalien, suscitant la colère de la population, tandis que des militants somaliens, qui considèrent que la région d'Ogaden leur appartient, mènent des raids en Éthiopie. Une fois l'UTI au pouvoir, Addis-Abeba intensifie sa rhétorique contre la menace que les djihadistes somaliens feraient peser sur la région. En fuyant Mogadiscio,

Qanyare s'est exprimé sur les ondes de la radio nationale pour affirmer que la victoire de l'UTI entraînerait une invasion du pays par l'Éthiopie, ajoutant que les Somaliens commettaient une lourde erreur en appuyant les Tribunaux. «Je me suis toujours opposé à une telle invasion», se souvient-il. «Plutôt mourir. Je n'ai jamais accepté cette idée, car je sais qui ils sont, ce qu'ils veulent et ce qu'ils cherchent.» Un mois après l'arrivée de l'UTI au pouvoir, des diplomates américains commencent à faire état de «missions de reconnaissance clandestines» de l'Éthiopie, «préalables à d'éventuelles opérations».

«En aidant les abominables seigneurs de guerre», explique Aynte, les États-Unis avaient déjà montré qu'ils «interprétaient mal la situation. Ils l'ont mal interprétée cette fois encore. Ils auraient dû en profiter pour nouer un dialogue avec l'UTI. Des 13 organisations qui la constituaient, 12 étaient des tribunaux islamiques claniques qui ne défendaient aucun programme de djihad mondial ou autre. La plupart de leurs membres n'avaient jamais quitté la Somalie. C'était des gars du pays. La seule menace, c'était Al-Chabab, rien de plus. Ce groupe aurait pu être contrôlé. Mais, une fois de plus, Washington a mésinterprété la situation, pressant l'Éthiopie d'envahir la Somalie» et offrant ainsi aux dirigeants d'Al-Qaïda «l'occasion qu'ils attendaient». Malcolm Nance, qui a travaillé 25 ans au programme de lutte antiterroriste du renseignement américain, a passé le gros de sa carrière à collaborer à des opérations spéciales au Moyen-Orient et en Afrique. Il a étudié la montée d'Al-Qaïda et d'Al-Chabab, et en sait long sur les dirigeants des deux organisations. Selon lui, les États-Unis ont appliqué une stratégie antiterroriste lamentable en Somalie. Avant que ne se répande la rumeur d'une intervention éthiopienne, «Al-Chabab était une organisation marginale». Nance est d'avis que les États-Unis auraient dû tenter de collaborer avec l'UTI dans le but d'isoler les agents étrangers d'Al-Qaïda. «En tant que spécialiste du renseignement, voici ce que j'aurais recommandé à propos d'un cadre d'Al-Qaïda: "Laissez-le aller, dépêchez le plus d'agents possible dans son entourage, surveillez-les, lui et tous ses

lieutenants, tentez d'en apprendre le plus possible, déterminez quelle est la véritable importance d'Al-Qaïda dans ce pays." Plus tard, il aurait subi un malencontreux accident de la route, vous savez, une collision frontale avec un camion.»

En Somalie, le pouvoir est structuré autour des clans, ce qui favorise la marginalisation systématique des agents étrangers et le rejet massif de toute occupation étrangère. Dans un tel contexte, soutient Nance, les États-Unis auraient pu décider de mener une guerre de propagande contre la poignée d'agents d'Al-Qaïda qui côtoyaient les Tribunaux, «afin de les dérouter, de les priver de leur raison d'être». «Ne serait-il pas beaucoup plus amusant de dépeindre Al-Qaïda comme une secte non islamique? En insistant suffisamment pour que plus personne ne leur vende de pain et, une fois la bataille engagée, pour que les gens se battent contre eux.» Le renseignement américain aurait dû lancer une campagne de désinformation où on les aurait présentés comme «des satanistes ou des militants opposés à l'islam», poursuit-il. «C'est ce que nous aurions dû faire; une telle stratégie aurait concouru à tous les aspects de notre lutte contre cette organisation.» Vu la farouche opposition du système clanique somalien à toute influence extérieure, le potentiel de succès de la méthode proposée par Nance est sans doute discutable, mais celle-ci ne sera jamais mise à l'épreuve. Aux yeux du spécialiste, la stratégie somalienne des États-Unis est «proprement ahurissante».

À l'instar du JSOC et de la CIA, Al-Qaïda surveille de près l'évolution de la situation en Somalie. Alors que se répand la rumeur d'une intervention étrangère, Oussama Ben Laden fait une déclaration montrant clairement qu'Al-Qaïda doute de l'autonomie de l'Éthiopie en matière militaire. «Nous invitons tous les pays du monde à ne pas accéder à la demande des États-Unis d'envoyer une force internationale en Somalie. Au nom d'Allah, nous jurons que nous nous battrons contre leurs soldats en sol somalien, et nous nous réservons le droit de les punir, sur leur propre territoire ou ailleurs, au moment opportun et de manière adéquate», déclare-t-il. «N'attendez pas

pour agir, comme l'ont fait certains musulmans lorsqu'est venu le temps de sauver le gouvernement islamique d'Afghanistan. Nous avons là une occasion en or; quiconque en a la capacité est tenu d'agir. Vous ne devez pas rater cette opportunité de mettre en place le noyau du califat.»

*

* *

Le régime de l'UTI et la première période de paix relative qu'ait connue Mogadiscio ne dureront que six mois. Alors que les diplomates américains de la région mettent en garde leurs supérieurs contre les conséquences potentiellement désastreuses d'une invasion éthiopienne et tentent de trouver des voies de réconciliation entre l'UTI et le gouvernement fédéral de transition, reconnu par la communauté internationale, les responsables de la sécurité nationale de l'administration Bush préparent une guerre ayant pour finalité de renverser les Tribunaux. À la fin de l'année 2006, des troupes éthiopiennes se massent en divers points de la frontière somalienne. Les diplomates américains se disent préoccupés par cette mobilisation, mais semblent ignorer que les forces armées des États-Unis y jouent un rôle actif.

L'UTI a compris que des événements fâcheux se préparent. Tant Cheikh Charif (qui prônait quelques mois plus tôt la coopération avec les États-Unis et les Nations Unies) qu'Aweys lancent aux Somaliens un appel au «djihad» contre l'envahisseur éthiopien. Charif prononce désormais ses discours en tenue de combat, AK-47 en bandoulière. «J'exhorte le peuple somalien à protéger son pays et sa religion», déclare-t-il. «Le vieil ennemi de la Somalie est revenu. J'ordonne donc aux soldats des tribunaux islamiques de se livrer au djihad, tel qu'Allah l'a conçu.» En novembre, alors que l'Éthiopie presse les diplomates américains d'appuyer une invasion visant à renverser l'UTI, ceux-ci mettent la main sur un «décret», rédigé en arabe, qui aurait été promulgué par Aweys, devenu depuis peu président des Tribunaux. Le document recommande l'assassinat de 16 membres du gouvernement fédéral de transition, toujours en exil, dont

son président, Mohamed Youssouf, et son premier ministre, Mohamed Gedi. Il invite expressément les «martyrs» d'Al-Chabab à «mener ces opérations en recourant aux techniques d'attentat suicide les plus meurtrières des moudjahidines d'Irak, d'Afghanistan, de Palestine et d'autres pays».

En décembre, les États-Unis adoptent une stratégie de coopération avec les forces armées éthiopiennes et le gouvernement somalien en exil pour chasser l'UTI de Mogadiscio. Le plan consiste à remettre le pouvoir au gouvernement de transition, faible mais officiel, et à confier la responsabilité de sa protection à des militaires somaliens entraînés en Éthiopie et à l'armée éthiopienne. Quant aux chefs de l'UTI et aux combattants étrangers, la force opérationnelle 88 se chargera de les traquer et de les tuer.

Le 4 décembre 2006, le général John Abizaid, commandant du CENTCOM, se pose à Addis-Abeba en vue d'une réunion avec le premier ministre Meles Zenawi. Officiellement, il s'agit de la visite de routine d'un représentant de l'allié américain. Dans les coulisses, toutefois, il ne fait aucun doute que la guerre est imminente. «Les États-Unis avaient là une occasion extraordinaire de s'en prendre directement à Al-Qaïda et de capturer ces terroristes», racontera un officier du Pentagone au magazine *Time*.

Quelques jours après le passage d'Abizaid en Éthiopie, le département d'État américain intensifie sa rhétorique en présentant l'UTI comme une couverture d'Al-Qaïda. «L'UTI se trouve désormais sous la férule de membres d'une cellule d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est», déclare Jendayi Frazer, qui, en tant qu'adjoint au secrétaire d'État pour les affaires africaines, occupe le premier rang des hauts fonctionnaires américains chargés de l'Afrique. «Le sommet de la hiérarchie des Tribunaux est constitué d'extrémistes radicaux. Ce sont des terroristes, et ils contrôlent le pays.» À l'image de la campagne de propagande ayant précédé l'invasion de l'Irak en 2003, les grands médias américains montent en épingle les liens

avec Al-Qaïda, exposant l'opinion de hauts fonctionnaires comme s'il s'agissait de faits avérés. La presse écrite publie des manchettes sensationnalistes faisant état de la «menace grandissante d'Al-Qaïda en Afrique», tandis que les reporters des journaux télévisés répandent avec enthousiasme une interprétation révisionniste de l'histoire du conflit somalien, taisant comme par hasard le rôle des États-Unis dans le déclenchement de la crise. «La Somalie sert de refuge à Al-Qaïda depuis le retrait des troupes américaines ayant suivi la tristement célèbre bataille de Mogadiscio», affirme sans broncher David Martin, correspondant d'expérience du réseau CBS. De son côté, la correspondante de CNN au Pentagone donne l'impression d'être une véritable porte-parole de l'administration Bush: «Aujourd'hui même, en Afrique de l'Est, un enjeu demeure: si l'on n'empêche pas la Somalie d'être un refuge pour les terroristes, la menace d'une nouvelle attaque restera bien réelle.»

Alors que l'administration Bush et certains grands médias exagèrent la menace somalienne, des voix discordantes se font entendre. Le fait que les États-Unis se préparent à intervenir n'empêche pas le directeur du renseignement national John Negroponte d'exprimer son scepticisme à l'égard de la thèse voulant que l'UTI soit contrôlée par Al-Qaïda. «Je ne crois pas que cette opinion soit solidement fondée», déclare-t-il. La Somalie «est revenue dans notre mire assez récemment», constate-t-il, ajoutant que la question fondamentale consiste à déterminer si l'UTI incarne «les nouveaux talibans». «Je n'ai pas encore entendu de réponse satisfaisante», conclut-il. John Prendergast, spécialiste de l'Afrique au NSC et au département d'État sous Clinton, qualifie la politique somalienne de l'administration Bush d'«idiote», déplorant que le soutien à une invasion éthiopienne «rende notre programme de lutte contre le terrorisme pratiquement inapplicable».

Joe Biden, alors sénateur et bientôt président de la commission des affaires étrangères du Sénat, dénonce cette politique avec vigueur en montrant une connaissance subtile de la chronologie des événements ayant

mené à la prise du pouvoir par l'UTI. «En faisant ce pari insensé sur les seigneurs de guerre pour concrétiser nos objectifs, l'administration est parvenue à renforcer les Tribunaux, à affaiblir notre position et à éliminer toute option valable. La situation, bien que très mal connue, est l'une des plus critiques du monde, et la Maison-Blanche ne dispose d'aucune stratégie crédible pour y faire face», déplore-t-il.

Stratégie crédible ou pas, l'administration Bush est résolue à renverser les Tribunaux.

Le 24 décembre 2006, l'aviation éthiopienne commence à effectuer des bombardements pendant que des tanks traversent la frontière somalienne. Il s'agit d'une guerre classique par force interposée, commandée par Washington, à laquelle prennent part de 40 000 à 50 000 soldats d'Éthiopie. Le ministre de la Défense de l'UTI, Indha Adde, tient alors une conférence de presse où il invite publiquement les islamistes étrangers à se joindre au combat. «Laissons-les se battre en Somalie, mener le djihad, et, si Allah le veut, attaquer Addis-Abeba», lance-t-il.

Tandis que les chasseurs bombardent la Somalie et que les troupes se rapprochent de Mogadiscio, Frazer et d'autres hauts fonctionnaires nient toute implication de Washington dans l'invasion et ses préparatifs. Leurs prétentions sont manifestement fausses. «Les États-Unis ont commandité l'invasion éthiopienne. Ils ont tout payé, y compris le carburant nécessaire. Ils ont aussi envoyé des forces américaines sur le terrain, des forces spéciales. Sans parler de la CIA et de l'armée de l'air. Voilà ce qui a rendu possible l'écrasante supériorité militaire des Éthiopiens», explique Gartenstein-Ross. «L'Éthiopie n'aurait jamais pu entrer en Somalie sans l'appui du gouvernement des États-Unis», affirme Gedi, alors premier ministre en exil, qui a collaboré à la planification de l'invasion avec le renseignement américain et le gouvernement éthiopien. «L'armée de l'air des États-Unis nous épaulait.»

Qanyare, lui, observe de loin les Éthiopiens remplacer son alliance soutenue par la CIA à titre de nouveau mandataire de Washington. Il s'agit

pour lui d'une terrible catastrophe. «La communauté internationale a invité [les Éthiopiens] en invoquant leur lutte contre Al-Qaïda», affirme-t-il. «Ils tuent des gens au nom de vieilles rancunes héritées de la guerre de 1977, abattent femmes et enfants. C'est une politique d'élimination. Sous le prétexte de la lutte contre Al-Qaïda. Si les Américains avaient su à qui ils avaient affaire, j'ose croire qu'ils ne les auraient jamais appelés à la rescousse.»

Le 1er janvier 2007, le premier ministre Gedi s'installe enfin à Mogadiscio. «L'ère des seigneurs de guerre est révolue», déclare-t-il. Signe annonciateur d'un chaos imminent, des manifestations éclatent, dénonçant avec colère l'«occupation» éthiopienne et les forces qui ont placé Gedi au pouvoir. Les événements de 2007 enfonceront la Somalie encore plus profondément dans l'horreur et le chaos, et consolideront de manière saisissante les forces mêmes que Washington prétend combattre. «L'Éthiopie et la Somalie sont des ennemis jurés, de longue date; pour les Somaliens, l'invasion a été un véritable affront national», juge Aynte. «Une insurrection voyait le jour.»

«Si l'on devait retenir une chose des opérations militaires de la décennie 2000, c'est que les États-Unis constituent une force d'insurrection très efficace», soutient Gartenstein-Ross. «Quand il s'agit de renverser un gouvernement, ils excellent. Ils sont cependant incapables d'instituer une structure gouvernementale viable.» Selon l'ex-ministre des Affaires étrangères Buubaa, la campagne militaire des États-Unis et de l'Éthiopie «a placé la Somalie sous la coupe d'Al-Qaïda». Le vétéran du renseignement Nance admet que l'invasion éthiopienne soutenue par Washington a représenté une aubaine pour Al-Chabab: «Auparavant, Al-Chabab était une modeste structure, comparable à celle d'un seigneur de guerre. Quand les Éthiopiens sont arrivés (et il est assez évident qu'ils agissaient comme force interposée pour le compte des États-Unis), Al-Qaïda s'est dit: "Merveilleux! Un nouveau champ de bataille pour le djihad! Ils sont tous là: les chrétiens éthiopiens et leurs conseillers américains.

Nous n’avons plus qu’à occuper ce nouveau champ de bataille pour revigorer Al-Qaïda en Afrique de l’Est!” C’est exactement ce qui s’est produit.»

Chapitre 18

L'évasion

Yémen, 2006 — Tandis que les seigneurs de guerre recrutés par la CIA combattent l'UTI en Somalie et que l'administration Bush s'emploie principalement à contrer l'insurrection en Irak, un groupe de détenus parviennent à s'échapper de la prison de Sanaa. Cette évasion massive contribuera largement à la résurgence d'Al-Qaïda dans la région. Parmi les fugitifs se trouvent en effet plusieurs personnages clés qui formeront le noyau de dirigeants d'une nouvelle organisation, nommée Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA). L'un d'eux est l'ancien secrétaire particulier de Ben Laden, Nasir Al-Wuhayshi. Le 3 février 2006, en compagnie de 22 autres détenus, il s'évade de la prison à sécurité maximale par un tunnel menant à une mosquée voisine. Il se targuera même d'avoir accompli ses prières matinales avec ses compagnons avant de ressortir par la porte principale de la mosquée. Al-Wuhayshi unira les fronts saoudien et yéménite d'Al-Qaïda sous la bannière d'AQPA, et Qasim Al-Rimi, un autre fugitif, deviendra le commandant militaire de l'organisation. «L'heure est grave», déclare Rumsfeld quelques jours après l'évasion. «Il s'agit là d'individus très impliqués dans l'ensemble des activités d'Al-Qaïda et directement associés à l'attentat contre le *USS Cole* et à la mort des marins qui s'y trouvaient.» La principale réaction de Rumsfeld et de ses collègues consiste à presser le président Saleh de recapturer Jamal Al-Badawi, dont les États-Unis réclament l'extradition, ainsi que d'autres fugitifs

soupçonnés d'avoir pris part à l'affaire du *USS Cole*. Parmi les évadés, pourtant, ce sont Al-Wuhayshi et Al-Rimi qui deviendront les plus célèbres et leur donneront le plus de fil à retordre.

Selon plusieurs anciens hauts fonctionnaires du renseignement, responsables de l'application de la loi et hauts gradés militaires américains ayant pris part à la planification ou au déroulement des opérations menées au Yémen, ces évasions ne sont pas le fruit du hasard, et Saleh ne cherche pas outre mesure à contrer la décision d'AQPA de s'établir au Yémen. Bien qu'ils rejettent généralement l'hypothèse d'une collusion directe entre Saleh et Al-Qaïda dans la planification des attaques terroristes, les responsables interrogés font état d'une tendance de Saleh, observée au fil des années, à accepter de façon tacite que des actes terroristes soient perpétrés en territoire yéménite, ou à se servir de ces attaques pour rappeler à Washington la menace posée par Al-Qaïda au Yémen. «Saleh sait s'y prendre pour faire sentir à tous qu'ils ont besoin de lui, d'Al-Qaïda aux Saoudiens en passant par les Américains», affirme un ancien haut fonctionnaire des forces antiterroristes américaines ayant une bonne connaissance du Yémen. «Il sait tirer son épingle du jeu.»

Le but du jeu auquel se livre Saleh, en fait, consiste à obtenir de l'argent, des armes et une formation spécialisée pour ses forces d'élite en vue de mater les soulèvements intérieurs qu'il considère comme la principale menace à son règne. «Depuis plusieurs années, nous voyons certains de ces régimes jouer ce genre de jeu», affirmera en 2010 Emile Nakhleh, ex-cadre de la CIA. «Ils le font pour survivre, pour rester dans notre camp, pour obtenir diverses formes d'aide militaire. En fait, le Yémen reçoit deux ou trois fois plus d'aide militaire qu'économique. […] Dans ce cas, ils ne servent pas nécessairement la stratégie antiterroriste à long terme [des États-Unis].»

Des analystes politiques yéménites chevronnés, toutefois, croient qu'il y a réellement collusion entre le régime de Saleh et Al-Qaïda. Certains prétendent que des membres de la garde républicaine, de l'agence de

sécurité politique et des forces centrales de sécurité du Yémen — toutes soutenues par Washington — collaborent avec des cellules d'Al-Qaïda ou leur fournissent un approvisionnement, des repaires et des renseignements sur les installations diplomatiques étrangères. Dans *Foreign Policy,* le journaliste Sam Kimball affirme que, selon des experts en sécurité yéménites au fait de la question, l'évasion de 2006 serait «un coup monté de l'intérieur». «Située au cœur de Sanaa, la prison est une imposante forteresse surveillée par des soldats en civil qui patrouillent dans son périmètre. Les cellules libres sont inspectées plusieurs fois par jour, et seuls les ustensiles de plastique sont permis. Les détenus ne peuvent sortir à l'extérieur qu'une demi-heure par jour.» Le colonel yéménite à la retraite Muhsin Khosroof s'interroge: «Nous ignorons comment ils se sont procuré les outils pour creuser un tunnel de 300 mètres, et où on a mis toute cette terre.» À moins d'une aide directe de la part des responsables de la prison, «cette opération apparaît impossible».

L'évasion de 2006 contribuera directement à l'essor d'Al-Qaïda au Yémen. Si les allégations du colonel Khosroof et de ses collègues sont fondées, il devient évident que les États-Unis soutiennent un régime favorisant la résurgence de l'organisation dans la région.

Après l'évasion, l'administration Bush continue d'accroître son aide militaire au Yémen. Selon un ancien responsable américain de la lutte antiterroriste, si Saleh sévit trop durement contre Al-Qaïda — en livrant ses chefs —, il devra payer un prix politique trop élevé: «En livrant des personnages clés, [Saleh] se mettrait à dos Al-Qaïda. Ils lui retireraient leur soutien. Leurs relations seraient sérieusement ébranlées.» Toujours d'après la même source, Saleh «n'a pas donné grand-chose en échange de l'argent reçu».

En juillet 2006, soit 5 mois après l'évasion, les forces américaines entreprennent d'agrandir considérablement le camp Lemonnier, situé à Djibouti, qui passe de 35 à 200 hectares. Doté d'effectifs s'élevant désormais à quelque 1500 personnes, il est devenu une base importante

pour la CIA et sert de halte aux forces spéciales qui mènent des actions secrètes ou clandestines dans la région. «Certaines équipes utilisent la base quand elles ne sont pas en mission dans des pays comme le Kenya, l'Éthiopie et le Yémen», affirme le directeur du camp, le colonel Joseph Moore, cité dans *Stars and Stripes,* l'organe des forces armées américaines.

Pendant que Saleh tente de confondre les Américains dans l'affaire des prisonniers évadés, les États-Unis étendent peu à peu leur présence dans la région, même si l'administration Bush continue de traiter la résurgence d'Al-Qaïda au Yémen comme une menace secondaire. En octobre 2007, Saleh reçoit à Aden Frances Townsend, proche conseillère du président américain en matière de sécurité intérieure et de lutte antiterroriste. Au cours de l'entretien, Townsend demande à Saleh de lui donner les dernières nouvelles de Jamal Al-Badawi, maître d'œuvre présumé de l'attentat contre le *USS Cole*. Saleh lui confirme qu'il a été libéré et «travaille sur sa ferme», dans les environs. Le président ajoute qu'il l'a rencontré deux semaines auparavant: «[Il] a promis de cesser toute activité terroriste, et je lui ai souligné que ses actions avaient causé du tort au Yémen et à son image; il a commencé à comprendre.» Quand Townsend lui exprime sa «consternation» au sujet de la libération d'Al-Badawi, Saleh la rassure, affirmant le surveiller «au microscope». C'est le président qui, selon un câble diplomatique américain envoyé après cet entretien, mentionne à brûle-pourpoint à son interlocutrice qu'Al-Wuhayshi a pris la relève à la tête d'Al-Qaïda au Yémen. Toujours d'après ce câble, Townsend fait dévier la conversation sur les lacunes du système de détention au Yémen. Plus tard au cours de la rencontre, Saleh évoque son combat contre les sécessionnistes du Sud, présentant encore une fois la survie de son régime comme essentielle au bon déroulement du programme de Washington. «Il est important que le Yémen ne sombre pas dans l'instabilité», exprime-t-il à Townsend. «Nous avons besoin de votre soutien.» Celle-ci lui répond: «Vous n'avez pas à vous faire de souci. Bien sûr que nous soutenons le Yémen.»

Le moment le plus insolite de l'entretien entre Townsend et Saleh est sans doute celui où le président fait entrer Fares Manaa, un important trafiquant yéménite, et l'invite à prendre place à côté de Townsend. Selon un rapport des Nations Unies, «bien que le régime d'embargo concernant la Somalie ait été mis en place par l'ONU en 1992, il semble que Manaa soit impliqué dans le trafic d'armes à destination de ce pays depuis au moins 2003», et ait «directement ou indirectement fourni, vendu ou transféré en Somalie des armes et du matériel connexe, en violation de l'embargo sur les armes». À son arrivée dans la pièce, Manaa se fait offrir un siège à la table de Townsend. «Hé! le FBI», lance Saleh à l'un des délégués américains, «s'il ne se comporte pas bien, vous pouvez le ramener avec vous à Washington dans l'avion de Townsend, ou encore l'envoyer à Guantanamo». Saleh annonce à la conseillère de Bush que ses forces ont récemment intercepté une cargaison d'armes de Manaa, qu'elles ont livrées à l'armée yéménite. «Il a donné des armes à votre armée; il peut maintenant être considéré comme un patriote», plaisante Townsend. Saleh rétorque en riant: «Non, c'est un agent double: il a aussi fourni des armes aux rebelles d'Al-Houthi.» Dans le câble diplomatique autorisé par Townsend à la suite de la rencontre, on peut lire: «Comment inventer pareille histoire?» Pour couronner le tout, deux ans plus tard, Manaa deviendra coordonnateur du président Saleh dans le processus de «paix» amorcé avec les rebelles d'Al-Houthi.

Les échanges entre Saleh et Townsend — ainsi que d'autres hauts fonctionnaires américains — illustrent l'habileté du président yéménite à tirer diverses ficelles pour se maintenir au pouvoir. «Sa façon de recourir à la double menace du terrorisme et de l'instabilité en parlant des conflits intérieurs n'est pas nouvelle non plus», affirme-t-on dans le câble diplomatique. «Saleh utilise systématiquement cette tactique quand il tente d'obtenir l'aide du gouvernement américain.» S'il y recourt, c'est qu'elle a fait ses preuves. Pour ce qui est d'Al-Qaïda, moins le gouvernement de Saleh apparaît stable, plus il peut soutirer argent et formation aux États-

Unis. «Tous ces responsables américains étaient complètement dépassés quand ils traitaient avec Saleh», confie un ancien haut gradé militaire américain ayant travaillé au Yémen. «Quand il est question du Yémen, il est beaucoup mieux avisé qu'eux.»

Après l'assaut d'un drone américain au Yémen en 2002, suivi par l'arrestation d'un grand nombre de militants, Al-Qaïda perd beaucoup de vigueur dans ce pays, y devenant une entité largement théorique. Les évadés de 2006, cependant, verront à sa résurgence. Saleh, lui, ne fera pas grand-chose pour les arrêter. Obsédés par la capture de Jamal Al-Badawi et d'un autre auteur présumé de l'attentat du *USS Cole*, un citoyen américain du nom de Jabir Al-Banna, les États-Unis ne prêtent guère attention aux autres fugitifs. «Les Américains exercent beaucoup de pression sur le [gouvernement du] Yémen pour qu'il pourchasse ces deux individus», affirme Gregory Johnsen, spécialiste du Yémen à l'université de Princeton. «Mais comme cela arrive souvent, ce ne sont pas les principaux individus jugés menaçants qui s'avéreront les plus dangereux, mais d'autres, moins connus.» Comme le confie Saleh à Townsend au cours de leur rencontre en 2007, Al-Qaïda se ressaisit après l'évasion de 2006 sous les commandes d'Al-Wuhayshi, ancien secrétaire de Ben Laden. Al-Wuhayshi est un djihadiste endurci qui, vers la fin des années 1990, s'est rendu une première fois en Afghanistan, où il a collaboré avec Ben Laden. En 2001, lors de l'invasion de ce pays par les États-Unis, Al-Wuhayshi prend part à la célèbre bataille de Tora Bora puis s'envole vers l'Iran, où il sera arrêté et détenu pendant deux ans, avant d'être livré au Yémen en 2003. Aucune accusation ne sera portée contre lui. Après son évasion de la prison de Sanaa, il fait d'Al-Qaïda une organisation régionale nommée «Al-Qaïda de l'organisation du djihad dans la péninsule arabique», qui deviendra AQPA. Sous la direction d'Al-Wuhayshi, le mouvement au Yémen «devient plus véhément, mieux organisé et plus ambitieux que jamais», affirme alors Johnsen. Al-Wuhayshi «a complètement rebâti l'organisation». Le retour en force d'Al-Qaïda, en fait, sert les plans de Saleh, car il oblige les

Américains et les Saoudiens à traiter avec lui et, plus important encore, à lui fournir de l'argent et des armes. Toutefois, le JSOC commence à perdre patience et s'apprête à lancer ses propres opérations au Yémen, avec ou sans la permission de son président.

Chapitre 19

Prise en chasse

Pakistan, 2006-2008 — En décembre 2006, le mandat de Donald Rumsfeld comme secrétaire à la Défense connaîtra une fin peu glorieuse. Depuis quelques mois, huit généraux à la retraite, dont certains ont joué un rôle de premier plan pendant la guerre d'Irak, mènent, avec des parlementaires républicains et démocrates, une campagne pour obtenir sa démission. Certains lui reprochent la détérioration de la situation en Irak, tandis que d'autres insistent sur les mauvais traitements infligés aux détenus d'Abou Ghraib. Les républicains ont subi d'importantes pertes aux élections de mi-mandat de 2006, cédant ainsi la majorité aux démocrates tant au Sénat qu'à la Chambre des représentants. De nombreux analystes politiques attribuent ce changement à l'opposition grandissante à la guerre d'Irak. Parmi ceux qui, à la Maison-Blanche, cherchent à convaincre George W. Bush de ne pas chasser Rumsfeld de l'administration se trouve Dick Cheney. Bien que le président ait d'abord appuyé son secrétaire à la Défense, il finira par accepter sa démission. Rumsfeld est assurément l'un des principaux architectes de la bureaucratie de la torture mise en place dans la foulée du 11-Septembre, mais son départ n'aura pas grand effet sur les pratiques et les programmes qu'il a contribué à définir.

En décembre 2006, donc, Robert Gates succède à Rumsfeld. Gates connaît très bien la CIA, où il a passé l'essentiel de sa carrière. Entré à l'agence à la fin des années 1960, il en a été nommé directeur au début des

années 1990, devenant ainsi la première recrue subalterne à atteindre l'échelon le plus élevé. Ayant aussi travaillé à plusieurs reprises pour le NSC, il entretient des liens étroits avec les forces spéciales américaines. Gates a fait l'objet d'une enquête pour son implication présumée dans le scandale Iran-Contra, mais le procureur indépendant chargé du dossier a conclu que, même si l'homme «était proche de nombreux acteurs clés de l'affaire et pouvait ainsi être au courant de leurs agissements», son rôle «ne justifiait aucune inculpation». Gates a également joué un rôle déterminant dans le soutien apporté par les États-Unis à la guerre contre l'occupation soviétique de l'Afghanistan, dans les années 1980. Sitôt installé au Pentagone, il se hâte de ramener le Pakistan dans la mire de la campagne d'assassinats ciblés que mène Washington.

Trois mois après l'entrée en fonction de Gates, le lieutenant-général Douglas Lute, directeur des opérations de l'état-major des armées, affirme à la commission du Sénat sur les services armés que les commandants des forces américaines «disposent d'une autorisation d'action directe, de capture et d'assassinat en Afghanistan», ce qui les rend «libres d'attaquer quiconque manifeste un comportement hostile». Il ajoute cependant que cette autorisation s'étend au territoire pakistanais. Si l'«ennemi» tente de «fuir de l'autre côté de la frontière, nous avons toute l'autorité nécessaire pour le prendre en chasse». Quand on l'interroge sur l'autorisation de lancer des opérations plus offensives, comme celle qui consisterait à cibler directement Oussama Ben Laden au Pakistan, Lute répond qu'il n'abordera ce sujet qu'à huis clos.

Conclue en 2002 par le président Musharraf et le JSOC, l'entente secrète autorisant de telles «prises en chasse» n'a jamais cessé d'exaspérer l'ISI. Au Pakistan, tout le monde sait que la CIA est très active sur le territoire (chaque attaque de drone le rappelle cruellement), mais les forces armées américaines, elles, ne sont censées s'y trouver que pour entraîner les forces pakistanaises. Tandis que les militaires pakistanais et l'ISI réclament une diminution de l'activité des Américains sur leur territoire, le JSOC exerce

depuis des années «de fortes pressions» sur la Maison-Blanche afin d'obtenir une latitude suffisante pour mener des opérations au Pakistan. Le JSOC veut pouvoir attaquer même dans les cas où l'opération s'annonce plus complexe qu'une simple traque de présumés agents d'Al-Qaïda de l'autre côté de la frontière. «Donnez-nous une plus grande marge de manœuvre. Nous devons les attaquer dans leurs repaires.» C'est ainsi qu'un haut fonctionnaire américain résume le plaidoyer du JSOC à cette époque.

Bien que le Pakistan soit un redoutable négociateur (sachant parfois se montrer plus habile que les États-Unis), il finit toujours par avoir besoin de l'argent, des armes et du soutien de Washington. Par conséquent, si Islamabad ne souhaite pas s'attaquer à certains groupes terroristes, le JSOC et la CIA vont s'en charger, et ce, avec l'approbation de la Maison-Blanche. Dans le cas du JSOC, «s'en charger» signifie mener des raids ciblés en territoire pakistanais. «Je crois que les Pakistanais ferment parfois les yeux sur ce type d'opérations, un peu comme sur le recours aux drones», explique Anthony Shaffer, officier de la DIA ayant souvent travaillé au Pakistan. «Je ne crois pas du tout que le président [Asif Ali] Zadar et le général [Ashfaq Parvez] Kayani [directeur de l'ISI], voire Musharraf avant eux, ignoraient que nous mènerions de telles actions.»

De 2003 à 2007, le budget des opérations spéciales américaines a augmenté de 60 % pour atteindre plus de 8 milliards de dollars par an. En janvier 2007, le président Bush lance une nouvelle phase de la guerre d'Irak: l'«escalade». Les effectifs des forces conventionnelles augmentent alors de 20 000 soldats, mais la Maison-Blanche autorise aussi une multiplication des opérations d'assassinats ciblés, dont le JSOC est le fer de lance. Cette campagne sera le chant du cygne du général McChrystal à la tête du JSOC. À la fin de l'année, le président qualifie l'escalade de succès, permettant ainsi au JSOC de se recentrer sur le Pakistan.

Vers la fin de l'année 2007, l'administration Bush commence à planifier une intensification substantielle du recours aux forces spéciales en territoire pakistanais. Le projet reste cependant au point mort en raison des querelles

opposant la CIA et le Pentagone à propos de la maîtrise des opérations au Pakistan, lesquelles sont décrites par le *New York Times* comme de «vifs désaccords au sein de l'administration Bush et de la CIA» sur la «pertinence d'envoyer des commandos américains mener des raids terrestres dans les zones tribales».

En juin 2008, un incident met en évidence les risques associés à une éventuelle augmentation de l'activité des forces spéciales au Pakistan. Dans la province afghane de Kounar, une bataille opposant les troupes américaines aux talibans déborde sur le Pakistan voisin. L'armée de terre demande alors un appui aérien, et des hélicoptères viennent larguer leurs missiles sur les forces talibanes, tuant du même coup 11 soldats pakistanais postés de leur côté de la frontière. Le Pakistan condamne l'opération, la qualifiant d'attaque «lâche et injustifiée». «Nous réaffirmons la souveraineté, l'intégrité [territoriale] et le [droit au] respect [de notre pays]», déclare le premier ministre pakistanais Yousaf Raza Gillani devant le Parlement. «Nous ne laisserons pas notre territoire [se faire attaquer].» Le fait est que le Pakistan n'a pas les moyens de joindre l'acte à la parole.

Deux jours après l'incident, soit le 13 juin, le vice-amiral William McRaven succède à McChrystal à la tête du JSOC, héritant ainsi de la responsabilité de traquer Ben Laden et les autres objectifs de grande importance. Le raid raté qui a causé la mort de soldats pakistanais ne l'émeut guère. Ayant dirigé une équipe de Navy SEAL et agi à titre d'adjoint de McChrystal au JSOC, McRaven s'empresse aussitôt de réclamer une plus grande latitude d'attaque au Pakistan. En juillet, le président Bush approuve une directive secrète (qui a fait l'objet de vives discussions entre la CIA, le département d'État et le Pentagone) autorisant les forces spéciales à mener des opérations ciblées de capture et d'assassinat. Contrairement à ce que stipule l'entente de 2002 avec le président Musharraf, les forces spéciales américaines ne collaboreront pas avec l'armée du Pakistan et ne demanderont pas au gouvernement pakistanais la permission de lancer des attaques sur son territoire. «Pour calmer les inquiétudes de l'ambassadrice

des États-Unis, Anne Patterson, à propos de l'augmentation du nombre de victimes civiles des raids du JSOC, les commandos lui apportent une console Predator. Elle pourra ainsi être témoin d'une frappe en temps réel», rapportent les journalistes Dana Priest et William Arkin. En août 2008, Musharraf, allié docile des États-Unis pendant des années, fait l'objet d'une motion de destitution qui le pousse à démissionner. Sitôt son successeur en poste, le JSOC décide de le mettre à l'épreuve. «Bill s'est empressé de multiplier les opérations» au Pakistan, affirme une source ayant travaillé avec McRaven.

Le 3 septembre 2008, deux hélicoptères transportant des membres de la Navy SEAL Team 6 traversent la frontière pakistanaise. Assistés par un puissant avion d'attaque au sol AC-130 Spectre, capable d'infliger des dommages considérables, ils fondent sur un village proche d'Angoor Adda, petite ville de montagne du Waziristan du Sud, limitrophe de l'Afghanistan. Les hélicoptères atterrissent discrètement, et plus de 25 hommes munis de lunettes de vision nocturne en sortent puis prennent leurs positions autour de la maison d'un bûcheron et gardien de troupeau âgé de 55 ans. Des rapports avancent que la force spéciale possède des renseignements selon lesquels un chef d'Al-Qaïda se trouve sur les lieux. Les Navy SEAL donnent l'assaut. Il s'agit de «la première attaque au sol des États-Unis contre une cible talibane en sol pakistanais», lit-on dans le *Washington Post.*

Les témoins ne seront pas unanimes quant au déroulement de l'opération une fois tirés les premiers coups de feu. Selon les responsables américains, «environ 25 présumés combattants d'Al-Qaïda» ont été tués «lors d'un assaut contre des militants qui ont attaqué une base d'opérations avancée des États-Unis en Afghanistan». Les villageois, eux, racontent plutôt que les Navy SEAL, qui ont ouvert le feu, ont tué Payo Jan Wazir, le propriétaire de la maison, six enfants, dont une fillette de trois ans et un garçonnet de deux ans, ainsi que deux femmes. Quand les voisins, alertés par le bruit d'une fusillade, sont sortis pour voir ce qui se passait, les agents leur ont tiré dessus, abattant dix personnes de plus. Le gouvernement

pakistanais affirme que l'attaque n'a fait que des victimes civiles, tandis que les États-Unis maintiennent qu'ils ont tué des militants d'Al-Qaïda. Le ministre des Affaires étrangères du Pakistan convoque alors l'ambassadrice Patterson. Il dénonce l'opération, la qualifiant de «violation grossière de la souveraineté territoriale pakistanaise» et de «provocation outrancière», et ajoute que le raid a causé «d'immenses pertes civiles». Le ministre «déplore» que les forces américaines aient «franchi la frontière pour faire usage de la force à l'encontre de civils», et affirme que «de tels actes sont contre-productifs et ne contribuent assurément pas à nos efforts conjoints de lutte contre le terrorisme. Au contraire, ils ébranlent les bases mêmes de notre coopération et risquent d'alimenter le brasier de la haine et de la violence que nous tentons d'éteindre».

Contraint pendant des années à consacrer l'essentiel de ses ressources à l'Irak, le JSOC a enfin sa chance de mener à sa guise des attaques au Pakistan. Rumsfeld, pour qui le monde est un champ de bataille, voit sa vision se concrétiser de façon plus frappante encore que lors de son passage au pouvoir. Sa démission inaugure une époque où les forces les plus obscures et les plus puissantes des États-Unis se détourneront de l'Irak pour prendre part à des guerres de l'ombre en Asie du Sud, en Afrique et ailleurs.

Chapitre 20

«Toutes les interventions des États-Unis ont profité à Al-Chabab»

Somalie, 2007–2009 — À l'aube de 2007, pendant que les projecteurs sont braqués sur l'invasion et l'occupation de la Somalie par l'Éthiopie, le JSOC se concentre sur sa chasse à l'homme. Ayant établi dès les premiers jours de janvier son camp de fortune dans la base discrète de Manda Bay, au Kenya, il se tient prêt à bondir. Les stratèges militaires américains souhaitent que l'invasion éthiopienne contraigne les dirigeants de l'UTI à fuir la capitale pour se réfugier dans divers bastions, en particulier le long de la frontière kényane, où la force opérationnelle 88 tentera de les débusquer. Stationnés à la dérobée par le JSOC sur une base aérienne située à proximité de Dire Dawa, en Éthiopie, les avions d'attaque au sol AC-130 Spectre serviront à maîtriser les dirigeants de l'UTI et les combattants étrangers en fuite, permettant aux équipes de suivi basées à Manda Bay de s'introduire en Somalie pour terminer le boulot au besoin. La stratégie américaine en Somalie est facile à résumer: traquer, débusquer et achever les cibles désignées. «Il s'agit d'une élimination brutale, cinétique», affirme Malcolm Nance. «Sinon, ça ne mène nulle part, vous savez.»

Le 7 janvier 2007, un drone américain Predator lancé à partir du camp Lemonnier traque un convoi de véhicules dans le sud de la Somalie, fournissant un lot de proies vivantes aux commandants de la force opérationnelle. Peu après, un AC-130 survole les lieux et bombarde le

convoi en question avant de disparaître dans une zone boisée située à la frontière du Kenya et de la Somalie. Selon les renseignements obtenus, la cible était Ayro, commandant militaire d'Al-Chabab, ou le duo formé par Mohamed et Nabhan, dirigeants d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est. Au dire des autorités américaines, l'attaque élimine de 8 à 12 combattants, et des rumeurs veulent qu'un «chef Al-Qaïda» compte parmi les victimes. D'après les services de renseignement des États-Unis et de l'Éthiopie, il pourrait s'agir d'Ayro ou d'Abou Talha Al-Soudani, financier d'Al-Qaïda. Une équipe du JSOC en poste à Manda Bay se rend sur le site de l'attaque pour prélever des échantillons d'ADN des victimes. Au milieu des décombres et des cadavres, elle tombe sur le passeport ensanglanté d'Ayro. On croit avoir éliminé une cible importante.

Il s'avérera qu'Ayro faisait effectivement partie du convoi. Blessé, il aurait toutefois réussi à prendre la fuite.

Le 9 janvier, le JSOC lance une autre attaque «contre des membres d'Al-Qaïda d'Afrique de l'Est soupçonnés d'être en fuite dans une région éloignée de la Somalie, près de la frontière du Kenya», selon un câble diplomatique émanant de l'ambassade américaine à Nairobi. D'après des témoins et des groupes de défense des droits de la personne, plusieurs autres attaques aériennes sont déclenchées dans les jours suivants, tuant un grand nombre de civils. Ont-elles été menées par les États-Unis, l'Éthiopie ou les deux? Cela ne sera jamais confirmé. L'Éthiopie dispose assurément d'hélicoptères et d'avions qui pilonnent unilatéralement le territoire somalien. Le Pentagone revendiquera l'attentat du 7 janvier, mais ne dira mot des autres offensives, même si de hauts dirigeants américains reconnaissent sous le couvert de l'anonymat qu'il s'agissait bien d'opérations menées par les États-Unis. Les premiers comptes rendus des médias clament le succès de ces attaques, affirmant qu'elles ont permis de traquer un à un les dirigeants d'Al-Qaïda en Somalie. Plusieurs rapports, fondés sur des informations transmises, là encore sous le couvert de l'anonymat, par des cadres américains, affirment qu'Ayro et Mohamed ont

été éliminés par les forces spéciales. Un compte rendu particulièrement burlesque du *New York Post,* intitulé «L'organisation Al-Qaïda frappée de plein fouet: le raid américain en Somalie élimine le démon des ambassades», prétend que Mohamed a été abattu. En réalité, toutes les figures d'importance que visaient les États-Unis s'en sont sorties indemnes, sauf une. Lors du pilonnage de présumés bastions d'Al-Chabab ou d'Al-Qaïda par des AC-130 américains accompagnés d'hélicoptères et d'avions éthiopiens, Al-Soudani sera en effet abattu par hasard, mais les États-Unis n'apprendront sa mort que plusieurs mois plus tard.

Ainsi s'amorce une campagne intensive de capture et d'assassinat menée par le JSOC en Somalie, mais celle-ci ne semble guère freiner le mouvement terroriste. Paradoxalement, les hommes que les Américains pourchassent vont tirer parti des attaques destinées à les éliminer. «Nous lancions des attaques à bord de nos AC-130», confie Nance. «Il s'agit là d'un excellent outil pour mater des regroupements de troupes préalablement identifiées.» Toutefois, ce sont plutôt des «regroupements de civils» qu'ils abattent.

Effectivement, les attaques des AC-130 massacrent un nombre indécent de civils somaliens. Lors d'un incident particulièrement horrible, un regroupement de bergers nomades avec leurs familles est assailli. Selon Oxfam, 70 Somaliens innocents perdent alors la vie. «Il n'y avait aucun combattant parmi eux», affirme un représentant de l'organisation de défense des droits de la personne. Un feu allumé la nuit par les bergers aurait peut-être déclenché l'opération, bien qu'il s'agisse là d'une pratique courante chez eux pour protéger leurs troupeaux contre les moustiques et les animaux sauvages. Oxfam s'allie à Amnistie internationale pour contester la légalité des attaques aériennes. «En vertu du droit international, il faut faire la distinction entre cibles militaires et civiles», souligne l'organisation. «Nous craignons fort que ce principe ne soit pas respecté et que des innocents en paient le prix en Somalie.»

Les attaques américaines se concentrent sur les zones avoisinant la frontière entre le Kenya et la Somalie, bastion de Madobe et de sa milice Ras Kamboni. Madobe est un protégé — et le beau-frère — de Hassan Turki, fondateur de cette milice et commandant des bras armés de tous les mouvements islamistes qui se sont succédé en Somalie: AIAI, UTI et, enfin, Al-Chabab. Lors du déclenchement des attaques, Madobe est déjà en route avec ses hommes en direction de leur base située près de la frontière kenyane, ce qui le place dans la mire de la force opérationnelle 88. Des membres de l'unité de soutien au renseignement du JSOC, surnommée l'«Activité», surveillent alors ses déplacements et ceux d'autres dirigeants de l'UTI. À l'instar d'Indha Adde, Madobe en est venu à connaître et à respecter les combattants étrangers venus en Somalie pour prendre part à la lutte contre les seigneurs de guerre soutenus par la CIA. En outre, son mentor, Turki, est maintenant considéré comme un terroriste par les États-Unis. Ces faits, conjugués à sa grande influence sur les Tribunaux, inscrivent Madobe sur la liste des cibles du JSOC.

Madobe sait que les forces américaines et éthiopiennes tentent d'éliminer les dirigeants de l'UTI en fuite. Après avoir échappé de justesse à quelques attaques, il les soupçonne de l'avoir ciblé. En compagnie d'un petit groupe, il se fraie donc un chemin dans la campagne somalienne, cherchant à se tenir à l'écart des avions de plus en plus nombreux qui survolent le territoire. «La nuit, nous avions peur d'allumer un feu pour cuisiner, et le jour, nous ne voulions pas faire de fumée», confiera-t-il lors d'une rencontre à un avant-poste situé près de la frontière du Kenya. «Nous n'avions pas de nourriture précuite; c'était donc vraiment très pénible.» En rétrospective, il croit que c'est sans doute la technologie qui l'a perdu. «Nous disposions de téléphones satellites, ce qui a de toute évidence aidé les Américains à suivre notre trace.»

La nuit du 23 janvier 2007, Madobe et ses compagnons de route dressent un campement sous un gros arbre. «Vers 4 h du matin, nous nous sommes levés pour faire nos prières matinales, et c'est alors que les avions

se sont mis à nous attaquer», se souvient-il. «Le ciel était noir d'avions: des AC-130, des hélicoptères, des avions de chasse. Les tirs fusaient de toutes parts. Ils nous assaillaient, nous bombardaient avec leur artillerie lourde.» Les huit campeurs, parmi lesquels, au dire de Madobe, se trouvent aussi des femmes, perdent tous la vie. Madobe, lui, n'est que blessé, et croit que les forces terrestres vont venir le chercher. «J'ai pris un fusil et beaucoup de munitions. J'ai cru que la mort approchait et je voulais tuer le premier ennemi qui se présenterait», se rappelle-t-il. «Mais la suite s'est déroulée autrement.» Gisant au sol, il se vide de son sang. Vers 10 h, des forces américaines et éthiopiennes font irruption en hélicoptère et se posent à proximité. Un soldat américain l'interroge: «Es-tu Ahmed Madobe?» Affalé par terre, à moitié nu, il demande à qui il a affaire. «À ceux qui viennent te capturer», lui répond le soldat, une photo de lui à la main. Pendant que le militaire américain le menotte, Madobe lui demande pourquoi il se donne tout ce mal. «Vous voyez bien que je suis à moitié mort», lance-t-il.

On charge Madobe dans un hélicoptère pour l'amener à une base de fortune située à Kismayo et utilisée par les forces américaines et éthiopiennes. Des agents américains l'interrogent aussitôt, et ce n'est qu'à la suite d'une intervention des agents éthiopiens qu'on lui donne de l'eau et des médicaments, raconte-t-il. À Kismayo, pendant qu'il se rétablit de ses blessures, il est régulièrement soumis à des interrogatoires menés par les agents américains. «Ils avaient une liste de noms de plusieurs rebelles et combattants et me demandaient si je les connaissais ou détenais de l'information à leur sujet», se souvient-il. Un mois plus tard, on le rend aux autorités de l'Éthiopie, qui le tiendront prisonnier durant plus de deux ans.

Contrairement à Madobe, l'ancien président de l'UTI, Cheikh Charif, cherche à négocier. Même si des responsables américains ont laissé entendre que l'UTI s'apparente au régime des talibans et est dirigée par Al-Qaïda, les États-Unis considèrent Cheikh Charif comme un «modéré». Le 31 décembre 2006, lors du démantèlement de l'UTI, Charif s'est rendu à Kismayo, où il s'est entretenu au téléphone avec l'ambassadeur américain à

Nairobi. «L'ambassadeur a confié à Charif qu'aux yeux des Américains il pouvait jouer un rôle important pour aider à promouvoir la paix et la stabilité en Somalie», peut-on lire dans un câble diplomatique américain expédié de Nairobi au département d'État. L'ambassadeur, qui a consulté ses supérieurs avant de négocier avec Charif, «a indiqué que les États-Unis étaient prêts à recommander aux autorités kenyanes de l'aider à se rendre à Nairobi s'il acceptait de s'engager à travailler à soutenir la paix et la stabilité en Somalie […] et à condamner le terrorisme».

Ainsi s'amorce une campagne menée en coulisse par les Américains en vue de transformer l'image de Charif. Comme l'exprime le secrétaire d'État adjoint Jendayi Frazer, «il serait "préférable" de s'allier un Cheikh Charif Cheikh Ahmed affaibli pour empêcher les purs et durs de se rallier à lui». Charif s'échappera de la Somalie pour se rendre au Kenya, avec l'aide du renseignement américain. «Je crois que [Charif] collaborait avec la CIA. Ils le protégeaient», affirme l'ex-premier ministre somalien Gedi, ajoutant que, lorsque Charif s'est enfui au Kenya au début de l'année 2007, le gouvernement américain lui a demandé de fournir les documents dont le fugitif avait besoin pour gagner le Yémen. Gedi a également envoyé des lettres aux autorités du Kenya et du Yémen, leur demandant de permettre à Charif de s'installer au Yémen. «Je l'ai fait à la demande du gouvernement américain», précise-t-il. Au Yémen, Charif se prépare à reprendre le pouvoir à Mogadiscio, cette fois avec le soutien des États-Unis.

À la différence de Charif, bon nombre de ceux qui fuient la Somalie sont hostiles à la CIA et au renseignement américain. Les forces de sécurité du Kenya, parfois sur les ordres de Washington, multiplient les arrestations. Human Rights Watch rapporte que le Kenya a mis en état d'arrestation «au moins 150 hommes, femmes et enfants provenant de plus de 18 pays — dont les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada — lors d'opérations menées près de la frontière somalienne. Soupçonnant les détenus d'entretenir des liens avec le mouvement terroriste, les Kenyans les ont gardés en captivité à Nairobi pendant plusieurs semaines sans les accuser de

quoi que ce soit. Au cours des trois semaines allant du 20 janvier au 10 février, le gouvernement kenyan a placé des dizaines d'entre eux — sans avertir les familles, les avocats et les détenus eux-mêmes — à bord d'avions à destination de la Somalie, où ils ont été livrés à l'armée éthiopienne». Human Rights Watch conclut son enquête en affirmant que, au moment de leur prise en charge par l'Éthiopie, «ils ont tout bonnement disparu», «se voyant interdire l'accès à leurs ambassades, à leurs familles et aux organisations humanitaires internationales tel le CICR». «De février à mai 2007», précise l'organisation, «les agents de sécurité éthiopiens ont transporté quotidiennement des détenus, parmi lesquels se trouvaient plusieurs femmes enceintes, vers une maison de campagne où des agents américains les interrogeaient à propos de leurs liens présumés avec le terrorisme». Les forces de renseignement et de sécurité du Kenya contribueront de cette façon à livrer un grand nombre de détenus au gouvernement des États-Unis et d'autres pays, dont 85 à la Somalie durant la seule année 2007. Au moins un prisonnier sera envoyé à la prison de Guantanamo. La Somalie devient ainsi un microcosme de la guerre plus vaste contre le terrorisme, tant aux yeux d'Al-Qaïda que des responsables américains.

*

* *

En janvier 2007, tandis que le JSOC et les forces éthiopiennes intensifient la traque des leaders de l'UTI en Somalie, Fazul Abdallah Mohamed laisse sa famille près de la frontière kenyane et disparaît. Il réussit par la suite à regagner Mogadiscio pour rejoindre les combattants d'Al-Chabab, à l'entraînement et au financement desquels il a contribué. Mohamed est déjà considéré comme l'agent d'Al-Qaïda le plus expérimenté dans la Corne de l'Afrique, avec plusieurs attaques spectaculaires à son actif, dont les attentats perpétrés contre les ambassades américaines en 1998. Il s'apprête à jouer un rôle de premier plan dans une mise en scène à laquelle travaille Al-

Qaïda depuis le début des années 1990, ayant enfin réussi à attirer les États-Unis dans une guerre asymétrique au cœur de l'Afrique de l'Est.

Avec la fuite des dirigeants somaliens de l'UTI, la Somalie devient une ligne de front idéale pour le djihad aux yeux d'Al-Qaïda, qui accroît son soutien à Al-Chabab. Au début de janvier 2007, Ayman Al-Zaouahiri, l'un des adjoints de Ben Laden, commente l'état de la situation en Somalie dans un enregistrement diffusé sur internet: «Au moment où je vous parle, les croisés éthiopiens sont en train de violer le territoire bien-aimé de la Somalie musulmane», commence-t-il. «J'exhorte les musulmans de Somalie à demeurer dans ce nouveau champ de bataille, qui compte parmi ceux qui ont été instaurés dans la croisade des États-Unis et de leurs alliés, soutenus par les Nations Unies, contre l'islam et les musulmans.» Il lance un appel aux moudjahidines: «Multipliez les embuscades, les mines, les raids et les attentats suicides jusqu'à ce que vous les anéantissiez comme un lion dévore sa proie.»

À la suite de la désintégration de l'UTI, Al-Qaïda trouve en Somalie un terreau fertile. «Avec le soutien de tous ces combattants étrangers, Al-Chabab a pris le contrôle de la lutte, sous la direction d'Al-Qaïda», raconte Indha Adde, ex-ministre de la Défense de l'UTI. «Al-Chabab a commencé à lancer des ordres d'exécution, et d'innocents musulmans ont été massacrés. Ils ont même ciblé des membres [de l'UTI]. J'étais alors commandant des opérations militaires [de l'UTI], et, après avoir été témoin de ces violations de l'islam, j'ai pris position contre Al-Chabab.» Par la suite, Indha Adde se tournera vers l'action clandestine aux côtés de Hassan Dahir Aweys, et acceptera le soutien financier d'un ennemi juré de l'Éthiopie, l'Érythrée. Les deux hommes graviteront autour du mouvement militant islamiste en attendant de voir où le vent tournera, et emprunteront finalement deux voies fort différentes.

Début février 2007, l'invasion éthiopienne a pris la forme d'une occupation, et la situation dégénère. Dans un pays ayant déjà connu l'un des plus tristes sorts de l'histoire contemporaine, les civils somaliens doivent

affronter l'horreur de l'occupation, marquée par des actes de cruauté aveugle à leur égard. Les soldats éthiopiens, aux côtés des soldats somaliens soutenus par les forces américaines, imposent leur loi dans les quartiers de Mogadiscio, fouillant et pillant des maisons à la recherche de loyalistes de l'UTI, battant ou tuant quiconque est soupçonné de collaborer avec les forces d'insurrection. Selon Human Rights Watch, ils postent des tireurs sur les toits et opposent à toute attaque une riposte démesurée, bombardant des zones densément peuplées et même plusieurs hôpitaux. On fait fréquemment état d'exécutions extrajudiciaires commises par les forces éthiopiennes, en particulier au cours des derniers mois de 2007. Amnistie internationale rapporte de multiples témoignages de gens ayant été témoin du «massacre» par les soldats éthiopiens d'hommes, de femmes et d'enfants égorgés «comme des chèvres». Tant le gouvernement fédéral de transition, mené par des dirigeants en exil et soutenu par les États-Unis, que les forces éthiopiennes sont accusés d'actes de violence sexuelle horribles. Bien que des militants d'Al-Chabab soient également associés à des crimes de guerre, une large portion des crimes rapportés à Amnistie internationale, dont des actes de pillage, des viols et des exécutions extrajudiciaires, sont perpétrés par les forces somaliennes et éthiopiennes.

En 2007, quelque 6 000 civils sont tués dans les affrontements à Mogadiscio et dans le sud et le centre de la Somalie, et plus de 600 000 civils somaliens sont évacués de Mogadiscio ou de ses environs et déplacés ailleurs au pays. On estime à 335 000 le nombre de réfugiés qui fuient le pays cette année-là. La stabilité qu'offrait l'UTI a ainsi été balayée par le retour des seigneurs de guerre, la prolifération des barrages routiers et, pire encore, la prise de contrôle de la Somalie par son voisin honni, l'Éthiopie, qui lance des patrouilles dans la ville et massacre régulièrement des Somaliens.

«Le principal problème, c'est que rien n'a été fait pour prévenir l'insurrection, d'ailleurs survenue très tôt en raison du manque de stabilité dans le pays», rapporte l'analyste Daveed Gartenstein-Ross, qui a conseillé

le CENTCOM dans l'élaboration de sa politique somalienne. «On a fini par dépendre des Éthiopiens pour stabiliser la Somalie. C'était là en soi un scénario terrible.»

Dans un contexte marqué par le démantèlement de l'UTI et la sanglante occupation éthiopienne, qui se poursuivra pendant trois autres années, Al-Chabab se fait le champion de la résistance. «C'est le point de rupture qu'ils espéraient», explique Aynte. «Ils attendaient que gronde la colère du peuple pour pouvoir la canaliser en se présentant comme le nouveau mouvement nationaliste qui expulserait l'envahisseur éthiopien. Par conséquent, durant les trois années qu'a duré cette occupation, Al-Chabab n'a jamais évoqué la lutte plus vaste du djihad. Ses porte-parole se sont bornés à affirmer que leur mission première consistait à chasser les Éthiopiens.» Pour Al-Qaïda, c'est l'avènement d'un nouveau monde, imputable en grande partie à l'intervention de Washington. «Qu'est-ce qui a provoqué la création des Tribunaux?» demande Madobe. «La montée des seigneurs de guerre, soutenus par les forces américaines. En réalité, toutes les interventions des États-Unis ont profité à Al-Chabab. Sans l'invasion éthiopienne, sans les frappes aériennes américaines, perçues comme un prolongement de la brutalité des chefs de guerre et des forces éthiopiennes, ce mouvement n'aurait pas survécu.»

En avril 2007, l'insurrection contre l'occupation éthiopienne bat son plein. Lors d'une bataille qui fera rage pendant 4 jours, quelque 400 soldats éthiopiens et rebelles somaliens trouvent la mort. Plus tard la même année, une foule enragée traîne des soldats éthiopiens dans les rues, et Al-Chabab entreprend de cibler la direction du gouvernement mis en place sous la protection des tanks éthiopiens.

Le 3 juin 2007, une Toyota Land Cruiser bourrée d'explosifs défonce la barrière protégeant la résidence du premier ministre Ali Mohamed Gedi, à Mogadiscio, et explose tout près de la maison. Cet attentat suicide tue six de ses gardiens et fait de nombreux blessés. Plus tard, à plus d'un kilomètre de la scène, on trouvera des membres arrachés par l'explosion. «Ils m'ont pris

pour cible, et ont envoyé chez moi un véhicule chargé de plus de 200 kilos d'explosifs. Ils ont fait sauter ma résidence», raconte Gedi. «Ce fut le début d'une série d'attentats suicides à Mogadiscio, visant les personnalités influentes et les membres du gouvernement.» C'est la cinquième tentative d'assassinat ciblant Gedi, qui démissionnera plus tard la même année.

Même si le premier ministre de l'Éthiopie, Meles Zenawi, prétend que l'invasion a été «couronnée de succès», la réalité est tout autre. Si la Somalie était déjà un terrain de jeu propice aux activités des militants islamistes, l'invasion encouragée par les États-Unis ouvre grand les portes de Mogadiscio à Al-Qaïda. Ben Laden et son organisation, en effet, ont soudain l'opportunité d'acquérir une légitimité qui, dans le passé, leur a souvent été refusée. «À mon avis, ils [ont commencé à détenir] un véritable pouvoir au moment de l'invasion éthiopienne», affirme Aynte. Mohamed et Nabhan «ont servi d'intermédiaires entre Al-Chabab et Al-Qaïda, puisant dans les ressources d'Al-Qaïda pour rallier plus de combattants étrangers, se doter de meilleurs moyens financiers et, plus particulièrement, acquérir une précieuse expertise militaire: fabrication de bombes, entraînement des combattants, et ainsi de suite. C'est ainsi qu'ils ont acquis l'influence considérable dont ils avaient besoin».

Tandis qu'Aweys et ses alliés, dont Indha Adde, s'engagent à poursuivre la lutte contre les forces éthiopiennes et le gouvernement somalien, Cheikh Charif collabore de plus en plus étroitement avec le gouvernement fédéral de transition et l'administration américaine. Al-Chabab reste à l'écart de cette lutte de pouvoir, dont il entend cependant profiter.

Le 26 février 2008, la secrétaire d'État Condoleezza Rice place officiellement Al-Chabab sur la liste américaine des organisations terroristes, et le JSOC intensifie sa chasse. Le 2 mars, les États-Unis procèdent à des tirs de missiles sur une résidence, associée à Al-Chabab, qu'on soupçonne d'abriter Nabhan, un des chefs d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est. Certains rapports indiquent qu'il a été tué; en fouillant les décombres,

on trouvera plusieurs civils, quelques vaches et un âne, mais aucune trace du militant.

Le 1er mai, après trois mois de frappes qui de toute évidence éliminent plus d'innocents que de véritables suspects, le JSOC atteint sa cible. À 3 h du matin, cinq missiles de croisière Tomahawk s'abattent sur la ville de Dhusamareb, dans le centre de la Somalie, provoquant l'explosion d'une résidence soupçonnée par le CENTCOM d'être utilisée par «un agent d'Al-Qaïda et chef de milice confirmé». Selon les autorités militaires, cette mission est le résultat de plusieurs semaines de surveillance et de traque. Des témoins rapporteront avoir dénombré 16 cadavres. Parmi eux se trouve le commandant Ayro. Bien que le gouvernement américain ait souvent cru à tort éliminer des dirigeants de l'organisation, il ne subsiste guère de doutes cette fois. Après l'attaque, Al-Chabab diffuse un communiqué confirmant le décès d'Ayro, présenté comme un héros. On y joint sa première photo officielle ainsi que sa biographie. Un câble diplomatique américain indique que, tout juste avant sa mort, Ayro a rencontré Indha Adde, membre du même clan Ayr, vraisemblablement pour conclure un accord. Les responsables américains espèrent que l'exécution du commandant militaire d'Al-Chabab incitera l'organisation à rompre ses liens avec ses anciens alliés de l'UTI et provoquera une «interruption à court terme des opérations terroristes». L'attaque américaine aura peut-être empêché Indha Adde de renforcer son alliance avec Al-Chabab, mais elle aura aussi durci la position de l'organisation et fait d'Ayro un véritable martyr.

*

* *

En août 2008, la faction de Cheikh Charif et des représentants du gouvernement fédéral de transition signent un accord de paix à Djibouti, et les troupes éthiopiennes se retirent graduellement de Somalie. En réalité, c'est l'insurrection menée par Al-Chabab qui a chassé l'envahisseur

éthiopien, mais cette mascarade diplomatique permet au gouvernement de sauver la face. L'accord de Djibouti permettra à Cheikh Charif d'accéder au poste de président de la République. Aux yeux de spécialistes de la politique somalienne, le retour de Charif vient couronner un parcours hors du commun. Les États-Unis et l'Éthiopie ont renversé son régime pour ensuite soutenir sa candidature à la présidence. Lors d'une rencontre dans ses bureaux de Mogadiscio, Cheikh Charif refusera d'évoquer cette période de sa carrière, sous prétexte que l'occasion ne s'y prête pas. Paradoxalement, après s'être présenté comme un guerrier luttant contre l'envahisseur, il en viendra à dépendre entièrement de l'Union africaine — qui, soutenue par les États-Unis, a remplacé les forces éthiopiennes en Somalie — pour conserver un semblant de pouvoir.

Dans la foulée de l'accord de Djibouti, des membres de l'UTI et du gouvernement somalien s'unissent. Comme on pouvait s'y attendre, Aweys et Al-Chabab rejettent cette entente, déclarant que l'UTI «s'est soumise aux infidèles», comme l'exprime Aynte. Mohamed et Nabhan influent considérablement sur «la décision d'Al-Chabab de refuser l'accord de Djibouti, qui confie à Cheikh Charif la direction du gouvernement en place; si Al-Chabab y avait adhéré, Mohamed et d'autres acteurs d'Al-Qaïda n'auraient pas [pu rester] en Somalie. À mon avis, les militants d'Al-Qaïda avaient personnellement intérêt à empêcher que cela se produise», conclut Aynte. Le dirigeant somalien d'Al-Chabab, Ahmed Abdi Godane, traite Charif d'apostat et de «pantin» au service des «infidèles». Tandis que s'organise le nouveau gouvernement, Al-Chabab se prépare à intensifier l'insurrection, s'engageant à renverser la coalition et à expulser la Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), qui y a remplacé les troupes éthiopiennes.

Dans un contexte où plusieurs dirigeants de l'UTI sont morts, en exil ou en conflit relativement à la composition du nouveau gouvernement soutenu par les États-Unis, Al-Chabab cherche à tirer parti du désarroi ambiant. L'organisation accueille les combattants désillusionnés qui ont l'impression

d'avoir été reniés par les dirigeants de l'UTI. Al-Chabab se distingue du gouvernement somalien par son adhésion au djihad, mais également par sa diversité ethnique. Ses chefs sont issus des quatre principaux clans tribaux de la Somalie, mais des membres de clans minoritaires y occupent également des fonctions importantes. En outre, fidèle à son nom, Al-Chabab entreprend de recruter de jeunes Somaliens faciles à endoctriner, auxquels l'appartenance au mouvement procure un sentiment de puissance dans un contexte dominé à nouveau par des seigneurs de guerre et des rivalités claniques.

En 2008, Al-Chabab jouit d'une influence grandissante et d'un large soutien populaire. Tout en maintenant son offensive militaire, le groupe commence à se propager dans le sud du pays, où il projette une image plus modérée en vue d'y gagner les faveurs de la population. Ses représentants effectuent dans les villes de la région des «visites» diplomatiques, comme ils les désignent, y apportant des denrées, de l'argent et des «tribunaux mobiles» fondés sur la charia, destinés à résoudre les querelles locales. Un peu comme le faisaient les représentants de l'UTI, les militants islamistes instaurent un système de procédures judiciaires accélérées dans chaque ville, réglant les litiges et imposant des sanctions aux criminels. Cette prise de contrôle graduelle des villes somaliennes se fait généralement sans effusion de sang, à la suite de longs pourparlers menés auprès des aînés des clans pour les convaincre de la noblesse des intentions d'Al-Chabab.

Le mouvement tente également d'accroître son soutien populaire par la mise en œuvre de programmes sociaux. Il poursuit entre autres le démantèlement des barrages routiers et des postes de contrôle entrepris par l'UTI quand elle dirigeait le pays. Ces postes de contrôle, en réalité, faisaient office de moyen d'extorsion au profit des seigneurs de guerre, et non de mesure de sécurité. «La perception voulant qu'[Al-Chabab] et d'autres groupes d'insurgés islamistes ne soient qu'une armée hétéroclite de fanatiques sauvages ne songeant qu'à recourir à la force et à la terreur pour imposer leur vision radicale ne reflète pas la réalité», peut-on lire dans un

rapport de l'International Crisis Group. «Leurs stratégies sont élaborées avec soin et surpassent en efficacité celles de leurs adversaires. Ils ont largement réussi à s'imposer en tant que véritables patriotes somaliens en lutte contre le gouvernement fédéral de transition allié aux forces éthiopiennes. C'est ainsi qu'ils ont gagné en popularité dans le centre et le sud du pays, comme ils l'avaient fait avant l'invasion éthiopienne de décembre 2006.»

Tout en cherchant à conquérir le cœur et l'esprit du peuple somalien, Al-Chabab instaure des politiques qui rappellent celles des talibans: bannissement des films populaires de Bollywood, rasage forcé des «chevelures inappropriées» des hommes, sanctions sévères contre les infractions à la charia telle qu'interprétée par l'organisation. Au début de l'année 2009, celle-ci contrôle la majeure partie du sud de la Somalie. «Dans plusieurs secteurs, Al-Chabab est la seule organisation capable de fournir les services sociaux de base, comme des installations médicales rudimentaires, des centres de distribution alimentaire et un système juridique élémentaire ancré dans la loi islamique», conclut un rapport de la commission des affaires étrangères du Sénat. «Les diplomates occidentaux craignent qu'Al-Chabab continue à gagner les faveurs de la population en lui offrant des services, un peu comme l'a fait le Hamas dans la bande de Gaza. La mise en garde des spécialistes de la question est sans équivoque: les États-Unis ne peuvent pas faire grand-chose pour affaiblir Al-Chabab.» Le fait de miser sur d'autres bombardements ou une intervention militaire accrue, affirme la commission, risque au contraire de renforcer l'organisation.

Tandis qu'Al-Chabab consolide ses bases locales, Al-Qaïda peut maintenant tirer parti du djihad en Somalie pour recruter de nouveaux membres sur la scène internationale. Dans le scénario évoqué, une nation chrétienne, l'Éthiopie, soutenue de surcroît par les États-Unis — source de tous les maux —, a envahi la Somalie et massacré des musulmans. Les djihadistes se sont révoltés et ont chassé l'envahisseur; c'est ainsi que le territoire somalien est devenu un front important de la lutte contre

l’ingérence américaine, perçue depuis longtemps par Ben Laden comme une croisade contre l’islam. Selon Aynte, quand l’Éthiopie s’est retirée, Al-Chabab «est devenu plus populaire et plus puissant que jamais», transformant «sa lutte expansionniste intérieure en un djihad mondial». Les combattants étrangers se mettent à affluer en Somalie. Ben Laden diffuse un enregistrement audio intitulé: «Aux armes, défenseurs de la Somalie», exhortant ses militants à renverser le gouvernement «apostat» de Charif. Al-Chabab, qui n’éprouve guère de difficultés à étendre son emprise aux régions méridionales de la Somalie, domine bientôt un territoire beaucoup plus vaste que celui que contrôle le gouvernement somalien, pourtant soutenu par des milliers de soldats de l’Union africaine, financés et entraînés par les États-Unis et d’autres pays occidentaux. Al-Chabab devient ainsi la plus grande puissance islamiste de Somalie, et ne tardera pas à contrôler plus de territoire que tout autre groupe lié à Al-Qaïda dans l’histoire. Force est de constater que les politiques américaines ont eu des retombées spectaculaires: en l’espace de quelques années à peine, elles ont fait d’un groupe hétéroclite de quasi-inconnus les nouveaux héros de la lutte mondiale d’Al-Qaïda.

Chapitre 21

«Si votre fils ne revient pas, les Américains le tueront»

YÉMEN, 2007-2009 — Durant la détention en cellule d'isolement d'Anwar Al-Awlaki dans une prison yéménite, on assiste à une résurgence d'Al-Qaïda au Yémen. Alors que les civils de l'administration Bush n'y prêtent pratiquement aucune attention, le JSOC, lui, la surveille de près. Le 27 mars 2007, une unité militaire yéménite découvre un drone de surveillance américain rejeté sur le rivage de la mer d'Oman, dans la région d'Hadramaout. Le *Scan Eagle* est un aéronef de reconnaissance non armé lancé à partir du *Ashland*, un navire de la marine américaine déployé dans la région au début de l'année 2007 pour y soutenir la lutte antiterroriste de la force opérationnelle multinationale 150. D'après des organisations de défense des droits de la personne, le *Ashland* sert également de prison flottante où sont détenus de présumés militants d'Al-Qaïda capturés dans la région. Le lendemain de la découverte du drone, le président Saleh s'entretient avec le chargé d'affaires américain au Yémen, qui tente de le convaincre que le *Scan Eagle* s'est écrasé en mer et n'a pas pénétré le territoire yéménite. Saleh lui répond qu'il n'en croit rien, mais s'engage à ne pas en faire «un incident international», comme le souligne un câble diplomatique américain émis après cet échange téléphonique, et à «donner des instructions aux responsables du gouvernement [yéménite] pour qu'ils s'abstiennent de commenter l'événement». L'administration Saleh préfère

toutefois concocter une version des faits qui appuie sa propagande contre l'Iran. Le 29 mars, les médias yéménites officiels rapportent que l'armée du Yémen a abattu un «avion de surveillance» iranien, après avoir consulté les «forces multinationales» présentes dans la région. Saleh «aurait pu profiter de l'occasion pour gagner des points sur le plan politique en durcissant publiquement le ton envers les États-Unis, mais il a plutôt choisi de s'en prendre à l'Iran», précise-t-on dans le câble diplomatique américain. Le drone échoué laisse présager les événements à venir.

Après avoir rassemblé ses forces au Yémen, Al-Qaïda mène une série d'actions de faible envergure, dont des attentats suicides visant des infrastructures pétrolières et gazières. Elles se déroulent principalement dans la province de Marib, où a eu lieu en 2002 l'attaque de drone qui a coûté la vie à Al-Harithi. En mars 2007, les dirigeants de l'organisation font assassiner le directeur des enquêtes criminelles de Marib, Ali Mahmoud Al-Qasaylah, qu'ils soupçonnent d'avoir participé à l'attaque de 2002. Dans un message enregistré, Qasim Al-Rimi, adjoint d'Al-Wuhayshi, annonce que ce dernier est officiellement devenu le nouveau chef d'Al-Qaïda au Yémen. Il jure que le groupe va continuer à exercer sa vengeance sur les auteurs de l'attaque de 2002. Deux semaines après la diffusion de ce message, une voiture chargée d'explosifs fonce sur un convoi de touristes espagnols à Marib, tuant huit d'entre eux ainsi que deux chauffeurs yéménites.

Après un séjour de 18 mois en prison, Al-Awlaki réintègre un monde où les guerres américaines qu'il dénonçait déjà sont en pleine expansion. La guerre frappe maintenant aux portes du Yémen. Le JSOC et la CIA intensifient leurs opérations, ce qui aura des répercussions directes sur l'histoire d'Al-Awlaki. Après sa libération, vers la fin de 2007, il n'entre pas dans la clandestinité, comme le prétend le gouvernement américain. Il rentre simplement chez lui, à Sanaa, et tente de trouver un moyen de faire vivre sa famille et de continuer à prêcher l'islam.

Lors d'une entrevue accordée plusieurs jours après sa libération, quand on lui demande s'il a l'intention de retourner prêcher aux États-Unis ou au

Royaume-Uni, Al-Awlaki répond: «Eh bien, j'aimerais voyager, mais pas avant que les États-Unis laissent tomber toutes les accusations qu'ils auraient contre moi, dont j'ignore la nature.» Plus tard, l'imam précise: «En fait, on ne m'interdit pas de retourner aux États-Unis. J'ai quitté ce pays de mon propre gré et c'est délibérément que je refuse d'y retourner. […] Le consul américain m'a même encouragé à m'y rendre quand il m'a rendu visite pendant mon incarcération. *Alhamdulillah* [Dieu soit loué], Allah m'a accordé la grâce de vivre sur une terre bénie par le témoignage de Rasoul Allah [le Prophète]. Pourquoi la quitterais-je pour aller vivre aux États-Unis? Je refuse même d'y séjourner, car le gouvernement américain n'est pas digne de confiance; ce sont des menteurs, tout comme leurs médias.» Interrogé sur ses intentions, Al-Awlaki répond: «Quelques possibilités s'offrent à moi en ce moment, mais j'en suis encore à étudier la situation.»

Au début de l'année 2008, internet devient pour Al-Awlaki une mosquée virtuelle d'où il peut s'adresser aux musulmans des quatre coins de la planète. En février, il inaugure son propre site web, *Le blogue de l'imam Anwar*. Il lance aussi une page Facebook qui attire des milliers d'abonnés. Dans le premier billet publié sur son blogue, Al-Awlaki écrit:

> Autrefois, cela prenait quelques jours pour se rendre par exemple de La Mecque à Médine, qui ne sont qu'à 450 km de distance. Aujourd'hui, nous pouvons communiquer en quelques secondes partout sur la planète. Textes, messages audio ou vidéo, en un éclair. À tous mes frères de là-bas, que je connais personnellement et avec qui j'ai passé des moments mémorables, j'aimerais dire *Salam Alaykum* et *Inch'Allah*. Jamais je ne vous oublierai. […] Et à ceux que j'ai connus grâce à ces moyens de communication modernes, mais que les circonstances ne m'ont pas permis de rencontrer, je me sens néanmoins lié; je les aime au nom d'Allah, parce qu'ils ont choisi la voie de l'islam. *Salam Alaykum*. Et si nous n'avons pas l'occasion de nous rencontrer ici-bas, demandons à Allah de nous accorder la grâce de nous retrouver au paradis.

Le site internet d'Al-Awlaki comporte une dynamique section de commentaires et rallie une vaste communauté à laquelle il se montre très réceptif. Son humanisme et l'intérêt qu'il manifeste pour les discussions plus prosaïques ne correspondent pas au portrait caricatural qu'en brossent les médias occidentaux et aident à comprendre son pouvoir de séduction, en particulier auprès des musulmans occidentaux. Dans un billet intitulé «Aimez-vous le fromage?», Al-Awlaki soulève une question: «Le fromage

est un aliment formidable. Si vous en êtes amateur, peut-être vous demandez-vous s'il est permis de manger du fromage fabriqué par des non-musulmans.» Dans un autre, il traite de pratiques financières conformes au Coran à l'intention des musulmans qui vivent aux États-Unis, et met ceux-ci en garde contre les hypothèques: «Si vous faites partie de ceux à qui Allah a accordé la richesse, vous devez éviter d'acquérir une propriété aux États-Unis et convertir plutôt vos dollars en or et en argent. […] En plus d'être une mesure prudente sur le plan financier, c'est ce que préconise l'islam. Un musulman doit éviter de soutenir l'économie d'une nation qui lui fait la guerre. Ceux qui envisagent d'acheter une maison au moyen d'un prêt hypothécaire aux États-Unis, ce qui représente une forme évidente de *riba* [usure], doivent craindre les représailles d'Allah.»

Cependant, les billets d'Al-Awlaki, empreints d'hostilité à l'égard des États-Unis, démontrent une radicalisation évidente de ses opinions politiques. En août 2008, il écrit:

> Les musulmans n'essaient pas d'infiltrer le système et de travailler de l'intérieur. C'est la façon de faire des juifs et des *munafiqun* [hypocrites], mais pas la nôtre. […] En tant que musulmans, nous devons éviter de soumettre l'islam aux caprices des gens, de ne l'appliquer que si les masses l'ont choisi. […] Nous comptons faire respecter la loi d'Allah sur la terre au fil de l'épée, que cela plaise ou non aux masses. La charia ne sera pas soumise à des concours de popularité. Rasoul Allah [le Prophète] a dit: j'ai été envoyé avec le sabre jusqu'à ce qu'Allah soit adoré seul. Cette voie, la voie de Rasoul Allah, est celle que nous devons suivre. […] Aujourd'hui, le monde musulman est sous occupation, et le message de nos conseillers spirituels est clair: tout musulman apte à le faire doit se battre pour libérer les terres musulmanes. Un devoir est un devoir. Impossible de l'interpréter autrement.

Al-Awlaki rend hommage aux talibans d'Afghanistan et à l'UTI de Somalie, qu'il présente comme «des exemples de réussite, bien qu'imparfaits», d'un système de gouvernance islamique. Le djihad, ajoute Al-Awlaki, «est ce que [le théoricien militaire Carl von] Clausewitz appellerait une "guerre totale", mais selon les règles d'engagement islamiques. Ce combat se déroule sur le champ de bataille, mais vise aussi à conquérir le cœur et l'esprit des gens».

Dans le milieu du renseignement américain, les sermons d'Al-Awlaki diffusés sur internet sont perçus comme une menace. Des hauts fonctionnaires entreprennent une campagne diffamatoire dans la presse

américaine. «Il y a de bonnes raisons de croire qu'Anwar Al-Awlaki se livre à de redoutables activités terroristes depuis son départ des États-Unis, dont des complots d'attentats contre nous et nos alliés», confie sous le couvert de l'anonymat un responsable de la lutte antiterroriste américaine au *Washington Post* en février 2008, sans fournir de preuves à l'appui de cette affirmation.

Sur son blogue et dans ses courriels, Al-Awlaki répond au pied levé à ceux qui se demandent si les musulmans occidentaux devraient participer au djihad, et discute de la pertinence d'aller combattre au front. Une nouvelle génération de jeunes musulmans dépossédés de leurs droits s'arrachent les enregistrements vidéo et audio d'Al-Awlaki. L'un des plus populaires, «Fidèles à la voie du djihad», semble avoir été enregistré en 2005. Il est fondé sur les enseignements de Yusuf Al-Ayyiri, acteur de premier plan d'AQPA et brillant stratège en matière de guérilla, tué par les forces de sécurité saoudiennes en 2003. Al-Awlaki y présente les idées d'Al-Ayyiri sur le djihad, inscrivant dans le contexte actuel les récits de luttes épiques menées par des guerriers islamiques pour défendre leur foi: «Chaque fois que vous voyez le mot *terroriste,* remplacez-le par *moudjahid*», lance Al-Awlaki. «Quand vous voyez le mot *terrorisme,* remplacez-le par *djihad.*» Il ajoute: «Tous les gouvernements du monde s'unissent pour combattre l'islam. […] Les gens tentent de fuir le djihad, car ils le craignent. La réalité de la guerre est horrible et c'est pourquoi les gens essaient de l'éviter, mais il s'agit d'un devoir, d'un combat ordonné par Allah.» Pour un vrai musulman, affirme Al-Awlaki en citant Al-Ayyiri, la victoire n'est pas un simple triomphe militaire, mais un sacrifice. «Le geste du moudjahid qui sacrifie sa richesse ou même sa vie est une victoire: victoire de ses idées, de sa religion. Si vous mourez pour votre religion, vous répandrez ainsi la *dawa* [prosélytisme pour l'amour de l'islam]», poursuit-il. «Allah choisit les *chouhada* [martyrs] parmi les croyants. C'est là une victoire.»

Les analystes de la CIA et du FBI se mettent à disséquer les sermons d'Al-Awlaki, y cherchant des indices de liens possibles avec Al-Qaïda. Sans dénicher de preuve, ils continuent à considérer son influence comme une menace. Diverses enquêtes sur le terrorisme font surgir des allusions aux sermons d'Al-Awlaki, particulièrement à «Fidèles à la voie du djihad». «Dans un sens, Al-Awlaki franchit un pont; il parle arabe, mais s'exprime aussi en anglais, il est citoyen américain et sait s'adresser aux jeunes», affirme Emile Nakhley, ancien cadre de la CIA. «Le danger n'est pas qu'il devienne un autre Ben Laden; aux yeux de certains hauts fonctionnaires, il incarne plutôt un phénomène de recrutement inédit, qui permet de rallier des gens ordinaires que nul ne remarque.»

Devant la popularité croissante d'Al-Awlaki sur internet — bon nombre de ses billets lui valent des centaines de commentaires où on lui demande conseil —, les États-Unis exercent une énorme pression sur le renseignement yéménite pour qu'il l'arrête. «Les Américains étaient furieux contre le gouvernement du Yémen», se rappelle l'oncle d'Anwar et chef de la tribu Awlaki, Saleh Ben Fareed, qui, à l'époque, rencontre régulièrement les autorités américaines et yéménites pour tenter de résoudre les conflits opposant le gouvernement de Saleh et les chefs tribaux. «Cela les contrariait énormément, et je crois qu'ils ont exercé beaucoup de pression sur le président [du Yémen] pour qu'il l'incarcère de nouveau.» Al-Awlaki fait l'objet d'une surveillance constante. «À Sanaa, il était harcelé, surveillé sans arrêt. Il ne pouvait rien faire», raconte son père Nasser, qui cohabitait alors avec son fils. Ben Fareed ajoute: «Ils le surveillaient étroitement, ce dont il avait horreur. Les services de renseignement le suivaient partout. Il se rendait à la mosquée, ils étaient là; il roulait en voiture, ils étaient derrière lui. Il allait manger, ils ne le lâchaient pas. Selon moi, il ne se sentait pas libre.»

Shaykh Harith Al-Nadari, un ami d'Al-Awlaki, se rappelle: «Nous étions harcelés et sous constante surveillance.» Jugeant que «Sanaa n'est plus vivable», Anwar décide de tenter sa chance à Ataq, capitale de la

province de Shabwah, lieu d'origine de sa tribu situé dans le sud du pays, près de la mer d'Oman. Il croit à tort que le renseignement yéménite et le gouvernement américain l'y laisseront tranquille.

Washington ne relâche pas sa pression sur le régime yéménite. Quand Al-Awlaki quitte Sanaa, le renseignement américain réclame que les services de sécurité du Yémen le contraignent à y retourner. Yahya Saleh, chef de l'unité yéménite de lutte antiterroriste, entraînée et financée par les États-Unis, lance un avertissement à Nasser: «Si votre fils ne revient pas, les Américains le tueront.» Le père et l'oncle d'Anwar se rendent tous deux au Shabwah pour essayer de convaincre Anwar de retourner à Sanaa. «Je suis allé au Shabwah, j'y ai rencontré Anwar et j'ai tenté de le persuader», raconte Ben Fareed. «Il m'a dit "Oncle, je n'y retournerai pas. Je suis né libre. Je ne veux pas que personne me dise où dormir, où déposer ma tête, ni dans quelle direction. Je vous assure que je n'ai rien à voir avec le terrorisme, rien à voir avec Al-Qaïda. Je vais de chez moi à la mosquée, et ceux qui la fréquentent sont tous du village. J'écris sur internet, les gens me posent des questions et j'y réponds. Je prêche l'islam, c'est mon travail."» Anwar déclare à son oncle, qu'il sait influent: «Si vous trouvez une seule preuve de mon implication dans le terrorisme, alors emmenez-moi et jetez-moi en prison.»

L'épouse et les enfants d'Anwar l'avaient d'abord accompagné à Ataq, mais ils retournent à Sanaa par la suite pour vivre auprès de ses parents. À Ataq, il continue d'être soumis à la surveillance constante du renseignement yéménite et décide donc d'aller encore plus loin pour échapper à leur emprise. C'est ainsi qu'il quitte Ataq pour s'installer dans le petit village de sa famille, Al Saïd, situé dans une zone rurale du Shabwah. «C'est une petite localité de quelques milliers d'habitants, appartenant tous à la même tribu», raconte Ben Fareed. «Si quelqu'un vient d'un autre village, tous savent que c'est un étranger. Tout le monde se connaît. Je crois que cela ne plaisait guère aux Américains.» Là-bas, dans le village natal de sa famille, Al-Awlaki continue à diffuser son blogue, de plus en plus radical. Il confie à ses amis et à sa famille qu'il se sent pourchassé par les États-Unis.

*

* *

La traque d'Al-Awlaki coïncide avec l'intensification des attaques menées par Al-Qaïda au Yémen. Le 17 septembre 2008, l'organisation lance un attentat suicide d'envergure contre l'ambassade américaine à Sanaa. Le complexe aux allures de forteresse subit alors l'assaut combiné de véhicules bourrés d'explosifs, de grenades propulsées par fusée et de tirs d'armes automatiques, qui entraîne la mort de 13 civils et gardiens, dont un Américain. Les six attaquants périssent également. Selon Al-Qaïda, l'opération est un succès. «Cet attentat nous rappelle que nous sommes en guerre contre des extrémistes prêts à recourir au massacre d'innocents pour servir leurs objectifs idéologiques», déclare de la Maison-Blanche le président Bush, aux côtés du général David Petraeus. «Ils cherchent à nous ébranler et à provoquer le retrait de nos forces de certaines régions du monde.»

Petraeus se retrouvera bientôt à la direction du CENTCOM, ce qui lui permettra de superviser les guerres américaines, déclarées ou secrètes, au Moyen-Orient. L'une de ses tâches consistera à planifier l'intensification des assauts militaires secrets au Yémen. En mai, peu après avoir appris sa nomination à la tête de ce commandement, il prend part au Qatar à une rencontre qui réunit plusieurs intervenants, dont le directeur de la CIA, Michael Hayden, et le commandant du JSOC, le vice-amiral McRaven. À l'ordre du jour figure l'élaboration d'une stratégie visant à mettre les présumés membres d'Al-Qaïda hors d'état de nuire, où qu'ils se trouvent.

Au moment où la nouvelle de l'attentat contre l'ambassade de Sanaa se répand aux États-Unis, le futur patron de Petraeus, Barack Obama, est en pleine campagne présidentielle. «Cet incident met en évidence l'importance de redoubler d'ardeur pour éradiquer les organisations terroristes internationales», commente-t-il lors d'un passage à Grand Junction, au

Colorado. Aux yeux des dirigeants américains, la question du Yémen revêt une urgence nouvelle.

Michael Scheuer, qui a passé 22 ans au service de la CIA et dirigé l'unité chargée de la traque de Ben Laden, note que «le réseau d'Al-Qaïda au Yémen semble s'être stabilisé après la période de chaos et le vide créés en novembre 2002 par la mort de son chef, Abou Ali Al-Harithi». Il ajoute: «Pour Al-Qaïda, le Yémen constitue une base pivot entre ses divers champs d'action: l'Afghanistan, l'Irak, l'Afrique de l'Est et l'Extrême-Orient. Il permet également d'assurer l'entraînement des combattants yéménites et sert de lieu de repos et de ressourcement aux militants de divers groupes islamistes à leur retour de mission en Afghanistan, en Irak ou en Somalie.» Au total, on rapporte des dizaines d'attaques menées par Al-Qaïda en territoire yéménite entre l'année 2000 et la fin du règne de Bush. Au fil des ans, l'aide militaire accordée au Yémen et les fonds alloués à la CIA prennent de l'ampleur. «Quand [Al-Qaïda] a commencé à faire des siennes au Yémen, l'argent en provenance des États-Unis s'est mis à affluer», affirme Scheuer. «Pour Saleh, Al-Qaïda est une source intarissable de revenus. C'est son meilleur collecteur de fonds auprès des autorités saoudiennes et américaines.»

À partir d'octobre 2008, la base américaine de Djibouti relève officiellement du commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM), le sixième commandement régional instauré par le Pentagone. Le Yémen demeure sous la responsabilité du CENTCOM et deviendra l'une des priorités des forces spéciales, sous la bannière du commandement des opérations spéciales avancées au Yémen. Tandis que Saleh tente de jouer au plus fin avec les autorités américaines sur la scène politique, le JSOC, selon des officiers de haut rang des forces spéciales, lance des «actions directes unilatérales» contre de présumés militants d'Al-Qaïda au Yémen. Ces opérations ne font jamais l'objet de déclarations publiques, et certaines ont peut-être même été menées à l'insu du président yéménite, ou du moins sans son consentement officiel. «À ce moment, nous nous activions à

entraîner et à renforcer les forces de sécurité yéménites», raconte l'ex-adjoint d'un officier du JSOC. «Parallèlement, nous ciblions et assassinions des extrémistes d'Al-Qaïda, présumés ou reconnus, dans la péninsule et ses environs, et au Yémen même.» À l'époque, bien qu'il surgisse de plus en plus fréquemment sur l'écran radar du JSOC et de la CIA, le Yémen ne fait pas souvent les manchettes. Lors des trois débats présidentiels où s'affronteront Barack Obama et John McCain pendant la campagne électorale de 2008, la question du Yémen ne sera pas évoquée une seule fois.

Barack Obama fait campagne en alléguant que le président Bush a canalisé vers l'Irak des ressources qui auraient dû servir à combattre Al-Qaïda. «AQI n'existait pas avant que George Bush et John McCain ne décident d'envahir [l'Irak]», déclare-t-il en février 2008. «Ils ont fait peu de cas des responsables du 11-Septembre, c'est-à-dire d'Al-Qaïda.» Obama s'engage ainsi à donner la priorité à l'Afghanistan, où le général McChrystal, ex-commandant du JSOC, prendra les commandes de la guerre. Devenu président, il ne tarde toutefois pas à s'apercevoir que la lutte contre Al-Qaïda déborde les frontières de ce pays. Le petit territoire yéménite deviendra donc une pièce majeure sur l'échiquier antiterroriste de l'administration Obama.

*

* *

Tandis qu'après huit ans le règne de Bush tire à sa fin et que la campagne électorale américaine bat son plein, Al-Awlaki tente de dissiper les illusions des musulmans des États-Unis et d'ailleurs quant à l'ère nouvelle promise par Obama. «Ceux qui cherchent à accroître le taux de participation aux élections américaines soutiennent qu'en votant nous pourrons choisir la moindre de deux mauvaises options. Leur façon de voir est légitime, mais occulte le fait qu'en choisissant le moindre mal on s'expose à un scénario plus terrible encore», écrit Al-Awlaki en octobre 2008. «Les candidats que

nous offre la scène politique américaine sont à vomir. Comment un musulman dont le cœur recèle ne serait-ce qu'un soupçon d'*iman* [foi] pourrait-il se rendre à un bureau de scrutin et y voter pour des êtres comme McCain ou Obama?» Il poursuit: «Peu importe la nature de votre vote, vous devrez en répondre lors du Jugement dernier. Vous aurez librement et consciemment choisi d'appuyer le chef d'une nation en guerre contre l'islam.» Dans un autre billet publié sur son blogue, Al-Awlaki écrit que, «sur la plupart des questions d'importance pour les musulmans, il n'y a guère de différence» entre McCain et Obama. «Ils ont entre autres une vision semblable de la lutte antiterroriste et de la question palestinienne. Pour quiconque connaît un peu l'histoire de la politique américaine, la similitude de leurs programmes politiques saute aux yeux.»

Les propos d'Al-Awlaki continuent à se faire plus virulents, ce qui inquiète le renseignement américain. Un mois avant l'investiture d'Obama, Charles Allen, sous-secrétaire à la Sécurité intérieure chargé du renseignement, donne un aperçu de l'image associée à Al-Awlaki, qu'il dépeint comme «un partisan d'Al-Qaïda, ancien conseiller spirituel de trois des pirates de l'air du 11-Septembre». C'est la première fois qu'un haut fonctionnaire américain associe officiellement Al-Awlaki au mouvement terroriste. Allen l'accuse de «servir aux musulmans américains, à partir de sa nouvelle résidence du Yémen, des discours radicaux les exhortant à commettre des attentats terroristes». Al-Awlaki riposte aux déclarations d'Allen sur son blogue. À propos du rôle de «conseiller spirituel» qu'on lui attribue, il écrit: «Il s'agit là d'une accusation sans fondement que j'ai réfutée à maintes reprises dans les médias et lors des interrogatoires que m'a fait subir le FBI. Le gouvernement américain et les médias s'acharnent pourtant à répandre ce mensonge.» Au sujet de ses propos prétendument incitatifs, il réplique: «Je le mets au défi de me présenter un seul discours où j'encourage les "attentats terroristes".» Aux yeux des dirigeants américains, toutefois, son apologie du djihad équivaut à un appel à l'action terroriste.

Quand Obama entreprend de définir sa politique étrangère et de former ses équipes de lutte antiterroriste, le Yémen s'impose parmi les questions prioritaires. Bien que la plupart des habitants des États-Unis et d'ailleurs n'aient jamais entendu parler d'Anwar Al-Awlaki, la nouvelle administration américaine surveille de près ses faits et gestes au Yémen. Elle ne dispose d'aucune preuve de sa participation à un quelconque complot terroriste, mais soutient qu'il est une figure charismatique dont les sermons sont régulièrement associés aux enquêtes relatives à diverses actions terroristes. En 2006, par exemple, on découvre qu'un groupe de musulmans canadiens accusés d'avoir pris part à un complot visant à envahir le parlement d'Ottawa et à décapiter le premier ministre auraient pris connaissance des sermons d'Al-Awlaki. Au New Jersey, certains des hommes reconnus coupables d'avoir fomenté un assaut contre la base militaire de Fort Dix en 2007 auraient louangé Al-Awlaki, selon un enregistrement réalisé par un informateur du gouvernement. D'autres allusions à Al-Awlaki émergent lors d'enquêtes menées au Royaume-Uni ainsi qu'à Chicago et à Atlanta. Al-Awlaki fait de surcroît l'éloge d'Al-Chabab en Somalie, où les responsables américains sont de plus en plus hantés par la crainte de voir des musulmans occidentaux se joindre au djihad. Le fameux sermon d'Al-Awlaki intitulé «Fidèles à la voie du djihad» aurait incité un groupe de jeunes Américains d'origine somalienne de Minneapolis à aller grossir les rangs d'Al-Chabab en Somalie.

Dans un billet publié sur son blogue le 21 décembre 2008, intitulé «Salutations à Al-Chabab en Somalie», Al-Awlaki écrit que l'expansion territoriale du groupe à Mogadiscio et ailleurs en Somalie «emplit notre cœur d'allégresse. Nous aimerions vous féliciter pour vos victoires et vos accomplissements […]. Al-Chabab a non seulement réussi à agrandir son territoire, mais également à appliquer la charia et à nous donner un bel exemple de mesures que nous devrions prendre, en tant que musulmans, pour changer notre situation. Les urnes nous ont floués, pas les armes». D'après Al-Awlaki, la vigueur de l'insurrection armée d'Al-Chabab contraste avec ce qu'on enseigne dans les «universités islamiques, dirigées

par des intellectuels de la zone verte soumis à des gouvernements vendus», qui prônent «la faiblesse et l'humiliation». Selon lui, les «diplômés» de l'«université de Somalie» seront des «combattants endurcis par leur expérience sur le terrain et prêts à passer à l'action sans peur ni tergiversation. Cette école leur procurera l'expérience concrète dont l'*oumma* [la communauté musulmane mondiale] aura grandement besoin lors des étapes à venir. Leur réussite dépend toutefois de notre appui. L'*oumma* doit leur venir en aide en leur fournissant combattants et financement».

Al-Chabab réagit à ce message d'Al-Awlaki en formulant une réponse adressée au «bien-aimé cheikh Anwar», que celui-ci publie sur son blogue: «Vous êtes à nos yeux l'un des seuls érudits religieux qui défendent la vérité et l'honneur des moudjahidines et des musulmans en dévoilant les piètres manigances des ennemis d'Allah. Seul Allah est témoin de l'inspiration que vous insufflez par votre travail à nos frères et à nos sœurs, et nous vous prions de ne pas relâcher vos efforts, où que vous vous trouviez, sans jamais vous laisser atteindre par les reproches des mauvaises langues.» Al-Chabab conclut ainsi: «Ô cheikh, vous n'êtes pas pour nous un simple soldat, mais l'égal d'Ibn Taymiyya [théologien sunnite ayant joué un rôle majeur dans la lutte contre les Mongols au XIII^{e} siècle].»

Lors de l'offensive d'Israël contre Gaza, connue sous le nom d'«opération Plomb durci», qui débute à la fin de décembre 2008, Al-Awlaki durcit le ton. «L'État illégal d'Israël doit être éradiqué. Tout comme le prophète Rasoul Allah les a expulsés de la péninsule arabique, on doit jeter les juifs de Palestine à la mer», écrit-il. «Les musulmans sont les seuls véritables citoyens israéliens. Si l'ennemi s'en prend à nos femmes et à nos enfants, nous devons attaquer les siens.»

Al-Awlaki exerce son influence sur les cercles djihadistes et les jeunes musulmans occidentaux conservateurs, dont ceux qui envisagent de prendre part aux luttes armées contre les États-Unis, Israël et leurs sous-traitants. Ses sermons se répandent comme une traînée de poudre dans les forums

djihadistes en ligne, surveillés de près par le renseignement américain. Rien ne prouve cependant qu'Al-Awlaki ait tenu quelque propos ou commis quelque geste qui ne soit pas protégé par le premier amendement à la Constitution américaine. Aux yeux des responsables du renseignement, toutefois, l'imam crée trop de remous: il faut le faire taire, comme lors de son séjour de 18 mois à la prison de Sanaa. Maintenant qu'il est libre et jouit d'une popularité qu'accroît chacun de ses billets diffusés sur son blogue, on ne tarde pas à resserrer la surveillance électronique dont il fait l'objet.

À son insu, le renseignement américain intercepte et analyse ses courriels, passant également son blogue au peigne fin pour y déceler des indices sur ses relations. Le 17 décembre 2008, le FBI prend connaissance d'un message de Nidal Hasan, ce major américain dont les parents, en 2001, avaient cherché conseil auprès d'Al-Awlaki, alors imam d'une mosquée de Virginie. Le dernier contact qu'a eu Al-Awlaki avec Hasan remonte au moment où il résidait encore aux États-Unis, avant son départ pour le Yémen. Il ne s'était entretenu avec lui qu'à la demande de ses parents. À la lumière des événements qui vont suivre, ce courriel peut être perçu comme un signal d'alarme. On y lit: «Un grand nombre de militaires américains se sont convertis à l'islam, sans quitter l'armée. Nombreux aussi sont les musulmans qui ont rallié les forces armées pour une foule de raisons», écrit Hasan à Al-Awlaki. «Certains semblent déchirés par des conflits intérieurs, et ont même tué ou cherché à tuer d'autres soldats [américains] au nom de l'islam, comme Hasan Akbar [soldat américain reconnu coupable du meurtre de deux de ses collègues au Koweït]. D'autres se sentent en paix. Les fatwas [avis religieux] fournies dans le passé à ce sujet sont plutôt vagues et imprécises.» Hasan demande ensuite à Al-Awlaki: «Pourriez-vous émettre des commentaires généraux concernant la situation des musulmans dans l'armée [américaine]? À votre avis, peut-on considérer qu'un individu comme Hasan Akbar ou d'autres soldats ayant commis de tels actes dans l'intention de servir la cause des musulmans (retenons cette hypothèse pour

l'instant) sont des djihadistes, voire des *chouhada* [martyrs]? Il s'agit évidemment de questions délicates, mais vous semblez l'une des seules personnes à avoir vécu [aux États-Unis] qui possède une bonne compréhension du Coran et de la sunna, et ne craint pas de se prononcer sur la question.» Bien qu'Al-Awlaki ne réponde pas à ce message, Hasan continuera à lui écrire pendant des mois.

Même si les enquêteurs du FBI ne s'en prennent pas à Hasan après avoir intercepté ce message, un an plus tard, quand celui-ci abattra 13 de ses collègues militaires à Fort Hood, au Texas, ses courriels viendront étoffer la thèse voulant qu'Al-Awlaki soit un terroriste. «Al-Awlaki condense l'idéologie d'Al-Qaïda sous la forme de textes compréhensibles et bien formulés», affirme au *New York Times* Evan Kohlmann, spécialiste autoproclamé d'Al-Qaïda souvent appelé à titre de «témoin expert» lors de procès de terroristes. «On n'y apprendra pas nécessairement comment fabriquer des bombes ou se servir d'une arme. Mais il dira à ses adeptes qui tuer et pourquoi, et insistera sur l'urgence de cette mission.» Bien qu'il ne parle pas l'arabe et n'ait pas beaucoup voyagé dans les territoires à forte présence d'Al-Qaïda, Kohlmann agit comme conseiller en la matière auprès du gouvernement américain, y compris auprès de hauts fonctionnaires du département de la Justice, qu'il dit avoir mis en garde quant à l'influence grandissante d'Al-Awlaki sur les jeunes Occidentaux susceptibles de se joindre au djihad à l'étranger ou de mener des attentats terroristes dans leur propre pays. Selon Kohlmann, il ne serait «guère surprenant que le nom d'Anwar Al-Awlaki ainsi que son sermon "Fidèles à la voie du djihad" soient systématiquement associés aux enquêtes liées au terrorisme, qu'elles soient menées aux États-Unis, au Royaume-Uni, au Canada ou ailleurs». Le sermon en question, ajoute-t-il, est devenu une «bible virtuelle» pour les «militants extrémistes solitaires».

Al-Awlaki attire indéniablement l'attention d'un nombre croissant d'agents et d'experts chargés de la lutte antiterroriste aux États-Unis. Aux yeux de certains responsables du renseignement, toutefois, on lui accorde

trop d'importance. Si ses sermons sont souvent évoqués dans diverses enquêtes relatives au terrorisme, il demeure pratiquement inconnu au sein des cellules d'Al-Qaïda. Sauf auprès des musulmans occidentaux anglophones, il n'a guère d'influence dans le monde musulman. «À mon avis, si nous lui accordons autant d'attention, c'est tout simplement parce qu'il prêche en anglais. Cela nous expose davantage à ses propos, ce qui nous incite à leur attribuer plus d'influence qu'ils n'en possèdent en réalité», affirme Joshua Foust, alors analyste de la question yéménite à la DIA. Selon ce dernier, le fait que les sermons d'Al-Awlaki influencent les jeunes musulmans occidentaux est certes préoccupant, mais certains agents du renseignement exagèrent le rôle de ces propos dans la fomentation des complots terroristes. «Il n'existe pas de preuve qu'[Al-Awlaki] représente une menace idéologique pour les États-Unis. Je dirais qu'on n'observe aucun changement de comportement chez 99,99 % des gens qui l'écoutent ou adhèrent à ses idées», poursuit Foust. «Pour affirmer qu'une idéologie a incité un individu à passer à l'action, il m'apparaît essentiel d'user de rigueur analytique et d'honnêteté intellectuelle. Il faut arriver à comprendre pourquoi ces idées ont amené cette personne en particulier à agir, mais pas tout le monde. À mon avis, il n'est pas vraiment possible d'expliquer cela. Je crois que nous accordons beaucoup trop d'attention à Al-Awlaki, qui a beaucoup moins d'importance et d'influence qu'on lui en prête.»

De son côté, Al-Awlaki soutient que le message qu'il cherche à transmettre est sensiblement le même depuis des années et qu'il a commencé à l'exprimer bien avant le 11-Septembre, alors qu'il vivait aux États-Unis. Les organisations musulmanes américaines «soutenaient déjà le djihad en Afghanistan, en Bosnie, en Tchétchénie et en Palestine. J'étais sur place, aux États-Unis, à l'époque», se souvient Al-Awlaki. «Nous prêchions [l'appui au] djihad pour l'amour d'Allah, l'établissement du califat. L'allégeance et le désaveu. Nous pouvions alors nous exprimer librement, en vertu de la liberté d'expression, qui, aux États-Unis, est beaucoup plus grande que dans bon nombre de pays musulmans.» Selon Al-Awlaki, ce

n'est donc pas son message qui a changé, mais l'objectif de la lutte qu'il prône. Ses sermons en faveur du djihad en Tchétchénie, en Afghanistan et en Bosnie, prononcés dans les années 1990, étaient alors compatibles avec les politiques américaines. Dix ans plus tard, les mêmes enseignements, qui s'opposent dorénavant aux visées politiques des États-Unis, prennent une autre signification et rendent Al-Awlaki coupable, aux yeux de certains, de trahison envers son pays natal.

D'une certaine façon, on peut établir un lien entre l'intérêt d'Al-Awlaki pour les acteurs islamiques de cette nouvelle guerre sainte d'envergure mondiale et les listes que s'activent à dresser les équipes de lutte antiterroriste de l'administration Obama. Sur celles-ci figurent les noms d'une pléthore de dirigeants d'Al-Qaïda ainsi que ceux d'autres militants beaucoup moins éminents: «intermédiaires», «présumés militants», «agents de propagande». Le gouvernement américain prépare le terrain pour plusieurs guerres plus locales au Moyen-Orient, dans la Corne de l'Afrique et dans la péninsule arabique, et s'apprête à lancer une nouvelle opération en Afghanistan dans le but de mettre les chefs des talibans hors d'état de nuire. Au cœur de la nouvelle stratégie d'Obama se trouve un programme d'assassinats ciblés qui reflète à merveille la vision de Rumsfeld, pour qui le monde entier est un champ de bataille.

Al-Awlaki avait prédit que le nouveau président américain ferait la guerre aux mouvements de résistance islamistes. Obama lui donne raison en laissant carte blanche au JSOC et à la CIA dans leur chasse à l'homme mondiale. La capture y est l'option numéro deux. Quoi que prétendent les porte-parole de l'armée et de la Maison-Blanche, la priorité va à l'assassinat des cibles considérées comme des menaces à la sécurité des États-Unis. Le JSOC reçoit la mission non seulement d'éliminer les dirigeants d'Al-Qaïda, mais d'anéantir l'infrastructure de l'organisation à coups d'assassinats, et ce, à tous les échelons de sa hiérarchie. C'est ainsi qu'Al-Awlaki se retrouve dans la mire de la nouvelle administration américaine. Il ne tardera pas à faire partie des citoyens américains condamnés à mort sans procès.

Chapitre 22

«On peut s'attendre à ce qu'Obama maintienne les politiques mises en place par Bush»

ÉTATS-UNIS, 2002-2008 — Professeur de droit constitutionnel formé dans une prestigieuse université de la Ivy League, Barack Obama a soigneusement planifié sa carrière politique. En octobre 2002, alors qu'il siège au Sénat de l'Illinois, il soutient une position sur l'invasion de l'Irak qui laisse présager la conception de la politique étrangère qu'il défendra une fois devenu candidat à la présidence des États-Unis. «Je ne m'oppose pas à toutes les guerres», déclare-t-il. «C'est à une guerre stupide que je m'oppose, à une guerre hasardeuse, à une tentative cynique de guerriers du dimanche de nous enfoncer leur programme idéologique dans la gorge sans égard aux coûts en vies humaines et aux épreuves qu'il entraîne.» Obama fera souvent allusion à ce discours par la suite, mais, au moment où il le prononce, peu de gens l'entendent. Ce n'est qu'à partir de 2004 qu'il se retrouve sous les feux de la rampe: cette année-là, il livre une fougueuse allocution lors de la convention démocrate, laquelle lui vaudra maints éloges, et se fait élire au Sénat fédéral. Trois ans plus tard, il annonce sa candidature à la présidence des États-Unis. «Soyons la génération qui n'oubliera jamais ce qui s'est passé en ce jour de septembre, et affrontons les terroristes en utilisant tous les moyens dont nous disposons», déclare-t-il en dévoilant son intention de briguer les suffrages. «Nous pouvons travailler ensemble à traquer les terroristes à l'aide de forces armées plus puissantes. Nous pouvons resserrer

le filet autour de leurs finances. Nous pouvons améliorer nos capacités de renseignement.»

En axant leur campagne sur la politique étrangère, Obama et ses conseillers devront parvenir à critiquer la politique de sécurité nationale de l'administration Bush tout en se montrant implacables envers le terrorisme. Obama attaquera ainsi son rival républicain John McCain à l'aide d'une stratégie à deux volets, soit, d'une part, en l'associant à la guerre d'Irak ainsi qu'à l'irresponsabilité et au culte du secret caractéristiques de l'ère Bush, et, d'autre part, en s'engageant à mener une guerre «plus réfléchie» et mieux ciblée contre Al-Qaïda.

À la une du *New York Times* du 4 octobre 2007, un long article fait état d'un avis du département de la Justice rendu en 2005, où ce dernier «approuve sans réserve les techniques d'interrogatoire les plus violentes jamais utilisées par la CIA». Avec l'entrée en fonction du nouveau procureur général Alberto Gonzales, la CIA «a, pour la première fois, été expressément autorisée à infliger aux présumés terroristes une combinaison de méthodes douloureuses tant sur le plan physique que psychologique, comme les coups à la tête, la simulation de noyade et la soumission à des températures glaciales». Ce matin-là, Obama s'exprime sur les ondes de la chaîne d'information en continu MSNBC. «Voilà un exemple de ce que nous avons perdu depuis six ans et que nous devons reconquérir», lance-t-il à la chef d'antenne Mika Brzezinski. «Nous reconnaissons tous la nécessité de traquer et de capturer ou éliminer les terroristes qui menacent les États-Unis, mais nous devons comprendre que la torture ne nous permet pas d'obtenir de renseignements dignes de ce nom et ne nous crée que de nouveaux ennemis. Selon moi, cette stratégie d'amélioration de la sécurité de notre pays est tout aussi inefficace qu'immorale. Je crois que l'administration Bush considère toute tactique comme acceptable tant qu'elle peut la maquiller ou veiller à ce que la population n'en sache rien.»

Alors que la campagne présidentielle prend son envol, la promesse de renoncer aux politiques de l'ère Bush est inscrite au cœur du programme

d'Obama, qui s'engage à fermer la prison de Guantanamo Bay ainsi qu'à mettre un terme à la torture, aux guerres sans justification ni reddition de comptes et à l'érosion des libertés civiles du peuple américain. «Depuis six ans, nous sommes gouvernés par la peur. L'actuel président s'est servi de la crainte du terrorisme pour déclencher une guerre qui n'aurait jamais dû avoir lieu», déclare-t-il à la fin octobre 2007. Obama affirme que le climat politique entretenu par l'administration Bush a nui aux États-Unis, tant sur leur territoire qu'à l'étranger. «Et nous n'avons même pas parlé des libertés civiles, de l'effet dévastateur de la politique de la peur sur les libertés fondamentales dans notre pays et sur notre réputation dans le monde.»

Néanmoins, bien qu'il s'attire les louanges des progressistes et des groupes opposés à la guerre, Obama élabore une conception de la politique étrangère qui, en matière de lutte contre le terrorisme, indique clairement son intention d'autoriser les opérations secrètes et clandestines. «Ce fut une grave erreur de ne pas passer à l'action alors que nous avions la chance de liquider les participants à une réunion des chefs d'Al-Qaïda en 2005», déclare le candidat. «Si nous obtenons des renseignements exploitables sur des cibles terroristes de grande valeur et que le président Musharraf se croise les bras, nous agirons.» McCain, lui, critique l'intention d'Obama de lancer des attaques en territoire pakistanais, la qualifiant d'irresponsable. «Affirmer sur les ondes qu'on entend bombarder un pays sans sa permission, ça ne se fait pas», lance-t-il. Obama réplique en déclarant que c'est précisément ce que fait l'administration Bush. «C'est la position que nous aurions dû adopter dès le départ. […] Le fait est qu'il s'agit de la bonne stratégie.»

En 2008, au moment où il reçoit l'investiture démocrate pour la présidentielle dans un immense stade de football de Denver, au Colorado, Obama laisse entrevoir la politique qu'il compte mettre en œuvre, qui consiste à intensifier la guerre en Afghanistan et à multiplier les opérations secrètes de capture et d'assassinat partout dans le monde. «John McCain aime bien annoncer qu'il traquera Ben Laden jusqu'aux portes de l'Enfer, mais il n'est même pas capable de le suivre jusqu'à la caverne où il se

terre», se gausse Obama, réaffirmant que, s'il est élu, les États-Unis agiront unilatéralement au Pakistan ou ailleurs pour tuer les terroristes. «Nous devons éliminer Oussama Ben Laden et ses lieutenants s'ils sont dans notre champ de vision.»

Dans ses discours électoraux, Obama insiste souvent sur la nécessité de mettre fin à la guerre d'Irak, mais défend également une position belliciste qui justifie des attaques unilatérales de la part des États-Unis, dans lesquelles le JSOC et la CIA sont appelés à jouer un rôle important. Une fois en poste, il constitue son équipe de politique étrangère en garnissant son administration de faucons démocrates comme Joe Biden, qu'il nomme vice-président, et Hillary Clinton, qui devient secrétaire d'État, deux personnalités politiques qui ont appuyé l'invasion de l'Irak en 2003. Il confie le rôle d'ambassadrice à l'ONU à Susan Rice, et charge Richard Holbrooke des aspects civils de son plan d'expansion de la guerre d'Afghanistan. Tous ces gens ont l'habitude de défendre les interventions militaires des États-Unis, les politiques économiques néolibérales et une vision du monde qui correspond aux énoncés de politique étrangère mis en œuvre depuis la présidence de George Bush père. De plus, Obama prolonge le mandat du dernier secrétaire à la Défense de Bush fils, Robert Gates, recrute John Brennan comme conseiller principal à la lutte antiterroriste et à la sécurité intérieure, et nomme le général James Jones au poste de conseiller à la sécurité nationale.

Ces choix enchantent les républicains conservateurs. Karl Rove, principal conseiller de Bush fils, qualifie la composition du cabinet Obama de «rassurante», tandis que Max Boot, idéologue néoconservateur de premier plan et membre de l'équipe électorale de McCain, est aux anges: «Ces nominations me laissent bouche bée: presque toutes auraient pu être celles d'un président McCain.» Hillary Clinton, ajoute-t-il, est une «ardente» partisane «du "néolibéralisme", qui à maints égards n'est pas très éloigné du "néoconservatisme"». Dans le *Weekly Standard,* organe du mouvement néoconservateur, son collègue Michael Goldfarb affirme n'y

voir «assurément rien qui représente un changement radical dans la façon dont Washington gère les affaires. On peut s'attendre à ce qu'Obama maintienne les politiques mises en place par Bush au cours de son deuxième mandat».

Au début de l'année 2009, dès les premières semaines de son mandat, Obama manifeste clairement son intention de reconduire une bonne partie des politiques antiterroristes les plus musclées de l'ère Bush. Parmi celles-ci, mentionnons les assassinats ciblés, l'écoute électronique sans mandat, les prisons secrètes, le transfèrement de détenus de la CIA par avion, les bombardements par des drones de combat, le recours à des mercenaires et l'invocation systématique du secret d'État. Dans certains cas, Obama va jusqu'à élargir des programmes qu'il a violemment critiqués sous Bush parce qu'il les considérait comme typiques d'un exécutif ayant cessé de rendre compte de ses actes.

En campagne électorale, Obama a dit souhaiter mettre les tortionnaires de l'ère Bush devant leurs responsabilités, mais il a fini par reculer, déclarant à la suite de son élection que «nous devons nous tourner vers l'avenir, et non vers le passé». Comme président, affirme-t-il, sa tâche consiste à «s'assurer que la CIA, par exemple, puisse compter sur des collaborateurs de grand talent qui travaillent avec acharnement pour que les Américains continuent de se sentir en sécurité. Je n'aimerais pas que mes compatriotes ressentent soudainement le besoin d'être en permanence à l'affût du danger».

Au tout début de la présidence Obama, Dick Cheney condamne le nouveau locataire de la Maison-Blanche, qui s'apprête selon lui «à démanteler une bonne partie des politiques que nous avions mises en place pour protéger le pays d'une attaque terroriste consécutive à celles du 11-Septembre». Cheney a tort. En fait, Obama verra à ce que bon nombre d'entre elles soient institutionnalisées, soutenues par les deux grands partis et bien ancrées dans la politique de sécurité nationale des États-Unis pour les années à venir. On peut se demander si de telles orientations assurent bel

et bien la sécurité des Américains (ou y nuisent), mais c'est là une autre question.

Chapitre 23

Des frappes bien particulières

PAKISTAN, WASHINGTON, 2009 — Alors qu'il s'installe dans le bureau ovale et endosse son nouveau rôle de commandant en chef des armées, le président Obama raffine la rhétorique agressive de son prédécesseur sur la guerre planétaire contre le terrorisme, qu'il renomme «guerre contre Al-Qaïda et ses alliés». Le troisième jour de son mandat, il signe une série de décrets censés «démanteler» les programmes de torture et de détention de l'ère Bush. «Nous voulons dire au monde que les États-Unis entendent poursuivre leur lutte incessante contre la violence et le terrorisme. Nous comptons le faire avec vigilance, nous comptons le faire avec efficacité, et nous comptons le faire en respectant nos valeurs et nos idéaux», déclare-t-il, flanqué de 16 officiers militaires à la retraite. «Nous comptons gagner cette guerre. Nous la gagnerons à nos conditions.» Cependant, bien qu'il rompe avec le discours de cow-boy qui a donné le ton à la politique étrangère des huit années précédentes, Obama décide vite d'élargir la portée des guerres secrètes qui ont marqué le mandat de Bush.

Dès le lendemain de la signature des décrets, soit le 23 janvier 2009, le directeur de la CIA, Michael Hayden, informe Obama de l'imminence d'une opération de l'agence au Pakistan: une attaque de drone ayant pour cibles des membres de haut rang d'Al-Qaïda et des talibans aura lieu à proximité de la frontière afghane. Plus tard ce jour-là, deux missiles Hellfire frappent des installations dans les districts du Waziristan du Nord et du Sud. Le

premier bombardement atteint un petit village situé près de Mir Ali, au Waziristan du Nord, vers 17 h, heure locale. Le second frappe le village de Karez Kot, au Waziristan du Sud, vers 20 h 30. Hayden, dont le mandat à la tête de la CIA prendra fin dans quelques semaines, admet que les principaux objectifs de grande importance de la mission n'ont pas été touchés, mais qu'«au moins cinq militants d'Al-Qaïda sont morts». «Très bien», lui répond Obama, qui s'est montré clairement favorable à une escalade des tirs de drones au Pakistan.

En visionnant les séquences vidéo des frappes du 23 janvier, le renseignement américain constate qu'elles ont indéniablement fait des victimes civiles. John Brennan accourt dans le bureau du président pour lui en faire part. Les bombardements ont bel et bien causé la mort de cinq «militants», mais ont aussi fait d'autres victimes. Selon le Bureau of Investigative Journalism (Bureau de journalisme d'enquête), la première frappe a entraîné la mort de 5 à 17 personnes, des civils pour la plupart, dont bon nombre appartenaient à une même famille. On rapporte qu'un garçon a survécu, non sans avoir subi une fracture du crâne, une perforation de l'estomac et la perte d'un œil. La deuxième frappe, elle, a atteint la «mauvaise maison», tuant de cinq à huit civils, affirment des rapports publiés ultérieurement. De nombreuses victimes, dont au moins deux enfants, faisaient partie de la famille de l'aîné d'une tribu, mort lui aussi. Ce dernier aurait été membre d'un «comité pour la paix appuyant le gouvernement».

Obama convoque aussitôt Hayden, le sommant de lui préparer un rapport exhaustif sur les protocoles en vigueur dans le programme de drones. Bien qu'on lui ait présenté des dizaines de rapports sur la sécurité nationale alors qu'il était candidat démocrate à la présidence, c'est la première fois qu'il entend parler de ce que la CIA qualifie de «frappes particulières». Dans les derniers mois de l'administration Bush, l'agence a commencé à viser des gens selon leurs comportements et leurs habitudes plutôt qu'en se basant sur des renseignements précis. Selon la CIA, il est

justifié que des «hommes en âge d'être soldats» soient désignés comme cibles de ses attaques de drones s'ils ont participé à un grand rassemblement dans une région en particulier ou ont été en contact avec d'autres présumés militants ou terroristes. L'identification positive d'un suspect n'est plus une condition indispensable au lancement d'une frappe: il suffit que celui-ci présente une des «particularités» déterminées par l'agence.

Obama se montre sensible aux arguments de Hayden et décide de maintenir le programme de frappes particulières. Il y impose cependant une contrainte: le directeur de la CIA aura le dernier mot sur toutes les opérations, une autorité qui était parfois déléguée au directeur adjoint ou au directeur du centre de lutte antiterroriste de l'agence. De plus, le président se réserve le droit de lui retirer ce pouvoir. Ce qu'il ne fera pas. Dans les mois suivants, le nouveau directeur de la CIA, Leon Panetta, donne à Obama un «cours intensif» sur les frappes ciblées avec l'assistance d'«agents secrets» du centre de lutte antiterroriste, et procède à un examen du programme de drones et d'autres protocoles de combat, dont les autorisations nécessaires au lancement d'une frappe. Dès qu'un objectif de grande importance est touché au Pakistan, le président et le directeur de l'agence se réunissent à huis clos.

Pendant la première année de son mandat, Obama convoque ses plus hauts fonctionnaires à des réunions hebdomadaires d'une heure où sont abordées toutes les questions relatives à la sécurité nationale et à la lutte contre le terrorisme. Selon leurs participants, ces rencontres ont un caractère «pédagogique». On y discute certes renseignement et menaces à la sécurité, mais Obama est encore en train de s'initier aux nouvelles capacités dont disposent les États-Unis. Pendant une bonne partie de l'année 2009, les échanges portant sur les opérations de capture ou d'assassinat à l'extérieur de l'Afghanistan ou du Pakistan sont essentiellement théoriques. Le général «Hoss» Cartwright, vice-chef d'état-major des armées, et Brennan, principal conseiller d'Obama en la matière, jouent un rôle de plus en plus

important dans ces délibérations, tout comme le vice-amiral McRaven, commandant du JSOC. L'une des premières tâches auxquelles s'attelle Obama en ce qui concerne la sécurité nationale consiste à passer en revue l'ensemble des décrets militaires de Bush. Obama, qui maintiendra l'essentiel des politiques antiterroristes de son prédécesseur, finira par approuver la plupart de ces décrets sans les modifier. Dans certains cas, il élargira la portée des autorisations qu'ils confèrent. Sous sa gouverne, les frappes en territoire pakistanais deviendront pratiquement hebdomadaires.

*

* *

Obama a hérité d'un programme de drones qui, sous Bush, était déjà en pleine expansion. Les frappes en territoire pakistanais étaient déjà de plus en plus fréquentes dans les derniers mois de l'année 2008. Peu de temps avant l'élection d'Obama, Bush a conclu «un accord tacite permettant [aux attaques de drones] de se poursuivre sans ingérence pakistanaise», en vertu duquel les États-Unis n'informeront le Pakistan qu'une fois le drone lancé ou dans les minutes suivant l'opération. Devenu président, Obama approuve cette politique, qui a entraîné une augmentation de l'activité des drones, et «donne son aval au programme d'opérations secrètes». De plus, il maintient en poste «pratiquement tout le personnel clé» de la CIA chargé de ces opérations pendant l'ère Bush. Un aspect de ce programme, dont Obama a été informé immédiatement après l'élection par le directeur du renseignement national sortant Mike McConnell, prend la forme d'un réseau chargé du renseignement humain en territoire pakistanais: des espions glanent sur le terrain des renseignements qui constituent le pendant nécessaire aux missions de surveillance et d'attaque des drones. Ce programme d'espionnage, qui a demandé cinq ans de préparation et qu'on dit très coûteux, est «le véritable [secret] qu'Obama détient à partir de ce moment».

Peu après son entrée en fonction, Obama commence à faire pression sur Panetta à propos de la traque de Ben Laden. En mai 2009, il lui demande de faire de cette chasse à l'homme son «objectif numéro un» et lui donne 32 jours pour élaborer un «plan opérationnel détaillé» en vue de repérer le chef terroriste. Chaque semaine, Panetta devra informer le président des progrès de sa mise en application, si minimes soient-ils.

Alors que s'intensifie la traque de Ben Laden, les attaques de drones se succèdent et les victimes civiles se multiplient. Le 23 juin, la CIA tue plusieurs militants présumés à l'aide d'un missile Hellfire au Waziristan du Sud. Quelques heures plus tard, elle lance d'autres missiles sur la foule qui pleure ses morts. De nombreux civils (de 18 à 45, selon les estimations) trouvent la mort. «Une fois les prières terminées, nous avons entendu les drones s'approcher et nous nous sommes dit qu'il fallait s'enfuir», affirme un homme ayant perdu une jambe lors de l'attaque. «Deux drones ont d'abord lancé deux missiles, semant la dévastation. Il y avait de la fumée et de la poussière partout. Les blessés hurlaient, appelaient à l'aide. […] Une minute plus tard, un troisième missile a frappé, et je suis tombé.» Le renseignement américain, dit-on, croyait que Baitullah Mehsud, chef des talibans pakistanais, se trouvait «parmi les personnes présentes aux funérailles». Il ne s'y trouvait pas. Du moins pas au moment où les drones ont frappé.

Sous Bush comme sous Obama, l'insaisissable Mehsud a survécu à plus d'une douzaine de tentatives d'assassinat, lesquelles ont fait des centaines de victimes collatérales. Début août 2009, le renseignement américain le débusque au domicile de son beau-père, situé dans le village de Zanghara, au Waziristan du Sud. Le 5 août, des drones de la CIA ouvrent le feu alors qu'il se repose sur le toit de la maison en compagnie de membres de sa famille et d'autres invités. Les deux missiles Hellfire le coupent en deux et tuent 11 autres personnes.

En octobre 2009, rapportent des sources, Obama élargit la zone où la CIA peut attaquer ses cibles, autorise celle-ci à acquérir d'autres drones et

«dégage de nouvelles ressources pour ses forces paramilitaires secrètes». En dix mois, le nouveau président a autorisé autant d'attaques de drones que l'avait fait Bush au cours de ses huit années à la tête des États-Unis.

*

* *

Bien que la CIA reçoive une bonne partie des éloges et des critiques concernant le programme américain de drones au Pakistan, elle n'est pas le seul joueur sur le terrain. Le JSOC y mène ses propres opérations de renseignement et y lance parfois des attaques de drones. Au cœur des campagnes d'assassinats ciblés du JSOC et de la CIA se trouvent les membres d'une section d'élite de la société Blackwater. Ces sous-traitants aident à planifier l'élimination de présumés agents d'Al-Qaïda et des talibans, mènent des chasses à l'homme visant des objectifs de grande valeur et effectuent des opérations délicates en territoire pakistanais. Des agents de la division SELECT de Blackwater travaillent pour la CIA dans des «bases dissimulées au Pakistan et en Afghanistan, où ils assemblent des missiles Hellfire et des bombes à guidage laser qu'ils chargent sur des drones Predator».

En parallèle, des agents de Blackwater collaborent à un programme du JSOC mis en œuvre à la base aérienne de Bagram, en Afghanistan. Selon des sources liées au renseignement américain et à l'entreprise, les employés de Blackwater disposent de niveaux d'habilitation de sécurité dépassant ceux qui leur sont officiellement reconnus. Des mesures de contrôle parallèles et cloisonnées leur donnent accès au programme Copper Green. «En vertu de ces mesures, le directeur de la sécurité peut autoriser une personne à collaborer à des programmes cloisonnés plus "secrets" que secrets, même si ces derniers ne concernent pas son champ d'activité habituel», explique une source appartenant au renseignement militaire américain. Elles permettent à des employés de Blackwater «dépourvus des niveaux d'habilitation de

sécurité nécessaires, voire du moindre niveau d'habilitation de sécurité, de prendre part à des opérations classifiées sur la seule base de la confiance qu'on accorde à leur parole», poursuit cette source. «On peut considérer ce niveau ultra-confidentiel, situé au-dessus du niveau top secret, comme un véritable cercle d'initiés.» Par conséquent, Blackwater a accès aux renseignements «de toutes sources», recueillis en partie par des unités du JSOC envoyées sur le terrain. «Au fil des ans, la collaboration avec les sous-traitants a souvent pris cette forme», explique la source. «Nos sous-traitants sont régulièrement mis au courant de choses que les décideurs de haut rang continueront à ignorer s'ils ne s'en informent pas.»

Selon cette même source, la mission menée conjointement par Blackwater et le JSOC au Pakistan est qualifiée de «Qatar au cube», en référence à la base d'opérations avancée des États-Unis située au Qatar, qui a servi de plaque tournante à la planification et à la mise en œuvre de l'invasion de l'Irak. Leur camp «est conçu pour être le meilleur des mondes, le Jamestown du nouveau millénaire. Il s'agit d'une microbase secrète d'où l'on peut faire un saut en Ouzbékistan, puis retraverser la frontière pour aller vers l'est, vers l'ouest, vers le nord-ouest... Grâce à son emplacement stratégique, les agents peuvent aller et venir comme bon leur semble sans avoir à composer avec la lourde chaîne de commandement installée en Afghanistan. Ils ne sont pas tenus de le faire parce que leur mandat est classifié».

En plus de planifier des attaques de drones et des opérations contre des membres présumés d'Al-Qaïda ou des talibans au Pakistan pour le compte du JSOC et de la CIA, les équipes de Blackwater aident le JSOC à préparer des missions en Ouzbékistan contre le mouvement islamiste de ce pays. Blackwater ne mène pas directement ces opérations: ce sont les agents du JSOC qui s'en chargent. «Cette mission a piqué ma curiosité, déclenchant un signal d'alarme. Qui a dit que nous étions en guerre contre l'Ouzbékistan? Est-ce que quelque chose m'a échappé? Rumsfeld a-t-il repris le pouvoir?» se demande la source du renseignement militaire. Quand des civils sont

tués, «les gens disent “Oh, on a encore laissé la CIA foutre le bordel”. Pourtant, dans au moins la moitié des cas, c’est le JSOC qui [élimine] des gens en fonction des renseignements humains qu’il a obtenus ou a lui-même recueillis».

Contrairement à celles du JSOC, les opérations de la CIA sont soumises au contrôle des parlementaires. «Les assassinats ciblés ne sont pas très populaires par les temps qui courent, et la CIA en est consciente», explique la même source en 2009. «Les sous-traitants et, surtout, le personnel du JSOC, dont le mandat est classifié, ne sont pas [surveillés par le Congrès]. Ça les rend insensibles. S’ils débusquent un suspect et que 34 [autres] personnes se trouvent dans le même immeuble que lui, 35 personnes vont mourir. C’est leur mentalité. Ils n’ont de comptes à rendre à personne, et ils le savent très bien. C’est un secret de Polichinelle, mais que faire? Démanteler le JSOC?»

Au moment de passer en revue les programmes secrets mis en place par l’administration Bush, Obama et son nouveau cabinet sont confrontés à une série de choix difficiles, car ils doivent déterminer lesquels abolir et lesquels maintenir. Le dédale que constitue le programme d’opérations secrètes de la CIA, du JSOC et de Blackwater est le fruit des luttes intestines et de la culture du secret qui ont marqué le milieu antiterroriste au lendemain du 11-Septembre. Lorsqu’il était sénateur, Obama s’était montré critique envers Blackwater et avait même déposé un projet de loi visant à contraindre les sociétés militaires privées à rendre des comptes. Devenu commandant en chef, il a pris connaissance de rapports de la CIA et des forces armées qui soulignent la nécessité pour les États-Unis de mener des opérations secrètes. Proposer des politiques en campagne électorale est une chose, mais affronter les forces d’élite les plus secrètes de l’appareil de sécurité nationale américain en est une autre. De plus, Obama a décidé d’appuyer ces forces, et non de les contenir: plus il s’implique dans l’application du programme d’assassinats ciblés, plus ce dernier prend de l’ampleur. À la fin de la première année de son mandat, Obama et sa

nouvelle équipe de lutte antiterroriste sont prêts à doter le programme de l'infrastructure nécessaire à sa légitimation officielle.

Chapitre 24

«Comme en Amérique centrale dans les années 1980»

WASHINGTON, YÉMEN 2009 — Le jour même où Obama signe un décret ordonnant la fermeture de la prison de Guantanamo Bay, une nouvelle vient renforcer la position des opposants à cette décision: on apprend qu'un ancien détenu, libéré dans le cadre d'un programme de réhabilitation mené par l'Arabie saoudite avec le soutien de l'administration Bush, a refait surface au Yémen et affirme être numéro deux d'une section d'Al-Qaïda installée dans ce pays. Capturé à la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan, le Saoudien Saïd Ali Al-Shihri a été l'un des premiers prisonniers de Guantanamo, où on l'a emmené le 21 janvier 2002 en lui attribuant le numéro 372. Selon l'interprétation du Pentagone, il avait suivi un entraînement à la guérilla urbaine en Afghanistan, joué le rôle de «conseiller en déplacements d'Al-Qaïda» et financé les combattants de l'organisation. Selon des documents tirés de son examen administratif à Guantanamo, il a déclaré s'être rendu en Afghanistan après le 11-Septembre pour prendre part à des missions d'aide humanitaire. En novembre 2007, le département de la Défense a fini par le rapatrier en Arabie saoudite. Une fois son programme de réhabilitation accompli, il a disparu sans laisser de traces. Qu'il ait été ou non membre d'Al-Qaïda avant de séjourner à Guantanamo est matière à débat. Ce qui lui arriverait par la suite, par contre, ne l'est pas.

Une vidéo diffusée sur YouTube en janvier 2009 montre Al-Shihri en compagnie d'un compatriote saoudien ayant lui aussi été incarcéré à Guantanamo, Abou Hareth Mohamed Al-Awfi, et de deux membres tristement célèbres d'Al-Qaïda, les Yéménites Nasir Al-Wuhayshi et Qasim Al-Rimi. On y voit les quatre hommes, dont les vêtements, disparates, combinent costume traditionnel et tenue militaire, annoncer la mise sur pied d'une nouvelle organisation régionale, AQPA. «Par Allah, notre séjour en prison n'a fait que renforcer notre détermination à défendre les principes au nom desquels nous luttons, qui sont ceux pour lesquels nous avons été emprisonnés», déclare Al-Shihri, coiffé d'un keffieh et portant une ceinture de munitions en bandoulière. Bien que certains milieux du renseignement, notamment en Arabie saoudite, aient déjà eu vent de l'existence d'AQPA avant la diffusion de cette vidéo, la plupart des observateurs y voient les premiers pas d'une nouvelle variante d'Al-Qaïda. Le fait que le quatuor soit constitué d'un nombre égal de Saoudiens et de Yéménites n'a rien d'un hasard. Ses membres souhaitent ainsi dénoncer l'illégitimité et la collusion des gouvernements de leurs deux pays. Selon le spécialiste du Moyen-Orient Barak Barfi, chercheur à la New America Foundation, AQPA «fait passer Al-Qaïda au Yémen du statut de filiale à celui de principal bureau régional en avalant son organisation sœur d'Arabie saoudite, autrefois plus importante». Al-Wuhayshi «et ses militants sont parvenus non seulement à redonner vie à une organisation moribonde, mais aussi à la renforcer». Ce mois-là, l'Arabie saoudite publie une liste des «85 [individus] les plus recherchés». Selon le renseignement saoudien, 20 d'entre eux se sont joints à AQPA au Yémen.

Al-Qaïda fait donc un retour en force au Yémen. «Au cours de la dernière année, la situation s'est grandement détériorée sur le plan de la sécurité au Yémen, où Al-Qaïda a multiplié les attentats contre les institutions occidentales et yéménites», conclut un rapport du NCTC publié début 2009. Pendant une bonne partie de la première année de la présidence Obama, rares seront les observateurs qui feront mention du Yémen, si l'on

fait exception d'un cercle restreint de responsables de la sécurité nationale et de journalistes. L'administration se concentrera plutôt sur l'escalade de la guerre d'Afghanistan et sur la réduction des effectifs américains en Irak.

Cette année-là, pour le volet secret de la lutte antiterroriste, on privilégie l'intensification de la campagne de tirs de drones au Pakistan, conjuguée à des opérations occasionnelles du JSOC. Le président répète à l'envi que, dans leur guerre contre Al-Qaïda, les États-Unis visent avant tout les zones tribales chevauchant la frontière de l'Afghanistan et du Pakistan. «Je crois qu'il ne subsiste plus le moindre doute quant à l'essor d'un cartel de la terreur dont les tentacules ratissent large», déclare Hillary Clinton dans l'un de ses premiers grands discours devant le Sénat à titre de secrétaire d'État d'Obama. «Il atteint certes la Somalie, le Yémen, le Maghreb, etc., mais il est basé dans la région frontalière de l'Afghanistan et du Pakistan, sur laquelle il concentre l'essentiel de ses énergies.» Cependant, les principaux responsables de la sécurité nationale du président ont compris que plus on frappe fort au Pakistan, plus Al-Qaïda risque de trouver refuge ailleurs.

Dans son témoignage du 25 février 2009 devant la commission spéciale de la Chambre des représentants sur le renseignement, l'amiral Dennis Blair, qu'Obama vient de nommer directeur national du renseignement, affirme que le quartier général d'Al-Qaïda se trouve dans les zones tribales du Pakistan, mais se dit «préoccupé par la mobilité» de ses membres. «L'expansion des réseaux d'Al-Qaïda [en] Afrique du Nord nous inquiète particulièrement, de même que l'émergence et l'essor de l'organisation au Yémen. […] Le Yémen redevient un champ de bataille du djihad», poursuit-il. «Nous craignons aussi que des extrémistes bien de chez nous ne s'inspirent de l'idéologie d'Al-Qaïda pour planifier des attentats en territoire américain», ajoute-t-il sans détour.

Les propos du nouveau directeur de la CIA font écho à ceux de Blair: «Nous faisons face à un ennemi tenace», explique Panetta à un groupe de journalistes réunis pour une table ronde au siège de l'agence. «Quand ils se

font attaquer, ils s'en vont ailleurs, où ils trouvent le moyen de se réorganiser. C'est pourquoi la Somalie me préoccupe, tout comme le Yémen. […] À mon avis, il ne faut pas se contenter d'essayer de les déstabiliser. Nos efforts doivent être incessants, car [ces militants] ne s'arrêteront pas.» Selon Panetta, le Yémen et la Somalie pourraient «devenir des refuges» pour Al-Qaïda.

En ce début d'année 2009, l'administration Obama se trouve dans une situation délicate par rapport au président Ali Abdallah Saleh. En campagne électorale, Obama s'est engagé à fermer Guantanamo. Il vient de signer un décret honorant cette promesse, alors que la prison compte plus de 200 détenus provenant du Yémen. Vu son bilan en matière d'évasions et de programmes de réhabilitation factices, Saleh n'a pas la confiance de Washington pour s'occuper des prisonniers rapatriés. Par conséquent, même si les Saoudiens n'ont «réhabilité» Al-Shihri que pour le propulser dans les hautes sphères d'Al-Qaïda, la Maison-Blanche préférerait transférer ses prisonniers yéménites aux autorités saoudiennes.

Obama confie donc le dossier yéménite à son conseiller principal à la lutte antiterroriste et à la sécurité intérieure John Brennan. Parlant couramment l'arabe, Brennan a travaillé 25 ans pour la CIA, passant d'analyste et espion à chef des opérations de l'agence en Arabie saoudite. Lors de l'attentat de 1996 contre les tours de Khobar, dans lequel ont péri 19 soldats de l'armée de l'air des États-Unis, il était chef de station à Riyad. Pendant la plus grande partie des années Bush, il était au cœur des opérations du renseignement américain. Nommé directeur du NCTC, il a supervisé la collecte de renseignements sur les terroristes à l'échelle mondiale. Après la victoire d'Obama, il s'est joint à son équipe de transition pour aider à coordonner la stratégie de renseignement de la nouvelle administration. Choisi par le président pour devenir directeur de la CIA, Brennan a fini par décliner l'offre lorsqu'il s'est avéré manifeste que ses déclarations favorables aux «techniques d'interrogatoire renforcées» et aux «transfèrements extraordinaires» de prisonniers compliqueraient la

confirmation de sa nomination. Il est donc devenu conseiller à la sécurité intérieure et à la lutte antiterroriste, un poste qui ne requiert pas l'approbation du Sénat. Son pouvoir a augmenté d'un cran lorsque l'administration Obama a fusionné les portefeuilles de la sécurité intérieure et de la sécurité nationale, et lui a donné un accès «direct et immédiat» au président.

En tant que responsable du dossier yéménite, Brennan se trouve à remplir deux fonctions: il doit d'une part négocier l'accès des forces spéciales et de la CIA au Yémen tout en offrant un entraînement aux unités yéménites et, d'autre part, régler le cas des détenus de Guantanamo. Sans surprise, Saleh joue par moment sur les deux tableaux, se servant des prisonniers comme monnaie d'échange.

En février 2009, Saleh conclut une entente avec les chefs tribaux et libère 176 hommes faits prisonniers au fil des ans pour leurs liens présumés avec Al-Qaïda. Le 15 mars, dans la vieille ville fortifiée de Shibam, quatre touristes sud-coréens sont tués dans une explosion alors qu'ils se font photographier devant ce site inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'Unesco. Le lendemain, Brennan et John Duncan, directeur de la lutte antiterroriste au NSC, se rendent à Sanaa pour tenter de convaincre Saleh d'autoriser les États-Unis à transférer des prisonniers yéménites en Arabie saoudite. Selon un câble diplomatique émis ultérieurement, Brennan «essuie des rebuffades à répétition». Saleh exige que les détenus soient rapatriés au Yémen et admis dans un centre de réhabilitation qui, à ses yeux, devrait être financé par les États-Unis et l'Arabie saoudite. «Nous fournirons le terrain à Aden, et vous et les Saoudiens fournirez les fonds», leur dit-il, ajoutant que 11 millions de dollars devraient suffire à la construction des installations. Aux yeux de Brennan, Saleh, qui «en a plein les bras» avec Al-Qaïda, est trop occupé pour se charger d'un tel dossier. Pendant les 40 minutes que dure l'entretien, le président yéménite «apparaît successivement méprisant, las et impatient», lit-on dans le câble diplomatique.

À un moment de la rencontre, Brennan remet à Saleh une lettre du président Obama. Selon Saba, l'agence de presse officielle du Yémen, la missive «porte sur la coopération entre les deux pays en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme […], vante les mesures antiterroristes mises en œuvre par le Yémen et réaffirme le soutien des États-Unis au pays». Un câble diplomatique américain affirme plutôt qu'il n'y est question que de Guantanamo. Avant de quitter Sanaa, Brennan informe le neveu de Saleh, haut responsable yéménite de la lutte antiterroriste, de son «intention de faire part au président Obama de sa déception devant l'inflexibilité du Yémen» dans le dossier des prisonniers de Guantanamo. Quelques semaines plus tard, Saleh donne une interview au magazine *Newsweek*: «Nous ne sommes pas les soldats obéissants des États-Unis. Nous ne nous plions pas à toutes leurs demandes.»

Le colonel Patrick Lang a connu Brennan alors que ce dernier était analyste de la CIA en Arabie saoudite. «Je ne crois pas qu'il soit à la hauteur de Saleh en matière de roublardise et de ruse», explique-t-il avant d'ajouter que les Yéménites «savent négocier avec nous».

*

* *

Tandis que Brennan et d'autres hauts fonctionnaires négocient le sort des détenus de Guantanamo avec Saleh, cette question est loin d'être au centre des préoccupations de Washington en matière de lutte antiterroriste. De plus en plus accaparée par la stratégie militaire qu'elle met en œuvre en Afghanistan, l'administration Obama passera l'essentiel des prochains mois à discuter du nombre de soldats supplémentaires qu'il faudrait y déployer et des façons de s'attaquer aux repaires d'Al-Qaïda au Pakistan.

Le commandant du CENTCOM, le général David Petraeus, fait pression sur Obama pour qu'il confie les rênes de la guerre d'Afghanistan au général Stanley McChrystal, avec qui il partage une passion pour les «opérations cinétiques» et les actions clandestines. En parallèle, il met au point un plan

d'intensification de l'action directe des États-Unis au Yémen et ailleurs dans sa zone de responsabilité. En avril 2009, devant la commission du Sénat sur les services armés, Petraeus expose la position du CENTCOM en tenant un discours sans nuance qui rappelle la vision du monde comme champ de bataille que véhiculait l'administration Bush. «Pour vaincre les réseaux extrémistes actifs dans la zone de responsabilité du CENTCOM (que ce soit en Irak, en Afghanistan, au Yémen, au Liban ou ailleurs), nous devons employer toutes les forces et tous les moyens à notre disposition dans le cadre d'une approche stratégique fondée sur les principes de contre-insurrection», déclare-t-il. «Notre offensive antiterroriste, qui vise à démanteler les réseaux extrémistes et à neutraliser leur direction, souvent par un recours à la force militaire, est essentielle.»

Ce mois-là, Petraeus approuve un plan qu'il a élaboré avec l'ambassade des États-Unis à Sanaa, la CIA et d'autres agences de renseignement en vue de multiplier les opérations militaires américaines au Yémen. Le plan préconise entre autres l'entraînement de soldats yéménites par les forces spéciales, mais prévoit également des frappes unilatérales contre AQPA. Petraeus déplore ce qu'il qualifie d'«incapacité du gouvernement yéménite à sécuriser et à contrôler l'ensemble de son territoire», ce dernier offrant ainsi «aux terroristes et aux insurgés de la région, en particulier Al-Qaïda, un refuge où planifier, organiser et soutenir des opérations terroristes». «Il importe de régler ce problème, et c'est ce à quoi s'active le CENTCOM», conclut-il sans mâcher ses mots. Bien que Petraeus se dise favorable à la coopération entre Washington et Sanaa, les États-Unis entendent manifestement lancer des attaques au Yémen comme bon leur semblera. «À la tête du CENTCOM, [Petraeus] avait la possibilité d'appliquer sa "doctrine sacrée" à d'autres parties de sa zone de responsabilité, et le Yémen faisait partie de celles-ci», se souvient le colonel Lang. «Et, confortablement installé dans son quartier général, il est très facile d'entretenir de telles pensées. Que ce qui doit être fait se fasse.»

Le général Stanley McChrystal, qui n'est plus à la tête du JSOC depuis juin 2008, est alors directeur des opérations de l'état-major des armées et sera bientôt nommé commandant de la Force internationale d'assistance et de sécurité (FIAS) de l'OTAN en Afghanistan. De concert avec Petraeus, il conseille au président d'utiliser le JSOC autrement que ne le faisait l'administration Bush, soit comme entité intégrée à des forces opérationnelles dirigées par des commandants de composantes de combat plutôt que comme force autonome. Les deux généraux cherchent aussi à convaincre Obama d'autoriser l'extension des opérations secrètes contre Al-Qaïda à une douzaine de pays du Moyen-Orient, de la Corne de l'Afrique et d'Asie centrale. Le président leur donne son feu vert. En ce qui concerne le Yémen, cela signifie que les «actions directes» seront placées sous le commandement de Petraeus et menées par les ninjas du JSOC.

Le 28 mai, à Sanaa, le directeur adjoint de la CIA Stephen Kappes monte dans un hélicoptère de l'armée de l'air yéménite qui l'emmène 200 kilomètres plus au sud, dans la ville de Taizz, d'où on le conduit à l'une des résidences privées du président Saleh. Vêtu d'une chemise de soirée et d'un pantalon noir, Saleh a une petite coupure au-dessus de l'œil gauche, souvenir d'un accident survenu quelques jours auparavant dans la piscine de son palais de Sanaa. La réunion de 40 minutes doit porter sur les opérations menées contre AQPA et sur le partage de renseignements entre le Yémen et les États-Unis, mais le président commence par informer Kappes de sa décision d'autoriser le transfert en Arabie saoudite de certains prisonniers yéménites de Guantanamo (alors qu'il s'y était opposé vis-à-vis de Brennan). Kappes le remercie au nom du président Obama, puis Saleh réitère sa demande de 11 millions de dollars pour l'établissement de son propre centre de réhabilitation, en prenant soin de préciser que l'administration Bush l'avait assuré qu'il les obtiendrait. Les deux hommes abordent ensuite le vif du sujet: AQPA. Washington craint qu'Al-Qaïda ne tente d'assassiner Saleh, explique Kappes. Le président yéménite lui répond qu'il partage la même inquiétude, ajoutant avoir déjà déjoué un complot qui

visait à abattre un de ses avions officiels lors de son plus récent voyage à Aden. Lorsque l'envoyé de la CIA informe Saleh de la volonté de l'administration Obama d'anéantir Al-Qaïda partout dans le monde, celui-ci lui répond: «J'espère que cette campagne se poursuivra et sera couronnée de succès. Nous faisons la même chose chez nous. Notre position est inébranlable.»

Ce qui frappe le plus Kappes lors de cette réunion, c'est la «volte-face» de Saleh, qui «considère désormais AQPA comme la plus grave menace à laquelle fait face le Yémen». Kappes et ses accompagnateurs sont d'avis que sa décision d'accorder une plus grande importance à l'organisation islamiste qu'aux rebelles houthis du nord ou aux sécessionnistes du sud «a presque assurément été prise en fonction de ses interlocuteurs [américains]» et «en vue d'obtenir l'assistance politique, économique et militaire nécessaire pour éviter l'effondrement de l'État yéménite et ses conséquences sur la stabilité et la sécurité de la région». Au cours de l'entretien, Saleh en profite aussi pour avancer sa thèse voulant que les Houthis soient soutenus par l'Iran et le Hezbollah. Kappes ignore alors que le président du Yémen s'apprête à lancer une nouvelle offensive dans le nord du pays. Les deux hommes s'entendent sur le fait que leur coopération en matière de renseignement progresse en douceur et ne peut que gagner en force.

*

* *

Le 1er juin 2009, Abdulhakim Mujahid Muhammad, citoyen américain, tire des coups de feu depuis sa voiture sur un centre de recrutement militaire de Little Rock, en Arkansas, tuant le soldat William Long et blessant le soldat Quinton Ezeagwula, qui se trouvaient près de l'entrée. Né sous le nom de Carlos Bledsoe, Muhammad, converti à l'islam, s'est rendu en 2007 au Yémen, où il s'est marié et a séjourné un an et demi. Alors qu'il tentait de franchir un poste de contrôle, la police locale l'a surpris en possession d'un

faux passeport somalien, de modes d'emploi d'armes et de publications d'Anwar Al-Awlaki, et l'a arrêté. Il a ensuite passé quatre mois en prison, où, selon son avocat, il a été torturé et a subi l'influence de ses codétenus, qui l'ont radicalisé. «Si jamais tu sors de ce trou perdu, nous te traquerons jusqu'à ta mort», lui aurait lancé un agent du FBI qui lui a rendu visite en prison.

Le gouvernement américain a fini par persuader son vis-à-vis yéménite d'extrader Muhammad aux États-Unis. Une fois rentré au pays, il a fait l'objet d'une enquête du Joint Terrorism Task Force (qui relève du FBI), mais n'a pas été placé en détention. Aux agents de police qui l'ont interrogé, il a déclaré avoir été motivé par les guerres que mènent les États-Unis en Irak et en Afghanistan.

À la suite de sa fusillade de 2009 en Arkansas, alors que son avocat prépare sa défense, Muhammad envoie au juge chargé de l'affaire une lettre manuscrite dans laquelle il annonce son intention de plaider coupable, qualifie son geste d'«attentat djihadiste contre les forces infidèles» et proclame son allégeance à Al-Wuhayshi et à AQPA. «Je n'étais pas en proie à la folie ou au stress post-traumatique, et personne ne m'a forcé à commettre cet acte, justifié par la loi islamique et le djihad, qui consiste à lutter contre ceux qui font la guerre à l'islam et aux musulmans», soutient-il. On ne saura sans doute jamais si Muhammad a effectivement entretenu des liens avec AQPA. Selon son père, il a subi un lavage de cerveau et «cherche probablement à être associé à Al-Qaïda parce qu'il croit que cela pourrait l'amener à être condamné à mort et, par conséquent, à devenir un martyr». Que son geste soit considéré ou non comme un attentat d'AQPA n'aura bientôt plus d'importance, car d'autres incidents funestes viendront alimenter la perception voulant que le groupe ait l'intention de frapper aux États-Unis.

Peu de temps après l'attentat du centre de recrutement, l'ex-vice-président Dick Cheney lance une attaque cinglante contre les politiques antiterroristes d'Obama. Dans un discours prononcé devant l'American

Enterprise Institute, il condamne le président pour sa proscription des «techniques d'interrogatoire renforcées» et félicite le Congrès pour son refus de financer le projet d'Obama de transférer des détenus de Guantanamo aux États-Unis, refus ayant pour effet d'empêcher la fermeture de la prison. Par ses politiques antiterroristes, en particulier l'interdiction de la torture, la Maison-Blanche fait montre d'une «insouciance drapée dans la vertu», juge Cheney, ajoutant que celles-ci «compromettent la sécurité du peuple américain».

Pendant que Cheney jette l'anathème sur l'administration Obama, ce dernier se prépare en coulisse à lancer une campagne antiterroriste nettement plus ambitieuse que celle qu'ont menée l'ancien vice-président et son patron d'alors, notamment en ce qui concerne le Yémen, empruntant à la doctrine controversée de l'administration Bush selon laquelle le monde est un champ de bataille. Obama «double la mise de Bush», affirme Joshua Foust, analyste des affaires yéménites à la DIA dans les premières années de la présidence Obama. Peu de temps après son départ de la DIA au début de l'année 2011, Foust m'expliquera que la stratégie d'Obama au Yémen, «lourdement militarisée, vise avant tout à neutraliser directement la menace plutôt qu'à assécher le marais».

Ce sont en fait deux membres importants de l'équipe de guerre de l'administration Bush qui se voient chargés de «neutraliser la menace». Tandis que le général McChrystal coordonne l'escalade en Afghanistan et au Pakistan, le général Petraeus supervise les «petites guerres» en cours dans d'autres parties de la zone de responsabilité du CENTCOM (au Yémen, en particulier), de concert avec le vice-amiral McRaven, depuis peu commandant du JSOC. Le JSOC devient ainsi la principale force chargée des opérations secrètes en territoire yéménite. Nombre de ses agents sont d'avis que le Yémen convient mieux à leurs compétences que l'Afghanistan, où le réseau Al-Qaïda a été essentiellement éradiqué ou contraint de fuir. «Ces gars-là sont des scalpels. Ils n'aiment pas qu'on les utilise comme des masses», explique l'ancien adjoint d'un commandant du SOCOM. «En

Afghanistan, ils ont servi de masses, éliminant des chevriers talibans. Au Yémen, ils ont pu redevenir des scalpels et abattre de véritables cellules d'Al-Qaïda.» Les forces spéciales, ajoute-t-il, «veulent s'occuper de cette merde comme elles l'ont fait en Amérique centrale dans les années 1980. Ils ne cherchent pas à obtenir de rabais dans les restaurants Jamba Juice, à faire de la contre-insurrection ou à se lancer dans le *nation building*».

À la suite de l'entretien de mai entre Kappe et Saleh, lequel s'inscrivait dans le plan commun de la CIA, des forces armées, du JSOC et du département d'État pour le Yémen, Hillary Clinton mandate l'ambassadeur des États-Unis à Sanaa, Stephen Seche, pour négocier avec le président yéménite la possibilité pour les États-Unis de faire voler à leur guise des drones et des hélicoptères au-dessus des eaux territoriales du Yémen. Seche a été prévenu de ne rien consigner par écrit et de ne négocier qu'en personne. Le motif officiel de la demande présentée par l'ambassadeur est que le CENTCOM a besoin d'un tel accès pour que ses drones puissent «empêcher le trafic d'armes vers Gaza». Seche explique entre autres à Saleh que Washington dispose de renseignements selon lesquels «d'importantes cargaisons d'armes destinées au Hamas empruntent une courte route maritime de la mer Rouge qui permet d'aller du Yémen au Soudan en 24 heures». Il lui révèle aussi que les États-Unis ont découvert «un réseau yéménite de contrebande qui livre des armes en Afrique. Ses clients revendent ensuite la marchandise à diverses organisations actives sur ce continent, parmi lesquelles pourraient se trouver des groupes terroristes liés à Al-Qaïda». Une collaboration du Yémen «améliorerait grandement la capacité du CENTCOM à obtenir les renseignements nécessaires à la détection et au suivi» des cargaisons. Il est sans doute vrai que les États-Unis souhaitent avoir à l'œil le trafic d'armes dans la mer Rouge, mais le moment choisi pour cette entrevue donne à penser qu'il s'agit là d'un prétexte.

Le 26 juillet 2009, Petraeus se rend au Yémen pour poursuivre la mise en œuvre du plan de la CIA et des forces armées visant à intensifier la traque

d'AQPA. Le général arrive avec un cadeau pour Saleh: la confirmation officielle, par Obama, d'une augmentation de l'aide militaire américaine au Yémen. En contrepartie, le président yéménite devrait s'attaquer directement à Al-Qaïda, insiste Petraeus. Tant pour Saleh que pour Washington, il importe que le Yémen montre qu'il se bat lui-même contre AQPA, dissimulant ainsi l'ampleur de l'ingérence américaine, qui s'accroît de jour en jour.

Une semaine après son entretien avec Petraeus, Saleh envoie son neveu Ammar Mohamed Abdallah Saleh, haut gradé de son bureau de la sécurité nationale, à Marib, un foyer d'activité d'Al-Qaïda. La mission d'Ammar consiste à éliminer une cellule d'AQPA; le président souhaite de cette façon montrer son sérieux à Washington. Mais l'opération tourne à la catastrophe. Malgré les négociations d'Ammar avec les chefs tribaux de l'endroit sur les modalités de l'assaut, les unités antiterroristes yéménites bâclent le travail. Au lieu de bombarder la cache d'Al-Qaïda, elles frappent un complexe tribal, déclenchant ainsi une fusillade dans laquelle les combattants de la tribu s'unissent à ceux d'AQPA pour riposter aux forces gouvernementales. Les agents d'Al-Qaïda parviennent à s'emparer d'un camion de ravitaillement militaire. En fin de compte, les forces de Saleh auront perdu cinq tanks et plusieurs hommes, et cinq soldats auront été faits prisonniers. AQPA s'empresse de tirer parti de la débâcle en nommant l'événement «bataille de Marib» et en diffusant sur internet une vidéo montrant les soldats captifs. Malgré son échec lamentable, l'opération sert tout de même Washington et le régime Saleh, car elle montre au public que le gouvernement du Yémen lutte contre Al-Qaïda, occultant l'action des États-Unis dans ce pays.

Le 10 août, lors d'une assemblée publique avec des militaires, un soldat demande au chef d'état-major des armées, l'amiral Mike Mullen: «Quelles régions du monde peut-on s'attendre à prioriser non pas l'an prochain ou dans deux ans, mais dans cinq ou dix ans?» Mullen lui répond qu'il a «constaté qu'Al-Qaïda se fédérait depuis cinq ou six ans». Il se dit également préoccupé par «les refuges que deviennent le Yémen et la

Somalie, comme l'était l'Afghanistan en 2001, quand tout a commencé». Il mentionne aussi l'Afrique du Nord, les Philippines et l'Indonésie. «Il s'agit d'un réseau en pleine croissance», conclut-il.

L'administration Obama envoie de plus en plus de formateurs des forces spéciales au Yémen. Les Yéménites «sont entraînés gratuitement par l'élite de l'élite des forces armées américaines, les meilleurs d'entre les meilleurs», précise l'ancien adjoint au SOCOM. «Les gars qui les conseillent et les assistent proviennent surtout du DEVGRU. Leur tâche consiste à apprendre [aux Yéménites] à faire sauter des trucs, à faire voler des hélicos et à mener des raids nocturnes, et ils s'en acquittent très bien.» Cette intensification de l'entraînement coïncide avec la multiplication des opérations secrètes et unilatérales du JSOC.

Chapitre 25

Suicide ou martyre?

YÉMEN, 2009 — Pendant que le président Obama prend ses quartiers à la Maison-Blanche, Anwar Al-Awlaki s'affaire de son côté à développer son site internet et à diffuser son message. Il publie entre autres un texte intitulé «Suicide ou martyre?», qui, tout en prenant la forme d'une discussion visant à déterminer si le suicide constitue un péché mortel selon l'islam, est en fait un plaidoyer pour l'attentat suicide. «Aujourd'hui, le monde est bouleversé quand un musulman se fait kamikaze. Imaginez quel serait l'impact de 700 musulmans ainsi consacrés martyrs le même jour», écrit Al-Awlaki. «Frères et sœurs, que vous approuviez ou non ces opérations, oublions nos différences et soutenons nos frères musulmans qui montent au front. Ce n'est pas là notre seul point de divergence, mais ne laissons pas la disparité de nos opinions faire obstacle à notre solidarité devant nos adversaires.» Ce plaidoyer attire à l'imam plus de 300 commentaires, dont bon nombre sont élogieux. Quelques semaines avant sa diffusion, Al-Awlaki avait affiché un lien vers l'un de ses écrits les plus populaires, intitulé «Quarante-quatre façons de soutenir le djihad». En février, Al-Awlaki enrichit son site d'autres liens permettant de télécharger gratuitement plusieurs de ses sermons les plus populaires. Chaque nouveau billet publié sur son blogue est un pied de nez aux autorités américaines, qui ont tenté de le museler en l'enfermant dans une prison yéménite. Mais voici que l'imam s'active sur internet à la vue de tous, incitant les musulmans à combattre les incroyants

et traitant de «fléaux» les États-Unis et leurs alliés, présentés comme «les plus grands terroristes d'entre tous».

Nasser Al-Awlaki, lui, se fait de plus en plus de souci pour son fils. Les rumeurs que lui font parvenir ses amis et ses contacts au sein du gouvernement yéménite ne laissent présager rien de bon. Les hauts fonctionnaires du renseignement l'avertissent que les Américains ont bien l'intention d'éliminer Anwar. Ils font allusion à des drones destinés à l'extirper de la province de Shabwah, où il a trouvé refuge. Le président Saleh communique personnellement avec Nasser pour le prier de convaincre Anwar de revenir à Sanaa. «Au moment où le président me conseillait de ramener mon fils, le ministre de l'Intérieur et le service de sécurité avaient émis une directive ordonnant sa capture», raconte Nasser. «Et le gouverneur du Shabwah m'a appelé pour me dire: "Écoutez, nous avons reçu de la part du ministère de l'Intérieur et des services de sécurité l'ordre de capturer votre fils."»

Cela n'étonne aucunement Anwar. Dans le petit village d'où sa famille est originaire, il habite la maison en pisé de quatre étages de son grand-père, où il enregistre ses sermons et alimente son blogue. Peu après son arrivée, les forces de sécurité du Yémen n'ont pas tardé à poster régulièrement leurs véhicules et leurs armes dans la vallée qui s'étend devant sa demeure. Anwar confie à son père que des agents tentent de l'intimider en pointant leurs armes automatiques en direction de son refuge. «Écoute, mon fils, je ne veux pas que tu aies des ennuis en finissant par tuer quelqu'un ou par te faire abattre», l'avertit Nasser lors d'une conversation téléphonique. «Alors, je t'en prie, reste calme. Quoi qu'ils fassent, garde ton sang-froid, je t'en prie.» Nasser craint en effet que, si les forces yéménites tentent de capturer Anwar, la tribu Awlaki ne riposte et qu'il ne s'ensuive un échange de coups de feu.

En mai 2009, à la requête du président yéménite, Nasser et son épouse se rendent dans la province de Shabwah pour demander à Anwar de rentrer à Sanaa avec eux. «Telle est la volonté du président, déclare Nasser, car les Américains font pression sur lui.» Ils discutent du mandat d'arrestation

émis contre Anwar. «Vous êtes mon père», lance ce dernier. «Pourquoi vouloir me ramener à Sanaa alors que ces gens ont l'intention de me jeter en prison? Comment pouvez-vous avoir la conviction que les Américains ne s'en prendront pas à moi?» Nasser lui répond qu'il n'a aucune garantie à offrir, mais croit néanmoins que c'est la meilleure chose à faire. Anwar ne se laisse pas ébranler. «Les Américains ne me diront pas dans quelle direction placer mon lit», rétorque-t-il. Nasser confiera plus tard: «Ce fut une discussion enflammée. C'est malheureux: nous avons passé notre dernière rencontre à nous disputer.»

Saleh Ben Fareed s'entretient lui aussi avec Anwar. Il parvient à la conclusion que son neveu ne nuit à personne et créerait moins de remous s'il restait dans sa retraite. Il communique avec le chef du renseignement yéménite, le général Galib Al-Qamish: «D'après moi, vous avez tort, les Américains et vous», lui dit-il. «Anwar vit ici dans un village de 1 000 ou 2 000 habitants. Si vous le faites revenir à Sanaa parce que vous considérez qu'il est dangereux, il y côtoiera deux millions de personnes. Mieux vaut le laisser ici.» Qamish lui répond en soupirant: «Cela irait à l'encontre des directives américaines.» Ben Fareed est perplexe. Comment un prédicateur retiré dans la campagne yéménite peut-il constituer une menace pour la nation la plus puissante au monde?

Anwar, de son côté, se fiche bien des directives américaines. Une fois ses parents repartis pour Sanaa, il tente d'élaborer un plan d'action. De son point de vue, ses parents ont joué le rôle d'émissaires du gouvernement yéménite, qui souhaite son arrestation. Ce sont les Américains qui mènent le jeu. Ils savent où il se trouve et leurs drones peuvent facilement le repérer. Il n'a pas d'autre choix: se rendre ou se tourner vers la clandestinité. Sa femme et ses enfants, eux, resteront à Sanaa sous la garde de ses parents. Bousculé, Anwar recherche camaraderie et protection auprès d'autres hors-la-loi pourchassés au Yémen. «De quoi m'accuse-t-on?» demande-t-il. «De prêcher la vérité et le djihad pour l'amour d'Allah et pour la cause de la nation musulmane? […] Je n'ai aucune intention de me rendre aux Américains. S'ils veulent m'avoir, qu'ils viennent me chercher.»

*

* *

Le blogue d'Al-Awlaki se fait alors beaucoup moins actif qu'en 2008. Avec les gouvernements américain et yéménite sur le dos, l'imam a des défis plus urgents à relever. Se déplaçant d'un endroit à l'autre dans les régions habitées par la tribu Awlaki, il se fait discret. Quand il a accès à internet, il publie un ou deux textes.

Pendant qu'Al-Awlaki organise son existence clandestine, l'administration Obama accroît la pression sur le gouvernement yéménite pour qu'il traque les militants liés à Al-Qaïda. Le 1er août 2009, Al-Awlaki publie une analyse des combats qui, à Marib, ont opposé le gouvernement yéménite et «les moudjahidines». Il écrit: «Le premier affrontement entre l'armée et les moudjahidines s'est conclu par une victoire écrasante de ces derniers. Qu'Allah leur accorde beaucoup d'autres victoires. L'armée s'est retirée après leur avoir demandé une trêve.» Et il conclut: «Que ce soit là le commencement du grand djihad, du djihad de la péninsule arabique qui libérera le cœur du monde islamique des tyrans qui trompent l'*oumma* et font obstacle à notre victoire.» Aux yeux d'Al-Awlaki, la lutte qu'il prône depuis plusieurs années est en train de devenir réalité. Une guerre s'enclenche au Yémen, et il doit déterminer quelle est pour lui l'arme la plus puissante: le blogue ou l'épée?

Délibérément ou non, Anwar Awlaki prend la fuite au moment où AQPA est en voie de devenir une véritable force dont le cœur se situe dans les provinces de Shabwah et d'Abyan, territoires de la tribu Awlaki. Fahd Al-Quso, toujours recherché par les États-Unis pour le rôle qu'il a joué dans l'attentat contre le *USS Cole,* est membre de la tribu Awlaki, comme plusieurs autres acteurs clés d'AQPA.

Bon nombre de Yéménites ont déjà pris part au djihad ailleurs dans le monde, comme le souligne Al-Awlaki, mais le Yémen voit maintenant une division d'Al-Qaïda prendre de l'essor à l'intérieur de ses propres

frontières. «En 2001 et 2002, Al-Qaïda ne comptait pas plus de 10 ou 20 membres au Yémen, et n'était pas à proprement parler une organisation», rapporte Abdul Rezzaq Al-Jamal, reporter yéménite indépendant ayant interviewé plusieurs membres fondateurs d'AQPA. «Le groupe ne possédait aucune structure jusqu'en 2009.» Au moment où s'organise AQPA, Al-Awlaki croit qu'il est de son devoir de soutenir ses frères djihadistes qui luttent contre le régime yéménite et les préparatifs de guerre des Américains. «J'ai vécu 21 ans aux États-Unis. Je m'y sentais chez moi», expliquera plus tard Al-Awlaki. «Je prêchais l'islam et l'action militante islamique non violente. Cependant, avec l'invasion de l'Irak par les Américains et leurs attaques incessantes contre les musulmans, il m'est devenu impossible de concilier le fait d'habiter aux États-Unis et d'être musulman. […] J'en suis venu à la conclusion que le djihad contre les États-Unis est pour moi un devoir, comme pour tous les musulmans aptes à se battre.»

Le gouvernement américain considère depuis longtemps Al-Awlaki comme un fléau, un homme à réduire au silence. Avec l'essor d'AQPA au Yémen, cependant, la situation prend une urgence nouvelle. Les événements des deux derniers mois de 2009 scelleront le sort de l'imam, dont les propos se font encore plus radicaux et qui appuie sans réserve les actes terroristes perpétrés contre des cibles américaines.

Moins d'un an après l'entrée en fonction du président Obama, le Yémen est propulsé au sommet de la liste des points névralgiques de la lutte antiterroriste. Al-Awlaki devient alors un personnage plus grand que nature, que les hauts fonctionnaires américains n'hésitent pas à comparer à Oussama Ben Laden et à présenter comme l'une des plus grandes menaces terroristes auxquelles font face les États-Unis.

Chapitre 26

L'essayer, c'est l'adopter: Obama et le JSOC

Somalie, 2009 — Pendant sa première année au pouvoir, l'administration Obama consacre l'essentiel de sa politique étrangère à l'Afghanistan, conformément à l'engagement du président d'intensifier la guerre qui s'y déroule. Bien qu'on estime que ce pays abrite maintenant moins d'une centaine d'agents d'Al-Qaïda, Obama envisage une importante augmentation des effectifs, afin de poursuivre une intervention qu'il a qualifiée de «guerre juste» en campagne électorale. Cependant, tandis que l'Afghanistan demeure l'enjeu international qui préoccupe le plus la Maison-Blanche, la Corne de l'Afrique et la péninsule arabique sont le théâtre d'une croissance spectaculaire de l'activité d'Al-Qaïda.

Depuis que l'UTI a été décimée, Al-Chabab est devenu le groupe armé dominant en Somalie et contrôle une vaste étendue de territoire dans les environs de Mogadiscio et ailleurs. Les États-Unis et leurs alliés de l'Union africaine appuient quant à eux le faible gouvernement fédéral de transition de Cheikh Charif, ex-président de l'UTI. En mai 2009, les combats opposant le gouvernement Charif et des groupes liés à Al-Chabab dans la capitale atteignent une telle intensité que les Nations Unies accusent l'organisation islamiste de chercher à «s'emparer du pouvoir par la force» par une «tentative de coup d'État».

À peu près au même moment, Al-Chabab diffuse deux montages vidéos mettant en scène un jeune Américain barbu, Omar Hammami. Cet ancien

étudiant de l'université de South Alabama se dit membre de l'organisation et invite les musulmans d'Occident à le rejoindre sur le champ de bataille somalien. Hammami, qui tient ce nom de son père immigrant syrien, a grandi comme un Américain ordinaire du sud des États-Unis, jouant au football et draguant les filles. Au lycée, il a renoncé au christianisme et s'est converti à l'islam. Une fois à l'université, il a abandonné ses études et s'est marié à une Somalienne, avec qui il a eu un enfant. Fréquentant des forums de discussion islamistes sur internet, il avait alors commencé à se radicaliser et envisageait de se joindre au djihad. En 2006, il s'est rendu en Égypte, où il a rencontré Daniel Maldonado, citoyen américain comme lui, qu'il avait connu en clavardant sur internet. Maldonado l'a convaincu d'aller en Somalie pour y constater de visu la révolution islamiste. Une fois sur place, il s'est d'abord installé chez la grand-mère de sa femme, à Mogadiscio. En décembre, à la veille de l'invasion éthiopienne, les deux hommes ont noué des liens avec Al-Chabab. «Je voulais rencontrer ces gens-là si j'arrivais à me rendre en Somalie», raconte Hammami, ajoutant s'être «inscrit à l'entraînement».

Plus tard, Maldonado a été capturé par «une équipe antiterroriste multinationale» près de la frontière de la Somalie et du Kenya. Extradé aux États-Unis, il a été inculpé en 2007 pour violation des lois fédérales contre le terrorisme. De son côté, Hammami a su échapper à ses poursuivants et a continué à collaborer avec Al-Chabab. Selon des responsables américains de la lutte antiterroriste, il s'est fait remarquer par les chefs d'Al-Qaïda Mohamed et Nabhan, qui ont vu en lui un atout potentiel en raison de sa citoyenneté américaine. Vers la fin de l'année 2007, soit un an après son arrivée en Somalie, Hammami, le visage presque entièrement voilé par un keffieh, s'est exprimé sur les ondes d'Al-Jazeera afin d'expliquer les raisons de son engagement avec Al-Chabab. «Musulmans d'Amérique, ne restez pas indifférents à la situation en Somalie», a-t-il déclaré sous le pseudonyme d'Abou Mansour Al-Amriki (l'Américain). «Après 15 ans de chaos et d'oppression des seigneurs de guerre soutenus par les États-Unis, vos frères se sont levés et ont ramené la paix et la justice dans ce pays.»

Capable d'attirer de jeunes musulmans occidentaux, Hammami est vite devenu le plus éminent recruteur en ligne d'Al-Chabab. Peu à peu, il s'est rapproché de Nabhan et de Mohamed, devenant l'un des principaux agents étrangers d'Al-Chabab. Au moment de la diffusion des deux montages vidéos, des responsables somaliens estiment que plus de 450 combattants étrangers sont venus en Somalie pour épauler Al-Chabab dans sa lutte. «La seule raison pour laquelle nous restons ici, loin de nos familles et de nos villes, loin de la glace, des sucreries et de toutes ces bonnes choses, c'est que nous nous tenons à l'affût de l'ennemi», déclare Hammami dans la première vidéo, qui le montre en tenue de camouflage et coiffé d'un keffieh, dans une zone boisée. «Si vous pouviez inciter vos enfants, vos voisins et quiconque fait partie de votre entourage à se joindre […] au djihad, cela nous aiderait grandement.»

Dans la vidéo, un autre anglophone, celui-là masqué et muni d'un AK-47, invite lui aussi les jeunes Occidentaux de se joindre à Al-Chabab: «Nous convions tous nos frères d'outre-mer, tous les jeunes, où qu'ils se trouvent, à découvrir la vie des moudjahidines et à la vivre. Ce qu'ils verront de leurs propres yeux, ils l'adoreront.» D'autres séquences montrent Hammami et les hauts dirigeants d'Al-Chabab en train d'étudier des cartes et de planifier des opérations. L'année précédente, Shirwa Ahmed, lui aussi citoyen américain, s'est fait exploser lors d'un attentat suicide dans le nord de la Somalie, devenant ainsi le premier kamikaze américain à frapper dans ce pays. Il ne sera pas le dernier.

Le pouvoir d'attraction d'Al-Chabab auprès d'un nombre grandissant de musulmans américains qui vont grossir ses rangs dans la Corne de l'Afrique occupe une place importante dans l'analyse des menaces potentielles en provenance de Somalie qui attendait Obama après sa victoire de novembre 2008. Obama n'a pas dit grand-chose sur la Somalie pendant la campagne électorale, bien qu'il ait tout de même fait indirectement allusion aux impératifs de sécurité en Afrique. Il faut s'attendre, a-t-il déclaré, à des «situations exigeant que les États-Unis collaborent avec leurs partenaires africains pour combattre le terrorisme par la force».

*

* *

Au moment où Obama arrive à la Maison-Blanche, la Somalie inquiète de plus en plus la communauté américaine du renseignement. Quand l'UTI a pris le pouvoir en 2006, Al-Chabab n'était qu'une milice marginale et peu connue dont l'influence n'arrivait pas à la cheville de celle des clans. Ses membres étrangers, en particulier Mohamed et Nabhan, étaient certes de dangereux combattants ayant démontré leur aptitude à planifier et à mettre en œuvre des attentats d'envergure, mais n'étaient pas en position de conquérir la Somalie ou une partie substantielle de son territoire. En 2009, toutefois, en raison notamment du rejet de l'ingérence américaine, Al-Chabab est en plein essor et contrôle un territoire de plus en plus vaste. Cheikh Charif devient président de la Somalie le même mois où Obama prête serment, mais, dans les faits, il pourrait à peine prétendre être maire de Mogadiscio. Encerclé par de puissants ennemis qui souhaitent l'éliminer, il n'exerce son autorité chancelante que sur une mince bande de territoire, dans la capitale. Son pouvoir, au fond, n'est guère plus étendu que celui d'un conseiller municipal.

«L'idée selon laquelle la Somalie n'est qu'un État manqué, situé quelque part au loin, où les gens se battent les uns contre les autres pour Dieu sait quelle raison, est une hypothèse que nous adoptons à nos risques et périls», déclare Hillary Clinton au Sénat lors de l'audience d'approbation de sa nomination comme secrétaire d'État. «Le conflit opposant les factions présentes en Somalie n'a rien perdu en intensité, mais un ingrédient s'y est ajouté: Al-Qaïda et ses terroristes qui cherchent à profiter du chaos.»

L'administration Obama décide donc de fournir plus d'argent et d'armes à la force de maintien de la paix qu'est l'AMISOM. Constituée de soldats de l'Ouganda et du Burundi, cette force a pris la relève de l'armée éthiopienne et a entrepris l'agrandissement de sa base militaire adjacente à l'aéroport de Mogadiscio. Début 2009, Al-Chabab encercle les troupes du

gouvernement somalien et de l'AMISOM cantonnées à l'aéroport et dans le palais présidentiel, connu sous le nom de Villa Somalia, qui rappelle la zone verte de Bagdad. Les combattants d'Al-Chabab sont mieux payés que les soldats de l'armée somalienne et craignent moins de mourir que les membres de l'AMISOM, qui ne se sentent pas directement concernés par le conflit. En février, des agents d'Al-Chabab mènent un double attentat suicide, tuant 11 soldats burundais. La base de l'AMISOM subit de constantes attaques au mortier; ses commandants admettent que les bombardements ont atteint une «ampleur sans précédent». Une riposte contre Al-Chabab déclenche un échange de tirs qui cause la mort de 15 personnes et en blesse plus de 60 autres, dont bon nombre ont été atteintes par un obus perdu qui s'est abattu sur un quartier résidentiel de Mogadiscio. Pour le *New York Times,* il s'agit de «la plus intense bataille de ce type depuis le retrait des troupes éthiopiennes de Somalie».

Au bout de quelques mois, de hauts responsables de l'administration Obama commencent à envisager de mener des frappes contre les camps d'Al-Chabab. Le *Washington Post* fait état de tensions entre les responsables du département de la Défense, qui critiquent ce qu'ils perçoivent comme de l'«immobilisme», et ceux des ministères civils, échaudés par les politiques désastreuses de l'ère Bush. La Maison-Blanche «avance lentement, ce qui, pour les adeptes de l'action, est source de frustrations croissantes», affirme un haut fonctionnaire de la Défense. «Ce que pourraient faire les terroristes en Somalie suscite de plus en plus d'inquiétude», affirme dans le même article un responsable américain de la lutte antiterroriste. À cette étape, le FBI s'est déjà penché sur les cas de 20 jeunes Américains d'origine somalienne ayant quitté les États-Unis pour se joindre à l'insurrection.

Bien qu'Al-Chabab continue de gagner en force, la première crise majeure à laquelle Obama sera confronté en Somalie ne sera pas causée par le groupe islamiste, mais par une tout autre menace, dont la présence est de plus en plus manifeste autour de la Corne de l'Afrique et de la péninsule arabique: les pirates. C'est cette confrontation — avec les pirates plutôt

qu'avec Al-Qaïda — qui viendra sceller et renforcer l'affinité du président avec le JSOC.

*

* *

C'est à la suite de la chute du régime de Siad Barre, en 1991, que la piraterie a commencé à prendre son essor en Somalie. Pendant les six mois où elle a dirigé la Somalie, l'UTI a sévi contre les attaques de pirates, mais, avec l'invasion éthiopienne, ceux-ci se sont réapproprié les eaux territoriales du pays. Souvent taxés de terroristes ou de criminels, les pirates agissaient toutefois dans un contexte dont on a rarement fait mention. Des sociétés transnationales et des États tiraient avantage de l'instabilité permanente dans laquelle était plongée la Somalie en se livrant à une pêche lucrative et non réglementée le long de ses côtes ou en utilisant ces dernières comme dépotoir illégal. Au début, les actes de piraterie tenaient parfois lieu de riposte à ces pratiques: certains pirates se voyaient en effet comme des sortes de gardes-côtes et taxaient les navires qui tentaient de profiter de ce qui avait jadis été le domaine exclusif des pêcheurs somaliens. Les pirates ont cependant fini par mettre de côté ces nobles objectifs quand ils ont réalisé qu'ils pourraient gagner de fortes sommes en s'emparant de navires et en prenant des otages pour la libération desquels ils négocieraient de solides rançons. C'est ainsi que la piraterie est devenue une grosse affaire en Somalie. Dans certains cas, les otages s'en tiraient sains et saufs, les rançons étaient versées et tout le monde retournait à ses occupations. En de rares occasions, ils se faisaient tuer, et, plus souvent, ils mouraient de quelque maladie ou de négligence.

Le 8 avril 2009, des pirates somaliens s'en prennent au mauvais navire. Ce jour-là, le *Maersk Alabama,* un cargo battant pavillon américain, longe la côte somalienne de l'océan Indien en direction de Mombasa, au Kenya. Un petit bateau transportant quatre pirates armés s'approche de lui. Ayant reçu une formation antipiraterie, l'équipage de l'*Alabama* sait ce qu'il doit faire:

des marins lancent des fusées éclairantes et rassemblent le personnel dans une cabine sécurisée. L'homme de barre manœuvre le gouvernail du cargo pour faire dévier l'embarcation de sa trajectoire, après quoi on coupe l'électricité et les moteurs du navire. Mais les jeunes pirates somaliens n'en sont pas à leur premier abordage. Leur bateau provient d'ailleurs du *FV Win Far 161,* un navire de pêche taïwanais dont ils se sont emparés peu de temps auparavant. Non sans peine, ils parviennent à embarquer sur l'*Alabama.* Ils ignorent que le navire qu'ils viennent d'attaquer appartient à un important sous-traitant de la Défense américaine et que cette opération ne ressemblera en rien à celles qu'ils ont menées auparavant.

Aussitôt que la Maison-Blanche apprend qu'un navire battant pavillon des États-Unis est entre les mains de pirates et que le capitaine et d'autres membres de l'équipage sont des Américains, l'affaire devient une priorité. Sans attendre, on en fait rapport au président Obama. Il s'agit du premier bâtiment immatriculé aux États-Unis et battant pavillon américain à se faire détourner depuis le début du XIX^{e} siècle. Quelques heures après l'abordage, Obama autorise l'envoi d'un destroyer, le *USS Bainbridge,* en riposte.

Blessé pendant l'abordage, un des pirates finira par être capturé par la marine américaine. Les trois autres ont abandonné le navire et tentent de s'enfuir avec la seule carte dont ils disposent: le capitaine de l'*Alabama,* Richard Phillips. Avant que le *Bainbridge* n'arrive sur les lieux le 9 avril, Phillips a été pris en otage par les pirates et se trouve dans une chaloupe de sauvetage, en route vers la côte somalienne. Devant la situation, Obama et son équipe de la sécurité nationale travaillent jour et nuit avec le commandement des forces armées, soupesant les divers scénarios qui permettraient de régler la crise et de libérer le capitaine sain et sauf. Deux autres vaisseaux, la frégate lance-missiles *USS Halyburton* et le bâtiment de débarquement *USS Boxer,* sont envoyés sur place.

Les commandants américains sollicitent à deux reprises l'autorisation de recourir à la force létale, laquelle leur est accordée «presque immédiatement» par Obama, selon le secrétaire à la Défense Gates. La

première autorisation est émise le 10 avril à 20 h. La veille, les soldats de la marine américaine ont été témoins, depuis le pont du *Bainbridge,* d'une vaine tentative d'évasion du capitaine Phillips. Les pirates ont réagi en jetant à la mer les seuls dispositifs de télécommunication qui se trouvaient dans la chaloupe, craignant qu'on les utilise pour les surveiller ou pour communiquer secrètement avec leur otage. Par conséquent, la marine américaine ne peut plus suivre l'embarcation que par contact visuel. De plus, la Maison-Blanche craint de voir un citoyen américain mourir aux mains de pirates sous les yeux du monde entier, trois mois seulement après l'entrée en fonction du nouveau président. Le 11 avril à 9 h 20, le président Obama accorde donc une seconde autorisation de recourir à la force létale, cette fois à un «autre corps des forces américaines».

C'est la prise de l'*Alabama* qui amène le président Obama à se familiariser avec le JSOC et ses capacités. «À ce que je sache, c'était la première fois qu'Obama vivait une expérience directe avec ces unités [et] appréhendait en quelque sorte la réalité de son propre pouvoir en tant que chef de l'exécutif», se souvient Marc Ambinder, un journaliste très proche de l'équipe de sécurité nationale de la Maison-Blanche. Le président autorise des agents du JSOC qui se trouvent aux États-Unis à se rendre immédiatement dans la Corne de l'Afrique. On informe également Obama de la présence à la base de Manda Bay, au Kenya, d'une unité de la Navy SEAL Team 6 qui peut gagner le *Bainbridge* en 45 minutes et dont les membres, lui explique-t-on, sont les meilleurs tireurs d'élite des forces armées américaines.

«Si vous devez embarquer des tireurs d'élite dans un avion en étant certain qu'ils atteindront leur cible du premier coup, qui choisir d'autre?» demande le général Hugh Shelton, ancien chef d'état-major des armées et ex-commandant du SOCOM. «Ils sont extrêmement précis», dit-il des membres de la Navy SEAL Team 6. Une fois les tireurs d'élite rendus sur le *Bainbridge,* les commandants du navire demandent l'autorisation de neutraliser les pirates. Au sein de l'administration, la requête «suscite un

certain débat», raconte Ambinder. «Obama, le NSC et les avocats souhaitent aller de l'avant, car il s'agit de la première opération qu'ils montent de A à Z, mais ils veulent qu'elle soit mise en œuvre avec le plus grand soin. Ils ont établi des règles d'engagement très strictes.»

Le 12 avril, convaincu que les pirates ont l'intention de tuer Phillips, le commandant des unités du JSOC embarquées sur le *Bainbridge* communique avec la salle de gestion de crise de la Maison-Blanche pour s'entretenir directement avec Obama. «Le président pose une série de questions au commandant», explique Ambinder. «"Les conditions sont-elles remplies? Y a-t-il moyen de sauver ce type sans mettre inutilement en danger les soldats américains? Tenez-vous les pirates dans votre viseur? Y a-t-il des risques de victimes ou de dommages collatéraux?" "Non, monsieur. M'accordez-vous la permission de procéder?" Et Obama de répondre: "Oui, allez-y." Le commandant transmet alors son ordre.»

Pan! Pan! Pan!

Trois coups de feu, tirés presque en même temps par trois tireurs d'élite. Trois pirates somaliens abattus.

Le capitaine Richard Phillips est secouru et ramené aux États-Unis en fanfare. Le président Obama s'attire les éloges de l'ensemble du spectre politique pour sa conduite d'une opération qui a permis d'éliminer des pirates et de libérer un otage sans perte de vie américaine et avec seulement trois balles. En coulisse, celle-ci a ouvert les yeux d'Obama sur les capacités d'une force clandestine que son prédécesseur avait qualifiée d'«extraordinaire»: le JSOC. En remerciant les équipes ayant pris part à la mission de sauvetage du *Maersk Alabama,* le président mentionne pour la première fois en public le nom de l'amiral William McRaven, le commandant du JSOC chargé de sa supervision. «Du bon travail!» lui a-t-il dit au téléphone. «Les pirates somaliens sont morts, le capitaine est sain et sauf, et Obama a pris conscience, de façon très concrète, du pouvoir dont il dispose en tant que président», précise Ambinder.

Des forces spéciales avaient certes servi en Afghanistan ou au Pakistan, mais c'est par cette opération tout aussi exceptionnelle qu'imprévue qu'elles se sont fait connaître aux États-Unis mêmes. Après l'élimination des pirates de l'*Alabama,* l'amiral McRaven est devenu l'invité régulier du président; tout comme Bush, Obama a fait des soldats du JSOC ses précieux ninjas. «Le président a lui-même invité les commandants des forces spéciales à la Maison-Blanche et leur a demandé d'être partie intégrante de sa politique [étrangère]», se souvient une source du milieu ayant contribué, à cette époque, à la politique américaine dans la Corne de l'Afrique. Obama «a sollicité les conseils de militaires professionnels sur la meilleure façon de mener de telles opérations. C'était du jamais vu: l'administration précédente, elle, dictait plutôt ses politiques au Pentagone, qui veillait ensuite à leur mise en œuvre par les divers commandements qu'il chapeaute». Obama, explique cette source, a carrément adopté les chefs des forces spéciales, en particulier l'amiral McRaven. Grâce à son passage au NSC au début de la guerre planétaire contre le terrorisme, celui-ci «a appris à anticiper les besoins et les désirs des décideurs, si bien que le JSOC a toujours une longueur d'avance et sait toujours quelle politique recommander à la Maison-Blanche», ajoute-t-elle. Le JSOC «sait d'avance ce qu'on va lui demander. C'est crucial. C'est pourquoi McRaven est un acteur essentiel; il fait le pont entre deux mondes».

Tandis que l'Afghanistan et le Pakistan demeurent les principales lignes de front des guerres du JSOC, la situation au Yémen et en Somalie accapare l'équipe antiterroriste d'Obama. Officiellement, l'Afghanistan canalise une bonne partie des efforts américains en matière de politique étrangère, mais, dans l'ombre, tant Al-Chabab que le JSOC intensifient leurs opérations d'assassinats ciblés, faisant discrètement de la Somalie l'un des principaux champs de bataille d'une guerre asymétrique.

*

* *

À l'été 2009, Washington annonce l'envoi de 40 tonnes d'armes aux forces gouvernementales de Somalie. En août, la secrétaire d'État Clinton tient une conférence de presse à Nairobi en compagnie de Cheikh Charif. Elle y souligne l'extraordinaire parcours du président somalien, qui, après avoir été à la tête de l'UTI puis destitué par les États-Unis, a fini par revenir aux commandes du pays avec le soutien de la puissance honnie. Clinton le qualifie de «meilleur espoir que nous ayons eu depuis un certain temps». Cependant, la Maison-Blanche n'a pas pour priorité le gouvernement Charif, mais la chasse aux terroristes. «Nous avons proposé au président Obama un certain nombre d'opérations à mener contre Al-Qaïda et les autres groupes terroristes», raconte le conseiller à la lutte antiterroriste John Brennan. «Non seulement il les a approuvées, mais il nous a encouragés à être encore plus combatifs, proactifs, innovateurs, afin de trouver de nouvelles façons et de nouvelles possibilités d'éliminer les terroristes.» Aux yeux d'Obama, explique Brennan, la priorité doit être accordée à «ceux qui ont attaqué nos ambassades en Afrique il y a 11 ans […] et notre territoire il y a 8 ans».

Cet été-là, les Somaliens voient arriver une armada de navires de guerre au large de Mogadiscio. Ces bâtiments font partie d'un groupement tactique américain... et sont chargés d'une mission.

Chapitre 27

«Laissons aller le JSOC»

Arabie saoudite, Washington, Yémen, fin 2009 — À la fin août 2009, le prince saoudien Mohamed Ben Nayef reçoit un appel téléphonique d'un des hommes les plus recherchés du royaume, l'agent d'Al-Qaïda Abdullah Hassan Tali Al-Asiri. Ben Nayef est le fils du puissant ministre de l'Intérieur saoudien, le prince Nayef Ben Abdelaziz Al-Saoud, qui figure en troisième place sur la liste des prétendants au trône. Adjoint de son père, Ben Nayef dirige en outre la lutte antiterroriste en Arabie saoudite. Dans le cadre de ses fonctions officielles, il a encouragé les combattants d'Al-Qaïda à se rendre et à s'inscrire au programme de réhabilitation des terroristes qu'a institué le royaume. Al-Asiri, qui depuis février figure sur la liste des 85 personnes les plus recherchées du pays, s'est enfui au Yémen voisin, où il vit. Al-Qaïda l'aurait recruté par l'entremise de son frère, Ibrahim Hassan Al-Asiri, qui, selon le renseignement saoudien et américain, est le fabricant de bombes en chef d'AQPA. Si Al-Asiri téléphonait au prince pour se rendre, cela représenterait un remarquable coup d'éclat pour les Saoudiens.

«Je souhaite vous rencontrer pour vous raconter toute l'histoire, annonce-t-il à Ben Nayef.

— Si vous venez, je m'assoirai avec vous», lui répond le prince.

Al-Asiri l'informe qu'il est disposé à le rencontrer en personne, mais à condition qu'un jet privé passe le prendre dans une petite ville saoudienne

située près de la frontière du Yémen pour l'emmener au palais. Ben Nayef accepte. Le 27 août, les deux hommes se rencontrent.

Au début de l'entretien, Al-Asiri remet un téléphone cellulaire au prince, raconte Richard Barnett, qui dirige l'équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions du Conseil de sécurité de l'ONU contre Al-Qaïda et les talibans. «Il lui dit: "J'aimerais que vous parliez à mes amis, car ils souhaitent aussi se rendre. S'ils vous entendent, ils vont très certainement s'y décider."»

Tandis que Ben Nayef entreprend de s'adresser aux prétendus camarades d'Al-Asiri se trouvant au Yémen, le téléphone actionne une bombe. Chose incroyable, l'agent est parvenu à monter à bord d'un avion de la famille royale saoudienne, à franchir de multiples contrôles de sécurité et à entrer dans le palais du prince Ben Nayef à Djeddah avec une bombe au tétranitrate de pentaérythritol (un composé connu sous son sigle anglais PETN). Si l'on n'a pas détecté l'engin de 500 grammes, c'est parce qu'il était caché dans le rectum d'Al-Asiri. La bombe a explosé aussitôt que Ben Nayef a manipulé le téléphone. «Le prince a eu de la chance: il n'a subi qu'une blessure à un doigt, car l'explosion a soufflé vers le haut et le bas, et non en sa direction», explique Barnett. L'attentat a été capté sur vidéo. «On y voit le bras gauche du type encastré dans le plafond — la déflagration a donc dû être assez puissante — et ses restes disséminés un peu partout dans la salle.»

Bien que Ben Nayef ait survécu à l'attentat, ce dernier représente tout de même une victoire symbolique pour AQPA. Il s'agit de la première tentative d'assassinat d'un membre de la famille royale saoudienne depuis plusieurs décennies, et du premier attentat digne de ce nom commis par Al-Qaïda depuis la vague de bombardements et d'assassinats qui a touché toute l'Arabie saoudite pendant 20 mois en 2003-2004. On croit que la bombe a été fabriquée par le frère d'Al-Asiri, Ibrahim. AQPA est sorti de l'ombre.

Quelques jours après la tentative d'assassinat du prince Ben Nayef, le conseiller principal à la lutte antiterroriste de Barack Obama, John Brennan,

arrive en Arabie saoudite pour remettre au rescapé une lettre personnelle du président américain, qui lui exprime son «indignation» devant l'événement. «J'ai eu l'occasion de rencontrer le prince Ben Nayef», racontera Brennan. «J'ai visité la salle où a eu lieu l'attentat. Nous collaborons étroitement avec les Saoudiens. Nous sommes très préoccupés par les risques d'assassinat, et nous continuons d'être à l'affût du moindre indice qui pourrait nous permettre de prévenir toute forme d'attentat.»

Pour le représentant de l'ONU Barnett, l'attentat souligne le risque de voir des terroristes comme Al-Asiri dissimuler des bombes dans leur corps pour s'attaquer à des compagnies aériennes: «Nous avons là un type qui est monté dans un avion et a franchi deux contrôles de sécurité en traversant sans doute un détecteur de métaux. Il aurait donc pu prendre n'importe quel avion. Cette technique pourrait fonctionner pour n'importe quel vol, peu importe les mesures de sécurité appliquées dans l'aéroport, ce qui n'irait pas sans graves conséquences. Que peut-on faire? Quelle protection peut-on assurer en présence d'un tel risque?»

Après sa rencontre avec les Saoudiens à la suite de l'attentat du 27 août 2009 contre le prince Ben Nayef, Brennan commente l'affaire: «Rien n'indiquait […] qu'Al-Qaïda cherchait à commettre ce type d'attentat ou à employer ce modus operandi dans un aéronef.» Le conseiller se trompe. Cette tentative d'assassinat ne sera pas le dernier attentat impliquant le spécialiste des bombes qu'est le frère d'Al-Asiri. Elle aura cependant amené les Saoudiens et les Américains à s'intéresser de plus près à la base yéménite d'Al-Qaïda.

*

* *

Le 6 septembre 2009, soit une semaine après la tentative d'assassinat du prince Ben Nayef, John Brennan s'entretient de nouveau en personne avec le président Saleh, à Sanaa. Avec vigueur, ce dernier déplore l'insuffisance du «niveau actuel» de l'aide américaine à la lutte antiterroriste et affirme

que son offensive contre les rebelles houthis sert l'intérêt de Washington. «La guerre que nous sommes en train de déclencher sera utile aux États-Unis. Les Houthis sont aussi vos ennemis», dit-il à Brennan. Saleh accuse l'Iran de tenter de nuire à sa relation avec Washington en appuyant les Houthis; il fait également état d'une prétendue implication du Hezbollah. (Plus tard, des diplomates américains admettront que, depuis le début du conflit en 2004, les Houthis n'ont lancé aucune attaque contre du personnel ou des intérêts américains, et émettront de sérieux doutes sur l'importance de l'appui iranien.) Brennan explique à Saleh qu'il serait illégal de lui fournir une aide militaire pour sa lutte contre les Houthis, qui, selon Washington, mènent une «insurrection locale». Saleh lui rétorque que l'insuffisance du soutien de Washington et son refus de considérer les Houthis comme des terroristes contredisent ses engagements d'amitié et de coopération. Selon des diplomates américains, Saleh est «fidèle à lui-même» lors de cette réunion: «parfois méprisant, parfois conciliant et sympathique».

«À plusieurs reprises» pendant la rencontre, le président yéménite «demande des fonds et de l'équipement supplémentaires pour combattre» AQPA, lit-on dans un câble diplomatique américain classifié. En contrepartie de cette aide accrue, dont il souhaite de toute évidence affecter l'essentiel à ses guerres locales plutôt qu'à la lutte contre Al-Qaïda, il offre à Brennan une précieuse carte: «un accès sans restriction au territoire yéménite pour les opérations antiterroristes unilatérales menées par les États-Unis», relate le câble diplomatique.

Brennan et d'autres hauts responsables américains considèrent l'offre de Saleh comme une tentative de se doter d'une police d'assurance en cas d'attentat contre l'ambassade des États-Unis ou d'autres cibles américaines. «Je vous ouvre ma porte sur les terroristes, alors je ne suis pas responsable», lance-t-il à Brennan. Selon ce dernier, «l'intérêt [de Saleh] de confier la lutte antiterroriste au gouvernement américain est lié à son désir d'en décharger ses propres forces et de mieux les équiper dans le but de les affecter aux combats contre les insurrections locales». «Le lancement

coordonné d'une campagne antiterroriste [américaine] au Yémen permettrait à Saleh de continuer à vouer ses maigres ressources de sécurité à la guerre en cours contre les rebelles houthis», poursuit le câble diplomatique. «Concrètement (et nous soupçonnons fortement un tel calcul de la part de Saleh), l'affirmation simultanée des "mains de fer" américaine et yéménite enverrait un message sans équivoque […] à quiconque souhaiterait déstabiliser le pays.»

Le colonel Lang, qui a traité avec Saleh pendant des années, commente ainsi la rencontre du président yéménite et de Brennan: «Ce qu'on se fait dire dans une réunion du genre n'a pas la moindre signification. Pour savoir ce qu'ils sont vraiment prêts à faire, on doit parler avec les opérateurs, en coulisse. Mieux on les comprend, moins on risque de se faire leurrer et, pour dire les choses franchement, mieux ils seront disposés à parvenir à un accord raisonnable.»

Quelles que soient les motivations de Saleh, Brennan est satisfait de la réunion: les États-Unis obtiennent officiellement le feu vert pour mener des opérations spéciales en territoire yéménite. Pendant son séjour, le conseiller a remis au président yéménite une lettre d'Obama, où ce dernier s'engage à soutenir davantage la «lutte contre le terrorisme». La sécurité du Yémen, écrit-il, «est essentielle à la sécurité des États-Unis et de la région, et Washington entend aider votre pays». Au même moment, l'administration Obama commence à autoriser l'augmentation du nombre d'opérations létales au Yémen.

Pour certains acteurs du Pentagone, cet intérêt pour le Yémen se manifeste trop tard. «Trop peu d'acteurs de la communauté du renseignement et des forces armées ont accordé une attention suffisante [à la région], et Al-Qaïda a su en tirer avantage, à notre détriment», déclare un haut fonctionnaire de la Défense au *Washington Post* peu après le séjour de Brennan au Yémen. «Nous risquons d'avoir un grave problème dans un avenir proche.»

*

* *

Le 30 septembre 2009, Michael Leiter, directeur du NCTC, témoigne devant la commission du Sénat sur la sécurité intérieure et les affaires gouvernementales. «Aujourd'hui, Al-Qaïda subit plus de pression, fait face à plus de défis et est plus vulnérable qu'à tout moment depuis le 11-Septembre», déclare-t-il. «Cela dit, l'organisation demeure un ennemi redoutable. Bien que je sois convaincu que nous en avons fait beaucoup pour prévenir les attentats et nous en protéger, le risque d'une attaque contre les États-Unis demeure.» Même si «le repaire d'Al-Qaïda au Pakistan n'est plus ce qu'il était», le groupe connaît un essor dans d'autres pays, affirme Leiter.

Leiter met les sénateurs en garde contre les ramifications d'Al-Qaïda, qui «deviennent une menace pour notre territoire». Certaines d'entre elles «se sont montrées capables de s'en prendre à des intérêts occidentaux dans leurs régions respectives», poursuit-il, mais «souhaitent aller encore plus loin». Il insiste sur la menace croissante que représente AQPA au Yémen. «Nous avons été témoins de la réapparition d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique. L'organisation a fait du Yémen son principal champ de bataille et sa base régionale d'opération, d'où elle peut planifier ses attentats, entraîner ses recrues et faciliter les déplacements de ses agents», affirme Leiter. «Si AQPA se renforce, les chefs d'Al-Qaïda pourraient s'appuyer sur le groupe et la présence d'un nombre croissant de combattants étrangers dans la région pour développer leurs capacités opérationnelles transnationales.»

Ce jour-là, le président Obama convoque une réunion de ses principaux conseillers militaires et politiques dans la salle de gestion de crise de la Maison-Blanche pour discuter de la stratégie des États-Unis en Afghanistan. Y participent le vice-président Joe Biden, la secrétaire d'État Hillary Clinton, le secrétaire à la Défense Robert Gates, le directeur de la CIA Leon Panetta, le chef d'état-major des armées Mike Mullen, le directeur national

du renseignement Dennis Blair et le commandant du CENTCOM David Petraeus. Le détail des discussions demeure classifié, mais il est manifeste qu'elles n'ont pas seulement porté sur l'Afghanistan.

Peu de temps après la réunion, le général Petraeus signe un ordre secret de sept pages autorisant de petites équipes des forces spéciales à mener des opérations clandestines à l'extérieur des champs de bataille officiels d'Irak et d'Afghanistan. Seules 30 personnes se voient remettre un exemplaire de cet ordre à distribution restreinte dont le nom de code est Avocado. Qualifié d'«ordre d'exécution de la force opérationnelle interarmées de guerre non conventionnelle», il consiste en une espèce de permission, accordée aux forces spéciales, de mener des opérations clandestines sans chaque fois demander au président de les autoriser. «Contrairement aux opérations secrètes de la CIA, ces actions clandestines ne requièrent ni l'approbation du président ni la présentation périodique de rapports au Congrès», révèle Mike Mazzetti, du *New York Times,* qu'on a autorisé à lire la directive.

Le document en dit long sur la continuité de la politique étrangère d'Obama avec celle de son prédécesseur. Sous l'administration Bush, le Pentagone avait l'habitude de justifier les opérations spéciales en précisant que les forces qui en étaient chargées n'allaient pas faire la guerre, mais plutôt «préparer le champ de bataille». L'«ordre d'exécution» de Petraeus vient maintenir et renforcer cet argumentaire. «Alors que l'administration Bush approuvait certaines activités militaires clandestines menées loin des zones de guerre officielles, la nouvelle directive vise à les systématiser à long terme», rapporte le *New York Times.* «Ses objectifs consistent à mettre en place des réseaux capables "d'infiltrer, de perturber, de vaincre ou d'éliminer" Al-Qaïda et d'autres groupes militants, et à "préparer le terrain" à de nouvelles attaques de la part des forces armées des États-Unis ou d'autres pays, lit-on dans le document.» De plus, l'ordre de Petraeus précise que la Maison-Blanche accorde aux forces armées, et non plus à la seule CIA, l'autorisation de mener de telles opérations secrètes. «L'administration Obama s'est d'abord montrée réticente à permettre une telle expansion des

activités militaires non traditionnelles dans des pays où les États-Unis ne sont pas officiellement présents. On associe défavorablement cette pratique au mépris du droit international dont faisait preuve l'administration Bush-Cheney», observe le journaliste Marc Abinder. «Cependant, les impératifs politiques et la menace du terrorisme, conjugués à la conscience de ce dont les forces armées sont capables si on les affranchit de leurs entraves, ont lentement changé les mentalités de certains des principaux conseillers d'Obama. De son côté, le Congrès donne généralement une bonne marge de manœuvre aux militaires en ce qui a trait à des opérations que les paramilitaires des agences de renseignement jugeraient répréhensibles.»

En plus d'autoriser les forces spéciales à mener des actions directes, l'ordre de Petraeus aborde la collecte de renseignements, y compris par les soldats américains, les gens d'affaires étrangers, les universitaires et d'autres contacts, chargés de repérer les insurgés ou les terroristes là où ils se trouvent. Élaboré en collaboration avec l'amiral Eric Olson, commandant du SOCOM, l'ordre rend possibles des opérations clandestines que les forces conventionnelles ou les agences de renseignement «ne peuvent pas mener ou refuseraient de mener».

Au moment où l'ordre est donné, les membres du JSOC stationnés en Afghanistan sont convaincus d'être passés à travers presque toute leur liste d'objectifs de grande importance à capturer ou à tuer, si bien qu'ils jugent nécessaire d'être affectés à d'autres pays, raconte le colonel Lang. «Il devient alors fort tentant d'entreprendre de nouvelles chasses à l'homme dans d'autres pays, car ces agents hautement qualifiés se voient réduits à traquer des cibles qui ne sont pas à la hauteur de leurs compétences», poursuit-il. «Quant aux officiers généraux, soit les lieutenants généraux et leurs supérieurs, ils sont tentés de trouver de meilleurs endroits où envoyer leurs forces.» Aux yeux de Lang, lui-même ancien Béret vert, les agents du JSOC forment «un genre de société du meurtre», dont «la vocation consiste à tuer des agents d'Al-Qaïda. C'est là leur mission. Ils ne sont pas là pour

convaincre qui que ce soit de la pertinence de nos objectifs ou d'autre chose».

Selon l'ancien adjoint d'un commandant du SOCOM ayant servi sous Bush et Obama, l'élargissement du terrain d'activité du JSOC prolonge en fait l'«ordre d'exécution du réseau Al-Qaïda», cette directive secrète signée par Rumsfeld en 2004. En rendant possible le contournement des formalités bureaucratiques et juridiques, cet «ordre d'exécution» permettait aux forces spéciales de pénétrer des zones interdites ou des pays autres que l'Irak et l'Afghanistan. Dans l'administration Obama, raconte cette source, on se dit que «le Pentagone a déjà le pouvoir de mener de telles missions, alors laissons aller le JSOC. C'est ce qu'a fait la Maison-Blanche. Le JSOC a obtenu plus de pouvoirs de l'administration Obama que de toutes celles qui l'ont précédée dans l'histoire récente. C'est indéniable».

Après avoir hésité un moment, Obama a manifestement décidé d'élargir et de normaliser l'ordre adopté sous Bush. «L'administration Obama est allée au-delà de l'ordre de 2004. Le monde est un champ de bataille. Voilà ce à quoi nous sommes revenus», poursuit la source du SOCOM. «Nous nous en étions un peu éloignés, mais la notion de "préparation du champ de bataille" de Cambone se porte maintenant très bien. L'administration y a adhéré.»

Sous l'administration Bush, le JSOC et son commandant d'alors, Stanley McChrystal, coordonnaient une bonne partie de leurs activités avec le vice-président Cheney ou le secrétaire à la Défense Rumsfeld. Sous Obama, on a régularisé la situation, si bien que le JSOC entretient des rapports avec l'ensemble de l'administration. «L'ancienne stratégie consistait à isoler le président. Maintenant, ils interagissent directement avec toutes ces personnes sur une base régulière», explique la source.

Le 4 octobre 2009, soit quelques jours après la signature de l'«ordre d'exécution» et un mois après l'entretien de Brennan avec Saleh, le vice-amiral McRaven se rend discrètement au Yémen pour rencontrer le président du pays. McRaven porte son uniforme de la marine, aux manches

ornées de galons dorés. Saleh, en complet parfaitement ajusté, est assis dans un fauteuil or. Selon les récits officiels, les deux hommes discutent de la coopération de leurs pays en matière de lutte contre le terrorisme. Des sources yéménites bien informées affirment cependant que le vice-amiral fait pression sur le chef d'État pour qu'il laisse au moins trois drones du JSOC effectuer des vols réguliers au Yémen et autorise «la conduite d'opérations spéciales similaires à celles qui ont lieu au Pakistan et en Somalie». Conformément à la promesse qu'il a faite à Brennan, Saleh accède à ces demandes en vue d'obtenir toute l'aide militaire dont il a besoin.

Le 9 octobre, le président Obama réunit son équipe de sécurité nationale pour discuter de l'enjeu principal de la politique étrangère américaine, l'Afghanistan. Pendant la réunion, Brennan avance qu'Al-Qaïda représente une menace plus importante au Yémen et en Somalie qu'en Afghanistan. «Nous sommes ici pour élaborer des principes géostratégiques. En Somalie et au Yémen, nous ne disposerons pas des mêmes ressources qu'en Afghanistan.»

Chapitre 28

Samir Khan, djihadiste médiatique

ÉTATS-UNIS, YÉMEN, 2001-2009 — Vers la fin de l'année 2009, il est de plus en plus évident que le Yémen se retrouvera bientôt au cœur de la lutte contre le terrorisme que mène l'administration Obama. Dès novembre, le pays fait les manchettes et semble invariablement associé à tout nouveau complot terroriste prétendument fomenté contre les États-Unis. Étrangement, le nom d'Al-Awlaki, dont bon nombre d'Américains n'ont jamais entendu parler, revient sans cesse lors des enquêtes.

Le battage médiatique entourant le Yémen reçoit son coup d'envoi le 5 novembre 2009. Ce jour-là, un jeune psychiatre de l'armée de terre américaine, le major Nidal Malik Hasan, fait irruption dans une salle de la base militaire de Fort Hood, au Texas. Il crie «*Allah akbar*» avant d'ouvrir le feu sur ses collègues soldats, tuant 13 d'entre eux et en blessant 43 autres avant d'être mis hors d'état de nuire. Selon la plupart des témoins interrogés, les motifs de Hasan auraient été liés à ses interventions comme psychiatre auprès de soldats ayant combattu en Afghanistan et en Irak. Il aurait souhaité que certains de ses patients soient accusés de crimes de guerre, mais ses requêtes auraient été rejetées. Hasan avait aussi confié à des amis et à des proches qu'il se sentait persécuté par des collègues en raison de sa religion. D'après son entourage, le psychiatre cherchait à quitter l'armée, de plus en plus tourmenté par ses scrupules à travailler pour une force faisant la guerre en territoire musulman.

En 2007, lors d'une présentation PowerPoint adressée à une assemblée de médecins militaires, Hasan affirmait: «Il est de plus en plus ardu pour les musulmans enrôlés dans l'armée de trouver une justification morale au fait d'appartenir à une organisation qui s'en prend sans cesse aux musulmans.» À son avis, ceux-ci devraient pouvoir revendiquer le statut d'objecteurs de conscience pour rester à l'écart d'«événements pénibles». Au moment de la fusillade, Hasan s'attendait lui-même à être déployé sous peu en Afghanistan. Après la tragédie, les médias ont tôt fait de rapporter ses liens avec Al-Awlaki, précisant que le psychiatre a fréquenté la mosquée de Virginie où l'imam prêchait en 2001, mais omettant de mentionner qu'ils ne se sont rencontrés qu'une seule fois. Le fait qu'Al-Awlaki ait reçu au moins 18 courriels de la part de Hasan à partir de décembre 2008 crée énormément de remous dans les milieux journalistique et politique. Lorsque les analystes américains dissèquent les messages de Hasan, toutefois, ils les jugent inoffensifs. Selon le *New York Times*, «un expert de l'équipe antiterroriste ayant procédé à l'analyse de ces messages peu après leur transmission a conclu qu'ils ne débordaient pas le cadre dans lequel le major Hasan était tenu de mener ses recherches, et n'a pas cru bon d'alerter ses supérieurs militaires». Plus tard, Al-Awlaki confiera à un journaliste que Hasan avait communiqué avec lui pour lui soumettre essentiellement des questions d'ordre religieux. Il soutiendra ne pas avoir «fait pression» sur le psychiatre pour l'inciter à mener un tel assaut, ce que corroborent les courriels de Hasan, qui seront rendus publics par la suite. La façon dont réagit Al-Awlaki à la fusillade de Fort Hood, toutefois, relèguera ces détails au second plan aux yeux de la population et des dirigeants américains.

Quelques jours après la tuerie, en effet, Al-Awlaki publie sur son blogue un billet au titre éloquent: «Nidal Hasan a fait ce qu'il fallait faire». Hasan, écrit l'imam, «est un héros. C'est un homme de conscience déchiré par la contradiction entre sa religion et son appartenance à une armée en guerre contre les musulmans. Ce conflit, bon nombre de musulmans le nient ou tentent de l'ignorer». Hasan «a ouvert le feu sur des soldats sur le point

d'être déployés en Irak ou en Afghanistan. Comment peut-on mettre en doute la légitimité de son geste? En réalité, pour être fidèle à l'islam, tout soldat musulman enrôlé dans l'armée américaine devrait suivre l'exemple d'hommes comme Nidal», conclut-il. «Nidal Hasan n'a pas été recruté par Al-Qaïda», déclarera Al-Awlaki par la suite. «Il a été recruté par une force criminelle américaine, ce que refusent d'admettre les États-Unis.» Ce billet sera le dernier à être publié sur le blogue d'Al-Awlaki.

Le lendemain du massacre, le président Obama tient une rencontre avec la haute hiérarchie des forces armées et du renseignement, donnant l'ordre de «passer soigneusement en revue tous les événements qui ont mené à cette fusillade». Lors de son allocution hebdomadaire consécutive à l'événement, Obama déclare: «Nous devons compiler tous les renseignements dont nous disposons sur le tueur en nous demandant comment ils ont été traités. Cela nous permettra d'agir de façon plus éclairée.» Il ajoute: «Notre gouvernement doit pouvoir réagir promptement et efficacement lorsqu'il détient de l'information relative à de tels facteurs de risque. Il faut assurer à nos troupes la sécurité à laquelle elles ont droit.»

Bien que rien ne démontre la complicité d'Al-Awlaki dans la fusillade de Fort Hood et que les enquêteurs aient conclu que Hasan n'était pas impliqué dans un complot terroriste plus vaste, le rôle présumé de l'imam dans cette affaire fait beaucoup de bruit, alimentant la thèse de ceux qui réclament une intervention plus musclée des États-Unis au Yémen. Le 18 novembre, le sénateur Joseph Lieberman présente les événements de Fort Hood comme «l'attaque terroriste la plus dévastatrice qui soit survenue aux États-Unis depuis le 11-Septembre». Un mois plus tard, Lieberman exhortera le gouvernement à procéder à des frappes préventives au Yémen.

De sa retraite de Shabwah, Al-Awlaki reste à l'affût de l'actualité. Il parcourt les bulletins de nouvelles, constatant une multiplication des «alertes Google» associées à son nom. Sa notoriété, qui se limitait auparavant à un bassin de musulmans anglophones, se répand dans le monde entier. L'imam a-t-il joué ou non un rôle dans le massacre de Fort Hood? Peu importe désormais aux médias américains, qui s'acharnent à

souligner qu'Al-Awlaki a spontanément et ouvertement pris la défense de Hasan. Ils le présentent comme l'«imam du 11-Septembre» et publient chaque jour de nouveaux articles étalant son parcours au grand jour. Ses arrestations pour sollicitation de prostituées, ses liens présumés avec les pirates de l'air du 11-Septembre, ses discours sur le djihad, son blogue: toutes ces bribes de son existence sont amalgamées de façon à créer un personnage ayant passé sa vie à comploter des attentats terroristes contre les États-Unis. À la télévision, on voit des «experts» du terrorisme débattre de son habileté à recruter des djihadistes occidentaux pour servir la cause d'Al-Qaïda.

Peu après la fusillade de Fort Hood, le blogue d'Al-Awlaki connaît une fin abrupte. En plus de surveiller de près toutes ses communications, le gouvernement américain bloque son site internet, dont l'adresse URL est hébergée par Wild West Domains, une société basée à Scottsdale, en Arizona. Aux yeux d'Al-Awlaki, l'attention en rafale que lui portent les médias est de mauvais augure: il doit chercher une nouvelle retraite et s'abstenir de se faire repérer par la voie électronique. Il savait déjà que les Américains le voulaient derrière les barreaux, mais il craint maintenant qu'Obama veuille l'éliminer.

*

* *

En octobre 2009, soit peu avant l'affaire de Fort Hood, un jeune Américain d'origine pakistanaise du nom de Samir Khan atterrit à Sanaa. Comme des centaines d'autres musulmans des quatre coins de la planète qui séjournent chaque année au Yémen, Khan projette d'approfondir sa connaissance de l'arabe et de l'islam dans les célèbres universités anciennes du pays. C'est du moins le prétexte qu'il a servi à sa famille et à ses amis. Au fil de la décennie précédente, Khan est devenu un militant politique et religieux de plus en plus radical dans son interprétation de l'islam. À l'instar d'Al-Awlaki, il a été profondément secoué par les événements du 11 septembre et

la répression exercée contre les musulmans par les autorités américaines. Le jeune homme est né en 1985 à Riyad, en Arabie saoudite, de parents pakistanais dont l'un possède la citoyenneté américaine. «Il est un cadeau de Noël», confie sa mère Sarah, «né le jour de Noël». À l'âge de sept ans, Khan immigre avec ses parents aux États-Unis. Ils s'installent dans la maison de ses grands-parents dans le Queens, à New York. Ses proches sont des musulmans conservateurs, mais se considèrent également comme de bons patriotes américains. «Nous souhaitions un avenir meilleur pour nos enfants», raconte Sarah. «Ce pays nous semblait rempli de promesses.» Les compagnons de classe de Samir se rappellent un garçon un peu gauche portant des jeans amples, membre de l'équipe de football malgré sa timidité, amateur de hip-hop et collaborateur au journal de l'école. «Les sports l'ont toujours attiré», se souvient sa mère. «Il me répétait sans cesse qu'il voulait jouer dans la NFL.»

Quand il atteint l'âge de 15 ans, les champs d'intérêt de Khan commencent à changer. En août 2001, il prend part à un camp d'été offert par une mosquée du Queens et financé par l'Islamic Organization of North America, une importante organisation islamiste conservatrice liée à l'organisation pakistanaise Tanzeem-e-Islami. Plusieurs années plus tard, Khan affirmera que ce camp s'est avéré très formateur: cette année-là, il est retourné à l'école sachant ce qu'il voulait «faire de sa vie: devenir un musulman convaincu, fort et pratiquant». Il abandonne alors jeans trop grands et musique rap, à l'exception du groupe de hip-hop Soldiers of Allah, aujourd'hui dissous. Il s'implique dans la Islamic Thinkers Society, une association basée à Jackson Heights qui prône les actions non violentes telles les *dawas* (invitations) publiques, réclamant l'instauration d'un califat islamique. Dans la foulée du 11-Septembre, le garçon ne cherche pas à cacher ses nouvelles convictions religieuses et politiques à sa famille et à ses amis. Il refuse de prononcer le serment d'allégeance aux États-Unis et suscite une polémique en classe en déclarant que ces attaques terroristes étaient méritées.

«Avant le 11-Septembre, les gens avaient remarqué son changement d'attitude, mais en faisaient peu de cas», se rappelle un camarade de classe. «Mais par la suite, ils ont été plus nombreux à s'interroger sur ses idées, à se demander s'ils [les terroristes responsables des attentats] étaient ses modèles, s'il partageait leurs convictions.» Un autre élève rapporte que Khan était parfois la cible de remarques racistes à cette époque.

En dixième année, l'adolescent se coiffe d'un *kufi* tous les jours pour aller à l'école. Son père s'aperçoit en outre qu'il a commencé à fréquenter des sites internet djihadistes. Il tente d'intervenir une première fois, qui sera loin d'être la dernière. Dans son album scolaire, le garçon se définit comme un «moudjahid», et écrit que ses projets d'avenir consistent entre autres à se rendre «à l'étranger pour étudier la loi islamique et d'autres sujets relatifs à l'islam». Il lance aussi une mise en garde: «Ne donnez pas au diable l'occasion de vous dominer.»

En 2003, l'année où Khan reçoit son diplôme d'études secondaires et où les États-Unis envahissent l'Irak, le jeune homme se montre déjà résolument opposé à la politique étrangère américaine. Sa famille déménage alors en Caroline du Nord, où son père a accepté un poste de cadre dans le domaine des technologies de l'information. Khan s'inscrit à l'université et travaille à temps partiel, vendant des couteaux et d'autres articles de cuisine. Il fréquente une mosquée, où il prend part à des discussions dénonçant le laxisme des chefs religieux devant l'expansion des guerres américaines.

Khan passe aussi beaucoup de temps à naviguer sur internet, tentant d'établir le contact avec d'autres musulmans partageant ses idéaux. Il crée un blogue et présente des nouvelles du djihad à l'étranger, empruntant souvent le pseudonyme *Inshallahshaheed,* qui signifie «martyr si telle est la volonté d'Allah». Le jeune homme gère plusieurs blogues à l'extérieur de la maison de ses parents, retirant souvent ses textes ou changeant de serveur quand ses attaques virulentes soulèvent trop d'opposition ou sont censurées par les administrateurs du serveur.

Khan finit par s'associer au site *Muslimpad,* dirigé par l'Islamic Network (où a travaillé Daniel Maldonado, inculpé pour s'être inscrit à un camp d'entraînement de l'UTI en Somalie). L'un de ses blogues, également nommé *Inshallahshaheed,* voit le jour en 2005. En 2007, il a acquis une grande popularité, se situant dans le premier 1 % des 100 millions de sites internet du monde entier en ce qui concerne la fréquentation, selon la firme de statistiques en ligne Alexa.com. Khan crée aussi d'autres blogues dotés de noms tels que *Libération de l'humanité: renaissance et résurgence de l'islam*. Il y encense Al-Qaïda et les militants qui y sont liés, mais ses écrits contribuent également à faire connaître un mouvement idéologique plus vaste qui comprend des cheikhs et des érudits radicaux dont bon nombre d'Américains n'ont jamais entendu parler. Plus tard, Khan lancera un autre blogue présentant, dans sa section «À propos», une liste d'hommes qualifiés d'«érudits de l'islam dont nous avons tout à apprendre». On y retrouve les noms d'Abou Moussab Al-Zarqaoui, d'Abou Laith Al-Libi et d'Anwar Al-Awlaki.

Parmi les collaborateurs du site *Inshallahshaheed* de Samir Khan se trouve Zachary Chesser, un Américain qui sera arrêté en 2010 pour avoir tenté de rallier Al-Chabab en Somalie. Sur ses divers sites, Khan se réjouit des assauts perpétrés contre les soldats américains en Irak, fait l'apologie des écrits de Ben Laden et exprime son espoir de voir le djihad triompher des forces américaines et israéliennes dans le monde entier.

Durant cette période, le jeune homme commence à attirer l'attention des médias, en particulier du *New York Times,* qui dresse son portrait en 2007, évoquant sa contribution à ce qu'Al-Qaïda appelle le «djihad médiatique». Aux États-Unis, Khan se fait connaître dans le milieu émergent et hétéroclite du militantisme islamiste en ligne, qui s'est amorcé par la diffusion de vidéos de qualité douteuse d'Al-Zarqaoui décapitant des infidèles en Irak et se déploie pleinement dans ce que le *Times* décrit comme «une constellation de médias apparemment indépendants qui

diffusent le message d'Al-Qaïda et d'autres groupes militants» auprès d'internautes du monde entier, dont un nombre croissant d'Occidentaux.

Khan confie au *New York Times* que la vidéo d'un attentat suicide perpétré contre un avant-poste américain en Irak lui a procuré une «grande joie». À propos des familles américaines dont un membre a été déployé en Irak, il déclare: «Je me fiche bien de ce qui peut arriver à leurs fils ou à leurs filles», qu'il traite d'«envoyés de l'enfer».

Même s'il affirme ne pas être lié à un groupe terroriste ni chercher à recruter des combattants aux États-Unis, Khan laisse entendre qu'il pourrait un jour se tourner vers l'action violente, sans aller jusqu'à l'encourager directement. Avant de lancer son premier blogue, il a même fait appel aux services d'un avocat pour en apprendre davantage sur les limites du droit à la liberté d'expression. Il reste que les autorités le laissent relativement tranquille, même si elles l'ont certainement à l'œil: les responsables de la sécurité intérieure et des analystes du centre de lutte antiterroriste de la CIA suivent ses activités de près. Sue Myrick, représentante républicaine de Caroline du Nord, déclarera par la suite au *Washington Post* qu'elle a pris part à des actions visant à «faire taire [Khan] par le truchement du FBI», lesquelles se sont avérées inefficaces, «étant donné qu'il n'incitait pas les gens à la violence, se contentant de leur fournir de l'information, et parce qu'il changeait constamment de serveur».

Khan reste toutefois convaincu que les autorités ne se contentent pas de lire ses blogues. «En Caroline du Nord, le FBI m'avait envoyé un agent double qui prétendait se convertir à l'islam», écrit-il. À plusieurs reprises, des agents du FBI rendent visite à ses parents pour les inciter à tenter de le faire renoncer à ses publications. Selon Sarah, sa mère, ces agents ne reprochent pas à leur fils d'enfreindre la loi ou d'outrepasser son droit à la liberté d'expression, mais s'inquiètent de la direction que prennent ses activités. Zafar, le père de Samir, tente diverses interventions, dont l'interruption de la connexion internet à la maison. Il invite également l'imam Mustapha Elturk à venir tempérer la vision radicale de son fils.

Elturk voit en Zafar un «musulman à la fois fervent et modéré». D'après lui, le père de Samir «a fait tout ce qu'il pouvait pour influencer son fils et lui faire rencontrer des imams et des érudits susceptibles de lui faire comprendre» que «la voie de la violence n'est pas souhaitable». Aux yeux du jeune homme, toutefois, «les États-Unis sont une nation impérialiste appuyant inconsidérément des dictateurs et Israël […], et le recours à la violence aveugle peut se justifier», rapporte Elturk, qui tente de lui faire entendre raison en se servant d'arguments tirés du Coran et des enseignements de chefs spirituels.

Sans se laisser ébranler, Samir Khan poursuit ses activités. Durant les derniers mois qu'il passe aux États-Unis en 2009, il se consacre surtout à une publication en ligne abondamment illustrée, *Jihad Recollections,* qui propose des traductions de discours prononcés par des dirigeants d'Al-Qaïda et des textes de son cru ou rédigés par d'autres collaborateurs. À l'automne 2009, sa décision est prise: il quitte les États-Unis. À ses yeux, la surveillance du FBI est un boulet, et il en a marre de fréquenter des musulmans qu'il juge dénaturés par la culture américaine.

En septembre 2009, Khan publie le quatrième et dernier numéro de *Jihad Recollections*. «J'étais conscient qu'il me serait impossible de faire triompher la vérité sans me libérer du joug de la loi», écrit-il. Un mois plus tard, le jeune homme s'envole vers le Yémen, soi-disant pour aller étudier l'arabe et enseigner l'anglais. Le renseignement américain émet alors l'hypothèse qu'il répond ainsi à une invitation d'Al-Awlaki à venir jouer un rôle de premier plan dans le djihad médiatique. Selon Sarah Khan, toutefois, le Yémen n'était pas le premier choix de son fils, qui s'était aussi informé sur les écoles pakistanaises et britanniques. La réponse des institutions yéménites est toutefois arrivée la première. Lorsque Samir annonce à ses parents son départ imminent pour le Yémen, Sarah est inquiète, mais tente de se rassurer: «Tout va bien se passer, c'est un grand garçon maintenant. Il a besoin de découvrir le monde par lui-même.»

Les véritables préoccupations de Samir Khan, toutefois, sont tout autres. Il a décidé de rompre avec la banalité et l'avilissement qui caractérisent à ses yeux la banlieue américaine. Internet a été pour lui une grande école, où il a découvert les enseignements de chefs spirituels musulmans qui l'ont grandement inspiré. Révolté par l'horreur des invasions et des guerres qui ont marqué l'après-11-Septembre, il croit qu'il est de son devoir de prendre part à la résistance des musulmans contre les croisades américaines. «Après le virage à 180 degrés qu'avaient connu mes convictions religieuses, je ne pouvais pas rester aux États-Unis à jouer au bon citoyen. J'étais devenu un rebelle incapable de tolérer l'impérialisme de Washington», écrit-il. «Comment peut-on se prétendre sain d'esprit et rester passif? Pour moi, c'était impossible. Ma [conscience] bourrée de remords me hantait. Il m'était impensable de laisser s'échapper cette occasion unique de libérer la nation musulmane de son fardeau.»

Bien qu'il ait déjà attiré l'attention des autorités, Khan réussit à quitter les États-Unis sans trop de difficultés. «En Caroline du Nord, cela m'a pris une demi-heure de plus pour obtenir ma carte d'embarquement, car, comme me l'a expliqué la réceptionniste, j'étais surveillé», raconte Khan, lui-même étonné que son départ soit passé pratiquement inaperçu. Le jeune homme enseigne l'anglais un certain temps à Sanaa puis se prépare à aller rejoindre les moudjahidines dans le sud du pays. «J'étais sur le point de trahir officiellement le pays où j'avais passé la majeure partie de ma vie», se rappelle-t-il. «J'entrevoyais les conséquences de ma décision, mais j'étais prêt à les assumer, quelles qu'elles fussent.»

*

* *

Morten Storm affirme avoir rencontré Anwar Al-Awlaki pour la première fois en 2006, peu avant que l'imam ne soit incarcéré pendant 18 mois dans une prison yéménite à la requête de Washington. Natif du Danemark, Storm a un carnet de route bien rempli: après une enfance difficile, il commet son

premier vol à main armée à l'âge de 13 ans et fait plusieurs séjours en prison pendant son adolescence. Il finit par se joindre à un club de motards, les Bandidos. En 1997, toutefois, il renonce au crime et à l'usage de drogues puis annonce à ses proches sa conversion à l'islam. Vers la fin des années 1990, il commence à se faire connaître dans les cercles islamistes sous le nom de Murad Storm. S'étant installé au Yémen, il y épouse en 2000 une Marocaine, qui donne naissance deux ans plus tard à un garçon prénommé Oussama.

Dans une vidéo réalisée en 2005, on aperçoit Storm assistant à un discours prononcé à Londres par l'imam radical Omar Bakri Mohamed. L'ex-motard fait la connaissance d'Al-Awlaki un an plus tard, à Sanaa, alors qu'il fréquente l'université Al-Iman, où Al-Awlaki suit des cours et donne des conférences. Au cours des mois précédant l'arrestation d'Al-Awlaki, les deux hommes «échangent librement» et développent des liens d'amitié. Pendant la détention d'Anwar, des doutes amènent toutefois Storm à remettre en question sa pratique de l'islam. «Je m'étais trompé quant à l'objet de ma foi», déclare-t-il avant de se tourner vers le Politiets Efterretningstjeneste (PET, Service de renseignement du Danemark) pour lui offrir ses services. Il aurait alors été mis en contact avec des représentants du renseignement britannique et de la CIA. Le PET, affirme-t-il, lui aurait affecté un officier traitant.

Après la libération d'Al-Awlaki, la contribution de Storm devient un atout aux yeux de la CIA. Dans un entretien accordé au *Jyllands-Posten,* le deuxième quotidien en importance au Danemark, l'ancien criminel affirme que la CIA et le PET «savaient qu'Anwar me percevait comme un ami digne de confiance, et que je pouvais entrer en contact avec lui et découvrir l'endroit où il habitait». Storm soutient que le renseignement danois lui a fourni de l'argent destiné à «procurer du matériel et de l'équipement informatique à Al-Awlaki». Toujours selon ses dires, la CIA avait l'intention d'y introduire un dispositif de repérage afin de localiser l'imam et, éventuellement, de l'éliminer à l'aide d'un drone.

En septembre 2009, Storm retourne au Yémen et se rend dans la province de Shabwah, où Al-Awlaki a trouvé refuge. Il affirme avoir été logé dans la demeure d'un partisan d'Al-Qaïda; l'imam lui aurait demandé de chercher à se procurer des panneaux solaires ou un réfrigérateur portatif destiné à garder au froid des composantes servant à la fabrication de bombes. «Nous avons aussi discuté d'attentats terroristes. Il envisageait entre autres de viser de grands centres commerciaux en Occident ou en d'autres endroits densément peuplés, en ayant recours à des gaz toxiques», soutient Storm. S'il est impossible de vérifier les affirmations du Danois, il reste que celles-ci ont bel et bien été transmises à la CIA à un moment où les États-Unis cherchaient à réunir des preuves contre l'imam.

Nasser Al-Awlaki, pour sa part, affirme ne pas croire toutes les allégations de Storm. «À mon avis, cet homme faisait partie d'un complot visant à mettre le grappin sur Anwar — tant l'homme lui-même que le personnage médiatique — afin d'atténuer ou d'éliminer l'influence qu'il exerçait sur les musulmans, hommes ou femmes, dans le monde entier. Pour ce faire, les États-Unis et le Danemark se sont allié un criminel, alors qu'Anwar, en 40 ans de vie, n'a jamais commis d'acte de violence envers quiconque.»

Ce qui est indéniable, toutefois, c'est qu'Al-Awlaki demande à Storm de l'aider à se trouver une autre épouse. Alors qu'il était en cavale, l'imam a déjà épousé une autre femme yéménite, avec qui il a eu une fille. Cette fois, cependant, il souhaite s'unir à une Occidentale convertie à l'islam et prête à «partager sa vie clandestine», au dire de Storm. «Je crois qu'il éprouvait le besoin d'avoir une compagne plus apte à comprendre sa mentalité occidentale», confie Storm au journaliste du *Jyllands-Posten*. Le Danois accepte de venir en aide à l'imam. «J'aimerais insister sur deux aspects», aurait écrit Al-Awlaki dans un courriel envoyé vers la fin de l'année 2009 que Storm devait transmettre à une candidate au mariage. «D'abord, je n'ai pas de domicile fixe. Mes conditions de vie sont donc très variables. Parfois, j'habite même une tente. Ensuite, pour des raisons de

sécurité, je dois parfois vivre en réclusion, ce qui implique pour ma famille et moi de ne fréquenter personne pendant de longues périodes. Si vous pouvez vivre dans des conditions difficiles sans craindre l'isolement, alors *Alhamdulillah* [Dieu soit loué], c'est formidable.»

Rentré à Copenhague, Storm rencontre des représentants de la CIA et du PET, qui, affirme-t-il, lui montrent des images satellites de la province de Shabwah sur lesquelles il repère la résidence où on l'a hébergé. Les forces yéménites la prennent d'assaut peu de temps après, mais Al-Awlaki l'a déjà quittée. Le propriétaire de la maison, lui, est tué. Storm informe également les services de renseignement du désir d'Al-Awlaki de se trouver une épouse occidentale. Cette nouvelle, selon l'ex-motard, les «comble de joie», leur inspirant un plan. «L'idée, c'était de trouver une personne partageant les idées et la mentalité [d'Al-Awlaki] de sorte qu'ils soient éliminés tous les deux par une attaque de drone», explique Storm. «Ma contribution, c'était d'aider la CIA et le PET à retracer Anwar pour qu'ils puissent l'abattre.»

Chapitre 29

Contrecoups en Somalie

Somalie, Washington, 2009 — Au début de l'été 2009, le JSOC sait bien que les hommes qui constituent à ses yeux les plus graves menaces aux intérêts américains en Afrique de l'Est, Saleh Ali Saleh Nabhan et Fazul Abdallah Mohamed, sont toujours en cavale. Le second aurait subi une chirurgie plastique, et les analystes du renseignement se perdent en conjectures sur l'endroit où il pourrait se trouver. La piste des deux hommes s'est embrouillée depuis qu'Al-Chabab étend son contrôle sur le territoire somalien, multipliant ainsi leurs possibilités de se cacher ou d'agir en toute discrétion.

Le renseignement américain croit que Nabhan s'est intégré davantage aux opérations d'Al-Chabab depuis le renversement de l'UTI, et qu'il dirige trois camps d'entraînement d'où sont issus plusieurs kamikazes, dont un citoyen américain. «Depuis qu'Al-Chabab a sélectionné Nabhan comme formateur principal à l'été 2008, le flot d'étrangers venant séjourner en Somalie s'est diversifié et comprend désormais des combattants d'Asie du Sud, d'Europe, d'Amérique du Nord, du Soudan et d'Afrique de l'Est, en particulier du Kenya», lit-on dans un câble diplomatique secret émanant de l'ambassade des États-Unis à Nairobi. Ces combattants se rendent à Mogadiscio dans le but de livrer bataille aux forces, soutenues par Washington, de l'Union africaine et du gouvernement somalien. «Les

camps produisent de plus en plus de diplômés étrangers», conclut le câble diplomatique.

Washington souhaite désespérément supprimer Nabhan. En juillet 2009, une percée du renseignement américain vient peut-être d'en fournir l'occasion. Un jour de juillet, donc, les forces de sécurité kényanes font irruption chez un jeune Somali du Kenya, Ahmed Abdullahi Hassan, qui vit à Eastleigh, un quartier pauvre et encombré de Nairobi qu'habitent nombre de ses compatriotes. Les agents le capturent et, le lendemain soir, l'emmènent à l'aéroport Wilson: «Ils m'ont couvert la tête d'un sac, dans le style Guantanamo. Ils m'ont attaché les mains derrière le dos et embarqué dans un avion», raconte Hassan. «Tôt le matin, nous sommes arrivés à Mogadiscio. Je m'en suis rendu compte en sentant l'odeur de la mer, car la piste d'atterrissage se trouve tout près de la côte.» On emmène ensuite le jeune homme dans une prison secrète, aménagée au sous-sol du quartier général de l'agence de sécurité nationale somalienne, où le renseignement américain l'interrogera. Selon un rapport divulgué par l'unité antiterroriste de la police kényane, «Ahmed Abdullahi Hassan, dit Anas», est «un ancien adjoint de Nabhan» qui s'est «blessé au combat près du palais présidentiel de Mogadiscio en 2009». On le considère comme un détenu de grande valeur. «On m'a interrogé à maintes reprises», affirme-t-il. «Des Somaliens et des Blancs. De nouveaux visages chaque jour.»

Tant en campagne électorale qu'une fois devenu président, Barack Obama s'est engagé à ce que les États-Unis renoncent à la torture et aux modes de détention pratiqués sous George Bush. En avril 2009, le directeur de la CIA Leon Panetta affirmait que «la CIA n'exploite plus de prisons secrètes» et annonçait un «plan de démantèlement des installations restantes». Pourtant, trois mois plus tard, Hassan est incarcéré dans une prison secrète, où des Américains l'interrogent.

Selon un responsable américain s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, les États-Unis n'ont pas eux-mêmes transféré Hassan du Kenya vers la Somalie. «Washington a cependant acheminé des renseignements

grâce auxquels on a pu retirer ce dangereux terroriste de la circulation.» Cette interprétation renforce l'hypothèse voulant que les forces kényanes transfèrent des suspects pour le compte des États-Unis et d'autres gouvernements. Une autre source bien informée soutient qu'on a traqué Hassan sur la base de renseignements stipulant qu'il est «le bras droit» de Nabhan, alors chef présumé d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est.

Le 14 septembre 2009, soit trois mois après l'incarcération de Hassan dans une prison secrète de Mogadiscio, des hélicoptères transportant une équipe du JSOC quittent un porte-avions ancré au large de la Somalie, dont ils pénètrent l'espace aérien. Selon des renseignements exploitables obtenus de fraîche date, l'homme que traquent les agents fait de fréquents allers-retours entre les villes portuaires de Merka et de Kismaayo, situées non loin de la frontière kényane. Ce jour-là, leur cible voyage à bord d'une Land Cruiser protégée par plusieurs véhicules armés. Chemin faisant, les hélicoptères survolent un village rural à basse altitude. Ayant rejoint le convoi, l'équipe du JSOC l'attaque depuis les airs, abattant ses occupants. Le commando atterrit, puis ramasse au moins deux corps. L'un d'eux est celui de Nabhan, confirmera-t-on plus tard. Le porte-parole du Pentagone Bryan Whitman ne fera aucun commentaire sur «quelque prétendue opération en Somalie»; la Maison-Blanche non plus. La confirmation par Al-Chabab de la mort de Nabhan, de cinq autres étrangers et de trois de ses combattants somaliens ne laisse cependant guère de place au doute. Le JSOC vient d'éliminer l'homme le plus recherché d'Afrique de l'Est dans le cadre de la première opération d'assassinat ciblé menée en Somalie avec l'autorisation du président Obama.

Pour un expert de la lutte antiterroriste comme Malcolm Nance, l'opération contre Nabhan offre un bon exemple de ce que les États-Unis auraient dû faire au lieu de soutenir l'invasion éthiopienne. «Je suis un inconditionnel des assassinats ciblés quand ils visent des gens dont on ne peut plus tirer de renseignements. S'ils sont trop forts pour être neutralisés sur le champ de bataille, on n'a qu'à leur balancer un missile Hellfire à la

tête», explique Nance. «Nous avons fait sauter le véhicule particulier d'un type, sachant qu'il était dedans. Nous avons pris son corps et recueilli des renseignements, puis nous sommes partis. C'est ce qu'il fallait faire, et c'est ce que nous aurions dû faire au cours des dix années [précédentes]», conclut-il.

L'élimination de Nabhan vaudra maints éloges à Obama de la part des milieux du renseignement et des opérations spéciales, mais fera sourciller d'autres observateurs, qui soulèveront d'épineuses questions relatives à l'émergence d'un consensus bipartite sur les assassinats, les transfèrements et les prisons secrètes. «Ça ressemble à des exécutions sommaires», tonne Evelyn Farkas, ex-employée de la commission du Sénat sur les services armés ayant supervisé le SOCOM 2001 à 2008. «Qui en donne l'autorisation? Qui dresse les listes [de cibles]? S'agit-il de [missions] de capture ou d'assassinat ou de pures missions d'assassinat?» Candidat, Obama a laissé entendre qu'il s'éloignerait des politiques de l'ère Bush, mais, dans le dossier Nabhan, il a appliqué certaines des plus controversées d'entre elles. «Notre politique étrangère actuelle est-elle différente de celle de l'administration précédente?» demande Farkas. «Selon moi, non.»

Adjoint au procureur général sous l'administration Bush, Jack Goldsmith considère que la perception voulant que «l'administration Obama ait tourné le dos aux politiques de l'ère Bush est fausse, et ce, à maints égards. La réalité démontre plutôt le contraire: la nouvelle administration a repris l'essentiel du programme de Bush. Elle en a développé certains éléments et n'en a atténué qu'une infime partie. La plupart des changements apportés par Obama relèvent de l'emballage, de la symbolique et de la rhétorique».

Tout en annonçant la fin des prisons secrètes, Obama et son équipe antiterroriste parviennent à maintenir celles-ci par un moyen détourné. En Somalie, la CIA a entrepris d'utiliser la prison souterraine secrète où Hassan est incarcéré comme centre où interroger les détenus qu'elle soupçonne d'appartenir à Al-Chabab ou à Al-Qaïda. Juridiquement parlant, l'endroit

n’est pas exploité par les États-Unis, mais les agents américains sont libres d’y interroger les prisonniers qui s’y trouvent. Pour les avocats kényans embauchés par la famille de Hassan, le cas du jeune homme témoigne du maintien, sous une forme légèrement atténuée, des politiques de détention appliquées par l’administration Bush. «Cette affaire semble indiquer que les États-Unis sont impliqués dans un Guantanamo décentralisé et sous-traité en plein cœur de Mogadiscio», affirment-ils, ajoutant que Hassan n’est pas autorisé à rencontrer un avocat, sa famille ou la Croix-Rouge. De plus, il devient vite manifeste que Hassan n’est pas le seul prisonnier de cet établissement secret, et que le rôle qu’y joue Washington ne se limite pas aux interrogatoires occasionnels de détenus de grande valeur.

Nabhan éliminé, Mohamed devient le plus haut responsable d’Al-Qaïda dont l’activité en sol somalien est attestée. Les deux revers importants que le JSOC vient d’infliger à Al-Chabab sont loin d’avoir dissuadé les membres de l’organisation, dont la guerre asymétrique ne fait que commencer. Comme bien des victoires «stratégiques» célébrées en grande pompe par Washington, la mort de Nabhan aura des contrecoups. Même parfaitement menée, une frappe ciblée peut contribuer à renforcer les groupes insurgés en créant des martyrs qu’on voudra tenter d’égaler. Déjà, à la fin de l’année 2009, au moins sept citoyens américains sont morts en combattant au nom d’Al-Chabab, et on estime que des dizaines de leurs compatriotes seraient membres du groupe ou s’entraîneraient dans ses camps en vue de mener des opérations. Bien qu’incapable d’attaquer directement le territoire des États-Unis, Al-Chabab se montre apte à recruter des citoyens américains et à infliger des dommages considérables aux pantins et sous-traitants de Washington à Mogadiscio. Le groupe entraîne peu à peu les États-Unis, l’Union africaine et le gouvernement somalien dans une répétition potentiellement catastrophique des pires excès de l’ère des seigneurs de guerre de la CIA et de l’occupation éthiopienne.

*

* *

Bien entendu, l'administration Obama voit la situation d'un autre œil. À la suite de l'assassinat parfaitement réussi des pirates somaliens de l'*Alabama,* la relation du président avec le vice-amiral McRaven, commandant du JSOC, s'est approfondie. Après avoir procédé à un examen minutieux des directives du président Bush autorisant les forces armées à s'en prendre aux terroristes où qu'ils se trouvent, lesquelles reposent sur la doctrine du «monde comme champ de bataille» formulée par Stephen Cambone et les autres architectes de la guerre contre le terrorisme, la Maison-Blanche a décidé d'en élargir la portée. Panetta et le secrétaire à la Défense Robert Gates s'appliquent à combler le fossé séparant le JSOC et l'agence, lequel, après avoir été accentué par Rumsfeld et Cheney, s'est maintenu pendant le second mandat de Bush. Obama a besoin d'une machine antiterroriste intégrée. Après la frappe contre Nabhan, le commandant du CENTCOM David Petraeus émet une mise à jour de son «ordre d'exécution du réseau Al-Qaïda», laquelle accorde une plus grande latitude aux forces armées (et en particulier au JSOC) dans les opérations qu'elles mènent au Yémen, en Somalie et ailleurs. Assez rares sous l'administration Bush (l'Irak retenant alors toute l'attention de la lutte antiterroriste), les attaques asymétriques deviendront le point de mire de la guerre planétaire réactualisée d'Obama.

Au cours de la première année de l'administration Obama, le président et ses conseillers entreprennent de reformuler la politique antiterroriste américaine en élargissant la portée de la lutte contre l'extrémisme, lutte qui, désormais, sera essentiellement basée sur la sécurité régionale. Le secrétaire à la Défense résume bien la position des hauts fonctionnaires et des hauts gradés des forces armées lorsque, en avril 2009, il déclare qu'il n'y aura pas de «solution purement militaire» à la piraterie et à la guerre civile en Somalie. «Le NSC a réuni le département d'État, le département de la

Défense, l'USAID, la communauté du renseignement et diverses autres agences en vue d'élaborer une stratégie à la fois globale et durable», observe Johnnie Carson, adjoint au secrétaire d'État pour les affaires africaines, lors de son témoignage du 20 mai 2009 devant la commission des affaires étrangères du Sénat. Le soutien au gouvernement somalien et à l'AMISOM occupera certes une place plus importante qu'auparavant, mais la priorité restera la traque des chefs d'Al-Chabab et d'Al-Qaïda.

La première demande annuelle de crédits budgétaires présentée par Obama en dit long à cet égard: le président poursuit le processus de militarisation de la politique étrangère américaine en Afrique tout en augmentant l'assistance aux États africains en matière de sécurité. Selon Daniel Volman, directeur d'African Security Research Project, ce budget témoigne du fait que la Maison-Blanche «maintient l'orientation donnée à l'AFRICOM par l'administration Bush au lieu de suspendre ces programmes jusqu'à nouvel ordre, le temps d'évaluer en profondeur la politique de sécurité des États-Unis en Afrique». En 2009, la demande de ventes d'armes destinées à l'Afrique passe de 8,3 millions à 25,6 millions de dollars, dont 2,5 millions pour Djibouti, 3 millions pour l'Éthiopie et 1 million pour le Kenya. Les programmes d'entraînement militaire offerts à ces pays prennent également de l'ampleur. Des dépenses supplémentaires sont envisagées au camp Lemonnier, et des bâtiments de la marine sont affrétés pour des opérations de sécurité dans l'océan Indien. Pour ajouter à la capacité des drones du camp Lemonnier, l'administration Obama conclut une entente avec le gouvernement des Seychelles pour que ce pays accueille une flotte de drones MQ-9 Reaper dès septembre 2009. Bien que la fonction officielle des drones consiste à faire de la surveillance dans le cadre d'opérations visant des pirates, les responsables de la lutte antiterroriste font campagne pour que ces appareils soient armés et affectés à la traque d'Al-Chabab. «Il serait faux de croire qu'Obama ne lancera pas d'autres opérations militaires si la situation dégénère en Somalie», conclut Volman, à qui la suite des événements donnera raison.

Pendant que l'équipe de sécurité nationale d'Obama élabore sa nouvelle stratégie meurtrière à l'encontre d'AQPA au Yémen et d'Al-Chabab en Somalie, cette dernière organisation est en plein redéploiement. Mohamed, qui a pris le relais de Nabhan, s'est très bien intégré à la structure décisionnelle d'Al-Chabab. Ayant largement profité de l'invasion éthiopienne, le groupe «est maintenant bien établi», explique Nance. Quant à l'AMISOM, elle voit en septembre 2009 son effectif passer de 1 700 à 5 200 soldats, en raison notamment de l'augmentation du financement et du soutien de Washington. Dans la foulée de la disparition de Nabhan, une rumeur veut que la mission de l'Union africaine prépare une offensive contre Al-Chabab, qui aurait lieu plus tard dans l'année, après le ramadan.

À la suite de l'élimination de Nabhan, des agents d'Al-Chabab volent deux Land Cruiser des Nations Unies en Somalie centrale et les conduisent jusqu'à Mogadiscio. Le 17 septembre, près de l'aéroport de Mogadiscio, ils approchent les véhicules de la base de l'AMISOM, dont les commandants sont alors en pleine réunion avec des responsables somaliens de la sécurité, et les garent à quelques pas des bureaux d'une société militaire privée américaine et d'un dépôt de carburant. S'ensuit une explosion spectaculaire. En un rien de temps, l'attentat suicide emporte plus de 20 personnes, dont 17 soldats de l'Union africaine. Parmi les morts se trouve le commandant adjoint de l'AMISOM, le major général burundais Juvenal Niyoyunguruza. «L'opération est une réussite tactique», affirmera un officier de l'Union africaine au *New York Times.* «C'est comme si ces types avaient eu un plan de l'endroit.» Il s'agit de l'attentat le plus meurtrier qu'ait subi l'AMISOM depuis son arrivée en Somalie en 2007.

Le porte-parole d'Al-Chabab, Cheikh Ali Mohamed Rage, revendique l'attentat: «Nous avons vengé notre frère Nabhan», déclare-t-il. «Deux véhicules chargés d'explosifs et conduits par des kamikazes ont frappé la base de l'Union africaine, par la grâce d'Allah. Nous savions que le gouvernement infidèle et les troupes de l'Union africaine planifiaient de nous attaquer après le mois saint. Voilà le message que nous leur livrons.»

Rage précise que cinq agents d'Al-Chabab ont pris part à l'attaque. Peu de temps après, des témoins de la préparation des Land Cruiser affirment avoir entendu deux des kamikazes converser en anglais. «Ils parlaient anglais et disaient travailler pour les Nations Unies», raconte Dahir Mohamud Gelle, ministre somalien de l'Information. Plus tard, un site d'information somalien réputé fiable rapportera qu'un des terroristes était citoyen américain. Ainsi, pendant que les États-Unis célébraient l'élimination de Nabhan, Al-Chabab lançait sa propre campagne d'assassinats ciblés.

*

* *

Le 3 décembre 2009, des dizaines de jeunes Somaliens portant fièrement toges et mortiers jaune et bleu affluent dans l'hôtel Shamo de Mogadiscio. Dans cette ville qui manque cruellement de médecins, ils sont appelés à devenir de véritables bouées de sauvetage. Ces étudiants s'apprêtent à recevoir leurs diplômes de médecine de l'université Benadir, fondée en 2002 par un groupe de médecins et de professeurs somaliens. Une vidéo de l'événement montre les futurs diplômés, tout sourire, se faire prendre en photo sous le regard satisfait de leurs familles et amis. Alors que la cérémonie est imminente, chacun gagne son siège, les dignitaires prenant place dans la première rangée. Parmi eux se trouvent cinq ministres somaliens, dont ceux de l'Éducation, des Sports et de la Santé. Trois d'entre eux sont des Somaliens de la diaspora rentrés au pays pour contribuer à la reconstruction de l'État. Le ministre de l'Enseignement supérieur, Ibrahim Hassan Addou, détient la citoyenneté américaine, et la ministre de la Santé, Qamar Aden Ali, la citoyenneté britannique. Des caméramans sont massés autour de la scène, comme ils le feraient à l'occasion d'une importante conférence de presse. Cette collation des grades doit transmettre un message à la Somalie et au reste du monde: voici l'incarnation de notre avenir radieux.

Dans l'assistance se trouvent plusieurs femmes vêtues de burqas ou d'abayas, qui leur couvrent l'essentiel de la tête et le reste du corps. Alors que l'ex-ministre de la Santé prononce un mot de bienvenue et ouvre la séance, un des personnages portant la burqa se lève et, d'une voix incontestablement masculine, lance aux dignitaires: «*Salam.*» Avant que quiconque ne trouve le temps de réagir, il se fait exploser. Sur la bande vidéo, l'image devient sombre pour un moment, puis montre le tableau macabre d'une salle enfumée, jonchée de membres. Trois ministres comptent parmi les morts.

«Soudain, le sol a tremblé et j'ai entendu une détonation provenant des premiers rangs, où étaient assis la plupart des dignitaires et des membres du gouvernement. J'y suis descendu, puis j'ai regardé derrière. Des dizaines de personnes gisaient au sol sous un immense nuage de fumée. Les autres se précipitaient vers la sortie, tentant de fuir», raconte le journaliste Abdinasir Mohamed, qui était sorti boire de l'eau au moment de l'attentat. «En regardant à ma droite, j'ai vu un de mes collègues à l'agonie, baignant dans son sang. Je ne pouvais rien faire pour lui. J'ai vu les fauteuils vides et ensanglantés des membres du gouvernement, et de nombreux blessés graves. La salle, devenue très sombre, ressemblait à un abattoir», avec «du sang s'écoulant sur le plancher».

Au total, l'attentat a fait 25 morts, dont de futurs médecins et des membres de leurs familles ainsi que des journalistes, et quelque 65 blessés. Un quatrième ministre finira par succomber à ses blessures. On voulait lancer un message d'espoir, mais on a obtenu une «catastrophe nationale», pour employer les mots du ministre somalien de l'Information. Le président Cheikh Charif accuse Al-Qaïda d'être responsable du massacre et lance un appel à l'aide désespéré: «Nous implorons le monde de nous aider à nous défendre contre ces combattants étrangers.» On établira plus tard que le kamikaze était un citoyen danois d'origine somalienne.

Alors que la nouvelle de l'hécatombe se répand à travers le monde, Al-Chabab nie toute responsabilité. «Nous affirmons qu'Al-Chabab n'a pas

orchestré cette explosion», déclare Cheikh Rage. «Nous croyons qu'il s'agit d'un complot du gouvernement. Al-Chabab ne s'en prend jamais aux innocents.» Si les attentats contre l'AMISOM, une force étrangère soutenue par les États-Unis, n'ont guère suscité d'indignation chez les Somaliens ordinaires (et ont sans doute recueilli l'approbation discrète d'une bonne partie de la population de Mogadiscio), le bombardement d'une cérémonie de remise des diplômes d'une école de médecine, lui, est jugé injustifiable. C'est probablement pour cette raison qu'Al-Chabab souhaite se distancier de l'attentat, à moins que ce dernier n'ait été mené unilatéralement par Al-Qaïda. Néanmoins, peu importe qui l'a planifié, le massacre a semé la peur chez les Somaliens de tous les milieux.

*

* *

Début décembre, Obama livre un important discours à l'école militaire de West Point, près de New York. Bien qu'il y aborde essentiellement l'escalade militaire à venir en Afghanistan, il fait aussi allusion aux guerres asymétriques que mène son administration, qui s'intensifient à l'abri des regards. «La lutte contre l'extrémisme violent sera longue et s'étendra bien au-delà de l'Afghanistan et du Pakistan», déclare-t-il. «Elle mettra notre société libre à l'épreuve, de même que notre rôle de chef de file mondial. Et, contrairement aux grands conflits et aux clivages nets qui ont marqué le XX^{e} siècle, nous interviendrons dans des zones chaotiques, auprès d'États manqués, contre des ennemis dispersés. […] Nous devrons exercer notre puissance militaire avec agilité et précision. Quand Al-Qaïda et ses alliés tentent de s'implanter quelque part, que ce soit en Somalie, au Yémen ou ailleurs, nous devons leur opposer une pression croissante et de solides alliances.»

Une semaine après avoir prononcé ce discours, le président Obama se rend à Oslo, en Norvège, où on lui remet le prix Nobel de la paix. Sa défense énergique de l'exercice de la puissance américaine à l'échelle du

globe et son affirmation selon laquelle les guerres menées par les États-Unis sont des «guerres justes» lui ont pourtant valu les louanges des faucons républicains. «De toutes les questions que soulève la décision de m'accorder ce prix, la plus profonde tient sans doute au fait que je suis le commandant en chef des forces armées d'un pays qui mène actuellement deux guerres», déclare-t-il. Poursuivant son allocution, il fait l'éloge des légendaires militants de la non-violence qu'ont été Gandhi et Martin Luther King (lauréat du prix en 1964) avant d'expliquer pourquoi il ne partage pas leur pacifisme.

«En tant que personne dont la présence ici même aurait été impossible sans le travail auquel M. King a consacré toute sa vie, je suis une preuve vivante de la force morale de la non-violence. Je sais que le credo et les choix de vie de Gandhi et de King n'avaient rien de lâche, rien de passif, rien de naïf», explique le président. «Cependant, en tant que chef d'État ayant fait le serment d'assurer la protection et la défense de son pays, je ne peux me laisser guider par leurs seuls exemples. Je fais face au monde tel qu'il est, et je ne peux rester passif devant les menaces qui pèsent sur le peuple américain. Car il ne faut pas se leurrer: le mal existe dans le monde. Un mouvement non violent n'aurait pu vaincre les armées de Hitler, et la négociation ne pourra convaincre les chefs d'Al-Qaïda de rendre les armes. En affirmant qu'il est parfois nécessaire de recourir à la force, on ne cultive pas le cynisme: on admet plutôt la réalité de l'histoire, l'imperfection de l'être humain et les limites de la raison.» Karl Rove, ancienne éminence grise de Bush, juge ce discours «magnifique», «dur» et «efficace», et de nombreux néoconservateurs félicitent Obama. L'ex-président républicain de la Chambre des représentants Newt Gingrich se réjouit du fait qu'un «président progressiste» se soit rendu «à Oslo pour recevoir le prix [Nobel] de la paix et rappeler aux membres du comité qu'ils ne pourraient être libres ni remettre un tel prix sans la force militaire». Devant ce concert d'éloges des faucons républicains, le chroniqueur Glenn Greenwald qualifie l'allocution d'Obama de «discours le plus explicitement belliciste qu'ait prononcé un lauréat du prix Nobel de la paix». Au moment où Obama

rentre d’Oslo avec son prix Nobel en poche, son administration s’apprête à lancer une nouvelle guerre secrète et à inaugurer une nouvelle ère de la politique étrangère américaine, fondée sur l’expansion de son programme planétaire d’assassinats ciblés.

Chapitre 30

«S'ils tuent des enfants innocents en les appelant "Al-Qaïda", alors nous sommes tous Al-Qaïda»

Washington, Yémen, 2009 — Le 16 décembre 2009, de hauts responsables américains de la sécurité nationale se font remettre un «jeu de cartes de baseball» (dans le jargon de la lutte antiterroriste, listes de présumés terroristes à traquer) contenant les descriptions de trois supposés membres d'AQPA que le vice-amiral McRaven veut voir abattus par le JSOC dans le cadre d'une «série d'assassinats ciblés» devant avoir lieu au Yémen. Les cibles ont pour noms de code Objectif Akron, Objectif Toledo et Objectif Cleveland. Le JSOC, qui souhaite passer à l'attaque dans moins de 24 heures, a besoin d'une réponse claire du conseiller juridique du département d'État Harold Koh et de l'avocat général du département de la Défense Jeh Johnson: oui ou non. Les membres du «comité des assassinats» disposent de très peu de temps pour prendre connaissance des renseignements. Le délai séparant le moment où les avocats reçoivent les dossiers et celui où a lieu la téléconférence pilotée par le JSOC où la décision sera prise n'est que de 45 minutes. Avec quelque 75 hauts fonctionnaires présents, la réunion rassemble plus de participants qu'à l'accoutumée. L'administration Obama, qui s'apprête à bombarder le Yémen, a mobilisé tous les bonzes de la sécurité nationale.

Le vice-amiral McRaven, qui participe à la réunion par téléconférence, emprunte le ton froid et lapidaire dont il a l'habitude pour présenter les

arguments militaires favorables à une «opération cinétique» contre les «cibles». La cible principale, «Akron», est Saleh Mohammed Ali Al-Kazemi, qui, selon les États-Unis, est le représentant d'AQPA dans la province yéménite d'Abyan. Le JSOC, qui a perdu sa trace pendant neuf mois, «l'a repéré dans un camp d'entraînement situé près du village d'Al-Majalah». Le renseignement américain connaît maintenant sa position précise, affirme McRaven. Après avoir envisagé une opération de capture et d'autres options militaires, le JSOC propose maintenant de bombarder le camp avec des missiles de croisière.

Johnson subit de «fortes pressions de la part des militaires, qui prônent l'assassinat», et se sent «bousculé et mal préparé» pour évaluer toutes les options. Néanmoins, il leur donne son approbation. Quelques instants plus tard, il se rend dans un centre de commandement du Pentagone pour visionner l'imagerie satellitaire d'Al-Majalah, dont les habitants, vus de si haut, ressemblent à des fourmis en plein labeur. L'écran s'illumine d'un éclat de lumière, puis plus rien. Les membres du JSOC nomment «télé de la mort» le canal par lequel ces images sont diffusées. Johnson sait maintenant pourquoi.

Le matin du 17 décembre, le BlackBerry de Cheikh Saleh Ben Fareed se met à sonner. Des membres de la tribu Awlaki, dont il est le chef, l'informent qu'un terrible incident vient de survenir dans un minuscule village bédouin de la province d'Abyan, Al-Majalah. À l'aube, une pluie de missiles s'est abattue sur les humbles demeures d'une dizaine de familles de cette localité isolée, aride et montagneuse. Les morts se comptent par dizaines. Parmi eux se trouvent nombre de femmes et d'enfants. Ben Fareed s'empresse de syntoniser Al-Jazeera, qui est en train d'annoncer la nouvelle. Le présentateur lit un communiqué de presse du gouvernement yéménite, qui affirme que des avions de combat du Yémen ont attaqué un camp d'entraînement d'Al-Qaïda, infligeant de lourdes pertes à l'organisation. Ben Fareed téléphone aussitôt à son garde du corps et à son

chauffeur pour leur ordonner de préparer son véhicule en vue de la demi-journée de route qui sépare Aden d'Al-Majalah.

*

* *

Ben Fareed est un des hommes les plus puissants du Yémen du Sud. Son ascendance remonte aux sultans qui régnaient autrefois sur la péninsule arabique. Quand les Britanniques sont venus coloniser le Yémen du Sud en 1839, la tribu Awlaki est devenue leur plus précieux allié. De 1937 à 1963, la ville d'Aden avait le statut de colonie de la Couronne et exerçait son autorité sur les régions rurales environnantes en vertu d'un ensemble de traités conclus avec les tribus. Lui-même fils de sultan, Ben Fareed a fréquenté les écoles tenues par les Britanniques et a été élevé comme un membre de la famille royale. En 1960, il s'est rendu au Royaume-Uni pour entreprendre des études universitaires et militaires. Il est ensuite rentré au Yémen, où il a rejoint les rangs de l'armée. En 1967, les marxistes du Front de libération nationale ont pris le contrôle du Yémen du Sud et chassé les Britanniques. Ben Fareed et sa famille ont alors fui le pays en croyant pouvoir y revenir au bout de quelques mois. Leur retour n'aurait lieu que près de 25 ans plus tard.

Ben Fareed a fini par se résigner à l'exil. Il a consacré une bonne partie de sa vie de jeune adulte à la création d'entreprises dans la région du golfe Persique, et a fait de longs séjours dans le domaine familial du sud de l'Angleterre. Au fil des ans, il est devenu un important entrepreneur du Golfe en transport et en construction. En 1990, Ben Fareed était donc très riche. Cette année-là, le président Saleh a unifié le Yémen du Nord et le Yémen du Sud. Comme il avait besoin des tribus pour consolider son pouvoir sur le sud du pays, il a contacté l'homme d'affaires en vue de parvenir à un accord avec les cheikhs tribaux. En 1991, Ben Fareed est rentré au pays.

Quand, en 2009, Al-Qaïda entreprend la mise sur pied d'une section yéménite en bonne et due forme, Ben Fareed est redevenu un personnage très puissant. Désormais député, chef d'une importante tribu, il est en train de faire bâtir un vaste complexe touristique privé sur la côte du golfe d'Aden. Il sait qu'une poignée de ses compatriotes entretiennent des liens avec l'organisation islamiste, mais il les considère avant tout comme des membres de tribus et ne s'inquiète guère de la présence de djihadistes, le Yémen comptant de nombreux vétérans moudjahidines ayant combattu en Afghanistan et ailleurs. Ces hommes font d'ailleurs figure de héros nationaux aux yeux d'une bonne partie de la population. Ben Fareed se souvient de l'épisode où, en 2004, Fahd Al-Quso s'est fait arrêter pour son implication dans le bombardement de l'*USS Cole*. Al-Quso avait pour mandat de filmer l'attentat, mais s'était réveillé trop tard. Quand les autorités ont placé l'homme en détention pour sa présumée participation au complot, Ben Fareed a été appelé à jouer le rôle de médiateur, car le prévenu était membre de la tribu Awlaki. «C'était la première fois que j'entendais parler d'un Awlaki appartenant à Al-Qaïda», raconte Ben Fareed. «Il n'y avait que lui, je crois, et peut-être deux ou trois autres personnes.»

Neuf ans après l'attentat du *USS Cole,* Ben Fareed écoute les reportages faisant état de la présence d'un bastion d'Al-Qaïda en plein cœur de sa région tribale: «Notre gouvernement a frappé Al-Qaïda à Al-Majalah, où l'organisation possédait une base et un terrain d'entraînement. On y trouvait de vastes entrepôts où étaient stockées toutes sortes d'armes, de munitions, de roquettes. L'attaque est une réussite.» Ben Fareed remarque qu'«ils n'ont pas du tout fait mention des Américains». Il n'arrive pas à croire qu'Al-Qaïda ait pu exploiter une base à Al-Majalah. Même s'il y avait eu là quelques membres de l'organisation, se dit-il, le gouvernement aurait très bien pu envoyer un commando de l'armée de terre pour les en extirper. Ces frappes aériennes n'ont aucun sens pour lui. La région est certes reculée, mais on n'est tout de même pas à Tora Bora.

En arrivant à Al-Majalah, Ben Fareed est glacé d'horreur. «Nous n'en croyions pas nos yeux. Quiconque a le cœur fragile se serait effondré. Il y avait des chèvres et des moutons partout, on voyait des têtes, des corps dispersés, des enfants. Certains n'étaient pas morts sur le coup de l'explosion, mais dans l'incendie qu'elle a provoqué.» Membres et autres lambeaux de corps jonchent le sol du village. «On ne pouvait pas savoir si toute cette chair était celle d'animaux ou d'êtres humains», se souvient-il. Ceux qui tentent d'enterrer les défunts doivent même «laisser de côté certains restes, pris d'assaut par des oiseaux.» Ben Fareed constate que la plupart des victimes du carnage sont des femmes et des enfants. «Il n'y avait que des enfants, de vieilles femmes, des moutons, des chèvres, des vaches. C'était inconcevable.» Son inspection des lieux ne lui permet de trouver aucun indice de ce qui pourrait ressembler, même vaguement, à un camp d'entraînement. «Pourquoi ont-ils fait ça? Pourquoi diable font-ils ça?» se demande-t-il. «Il n'y a pas de dépôt [d'armes], pas de terrain d'entraînement. On ne trouve ici que les membres d'une tribu très pauvre, l'une des plus pauvres du sud du pays.»

Muqbal, un des chefs de la tribu, fait partie des quelques personnes ayant survécu à l'attentat. Il a été épargné parce qu'il était allé faire une course dans un village voisin. «Les villageois ont vu de la fumée et ont senti la terre trembler. Ils n'avaient jamais rien vu de tel. La plupart des victimes sont des femmes, des enfants et des personnes âgées. Cinq femmes enceintes sont mortes», se souvient-il. Après le bombardement, «j'ai accouru sur place. J'ai trouvé là des corps éparpillés, ainsi que des femmes et des enfants blessés». Une survivante sanglote en racontant l'événement: «À 6 h du matin, [les membres de ma famille] dormaient et je faisais du pain. Quand les missiles ont explosé, je me suis évanouie. Je ne savais pas ce qui était arrivé à mes enfants, à ma fille, à mon mari. Seuls ce vieillard, ma fille et moi avons survécu. Les autres sont morts. Ils sont tous morts.» Au total, plus de 40 habitants d'Al-Majalah ont péri, dont 14 femmes et 21 enfants.

Muqbal, qui adoptera un orphelin, rejette l'allégation voulant que son village ait abrité une base d'Al-Qaïda: «S'ils tuent des enfants innocents en les appelant "Al-Qaïda", alors nous sommes tous Al-Qaïda. Si ces enfants sont des terroristes, alors nous sommes tous des terroristes.»

En scrutant les décombres, Ben Fareed découvre des fragments qui semblent provenir de missiles de croisière Tomahawk. «Évidemment, notre gouvernement ne possède pas d'engins de ce type. N'importe qui serait à même de constater qu'ils proviennent d'un gros pays, d'un État important.» Il finit par tomber sur un éclat sur lequel est inscrit «Fabriqué aux États-Unis». Le village est aussi parsemé de sous-munitions. Quelques jours après la frappe, trois autres personnes mourront lorsque l'une d'elles explosera.

Ben Fareed est maintenant convaincu que le gouvernement du Yémen ment, et que ce sont les États-Unis qui ont bombardé Al-Majalah, massacrant ainsi des dizaines d'innocents. Il est déterminé à en faire la preuve. Tout comme un jeune reporter yéménite.

*

* *

Abdulelah Haider Shaye est un journaliste comme on en rencontre peu dans un pays dont les médias sont dominés par les apologistes du régime. «Nous n'avions accès qu'aux médias occidentaux ou à des médias arabes financés par l'Occident, qui présentaient tous Al-Qaïda de la même façon», raconte son meilleur ami, Kamal Sharaf, caricaturiste dissident bien connu au Yémen. «Abdulelah a apporté un point de vue différent.» Shaye ne voue aucune vénération à Al-Qaïda, mais considère l'essor de l'organisation au Yémen comme un sujet important à couvrir. S'il a pu avoir accès à des membres haut placés du groupe islamiste, c'est grâce à sa parenté par alliance avec Cheikh Abdul Majid Al-Zindani, imam radical et fondateur de l'université Al-Iman que le département du Trésor des États-Unis qualifie de terroriste.

Bien qu'il ait fait jouer cette relation pour avoir accès à Al-Qaïda, Shaye n'hésite pas à critiquer «vigoureusement» Al-Zindani et ses adeptes. «Il n'a pas peur de dire la vérité», affirme Sharaf. Le journaliste a réalisé des portraits en profondeur des dirigeants d'AQPA Al-Wuhayshi et Al-Shihri, évoquant leur capacité à fabriquer des bombes. Lors d'une de ses enquêtes, il a essayé, non sans nervosité, une veste-suicide confectionnée par l'organisation. Par ses articles, dont la notoriété a dépassé les frontières du Yémen, il est devenu le témoin le plus en vue de l'essor d'AQPA.

Au Yémen, Shaye est depuis longtemps réputé comme un journaliste courageux et indépendant d'esprit. Le bombardement d'Al-Majalah le mènera inexorablement à un affrontement avec Washington. Alors que la nouvelle se répand à travers le monde, il se rend au village, où il découvre des débris de missiles Tomahawk et de bombes à sous-munitions, des armes qui ne font pas partie de l'arsenal yéménite. Il photographie ces pièces, dont certaines portent la mention «Fabriqué aux États-Unis», puis envoie ses clichés aux grands médias internationaux et aux organismes de défense des droits de la personne. Il rapporte que la majorité des victimes sont des femmes, des enfants et des vieillards. Au terme de son enquête, Shaye est convaincu que les États-Unis sont responsables de l'attaque, ce dont il ne se prive pas d'informer quiconque s'intéresse au sujet dans les médias. Le jeune journaliste devient vite la bête noire de la Maison-Blanche; lorsqu'il entreprendra d'interviewer Anwar Al-Awlaki, il en deviendra la cible.

*

* *

Ben Fareed et Shaye ont vu juste. Le bombardement d'Al-Majalah a constitué la première salve d'une nouvelle guerre lancée par les États-Unis. Contrairement aux «missions secrètes» de la CIA, dont les commissions de la Chambre des représentants et du Sénat sur le renseignement doivent être officiellement informées, ces frappes ont été menées dans la cadre du programme Copper Green, qui donne aux forces armées toute la latitude

nécessaire au lancement d'opérations létales en secret, à l'abri de toute supervision. Au Yémen, ces offensives sont coordonnées par les forces spéciales, basées à Sanaa dans un centre d'opérations binational des États-Unis et du Yémen. Le service de renseignement du JSOC oriente les forces yéménites lors des raids terrestres et fournit les coordonnées géographiques nécessaires aux tirs de missiles américains. À l'intérieur du centre, les agents du renseignement des deux pays ont accès à des dispositifs de surveillance électronique et vidéo en temps réel ainsi qu'à des cartes topographiques en trois dimensions. Les agents américains transmettent les renseignements et les détails des opérations à la NSA à Fort Meade, au SOCOM à Tampa, et à d'autres agences du renseignement et des forces armées.

C'est ainsi que s'est déroulée l'attaque contre Al-Majalah. Au Yémen, on était le 17 décembre. Immédiatement après la réunion à Washington du comité d'Obama qui a approuvé l'opération visant à assassiner Al-Kazemi et les autres membres d'Al-Qaïda énumérés par McRaven, le JSOC a lancé un aéronef de surveillance. Au petit matin, des missiles de croisière Tomahawk armés de sous-munitions ont été tirés depuis un sous-marin ancré au large du Yémen et ont frappé un pâté de maisons d'Al-Majalah. Au même moment, on a lancé une attaque contre une localité du district d'Arhab, en banlieue de Sanaa, où des soldats de l'unité antiterroriste des forces spéciales yéménites, entraînée par les États-Unis et soutenue par le JSOC, ont mené un raid contre un présumé repaire d'Al-Qaïda. L'opération américaine avait été autorisée d'urgence par le bureau du président Saleh sur la base de renseignements exploitables indiquant que des kamikazes d'Al-Qaïda préparaient un attentat dans la capitale. La cible d'Arhab était un immeuble de l'organisation où l'on anticipait de faire une grosse prise: le chef d'AQPA Qasim Al-Rimi. Dans la province d'Abyan, un diplomate américain a déclaré à ABC News, sous le couvert de l'anonymat, qu'«une attaque contre des intérêts américains était imminente».

Selon une source militaire bien informée, le bombardement d'Al-Majalah était «une opération du JSOC à laquelle ont participé des détachements de la marine et des fusiliers marins soutenus par des appareils de surveillance de l'armée de l'air et de la marine, en coordination étroite avec la CIA et la DIA sur le terrain, au Yémen. En comptant l'équipage du sous-marin, de 350 à 400 personnes étaient au courant».

*

* *

Quand la rumeur des frappes commence à se répandre, le gouvernement Saleh endosse publiquement la responsabilité de celles-ci. Le ministre yéménite de la Défense déclare que ses forces ont effectué, «avec succès, des opérations préventives» contre Al-Qaïda, ajoutant que 34 terroristes ont perdu la vie et 17 autres ont été arrêtés. Le Pentagone se refuse à tout commentaire, acheminant toutes les demandes d'information au gouvernement du Yémen, qui publie une déclaration où il affirme avoir coordonné l'offensive et ajoute que ses forces ont «mené des raids simultanés ayant permis l'élimination et la capture de militants». Le président Obama téléphone à Saleh pour le «féliciter», le «remercier de sa collaboration et lui promettre que les États-Unis continueront à le soutenir». Le dictateur égyptien Hosni Moubarak l'appelle aussi pour lui exprimer sa satisfaction.

La diffusion d'images du bombardement d'Al-Majalah amène des analystes militaires à se demander si le Yémen dispose effectivement du type d'armes utilisées. Al-Jazeera présente une vidéo montrant des douilles d'obus dont les numéros de série sont visibles, émet l'hypothèse que l'attaque a été perpétrée à l'aide d'un missile de croisière américain, et interviewe Abdulelah Haider Shaye, qui fait état des cadavres de civils qu'il a vus à Al-Majalah. Sur les lieux, on a trouvé des sous-munitions de type BLU 97 A/B, qui, en explosant, projettent quelque 200 fragments métalliques tranchants à plus de 120 mètres à la ronde. Il s'agit

essentiellement de mines antipersonnel volantes capables de déchiqueter des corps humains. Les sous-munitions contiennent aussi une matière incendiaire, le zirconium, qui, en se répandant, met le feu aux objets inflammables dans les environs de la cible. Le missile employé pour la frappe, de type BGM-109D Tomahawk, peut contenir plus de 160 sous-munitions, qui, rappelons-le, ne font pas partie de l'arsenal yéménite.

Alors que la nouvelle de l'attaque fait le tour du monde, l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major des armées, rentre d'un séjour en Irak et en Afghanistan. Depuis l'avion militaire qui le ramène chez lui, il encense ce qu'il qualifie d'opération yéménite appuyée par les États-Unis. «Nous avons accompli quelque chose de très important. Je crois que nous sommes sur la bonne voie», affirme-t-il. «Je suis vraiment satisfait de ce qu'ils ont fait; ils ont choisi les bonnes cibles, notamment cette cellule d'Al-Qaïda qui a pris beaucoup d'ampleur au cours des dernières années», ajoute-t-il à propos des frappes.

Toutefois, dans leur grande majorité, les victimes des bombardements n'étaient pas des terroristes d'Al-Qaïda, et une bonne partie d'entre elles appartenaient à des «familles de Bédouins» qui campaient près de la supposée «base d'AQPA», selon un câble diplomatique. Un haut fonctionnaire de la Défense yéménite les décrit comme de «pauvres gens qui vendaient de la nourriture et des biens aux terroristes, mais agissaient néanmoins de connivence avec eux et profitaient économiquement de la présence d'AQPA dans la région». Pour Al-Qaïda, la cause est entendue: les frappes ont été menées par États-Unis. AQPA pourra utiliser les images de leurs séquelles, dont celles qui montrent des enfants morts et déchiquetés, pour rallier les Yéménites à sa cause.

*

* *

Saleh Ben Fareed est furieux devant la façon dont la presse internationale couvre le bombardement d'Al-Majalah. Pratiquement tous les médias

occidentaux affirment que le Yémen a attaqué avec succès un camp d'entraînement d'Al-Qaïda. Ben Fareed, lui, s'est rendu sur les lieux. Il a aidé les survivants à descendre les restes de pauvres Bédouins des arbres. Il a vu les corps d'enfants dégagés des gravats (il s'est d'ailleurs engagé à prendre soin des enfants devenus orphelins), et a remarqué les mentions indiquant que les missiles provenaient des États-Unis. Il est déterminé à faire en sorte que le monde sache que les victimes n'étaient pas membres d'Al-Qaïda et que ce sont les États-Unis qui ont lancé l'attaque.

Le 20 décembre, Ben Fareed convoque un grand rassemblement de chefs tribaux de toutes les régions du Yémen. Près de 150 cheikhs parmi les plus puissants sont invités. Une telle initiative représente tout un défi: disputes séculaires, vendettas contemporaines et haines mortelles opposent certains de ces notables influents. Ben Fareed parviendra tout de même à les convaincre de mettre leurs vieilles rancœurs de côté pour mener à bien la tâche qui les attend. «J'ai lancé une invitation à de nombreux cheikhs de toutes les tribus. Ils sont venus des provinces de Marib, d'Al-Jawf, du Nord, du Sud... Nous nous sommes tous rendus à Al-Majalah, simplement pour démontrer aux médias que notre gouvernement profère des mensonges. La catastrophe d'Al-Majalah est le fait des Américains, et il n'y avait là aucun membre d'Al-Qaïda.»

Ben Fareed souhaite rassembler à Al-Majalah des dizaines de milliers de Yéménites de partout au pays, en solidarité avec les victimes des tirs de missiles. Un de ses domaines se trouvant à quelque 160 kilomètres du village exsangue, il invite les chefs en visite à y passer la nuit afin que tous puissent se rendre en bloc à la manifestation, prévue pour le lendemain.

Vers 21 h 30, alors que les cheikhs finissent leur dîner et discutent de la logistique de l'événement, un garde s'approche de Ben Fareed et lui murmure qu'une demi-douzaine d'hommes viennent d'arriver. «Ils veulent vous voir», dit-il à son maître, qui fait signe à son personnel de les laisser entrer. «Mais ils sont lourdement armés de mitrailleuses, de grenades à main et de lance-roquettes», ajoute-t-il. «C'est sans importance», lui répond

Ben Fareed. «Nous sommes équipés comme eux. Ce ne sont pas des ennemis.»

Les hommes, jeunes, élégamment vêtus et bien coiffés, entrent dans la maison et font un brin de causette. Ben Fareed s'enquiert de leurs noms. Il ne les a jamais rencontrés, mais connaît leurs tribus. Il leur demande ce qu'ils font dans la vie. Les hommes se regardent en riant. «Nous sommes sans emploi», répond l'un d'eux. «On dit que nous sommes membres d'Al-Qaïda.» «Vraiment?» demande Ben Fareed. Les visiteurs finissent par admettre leur appartenance à l'organisation. «Il n'y a pas le moindre Américain, le moindre Israélien ou le moindre Britannique ici, au Shabwah», les sermonne le cheikh. «Vous nuisez beaucoup à votre peuple. Vous nous donnez mauvaise réputation. Si vous voulez combattre les Israéliens, je peux vous payer des billets d'avion et vous envoyer en Palestine.»

Ben Fareed est en train de perdre patience. «Que puis-je faire pour vous?» demande-t-il aux visiteurs. Ces derniers lui répondent qu'ils ont eu vent de la tenue d'une manifestation le lendemain à Al-Majalah et souhaitent s'adresser aux participants. «Si vous y venez en tant que simples membres de vos tribus, vous êtes les bienvenus, mais pas à titre de représentants d'Al-Qaïda», leur lance Ben Fareed. «Non. Nous voulons prononcer un discours où il sera question d'Al-Qaïda», rétorque un des hommes. Ben Fareed explose: «Alors vous êtes des idiots! De vrais idiots! Le rassemblement vise à prouver au monde qu'il n'y avait pas de [base d']Al-Qaïda [à Al-Majalah] et que les personnes tuées étaient innocentes.» Il prévient ses visiteurs impromptus que, s'ils se présentent, «les médias diront que nous sommes tous membres d'Al-Qaïda», puis les exhorte de rester chez eux. «Si vous venez et que vous êtes encore en vie au bout de trois jours, vous pourrez me raser la barbe.» Il s'agit là d'un sérieux avertissement. Selon les coutumes tribales yéménites, un homme qui se fait raser la barbe en public par un autre homme est humilié à vie. Ben Fareed se trouve ainsi à informer les jeunes militants d'Al-Qaïda qu'il entend les faire tuer s'ils osent mettre les pieds à Al-Majalah.

À 4 h 30 le lendemain matin, Ben Fareed et les dizaines de chefs tribaux qu'il a accueillis chez lui prennent la route en direction d'Al-Majalah. À leur arrivée, des dizaines de milliers de Yéménites sont déjà sur place. Des tentes ont été montées, et des voitures garées s'étendent à perte de vue. «Selon nos estimations, le rassemblement a attiré de 50 000 à 70 000 personnes, voire davantage selon certains», affirme Ben Fareed. Alors que ce dernier se trouve dans une grosse tente à passer en revue le programme de la journée, ses gardes font irruption et l'informent que les militants d'Al-Qaïda venus chez lui la veille sont en train de prononcer un discours, mégaphone à la main, debout sur une voiture. Ben Fareed s'empare immédiatement de sa mitrailleuse et se précipite à l'extérieur de la tente. Ses hommes le retiennent. «Soit ils me tuent, soit je les tue», lance-t-il. «Je les ai prévenus.» Il est trop tard. Les hommes d'Al-Qaïda ont atteint leur but.

Un des militants, Muhammad Al-Kilwi, est en train de haranguer une partie de la foule massée en périphérie de la manifestation. Portant une veste militaire, l'homme à la barbe teinte au henné déclare que «le combat d'Al-Qaïda au Yémen vise les États-Unis, et non l'armée yéménite». Flanqué de ses acolytes armés de carabines, Al-Kilwi jure de venger les morts d'Al-Majalah. «Nous en avons contre les Américains et leurs laquais.» Aussitôt l'allocution terminée, le jeune militant et sa bande remontent à bord de leur véhicule et disparaissent dans les montagnes. Ce soir-là, une vidéo du discours est mise en ligne et fait le tour du monde. On y présente la manifestation de Ben Fareed comme un rassemblement d'Al-Qaïda. La pire crainte du notable s'est concrétisée.

«Ils ont vraiment gâché notre manifestation!» raconte Ben Fareed. Quelques jours plus tard, il obtient néanmoins vengeance quand les militants qui ont détourné l'événement sont tués par un missile de croisière lancé par les forces américaines. Il est possible que ces dernières les aient traqués dès leur départ du rassemblement, pense Ben Fareed. «Ils sont morts», constate-t-il. «Chacun d'eux.»

*

* *

Au Yémen, l'indignation suscitée par le bombardement d'Al-Majalah fait tache d'huile, exacerbée par l'hypothèse voulant que les États-Unis en soient les auteurs. Le Parlement yéménite décide d'ouvrir une enquête sur place. À son arrivée au village, la délégation «constate que toutes les maisons et leur contenu ont brûlé, et qu'il reste seulement des traces d'ameublement» ainsi que des «taches de sang des victimes, des trous résultant des bombardements […] et quelques bombes non explosées». L'enquête confirme que les frappes ont causé la mort de 41 membres de deux familles, dont 14 femmes et 21 enfants; certaines victimes dormaient au moment où les missiles sont tombés. Le gouvernement Saleh persiste à soutenir que 14 agents d'Al-Qaïda ont péri, mais les enquêteurs du Parlement soulignent que celui-ci n'est en mesure de divulguer l'identité que d'un seul d'entre eux, Al-Kazemi, le «chef» que la liste du JSOC désigne sous le nom d'«Objectif Akron». Divers journalistes et analystes yéménites se demandent comment on a pu qualifier Al-Kazemi de dirigeant d'Al-Qaïda, soulignant que ce vétéran des guerres d'Afghanistan, plutôt âgé, jouait un rôle mineur dans l'organisation.

«L'implication des États-Unis a suscité une sympathie pour Al-Qaïda chez le citoyen ordinaire», confie un haut fonctionnaire yéménite au *New York Times.*

Le 21 décembre, l'ambassadeur des États-Unis à Sanaa Stephen Seche fait parvenir un câble diplomatique à Washington. Abordant le sujet des frappes, il constate que le gouvernement du Yémen «semble peu préoccupé par les fuites qui font état du rôle des États-Unis et par l'attention courroucée des médias à l'égard des victimes civiles». Le vice-premier ministre Rachad Al-Alimi a tenté de rassurer le diplomate américain: «Nous pourrions justifier les indices d'une participation directe de Washington, tels les fragments de munitions américaines trouvés sur les lieux, en les

présentant comme des débris de matériel que nous aurions acheté des États-Unis.» Mais Washington et Sanaa savent bien que les forces de Saleh ne disposent pas de bombes de ce type. Dans son message, Seche soutient que le Yémen «devrait réfléchir sérieusement à la position qu'il défend publiquement et se demander si son adhésion à la thèse des frappes unilatérales ne risque pas, dans l'éventualité où celle-ci serait réfutée par de nouvelles preuves, de nuire à l'appui populaire aux opérations antiterroristes légitimes et urgentes».

Quelques mois après les frappes, Amnistie internationale publie des photos attestant l'origine américaine des missiles et des sous-munitions. Le Pentagone ne donne pas suite aux demandes de l'organisme à ce propos. «Mener une telle opération militaire à l'encontre de présumés militants sans avoir d'abord tenté de les capturer est, au bas mot, illégal», affirme Philip Luther, directeur adjoint du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnistie internationale. «Le grand nombre de femmes et d'enfants parmi les victimes démontre le caractère complètement irresponsable de l'attaque.» Amnistie internationale précise que ni les États-Unis ni le Yémen n'ont signé la Convention sur les armes à sous-munitions, un traité visant l'interdiction des armes mêmes qui ont servi lors des frappes. Sans confirmer que l'opération a été lancée par Washington, des responsables américains s'exprimant sous le couvert de l'anonymat «invoquent une indisponibilité des ressources» pour justifier le recours à des missiles de croisière: «Les drones de combat de la CIA étant monopolisés par la campagne de bombardement au Pakistan, seuls des missiles de croisière étaient disponibles», affirment-ils.

Selon ce que rapporte l'ambassadeur américain, des membres de la haute fonction publique yéménite auraient remis 100 000 dollars au gouverneur de la province d'Abyan pour qu'il dédommage les blessés et les familles des morts. S'exprimant eux aussi sous le couvert de l'anonymat, des responsables américains de la lutte antiterroriste défendent les frappes. L'un d'eux déclare au *New York Times* qu'elles ont été «menées de façon

très méthodique» et que les rapports faisant état de victimes civiles sont «nettement exagérés». Le journaliste Daniel Klaidman précise cependant que Jeh Johnson, l'avocat général du Pentagone qui a autorisé les frappes, a commenté en ces termes son rôle dans l'attaque contre Al-Majalah: «Si j'étais catholique, je devrais aller à confesse.» De son côté, Saleh fait part à Washington de son souhait de voir de telles opérations «se poursuivre jusqu'à ce que ce fléau soit éradiqué». Le vice-premier ministre Al-Alimi, lui, ajoute que le Yémen «"doit maintenir le statu quo" relativement à la négation officielle de l'implication américaine afin que de nouvelles "opérations concrètes" puissent être lancées contre AQPA», lit-on dans un câble diplomatique envoyé quatre jours après l'attaque. Le ministre yéménite des Affaires étrangères Abou Bakr Al-Qirby invite pour sa part les États-Unis à «rester discrets» sur leur rôle dans les frappes, précisant qu'ils «devraient continuer à acheminer les demandes d'information au gouvernement du Yémen, à attirer l'attention sur les capacités antiterroristes [de l'État yéménite] et à insister sur le fait qu'Al-Qaïda ne menace pas seulement l'Occident, mais aussi le Yémen». Et, à l'écart de ce débat, pendant que les diplomates américains continuent à élaborer une couverture avec leurs homologues yéménites, on s'affaire à planifier de nouvelles opérations.

L'implication des États-Unis dans les frappes ne sera révélée que par des fuites, mais il est facile de savoir qui mène le jeu. Devant les demandes d'explications du Parlement yéménite à propos du massacre d'Al-Majalah, le vice-premier ministre propose une version remaniée des faits: «Les forces de sécurité du Yémen ont mené ces opérations, qui s'inscrivent dans notre combat contre le terrorisme, avec l'aide des services de renseignement saoudien et américain.» Bien qu'elle soit un peu plus proche de la réalité, cette interprétation des événements demeure fausse. L'opération a consisté en des «tirs de missiles de croisière conjugués à l'action d'unités militaires au sol», affirme Sebastian Gorka, instructeur ayant formé des soldats yéménites à l'université des opérations spéciales interarmées du SOCOM.

«L'administration Obama a voulu envoyer un message très clair quant au sérieux de son intention d'aider le Yémen à anéantir les installations d'Al-Qaïda se trouvant sur son territoire. La tâche a été accomplie en bonne partie par les États-Unis, qui ont cependant pu compter sur le soutien massif du gouvernement yéménite.»

Lors du raid terrestre qui a suivi la frappe du 17 décembre dans le district d'Arhab, près de Sanaa, les forces spéciales yéménites associées au JSOC ont débusqué un aspirant kamikaze d'Al-Qaïda qui portait encore sa veste-suicide, révèlent des officiers de haut rang des forces armées et du renseignement. On l'a capturé et interrogé, ce qui a permis aux États-Unis d'obtenir ce qu'ils croient être des renseignements exploitables. Une semaine après les frappes aériennes meurtrières de la province d'Abyan et les raids terrestres de la banlieue de Sanaa, le président Obama autorise une nouvelle opération, fondée en partie sur les renseignements soutirés au prisonnier d'Arhab. Cette fois, la cible est un citoyen américain.

Chapitre 31

«Les Américains veulent vraiment tuer Anwar»

YÉMEN, FIN 2009-DÉBUT 2010 — Nasser Al-Awlaki n'a pas parlé à son fils depuis le mois de mai. Le 20 décembre 2009, il reçoit un appel du président Saleh qui lui scie les jambes. «Il m'a téléphoné à 15 h pour me demander si j'avais appris la nouvelle», se rappelle Nasser. «Quelle nouvelle?» lui ai-je demandé. Il m'a répondu: «Il y a quatre heures, votre fils a été abattu par un avion américain.» «Quel avion américain? Où ça?» Saleh lui indique l'endroit, dans une zone montagneuse de la province de Shabwah. Nasser communique aussitôt avec les chefs tribaux de cette région pour en savoir plus. Aucune attaque aérienne n'a été rapportée. «Je ne sais pas pourquoi le président m'a transmis cette information», racontera plus tard Nasser. Selon ce dernier, les Américains avaient bel et bien averti Saleh qu'ils allaient frapper Anwar ce jour-là, mais l'opération avait été annulée pour une raison ou une autre. Quoi qu'il en soit, aucun doute ne subsiste: «Les Américains veulent vraiment tuer Anwar.»

Quatre jours après l'appel du président Saleh, soit le 24 décembre, les forces américaines lancent une frappe aérienne dans la vallée de Rafad, située à quelque 700 km au sud-est de Sanaa dans la province de Shabwah. Selon les rapports officiels, les services de renseignement américain et yéménite ont indiqué qu'Al-Awlaki y rencontre les deux plus importants dirigeants d'AQPA, Nasir Al-Wuhayshi, ancien secrétaire particulier de Ben Laden, et Saïd Ali Al-Shihri, chef d'AQPA. Les autorités yéménites

allèguent que la rencontre a pour but de «planifier une attaque contre des infrastructures pétrolières au Yémen et à l'étranger».

Ces attaques aériennes font 30 morts, et les médias rapportent qu'Al-Awlaki et 2 dirigeants d'Al-Qaïda y ont perdu la vie. Lors d'émissions d'information, d'anciens agents du renseignement et des «experts» du Yémen qualifient l'opération d'«énorme victoire dans la lutte contre Al-Qaïda au Yémen». Un ancien haut fonctionnaire confie au *Washington Post* sous le couvert de l'anonymat que l'administration Obama n'a aucun scrupule à cibler un citoyen américain soupçonné de faire partie d'Al-Qaïda: «Cela ne change rien […], car ils font alors partie de nos ennemis.» Le fait que le président Obama ait autorisé une attaque meurtrière contre un citoyen américain ne soulève pratiquement aucune critique, tant de la part des républicains que des démocrates.

Bien que certains comptes rendus présentant les frappes aériennes comme des opérations menées par les États-Unis paraissent dans les médias, principalement à la suite de fuites de la part de responsables américains désireux de prouver qu'ils combattent réellement Al-Qaïda, ni la Maison-Blanche ni le Pentagone ne revendiquent ces attaques. «Même si, jusqu'à présent, les autorités américaines ont en grande partie échappé à la critique, des fuites répétées en provenance de Washington et une couverture médiatique internationale des interventions américaines risqueraient de provoquer au Yémen un ressentiment à l'égard des États-Unis», peut-on lire dans un câble diplomatique adressé à Washington par l'ambassade américaine à Sanaa.

Nasser surveille les bulletins d'information au sujet de l'assassinat de son fils. Il réussit à joindre un chef tribal qui est en contact avec Anwar. «On m'a informé ce jour-là que mon fils n'avait pas été tué», se rappelle-t-il. Lorsqu'un journaliste du *Washington Post* communique avec lui pour lui demander de commenter la mort de son fils, Nasser lui répond qu'Anwar est toujours en vie. Entre-temps, CBS News apprend de source yéménite que non seulement Al-Awlaki est bien vivant, mais que les attaques

aériennes ont eu lieu «loin de sa maison, et qu'il n'avait aucun lien avec les victimes». Qu'ils aient été ou non présents lors des frappes, Al-Wuhayshi et Al-Shihri n'y ont pas succombé eux non plus.

«Ils ont décidé de tuer [Anwar] à la fin de 2009», affirme Nasser, qui ajoute: «Est-ce légal pour les États-Unis d'assassiner un de leurs citoyens sans procès digne de ce nom? Un avocat américain compétent peut-il me confirmer que son gouvernement a le droit de tuer un citoyen américain sous prétexte que ses propos dénoncent le gouvernement ou les soldats américains? Je ne suis pas un spécialiste de la Constitution américaine, mais je ne crois pas qu'elle permette d'abattre un citoyen américain parce qu'il tient un discours hostile à son pays.»

Pendant que le gouvernement américain pourchasse Al-Awlaki du haut des airs, le journaliste yéménite Abdulelah Haider Shaye réussit à obtenir de lui une entrevue exclusive, laquelle sera diffusée aux quatre coins du globe et traduite en plusieurs langues. Aux États-Unis, les journaux et les principaux réseaux de télévision en font un compte rendu. Loin de faire preuve d'empathie, Shaye se montre dur et déterminé à obtenir des réponses à ses questions: «Comment pouvez-vous approuver le geste [du soldat] Nidal Hasan, qui a trahi la nation américaine? Pourquoi avoir loué ses actes? Avez-vous été impliqué directement dans cette fusillade?» Le journaliste fait en outre ressortir les contradictions d'Al-Awlaki par rapport à ses entrevues antérieures.

Soumis à cet interrogatoire, Al-Awlaki justifie longuement sa réaction à la tuerie de Fort Hood, confiant à Shaye qu'il entend «clarifier» sa position concernant l'action de Hasan. «Je n'ai pas recruté Nidal Hasan; ce sont les forces criminelles et injustes des États-Unis qui l'ont fait, ce que ceux-ci refusent d'admettre. Ils ne reconnaissent pas que la réaction de Nidal, ainsi que de milliers de musulmans qui combattent les États-Unis, est le fruit de leur politique oppressive contre le monde islamique. […] Avant d'être Américain, Nidal Hasan était musulman; fils de Palestiniens, il a été témoin de l'oppression que les juifs font subir à son peuple, avec la protection et le soutien des États-Unis. Oui, j'ai peut-être influencé l'orientation

intellectuelle de Nidal, mais sans plus, et je ne cherche pas ici à me dissocier d'une action qui irait à l'encontre de mes convictions; au contraire, ce serait un honneur pour moi d'y avoir joué un rôle plus important.»

Al-Awlaki fournit à Shaye ses échanges par courriel avec Hasan pour lui permettre de tirer ses propres conclusions. «Je vous la confie pour publication parce que l'administration américaine en a interdit la diffusion», précise l'imam. «Mais pourquoi veulent-ils la taire? Cherchent-ils à masquer leur négligence en matière de sécurité, ou le fait que Nidal Hasan était un homme de principe désireux de servir l'islam? Veulent-ils présenter son geste comme un acte individuel spontané, sans aucun lien avec les actions criminelles de l'armée américaine?» Al-Awlaki souligne que le gouvernement américain a intercepté sa correspondance avec Hasan, y compris le premier message, envoyé par le jeune militaire un an avant la fusillade de Fort Hood, dans lequel il «demandait s'il était légitime d'assassiner des soldats ou des officiers américains». L'imam ajoute que les messages en question font ressortir les ratés du renseignement américain. «Où donc se trouvaient les forces de sécurité américaines qui se sont un jour targuées de pouvoir lire le numéro de n'importe quelle plaque d'immatriculation du haut des airs, partout dans le monde?»

Shaye a déjà causé des ennuis aux gouvernements américain et yéménite en faisant état du rôle joué par les États-Unis dans le bombardement d'Al-Majalah et d'autres attaques. Voilà maintenant qu'il rencontre Anwar Al-Awlaki, lui offrant une occasion de diffuser son message. Shaye est un journaliste consciencieux, à l'affût des faits importants se déroulant dans son propre pays. Et, bien que ses entrevues fournissent des munitions au milieu du renseignement et aux autorités américaines dans leur campagne visant à éliminer Al-Awlaki, il reste perçu comme une menace par les États-Unis.

Entre-temps, Al-Awlaki devient vite une célébrité. Dans la foulée des attentats et des raids perpétrés au mois de décembre, les médias et le Congrès américain prennent graduellement conscience d'une évidence: les

États-Unis sont sur le point de lancer une guerre secrète au Yémen. Le jour de Noël 2009 sera marqué par des événements qui secoueront le pays tout entier.

*

* *

Barack Obama et sa famille entonnent des chants de Noël à Hawaï quand un conseiller du président interrompt leurs festivités; il attire Obama à l'écart pour lui annoncer qu'il a reçu un appel urgent de la part de John Brennan, son conseiller principal en matière de lutte antiterroriste.

Quelques heures plus tôt, à l'aéroport d'Amsterdam-Schiphol, un jeune Nigérian du nom d'Umar Farouk Abdulmutallab est monté à bord d'un avion de Northwest Airlines assurant le vol numéro 253. Il fêtait ses 23 ans, 3 jours auparavant. Vers 8 h du matin, heure locale, il a franchi l'allée centrale pour s'installer dans le siège 19A; à 8 h 45, l'avion décollait en direction de Détroit. Le père d'Abdulmutallab, Alhaji Umaru Mutallab, homme d'affaires à la retraite et ancien commissaire au développement économique du Nigéria, est l'un des hommes les plus riches du continent africain.

Le Yémen se trouve sur le chemin ayant conduit ce jeune Nigérian bien nanti au vol 253. Avant d'y arriver, Abdulmutallab fréquente des écoles privées réservées à l'élite à Lomé, au Togo, où il se fait connaître comme un fervent musulman. Un de ses professeurs le qualifie même d'«élève idéal». En 2005, il consacre une partie de son année à l'étude de l'arabe à Sanaa, et, à l'instar de bon nombre de personnes surveillées par les forces antiterroristes américaines, il assiste à des cours donnés à l'université Al-Iman. Plus tard la même année, il déménage à Londres, où il s'inscrit à l'université. Il est élu président de la société islamique de l'University College de Londres et participe à des manifestations non violentes contre les guerres que livrent les États-Unis et la Grande-Bretagne dans les pays

musulmans. Il organise également une conférence pour condamner la «guerre contre le terrorisme».

À deux occasions au moins, Abdulmutallab se rend aux États-Unis, et, en 2008, il obtient un visa pour séjours multiples. En août 2008, il assiste à des cours donnés dans un institut islamique au Texas, puis retourne au Yémen pour étudier l'arabe. Au cours de cette période, le père d'Abdulmutallab décrit son fils comme étant de plus en plus radical, obsédé par la charia et ce qu'il appelle «l'islam authentique». Puis, on perd sa trace. Très inquiet, son père se rend le 19 novembre 2009 à l'ambassade américaine au Nigéria, où il rencontre deux agents américains — qui, apprendra-t-il plus tard, font partie de la CIA. Il les informe que son fils est porté disparu au Yémen. Lors de cette rencontre, il parle des «convictions religieuses radicales» de son fils.

Au moment où l'avion du vol 253 amorce sa descente vers Détroit, Abdulmutallab, se plaignant d'avoir mal au ventre, se rend aux toilettes, où il reste une vingtaine de minutes. De retour à son siège, il s'enveloppe d'une couverture. Quelques instants plus tard, des passagers disent avoir entendu un bruit semblable à celui d'un pétard. En une fraction de seconde, les pantalons du jeune homme prennent feu, de même qu'une partie du revêtement intérieur de l'avion. Un passager lui saute dessus, et des agents de bord se précipitent pour éteindre l'incendie. Selon les témoins, lorsque l'un d'eux demande à Abdulmutallab ce qu'il cache dans ses pantalons, il répond: «Un engin explosif.»

En ce matin de Noël, pendant qu'aux quatre coins des États-Unis les familles déballent leurs cadeaux et se préparent à célébrer, la nouvelle d'une tentative d'attentat dans un avion de ligne américain se répand. Quand on apprend qu'il avait dissimulé des explosifs dans son pantalon, Abdulmutallab est vite surnommé «Underwear Bomber» (kamikaze aux sous-vêtements piégés). On ne tarde pas à monter en épingle ses liens avec le Yémen, particulièrement en ce qui a trait à la possibilité d'une implication d'AQPA. La présence de PETN dans les explosifs transportés par

le Nigérian est citée comme preuve de la complicité d'Ibrahim Asiri, qui a fabriqué à partir de PETN la bombe utilisée par son frère lors de la tentative d'assassinat du prince Ben Nayef quelques mois auparavant.

Alors que l'administration Obama s'empresse de réagir, le milieu du renseignement américain et les membres républicains du Congrès multiplient les fuites, et Abdulmutallab ne tarde pas à être présenté comme un agent d'AQPA envoyé en mission suicide par Anwar Al-Awlaki. Des agents du renseignement yéménite affirment aux autorités américaines que le jeune homme s'est rendu en octobre 2009 dans la province de Shabwah, où il aurait eu des rapports avec des membres d'AQPA. Selon une source du gouvernement américain, la NSA aurait intercepté une communication verbale entre Abdulmutallab et Al-Awlaki au cours de l'automne 2009 et conclu qu'Al-Awlaki «a contribué à faciliter les déplacements et les séjours de cet individu au Yémen. Cette aide a pu prendre la forme d'un entraînement, nous en ignorons la nature exacte», a déclaré la même source au *Washington Post,* sous le couvert de l'anonymat.

Un chef tribal de Shabwah, Mullah Zabara, rapporte par la suite avoir vu le jeune Nigérian à la ferme de Fahd Al-Quso, co-auteur présumé de l'attentat contre le *USS Cole*. «Il arrosait des arbres», raconte Zabara. «Quand j'ai aperçu [Abdulmutallab], j'ai demandé à Fahd qui il était.» Celui-ci lui a répondu que le jeune homme venait d'une autre région du Yémen, mais Zabara savait bien que c'était faux. «Quand je l'ai vu à la télé, Fahd m'a alors dit la vérité.»

Le rôle d'Al-Awlaki dans l'attentat de Noël n'est pas clair. Il prétendra plus tard qu'Abdulmutallab était l'un de ses «étudiants». Selon des sources tribales du Shabwah, des agents d'Al-Qaïda ont demandé à Al-Awlaki de servir de conseiller spirituel à Abdulmutallab, mais l'imam n'aurait pas été impliqué dans ce complot. Tout en applaudissant à l'attentat, Al-Awlaki affirmera n'avoir participé ni à sa conception, ni à sa planification. «Oui, nous avons été en contact, mais je n'ai émis aucune fatwa l'autorisant à mener cette opération», confiera-t-il à Abdulelah Haider Shaye lors d'une

entrevue diffusée sur Al-Jazeera quelques semaines après la tentative d'attentat. «J'approuve le geste d'Umar Farouk, car je vois mes frères se faire tuer en Palestine depuis plus de 60 ans, et d'autres en Irak et en Afghanistan. Des missiles américains ont aussi abattu des femmes et des enfants de ma tribu, alors, après cela, ne me parlez pas d'Al-Qaïda qui aurait fait sauter un avion civil. Trois cents Américains ne sont rien en comparaison des milliers de musulmans qui ont été assassinés.»

Shaye insiste sur le fait que l'attentat commis par Abdulmutallab visait un avion de ligne civil. «Vous avez justifié le geste de Nidal Malik Hasan en disant que sa cible était militaire et non civile. Or l'avion visé par Umar Farouk Abdulmutallab était civil, ce qui signifie que c'était la population américaine qui était dans sa mire.» «J'aurais préféré qu'il s'agisse d'un appareil ou d'une cible militaire», lui répond Al-Awlaki, qui ajoute toutefois: «Les Américains vivent dans un système démocratique et doivent donc être tenus responsables des politiques de leur pays. Ils ont voté deux fois pour Bush, un criminel, et ont élu Obama, qui ne diffère pas de Bush: lors de ses premières déclarations, il a affirmé qu'il n'abandonnerait pas Israël. Or, d'autres candidats, opposés à la guerre, ont brigué les suffrages lors des élections américaines, mais ont récolté très peu de votes. Les citoyens américains prennent part à tous les actes criminels de leur gouvernement. S'ils s'y opposent, qu'ils le prouvent en changeant de gouvernement! Ils paient les impôts consacrés à l'armée, où ils envoient leurs fils. Voilà pourquoi ils ont leur part de responsabilité.»

Peu après la tentative d'attentat du 25 décembre, AQPA diffuse sur internet une déclaration faisant l'éloge d'Abdulmutallab, qu'elle présente comme un héros ayant «franchi tous les dispositifs de sécurité modernes et sophistiqués dont disposent les aéroports du monde» et «atteint sa cible». L'organisation souligne avec fierté que «les frères moudjahidines du service de production» ont fabriqué la bombe, qui n'a pas explosé en raison d'une «erreur technique». Quatre mois après l'attentat, AQPA diffuse une vidéo montrant Abdulmutallab dans un camp d'entraînement yéménite, armé d'une kalachnikov et portant un keffieh. On y voit des hommes masqués qui

entraînent des recrues en direct: des agents d'AQPA mitraillent un drone survolant leurs têtes. À la fin, Abdulmutallab lit un texte en arabe faisant l'apologie du martyre. «Vous, frères musulmans de la péninsule arabique, avez le droit de prendre part au djihad, car l'ennemi se trouve sur votre territoire», proclame-t-il, vêtu de blanc et assis devant un drapeau et un fusil. «Dieu a dit que si vous ne vous défendez pas, Il vous punira et vous remplacera.»

L'attentat de Noël donne des munitions aux républicains et à d'anciens hauts fonctionnaires de l'administration Bush, qui accusent le président Obama et son équipe chargée de la sécurité nationale d'avoir ignoré les nombreux signaux d'alarme grâce auxquels ils auraient pu empêcher l'attentat. Ils soutiennent que la démarche du père d'Abdulmutallab auprès de l'ambassade d'Abuja, au Nigéria, aurait dû être prise plus au sérieux. Un agent du renseignement rejette ces remontrances, affirmant au *Newsweek*: «Bien que l'heure soit aux explications après-coup et aux soupçons, je n'ai vu dans cette rencontre à l'ambassade d'Abuja aucun indice qui eût pu justifier l'inscription d'Abdulmutallab sur la liste d'interdiction de vol. Nous avions affaire à un jeune homme de plus en plus dévot, qui tournait le dos au mode de vie opulent de sa famille. Cela ne faisait de lui ni un saint François, ni un tueur fou. Chaque détail, bien sûr, revêt une autre signification quand vous connaissez la suite, comme tout le monde maintenant.»

Les républicains se servent aussi de l'incident pour tourner en dérision le «pacifisme naïf» d'Obama. «L'administration Obama, à mon avis, a voulu minimiser l'importance de la menace terroriste en disant qu'elle n'utiliserait plus le terme "terrorisme" et parlerait plutôt de "catastrophes d'origine humaine"», affirme sur un ton moqueur Pete Hoekstra, alors responsable de la commission spéciale de la Chambre des représentants sur le renseignement, qui s'exprime à Fox News deux jours après l'attentat raté. Le 30 décembre, l'ancien vice-président Cheney décoche une autre attaque cinglante contre Obama. «À voir la tournure des événements au cours des

derniers jours, il apparaît clairement, encore une fois, que le président Obama tente de faire croire que nous ne sommes pas en guerre […] en réagissant de façon discrète à un attentat visant à faire sauter un avion de ligne et à tuer des centaines de personnes», lance-t-il. «Il semble croire qu'en accordant à des terroristes les droits dévolus aux citoyens américains et en les informant de ces droits, nous éviterons le pire.» L'attaque de Cheney est aussi audacieuse qu'hypocrite. En effet, lorsque Richard Reid, surnommé l'«homme à la chaussure piégée», a pareillement tenté de faire sauter un avion, Rumsfeld a déclaré que le dossier relevait du système judiciaire et l'administration Bush a poursuivi l'homme devant les tribunaux. En outre, alors qu'Obama a réagi prestement au geste d'Abdulmutallab, il avait fallu six jours au président Bush pour s'occuper de la tentative d'attentat de Reid.

Cheney enfoncera le clou en affirmant plus tard qu'Obama «semble croire qu'il suffit de rayer l'expression "guerre antiterroriste" de son vocabulaire […]. Mais nous sommes en guerre, et le président Obama met notre sécurité en péril en prétendant le contraire». Cette déclaration de Cheney est pourtant à mille lieues de la réalité. Obama a déjà bombardé le Yémen plus souvent au cours de sa première année à la Maison-Blanche que ne l'ont fait Bush et Cheney durant tout leur mandat de huit ans. «Bon nombre des crétins que j'ai entendus sur les réseaux d'information montrent qu'ils ne savent pas de quoi ils parlent», fulmine Brennan lors d'une entrevue accordée au *New York Times*. «Quand ils disent que l'administration n'est pas en guerre contre Al-Qaïda, ils débitent des inepties. Ainsi, tout ce qu'ils font, c'est faciliter la tâche à Al-Qaïda, qui ne demande pas mieux que de nous voir nous quereller plutôt que de lui prêter attention.» Lors de sa cérémonie d'entrée en fonction, Obama a déclaré: «Notre pays est en guerre contre un important réseau de violence et de haine.» Et en dépit des allégations tapageuses de Cheney, il ne fait aucun doute qu'Obama perçoit la présence d'Al-Qaïda au Yémen comme une cible prioritaire.

Tout en réagissant à l'attentat de Noël sous maints regards inquisiteurs, l'administration Obama intensifie l'action militaire américaine contre AQPA. «Nous assurons une plus grande présence des forces spéciales, des Bérets verts et des agents de renseignement [dans ce pays], et cela s'impose», déclare le sénateur Joe Lieberman à Fox News. Lieberman, qui s'est rendu au Yémen durant le mois d'août, affirme: «À Sanaa, un membre de notre gouvernement m'a déclaré: "L'Irak était la guerre d'hier. L'Afghanistan, c'est la guerre d'aujourd'hui. Et si nous n'agissons pas de manière préventive, le Yémen sera la guerre de demain." C'est le danger auquel nous faisons face.» À l'instar de Cheney, Lieberman ne semble pas au courant des dernières nouvelles: la guerre du Yémen est déjà bel et bien enclenchée.

*

* *

Au début de l'année 2010, l'administration Obama persiste à minimiser le rôle des États-Unis au Yémen. Des représentants américains répètent à l'envi qu'ils ne font que soutenir les opérations antiterroristes du gouvernement yéménite. «Les gens me demandent si nous déployons des troupes au Yémen», rapporte l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major des armées, lors d'une conférence donnée le 8 janvier à l'école de guerre maritime des États-Unis. «À vrai dire, cela ne fait pas partie de nos plans; il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un pays souverain, qui a le droit d'accepter ou de refuser la présence d'étrangers sur son territoire.» Le président lui-même reprend la même rengaine deux jours plus tard: «Au cours de la dernière année, nous avons pris conscience du problème croissant que pose la présence d'Al-Qaïda au Yémen», déclare-t-il le 10 janvier. «Nous avons donc décidé de collaborer avec le gouvernement yéménite pour repérer ces cellules et camps d'entraînement terroristes de façon plus organisée et soutenue.» Obama conclut effrontément: «Je n'ai pas l'intention d'intervenir sur le terrain.» De la part d'un commandant en chef qui, depuis

un an, ne cesse d'accroître la présence de troupes pleinement opérationnelles en sol yéménite, cette affirmation a de quoi surprendre. Bien que les États-Unis laissent peu de traces au Yémen, le JSOC y est actif, avec l'autorisation directe du président.

À Sanaa, le département d'État rapporte la «constante augmentation des effectifs militaires basés à l'ambassade [américaine]», laquelle s'inscrit dans l'accroissement de l'«empreinte militaire américaine». En vertu de la directive présidentielle de sécurité nationale n° 38, émise en 1982, l'ambassadeur américain doit autoriser l'admission de tout personnel entrant au Yémen. En juin 2010, l'ambassade rapporte qu'elle doit gérer un «flot quotidien d'offres de postes par l'armée américaine» et de demandes émanant d'employés du renseignement et de l'armée qui réclament un «laissez-passer» permettant une «affectation provisoire». L'agent de liaison du SOCOM auprès de l'ambassade est le lieutenant-colonel Brad Treadway, qui a joué un rôle semblable pour la Navy SEAL Team 6 en Irak dans les premières phases de l'invasion américaine. Ses fonctions le tiennent certainement très occupé, car les unités des forces spéciales arrivant en renfort se mettent à affluer. Fin janvier, soit depuis le bombardement effectué le 17 décembre à Al-Majalah, le JSOC a déjà mené plusieurs dizaines de raids et de frappes aériennes au Yémen. Un nombre effarant de personnes ont été tuées, et d'autres ont été capturées. Parallèlement, le JSOC commence à lancer ses propres drones en territoire yéménite. Ce qui a commencé par une journée de frappes concertées est en train de devenir une véritable campagne d'assassinats ciblés au Yémen, orchestrée par le JSOC.

«Après l'affaire d'Abdulmutallab, [le président Saleh] n'a guère eu d'autre choix que de soutenir davantage nos actions», se rappelle Emile Nakhleh, ex-cadre de la CIA. «Il a accepté de jouer le jeu, faisant mine de ne rien voir lorsque nous menions certaines opérations militaires ciblant des groupes radicaux sur son territoire. Quand on le mettait au pied du mur, il affirmait qu'il s'agissait de ses propres opérations. Il s'est vraiment prêté au jeu.» Tandis que les agences militaires et le renseignement américains

planifient d'autres frappes au Yémen, le général Petraeus se rend à Sanaa pour prendre part à une autre série de rencontres avec le président Saleh et les hauts dirigeants de l'armée et du renseignement yéménites, dans l'intention d'assurer la suite des opérations après les frappes de décembre et l'attentat raté de Noël. Le 2 janvier, Petraeus ouvre la rencontre en informant Saleh que les États-Unis ont décidé d'au moins doubler l'«aide relative à la sécurité» octroyée au Yémen. Entre autres, quelque 45 millions de dollars seront alloués à l'entraînement et à l'équipement des forces spéciales yéménites en vue d'effectuer des frappes aériennes contre AQPA. Saleh, pour sa part, fait la demande de 12 hélicoptères d'attaque, précisant que, si la «bureaucratie» américaine bloque le transfert des hélicoptères, Petraeus pourrait conclure une entente secrète avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis pour faciliter ce processus. Le général américain répond qu'il a déjà entrepris une négociation en ce sens avec les autorités saoudiennes.

Saleh confirme à Petraeus que les États-Unis peuvent déployer des aéronefs à voilure fixe en sol yéménite, «à l'abri des regards», et qu'il les autorise à lancer des attaques contre des membres d'AQPA s'ils disposent de renseignements exploitables. Officiellement, le Yémen s'oppose à ce que les forces américaines interviennent sur son territoire. «Vous ne pouvez pas avoir accès au théâtre des opérations: vous devez demeurer à votre base», déclare Saleh. Tous les participants à cette rencontre, toutefois, semblent avoir compris que, comme par le passé, cette «exigence» ne serait pas appliquée.

Tout en louant les frappes de décembre, Saleh «déplore» l'usage de missiles de croisière lors du bombardement d'Al-Majalah parce qu'ils n'ont «pas été très précis», peut-on lire dans un câble diplomatique américain émis ultérieurement. Lors de la rencontre, Petraeus affirme que «les seuls civils à avoir été tués sont l'épouse et les deux enfants d'un agent d'AQPA qui se trouvaient sur place», un mensonge éhonté. Le président yéménite exprime sa préférence pour les «bombes à guidage de précision» lancées à partir d'avions à voilure fixe. Il reconnaît même sa complicité de façon

explicite: «Nous continuerons à dire qu'il s'agit de nos bombes, pas des vôtres.» Le vice-premier ministre du Yémen, Rachad Al-Alimi, plaisante en disant qu'il a «menti» au Parlement yéménite en affirmant que les bombes qui ont frappé les provinces d'Arhab, d'Abyan et de Shabwah étaient de fabrication américaine, mais avaient été lancées par les autorités yéménites.

Peu après cette rencontre, Al-Alimi déclare à des journalistes yéménites: «Les opérations qui ont été menées […] relèvent à 100 % des forces yéménites. L'appareil de sécurité nationale s'est procuré un soutien, de l'information et une technologie qu'il ne pouvait trouver ici, se tournant notamment vers des pays alliés comme les États-Unis et l'Arabie saoudite.» Cette version des faits, toutefois, ne convainc guère les Yéménites. Selon Ahmed Al-Aswadi, un dirigeant du parti d'opposition Al-Islah, «la plupart des Yéménites» croient que les récentes frappes ont été «menées par les forces américaines», ajoutant que «la politique américaine dans cette région du monde est bien connue. Si le gouvernement [yéménite] ne donne pas suite aux demandes des États-Unis, ces derniers n'hésitent pas à avoir recours à leurs drones». Lors de sa rencontre avec Saleh, Petraeus déplore que «seulement 4 des 50 missions d'entraînement des forces aériennes yéménites que le JSOC avait planifiées ont été exécutées au cours de l'année précédente». Dans le cadre d'entrevues, des instructeurs des forces spéciales ayant travaillé au Yémen ont déclaré que les forces spéciales yéménites qu'ils entraînaient n'étaient pas assez combatives, ce qui nourrissait en eux le sentiment d'avoir à prendre la situation en main.

Début 2010, l'administration Obama revient sur sa décision de rapatrier plus de 30 Yéménites détenus à Guantanamo dont la libération avait été autorisée. «Étant donné l'instabilité qui règne [au Yémen], j'ai discuté avec le procureur général et nous avons décidé de ne pas rapatrier d'autres détenus au Yémen pour l'instant», déclare le président américain le 5 janvier. Les avocats de certains prisonniers yéménites jugent qu'il s'agit là d'une décision «inadmissible», qui «nuira considérablement au processus de fermeture de l'établissement de Guantanamo Bay, qui devait favoriser la

sécurité nationale, selon les affirmations répétées du président Obama». De toute évidence, la fermeture de cette prison, qui était pourtant un élément central de la campagne électorale d'Obama, est devenue beaucoup moins pressante que son programme de lutte antiterroriste au Yémen, une nation qui compte plus de détenus à Guantanamo que tout autre pays.

Au département d'État, Hillary Clinton déclare: «L'instabilité du Yémen menace la stabilité régionale et même mondiale.» Le 15 janvier, on autorise de nouvelles frappes aériennes visant des agents présumés d'Al-Qaïda. Les missiles détruisent entre autres deux véhicules. Quatre jours plus tard, soit le 19 janvier, le gouvernement américain inscrit officiellement AQPA sur la liste des «organisations terroristes étrangères». Le jour même, le Conseil de sécurité de l'ONU, sur la requête de l'ambassadrice des États-Unis Susan Rice, lui emboîte le pas. Selon P.J. Crowley, porte-parole du département d'État, cette initiative vise à «soutenir les efforts déployés par les États-Unis pour affaiblir cette organisation. Nous sommes déterminés à neutraliser la capacité d'AQPA de perpétrer de violents attentats, ainsi qu'à démanteler ses réseaux».

Le 20 janvier, de nouveaux tirs de missiles sont effectués contre des individus soupçonnés de faire partie d'AQPA dans la province de Marib. Comme dans le cas des frappes du 15 janvier, les autorités yéménites déclareront à tort y avoir éliminé certains dirigeants d'AQPA, dont Qasim Al-Rimi. Ces nouveaux assauts, qui touchent entre autres un convoi de véhicules, fournissent un autre indice de l'usage de drones de combat américains au Yémen. Selon des témoins, des villageois armés de canons antiaériens tentent d'abattre les avions qui les menacent.

Les deux missions effectuées le 15 et le 20 janvier auraient visé les chefs d'AQPA dans la province de Marib, en particulier le suspect Ayad Al-Shabwani. Durant l'opération du 20 janvier, le rédacteur en chef du *Yemen Post,* Hakim Almasmari, fait état de frappes aériennes soutenues. «Aujourd'hui, 17 raids ont eu lieu dans la région de Marib, dont la plupart ciblaient Al-Shabwani et ses amis», rapporte-t-il. «À ce jour, un seul

dirigeant d'Al-Qaïda a été tué. [Les forces de sécurité yéménites] ont déployé des troupes sur le terrain, mais elles ne sont pas responsables des attaques, qui sont généralement aériennes.»

Chapitre 32

«M. Obama, j'espère que vous allez reconsidérer votre ordre de tuer mon fils»

Washington, Yémen, début 2010. — En janvier 2010, les médias américains obtiennent des informations indiquant que le JSOC a officiellement inscrit Anwar Al-Awlaki sur sa liste d'objectifs de grande importance à capturer ou à tuer. La décision de viser un citoyen américain dans le cadre du programme d'assassinats ciblés a été prise à la suite d'une révision effectuée par le NSC, qui a donné son aval à la proposition d'éliminer Al-Awlaki. «La CIA comme le JSOC tiennent des listes d'individus appelés "objectifs de grande importance" ou "cibles de grande valeur" qu'ils cherchent à tuer ou à capturer», rapporte le *Washington Post*. «La liste du JSOC comprend les noms de trois Américains, dont celui d'Al-Awlaki, ajouté à la fin de l'année dernière. Depuis plusieurs mois, trois citoyens américains figuraient également sur la liste de la CIA, et un responsable du renseignement a indiqué que le nom d'Al-Awlaki vient d'être ajouté.»

Après la publication de l'article du *Washington Post* le 26 janvier, la CIA s'empresse de rétorquer qu'elle n'a pas ciblé Al-Awlaki dans le but de l'assassiner. Le *Washington Post* publie alors un rectificatif indiquant que «le JSOC tient une liste de cibles qui comprend plusieurs Américains». Cette argutie met en lumière l'avantage pour la Maison-Blanche de recourir aux services du JSOC pour le lancement d'opérations létales. «Considérant le fait que nous ne sommes pas en guerre, je pense qu'il s'agit là d'une légalité

douteuse», déclare le colonel Patrick Lang peu après que soit révélé l'ajout d'Al-Awlaki sur la liste des cibles du JSOC. «Il ne s'agit pas non plus d'un membre d'une force ennemie officiellement en guerre contre les États-Unis. J'aime que la loi soit appliquée lorsqu'il est question de guerre. Sans quoi les choses tournent vite très mal.» L'expert en droit constitutionnel Glenn Greenwald, pour sa part, émet la remarque suivante:

> De toute évidence, si les forces américaines combattent sur un vrai champ de bataille, elles ont (comme n'importe qui d'autre) le droit de tuer des combattants qui se battent activement contre elles, y compris des citoyens américains. Il s'agit là ni plus ni moins de l'essence même de la guerre. C'est pourquoi il est permis de tuer des combattants sur un champ de bataille dans une zone de guerre, mais pas, par exemple, de les torturer une fois qu'ils sont capturés et deviennent des détenus sans défense. Toutefois, il n'est pas question de combat dans le cas présent. Les personnes inscrites sur la liste de cibles sont susceptibles d'être tuées chez elles, dans leur lit, dans leur voiture, en compagnie d'amis ou de membres de leur famille, et ainsi de suite. Pire encore, l'administration Obama — tout comme celle de Bush qui l'a précédée — considère le monde entier comme un champ de bataille.

La représentante démocrate Jane Harman, qui préside alors le sous-comité du renseignement de la commission de la Chambre des représentants sur la sécurité intérieure, décrit Al-Awlaki comme étant «probablement la personne — le terroriste — représentant pour nous la plus grande menace». Elle ajoute que l'administration Obama a «clairement indiqué que les individus, américains ou non, qui tentent d'attaquer notre pays seront assurément traqués […]; ils sont des cibles pour les États-Unis». Le 3 février, l'amiral Dennis Blair, alors directeur du renseignement national, témoigne devant la commission spéciale de la Chambre des représentants sur le renseignement. Il confirme que l'administration Obama considère qu'elle a le droit de tuer des citoyens américains, précisant qu'«une décision visant l'utilisation de la force létale contre un citoyen américain nécessite une permission spéciale» et qu'«être citoyen des États-Unis n'empêchera pas un Américain d'être assassiné par des militaires ou des agents du renseignement à l'étranger s'il travaille avec des terroristes et planifie d'attaquer ses compatriotes.»

«Je ne sais pas à quel point les personnes qui s'intéressent à ces questions approuvent le fait de traiter un citoyen américain indifféremment

d'un non-citoyen», s'interroge Nakhleh, qui a quitté la CIA avant qu'Al-Awlaki ne soit inscrit sur la liste de cibles à assassiner du JSOC. «Chez ceux avec qui j'ai abordé le sujet, il existe un certain malaise quant au fait de s'en prendre à des citoyens américains sans leur intenter de procès en bonne et due forme.» L'administration Obama, elle, ne semble pas ressentir un tel malaise. Évoquant la relation que les États-Unis entretiennent avec le Yémen, grâce à laquelle ils peuvent agir à leur guise dans ce pays, un haut responsable de l'administration américaine mentionne au *Washington Post*: «Nous sommes très heureux de la tournure des événements.» Au Yémen, Nasser Al-Awlaki prend connaissance de cet article et décide d'écrire directement à Obama. Sa lettre, qui est relayée aux responsables du gouvernement des États-Unis par des journalistes américains, ne recevra jamais de réponse:

M. Barack Obama, président des États-Unis d'Amérique

J'ai été très content de votre élection à la présidence des États-Unis. En fait, je ne me suis pas endormi avant que vous n'ayez été déclaré président élu. J'ai lu votre livre intitulé *Les rêves de mon père,* et il m'a profondément touché. Vous savez qu'en 1966, alors que j'avais 30 ans, je suis moi-même allé aux États-Unis pour étudier l'agroéconomie grâce à une bourse Fulbright. Mon fils Anwar est mon aîné, et, lorsqu'il est né, en 1971, j'ai distribué de nombreux cigares à mes collègues et amis à l'université d'État du Nouveau-Mexique.

En raison de mon amour pour les États-Unis, j'ai envoyé Anwar à l'université d'État du Colorado afin qu'il reçoive lui aussi une éducation américaine.

Mon fils a poursuivi ses études jusqu'à l'université, s'inscrivant en 2001 à un programme de doctorat à l'université George Washington.

À la suite des malheureux événements du 11 septembre, il est devenu difficile pour lui de poursuivre ses études en raison du mauvais traitement qu'il subissait à l'université. Il a donc décidé de se rendre au Royaume-Uni afin de terminer ses études, mais, ne pouvant assumer ses frais de scolarité élevés, il est retourné au Yémen. Depuis lors, il a passé son temps à étudier et à prêcher sa religion, sans plus.

À la demande du gouvernement des États-Unis, il a toutefois été emprisonné pendant 18 mois. En 2007, le FBI a interrogé Anwar pendant deux jours, et n'a trouvé aucun lien entre lui et les événements du 11 septembre. Après sa libération, il a continué d'être harcelé et a pris la décision de quitter Sanaa, la capitale du Yémen, pour aller s'établir dans une petite ville du sud du pays. Là encore, un avion de surveillance américain a survolé la ville pendant plusieurs mois, et, lorsqu'il a appris qu'on le traquait en vue de l'incarcérer à nouveau, Anwar s'est enfui dans les montagnes de la province de Shabwah, la terre de ses ancêtres.

Le mercredi 27 janvier, le *Washington Post* a publié un article de Dana Priest, rapportant que vous aviez ordonné la frappe du 24 décembre là où «Anwar était censé rencontrer des dirigeants d'Al-Qaïda».

Le *Washington Post* précisait que la CIA et le JSOC, supposant que mon fils est membre d'Al-Qaïda, avaient ajouté Anwar à une liste de prétendus «objectifs de grande importance» qu'ils cherchent à capturer ou à tuer. Vous savez comme moi qu'Anwar Al-Awlaki n'a jamais été membre de cette organisation, et j'espère qu'il n'en fera jamais partie. Il est simplement un prédicateur qui répand de façon légitime les enseignements de l'islam, où qu'il se trouve, ce qui est absolument légal et protégé par la Constitution américaine. J'espère que vous allez reconsidérer votre ordre de tuer mon fils ou de le capturer, ordre fondé sur la supposition erronée qu'il est membre d'Al-Qaïda. Je tiens une fois de plus à vous informer, Monsieur le président, qu'Anwar est innocent, qu'il n'a pas commis d'actes de violence, qu'il est seulement un érudit de l'islam, ce qui à mon avis n'a rien à voir avec le terrorisme. Je vous supplie donc à nouveau de respecter le droit américain. Si jamais Anwar avait fait quelque chose de répréhensible, il devrait être poursuivi selon les principes du droit en vigueur aux États-Unis.

Sincères salutations,
Nasser A. Al-Awlaki
Professeur d'agroéconomie
Université de Sanaa
République du Yémen

Chapitre 33

Une nuit à Gardez

Washington, 2008-2010; **Afghanistan**, 2009-2010 — Stanley McChrystal ne fréquente plus les champs de bataille depuis le début de l'année 2008. Après l'arrivée de son collègue McRaven à la tête du JSOC, le général est rentré à Washington pour devenir directeur de l'état-major des armées, un poste influent dans l'administration du Pentagone. D'abord retardée par une poignée de sénateurs qui voulaient faire la lumière sur son implication présumée dans la torture et les mauvais traitements infligés aux prisonniers en Irak et ailleurs, sa nomination a finalement été confirmée. Ce nouveau poste n'a rien d'une rétrogradation pour McChrystal. Bien au contraire, il lui permet de participer directement aux décisions touchant le déploiement des troupes et la composition des forces appelées à mener des opérations militaires. Au sein de l'état-major des armées, McChrystal contribuera à convaincre Obama d'étendre les prérogatives des forces spéciales et de confier une partie du commandement des opérations non conventionnelles aux commandants de composantes de combat. À leur tour, ces changements permettront un élargissement du terrain des missions secrètes et faciliteront les opérations létales qu'Obama autorise de plus en plus souvent au Yémen et ailleurs.

Pendant les premiers mois de l'administration Obama, la question de la stratégie à adopter en Afghanistan suscite de vifs débats au sein de l'équipe chargée de la sécurité nationale. Des officiers militaires de haut rang

plaident en faveur d'une augmentation substantielle de l'effectif américain et d'une répétition des tactiques contre-insurrectionnelles employées lors d'une escalade irakienne dont le «succès» est devenu mythique, tandis que le vice-président Joe Biden et le conseiller à la sécurité nationale James Jones prônent plutôt une réorientation des efforts vers le Pakistan, fondée sur un recours aux forces spéciales et aux drones. «Je n'anticipe pas de retour des talibans, et je tiens à insister sur le fait que l'Afghanistan n'est pas près de tomber», déclarera le général Jones en octobre 2009. «Al-Qaïda est beaucoup moins présent qu'auparavant. On estime que le groupe dispose aujourd'hui de moins de 100 agents, ne possède plus de bases et n'est plus en mesure de mener la moindre attaque contre nous ou nos alliés.»

McChrystal et McRaven, qui croient en la nécessité d'une escalade militaire en Afghanistan, parviendront, avec d'autres hauts gradés (dont le général Petraeus), à en convaincre le commandant en chef. Obama et McRaven «entretiennent d'assez bonnes relations, et, en Afghanistan, les deux officiers ont travaillé de concert à la définition de stratégies contre Al-Qaïda», raconte une source proche de l'administration. McRaven «a joué un rôle tout aussi important que discret dans l'élaboration du plan de McChrystal, qu'Obama a fini par adopter».

En décembre 2009, Obama annonce l'escalade en Afghanistan. Il souhaite ainsi faire passer l'effectif américain dans ce pays de 68 000 à 100 000 soldats. L'objectif consiste «à déstabiliser, à démanteler et à vaincre Al-Qaïda en Afghanistan et au Pakistan, à empêcher l'organisation de menacer les États-Unis et leurs alliés dans l'avenir», et «à briser l'élan des talibans». Le président se dit «convaincu que notre sécurité est en jeu» et que «de nouveaux attentats se préparent alors même que je vous parle. Il ne s'agit pas d'un vague danger ou d'une menace hypothétique». C'est pour faire face à cette «menace» que, dès juin 2009, Obama a confié les rênes de la mission afghane à McChrystal.

En plaçant McChrystal à la tête de la FIAS et des forces armées américaines en Afghanistan, Obama montre à quel point sa politique

antiterroriste est axée sur le JSOC. Pour mener ce qui s'apprête à devenir sa propre guerre, le président a choisi un homme associé de plus près que quiconque (à l'exception peut-être du général Petraeus) aux politiques militaires les plus musclées de l'ère Bush. «La nomination de McChrystal m'a sidéré», raconte le colonel Lawrence Wilkerson, qui a dû composer avec le secret entourant les activités du JSOC sous l'administration précédente. «Voilà un type qu'on a toujours maintenu à l'abri des regards, un ex-agent clandestin rompu à l'action directe, porté à n'en faire qu'à sa tête et habitué à agir sans la moindre transparence.»

Certains observateurs interprètent différemment la nomination de McChrystal. Faisant état de l'irritation éprouvée par le commandement des forces conventionnelles devant les missions que menait le JSOC sans l'informer au préalable, ils affirment que ces opérations ont nui à la stratégie contre-insurrectionnelle. «Le commandement de Kaboul avait l'impression d'être tenu à l'écart. Le JSOC donnait son propre spectacle, ne respectait pas la doctrine contre-insurrectionnelle. […] La plupart de ses tactiques ont bel et bien miné la légitimité du gouvernement [afghan]», constate Scott Horton, l'avocat spécialisé dans les droits de la personne qui a effectué des recherches approfondies sur le JSOC. «Selon moi, c'est pour concilier tout cela qu'on a confié le commandement de Kaboul et la mise en œuvre de la doctrine contre-insurrectionnelle à McChrystal: il s'agissait de forcer l'attention du JSOC.»

Bien qu'une bonne partie des forces spéciales mènent leurs opérations sans tenir compte de la chaîne de commandement de la coalition, McChrystal souhaite établir une coordination plus étroite avec le JSOC en l'intégrant à sa stratégie contre-insurrectionnelle globale. À l'automne 2009, McRaven et le vice-amiral Robert Harward (vétéran du JSOC et commandant d'une nouvelle force opérationnelle chargée des détentions) sont invités à participer aux réunions de mise au point de la stratégie militaire américaine en Afghanistan, qui ont lieu à la Maison-Blanche. À l'instar de McChrystal, McRaven et Harward prônent une

«présence contre-insurrectionnelle très lourde» dans les principaux centres de population, et l'affectation d'unités antiterroristes à la traque de cibles dans tout le pays. La région bordant la frontière avec le Pakistan devrait faire l'objet d'une attention accrue, et McRaven veut s'assurer que les opérations en territoire pakistanais ne soient pas exclues des discussions. «Ils se concentrent sur les grands centres urbains qu'ils croient pouvoir sauver en envoyant des soldats sur le terrain; le reste se passe de l'autre côté de la frontière», confie un employé du NSC au journaliste Spencer Ackerman en novembre 2009. «Le JSOC s'active déjà en ce sens.»

McChrystal étant reconnu pour avoir systématisé l'assassinat et la détention de présumés insurgés en Irak, certains jugent improbable sa défense de l'adoption d'une stratégie contre-insurrectionnelle en Afghanistan. Il fait néanmoins mine d'en avoir adopté les principes, dont l'envoi massif de troupes supplémentaires, une considération renouvelée pour la sécurisation des centres de population et la promotion d'une saine gouvernance. En juin, lors de l'audience d'approbation de sa nomination, McChrystal a souligné qu'il est «essentiel» que la coalition fasse moins de morts et de blessés si l'on veut maintenir sa «crédibilité», et qu'une simple victoire tactique serait «vide de sens et indéfendable» si elle avait pour effet de susciter la colère du peuple. L'«élimination complète d'Al-Qaïda» du Pakistan et de l'Afghanistan reste l'objectif principal, mais le succès de cette campagne ne devrait pas se mesurer à l'aune du nombre «d'ennemis tués», mais plutôt du «nombre d'Afghans protégés de la violence», a-t-il affirmé. Une fois devenu commandant de la FIAS, McChrystal émet des directives qui entraînent une importante diminution des frappes aériennes en Afghanistan, lesquelles ont fait un nombre ahurissant de victimes civiles. En effet, un mois avant la confirmation de la nomination du général, soit en mai 2009, un bombardement aérien américain a tué plus de 97 civils afghans, dont bon nombre de femmes et d'enfants, dans la province de Farah. McChrystal établit aussi de nouvelles règles pour encadrer «les raids

à domicile, qui devront désormais être menés par les forces nationales de sécurité de l'Afghanistan avec le soutien des autorités locales».

Alors que McChrystal et sa «doctrine contre-insurrectionnelle» suscitent tout un tapage médiatique, la réalité du terrain afghan montre que les États-Unis intensifient simultanément deux guerres: la campagne contre-insurrectionnelle officielle des forces conventionnelles et la guerre secrète des forces spéciales. Au cours de la semaine même où le général devient commandant de la FIAS, 1 000 membres des forces spéciales et leur personnel de soutien sont déployés dans le pays: leur effectif passe ainsi à environ 5 000 soldats. La liste des objectifs de grande importance du JSOC ne se limite plus aux militants d'Al-Qaïda; la stratégie contre-insurrectionnelle de McChrystal a besoin de mordant, et, comme les forces conventionnelles s'affairent à sécuriser les centres urbains, le général confie aux forces spéciales l'élimination des talibans de rang intermédiaire et d'autres groupes militants, tel le réseau Haqqani. «De toute évidence, les compétences de [McChrystal] se limitent aux assassinats ciblés. Pendant cinq ans, soit de 2003 à 2008, il n'a rien fait d'autre», observe l'historien Gareth Porter, qui a fait de longs séjours en Afghanistan pendant le mandat de McChrystal. En confiant les rênes de la guerre à ce général, la Maison-Blanche «a clairement démontré qu'elle entendait accorder de plus en plus d'importance aux assassinats ciblés», poursuit Porter. «Bien sûr, c'est exactement ce qui s'est produit.»

En prenant le commandement des opérations en Afghanistan, McChrystal multiplie les raids nocturnes du genre de ceux qui ont fait la réputation du JSOC, et allonge la liste des cibles à éliminer. En octobre 2009, la «liste mixte de résultats prioritaires» compte ainsi plus de 2 000 noms. Au printemps de la même année, les forces spéciales lançaient environ 20 raids par mois en Afghanistan; en novembre, elles en mènent 90, et ce nombre va croissant. Selon les nouvelles règles, les forces afghanes sont chargées d'assurer l'accès aux lieux des raids, mais ces derniers sont essentiellement menés par les forces spéciales américaines. «C'est le jeu de

McChrystal», explique un haut fonctionnaire américain. «Il veut montrer qu'il peut briser l'élan de l'ennemi, qu'il gagne du terrain.» Par ailleurs, la multiplication des raids fait gonfler les rangs des prisonniers.

Comme il le faisait en Irak quelques années auparavant, le JSOC mène ses propres opérations de capture en Afghanistan. Si ses agents croient qu'un prisonnier dispose de renseignements pouvant aider à la traque d'objectifs de grande importance, ils l'emmènent dans un des centres de détention secrets aménagés dans les bases américaines d'Afghanistan. Bien que l'OTAN recommande de limiter le temps d'incarcération des militants par les forces de la coalition à 96 heures, les forces spéciales trouvent le moyen de garder leurs prisonniers dans des centres de détention provisoire pour des périodes allant jusqu'à 9 semaines. Au sein même de la grande prison de Bagram se trouve un autre établissement secret. Connu sous le nom de «prison noire», il abrite des détenus ayant le statut d'objectifs de grande importance. Comme dans le cas du camp Nama en Irak, la Croix-Rouge n'y a pas accès. Des travailleurs des droits de la personne qui visiteront l'endroit rapporteront des cas de nudité forcée, d'exposition à des chocs sensoriels, d'isolement cellulaire et de châtiments corporels.

Obama s'est engagé à venir à bout d'Al-Qaïda en Afghanistan, mais le mandat de McChrystal est marqué par une consolidation notable de l'appui aux talibans et un nombre sans précédent de soldats américains tués.

*

* *

Les guerres de l'ombre qu'entreprend Obama au Pakistan, au Yémen et en Somalie retiennent à peine l'attention des médias au début de son mandat. Alors que la presse s'intéresse surtout à l'Afghanistan et au débat entourant l'envoi de troupes supplémentaires, un tournant nettement plus radical est en préparation. La Maison-Blanche collabore étroitement avec McChrystal pour appliquer au territoire afghan sa nouvelle doctrine reposant sur des listes de cibles à éliminer partout dans le monde, laquelle est dissimulée par

la guerre officielle, de plus grande ampleur, que mènent les forces conventionnelles. Des chefs de police afghans affirment que des unités des forces spéciales des États-Unis empiètent sur leur zone de responsabilité sans se coordonner avec les autorités locales et les principales bases militaires américaines de la région. Leurs raids nocturnes font parfois des morts, et il leur arrive de capturer des prisonniers, qu'elles emmènent dans d'autres provinces. Ces raids, expliquent les policiers, suscitent de vives réactions contre les forces conventionnelles américaines et les corps de police afghans soutenus par Washington. En fait, ils servent la cause des talibans.

La Maison-Blanche est pourtant consciente de la gravité de la situation. En septembre 2009, un diplomate américain en poste en Afghanistan remet au département d'État une lettre de démission où il se livre à un cinglant réquisitoire contre la guerre en cours. Matthew Hoh, *marine* décoré ayant servi à maintes reprises en Irak et haut représentant civil américain dans la province afghane de Zabol, affirme que, «par leur présence et leurs opérations dans les vallées et villages pachtounes, les États-Unis et l'OTAN» se comportent comme «une force d'occupation contre laquelle une insurrection est justifiée». Dans sa lettre, il déclare sans ambages: «La présence militaire américaine en Afghanistan contribue grandement à la légitimité et aux priorités stratégiques de l'insurrection pachtoune.» Il poursuit ainsi: «Le motif pour lequel nous demandons à nos jeunes hommes et femmes de verser leur sang et de se sacrifier me semble spécieux. Si elle était sincère, notre stratégie de prévention de la renaissance ou de la réorganisation d'Al-Qaïda par la sécurisation de l'Afghanistan exigerait que nous envahissions et occupions l'ouest du Pakistan, la Somalie, le Soudan, le Yémen, etc. Notre présence en Afghanistan n'a eu pour effet que d'alimenter l'instabilité et l'insurrection au Pakistan, dont le gouvernement, s'il était renversé ou simplement affaibli, pourrait perdre la maîtrise de ses armes nucléaires.»

Selon le *Washington Post,* la lettre «fait des vagues jusqu'à la Maison-Blanche». Des diplomates américains de haut rang, dont Karl Eikenberry, ambassadeur des États-Unis à Kaboul, et Richard Holbrooke, émissaire d'Obama en Afghanistan et au Pakistan, tentent de convaincre Hoh de rester en lui proposant d'autres postes. «S'il souhaite avoir une réelle influence sur la politique et contribuer à réduire les coûts humains et financiers de la guerre», ne serait-il pas mieux «à l'intérieur de l'institution qu'à l'extérieur, où l'on peut certes recevoir beaucoup d'attention, mais sans avoir le même impact politique?» demande Holbrooke. Hoh refusera finalement ces offres et prendra publiquement position contre la guerre.

Peu après sa démission, lors d'une interview portant sur les raids nocturnes et le rôle du JSOC en Afghanistan, Hoh précise qu'il voue un immense respect aux forces spéciales et juge que certains individus dangereux «doivent être éliminés». Il doute cependant de la pertinence de recourir à de telles unités d'élite pour combattre ce qui est effectivement devenu une insurrection populaire contre une occupation étrangère. Le JSOC, qui constitue «la meilleure force de frappe que le monde ait jamais connue», s'est vu confier «la traque de talibans de rang intermédiaire ne représentant aucune menace pour les États-Unis et ne luttant contre nous qu'en raison de notre présence dans leurs vallées», affirme-t-il. «Nous sommes empêtrés dans une guerre de positions menée par les forces spéciales», déplore-t-il avant d'ajouter qu'il ne reste plus que «50 ou 100» agents d'Al-Qaïda en Afghanistan.

Sous le commandement de McChrystal, le rythme des raids nocturnes s'accélère alors que le JSOC passe à travers une liste de cibles qui semble infinie. Le général sait se faire entendre de la Maison-Blanche. Quand il cherche à convaincre quelqu'un, il fait montre «de la même audace que lorsqu'il traquait des terroristes en Irak: comprendre les façons de faire de l'ennemi, se montrer plus rapide et plus impitoyable que quiconque, puis éliminer ces ordures», constate le journaliste Michael Hastings, qui a voyagé avec McChrystal et séjourné en Afghanistan. Chaque jour, les forces

opérationnelles commandées par McChrystal et McRaven allongent la liste de cibles, ce qui les amène à traquer des «intermédiaires» et de «présumés militants» talibans. Les renseignements sur lesquels reposent leurs opérations proviennent essentiellement de sources afghanes. Hoh raconte qu'il est courant de voir des Afghans accuser leurs ennemis d'être des agents talibans, assouvissant ainsi des rancunes découlant de différends fonciers ou de conflits tribaux. De tels faux renseignements font en sorte que de nombreux innocents voient des commandos américains envahir leurs demeures en pleine nuit pour en tuer ou en capturer les occupants. «Il arrive souvent qu'on cible ou qu'on tue les bonnes personnes», observe Hoh. «Mais on élimine aussi régulièrement les mauvaises personnes. Ce sont parfois des familles innocentes ou des gens qui ont été dénoncés en raison de vieilles rancunes ou de rivalités bien antérieures à notre arrivée.»

Il arrive même qu'une unité du JSOC «tue quelqu'un d'important pour nous, un chef tribal ou quelque administrateur du gouvernement qui travaillait avec nous ou auprès de qui nous avions marqué des points», a constaté Hoh. «En pleine nuit, ils finissent par lui tirer dessus.» «Pour anéantir» les progrès enregistrés par les diplomates ou les officiers des forces conventionnelles en Afghanistan, «rien ne vaut le fait d'arriver dans un village au beau milieu de la nuit, de défoncer une porte et de tuer une femme ou un enfant». De tous les raids bâclés où l'on a manifestement pris des innocents pour cible, aucun n'a été plus effroyable que celui qui a été mené en périphérie de Gardez, dans la province afghane de Paktiya, en février 2010.

*

* *

Le 12 février 2010, Mohamed Daoud Sharabuddin a de quoi fêter. Ce chef de police respecté vient d'être promu au rang de directeur du renseignement d'un district de la province de Paktiya, située dans le sud-est de l'Afghanistan. Il est aussi le père d'un nouveau-né. Ce soir-là, Daoud et sa

famille célèbrent l'attribution d'un nom au bébé, selon un rituel qui doit avoir lieu six jours après la naissance. La fête a lieu dans leur demeure du village de Khataba, près de Gardez, capitale du Paktiya. Environ 25 personnes y prennent part, ainsi que 3 musiciens. «Nous avions invité beaucoup de monde, et nous avons écouté de la musique», raconte le beau-frère de Daoud, Mohamed Tahir. «Pendant la fête, nous avons dansé l'*attan,* notre danse traditionnelle.»

Les Sharabuddin n'appartiennent pas à l'ethnie dominante des Pachtounes, dont font partie presque tous les talibans. Leur langue d'usage est le dari. Nombreux sont les hommes de la famille qui ont le visage glabre ou portent une simple moustache. Ils s'opposent aux talibans depuis longtemps. Daoud, le chef de police, a participé à des dizaines de séances d'entraînement offertes par les États-Unis, et ses murs sont tapissés de photos de lui en compagnie de soldats américains. Un autre membre de la famille est procureur pour le gouvernement local, soutenu par Washington, et un troisième est vice-chancelier de l'université régionale. La zone où ils vivent se trouve à proximité d'un bastion taliban, et le réseau Haqqani (un groupe d'insurgés qui entretiendrait des liens étroits avec Al-Qaïda et l'ISI pakistanaise) y a mené des attaques contre les forces du gouvernement et de l'OTAN. Ainsi, quand les invités commencent à sentir que quelque chose cloche à l'extérieur de la maison, ils craignent que les talibans soient sur le point de commettre un attentat.

Vers 3 h 30, alors que la fête tire à sa fin, la famille et les invités constatent que la principale lampe de la maison a été éteinte par quelqu'un qui ne fait pas partie du groupe. À peu près au même moment, un des musiciens sort pour aller aux latrines et voit des rayons laser balayer le sol depuis le périmètre. Il s'empresse alors de rentrer pour avertir les autres. «Daoud est allé voir ce qui se passait», raconte Mohamed Tahir. «Il croyait que les talibans arrivaient. Ils étaient déjà sur le toit.» Aussitôt que Daoud et son fils de 15 ans Sediqullah mettent le pied dans la cour, ils sont abattus par un tireur d'élite. Les membres de la famille commencent à distinguer les

voix de leurs assaillants, dont certains aboient des ordres en anglais et d'autres en pachto. Ils soupçonnent qu'il s'agit d'Américains.

La panique s'empare de la maison.

«"Daoud est mort! Daoud est mort!" criaient les enfants», se souvient Mohamed Tahir. Le fils aîné de Daoud se trouvait derrière son père et son petit frère lorsque ces derniers se sont fait tirer dessus. «Quand mon père est tombé, j'ai crié», raconte-t-il. «Tout le monde — mes oncles, mes tantes, tout le monde — s'est précipité vers la sortie. Je me suis rué vers eux et leur ai conseillé de rester à l'intérieur, car des Américains étaient en train de nous attaquer et pourraient les tuer.» Entre-temps, les frères de Daoud, Mohamed Saranwal Zahir et Mohamed Sabir, tentent de lui venir en aide. «Nous l'avons ramené à l'intérieur», relate le second.

Alors que Daoud, ensanglanté, repose sur le sol du vestibule, son frère Zahir annonce qu'il va tenter de faire cesser l'attaque en parlementant avec les Américains. Il est procureur du district et parle un peu l'anglais. «Nous travaillons pour le gouvernement!» crie-t-il aux soldats. «Regardez nos voitures de police! Vous avez blessé un chef de police!» Trois femmes appartenant la famille, Bibi Saleha, 37 ans, Bibi Shirin, 22 ans, et Gulalai, 18 ans, s'accrochent aux vêtements de Zahir en le suppliant de ne pas sortir. Leur tentative est sans effet. Un tireur d'élite ouvre aussitôt le feu sur l'homme et les trois femmes. Zahir, Bibi Saleha et Bibi Shirin meurent peu de temps après. Gulalai et Daoud tiennent le coup pendant quelques heures, mais, leurs parents et amis assiégés ne pouvant rien faire pour les aider, ils finissent par succomber à leurs blessures.

En quelques minutes, une joyeuse fête familiale s'est transformée en massacre. Sept personnes sont mortes, dont deux femmes enceintes. Il y avait 16 enfants sur les lieux.

*

* *

Sept heures du matin. Quelques heures plus tôt, Sabir a vu son frère, sa femme, sa nièce et sa belle-sœur se faire abattre. Traumatisé, il se tient maintenant devant leurs corps dans une pièce remplie de soldats américains. Le commando masqué a envahi la maison et mène une perquisition, fouillant toutes les chambres. Daoud et Gulalai sont encore en vie. Les soldats répètent sans cesse qu'ils verront à ce que les blessés reçoivent des soins médicaux. «Ils ne nous ont pas laissés les emmener à l'hôpital. Ils disaient que leurs médecins s'occuperaient des blessés», raconte Sabir. «Je n'arrêtais pas de leur demander de me laisser conduire ma fille à l'hôpital; elle perdait beaucoup de sang, et nous avions une voiture», se souvient Tahir, le père de Gulalai. «Mais ils ne m'ont pas permis de le faire. Ma fille et Daoud étaient encore en vie. Ils nous ont dit qu'un hélicoptère était en route et qu'il se chargerait du transfert à l'hôpital.» Les deux blessés mourront avant l'arrivée de l'aéronef.

Alors que le raid est toujours en cours, Sabir, son épouse, son neveu Izzat et la femme de Daoud s'affairent à préparer des linceuls pour leurs morts. La coutume afghane veut qu'on bande les pieds et la tête du défunt, et qu'on lui attache un foulard sous le menton afin d'empêcher sa bouche de s'ouvrir. Ils parviennent à accomplir leur tâche avant que les Américains n'entreprennent de les menotter et de séparer les hommes des femmes. C'est à peu près à ce moment que plusieurs hommes de la famille sont témoins d'une scène atroce: des soldats américains se mettent à retirer les balles du corps des mortes. «Ils plongeaient leurs couteaux dans les blessures pour en ôter les balles», raconte Sabir. «Ils cherchaient à éliminer toute preuve de leur crime», confirme Tahir.

Sabir ne pourra assister aux funérailles de sa propre femme et des autres membres de sa famille qui ont perdu la vie. En ce glacial matin d'hiver, une fois la perquisition terminée, les soldats américains forcent tout le monde à s'agenouiller ou à rester debout dans la cour, les mains attachées derrière le dos. Ceux qui tentent de parler ou de négocier avec les militaires sont battus. «Ils m'ont frappé plusieurs fois», raconte le fils aîné de Daoud,

Abdul Ghafar. «Ils ont tiré autour de moi. J'ai dit à l'interprète [afghan des Américains] de leur demander de ne pas tuer les femmes, de se contenter de fouiller, et de leur expliquer que nous appuyons le gouvernement, que nous travaillons avec lui. Ils m'ont donné plusieurs coups de pied. J'ai essayé de rester debout, mais ils m'ont frappé.»

Selon un témoignage recueilli par un enquêteur de l'ONU, au moins 10 personnes ont subi des coups et blessures de la part du commando américain et afghan, dont Hajji Sharabuddin, patriarche de la famille âgé de 65 ans. «Ils nous ont dit avoir été informés de la présence ici de 40 à 50 talibans», raconte celui-ci. «Mais, en fait, tout le monde faisait partie de ma famille et travaillait pour le gouvernement.» Le vieil homme leur a demandé pourquoi ils avaient fait irruption chez lui en pleine nuit. «Vous auriez pu fouiller ma maison le matin», se souvient-il de leur avoir dit. «Si vous aviez débusqué le moindre taliban ici, vous auriez pu m'éliminer ou saccager ma demeure à votre guise, et je ne vous en aurais pas tenu rigueur.»

Deux jours après le raid, une enquête de l'ONU dont les résultats ne seront jamais rendus publics établit que les survivants «ont subi un traitement cruel, inhumain et dégradant de la part des forces américaines et afghanes, qui les ont forcés à rester dehors pieds nus, par temps froid». Selon des témoins, «les soldats ont refusé, au moment où il l'aurait fallu, d'assurer des soins médicaux adéquats à deux personnes grièvement blessées par balle, qui sont mortes au bout de deux heures».

Encagoulé et enchaîné alors que ses vêtements sont toujours imbibés du sang séché de ceux et celles qu'il aimait, Sabir fait partie des 12 hommes retenus pour être interrogés après le raid. «Deux personnes nous ont agrippés et poussés, un par un, dans l'hélicoptère», raconte-t-il. Les captifs sont emmenés dans une autre province afghane, le Paktika, où ils seront détenus pendant quelques jours. «Mes sens ne fonctionnaient plus. J'étais incapable de pleurer, j'étais sous le choc. Je n'ai rien mangé pendant trois jours. Ils ne nous ont pas donné d'eau pour nettoyer le sang dont nous

étions tachés.» Des agents leur font passer des tests biométriques, photographient leurs iris et prennent leurs empreintes digitales. Des équipes d'interrogateurs, qui comprennent des Américains et des Afghans, s'enquièrent de leurs liens avec les talibans. Sabir leur explique que leur famille s'oppose activement aux talibans, qui ont d'ailleurs kidnappé certains de ses membres.

«Les interrogateurs avaient la barbe courte et ne portaient pas d'uniforme. Très costauds, ils pouvaient subitement se mettre en fureur», se souvient-il, ajoutant s'être parfois fait secouer violemment. «Avec sincérité, nous leur disions qu'il n'y avait pas de talibans dans notre demeure.» «Nous disposions de renseignements indiquant qu'un kamikaze était caché dans votre maison et planifiait une opération», déclare un agent américain. «Si un kamikaze s'était trouvé parmi nous, comment aurions-nous pu jouer de la musique? Presque tous les invités travaillaient pour le gouvernement», lui répond le frère de Daoud. Sabir et ses proches sont libérés au bout de trois jours. «Ils nous ont dit que nous étions innocents, qu'ils étaient désolés et que ce qu'ils avaient fait dans notre maison était abominable.» Publiquement, toutefois, les États-Unis et leurs alliés donneront une tout autre interprétation des événements de cette nuit-là à Gardez.

*

* *

Pendant que Sabir et les autres sont détenus par les forces américaines, le commandement de la FIAS s'empresse de commenter l'incident. Quelques heures à peine après le raid, la FIAS et le ministère afghan de l'Intérieur publient un communiqué de presse commun affirmant qu'une «force de sécurité» mixte afghane et internationale vient de faire «une macabre découverte». Des renseignements avaient «confirmé» que des «activités militantes» se déroulaient dans une résidence située à proximité du village de Khataba, près duquel le commando menait une opération courante. Alors qu'il s'approchait des lieux, il s'est vu contraint de «prendre part» à un

«échange de coups de feu» déclenché par «plusieurs insurgés», raconte le communiqué. Les soldats ont éliminé les insurgés. Puis, en sécurisant les lieux, ils sont tombés sur les cadavres de trois femmes «ligotées» et «bâillonnées». Selon le communiqué, les corps étaient «cachés dans une pièce adjacente».

Le document indique également qu'un certain nombre d'hommes, de femmes et d'enfants ont été détenus alors qu'ils tentaient de fuir la résidence, et que huit hommes ont été emmenés pour être interrogés. Pendant l'incident, affirme-t-on, les soldats ont fait une demande d'assistance médicale. «La FIAS collabore continuellement avec ses partenaires afghans pour combattre des criminels et des terroristes qui n'ont aucun respect pour la vie des civils», explique Éric Tremblay, brigadier général des Forces armées canadiennes et porte-parole de la force internationale. L'officier dépeint les auteurs du raid comme des héros.

Ce jour-là, quelques agences de presse reprennent ces propos en les complétant par ceux d'officiers américains et afghans, ainsi que de responsables de la FIAS. Un «haut gradé des forces armées américaines» déclare à CNN que les corps de quatre victimes ont été découverts, soit deux hommes et deux femmes. Il confirme les détails sordides de l'exécution des femmes dont fait état le communiqué, ajoutant que les assassins semblent avoir été guidés par des motifs culturels pour le moins extrêmes. «Ce crime porte la marque d'un meurtre d'honneur traditionnel», déclare l'officier, sous-entendant que les quatre personnes pourraient avoir été tuées par des membres de leur propre famille. Il émet l'hypothèse qu'une histoire d'adultère ou de collusion avec les forces de l'OTAN puisse être en cause.

Le lendemain, une brève du *New York Times* reprend l'essentiel de l'explication de l'OTAN. Le journaliste Rob Norland s'est entretenu avec le chef de police de la province de Paktiya, Aziz Ahmad Wardak, qui, écrit-il, a confirmé maints détails de l'incident, précisant cependant que trois femmes et deux hommes ont été tués. Selon le policier, les assassinats ont

été commis par des militants talibans lors d'une attaque contre une fête où l'on célébrait la naissance d'un bébé. Par la suite, des responsables américains déclarent à la presse que les victimes semblent avoir subi des coupures profondes et des perforations, ce qui permet de croire qu'elles ont été poignardées.

Alors que la plupart des agences de presse internationales diffusent la version américaine des événements, des journalistes locaux s'entretiennent avec des officiers afghans et des proches des victimes. Le brigadier général Ghulam Dastagir Rustamyar, chef de police adjoint de la province, informe l'agence de presse afghane Pajhwok que «des forces spéciales américaines» ont abattu cinq personnes lors d'une opération qui, de toute évidence, reposait sur des renseignements inexacts ou falsifiés. «La nuit dernière, les Américains ont lancé une opération contre une résidence et ont tué cinq innocents, dont trois femmes», déclare Shahyesta Jan Ahadi, membre suppléant du conseil provincial, à l'Associated Press. «Les gens sont tellement en colère!» Ahadi réfute les allégations de l'OTAN voulant que le commando ait été constitué d'Afghans et d'Américains. «Le gouvernement [afghan] n'était pas au courant. Nous condamnons fermement ces agissements.»

Quelques jours après le raid, des enquêteurs du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU s'entretiennent avec des représentants des «autorités locales» de Gardez. Ces derniers soutiennent qu'une force opérationnelle américaine est arrivée de Bagram peu avant les événements, et ajoutent que les responsables afghans de la sécurité ont été prévenus de l'imminence d'une opération, mais sans être informés du moment et de l'endroit où celle-ci aurait lieu. Les enquêteurs concluent que ni les forces nationales de sécurité de l'Afghanistan ni la FIAS n'ont participé au raid.

L'OTAN promet la tenue d'une «enquête mixte», mais celle-ci n'aura jamais lieu. Les autorités de la capitale provinciale se voient interdire l'accès aux lieux de la tragédie. «À notre arrivée sur place, un étranger montait la garde. On ne nous a pas laissés nous approcher des corps»,

raconte le chef de police Wardak. Le ministre afghan de l'Intérieur finira par dépêcher une délégation indépendante dirigée par le meilleur enquêteur criminel de Kaboul.

Quand il rentre chez lui au terme de sa détention par les Américains, Sabir a raté les obsèques de sa femme et des autres membres de sa famille. Accablé de chagrin, il songe à venger les siens. «Je voulais cesser de vivre», raconte-t-il. «Je voulais enfiler une veste-suicide et me faire exploser parmi les Américains, mais mon frère et mon père ne m'auraient pas laissé faire. Je rêvais de djihad contre les États-Unis.»

*

* *

Tout indique qu'on a étouffé l'affaire. La famille le sait. L'ONU le sait. Les enquêteurs afghans le savent. Le raid a été mené par une force relevant des États-Unis. Mais qui sont ces Américains qui ont pris d'assaut une demeure en pleine nuit?

Entreprise un mois après la tuerie de Gardez, une enquête approfondie du journaliste britannique Jerome Starkey jettera un peu de lumière sur les événements. Lorsqu'il prend connaissance du communiqué de presse de la FIAS, Starkey n'a «aucune raison de le mettre en doute». «Je me suis dit que cette affaire valait une enquête, car, même dans le cas où le communiqué aurait dit la vérité (un meurtre d'honneur de masse, trois femmes tuées par des talibans à leur tour abattus par des membres des forces spéciales), il y avait là un sujet d'article particulièrement intéressant.» Cependant, lorsqu'il séjourne à Gardez et commence à contacter les témoins qu'il souhaite rencontrer, il en vient vite à douter de la véracité du récit de la FIAS.

La famille dispose de preuves solides qui réfutent la version des faits de la FIAS, reprise par de nombreux groupes de presse. Sur une vidéo tournée la nuit même du raid, on voit les musiciens en train d'interpréter une pièce, avec Daoud et ses proches qui dansent, fêtant l'attribution d'un nom au nouveau-né. «Pour faire un parallèle avec quelque chose qui nous est

familier, disons que ça ressemble à un baptême», explique Starkey. «Six jours après la naissance d'un bébé, on lui donne un nom, généralement choisi par les grands-parents, et on convie tous les amis, voisins et cousins à la maison pour une célébration, un genre de festin agrémenté de musique où l'on danse.» Le journaliste comprend que la nature même de la réception «ne cadre pas avec la thèse voulant que ces gens soient des talibans. Les talibans sont réputés pour leurs règles très strictes. Quand ils étaient au pouvoir, ils avaient interdit les instruments de musique. On a là une vidéo montrant un trio de musiciens; nous en avons interviewé les membres, qui ont corroboré le récit de la famille. Alors ça ne colle pas du tout. Ces gens n'étaient vraiment pas des talibans».

Lors de son séjour à Gardez, Starkey s'entretient avec une bonne douzaine de survivants du raid ainsi qu'avec des représentants du gouvernement de la province, des policiers et un chef religieux. Il interviewe aussi les envoyés du Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU qui ont mené leur propre enquête. Toutes les personnes qu'il rencontre affirment que les cinq victimes ont été abattues par de mystérieux tireurs d'élite américains et afghans. En plus d'apprendre de nouveaux détails sur la tuerie du 12 février, le journaliste constate que les forces conventionnelles de la coalition ne sont probablement pas responsables de l'assaut, ce qui laisse présager que des «forces spéciales» américaines y ont joué un rôle. Les soldats américains basés dans la région nient toute implication de leur part dans un raid à Khataba ce jour-là. Et des officiers afghans, qui, en vertu du protocole de l'OTAN, doivent être avisés de toute opération devant avoir lieu sur leur territoire, affirment ne pas avoir été prévenus de l'imminence d'un raid. «Personne ne nous a informés», déplore le gouverneur adjoint de Gardez. «Cette opération était une erreur.»

Selon les règles de l'OTAN, l'unité qui a mené l'opération aurait dû s'identifier, mais la famille affirme avoir été tenue dans l'ignorance. De plus, les survivants accusent les soldats d'avoir tenté d'effacer toute trace

du raid, une hypothèse qui semble confirmée par le fait que l'OTAN ait diffusé de fausses informations.

Starkey contacte alors le contre-amiral Greg Smith, chef d'état-major adjoint de McChrystal chargé des communications, et le confronte à ces contradictions. Si l'OTAN est coupable de quelque chose, répond Smith, c'est d'avoir employé des mots inappropriés. Les femmes, admet-il, avaient probablement été parées en vue de leurs funérailles, et non «ligotées» et «bâillonnées». Néanmoins, l'officier nie toute tentative d'«étouffement» de l'affaire et soutient qu'elles étaient mortes depuis plusieurs heures. Il réaffirme que les hommes ont été abattus par les forces américaines et afghanes. «Ils n'étaient pas les cibles de ce raid», admet-il cependant. Mais ils étaient armés et semblaient «hostiles», ce qui justifiait un recours à la force. «Je ne sais pas s'ils ont tiré. Si un individu sort d'un immeuble et que votre force d'assaut est sur place, la façon de le neutraliser consiste parfois à appuyer sur la gâchette. Il n'est pas nécessaire de se faire tirer dessus pour riposter.»

Malgré l'enquête de l'ONU et quelques reportages de la presse locale contestant l'interprétation de la FIAS, le commandement de l'OTAN, dominé par les États-Unis, ne se sent pas tenu de commenter publiquement les contradictions flagrantes des affirmations des militaires avec le témoignage de la famille. Du moins jusqu'à ce que Starkey publie, dans le *Times* de Londres, un article intitulé «L'OTAN étouffe un raid nocturne raté ayant fait cinq victimes en Afghanistan». Quelques heures à peine après la parution du reportage, Starkey commence à recevoir des appels téléphoniques de collègues voulant le mettre en garde. «Des amis journalistes en poste à Kaboul m'ont appris que l'OTAN tentait de me discréditer et de réfuter mon papier, qu'elle disait truffé d'inexactitudes», raconte-t-il.

Le contre-amiral Smith émet alors une déclaration dénuée du langage diplomatique et des sous-entendus typiques des communiqués de presse officiels. «Les allégations du journaliste du *Times* Jerome Starkey selon lesquelles l'OTAN aurait "étouffé" un incident survenu près de Gardez, dans

la province de Paktiya, sont entièrement fausses», écrit-il. L'officier poursuit en accusant Starkey de l'avoir mal cité et en prétendant que le commandement multinational de la FIAS a envoyé une équipe d'enquêteurs sur les lieux moins de 12 heures après les événements. Smith et Duncan Booby, alors attaché de presse civil de McChrystal, «invitent les médias et journalistes concurrents à "dénigrer" Starkey, qu'ils présentent comme un reporter peu crédible» parce qu'il a déjà travaillé pour un tabloïd britannique. «J'ai passé quatre ans en Afghanistan», raconte Starkey. «Je ne me souviens pas d'un autre cas semblable. À ma connaissance, il s'agit de la seule occasion où l'on a mentionné le nom d'un journaliste en particulier dans un démenti.»

À propos de cette prétendue citation inexacte, l'OTAN affirme «détenir un enregistrement contredisant mes notes sténographiques de la conversation», écrit Starkey dans un billet publié la semaine suivante dans le blogue *Nieman Watchdog.* «Quand j'ai demandé à l'écouter, ils m'ont ignoré. J'ai insisté, et ils m'ont dit qu'il y avait malentendu: le mot "enregistrement" désignait en fait des notes manuscrites. Le fichier audio, ont-ils admis, n'a jamais existé.»

Starkey persévère et publie un autre article, où il fait état de la colère éprouvée par la population locale à l'égard du raid et des explications fournies par l'OTAN et les autorités afghanes. Il y rapporte entre autres les propos du patriarche de la famille, Hajji Sharabuddin: «Je ne veux pas d'argent. Je veux la justice.» Après que des manifestations eurent paralysé la capitale de la province, raconte le vieil homme, le gouvernement lui a offert une compensation pour chaque membre de la famille tué. «Nos vies n'ont plus la moindre importance pour nous, membres de la famille des victimes. Nous allons tous commettre des attentats suicides, et [toute la province] va nous appuyer.»

«Hier, à Kaboul, les officiers de l'OTAN ont encore dit aux journalistes que les femmes avaient été victimes d'un "meurtre d'honneur"», écrit Starkey. «Mais ils ne leur ont pas expliqué pourquoi les corps avaient été

laissés dans la maison toute la nuit, ce qui contrevient à la coutume musulmane, et comment, en cette même soirée, la famille avait pu recevoir 25 invités pour célébrer l'attribution d'un nom à un nouveau-né.» «Mon père était ami avec les Américains, et ils l'ont tué», pleure le fils de Daoud, Abdul Ghafar, en montrant à Starkey une photo où l'on voit l'homme en compagnie de trois soldats américains souriants. «Ils ont tué mon père. Je veux les tuer. Je veux qu'ils soient traînés en justice.»

*

* *

Le 15 mars 2010, le *New York Times* rapporte que le général McChrystal entend placer sous son commandement la plupart des forces spéciales américaines présentes en Afghanistan. Sa décision est entre autres motivée par des préoccupations relatives aux morts de civils, souvent causées par les troupes d'élite opérant à l'extérieur de la chaîne de commandement de l'OTAN. L'article, qui reprend l'essentiel du compte rendu du raid de Gardez dressé par Starkey, réaffirme qu'«une équipe constituée de forces spéciales de la police afghane et de forces spéciales américaines» était derrière l'opération. Là encore, le contre-amiral Smith nie toute responsabilité de la FIAS relativement à la mort des femmes. «Nous regrettons que deux hommes aient été abattus», précise-t-il. «Quant aux femmes, je crois qu'on ne saura jamais comment elles sont mortes.» Il ajoute cependant qu'il n'a eu connaissance d'«aucun rapport d'expertise médico-légale montrant que ces femmes présentaient des traces de blessures par balle ou de sang», et qu'«elles semblent avoir été poignardées et tailladées, et non atteintes par des coups de feu». Le quotidien new-yorkais s'est entretenu avec Sayid Mohamed Mal, père du fiancé de Gulalai et vice-chancelier de l'université de Gardez. «Elles ont été tuées par les Américains», affirme-t-il. «Si le gouvernement refuse de nous écouter, j'emmènerai les 50 membres de ma famille au rond-point de Gardez, où nous nous aspergerons d'essence et nous immolerons par le feu.»

Quelques semaines plus tard, au début du mois d'avril, Starkey reçoit un appel inattendu. «L'OTAN m'a téléphoné», raconte-t-il. «Ils m'ont dit: "Jerome, nous voulons simplement vous faire savoir que nous nous apprêtons à publier un communiqué de presse. Notre interprétation des événements a changé."» Une prétendue enquête mixte «a établi qu'une force internationale était responsable de la mort de trois femmes qui se trouvaient dans le même immeuble que les deux hommes tués par la patrouille mixte afghane et internationale chargée de traquer des insurgés talibans», affirme le communiqué. «En raison de l'insuffisance des données médico-légales, les enquêteurs n'ont pas été en mesure de déterminer avec certitude la cause et le moment du décès des femmes, mais ont conclu qu'elles avaient été tuées accidentellement pendant que la patrouille mixte tirait sur les hommes.»

Le communiqué réitère que les hommes faisaient montre d'«intentions hostiles», et qu'«il s'est avéré ultérieurement qu'ils n'étaient pas des insurgés». «La déclaration [antérieure] affirmait que les femmes avaient été retrouvées ligotées et bâillonnées, mais cette information provenait d'un premier rapport émis par des membres étrangers de la force mixte, qui n'étaient pas au fait des rites funéraires musulmans.» Au moment où il reçoit l'appel de l'OTAN, Starkey vient de terminer un autre article pour le *Times* de Londres. Fondé sur des conversations avec un haut fonctionnaire afghan ayant pris part à l'enquête et avec des membres de la famille des victimes, il s'agit du papier le plus explosif qu'il ait rédigé jusque-là.

La délégation d'enquêteurs afghans venait de déposer son rapport, et on avait informé McChrystal de ses conclusions. La publication du communiqué de presse, suivie de l'annonce d'une réévaluation de l'incident par le commandant de la FIAS, avait donc pour but de devancer une horrifiante révélation. «À la suite de leur raid nocturne raté, les soldats des forces spéciales américaines ont retiré les balles des corps de leurs victimes et lavé les plaies à l'alcool avant de mentir à leurs supérieurs à propos de ce qui venait de se passer», affirme Starkey dans son article, publié le

lendemain. Les enquêteurs afghans soutiennent que les soldats ont emporté ces balles avec eux: ils ont établi que 11 projectiles avaient été tirés, mais n'en ont retrouvé que 7. Combinée aux preuves photographiques et aux déclarations des témoins, l'absence de ces balles a amené les enquêteurs à tirer leur conclusion quant aux agissements des forces spéciales américaines cette nuit-là. «Dans quelle culture du monde inviterait-on […] des gens à une fête où l'on tuerait trois femmes?» demande le haut fonctionnaire afghan. «Les dépouilles se trouvaient à seulement 8 mètres de l'endroit où l'on préparait le repas, et les Américains prétendent qu'elles étaient mortes depuis 14 heures.» Les enquêteurs afghans confirment donc les propos des survivants: les soldats américains ont ôté les balles des corps des femmes. «Nous étions conscients du caractère potentiellement controversé d'une telle révélation, alors nous voulions qu'elle repose sur des bases solides», explique Starkey. «J'avais tu ces allégations dans mon premier article, mais, quand cette source afghane on ne peut plus crédible me les a confirmées, nous avons décidé de publier l'information.» Le *New York Times* reprendra une partie de la nouvelle, mais l'OTAN continuera de nier toute «tentative d'étouffer l'affaire».

*

* *

Pendant que les raids comme celui de Gardez, avec ses victimes civiles, suscitent la colère des Afghans, l'OTAN est le lieu de vigoureux débats sur la conduite à adopter. À un certain moment, on envisage la possibilité que le général McChrystal se rende lui-même au village pour présenter ses excuses à la famille. On décide plutôt d'y envoyer le vice-amiral McRaven, discret commandant de l'instance responsable de l'opération. Celui-ci identifiera au passage l'unité qui a commis le massacre et tenté de l'étouffer, révélant ainsi la véritable nature du JSOC.

Ainsi, le 8 avril, peu après 11 h, le commandant du JSOC se présente chez les Sharabuddin. La veille, les membres de la famille ont été informés de la venue imminente d'un visiteur de marque. Ils ont d'abord cru qu'il s'agirait de McChrystal lui-même. Sabir et quelques autres ont envisagé de le tuer lorsqu'il arriverait, mais l'imam du village leur a plutôt conseillé de lui offrir l'hospitalité et de l'écouter. Anticipant la rencontre, la famille a décidé d'y convier un observateur international: Jerome Starkey. L'OTAN avait tenté de dissimuler les modalités et l'horaire de la visite, mais, grâce à l'appel des Sharabuddin, Starkey et son photographe ont pu se rendre à Gardez, à une demi-journée de route de Kaboul. «Il va sans dire que nous n'aurions manqué pour rien au monde un tel événement, mais il aurait été difficile d'être mis au courant, car personne ne voulait nous en parler. Pour des motifs de relations publiques, de gestion de l'image, l'OTAN ne voulait sans doute pas attirer l'attention», juge Starkey. «Ils avaient admis leur erreur. Une fois de plus, ils espéraient s'en tirer, mais ils se trompaient.»

Arrivé à la propriété familiale tôt le matin, Starkey prend le thé et discute avec ses hôtes. «Vers 11 h se présente un long convoi de gros véhicules blindés américains bondés de soldats et d'officiers afghans», se souvient le journaliste. «Parmi eux se trouve un homme dont l'uniforme me rappelle celui du corps des *marines* américains, mais sur lequel on peut lire "U.S. Navy".» Son badge indique qu'il s'appelle McRaven. «Je ne sais pas encore de qui il s'agit», précise Starkey, alors un des journalistes occidentaux les plus expérimentés d'Afghanistan. «C'est alors qu'a lieu une des choses les plus extraordinaires auxquelles j'aie eu l'occasion d'assister dans ce pays. On fait descendre un mouton du plateau d'une camionnette de l'armée afghane. Dans la rue, devant la maison, à l'endroit même où le funeste raid a commencé, trois soldats s'agenouillent près de l'animal. Ils aiguisent un couteau, et un mollah militaire afghan entame une prière. Le mouton est une offrande.»

Hajji Sharabuddin, le patriarche de la famille, intervient: «Ne faites pas ça», lance-t-il aux soldats. Starkey sait qu'il s'agit d'«un vieux rituel afghan

connu sous le nom de *nanawate,* qui consiste à sacrifier un mouton devant la porte de quelqu'un à qui l'on veut demander pardon». Selon le journaliste, les forces afghanes et les soldats de McRaven mettent ainsi la famille dans une position difficile, où elle n'a «d'autre choix honorable que de laisser ces hommes entrer chez elle». En effet, «selon la coutume afghane, quand une personne se présente à votre porte pour vous demander pardon, il est difficile de l'éconduire», explique Sharabuddin.

Les soldats afghans tentent d'empêcher le photographe qui accompagne Starkey de faire son travail, puis essaient d'expulser le journaliste de la pièce dans laquelle McRaven vient d'entrer. La famille insiste cependant pour qu'il y reste, sans quoi le monde n'aurait aucun témoignage de cet événement hors du commun, aucune preuve de l'identité des tueurs. Dans la maison, le commandant du JSOC se tient devant les survivants; les pères et les époux des femmes que ses soldats ont tuées sont présents. «Le vice-amiral McRaven amorce alors un discours pour le moins étonnant. Il souligne ses ressemblances avec Hajji Sharabuddin, qu'il qualifie comme lui d'être spirituel, d'homme de Dieu. Il compare le christianisme et l'islam, relevant leurs similitudes», raconte Starkey. «Monsieur, nous sommes très différents l'un de l'autre», poursuit le commandant du JSOC. «Vous êtes un père de famille, avec de nombreux enfants et de nombreux amis. Je suis un soldat. J'ai passé l'essentiel de ma carrière à l'étranger, loin des miens, mais j'ai aussi des enfants, et je compatis à votre douleur. Nous partageons cependant quelque chose. Nous avons le même Dieu, un dieu d'amour et de miséricorde. Aujourd'hui, monsieur, je prie pour vous, pour qu'Il vous offre son amour et sa compassion, apaise votre souffrance. Je prie également dans l'espoir qu'Il nous accorde, à moi et à mes hommes, son pardon pour cette horrible tragédie.» McRaven conclut: «Mes soldats sont responsables de la mort de membres de votre famille», puis présente ses excuses. Les généraux afghans remettent alors à la famille des liasses de billets de banque — près de 30 000 dollars, selon des parents. Les grands médias

internationaux rapporteront que Sharabuddin a accepté les excuses de McRaven.

Quelques mois plus tard, pourtant, la colère de Sharabuddin semble plus ardente que jamais. «Je n'accepte pas leurs excuses. Je n'échangerais jamais mes fils contre tout le royaume des États-Unis», lance-t-il, une photo de ses fils à la main. «Au début, nous avons cru que les Américains étaient les amis des Afghans, mais nous les considérons maintenant comme des terroristes. Ce sont nos ennemis. Ils ont apporté la terreur et la destruction. Les Américains ont détruit non seulement ma maison, mais aussi ma famille. Ils ont lâché leurs forces spéciales sur nous. Ces forces spéciales aux longues barbes ont commis des actes cruels, criminels.»

«Nous les appelons "talibans américains"», ajoute Tahir, le père de Gulalai. Sabir, dont les frères et l'épouse ont été tués, s'approche avec sa fillette de six ans, Tamana, à qui il demande: «Tamana, les Américains, ils ont tué qui?» La fillette récite alors la liste des morts, puis son regard se perd dans le lointain. «Elle se souvient de tout ce qui s'est passé cette nuit-là», explique Sabir. «L'arrivée des Américains, leurs coups de feu, la destruction, tout.» Il conclut ainsi: «J'ai un message à transmettre au peuple américain: débarrassez-vous de ces forces spéciales et condamnez leurs membres, parce qu'ils tuent des innocents[4].»

*

* *

À la fin de l'année 2010, le général Hugh Shelton, ex-chef d'état-major des armées, affirme ne pas être au courant des détails de l'incident de Gardez. Tout en affirmant que le commandant du SOCOM devrait ordonner la préparation d'un rapport interne pour savoir ce qui s'est passé et déterminer si des soldats doivent être traduits en cour martiale, il juge que l'affaire ne requiert aucune enquête plus approfondie. «Si le JSOC a tué ce chef de police [Daoud] et ces deux femmes enceintes alors qu'il disposait de renseignements indiquant qu'une opération terroriste était en préparation à

cet endroit, si les soldats, en arrivant sur les lieux, ont rencontré la moindre résistance (comme des coups de feu), alors je suis désolé qu'ils aient tué ces gens», explique Shelton. «Mais, même s'ils étaient au mauvais endroit, au mauvais moment, les gars faisaient ce qu'ils considéraient comme étant leur devoir et se protégeaient mutuellement dans le processus. Ça me semble normal. Je ne crois pas qu'une enquête soit nécessaire. Je pense qu'il faut faire une croix sur l'opération... à la guerre comme à la guerre.»

Pour Shelton, le statut de chef de police de Daoud ne change pas grand-chose à l'affaire. «En tant que chef de police, il aurait tout aussi bien pu être un terroriste et collaborer avec les deux camps», pense-t-il. «Les deux femmes enceintes? Il est fort regrettable qu'elles aient été enceintes. Il est aussi regrettable qu'elles aient été des femmes. En revanche, je me suis moi-même déjà fait tirer dessus par des femmes. Alors leur genre ne les excuse pas. Comme les hommes, elles sont appelées à mourir si elles nous tirent dessus.»

*

* *

Alors que, sous le commandement de McChrystal, le rythme des raids nocturnes s'accélère en Afghanistan, les forces spéciales peuvent poursuivre leurs opérations sans être tenues d'en rendre compte, ce dont le général semble tout à fait conscient. «Vous avez intérêt à frapper quatre ou cinq cibles cette nuit», aurait-il dit à un membre des Navy SEAL, avant d'ajouter: «Mais attendez-vous à ce que je vous réprimande demain matin.» Néanmoins, chaque nouveau raid suscite de nouvelles manifestations de colère un peu partout en Afghanistan.

La situation qui a amené Matthew Hoh à démissionner de son poste au département d'État à la fin de l'année 2009 persiste en 2010. En fait, elle s'est même aggravée. Dans les premiers mois de l'année, plus de 90 civils ont été tués lors d'opérations de l'OTAN, ce qui représente une augmentation de 75 % par rapport à l'année précédente. Et l'hécatombe ne se limite pas

aux raids nocturnes. Entre l'entrée en fonction de McChrystal et le printemps 2010, plus de 30 Afghans ont été abattus en voulant franchir des postes de contrôle. «Au cours des neuf mois que j'ai passés ici, dans tous les cas où nous avons eu recours à la force et atteint quelqu'un, aucun des véhicules que nous avons interceptés ne contenait d'explosifs ou d'armes. Souvent, une famille se trouvait à bord», admet McChrystal lors d'une téléconférence destinée à des soldats. «Nous avons tiré sur quantité de personnes et en avons tué bon nombre, mais, à ma connaissance, il s'est avéré qu'aucune d'elles ne représentait une menace réelle.»

Bien que McChrystal ait officiellement restreint le nombre de raids nocturnes et pratiquement mis un terme aux frappes aériennes, la réalité du terrain reste la même: des innocents se font tuer et l'indignation des Afghans va croissant. Au milieu de l'année 2010, les États-Unis mènent pas moins de 1 000 raids nocturnes par mois. Leurs forces spéciales «sont autorisées à tirer à vue sur tout homme armé», rapporte Gareth Porter. «C'est pourquoi les raids font de nombreuses victimes chez les civils afghans, tous considérés comme des insurgés par les forces spéciales.»

Les raids américains profitent aux talibans, juge l'ex-porte-parole du mouvement, le mollah Abdul Salam Zaeef, qui partage ainsi l'avis de Hoh. «Ils encouragent les gens à devenir extrémistes», affirme-t-il dans sa maison de Kaboul, où il est assigné à résidence, surveillé jour et nuit par des policiers afghans postés devant chez lui. Les politiciens et les officiers militaires américains «s'imaginent que, en faisant peur aux gens, on fait en sorte qu'ils se tiennent tranquilles. C'est mal connaître notre pays. Si vous tuez quelqu'un, quatre ou cinq autres personnes voudront les venger. Si vous en tuez 5, elles seront 20 à se soulever contre vous. Si vous manquez de respect à des habitants d'un village, tous les villageois se retourneront contre vous. Cette politique suscite la haine envers les Américains.»

Conjugués à une perception largement répandue selon laquelle le gouvernement afghan a pour seule fonction de faciliter la corruption de puissants seigneurs de guerre, de trafiquants de drogue et de criminels de guerre, ces homicides de civils ont créé une situation où les talibans et le

réseau Haqqani reçoivent l'appui de communautés pachtounes qui, autrement, ne les auraient pas soutenus. Depuis que Zaeef a été libéré de la prison de Guantanamo en 2005, «les talibans ont gagné en force», constate celui-ci.

Hoh confirme l'analyse de Zaeef: «Je crois que nous alimentons l'hostilité. Nous gaspillons de précieuses ressources à traquer des militants de rang intermédiaire qui non seulement ne menacent pas les États-Unis, mais n'ont même pas les moyens de le faire. Si le réseau Al-Qaïda base son recrutement sur une idéologie le présentant comme le défenseur du monde musulman contre l'agression occidentale, [nos actions] ne font que nourrir cette idéologie.»

En juin 2010, le conflit afghan acquiert le statut de plus longue guerre de l'histoire des États-Unis. Cet été-là, le cap des 1 000 soldats américains morts au combat est franchi. De juin 2009 à mai 2010, le nombre mensuel de déflagrations d'engins explosifs improvisés passe de 250 à plus de 900. Cependant, alors que la situation se détériore en Afghanistan, où les talibans et d'autres groupes d'insurgés gagnent du terrain, un scandale retentissant ébranle l'armée américaine et la communauté des forces spéciales, lequel mènera à la démission et au départ à la retraite du général McChrystal, un des architectes de la machine à tuer des États-Unis de l'après-11-Septembre. La chute du général n'a cependant rien à voir avec son passage à la tête du JSOC en Irak, son implication dans l'étouffement de la mort par tir fratricide de Paul Tillman (ex-joueur de la NFL devenu en 2004 *ranger* en Afghanistan) ou son rôle dans la transformation du JSOC en commando mondial. Sa déchéance résulte plutôt de la parution, dans le magazine *Rolling Stone,* d'un article de Michael Hastings rapportant des remarques désobligeantes proférées par McChrystal et ses proches collaborateurs à l'endroit du président Obama, du vice-président Biden et d'autres hauts responsables civils du gouvernement. Avant même que les exemplaires du magazine ne garnissent les kiosques à journaux, des extraits de l'article circulent dans les officines du pouvoir et les médias de la capitale. La

carrière de McChrystal, qui a commandé l'élite des militaires américains, est donc ruinée par un texte publié dans un numéro de *Rolling Stone* dont la couverture montre une Lady Gaga presque nue dont le soutien-gorge sert de support à des fusils d'assaut.

Le 23 juin, flanqué de Biden, de l'amiral Mullen, du secrétaire à la Défense Gates et du général Petraeus, Obama annonce qu'il accepte «avec le plus grand regret» la démission de McChrystal. «Je crois que c'est la bonne décision à prendre pour notre mission en Afghanistan, nos soldats, notre pays et notre sécurité», déclare Obama dans la roseraie de la Maison-Blanche. «Sa conduite, dont a fait état un récent article, ne répond pas aux critères que doit respecter un général en poste.» Le président remercie néanmoins McChrystal «pour sa remarquable carrière militaire».

«Il s'agit d'un changement de personnel, mais pas d'un changement de politique», précise toutefois le président.

Obama joint l'acte à la parole en remplaçant McChrystal par le général Petraeus, un des principaux architectes de l'élargissement du champ de bataille américain à l'ensemble de la planète. Presque immédiatement après la nomination de Petraeus à la tête de la FIAS, le rythme des raids nocturnes s'accélère de nouveau, et les frappes aériennes reprennent. Les victimes civiles se multiplient, et l'insurrection afghane prend de l'ampleur. Encore une fois, le programme américain d'assassinats «ciblés» alimente la menace même qu'il a pour fonction de combattre.

Chapitre 34

L'année du drone

YÉMEN, ÉTATS-UNIS, 2010 — Alors qu'on déploie et redéploie des milliers de soldats en Afghanistan, la campagne secrète menée ailleurs, sur des champs de bataille non désignés comme tels, prend de l'ampleur. Des drones armés bombardent le Pakistan chaque semaine, et les forces du JSOC interviennent sur le terrain en Somalie et au Yémen, ce dernier faisant aussi l'objet de frappes aériennes. Pendant ce temps, les sections d'Al-Qaïda actives dans ces pays gagnent en force. «Hunter», qui a collaboré avec le JSOC sous Bush et à la lutte antiterroriste sous Obama, commente ainsi les changements survenus d'une administration à l'autre: «C'est du pareil au même. En fait, les opérations du JSOC se sont même intensifiées sous l'administration actuelle. Un peu partout dans le monde, on constate aujourd'hui des choses qui, sous l'administration Bush, auraient été impensables, et ce, non seulement en raison de la vive opposition de membres du cabinet ou de cadres du Pentagone, mais aussi parce qu'elles n'auraient pas obtenu l'aval du président. Obama, lui, a fait le calcul politique et militaire (ce qui relève de ses prérogatives) de laisser le JSOC agir en toute liberté, tel un cheval fou, pour atteindre les objectifs qu'il a fixés.»

L'administration Obama, raconte Hunter, cherche à apaiser les dissensions entre la CIA et le JSOC et à unir toutes les forces dans sa campagne antiterroriste mondiale; la tâche s'avère cependant ardue. Au cours de la première année de cette administration, il est devenu évident que

le JSOC sortait gagnant du conflit idéologique qui, pendant dix ans, avait déchiré le milieu antiterroriste. Ses actions directes de type paramilitaire sont devenues la principale stratégie de la Maison-Blanche dans ses diverses guerres à petite échelle, et non seulement en Afghanistan. «On a institutionnalisé ses opérations au point où elles sont désormais partie intégrante de toute campagne militaire. On a en quelque sorte franchi un seuil au-delà duquel le JSOC incarne lui-même la campagne», explique Hunter. «En des lieux comme le Yémen, c'est le JSOC qui fixe les règles. C'est son terrain de jeu, où il fait ce qu'il juge nécessaire.» Alors que la politique antiterroriste américaine est de plus en plus marquée par l'esprit du JSOC, la CIA développe allègrement ses capacités paramilitaires, multiplie les attaques de drones et allonge ses listes de cibles. La situation s'apparente à une dispute territoriale dont l'issue consisterait à déterminer qui, du JSOC ou de la CIA, passera le plus vite à travers sa liste de personnes à éliminer.

Au début de l'année 2010, au moins trois instances de l'appareil d'État américain tiennent à jour une liste de cibles à abattre: le NSC, avec lequel le président traite directement lors de réunions hebdomadaires, la CIA et les forces armées. La CIA suit «sa propre procédure parallèle, plutôt cloisonnée», pour sélectionner ses cibles et lancer ses frappes, dont la plupart ont lieu au Pakistan. Le NSC et le département de la Défense n'exercent guère de surveillance sur le processus, tandis qu'Obama a le dernier mot sur «les frappes plus complexes et plus risquées» au Pakistan. Au moins deux fois par mois, le centre de lutte antiterroriste de la CIA remet à l'avocat général de l'agence un bref dossier contenant des propositions de cibles et des renseignements sur celles-ci. L'avocat rencontre ensuite des juristes du centre et le chef du service clandestin national (qu'on appelait auparavant direction des opérations) afin de coordonner les opérations secrètes de la CIA partout sur la planète. Enfin, la liste est évaluée pour approbation par des avocats de la Maison-Blanche et du NSC ainsi que par le

«groupe des huit» parlementaires normalement informés des opérations secrètes du renseignement.

Les forces armées, de leur côté, maintiennent «plus d'une liste, car les forces spéciales clandestines» du JSOC ont la leur propre, écrivent les journalistes Dana Priest et William Arkin. Il arrive souvent que toutes ces listes secrètes se recoupent, constatent-ils, car les trois principales agences chargées de les dresser ne coordonnent pas leurs efforts.

*

* *

Au bout d'un an à la présidence, Obama et son équipe antiterroriste sont pleinement engagés dans la systématisation du processus d'assassinat de présumés terroristes et d'autres «militants». À leur façon, ils ont adhéré à la vision du monde des néoconservateurs, qui considèrent celui-ci comme un champ de bataille; les personnes qui figurent sur leurs listes proviennent d'ailleurs de toutes les régions de la planète. Contrairement au président Bush, qui déléguait souvent les décisions d'assassiner aux commandants des forces armées et aux cadres de la CIA, Obama tient à approuver personnellement la plupart des opérations létales. Tous les mardis après-midi, il préside ce que des hauts fonctionnaires ont surnommé les «mardis de la terreur»: des réunions lors desquelles des individus sont «mis en nomination» pour l'obtention d'une place sur la liste des cibles à éliminer. Nombre d'entre eux sont des agents déjà connus, actifs au Pakistan, au Yémen ou en Somalie, mais il s'agit parfois de personnes ayant de vagues relations avec d'autres suspects, ou encore de simples habitants d'une région ou d'un pays en particulier.

«Ce processus de "nomination" secret est une invention de l'administration Obama, un sinistre club de discussion dont les membres visionnent des diapositives PowerPoint montrant les noms, les pseudonymes et les biographies de membres présumés de la section yéménite d'Al-Qaïda ou de ses alliés de la milice somalienne Al-Chabab»,

rapporte le *New York Times.* «Les nominations sont acheminées à la Maison-Blanche, où, conseillé par Brennan, Obama doit les approuver. Le président autorise chaque opération en territoire yéménite et somalien, de même que les frappes plus complexes ou plus risquées au Pakistan», poursuit le quotidien new-yorkais. Les mardis de la terreur suivent une réunion à laquelle participent parfois plus d'une centaine d'avocats et de hauts fonctionnaires de la sécurité nationale, où l'on discute des noms à ajouter à la liste ou à retirer de celle-ci. Selon des sources bien au fait du contenu de ces rencontres, le JSOC a la haute main sur le processus et «prépare» les fonctionnaires du département d'État, de la CIA et de la Maison-Blanche à entériner une campagne d'assassinats ciblés visant l'«infrastructure» des réseaux afin de remonter plus loin dans «la chaîne alimentaire» en divers pays.

Bien qu'Obama ait basé une partie de sa campagne électorale sur la promesse de recourir unilatéralement à la force contre des terroristes avérés, ses cibles se limitaient à Oussama Ben Laden et à ses principaux lieutenants. Une fois au pouvoir, toutefois, il a entrepris la mise en place d'un système dont la portée serait beaucoup plus large. La liste de cibles à éliminer est essentiellement devenue une forme de justice «précriminelle», où un individu est considéré comme une proie légitime si des aspects de son comportement correspondent à ceux de présumés terroristes. En ayant recours aux «frappes particulières», on n'est plus tenu de se limiter aux personnes ayant été impliquées dans des complots ou des attentats contre les États-Unis: si l'on juge qu'un individu a le potentiel de commettre un acte terroriste, la décision de l'assassiner est justifiée. Parfois, la simple appartenance à un groupe d'«hommes en âge d'être soldats» dans telle région du Pakistan constitue une preuve suffisante d'activité terroriste légitimant le déclenchement d'un tir de drone. Au Yémen, Obama a autorisé le JSOC à s'en prendre à des cibles même si les planificateurs de mission ne connaissaient pas l'identité des personnes à bombarder. De telles opérations sont qualifiées de «frappes d'obstruction aux attentats terroristes».

Pendant qu'Obama préside les mardis de la terreur, deux personnes occupant des postes clés et possédant une vaste expérience en la matière coordonnent la politique d'assassinats de son administration: John Brennan et William McRaven. Brennan a joué un rôle actif dans le programme d'assassinats de l'administration Bush, auquel McRaven a aussi contribué alors qu'il travaillait pour le NSC. Sous Obama, les deux hommes ont désormais la possibilité de systématiser et de parfaire les programmes auxquels ils ont collaboré dans l'ombre pendant la plus grande partie de leur carrière.

Au Pakistan, la CIA se voit confier le commandement des attaques de drones et obtient des appareils supplémentaires, si bien que, à la fin de l'année 2009, Leon Panetta déclare que l'agence «est en train de mener les opérations les plus offensives de son histoire». Le JSOC, lui, est chargé de l'essentiel du reste du monde, où il dispose d'une latitude d'action nettement plus grande qu'auparavant. Malgré la persistance de certains des conflits qui, en coulisse, opposent le JSOC et la CIA, McRaven et Brennan voient tous deux une opportunité de créer un front antiterroriste plus uni qu'au cours des huit années précédentes. La crédibilité et la popularité d'Obama, ce démocrate progressiste et spécialiste du droit constitutionnel qui s'est engagé à mettre un terme aux excès de la machine de guerre de Bush, leur seront très utiles pour faire avancer leur cause.

Interviewés par le *New York Times* et d'autres grands médias, de hauts responsables de la Maison-Blanche reprennent invariablement la thèse de la «guerre juste» avancée par Obama dans son discours d'obtention du prix Nobel de la paix, et précisent que le président est un admirateur de saint Augustin et de saint Thomas d'Aquin. «Avec John Brennan aux côtés d'Obama, je suis tranquille, car Brennan est un homme d'une grande probité», affirme le conseiller juridique du département d'État Harold Koh. Grand pourfendeur de la politique antiterroriste de l'administration Bush, Koh a changé de refrain. «C'est comme si un prêtre ayant de très solides

valeurs morales se voyait soudainement confier le commandement d'une guerre.»

Sur le front antiterroriste, la première année de l'administration Obama se caractérise par un recours systématique à l'assassinat, qui devient la pièce maîtresse de la politique de sécurité nationale de Washington. Les frappes préventives sont motivées en partie par la crainte d'un nouvel attentat contre les États-Unis. Les conseillers d'Obama savent qu'une telle attaque pourrait nuire à sa présidence et n'hésitent pas à le dire franchement aux journalistes. Cependant, le recours croissant au JSOC et aux drones vient renforcer la thèse voulant qu'Obama mène une guerre «mieux avisée» que celle de son prédécesseur. Le président peut ainsi affirmer qu'il combat les terroristes tout en prétendant mettre fin à l'occupation de l'Irak, à laquelle il s'est toujours opposé. Bien qu'elle lui vaille les éloges de nombreux républicains, sa politique antiterroriste musclée est perçue par d'autres comme une façon de contourner la question controversée de la détention illégale des présumés terroristes: «Leur politique consiste à éliminer les objectifs de grande importance au lieu de les capturer», constate le sénateur Saxby Chambliss, plus ancien membre républicain de la commission spéciale du Sénat sur le renseignement. «Ils ne le crieront pas sur les toits, mais c'est bien ce qu'ils font.» Très rares sont les démocrates qui critiquent la campagne mondiale d'assassinats qu'est en train de lancer le président. «Il s'agit du choix politique le plus avantageux qui soit: faible coût, absence de victimes américaines, apparence d'implacabilité», explique l'amiral Dennis Blair, directeur national du renseignement de 2009 à 2010. «C'est bien perçu du public américain, et impopulaire seulement dans les autres pays. Tout effet néfaste sur l'intérêt du pays ne pourra se manifester qu'à long terme.»

L'administration invoque systématiquement le «secret d'État» et la protection de la sécurité nationale pour soustraire les caractéristiques de son programme d'assassinats au regard du public. À l'occasion, si elle le juge opportun, elle divulgue discrètement les détails d'une opération à des

journalistes. Ce faisant, elle perpétue bon nombre des pratiques contre lesquelles les démocrates progressistes pestaient quand Bush et son équipe tenaient le gouvernail. Selon Jack Goldsmith, ancien conseiller juridique de l'administration Bush, «le maintien de presque toutes les politiques antiterroristes de son prédécesseur» est «sans doute la surprise la plus étonnante de la présidence d'Obama». L'administration Obama refuse par ailleurs de rendre publiques ses conclusions sur la légalité des opérations d'assassinat. «Parce que ce programme repose sur la légitimité personnelle du président, il ne pourra pas durer», déclare l'ex-directeur de la CIA Michael Hayden dans une interview au *New York Times*. «J'ai passé toute ma carrière à agir en fonction de recommandations secrètes de l'OLC, ce dont je ne suis pas très fier. Une démocratie ne peut faire la guerre en se basant sur des avis juridiques enfermés dans un coffre-fort du département de la Justice.»

Obama et ses collaborateurs ont mis sur pied un système permettant de «tuer des gens sans preuve et sans que personne ne puisse s'y opposer», déplore Phil Giraldi, ex-officier traitant à la CIA. «Je ne conteste pas l'existence des terroristes ou la nécessité d'en éliminer un de temps à autre pour quelque bonne raison, mais j'aimerais justement la connaître, cette bonne raison. Je déteste qu'un locataire de la Maison-Blanche me dise "Faites-moi confiance". On nous l'a servi trop souvent.»

*

* *

Du début de son mandat au milieu de l'année 2010, l'administration Obama a fait passer de 60 à 75 le nombre de pays où sont déployées des forces spéciales. En excluant celles qui servent en Irak et en Afghanistan, environ 4 000 personnes travaillent sous les ordres du SOCOM dans le monde. «Les opérations spéciales que la Maison-Blanche est en mesure de lancer vont au-delà des seules frappes unilatérales et comprennent l'entraînement de

forces antiterroristes étrangères, avec lesquelles des interventions peuvent être menées», rapporte le *Washington Post.* «Il existe des plans de frappes préventives ou de représailles visant de nombreuses régions du monde, lesquels sont conçus pour être mis en œuvre si un complot est découvert ou qu'un groupe en particulier s'avère associé à un attentat venant d'être commis.»

John Brennan résume bien la nouvelle doctrine antiterroriste de l'administration Obama lorsqu'il déclare que «nous ne nous contenterons pas de réagir après coup» aux attentats terroristes et que «nous entendons combattre Al-Qaïda et ses alliés extrémistes où qu'ils se trouvent, en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen, en Somalie et ailleurs».

Selon des sources haut placées du milieu des opérations spéciales, l'administration Obama a envoyé des équipes du JSOC en Iran, en Géorgie, en Ukraine, en Bolivie, au Paraguay, en Équateur, au Pérou, au Yémen, au Pakistan (y compris au Baloutchistan) et aux Philippines. Par moments, des unités ont été déployées en Turquie, en Belgique, en France et en Espagne. Le JSOC appuie également les opérations de la Drug Enforcement Administration (DEA, Agence américaine de lutte contre le trafic de drogue) en Colombie et au Mexique. Néanmoins, à l'extérieur de l'Afghanistan et du Pakistan, il se consacre en priorité au Yémen et à la Somalie. «Des opérations unilatérales sont en cours dans ces deux pays», confirme une source des forces spéciales.

Un haut gradé des forces armées interviewé par le *Washington Post* soutient que l'administration Obama a donné son feu vert à «des opérations auxquelles l'administration précédente n'aurait jamais consenti». Il est plus facile pour les commandants des forces spéciales d'entrer en communication directe avec la Maison-Blanche que pendant l'ère Bush, rapporte le même article. «Nous y avons accès beaucoup plus aisément», affirme un officier. «Ils font moins de déclarations publiques, mais agissent davantage. Ils sont beaucoup plus prompts à lancer des opérations

musclées.» Sous Obama, confirme Hunter, le JSOC peut frapper «plus fort, plus tôt et plus vite, avec le soutien total de l'administration».

Chapitre 35

Aux portes de l'enfer

Yémen, 2010 — Début février 2010, Saïd Ali Al-Shihri, l'un des dirigeants d'AQPA que les autorités yéménites ont prétendu à plusieurs reprises avoir éliminé, diffuse un enregistrement audio. «Compagnons de la péninsule arabique, nous vous conseillons de vous préparer à prendre les armes pour défendre votre religion et votre vie en vous joignant à vos frères moudjahidines», déclare-t-il, ajoutant que des «avions de surveillance» américains, probablement des drones, tuent femmes et enfants.

Le 14 mars, les États-Unis lancent de nouvelles frappes aériennes dans la province d'Abyan, au sud du Yémen, tuant deux militants présumés d'AQPA, dont Jamil Al-Anbari, chef de sa section méridionale. Comme dans le cas du bombardement d'Al-Majalah, le Yémen s'attribue la responsabilité de l'opération. Les États-Unis, eux, s'abstiennent de commenter l'événement. Dans un enregistrement audio diffusé peu après l'assaut, le dirigeant d'AQPA Qasim Al-Rimi confirme le décès de ses deux compagnons. «Cette attaque américaine visait notre frère Jamil», rapporte-t-il. «Elle a été lancée alors qu'il était en train de faire un appel par internet.» Al-Rimi trouve «absurde» que les autorités yéménites revendiquent cette attaque, ainsi que les frappes de décembre 2009. «Qu'Allah couvre les menteurs de honte.» Quelques mois plus tard, AQPA se vengera en lançant un insolent assaut contre un complexe de sécurité gouvernemental situé à

Aden, faisant 11 morts. Les auteurs de l'attentat signeront «la brigade du martyr Jamil Al-Anbari».

Une semaine après l'attaque du 14 mars, un des principaux responsables de la guerre secrète menée par l'administration Obama au Yémen, Michael Vickers, accompagne James Clapper, alors sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement, à une rencontre avec le président Saleh et d'autres hauts dirigeants yéménites. L'ambassade américaine publie un bref communiqué à ce sujet, se bornant à dire que la rencontre visait à «discuter de la coopération de leurs pays en matière de lutte contre le terrorisme» et à «souligner que les États-Unis apprécient les efforts déployés par le Yémen pour combattre» AQPA. Un mois plus tard, derrière des portes closes, Vickers met au parfum les membres de la commission du Sénat sur les services armés quant à la guerre secrète que livrent les États-Unis au Yémen et en Somalie. Dans un courriel confidentiel qui circule entre les membres de l'équipe de Vickers, on peut lire qu'«une force d'intervention déployée au Yémen a aidé les autorités yéménites à éliminer de présumés terroristes, mais a aussi mené des opérations unilatérales. […] La communauté du renseignement, qui comprend la DIA et la CIA, passe en revue la liste de cibles pour décider qui doit être capturé vivant pour servir de source de renseignement, et qui peut être tué».

Tandis que le JSOC poursuit ses activités au Yémen, veillant à l'entraînement des forces yéménites ou menant des opérations cinétiques, les frappes aériennes continuent. Fin mai, le général James «Hoss» Cartwright, vice-chef d'état-major des armées, obtient le feu vert du président Obama pour frapper un objectif de grande importance qui se trouve dans la mire du JSOC. Le 24 mai, un missile américain fait exploser un convoi de véhicules dans le désert près de Marib. Selon les renseignements exploitables disponibles, les occupants se rendaient à une rencontre réunissant des dirigeants d'Al-Qaïda. Ces renseignements, toutefois, sont loin d'être complets. Les victimes de l'attaque, en effet, ne sont pas des membres d'Al-Qaïda, mais d'éminents médiateurs locaux

impliqués dans les efforts du gouvernement visant la démilitarisation de membres d'AQPA. Parmi les morts, on compte Jabir Al-Shabwani, vice-gouverneur de la province de Marib. Celui-ci se trouvait particulièrement bien placé pour négocier avec les dirigeants d'AQPA, son cousin Ayad étant le chef de la section locale de l'organisation, rescapé de deux attaques menées contre lui par les forces américaines et yéménites en janvier précédent. Le 24 mai, c'est au tour de l'oncle d'Al-Shabwani et de deux de ses compagnons d'être la cible de missiles américains. Selon un responsable local, «le vice-gouverneur s'apprêtait à accomplir une mission de médiation dont l'objectif consistait à persuader des membres d'Al-Qaïda de se rendre aux autorités».

Comme dans le cas des autres frappes américaines, les autorités yéménites endossent la responsabilité de cet assaut manqué, et la Haute Commission de la sécurité du Yémen présente ses excuses à la population. Cette fois, cependant, les contrecoups de l'affaire sont beaucoup plus violents en raison de l'identité des victimes. Quelques heures après le massacre, la tribu d'Al-Shabwani attaque le principal oléoduc reliant Marib au port de Ras Isa, sur la côte de la mer Rouge. Des membres de sa tribu prennent même d'assaut le palais présidentiel de Marib, où ils sont repoussés par les forces armées yéménites et leurs tanks. Des parlementaires yéménites réclament des explications au gouvernement Saleh, tant à propos de cette attaque que de la récente intensification des frappes aériennes dans le pays.

Plusieurs mois après l'attaque du 24 mai, des responsables américains émettent l'hypothèse que le gouvernement Saleh leur a peut-être fourni délibérément des renseignements erronés pour éliminer Al-Shabwani après qu'une querelle politique eut éclaté entre ce dernier et des «membres importants» de la famille du président. «Nous croyons avoir été dupés», déclare une source américaine au fait des discussions «de haut niveau» sur le Yémen ayant cours au sein de l'administration Obama. La Maison-Blanche, les commandants militaires et l'ambassadeur américain à Sanaa avaient tous donné leur aval à cette attaque. «Difficile de vraiment savoir

qui assistait à ces rencontres [de Yéménites]», confie un ex-cadre du renseignement américain au *Wall Street Journal*. Selon une autre source du gouvernement, l'assaut met en évidence la crédulité des Américains devant certaines affirmations des Yéménites du genre «C'est un méchant, vous pouvez l'éliminer», auxquelles ils souscrivent sans tenir compte des rivalités politiques possibles. Brennan, pour sa part, aurait été «ulcéré» par l'attaque. «Comment cela a-t-il pu se produire?» demande le président Obama au général Cartwright.

À la suite des tirs de missiles de croisière Tomahawk qui ont abattu un nombre effarant de civils à Al-Majalah en décembre 2009, ainsi que de l'assaut désastreux qui a tué Al-Shabwani, la CIA exerce des pressions pour que les missiles Tomahawk employés par le JSOC soient remplacés par l'arme de prédilection de l'agence: les drones. On repositionne alors les satellites de surveillance et poste de nouveaux drones Predator dans des bases secrètes situées près de la frontière yéménite. «Des drones survolent Marib toutes les 24 heures, et il ne se passe pas une journée sans qu'on en aperçoive», rapporte le cheikh Ibrahim Al-Shabwani, un autre frère de Jamil Al-Shabwani, le vice-gouverneur abattu le 24 mai. «Ils volent parfois à basse altitude, parfois plus haut. Leur présence crée une atmosphère de peur, car on craint qu'ils ne frappent à tout moment.» De toute évidence, ce climat d'insécurité est un élément central de la nouvelle stratégie américaine, qui vise à dissuader les tribus locales de s'allier à AQPA sous peine de représailles mortelles. Cette approche suscite toutefois de violentes réactions, en particulier de la part des chefs tribaux, car, dans la guerre qui fait rage, les membres d'une même famille peuvent se retrouver dans des camps adverses.

Selon certains rapports, le président Saleh, dont le régime dépend de l'appui des groupes tribaux, est loin d'avoir fait tuer Al-Shabwani. À la suite de l'assaut, il a même réclamé une trêve dans les opérations secrètes des États-Unis. Les responsables américains, de leur côté, tiennent à conserver la permission de frapper en territoire yéménite. «En fin de

compte, il [Saleh] n'a pas été catégorique», déclare un haut fonctionnaire de l'administration Obama au *New York Times*. «Il ne nous a pas expulsés du pays.»

Chose certaine, les frappes américaines, en particulier celles qui tuent des civils et d'éminents notables tribaux, rendent service à AQPA en ce qui a trait au recrutement et à sa campagne de propagande contre l'alliance antiterroriste conclue entre les États-Unis et le régime Saleh. Selon des hauts fonctionnaires yéménites, la série de frappes américaines qui a eu lieu entre décembre 2009 et mai 2010 a tué plus de 200 civils et 40 personnes entretenant des liens avec Al-Qaïda. «L'approche adoptée par les États-Unis au Yémen est de plus en plus risquée, car elle renforce la stratégie plus vaste d'AQPA, qui clame que la situation yéménite rappelle celle de l'Irak ou de l'Afghanistan», affirme en juin 2010 Gregory Johnsen, professeur à l'université de Princeton, après la publication par Amnistie internationale d'un rapport confirmant l'usage de munitions américaines lors des assauts perpétrés au Yémen. «Ils peuvent dorénavant démontrer que le Yémen est un front légitime pour le djihad», poursuit Johnsen, qui en 2009 a fait partie d'un groupe de l'USAID chargé de l'évaluation des conflits en territoire yéménite. «C'est ce qu'ils affirment depuis 2007, mais tous ces événements viennent renforcer leur thèse.»

Au cours de l'été 2010, après des mois de frappes aériennes et de raids américains et yéménites soutenus, AQPA riposte. En juin, dans la province d'Aden, un groupe d'insurgés vêtus d'uniformes militaires effectue un raid audacieux dans un complexe de l'agence de sécurité politique, la police secrète yéménite. Un matin, lors de la cérémonie du drapeau, les hommes d'AQPA, munis de lance-grenades et d'armes automatiques, font irruption dans le complexe et ouvrent le feu. Ils abattent au moins dix agents de sécurité et trois femmes de ménage. Le raid, qui visait à libérer de présumés militants détenus par l'agence, atteint son objectif. Il est suivi par une campagne d'assassinat intensive durant l'été, qui cible de hauts dirigeants de l'armée et du renseignement. Pendant le mois sacré du ramadan, qui

cette année-là commence en août, AQPA mène plus d'une dizaine d'assauts. En septembre, le nombre de dirigeants tués atteint la soixantaine. Bon nombre sont éliminés par des assassins à moto, et cette tactique se répand à tel point que le gouvernement finit par interdire ce moyen de transport dans les zones urbaines de la province d'Abyan. L'usage de «motocyclettes dans les attentats terroristes visant à éliminer des responsables du renseignement ou de la sécurité» a «grimpé en flèche au cours des neuf derniers mois dans cette province», déclare un employé du ministère yéménite de l'Intérieur.

Tandis qu'on assaille le gouvernement yéménite et que les opérations secrètes américaines s'intensifient, Anwar Al-Awlaki diffuse un «message au peuple américain». Il y affirme que l'initiative d'Umar Farouk Abdulmutallab, qui visait à faire exploser un avion au-dessus de Détroit, se veut un «geste de représailles en réaction aux tirs de missiles de croisière et de bombes à sous-munitions qui ont tué des femmes et des enfants». Il poursuit: «Vous avez vos B-52, vos hélicoptères Apache, vos chars d'assaut Abrams et vos missiles de croisière; de notre côté, nous disposons d'armes moins puissantes et de bombes artisanales, mais nous avons des hommes dévoués et sincères, au cœur de lion.» Al-Awlaki se lance également dans une diatribe contre les gouvernements américain et yéménite. Si «on se souvient de Bush comme du président qui s'est embourbé en Afghanistan et en Irak, il semble qu'Obama veuille faire de même au Yémen», ajoute l'imam. Il précise sa pensée: «Obama a déjà enclenché sa guerre au Yémen, par les frappes aériennes effectuées dans les provinces d'Abyan et de Shabwah. Il a ainsi alimenté la campagne de propagande des moudjahidines dans le pays; en quelques jours, il a accompli à leur place le travail de plusieurs années. […] Les membres corrompus du gouvernement yéménite et certains chefs tribaux qui se prétendent vos alliés peuvent s'en donner à cœur joie: selon la rumeur qui circule entre eux, le moment est bien choisi pour tirer parti de la crédulité des Américains. On extorque actuellement des millions de dollars à vos politiciens, à vos militaires et à vos responsables du renseignement. Le gouvernement Saleh vous offre de belles

promesses et des factures salées: bienvenue dans l'univers de la politique yéménite.»

Les affirmations d'Al-Awlaki au sujet de la relation entre les gouvernements américain et yéménite ne tombent pas des nues: elles trouvent écho dans les conclusions de nombreux analystes chevronnés de la question yéménite. Durant cette période, Al-Awlaki devient une figure quasi mythique dans le discours des médias américains et des responsables de la lutte antiterroriste. La vraie question, toutefois, demeure celle de l'ampleur *réelle* de la menace qu'il incarne. Bien que ce débat se déroule dans l'ombre, le cas d'Al-Awlaki soulève une grande controverse dans la communauté du renseignement. On sait qu'il a encensé des attentats perpétrés à l'encontre des États-Unis, et qu'il a été en contact avec Hasan et Abdulmutallab. On sait aussi qu'il a lancé un appel à la résistance violente contre les États-Unis et ses alliés. Par contre, rien ne prouve, officiellement du moins, que l'imam a déjà joué un rôle concret dans une quelconque attaque terroriste.

En octobre 2009, la CIA aurait conclu que «l'agence ne possède pas de preuve qu'il a mis en péril la vie d'Américains, ce qui constitue le critère préalable au lancement d'une opération de capture ou d'assassinat» contre un citoyen américain. Mais le président Obama en a décidé autrement: Al-Awlaki doit périr.

*

* *

En février 2010, le journaliste Abdulelah Haider Shaye réussit à nouveau à retracer Al-Awlaki pour une entrevue. C'est la première qu'accorde l'imam depuis que sa tête a été officiellement mise à prix par le gouvernement américain. «Pourquoi croyez-vous que les Américains veulent vous tuer?» demande Shaye. «Parce que je suis musulman et que je prêche l'islam», répond Al-Awlaki, ajoutant que les accusations portées contre lui — dans les médias, pas devant les tribunaux — gravitent autour de l'«influence» qu'il aurait exercée sur Hasan et Abdulmutallab, et du fait que des individus

soupçonnés d'avoir pris part à des complots terroristes ont été trouvés en possession d'enregistrements de ses sermons. «Tout cela s'inscrit dans une tentative d'éliminer les voix qui prônent la défense des droits de l'*oumma*», déclare l'imam, qui ajoute: «Nous voulons voir triompher l'islam qu'Allah nous a transmis par le prophète Mahomet, l'islam fondé sur le djihad et la charia. Quand une voix s'élève en ce sens, ils l'éliminent: ils assassinent ou emprisonnent la personne elle-même, ou détruisent son image en la déformant dans les médias.»

Shaye demande à Al-Awlaki: «Croyez-vous que le gouvernement du Yémen facilitera votre assassinat?»

«Le gouvernement yéménite vend ses citoyens aux États-Unis; il obtient de l'argent en échange de leur sang. Les hauts dirigeants yéménites autorisent les Américains à frapper à leur guise en leur demandant de ne pas revendiquer ces attaques pour éviter de soulever l'indignation de la population. C'est le gouvernement yéménite qui s'attribue sans scrupule la responsabilité de ces opérations», répond Al-Awlaki. «Les habitants des provinces de Shabwah, d'Ayan et d'Arhab ont été témoins de tirs de missiles de croisière, et certains ont vu tomber des bombes à sous-munitions qui n'exploseront que plus tard. Quand il prétend avoir mené ces attaques, le gouvernement ment pour ne pas être accusé de coopérer avec les États-Unis. Les drones américains survolent continuellement le territoire yéménite. Quel gouvernement digne de ce nom qualifierait de coopération le fait de permettre à son ennemi d'espionner ses citoyens?»

Au Yémen, Al-Awlaki vit dans la clandestinité totale, ce qui complique considérablement la publication de ses sermons. Son blogue a été éliminé par le gouvernement américain, et des drones sillonnent le ciel du Shabwah. Bien que des journalistes, des «experts» du terrorisme et des hauts fonctionnaires américains présentent Al-Awlaki comme un chef d'AQPA, la véracité de ces affirmations reste à prouver. L'imam s'est aventuré en terrain miné en applaudissant des actes terroristes perpétrés contre les États-Unis et en exhortant les musulmans américains à suivre l'exemple de Nidal

Hasan. Selon les renseignements disponibles sur la nature des liens unissant Al-Awlaki à AQPA en 2010, toutefois, il semble qu'il n'ait pas été un membre actif de l'organisation; il aurait simplement cherché à s'allier à des gens partageant ses convictions. Selon certains, dont son oncle Cheikh Saleh Ben Fareed, on l'aurait même forcé à nouer une alliance avec AQPA après qu'il eut été condamné à mort avec les dirigeants de l'organisation.

Ben Fareed s'est fait le protecteur d'Al-Awlaki au Yémen. C'est grâce à son statut de chef tribal que son neveu a pu se rendre sans encombre au Shabwah et dans d'autres régions. Le cheikh, toutefois, subit de fortes pressions de la part du gouvernement yéménite, qui réclame la reddition d'Anwar. Nasser Al-Awlaki, pour sa part, est persuadé que son fils refusera de se rendre et que les forces américaines continueront de le traquer en vue de l'assassiner. Ben Fareed décide néanmoins de faire une autre tentative et prend la direction du Shabwah, où Anwar a trouvé refuge. Dès son arrivée, il constate la présence de drones «survolant la vallée jour et nuit. Évidemment, ils sont moins visibles la nuit, mais on les entend très clairement. Je crois bien que c'est Anwar qu'ils surveillaient», raconte le cheikh.

Lorsque Ben Fareed rencontre son neveu, celui-ci lui confie qu'Obama l'a inscrit sur la liste des cibles à abattre. «Je crois que Sanaa subit beaucoup de pression», déclare Ben Fareed. «Le président vient de donner l'ordre de te capturer, mort ou vif.» Anwar souligne le fait qu'aucune accusation criminelle n'a été portée contre lui par le gouvernement américain, et qu'il n'a pas l'intention de se rendre pour répondre d'accusations fictives. «Vous pouvez leur dire que jusqu'à maintenant, je n'ai jamais été lié à Al-Qaïda», déclare l'imam à son oncle. «Mais si [Obama] ne retire pas [son ordre d'exécution], ils me mèneront droit en enfer. Je n'ai plus le choix.»

Selon Ben Fareed, les menaces pesant sur Anwar ont eu l'effet pervers de l'inciter à se rapprocher d'AQPA. «Effectivement, nous ne pouvions que constater qu'[Anwar] n'avait plus le choix. Ils l'ont vraiment conduit aux

portes de l'enfer.» Sa condamnation à mort par le gouvernement américain «a été une erreur monumentale», affirme Ben Fareed.

Le 23 mai 2010, Al-Malahim, la section médiatique d'Al-Qaïda au Yémen, met en ligne une vidéo intitulée «Première rencontre exclusive avec le cheikh Anwar Al-Awlaki». On y aperçoit l'imam remerciant l'intervieweur, un homme barbu tout de blanc vêtu, pour «s'être donné le mal de venir à lui». Al-Awlaki, assis devant une bibliothèque remplie de livres religieux, porte un habit traditionnel décoré à la ceinture d'une *jambiya*, poignard porté comme symbole tribal par de nombreux Yéménites. Au cours de l'entretien, Al-Awlaki fait l'éloge d'un récent discours prononcé par le numéro deux d'Al-Qaïda, Ayman Al-Zaouahiri, mais il s'adresse à «vous, les gens d'Al-Qaïda», sans prétendre appartenir à l'organisation.

L'intervieweur, qui remercie Al-Awlaki à plusieurs reprises de lui avoir accordé une entrevue «exclusive», ne s'adresse pas non plus à lui comme à un confrère d'Al-Qaïda. Il lui pose des questions très directes sur la légitimité de l'assassinat de civils, sa relation avec Nidal Hasan et Abdulmutallab, son interprétation de diverses fatwas. Il lui demande aussi de commenter l'annonce que sa tête a été mise à prix. Al-Awlaki lui confie en arabe: «Je ne suis pas un fugitif. Je me déplace dans le territoire de ma tribu et dans d'autres régions du Yémen parce que les Yéménites détestent les Américains et viennent en aide aux opprimés et aux défenseurs de la vérité. Je suis accueilli par les gens de la tribu Awlaki, et je reçois l'appui d'une grande partie de la population du pays.» L'imam fait l'éloge de divers mouvements de moudjahidines dans le monde, de la Somalie à l'Afghanistan en passant par l'Irak. «Tous les musulmans, et en particulier les habitants de la péninsule arabique, devraient prendre part au djihad contre les États-Unis», déclare-t-il.

De toute évidence, Al-Awlaki adhère de plus en plus aux principes d'Al-Qaïda, ce dont témoignent ses déclarations publiques. Toutefois, il ne s'agit encore que de simples paroles, et non d'actions concrètes. Selon l'ex-

analyste de la DIA Joshua Foust, certains responsables du renseignement américain attribuent à l'imam une importance fondée sur l'influence potentielle de ses déclarations. D'après Foust, les éloges d'Al-Qaïda et les appels à l'action terroriste d'Al-Awlaki restent répréhensibles, mais ne prouvent pas qu'il a joué un rôle actif dans l'organisation. «Même les dirigeants d'AQPA le traitent comme un subordonné qui doit se soumettre à leur commandement», précise Foust. «À mon avis, on lui accorde beaucoup trop d'importance.»

L'attentat raté de Noël a aussi une grande incidence sur la façon dont est perçu l'imam à la Maison-Blanche: on se met à lui attribuer un rôle actif au sein du mouvement terroriste, et certains le comparent même à Ben Laden. «À mes yeux, on exagère», affirme Emile Nakhleh. «Il n'aurait pas suscité autant d'attention sans le coup d'éclat d'Abdulmutallab.»

Certes, Al-Awlaki gagne en prestige aux yeux d'Al-Qaïda et approfondit ses liens avec divers acteurs de l'organisation dans le Shabwah et ailleurs, mais selon des sources yéménites bien informées qui ont interrogé des leaders d'AQPA à ce sujet, il n'est toujours pas un membre actif du groupe. «Anwar Al-Awlaki n'est pas un dirigeant d'Al-Qaïda; il n'y a jamais rempli de fonctions officielles», affirme le journaliste Abdul Rezzaq Al-Jamal, qui croit que l'imam est simplement «lié à Al-Qaïda par son hostilité envers les États-Unis». Al-Awlaki «partage la vision, l'argumentaire et les stratégies d'Al-Qaïda. Les efforts qu'il a déployés en ce sens, en particulier pour le recrutement de militants occidentaux, étaient majeurs».

Nasser Al-Awlaki, pour sa part, admet que son fils a commencé à parler de ses «frères» d'Al-Qaïda lors d'entrevues, mais il ne croit pas que celui-ci se soit joint à l'organisation. «Il ne m'a jamais dit qu'il était membre d'Al-Qaïda», confie-t-il. À son avis, son fils «a peut-être fini par adhérer à certaines idées de l'organisation: si on ne réussit pas à récupérer son territoire de façon non violente, il faut se battre pour y parvenir; si quelqu'un vous attaque, vous devez vous défendre». Nasser poursuit:

«Anwar est un homme très courageux, je vous l'assure. Je connais bien mon fils. S'il était membre de cette organisation, il n'aurait pas hésité à l'affirmer.» Figurant déjà sur la liste de cibles à éliminer, Anwar Al-Awlaki n'a effectivement plus grand-chose à perdre.

Même au sein du gouvernement yéménite, certains s'inquiètent du fait que les États-Unis amplifient l'importance du rôle d'Al-Awlaki dans le mouvement terroriste. Le ministre des Affaires étrangères, Abou Bakr Al-Qirbi, déclare à des journalistes de Sanaa qu'«Anwar Al-Awlaki a toujours été perçu comme un prédicateur plutôt que comme un terroriste, et ne devrait pas être traité comme un terroriste par les États-Unis en l'absence de preuves».

Al-Awlaki n'a fait jamais l'objet d'accusations officielles de la part du gouvernement américain, qui n'a jamais prouvé non plus qu'il a réellement joué un rôle de meneur au sein d'AQPA. Son histoire, en fait, met en lumière une importante question soulevée par un programme d'assassinat ciblé qui prend de plus en plus de place dans la politique étrangère américaine: les États-Unis peuvent-ils éliminer sans procès leurs propres citoyens?

Chapitre 36

L'agence matrimoniale de la CIA

Danemark, Yémen, 2010 — Tandis que s'intensifie au Yémen la traque d'Anwar Al-Awlaki, l'ex-motard Morten Storm s'affaire de son côté à lui trouver une épouse européenne. À l'insu de l'imam, le service de renseignement danois coordonne sa mission avec l'aide de la CIA. Ayant placé des avis sur des sites internet fréquentés par des admirateurs d'Al-Awlaki, Storm reçoit bientôt un message de la part d'une Croate récemment convertie à l'islam. Élevée selon la tradition catholique, la jeune femme a pris le nom d'Aminah après sa conversion. Elle s'est illustrée dans l'athlétisme à l'école secondaire et a travaillé à Zagreb auprès de jeunes en difficulté. «Je me demande s'il souhaite avoir une deuxième femme. Je lui ai proposé le mariage. Suis-je ridicule?» écrit Aminah à Storm. «J'éprouve un profond respect envers lui et ce qu'il fait. […] Je le suivrais n'importe où. J'ai 32 ans et je ne crains pas le danger. Je n'ai pas peur de la mort, ni de périr pour l'amour d'Allah.»

Poursuivant sa correspondance avec Anwar, Storm lui parle d'Aminah. Il informe également le PET, l'agence de renseignement danoise, qu'il est en train d'arranger un mariage pour Al-Awlaki. Le PET en fait part à la CIA. Au dire de Storm, les responsables du renseignement sont «ravis» de la nouvelle. Les agences concoctent ensemble un plan à mettre à exécution dans l'éventualité où se réaliserait le projet de mariage: pour retracer Al-

Awlaki, Storm fournira à Aminah une valise munie d'un dispositif de repérage.

Al-Awlaki communique à nouveau avec Storm le 17 février 2010, lui exprimant le désir de rencontrer Aminah. «Si tu lui rends visite, je peux télécharger une vidéo de moi sous forme de fichier crypté, que tu pourrais lui faire visionner pour lui prouver qu'il ne s'agit pas d'un canular», écrit-il. Quelques jours plus tard, Al-Awlaki rapplique pour l'informer de l'amélioration de ses conditions de vie: «Actuellement, je ne vis pas sous la tente, mais dans la maison d'un ami. Je ne quitte pas ce refuge, de sorte que ma femme pourrait être toujours à mes côtés. Je préfère cette demeure à une tente en montagne, car je peux y lire, y écrire et y faire de la recherche.» À la suite de ce message, Storm rencontre des agents de la CIA et du PET à Elseneur, au Danemark. Participent à cette rencontre deux agents de la CIA, Jed et Alex, l'un en poste au Danemark, l'autre venu de Washington.

Le 8 mars 2010, Storm rencontre Aminah à Vienne, en Autriche, près de la gare internationale d'autocars. Lors de cette rencontre, surveillée selon l'ex-motard par des officiers traitants du PET et de la CIA, Aminah lui aurait fait part de son désir de se rendre au Yémen pour épouser Al-Awlaki, peu importe les conséquences de sa décision. À la demande de l'imam, Storm lui apprend à envoyer des courriels cryptés et, lors d'une deuxième rencontre, lui montre une vidéo que l'imam a préparée à son intention. «Cet enregistrement a été spécialement réalisé sur la requête de ma sœur Aminah, et mon frère qui l'achemine est digne de confiance», y déclare Al-Awlaki. «Cela dit, je prie Allah pour qu'Il vous guide vers votre plus grand bien, en cette vie et dans l'autre monde. Qu'Il éclaire votre décision concernant cette proposition. Serait-il possible de m'envoyer à votre tour une vidéo? Ce serait formidable.» Au dire de Storm, l'enregistrement de l'imam émeut Aminah aux larmes.

À son tour, la jeune femme envoie à Al-Awlaki deux vidéos de son cru. Dans le premier, elle porte un hijab qui ne laisse que son visage à découvert. Elle avoue se sentir nerveuse et qualifie l'expérience

d'«étrange». Dans la deuxième, elle retire son voile et dit à Anwar en anglais, avec un fort accent: «Frère, me voici sans mon voile, pour que vous voyiez mes cheveux. J'espère que je vous plairai, *Inch Allah*.» Les deux s'entendent pour se marier au Yémen.

Al-Awlaki envoie à Storm un courriel crypté où il énumère les effets qu'Aminah devra apporter: «Des vêtements, ses articles d'hygiène personnelle, etc. Tout ce dont elle aura besoin durant un ou deux mois. Elle devra se limiter à une valise de grandeur moyenne et à un sac de voyage. Elle doit emporter au moins 3 000 dollars.» La CIA communique ensuite avec Storm afin qu'il «utilise ces recommandations comme prétexte pour offrir à Aminah une valise et une mallette à cosmétiques».

Storm retourne à Vienne le 18 mai 2010 pour se procurer le billet d'avion d'Aminah à destination du Yémen et lui apporter des vêtements et les 3 000 dollars requis, tous fournis par la CIA, rapporte-t-il. Il remet également à la jeune femme la valise munie du dispositif de repérage qui, si tout se déroule comme prévu, fera d'elle et d'Al-Awlaki des cibles faciles à éliminer par un drone. Aminah s'envole vers le Yémen le 2 juin. Selon l'ex-criminel, elle reste sous surveillance pendant tout le trajet.

Deux jours plus tard, Storm reçoit de son officier traitant danois un texto orné d'émoticones souriants disant: «Félicitations, mon ami tu viens de devenir riche, très riche.» Le 9 juin 2010, Storm va cueillir sa récompense à l'hôtel Crowne Plaza, à proximité de Copenhague. Deux agents, l'un de la CIA et l'autre du PET, se présentent au rendez-vous; au poignet de l'agent du PET est menottée une valise où se trouve la somme rondelette de 250 000 dollars en liasses de billets de 100 dollars. Storm demande le code pour ouvrir la valise. «Essaie 007», lui répond l'agent de la CIA. L'ex-motard photographie le contenu de la valise, qu'il fournira plus tard au *Jyllands-Posten* comme preuve de cette histoire. Diverses sources confirment qu'il a bel et bien reçu sa récompense.

La CIA et ses alliés célèbrent ce qu'ils croient être l'aboutissement de la traque d'Al-Awlaki. Leur stratagème, toutefois, tombe vite à l'eau. Il avait

été prévu qu'Aminah fréquenterait une école de langues à Sanaa pendant deux semaines avant de retrouver son futur époux. Lorsque les assistants d'Al-Awlaki viennent la chercher pour la conduire chez lui, ils lui demandent de placer tous ses effets dans un sac de plastique. La fameuse valise truquée ne sera donc pas du voyage. Le mariage d'Anwar et d'Aminah sera célébré peu après: la CIA aura donc déniché une épouse européenne pour l'une de ses principales cibles. Al-Awlaki enverra d'ailleurs un message à Storm pour le remercier de l'avoir mis en contact avec Aminah.

Chapitre 37

«On s'approprie en quelque sorte une autorité divine»

WASHINGTON, 2010 — Devrait-on inscrire le citoyen américain Anwar Al-Awlaki sur la liste des cibles à éliminer? Dans les couloirs du Congrès américain, la question divise les parlementaires en deux camps: ceux qui appuient cette décision et ceux qui se taisent. Ce n'est que trois mois après l'annonce du sort réservé à l'imam qu'un représentant américain exprime son désaccord. «Je suis contre, point à la ligne», déclare le représentant démocrate Dennis Kucinich. «À mon avis, tout membre d'un parti ou de l'autre qui se préoccupe du respect de la Constitution devrait s'y opposer.» Kucinich enverra plusieurs lettres à l'administration Obama dans lesquelles il avance que cette décision risque d'aller à l'encontre de la Constitution ainsi que du droit international, mais il ne recevra jamais de réponse.

«Avec tous ces gens brillants au sein du gouvernement, ils ne peuvent ignorer qu'une telle violation de la loi est hasardeuse», poursuit Kucinich, qui juge qu'il s'agit là d'une approche «portant atteinte à la présomption d'innocence, et où le gouvernement joue à la fois de rôle d'enquêteur, de policier, de procureur, de juge, de jury et de bourreau. Elle ébranle les fondements mêmes de la Constitution et de la démocratie». Il ajoute: «Tout cela est accompli au nom de la sécurité nationale. Qui décide que tel individu sera tué? On s'approprie en quelque sorte une autorité divine: il

suffit de montrer du doigt la photo d'une personne en affirmant que celle-ci doit disparaître.»

L'ajout du nom d'un citoyen américain sur la liste des cibles de Washington n'est pas le seul élément qui inquiète Kucinich. Le fait qu'un président démocrate bénéficiant d'un large soutien populaire et spécialiste du droit constitutionnel décide de pousser encore plus loin les politiques déjà musclées de Bush risque d'avoir des répercussions considérables. «Nous fondons nos décisions sur la peur, en faisant fi de notre identité même», affirme le représentant démocrate. «Nous sommes en train de miner les assises de notre démocratie. Le droit à un procès? Disparu. Le droit de se défendre contre des accusations portées contre soi? Envolé. Le droit à une protection contre des représailles aussi cruelles qu'inhabituelles? Bafoué. Tous ces piliers de la démocratie sont pris d'assaut», poursuit Kucinich. «Et il est évident que l'impact de ces décisions se fera sentir ici aussi. Il ne peut y avoir deux politiques américaines, l'une à l'étranger et l'autre au pays. Elles reflètent la même réalité. L'érosion de l'intégrité politique, des valeurs démocratiques et de la bienveillance du gouvernement laisse présager l'émergence d'un pays où les droits fondamentaux des citoyens ne sont plus assurés.»

En juillet 2010, Kucinich dépose le projet de loi HR 6010, destiné à «interdire l'exécution extrajudiciaire de citoyens américains». Il y évoque plusieurs décrets promulgués par différentes administrations, à commencer par celle du président Ford qui, dès 1976, a interdit les assassinats politiques. Il fait également allusion au décret n^{o} 12 333, émis en 1981 par Ronald Regan, qui stipule qu'«aucun employé du gouvernement des États-Unis ni personne agissant en son nom ne doit participer à un assassinat politique ou conspirer à cette fin». En bref, le projet de loi déposé par Kucinich demande au Congrès de réaffirmer le droit des citoyens américains à un procès en bonne et due forme avant d'être exécutés. «Le recours à la force extrajudiciaire à l'endroit d'un citoyen américain se trouvant à l'extérieur des champs de bataille internationalement reconnus de

l'Irak et de l'Afghanistan constitue une violation du droit de la guerre», peut-on lire dans le projet de loi. «Il est dans l'intérêt des États-Unis de respecter la loi et de donner l'exemple dans le respect des principes du droit national et international.»

Seulement six autres représentants de la Chambre appuieront le projet de loi, aussitôt relégué aux oubliettes.

Dès juillet, les responsables du renseignement américain font état de «plus d'une dizaine» d'assauts infructueux contre Al-Awlaki. Les deux organismes américains qui ont mené l'opposition à la politique antiterroriste sous Bush, soit le Center for Constitutional Rights (CCR, Centre pour les droits constitutionnels) et l'American Civil Liberties Union (ACLU, Union américaine pour les libertés civiles), se penchent déjà depuis un moment sur le programme d'assassinats ciblés de l'administration Obama, alarmés par l'intensification des attaques de drones au Pakistan. Maintenant que le nom d'un citoyen américain figure sur la liste des cibles de Washington, toutefois, ils jugent que la réévaluation de ce programme est du ressort des tribunaux. Il s'agit là d'«une opportunité unique de mettre en doute la légitimité du programme [d'assassinats], car nous sommes en présence d'un cas où il est encore possible d'éviter l'exécution d'un citoyen qui, selon l'information dont nous disposons, se trouve actuellement sur une liste de cibles», explique Pardiss Kebriaei, conseillère juridique au CCR.

Kebriaei et ses collègues passent en revue les renseignements disponibles sur Al-Awlaki et parviennent à la conclusion que, bien qu'ils puissent paraître choquants aux yeux de bon nombre d'Américains, ses sermons et les entrevues qu'il a accordées leur «semblent réellement protégés par le premier amendement» et que, «s'ils débordent ce cadre et qu'Al-Awlaki représente une véritable menace, il devrait avoir droit à un procès en bonne et due forme comme quiconque, en particulier en tant que citoyen américain». Selon Kebriaei, si les États-Unis tuent un de leurs propres ressortissants dans un pays étranger contre lequel ils ne sont pas officiellement en guerre, et ce, sans jamais avoir porté d'accusations

criminelles contre lui, ils proclament que leurs forces armées sont «autorisées à faire usage de la force létale à l'endroit de présumés terroristes, où qu'ils se trouvent». De l'avis de la juriste, «les répercussions juridiques, morales et politiques de cet état de choses sont extrêmement alarmantes».

Après avoir pris contact avec Nasser Al-Awlaki par le truchement de leurs partenaires juridiques du Yémen, les avocats au service du CCR et de l'ACLU acceptent de plaider gratuitement sa cause contre l'administration Obama, accusée de vouloir assassiner son fils sans procès. «Je ferai de mon mieux pour convaincre mon fils de [se rendre], de revenir, mais on ne me donne guère de temps. Ils veulent le tuer. Mais comment le gouvernement américain peut-il légalement exécuter un de ses propres citoyens?» demande Nasser.

Peu après le premier entretien de Nasser avec les avocats du CCR et de l'ACLU, l'administration Obama prend rapidement des mesures destinées à empêcher les tribunaux américains d'entendre la cause d'Al-Awlaki. Le 16 juillet 2010, le département du Trésor s'empresse d'inscrire l'imam sur sa liste des «terroristes internationaux». Ce n'est ni le président, ni le secrétaire à la Défense, ni le directeur de la CIA qui énonceront cette décision de la Maison-Blanche, mais Stuart Levey, sous-secrétaire au Trésor chargé du renseignement financier et de la lutte antiterroriste, qui soutient qu'Al-Awlaki joue maintenant un rôle actif au sein du mouvement terroriste. Il l'accuse d'avoir «préparé» et dirigé Abdulmutallab «lors de son opération», alléguant qu'«après avoir été orienté par Al-Awlaki, le Nigérian a réussi à obtenir les explosifs qu'il a utilisés lors de l'attentat de Noël». Sans fournir de preuves à l'appui de ses déclarations, Levey affirme qu'Al-Awlaki s'est «impliqué dans tous les aspects de l'activité terroriste, dont le financement des groupes, le recrutement et l'entraînement des militants, ainsi que la planification et le lancement d'attaques contre des innocents».

Comme Anwar Al-Awlaki figure maintenant sur la liste des terroristes du département du Trésor, les avocats du CCR et de l'ACLU ne peuvent plus

plaider sa cause sans autorisation officielle du gouvernement américain. Le 23 juillet, les deux organismes déposent de toute urgence une telle demande, laquelle est rejetée. Ils ripostent en intentant une poursuite contre le département du Trésor. Le 4 août, le Trésor revient sur sa décision, les autorisant à représenter Al-Awlaki devant les tribunaux. Un mois plus tard, le CCR et l'ACLU intentent une nouvelle poursuite contre le président Obama, le directeur de la CIA Leon Panetta et le secrétaire à la Défense Robert Gates, qualifiant d'illégale leur décision de prendre Al-Awlaki pour cible dans le cadre de leur programme d'assassinat. «Hors des champs de bataille officiels, tant la Constitution que le droit international interdisent les assassinats ciblés, sauf en dernier ressort dans une situation d'autodéfense contre une menace concrète, précise et imminente de mort ou de sévices physiques graves», affirment les avocats engagés par Nasser Al-Awlaki. «L'usage sommaire de la force est autorisé par la loi dans des circonstances très restreintes où l'imminence de la menace rend impossible la tenue d'un procès. Un programme officiel d'assassinats où des individus sont inscrits sur une liste de cibles à la suite d'une simple procédure bureaucratique et y demeurent pendant des mois dépasse manifestement l'usage de la force létale en dernier ressort devant une menace imminente, et par conséquent viole la Constitution et le droit international.» Les défenseurs de l'imam demandent au juge fédéral d'interdire à la Maison-Blanche, à la CIA et au JSOC de «tuer intentionnellement» Al-Awlaki et d'exiger de ces décideurs qu'ils «rendent publics les critères servant à déterminer l'inscription d'un citoyen américain sur la liste des cibles à abattre».

L'administration Obama réagit avec vigueur aux poursuites qui lui sont intentées, invoquant le même argument qu'a employé l'équipe de Bush pour échapper aux poursuites visant à forcer Donald Rumsfeld et d'autres hauts fonctionnaires à assumer leur responsabilité dans divers cas d'exécutions extrajudiciaires, de torture et de transfèrements extraordinaires: le secret d'État. Les avocats du département de la Justice demandent au juge de rejeter les accusations du plaignant sur d'autres

motifs, mais affirment qu'en dernier ressort le tribunal devrait considérer la question du secret d'État, lequel peut s'avérer «nécessaire pour protéger la nation contre une menace importance à sa sécurité». La cause d'Al-Awlaki, soutient le procureur général adjoint Tony West, «met directement en lumière l'existence et la nature d'activités menées par les forces armées et les services de renseignement en vue de combattre la menace terroriste à laquelle font face les États-Unis». De l'avis de West, c'est là «l'exemple par excellence d'une cause qui ne peut être débattue en profondeur sans risquer que des renseignements secrets de haute importance relatifs à la sécurité nationale ne soient irréparablement divulgués». Le procureur général qualifie Al-Awlaki de «dirigeant d'AQPA».

Le gouvernement fournit des déclarations assermentées de Panetta, de Gates et de Clapper invoquant le secret d'État et faisant état de la menace à la sécurité nationale que pose à leur avis cette poursuite. Panetta écrit que le secret d'État vise ici à «protéger des sources de renseignement, des méthodes et des activités pouvant être liées aux allégations du plaignant», et soutient que la divulgation de cette information pourrait compromettre la «sécurité nationale». Gates, pour sa part, déclare que la «divulgation de certains renseignements relatifs à AQPA et à Anwar Al-Awlaki mettrait en péril la sécurité nationale», ajoutant que les forces armées américaines «ne peuvent révéler à une organisation terroriste ou à ses dirigeants ce qu'elles savent de leurs activités, ni la façon dont elles ont obtenu ces renseignements». En résumé, le gouvernement affirme pouvoir assassiner légalement un citoyen américain, mais juge trop risqué de justifier cette décision auprès de la population américaine.

Les avocats qui plaident la cause d'Al-Awlaki ne tardent pas à riposter:

> Le secret d'État que le gouvernement invoque pour échapper à cette poursuite est un argument aussi paradoxal que radical: l'information relative à l'inscription d'Anwar Al-Awlaki sur la liste des cibles à assassiner est connue du public uniquement parce que de hauts fonctionnaires, dans le cadre d'une stratégie médiatique apparemment concertée, ont informé les grands journaux du pays que le NSC avait autorisé l'usage de la force létale à son endroit. […] Si le gouvernement avait lui-même respecté le sacro-saint secret d'État qu'il invoque pour sa défense, ses représentants n'auraient pas fait connaître leurs intentions au monde entier, et les responsables

du renseignement se seraient abstenus de tout commentaire à ce sujet, plutôt que de reconnaître implicitement que le fils du plaignant figurait sur leur liste de cibles.

Le gouvernement camoufle sa volonté d'agir à l'abri des mécanismes de surveillance sous un vernis de respectabilité, de confidentialité, d'amour de la justice et de soif d'équité, mais ses arguments visent à conférer à l'exécutif, qui doit pourtant obtenir une autorisation judiciaire s'il veut mettre un citoyen sur écoute ou fouiller son porte-documents, le pouvoir d'exécuter ce citoyen sans avoir à justifier cette décision devant un tribunal ou auprès de la population.

*

* *

À la Maison-Blanche, l'administration Obama s'affaire déjà depuis un moment à mettre en place un cadre juridique susceptible de justifier sa décision d'assassiner Al-Awlaki. Bien que cette décision n'ait suscité pratiquement aucun remous au Congrès, les hauts dirigeants concernés se doutent bien que, après son exécution, la cause de l'imam sera très probablement portée devant les tribunaux. Ils commencent donc à «divulguer» aux médias certains renseignements qu'ils prétendent détenir sur Al-Awlaki et qui indiqueraient que celui-ci joue maintenant un rôle actif dans le mouvement terroriste, notamment dans la fomentation de complots contre les États-Unis où seraient employées des armes chimiques et biologiques.

En réalité, l'administration Obama a déjà pris la ferme décision d'assassiner Al-Awlaki; il ne reste au président qu'à trouver les arguments pour justifier son geste auprès de la population américaine. Le conseiller juridique du département d'État Harold Koh, pour sa part, préfère y voir avant l'exécution de l'imam. Il en a marre d'entendre les critiques cinglantes adressées au programme d'assassinats par des diplomates européens et des groupes de défense des droits de la personne. Plus tôt dans sa carrière, Koh était perçu comme un avocat libéral, prompt à défendre les droits et libertés civils; c'est d'ailleurs pourquoi l'administration Obama est si avide d'obtenir son aval, qui conférera une légitimité nouvelle à son programme et justifiera sa décision d'exécuter sans procès un citoyen américain.

À la Maison-Blanche, on croit qu'une approbation officielle du programme d'assassinats par Koh clouera le bec des critiques. «Les responsables des forces armées et de la CIA partageaient cet avis», rapporte Daniel Klaidman, collaborateur au *Newsweek* et auteur du livre *Kill or Capture,* qui porte sur la campagne d'assassinats ciblés du gouvernement américain. «Ils surnommaient le conseiller juridique du département d'État "Killer Koh" à son insu, et proposaient en plaisantant de faire imprimer des t-shirts disant: "Drones: si Harold Koh est d'accord, moi aussi."»

Pour aider Koh à préparer son discours, la CIA et les hauts gradés militaires lui donnent accès à leur banque de données secrète sur Al-Awlaki. L'avocat se prête donc à une longue séance de lecture dans une salle sécurisée du renseignement américain. Selon Klaidman, dont l'ouvrage se fonde presque entièrement sur des fuites émanant de hauts fonctionnaires américains:

> [Koh] a établi ses propres critères pour justifier l'exécution sommaire d'un citoyen américain: celui-ci doit être malveillant, avec de solides preuves à l'appui de la menace qu'il représente. Ces critères ne correspondent pas aux paramètres juridiques officiels, mais c'est là un seuil qu'il est prêt à franchir. C'est ce que se dit l'avocat en lisant la description de multiples complots destinés à massacrer des Américains et des Européens, dans lesquels Al-Awlaki aurait été activement impliqué. Koh apprend que ce dernier envisage d'empoisonner des réserves de denrées et d'eau potable en Occident à la toxine botulique, et d'attaquer les Américains avec des armes contenant de la ricine et du cyanure. L'ingéniosité morbide de l'imam donne des frissons. Quand il quitte la salle, Koh est ébranlé. Al-Awlaki n'est pas seulement malveillant: il est carrément diabolique.

Le 25 mai 2010, Koh prononce le discours attendu devant l'American Society of International Law. «La gestion d'une liste de cibles par le gouvernement américain, qui peut exiger la conduite d'opérations létales faisant intervenir des véhicules aériens sans pilote, est conforme aux lois existantes, y compris avec le droit de la guerre», déclare-t-il, défendant sans réserve la politique d'assassinats ciblés de l'administration américaine:

> Certains avancent que l'usage de la force létale à l'endroit d'individus ciblés viole leur droit d'être jugés lors d'un procès en bonne et due forme, et constitue par conséquent une *exécution sommaire illégale*. Toutefois, un État engagé dans un conflit armé ou plongé dans une situation de légitime défense n'est pas contraint d'attendre la tenue d'un procès avant d'avoir recours à la force létale. […] Certains soutiennent que ces pratiques bafouent le *droit américain,* notamment

l'*interdiction de procéder à des assassinats,* en vigueur depuis plusieurs décennies. En vertu du droit américain, cependant, l'usage d'armes légales en conformité avec le droit de la guerre, s'il s'agit d'éliminer des dirigeants dangereux ciblés dans une situation de légitime défense ou lors d'un conflit armé, n'est pas illégal, et ne doit pas être considéré comme un «assassinat».

Les avocats recrutés par Nasser Al-Awlaki ne fondent pas leur plaidoirie sur l'innocence d'Anwar. Ils soutiennent en revanche que, s'il est réellement un terroriste et un membre actif d'Al-Qaïda, comme le prétend le gouvernement américain, la preuve devrait en être faite devant les tribunaux. Si les renseignements divulgués par l'équipe d'Obama à propos du rôle majeur d'Al-Awlaki dans les complots terroristes sont vrais, par exemple au sujet de ses intentions de faire usage d'armes chimiques à l'endroit des États-Unis, pourquoi ne pas l'inculper et demander son extradition pour le poursuivre en justice? «Si un individu est considéré comme dangereux, avec preuves à l'appui, pourquoi ne pas lui intenter un procès?» demande Kebriaei, une des avocates plaidant la cause d'Al-Awlaki. «Le président, le département de la Défense ou la CIA ne peuvent pas décider, à l'insu de tous, que certaines personnes représentent une telle menace qu'elles doivent être tuées plutôt qu'emprisonnées.»

L'administration Obama continue à divulguer des renseignements qui prouvent à son avis qu'Al-Awlaki est devenu membre à part entière d'Al-Qaïda, et les médias commencent à présenter l'imam comme un des chefs ou même *le* chef d'AQPA. Quand les avocats d'Al-Awlaki tentent de mettre en doute le bien-fondé de telles allégations, les avocats du gouvernement américain se réfugient dans la confidentialité. L'un d'eux commence son plaidoyer de la façon suivante: «Il faut rappeler le contexte, où nous traitons d'un dirigeant d'AQPA. Tout ce qui l'entoure constitue un secret d'État. Nous ne pouvons évoquer de preuves, mais elles sont connues de tous.» Kebriaei dénonce l'attitude de l'administration Obama: «Il peut devenir extrêmement irritant d'entendre le gouvernement faire des allégations qui n'ont aucun lien avec les faits connus. Comme nous n'avons pas accès à leurs sources, nous sommes témoins de leurs déclarations [dans les médias] sans pouvoir y réagir. En contexte de guerre contre le terrorisme,

l'administration Bush prétendait avoir le droit d'incarcérer n'importe qui dans le monde; l'administration Obama, elle, va encore plus loin en s'appropriant le droit d'assassiner ses cibles à l'échelle de la planète», peu importe qu'il s'agisse de citoyens américains.

*

* *

Entre-temps, Anwar Al-Awlaki est toujours en cavale, jour et nuit. Il sait que les Américains cherchent à le tuer. Des drones survolent ses refuges, et il assiste à des tirs de missiles tout près. Certes, il a durci sa position à l'encontre des États-Unis, mais, de son point de vue, ce sont les États-Unis qui ont changé, pas lui. Il n'y a pas si longtemps, l'imam a exhorté ses compatriotes à voter pour George W. Bush et fait l'éloge des droits et libertés en vigueur aux États-Unis. Il a condamné avec virulence Al-Qaïda et les attentats du 11 septembre, et évoqué la possibilité pour les musulmans de vivre paisiblement au sein de la nation américaine. Entre la crise ayant suivi le 11-Septembre et la traque dont il fait maintenant l'objet, toutefois, un changement s'est opéré en lui: il a cessé d'être déchiré entre sa religion et son allégeance à son pays natal. Dans un message audio diffusé en ligne, il s'adresse à ses compatriotes musulmans en ces termes: «Comment pouvez-vous, sans être tourmentés par votre conscience, vivre en paix dans un pays qui traite vos frères et sœurs de façon tyrannique et criminelle? Comment pouvez-vous faire preuve de loyauté envers un gouvernement qui a déclaré la guerre à l'islam et aux musulmans?» Il poursuit: «La nation américaine est entraînée par son arrogance impérialiste vers son destin: une guerre d'usure, une hémorragie qui ne prendra fin qu'avec la chute et l'éclatement des États-Unis d'Amérique.»

Johari Abdul Malik, qui a pris la relève d'Anwar comme imam à la mosquée Dar Al-Hijrah, en Virginie, est sidéré. Il se souvient d'Anwar comme d'un leader musulman modéré qui réussissait habilement à concilier les deux mondes. «Le contraste entre l'imam que j'ai connu et la personne

qui tient de tels propos au Yémen est brutal», affirme Malik. «Je ne crois pas que nous l'avons mal compris à l'époque. Je crois qu'il lui est arrivé quelque chose.»

Chapitre 38

«Nous sommes ici pour devenir des martyrs, mon frère»

Yémen, 2009-2010 — Aussitôt arrivé au Yémen, Samir Khan perd son téléphone portable. C'est le genre de choses qui arrivent aux touristes et aux étudiants partout dans le monde. Dans le cas de Khan, cependant, les enjeux sont plus importants. En effet, son téléphone est le seul moyen dont il dispose pour communiquer avec les gens qu'il est venu trouver au Yémen: les moudjahidines. Il connaissait le numéro d'un homme censé pouvoir le mettre en contact avec AQPA; ils ont échangé quelques textos et sont sur le point d'organiser une rencontre quand Khan perd son appareil. Le jeune Américain d'origine pakistanaise panique. «Il était consterné, car c'était là son seul lien avec les moudjahidines», se rappelle son ami Abou Yazid, moudjahid autoproclamé. «Pourtant, il n'a jamais envisagé de rentrer aux États-Unis», ajoute-t-il. Khan fréquente alors des mosquées dans l'espoir de trouver quelqu'un qui le remettra sur la piste des insurgés. Un soir, pendant qu'il récite la prière de l'*isha,* il sent une petite tape sur son épaule: «Êtes-vous Samir?» lui demande un inconnu. Il fait signe que oui. «Je suis le frère avec qui vous avez communiqué», poursuit l'homme. Peu de temps après, Khan fait ses bagages en vue de quitter Sanaa, abandonnant toute prétention d'y être venu pour enseigner l'anglais ou étudier l'arabe à l'université. Il part s'initier au djihad auprès des moudjahidines, qui l'accueilleront comme l'un de leurs mouhajirines, ces combattants venus d'autres pays.

Khan a l'impression d'avoir roulé «pendant des années» sur les routes cahoteuses qui mènent de Sanaa au sud du Yémen. Le chauffeur chargé de le conduire à un camp de moudjahidines fait jouer à répétition un *nachid* (hymne) dédié à Ben Laden. Khan l'a déjà entendu, mais sur la route qui le mène vers les combattants d'AQPA, cet hommage revêt une signification nouvelle. «J'ai eu une soudaine révélation. Le *nachid* évoquait le combat à livrer contre les tyrans de ce monde afin de faire triompher la nation islamique. Mais il rappelait également que le cheikh Oussama Ben Laden est le grand chef de cette lutte mondiale», écrit Khan plusieurs mois plus tard. «J'ai aperçu par la fenêtre les grandes maisons en pisé se détachant sur un ciel magnifique, et j'ai fermé les yeux, sentant la caresse du vent dans mes cheveux. J'ai inspiré profondément pour faire le vide.» Il ajoute: «Le combat que doit livrer l'islam pour conquérir le pouvoir dans le monde moderne sera loin d'être aussi facile que de fouler un tapis rouge ou de franchir un feu vert en voiture. Je suis très conscient que des membres devront être arrachés, des crânes écrasés et du sang répandu pour que cet objectif soit atteint. Quiconque voit les choses autrement ne peut se prêter aux sacrifices auxquels consentent les héros et les vainqueurs.»

À l'approche du camp, Khan contemple le paysage par la fenêtre. «Les mystérieuses circonvolutions des dunes qui s'offraient à ma vue évoquaient pour moi l'énigme du djihad dans le monde contemporain. N'est-il pas fascinant que des guérillas puissent repousser des superpuissances mondiales et qu'avec le strict minimum il soit possible d'infliger d'importantes pertes à l'ennemi, de miner son économie et de rallier la population à la lutte des moudjahidines?» s'étonne-t-il.

Pendant ce temps, en Caroline du Nord, des agents du FBI se présentent au domicile des parents de Khan. «Ils sont venus s'informer si Samir était parti au Yémen», raconte sa mère, Sarah. «Ils voulaient savoir comment il s'y était rendu, des trucs du genre, et si nous étions en contact avec lui. Ils désiraient en apprendre davantage sur le but de son voyage au Yémen.» Les agents demandent entre autres aux parents de Khan «avec qui il est en

contact là-bas». «Nous avions pris connaissance de divers communiqués dans les bulletins de nouvelles, sur internet et dans les journaux montrant que le FBI tenait les musulmans à l'œil, ce qui semblait expliquer la visite des agents.» Sarah Khan a suivi les nouvelles faisant état des tirs de missiles de croisière américains au Yémen et de l'attentat raté de Noël. Elle s'inquiète évidemment pour Samir: «Bien sûr, nous avions très peur pour lui.» Mais, conclut-elle, «comme Samir est à l'université, il n'est pas en danger». Or, son fils n'est plus à l'université. Il s'apprête à plonger tête première au cœur des affrontements de plus en plus violents qui opposent AQPA et les États-Unis.

Naturellement, il ne suffit pas de se présenter dans un camp d'Al-Qaïda au Yémen pour y être accueilli à bras ouverts. Les nouveaux venus doivent se soumettre à un processus d'évaluation. Toutefois, comme Khan s'est déjà fait connaître par ses blogues et publications en ligne, les dirigeants d'AQPA l'admettent dans leurs rangs. Le jeune homme subit un entraînement dans une région rurale du Yémen, et brûle de combattre. «L'attrait de Samir pour le martyre au nom d'Allah était incroyable», se rappelle son ami Abou Yazid. À preuve, un message que Khan lui a un jour envoyé où il affirmait: «Nous sommes ici pour devenir des martyrs, mon frère. Nous ne partirons pas avant d'avoir atteint notre but.» AQPA publiera plus tard des photos du jeune homme maniant des armes et se livrant à un corps à corps. Les moudjahidines croient toutefois que c'est dans un rôle de propagandiste que Khan peut s'avérer le plus utile. Dans leur base, les moudjahidines yéménites et saoudiens écoutent ses récits sur la surveillance exercée par le FBI et le harcèlement que lui a fait subir le gouvernement américain. Ils parcourent ses écrits et ses publications en ligne.

«J'ai réalisé qu'il avait parcouru une distance énorme, dans des conditions ardues, sans compter qu'il était recherché et pourchassé par la CIA», se rappelle Abou Yazid. «Pour défendre l'islam, il n'avait pour armes qu'un ordinateur portable et un appareil photo. Mais il avait des munitions: sa foi dans le djihad pour l'amour d'Allah.» Les nouveaux amis de Khan

trouvent son large sourire contagieux et lui demandent souvent de rire «en anglais». Ils trouvent en lui «une motivation et une inspiration, lui qui a traversé l'océan pour soutenir la cause de l'islam». Bien que Khan désire vivement apprendre le maniement d'armes, les dirigeants d'AQPA l'affectent à leur service médiatique, souhaitant qu'il les aide à monter une publication anglophone destinée à diffuser leur message auprès de la diaspora musulmane. Il s'agira d'un magazine de facture soignée, nommé *Inspire*. Ayant étudié les technologies de l'information à l'université, en Caroline du Nord, Khan a déjà créé plusieurs de ses propres sites internet, ainsi qu'une publication en ligne fort semblable à celle qu'envisage de publier AQPA. «Après avoir vécu un certain temps auprès des moudjahidines, j'ai vite compris que le succès ne repose pas sur le travail accompli de neuf à cinq, ni sur la richesse ou le nombre d'années d'études universitaires qu'on accumule. Ce sont là des acquis respectables, certes, mais la compagnie des moudjahidines m'a aidé à saisir le véritable sens de l'existence», raconte Khan. «Plus que jamais, la seule chose au monde qui m'importe est la pureté de mon cœur au moment de ma mort.»

Une fois le jeune homme bien intégré à AQPA, son rôle se précise: il consiste à «établir sur internet des liens entre des gens de divers horizons», rapporte l'analyste américain Aaron Zelin, qui a beaucoup écrit sur AQPA. «Il exerçait des fonctions de réseautage d'une importance capitale: sans lui, le recrutement se serait probablement avéré beaucoup plus ardu, surtout après la disparition du site d'Al-Awlaki. Il savait aussi communiquer avec les jeunes Occidentaux. Sans prétention, il pouvait établir une relation d'égal à égal, et affirmer: "Vous savez, je suis un gars ordinaire, même pas calé en religion. Si j'ai réussi à me joindre au djihad pour combattre les apostats et les croisés sionistes, vous le pouvez vous aussi."»

Quand arrive le moment de produire le premier numéro du magazine *Inspire,* Khan s'occupe de la conception graphique et de l'édition, en plus de traduire certains textes. Il adopte plus d'un nom de guerre, dont Al-Qaqa Al-Amiriki et Abou Shidah, qui signifie le «père de la rigueur». «D'après

moi, il choisissait les noms les plus rudes dans le but de faire frémir les ennemis de l'islam», croit Abou Yasid. Khan s'investit avec enthousiasme dans la production d'*Inspire* et l'étude de l'arabe. Quand des collègues tentent d'améliorer leur anglais en conversant avec lui, il leur répond en arabe. «À chacune de nos rencontres, il me posait une question sur le vocabulaire arabe», se rappelle son ami. «D'une fois à l'autre, je constatais ses progrès. Pendant son séjour, son arabe s'est tellement amélioré qu'on décelait à peine ses origines anglophones.»

Khan s'engage dans AQPA au moment même où l'organisation commence à mettre Washington en état d'alerte. *Inspire* entend promouvoir la mission du groupe auprès d'un public anglophone et inciter les djihadistes occidentaux à l'action terroriste, mais le magazine alimente ainsi la propagande américaine qui présente AQPA comme une grave menace. L'ordre du jour de l'organisation est maintenant étalé au grand jour en anglais. Et, dès le premier numéro, Anwar Al-Awlaki est appelé à collaborer à la revue comme éminent analyste et érudit religieux.

La plupart des propos rapportés dans *Inspire* ont déjà été diffusés bien avant dans *Sada Al-Malahim,* la revue en ligne d'AQPA, publiée en arabe. Mais dorénavant, le renseignement américain, dont les rangs comptent peu d'analystes possédant une bonne maîtrise de l'arabe, peut en prendre connaissance dans sa langue. «Au moment où paraît le premier numéro d'*Inspire,* AQPA a déjà publié 13 numéros de *Sada Al-Malahim,* dont le contenu est beaucoup plus riche», affirme Zelin. La publication d'*Inspire,* poursuit-il, a coïncidé «avec la volonté d'AQPA d'étendre sa lutte dans la foulée de l'attentat de Noël. AQPA a toujours eu les États-Unis dans sa mire. *Inspire* est pour l'organisation un moyen de rallier ses partisans en Occident et de les aider à y planifier des attentats».

Le premier numéro d'*Inspire,* diffusé en ligne, est loin de connaître un succès fulgurant. Des 67 pages de la revue, seules 4 sont accessibles. Les autres comportent un code qui, une fois déchiffré, correspond en fait à des recettes de petits gâteaux présentées dans le populaire talk-show américain

Ellen, animé par l'humoriste homosexuelle Ellen DeGeneres. L'origine de cette altération du fichier reste obscure, bien que certains observateurs aient évoqué la possibilité d'une cyberattaque de la part de pirates informatiques anti-AQPA, du service de renseignement britannique ou de la CIA elle-même.

Quoi qu'il en soit, une version non altérée du premier numéro d'*Inspire* sera diffusée sur le web en juin 2010. L'éditorial du magazine, non signé, s'amorce ainsi: «Allah dit: "Et inspirez les croyants à combattre". […] C'est de ce verset qu'est tiré le nom de cette nouvelle publication. […] *Inspire* est la première revue anglophone publiée par Al-Qaïda. En Occident, en Afrique de l'Est, de l'Ouest et du Sud, en Asie du Sud et du Sud-Ouest et ailleurs dans le monde, vivent des millions de musulmans pour qui l'anglais est la première ou la deuxième langue. Cette revue se veut une plate-forme destinée à présenter aux nombreux lecteurs musulmans anglophones dispersés à travers le monde les enjeux importants auxquels fait face la communauté musulmane.»

Le premier numéro d'*Inspire* présente une entrevue «exclusive» avec le chef d'AQPA, Nasir Al-Wuhayshi, également connu sous le nom d'Abou Bassir, ainsi que des traductions de déclarations de Ben Laden et d'Al-Zaouahiri. S'y trouve aussi un éloge d'Abdulmutallab, l'auteur de l'attentat raté de Noël. La présentation du magazine est soignée: sa mise en pages évoque celle d'un périodique américain typique destiné aux adolescents, sans les femmes à la mode et les célébrités. On y voit plutôt des photos d'enfants qu'on présume avoir été assassinés par des tirs de missiles américains, ainsi que de djihadistes armés et masqués. Un article intitulé «Fabriquez une bombe dans la cuisine de votre mère» et signé «Chef d'AQ» fournit des instructions sur la fabrication d'engins explosifs à partir de produits ménagers courants. Un autre texte explique en détail la façon de télécharger des logiciels de cryptage de classe militaire pour envoyer des courriels et des textos.

Plus troublant encore, la revue présente une «liste noire» de personnes soupçonnées d'avoir réalisé des «caricatures blasphématoires» du prophète Mahomet. Fin 2005, le *Jyllands-Posten* — le quotidien danois qui publiera plus tard le récit de Morten Storm — a commandé une douzaine de caricatures du prophète, prétendument pour contribuer à un débat sur l'autocensure au sein de l'islam. Ce geste a indigné des musulmans des quatre coins du globe, provoqué des manifestations monstres et valu au journal des menaces de mort et d'attentat. La liste noire publiée par *Inspire* inclut des rédacteurs en chef de magazines, des critiques qui ont défendu les caricatures en question ainsi que le romancier Salman Rushdie. Elle comprend également le nom de Molly Norris, caricaturiste de Seattle qui a proposé de faire du 20 mai «le jour où tout le monde dessine un Mahomet». Norris dit avoir pris cette initiative en réaction à la décision de la chaîne de télévision américaine Comedy Central, qui, sous la menace, a retiré une scène de sa populaire émission d'animation *South Park* évoquant cette controverse.

La liste noire d'*Inspire* s'accompagne d'un texte d'Al-Awlaki exhortant les musulmans à s'attaquer à ceux qui profanent l'image de Mahomet. «J'aimerais remercier mes frères d'*Inspire* qui m'ont invité à rédiger l'article principal du premier numéro de leur nouvelle revue. Je désire également les féliciter pour avoir fait de la défense du messager d'Allah le sujet principal de ce numéro», écrit Al-Awlaki, qui présente ensuite des arguments justifiant l'assassinat des blasphémateurs de Mahomet. «Le grand nombre de participants [à cette hérésie] nous facilite la tâche, car il multiplie les cibles parmi lesquelles choisir, en plus de compliquer le travail du gouvernement qui voudrait leur assurer une protection spéciale.» L'imam poursuit ainsi:

> Toutefois, notre campagne ne devrait pas se limiter aux participants actifs. Ces criminels n'agissent pas de façon isolée. Ils opèrent à l'intérieur d'un système qui leur offre soutien et protection. Le gouvernement, les partis politiques, la police, les services de renseignement, les blogues, les réseaux sociaux, les médias, pour ne nommer que ceux-là, font partie d'un système où la diffamation de l'islam est non seulement protégée, mais encouragée. Les piliers de ce système sont les lois qui entérinent un tel blasphème. Comme ces gens exercent un «droit»

> sanctionné par la loi, ils bénéficient de l'appui de l'ensemble du système politique occidental. C'est pourquoi le fait de s'en prendre à une cible occidentale devient un acte légal du point de vue de l'islam. […] Les assassinats, les attentats et les incendies criminels sont tous des formes légitimes de vengeance contre un système qui se délecte à profaner l'islam, au nom de la liberté.

La parution d'*Inspire* sème la panique chez certains membres de la communauté américaine du renseignement. Première préoccupation: protéger les personnes menacées de mort. Le FBI s'empresse de prendre des mesures pour assurer la protection de la caricaturiste de Seattle. Molly Morris changera de nom et de domicile. Les autorités d'autres pays prennent des mesures semblables.

La liste noire d'*Inspire* concrétise davantage la crainte qu'Al-Awlaki incite les jeunes musulmans occidentaux à commettre des actes terroristes isolés. La revue ne tarde pas à devenir l'une des principales sources de renseignement sur AQPA et Al-Awlaki, et les analystes du renseignement passent au crible chaque nouveau numéro à la recherche d'indices permettant d'en savoir plus sur ses déplacements ou d'éventuels complots. «Plus *Inspire* et Anwar Al-Awlaki étaient connus des Américains, plus les médias leur prêtaient attention, ce qui incitait AQPA à en parler de plus en plus, tirant avantage de cette publicité gratuite», se rappelle Gregory Johnsen, spécialiste du Yémen à l'université de Princeton. «La réaction du gouvernement américain à la diffusion d'*Inspire* avait de quoi étonner, étant donné qu'AQPA tenait des propos semblables depuis des années — à la différence près que l'organisation s'était jusqu'alors exprimée en arabe dans les pages de la revue *Sada Al-Malahim*. Lors de la publication du premier numéro d'*Inspire,* beaucoup de fonctionnaires américains, incapables de lire *Sada Al-Malahim,* ont soudainement pris connaissance du discours d'AQPA. Celui-ci, soudain étalé au grand jour durant les mois qui ont suivi l'attentat d'Abdulmutallab, en décembre 2009, a semé la panique au sein de certaines agences.»

Al-Awlaki et Khan, pour leur part, semblent tirer une grande fierté de la réaction du gouvernement américain à la publication d'*Inspire*. Dans les numéros suivants, le magazine rapporte des déclarations de hauts

fonctionnaires américains la condamnant ou réagissant aux menaces proférées dans ses pages. Samir Khan devient soudainement une vedette de la scène djihadiste internationale. «Les experts sérieux s'entendent largement pour dire que Khan est le rédacteur en chef d'*Inspire*. Non seulement en raison des articles qu'il y signe, mais également de la ressemblance entre cette publication et *Jihad Recollections,* dont il assurait la rédaction et qu'il diffusait en ligne avant de partir pour le Yémen», affirme Zelin. Au Yémen, Khan noue des liens étroits avec Al-Awlaki, un homme qu'il admirait depuis longtemps de loin. «Khan idolâtrait de toute évidence Al-Awlaki, tant pour ses convictions que pour le mode de vie engagé qu'il a adopté», soutient Johnsen. Il finira par devenir «une sorte d'assistant» de l'imam, qui expose maintenant au grand jour son alliance avec AQPA. Alors que son rôle dans les complots antérieurs restait vague, Al-Awlaki encourage désormais ouvertement l'assassinat d'adversaires déterminés un peu partout dans le monde.

L'intérêt quasi obsessionnel que portent alors les Américains à Al-Awlaki représente un atout précieux aux yeux du chef d'AQPA Nasir Al-Wuhayshi, à tel point qu'il envoie un message à Oussama Ben Laden lui proposant de nommer Al-Awlaki à la tête de cette branche de l'organisation. Le 27 août 2010, Ben Laden donne l'ordre à son adjoint Shaykh Mahmud, également connu sous le nom d'Atiyah Abdul Rahman, de transmettre une réponse à Al-Wuhayshi. Ben Laden semble considérer Al-Awlaki comme un allié et probablement un atout majeur dans la poursuite des objectifs d'Al-Qaïda. Le problème, explique-t-il, c'est qu'Al-Awlaki n'est pas connu de la direction centrale d'Al-Qaïda; il lui reste à faire ses preuves sur le terrain. «Certaines qualités de notre frère Anwar […] peuvent certes contribuer à la cause du djihad», écrit Ben Laden, ajoutant qu'il souhaite avoir «une occasion de mieux le connaître». «Ici, nous sommes généralement convaincus de la valeur d'un individu après l'avoir vu à l'œuvre sur un champ de bataille», explique Ben Laden, qui demande à Al-Wuhayshi de lui faire parvenir le «*curriculum vitæ* détaillé du frère Al-Awlaki», ainsi qu'une

déclaration écrite de sa part présentant sa «vision détaillée». Pour le moment, conclut le dirigeant d'Al-Qaïda, Al-Wuhayshi doit «conserver le poste pour lequel il est qualifié et continuer à diriger les affaires au Yémen».

Pendant ce temps, Samir Khan prend plaisir à sa célébrité nouvelle et rédige de nombreux textes où il donne son expérience en exemple aux jeunes Occidentaux pour les inciter à se joindre au djihad. «Je trahis les États-Unis parce que ma religion l'exige de moi. Un traître peut s'attirer louanges ou mépris. Le bien et le mal se définissent en fonction d'un programme politique», écrit Khan. «Ma fierté d'être considéré comme un traître par les États-Unis n'a d'égale que ma fierté d'être musulman, et je saisis cette occasion pour réitérer mon serment d'allégeance, ainsi que celui des moudjahidines de la péninsule arabique, au lion féroce, au champion du djihad, à l'humble serviteur de Dieu, à notre bien-aimé cheikh Oussama Ben Laden. Que Dieu le protège. En vérité, il est l'homme qui a ébranlé les trônes des tyrans du monde. Nous nous engageons à participer au djihad pour le reste de nos jours, tant que nous n'aurons pas implanté l'islam dans le monde entier ou rencontré notre Seigneur en tant que serviteurs de l'islam. Cette vie n'est-elle pas plus honorable, aventureuse et agréable que celle où l'on demeure assis à travailler de neuf à cinq?»

Chapitre 39

Abdulelah Haider Shaye persécuté

YÉMEN, ÉTÉ 2010 — Dans les mois qui suivent le bombardement d'Al-Majalah, le jeune journaliste Abdulelah Haider Shaye persiste dans sa volonté de faire la lumière sur l'événement. Il en traite régulièrement sur les ondes d'Al-Jazeera et continue à faire état des frappes américaines en territoire yéménite. En plus d'avoir interviewé Al-Awlaki à maintes reprises, il s'est fait connaître, tant au Yémen qu'à l'étranger, pour ses critiques de la guerre secrète des États-Unis, qui ne cesse de s'intensifier. «Il s'intéressait particulièrement aux stratagèmes de Saleh, qui jouait la carte d'Al-Qaïda pour obtenir plus de fonds et un meilleur soutien logistique des États-Unis», se souvient le caricaturiste Kamal Sharaf, son meilleur ami. «Abdulelah est la seule personne qui sache se montrer critique et dire la vérité à propos d'Al-Qaïda. C'est pourquoi il a acquis une telle importance dans le monde arabe et aux États-Unis.» Il collabore au *Washington Post,* à ABC News, à Al-Jazeera et à d'autres grands médias internationaux, réalisant des reportages qui montrent sous un jour sombre la politique des États-Unis au Yémen.

En juillet 2010, soit sept mois après l'attaque d'Al-Majalah, Shaye et Sharaf vont faire des courses. Sharaf entre dans un supermarché; son ami l'attend dehors. En sortant, il voit «des hommes armés l'empoigner et le pousser dans une voiture». Il s'avérera que ces inconnus sont des agents du renseignement yéménite. Ils encagoulent le journaliste et le conduisent dans

un lieu inconnu, où ils le menacent en le sommant de ne plus faire de nouvelles déclarations à la télévision. Ce sont ses reportages sur le bombardement et ses critiques des gouvernements américain et yéménite qui «ont amené le régime à le kidnapper. Un des interrogateurs lui a dit: "Nous allons vous rendre la vie impossible si vous continuez de parler."» Finalement, au milieu de la nuit, on l'emmène dans une rue où on le laisse partir. «Abdulelah a subi des menaces téléphoniques à répétition de l'agence de sécurité politique avant d'être kidnappé une première fois, battu et interrogé sur ses déclarations et ses analyses du bombardement d'Al-Majalah et de la guerre de Washington contre le terrorisme au Yémen», raconte son avocat yéménite Abdulrahman Barman. «Je crois qu'on l'a arrêté à la demande des États-Unis.»

Shaye réagira à son enlèvement en le relatant sur les ondes d'Al-Jazeera. Mohamed Abdel Dayem, qui dirige le programme Moyen-Orient et Afrique du Nord du Comité pour la protection des journalistes (CPJ), se trouve par hasard au Yémen le soir même de la capture de Shaye. Il y séjourne pour enquêter sur un tribunal d'exception mis sur pied par le régime afin de poursuivre les journalistes qui critiquent le gouvernement. Deux jours avant le rapt, Dayem a rencontré le jeune reporter. «J'ai tout de suite constaté que j'étais devant un journaliste très brillant, prêt à risquer gros pour dénicher des informations difficiles à obtenir», se souvient-il. La nuit suivant l'enlèvement, Dayem prépare une interview dans les studios d'Al-Jazeera à Sanaa. Son téléphone sonne. C'est Shaye qui l'appelle. «Je viens de sortir de prison», lui annonce-t-il. «Je m'en vais chez moi pour changer de veston, car celui que je porte est taché de sang. Je vous rejoins dans 20 minutes.» Arrivé au studio, il «raconte tout en ondes», faisant le récit de son enlèvement et expliquant pourquoi on l'a choisi pour cible.

À peu près au même moment, Washington commence à conseiller discrètement aux grands médias américains avec qui Shaye collabore de cesser de faire appel à ses services. L'administration affirme que le jeune homme utilise ses revenus pour soutenir Al-Qaïda, explique une source

appartenant à un média de premier plan. À un journaliste d'un grand magazine américain, un officier du renseignement déclare que des «preuves classifiées» indiquent que Shaye «coopère» avec l'organisation islamiste. «Je suis convaincu qu'il est un agent», soutient l'officier. Tout comme elle cherche à faire taire Al-Awlaki, l'administration américaine souhaite réduire au silence quiconque propage les opinions de l'imam ou interviewe des dirigeants d'AQPA.

Pour Sharaf, il est impossible que Shaye ait appuyé Al-Qaïda. «Abdulelah a continué à rapporter les faits, non pas dans l'intérêt des Américains ou d'Al-Qaïda, mais parce qu'il croyait que ce qu'il divulguait était vrai et que le rôle d'un journaliste consiste à révéler la vérité», explique-t-il. «C'est un reporter très professionnel, ce qui est rare dans la communauté journalistique yéménite, dont 90 % des membres écrivent des articles non fouillés et manquent de crédibilité.» Shaye «est très ouvert d'esprit et rejette l'extrémisme. Il s'oppose à la violence et à l'élimination d'innocents au nom de l'islam. Il dénonce également la mise à mort de musulmans innocents sous prétexte de lutter contre le terrorisme. Selon lui, la guerre contre le terrorisme aurait dû être menée sur le front culturel, et non de façon militaire. À ses yeux, la violence engendre la violence et favorise l'essor des courants les plus extrémistes».

De son côté, Sharaf est lui aussi importuné par le régime yéménite en raison de ses caricatures du président Saleh et de son opposition à la guerre du gouvernement contre la minorité houthie du nord du pays. Il ne manque pas non plus de critiquer les salafistes. Et son amitié avec Shaye le rend encore plus suspect aux yeux des dirigeants.

Le 16 août 2010, alors que Sharaf et sa famille viennent de rompre le jeûne du ramadan, des cris retentissent de l'extérieur: «Sortez! La maison est cernée!» Sharaf obéit. «C'était des soldats comme je n'en avais jamais vu. Grands et costauds, ils me rappelaient les *marines* américains. J'ai compris qu'ils appartenaient à l'unité antiterroriste. Ils étaient munis de fusils lasers et portaient des uniformes semblables à ceux des *marines*»,

raconte-t-il. Les soldats lui ordonnent de les suivre. «De quoi suis-je accusé?» demande-t-il. «Vous verrez bien», lui répond l'un d'eux.

Pendant que Sharaf se fait arrêter, des soldats yéménites encerclent aussi la maison de Shaye. «Abdulelah a refusé de sortir, alors ils sont entrés et se sont emparés de lui, le frappant et lui cassant une dent», raconte Sharaf. Menottés, les yeux bandés, les deux hommes sont emmenés à la prison de la sécurité nationale yéménite, qui bénéficie du soutien logistique des États-Unis. Après les avoir isolés l'un de l'autre, on les enferme au sous-sol, dans de sombres cachots. «On nous a gardés pendant 30 jours, en plein ramadan. […] On nous a fait subir d'incessants interrogatoires.»

Pendant ce premier mois de détention, Sharaf et Shaye n'ont aucun contact entre eux. On les transfère ensuite à la prison de la sécurité politique yéménite, où ils partageront une petite cellule. Sharaf finira par être libéré sur promesse de ne plus dessiner de caricatures du président Saleh. Shaye, lui, refusera tout compromis du genre.

Le journaliste est maintenu en isolement cellulaire pendant 34 jours sans accès à son avocat. Ses proches ne savent ni où ni pourquoi on l'a emmené. Au bout d'un certain temps, ses avocats apprennent d'un prisonnier libéré de fraîche date qu'il est détenu à la prison de la sécurité politique. Ils parviennent à lui rendre visite. «Quand Abdulelah a été arrêté, on l'a enfermé dans une minuscule salle de bain crasseuse et puante pendant cinq jours», raconte Barman. «J'ai constaté qu'il avait une dent arrachée et une autre cassée, et que de nombreuses cicatrices sillonnaient sa poitrine. On l'a soumis à la torture psychologique en lui disant que tous ses amis et tous les membres de sa famille l'avaient laissé tomber, que personne n'avait cherché à le défendre. On l'a torturé en lui assenant de fausses informations.»

Le 22 septembre, Shaye est finalement assigné à un tribunal. Toutefois, la poursuite demande un délai supplémentaire pour préparer son argumentaire. C'est donc un mois plus tard qu'il comparaît, enfermé dans une cage, à la Cour de sécurité nationale du Yémen, tribunal institué par décret présidentiel et vivement contesté par des groupes de défense des

droits de la personne et des journalistes, qui le considèrent comme illégal et injuste. Le gouvernement yéménite, lui, qualifie tout de même l'événement de procès. «Ce procès est une véritable mascarade, et le tribunal aussi», juge Dayem. «À ma connaissance, cette cour criminelle spéciale n'a jamais traité le moindre dossier […] en respectant ne serait-ce qu'au minimum le droit à un procès équitable.»

Le juge entreprend la lecture des accusations portées contre Shaye. On l'accuse entre autres d'être l'«homme des médias» d'Al-Qaïda, d'avoir recruté des agents pour le groupe, de lui avoir fourni des photos de bases yéménites et d'ambassades étrangères pouvant servir de cibles, «de s'être joint à un groupe armé cherchant à nuire à la stabilité et à la sécurité du pays, d'avoir incité des membres d'Al-Qaïda à assassiner le président Ali Abdullah Saleh et son fils […], ainsi que d'avoir fait de la propagande pour Al-Qaïda et, en particulier, pour Anwar Al-Awlaki. Selon la loi yéménite, la plupart de ces actes sont passibles de la peine de mort», explique Barman. Pendant que le juge énumère les inculpations, Shaye «fait les cent pas, lentement, dans sa cage blanche, souriant et secouant la tête avec incrédulité», écrit Iona Craig, journaliste d'expérience ayant régulièrement collaboré au *Times* de Londres à titre de correspondante au Yémen.

Une fois la lecture des chefs d'accusation terminée, Shaye se lève derrière les barreaux et s'adresse à ses collègues journalistes: «Quand ils ont protégé les assassins des femmes et des enfants de la province d'Abyan, quand j'ai révélé l'emplacement des camps de nomades et de civils des provinces d'Abyan, de Shabwah et d'Arhab qui allaient être frappés par des missiles de croisière, ce jour-là, ils ont décidé de m'arrêter. Constatez à quel point ils ont transformé toutes mes contributions comme journaliste en accusations. Toutes mes contributions, toutes les informations que j'ai transmises à des reporters et à des médias internationaux ont été transformées en accusations.» Alors que les gardiens l'emmènent, Shaye s'écrie: «Au Yémen, quand un jeune journaliste commence à être célèbre, il devient automatiquement suspect!»

Chapitre 40

Le président peut établir ses propres règles

Washington, Yémen, fin 2010 — À l'été 2010, alors que les États-Unis multiplient leurs opérations antiterroristes au Yémen, Washington et d'autres acteurs politiques et économiques élaborent un plan visant à restructurer l'économie yéménite dans une perspective néolibérale. Pour ce faire, les gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, l'Union européenne, le FMI ainsi que des États voisins se sont regroupés sous la bannière des «Amis du Yémen». «Les progrès dans la lutte contre l'extrémisme et vers un avenir meilleur pour les Yéménites reposent sur un effort de développement», déclare la secrétaire d'État Hillary Clinton lors d'une des premières réunions du groupe, en janvier 2010. Pour Aaron W. Jost, directeur des affaires de la péninsule arabique au NSC, ce développement passe entre autres par une «importante augmentation de l'aide économique et humanitaire au peuple yéménite».

De 2008 à 2010, les fonds de l'USAID affectés à l'aide humanitaire et à la «promotion de la démocratie» au Yémen sont passés de 14 millions à 110 millions de dollars. «Il ne fait aucun doute qu'AQPA représente une grave menace pour le Yémen, les États-Unis et nos alliés», affirme Jost. «Néanmoins, le soutien aux opérations contre Al-Qaïda ne constitue qu'un aspect parmi d'autres de la stratégie américaine pour ce pays.» L'augmentation de l'aide accordée au Yémen est cependant assortie d'une condition: le président Saleh est contraint d'accepter un plan d'ajustement

structurel du FMI, lequel comprend «une réduction graduelle des subventions aux carburants». Les «Amis» émettent une déclaration dans laquelle ils reconnaissent ouvertement que «les nécessaires réformes économiques auront un impact négatif sur les pauvres».

Washington et ses alliés indiquent clairement à Saleh que le maintien de l'aide militaire à son régime est conditionnel à sa collaboration aux réformes économiques. «Le peuple yéménite et la communauté internationale font face à la menace réelle que représente AQPA, contre laquelle une victoire décisive pourrait demander des années», déclare Jost. «Nous croyons toutefois que l'avenir appartient aux bâtisseurs, et non à ceux qui se consacrent à la destruction. Les États-Unis soutiennent le peuple du Yémen dans sa volonté de bâtir un avenir meilleur et dans son refus de laisser AQPA tuer des hommes, des femmes et des enfants innocents.»

Saleh, pour sa part, n'accorde pas la priorité à la lutte contre AQPA, mais plutôt à la répression des rébellions internes des Houthis et des sécessionnistes du sud du pays. Cependant, pour continuer à obtenir l'aide militaire américaine dont il a besoin pour ces campagnes, il doit prouver à Washington qu'il combat bel et bien AQPA.

En août 2010, en réaction à la série d'assassinats d'officiers de l'armée et du renseignement commis par des tueurs à moto, les forces yéménites lancent une vaste offensive dans le district de Loder, bastion présumé d'AQPA dans la province d'Abyan. La fusillade dure plusieurs jours, au cours desquels meurent une dizaine de soldats yéménites et 19 individus désignés comme membres d'Al-Qaïda par le gouvernement. Au moins trois civils perdent la vie, sans parler des dizaines de personnes qui se voient contraintes de fuir leurs demeures. «Les forces de sécurité yéménites ont donné une bonne leçon et infligé de lourdes pertes aux terroristes d'Al-Qaïda. Elles ont tué ou blessé des dizaines d'entre eux, forçant ceux qui tentaient de se cacher à prendre la fuite», déclare l'adjoint au ministre yéménite de l'Intérieur, le général Saleh Al-Zaweri.

Washington ne partage pas cette analyse. Le JSOC remporte à l'occasion des victoires contre AQPA, mais juge que la plupart de ses homologues des forces spéciales yéménites sont paresseux et incompétents, et que les renseignements issus du double jeu de Saleh sont souvent douteux. Bref, le Yémen souffre de ce que de hauts responsables américains qualifient de «pénurie de renseignements fiables». Les forces du JSOC savent très bien traquer, débusquer et achever leurs cibles, mais leurs opérations requièrent des renseignements solides. «Toutes les Land Rover se ressemblent», confie au *Washington Post* un ancien officier de haut rang du renseignement américain rompu aux opérations en territoire yéménite. «On a besoin d'informations indiquant laquelle il faut suivre.»

*

* *

Naguère encore, la CIA retenait régulièrement les services de membres des forces spéciales pour ses opérations létales, mais la montée du JSOC auprès des administrations Bush et Obama a changé la donne. Le JSOC, nous l'avons vu, souhaite prendre la direction des opérations, ce qui ne fait pas du tout l'affaire de l'agence. Le 25 août, jour où prend fin l'offensive de Loder, le *Washington Post* et le *Wall Street Journal* publient à la une des articles dont le contenu repose manifestement sur des fuites émanant de la CIA et de ses alliés au sein de l'administration. «Pour la première fois depuis les attentats du 11 septembre 2001, les analystes de la CIA considèrent une des ramifications d'Al-Qaïda (et non son noyau, aujourd'hui basé au Pakistan) comme la menace la plus pressante à la sécurité des États-Unis», lit-on dans le *Washington Post.* Le *Wall Street Journal* ajoute pour sa part que l'administration envisage «la mise sur pied d'un programme d'assassinats ciblés plus intensif au Yémen». Le quotidien de la capitale cite un haut fonctionnaire affirmant, sous le couvert de l'anonymat, qu'AQPA «est en plein essor» et que le Yémen est en voie de détrôner le Pakistan en tant que

principale source d'inquiétude: «AQPA nous préoccupe plus qu'auparavant. […] Nous souhaitons tirer parti de toutes les capacités dont nous disposons», ajoute-t-il avant de faire état d'un plan d'«intensification qui s'étendra sur quelques mois».

Ces fuites semblent témoigner d'une volonté de la CIA d'établir un rapport de forces en vue d'exercer un rôle plus important dans les opérations au Yémen, qui ont fini par être dominées par le JSOC. «On ne trouvera pas d'éclats d'obus portant la mention "Fabriqué aux États-Unis"», assure le même haut fonctionnaire, faisant évidemment allusion au missile Tomahawk lancé par le JSOC sur Al-Majalah en décembre 2009 et à l'assaut du désert de Marib, fondé sur de faux renseignements, dans lequel un vice-gouverneur en pleine mission de négociation a péri en mai 2010. Cet observateur anonyme laisse clairement entendre que la Maison-Blanche envisage d'envoyer plus de drones de la CIA au Yémen.

«L'agence a su tirer avantage de toutes les critiques émises à l'endroit du JSOC en les utilisant comme arguments pour reprendre le contrôle des opérations secrètes», explique le colonel Lang, qui, ayant passé sa carrière tant auprès des forces spéciales que de la CIA, a participé à des opérations au Yémen. «La rivalité entre les services militaires clandestins et la CIA est plus féroce que jamais.» Tandis que l'agence cherche à gagner des points dans la lutte qui l'oppose au JSOC pour le contrôle des opérations au Yémen, l'administration juge de son côté que le fait de lui confier des responsabilités accrues présente un avantage stratégique essentiel: en vertu des lois en vigueur aux États-Unis, placer le JSOC sous la houlette de la CIA permettrait aux «équipes de chasseurs-assassins américains» d'agir beaucoup plus librement au Yémen, sans consentement préalable du gouvernement yéménite.

En septembre 2010, alors que John Brennan est en visite officielle au Yémen, Saleh lance une nouvelle offensive contre AQPA à Al-Hota, dans la province de Shabwah, à 100 kilomètres de la résidence d'Anwar Al-Awlaki. Menés par l'unité antiterroriste des forces spéciales yéménites (entraînée et

armée par les États-Unis), des commandos assiègent la ville, la bombardent et l'attaquent à l'aide d'hélicoptères. Des officiers militaires confirmeront que des forces américaines jouent un rôle limité dans l'assaut, bien que l'ampleur de celui-ci demeure classifiée. Le 20 septembre, au moment même où des milliers de personnes fuient leurs maisons, Brennan et Saleh tiennent une réunion à Sanaa. Le moment choisi pour l'offensive est typique de Saleh: le président peut ainsi informer son interlocuteur qu'une opération est en cours contre AQPA. Selon un communiqué du NSC, les deux hommes «discutent de la coopération de leurs pays dans la lutte contre la menace persistante d'Al-Qaïda, et Brennan offre ses condoléances au peuple yéménite pour les officiers des forces de sécurité et les citoyens qui ont perdu la vie lors de récents attentats d'Al-Qaïda». Pendant que les deux hommes discutent, les Amis du Yémen s'apprêtent à entreprendre, à New York, des pourparlers à l'échelon ministériel sur l'aide à apporter au pays. Même si le gouvernement du Yémen se félicite de ses victoires à Al-Hota et à Loder, on peut considérer ces opérations comme des échecs, car les principales cibles d'Al-Qaïda repérées aux deux endroits sont parvenues à s'échapper, et la colère des milieux tribaux contre Sanaa n'a fait que s'intensifier.

*

* *

Quelques semaines après sa réunion avec Saleh, soit le 28 octobre 2010 en soirée, Brennan reçoit un appel téléphonique de son ami le prince Mohamed Ben Nayef. Ce dernier lui apprend que le renseignement saoudien vient d'éventer un complot d'AQPA visant à abattre des avions-cargos américains, et que les bombes sont déjà à bord. Peu après 22 h 30, Brennan prévient le président Obama de l'existence d'une «menace terroriste potentielle» contre le territoire des États-Unis. Des agents du renseignement saoudien transmettent aussitôt à leurs homologues américains et britanniques les numéros de suivi des colis contenant vraisemblablement les

explosifs. Au moment où Brennan apprenait l'existence du complot, l'avion de la société UPS transportant une des bombes avait déjà quitté Sanaa et se dirigeait vers l'Allemagne, où l'on a transféré le colis dans un autre appareil. Ce dernier atterrit à 2 h 13, heure locale, à l'aéroport d'East Midlands, dans le Leicestershire, à 160 kilomètres au nord de Londres. Les forces de sécurité britanniques récupèrent alors le colis suspect, adressé à une synagogue de Chicago.

Le colis contient une cartouche de toner munie d'un circuit imprimé. Une poudre blanche a été substituée au toner. Les premières analyses effectuées sur place, notamment à l'aide de chiens renifleurs et d'un dispositif de détection d'explosifs, indiquent qu'il ne s'agit pas d'une bombe. L'avion est autorisé à poursuivre sa route vers Philadelphie. On expédie alors le colis par hélicoptère au laboratoire de science et de technologie de la Défense britannique, à Fort Halstead, pour le soumettre à des analyses supplémentaires. On apprend ainsi que la poudre contient 400 grammes de PETN, ce composé retrouvé dans les sous-vêtements d'Umar Farouk Abdulmutallab et utilisé lors de l'attentat raté contre le prince Ben Nayef. Le dispositif est pourvu d'un réveil couplé au circuit imprimé d'un téléphone cellulaire Nokia. Si la bombe n'avait pas été retirée à temps, «elle aurait pu être activée au-dessus de la côte atlantique des États-Unis pour exploser vers 5 h 30, heure de l'Est», précisera Scotland Yard. Un haut responsable britannique de la lutte antiterroriste déclare au *Guardian* que le dispositif «est l'un des plus sophistiqués que j'ai vus. On n'a rien perçu à l'œil nu, nos spécialistes des explosifs n'ont rien vu non plus, et il est fort peu probable que ce soit détectable aux rayons X». Une seconde bombe est découverte à Dubaï, à bord d'un avion de la firme FedEx. Elle contient 300 grammes de PETN. Comme l'autre engin, le colis dans lequel on l'a trouvée est adressé à un organisme juif basé à Chicago. Ironiquement, aucune des deux adresses n'est valide. Selon les enquêteurs, les expéditeurs, quelle que soit leur identité, ont obtenu des informations périmées par internet.

Les colis devaient être expédiés à des organismes juifs de Chicago, mais étaient plus précisément adressés à des personnages historiques de sinistre mémoire, morts depuis longtemps: le cruel Diego Deza, grand inquisiteur espagnol, et le chevalier français Renaud de Châtillon, connu pour ses exactions contre des musulmans lors de la deuxième croisade et décapité par Saladin, qui a vaincu les croisés au XIIe siècle.

Le 29 octobre, les bulletins de nouvelles américains montrent des chasseurs américains escortant un avion-cargo en vue d'un atterrissage d'urgence à l'aéroport JFK de New York. On diffuse aussi les images d'appareils menés vers les aéroports de Philadelphie et de Newark. Ainsi se répand la rumeur de l'existence d'autres colis potentiellement dangereux. Ce soir-là, le président Obama déclare que les explosifs représentent une «menace terroriste plausible». En fin de compte, aucune bombe n'aura éclaté, et rien ne viendra confirmer la présence d'explosifs à bord des avions. Néanmoins, une fois établi le lien avec le Yémen, le regard de l'administration se tourne résolument vers AQPA.

En novembre, AQPA publie un «numéro spécial» de son magazine *Inspire*. En couverture figure la photo floue d'un avion-cargo d'UPS accompagnée d'un titre laconique: «4 200 dollars». AQPA affirme que cette somme représente le coût des tentatives d'attentat, regroupées sous le nom d'opération Hémorragie. À l'intérieur du magazine, des photos montrent les présumées bombes faites de cartouches de toner avant leur expédition, tandis que des articles exposent les objectifs du complot et les détails techniques des dispositifs. AQPA prétend également avoir abattu un aéronef d'UPS quelques mois plus tôt, soit le 3 septembre. «Nous sommes parvenus à abattre l'avion d'UPS, mais, parce que les médias ennemis ne nous ont pas attribué la responsabilité de l'opération, nous avons gardé le silence afin d'être en mesure de recommencer», lit-on. L'écrasement d'un appareil d'UPS a bel et bien eu lieu ce jour-là, tuant les deux membres de l'équipage. Les enquêteurs ont statué que l'incident avait été causé par un incendie à bord, et les responsables américains ont rejeté l'hypothèse d'un

attentat terroriste. «Pourquoi l'ennemi n'a-t-il pas dit la vérité à propos de l'écrasement de l'avion d'UPS?» demande AQPA. «Parce qu'il n'a pas su découvrir comment l'appareil s'est écrasé? Ou plutôt parce que l'administration Obama a voulu dissimuler son échec […] en pleine saison électorale?» AQPA qualifie le 3 septembre de «jour où un arbre est tombé dans une forêt sans que personne l'entende».

À propos des bombardements ratés d'octobre, le «directeur des opérations à l'étranger» d'AQPA écrit dans *Inspire* que la destruction des avions aurait été un plus, mais que «l'objectif ne consistait pas à faire un maximum de victimes. Il s'agissait plutôt de nuire le plus possible à l'économie américaine. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous avions sélectionné deux entreprises américaines de transport de marchandises, FedEx et UPS, pour notre double opération». Il est probable que les gouvernements des États-Unis et d'autres pays investissent de fortes sommes dans l'évaluation et le renouvellement de leurs procédures de contrôle aux aéroports, juge-t-il: «Soit ils dépensent des milliards de dollars pour inspecter tous les colis du monde, soit ils ne font rien et nous essayons de nouveau.» Enfin, l'auteur explique qu'on a choisi des adresses situées à Chicago parce que c'est «la ville d'Obama». Le magazine montre aussi la photo d'un exemplaire défraîchi d'un ouvrage de Dickens qu'Al-Awlaki a lu en prison. «Nous étions très optimistes quant à l'issue de cette opération», affirme le prétendu directeur des opérations à l'étranger. «C'est pourquoi nous avons mis dans une des boîtes un exemplaire du roman intitulé *De grandes espérances.*»

Quatre jours après la découverte des bombes dans les avions-cargo, le Yémen condamne Al-Awlaki par contumace sous des accusations sans rapport avec ce complot. L'acte d'accusation officiel fait état d'une «incitation à tuer des étrangers et des membres des services de sécurité». Le juge ordonne aux autorités de traquer Al-Awlaki et de le ramener mort ou vif. Quelles qu'aient été les fautes reprochées à l'imam, Washington a manifestement participé à la coordination du processus ayant mené à sa

condamnation, qui confère une légitimité à la traque et à l'éventuel assassinat d'Al-Awlaki tout en attribuant une fois de plus la responsabilité de l'opération aux Yéménites.

*

* *

Le juge John Bates, nommé en 2001 par le président Bush, vient d'entendre la plaidoirie des avocats de la poursuite dans la cause *Al-Awlaki c. Obama,* où Nasser Al-Awlaki, représenté par le CCR et l'ACLU, conteste l'inscription d'un citoyen américain sur une liste de personnes à éliminer. «Comment expliquer que les États-Unis doivent obtenir une autorisation judiciaire pour placer sous surveillance électronique un citoyen américain séjournant à l'étranger, alors que, selon les défendeurs, les tribunaux n'ont pas le droit d'examiner la décision des États-Unis de cibler un citoyen américain séjournant à l'étranger en vue de le tuer?» s'interroge le juge. Les avocats du gouvernement soutiennent que le cas d'Anwar Al-Awlaki relève du secret d'État, d'une politique de sécurité nationale établie par le président, et n'est donc pas du ressort des tribunaux. Le juge qualifie cette poursuite de «cause extraordinaire» dans laquelle «entrent en jeu des aspects fondamentaux de la sécurité nationale, de la politique militaire et des affaires extérieures (et donc, possiblement, du secret d'État)». Un citoyen américain, demande Bates, peut-il «faire appel au système judiciaire des États-Unis pour revendiquer ses droits constitutionnels tout en cherchant à échapper aux autorités chargées de l'application de la loi, en lançant des appels au "djihad contre l'Occident" et en participant à la planification opérationnelle d'une organisation ayant déjà mené de nombreux attentats contre les États-Unis? L'exécutif peut-il ordonner l'assassinat d'un citoyen américain sans lui avoir préalablement donné la moindre possibilité de se soumettre au processus judiciaire et en affirmant simplement qu'il est un dangereux membre d'une organisation terroriste?» Le juge Bates conclut ainsi son intervention: «Ces questions, tout comme les autres enjeux

juridiques et politiques que soulève cette cause, prêtent à controverse et sont d'un grand intérêt public.»

Quoi qu'il en soit, le 7 décembre 2010, le juge Bates déboute le demandeur pour des motifs de procédure, statuant que Nasser Al-Awlaki n'a pas le droit d'intenter une poursuite judiciaire au nom de son fils, et que la cause n'aurait pas résisté à l'examen des «questions politiques» qu'elle soulevait quant à l'autorité du président en matière de guerre. Le magistrat conclut ainsi que «les graves questions relatives aux bienfaits de la prétendue autorisation d'assassiner un citoyen américain à l'étranger devront attendre».

La décision du juge déçoit les avocats d'Al-Awlaki, mais ne les surprend guère. Le CCR et l'ACLU ont contesté l'administration Bush pendant huit ans sur les mêmes bases, bien qu'ils affirment que le présent cas a une portée beaucoup plus considérable. «Si la décision du juge s'avère légitime, cela signifie que le gouvernement dispose de l'autorité incontestable de procéder à l'assassinat ciblé de tout citoyen américain, où qu'il se trouve, si le président estime qu'il représente une menace pour le pays», déclare l'avocat Jameel Jaffer, de l'ACLU. «Il est difficile d'imaginer décision plus incompatible avec la Constitution et plus dangereuse pour la liberté des Américains.» L'affaire Al-Awlaki reflète la politique antiterroriste en constante évolution d'Obama, étonnamment semblable à celle de son prédécesseur: le président peut établir ses propres règles.

Chapitre 41

«Les grandes puissances ont sans doute favorisé la percée d'Al-Qaïda en Somalie»

SOMALIE, 2010 — Tandis que le débat juridique portant sur la légitimité de l'assassinat par les États-Unis d'un de leurs propres citoyens bat son plein, les responsables de la lutte antiterroriste à la Maison-Blanche savent qu'ils ont d'autres chats à fouetter que le cas d'Al-Awlaki ou la montée d'AQPA au Yémen. Enhardi par de nouvelles alliances, le mouvement islamiste somalien jouit en effet d'un soutien populaire de plus en plus important. Al-Chabab vient de signer une entente avec la milice d'Hassan Turki, Ras Kamboni, dans l'intention officielle d'«établir un État islamique fondé sur la charia». C'est toutefois la dernière clause de l'entente qui préoccupe le plus les responsables américains. «Afin de restaurer la dignité blessée des musulmans, de même que leur pouvoir politique, économique et militaire, tous les musulmans de la région doivent s'unir en mettant fin à leurs querelles intestines, introduites par les puissances coloniales», déclarent les insurgés. «Pour contrer l'invasion des forces multinationales qui s'attaquent aux musulmans, le mouvement djihadiste de la Corne de l'Afrique doit s'allier au djihad international mené par le réseau Al-Qaïda et le cheikh Oussama Ben Laden.»

Pour justifier son alliance avec Al-Qaïda, Al-Chabab invoque l'urgence de former un mouvement mondial de résistance islamique contre l'agression étrangère, ce qui correspond précisément à la mission que Ben

Laden rêvait de donner à son mouvement dès les années 1990. Entre-temps, les bourdes et les mauvais calculs stratégiques de Washington ont donné des munitions aux djihadistes. «Les États-Unis ont lancé des frappes aériennes ciblant des membres de haut niveau d'Al-Chabab soupçonnés d'entretenir des liens avec Al-Qaïda. Selon des spécialistes de la question somalienne, toutefois, ces assauts n'ont fait qu'accroître le soutien populaire dont jouit Al-Chabab. En fait, au même titre que le retour des troupes éthiopiennes, c'est là une des seules interventions susceptibles de mousser la popularité du mouvement», conclut un rapport de la commission des affaires étrangères du Sénat au début de l'année 2010. «En Afrique, Al-Qaïda est une organisation de plus en plus complexe et dangereuse», ajoutent les auteurs du rapport, faisant observer que «l'intervention des puissances occidentales et de leurs alliés a sans doute favorisé la percée [d'Al-Qaïda] en Somalie».

Jusque-là, les actions d'Al-Chabab n'ont jamais dépassé les frontières somaliennes. L'organisation s'apprête toutefois à démontrer, en frappant l'ennemi chez lui, que son alliance avec Al-Qaïda n'est pas que théorique.

*

* *

Après avoir échappé de justesse à la mort en 2007 lors d'un assaut du JSOC puis séjourné pendant deux ans dans une prison éthiopienne, le chef de milice Cheikh Ahmed Mohamed Islam, dit «Madobe», ne voit plus le monde de la même façon. En 2009, il conclut une entente avec les gouvernements éthiopien et somalien. En échange de sa libération, ceux-ci lui demandent de renoncer à faire partie d'Al-Chabab, qu'il s'engage à combattre. Madobe revient alors dans sa région du Jubaland, dans le sud de la Somalie. Son plan: y trouver la position la plus avantageuse, que ce soit au sein du gouvernement ou de la guérilla.

À son retour dans le Jubaland, toutefois, Madobe découvre qu'il n'est plus en terrain connu. Son mentor, Hassan Turki, a fusionné la milice Ras

Kamboni avec Al-Chabab et prêté allégeance à Al-Qaïda. Ses anciens compagnons lui offrent un choix: se battre à leurs côtés ou dans le clan adverse. À ses dires, Madobe tente de négocier avec les dirigeants d'Al-Chabab un partage du pouvoir dans la région, mais ils ne veulent rien entendre. L'ex-milicien choisit donc la seule véritable option qui s'offre à lui — c'est du moins ce qu'il aime à raconter. «Ma perception de l'Éthiopie et de la politique internationale relative à la Somalie avait beaucoup changé», précise-t-il. Début 2010, il annonce qu'il se range derrière le gouvernement somalien pour lutter contre Al-Chabab. Il a manifestement établi de nouveaux liens avec les Éthiopiens, qui ont longtemps financé divers seigneurs de guerre et personnages politiques somaliens. «Nous combattions à l'époque les Éthiopiens et les Américains, que nous percevions comme des ennemis», raconte-t-il. «Mais les hommes d'Al-Chabab sont pires qu'eux, car ils souillent l'image de l'islam et les valeurs des musulmans. Aujourd'hui, je me sens beaucoup plus en affinité avec les forces éthiopiennes et américaines qu'avec Al-Chabab.»

L'alliance nouée par la milice de Turki avec Al-Chabab inquiète particulièrement les États-Unis. En effet, elle donne au mouvement le contrôle de la ville portuaire stratégique de Kismayo, qui, conjugué à celui «des ports secondaires de Merka et de Brava […], fournira la principale source de revenus d'[Al-Chabab]», peut-on lire dans un rapport des Nations Unies. Al-Chabab «reçoit entre 35 et 50 millions de dollars par année en revenus portuaires, dont au moins 15 millions proviennent du commerce du charbon et du sucre». Il va sans dire que les États-Unis souhaitent tarir cette source de revenus. Ils cherchent donc à s'allier Madobe, que le JSOC a pourtant tenté d'éliminer en 2007. (Ancien membre de l'UTI, celui-ci a déjà lutté tant au sein d'Al-Chabab que de la milice Ras Kamboni d'Hassan Turki.) Ses hommes et lui commencent donc à recevoir «entraînement et soutien» de la part des forces armées kényanes, soutenues par les États-Unis. Ils se baladent dans des camionnettes armées dernier cri et, lors de leurs combats contre les troupes d'Al-Chabab, bénéficient de l'appui de

l'artillerie kényane à l'aide, entre autres, de ses hélicoptères militaires. Madobe devient ainsi un des élus qui formeront la nouvelle génération de seigneurs de guerre soutenus par les États-Unis, qui les extirpent des décombres de l'UTI.

*

* *

En 2010, la Coupe du monde de football se tient en Afrique du Sud. C'est la première fois que la finale se joue en Afrique, et le continent se transforme pour l'occasion en un immense stade. Des écrans géants sont installés dans les stades et les champs, et tous les bars, restaurants et cafés diffusent les matchs. L'Ouganda n'échappe pas à cette frénésie. Le 10 juillet 2010, dans le quartier de Kabalagala à Kampala, la capitale ougandaise, une foule s'est amassée dans un restaurant éthiopien pour regarder la finale de la Coupe, qui oppose les Pays-Bas à l'Espagne. À la mi-temps, alors que le score est toujours de 0-0, boum! Une explosion secoue le restaurant, rempli principalement d'étrangers, faisant 15 morts et de multiples blessés, dont 6 missionnaires mennonites. Tandis que le match atteint sa 90e minute, quelques kilomètres plus au nord, au Kyadondo Rugby Club de Nakawa, une autre explosion se produit au pied d'un écran géant où les gens se sont rassemblés pour regarder le match. Au total, 64 personnes périssent dans cet attentat, des Ougandais pour la plupart. Un travailleur humanitaire américain âgé de 25 ans y trouve lui aussi la mort. Les autorités ougandaises imputent l'attentat à un kamikaze somalien dont la tête arrachée aurait été retrouvée sur les lieux. Une autre veste-suicide, inutilisée celle-là, y sera également découverte.

Tout de suite après le double attentat, les soupçons se portent vers Al-Chabab. L'organisation n'a pourtant jamais frappé au-delà des frontières somaliennes. Des membres intermédiaires d'Al-Chabab applaudissent à ces assauts, et l'un deux s'en dit «très heureux», sans toutefois les revendiquer. Le 12 juillet, toutefois, le cheikh Ali Mohamed Rage, porte-parole d'Al-

Chabab, clame haut et fort la responsabilité de l'organisation. «Nous attaquerons l'ennemi là où il se trouve», déclare-t-il. «Personne ne pourra nous dissuader d'accomplir notre devoir de musulmans.» Il ajoute: «Nous remercions les moudjahidines qui ont mené cet assaut. Que cela serve d'avertissement aux gouvernements ougandais et burundais: s'ils ne retirent pas de la Somalie leurs troupes rattachées à l'AMISOM, les attentats se multiplieront jusqu'à ce qu'ils obtempèrent.» Tandis que cette déclaration déclenche un vent de panique en Ouganda et dans les autres pays voisins de la Somalie, Al-Chabab prépare à Mogadiscio une importante campagne visant à renverser le fragile gouvernement de Cheikh Charif, protégé par l'AMISOM.

*

* *

Au cours de ses deux premières années à la tête des États-Unis, l'administration Obama a mené une politique étrangère principalement orientée vers l'Afghanistan et l'Irak — et embourbée dans la controverse soulevée par le sort de la prison de Guantanamo. Dès 2010, toutefois, la Somalie se hisse sur la liste des crises prioritaires. Le JSOC y a mené une poignée d'opérations, dont celle qui a éliminé Saleh Ali Saleh Nabhan, dirigeant d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est. Cependant, tandis que les États-Unis intensifient leur campagne, Al-Chabab s'enhardit, élargissant chaque semaine son emprise jusqu'à contrôler plus de territoire que tout autre groupe rattaché à Al-Qaïda dans le monde. En 2010, sinistre honneur, la Somalie atteint le premier rang de l'«indice du risque terroriste» établi par la société britannique Maplecroft. De juin 2009 à juin 2010, on y rapporte quelque 556 attentats terroristes ayant causé 1 437 morts. La Maison-Blanche durcit le ton à l'endroit d'Al-Chabab, et Obama signe le décret n^{o} 13 536, qui énonce que «la gestion de la menace [somalienne] est une priorité nationale». Parmi les plus grandes préoccupations des responsables

de la lutte contre le terrorisme se trouve le recrutement par le mouvement de combattants étrangers, notamment d'Américains employés comme kamikazes.

Le 5 août 2010, le procureur général des États-Unis Eric Holder annonce la mise en accusation de 14 résidents des États-Unis accusés de fournir un soutien matériel à Al-Chabab. «Ces inculpations et ces arrestations effectuées au Minnesota, en Alabama et en Californie mettent en lumière un circuit funeste qui a permis d'acheminer de l'argent et des combattants à Al-Chabab à partir de plusieurs villes américaines», affirme Holder. «Bien que notre enquête se poursuive dans l'ensemble du pays, ces procédures pénales devraient servir d'avertissement aux individus qui envisagent de soutenir un groupe terroriste comme Al-Chabab: ils risquent de croupir dans la cellule d'une prison américaine ou de périr sur un champ de bataille en Somalie.» Entre-temps, l'arrivée d'avions de surveillance américains dans le ciel de Mogadiscio ne passe pas inaperçue auprès des habitants de la capitale.

Toutes ces initiatives s'inscrivent dans le plan d'action que l'administration Obama s'affaire à mettre au point pour combattre Al-Chabab, qui, de son côté, n'a pas dit son dernier mot.

Le 22 août 2010, l'organisation lance une offensive que le Groupe de contrôle sur la Somalie et l'Érythrée du Conseil de sécurité de l'ONU définira comme «sa campagne militaire la plus importante depuis mai 2009». Le 23 août, le porte-parole Ali Mohamed Rage tient une conférence de presse destinée à annoncer une «guerre intensive» visant à renverser définitivement le gouvernement somalien provisoire soutenu par les États-Unis.

Depuis des mois, en fait, Al-Chabab prépare un assaut majeur contre l'AMISOM, lequel ne se concrétisera toutefois que beaucoup plus tard. Avec des effectifs se situant entre 2 500 et 5 000 combattants, l'organisation mène des attaques de moindre envergure contre le palais présidentiel de la Villa Somalia et d'autres sièges du gouvernement somalien, et tente de

supplanter les forces de Charif et de l'AMISOM dans certains quartiers clés de Mogadiscio. Au cours de la semaine sanglante du 23 au 30 août, on dénombre au moins 80 morts et plusieurs blessés. Al-Chabab mènera également une attaque contre le palais présidentiel le 30 août et un attentat à la bombe au bord d'une route le lendemain. Deux jours après le début de cette «offensive du ramadan», soit le 24 août, trois insurgés déguisés en soldats somaliens prennent d'assaut l'hôtel Muna, situé à proximité de la Villa Somalia. Cet attentat, perpétré par 2 kamikazes, fait au moins 33 morts, dont plusieurs parlementaires. Les autorités somaliennes réagiront en fixant les restes d'un des attaquants à l'arrière d'un véhicule qui paradera dans la ville.

«Pendant le mois sacré du ramadan, cet attentat est particulièrement révoltant», affirme John Brennan, haut conseiller d'Obama en matière de lutte antiterroriste, le jour de l'attentat contre l'hôtel Muna. «Les États-Unis continueront à soutenir ceux qui combattent le terrorisme, l'extrémisme et la violence sous toutes ses formes, en Afrique et en particulier dans la Corne de l'Afrique.»

Deux semaines plus tard, soit le 9 septembre 2010, deux véhicules piégés explosent à l'aéroport de Mogadiscio lors de la visite d'une délégation internationale comprenant le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU et un représentant de l'Union africaine. Les dignitaires s'en tirent sans la moindre égratignure, mais l'attentat et les affrontements qui s'ensuivent coûtent la vie à deux soldats de l'AMISOM et à au moins cinq civils. Avant la fin septembre, selon l'organisation Critical Threats, quelque 20 000 habitants de Mogadiscio auront été forcés de fuir leur demeure en raison des affrontements.

Tout au long du mois de septembre, en effet, les combats continuent de faire rage à Mogadiscio. Lors des premières salves de l'offensive, Al-Chabab gagne du terrain de façon impressionnante. Par contre, la situation incite l'AMISOM à déployer 2 000 soldats de plus, et les insurgés seront finalement repoussés. Selon le Groupe de contrôle de l'ONU, une des causes

de l'échec d'Al-Chabab est peut-être sa «dépendance excessive envers les enfants-soldats, incapables de tenir le coup contre les troupes de l'AMISOM ou, dans une moindre mesure», contre les forces de sécurité somaliennes et les milices alliées au gouvernement. Le mouvement de résistance subit de lourdes pertes, commandants et combattants. Dans certaines zones, il se voit contraint de céder une partie du territoire qu'il avait conquis. L'offensive d'Al-Chabab réussira néanmoins à déstabiliser encore davantage un gouvernement déjà précaire. Elle incitera également Al-Chabab et Al-Qaïda à revoir leurs stratégies en se demandant notamment s'il vaut mieux chercher avant tout à protéger le territoire conquis ou prendre d'assaut la capitale. Entre-temps, la CIA, qui s'apprête à sauter à son tour dans l'arène, déploie de plus en plus d'agents à Mogadiscio.

Chapitre 42

«Anwar Al-Awlaki est voué à devenir la cible d'un missile»

Yémen, 2011 — En janvier 2011, le journaliste yéménite Abdulelah Haider Shaye est reconnu coupable de méfaits liés au terrorisme par un tribunal yéménite, qui le condamne à cinq ans de prison, plus deux années de liberté restreinte sous la surveillance du gouvernement. Durant son procès, Shaye refuse de reconnaître la légitimité du tribunal qui le juge, et renonce à se défendre. Selon Human Rights Watch, ce tribunal spécialisé «ne répond pas aux normes internationales en matière de procès équitable». En outre, son avocat affirme que la «preuve» fournie pour l'incriminer est faible et largement fondée sur de faux documents. «Il s'agissait d'une décision politique, et non pas juridique. Elle n'a aucun fondement légal», déclare l'avocat de Shaye, Abdulrahman Barman, qui décide de boycotter le procès. «Ayant assisté à son procès, je peux affirmer qu'il s'agissait d'une farce monumentale», raconte pour sa part Iona Craig, journaliste au *Times* de Londres.

Plusieurs groupes internationaux de défense des droits de la personne dénoncent ce procès, qu'ils considèrent comme un simulacre et une injustice. «Il y a tout lieu de croire que les chefs d'accusation émis contre [Shaye] sont exagérés, et qu'il a été emprisonné uniquement parce qu'il a osé parler de l'implication des États-Unis dans une attaque menée au

Yémen à l'aide de bombes à sous-munitions», indique Philip Luther, d'Amnistie internationale.

De toute évidence, les reportages de Shaye couvrent des faits que les gouvernements yéménite et américain veulent taire. Qui plus est, le journaliste a interviewé Anwar Al-Awlaki, déjà traqué par Washington. Bien que les gouvernements américain et yéménite allèguent que Shaye agit à titre de propagandiste pour Al-Qaïda, des spécialistes de la question yéménite ne sont pas de cet avis. «Il est difficile de surestimer l'importance de son travail», affirme Gregory Johnsen, professeur à l'université de Princeton en communication avec Shaye depuis 2008. «Sans les reportages et les interviews effectués par Shaye, nous en saurions beaucoup moins au sujet d'AQPA, et, si l'on croit, comme moi, qu'il faut connaître l'ennemi pour le vaincre, son arrestation et sa détention ont laissé dans nos connaissances un grand vide qui reste à combler.»

À la suite de la condamnation de Shaye, des chefs tribaux exercent des pressions sur le président Saleh pour qu'il gracie le journaliste. «Des Yéménites de premier plan et des chefs tribaux sont intervenus à titre de médiateurs auprès du président, et Saleh a accepté de le libérer», se souvient Barman. «Nous attendions que la grâce présidentielle soit accordée; il ne restait au président qu'à signer le document le lendemain et à faire l'annonce de la nouvelle.» Des informations sur ce pardon imminent sont alors divulguées par la presse yéménite. Ce jour-là, le 2 février 2011, le président Saleh reçoit un appel du président Obama. Les deux dirigeants discutent de coopération en matière de lutte contre le terrorisme et contre AQPA. À la fin de l'appel, Obama «exprime sa réticence» par rapport à la libération de Shaye qui, dit-il, est «condamné à cinq ans de prison en raison de son association avec AQPA». En fait, Shaye n'a pas encore été libéré au moment de cet échange, mais Saleh s'apprête effectivement à signer le document à cet effet. Il n'est pas inhabituel pour la Maison-Blanche d'émettre des réserves quant à la libération par le gouvernement yéménite d'individus soupçonnés d'entretenir des liens avec AQPA. Au Yémen, les évasions suspectes de militants islamistes ont été monnaie courante au

cours de la dernière décennie, et on sait que Saleh se sert de la menace terroriste pour soutirer des fonds aux États-Unis. Cette fois, cependant, la situation est différente: Abdulelah Haider Shaye n'est pas un militant islamiste ni un agent à la solde d'Al-Qaïda. Il est journaliste. À la suite de l'appel d'Obama, pourtant, Saleh s'empresse de déchirer le document d'acquittement.

«Les reportages de Shaye étaient certainement embarrassants pour les gouvernements américain et yéménite, qui recherchent en vain les principaux chefs d'AQPA pour les tuer alors que ce simple journaliste a réussi à les retracer et à les interviewer uniquement à l'aide de son appareil-photo et de son ordinateur», affirme Johnsen. «Aucune preuve officielle n'a été présentée pour étayer la thèse qu'Abdulelah n'était pas qu'un journaliste tentant de faire son travail. Pourquoi les gouvernements américain et yéménite refusent-ils de montrer les preuves qu'ils prétendent détenir?»

Pour protester contre son emprisonnement, Shaye entame une grève de la faim, à laquelle il met fin alors que sa famille s'inquiète de la détérioration de son état de santé. Bien que des organes de presse internationaux tels que le Comité pour la protection des journalistes, la Fédération internationale des journalistes et Reporters sans frontières réclament sa libération, son cas ne reçoit que très peu d'attention aux États-Unis. Des avocats, des défenseurs des droits de la personne et des journalistes yéménites accusent la Maison-Blanche d'avoir demandé à ce qu'il reste emprisonné. Elizabeth Gosselin, porte-parole du département d'État, confirme que les États-Unis préfèrent savoir Shaye derrière les barreaux, même si elle refuse de commenter le refus du gouvernement de présenter les preuves de la connivence du journaliste avec AQPA: «Nous restons inquiets au sujet de la possible libération de Shaye en raison des liens qu'il entretient avec AQPA. Nous appuyons les commentaires du président.»

Lorsque la journaliste Iona Craig interroge l'ambassadeur des États-Unis au Yémen Gerald Feierstein au sujet de Shaye, celui-ci laisse fuser un rire. «Shaye est en prison parce qu'il a aidé Al-Qaïda à planifier des

attaques contre les Américains. Nous avons donc un intérêt direct à le voir emprisonné», déclare Feierstein. Lorsque Craig évoque l'onde de choc que cette situation crée parmi la communauté journalistique au Yémen, Feierstein réplique: «Il ne s'agit pas de contrer le journalisme, mais la coopération avec AQPA. S'ils [les journalistes yéménites] ne s'engagent pas dans de telles activités, ils n'ont rien à craindre de nous.»

Au Yémen, de nombreux journalistes concluent, à la lumière des «faits» rendus publics sur la manière dont Shaye a «aidé» AQPA, que le seul fait d'interviewer des personnes associées à Al-Qaïda ou de rapporter la mort de civils causée par les frappes américaines constitue un crime aux yeux du gouvernement américain. «La pire chose dans toute cette histoire, à mon avis, ce n'est pas seulement qu'un journaliste indépendant soit détenu à la demande des États-Unis, dit Craig, mais le fait qu'ils ont réussi [à dissuader] les autres journalistes yéménites d'investiguer sur les frappes aériennes visant des civils et, plus important encore, à dénoncer les abus de leur propre gouvernement. Shaye, lui, a accompli les deux.» Elle ajoute: «Considérant la récente intensification des frappes aériennes par le gouvernement et des attaques de drones par les États-Unis, le Yémen a besoin de journalistes comme Shaye pour rapporter ce qui se passe vraiment.»

*

* *

Le blogue d'Anwar Al-Awlaki a été fermé par le gouvernement des États-Unis, et il ne subsiste aucune trace de l'«imam de l'internet» sur le web, hormis ses articles publiés dans le magazine *Inspire*. Le seul journaliste qui a osé l'interviewer est enfermé. La Maison-Blanche souhaite maintenant terminer le boulot. Toujours déterminée à assassiner Al-Awlaki, elle envoie son procureur général Eric Holder sur le plateau de *Good Morning America,* l'émission phare du matin de la chaîne ABC, pour une entrevue télévisée de premier plan. L'entrevue est annoncée à titre d'«avertissement formel

contre les attaques terroristes», avec un texte défilant en continu au bas de l'écran qui proclame que la menace d'un «terrorisme de l'intérieur» fait passer des «nuits blanches» au procureur général. «Cette entrevue vise à faire comprendre aux gens que la menace est réelle, différente, constante», explique Holder, qui ajoute: «Auparavant, nous nous méfiions seulement des étrangers, mais il faut maintenant nous méfier de citoyens américains qui décident de se radicaliser et de prendre les armes contre le pays qui les a vus grandir, ou même naître.» Alors que des photos d'Anwar Al-Awlaki apparaissent à l'écran, un gros titre clignote: «Nouvelle menace terroriste prioritaire: un érudit religieux qui rivalise avec Ben Laden».

L'animateur aborde la question du terroriste aux sous-vêtements piégés qui a tenté de faire exploser un avion de Northwest Airlines à Noël, et du complot visant à abattre des avions-cargos. Al-Awlaki est «un homme extrêmement dangereux. Il a fait montre d'un désir de porter préjudice aux États-Unis, de frapper le territoire américain», déclare Holder. «En tant que citoyen américain, il connaît bien le pays, ce qui est pour lui un atout.» Selon Holder, la menace que pose Al-Awlaki pour les États-Unis réside dans sa capacité à inciter des terroristes potentiels à passer à l'acte. «Il leur suffit de descendre au sous-sol, d'allumer leur ordinateur, de trouver un site qui profère ce genre de discours haineux.» Les individus comme Al-Awlaki «peuvent influencer une personne qui n'est peut-être que vaguement intéressée et l'entraîner dans leur camp», affirme-t-il. Al-Awlaki «devrait être placé sur la même liste que Ben Laden». L'animateur demande ensuite à Holder ce que préféreraient les États-Unis: capturer Al-Awlaki pour le traîner en justice ou encore le tuer immédiatement? «Eh bien, il est certain que nous voulons le neutraliser. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour y arriver», répond Holder.

Al-Awlaki devient alors une célébrité: les États-Unis le proclament criminel numéro un sur la planète. Les avocats de l'ACLU et du CCR qui se battent pour empêcher l'administration Obama de l'assassiner, eux, restent perplexes devant le refus de celle-ci de présenter des preuves pour étayer

les déclarations faites aux médias par Holder et d'autres responsables, ou les «fuites» transmises à un cercle de journalistes triés sur le volet. «Si les propos d'[Al-Awlaki] sont criminels, traduisez-le en justice. Ce n'est pas là une raison suffisante pour envoyer un drone au Yémen en vue de le tuer», affirme l'avocate Pardiss Kebriaei. «Peu importe la nature de ses propos et ce qu'en pensent les gens, même s'il a franchi la limite, le gouvernement n'a pas le droit de décider de le condamner à mort sans procès, simplement parce qu'on lui reproche vaguement de constituer une menace.»

L'administration Obama n'a aucune intention de revenir sur sa décision.

Dans ce jeu du chat et de la souris opposant les drones américains à Al-Awlaki, le temps presse. Obama déploie des équipes du JSOC et de la CIA pour traquer l'imam. Selon l'ancien officier américain Malcolm Nance, Al-Awlaki, qui représente «un danger stratégique», «est destiné à devenir la cible d'un missile. On ne peut pas [lui] permettre de répandre une idéologie qui risque de virer à la lutte concrète». Peu après le complot des avions-cargos, les médias britanniques rapportent que les forces spéciales britanniques travaillent au Yémen de concert avec le JSOC et l'unité antiterroriste des forces spéciales yéménites «à une mission visant à tuer ou à capturer» des dirigeants d'AQPA. En février 2011, le directeur du NCTC, Michael Leiter, fournit au Congrès américain une mise à jour sur les principales menaces auxquelles sont confrontés les États-Unis dans le monde. «AQPA, avec Al-Awlaki parmi ses chefs, représente certainement le risque le plus important pour la nation américaine», déclare-t-il devant la commission du Sénat sur la sécurité intérieure. «Al-Awlaki est l'idéologue anglophone le plus connu ayant le pouvoir de parler directement au peuple ici même, à l'intérieur de nos frontières.»

L'ex-analyste des affaires yéménites à la DIA Joshua Foust décrit ainsi la réaction d'Obama: «Il a immédiatement envoyé des drones et des membres des forces spéciales au Yémen. Pas de temps à perdre: "Envoyons le JSOC." Envoyons les ninjas.» Sans fournir de détails, qui à ses dires sont classifiés, Foust affirme avoir été témoin d'assassinats ciblés qu'il croyait

justifiés, et ne considère pas de telles frappes comme «mauvaises en soi». L'analyste se dit toutefois préoccupé par les critères employés pour en déterminer les cibles. «À vrai dire, lorsque je travaillais sur le Yémen, je consacrais la majeure partie de mon temps à discuter de ces normes» avec le commandement des opérations spéciales avancées au Yémen et d'autres analystes de la DIA. «À mes yeux, il est effrayant de constater la déficience des normes en matière de preuves nécessaires pour faire tuer quelqu'un. Je crois que seuls trois rapports concordants du renseignement humain suffisent, et c'est tout. Pour un tribunal, cela équivaut à de simples rumeurs. Je ne comprends pas qu'on accepte que des personnes soient exécutées sur la base de preuves aussi minces.» Il ajoute: «Pour tuer quelqu'un, il faut normalement avoir une très bonne raison ainsi qu'une preuve irréfutable de la nécessité de le faire et de l'avantage qu'on pourrait en tirer. Or, ce n'est pas le cas ici.» À un moment donné, rapporte Foust, son chef de division à la DIA lui a conseillé de «laisser tomber et de la fermer».

Chapitre 43

L'étrange affaire Raymond Davis

PAKISTAN, 2011 — Ce gaillard américain de 36 ans s'intégrerait parfaitement au décor de sa petite ville rurale de Big Stone Gap, dans les montagnes du sud-ouest de la Virginie. Avec sa chemise à carreaux en flanelle de coton, ses jeans et sa barbe grisonnante de trois jours, il ne présente sans doute qu'une seule caractéristique inhabituelle: le véhicule dans lequel il se déplace n'est pas une camionnette, mais une Honda Civic blanche. En ce 27 janvier 2011, cependant, Raymond Davis ne roule pas dans les environs de Big Stone Gap. Il se trouve plutôt à l'autre bout du monde, coincé dans la circulation chaotique de la deuxième ville en importance du Pakistan, Lahore. Ici, la Honda Civic passe inaperçue. Il s'agit d'une voiture louée dont la plaque d'immatriculation, émise à Lahore, porte le numéro LEC-10/5545.

On ne connaîtra probablement jamais tous les détails de ce qui s'est passé ce jour-là à une intersection du boulevard Mozang. L'identité précise de Raymond Davis et les raisons de sa présence à Lahore (ou au Pakistan en général) demeureront encore plus obscures. Quoi qu'il en soit, quelques instants après l'immobilisation du véhicule de Davis à une intersection, trois personnes étaient mortes, l'Américain était emmené dans une prison tristement célèbre de la ville, une foule de Pakistanais en colère exigeait sa mise à mort, et la plus grave crise diplomatique entre le Pakistan et les

États-Unis depuis l'incendie et le saccage, en 1979, de l'ambassade américaine à Islamabad battait son plein.

Si l'on en croit la version officielle des événements, à laquelle souscrit leur protagoniste, les hauts responsables américains et le président Obama, Raymond Davis aurait travaillé au consulat des États-Unis à Lahore comme fonctionnaire chargé du tamponnage des passeports et d'autres tâches administratives — bref, comme gratte-papier —, et se serait retrouvé au mauvais endroit au mauvais moment dans une ville très dangereuse. Il aurait été victime d'une tentative de vol à main armée de la part de deux individus qui l'auraient suivi depuis son départ d'un guichet automatique où il aurait effectué un retrait. Alors qu'il était coincé dans la circulation, ses assaillants, qui roulaient en motocyclette, lui auraient bloqué le passage, et l'un d'eux aurait brandi une arme. Se croyant en danger de mort, Davis aurait sorti son Glock semi-automatique de calibre 9 mm et tiré sur les hommes à travers le pare-brise, par réflexe d'autodéfense. Après une brève poursuite, la police provinciale du Pendjab l'aurait arrêté. En tant que titulaire d'un passeport diplomatique, il aurait cependant bénéficié de l'immunité. Obama l'appelle d'ailleurs «notre diplomate». En vertu des conventions de Vienne, aucune accusation criminelle ne pouvait être portée contre lui au Pakistan, et il devait être confié aux autorités américaines. L'affaire était close.

Pour souscrire à cette version des faits, on doit croire possible qu'un membre du personnel administratif d'un consulat sache, par le plus pur des hasards, manier un Glock avec le calme, l'habileté et la précision nécessaires pour abattre deux assaillants à travers le pare-brise de sa voiture. Cela constituerait un exploit remarquable pour un «conseiller technique» ou un membre du «personnel administratif» (c'est ainsi que les hauts responsables américains ont qualifié Davis). Sans parler du fait que les diplomates américains en poste au Pakistan ne sont pas autorisés à porter des armes.

De toute évidence, ce récit comporte des failles. En fait, il est probablement dépourvu de la moindre parcelle de vérité, si on laisse de côté

de ce qui relève de l'évidence, soit qu'un Américain nommé Raymond Allen Davis a abattu deux Pakistanais en plein jour à une intersection de Lahore. Les aspects les plus cruciaux de l'événement ne sont pas le passeport diplomatique ou le type de visa dont Davis disposait, ni le fait que les États-Unis l'employaient comme diplomate au moment de son arrestation. Il s'agit là des détails d'une couverture en partie concoctée à l'avance et en partie bricolée sur le coup.

*

* *

Située en banlieue de Lahore, la prison de Kot Lakhpat accueille des dizaines de militants et terroristes présumés qui ne demanderaient pas mieux que d'avoir l'occasion de trancher la gorge d'un Américain soupçonné d'espionnage. C'est là que la police locale emmène Raymond Davis après une brève poursuite dans les rues de Lahore, laquelle a mené à son arrestation au vieux bazar d'Anarkali. L'Américain ne sera pas enfermé avec les autres détenus, mais dans une cellule d'isolement de l'«aile de haute sécurité» de l'établissement. À son arrivée, on transfère quelque 25 présumés «djihadistes» dans une autre prison et déploie des *rangers* paramilitaires du Pendjab autour de l'aile en question. Bien que cette décision soit présentée comme une mesure de sécurité destinée à protéger Davis, elle vise aussi à empêcher quiconque de le libérer, le renseignement pakistanais disposant d'informations lui permettant de craindre une telle éventualité.

Peu après son arrestation, Davis est emmené dans une salle pour un interrogatoire, qu'une personne présente enregistrera maladroitement sur vidéo. «Je dois informer mon ambassade du lieu où je me trouve», insiste-t-il. «Donnez-moi seulement le nom de la rue.» «Vous venez des États-Unis?» crie-t-on. «Oui», répond-il à ses interrogateurs, avant de leur montrer, une par une, les pièces d'identité qu'il porte au cou. «Vous travaillez pour l'ambassade américaine?» demande l'un d'eux. «Non. Pour

le consulat général. Il n'y a pas d'ambassadeur ici à Lahore. J'y travaille comme simple consultant», explique Davis, ajoutant qu'il est rattaché au Regional Affairs Office (RAO, Bureau des affaires régionales). Les interrogateurs offrent alors un verre d'eau au prévenu, qui le refuse en leur demandant plutôt une bouteille d'eau. «Oh, de l'eau pure!» se moque un des hommes, provoquant l'hilarité générale. «Pas d'argent, pas d'eau», ajoute-t-il, suscitant de nouveaux ricanements. L'interrogatoire se poursuit. Davis finit par signer une déclaration où il réitère qu'il a tiré par réflexe d'autodéfense et que ses deux victimes étaient des voleurs. À maintes reprises, il réclame son passeport, qui, affirme-t-il, lui permettrait d'attester son statut de diplomate. «Pourriez-vous fouiller ma voiture pour y trouver mon passeport?» demande-t-il, ajoutant que celui-ci pourrait se trouver sous le siège ou être tombé dans la rue lors de l'arrestation.

Les autorités pakistanaises sont en train de fouiller la voiture de Davis, mais son passeport est assurément l'objet le moins intéressant qu'elles y trouvent. Après avoir récupéré son Glock 9 mm et au moins cinq magasins de munitions, deux chargeurs vides et une autre arme semi-automatique avec ses munitions, elles dénichent un attirail qui vient enlever toute crédibilité à ses prétentions de n'être qu'un diplomate ou un simple employé du consulat. Celui-ci comprend des lunettes de vision nocturne, de multiples pièces d'identité, plusieurs cartes bancaires, des masques, une trousse de maquillage servant à dissimuler son identité, un équipement de survie, un télescope, un GPS sophistiqué, une lampe frontale, un système infrarouge, un téléphone satellite, des téléphones portables, un appareil photo, des pinces, des couteaux et un billet d'avion. Selon des sources policières pakistanaises citées par l'*Express Tribune,* la liste des appels enregistrés dans les nombreux téléphones portables de l'Américain comprend les numéros de 27 militants du groupe terroriste Lashkar-e-Jhangvi et de Tehrik-e-Taliban, le mouvement des talibans pakistanais. Dans la carte mémoire de son appareil photo, les enquêteurs trouvent des clichés d'écoles religieuses, d'institutions gouvernementales et

d'installations militaires situées près de la frontière indienne. Ils tombent également sur une carte d'identité indiquant que Davis est un sous-traitant du département de la Défense des États-Unis.

Pendant ce temps, des journalistes américains trouvent l'épouse de Davis, Rebecca, à son domicile de Highlands Ranch, en banlieue de Denver, au Colorado. Elle leur transmet un numéro de téléphone que lui ont communiqué des représentants du gouvernement des États-Unis et qui correspond au quartier général de la CIA à Langley, en Virginie.

Pendant l'interrogatoire, Davis affirme qu'il arrivait du consulat américain lors de la tentative de vol. Le GPS de sa voiture, lui, indique plutôt qu'il revenait d'une résidence du quartier chic de Scotch Corner, à Upper Mall, dans l'est de la ville. «L'accusé a passé ce fait sous silence», mentionnera un rapport de police ultérieur. «Il a refusé de répondre à toute question au cours de l'enquête, prétextant que le consulat des États-Unis lui avait interdit de le faire.» Si les données du GPS sont fiables, la maison que Davis a quittée plus tôt ce jour-là est bien connue du renseignement pakistanais.

*

* *

«Bigre! Nous voilà mal pris!» se dit le lieutenant-colonel Anthony Shaffer en apprenant l'arrestation de Davis. «Le jeu d'espionnage entre l'ISI et la CIA prend décidément une mauvaise tournure.» Agent secret d'expérience ayant participé à des opérations hautement classifiées de la CIA et de la DIA, Shaffer a coordonné le programme de renseignement humain en Afghanistan au début de la guerre dans ce pays et planifié des incursions secrètes au Pakistan. Il est donc conscient de l'importance des enjeux liés à l'incarcération de Davis par les Pakistanais. «Les plus hauts responsables de l'administration Obama n'étaient probablement pas au courant de tous les détails», pense-t-il.

Bien avant la fusillade de Mozang, l'ISI pakistanaise sait que Davis n'est pas un diplomate et ne se fatigue pas à tamponner des passeports au consulat des États-Unis.

Arrivé au Pakistan une semaine auparavant, Davis n'en est pas à son premier séjour au pays. Agent chevronné des forces spéciales et ancien Béret vert ayant servi comme sergent d'armes, il remplit sa dernière assignation militaire dans le troisième groupe des forces spéciales basé à Fort Bragg, où se trouve le quartier général du JSOC. C'est en 2003, alors que l'invasion de l'Irak bat son plein, qu'il quitte l'armée pour en devenir un sous-traitant, ce qui l'amènera au cœur des opérations secrètes et clandestines menées par les États-Unis. Son premier séjour attesté au Pakistan remonte à décembre 2008, alors qu'il commence à travailler pour la fameuse société militaire privée Blackwater dans le cadre d'un contrat secret avec la CIA. À titre de sous-traitant pour le personnel d'intervention de la CIA à l'étranger, il a pour mandat d'assurer la protection des agents, de plus en plus nombreux, que les États-Unis déploient au Pakistan pour y coordonner leur guerre secrète. Cette fonction le met souvent en contact direct avec des officiers traitants menant des rencontres secrètes avec des informateurs ou veillant aux préparatifs d'opérations délicates. Sa couverture officielle de représentant du RAO est courante chez les agents et sous-traitants de la CIA.

Pendant la période où Davis travaille pour Blackwater, l'entreprise joue un rôle central dans les missions secrètes les plus névralgiques de la CIA au Pakistan, aidant cette dernière à mener ses campagnes de tirs de drones et ses opérations de capture et d'assassinats ciblés. Longtemps utilisée par l'administration Bush comme force «anonyme» capable de mener, à l'abri des regards, des opérations dont l'existence, protégée par le secret, est enfouie dans les clauses de contrats de sous-traitance, Blackwater étend ses tentacules à pratiquement toutes les opérations secrètes américaines. Non seulement elle participe au programme d'assassinats de la CIA, mais elle collabore aussi étroitement avec le JSOC. Lors de son passage chez

Blackwater, Davis entretient des liens avec les principales organisations chargées des opérations secrètes.

Comme membre du personnel de sécurité de l'entreprise affecté à la CIA, Davis fait des allées et venues entre Islamabad, Lahore et Peshawar. C'est dans ce contexte qu'il est pressenti par le JSOC, qui lui demande de participer simultanément à ses opérations au Pakistan en utilisant sa couverture de la CIA, plus acceptable. «Davis faisait partie des forces spéciales "ordinaires"; il ne menait pas d'opérations clandestines», raconte une source ayant collaboré aux opérations secrètes du JSOC en Afghanistan et au Pakistan. «Pour ces gars-là, c'est un honneur d'être choisi par le JSOC pour accomplir une mission, un travail supplémentaire qu'ils accomplissent de façon bénévole.»

Ainsi s'amorce l'incursion de Davis dans les recoins les plus sombres des opérations secrètes américaines au Pakistan, où il collaborera avec Blackwater jusqu'en août 2010. Le mois suivant, il se met à son compte et signe un contrat de 200 000 dollars pour des «services de protection à l'étranger» au nom d'une entreprise appelée Hyperion Protective Services LLC, qui, selon ses statuts, offre les services de «professionnels de la gestion du risque et des pertes», est enregistrée à Las Vegas et a pour administrateurs Davis, son épouse et une tierce personne. L'adresse indiquée est une boîte postale logée dans une boutique UPS attenante à un salon de coiffure pour hommes de la chaîne Super Cuts, dans un petit centre commercial.

Davis retourne donc au Pakistan. En plus d'y travailler pour la CIA, Davis aide à «blanchir» de l'argent et à sécuriser des résidences pour le personnel du JSOC. «Partout dans le monde, nous avons des collaborateurs dont le rôle, proprement périphérique, consiste à recueillir des renseignements humains ou à faciliter les opérations spéciales et l'espionnage», explique la source du JSOC. C'est là, en partie du moins, ce que fait Davis au Pakistan. Parmi ses diverses fonctions, certaines relèvent de mandats officiels tandis que d'autres sont des couvertures, voire des

couvertures de couvertures: selon les circonstances, il est diplomate, conseiller technique, sous-traitant de Blackwater, garde du corps pour la CIA, Béret vert ou agent du JSOC. Voilà qui tend à indiquer que son histoire et la guerre secrète des États-Unis au Pakistan sont beaucoup plus complexes et nettement moins anodines que ce qu'en dit le discours officiel.

Qu'un type comme Davis finisse par collaborer avec le JSOC n'a rien d'inusité. Parmi les agents ayant travaillé pour Blackwater au Pakistan (dont une bonne partie sont d'anciens membres des forces spéciales), nombreux sont ceux qui, par la suite, ont pris part aux opérations de capture et d'assassinat du JSOC. «Les gens issus de Blackwater ont de l'expérience. Il s'agit souvent de militaires à la retraite ayant cumulé 20 ou 30 ans de service, une expérience que les gars des Bérets verts, plus jeunes, ne possèdent pas», explique le lieutenant-colonel Jeffrey Addicott, avocat militaire et ex-conseiller juridique principal des forces spéciales de l'armée de terre. «Ils sont connus. Tout le monde sait qui ils sont et de quoi ils sont capables. Ils nous sont très précieux.»

Ces vétérans des forces spéciales «gagnent beaucoup d'argent en apportant leur savoir-faire aux opérations, en planifiant des frappes dans divers pays et en partageant l'expérience qu'ils ont acquise en Tchétchénie, en Bosnie, en Somalie, en Éthiopie», précise une source des forces armées américaines. «Ils ont agi de la sorte dans ces pays, alors ils savent très bien de quoi ils parlent. Ils réembauchent des gens qui ont déjà travaillé pour eux et planifié ou mené [de telles] opérations.»

*

* *

En novembre 2010, WikiLeaks rend publique une série de câbles diplomatiques, issus de l'ambassade des États-Unis à Islamabad, qui font état d'opérations offensives effectuées par les forces spéciales américaines au Pakistan, de l'aide qu'elles apportent au guidage des tirs de drones et de missions qu'elles mènent de concert avec les forces pakistanaises contre Al-

Qaïda et les talibans au Waziristan du Nord et du Sud ainsi que dans d'autres régions tribales sous administration fédérale. Selon un message du 9 octobre 2009, classifié par l'ambassadrice américaine au Pakistan Anne Patterson, ces opérations ont «presque assurément [été lancées] avec le consentement du chef d'état-major de l'armée de terre [pakistanaise], le général [Ashfaq Parvez] Kayani». Elles ont aussi été coordonnées avec le bureau du représentant de la Défense américaine au Pakistan. Selon une source des forces spéciales, les troupes désignées dans le câble diplomatique par le sigle «SOC(FWD)-PAK» (Commandement des opérations spéciales avancées au Pakistan) relevaient du JSOC.

À l'automne 2008, le SOCOM a demandé aux diplomates américains de haut rang en poste en Afghanistan et au Pakistan de lui transmettre des renseignements détaillés sur les camps de réfugiés situés près de la frontière entre les deux pays ainsi qu'une liste des organisations humanitaires y œuvrant. Le 6 octobre, l'ambassadrice Patterson a envoyé un câble diplomatique qualifié de «confidentiel» au secrétaire à la Défense Robert Gates, à la secrétaire d'État Condoleeza Rice, au CENTCOM et à plusieurs ambassades américaines, dans lequel elle affirmait que certaines de ces requêtes, qu'on lui avait communiquées de vive voix ou par courriel, «laissaient entendre que les agences entendent utiliser les données à des fins offensives», tandis que d'autres demandes «concernaient nommément des "objectifs exclus". […] Nous jugeons troublant le fait de transmettre, pour des raisons qui restent nébuleuses, des renseignements recueillis auprès d'organisations humanitaires au personnel militaire. C'est particulièrement inquiétant, car nous considérons qu'il ne s'agit pas d'un moyen très efficace pour obtenir de l'information fiable», lit-on dans ce message émis conjointement par les ambassades américaines à Kaboul et à Islamabad. On y affirme en toutes lettres qu'au moins un membre du personnel du SOCOM s'est adressé directement aux diplomates américains pour obtenir des renseignements sur les camps de réfugiés en vue de mettre en œuvre une opération de capture ou d'assassinat.

Le câble révèle également qu'un sous-traitant du SOCOM a demandé aux diplomates américains «des renseignements sur les camps installés près de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan qui accueillent des réfugiés afghans ou des déplacés internes», et plus précisément sur «les noms, l'emplacement, le statut et la composition ethnique des camps, ainsi que sur les organisations humanitaires qui y sont actives».

Il ressort du message que ces requêtes ont perturbé les diplomates américains en poste à Kaboul et à Islamabad, qui ont réclamé des «clarifications sur la provenance de [son auteur] et les objectifs qu'il poursuit». Si la CIA ou les forces spéciales souhaitaient obtenir de telles informations, y lit-on, elles «devraient communiquer par les canaux officiels avec l'ambassade appropriée» ou passer par le directeur du renseignement national au lieu d'en faire la demande au personnel de l'ambassade par courriel ou oralement. De toute évidence, on avait là d'excellentes raisons d'emprunter des voies officieuses.

Blackwater était impliquée de si près dans les opérations les plus secrètes et les plus névralgiques de la CIA que deux de ses employés ont perdu la vie en décembre 2009 dans une des attaques les plus meurtrières qu'ait subies l'agence, soit un attentat suicide contre son avant-poste de la base d'opérations avancée Chapman, en Afghanistan. Des agents de la firme privée assuraient la sécurité du numéro deux de la CIA en Afghanistan. L'attentat a eu lieu alors qu'ils rencontraient une source venue du Pakistan qui, croyaient-ils, était au courant des allées et venues d'Ayman Al-Zaouahiri, numéro deux d'Al-Qaïda. Il s'est avéré que Humam Khalil Abou Mulal Al-Balawi était un agent double dont la véritable allégeance allait aux talibans pakistanais. Au total, sept membres du personnel de la CIA et un agent du renseignement jordanien ont péri lorsqu'Al-Balawi s'est fait exploser en entrant dans la base. Parmi eux se trouvaient deux agents de Blackwater.

*

* *

De toute évidence, l'ambassade des États-Unis au Pakistan considère la présence active des forces spéciales américaines dans ce pays comme un tournant majeur. «C'est surtout grâce aux relations que nous avons patiemment tissées avec les forces armées [pakistanaises] que nous avons pu en arriver là», lit-on dans un câble diplomatique américain daté d'octobre 2009. L'auteur du message lance aussi une mise en garde quant aux conséquences potentielles d'une éventuelle fuite: «Sur le plan politique, de tels déploiements sont très délicats, car nombreux sont les Pakistanais qui se soucient de la souveraineté de leur pays et s'opposent à ce qu'on autorise des forces militaires étrangères à mener des opérations de quelque nature que ce soit en territoire pakistanais. Si les médias américains ou pakistanais se penchaient le moindrement sur cette évolution ou une question afférente, les forces armées du Pakistan cesseraient sans doute de présenter des demandes d'assistance.»

Ces révélations peuvent aider à démontrer que l'ambassadeur Richard Holbrooke, alors représentant spécial des États-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan, a induit le monde en erreur en déclarant carrément, en juillet 2010: «Les gens croient que les États-Unis ont déployé des troupes au Pakistan: eh bien, ce n'est pas le cas.»

À la fin de l'année 2010, les relations entre les États-Unis et l'ISI commencent à se détériorer rapidement. En novembre, un procès civil est intenté à New York contre le chef du renseignement pakistanais, Ahmad Shuja Pasha, relativement à son implication dans les bombardements de 2008 à Bombay, menés par le groupe Lashkar-e-Jhangvi. En décembre, la CIA s'empresse de faire sortir du pays son chef de station d'Islamabad, car des médias locaux ont bousillé sa couverture en mentionnant son nom, Jonathan Banks. L'identité de l'espion en chef a d'abord été révélée lors d'une poursuite intentée au Pakistan par un homme du Waziristan du Nord

qui alléguait que deux de ses proches avaient perdu la vie dans une attaque de drone. Les diplomates américains accusent l'ISI d'avoir divulgué le nom de l'agent en représailles à la dénonciation de Pasha. Selon un officier du renseignement américain, l'exfiltration de Banks s'impose parce que l'homme fait l'objet «de menaces terroristes à ce point graves que nous serions imprudents de ne pas agir».

Un mois plus tard, soit le 20 janvier 2011, Raymond Davis retourne au Pakistan.

*

* *

À Lahore, Raymond Davis occupait une maison sûre appartenant aux États-Unis et située dans le quartier Upper Mall. Cinq membres du personnel de sécurité de la CIA y auraient habité et travaillé avec lui, de même que des agents du JSOC. Loin d'être un diplomate, Davis faisait partie d'une équipe ultrasecrète de surveillance et de renseignement dont les missions peuvent déboucher sur des opérations de capture ou d'assassinat. Selon des diplomates américains, une de ses tâches consistait à glaner secrètement des renseignements sur le groupe terroriste Lashkar-e-Taiba. Le 27 janvier 2011, Davis a entrepris une «tournée de reconnaissance des lieux» qui l'a amené à se déplacer à découvert pendant des heures dans les rues de Lahore. Il a procédé au repérage de plusieurs sites, dont des écoles religieuses et des immeubles gouvernementaux. C'est ce qui explique la présence du kit sophistiqué d'agent secret (armes avec assez de munitions pour prendre part à une guérilla urbaine, dispositifs de surveillance, pinces, couteaux, instrumentation infrarouge, etc.), de la collection de cartes d'identité portant différents noms et professions et de la trousse de maquillage de théâtre que les autorités pakistanaises ont trouvés dans sa voiture. Selon le lieutenant-colonel Shaffer, il est courant que des agents secrets modifient leur apparence pour passer inaperçus. «C'est une sorte de

mise en scène improvisée», explique-t-il. «Ça fait partie des techniques d'espionnage.»

Comme tous les militaires américains déployés en territoire hostile, Davis avait aussi en sa possession un *blood chit* (parfois appelé, en français, sauf-conduit, drapeau d'évasion ou drapeau d'identification). Selon le guide des forces armées sur la récupération du personnel, il s'agit d'«une petite pièce de tissu sur laquelle sont imprimés un drapeau des États-Unis, une phrase en anglais traduite dans les diverses langues de la région où l'opération se déroule, et des numéros dans chaque coin ou, dans certains cas, au centre sous le drapeau, lesquels identifient un *blood chit* en particulier. La phrase indique que le porteur du *blood chit* est un Américain et promet une récompense du gouvernement des États-Unis à quiconque lui portera assistance ou l'aidera à se rendre en zone sûre». Les militaires américains peuvent l'utiliser s'ils sont assiégés, égarés ou sur le point d'être capturés ou blessés, «une fois que toutes les autres procédures d'évasion ou de fuite autonomes se sont avérées vaines et que le fugitif considère avoir un besoin vital d'assistance».

C'est en traversant la ville dans la journée du 27 janvier que Davis est entré en contact avec les deux motocyclistes, Faizan Haider, 22 ans, et Faheem Shamshad, alias Mohamed Faheem, 26 ans. La version américaine officielle des événements, nous l'avons vu, présente les deux hommes comme des voleurs. Toutefois, selon quatre sources pakistanaises interviewées peu de temps après par ABC News, ils travaillaient en fait pour l'ısı et avaient commencé à suivre Davis après que ce dernier eut franchi une «ligne rouge». Quelques jours avant l'incident, l'Américain avait été sommé «de quitter une zone de Lahore à laquelle les militaires avaient restreint l'accès». «On avait mis son téléphone cellulaire sous écoute, raconte un représentant du gouvernement. À quelques reprises, il a fait des appels au Waziristan, dans les zones tribales où les talibans pakistanais et d'autres groupes militants ont leurs repaires. Des agents du renseignement pakistanais le considéraient comme une menace qui

“empiétait sur leur territoire”.» Interviewé par le quotidien karachite *Express Tribune,* un officier pakistanais de la sécurité renchérit en déclarant que les deux jeunes agents «faisaient partie du milieu du renseignement. […] À leurs yeux, les activités de [Davis] nuisaient à la sécurité du pays». Pour compliquer le tout, d’autres responsables pakistanais nient catégoriquement l’appartenance des deux jeunes hommes à l’ISI.

Des collègues de Shaffer affectés au dossier pakistanais confirment néanmoins que les deux hommes étaient bel et bien des agents de l’ISI. «Ils voulaient simplement l’appréhender pour lui faire comprendre qu’ils le tenaient à l’œil», explique l’officier, qui précise que l’ISI n’avait pas été informée de l’appartenance de Davis à la CIA.

«J’en sais beaucoup plus sur cette affaire que ce que je peux en dire, hélas», ajoute Shaffer. «Je dois m’en tenir au fait que l’ISI en est la responsable, qu’il y a eu provocation. Davis n’a pas réagi de la sorte sans raison. Il semble que ces procédés douteux avaient atteint un point où la CIA était surveillée par les personnes mêmes avec qui elle collaborait.»

On ne saura probablement jamais quelle «ligne rouge» Davis avait franchie, ni ce qui a réellement incité les deux hommes à le traquer. S’était-il trop approché de Lashkar-e-Taiba? S’apprêtait-il à révéler l’existence de liens entre cette organisation et l’ISI? Faisait-il du repérage de cibles pour des tirs de drones de la CIA? Certains avancent qu’il était le nouveau chef de station de l’agence. Des agents pakistanais sont allés jusqu’à échafauder une théorie du complot selon laquelle Davis aurait en fait collaboré avec les talibans et d’autres groupes militants à la planification d’attentats contre des objectifs civils, lesquels auraient ensuite été imputés aux terroristes. En des endroits comme Peshawar, capitale des régions tribales sous administration fédérale, on a souvent prêté de telles intentions à Blackwater, et il s’agit d’un aspect essentiel de la guerre secrète des États-Unis au Pakistan. Malgré leur caractère incendiaire, ces allégations ne sont cependant étayées par aucune preuve. «Les homicides de Lahore ont constitué un mal pour un bien pour nos agences de sécurité, qui soupçonnaient Davis d’orchestrer des

attentats terroristes à Lahore et ailleurs au Pendjab», avance un chef de police de cette province, qui ajoute que l'Américain entretenait «des liens étroits» avec les talibans pakistanais. «Davis a joué un rôle actif dans le recrutement de jeunes gens du Pendjab pour les talibans en vue d'alimenter leur sanglante insurrection.» Selon les autorités policières, les relevés d'appels des téléphones de Davis font état de ses liens avec plus de 30 Pakistanais, dont «27 militants» associés aux talibans ou au groupe Lashkar-e-Jhangvi, considéré comme terroriste tant par les États-Unis que par le Pakistan.

D'autres sources de l'appareil d'État pakistanais soutiennent que Davis se trouvait au pays au su de l'ISI, car on l'avait autorisé à participer à un programme de surveillance d'Al-Qaïda et des talibans mis en œuvre par la CIA. «Sa tâche consistait à lever le voile sur les relations des talibans et d'Al-Qaïda dans différentes régions du Pakistan», selon une source interviewée par l'*Express Tribune.* «Les enquêteurs ont toutefois découvert qu'il avait tissé des liens» avec les talibans. «Le gouvernement et le renseignement ont été surpris de constater que Davis et certains de ses collègues étaient impliqués dans des activités non prévues par l'accord.» Selon les théories du complot les plus en vogue au Pakistan, Davis organisait des bombardements sous faux pavillon dans le but de contraindre le gouvernement pakistanais à adopter une ligne de conduite plus musclée à l'endroit des groupes militants ou de donner l'impression que les armes nucléaires du pays n'étaient pas en sécurité. Nulle preuve n'est encore venue appuyer ces dires.

On ne connaîtra sans doute jamais la vérité, mais il est fort possible que Davis ait manigancé, avec les talibans et Al-Qaïda, quelque chose qui a contrarié le Pakistan et que les États-Unis ne voudront jamais admettre. «Tous les pays pratiquent l'espionnage», affirme le colonel Patrick Lang. «Dans le cadre de ce "grand jeu des nations", certaines activités sont menées en "liaison" avec le renseignement d'un autre État — l'ISI dans le cas qui nous occupe —, et d'autres non. Ces dernières sont menées

unilatéralement, c'est-à-dire illégalement, et l'État qui s'abstiendrait de s'y prêter serait à la merci des priorités de l'agence avec laquelle il entretient une "liaison".» La communauté américaine du renseignement «est souvent accusée de ne pas vraiment savoir ce qui "se passe" dans un pays. Pour éviter cela, on doit faire certaines choses de façon "unilatérale". Dans cette affaire, l'ISI a-t-elle été contrariée? J'en suis certain. Et nous serions fous de croire que le Pakistan ne mène pas d'opérations "unilatérales" aux États-Unis».

Quoi qu'il en soit, vu les programmes auxquels collaborait Raymond Davis, la version américaine officielle des événements et les fonctions de «diplomate», de «conseiller technique» ou de «gratte-papier chargé de tamponner des visas» qu'on lui a attribuées sont invraisemblables. Travaillait-il pour la CIA? Son statut d'agent de la CIA était-il la couverture d'une couverture, et, comme l'avance une source du renseignement militaire, Davis était-il un collaborateur du JSOC? «C'est fréquent», explique Shaffer. «Tout finit par s'entremêler.» La triste vérité, c'est que les responsables américains, dont les ambassadeurs et les décideurs qui ne participent pas directement aux préparatifs d'une opération, «ne savent pas vraiment ce qui se passe sur le terrain. Ils n'en ont qu'une vision confuse». La couverture de Davis, ajoute Shaffer, reposait essentiellement sur la «stratification». «On a toujours une couverture pour sa couverture. Tout dépend du degré d'anonymat recherché et du risque de se faire démasquer. On peut toujours se débarrasser d'une identité.»

Les agents de la CIA emploient couramment une couverture de diplomate. Il s'agit d'une procédure standard pour de nombreux États. Le RAO, pour lequel Davis prétendait travailler, sert souvent de couverture aux espions américains. Les principaux intéressés sont au courant. En général, lorsqu'une opération dégénère, ce n'est pas rendu public. On conclut une entente en toute discrétion; en certains cas, on procède à un échange de prisonniers ou au versement d'un pot-de-vin. Tout cela fait partie du jeu de

l'espionnage. Cependant, l'incident dans lequel Davis a été impliqué a eu lieu en plein jour, à une intersection bondée, devant une foule de témoins.

S'il avait été révélé que Davis travaillait pour le JSOC au Pakistan, rien n'aurait pu contrarier davantage l'ISI. À la suite de l'élection d'Obama en 2008, alors que le gouvernement pakistanais tentait d'endiguer le flot d'agents de la CIA qui déferlait sur le pays, les États-Unis ont commencé à attribuer la couverture de diplomate à un nombre croissant d'agents secrets. L'ISI traitait avec la CIA depuis des lustres, mais le JSOC était une bête d'une tout autre nature, que le renseignement pakistanais finirait par trouver terrifiante.

En plus d'être la principale agence américaine chargée des opérations d'assassinats ciblés, le JSOC joue un rôle prépondérant dans la contre-prolifération nucléaire. Au Pakistan, les théories voulant que les États-Unis complotent en vue de s'emparer des armes nucléaires du pays abondent et font les choux gras des commentateurs des chaînes d'information. L'idée ne relève cependant pas de la seule paranoïa. Le JSOC a effectivement élaboré un plan en vue de protéger les armes nucléaires pakistanaises en cas de coup d'État ou de déstabilisation du régime. À la fin des années 1990 ont été révélés des plans selon lesquels le JSOC doit se tenir prêt à intervenir n'importe où dans le monde «afin de récupérer toute substance nucléaire, biologique ou chimique tombée entre les mains de terroristes, de s'infiltrer en douce dans des pays hostiles pour trouver les preuves d'un programme secret de développement d'armes de destruction massive, de saboter celui-ci et de détecter, de désarmer, de rendre inutilisable ou de saisir les armes en question». Bien que ces plans ne visent pas uniquement le Pakistan, ils ont alimenté l'obsession du JSOC qui hante l'ISI.

Selon l'ex-brigadier pakistanais F.B. Ali, la présence du JSOC au Pakistan a connu deux phases, la première ayant découlé de l'entente secrète l'autorisant à effectuer des «prises en chasse», qui remonte à l'époque où Musharraf était président. «La seconde phase a eu lieu après que les États-Unis eurent décidé de mettre en œuvre un vaste programme

d'aide à long terme pour le Pakistan», observe Ali. «Washington a présenté des demandes de visas pour ses nombreux employés et membres du personnel de soutien chargés d'administrer le programme. L'ISI a insisté pour que tous les demandeurs fassent l'objet de contrôles de sécurité, ce qui a retardé le processus. Contrariés, les États-Unis ont exercé de fortes pressions sur le gouvernement en le prévenant que cette mesure nuirait au programme d'aide.» Ali affirme que le gouvernement a obtempéré, autorisant ainsi l'entrée au pays d'un important flot d'Américains. Cette assertion est corroborée par un agent de l'ISI qui soutient que des milliers de visas ont été délivrés pour le personnel de l'ambassade américaine au cours des cinq mois ayant précédé l'affaire Davis, «dans la foulée d'une directive gouvernementale enjoignant à l'ambassade du Pakistan à Washington d'accorder des visas sans passer par les contrôles habituels du ministère de l'Intérieur et de l'ISI». «Deux jours après l'émission de la directive, l'ambassade pakistanaise avait délivré 400 visas; des milliers d'autres ont été octroyés depuis ce temps», lit-on dans un reportage de l'Associated Press publié en février 2011. L'ambassade affirme avoir remis un visa à plus de 3 500 Américains diplomates, membres du personnel militaire et employés des «agences associées» en 2010.

Au moment de l'incident Davis, le ministère pakistanais des Affaires étrangères a déclaré que 851 Américains bénéficiaient de l'immunité diplomatique, dont 297 qui ne travaillaient pas «à titre de diplomate». De son côté, le ministère de l'Intérieur a dressé une liste de plus de 400 «Américains hors normes» que les responsables pakistanais de la sécurité soupçonnaient d'être des «agents du renseignement américain en mission secrète au Pakistan» et relevant du JSOC. «Officiellement, ils avaient pour tâche de recueillir des renseignements destinés à la lutte antiterroriste», affirme l'ex-brigadier Ali. «Les agents subalternes de l'ISI savaient qu'il en allait autrement, mais n'étaient pas en mesure de convaincre leurs supérieurs, proaméricains, d'intervenir de quelque manière que ce soit, du moins jusqu'à ce que Raymond Davis abatte deux auxiliaires

de l'agence dans les rues de Lahore et que les États-Unis interviennent de tout leur poids, publiquement, pour le libérer.» Peu importe ce que Davis faisait et pour qui il travaillait avant de s'arrêter à une intersection du quartier Mozang le 27 janvier 2011, ce qui s'est produit ce jour-là est digne d'un film d'espionnage.

*

* *

À un certain moment, Davis comprend que les deux types en moto qui sont devant lui représentent une menace, l'un d'eux venant de brandir une arme à feu. Davis saisit aussitôt son Glock 9 mm et tire cinq coups de feu d'une précision mortelle à travers le pare-brise, abattant Mohamed Faheem, qui est assis derrière le conducteur. Une balle atteint le jeune homme à la tête, juste au-dessus de l'oreille, et une autre lui transperce l'estomac. Le conducteur, Faizan Haider, s'empresse alors de descendre de la moto et tente de s'enfuir. Glock à la main, Davis sort de sa voiture, vise et tire encore cinq fois. Haider s'effondre à neuf mètres de son véhicule. Au moins deux balles l'ont atteint dans le dos. Il mourra plus tard à l'hôpital.

Après avoir abattu les deux hommes, Davis revient calmement vers son auto et en sort une radio de type militaire. Il appelle des renforts. D'innombrables passants le regardent s'approcher des corps ensanglantés de ses victimes, les photographier et regagner sa voiture. Un attroupement commence à se former. Des policiers somment Davis de s'arrêter. Il les ignore, reprend le volant (derrière un pare-brise criblé de trous produits par les balles de son propre Glock) et démarre en trombe. Pendant ce temps, une Toyota Land Cruiser file à vive allure dans les rues de Lahore. Sa plaque d'immatriculation, qui porte le numéro LZN-6970, est fausse. Le conducteur du véhicule de renfort appelé par Davis n'entend pas se laisser ralentir par la congestion routière. Il s'y fraie un chemin en grimpant sur le terre-plein d'un boulevard encombré puis en zigzaguant entre les voitures qui roulent en sens inverse, s'approchant de la funeste intersection du

quartier Mozang. À environ 450 mètres du site de la fusillade, la Land Cruiser frappe une moto, écrase son conducteur pakistanais Ibadur Rehman et poursuit sa route. En arrivant, l'homme et ses coéquipiers se rendent compte que Davis a déjà quitté la scène. Ils repartent aussitôt.

Avant que n'arrivent les renforts, Davis a déjà franchi plus de trois kilomètres, mais la poursuite prend fin rapidement alors que la police locale l'appréhende au vieux bazar d'Anarkali. Il se laisse emmener sans résister, et explique aux policiers qu'il travaille pour le gouvernement américain. En réalité, son supplice de sept semaines ne fait que commencer. Pendant qu'on le conduit à un poste de la police du Pendjab en vue de l'interroger, les membres de son équipe de renfort sont toujours en fuite. Dans les environs de l'hôtel Faletti's, plusieurs objets tombent de leur véhicule, dont quatre magasins de munitions, 100 balles, un masque noir, un couteau pourvu d'une boussole et un morceau de tissu arborant un drapeau des États-Unis (un autre *blood chit*). Une fois parvenus à la maison sûre de la CIA et du JSOC, ils détruisent tous les documents gouvernementaux en leur possession puis foncent vers le consulat des États-Unis. Prétendant qu'ils bénéficient de l'immunité diplomatique, Washington s'empresse de les faire sortir du pays avant que les Pakistanais n'aient la possibilité de les interroger. «Ils sont partis sans demander leur reste, et sont déjà aux États-Unis», commente un haut fonctionnaire pakistanais. Ces agents ne remettront plus jamais les pieds au Pakistan.

En moins de 24 heures, la nouvelle de l'incident se répand comme une traînée de poudre dans tout le pays. À Lahore, des manifestants en colère exigent que Davis soit pendu haut et court. La presse pakistanaise publie des reportages affirmant que l'Américain était un agent de la CIA et de Blackwater. Au poste de police de Lytton Road, à Lahore, Davis garde son calme malgré une ambiance chaotique. Patrouilleurs, enquêteurs et autres policiers ont des échanges fougueux. Ils peinent à prononcer son nom. Le prévenu les presse de trouver son passeport. Il affirme travailler comme consultant au consulat de Lahore et jouir de l'immunité diplomatique. Les

autorités pakistanaises le transfèrent à la prison de Kot Lakhpat et intensifient leur enquête, qui comprend une analyse médico-légale de la scène du crime. Elles procèdent à l'autopsie des trois morts (les deux hommes abattus par Davis et celui qui s'est fait écraser par l'équipe de renfort), puis remettent les corps aux familles concernées pour les funérailles. Contrairement à ses collègues qui se sont aussi retrouvés en fâcheuse situation au Pakistan au cours des mois précédents, Davis ne rentrera pas chez lui de sitôt.

Selon l'enquête policière, Davis a menti en disant avoir fait feu en légitime défense. Le rapport d'autopsie indique que ses deux victimes se sont fait tirer dans le dos. Des témoins ont déclaré à la police que Haider a été abattu alors qu'il s'enfuyait de sa moto «pour sauver sa peau». Davis prétend que Faheem avait armé son pistolet et le tenait en joue. Quand les enquêteurs ont retrouvé l'arme du jeune homme, «la chambre du pistolet du défunt [était] vide et les balles se trouvaient dans le magasin». De plus, la police soutient que «personne ne les a vus viser» Davis. Ce dernier s'est fait demander son permis de port d'arme, mais n'a pas été en mesure de le produire. La police du Pendjab a tôt fait d'ouvrir une enquête pour meurtre et ordonne que l'Américain soit maintenu six jours en détention, le temps que celle-ci avance.

Les détails de l'incident sont cependant loin d'être aussi importants que les enjeux majeurs de la joute à laquelle les États-Unis et le Pakistan sont à la veille de se livrer. Cinq mois avant l'arrestation de Raymond Davis, la CIA a fait une découverte d'une valeur potentiellement inestimable en repérant, à l'insu du gouvernement pakistanais, un messager associé à Oussama Ben Laden. Sa traque a mené les agents à une villa d'Abbottabad, au Pakistan. Grâce à l'imagerie par satellite, les analystes ont pu y observer les mouvements d'un mystérieux personnage. La Maison-Blanche était convaincue d'avoir enfin retrouvé Ben Laden. Alors que William McRaven s'apprêtait à examiner les divers scénarios que le JSOC pourrait mettre en œuvre pour éliminer ou capturer le chef d'Al-Qaïda, Davis a tué deux

hommes à Lahore. Il croupit maintenant en prison, et les États-Unis craignent qu'un raid contre la maison d'Abbottabad n'incite le Pakistan à exécuter leur «diplomate» en représailles à une telle violation de sa souveraineté. Washington doit donc faire sortir son homme du pays.

Ignorant tout de l'intention des États-Unis d'investir ce qu'ils croient être le repaire de Ben Laden au Pakistan, Islamabad voit dans l'affaire Davis une occasion de prendre le dessus dans la guerre du renseignement qui l'oppose à Washington. «Pour l'ISI, l'affaire Davis est une aubaine», conclut un éditorial du magazine *The Economist.* «Elle est ulcérée par l'indépendance des agents américains, qui traquent Al-Qaïda, les talibans et d'autres groupes militants réfugiés à Lahore ou à Karachi pour fuir les tirs de drones menés dans les régions montagneuses près de la frontière afghane.»

Les États-Unis réagissent de façon plutôt maladroite à l'arrestation de Davis. Il est tout à fait possible que leur ambassade n'ait pas été pleinement informée des véritables motifs de la présence de l'homme au Pakistan, et ce, qu'il ait travaillé pour la CIA, le JSOC ou les deux. Le lendemain de l'arrestation, le porte-parole de l'ambassade Alberto Rodriguez déclare à la télévision pakistanaise: «Je suis en mesure de confirmer que la personne impliquée dans l'incident est un employé du consulat.» Peu après, soit le 27 janvier, l'ambassade américaine envoie au ministère pakistanais des Affaires étrangères une note diplomatique où elle affirme que Davis est «un employé du consulat général des États-Unis à Lahore et détient un passeport diplomatique». Ces propos concordent avec le témoignage que Davis a livré à la police. Pour Washington, cependant, une telle désignation pose problème: les autorités pakistanaises pourraient arguer que leur prisonnier ne bénéficie pas d'une immunité totale, étant plutôt couvert par la Convention de Vienne sur les relations consulaires de 1963, qui prévoit que les «fonctionnaires consulaires ne peuvent être mis en état d'arrestation ou de détention préventive qu'en cas de crime grave et à la suite d'une décision

de l'autorité judiciaire compétente». Aux yeux des Pakistanais, un meurtre constitue assurément un crime grave.

Le 3 février, les États-Unis revoient leur position. Cette fois, ils qualifient Davis de «membre du personnel administratif et technique de l'ambassade américaine». Selon des responsables pakistanais, l'homme n'a jamais obtenu le statut de diplomate en raison de «questions» posées par le Pakistan à son propos, que Washington «n'a pas résolues».

L'indignation est alors en train de gagner tout le pays. Dix jours après l'incident, allongée sur un lit d'hôpital à Faisalabad, la veuve de Faheem, Shumaila Kanwal, enregistre une déclaration sur vidéo avant de rendre son dernier souffle. Elle a décidé de mettre fin à ses jours en avalant de la mort-aux-rats pour protester contre ce qu'elle considère comme le meurtre de son mari par un agent américain. «Je demande le sang pour le sang», souffle-t-elle en peinant à respirer et à concentrer son regard. «L'assassin devrait être exécuté de la même façon qu'il a tué mon mari.» Imran Haider, frère de l'autre homme abattu par Davis, affirme pour sa part que celui-ci venait d'apprendre que sa femme était enceinte. Il est outré par le fait qu'on «salisse la réputation» de Faizan en le qualifiant de bandit. «Il n'avait rien à se reprocher. Tout ce que nous voulons, c'est que cet Américain soit jugé et qu'une enquête digne de ce nom soit menée. Il mérite la peine de mort. Pas d'entente.»

Shumaila Kanwal s'éteint peu de temps après l'enregistrement de sa déclaration. Sa mort alimente la fureur d'une population pakistanaise déjà en colère. Les partis islamistes organisent de gigantesques manifestations où l'on brûle des effigies de Davis, que l'on qualifie de terroriste, d'espion et, pire encore, d'agent de Blackwater.

Il devient vite évident que le Pakistan n'a pas l'intention de passer l'éponge facilement. Les États-Unis se lancent alors avec frénésie dans une campagne pour obtenir sa libération. La CIA ira jusqu'à interrompre ses tirs de drones partout au pays, prétendument à la demande de l'ISI. Vu l'importance de ces attaques dans la stratégie de Washington au Pakistan, il

s'agit là d'une mesure étonnante. «L'arrestation de ce type est une très bonne chose pour nous», déclare le commandant taliban Jihad Yar. «Nos forces subissaient des attaques quotidiennes. Désormais, nous pouvons nous déplacer plus librement.» Pour les agents de la CIA les plus expérimentés, ces décisions des États-Unis montrent à quel point ils souhaitent faire sortir le prévenu du pays. «L'ambassade et la station espèrent le retour de Davis parce qu'elles craignent qu'il se mette à parler des autres activités qu'elles mènent unilatéralement», avance Phil Giraldi, ex-officier traitant à la CIA. Quant à l'immunité diplomatique, Giraldi est d'avis que Davis ne la possède pas. «Pour être légalement considéré comme un diplomate, on doit obtenir une accréditation du ministère des Affaires étrangères du pays concerné. On est alors inscrit sur la liste du corps diplomatique. La plupart des employés des ambassades américaines en poste à l'étranger n'ont pas le statut de diplomate, si bien qu'ils ne sont pas couverts par l'immunité, à moins que le gouvernement du pays où ils se trouvent ne décide de leur offrir certaines protections. Rien n'indique que Davis ait suivi la procédure d'accréditation ou obtenu quelque autre protection du genre, même s'il était porteur d'un passeport diplomatique.»

Alors que la presse pakistanaise regorge de reportages faisant état des liens de Davis avec la CIA, le JSOC et Blackwater, les grands médias américains et le gouvernement des États-Unis maintiennent la position voulant qu'il soit un diplomate. «Nous continuons à faire clairement savoir au gouvernement du Pakistan que notre diplomate est protégé par l'immunité diplomatique, a agi en autodéfense et doit être libéré», affirme le porte-parole du département d'État P.J. Crowley le 7 février dans une déclaration rapportée par CNN, CBS, PBS, *USA Today* et d'autres médias d'envergure. «Le Pakistan doit remplir les obligations internationales que lui impose la Convention de Vienne.»

Sous la pression de Washington, le gouvernement proaméricain d'Asif Ali Zardari envisage de conférer le statut de diplomate à Davis, mais se bute à une résistance dans ses propres rangs. Le ministre des Affaires

étrangères Shah Mehmood Qureshi refuse d'accréditer l'Américain, considérant que le contenu de la requête ne concorde pas avec le «dossier officiel» dont dispose son ministère. «Selon nos experts, l'immunité judiciaire totale que demande l'ambassade des États-Unis est injustifiée», précisera-t-il ultérieurement. En réaction à cet affront, la secrétaire d'État Clinton ignorera Qureshi lors d'une conférence internationale sur la sécurité à Munich. Celui-ci sera vite remplacé à la tête du ministère en raison, affirmera-t-il, de son «opposition de principe» à l'octroi de l'immunité à Davis. En prenant ainsi position, Qureshi a transféré le dossier aux tribunaux de Lahore, assurant la continuation de l'affaire Davis. De leur côté, des parlementaires américains de premier plan menacent de bloquer l'aide internationale au Pakistan si Davis n'est pas libéré. Pour le président Zardari, de telles menaces sont «improductives». «Dans un contexte explosif, la rhétorique enflammée et les mises en garde bancales peuvent allumer des feux très difficiles à éteindre», écrit-il dans le *Washington Post.*

Alors que Davis est enfermé dans sa cellule de la prison de Kot Lakhpat, les autorités américaines s'inquiètent pour sa sécurité. Au moins trois détenus ont été assassinés par des gardiens dans l'établissement. De leur côté, des responsables pakistanais disent craindre que la CIA n'organise une spectaculaire évasion de masse. Les repas de l'Américain sont testés par des chiens avant qu'on ne les lui serve. Tandis que ses supérieurs tentent d'obtenir sa libération, Davis conserve une attitude détachée et provocatrice. Au cours d'un interrogatoire, Davis, rasé de près et vêtu d'un pull bleu en laine polaire, lance: «Selon l'ambassadeur des États-Unis, je suis couvert [par l'immunité], alors je ne répondrai pas à vos questions. […] Je m'en retourne dans ma chambre.» Il se lève aussitôt. «Vous ne pouvez pas partir comme ça», rétorque l'interrogateur. «Vous n'êtes pas un diplomate.» Davis conclut l'entretien en réitérant son refus de répondre à la moindre question supplémentaire et se dirige vers la porte.

Le 15 février, alors que Davis est toujours en prison et qu'un juge s'apprête à trancher sur la question de son droit à l'immunité, le sénateur

John Kerry, qui préside la commission des affaires étrangères du Sénat, débarque au Pakistan, où il est bien connu pour avoir été coresponsable d'un important programme d'aide de 7,5 milliards de dollars. Après une réunion avec le président Zardari et d'autres membres du gouvernement, il se rend à Lahore pour rencontrer un groupe de journalistes pakistanais, auxquels il répète que Davis est un diplomate et devrait être confié aux autorités américaines. «Nous sommes tous tenus de respecter la loi», déclare-t-il à la presse, assis dans une causeuse, alors que les réseaux de télévision du pays diffusent ses propos en direct. La loi qui encadre l'immunité diplomatique, explique le sénateur, «n'est pas une règle à laquelle le Pakistan a adhéré à la légère. Vos dirigeants l'ont adoptée il y a très longtemps». Kerry parle lentement, comme s'il s'adressait à un groupe d'enfants plutôt qu'à des journalistes. «Nous n'en sommes pas les auteurs. Nous composons avec elle, et c'est très important pour nous, car des incidents surviennent parfois en divers endroits du monde où, en raison de circonstances périlleuses, les diplomates ne pourraient faire leur travail s'ils ne bénéficiaient pas de l'immunité.»

Les journalistes insistent en expliquant à Kerry que, selon eux, les États-Unis semblent se moquer des lois et du processus judiciaire pakistanais. «Notre gouvernement est fermement convaincu que cette affaire ne relève pas des tribunaux, car cet homme bénéficie de l'immunité diplomatique en tant que membre du personnel administratif et technique de l'ambassade des États-Unis à Islamabad», rétorque le sénateur. «Nous considérons que la documentation l'établit clairement. C'est là notre position. Nous ne méprisons pas vos tribunaux. Nous souhaitons qu'ils soient forts et dynamiques […], mais nous devons respecter le droit international.» Kerry conclut en invitant le Pakistan à «laisser les faits parler d'eux-mêmes».

Il est fort peu probable que Kerry pense réellement que Davis est un «membre du personnel administratif et technique de l'ambassade». À titre de président de la commission des affaires étrangères du Sénat, il est au fait

des renseignements les plus névralgiques et a eu droit à un exposé détaillé de la situation avant de s'envoler vers le Pakistan.

Pendant que Kerry s'efforce de convaincre les dirigeants pakistanais, le président Obama se trouve à la Maison-Blanche, où il prend la défense de Davis en conférence de presse. «En ce qui concerne M. Davis, notre diplomate au Pakistan, il existe un principe élémentaire auquel chaque pays signataire de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques a souscrit dans le passé et devrait souscrire à l'avenir. En vertu de ce principe, si nos diplomates se trouvent dans un autre pays, ils ne peuvent faire l'objet de poursuites des autorités locales. […] Si nos ambassadeurs deviennent des cibles légitimes un peu partout dans le monde, y compris en des endroits dangereux où nous pourrions avoir un différend avec le gouvernement […], et qu'ils deviennent vulnérables à la persécution, il en résultera une situation intenable. Ils ne pourront plus faire leur travail.» Obama affirme que son administration s'est montrée «très ferme» dans ses demandes au Pakistan et s'active à «faire libérer cette personne». «Si vous n'êtes pas au courant du contexte de cette affaire, sachez que deux Pakistanais ont été abattus lors d'un incident impliquant M. Davis au Pakistan. Il va sans dire que nous sommes attristés par ces pertes de vie. Nous ne sommes pas insensibles, vous le savez. Cependant, il existe un principe plus général que nous devons faire respecter.»

Alors qu'Obama, Kerry et d'autres figures de l'appareil d'État qualifient publiquement Davis de diplomate, plusieurs grands médias américains, dont le prestigieux *New York Times,* ont déjà appris que l'homme travaille en réalité pour la CIA. À la demande de la Maison-Blanche, ils ont cependant accepté de taire ce fait dans leurs reportages sur l'affaire. Le grand quotidien new-yorkais expliquera plus tard que les envoyés de l'administration «ont affirmé qu'une divulgation de la fonction précise [de Davis] aurait mis sa vie en danger». (L'Associated Press admettra aussi avoir appris «immédiatement après l'incident» que Davis travaillait pour la CIA, sans en faire mention.) Le *New York Times* amorce

donc sa couverture de l'affaire Davis en qualifiant ce dernier de «fonctionnaire américain», en faisant état du «mystère entourant ce qu'il pouvait bien faire avec ses nombreux gadgets» et en rapportant les conjectures auxquelles se livrent les médias pakistanais. «Un quotidien peut bien taire une information parce qu'il considère que sa divulgation pourrait mettre des vies en danger», estime le constitutionnaliste et journaliste Glenn Greenwald. «Dans le cas qui nous occupe, toutefois, le gouvernement américain a multiplié pendant des semaines les déclarations outrageusement trompeuses (comme celle où Obama appelle Davis "notre diplomate au Pakistan"), alors que le *New York Times,* à la demande de l'administration, a délibérément tu des faits contredisant ces allégations. C'est ce qu'on appelle se faire l'instrument actif de la propagande gouvernementale.»

Le premier grand média international à lever le voile sur les liens de Davis avec la CIA est le *Guardian* de Londres. Malgré les pressions exercées tant par l'agence américaine que le MI5 britannique, le journal décide de publier l'information dans son édition du 21 février. «Nous en sommes venus à constater que la CIA est une dimension essentielle de l'affaire et ne peut qu'être un facteur dans son procès ou dans les tentatives de le faire libérer», écrit Ian Katz, rédacteur en chef adjoint du *Guardian*. «Les raisons invoquées pour nous convaincre de ne pas divulguer son statut (en premier lieu, celle selon laquelle le mentionner compliquerait son élargissement) ne nous concernent pas. S'il était détenu comme otage, d'autres facteurs entreraient en ligne de compte, mais il est soumis à la procédure judiciaire. La CIA a également prétendu qu'il pourrait subir un préjudice en prison.» Une fois la nouvelle publiée par le *Guardian,* la CIA autorise les médias américains à lui emboîter le pas. Dans le premier article où il reconnaît que Davis est un agent de la CIA, le *New York Times* cite George Little, porte-parole de l'agence: «Partout dans le monde, les membres de notre personnel de sécurité appuient les diplomates américains en veillant à leur sécurité. Ils ne récoltent pas de renseignements ni ne mènent d'opérations secrètes.» En réalité, après une décennie d'opérations conjointes en Afghanistan et au

Pakistan, plus grand-chose ne distingue les responsables de la «sécurité» et les agents de la CIA.

Aux États-Unis, le sénateur Kerry a secrètement rencontré l'ambassadeur du Pakistan Husain Haqqani pour discuter de l'éventuel versement d'une *diyya* (le «prix du sang» selon la charia) aux familles des victimes de Davis et de l'homme écrasé par l'équipe de renfort. Bien que la CIA et l'ISI continuent de s'affronter en se livrant à des fuites d'information et à des accusations mutuelles, les gouvernements américain et pakistanais savent fort bien que Davis sera libéré. Il ne reste qu'à préciser le moment de son élargissement et la compensation que recevra l'ISI. À la mi-février, soit deux semaines après l'incident, le directeur de la CIA Leon Panetta communique avec le chef du renseignement pakistanais Ahmad Shuja Pasha, qui a exigé des États-Unis qu'ils divulguent l'identité de «tous les Raymond Davis travaillant au Pakistan dans notre dos». À la suite de cet entretien, l'ISI accepte de faciliter et de soutenir le dédommagement des familles des victimes, ouvrant la voie à l'élargissement de Davis.

Témoignant devant la commission spéciale du Sénat sur le renseignement le lendemain du retour de Kerry aux États-Unis, Panetta décrit la relation entre la CIA et l'ISI comme «l'une des plus compliquées que j'aie vues depuis longtemps». Quelques jours plus tard, l'Associated Press met la main sur le brouillon d'une déclaration où l'ISI se dit «prête à mettre un terme à sa collaboration avec la CIA en raison de la frustration qu'elle ressent devant ce qu'elle considère comme des pressions maladroites et de la colère qu'elle éprouve devant ce qu'elle croit être une opération secrète des États-Unis impliquant des centaines d'espions sous-traitants». «Par sa conduite à la suite de l'incident», lit-on dans la déclaration qui ne sera finalement jamais émise, «la CIA a pratiquement remis en cause notre partenariat. […] Il est difficile de prévoir si cette relation pourra être restaurée. […] La responsabilité de son maintien incombe carrément à la CIA.»

À la fin février, Davis est emmené devant un tribunal de Lahore, où on lui demande de signer un acte d'accusation indiquant qu'il «a assassiné» les deux hommes. Il refuse en réitérant qu'il est couvert par l'immunité. Pendant ce temps, l'ISI passe au peigne fin les centaines de demandes de visa déposées par des Américains et approuvées au cours des six mois précédents. Affirmant que celle de Davis contient «de fausses références et des numéros de téléphone inexistants», le renseignement pakistanais cherche de semblables signaux d'alarme dans les autres dossiers.

Le 25 février, la police de Peshawar arrête un autre employé d'une société militaire privée américaine, Aaron DeHaven. La firme en question, Catalyst Services LLC, se vante d'avoir «joué un rôle dans certains des événements les plus importants des 20 dernières années, dont la chute de l'Union soviétique, la campagne américaine en Somalie et la guerre planétaire contre le terrorisme», et précise que ses collaborateurs ont derrière eux «des carrières dans les forces armées américaines et au département de la Défense des États-Unis». La presse pakistanaise présente tout de suite DeHaven comme un espion de la trempe de Davis. Peu après, on apprend que des dizaines de sous-traitants ont quitté le pays.

Le gouvernement du Pakistan semble prêt à sévir, et les États-Unis sont résignés à le laisser faire si cela peut mener à la libération de Davis. Le porte-parole de la CIA George Little soutient que les liens de l'agence avec l'ISI «se sont révélés solides au fil des ans. Quand un problème survient, nous nous en occupons. C'est là le signe d'une saine relation». Quoi qu'en dise publiquement la CIA, cette relation connaît en fait un creux historique. Pour les forces armées américaines, toutefois, les enjeux sont trop importants pour laisser l'affaire Davis déraper davantage. La guerre que mène Washington en Afghanistan repose entièrement sur la coopération du Pakistan. Sans le soutien d'Islamabad, les principaux axes de ravitaillement des États-Unis seraient bloqués. Les généraux en ont assez.

*

* *

Le 23 février, le dernier acte de la saga Davis s'amorce très loin de la cellule où l'Américain attend de connaître son sort. En fait, l'accord ne sera scellé ni au Pakistan ni aux États-Unis, mais dans une luxueuse station balnéaire isolée de Mascate, capitale du Sultanat d'Oman, dans la péninsule arabique. «Où va-t-on pour réfléchir sérieusement aux moyens de régler une situation affolante? Loin de la foule en délire, dans une luxueuse station balnéaire d'Oman, bien sûr! C'est ce qu'ont fait les hauts gradés des forces armées américaines et pakistanaises», lit-on dans un compte rendu militaire de la réunion. Dans une salle de conférence privée, les figures les plus puissantes des armées des États-Unis et du Pakistan se rencontrent. Menée par l'amiral Mike Mullen, chef d'état-major des armées, la délégation américaine comprend l'amiral Eric Olson, commandant du SOCOM, le général David Petraeus, commandant de la FIAS, et le général James Mattis, commandant du CENTCOM. En face d'eux se trouvent le général Ashfaq Parvez Kayani, chef d'état-major de l'armée de terre pakistanaise, et le major général Javed Iqbal, directeur général des opérations militaires. «La relation entre Washington et Islamabad est en train de se détériorer en raison de la multiplication des conjectures entourant les intentions des États-Unis au Pakistan», déclare-t-on dans le compte rendu pakistanais. «L'affaire Davis a fait remonter tous ces soupçons à la surface.»

À propos du différend opposant la CIA et l'ISI, les officiers américains font valoir que, «au-delà d'un point critique, la situation serait prise en main par des forces politiques incontrôlables», indique le compte rendu. Ils demandent ainsi aux généraux pakistanais de «suppléer à l'inaction du gouvernement, étant donné que les forces américaines vivent des instants critiques en Afghanistan et que le Pakistan est essentiel à la maîtrise et à la résolution du conflit», poursuit le document. «Désormais, les militaires informeront et guideront leurs dirigeants civils et, espérons-le, apporteront

un changement qualitatif à la relation entre les États-Unis et le Pakistan en stoppant sa chute et en l'orientant dans la bonne direction», y conclut-on.

À la suite de la rencontre d'Oman, des sources émanant de l'ISI affirment que la CIA a accepté, en échange de la libération de Davis, de ne plus mener d'opérations unilatérales au Pakistan. «Ils ne feront rien dans notre dos qui puisse amener des gens à se faire tuer ou à se faire arrêter», déclare au *Guardian* un officier pakistanais. C'est faux, bien entendu. Rien ne prouve d'ailleurs que la CIA ait pris un tel engagement. Selon le *New York Times,* les officiers américains «ont exigé […] que la CIA ne soit pas tenue de réduire l'ampleur des opérations secrètes qu'elle mène au Pakistan ou d'offrir au gouvernement pakistanais et à son agence de renseignement un tableau d'affichage des espions américains présents sur leur territoire — des revendications que les officiers pakistanais ont contestées».

Quoi qu'il en soit, Washington et Islamabad décident d'aller de l'avant avec leur stratagème visant à faire appel à la charia pour libérer Davis. Dès le début de l'affaire, les familles des trois victimes ont publiquement fait savoir qu'elles ne voulaient pas d'argent, préférant que l'Américain soit jugé et pendu. Sur son lit de mort, Shumaila Kanwal a dit craindre que justice ne soit pas rendue advenant un arrangement politique. Depuis des semaines, des masses de protestataires furieux manifestent lors de chaque audience du tribunal, exigeant que Davis soit accusé et jugé. Pour les États-Unis comme pour le Pakistan, il est hors de question d'emprunter cette voie.

Pour les deux gouvernements, le spectacle a assez duré, et ils ont soigneusement mis en scène sa conclusion. En vertu d'une disposition de la charia appelée *diyya,* les familles des victimes pourraient «pardonner» à l'accusé et, en contrepartie, accepter qu'on leur verse une compensation financière, le «prix du sang». Une telle issue ferait en sorte que les accusations criminelles portées contre Davis se solderaient par un non-lieu. Elle requiert cependant le consentement des familles des victimes.

Le 16 mars, des agents pakistanais non identifiés emmènent de force 19 membres des familles des victimes à la prison de Kot Lakhpat. Le procès de Raymond Davis doit avoir lieu ce jour-là. Selon Rana Sanaullah, ministre de la Justice du Pendjab, Davis est accusé de meurtre. Toutefois, au lieu d'assister à la présentation de la preuve, à la déposition des témoins oculaires ou à l'interrogatoire de Davis, les proches sont sommés de signer des déclarations de pardon. «Mon associé et moi avons été détenus de force pendant des heures», affirme un avocat de la famille de Faizan Haider. Chaque membre des familles est emmené devant un juge qui lui demande s'il pardonne à Davis. Soumis à une pression intense, ils répondent tous par l'affirmative. Enfin, le magistrat prononce le non-lieu et ordonne l'élargissement de Davis. «Tout s'est passé en cour, conformément à la loi», affirme Sanaullah. «Le tribunal a acquitté Davis. Il est maintenant libre d'aller où bon lui semble.» Comme l'observe l'ex-brigadier Ali, «la *diyya* est très appréciée par les riches et les puissants des sociétés musulmanes où elle est en vigueur; elle leur permet d'échapper impunément à une accusation de meurtre».

Les familles recevront un total de 2,3 millions de dollars. En visite au Caire, la secrétaire d'État Clinton fait l'éloge de l'entente. «Les familles des victimes de l'incident du 27 janvier ont accordé leur pardon à M. Davis, et nous leur en sommes très reconnaissants», déclare-t-elle. «Nous leur savons gré de leur geste, grâce auquel M. Davis a pu quitter le Pakistan et rentrer chez lui.» Lorsqu'on l'interroge sur la somme versée aux familles, elle répond: «Les États-Unis n'ont payé aucune compensation.» Le paiement a été effectué par le Pakistan, que les États-Unis rembourseront ultérieurement à même le budget de la CIA.

Alors que Raymond Davis quitte la salle d'audience les larmes aux yeux, les membres des familles des victimes restent assis en silence, stupéfaits. Certains d'entre eux poussent des gémissements. On s'empresse d'escorter Davis vers un convoi de véhicules diplomatiques, puis on l'emmène immédiatement à un aérodrome où il grimpe à bord d'un avion

«particulier», du genre de ceux que la CIA utilise pour ses «transfèrements extraordinaires». L'appareil entre dans l'espace aérien afghan et prend la direction de Bagram, puis Davis disparaît. «Il est parti», lance le lieutenant-colonel Shaffer, tout sourire.

À peine 24 heures plus tard, un tir de drone américain tue quelque 40 personnes au Waziristan du Nord. Il semble que les choses reviennent à la normale, comme avant l'affaire Davis. Pourtant, six semaines à peine après le départ de l'Américain, la guerre secrète à laquelle il a contribué sera propulsée à la une de tous les journaux du monde. Le 2 mai, des hélicoptères du JSOC pénétreront le territoire pakistanais en pleine nuit, en route vers la ville de garnison d'Abbottabad. Leur mission: éliminer l'homme le plus recherché de la planète.

Chapitre 44

La forteresse d'Abbottabad

WASHINGTON, 2010, PAKISTAN, 2011 — Pendant que les États-Unis intensifient leur traque d'Anwar Al-Awlaki, l'homme le plus recherché du monde vit au Pakistan, au nez et à la barbe de tous. On présume depuis des années qu'il s'est réfugié dans une caverne ou se cache dans les zones tribales de la frontière pakistano-afghane. De hauts responsables américains craignent qu'on ne l'attrape jamais, tandis que certains analystes de la question terroriste le croient déjà mort. Ben Laden est pourtant bien vivant. Il s'est établi dans une villa du quartier Bilal Town d'Abbottabad, à moins de deux kilomètres de l'équivalent pakistanais de l'école militaire de West Point.

On ne sait pas exactement quand Ben Laden est arrivé à Abbottabad, mais la construction de la résidence qu'il habite s'est achevée en 2005. De toute évidence, celle-ci a été conçue pour qu'on y vive dans le secret. Avec trois de ses femmes et bon nombre de ses enfants, le chef d'Al-Qaïda occupe le dernier étage de la plus grande maison de la propriété. Des experts ont veillé à ce que personne ne puisse voir à l'intérieur. Si l'on fait exception des quelques fentes qui percent un de ses murs, l'immeuble ne comporte aucune fenêtre. Ironie du sort, ce sont ces caractéristiques mêmes qui, le 2 mai 2011, empêcheront Ben Laden de voir arriver les membres des Navy SEAL, armés jusqu'aux dents, venus mettre fin à ses jours après avoir traversé le Pakistan.

*

* *

La dernière chance sérieuse qu'ont eue les États-Unis de capturer ou d'éliminer Ben Laden remonte à l'hiver 2001, soit une décennie plus tôt, à Tora Bora, en Afghanistan. Une coordination maladroite entre le Pentagone et la CIA a gâché l'opération, permettant ainsi au chef d'Al-Qaïda de s'éclipser en compagnie de son adjoint Al-Zaouahiri. Certains ont cru qu'il était disparu pour de bon. Pendant les dix années suivantes, un groupe d'analystes bien déterminés de la CIA ont exploré de multiples pistes, mais n'ont abouti qu'à une interminable série d'impasses. Dépourvue de toute source de renseignement d'origine humaine au sein d'Al-Qaïda, ne captant aucun renseignement électromagnétique en provenance de Ben Laden lui-même, peu sûre d'obtenir le soutien des autorités des régions où, selon elle, le fugitif aurait pu se trouver, la CIA était coincée. En 2005, sa direction a donc mis un terme aux activités de l'unité Ben Laden.

En 2008, Barack Obama a fait campagne en promettant de mettre l'Afghanistan et le combat contre Al-Qaïda à l'avant-plan de sa politique antiterroriste, critiquant sévèrement l'administration Bush pour son abandon de la traque de Ben Laden. Devenu président, il a ordonné au directeur de la CIA Leon Panetta d'accorder la priorité à cette chasse à l'homme. Les ordres d'Obama ont permis l'ajout de nouvelles ressources à une traque qui, depuis quatre ans, n'était plus menée que par une poignée d'analystes.

*

* *

Certains membres de la communauté du renseignement doutent cependant des résultats de l'intensification des efforts de l'agence. «Je ne crois pas que nous allons attraper Ben Laden», affirme en avril 2010 le major général

Michael Flynn, interviewé par le journaliste Michael Hastings, du magazine *Rolling Stone.* «Selon moi, nous finirons par recevoir un appel téléphonique des Pakistanais: "Ben Laden est mort, et nous avons capturé Al-Zaouahiri."» À cette époque, Flynn est directeur du renseignement de la FIAS, et a pour supérieur immédiat le général McChrystal lui-même. Il «a accès aux rapports du renseignement les plus confidentiels et les plus détaillés», écrit Hastings.

En août 2010, la CIA obtient toutefois son meilleur tuyau sur Ben Laden depuis Tora Bora quand un de ses contacts au Pakistan repère Abou Ahmed Al-Kuwaiti dans la ville de Peshawar. Décrit comme adjoint et messager principal du chef d'Al-Qaïda par divers membres de l'organisation capturés et interrogés par les forces américaines dans les mois qui ont suivi le 11-Septembre, Al-Kuwaiti figure depuis longtemps sur la liste des suspects de l'agence. Le contact de la CIA suit sa jeep blanche pendant les deux heures que dure le trajet séparant Peshawar d'Abbottabad.

En observant les caractéristiques de la villa, qu'ils comparent à une forteresse, les analystes de l'agence se rendent compte qu'elle est dépourvue de téléphone et de connexion internet, et que ses habitants se débarrassent de leurs déchets en les faisant brûler. De plus, ceux-ci font pousser leurs légumes et élèvent leurs propres poulets et vaches. Chaque semaine, ils abattent deux chèvres. Conscients d'avoir repéré un des fidèles adjoints de Ben Laden, les analystes croient également possible qu'un plus gros poisson se trouve sur les lieux — voire le plus gros. C'est pourquoi ils décident de ne pas tenter de capturer Al-Kuwaiti, espérant que ce dernier les ait menés à Ben Laden.

À la fin de l'automne, Panetta somme ses analystes d'établir une liste de 25 moyens par lesquels il serait possible de recueillir des renseignements dans la villa. Déjà, ceux-ci ont envisagé d'installer des dispositifs dans le réseau d'égout ou de placer une caméra dans un arbre adjacent. Ils proposeront finalement 38 solutions. Selon l'auteur Peter Bergen, une de leurs suggestions consiste à «lancer des bombes puantes pour faire sortir les

occupants de la villa». Ils suggèrent aussi d'«exploiter [leur] présumé fanatisme religieux […] en diffusant, depuis des haut-parleurs installés près de la propriété, une prétendue "Voix d'Allah" qui tonnerait: "Je vous ordonne de sortir dans la rue!"»

La CIA décide finalement de faire appel à un médecin pakistanais pour mettre en œuvre un faux programme de vaccination contre l'hépatite B dans le quartier. Le plan consiste à ce que le docteur et sa fausse équipe obtiennent l'autorisation de pénétrer dans la villa en vue d'y prélever des échantillons d'ADN sur ses occupants et de les comparer à ceux que l'agence a extraits du corps de la sœur décédée d'Oussama Ben Laden. Le médecin en question, Shakil Afridi, est originaire d'une région tribale du Pakistan. L'agence le paie d'abord pour qu'il applique concrètement le faux programme dans les quartiers pauvres d'Abbottabad, histoire de donner à celui-ci un vernis de réalisme. Le plan finit par échouer; Afridi et son équipe ne parviennent à recueillir aucun échantillon d'ADN. Quelque temps après, le médecin sera arrêté et emprisonné par les autorités pakistanaises pour avoir collaboré avec la CIA.

Par la suite, la CIA aménage une maison sûre à Abbottabad, d'où elle poursuit son examen des «habitudes de vie» des résidants de la villa. Les analystes se rendent vite compte qu'une autre famille s'ajoute à celles d'Al-Kuwaiti et de son frère. Celle-ci vit à l'écart, au dernier étage du plus grand immeuble de la propriété. En interprétant les ombres que leur permet de voir l'imagerie satellite, les analystes décèlent un individu qu'ils croient être un homme. Ce dernier fait des promenades quotidiennes dans un petit potager de la villa, mais est toujours caché par une bâche, ce qui empêche les drones et les satellites de capter autre chose que sa silhouette. Les analystes de la CIA sont incapables de déterminer sa taille. Entre eux, ils l'appellent «le Promeneur».

En janvier 2011, la probabilité que le Promeneur soit Ben Laden lui-même fait consensus à la CIA. Le président Obama demande donc à son équipe antiterroriste de lui proposer un éventail de moyens d'action. Le

sous-secrétaire à la Défense Michael Vickers, Panetta et son adjoint Mike Morell convient le commandant McRaven au quartier général de la CIA et lui communiquent les renseignements recueillis à Abbottabad. «Je tiens d'abord à vous féliciter d'avoir flairé une si bonne piste», leur lance le commandant du JSOC. «Ensuite, sachez qu'un tel raid est relativement simple à effectuer du point de vue du JSOC. Nous en menons de semblables 10, 12, 14 fois par nuit. Ce qui complique les choses, c'est que la villa se trouve loin à l'intérieur du territoire pakistanais, à près de 250 kilomètres de la frontière. Sur le plan logistique, il est difficile de s'y rendre, sans parler de la justification politique du raid. J'aurais besoin d'y réfléchir un peu, mais, d'instinct, je mandaterais un membre chevronné d'une unité spéciale de travailler directement avec vous, tous les jours, pour commencer à planifier et à étoffer des options.»

Selon le *Wall Street Journal,* «McRaven a affecté un officier supérieur des forces spéciales (un capitaine de la Navy SEAL Team 6, unité d'élite des forces spéciales) à une tâche désignée par le sigle "AC1", pour *Abbottabad Compound 1*», que les membres de l'agence surnommeront vite «Atlantic City». «Le capitaine passe ses journées à travailler avec l'équipe de la CIA dans une section isolée et sécurisée du quartier général de la CIA à Langley, en Virginie.» Officiellement, tout raid contre la villa sera mené au nom de la CIA: ce faisant, si les choses tournent mal, les États-Unis pourront nier l'existence de l'opération. Dans les faits, cependant, les vrais maîtres du jeu seront McRaven et ses soldats.

Mais la CIA et l'équipe de sécurité nationale d'Obama n'étudient pas seulement l'option d'un assaut des Navy SEAL. Elles évaluent aussi la possibilité de bombarder la villa à l'aide d'un avion furtif B-2, ce qui ressemblerait à l'opération ayant mené à l'élimination d'Al-Zarqaoui en Irak. Ce scénario présente cependant des risques considérables: il rendrait pratiquement impossible le prélèvement de l'ADN nécessaire à la confirmation de la liquidation de Ben Laden, et entraînerait assurément la mort non seulement des femmes et des enfants vivant dans la villa, mais

sans doute aussi celle d'habitants des résidences environnantes. La cible se trouvant au Pakistan, on soupèse bien entendu l'idée d'un tir de drone, mais la façon dont la propriété est aménagée en rendrait l'issue imprévisible. Un élément influe par ailleurs sur ces préparatifs: le sous-traitant de la CIA Raymond Davis vient d'être arrêté et croupit dans une cellule pakistanaise, faisant face à des accusations de meurtre et à des appels populaires à sa pendaison. Toute action unilatérale des États-Unis susciterait la colère du gouvernement pakistanais, qui, selon certains analystes, pourrait décider d'exécuter Davis en représailles.

L'équipe antiterroriste d'Obama finit par conclure qu'un raid du JSOC, mené par des membres chevronnés des Navy SEAL sous le commandement de McRaven, offrirait le plus de chances d'éliminer Ben Laden. Le JSOC a déjà effectué des missions du genre au Pakistan, mais jamais aussi loin à l'intérieur du pays ni d'une telle ampleur. La probabilité que les autorités pakistanaises repèrent — et abattent — les hélicoptères américains pendant leur trajet de 250 kilomètres au-dessus du Pakistan demeure très élevée. Une fois la décision prise, le commandant McRaven constitue une équipe de Navy SEAL. Les soldats savent qu'on s'apprête à leur confier une mission délicate, mais n'ont pas encore été informés de sa nature exacte. Le 16 mars, Davis est libéré de prison. Le temps est venu de lancer l'opération.

Les hommes de McRaven entament leurs préparatifs dans deux installations secrètes, l'une étant située en Caroline du Nord et l'autre au Nevada.

*

* *

Parmi les membres des Navy SEAL qui prennent part à l'entraînement se trouve Matt Bissonnette, 36 ans, agent expérimenté du DEVGRU ayant collaboré presque sans interruption aux missions de combat d'une guerre contre le terrorisme qui, depuis le 11-Septembre, n'a cessé de prendre de l'ampleur. Bissonnette a participé à des opérations en Afghanistan, en Irak

et dans la Corne de l'Afrique. En 2007, il était de l'équipe qui a tenté de capturer Ben Laden, une mission qu'il a qualifiée de «chasse à l'oie sauvage». Peu à peu, il a grimpé les échelons des forces spéciales pour devenir chef d'équipe dans le DEVGRU.

Bissonnette et ses collègues du JSOC sont convoqués dans une installation pour informations sensibles cloisonnées, où les téléphones sont interdits et dont les murs sont doublés de plomb pour empêcher le fonctionnement de tout dispositif d'écoute électronique. Selon Bissonnette, «environ 30 personnes se trouvent dans la salle, dont des Navy SEAL, un technicien en neutralisation des explosifs et munitions et 2 assistants». On ne leur fournit guère d'informations, à part le fait qu'ils seront envoyés en Caroline du Nord pour un «entraînement interarmées à la disponibilité opérationnelle». «Dans l'ensemble, il y a beaucoup d'expérience dans la salle. On est venu nous chercher dans différentes équipes», se souvient Bissonnette. «Normalement, dans la plupart des équipes, le petit nouveau est chargé de transporter la masse et l'échelle. Mais il n'y a ici que des types chevronnés. Tout indique qu'on est en train de mettre sur pied un genre d'équipe de rêve.»

«Tout le monde se livre à des conjectures», raconte Bissonnette. Certains pensent qu'on s'apprête à les envoyer en Libye, d'autres en Syrie ou en Iran. Arrivée en Caroline du Nord, l'équipe est enfin mise au parfum: la cible de cette mystérieuse mission n'est nul autre qu'Oussama Ben Laden. «Ce n'est pas possible!» lance Bissonnette.

On a sélectionné 21 des agents les plus expérimentés du DEVGRU en vue de l'opération, dont des experts en explosifs. L'équipe comprend aussi un chien de combat nommé Cairo, un interprète et quatre suppléants, au cas où un de ses membres se blesserait lors de l'entraînement. En Afghanistan, la troupe d'élite sera complétée par un Navy SEAL que Bissonnette appelle «Will» et qui, ayant appris l'arabe en autodidacte, pourra mener des interrogatoires durant la mission.

Aidés par des analystes de la CIA, les hommes mémorisent jusque dans ses moindres détails une maquette de la villa installée à l'extérieur de la salle de réunion sur une base de contreplaqué d'un mètre et demi de côté. Le modèle réduit «est d'une précision remarquable, allant jusqu'à montrer les arbustes qui se trouvent dans la cour et en bordure de la route longeant le côté nord de la propriété», écrit Bissonnette. «On y voit même les barrières et les portes de la villa, les réservoirs installés sur le toit et les fils barbelés longeant ce dernier, ainsi que la pelouse de la cour principale. Les maisons et les terrains des voisins sont aussi reproduits avec exactitude.»

On présente ensuite aux membres de l'équipe un exposé sur le Promeneur. Un représentant de la CIA leur raconte comment le renseignement a «trouvé son chemin d'Abbottabad» en traquant le chef d'Al-Qaïda pendant des années. Quelques jours après leur arrivée en Caroline du Nord, les agents visionnent une vidéo en noir et blanc où ils aperçoivent le Promeneur pour la première fois en train de tourner en rond, dehors, sous un «auvent de fortune». À un certain moment, un hélicoptère passe au-dessus de la villa alors que la cible déambule dans la cour. «Le Promeneur ne se presse pas vers une voiture pour s'y cacher. Spontanément, nous avons tous la même pensée: il est habitué d'entendre des hélicoptères», se souvient Bissonnette.

Le compte rendu de la CIA indique aux hommes que Ben Laden vit sans doute au dernier étage de l'immeuble et que son fils Khalid, lui, serait installé à l'étage au-dessous. Au-delà des hypothèses localisant les occupants à tel ou tel étage, les agents du DEVGRU n'ont aucune idée de la disposition intérieure des bâtiments. L'équipe devra utiliser un certain nombre de «termes de procédure» pour témoigner de l'avancée de la mission par radio: des mots simples et brefs permettent de limiter l'encombrement des ondes et les risques de confusion. «Pour cette mission, nous optons pour des termes de procédure inspirés des Autochtones d'Amérique», explique Bissonnette. Ben Laden sera ainsi désigné sous le nom de «Geronimo».

Pendant que ses Navy SEAL se préparent pour la mission, McRaven fait rapport au président et à son équipe de sécurité nationale. «Si on la compare à celles que nous menons chaque nuit en Afghanistan et à celles que nous avons effectuées en Irak, cette opération n'est pas des plus difficiles sur le plan technique. Son aspect plus corsé concerne l'enjeu de la souveraineté du Pakistan, dont il faudra longuement parcourir l'espace aérien», explique McRaven. Interviewé par Bergen, Tony Blinken, conseiller à la sécurité nationale du vice-président Biden, commentera ainsi la présentation de McRaven: «Tout d'abord, son côté stéréotypé aide beaucoup. Il a le physique de l'emploi, alors il inspire confiance. En même temps, on a vraiment l'impression qu'il n'est pas du genre à faire le fanfaron. C'est un type qui donne l'heure juste, avec la plus entière franchise. Au fond, ce que McRaven nous a dit une fois l'opération mise en scène et répétée, c'est: "Nous pouvons le faire."»

Peu de temps avant le déclenchement de l'opération, l'unité d'élite s'envole vers Jalalabad, en Afghanistan. En prévision de ce long voyage, Bissonnette a installé un hamac dans l'avion, alors que certains de ses camarades ont avalé des Ambien. Des analystes de la NSA et de la CIA accompagnent les soldats. En vue du décollage, Bissonnette s'installe dans un siège adjacent à celui d'une analyste de la CIA. «Quelle est la probabilité que l'homme qui se cache dans la villa soit Ben Laden?» lui demande-t-il. «Cent pour cent», lui répond-elle. Bissonnette lui rétorque que des analystes du renseignement ont déjà fait de telles annonces, qui ont fini par s'avérer vaines. La femme persiste dans son affirmation, ajoutant qu'elle n'appuie pas l'idée d'un raid, auquel elle aurait préféré une frappe aérienne. «Le JSOC se comporte parfois comme un éléphant dans un magasin de porcelaine. Il aurait été plus simple d'appuyer sur un bouton et de larguer une bombe», poursuit-elle. «Vous vous êtes farci tout le travail difficile pour nous emmener ici», réplique Bissonnette avant d'ajouter: «Nous ne demandons pas mieux que de profiter de nos 30 minutes de plaisir pour terminer le boulot.»

Le vendredi 29 avril à 8 h 20, Obama accueille le conseiller à la sécurité nationale Thomas Donilon, son adjoint Dennis McDonough, John Brennan et le chef de cabinet William Daley dans la salle de réception diplomatique de la Maison-Blanche. Une fois tout le monde assis en demi-cercle, le président prend la parole: «J'ai réfléchi, et ma décision est prise: nous allons de l'avant. Nous n'interromprons l'opération que si Bill McRaven et son équipe jugent que la météo ou la situation sur le terrain augmentent les risques courus par nos forces.»

L'opération est baptisée Neptune Spear, un coup de chapeau au trident du dieu romain des mers reproduit sur l'insigne des Navy SEAL.

Lors de leur deuxième nuit à Jalalabad, Bissonnette et quelques-uns de ses camarades sont assis autour d'un feu de camp à se demander dans quelle partie du corps de Ben Laden il vaudrait mieux tirer. «Essayons de ne pas viser la tête de cette ordure», recommande un Navy SEAL appelé Walt. «Tout le monde va vouloir voir sa photo.» Les hommes se demandent aussi jusqu'à quel point le raid fera avancer la carrière de leurs supérieurs. Bissonnette prédit que McRaven sera promu commandant du SOCOM. «Grâce à nous, c'est certain qu'Obama va être réélu», ajoute Walt. «Je le vois déjà en train de raconter comment il a tué Ben Laden.»

La date prévue pour le raid, le samedi 30 avril, est aussi celle où aura lieu le dîner annuel des correspondants à la Maison-Blanche, ce qui signifie que le président et presque tous les membres de son équipe de sécurité nationale croiseront l'élite des médias et des célébrités de Hollywood pendant le déroulement de l'opération. Des conseillers d'Obama souhaitent que celle-ci soit reportée après le dîner: si quelque chose tournait mal, le président et d'autres hauts responsables devraient quitter la salle, ce qui éventerait le raid. Ce dernier a été soigneusement planifié pour avoir lieu par une nuit sans lune afin de permettre aux hélicoptères de s'approcher le plus discrètement possible. Par chance, une couverture nuageuse excessive finit par contraindre McRaven de remettre l'opération à la nuit suivante.

Obama contacte McRaven pour lui transmettre un dernier mot d'encouragement. À Jalalabad, la soirée est avancée quand le commandant répond au téléphone. Il indique au président que ses hommes sont prêts. «Vous avez toute ma confiance», lui répond celui-ci. «Je vous souhaite la meilleure des chances, à vous et à vos forces. Veuillez leur transmettre mes remerciements personnels et leur dire que je suivrai la mission de près.»

Samedi soir vers 19 h, le président et la première dame se présentent au Hilton de Washington pour le dîner des correspondants. Panetta, Gates, Vickers et plusieurs autres membres de l'équipe restreinte ayant planifié le raid contre Ben Laden sont également sur place. Le comportement d'Obama ne laisse rien paraître des préparatifs qui ont cours à l'autre bout du monde. Le président, qui semble plutôt calme et joyeux, lance même quelques blagues. L'une d'elles vise le milliardaire Donald Trump, présent dans la salle. Par médias interposés, Trump s'est récemment acharné contre Obama en affirmant que ce dernier n'est pas un citoyen américain. La vedette de l'émission *Saturday Night Live* Seth Meyers, qui anime le dîner, se permet une plaisanterie sur Ben Laden, ignorant manifestement que certaines personnes présentes sont associées de près à son élimination imminente. «Les gens pensent que Ben Laden se cache dans l'Hindou Kouch», dit-il. «Sachez pourtant qu'il anime chaque jour, de 16 h à 17 h, une émission sur la chaîne C-SPAN.» La caméra montre le président riant de bon cœur.

*

* *

En Afghanistan, écrit Bissonnette, la dernière réunion préalable au déclenchement de l'opération Neptune Spear attire beaucoup de monde, dont des Navy SEAL appartenant aux autres escadrons rattachés à la base. Le président a autorisé les membres du commando à riposter à toute tentative d'obstruction de la part des forces pakistanaises. Un officier informe les participants du prétexte qu'ils devront invoquer s'ils se font

capturer: «Nous sommes partis récupérer un drone qui s'est écrasé.» L'idée suscite l'hilarité générale. «Il s'agit d'une excuse ridicule! En principe, le Pakistan est notre allié. Si nous perdions un drone, le département d'État négocierait directement avec le gouvernement pakistanais pour le récupérer», juge Bissonnette, incrédule. «Cette histoire ne tient pas debout. Au bout de quelques heures d'interrogatoire, il serait difficile de ne pas en dévier. En vérité, dans une telle situation, aucun faux-fuyant ne pourrait justifier la présence de 22 Navy SEAL transportant 25 kilos de matériel sophistiqué, d'un technicien en neutralisation des explosifs et munitions et d'un interprète, soit de 24 hommes au total, auxquels s'ajoute un chien, dans un quartier de banlieue situé à quelques kilomètres de l'école militaire pakistanaise.» Le commandant du DEVGRU met un terme à la réunion. McRaven, affirme-t-il, a donné le feu vert à ses hommes. Dans 24 heures, ils seront en route vers Abbottabad.

Le dimanche 1er mai vers 8 h, les membres de l'équipe de sécurité nationale d'Obama commencent à arriver à la Maison-Blanche. On a acheté des assiettes de sandwichs chez Costco et, pour éviter de passer une seule commande trop voyante, on a appelé de multiples pizzérias.

Vers 13 h, les participants se rassemblent dans la salle de gestion de crise. Pendant ce temps, Obama termine une partie de golf à la base aérienne Andrews: il s'agit de montrer que la journée se déroule comme si de rien n'était. Au quartier général de la CIA, Panetta et Morell se trouvent en compagnie d'Eric Olson, commandant du SOCOM. En théorie, l'opération Neptune Spear a lieu sous l'autorité de Panetta, même si, dans les faits, c'est McRaven qui commande.

Vers 14 h, Obama rentre à la Maison-Blanche. Portant toujours ses chaussures de golf et son blouson, il descend dans la salle de gestion de crise, où un moniteur montre Panetta en train de présenter un dernier survol de l'opération. Le président et ses collaborateurs ne suivront cependant pas la mission la plus délicate de l'histoire des États-Unis depuis cette salle,

pourtant conçue pour ce genre de situation. Les plus puissants décideurs du pays se confineront plutôt dans une pièce adjacente, beaucoup plus petite.

Le local dispose du même équipement de télécommunication sécurisé que la salle de gestion de crise, mais n'offre que sept places assises. Deux écrans de taille modeste sont installés côte à côte sur un mur. Le brigadier général Marshall «Brad» Webb, commandant adjoint du JSOC, et un autre officier s'y trouvent pour suivre en temps réel le déroulement de l'opération sur un ordinateur portable. Le signal provient d'un drone furtif RQ-170 qui fait du surplace au-dessus d'Abbottabad. Les deux hommes sont aussi en communication sécurisée avec McRaven à Jalalabad, Panetta à Langley et le général Cartwright au centre opérationnel du Pentagone. Lorsqu'ils proposent de déplacer leur centre de commandement dans la salle de gestion de crise, on leur demande de ne pas bouger.

Dans la grande salle, les membres de la garde rapprochée d'Obama discutent ferme: on se demande si le président devrait assister ou non au déroulement de l'opération. Alors que le débat s'étire en longueur, divers hauts responsables, dont la secrétaire d'État Clinton et le vice-président Biden, commencent à affluer dans la petite pièce du général Webb, suivis quelques instants plus tard par le président lui-même. «Je veux regarder ça», lance-t-il. Le commandant en chef s'assoit à droite de Webb, sur une vulgaire chaise pliante. Quelque temps plus tard, Obama commentera la disposition des places: «[Webb] a commencé à se lever alors que les autres entreprenaient d'examiner le protocole pour déterminer comment réarranger le mobilier. J'ai dit: "Ne vous souciez pas de ça. Concentrez-vous simplement sur ce que vous êtes en train de faire. Je suis certain qu'on peut trouver une chaise, et je vais m'installer juste à côté de lui." C'est ainsi que je me suis retrouvé sur une chaise pliante.»

*

* *

À Abbottabad, il est 23 h, et les familles habitant la villa Ben Laden sont déjà au lit. Quelques centaines de kilomètres à l'ouest, de l'autre côté de la frontière afghane, à Jalalabad, 23 membres de la Navy SEAL Team 6 s'apprêtent à remplir leur mission. Une demi-heure plus tard, les hélicoptères décollent. À la Maison-Blanche, il est 14 h 30. «C'était un moment angoissant. Nous retenions notre souffle», se souvient Brennan.

Pour leur mission, les Navy SEAL utilisent deux hélicoptères spécialisés MH-60 Black Hawk, pilotés par des «Night Stalkers» (traqueurs nocturnes) du JSOC. Cet appareil est une variante furtive du Black Hawk, un aéronef unique en son genre dont la rumeur a souvent fait mention, mais dont l'existence n'a jamais été révélée publiquement. Grâce à une technologie avancée, il peut voler en silence et échapper aux radars. Pour accroître sa discrétion, ses pilotes lui font atteindre une grande vitesse, le plus près possible du sol, selon une technique appelée «vol en suivi de terrain». Selon le général Hugh Shelton, ex-commandant du SOCOM dont le fils est pilote dans le JSOC, les Night Stalkers sont les meilleurs pilotes des forces armées américaines. «Ils savent littéralement faire voler un hélicoptère sens dessus dessous. Ils peuvent le faire atterrir sur un train en mouvement, en pleine nuit», précise-t-il. «Si on veut réussir une mission, c'est à ces types qu'il faut la confier.»

Au moment où les Black Hawk pénètrent l'espace aérien pakistanais, trois MH-47 Chinook décollent de l'aérodrome de Jalalabad. L'un d'eux atterrit du côté afghan de la frontière, tandis que les deux autres se posent sur les berges d'une rivière à Kala Dhaka, dans le district pakistanais de Swat, environ 80 kilomètres au nord de la villa Ben Laden. La force d'intervention rapide est maintenant prête à entrer en action: si le raid des Navy SEAL tournait mal, elle pourrait gagner Abbottabad en 20 minutes environ. Pendant ce temps, les Black Hawk filent en silence vers la propriété. Ils viennent d'atteindre la périphérie d'Abbottabad.

Le commandant McRaven dirige l'opération à partir d'un lieu sûr, à Jalalabad. À Kaboul, le général David Petraeus et un de ses aides de camp

suivent celle-ci dans une salle de contrôle secrète. Si les Pakistanais font décoller d'urgence leurs chasseurs à réaction, Petraeus sera prêt à riposter en envoyant des avions de guerre américains à leurs trousses.

Chapitre 45

«On l'a eu»

PAKISTAN, 2011 — Rassemblés autour d'une table dans le petit local adjacent à la salle de gestion de crise, le président et son équipe regardent les images granuleuses des Black Hawk qui, arrivant du nord-ouest, s'approchent d'Abbottabad. La pièce est bondée, mais le silence règne, seulement rompu de temps à autre par une question posée au général Webb. Dans les hélicoptères qui les emmènent vers ce qui s'annonce indubitablement comme la mission la plus importante de leur carrière, certains Navy SEAL ont tenté de faire une sieste. À dix minutes de l'objectif, Matt Bissonnette a fini de se réveiller. Il ajuste ses lunettes de vision nocturne et prépare les cordes de descente rapide. Les jambes pendant à l'extérieur de l'hélicoptère, il observe le paysage qui défile sous ses pieds. «Plusieurs des maisons que nous survolons sont pourvues de piscines éclairées et de jardins soigneusement entretenus, disposés derrière de hauts murs de pierre. J'étais plutôt habitué à voir des montagnes ou des villages de masures en adobe», se souvient-il. «Vue d'en haut, Abbottabad me rappelle la banlieue américaine.»

En passant au-dessus du mur sud-est de la villa, un Black Hawk survole la zone où les Navy SEAL ont prévu de s'introduire. Grâce à ses lunettes de vision nocturne, Bissonnette peut distinguer les détails du terrain. «À une dizaine de mètres de l'enceinte, du linge flotte au vent sur une corde. Ce sont des tapis, fouettés par la poussière que soulèvent les rotors. Des

déchets tourbillonnent dans la cour et, dans un enclos voisin, des chèvres et des vaches s'agitent, effrayées par l'hélicoptère.»

C'est à ce moment que les choses commencent à s'écarter du plan initial. Le Black Hawk se met soudain à tomber. Sa chute est en partie attribuable à la température élevée, mais aussi au poids supplémentaire que représente son système furtif. En haute altitude, un pilote peut tenter un vol vertical pour éviter l'écrasement, mais une telle chute peut être mortelle à quelques mètres du sol.

Le pilote essaie aussitôt de reprendre le contrôle de l'hélicoptère, qui effectue une rotation de 90 degrés vers la droite. Bissonnette sent son corps se soulever alors qu'il cherche à tâtons une poignée à laquelle s'accrocher. Les soldats forment une masse si compacte qu'il leur est difficile de bouger. «Merde, on descend!» se dit Bissonnette alors que le mur de la villa se rapproche dangereusement. Pour éviter que ses jambes ne se fassent écraser par l'aéronef si ce dernier finissait par rouler sur lui-même, il les replie sur sa poitrine. «L'hélicoptère vibre. Telle une fléchette de pelouse, son nez s'enfonce dans le sol mou, qui s'approche à vue d'œil. L'instant d'après, l'appareil s'arrête net. Tout s'est passé si vite que je n'ai même pas ressenti d'impact.»

Le pilote est parvenu à appliquer la procédure d'urgence en faisant tomber l'hélicoptère dans la plus grande cour de la propriété. Il a positionné la queue du Black Hawk contre le mur d'enceinte de quatre mètres, dans un angle empêchant les rotors de creuser le sol et de se briser en projetant de dangereux fragments. «Si une autre partie de l'appareil avait heurté le mur ou que le rotor avait touché le sol en premier, aucun de nous n'en serait sorti indemne», écrit Bissonnette. Le pilote «a réussi l'impossible».

Cet atterrissage pour le moins brutal a sauvé la vie des membres du commando, mais a anéanti toute possibilité de nier l'existence de la mission et, bien sûr, tout espoir de prendre les occupants de la villa par surprise.

Le plan initial est bon pour la poubelle. Au lieu de descendre en rappel dans la propriété, les Navy SEAL doivent lancer leur raid au sol. La perte de l'élément de surprise risque de donner aux occupants l'occasion de

s’armer en vue de faire face aux Américains. «Je suis pris d’un serrement de cœur. Jusqu’à ce que j’entende le signal de remise des gaz, tout se passait comme prévu. En chemin, nous avons évité les radars et les missiles antiaériens pakistanais; nous sommes arrivés à destination sans nous faire repérer», raconte Bissonnette. «Maintenant, le raid est en train de mal tourner. Nous avons répété le plan d’urgence, mais il s’agit tout de même d’un plan B. Si notre cible est bien à l’intérieur, l’effet de surprise, essentiel, s’estompe rapidement.»

À la Maison-Blanche, Obama et ses conseillers attendent des nouvelles de l’hélicoptère accidenté. On entendrait une mouche voler. «Jusque-là, nous avions pu suivre la mission en temps réel», racontera plus tard le président. «Je crois bien que tout le monde retenait son souffle. Cet épisode ne faisait pas partie du scénario.»

«C’était un moment très intense», confiera Hillary Clinton à Peter Bergen. «On se serait cru dans un épisode de *24 heures chrono* ou dans un film du genre.» Biden, qui s’était montré défavorable à l’option du raid, roule nerveusement son chapelet. «La première chose qui doit avoir lieu pour assurer la réussite d’une mission n’a pas eu lieu», dit-il. «L’hélicoptère n’a pas atterri au bon endroit, et tout le monde s’est dit “Holà!”»

Alors que les collaborateurs d’Obama sont ébranlés, McRaven reste imperturbable. Du moins donne-t-il cette impression. «Nous allons rectifier le tir», annonce-t-il calmement à Panetta. «Monsieur le directeur, comme vous avez pu le constater, un de nos hélicoptères s’est écrasé dans la cour. Mes hommes sont préparés à de telles éventualités et sauront composer avec la situation.» L’assurance tranquille du commandant impressionne les hauts fonctionnaires présents dans la salle. «Le commandant McRaven a fait montre d’un flegme et d’un professionnalisme extraordinaires», racontera plus tard Ben Rhodes, adjoint au conseiller à la sécurité nationale. Le président dira plus tard de lui qu’il «sait garder son sang-froid».

«Nous avons compris que, malgré l’atterrissage raté, les passagers de l’hélicoptère n’étaient pas blessés et poursuivaient leur mission», racontera

Obama.

*

* *

Aucun des soldats présents dans l'hélicoptère n'a subi de blessure grave. Le second Black Hawk devait déposer ses Navy SEAL sur le toit de l'immeuble, mais atterrit plutôt devant les portes de la propriété. Le plan B peut se mettre en branle.

Bissonnette et Will, le soldat-interprète, se fraient un chemin jusqu'au pavillon des visiteurs, d'où, affirmeront-ils, ils essuient des tirs d'AK-47. Ils ripostent. Quelques instants plus tard, une femme sort de l'immeuble, un petit enfant dans les bras. Il s'agit de Mariam Al-Kuwaiti, la femme du messager. «Il est mort», lance-t-elle. «Vous lui avez tiré dessus. Il est mort. Vous l'avez tué.» Will la fouille pour s'assurer qu'elle n'est pas armée, puis traduit ce qu'il vient d'entendre à Bissonnette. Accroupi, ce dernier ouvre la porte et scrute l'intérieur. «Je vois deux pieds reposant dans l'entrée de la chambre», dit-il. Avec Will à sa suite, il s'engage dans le pavillon et tire plusieurs autres coups de feu sur Al-Kuwaiti. Bien que Bissonnette prétende s'être lui-même fait tirer dessus, d'autres témoins avanceront qu'Al-Kuwaiti ne portait pas d'arme. «L'AK-47 du messager a été retrouvé plus tard à côté de son lit. Vu l'endroit où l'homme se trouvait et l'absence de douilles en provenance d'une telle arme, il est peu probable qu'il s'en soit servi», écrit Bergen. Pendant ce temps, un autre groupe de Navy SEAL se dirige vers la maison principale, abattant au moins deux membres de la famille d'Al-Kuwaiti sous le regard horrifié de femmes et d'enfants.

Les soldats sont au sol depuis environ dix minutes. Ceux qui se trouvaient dans le deuxième hélicoptère ont pénétré sur le terrain par le portail principal. Au moment où le commando fait irruption dans la maison de Ben Laden, la communication avec la Maison-Blanche s'interrompt. «Nous avons passé de longs moments à ne rien faire d'autre qu'attendre», racontera Obama. «J'ai vécu les 40 plus longues minutes de ma vie, à

l'exception peut-être de l'épisode où, à l'âge de 3 mois, [ma fille] Sasha avait attrapé la méningite et où j'attendais que le médecin me dise qu'elle allait bien. La situation était très tendue.» Dans le documentaire intitulé *Targeting Bin Laden,* diffusé sur la chaîne History Channel, le président ajoute: «C'était la panne totale. Il nous était difficile de savoir précisément ce qui se passait. Nous savions que des coups de feu étaient tirés et que des explosions avaient lieu.» Pendant ce temps, à l'intérieur, les Navy SEAL font sauter la porte bloquant la cage d'escalier. Ils commencent à gravir les marches, qui sont «disposées à un angle de 90 degrés, créant ainsi un genre d'escalier en colimaçon doté de volées séparées par de petits paliers». À l'étage se trouvent quatre portes. Les soldats vérifient chaque pièce, puis se dirigent vers le dernier étage, où, croit-on, vivent le Promeneur et sa famille. Ce faisant, ils aperçoivent une tête qui surgit brièvement de derrière un mur, en haut de l'escalier.

Les analystes du renseignement ont indiqué que le fils de Ben Laden, Khalid, vit à l'étage au-dessous et ne porte ni barbe ni moustache. Tout comme l'homme que les soldats viennent d'entrevoir.

«Khalid!» murmure un Navy SEAL. «Khalid!»

À peine le jeune homme de 23 ans trouve-t-il le courage de jeter un coup d'œil dans l'escalier qu'il reçoit une balle en plein visage. «À quoi a-t-il bien pu penser?» se demande Bissonnette. «Jeter un coup d'œil! La curiosité est un vilain défaut. Elle l'a tué.»

Arrivés au dernier étage, les soldats évitent les flaques du sang de Khalid. Dans le couloir, ils voient la tête d'un autre homme émerger de l'entrée d'une pièce. L'un d'eux tire deux balles en direction de l'inconnu, qui disparaît dans la pièce. En y entrant, les hommes trouvent deux femmes. Craignant qu'elles ne portent des vestes-suicide, l'un d'eux les confine à un coin de la pièce pendant que ses camarades continuent leur exploration des lieux. Un Navy SEAL se retrouve face à face, dans le noir, avec un homme de grande taille. «Je lui ai tout de suite tiré deux balles dans le front. Plop! Plop!» se souvient-il. «Il s'est effondré sur le plancher, devant son lit, et j'ai

fait feu une autre fois. Plop! Au même endroit. Cette fois, j'avais utilisé mon viseur point rouge holographique EOTech. Il était mort. Il ne bougeait plus. Il avait la langue sortie. Je l'ai regardé rendre son dernier souffle, qui relevait du simple réflexe.»

Bissonnette et un autre Navy SEAL entrent alors dans la pièce. «Nous voyons l'homme étendu au sol, au pied de son lit», raconte-t-il. «Du sang et des morceaux de cervelle lui sortent du crâne. Encore pris de spasmes et de convulsions, il est à l'agonie. Un autre soldat et moi pointons alors nos lasers sur sa poitrine, où nous tirons plusieurs balles. Traversé par celles-ci, son corps s'écrase sur le plancher, inerte.»

La pièce est plongée dans l'obscurité totale. Bissonnette allume sa lampe frontale pour examiner le visage du cadavre. Celui-ci est couvert de sang. «Le côté droit de son crâne a été réduit en bouillie. Sa poitrine est déchirée à l'endroit où les balles ont pénétré. Il baigne dans une mare de sang qui ne cesse de s'étendre.» Pour le Navy SEAL qui a tiré le premier coup de feu, «le public américain n'a pas besoin de voir ça».

L'homme que viennent d'abattre les soldats est-il bel et bien Ben Laden? Sa figure n'est plus que lambeaux déchiquetés. Ils prélèvent aussitôt des échantillons d'ADN sur la dépouille. L'un d'eux prend sa gourde et lui arrose le visage, que Bissonnette entreprend d'essuyer. «À chaque coup de chiffon, le visage devient plus familier. L'homme est plus jeune que ce à quoi je m'attendais. Sa barbe est noire, comme si elle avait été teinte. Je n'arrête pas de penser au fait qu'il ne ressemble pas du tout à ce que j'imaginais.» Un Navy SEAL communique alors avec le réseau de commandement: «Nous avons vraisemblablement — je répète, vraisemblablement — abattu la cible au troisième étage.» Bissonnette commence alors à prendre des photos du cadavre. Il se penche pour faire un gros plan du visage, et déplace la tête pour le photographier de profil. Avec un coéquipier, il ouvre un œil du mort pour prendre celui-ci de très près.

Sur le balcon, le Navy SEAL qui sait l'arabe interroge les femmes et les enfants. La radio transmet un ordre: il faut préparer l'hélicoptère abattu en

vue de le détruire. Par ailleurs, la mission ayant duré plus longtemps que prévu, les hélicoptères restants, dont les MH-47 de secours qui font du surplace dans les environs, seront bientôt à court de carburant.

Bissonnette continue à prendre des photos tandis que ses coéquipiers prélèvent d'autres échantillons d'ADN et de salive. Les Navy SEAL rapporteront deux jeux de photos et d'ADN identiques à Jalalabad, soit un par Black Hawk. «Si un des hélicoptères est abattu pendant le vol du retour, les échantillons d'ADN et les photos se rendront tout de même à Jalalabad», explique le soldat.

Le Navy SEAL qui sert d'interprète interroge maintenant la plus vieille femme. Il lui demande qui est l'homme qu'on vient d'abattre. «Le cheikh», répond-elle sans donner plus de détails. Après de nouvelles tentatives infructueuses, le soldat se tourne vers les enfants. Il pose la question à une des petites filles, qui lui répond finalement que le cadavre est celui de Ben Laden. Il lui demande si elle en est bien sûre, et elle répond par l'affirmative. Le Navy SEAL revient alors vers la femme d'âge mûr: «Maintenant, arrêtez de vous foutre de ma gueule!» Il lui demande une fois de plus d'attester l'identité du mort. En sanglots, elle confirme qu'il s'agit bien d'Oussama Ben Laden. Le soldat transmet aussitôt la double confirmation. Deux officiers, dont le commandant d'escadre de Bissonnette, entrent alors dans la pièce. Le commandant examine le visage de Ben Laden. «Oui, on dirait bien que c'est notre homme», dit-il. Une fois sorti, il contacte McRaven par radio: «Pour Dieu et mon pays, voici des nouvelles de Geronimo. Geronimo, ennemi tué au combat.»

À l'autre bout du monde, dans la petite salle bondée de la Maison-Blanche, Obama et ses collaborateurs sont en émoi. «On l'a eu», déclare calmement le président. «On l'a eu.» McRaven les met en garde contre tout triomphalisme prématuré. «Écoutez, j'ai reçu un appel à propos de Geronimo, mais je dois préciser qu'il ne s'agit que d'un premier appel. Ce n'est pas une confirmation. Veuillez donc tempérer quelque peu votre optimisme. Lorsqu'ils sont en mission, la plupart des agents sont gorgés

d'adrénaline. Ce sont certes des professionnels, mais ne crions pas victoire avant de recevoir des preuves.» Le commandant du JSOC ajoute ensuite: «Nous avons des hommes sur le terrain qui n'ont plus de véhicule.»

Au moment où Ben Laden a été abattu, les Navy SEAL se trouvaient à la villa depuis un peu plus d'une demi-heure. Chaque seconde, la possibilité d'un face-à-face avec les forces armées pakistanaises augmente. Descendus au deuxième étage, les soldats tentent de recueillir le plus possible d'effets personnels de Ben Laden et d'indices potentiels pour le renseignement.

Une fois les photos prises et les prélèvements effectués, deux hommes traînent le corps à l'extérieur de la chambre. Bissonnette commence à fouiller cette dernière, saisissant des papiers et quelques cassettes. Il trouve également deux armes à feu: un fusil d'assaut AK-47 et un pistolet Makarov dans son étui. Aucun d'eux n'est chargé.

Le temps commence à manquer. À l'extérieur de la propriété, l'interprète et d'autres Navy SEAL sont parvenus à éloigner les badauds, mais Abbottabad est en train de se réveiller. Les autorités pakistanaises pourraient arriver à tout moment, et les hélicoptères qui se tiennent prêts en faisant du surplace risquent d'épuiser leur carburant. Les habitants de ce quartier d'ordinaire tranquille ont entendu le bruit des hélicoptères et des explosions, et certains d'entre eux ont constaté qu'on avait coupé l'électricité. «J'ai vu des soldats jaillir des hélicoptères et s'approcher de la maison. Certains d'entre eux nous ont sommés, en pachto, d'éteindre les lumières et de rester à l'intérieur», confie Gul Khan au magazine *India Today*. Interviewé par CNN à la suite du raid, un homme non identifié déclare, par l'entremise d'un interprète: «Nous n'avons jamais pu distinguer leurs vêtements, mais ils parlaient pachto et nous ont ordonné de partir. Au bout d'un certain temps, [quand] la panne d'électricité a pris fin et que la lumière est revenue, ils nous ont demandé de tout éteindre.» Un autre homme, lui aussi interviewé par CNN à l'aide d'un interprète, ajoute: «Nous avons tenté de nous approcher, et ils ont pointé leurs fusils laser vers

nous en nous interdisant d'avancer. Comme ils parlaient pachto, nous avons cru qu'ils étaient afghans, et non américains.»

À l'intérieur, les Navy SEAL sont submergés par l'abondance de matériel qu'ils trouvent, mais savent qu'ils ne pourront tout rapporter. Il ne leur reste plus que cinq minutes. «Nous sommes tous conscients du risque de manquer de carburant ou de rester trop longtemps sur place, ce qui donnerait à la police locale ou aux forces armées le temps de réagir», raconte Bissonnette. «Nous avons en main notre objectif: Ben Laden. Nous devons partir pendant qu'il en est encore temps.»

Bissonnette gagne la zone d'atterrissage. Il est vite rejoint par ses coéquipiers du deuxième étage, qui croulent sous le poids du matériel recueilli à l'intérieur. «Nous avons l'air d'une bande de Tziganes, ou encore du Père Noël», écrit-il. «Des gars ont des sacs-filets archipleins sur l'épaule. On dirait qu'ils se dandinent au lieu de courir. Je vois un Navy SEAL qui transporte un ordinateur dans une main et un sac de sport débordant dans l'autre.»

Après l'avoir rangé dans un sac mortuaire, on charge le corps de Ben Laden dans le Black Hawk intact, qui, selon les soldats, est l'appareil le plus à même de parvenir à quitter le Pakistan sans se faire abattre. Les gros Chinook MH-47, eux, emmèneront les autres Navy SEAL. Avant le décollage, le commando fait exploser le Black Hawk abattu afin que sa technologie furtive ne puisse être étudiée par les Pakistanais. Grâce à la transmission vidéo, Obama et ses collaborateurs peuvent contempler ce feu de camp à 60 millions de dollars.

La nouvelle d'un événement inhabituel à Abbottabad voyage vite. Vers 1 heure du matin, soit juste avant que les Américains quittent la villa, le général Ashfaq Parvez Kayani, chef d'état-major de l'armée de terre pakistanaise, reçoit un appel du major général Javed Iqbal, directeur des opérations militaires. Se basant sur les premiers rapports dont on lui a fait part, Kayani croit que l'Inde est en train de lancer une attaque contre le Pakistan. Il contacte aussitôt le maréchal en chef de l'air Rao Qamar Suleman et lui ordonne d'abattre tout aéronef non identifié.

À 1 h 08 précise, les Navy SEAL décollent d'Abbottabad. «Informez-moi aussitôt que nos hélicoptères auront quitté l'espace aérien pakistanais», demande Obama aux membres de son équipe de sécurité nationale. Le Black Hawk et le Chinook empruntent cette fois des routes plus directes, mais distinctes, et le premier s'arrête en chemin à un poste d'avitaillement situé au Pakistan. Tous les soldats traversent la frontière afghane sains et saufs, avec le cadavre du chef d'Al-Qaïda dans leurs bagages.

Sur le tarmac de Jalalabad, une camionnette Toyota Hilux blanche attend de transporter la dépouille de Ben Laden vers un hangar voisin. Après l'atterrissage, trois *rangers* s'approchent du Black Hawk pour prendre le corps. «Pas question!» réplique un des Navy SEAL. «Il est à nous!» Celui-ci est expédié à Bagram, où des prélèvements supplémentaires sont effectués. On le transporte ensuite en hélicoptère vers la mer d'Oman, où est amarré l'*USS Carl Vinson.* «Le rite funéraire musulman a été observé», lit-on dans un courriel daté du 2 mai, destiné à Mullen et aux autres officiers militaires et envoyé depuis le navire par le contre-amiral Charles Gaouette. «Le corps du défunt a été lavé puis enveloppé d'un linceul blanc, qu'on a ensuite placé dans un sac lesté. Un officier a prononcé une oraison rédigée à l'avance, laquelle a été traduite par une personne de langue maternelle arabe. Une fois celle-ci récitée, on a installé le corps sur une plate-forme prévue à cet effet, qu'on a renversée afin qu'il glisse dans la mer.»

Chapitre 46

«Ils s'en prennent maintenant à mon fils»

Somalie, Washington, Yémen, 2011 — Il est 23 h 35, heure de Washington. Le président Obama emprunte le corridor menant à l'East Room de la Maison-Blanche. Il prend place derrière le lutrin, vêtu d'un costume noir et d'une cravate rouge, arborant une épinglette du drapeau américain au revers gauche de sa veste. «Bonsoir», commence-t-il. «Ce soir, je peux informer le peuple américain et le reste du monde que les États-Unis ont mené une opération qui s'est conclue par la mort d'Oussama Ben Laden, chef d'Al-Qaïda et terroriste responsable du meurtre de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants innocents.» Le président ne fait aucune allusion aux Navy SEAL ni au vice-amiral McRaven. «Sous ma direction, les États-Unis ont lancé une opération contre la villa [de Ben Laden] à Abbottabad, au Pakistan. Une petite équipe d'Américains a mené cette mission avec un courage et une efficacité extraordinaires», affirme Obama. «Aucun Américain n'a été blessé. Ils ont pris soin d'éviter de faire des victimes civiles. Ils ont tué Oussama Ben Laden à la suite d'une fusillade et pris possession de son corps.»

Les semaines qui suivent sont marquées par la controverse entourant la transmission, par la Maison-Blanche, de détails sur l'opération qui se sont révélés faux ou grandement exagérés. Bien que des responsables mentionnent explicitement que l'opération consistait à capturer Ben Laden mort ou vif et non pas à l'assassiner, ce dernier n'était pas armé lorsqu'il a

été tué, et les armes retrouvées dans sa chambre n'étaient pas chargées. Pourtant, dans un compte rendu destiné aux médias peu après le raid, un haut fonctionnaire américain précise que Ben Laden «a résisté au commando d'attaque» et qu'«il a été tué lors d'une fusillade alors que nos soldats entraient dans la villa».

En réalité, le raid n'a rien eu de la spectaculaire fusillade décrite par les responsables de la Maison-Blanche. En moins d'une vingtaine de minutes, les Navy SEAL ont ouvert le feu sur 7 des 11 adultes présents dans la villa, tuant 4 hommes et une femme. Selon les responsables pakistanais, d'autres femmes et des enfants ont aussi été blessés lors de l'attaque. Peter Bergen, qui a eu accès au site et échangé avec plusieurs témoins, prétend qu'aucun des blessés ne semblait armé. Dans son rapport annuel de 2011, Amnistie internationale qualifie le raid d'illégal. «L'administration américaine a clairement indiqué que l'opération a été menée en conformité avec sa théorie voulant qu'un conflit armé mondial oppose les États-Unis à Al-Qaïda, ce qui les dispenserait de l'application des lois internationales en matière de droits de la personne», indique le rapport. «En l'absence de clarification supplémentaire de la part des autorités américaines, l'exécution d'Oussama Ben Laden semble illégale.»

Le jour suivant l'opération, Brennan donne une conférence de presse truffée de faussetés qui prétend fournir des détails sur le raid. Le haut fonctionnaire commence en affirmant que Ben Laden a été tué lors d'une fusillade et qu'il s'est avéré impossible de le capturer vivant. Il ajoute par la suite que le chef d'Al-Qaïda s'est servi de femmes présentes dans la villa en guise de boucliers humains. «Si on tente de décrire le tableau, on voit Ben Laden, qui a dirigé des attaques terroristes et vit loin du front dans cette villa valant plus d'un million de dollars, employer des femmes comme bouclier», raconte-t-il. «À mon avis, cela illustre bien le caractère malhonnête du discours qu'il tient depuis des années. Que faisait Ben Laden terré là-bas, envoyant d'autres personnes au front pour perpétrer des attaques? Tout cela démontre selon moi sa vraie nature.» Brennan prétend en outre qu'une femme a été abattue tandis qu'elle protégeait Ben Laden,

alors qu'elle a en fait été tuée en compagnie de son propre mari. Par la suite, la Maison-Blanche sera forcée de s'excuser pour les affirmations erronées de Brennan.

Les déclarations émanant de la Maison-Blanche provoquent l'indignation dans le milieu des forces spéciales et finissent par inciter Matt Bissonnette, un des membres des Navy SEAL qui ont tiré sur Ben Laden, à écrire le récit intitulé *No Easy Day* sous le nom de plume de Mark Owen. Dans ce livre, il prétend rétablir les faits sur le raid. Par la suite, de nombreux anciens membres des Navy SEAL et des forces spéciales offriront à leur tour leur version des faits, à tel point que McRaven émettra une directive ordonnant à tous les membres des forces spéciales, anciens comme actuels, de ne plus communiquer avec les médias.

La nuit où Obama annonce la mort de Ben Laden, des milliers d'Américains se précipitent dans les rues devant la Maison-Blanche et au Times Square de New York pour scander «USA, USA!»

Les familles des victimes des attentats du 11 septembre 2001 disent que la mort de Ben Laden leur permet de tourner la page. La disparition du chef d'Al-Qaïda donne pourtant un second souffle à la guerre planétaire lancée par Washington.

Ayant jusqu'à ce jour vu son existence entourée du plus grand secret, le JSOC se fait connaître de tous en une nuit et devient la coqueluche des médias. Disney Corporation tente même de faire déposer la marque «Navy SEAL Team 6», et Hollywood entreprend la production de *Zero Dark Thirty,* un film promis à une forte visibilité. Ses réalisateurs auront même accès à de l'information confidentielle.

Pendant que la controverse fait rage dans les médias et que différentes versions contradictoires circulent sur la manière dont Ben Laden a été tué, la Maison-Blanche s'affaire en coulisse à planifier de nouvelles opérations létales contre d'autres objectifs de grande importance. Parmi ceux-ci, Anwar Al-Awlaki figure en tête de liste.

*

* *

En avril 2011, Ahmed Abdulkadir Warsame est capturé par le JSOC dans le golfe d'Aden. Selon les allégations des États-Unis, ce Somalien entretient des liens avec Al-Chabab. Warsame se trouvait à bord d'une petite embarcation au moment de son arrestation par l'équipe amphibie. Des responsables américains de la lutte antiterroriste prétendent qu'il a rencontré Al-Awlaki et établi des liens entre Al-Chabab et AQPA. Le JSOC enferme Warsame dans une prison militaire à bord de l'*USS Boxer,* où il est gardé au secret pendant plus de deux mois avant d'être transféré à New York pour être accusé de conspiration et d'octroi d'un soutien matériel à Al-Chabab et à AQPA.

L'administration Obama est louangée par les défenseurs des libertés civiles pour avoir choisi de juger Warsame devant une cour fédérale au lieu de l'envoyer à Guantanamo. Toutefois, ce n'est qu'après une détention de deux mois à bord de l'*USS Boxer,* ponctuée d'interrogatoires, CICR obtient la permission de le voir. De plus, il n'a pas eu accès à un avocat. Le cas de Warsame déclenche un débat juridique sur les politiques de l'administration Obama en matière de capture et de détention des terroristes présumés, particulièrement dans un contexte marqué par la recrudescence des campagnes antiterroristes en Somalie et au Yémen.

Selon les décrets émis par le président Obama deux jours après son assermentation, le CICR doit être informé par le gouvernement des États-Unis dans un tel cas de détention, et le comité doit pouvoir entrer en contact en temps opportun avec le détenu. Aux yeux de ceux qui ont longuement contesté les politiques de détention de l'administration Bush, le cas de Warsame montre qu'Obama viole ses propres décrets. «Cette façon de faire est illégale et inexcusable, et implique la disparition de M. Warsame pendant cette période, avec tous les risques inhérents à une telle détention

secrète. Cela rappelle les débuts de Guantanamo Bay et les prisons secrètes de la CIA», soutient le CCR. L'organisation accuse l'administration Obama d'interpréter à sa guise le sens de l'autorisation accordée par le Congrès d'employer la force militaire pour traquer les auteurs des attentats du 11 septembre 2001, et d'y recourir une décennie plus tard «pour capturer et détenir, peut-être indéfiniment, tout terroriste présumé, n'importe où dans le monde».

Mais l'administration Obama ne se contente pas de capturer ou de détenir des suspects: elle leur fait aussi subir des interrogatoires s'inscrivant dans le cadre d'une chasse aux terroristes de plus en plus intensive. À la suite de la capture de Warsame, par exemple, des responsables américains se targueront devant les principaux médias américains, sous le couvert de l'anonymat, d'avoir obtenu de lui des renseignements exploitables. L'opération qui s'ensuivra n'aura pas lieu en Somalie, mais au Yémen, contre l'une des plus importantes cibles de Washington.

*

* *

«Je veux Al-Awlaki», ordonne le président Obama à son équipe de lutte antiterroriste. «Ne le lâchez pas d'une semelle.»

Après la mort de Ben Laden, Ayman Al-Zaouahiri ne tarde pas à le remplacer à la tête d'Al-Qaïda. Pourtant, c'est Anwar Al-Awlaki, citoyen américain en cavale dans les bad-lands yéménites, qu'Obama et son équipe décrèteront ennemi public numéro un. Obama a déjà été professeur de droit constitutionnel, mais, en tant que président, il prend la liberté de régler le cas d'Al-Awlaki en instaurant une structure juridique particulière, où l'organe exécutif de l'administration agit à la fois comme procureur, juge et jury. À titre d'autorité suprême, le président a rendu son verdict. Les forces qu'il a minutieusement choisies peuvent maintenant passer à l'action.

Trois jours après l'annonce de l'exécution d'Oussama Ben Laden par le JSOC, l'équipe antiterroriste de l'administration américaine présente à

Obama une mise à jour urgente des renseignements sur le Yémen. La CIA et le JSOC, qui croient avoir localisé avec précision le repaire d'Al-Awlaki dans le sud du pays, disent devoir saisir cette occasion pour l'en débusquer. Enhardis par le raid ayant mené à l'exécution de Ben Laden, les généraux d'Obama réclament de celui-ci qu'il autorise une sorte de guerre éclair afin d'asséner un «coup de grâce» à Al-Qaïda dans plusieurs pays à la fois. Au Yémen, le JSOC parle de «prendre l'avantage» sur l'ennemi.

Le président a demandé à Brennan de le tenir au courant, à chacune des séances d'information hebdomadaires sur la sécurité nationale (les «mardis de la terreur»), des derniers renseignements obtenus sur Al-Awlaki. Le président tient maintenant une occasion concrète d'en finir avec l'imam. Selon les propos de Daniel Klaidman, Warsame a fourni des renseignements cruciaux sur Al-Awlaki. Les Navy SEAL qui ont capturé Warsame se sont également emparés de son ordinateur portable, de clés USB et d'autres appareils de stockage de données. «Le matériel informatique était rempli de courriels et d'autres preuves le liant directement à Al-Awlaki. Warsame a rencontré l'imam deux jours seulement avant de conclure une importante transaction impliquant des armes», mentionne Klaidman. «Les contacts que Warsame a eus avec Al-Awlaki et d'autres membres hauts placés d'AQPA lui ont permis d'accéder à des renseignements névralgiques sur leurs habitudes de vie, qu'il a ensuite divulgués aux responsables américains lorsque ceux-ci l'ont interrogé. Il leur a parlé de la façon dont voyage Al-Awlaki, entre autres des types de véhicules qu'il utilise et de la configuration de ses convois. Il a aussi fourni de l'information sur les moyens de communication de l'imam, de même que sur les mesures de sécurité élaborées prises par lui et son entourage.»

Grâce à des signaux interceptés par le JSOC et la CIA et à la contribution du renseignement yéménite, la Maison-Blanche voit se concrétiser ce qu'elle considère comme sa meilleure chance d'éliminer Al-Awlaki. Les avions militaires américains sont prêts. Obama donne le feu vert. C'est le JSOC qui mène l'opération. Un appareil Dragon Spear des forces spéciales

équipé de missiles Griffin à courte portée, suivi d'avions de combat Harrier et de drones Predator, rugit dans l'espace aérien yéménite et met le cap vers le Shabwah. Un avion de surveillance Global Hawk survole la scène pour la retransmettre en temps réel aux planificateurs de la mission.

Sachant que sa tête est mise à prix, Al-Awlaki prend différentes précautions afin de limiter le nombre de personnes avec qui il communique. Il se déplace fréquemment et change souvent de véhicule. Dans la soirée du 5 mai, Al-Awlaki et quelques-uns de ses amis roulent vers le village de Jahwa, au sud du Shabwah, lorsque leur camionnette est secouée par une violente explosion qui fait voler ses vitres en éclats. Al-Awlaki voit un éclair et croit alors qu'un missile a percuté la camionnette. «Accélère!» hurle Al-Awlaki au chauffeur. Il jette un coup d'œil autour de lui pour évaluer la situation. Personne n'a été blessé. L'arrière de la camionnette est rempli de bidons d'essence, mais le véhicule n'a pas explosé. «*Alhamdulillah*», pense Al-Awlaki. «Dieu soit loué.» Il appelle aussitôt des renforts.

Pendant qu'Al-Awlaki et ses collègues fuient précipitamment ce qu'ils croient être une embuscade, les stratèges du JSOC visionnent une transmission satellite montrant le véhicule qui émerge du nuage de poussière provoqué par le missile Griffin. Ils ont raté leur cible. En raison d'une défaillance du dispositif de visée, le système de guidage n'a pas pu effectuer un verrouillage de cible sur le véhicule d'Al-Awlaki. C'est maintenant le tour des avions d'assaut Harrier et des drones. Prise deux. Une énorme boule de feu embrase le ciel. Alors qu'ils s'apprêtent à célébrer leur victoire, les planificateurs de la mission fixent avec stupéfaction les images de la camionnette qui ressort intacte une fois de plus. Son pare-chocs arrière est touché, mais le véhicule continue à foncer. Les réservoirs des Harrier sont presque vides, ce qui les force à abandonner la poursuite. La troisième frappe est perpétrée par l'un des drones. Al-Awlaki jette un regard par la fenêtre, cherchant les auteurs de l'embuscade. C'est à ce moment qu'il aperçoit le drone dans le ciel. La camionnette progresse dans

un brouillard de fumée et de poussière, et Al-Awlaki demande au chauffeur d'éviter les zones habitées. Ils empruntent ainsi une petite vallée où croissent quelques arbres.

Deux frères, Abdallah et Moussad Moubarak Al-Daghari, surnommés les frères Al-Harad dans la communauté d'AQPA, assistent de loin à la frappe et se lancent au secours d'Al-Awlaki. Le drone les survole, mais les stratèges américains n'arrivent pas à voir ce qui se passe au sol. Selon un ancien stratège du JSOC ayant pris connaissance des rapports américains émis à la suite de la mission ratée, celle-ci se fondait uniquement sur l'information transmise par des satellites capables de fournir une «vue zénithale». Avec de tels satellites, me dit-il, «on ne voit fichtrement rien. On croit voir des fourmis bouger au loin. Tout ce qu'ils ont aperçu, ce sont des véhicules qui roulaient, avec dedans des individus très habiles». De la poussière, des gravillons, de la fumée et des flammes masquent leur cible. Les frères Al-Harad dirigent rapidement Al-Awlaki et son chauffeur vers leur camionnette Suzuki Vitara et sautent quant à eux dans celle d'Al-Awlaki. Ils indiquent à l'imam la direction d'une falaise où il pourra s'abriter si par miracle il parvient à éviter les missiles américains. Al-Awlaki les salue à la hâte et repart à toute allure dans la Suzuki. Les frères Al-Harad filent en direction opposée à bord de la camionnette que les Américains ont tenté de pulvériser quelques instants plus tôt.

Alors que les deux véhicules s'éloignent chacun de son côté, les stratèges américains doivent décider lequel suivre. Ils optent pour la camionnette d'Al-Awlaki, conduite par les frères Al-Harad. Jetant un coup d'œil en arrière, l'imam aperçoit les drones qui continuent de tournoyer dans le ciel. Il parvient à se rendre à la falaise dans les montagnes. De là, il voit une autre salve de missiles fuser du ciel et faire exploser la camionnette, tuant du même coup les deux frères.

Pendant que le JSOC se réjouit de ce qu'il croit être une frappe réussie, Al-Awlaki récite ses prières du soir et fait le point. Cet épisode «m'a conforté dans ma conviction qu'aucun être humain ne meurt avant d'avoir

complété son existence et [d'arriver] à son heure», pense-t-il. Il s'endort dans les montagnes, pour être réveillé plus tard par des compagnons qui le placent en sécurité dans la maison de son vieil ami Shaykh Harith Al-Nadari.

Al-Nadari a été réveillé par le bruit des explosions et les tremblements du sol. «À l'approche de l'aurore, le cheikh Anwar est arrivé», se rappelle Al-Nadari. «Il est entré en souriant, et nous avons tous compris que c'était lui la cible.» Les deux hommes s'embrassent, et Al-Awlaki lui résume les frappes. Il estime que 10 ou 11 missiles ont été tirés durant les attaques. Al-Nadari lui demande de décrire ce qu'il a ressenti en étant ainsi bombardé par les Américains. «Ce n'est pas aussi difficile qu'on puisse penser», répond l'imam à son ami. «La peur vous accable, mais Allah tout-puissant vous imprègne de sa quiétude.» Il poursuit: «Cette fois, 11 missiles ont raté [leur] cible, mais la prochaine fois, le premier pourrait faire mouche.» Al-Awlaki reste quelques jours chez Al-Nadari avant de s'en aller. Ce sera leur dernière rencontre.

«Nous espérions en avoir fini avec lui», confie un responsable américain à la suite des frappes. Alors que la nouvelle de l'assaut se répand, des responsables américains confirment sous le couvert de l'anonymat qu'il avait Al-Awlaki pour cible. À ce moment-là, ils croient encore leur mission accomplie. Selon un responsable yéménite de la sécurité, les opérateurs du drone américain qui a tiré «ignoraient que les véhicules avaient été échangés, de sorte que les mauvaises personnes ont été tuées et [qu']Al-Awlaki [est] resté en vie».

Al-Awlaki s'en est tiré cette fois, mais les États-Unis le tiennent et ne le lâcheront plus. «Le gouvernement américain ciblait Al-Awlaki depuis un bon moment, [et le] rythme de l'opération s'était intensifié», affirme Fran Townsend, ancien haut fonctionnaire de l'administration Bush. «Croyez-moi, ils disposaient d'un plan opérationnel pour attaquer l'ensemble des dirigeants [d'Al-Qaïda], et, s'ils en avaient eu l'occasion, l'attaque de drones contre Al-Awlaki aurait été synchronisée avec l'opération contre Ben

Laden afin de lancer un message sans équivoque à tous les dirigeants d'Al-Qaïda.»

Bien que Nasser Al-Awlaki n'arrive pas à entrer en contact avec son fils, Anwar est toujours en vie, selon les nouvelles qui lui sont parvenues. Évidemment, Nasser sait qu'après ce nouvel échec les États-Unis sont plus déterminés que jamais à en finir. Il regarde les bulletins de nouvelles internationales sur le raid contre Ben Laden, où des commentateurs, experts et hauts responsables américains comparent son fils au chef d'Al-Qaïda. Ils vont même jusqu'à laisser entendre qu'il lui succédera à la tête de l'organisation. «Ils ont tué Ben Laden et s'en prennent maintenant à mon fils», dit-il.

Chapitre 47

«Pour les États-Unis, Al-Qaïda incarne le terrorisme; pour nous, le terrorisme, ce sont les drones»

Yémen, fin 2011 — Pendant que l'administration Obama savoure le succès de l'opération ayant mené à l'élimination de Ben Laden, et que le JSOC et la CIA se rapprochent de la cible Al-Awlaki, le monde arabe est en plein soulèvement. Au Yémen, trois semaines après le raid d'Abbottabad au Pakistan, le régime du président Ali Abdallah Saleh est au bord de l'effondrement. Les manifestations se multiplient. Saleh a joué presque toutes les cartes qui lui permettraient de conserver l'appui des États-Unis. Il a donné à la machine antiterroriste américaine toute la latitude requise pour bombarder le Yémen, ouvrant la porte à l'expansion d'une guerre qui n'est pas aussi secrète qu'on pourrait le croire. Alors que Saleh sent que le pouvoir lui glisse entre les doigts, les militants d'AQPA comprennent qu'ils peuvent tirer parti du chaos. À l'été 2011, les unités antiterroristes yéménites soutenues par Washington sont détournées du combat contre Al-Qaïda pour être réaffectées à la défense du régime contre son propre peuple. Dans le sud du pays, où AQPA est le mieux enraciné, les moudjahidines tentent de profiter de l'implosion d'un État dont les dirigeants, réputés corrompus, n'ont pas su voir à ce que tout le monde dispose des biens et services essentiels.

Le 27 mai 2011, des centaines de militants assiègent Zinjibar, petite ville située à une cinquantaine de kilomètres au nord-est d'Aden, agglomération d'importance stratégique du sud du Yémen. En deux jours, ils tuent plusieurs soldats, chassent les dirigeants locaux et prennent le contrôle de la ville. L'identité exacte de ces militants est matière à débat. Le gouvernement yéménite les associe à AQPA, mais ceux-ci disent ne pas appartenir à l'organisation, se réclamant plutôt d'un nouveau groupe, Ansar Al-Charia, dont le nom signifie «partisans de la charia». De hauts responsables yéménites affirment que celui-ci n'est qu'une façade d'Al-Qaïda, soulignant que son nom a déjà été mentionné en public par le principal imam d'AQPA, Adil Al-Abbab, un mois avant le siège de Zinjibar. «Ansar Al-Charia est le nom que nous utilisons pour nous présenter, parler aux gens de notre travail et de nos objectifs, et leur indiquer que nous suivons la voie d'Allah», a-t-il déclaré avant d'ajouter que ce nouveau nom permet d'insister sur le message du groupe et d'échapper à l'étiquette Al-Qaïda. Néanmoins, qu'Ansar Al-Charia soit une organisation autonome ou le produit d'une campagne de relations publiques d'AQPA, la portée du groupe dépassera largement la sphère d'influence historiquement limitée d'Al-Qaïda au Yémen tout en popularisant ses principes fondamentaux.

Le général Mohamed Al-Sumali, commandant de la 25^{e} brigade mécanisée des forces armées yéménites, est chargé de chasser Ansar Al-Charia de Zinjibar. La tâche revêt une dimension internationale, car bon nombre d'observateurs considèrent la reprise de cette ville comme l'ultime épreuve du régime chancelant de Saleh.

Le général Al-Sumali attribue la prise de Zinjibar par les militants d'Ansar Al-Charia à une «défaillance du renseignement». «À la fin mai, nous avons été surpris par un déferlement de militants terroristes à Zinjibar», raconte-t-il. Ceux-ci «ont mené des raids contre des installations des forces de sécurité, desquelles ils sont parvenus à s'emparer. À notre grand étonnement, le gouverneur, ses adjoints et d'autres responsables locaux ont pris la fuite et se sont réfugiés à Aden». Alors que l'armée

yéménite s'apprête à combattre les militants, les troupes des forces centrales de sécurité plient bagage, abandonnant leurs armes lourdes. Ces forces, dont l'unité antiterroriste a été armée, entraînée et financée par Washington, sont dirigées par le neveu du président Saleh, Yahya. Les militants d'Ansar Al-Charia peuvent ainsi s'emparer de «pièces d'artillerie lourde, d'armes antiaériennes modernes, de tanks et d'autres véhicules blindés, ainsi que de grandes quantités de munitions de types variés».

Une semaine plus tard, alors qu'ils tentent de reprendre Zinjibar, les soldats d'Al-Sumali sont attaqués par les militants, forts des armes confisquées. «J'ai perdu beaucoup d'hommes», raconte le général. Les combattants islamistes lancent aussi une série de raids contre la base de la 25e brigade mécanisée située en périphérie sud de la ville. En moins d'un an, plus de 230 soldats yéménites mourront ainsi au combat contre Ansar Al-Charia. «Ces types se distinguent par leur bravoure exceptionnelle», admet le général à propos des militants. «Avec une armée constituée d'hommes aussi braves, je pourrais conquérir le monde.»

Al-Sumali, nous l'avons vu, explique la chute de Zinjibar par la transmission de renseignements erronés, mais des observateurs critiques du régime Saleh ne partagent pas cette interprétation. Selon eux, ce sont les forces mêmes du président qui ont autorisé la prise de la ville. Quand les combats ont éclaté, Saleh faisait face à des appels à la démission de plus en plus pressants, tant de l'intérieur que de l'extérieur du pays. Plusieurs de ses principaux alliés se sont ralliés au mouvement d'opposition, en plein essor. Après s'être montré plus malin que ses adversaires pendant 33 ans, affirment ces observateurs, Saleh sent sa fin proche. «Saleh a lui-même cédé Zinjibar à ces militants», accuse l'analyste politique bien informé Abdul Ghani Al-Iryani. «Il a sommé sa force de police de quitter la ville, laissant cette dernière aux militants, parce qu'il voulait envoyer un signal au monde: sans moi, le Yémen tombera entre les mains des terroristes.» Bien que non attestée, cette thèse n'est pas dénuée de fondements. Depuis la guerre des moudjahidines afghans contre les Soviétiques dans les années

1980, et en particulier depuis le 11-Septembre, Saleh n'a jamais hésité à brandir l'épouvantail d'Al-Qaïda et d'autres groupes du genre pour obtenir du financement et des armes des États-Unis et de l'Arabie saoudite. C'est ainsi qu'il a pu renforcer son pouvoir sur le Yémen et neutraliser ses opposants. Un membre du gouvernement yéménite, qui s'exprime sous le couvert de l'anonymat parce qu'il n'a pas le droit de commenter publiquement les questions militaires, confirme que la garde républicaine, soutenue par Washington et commandée par le fils de Saleh, Ahmed Ali, n'a pas réagi à l'assaut des militants contre Zinjibar. Les forces loyales au général Ali Mohsen, commandant de la 1re brigade et officier militaire parmi les plus puissants du pays, sont aussi restées les bras croisés. Deux mois après la prise de la ville, Mohsen ferait défection et réclamerait publiquement la démission de Saleh.

Le général Al-Sumali dit ne pas pouvoir «confirmer ou infirmer» l'affiliation d'Ansar Al-Charia à AQPA. «Ce qui compte pour moi, en tant que militaire, c'est qu'on a pris les armes contre nous. Nous combattons quiconque s'en prend à nos institutions, à nos bases militaires et à nos soldats, peu importe s'il s'agit d'une ramification d'Al-Qaïda ou d'Ansar Al-Charia», précise-t-il. «Le nom qu'ils se donnent n'a pas d'importance.»

Au lieu de lutter contre AQPA, les unités yéménites soutenues par les États-Unis, mises sur pied et financées dans le but explicite et exclusif de mener des opérations antiterroristes, ont été redéployées à Sanaa pour protéger le régime vacillant contre l'insurrection populaire. Aux yeux d'Al-Iryani, ces forces existent «surtout pour assurer la défense du régime. Lors des combats [dans la province] d'Abyan, on n'a pas du tout fait appel aux forces antiterroristes. Elles sont encore [à Sanaa], où elles protègent le palais». John Brennan admet d'ailleurs que l'«agitation politique» a poussé les unités soutenues par Washington à «se concentrer sur leur rôle politique interne plutôt que sur leur campagne contre AQPA». C'est pourquoi on a confié le combat contre les islamistes qui ont pris Zinjibar au général Al-Sumali et à ses forces conventionnelles.

Qu'il s'agisse du grossier stratagème d'un régime en chute libre ou d'une prise de pouvoir opportuniste par AQPA, la conquête de plusieurs villes du sud du Yémen par les islamistes est un phénomène notable. Contrairement à son analogue somalien Al-Chabab, AQPA n'a jamais pris le contrôle de vastes portions de territoire. C'est précisément ce à quoi Ansar Al-Charia est fermement déterminé, comme en fait foi sa proclamation d'un émirat islamique dans la province d'Abyan. Une fois bien établie leur emprise sur Zinjibar, le groupe et ses alliés entreprennent la mise en œuvre d'un programme visant à s'assurer l'appui de la population. «Ansar Al-Charia a pris les devants en tentant d'offrir des services publics dans des régions du Yémen que le gouvernement avait pratiquement abandonnées», explique Gregory Johnsen, spécialiste du Yémen à l'université de Princeton. «En offrant de tels services et en instituant un régime islamiste là où le gouvernement central a laissé un vide, le groupe dit s'inspirer du modèle taliban.»

Ansar Al-Charia répare des routes, rétablit l'électricité, distribue de la nourriture et organise des patrouilles de sécurité dans la ville et ses environs. Il institue également des tribunaux islamiques là où des différends doivent être réglés. «Al-Qaïda et Ansar Al-Charia ont apporté la sécurité aux habitants de régions réputées pour leur insécurité, leurs vols, leurs barrages routiers», affirme le journaliste indépendant Abdul Rezzaq Al-Jamal, qui a régulièrement interviewé des chefs d'AQPA et fait de longs séjours à Zinjibar. «Les gens que j'ai rencontrés à Zinjibar sont reconnaissants à Al-Qaïda et à Ansar Al-Charia de veiller à leur sécurité.» Bien que les militants aient ramené l'ordre, ils emploient parfois des méthodes cruelles, comme l'amputation des jambes de présumés voleurs ou la flagellation publique de supposés toxicomanes. Des habitants de la ville de Jaar, dirigée par Ansar Al-Charia, rapportent avoir été sommés d'assister à un événement pour le moins atroce, où, à l'aide d'une épée, on a coupé les mains de deux jeunes hommes accusés d'avoir volé des câbles électriques. On a ensuite exhibé lesdites mains un peu partout en ville afin de mettre en garde d'éventuels voleurs. On raconte qu'un des deux jeunes hommes, âgé

de 15 ans, est mort au bout de son sang. Dans la même ville, Ansar Al-Charia a publiquement décapité deux personnes soupçonnées d'avoir transmis des renseignements aux États-Unis en vue d'aider ces derniers à effectuer des tirs de drones. Un autre homme a été exécuté dans la province de Shabwah.

AQPA a eu la perspicacité de comprendre que son programme de rétablissement de la loi et de l'ordre fondé sur la charia trouverait un terreau fertile dans la province d'Abyan, dont une bonne partie de la population considère Saleh comme une marionnette des États-Unis. Les tirs de missiles américains, leurs victimes civiles, une absence quasi totale de services publics et une pauvreté grandissante ont contribué à créer une opportunité qu'AQPA n'avait plus qu'à saisir. «Tous ces militants ont pris la ville, puis AQPA est venu, de même que les tribus habitant les régions où le gouvernement yéménite ou les États-Unis avaient mené des attaques», explique Al-Iryani. «Ils sont venus parce qu'ils en voulaient au régime et à Washington. Il y a là un noyau de membres d'AQPA, mais la majorité est constituée de gens ayant subi des attaques, qui les ont poussés à prendre les armes.»

Alors qu'Ansar Al-Charia étend son emprise sur les villes du sud du Yémen, Washington se demande comment réagir. Certains membres de l'administration Obama souhaitent que les États-Unis interviennent. Le général James Mattis, qui a succédé à Petraeus à la tête du CENTCOM, propose au président d'autoriser un assaut aérien massif contre le stade de football Al-Wahda de Zinjibar, où les combattants d'Ansar Al-Charia ont installé leur base. Obama refuse. «Nous ne sommes pas au Yémen pour nous mêler d'un conflit interne», dit-il. «Nous allons donc continuer à nous concentrer sur les menaces qui pèsent sur notre territoire. C'est là notre vraie priorité.»

Les États-Unis décident ainsi de ravitailler, par hélicoptère, les forces conventionnelles du général Al-Sumali qui combattent dans la province d'Abyan et ailleurs dans le sud du Yémen. Ils leur fournissent également

des renseignements en temps réel, obtenus par l'entremise de leurs drones. «C'est un partenariat actif. Les Américains nous aident avant tout sur le plan de la logistique et du renseignement», explique Al-Sumali. «C'est nous qui pilonnons les positions [de l'ennemi] en procédant à des tirs d'artillerie ou à des frappes aériennes.» Les États-Unis lancent parfois des frappes unilatérales contre des sites de la région de Zinjibar où se trouvent «des cadres d'Al-Qaïda figurant sur leur liste noire des terroristes», mais, précise-t-il, «je n'ai pas directement coordonné ces attaques». À la fin de l'année 2011, constatant que les villes méridionales tombent l'une après l'autre entre les mains d'Ansar Al-Charia et que le régime Saleh est en train de s'écrouler, l'administration Obama se résout à rapatrier la plupart de ses militaires en poste au Yémen, y compris ceux qui entraînent les forces antiterroristes du pays. «Ils sont partis pour des raisons de sécurité», explique alors le ministre yéménite des Affaires étrangères, Abou Bakr Al-Qirbi. «S'ils ne reviennent pas et que les unités antiterroristes sont privées des munitions et de l'équipement dont elles ont besoin, je crois bien que [leur départ] aura un impact» sur les opérations antiterroristes.

Les États-Unis sont en train de changer de tactique. L'administration Obama a calculé qu'elle n'a plus grand-chose à gagner d'une alliance avec un régime Saleh terriblement affaibli, et que sa campagne contre AQPA serait mieux servie par une intensification du recours aux drones et aux frappes aériennes. Elle entreprend donc la construction expéditive d'une base aérienne secrète en Arabie saoudite, plus proche du Yémen que ses installations de Djibouti. De là, elle pourra multiplier les tirs de drones. Son objectif numéro un restera le même: Anwar Al-Awlaki.

*

* *

Au Yémen, quiconque veut parvenir à ses fins doit impérativement savoir s'orienter dans le dédale du système tribal. Pendant des années, le clientélisme tribal a contribué au maintien du régime Saleh. Beaucoup de

tribus n'ont pas d'opinion sur AQPA ou considèrent cette organisation comme une nuisance mineure. Certaines d'entre elles luttent contre Al-Qaïda, tandis que d'autres offrent l'asile à ses militants. La position de nombre de tribus dépend de la mesure dans laquelle AQPA peut contribuer ou nuire à leurs objectifs.

La politique yéménite de l'administration Obama a cependant suscité la colère de nombreux chefs tribaux. Ces derniers pourraient contenir la progression d'AQPA, mais trois années de bombardements continus leur ont fait perdre toute motivation à cet égard. Dans le sud, plusieurs d'entre eux fulminent en relatant les attaques des forces américaines et yéménites contre leurs régions, lesquelles ont fait des victimes civiles, tué du bétail et détruit ou endommagé des dizaines de maisons. En menant des frappes aériennes et en soutenant les unités antiterroristes dirigées par la famille Saleh, Washington a alimenté la sympathie des tribus à l'égard Al-Qaïda. «Pourquoi nous battrions-nous contre eux? Pourquoi?» demande Ali Abdullah Abdulsalam, cheikh d'une tribu de la province de Shabwah dont le nom de guerre, Mollah Zabara, dérive de son admiration pour le chef des talibans, le mollah Omar. «Si mon gouvernement construisait des écoles, des hôpitaux et des routes, s'il veillait à la satisfaction des besoins fondamentaux, je serais loyal envers lui et me porterais à sa défense. Mais nous ne bénéficions toujours pas de services essentiels comme l'eau ou l'électricité. Alors pourquoi lutterions-nous contre Al-Qaïda?» AQPA contrôle une vaste portion de la province de Shabwah, et Zabara reconnaît que l'organisation «y assure la sécurité et y prévient les pillages. Si on vous vole votre voiture, ils vous la ramèneront». Dans les zones «sous contrôle gouvernemental, les pillages et les vols sont fréquents. La différence est palpable», ajoute-t-il. «Si nous ne faisons pas attention, Al-Qaïda pourrait s'emparer d'autres régions.»

Zabara reconnaît d'emblée qu'AQPA est aussi une organisation terroriste déterminée à s'en prendre aux États-Unis, mais cet aspect n'est pas sa principale source d'inquiétude. «Pour les États-Unis, Al-Qaïda incarne le terrorisme; pour nous, le terrorisme, ce sont les drones», lance-t-

il. «Les drones volent jour et nuit, font peur aux femmes et aux enfants, perturbent le sommeil des gens. Ça, c'est du terrorisme.» Zabara raconte que les tirs américains ont entraîné la mort de dizaines de civils, et que son territoire est jonché de bombes à sous-munitions non explosées qui, lorsqu'elles finissent par éclater, tuent des enfants. Avec d'autres chefs tribaux, il a demandé de l'aide aux gouvernements du Yémen et des États-Unis pour les éliminer. «Nous n'avons reçu aucune réponse, alors nous les faisons exploser nous-mêmes, avec nos fusils.» Selon lui, Washington devrait verser une compensation financière aux familles des victimes de tirs de missiles, «comme dans le cas de l'attentat de Lockerbie. Le monde est un village. Les États-Unis ont obtenu une compensation de la Libye pour l'explosion de Lockerbie, alors que les Yéménites, eux, ne reçoivent rien».

Vêtu d'un costume tribal noir, Zabara porte une *jambiya* — le poignard traditionnel — à la ceinture et un Beretta à la hanche. Avec sa peau tannée et sa longue cicatrice en croissant de lune au coin de l'œil droit, le personnage impose le respect. «Un jour, des types d'AQPA m'ont interpellé à un de leurs postes de contrôle, et ont constaté que j'étais en possession d'une bouteille de Johnnie Walker», raconte-t-il en sifflant une deuxième Heineken en dix minutes et en s'allumant une cigarette. «"Pourquoi transportez-vous ça?" m'ont-ils demandé. "Pour le boire", leur ai-je répondu.» Il rit de bon cœur. «Je leur ai dit de s'en prendre à quelqu'un d'autre, puis j'ai repris la route.» De cette anecdote ressort un fait indéniable: Al-Qaïda ne veut pas s'attirer d'ennuis avec les chefs tribaux. «Je n'ai pas peur des militants d'Al-Qaïda. Je me rends parfois dans leurs repaires pour les rencontrer. Nous sommes des chefs tribaux reconnus, et ils ont besoin de nous pour régler leurs différends. Ma propre tribu compte 30 000 combattants. Al-Qaïda ne peut pas m'attaquer.» Zabara a agi comme médiateur auprès d'AQPA et du gouvernement yéménite, et a aidé à la libération de trois travailleurs humanitaires français retenus en otage pendant six mois par l'organisation. À plusieurs reprises, le ministre de la Défense lui a aussi demandé d'intervenir comme médiateur auprès des

militants de Zinjibar, entre autres pour assurer la récupération des corps de soldats tués dans les régions contrôlées par Ansar Al-Charia. «Je n'ai rien contre Al-Qaïda ou contre le gouvernement. J'ai entrepris la médiation afin que le bain de sang cesse et que la paix revienne.» À Zinjibar, ses efforts sont restés vains. Au cours des séances de médiation, il a rencontré des agents d'AQPA en provenance des États-Unis, de France, du Pakistan et d'Afghanistan.

Zabara connaît les chefs d'AQPA. «Fahd Al-Quso fait partie de ma tribu», confie-t-il en souriant à propos d'un des auteurs présumés les plus recherchés de l'attentat contre l'*USS Cole*. «Il y a cinq jours, j'ai vu [Saïd] Ali Al-Shihri et [Nasir] Al-Wuhayshi à Shabwah», ajoute-t-il en passant. Les deux principaux chefs d'AQPA sont considérés comme des terroristes par les États-Unis. «Nous marchions, et ils m'ont dit: "Que la paix soit avec toi." Je leur ai répondu: "Que la paix soit aussi avec vous." Nous n'avons rien à leur reprocher. Autrefois, il aurait été impossible de les croiser ainsi par hasard. Ils vivaient cachés dans les montagnes ou dans des cavernes. Aujourd'hui, ils déambulent dans la rue et vont au restaurant.» Ce changement découle du fait que «le régime, les ministres et les fonctionnaires dilapident les fonds alloués à la lutte contre Al-Qaïda, laissant ainsi l'organisation se développer». Washington «finance [l'agence de] sécurité politique et [les forces de] sécurité nationale, [dont les cadres] dépensent l'argent en voyageant ici et là, à Sanaa ou aux États-Unis, avec leurs familles. Les tribus, elles, ne reçoivent que des frappes aériennes». La lutte antiterroriste, ajoute Zabara, «est devenue une forme d'investissement» pour les unités soutenues par la Maison-Blanche. «Si ces forces faisaient leur travail de façon sérieuse, elles perdraient leur financement. Elles ont fait durer le conflit avec Al-Qaïda pour obtenir plus de fonds» des États-Unis.

En janvier 2013, Zabara est assassiné dans la province d'Abyan. On ignore toujours l'identité du meurtrier. En ce même mois, le gouvernement yéménite, maintenant dirigé par Abd Rabbo Mansour Hadi, annonce qu'Al-

Shihri «a succombé aux blessures qu'il a subies lors d'une opération antiterroriste».

*

* *

À l'arrivée au pouvoir d'Obama, Al-Qaïda était indéniablement en train de relancer ses activités au Yémen. L'ampleur de la menace que représentait cette organisation pour les États-Unis ou le régime Saleh à ce moment précis est cependant matière à débat. Pratiquement absente du discours américain sur AQPA et le Yémen est l'évocation de la possibilité que la campagne menée par les États-Unis (assassinats ciblés, tirs de missiles Tomahawk, etc.) produise l'effet inverse de celui attendu, offrant ainsi à l'organisation de bons prétextes pour recruter de nouveaux membres et l'incitant à redoubler de violence. «Ces opérations ne favorisent pas la bonne volonté», juge l'ancien cadre de la CIA Emile Nakhleh. «Elles visent peut-être des militants radicaux ou potentiellement radicaux, mais, hélas […], d'autres personnes sont tuées et d'autres installations, détruites. Au bout du compte, leurs bénéfices ne vont pas de soi. Elles n'empêchent pas nécessairement la radicalisation des recrues potentielles, laquelle, selon moi, constitue l'enjeu principal. Comment peut-on la tuer dans l'œuf? Dans certains cas précis, ces opérations atteignent leurs objectifs, mais je ne crois pas qu'elles contribuent nécessairement à la déradicalisation de certains secteurs de ces sociétés.»

Le colonel Patrick Lang, qui a passé sa carrière à mener des missions tout aussi secrètes que délicates, entre autres au Yémen, juge qu'on a «exagéré» la menace que représente AQPA pour les États-Unis. «En fait, la plupart des Américains considèrent le moindre élément potentiellement mortel pour leur personne, qu'il s'agisse d'un voyage en avion ou d'une promenade sur Park Avenue, comme la menace la plus grave qui soit. Composer avec le danger ne fait pas partie de leur mode de vie. Alors si je demande "Est-ce qu'AQPA représente une menace pour les États-Unis?",

on me répondra par l'affirmative. Ses membres pourraient abattre un avion de ligne, tuer quelques centaines de personnes. Mais l'organisation constitue-t-elle une menace existentielle pour les États-Unis? Bien sûr que non! Aucun de ses militants n'incarne une telle menace pour les États-Unis. Cette histoire nous a rendus fous. Nous avons réagi au danger de manière hystérique.»

*

* *

Tout comme l'Afghanistan et l'Irak ont été des laboratoires où s'est entraînée toute une génération de soldats d'élite, le Yémen illustre un paradigme dont la politique de sécurité nationale américaine restera certainement imprégnée pendant des décennies. C'est l'administration Bush qui a décrété que le monde est un champ de bataille où tout pays est susceptible de faire l'objet d'une campagne d'assassinats ciblés, mais c'est le président Obama qui a marqué d'un sceau bipartite cette perspective, qui risque ainsi de perdurer bien au-delà de son dernier mandat. «C'est loin d'être terminé», croit Lang. «La guerre planétaire contre le terrorisme a acquis sa dynamique propre. Elle se nourrit d'elle-même. L'industrie de la lutte antiterroriste et contre-insurrectionnelle a évolué ainsi, avec ses fondations, ses journalistes, ses auteurs, ses généraux, ses tireurs d'élite... Tout ce beau monde est mû par une force d'inertie phénoménale qui tend à le faire continuer dans la même direction. […] Ça prendrait une décision éclairée de la part des pouvoirs civils, de quelqu'un comme le président, qui dirait: "OK, les gars, le spectacle est terminé."» Mais Obama est loin d'envisager de mettre fin au spectacle.

Chapitre 48

La Maison rose

Washington, Somalie, 2011 — Un mois après le raid contre Ben Laden, le vice-amiral McRaven est toujours la coqueluche de Washington. En juin 2011, il se présente devant le Congrès pour une audience qui doit confirmer sa promotion au grade d'amiral et sa nomination à la tête du SOCOM. Cette promotion permettra au président de lui confier officiellement les rênes du programme d'assassinats ciblés des forces américaines. Lors de l'audience, McRaven est couvert d'éloges par les membres républicains comme démocrates de la commission du Sénat sur les services armés pour son rôle dans la traque de Ben Laden et d'autres opérations. «J'applaudis la façon dont vous et vos collègues des Navy SEAL avez mené ces opérations tout à fait remarquables», déclare le sénateur démocrate Jack Reed. «À mon avis, l'esprit de décision et l'intuition que vous avez démontrés à tous les échelons du conflit, des villages afghans et pakistanais aux cercles plus complexes de Washington, ont fait leurs preuves.» Le républicain John McCain renchérit: «Avant le 2 mai 2011, ce que vous aviez accompli au cours de votre carrière était déjà exceptionnel, mais en dirigeant la mission qui a éliminé Oussama Ben Laden, vos hommes et vous avez réellement marqué l'histoire militaire des États-Unis.»

Le reste de la rencontre révèle le véritable objectif de l'audience: McRaven et ses forces spéciales seraient-ils «prêts à élargir» leurs «opérations à l'échelle mondiale, à tout instant?» demande Reed. McRaven

informe alors les sénateurs du fait que, en raison de l'accroissement spectaculaire de la présence des forces spéciales sur les champs de bataille à l'échelle mondiale, il faudra y investir davantage de ressources et assurer l'entraînement d'une nouvelle génération d'agents. Le vice-amiral évoque ensuite la question des cibles prioritaires de l'heure. «En tant qu'ex-commandant du JSOC, je peux vous dire que le Yémen et la Somalie sont en tête de liste», déclare-t-il. Pour étendre efficacement la portée des «opérations cinétiques» dans ces pays, ajoute-t-il, les États-Unis devront intensifier les attaques de drones ainsi que les opérations de collecte de renseignements, de surveillance et de reconnaissance sur le terrain», car «toute hausse des effectifs doit s'accompagner d'une augmentation proportionnelle des outils à leur disposition».

Au cours du mois qui suit la promotion de McRaven au SOCOM, on peut déjà apercevoir à Mogadiscio un indice impressionnant du déploiement des «outils» évoqués par le nouvel amiral devant le Congrès. Niché dans un coin de l'aéroport international de Mogadiscio, un complexe clôturé ne cesse de s'étendre. Situé en bordure de la côte de l'océan Indien, il évoque une petite communauté résidentielle sécurisée: on y retrouve plus d'une dizaine de bâtiments protégés par de hautes clôtures et flanqués de postes de surveillance qui se dressent aux quatre coins du complexe. Il s'agit en fait d'un nouveau centre de lutte antiterroriste dirigé par la CIA et utilisé par les agents du JSOC. Les Somaliens l'appellent «la Maison rose» en raison de sa couleur, tandis que d'autres la nomment «Guantanamo». Près du complexe ont été érigés huit imposants hangars métalliques, et la CIA y dispose de ses propres avions. Selon des employés de l'aéroport et des sources du renseignement somalien, la construction de la base s'est terminée au début de l'année 2011. Le site est surveillé par des soldats somaliens, mais ce sont les Américains qui en contrôlent l'accès. La CIA y offre un programme de formation antiterroriste destiné aux responsables et aux agents du renseignement somalien, dans l'objectif de bâtir une force

locale capable de mener des opérations de capture et des «missions de combat» contre Al-Chabab.

Dans le cadre de sa campagne antiterroriste en pleine expansion en Somalie, la CIA utilise également la prison secrète aménagée dans le sous-sol du quartier général de l'agence de sécurité nationale somalienne, où sont détenus des membres ou des alliés présumés d'Al-Chabab. Certains prisonniers, tel le prétendu bras droit du chef d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est Saleh Ali Saleh Nabhan, ont été capturés en pleine rue au Kenya et transférés en avion à Mogadiscio. D'autres ont été interpellés à l'atterrissage d'un vol régulier ou dans leur résidence en Somalie et traînés au funeste sous-sol. Bien que cette prison secrète soit officiellement gérée par cette agence, c'est le renseignement américain qui, en plus d'y mener des interrogatoires, rémunère les agents somaliens qui y travaillent. Cette information sur la Maison rose et la prison secrète est corroborée par des agents chevronnés du renseignement somalien, des hauts fonctionnaires du gouvernement fédéral de transition, des ex-détenus de la prison et plusieurs analystes et dirigeants de milices somaliens, dont certains ont travaillé en collaboration avec la CIA ou d'autres intervenants américains. Un responsable américain ayant reconnu l'existence de ces deux sites affirme que, dans le cadre de la lutte des États-Unis contre le terrorisme, «rien n'est plus logique que de collaborer étroitement» avec le gouvernement somalien.

La présence grandissante de la CIA à Mogadiscio s'inscrit dans la stratégie antiterroriste de l'administration Obama, qui accorde une attention particulière à la Somalie, où elle mise sur des frappes ciblées menées par le JSOC, des attaques de drones et l'intensification des opérations de surveillance. Les agents américains «sont ici à temps plein», affirme un responsable du renseignement somalien. Parfois, précise-t-il, on compte jusqu'à une trentaine d'agents à Mogadiscio, bien que ceux qui collaborent avec l'agence de sécurité nationale ne mènent pas d'opérations sur le terrain, se limitant à conseiller et à former des agents somaliens. «C'est très

délicat. Ils veulent nous aider, mais le contexte ne leur permet pas de [le] faire comme bon leur semble. Ils ne contrôlent pas la situation politique ni la sécurité», ajoute-t-il. «Ils ont moins de prise qu'en Afghanistan et en Irak. En Somalie, le contexte change sans cesse, tout comme les acteurs politiques.»

Selon des sources somaliennes bien informées, la CIA se montre réticente à traiter directement avec les dirigeants politiques somaliens, qui, en dépit du soutien populaire dont ils jouissent, sont perçus par les Américains comme corrompus et indignes de confiance. Ces derniers préfèrent verser directement un salaire aux agents du renseignement somalien. Selon les sources somaliennes, les agents se disputent ces postes rémunérés 200 dollars par mois, alors que le revenu annuel moyen en Somalie est d'environ 600 dollars. «Leur appui financier est considérable», affirme un officier du renseignement somalien. «Ce sont de loin nos plus grands [bailleurs de fonds].»

Le président de la Somalie exerce-t-il un minimum d'autorité sur ses forces antiterroristes? Est-il même tenu au courant de toutes leurs opérations? Cela reste difficile à déterminer. Tant le personnel de la CIA que les autres agents du renseignement américain «ne cherchent pas à établir le contact avec le gouvernement somalien, ce qui en dit long sur leurs intentions», affirme Abdirahman Ali, dit «Aynte», analyste somalien qui s'est intéressé à Al-Chabab et dispose d'excellentes sources au sein de l'administration fédérale. «C'est la CIA qui semble essentiellement à la tête des opérations, appliquant la politique étrangère des États-Unis à l'échelle du pays, alors que cela aurait dû incomber au personnel du département d'État.» Selon de hauts responsables somaliens, la CIA semble tenir les rênes du programme antiterroriste à Mogadiscio, mais d'autres agents du renseignement militaire interviennent à l'occasion. S'agit-il de membres du JSOC ou de la DIA? «Nous l'ignorons. Ils ne le précisent pas», répond un officier du renseignement somalien.

Tandis que la CIA s'active à monter une équipe d'agents de renseignements somaliens, le Congrès américain demande à Leon Panetta, directeur de l'agence, de résumer les progrès accomplis dans la lutte contre Al-Qaïda et ses alliés au Yémen, en Somalie et en Afrique du Nord. «Notre approche consiste à intervenir dans les régions où se trouvent des agents d'Al-Qaïda et à pourchasser ces derniers de façon à ce qu'ils ne puissent nous échapper», explique-t-il. «C'est ce que nous faisons au Yémen. La situation y est périlleuse et précaire, mais nous continuons à collaborer avec les forces locales pour tenter de combattre le terrorisme. Nous travaillons également de concert avec le JSOC. Cela vaut aussi pour la Somalie.»

Au sujet du service de renseignement orchestré par la CIA en Somalie, un haut fonctionnaire somalien va jusqu'à déclarer au *New York Times* qu'il est en voie de devenir «un État dans l'État», et que «personne, pas même le président, n'est au courant des activités de l'agence de sécurité nationale». «Les Américains sont en train d'engendrer un monstre», conclut-il.

Selon d'anciens prisonniers, la prison secrète de l'agence somalienne, surveillée par des gardiens autochtones, consiste en un long couloir bordé de petites cellules crasseuses, infestées de punaises et de moustiques. Un détenu précise que, à son arrivée en février 2011, il y a aperçu deux Blancs portant des bottes d'armée, des pantalons de combat, des t-shirts gris et des lunettes de soleil. D'autres racontent que les cellules sont privées de fenêtres et que l'air y est lourd, humide et nauséabond. On ne permet pas aux détenus de sortir. Nombreux sont ceux qui développent des irritations cutanées et se grattent constamment. Certains restent prisonniers pendant un an ou plus sans qu'aucune accusation ne soit portée contre eux, et sans pouvoir prendre contact avec un avocat ou leur famille. Un ancien captif rapporte que ceux qui sont détenus depuis longtemps ne cessent de tourner en rond, alors que d'autres restent appuyés contre les murs, se balançant sur place.

Un journaliste somalien qui a été arrêté à Mogadiscio après avoir filmé une opération militaire secrète raconte avoir été conduit à la prison et

enfermé dans une cellule souterraine sans fenêtre. Parmi les autres personnes incarcérées au même moment se trouvait un citoyen d'un pays occidental. D'autres détenus lui ont confié qu'ils avaient été arrêtés à Nairobi et emmenés à bord d'un petit avion à Mogadiscio, où ils ont été remis au renseignement somalien.

Toujours selon le même responsable du renseignement somalien, ainsi que d'anciens prisonniers, certains détenus sont interrogés par des agents américains ou français. «Notre objectif consiste à accommoder nos partenaires afin d'obtenir davantage d'eux, comme dans toute relation», explique l'officier somalien. Les forces américaines, précise-t-il, agissent unilatéralement dans le pays, mais on retrouve des agents du renseignement français à la base de l'AMISON installée à proximité de l'aéroport. Selon des employés du renseignement somalien, il arrive que les agents français interceptent des voyageurs pour leur faire subir un interrogatoire. Parfois, comme le rapporte l'analyste Aynte, «une agence de renseignement des États-Unis ou d'ailleurs informe le renseignement somalien que des suspects, des personnes qui ont été en contact avec les dirigeants d'Al-Chabab, se dirigent vers Mogadiscio dans un avion [de ligne], et lui demande de les arrêter à l'aéroport et de les interroger».

La prison secrète de l'agence de sécurité nationale somalienne se trouve dans le bâtiment qu'occupait auparavant le tristement célèbre service de sécurité nationale du régime militaire de Mohamed Siad Barre, qui a régné sur la Somalie de 1969 à 1991. Un ancien prisonnier affirme même avoir aperçu une vieille enseigne du service à l'extérieur du bâtiment. Au cours de la dictature de Barre, ce site de détention et d'interrogatoire bien connu, situé derrière le palais présidentiel de Mogadiscio, était un élément central de l'appareil de répression de l'État. On l'appelait alors «Godka», qui signifie «le Trou».

«Le bunker est toujours là, et l'agence de renseignement y mène ses interrogatoires. […] Quand la CIA et d'autres services de renseignement en poste à Mogadiscio veulent le faire à leur tour, ils ont le champ libre»,

rapporte Aynte. Les agents somaliens «commencent l'interrogatoire», que poursuivent «les Américains et les Français». Au dire d'un haut fonctionnaire américain, ces «séances d'information» menées par des agents américains auprès des prisonniers «n'ont eu lieu qu'à de rares occasions», et toujours en compagnie d'agents somaliens.

Le 22 janvier 2009, dans un coup d'éclat où il semble remplir sa promesse électorale d'éliminer les sinistres prisons secrètes de la CIA instaurées sous l'administration Bush, Obama signe le décret n° 13 491, qui stipule que «la CIA doit fermer aussi rapidement que possible tout site de détention sous sa supervision et s'abstenir d'employer de telles installations à l'avenir.» Aux yeux des défenseurs des droits de la personne, toutefois, le recours à la prison souterraine de l'agence de sécurité nationale constitue une violation détournée de ce décret. Après la parution d'un rapport sur cet établissement dans le *Nation,* ainsi que d'un article de Jeffrey Gettleman à ce sujet dans le *New York Times,* une coalition de groupes de défense des droits de la personne fait parvenir une lettre au président Obama. Ces articles, déclarent ses auteurs, «soulèvent une importante question, à savoir si les États-Unis respectent réellement les normes internationales en matière de droits de la personne relativement au non-refoulement, à la détention arbitraire et au traitement inhumain». Évoquant ensuite la promulgation du décret n° 13 491, les membres de la coalition pressent Obama de revoir son approche: «Vous vous êtes engagé à vous assurer que les opérations antiterroristes se dérouleraient dans le respect des droits de la personne et de du droit international. Nous vous demandons de réitérer cet engagement en révélant le plus possible le véritable rôle des États-Unis dans les détentions à l'étranger, les interrogatoires et les transfèrements associés à cette prison de Somalie, de façon à favoriser l'émergence d'un débat public visant à déterminer si de telles opérations sont conformes à la loi.»

Après la deuxième année de l'administration Obama à la tête du pays, et malgré ses beaux discours des débuts sur la nécessité de concilier liberté et sécurité, il saute aux yeux que la sécurité nationale l'emporte sur les

libertés civiles à la Maison-Blanche. Bien que certains abus de l'ère Bush aient été corrigés, le programme de capture et d'assassinat du gouvernement américain est en pleine expansion, soulevant encore son lot de questions. À quel point cette approche accroît-elle réellement la sécurité des États-Unis? Aura-t-elle pour résultat de réduire ou d'accroître le terrorisme? Les mesures antiterroristes adoptées par la Maison-Blanche, dont les attaques de drones, les assassinats et les transfèrements, favoriseront-elles le recrutement de nouveaux membres et partisans par des groupes comme Al-Chabab, AQPA et les talibans?

*

* *

En Somalie, au début de l'année 2011, Al-Chabab contrôle fermement une plus grande portion du pays que le gouvernement fédéral de transition, pourtant soutenu par des milliers de soldats de l'Union africaine entraînés, armés et financés par les États-Unis. À Mogadiscio, malgré l'augmentation du soutien logistique américain, les troupes de l'AMISON sont largement confinées à leurs bases. Plutôt que de s'en prendre exclusivement aux insurgés, elles bombardent régulièrement les quartiers de la capitale contrôlés par Al-Chabab, bondés de civils. Le JSOC parvient à éliminer certains commandants de l'organisation, mais le nombre effarant de civils tués par les forces de l'AMISON incite certains chefs tribaux à prêter allégeance à Al-Chabab. Le gouvernement somalien, pour sa part, continue d'être perçu comme faible, illégitime ou pire encore.

«Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des membres du gouvernement sont des êtres corrompus, immoraux et malhonnêtes, sélectionnés par la communauté internationale», affirme Mohamed Farah Siad, un homme d'affaires de Mogadiscio. Propriétaire de son entreprise depuis 1967, Siad se plaint d'avoir à offrir des pots-de-vin et de se faire voler par les membres du gouvernement, qui s'en prennent aussi aux autres importateurs. «À mon avis, on choisit les pires. Plus vous êtes criminel ou toxicomane, plus vous

avez de chances de faire partie du parlement somalien.» Le gouvernement, ajoute-t-il, ne fait que «voler les gens». L'homme d'affaires, qui condamne Al-Chabab et Al-Qaïda avec la même virulence, juge Al-Chabab bien mieux organisé que le gouvernement somalien. Si l'AMISON retire ses troupes, croit-il, c'est ce groupe qui prendra le pouvoir. «Immédiatement, en l'espace d'une demi-heure!» s'exclame-t-il. «Et même moins d'une demi-heure.» Les Somaliens, poursuit Siad, «doivent choisir entre un gouvernement composé de "voleurs" et les criminels d'Al-Chabab». «Nous voilà orphelins», conclut-il.

Al-Chabab contrôle «environ la moitié de la Somalie, un territoire dont la superficie équivaut à celle du Texas et qui inclut une partie de Mogadiscio», estime Aynte. De toute évidence, si le gouvernement somalien ne réussit pas à mettre en place des forces policières et militaires capables de stabiliser ne serait-ce que la capitale, l'emprise d'Al-Chabab continuera de s'accroître. Chaque nouvel attentat suicide démontre la vulnérabilité du gouvernement, et chaque obus qui tue des civils indique que l'administration Charif et l'Union africaine soutenue par les États-Unis ne servent pas les intérêts de la population.

Dans un contexte où la plupart des Somaliens sont coincés entre un gouvernement qu'ils méprisent et des extrémistes islamistes qui les terrorisent, l'administration Obama dévoile la nouvelle politique «à deux volets» qu'elle entend déployer en Somalie. Il s'agit en fait d'intervenir simultanément auprès du «gouvernement central» à Mogadiscio et des acteurs régionaux et tribaux. «Cette politique à deux volets ne fait que recycler l'ancienne (et infructueuse) approche de l'administration Bush», fait observer l'analyste somalien Afyare Abdi Elmi. «Elle exacerbe les rivalités tribales, mine les initiatives participatives et démocratiques, et, surtout, crée un contexte propice au chaos organisé et au règne des seigneurs de guerre dans le pays.»

La stratégie bidimensionnelle de l'administration Obama encourage les gouvernements régionaux autoproclamés, fondés sur les divisions tribales, à

chercher reconnaissance et soutien auprès des États-Unis. «Chaque semaine, de nouvelles administrations locales émergent», déclare Aynte. «La plupart d'entre elles ne contrôlent rien, mais les gens continuent de former des cellules locales dans l'espoir que la CIA installera un avant-poste dans leur petit village.»

Vers le milieu de l'année 2011, le *New York Times* rapporte que, «selon de hauts fonctionnaires, des débats ont cours sur la validité, pour les États-Unis, de l'approche stratégique qui consiste à entraîner en secret des milices et à lancer des frappes de drones pour combattre Al-Chabab. Au cours de la dernière année, selon un responsable américain, l'ambassade des États-Unis à Nairobi est devenue une véritable ruche bourdonnant de militaires et d'agents du renseignement avides d'intensifier les opérations en Somalie».

Bien que les États-Unis multiplient les attaques contre Al-Chabab, tant dans leur discours que sur le terrain, leurs victoires sont surtout confinées aux régions rurales du pays. Dans la capitale somalienne, les forces antiterroristes entraînées et financées par la CIA n'obtiennent que de piètres résultats. À l'été 2011, un cadre du renseignement somalien affirme que, «jusqu'à maintenant, elles n'ont pas changé grand-chose». À son avis, ni les forces américaines ni les forces somaliennes n'ont mené une seule mission réussie dans le territoire contrôlé par Al-Chabab à Mogadiscio. Fin 2010, selon la même source, les agents somaliens formés par les Américains ont lancé dans cette zone une opération qui s'est avérée désastreuse et a entraîné la mort de plusieurs agents. «C'était une tentative désordonnée», raconte le haut fonctionnaire. Le 3 février 2011, Al-Chabab diffuse sur la chaîne de télévision Al-Kataib l'exécution d'un individu accusé d'avoir agi comme informateur auprès de la CIA.

Tandis que la CIA déploie en Somalie sa nouvelle stratégie aux résultats plus que douteux, les États-Unis s'efforcent de combattre Al-Chabab principalement en continuant à soutenir les troupes de l'AMISON, dont la précision est loin d'être chirurgicale. Si l'Union africaine publie régulièrement des communiqués de presse où elle claironne ses victoires

contre Al-Chabab ainsi que l'étendue du territoire reconquis, la réalité est beaucoup plus complexe.

Dans certaines zones «reconquises» par l'AMISON en 2011, on peut observer tout un réseau de tunnels souterrains employés par les combattants d'Al-Chabab pour se déplacer d'un bâtiment à l'autre. Selon certains témoignages, ces tunnels peuvent s'étendre sur plusieurs kilomètres. De la nourriture, des couvertures et des munitions sont réparties près des postes stratégiques utilisés par les tireurs d'Al-Chabab, protégés par des sacs de sable. Quand l'AMISON «nettoie» ces zones souterraines occupées par les insurgés, les résidants des demeures situées au-dessus subissent le même traitement. Par exemple, dans le secteur du marché de Bakaara, fréquemment bombardé par les troupes de l'AMISON à partir de leur base située près de l'aéroport, des quartiers complets ont été complètement abandonnés. Il n'y reste que des animaux errant parmi les décombres, mâchouillant des débris. À certains endroits, on aperçoit des cadavres ensevelis à la hâte dans une tranchée, à peine recouverts de terre, ou gisant près d'un nouveau poste de contrôle du gouvernement.

Dans une série d'interviews menées à Mogadiscio, plusieurs dirigeants du pays jouissant d'une notoriété internationale, dont le président Charif, réclament du gouvernement américain une augmentation importante et rapide de l'aide accordée à l'armée somalienne, tant sur le plan de l'entraînement que de l'équipement et des armes. En l'absence d'institutions civiles durables, affirment-ils, la Somalie demeurera vulnérable aux groupes terroristes qui risquent de déstabiliser encore davantage non seulement le pays mais l'ensemble de la région. «À mon avis, les États-Unis devraient aider les Somaliens à instaurer un gouvernement capable de protéger la population», soutient Charif. Les dirigeants américains, cependant, ne font guère confiance au président Charif et à son équipe, non sans raison. «Si le [gouvernement somalien] faisait autre chose que d'empocher tout l'argent qu'on lui donne, il disposerait de beaucoup plus de ressources qu'Al-Chabab», affirme Ken

Menkhaus, spécialiste de la Somalie à l'université Davidson. Selon le Groupe de contrôle de l'ONU sur la Somalie, les armes et les munitions fournies au gouvernement somalien «et aux milices alliées» sont de plus en plus souvent écoulées sur le marché noir, aboutissant entre les mains d'Al-Chabab. L'ONU estime que «le gouvernement et les forces qui le soutiennent revendent entre un tiers et la moitié de leurs munitions» en contrebande.

Pour combattre Al-Chabab, toutefois, les États-Unis ne misent pas uniquement sur le gouvernement somalien. Leur double stratégie leur permet d'intervenir tant sur la scène officielle, entre autres par l'octroi d'aide financière, que par le truchement d'opérations secrètes. D'une part, la CIA assure la formation, la rémunération et à l'occasion la supervision d'agents du renseignement somalien sur lesquels le gouvernement n'a pas beaucoup d'emprise, tandis que le JSOC effectue ses propres frappes à l'insu du gouvernement. D'autre part, le Pentagone accroît son soutien logistique aux opérations antiterroristes dirigées par les forces militaires africaines non somaliennes de l'AMISON.

En 2011, on voit aussi s'imposer sur la scène somalienne un personnage qui exerce une grande influence sur le territoire contrôlé par sa milice. Il s'agit d'Indha Adde, qui a déjà été ministre de la Défense de l'UTI et allié d'Al-Chabab. Entre-temps, il est devenu le général Yusuf Mohamed Siad, haut gradé de l'armée somalienne, comme le prouvent les trois étoiles qui brillent à l'épaulette de son uniforme. Tandis que les États-Unis et d'autres puissances occidentales assurent l'entraînement, l'équipement et l'armement des troupes ougandaises et burundaises sous l'égide de l'AMISON à coups de centaines de millions de dollars, le gouvernement somalien peine à rémunérer ses propres troupes. L'armée somalienne, sous-financée et sous-équipée, n'offre qu'un maigre salaire à ses soldats, qui font d'ailleurs preuve d'une plus grande loyauté envers leurs clans qu'à l'égard du gouvernement fédéral. C'est dans ce contexte qu'émerge le concept de milice mercenaire, dont celle d'Indha Adde offre un bel exemple.

Bien que Washington fasse des pieds et des mains pour masquer son appui aux milices des seigneurs de guerre somaliens, tout le monde soupçonne à Mogadiscio que les alliés des États-Unis, nommément l'Éthiopie, le Kenya et l'AMISON, concluent avec les chefs de guerre des ententes semblables à celles qu'avait établies la CIA avec l'Alliance pour le rétablissement de la paix et la lutte contre le terrorisme au début des années 2000.

Pendant que les États-Unis se concentrent sur leurs propres opérations cinétiques, le gouvernement somalien et l'AMISON font appel à des personnages pour le moins douteux pour atteindre un double objectif: mettre sur pied, de façon indépendante, une institution ressemblant de près ou de loin à une armée nationale et, comme l'ont fait les États-Unis avec leurs «milices de l'éveil» (*sahwa*) dans les territoires sunnites de l'Irak en 2006, acheter l'appui stratégique d'anciens alliés de l'ennemi actuel. C'est ainsi qu'Indha Adde se voit décerner un grade militaire, bien qu'il n'ait jamais servi au sein d'une armée officielle, tandis que d'autres se voient confier des ministères en échange de la participation de leurs milices à la lutte contre Al-Chabab. Plusieurs de ces élus sont d'anciens alliés d'Al-Qaïda ou d'Al-Chabab, et bon nombre ont combattu l'invasion éthiopienne soutenue par les États-Unis ou l'offensive américaine de 1993 contre les milices de différents clans somaliens, qui a connu son apogée avec la bataille de Mogadiscio. D'autres miliciens ne sont que de simples pions entre les mains des gouvernements éthiopien ou kenyan, tous deux fortement soutenus par Washington. En 2011, Indha Adde est devenu une sorte de créature hybride: un seigneur de guerre islamiste qui adhère à la charia, reçoit de l'argent et des armes de l'AMISON et joue au copain-copain avec la CIA.

À la tête d'une des plus imposantes milices du pays, Indha Adde contrôle l'accès à de larges secteurs de Mogadiscio et dispose de meilleures ressources techniques que tout autre seigneur de guerre actif dans la capitale. Son mécanicien en chef, qui a conçu des camions armés spéciaux à

l'intention de ses forces (et rassemble de façon frappante à l'acteur Mister T.), a la réputation d'être le meilleur de sa spécialité à Mogadiscio. Fier de son insigne de général et bénéficiant d'un arrivage constant d'armes modernes, Indha Adde est plus puissant — et plus respectable, du moins à ses yeux — que jamais.

La milice d'Indha Adde combat Al-Chabab sur plusieurs fronts. Quelques mois auparavant, le garde du corps d'Indha Adde a été abattu d'une balle en plein front en cherchant à protéger son chef des tirs des combattants d'Al-Chabab. Selon des témoins, Indha Adde a balancé le corps de l'homme sur son épaule et l'a porté à l'abri, puis a saisi une arme automatique et ouvert le feu sur ceux qui l'avaient tué. «Une nuit, j'ai vidé 120 cartouches d'AK-47, 4 magasins et 250 balles de mitrailleuse. Je suis toujours le premier tireur au front», raconte-t-il en traversant les décombres d'un quartier que contrôlait Al-Chabab et que ses hommes viennent de reconquérir. Contrairement aux soldats de l'AMISON, Indha Adde ne porte pas de gilet pare-balles et s'arrête régulièrement pour recevoir un appel sur son téléphone portable mains libres. «Le rôle d'un général est multiple. Dans une guerre conventionnelle, bien financée, le général lance ses ordres en restant à l'écart», explique-t-il. «Mais dans une guérilla comme la nôtre, le général doit rester au front pour stimuler le moral des troupes.»

Dans un secteur en périphérie du marché de Bakaara, Indha Adde s'arrête devant une tranchée où gît un cadavre à demi enseveli. Un de ses hommes explique qu'il s'agit là du corps d'un étranger qui a combattu dans les rangs d'Al-Chabab. «Nous essayons parfois de les capturer vivants, et nous enterrons leurs morts», poursuit Indha Adde de sa voix sourde et rocailleuse. «Nous les traitons avec respect s'ils sont somaliens, mais lorsque nous capturons un combattant étranger, nous l'exécutons pour que les autres voient que nous sommes sans pitié.»

Pourquoi Indha Adde s'est-il rangé aux côtés des États-Unis pour combattre ses anciens alliés d'Al-Chabab? La réponse fuse aussitôt, telle une leçon apprise par cœur: «Des terroristes étrangers ont envahi notre pays

et se sont mis à massacrer les Somaliens. Ils ont tué nos pères, violé nos femmes et saccagé nos demeures. C'est mon devoir de défendre mon peuple, mon pays et ma religion. Je dois libérer mes compatriotes ou mourir.» Ce n'est pas lui qui a changé, mais l'attitude des militants d'Al-Qaïda et d'Al-Chabab, soutient le nouveau général. «Les terroristes interprètent mal l'islam», ajoute-t-il. «Si j'avais su à l'époque ce que j'ai appris depuis — que les types que je cherchais à protéger étaient des terroristes —, je les aurais rendus gratuitement à la CIA.»

*

* *

L'une des forces les plus puissantes à s'imposer en Somalie parmi les milices qui s'allient au gouvernement pour combattre Al-Chabab est une organisation paramilitaire soufie, Ahle Sunnat Wal Jamaat (ASWJ). Fondée dans les années 1990, elle visait à l'origine à promouvoir les études soufies et le travail communautaire. ASWJ ne se présente pas comme une force militante, mais comme une organisation modérée visant à atténuer l'empiètement du wahhabisme en Somalie. S'étant donné la mission de «prêcher un message de paix et de délégitimer les croyances et la plateforme» politique des «mouvements extrémistes», elle dirige des madrasas et encourage la mémorisation du Coran. Les services religieux d'ASWJ, où la psalmodie en chœur occupe une place importante, évoquent davantage un office évangélique du dimanche que les traditionnelles prières du vendredi récitées dans les mosquées du monde entier.

En 2008, Al-Chabab commence à s'en prendre aux dirigeants d'ASWJ, à coup d'assassinats et de violations de sépultures. Aux yeux d'Al-Chabab, l'organisation soufie constitue une secte coupable d'hérésie par ses rites mortuaires et sa tendance à la glossolalie. À la suite de houleux débats, les membres d'ASWJ décident de former une milice qui prendra les armes contre Al-Chabab. Au départ, ses troupes composées de combattants indisciplinés et d'érudits religieux ne sont guère menaçantes. Puis,

graduellement, l'Éthiopie se met à leur fournir des armes, un soutien financier, de l'entraînement et même, plus tard, des combattants. Au début de l'année 2010, ASWJ s'affirme comme force alliée à l'Éthiopie, et donc aux États-Unis. En mars 2010, bien que cette décision ait d'abord soulevé une vive controverse parmi ses membres, ASWJ signe une entente officielle de coopération avec le gouvernement somalien.

L'un des acteurs qui profitent le plus du nouveau statut d'ASWJ en tant que milice paramilitaire est Abdulkadir Moalin Noor, que l'on appelle «le Calife», ou simplement «le Successeur». Son père, un homme de foi révéré, est décédé en 2009 à l'âge de 91 ans, après avoir passé le flambeau de chef spirituel du mouvement à son fils. Noor a étudié à Londres, d'où il a géré les investissements de sa famille à l'étranger. À la mort de son père, il renonce à la sécurité et au confort pour rentrer à Mogadiscio, où on lui décerne le titre de ministre d'État à la présidence. Toutefois, Noor a développé le goût du luxe en Occident, et se promène à Mogadiscio dans une camionnette blindée aux sièges recouverts de peaux d'animaux. Il a fait installer un réseau internet sans fil dans un camp rural d'ASWJ qui ne dispose même pas d'eau courante, trimballe son Coran dans un iPad flambant neuf et consulte les courriels en provenance du ministre éthiopien des Affaires étrangères sur son iPhone blanc dernier cri.

Si Noor, qui rencontre régulièrement des hauts fonctionnaires et des responsables du renseignement occidentaux, refuse de révéler la provenance exacte du financement étranger que reçoit ASWJ, il précise néanmoins que les États-Unis sont l'allié «numéro un» de la Somalie. «Je suis venu ici les remercier pour leur contribution à notre lutte contre le terrorisme», explique-t-il. S'agit-il d'une aide militaire? «Je préfère taire certains détails», répond-il. «Mais ils s'impliquent énormément. Ils collaborent avec notre service de renseignement, entre autres pour ce qui est de la formation, ainsi qu'avec notre personnel militaire. Ils emploient ici des forces spécialement entraînées pour combattre Al-Chabab. Je ne veux pas trop en dire, mais je sais qu'ils font du bon boulot. […] Et, par la grâce d'Allah, nous espérons que toute cette pagaille prendra fin bientôt.»

Dès le milieu de l'année 2011, la milice d'ASWJ se classe parmi les forces qui combattent le plus efficacement Al-Chabab à l'extérieur de Mogadiscio, reconquérant du territoire dans la région de Mudug et plusieurs autres bastions d'Al-Chabab en Somalie. À l'instar de la plupart des groupes paramilitaires qui s'imposent en Somalie, toutefois, elle tire aussi sa force d'alliances secrètes.

Selon le Groupe de contrôle de l'ONU sur la Somalie, certaines unités d'ASWJ «semblent s'être alliées aux États voisins plutôt qu'aux autorités émergentes locales». ASWJ est également soutenue par une firme de sécurité privée du nom de Southern Ace, enregistrée à Hong Kong en 2007 et dirigée par un Sud-Africain blanc du nom d'Edgar van Tonder. Selon l'ONU, cette société a commis «des violations flagrantes de l'embargo sur les armes» décrété pour la Somalie, rapporte l'ONU, et «a commencé à explorer les possibilités de trafic d'armes et établi des cultures expérimentales destinées à la production de stupéfiants, dont la marijuana, la cocaïne et l'opium».

Entre avril 2009 et le début de l'année 2011, toujours selon l'ONU, «Southern Ace et ses associés locaux ont recruté et dirigé une milice bien équipée de 220 combattants […], supervisée par une douzaine de Zimbabwéens et 3 Occidentaux, au coût estimé d'un million de dollars en salaires et au moins 150 000 dollars en armes et munitions. Résultat: une force parmi les plus puissantes […] capable de changer le rapport de force dans la région».

Southern Ace entreprend de se procurer des armes sur le marché somalien, dont un grand nombre de kalachnikovs, des mitrailleuses, des lance-grenades et un canon antiaérien ZU-23 avec 2 000 cartouches de munitions. Les achats de la firme sont «si importants» que les fonctionnaires locaux «font état d'une hausse non négligeable du prix des munitions, ainsi que d'une pénurie de munitions pour ZU-23». Certaines de ces armes sont fixées sur des véhicules tout-terrain ou des camions.

Southern Ace importe également en Somalie des «uniformes militaires philippins et des gilets pare-balles», peut-on lire dans un rapport de l'ONU.

Soutenue par l'Éthiopie et par la firme Southern Ace, ASWJ mène une série d'assauts importants contre Al-Chabab, enfreignant ainsi, selon l'ONU, l'embargo sur les armes imposé à la Somalie. De toute évidence, l'Éthiopie et les États-Unis voient en ASWJ un précieux contrepoids à la rhétorique d'Al-Chabab et d'Al-Qaïda. Il n'en reste pas moins qu'en trois ans, ils transformeront une entité aux fondements pacifistes en l'un des plus puissants groupes armés de Somalie. «Dans une certaine mesure, le recours à des intermédiaires somaliens par les gouvernements étrangers ouvre la voie au règne des seigneurs de guerre, comme celui qui a prévalu dans les années 1990 et au début des années 2000», conclut-on sobrement dans un rapport de l'ONU. De telles pratiques, ajoute-t-on, «ont déjà démontré leur inefficacité».

*

* *

Southern Ace n'est toutefois pas la seule firme mercenaire qui interviendra en Somalie. Quand il s'agit de faire la guerre, en effet, les États-Unis ont bien du mal à se passer des services d'Erik Prince, fondateur de la société Blackwater. Bien que ses activités, nimbées d'un halo de crimes et de scandales, aient été étroitement associées aux néoconservateurs de l'ère Bush, Blackwater continue sous Obama de jouer un rôle crucial dans les opérations de la CIA à l'étranger. Tandis que la firme fait l'objet d'enquêtes approfondies et que des accusations de conspiration et de trafic d'armes sont portées contre ses cadres, Prince quitte les États-Unis en 2010 pour aller s'installer à Abou Dabi, dans les Émirats arabes unis, un paradis du mercenariat et de l'industrie de la guerre en général. Prince a déjà tissé des liens étroits avec la royauté, notamment avec le prince héritier d'Abou Dabi. Il affirme avoir choisi cet endroit en raison de «son emplacement stratégique au cœur du Moyen-Orient et de ses aspects pratiques», ajoutant

qu'on y trouve «un climat d'affaires convivial, pratiquement exempt d'impôts, propice au libre-échange et sans trop de juristes ni de syndicats. Le contexte y est favorable aux affaires, et les possibilités y sont multiples».

À partir de sa ville d'adoption des Émirats arabes unis, Prince poursuit ses activités de mercenaire. Il a quitté les États-Unis, explique-t-il, pour «empêcher que ces chacals me prennent mon argent», ajoutant qu'il souhaitait explorer de nouvelles occasions d'affaires dans le «domaine de l'énergie». En 2010, quelques jours avant Noël, Prince atterrit à l'aéroport international de Mogadiscio à bord d'un avion privé. Selon le témoignage d'un haut fonctionnaire occidental, il y est accueilli dans le salon des VIP, où il communique à ses hôtes, dont l'identité n'a pas été révélée, le désir de Blackwater de jouer un rôle actif en Somalie.

Chez Prince, l'idée de mettre sur pied une force antipiraterie privée qui pourrait être déployée le long de la côte somalienne ne date pas d'hier. Déjà, en 2006, il s'est porté acquéreur d'un navire de 56 mètres, le *McArthur,* qu'il a transformé en véritable base pouvant accueillir des hélicoptères Little Bird, des embarcations gonflables, 35 soldats et une mitrailleuse de calibre 50 mm. Fin 2008, il était déjà en pourparlers avec plus d'une dizaine de firmes de transport maritime auxquelles il offrait de protéger leur flotte dans le secteur de la Corne de l'Afrique et du golfe d'Aden. «Nous pourrions faire la chasse aux bateaux de pirates de façon beaucoup plus économique que la marine américaine, qui emploie des navires de guerre qui valent entre un milliard et un milliard et demi de dollars», explique Prince. L'Union européenne, ajoute-t-il, «tente, avec 24 navires, de contrer les pirates somaliens sur 5 millions de kilomètres carrés dans l'océan Indien. Cela équivaut à plus de 200 kilomètres carrés par navire. C'est là un calcul totalement irréaliste».

Prince propose que sa force intervienne à la façon des corsaires employés durant la révolution américaine. Il s'agissait là de «navires privés, dotés d'un équipage privé commandé par un capitaine privé, qui recevaient un permis de chasse nommé "lettre de marque". En fait, cela était même

permis par la Constitution», a déclaré Prince peu avant son départ pour les Émirats arabes unis. «Ils étaient autorisés à traquer les navires de fret de l'ennemi et s'acquittaient très bien de cette mission. Le général Washington lui-même a eu recours à de tels corsaires.»

Chose certaine, les pirates se font effectivement de plus en plus actifs le long de la côte somalienne. En 2010, la fréquence de leurs attaques continue à s'intensifier: de septembre 2010 à janvier 2011, le nombre d'otages détenus par des pirates passe de 250 à 770. Ces hors-la-loi de la mer réquisitionnent d'imposants navires pour mener des assauts de plus en plus ambitieux et réclamer des rançons de plus en plus exorbitantes.

En janvier 2011, une unité américaine chargée d'une opération antipiraterie terrestre capture trois jeunes Somaliens qu'elle interroge à bord d'un navire. Peu après, le commandant des forces navales du CENTCOM, le vice-amiral Mark Fox, fait pression pour que les États-Unis intègrent des mesures antiterroristes à leur lutte contre les pirates somaliens. Invoquant la sophistication croissante de la technologie utilisée par les pirates ainsi que leurs liens avec Al-Chabab, Fox propose de s'attaquer à la source du problème, sur terre plutôt qu'en mer. «Al-Chabab est très impliqué dans les camps d'entraînement et ce genre de choses en Somalie», déclare-t-il. «Tout cela alimente la piraterie. À mon avis, la lutte contre les pirates doit faire partie intégrante de la campagne antiterroriste.»

Fox exagère peut-être l'ampleur des liens entre les pirates et Al-Chabab, qui, selon plusieurs témoignages, aurait plutôt tendance à les exploiter qu'à collaborer avec eux. Néanmoins, en Somalie, la piraterie constitue un fléau qui ne cesse de prendre de l'expansion.

Le 16 février 2011, Abduwali Muse, le seul pirate rescapé de l'abordage du *Maersk Alabama,* est condamné à 33 ans de prison. Deux jours plus tard, un appel au secours est lancé à partir d'un yacht privé, le *Quest,* propriété des Californiens Jean et Scott Adam. Ces derniers ont été capturés, en même temps que leurs deux compagnons de Seattle, Phyllis Macay et Robert Riggle, près de 450 kilomètres au large de la côte du golfe d'Oman.

Peu après cette annonce, les États-Unis lancent une flottille de navires provenant de leur cinquième flotte à la recherche du yacht porté disparu, aidés par des hélicoptères et des drones de surveillance. L'équipe de sauvetage retrouve le *Quest* dans les eaux internationales, entre l'extrémité nord du Puntland et l'île de Socotra, au Yémen.

Le lendemain, le président Obama autorise le recours à la force létale. Cette fois, cependant, l'opération tournera au désastre.

Une bande inhabituellement nombreuse de 19 pirates a pris d'assaut le yacht, ce qui empêche les Américains de répéter l'exploit réussi lors de l'incident de l'*Alabama,* soit «3 coups, 3 pirates morts». L'impasse persiste jusqu'à ce que deux pirates acceptent de traiter avec le FBI à bord d'un des navires américains. Les pourparlers n'aboutissent pas, et les agents du FBI gardent les pirates en détention. Le lendemain matin, une grenade propulsée par fusée est lancée sur un des navires américains, et les pirates ouvrent le feu. Deux d'entre eux sont tués. Les forces américaines se mettent alors en branle: 2 bateaux à moteur conduisent 15 Navy SEAL qui prennent d'assaut le yacht, où s'ensuit un intense corps à corps. Deux autres pirates sont tués, l'un par balle et l'autre poignardé. Pour les otages, il est déjà trop tard. Deux ont déjà rendu l'âme, et les deux autres ont subi des blessures mortelles par balle. On ignore s'ils ont été abattus ou ont été victimes d'une balle perdue.

Lors d'une conférence de presse téléphonique, l'amiral Fox affirme que les otages ont été exécutés avant l'abordage et la violente offensive américaine. Cependant, selon un correspondant de la BBC qui les a interrogés, les pirates reconnaissent les avoir tués, mais seulement après l'élimination de deux de leurs confrères par les Américains. Les 15 pirates rescapés sont emprisonnés, et 14 d'entre eux sont accusés de piraterie et d'enlèvement (le quinzième est mineur, et on conclut qu'il n'a pas joué un rôle central dans l'attaque).

Usant de l'intuition qui n'a cessé de faire prospérer Blackwater, Erik Prince voit en cette crise une belle occasion d'affaires. En 2009, Blackwater

a conclu une entente avec le gouvernement de Djibouti pour que le *McArthur* puisse être basé sur son territoire (le navire sera vendu par la suite à une filiale de Saracen International). Cette entente est issue d'une série de rencontres réunissant des dirigeants de Djibouti, Erik Prince et le cadre supérieur de Blackwater Cofer Black, qui a déjà dirigé le centre de lutte antiterroriste de la CIA. Selon ses prévisions, la firme pourrait empocher quelque 200 000 dollars par mission en escortant les navires de fret. L'équipage serait composé de 33 citoyens américains, dont 3 équipes de 6 tireurs en constante rotation. «Blackwater ne prévoit pas capturer de pirates, mais elle aura recours à la force létale au besoin», peut-on lire dans un câble diplomatique américain classifié, qui précise que Blackwater «a informé l'AFRICOM, le CENTCOM et l'ambassade de Nairobi», et qu'«il n'existe pas de précédent d'une telle opération paramilitaire dans un contexte exclusivement commercial».

L'industrie somalienne de la piraterie est basée dans le Puntland, une région semi-autonome n'ayant que peu d'intérêt à coopérer avec le gouvernement de Mogadiscio soutenu par les États-Unis. La communauté internationale, toutefois, exerce de plus en plus de pressions sur les autorités de cette région pour qu'elles sévissent contre les pirates. De plus, un mouvement islamiste local menace leur capacité de signer de lucratifs contrats d'exploitation pétrolière et minière avec de grandes firmes privées. Selon la CIA, la Somalie recèle d'importants gisements d'«uranium ainsi que des réserves grandement inexploitées de minerai de fer, d'étain, de gypse, de bauxite, de cuivre, de sel, de gaz naturel et peut-être de pétrole». À la fin de l'année 2010, le gouvernement du Puntland annonce la mise sur pied de sa propre force vouée à la lutte contre la piraterie et le terrorisme, précisant que cette initiative est financée par un pays donateur anonyme de la région du golfe Persique. Il sera révélé par la suite qu'il s'agit des Émirats arabes unis, et que l'entreprise dont les services ont été retenus pour entraîner les forces de sécurité est financée par un tout nouveau résident de ce pays, Erik Prince.

L'entreprise en question, Saracen International, est exploitée par des vétérans de la firme de mercenaires Executive Outcomes et possède bureaux et sociétés-écrans dans de nombreux pays, dont l'Afrique du Sud, l'Ouganda, l'Angola et le Liban. Parmi les piliers de l'entreprise se trouve Lafras Luitingh, ancien officier du Civil Cooperation Bureau (Bureau de coopération civique), une force de sécurité sud-africaine associée à la traque et à l'élimination d'opposants au régime d'apartheid. Selon un rapport confidentiel émanant de l'AMISON, Prince se trouve «au sommet de la structure hiérarchique de Saracen» et «a fourni du capital d'amorçage pour le contrat obtenu par la firme». Le Groupe de contrôle sur la Somalie indique que Prince et Luitingh se sont rencontrés à Washington en octobre 2009, avant de s'entretenir avec des responsables d'Abou Dabi. Les Émirats arabes unis engagent en outre un ancien diplomate américain, le procureur Pierre-Richard Prosper, qui a servi sous le président Bush à titre d'ambassadeur itinérant chargé des questions relatives aux crimes de guerre, de même qu'un ancien responsable de la CIA, Michael Shanklin, ex-chef de station de la CIA à Mogadiscio. Déjà, vers la fin de 2010, Saracen entraîne un groupe de 1 000 hommes dans le nord du Puntland pour lutter contre la piraterie. Cette force d'intervention se prépare aussi à mater les militants islamistes qui menacent les affaires des grandes entreprises. Ces derniers crient à l'injustice, affirmant qu'ils sont «privés de contrats de prospection pétrolière» dans leur région. «Vous ne pouvez pas procéder à de l'exploration pétrolière si l'insécurité règne», déclare Mohamed Farole, fils et conseiller du président du Puntland, Abdirahman Mohamed Farole.

En mai 2011, on constate que les opérations de Saracen au Puntland vont rondement: à la base de Bandar Siyada, près de Bossaso, 470 soldats et pilotes terminent leur entraînement. Des mesures sont prises pour équiper la force de trois avions de transport, de trois avions de reconnaissance, de deux hélicoptères de transport et de deux hélicoptères légers. Selon le Groupe de contrôle, cette force en devenir est la puissance militaire locale la mieux équipée de toute la Somalie et constitue, en importance, le

deuxième effort militaire soutenu par des sources extérieures, après l'AMISON. Des preuves photographiques indiquent que le personnel de Saracen a déjà été chargé de la sécurité de dignitaires et de missions humanitaires.

Saracen négocie également une entente avec le gouvernement de Cheikh Charif à Mogadiscio afin de former des gardes du corps chargés d'assurer la protection du président et de ses conseillers. Les opérations de Saracen à Mogadiscio se font remarquer dès octobre 2010. Luitingh, Shanklin et un petit groupe de membres du personnel de Saracen se rendent dans la capitale somalienne le 5 octobre. Au cours des trois semaines qui suivent, les Émirats arabes unis leur livrent quatre véhicules blindés munis de tourelles de mitrailleuses. Il semble que le président Charif et son premier ministre aient conclu des ententes secrètes avec Saracen et au moins cinq autres firmes privées ayant «ouvert boutique» en périphérie de l'aéroport international de Mogadiscio. Ces activités, qui ne passent pas inaperçues, éveillent les soupçons et attisent les inquiétudes des forces de l'AMISON et de certains politiciens somaliens. Faisant référence aux opérations de Saracen, le commandant de l'AMISON, le major général Nathan Mugisha, se dit préoccupé par la présence de «groupes armés inconnus dans la zone de mission». À la fin de l'année 2010, des parlementaires somaliens réclament la suspension des contrats octroyés aux firmes de sécurité privées, déclarant ignorer pourquoi celles-ci ont été engagées.

Le scandale éclate au moment précis où la nouvelle guerre privée orchestrée par Prince et Saracen se met en branle. Le Groupe de contrôle sur la Somalie déclare que les opérations de Saracen violent de manière flagrante l'embargo sur les armes décrété pour ce pays. Dans son rapport, le Groupe de contrôle conclut que «nonobstant les brèves tentatives d'ailleurs ratées de Southern Ace de se livrer au trafic d'armes et de stupéfiants, la plus grave violation de l'embargo sur les armes par une firme de sécurité privée au cours du mandat du Groupe de contrôle sur la Somalie a été

commise par Saracen International, de concert avec un obscur réseau d'organisations affiliées». Le Groupe de contrôle laisse entendre que les activités de Saracen peuvent en réalité accroître le soutien populaire aux milices islamistes locales, et éventuellement à Al-Chabab. «La présence de Saracen a exacerbé les tensions dans le nord-est de la Somalie», conclut-il. Un an plus tard, en réponse à un rapport ultérieur de l'ONU, l'avocat de Saracen accuse le Groupe de contrôle de diffuser «un ramassis d'insinuations non fondées et souvent fausses».

Lorsque la participation de Prince aux activités de Saracen est révélée publiquement au début de 2011, son porte-parole, Mark Corallo, déclare que l'Américain est tout simplement contraint par un impératif humanitaire d'aider «la Somalie à lutter contre le fléau de la piraterie», et n'est lié par aucun intérêt financier à Saracen.

«Nous ne souhaitons absolument pas traiter avec Blackwater», déclare au *New York Times* le ministre somalien de l'Information, Abdulkareem Jama, rappelant que cette firme a tué des Irakiens innocents sur la place Nisour à Bagdad en 2007. «Nous avons besoin d'aide, mais nous ne voulons pas de mercenaires.» Jama omet cependant un détail, soit sa participation, aux côtés d'autres responsables somaliens, aux négociations entourant le contrat avec Saracen.

Au printemps 2011, les autorités du Puntland annoncent qu'elles suspendent les opérations de Saracen, dans l'attente de l'autorisation des Nations Unies. Selon un haut responsable somalien, toutefois, la firme continuera d'agir discrètement à Mogadiscio, collaborant avec les forces de sécurité somaliennes. Parmi les autres firmes de sécurité privées basées à proximité de l'aéroport de Mogadiscio, on retrouve AECOM, OSPREA Logistics, PAE, Agility, RA International, International Armored Group, Hart Security, DynCorp, Bancroft et Threat Management Group. Certaines d'entre elles entraînent les forces de sécurité somaliennes ou soutiennent l'AMISON, tandis que d'autres fournissent un soutien logistique aux groupes d'aide humanitaire et aux journalistes. Si le rôle de certaines firmes, comme

Bancroft, est bien connu, celui de certaines autres est gardé secret, et leurs activités échappent à toute surveillance des autorités, se fondant ainsi à merveille dans le décor somalien. Elles offrent également une bonne couverture à la Maison-Blanche. «Nous voulons éviter toute empreinte américaine», affirme Johnnie Carson, conseiller principal sur la question somalienne dans l'administration Obama.

Malgré le rôle accru de la CIA et du JSOC en Somalie, ainsi que les nouvelles alliances conclues avec des firmes de mercenaires et des seigneurs de guerre, la plus grande victoire tactique des dernières années contre Al-Chabab n'y sera pas remportée par l'AMISON, la CIA ou le JSOC, ni par une quelconque force locale appuyée par les États-Unis, mais bien par les membres d'une milice au service de la chaotique armée locale du gouvernement, et ce, de manière purement fortuite.

Chapitre 49

Mettre le pays à feu et à sang

SOMALIE, 2011 — Fazul Abdallah Mohamed est de plus en plus isolé. Le JSOC a assassiné presque tous ses collaborateurs est-africains d'Al-Qaïda, et sa vie se résume à une interminable fuite. Sa tête a été mise à prix pour 5 millions de dollars par le gouvernement américain. Selon des rapports du renseignement, il aurait subi une chirurgie plastique et se manifesterait de temps à autre en divers endroits de la Corne de l'Afrique, sous des noms d'emprunt, muni de faux passeports. Privé de l'apport d'une bonne partie des dirigeants les plus aguerris d'Al-Qaïda, il se sent bien seul pour faire face à la complexité de la politique clanique somalienne. Le 2 mai 2011, Oussama Ben Laden est abattu. «Nous redoublerons d'ardeur pour mener à bien notre djihad et vaincre nos ennemis», déclare alors le cheikh Ali Mohamed Rage, porte-parole d'Al-Chabab. «Nous ne dévierons pas de la voie tracée par le cheikh Oussama, et nous nous battrons jusqu'à ce que nous nous connaissions le même sort, ou jusqu'à la victoire qui nous assurera la domination du monde.»

Malgré ces déclarations, Al-Chabab se trouve en position de faiblesse. Les bombardements de l'AMISOM, la campagne d'assassinats ciblés du JSOC et ses conflits territoriaux avec des milices claniques lui ont infligé de lourdes pertes. Pour survivre et continuer sur sa lancée, l'organisation doit s'adapter. Jusqu'à la mort de Ben Laden, Fazul Abdallah Mohamed a consacré l'essentiel de sa vie adulte à la Somalie. Ressentant une

exaspération croissante à l'égard tant des dirigeants d'Al-Qaïda que de ceux d'Al-Chabab, il écrit à Ayman Al-Zaouahiri, successeur de Ben Laden, pour se plaindre de l'insuffisance du soutien accordé par l'organisation mère à son alliée somalienne. «Il leur reproche de faire fi d'une organisation qui, à ses yeux, a démontré son efficacité», affirme une source proche du renseignement somalien ayant lu la lettre. Mohamed, précise la source, soutient «que la haute direction d'Al-Qaïda canalise ses ressources vers des groupes affiliés qui ne sont pas aussi efficaces que celui qui agit en Somalie. Il a raison sur ce point». Al-Qaïda en Afrique de l'Est, qui s'est pourtant montrée «capable de manipuler une organisation comme Al-Chabab en se liant à ses chefs et en s'immisçant dans leurs décisions», est de plus en plus réticente, selon Mohamed, à fournir des ressources adéquates à Al-Chabab. Ainsi contrainte de chercher d'autres moyens de financement et de solliciter de nouveaux appuis, l'organisation somalienne en vient à conclure des ententes avec de puissantes tribus.

Mohamed n'est pas plus tendre envers les dirigeants somaliens d'Al-Chabab. Des textes qu'il a rédigés en 2011 font état de «fissures», indique la même source: «En gros, il considère qu'Al-Chabab va dans la mauvaise direction, que la guerre traditionnelle l'opposant au gouvernement n'est plus viable, que l'organisation perd beaucoup de terrain à Mogadiscio et qu'elle compte un nombre insuffisant de combattants, soit environ 4 000, contre 8 000 soldats de l'AMISOM et peut-être 10 000 Somaliens.» Mohamed reproche aux chefs d'Al-Chabab leur incapacité à recruter de jeunes Somaliens (idéalement âgés de 13 à 16 ans) pour les entraîner au combat à long terme. Lorsqu'elle en recrute, soutient-il, «elle en fait des kamikazes, si bien qu'elle les perd au bout de quelques mois. À ses yeux, il s'agit d'une mauvaise tactique. Ce type pense à l'avenir, et il accuse la hiérarchie d'Al-Chabab de manquer de vision à long terme», conclut la source.

Un mois après la mort de Ben Laden, Al-Chabab est en très mauvaise posture. L'AMISOM a augmenté ses effectifs et joue un rôle de plus en plus

offensif, s'éloignant de son mandat initial de maintien de la paix. Entraînés par les États-Unis, ses soldats ougandais et burundais ont investi le territoire contrôlé par Al-Chabab, atteignant la périphérie de Mogadiscio et le marché de Bakaara. Les États-Unis fournissent à l'AMISOM des données sur les cibles et de l'équipement dernier cri, dont de petits drones d'observation Raven, des lunettes de vision nocturne, du matériel de communication et d'autres dispositifs de surveillance. La milice progouvernementale ASWJ a chassé les forces d'Al-Chabab de plusieurs secteurs stratégiques de la capitale, tandis que d'autres milices soutenues par Washington, dont celles d'Indha Adde et de Madobe, les combattent ailleurs. Comme le déplore Mohamed, Al-Chabab dépend trop de recrues jeunes et inexpérimentées qu'elle envoie se battre contre des milices somaliennes aguerries, nettement mieux entraînées, et des forces soutenues par l'étranger. Al-Chabab et Mohamed sont à la croisée des chemins.

*

* *

Le 7 juin 2011, tard en soirée, un homme, identifié comme Daniel Robinson selon son passeport sud-africain, est assis dans le siège du passager d'une camionnette Toyota qui roule en périphérie de Mogadiscio. Son chauffeur kényan ayant raté un virage, les deux hommes se dirigent tout droit vers un poste de contrôle occupé par de jeunes miliciens somaliens. La nuit, les voitures sont rares dans les rues de la capitale, si bien que la présence de la camionnette éveille immédiatement la suspicion des gardes, dont certains sont sous l'effet du qat. Devant le refus des occupants du véhicule de s'identifier comme il se doit et de montrer leurs visages en allumant la lampe de l'habitacle, les miliciens flairent une menace. Ils ouvrent le feu. Robinson et son chauffeur ripostent. C'est la fusillade. Au lever du jour, le véhicule est criblé de balles et ses passagers sont morts. Quand les forces somaliennes finissent par arriver sur les lieux pour l'inspecter, elles y découvrent des ordinateurs, des téléphones portables, des documents, des

armes et 40 000 dollars en liquide. Les soldats s'empressent de piller le véhicule, y laissant cependant les passeports et quelques objets, puis ramènent le butin dans leurs villages.

Dès qu'il est établi que les hommes tués au poste de contrôle étaient des étrangers, des agents du renseignement somalien financé par la CIA sont dépêchés sur les lieux pour ouvrir une enquête et retrouver les objets volés. «Il y avait beaucoup de trucs en anglais et en arabe, des papiers», raconte un des agents. Les documents contiennent des renseignements «hautement exploitables» apparemment relatifs à Al-Qaïda, dont le compte rendu d'une «communication entre deux personnes haut placées», poursuit-il. Les agents somaliens comprennent alors qu'ils ont affaire à «un homme important» et en informent aussitôt la CIA à Mogadiscio. Les corps des victimes sont transférés à l'agence de sécurité nationale somalienne. Les Américains y prélèvent des échantillons d'ADN et des empreintes digitales avant de les expédier à Nairobi pour traitement.

Les États-Unis n'ont besoin que de quelques heures pour établir que Robinson était en fait Fazul Abdallah Mohamed. Dans les installations de la CIA à Mogadiscio, les agents américains et somaliens examinent attentivement les objets laissés dans le véhicule, qui servait de quartier général au chef d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est, et parviennent à décoder des fichiers cryptés ou effacés. L'officier somalien qui a passé les documents au peigne fin s'attend à ce que les renseignements recueillis se révèlent plus précieux sur le plan tactique que ceux qu'on a trouvés dans la cache de Ben Laden au Pakistan, en particulier si l'on tient compte de l'intérêt croissant de Washington (et d'Al-Qaïda) pour l'Afrique de l'Est. Les États-Unis, soutient-il, se montrent «infiniment reconnaissants». Pour la secrétaire d'État Hillary Clinton, la mort de Mohamed «porte un dur coup à Al-Qaïda, à ses alliés extrémistes et à ses activités en Afrique de l'Est. La partie est terminée pour ce terroriste qui a semé la mort et infligé des souffrances à tant d'innocents».

Selon l'analyste somalien Aynte, la direction d'Al-Chabab se préoccupe alors essentiellement des tactiques et des opérations qui lui permettraient «de conquérir le plus de territoire possible». Toutefois, Mohamed conseillait plutôt aux chefs d'Al-Chabab «de revenir à leurs vieilles méthodes d'insurrection éclair et d'opérations clandestines, et de se départir des régions qu'ils contrôlent», affirme l'agent qui a examiné les textes trouvés dans la camionnette. Pour Mohamed, «Al-Chabab devrait essentiellement renoncer aux vastes territoires qu'elle contrôle et entrer dans la clandestinité pour perturber l'ensemble de la Somalie, y compris les régions pacifiques du Somaliland et du Puntland». Celui-ci jugeait qu'«Al-Chabab est tout simplement incapable de maintenir le statu quo et de consolider son emprise sur 40 % du territoire somalien, et que l'organisation devrait abandonner ces régions, ce qui lui permettrait de causer des dommages considérables en menant de modestes opérations, des assassinats, dans toute la Somalie». Son objectif aurait consisté à faire tomber un gouvernement fantoche à la solde des États-Unis «tout en mettant le pays à feu et à sang».

Le 23 juin, les États-Unis lancent une frappe contre des membres d'Al-Chabab près de Kismayo. Comme lors de l'opération menée contre Saleh Ali Saleh Nabhan, une équipe du JSOC descend en hélicoptère pour s'emparer des blessés et des cadavres, les emmenant vers une destination inconnue. Le 6 juillet, trois autres frappes américaines visent des camps d'entraînement d'Al-Chabab dans la même région. Le président Charif affirme ne pas être au courant de ces attaques. Il considère néanmoins qu'elles pourraient à la fois renforcer et affaiblir son gouvernement. «Elles ne peuvent que nuire à notre souveraineté. Voilà pour l'aspect négatif. En revanche, des criminels sont éliminés, ce qui est positif», conclut-il.

Le 29 juin, John Brennan présente une nouvelle stratégie de Washington: au lieu de «procéder au déploiement massif de troupes à l'étranger, il s'agit de soumettre les groupes qui nous menacent à une pression chirurgicale». Le conseiller d'Obama cite Al-Chabab en exemple:

«À partir des zones qu'elle contrôle en Somalie, Al-Chabab persiste à planifier des attaques contre les États-Unis. Nous ne devons pas baisser la garde. Nous continuerons à frapper Al-Qaïda et ses avatars.»

*

* *

Depuis 1991, les Somaliens font face à deux fléaux: la violence de la guerre civile, des interventions étrangères et du terrorisme d'une part et, d'autre part, l'âpreté de son climat. En 2011, les deux frappent de concert. Une sécheresse, conjuguée à une gestion douteuse de l'aide internationale, fait d'innombrables victimes. Désespérés, affamés, des paysans déferlent par milliers à Mogadiscio, une capitale où règne la violence. D'autres franchissent la frontière kényane en vue d'atteindre le camp de réfugiés surpeuplé de Dabab. En juillet, les autorités reconnaissent qu'une famine sévit, et le flux des réfugiés traversant la frontière triple de volume pour atteindre 30 000 personnes. De son côté, Al-Chabab a perdu une source de financement vitale en raison de l'offensive de l'AMISOM au marché de Bakaara, principale place commerciale de Mogadiscio. L'organisation ne peut donc plus percevoir de taxes auprès des marchands et de leur clientèle. La sécheresse, qui affecte les agriculteurs contribuables du sud, nuit de façon similaire à ses revenus. Vient ensuite la mousson, qui limite considérablement le commerce maritime et l'activité portuaire. Al-Chabab n'a plus les moyens de poursuivre la guerre qu'elle mène depuis tant d'années.

Le samedi 6 août, des combattants d'Al-Chabab entreprennent une retraite de leurs principaux bastions de Mogadiscio. Minutieusement planifiée, celle-ci a été sonnée à la suite d'une soirée d'attaques, ponctuées d'intenses fusillades, contre les bases militaires et les positions somaliennes. Tôt le matin, par camions entiers, les miliciens quittent la ville en direction, disent-ils, de leurs places fortes de Barawa et de Merka, dans le sud du pays. La nouvelle se répand, suscitant l'allégresse dans les rues de

la capitale assiégée. Le cheikh Rage, porte-parole d'Al-Chabab, déclare que son groupe a «entièrement évacué Mogadiscio pour des raisons tactiques», mais compte y «revenir bientôt. La retraite de nos forces n'a pour but que de préparer une contre-attaque. Vous entendrez de bonnes nouvelles dans les heures qui viennent. Nous comptons combattre l'ennemi où qu'il se trouve».

Le gouvernement somalien et l'AMISOM se réjouissent du recul d'Al-Chabab. Il s'agit pour eux d'une grande victoire, voire du début de la fin de l'organisation islamiste. La Somalie «applaudit les forces gouvernementales soutenues par l'AMISOM, qui ont battu l'ennemi Al-Chabab», déclare le président Charif aux journalistes rassemblés à la Villa Somalia. Il invite ses concitoyens à «récolter les fruits de la paix». L'AMISOM annonce bientôt que ses forces, de concert avec celles du gouvernement somalien, contrôlent environ 90 % de la capitale, mais indique toutefois qu'elle aurait besoin de 20 000 soldats supplémentaires pour assurer effectivement la sécurité de Mogadiscio. En septembre, le sous-secrétaire à la Défense des États-Unis Michael Vickers, qui a joué un rôle clé dans bon nombre d'opérations secrètes contre les dirigeants d'Al-Qaïda, affirme que «les éléments d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est restent une des cibles principales de la lutte antiterroriste, à la lumière de renseignements sans équivoque faisant état de leur intention de continuer à perpétrer des attentats». Le haut fonctionnaire dit cependant croire que les États-Unis ont «décimé» les «rangs de la direction» d'Al-Chabab et d'Al-Qaïda en Afrique de l'Est. C'est sans doute vrai, mais il est trop tôt pour crier victoire.

*

* *

À l'automne 2011, Al-Chabab commet une série d'attentats d'envergure en Somalie. L'un d'eux a lieu dans le centre-ville de Mogadiscio, ce qui montre que l'organisation, malgré sa retraite tactique, est encore capable de frapper au cœur du territoire contrôlé par le gouvernement. Devant un

immeuble du gouvernement, ses militants garent un camion de 13 tonnes chargé d'une bombe qu'ils font exploser, tuant plus de 100 personnes et en blessant des dizaines d'autres. Le quartier K-4, où a lieu l'attentat, abrite aussi un bureau du ministère de l'Éducation où de nombreux étudiants sont venus consulter les résultats d'un examen récent. Il s'agit d'un des rares quartiers sur lesquels le gouvernement dit exercer un contrôle total. «Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière qui soit survenue depuis la défaite d'Al-Chabab», déclare un porte-parole de l'AMISOM apparemment inconscient de l'ironie de son propos.

En riposte au virage tactique et aux derniers attentats d'Al-Chabab, un détachement burundais de l'AMISOM lance une offensive en vue de chasser l'organisation de son bastion de Dayniile, au nord de la capitale. Malgré un succès relatif, l'opération fait des dizaines de morts chez les troupes burundaises — jusqu'à 76 selon certaines estimations —, ce qui représente la plus lourde perte jamais enregistrée par l'AMISOM en une seule bataille. À la suite de ce qu'Al-Chabab qualifiera de «bataille de Dayniile», les combattants de l'organisation chargent les corps des soldats sur des camions pour en faire étalage à travers la ville. En bordure des rues, des dizaines de personnes les acclament, scandant «*Allah akbar*» et louangeant Al-Chabab. Des citadins se prosternent devant les combattants. Les camions se rendent ensuite dans un champ, où ils abandonnent leur cargaison. Mukhtar Robow et d'autres dirigeants d'Al-Chabab examinent les dépouilles des Burundais encore vêtus de leurs tenues militaires. Une machette est restée logée dans un des corps.

«Nous invitons les musulmans à se réjouir: ceux qui les ont chassés de leurs maisons en leur apportant tant de malheurs et en déshonorant leurs femmes viennent d'être humiliés à leur tour par Allah», déclare le cheikh Rage. Brandissant un crucifix et une Bible qui, prétend-il, ont été confisqués à un des soldats, il poursuit son réquisitoire: «Les musulmans doivent savoir que cette guerre oppose […] l'islam et la chrétienté. […] Les Kényans qui osent investir notre territoire sont avertis: voilà le sort qui

attend vos fils par la volonté d'Allah le Tout-Puissant. Les infidèles ont subi de lourdes pertes, mais nous n'avons été capables de transporter que 76 corps. Il s'agit de ceux des premiers infidèles, en particulier ceux du Burundi.»

«Prétendre qu'Al-Chabab est au bord de l'effondrement est exagéré», soutient Christopher Anzalone, doctorant à l'Institute of Islamic Studies de l'université McGill. «Cette thèse est démentie par le fait que l'organisation est encore capable de perpétrer des attentats d'envergure à Mogadiscio en faisant de nombreuses victimes chez les forces de l'AMISOM [et du gouvernement somalien].» Al-Chabab lutte néanmoins pour sa survie, et pas seulement sur le champ de bataille. Ses dirigeants semblent avoir compris que, peu importe le nombre de victoires militaires qu'elle remporte, l'organisation a impérativement besoin d'appuis populaires, du genre de ceux qui ont permis à l'UTI de prendre le pouvoir en chassant les seigneurs de guerre alliés à la CIA. Il lui faut élaborer sa propre version de la doctrine contre-insurrectionnelle américaine. Contrainte de renoncer au contrôle militaire de certaines régions, Al-Chabab doit intensifier ses efforts politiques.

Dans l'espoir de rétablir de bonnes relations et de négocier des ententes, Al-Chabab tient une série de rencontres avec les anciens des tribus de diverses régions. Un mois après le massacre des soldats burundais, l'organisation autorise la presse à visiter son camp pour personnes déplacées d'Ala-Yasir, dans le sud de la Somalie. Il s'agit pour elle de démentir les affirmations voulant qu'Al-Chabab soit responsable de la catastrophe en cours et ait empêché l'aide humanitaire d'atteindre la Somalie, mais un invité spécial se trouve aussi sur place. Qualifié d'envoyé d'Al-Qaïda, un homme blanc au visage voilé par un keffieh est présenté sous le nom d'Abou Abdallah Al-Muhajir. Les dirigeants locaux d'Al-Chabab affirment qu'il est citoyen américain. Devant les journalistes, Al-Muhajir et ses alliés distribuent nourriture, livres sur l'islamisme et vêtements dans tout le camp, qui accueille plus de 4 000 personnes. La

délégation d'Al-Qaïda a aussi apporté une ambulance. «Bien-aimés frères et sœurs de Somalie, nous suivons de près votre situation, au quotidien», déclare Al-Muhajir en anglais. «Bien que des milliers de kilomètres nous séparent, vous êtes toujours présents dans nos pensées et nos prières.» L'homme fait alors don de quelques sacs pleins de shillings somaliens, dont la valeur totale atteint environ 17 000 dollars, selon des journalistes présents sur les lieux.

Il est possible qu'Al-Chabab soit bel et bien aux abois, comme le soutiennent le gouvernement et l'AMISOM. Mais il se peut également que l'organisation soit en train d'appliquer le programme de Fazul Abdallah Mohamed, lequel consiste à céder du territoire pour se concentrer sur la mise en œuvre d'une campagne de terreur à l'échelle du pays, illustrant ainsi l'incapacité du gouvernement à en assurer la stabilité. Pour Al-Chabab, reprendre le territoire gagné dans la foulée de la catastrophique invasion éthiopienne soutenue par Washington et du renversement de l'UTI représente certainement une tâche ardue. L'avenir de l'organisation risque toutefois d'être déterminé, comme l'a été celui de toute la Somalie moderne, par une intervention étrangère.

Les États-Unis sont certes parvenus à éliminer bon nombre de figures éminentes d'Al-Qaïda et d'Al-Chabab, mais, ce faisant, ils ont incité les islamistes, parmi lesquels se trouvent des citoyens américains, à se soulever et à continuer le combat. Contrairement aux soldats de l'AMISOM ou de toute autre armée étrangère, les membres d'Al-Chabab sont presque tous somaliens et peuvent réintégrer leur société, changer de nom et créer de nouveaux groupes. «Quiconque pense que la Somalie sera gouvernée par une autre loi que celle de l'islam se trompe et montre son ignorance des affaires du monde», déclare le chef d'Al-Chabab, Ahmed Abdi Godane, à la fin de l'année 2011. «Dans un futur très proche arrivera le règne de la charia dans toute la Somalie, qui deviendra le socle du califat islamique, nourri de l'enseignement du Prophète. Notre djihad se poursuivra jusqu'à ce que nous ayons atteint nos buts, tels qu'Allah les a définis.»

*

* *

La montée fulgurante d'Al-Chabab et la terreur qu'elle a engendrée en Somalie découlent directement d'une décennie de politiques catastrophiques de la part des États-Unis, lesquelles ont renforcé la menace même qu'elles étaient censées éliminer. En définitive, ce sont sans doute les multiples interventions de Washington en Somalie qui ont le plus aidé les seigneurs de guerre, y compris ceux qui ont déjà compté Al-Chabab parmi leurs alliés. «Ils ne se battent pas pour une cause», constate Mohamed Ahmed Nour, maire de Mogadiscio. «Le conflit va éclater dès le lendemain d'une éventuelle défaite d'Al-Chabab. Ces milices sont fondées sur le système clanique, les chefs de guerre et ce qui vient avec. Elles ne veulent pas d'un nouveau système. Elles veulent préserver le statu quo, et profiter de la faiblesse du gouvernement pour contrôler leur parcelle de territoire.»

Préférant se lancer dans une guerre d'usure, Washington semble avoir fait fi de l'histoire et, ce faisant, renoncé à soutenir les mouvements sociaux somaliens qui auraient pu stabiliser le pays. Aux campagnes militaires à grand déploiement comme celles d'Irak et d'Afghanistan, l'administration Obama a substitué un recours croissant aux tirs de drones et aux opérations d'assassinats ciblés menées par les forces spéciales. De toute évidence, le président américain adhère résolument à la stratégie voulant qu'on amène la paix en tuant les «méchants». Pourtant, comme on l'a vu en Afghanistan, en Irak et ailleurs, une telle ligne de conduite semble profiter aux mouvements d'où sont issus lesdits «méchants». «En procédant uniquement à des tirs de drones et à des assassinats ciblés, on se débarrasse de certains individus, mais la racine du problème demeure», observe l'ex-ministre somalien des Affaires étrangères Ismail Mahmoud Hurre, dit «Buubaa». «Les causes profondes n'ont rien à voir avec la sécurité. Elles sont d'ordre politique et économique.»

L’histoire de la Somalie est marquée par la violence extrême et la division, mais le pays s’est aussi montré capable d’unité face aux interventions étrangères. Néanmoins, bien qu’Al-Chabab ait perdu une grande partie de sa force, les conditions qui en ont fait une créature digne de Frankenstein prévalent encore. De 1991 à la fin du premier mandat d’Obama, Washington a maintenu l’influence des seigneurs de guerre et a fait en sorte que la Somalie reste un terreau fertile pour les djihadistes violents, un pôle d’attraction pour Al-Qaïda. Les administrations Bush et Obama ont toutes deux ramené le pays à l’époque où, après la bataille de Mogadiscio, les troupes américaines s’étaient retirées, l’abandonnant aux gangsters et aux seigneurs de guerre. C’est à partir de ce moment que la situation déjà infernale des Somaliens s’est aggravée.

Quoi qu’il en soit, à la fin de l’année 2011, les États-Unis mettent sur pied une nouvelle base pour leurs drones en Éthiopie, laquelle vient s’ajouter à celles qu’ils possèdent déjà aux Seychelles et en Arabie saoudite.

Chapitre 50

La disparition d'Abdul Rahman

Yémen, 2011 — Le fils aîné d'Anwar Al-Awlaki, Abdul Rahman, est né à Denver, au Colorado. Comme son père, il a passé les sept premières années de sa vie aux États-Unis, où il a fréquenté l'école. Depuis qu'il vit au Yémen, ses grands-parents paternels ont joué un rôle important dans son éducation, en particulier après l'entrée d'Anwar dans la clandestinité. Ce dernier a confié Abdul Rahman à Nasser, jugeant que sa femme et ses enfants «ne devraient pas être mêlés à ses problèmes». Le père d'Anwar sait que son fils ne rentrera jamais aux États-Unis en raison du conflit qui l'oppose à leur gouvernement. Il entretient néanmoins de grands espoirs pour son petit-fils, le poussant à être un bon élève et rêvant de l'envoyer étudier dans une université américaine.

Abdul Rahman ressemble à son père quand il était jeune, mais ses cheveux sont plus longs et bouclés. «Nous l'incitions à fréquenter la mosquée et à faire ses prières au bon moment», racontera Nasser, précisant que son petit-fils n'était pas particulièrement pieux et préférait traîner avec ses amis. «Il avait les cheveux très longs, et sa mère aurait tant voulu qu'il se les fasse couper! Il était comme tout le monde, comme tous les adolescents américains. Abdul Rahman n'était pas un aventurier comme Anwar. Il allait à l'école, rentrait à la maison, jouait avec ses amis. Ils fréquentaient des pizzérias et d'autres endroits du genre. Je lui disais

toujours: “Quand tu seras grand, j’aimerais que tu ailles étudier aux États-Unis.”»

Abdul Rahman, ses frères et sa sœur ont trouvé difficile de grandir sans leur père à leurs côtés. Devenu adolescent, cependant, l’aîné comprend les raisons de cette absence. Il en est terrifié. «Qu’on ait ciblé Anwar le mettait en colère», selon Nasser. «Il se préoccupait vraiment du sort de son père.»

La tante d’Abdul Rahman et sœur cadette d’Anwar, Abir, s’entend très bien avec le jeune homme. «Abdul Rahman était un des êtres dont j’étais le plus proche. Je l’aimais beaucoup. Tout le monde l’aimait. C’était très facile pour nous tous de le chérir», racontera-t-elle. «Il avait en quelque sorte comblé le vide que son père avait laissé en moi. Il était devenu mon frère adoré.» Abdul Rahman admire son père. Sur Facebook, il s’est donné le nom d’«Ibn Al-shaykh», qui signifie «Fils du cheikh». Mais il n’est pas Anwar.

Abdul Rahman aime écouter du hip-hop, échanger sur Facebook et passer du temps avec ses amis à se photographier en prenant des poses de stars du rap. Quand la révolution yéménite commence, le jeune homme veut tout de suite y prendre part. Alors que le Yémen est secoué par des manifestations monstres, Abdul Rahman passe des heures sur la place du Changement avec d’autres jeunes, des révolutionnaires non violents qui souhaitent renverser le gouvernement par des moyens pacifiques. Pendant des nuits entières, ils partagent leurs visions de l’avenir, lorsqu’ils ne préfèrent pas flâner, tout simplement. Toutefois, alors que la révolution progresse et que le gouvernement est au bord de l’effondrement, Abdul Rahman décide d’exaucer son désir de partir à la recherche de son père.

Le 4 septembre 2011, il se réveille avant le reste de la maisonnée. À pas feutrés, il entre dans la chambre de sa mère et fouille dans son sac à main pour en soustraire 9 000 rials (une somme équivalant à environ 40 dollars ou 30 euros), prenant soin de laisser une note sur le pas de sa porte. Il se glisse ensuite dehors par la fenêtre de la cuisine. Vers 6 h, le gardien de la famille le voit partir, mais ne trouve rien là d’anormal. Quelques jours

auparavant a eu lieu l'Aïd el-Fitr, fête marquant la fin du mois de ramadan. Abdul Rahman vient tout juste d'avoir 16 ans.

Un peu plus tard, sa mère se lève et, voulant rassembler ses enfants pour les prières matinales, commence à le chercher. Il n'est pas dans sa chambre. Elle l'appelle. En faisant le tour de la maison, elle tombe sur la note. «Je suis désolé de partir de cette façon. Mon père me manque, et j'ai décidé de tenter de le retrouver pour lui parler», a-t-il écrit. «Je serai de retour dans quelques jours. Je m'excuse de t'avoir emprunté de l'argent. Je te le rembourserai. S'il te plaît, pardonne-moi. Je t'aime. Abdul Rahman.» Toute la famille est bouleversée, racontera Nasser. «Il lui arrivait parfois de parler de son père, d'exprimer qu'il aimerait le voir, mais rien n'indiquait qu'il s'en irait un jour comme ça, tout bonnement. Il ne nous avait jamais informés de ce projet, ni sa mère, ni sa grand-mère, ni moi.»

En fouillant la chambre de l'adolescent, la famille constate qu'il n'a emporté qu'un sac à dos, ce qui signifie assurément qu'il envisage une absence de courte durée. «Quand sa mère m'a fait part de la lettre, j'ai été ébranlée», racontera sa grand-mère, Saleha, qui a craint que la CIA «se serve de lui pour attraper son père». La famille s'empresse de contacter les amis d'Abdul Rahman. Dernièrement, raconte l'un d'eux, un professeur s'est rapproché du jeune homme. Nasser se dit qu'il a pu encourager Abdul Rahman à retrouver son père, lui expliquer qu'il serait bon pour lui de rétablir les ponts: «Il avait de l'influence sur lui. Ils avaient l'habitude d'aller manger ensemble à la pizzéria.» Quand le grand-père tente de retrouver le professeur, il constate que celui-ci s'est «volatilisé».

Abdul Rahman, lui, est monté à bord d'un autocar à Bab Al-Yémen, dans la vieille ville de Sanaa, à destination de la province de Shabwah, lieu d'origine de sa famille et théâtre de nombreuses frappes aériennes destinées à éliminer son père.

Chapitre 51

Hellfire, ou les feux de l'enfer

Washington, Yémen, 2011 — Le 6 septembre 2011, le général David Petraeus est nommé directeur de la CIA. Dix ans après le 11-Septembre, force est de constater que l'agence s'est transformée sous l'effet des querelles qui l'ont opposée au JSOC. Aux yeux de certains officiers du renseignement, le fait qu'Obama ait porté son choix sur Petraeus en dit long sur la nouvelle orientation de l'agence. «La CIA s'est militarisée et travaille en étroite collaboration avec le JSOC, au point de lui offrir une couverture officielle, ce qui aurait été inimaginable il y a dix ans», affirme Phil Giraldi, ex-officier traitant de la CIA. «Une grande partie du budget de la CIA n'est plus allouée à ses activités de surveillance, mais aux forces paramilitaires qui travaillent de concert avec le JSOC à planifier des attaques de drones et à éliminer des terroristes.» La CIA, ajoute Giraldi, «est devenue une véritable machine à tuer».

Selon un agent de liaison du département d'État qui a collaboré à maintes reprises avec le JSOC, Petraeus souhaite faire de la CIA «un mini-SOCOM déguisé en agence de renseignement». Malgré toutes les louanges qu'ont values à Petraeus sa stratégie contre-insurrectionnelle et le vaste déploiement de troupes en Irak, poursuit la même source, le général a surtout servi d'«outil politique», facilitant la tâche des responsables de l'appareil de sécurité nationale qui souhaitaient poursuivre et étendre les guerres secrètes des États-Unis un peu partout dans le monde. Faisant

allusion à l'aura de prestige entourant désormais le JSOC et William McRaven, l'agent de liaison explique que «Petraeus tente d'instaurer un climat semblable à la CIA».

Selon le colonel Patrick Lang, Petraeus cherche dès son arrivée à Langley «à les entraîner vers l'action secrète, où il entend jouer un rôle majeur».

*

* *

Depuis deux ans, les efforts que déploie le gouvernement américain pour assassiner Anwar Al-Awlaki se basent sur des renseignements selon lesquels l'imam se cacherait dans les bastions de la tribu Awlaki, dans les provinces de Shabwah et d'Abyan. Toutefois, à la suite d'interrogatoires menés auprès d'Ahmed Abdulkadir Warsame, le jeune Somalien capturé par le JSOC et détenu pendant des mois à bord d'un navire de la marine américaine, on apprend qu'Al-Awlaki s'est réfugié dans la province d'Al-Jawf, dans le nord du Yémen, à une distance considérable des cibles de la plupart des frappes qui lui sont destinées. Le renseignement yéménite corrobore l'information qu'a divulguée Warsame aux interrogateurs américains. Début septembre, des avions de surveillance américains repèrent l'imam à quelque 140 kilomètres au nord de Sanaa. Il séjourne effectivement dans une petite maison située à Khashef, un village de la province d'Al-Jawf, laquelle se trouve en bordure de la frontière saoudienne et regorge d'informateurs à la solde de Ryiad.

À Khashef, on commence à rapporter la présence de drones survolant le village. Comme la campagne de drones lancée par Washington bat son plein au Yémen, cela n'a rien d'extraordinaire. Ce que les villageois ignorent, cependant, c'est que ces opérations de surveillance visent une maison en particulier, et que les équipes antiterroristes de la Maison-Blanche attendent le moment propice pour passer à l'attaque. Dès qu'elle retrace Al-Awlaki, la CIA s'empresse de faire venir plusieurs drones de combat de sa nouvelle

base saoudienne, s'assurant également le secours de drones du JSOC basés à Djibouti, desquels elle prend les commandes.

La mission visant à assassiner Al-Awlaki reçoit le nom de code d'opération Troy (Troie), un indice révélateur de l'existence d'une taupe ayant contribué à piéger l'imam.

Tandis que les Américains surveillent le refuge d'Anwar Al-Awlaki à Khashef, le fils de ce dernier, Abdul Rahman, débarque à Ataq, capitale du Shabwah. Des membres de sa famille élargie viennent le chercher à la gare d'autocars, mais ne peuvent lui dire où se trouve son père. Dans l'espoir que ce dernier se manifeste, le garçon décide de s'attarder un peu à Ataq. Lorsque sa grand-mère téléphone, il refuse de lui parler. «Ils m'ont dit qu'il était là, sain et sauf, mais je n'ai pas pu échanger avec lui», raconte-t-elle. «Il ne voulait pas nous parler, car il savait que nous lui demanderions de rentrer. Il souhaitait vraiment revoir son père.» Abdul Rahman se rend avec ses cousins à Azzan, espérant y recevoir des nouvelles d'Anwar.

À la Maison-Blanche, Obama doit prendre une décision. Cette fois, il n'est pas question d'éthique ou de légalité, mais de simple logistique. Le président a déjà rendu son verdict: le citoyen américain Anwar Al-Awlaki sera exécuté sans procès. Une autorisation secrète a été émise, et, au sein de l'administration, les sceptiques ont été convaincus ou tenus à l'écart. Il ne reste qu'à décider du jour où périra l'imam. Le président, rapportera un de ses conseillers, n'a aucun scrupule à aller de l'avant. Selon des fuites en provenance du gouvernement, les responsables américains savent pertinemment que la maison où s'est réfugié Al-Awlaki abrite aussi des femmes et des enfants. Même si un nombre effarant de civils ont déjà été tués lors d'attaques de drones dans divers pays, la politique officielle préconise de chercher à éviter de telles pertes. Pourtant, lorsqu'Obama apprend que l'imam réside à Khashef dans une maison où se trouvent des enfants, il précise clairement que cela ne justifie pas à ses yeux l'annulation de l'opération. Pas question de laisser filer Al-Awlaki une fois de plus. «Je prendrai cette décision le moment venu, et non dans l'abstrait», confie

Obama à ses conseillers. «À ce moment seulement», se rappelle un de ses proches, «le président a envisagé d'assouplir les contraintes inhérentes à ses fonctions».

Pendant deux ans au moins, Al-Awlaki a réussi à échapper aux drones et aux missiles de croisière américains, demeurant rarement plus d'une nuit ou deux au même endroit. Cette fois, pour une raison obscure, il reste beaucoup plus longtemps à Khashef, où il fait l'objet d'une surveillance constante de la part des Américains. «Ils ont habité cette petite maison de pisé pendant au moins deux semaines», racontera par la suite un villageois à Nasser. «Je crois qu'ils voulaient réaliser une vidéo. Samir Khan était avec lui.» Le matin du 30 septembre 2011, Al-Awlaki et Khan viennent de terminer leur repas à l'intérieur de la maison. Par le truchement de caméras de surveillance et de satellites, des images sont transmises à Washington et au quartier général de la CIA en Virginie. On y aperçoit les deux hommes et quelques-uns de leurs compagnons s'entasser dans des véhicules et prendre la direction de la province de Marib. Tandis qu'ils progressent sur les routes poussiéreuses, des drones américains armés de missiles Hellfire se lancent à leur poursuite. Les appareils sont commandés par la CIA, bien que le JSOC ait prévu un renfort aérien et terrestre. À bord d'hélicoptères V-22 Osprey, un commando se tient prêt à bondir au besoin. Des avions de combat Harrier sont également de la partie.

Six mois plus tôt, Al-Awlaki a échappé de justesse à une frappe aérienne américaine. «Cette fois, 11 missiles ont raté [leur] cible, mais la prochaine fois, le premier pourrait faire mouche», avait-il déclaré. Tandis que les véhicules foncent sur la route, la prophétie de l'imam devient réalité. Deux drones Predator visent le véhicule d'Al-Awlaki pendant qu'un autre avion survole la scène, prêt à intervenir. Un missile Hellfire lancé par un des drones percute la voiture, la transformant en boule de feu, suivi d'un autre qui anéantit toute possibilité de fuite pour les occupants qui auraient par miracle réussi à s'en tirer. «Quelques minutes à peine après leur départ de la maison en direction d'un oued où ils avaient l'intention de réaliser une

vidéo, ils ont été la cible de missiles», raconte Nasser. «La voiture a été complètement détruite. Et le corps [d'Anwar] a été déchiqueté.» Le gouvernement yéménite envoie un texto aux médias: «Le terroriste Anwar Al-Awlaki a été tué avec quelques-uns de ses compagnons.» Il est 9 h 55, heure locale. À leur arrivée sur les lieux, les villageois des environs rapportent qu'il est impossible d'identifier les corps calcinés. Il n'y a aucun survivant. Au milieu des décombres, ils découvrent un symbole plus éloquent encore qu'une empreinte digitale dans la culture yéménite: le manche d'une *jambiya* sculpté dans une corne de rhinocéros. C'est celle d'Anwar Al-Awlaki.

*

* *

Le 30 septembre 2011, lors d'une visite à la base militaire Fort Myer de Virginie, le président Obama prend place sur une tribune pour s'adresser aux journalistes: «Ce matin, Anwar Al-Awlaki, chef d'AQPA, a été tué au Yémen», déclare-t-il. «Sa mort est un coup majeur porté à la branche la plus active d'Al-Qaïda.» Le président octroie alors à l'imam un titre inédit: «Al-Awlaki était le dirigeant des opérations extérieures d'AQPA. Il a donc joué un rôle de premier plan dans la planification et le déroulement d'actions visant à éliminer des Américains innocents.» «La mort d'Al-Awlaki marque une autre victoire importante dans la vaste lutte que nous menons contre Al-Qaïda et ses alliés», affirme le président avant d'ajouter que les États-Unis «réitèrent leur engagement d'éradiquer les réseaux terroristes qui prennent des Américains pour cibles, et d'édifier un monde de paix, de prospérité et de sécurité pour tous». Obama ne fait aucune allusion à la citoyenneté américaine d'Al-Awlaki.

Au Yémen, la famille Al-Awlaki apprend qu'une frappe a été menée dans la province d'Al-Jawf. Ayant reçu leur lot de faux renseignements par le passé, ils se méfient d'abord des rapports officiels, mais finissent par se rendre à l'évidence. Tout en pleurant la perte de leur fils Anwar, les Al-

Awlaki commencent à s'inquiéter du sort de leur petit-fils Abdul Rahman, parti dans le Shabwah à la recherche de son père alors que celui-ci n'est plus de ce monde.

Lorsqu'Abdul Rahman apprend la mort d'Anwar, il téléphone à la maison pour la première fois et parle à sa mère et à sa grand-mère. «Ça suffit, Abdul Rahman. Tu dois rentrer maintenant», l'avertit sa grand-mère Saleha. «C'est fini, tu ne retrouveras pas ton père.» Abdul Rahman est dévasté, mais il tente néanmoins de consoler son aïeule. «Sois patiente. Sois forte», lui dit-il. «Allah l'a choisi.» L'échange téléphonique est bref. Abdul Rahman annonce qu'il rentrera bientôt à la maison, mais qu'il préfère attendre que la circulation routière s'améliore. «À ce moment, les routes n'étaient pas très sûres; la révolution avait peut-être atteint son point culminant», racontera Saleha. En effet, les barrages policiers et les affrontements sont fréquents. Abdul Rahman, craignant de se faire arrêter ou d'être mêlé à cette violence, juge préférable d'attendre chez ses cousins du Shabwah que la situation s'apaise avant de rentrer à Sanaa.

*

* *

En Caroline du Nord, ce matin-là, Sarah Khan entend parler du Yémen dès son réveil. «En allumant l'ordinateur, j'ai appris qu'on avait tué Anwar Al-Awlaki», raconte-t-elle. Ce premier bulletin de nouvelles ne contient aucune allusion à son fils Samir, mais son mari Zafar ne tarde pas à l'appeler de son bureau, ayant entendu dire qu'un certain «Samir Khan» a également perdu la vie lors de l'attaque de drones. «Je refusais d'y croire», se rappelle Sarah. «Samir est un prénom relativement courant au Moyen-Orient. Cela aurait pu être n'importe quel autre Samir, pas le mien. "Non, non, c'est impossible", me disais-je. Il ne s'agit pas de lui.» Après la diffusion d'autres communiqués, les Khan doivent reconnaître que leur fils est mort, tué par leur propre gouvernement. Ils tentent alors de communiquer avec le département d'État américain pour en savoir plus. Pourquoi Samir a-t-il été

tué, alors que le FBI avait affirmé qu'il n'avait commis aucun crime? Le jury d'accusation formé un an auparavant, en août 2010, pour évaluer les soupçons portés contre lui, n'avait déposé aucune accusation. Pourquoi l'avoir condamné à mort sans procès? Pour les Khan, toutes ces questions restent sans réponse.

Les parents de Samir, qui avaient tenu à rester à l'écart des projecteurs quand leur fils s'était fait connaître par la publication du magazine *Inspire,* décident alors de prendre la parole publiquement pour poser les questions qui les hantent. À la suite de l'attaque qui a tué Samir au Yémen, ils adressent à l'administration américaine une lettre ouverte publiée dans un journal local. «Les médias ont déclaré que Samir n'était pas la cible de cette attaque; pourtant, aucun employé du gouvernement ne nous a transmis de condoléances, ni informés sur la façon de récupérer les restes de notre fils. Nous sommes outragés par l'indifférence de notre gouvernement», écrivent-ils. «Notre défunt fils était un honnête citoyen américain qui n'avait jamais enfreint la loi ni commis de crime. Le cinquième amendement stipule que nul citoyen ne devrait être privé "de sa vie, de sa liberté ou de ses biens sans bénéficier de la garantie d'une procédure régulière". Notre gouvernement vient pourtant d'assassiner deux de ses citoyens. S'agissait-il de l'unique solution possible? Pourquoi ne pas les avoir arrêtés pour leur faire subir un procès? Où se trouve la véritable justice dans tout cela? Affligés par la mort de notre fils, nous devons soulever ces questions.»

Plusieurs jours plus tard, Zafar reçoit un appel du département d'État. Un fonctionnaire lui exprime les «condoléances» du gouvernement américain pour la mort de Samir. «Ils ont dit qu'ils étaient désolés, et que notre fils n'était pas leur cible», se souvient Sarah. «Ils ont ajouté que Sammy n'avait rien fait de mal.» Pour elle, cela ne fait que faire surgir de nouvelles questions. «S'ils savaient que Samir se trouvait dans ce véhicule, comment ont-ils pu agir de la sorte?» se demande-t-elle. Par la suite, des porte-parole de l'administration Obama déclareront aux médias que Khan faisait partie des «dommages collatéraux» d'une frappe destinée à Al-

Awlaki. Le représentant du Texas Michael McCaul, lui, l'exprimera en d'autres termes. «Nous avons eu Samir Khan en prime. Deux pour le prix d'un», dira-t-il. «Un joli coup.»

Lorsque se répand la nouvelle de la mort d'Al-Awlaki, des politiciens américains, tant démocrates que républicains, applaudissent à cet assassinat. «Il s'agit là d'une victoire extraordinaire, d'un moment marquant pour les États-Unis», clame le parlementaire républicain Peter King, président de la commission de la Chambre des représentants sur la sécurité intérieure. Al-Awlaki, soutient-il, était devenu «plus dangereux que Ben Laden»; en fait, il était «le terroriste numéro un du monde entier». La sénatrice démocrate Dianne Feinstein, présidente de la commission du Sénat sur le renseignement, se réjouit également de la mort d'Al-Awlaki. Dans une déclaration émise conjointement avec le sénateur républicain Saxby Chambliss, elle affirme que l'imam «représentait une menace importante pour les États-Unis», et qu'il avait «déclaré la guerre aux États-Unis, inspirant et planifiant des attaques contre nous. Nous félicitons les agences et le personnel qui ont réussi à le retracer et à éliminer cette menace majeure». La secrétaire d'État Hillary Clinton, pour sa part, conclut: «Tout comme Oussama Ben Laden et un grand nombre d'autres dirigeants terroristes qui ont été tués ou capturés au cours des dernières années, [Al-Awlaki] n'est plus une menace pour les États-Unis et leurs alliés, ni pour les gens qui, aux quatre coins du monde, préfèrent vivre en paix. Aujourd'hui, notre sécurité à tous s'est accrue.»

«Je suis heureux qu'ils l'aient fait», déclare le sénateur républicain John McCain. L'ancien vice-président Dick Cheney louange aussi Obama pour l'assassinat d'Al-Awlaki: «À mon avis, c'était la chose à faire. Je crois que le président devrait avoir l'autorité de lancer ce genre de frappes, même lorsqu'un citoyen américain est en cause.» Le directeur de la CIA Leon Panetta renchérit: «Il s'agissait clairement d'un terroriste; certes, il était citoyen américain, mais un terroriste reste un terroriste.»

Contrairement à celle de Ben Laden, la mort d'Al-Awlaki ne donne pas lieu à des manifestations publiques spontanées dans les rues de Washington et de New York, mais des journaux tabloïds la célèbrent sans réserve: «Un autre chef d'Al-Qaïda mord la poussière», titre le *New York Post*. «Un missile téléguidé en plein dans le mille», indique une autre manchette. «Un autre chef terroriste de moins: Al-Qaïda perd un de ses dirigeants lors d'une attaque», proclame le *Daily News* de New York, qui ajoute: «Leur haine contre les États-Unis part en fumée: un tir de missiles tue un citoyen américain devenu un fléau terroriste.»

À Washington, les seules voix discordantes à se faire entendre à la suite de l'exécution d'Al-Awlaki sont celles de figures déjà marginales des partis démocrate et républicain. «Il est affligeant de constater que le peuple américain accepte sans broncher la décision du président de faire assassiner les individus qu'il considère comme une nuisance», déclare le représentant républicain du Texas Ron Paul, alors candidat à l'investiture républicaine. «Al-Awlaki est né ici, il est citoyen américain. Il n'a jamais subi de procès ni fait l'objet d'accusations criminelles. Peut-on réellement se mettre à assassiner des citoyens américains sans procès? C'est là une question majeure qu'il importe de soulever.» Le démocrate Dennis Kucinich, qui, près de deux ans avant la mort d'Al-Awlaki, avait tenté de remettre en question le droit autoproclamé du gouvernement américain à procéder à de telles exécutions sommaires, affirme quant à lui: «L'administration a franchi un seuil critique et établi un dangereux précédent lui permettant de cibler à l'étranger en vue de l'assassiner un citoyen américain soupçonné d'activités terroristes, violant ainsi les droits fondamentaux garantis par la Constitution, dont le droit à un procès juste et équitable.»

Le constitutionnaliste et journaliste Glenn Greenwald, qui compte parmi les seuls observateurs américains à jeter un regard critique sur l'exécution d'Al-Awlaki, écrit: «Après plusieurs tentatives infructueuses visant à assassiner un de leurs propres citoyens, les États-Unis ont réussi aujourd'hui.» Greenwald ne se trompe pas en affirmant que cet assassinat

ne suscitera que peu de questions ou d'indignation chez les Américains. «Le plus stupéfiant, c'est de voir que les citoyens non seulement ne dénoncent pas cette décision, mais se réjouissent du fait que le gouvernement américain s'octroie le pouvoir d'assassiner ses propres citoyens, loin de tout champ de bataille officiel, sans l'ombre d'un procès en bonne et due forme.»

Dans une entrevue accordée le jour de l'annonce de la mort d'Al-Awlaki, Greenwald affirme: «Rappelez-vous la vive controverse soulevée lorsque Bush s'est arrogé le droit d'emprisonner des citoyens américains sans procès ou simplement de les mettre sur écoute à leur insu. Or, ce qui se passe aujourd'hui est beaucoup plus grave. Il ne s'agit plus de les espionner ou de les incarcérer, mais de les condamner à mort sans procès. Pourtant, de nombreux démocrates et progressistes, parce que c'est le président Obama qui est à l'origine de cette décision, l'acceptent d'emblée, prenant même sa défense.» Il ajoute: «Affirmer que le président a le droit de tuer des citoyens sans procès équivaut à déchirer la Constitution en mille morceaux à brûler et à piétiner.»

Aux yeux d'anciens hauts fonctionnaires de l'administration Bush, l'assassinat d'un citoyen américain par un président démocrate outrepasse les limites acceptables de la guerre contre le terrorisme et les repousse au-delà de leurs propres normes, pourtant assez souples. «En ce moment, aucun gouvernement du monde n'approuve le cadre juridique que nous avons adopté pour justifier de telles opérations, sauf celui d'Afghanistan et peut-être d'Israël», soutient Michael Hayden, ex-directeur de la CIA sous Bush. «Nous avons besoin de l'autorisation d'un juge pour mettre Al-Awlaki sur écoute, mais pas pour le tuer. N'est-ce pas insensé?»

Même si la question de la légitimité juridique de l'exécution d'Al-Awlaki ne suscite guère de remous dans les médias américains et encore moins au sein de la population en général, elle incite quelques journalistes et parlementaires de Capitol Hill à se pencher sur le processus de sélection des citoyens américains ciblés pour être assassinés. Seuls quelques

responsables de Washington semblent détenir des renseignements précis à ce sujet. «La question est soumise au NSC, puis au président, qui confirme que les individus en question figurent sur la liste de cibles à éliminer; c'est cette procédure qui valide la légitimité juridique de la décision», explique Charles Albert «Dutch» Ruppersberger III, représentant démocrate du Maryland qui joue alors un rôle de premier plan au sein de la commission du Sénat sur le renseignement. «C'est légal: nous éliminons un individu qui a perpétré plusieurs attaques contre les États-Unis, et qui se trouve sur notre liste de cibles. On a respecté la procédure.»

Tandis que la Maison-Blanche et certains parlementaires actifs dans l'appareil de sécurité nationale cherchent à convaincre les journalistes et la population de la légalité de la procédure, l'administration Obama refuse toujours de présenter les preuves de la culpabilité de ses cibles. D'autres parlementaires, dont le niveau d'habilitation de sécurité ou l'appartenance à une commission leur donne accès au processus de sélection, soutiennent qu'ils n'ont pas reçu suffisamment d'information à ce chapitre de la part de la Maison-Blanche. «Il importe que la population américaine sache dans quels cas le président est autorisé à tuer un citoyen américain», affirme le sénateur démocrate de l'Oregon Ron Wyden. Membre de la commission du Sénat sur le renseignement depuis 2001, Wyden a souvent reproché à l'administration Bush son manque de transparence. Sous l'administration démocrate d'Obama, il continue à mener les mêmes batailles, auxquelles d'autres sont venues s'ajouter. Il affirme avoir tenté à maintes reprises d'en savoir plus sur le cadre juridique justifiant l'exécution sommaire de citoyens américains. Ces démarches ont demandé un «effort colossal», précise le sénateur. La population américaine, soutient-il, a le droit d'«être informée des critères qui incitent le président à assassiner un citoyen américain. Il s'agit là de questions cruciales dont on n'entend pratiquement jamais parler». Al-Awlaki n'avait fait l'objet d'aucune accusation officielle ni poursuite judiciaire. Comment aurait-il pu se rendre à la justice? Et à qui se serait-il rendu? «Ces questions restent en suspens», fait observer Wyden.

Giraldi, ex-officier traitant de la CIA, n'hésite pas à qualifier d'«assassinat» l'exécution d'Al-Awlaki. Il s'est penché sur l'information rendue publique au sujet de l'imam, ainsi que sur ce qu'on lui reprochait. «À mon avis, cela ne justifiait aucunement une condamnation à mort. Ils affirment par ailleurs détenir d'autres preuves, mais refusent de les dévoiler», explique Giraldi. «Naturellement, c'est le prétexte qu'ils servent à toutes les sauces: si une poursuite est intentée, on invoque le secret d'État pour y mettre fin. Des gens continuent donc d'être tués sans qu'aucune preuve ne soit présentée, et sans que personne ne puisse s'y opposer.»

Selon Nasser Al-Awlaki, les forces de sécurité américaines et yéménites auraient pu arrêter son fils, mais pourquoi lui avoir refusé le droit de se défendre en justice? Pour éviter de lui offrir une tribune susceptible de l'aider à diffuser son message? «Je crois qu'ils voulaient l'éliminer sans procès parce qu'ils croyaient avoir affaire à une cible militaire légitime», ajoute Nasser. «Mais comment expliquer qu'Umar Farouk, qui a tenté de faire exploser un avion, ou Nidal Hasan, qui a abattu de sang-froid plusieurs soldats, aient pu comparaître devant un tribunal? Mon fils, lui, a été privé de ce droit.»

Chapitre 52

Expier les fautes du père

WASHINGTON, YÉMEN, 2011 — Dans le Shabwah, Abdul Rahman Al-Awlaki pleure son père. Ses proches tentent de le consoler et l'encouragent à sortir avec ses cousins, à faire des promenades ou à prendre des repas à l'extérieur. Le 14 octobre en soirée, suivant leurs conseils, le garçon part avec ses cousins rejoindre un groupe d'amis qui ont organisé un barbecue. Installés sur une couverture étendue sur le sol, ils s'apprêtent à manger, comme quelques autres personnes installées à proximité. Vers 21 h, des drones transpercent le ciel nocturne. Quelques instants plus tard, Abdul Rahman rend l'âme en même temps que plusieurs autres adolescents de sa famille, dont Ahmed, son cousin âgé de 17 ans.

Tôt le lendemain matin, Nasser Al-Awlaki reçoit un appel de membres de sa famille vivant dans le Shabwah. «Des proches se sont rendus à l'endroit où [Abdul Rahman] a été abattu. Ils nous ont dit qu'il a été enterré avec les autres dans une fosse commune. Comme ils ont été déchiquetés par le drone, il a été impossible de les inhumer séparément», raconte Nasser. «Tout ce qu'ils ont pu identifier, c'est la chevelure d'Abdul Rahman. Ils n'ont pas pu reconnaître son visage, ni rien d'autre.» L'horreur se perpétue: deux semaines après l'assassinat de leur fils aîné, voilà que leur premier petit-fils est tué à son tour. Nasser et son épouse Saleha sont outrés par les faussetés dont sont truffés les bulletins de nouvelles, qui présentent Abdul Rahman comme un jeune homme de 21 ans, donc «en âge de s'engager

dans l'armée», au dire d'officiers non identifiés de l'armée américaine. Certains communiqués laissent entendre qu'il était un sympathisant d'Al-Qaïda et que, au moment de sa mort, il se trouvait en compagnie d'Ibrahim Al-Banna, un Égyptien présenté comme le «coordonnateur des médias» pour AQPA.

«Qu'ils aient tué un adolescent dépasse l'entendement, et quelle absurdité de soutenir qu'il s'agissait d'un membre d'Al-Qaïda!» se désole Nasser peu après l'attaque. «Ils ne pensent qu'à justifier son assassinat.» Après la mort d'Abdul Rahman, il exhibera l'acte de naissance de son petit-fils, né en 1995 à Denver, au Colorado. «Au moment où il a été abattu par le gouvernement américain, c'était un adolescent. Il n'aurait pas pu s'enrôler dans l'armée américaine: il n'avait que 16 ans.»

Plusieurs jours après l'assassinat d'Abdul Rahman, les autorités américaines émettent une déclaration, s'abstenant selon leur habitude de s'attribuer la responsabilité de l'attaque, même si «des hauts fonctionnaires non identifiés», tant aux États-Unis qu'au Yémen, ont confirmé l'incident auprès de pratiquement tous les médias intéressés. «Selon certains communiqués, un membre haut placé d'AQPA, Ibrahim Al-Banna, a été tué vendredi dernier au Yémen, en compagnie de plusieurs autres individus, dont le fils d'Anwar Al-Awlaki», rapporte à la presse Thomas Vietor, porte-parole du NSC, dans une déclaration qui situe bizarrement Abdul Rahman quelque part entre le partisan d'Al-Qaïda et le touriste malchanceux. «Depuis un an, le département d'État recommande publiquement aux citoyens américains d'éviter de se rendre au Yémen ou de quitter ce pays s'ils s'y trouvent déjà, en raison du risque de violence et de la présence d'organisations terroristes, dont AQPA, aux quatre coins du pays.»

Les membres de la famille Al-Awlaki, qui avaient refusé de commenter l'assassinat d'Anwar, éprouvent maintenant le besoin de prendre publiquement la parole à la suite du meurtre d'Abdul Rahman. «Nous avons observé avec indignation la façon dont plusieurs chaînes de nouvelles et journaux américains d'envergure déforment la vérité, faisant d'Abdul

Rahman un agent d'Al-Qaïda et affirmant à tort qu'il avait 21 ans», déclarent-ils. «Abdul Rahman Anwar Al-Awlaki est né le 26 août 1995 à Denver, au Colorado. Il était citoyen américain et a été élevé aux États-Unis jusqu'en 2002, au moment où son père a été contraint de quitter les États-Unis et de retourner au Yémen.» La famille invite les gens à consulter la page Facebook du jeune homme, qui s'y présente comme un adolescent s'intéressant à la musique, aux jeux vidéo et à ses liens avec ses amis, «pour voir de plus près le "terroriste meurtrier", "l'agent d'Al-Qaïda âgé de 21 ans" que le gouvernement américain prétend avoir éliminé. Observez ses photos, ses amis, ses loisirs. Sa page Facebook est celle d'un garçon typique, d'un adolescent qui a payé chèrement des actes et un rôle qui n'ont jamais été siens».

Au sein de la famille Al-Awlaki, l'affliction atteint son paroxysme. Après l'assassinat d'Anwar, «les gens affluaient pour nous offrir leurs condoléances et exprimer leur sympathie, mais j'étais plongée dans un état d'incrédulité et de déni», se rappelle Abir, la sœur d'Anwar. «Pendant deux semaines, des gens ont continué à se présenter, et c'est alors qu'une nouvelle tragédie nous a frappés, la mort du fils aîné d'Anwar, Abdul Rahman. Pourquoi avoir assassiné ce garçon maigrichon et souriant aux cheveux bouclés? De quoi l'accusait-on?» se demande Abir. «La disparition d'Abdul Rahman, 14 jours seulement après la mort de son père, était insupportable. Je ne pourrai jamais oublier l'image de mon père au moment où il a appris la nouvelle. Il est déjà difficile pour un père de perdre son fils aîné; il venait en plus de perdre son petit-fils bien-aimé. La maisonnée tout entière était traumatisée et profondément affligée.»

La grand-mère d'Abdul Rahman, Saleha, sombre dans une profonde dépression après le décès de son fils, puis de ce petit-fils dont elle était très proche. Après la mort de ce dernier, elle sert du thé et des pâtisseries aux gens venus offrir leurs condoléances. «J'avais toujours l'impression qu'Abdul Rahman allait surgir pour venir m'aider au service, comme il en avait l'habitude», raconte-t-elle. «Il me manque beaucoup», confie-t-elle en pleurant. «C'était un garçon exceptionnel. Je n'ai connu personne d'autre

comme lui. Il était incroyablement gentil.» Lorsqu'on lui demande si elle a un message à livrer aux Américains, Saleha répond: «Abdul Rahman n'a pas été le seul enfant à se faire tuer ce jour-là. D'autres enfants ont perdu la vie, que leurs parents aimaient, tout comme les Américains aiment leurs enfants. […] Barack Obama ou madame Clinton seraient-ils heureux de perdre leur fille? Quel bien peut en tirer le peuple américain?»

Même si la famille Al-Awlaki dénonce l'assassinat d'Anwar et juge que les autorités américaines ont exagéré l'importance de sa participation à Al-Qaïda, elle comprend pourquoi les États-Unis ont voulu l'éliminer, confie Nasser. «Mon fils était animé de profondes convictions», explique-t-il. «Mais le meurtre brutal de son fils m'a profondément accablé. [Abdul Rahman] n'a jamais rien fait contre les États-Unis. Il était citoyen américain. Peut-être y serait-il retourné un jour pour étudier et mener sa vie. Et ils l'ont abattu de sang-froid.»

La CIA affirme qu'elle n'est pas responsable de cette frappe, soutenant que la prétendue cible, Ibrahim Al-Banna, ne figurait pas sur sa liste de cibles à éliminer. Le JSOC serait-il l'auteur de l'attaque? Des responsables américains déclarent au *Washington Post* que «les deux listes diffèrent», ce qu'ils justifient toutefois de façon contradictoire. Abdul Rahman aurait été selon eux une «victime accidentelle». Selon un agent du JSOC, la véritable cible de cette frappe, dont il ne précise pas l'identité, n'a pas été tuée. Le 20 octobre 2011, des hauts gradés militaires présentent à la commission du Sénat sur les forces armées un compte rendu à huis clos sur l'attaque du JSOC. À l'exception des déclarations de hauts fonctionnaires américains qui se sont exprimés sous le couvert de l'anonymat, l'administration des États-Unis n'a fourni aucune explication sur la frappe. Le mystère s'épaissit lorsqu'AQPA publie un communiqué affirmant qu'Al-Banna est toujours en vie. «Ces mensonges et allégations de la part du gouvernement […] n'ont rien d'inhabituel […] Le gouvernement a souvent annoncé à tort la mort de moudjahidines», peut-on lire dans le communiqué. Les Al-Awlaki sont perplexes: Abdul Rahman était-il ou non la véritable cible de l'attaque?

Interrogé sur l'assassinat de Samir Khan et des Al-Awlaki père et fils, le leader de la majorité démocrate au Sénat américain Harry Reid, un des rares parlementaires à avoir accès à ce dossier, n'hésite pas à affirmer sur CNN: «Ce que je sais, c'est que les citoyens américains qui ont été tués outre-mer […] sont des terroristes, qui, franchement, méritaient pleinement leur sort.» Lorsque le journaliste Ryan Devereaux questionne le représentant Peter King, membre de la commission du Sénat sur le renseignement, au sujet de l'exécution sommaire d'Abdul Rahman, celui-ci affirme: «Je rencontre régulièrement le général Petraeus, les dirigeants de la CIA et ceux des forces armées, et je reste persuadé que toutes les frappes menées au Yémen et en Afghanistan, partout où interviennent les États-Unis, sont justifiées.» Il ajoute: «Je crois qu'ils ont pris une bonne décision.» Quand le journaliste lui demande s'il s'est penché de façon spécifique sur le cas d'Abdul Rahman, King répond: «Ça va de soi, j'imagine. Essayez-vous de me coincer?» Bien qu'il ait affirmé être au fait de cette affaire, King énoncera plus tard à tort et à travers qu'Abdul Rahman se trouvait en compagnie de son père lorsqu'il a été abattu. «Si le jeune a été tué aux côtés de son père, que peut-on y faire?» demande-t-il.

Robert Gibbs, ancien porte-parole de la Maison-Blanche et principal conseiller d'Obama lors de la campagne présidentielle de 2012, est également appelé à se prononcer sur la frappe qui a éliminé Abdul Rahman. «Un citoyen américain a été abattu, sans procédure judiciaire, sans procès. Et il était mineur», lui lance la journaliste Sierra Adamson lors d'une rencontre informelle. Gibbs, alors porte-parole d'Obama, rétorque: «Je dirais qu'il lui aurait fallu un père beaucoup plus responsable. Ces gens se préoccupent-ils vraiment du bien-être de leurs enfants? À mon avis, devenir un terroriste à la solde d'Al-Qaïda n'est pas la meilleure façon de mener sa vie.»

Les Al-Awlaki restent plongés dans le doute par rapport au meurtre de leur petit-fils. Le gouvernement américain se serait-il servi d'Abdul Rahman pour retrouver Anwar? Comme cela s'est déjà produit lors de

l'assassinat d'opposants au régime yéménite, se pourrait-il que l'administration américaine ait reçu de faux renseignements quant à l'âge d'Abdul Rahman et à ses liens avec Al-Qaïda? La famille Al-Awlaki exprime sa réticence à adhérer à une théorie du complot, mais s'interroge profondément sur les motifs de l'assassinat d'Abdul Rahman, surtout si le garçon ne se trouvait pas en compagnie d'Al-Banna. Qui donc était visé? «Il revient au gouvernement américain de s'assurer de la véracité des renseignements obtenus avant d'entreprendre une action contre quelqu'un. Par conséquent, je ne crois pas qu'il se soit agi d'un simple accident. Ils devaient suivre sa trace», affirme Nasser. «Mais ils ont voulu dissimuler l'affaire et ont prétendu qu'il avait 21 ans pour justifier son assassinat. Ou peut-être, comme ils l'ont mentionné, s'est-il réellement trouvé au mauvais endroit au mauvais moment?» Après avoir marqué une pause, il ajoute: «Cette version n'est toutefois pas très crédible.»

Un responsable américain non identifié confiera plus tard au *Washington Post* que l'assassinat d'Abdul Rahman a été «une erreur scandaleuse. Ils visaient le gars assis à côté de lui». Personne n'a toutefois précisé l'identité de la cible. Selon les parents du jeune homme, leur fils était assis en compagnie de ses cousins adolescents, dont aucun n'avait de liens avec Al-Qaïda. Les décisions relatives «aux cibles, aux drones, à tout cela, sont prises par les plus hautes instances des États-Unis, dont la CIA. Pourquoi ont-ils précisément attaqué ces garçons?» se demande Nasser. «J'attends des réponses de la part du gouvernement américain.»

Or, l'administration Obama entretient farouchement le mystère, se drapant dans le secret d'État comme l'a fait le président Bush durant les huit années de son mandat. Les assassinats d'Anwar et d'Abdul Rahman Al-Awlaki, pourtant, posent un sinistre jalon dans l'histoire contemporaine des États-Unis.

Épilogue

La guerre permanente

Le 21 janvier 2013, Barack Obama entreprend son second mandat à la présidence des États-Unis. Tout comme il l'avait fait six ans auparavant au début de sa première campagne électorale, il s'engage à tourner une page de l'histoire en donnant une nouvelle orientation à la politique étrangère américaine. «Une décennie de guerre arrive maintenant à sa fin», déclare-t-il lors de son discours d'investiture. «Nous, le peuple, persistons à croire que la sûreté et la paix durables ne nécessitent pas la guerre perpétuelle.»

Ce jour-là, les médias concentrent l'essentiel de leur attention sur la nouvelle coiffure de la première dame Michelle Obama et sur les vedettes présentes dans l'assistance, dont le géant du hip-hop Jay Z et son épouse Beyoncé, qui ont chanté l'hymne national. Cependant, au moment même où le président prête serment, un tir de drone frappe le Yémen pour la troisième fois en trois jours. Malgré la rhétorique dont il use sur les marches du Capitole, tout indique qu'Obama continuera à présider aux destinées d'un pays en état de guerre permanente.

Au cours de l'année ayant précédé la cérémonie, les personnes tuées par des tirs de drones américains en divers endroits du monde ont été plus nombreuses que celles qu'on a emprisonnées à Guantanamo. Au moment où Obama entame son second mandat, son équipe antiterroriste achève la normalisation de la liste des cibles à éliminer, une tâche qui comprend la définition des règles à observer si des citoyens américains se retrouvent dans la mire de la Maison-Blanche. En 2011, William McRaven a été

promu au grade d'amiral et au poste de commandant du SOCOM, dont les forces spéciales mènent des opérations dans plus de 100 pays.

Au printemps 2013, après que la révélation d'une liaison extraconjugale eut mis un terme à la carrière de David Petraeus, le président recrute John Brennan pour remplacer le général à la tête de la CIA, veillant ainsi à ce que cette dernière soit dirigée par un pionnier de la mise en œuvre et de l'expansion du programme d'assassinats ciblés. Au cours des quatre années où Brennan a été le principal conseiller d'Obama en matière de lutte antiterroriste, certains en sont venus à le surnommer «le tsar de l'assassinat» pour son rôle dans les tirs de drones et les autres opérations létales.

Au début de son premier mandat, Obama avait tenté de nommer Brennan directeur de la CIA, mais, devant la controverse suscitée par son implication dans le programme de détention de l'administration Bush, celui-ci avait dû décliner l'offre. Par la suite, Brennan a conçu un «manuel» précisant les façons d'en arriver à biffer des noms sur la liste de cibles. «Les assassinats ciblés sont devenus si banals que l'administration Obama a passé l'essentiel de la dernière année à en codifier et à en peaufiner les procédés», observait le *Washington Post.* Brennan a joué un rôle de premier plan dans l'évolution du concept d'assassinat ciblé «en tentant de normaliser la gestion des listes de personnes à capturer ou à éliminer. Cette démarche s'inscrit dans une entreprise plus large visant à guider les administrations futures dans l'application des méthodes de lutte antiterroriste adoptées par Obama», ajoutait le quotidien. «Le système fonctionne comme un entonnoir. Les données initiales proviennent d'une demi-douzaine d'agences. Elles franchissent ensuite diverses étapes de révision dont les résultats aboutissent sur le bureau de Brennan avant d'être présentés au président.»

L'équipe antiterroriste d'Obama a créé une base de données désignée sous le nom de «grille de mise en œuvre», qui regorge de renseignements sur de présumés terroristes ou militants et propose des méthodes pour les

capturer ou les éliminer. Selon certains hauts fonctionnaires, le programme d'assassinats ciblés devrait durer «au moins une autre décennie». Pendant son premier mandat, «Obama a institutionnalisé la pratique rigoureusement secrète de l'assassinat ciblé, transformant des méthodes répondant à des besoins ponctuels en une infrastructure antiterroriste lui permettant de mener une guerre qui semble permanente», concluait le *Washington Post.*

Au début de l'année 2013 est révélée l'existence d'un «livre blanc» du département de la Justice des États-Unis qui établit «la légalité d'une opération létale contre un citoyen américain». Dans cet opuscule de 16 pages, on affirme que le gouvernement n'est pas tenu de posséder des renseignements démontrant qu'un citoyen américain participe activement à un complot terroriste pour l'inclure sur sa liste des cibles à éliminer. Au contraire, y écrit-on, si «un haut responsable bien informé» juge qu'un citoyen américain représente «une menace imminente» pour les États-Unis, l'administration dispose alors d'un motif suffisant pour le tuer. Les juristes qui ont rédigé le document cherchent à élargir la notion d'«imminence»: «Pour qu'un dirigeant terroriste soit associé à une menace "imminente" d'attentat contre les États-Unis, on n'est pas tenu de fournir à l'administration des preuves irréfutables qu'un attentat particulier contre des Américains sera perpétré dans un avenir immédiat.» Aux yeux des auteurs, attendre «que les préparatifs de l'attentat soient achevés» avant d'éliminer un suspect «ferait en sorte que les États-Unis n'auraient pas le temps de se défendre». Ils soutiennent qu'une telle opération létale constitue «un homicide légal commis en autodéfense», et «non un assassinat».

Pour Jameel Jaffer, de l'ACLU, «ce document donne froid dans le dos». «On y affirme que le gouvernement a le droit de procéder à l'exécution extrajudiciaire d'un citoyen américain. Ce pouvoir pourra être exercé par la prochaine administration et les suivantes, dans tous les conflits à venir, et non seulement contre Al-Qaïda. De plus, l'administration [Obama] considère qu'elle peut en faire usage dans le monde entier, et non sur les

seuls champs de bataille officiels, limités dans l'espace. Il s'agit donc d'une recommandation très radicale», conclut Jaffer.

En octobre 2002, pendant que l'administration Bush se préparait à envahir l'Irak, Barack Obama a donné le premier discours d'importance de sa carrière politique nationale. Alors membre du Sénat de l'Illinois, il a vigoureusement condamné le projet d'invasion, mais a commencé son allocution par une mise au point: «Bien que le présent rassemblement ait été convoqué pour protester contre la guerre, sachez que […] je ne m'oppose pas à toutes les guerres», a-t-il déclaré. «C'est à une guerre stupide que je m'oppose, à une guerre hasardeuse.» Lors de sa première campagne présidentielle, il a vertement reproché à l'administration Bush de mener la mauvaise guerre, et à son opposant John McCain de ne pas exposer comment il s'y prendrait pour lutter contre Oussama Ben Laden et Al-Qaïda.

Vers la fin du premier mandat d'Obama, les États-Unis avaient retiré l'immense majorité de leurs troupes d'Irak et planifiaient ouvertement un retrait similaire d'Afghanistan pour 2014. L'administration était parvenue à convaincre l'opinion publique américaine du fait qu'Obama menait une guerre «mieux avisée» que celle de son prédécesseur. Alors qu'il faisait campagne pour sa réélection, on lui a demandé de commenter les propos de ses opposants républicains qui l'accusaient de mener une politique étrangère fondée sur l'apaisement. «Posez la question à Oussama Ben Laden et aux 22 des 30 principaux dirigeants d'Al-Qaïda qu'on a retirés du champ de bataille. Demandez-leur si je prône l'apaisement», a-t-il répondu.

La guerre planétaire contre le terrorisme est entrée dans sa deuxième décennie, et l'illusion qu'il s'agit d'une guerre propre semble maintenant bien ancrée: nourrie par l'administration Obama, elle a trouvé son public. Tous les sondages indiquent que la population des États-Unis en a assez des grands déploiements militaires comme ceux d'Irak et d'Afghanistan, qui ont fait tant de victimes chez les soldats américains. Un sondage effectué en 2012 a montré que 83 % des Américains approuvent le programme de drones d'Obama, et que 77 % des électeurs qui se disent démocrates

progressistes y souscrivent. Une enquête commandée par le *Washington Post* et ABC News a révélé que l'appui aux tirs de drones ne diminue que «légèrement» dans les cas où un citoyen américain en est la cible.

Il est rare qu'Obama et ses conseillers fassent mention du programme de drones en public. En fait, ce n'est que plusieurs années après le début de son premier mandat que le président a confirmé l'utilisation de drones armés. Ce dévoilement n'a pas eu lieu dans le cadre d'une conférence de presse ou dans les pages d'un avis juridique, mais plutôt lors d'un «échange» sur Google+ où le président répondait aux questions du public. Quelqu'un l'a interrogé sur l'usage qu'il faisait des drones. «Je veux m'assurer que les gens comprennent que les drones ne font pas un grand nombre de victimes civiles», a-t-il déclaré. «En général, nous avons mené des frappes très précises contre Al-Qaïda et ses alliés, et nous procédons avec la plus grande prudence.» Il a rejeté ce qu'il qualifiait de «perception» que «nous déclenchons de multiples frappes de manière indiscriminée», et a soutenu qu'«il s'agit de mesures ciblées, visant des gens qui sont sur une liste de terroristes actifs et tentent de s'en prendre à des citoyens américains, à des installations américaines, à des bases américaines, et ainsi de suite». Et Obama d'ajouter: «Il importe que tout le monde comprenne que ces opérations sont soumises à un contrôle très strict. La décision de les lancer n'est pas prise à la légère par une bande de types assis dans une salle. Elles sont partie intégrante de notre autorité générale en matière de lutte contre Al-Qaïda. Nous n'y avons pas recours pour d'autres raisons.»

Selon Michael Boyle, politologue de l'université LaSalle à Philadelphie ayant fait partie du groupe d'experts sur la lutte antiterroriste de la campagne d'Obama, si l'administration «est parvenue à donner l'impression d'un faible nombre de victimes civiles», c'est entre autres grâce à son recours aux «frappes particulières» et à d'autres méthodes permettant de ranger tout homme en âge d'être soldat dans la catégorie des cibles légitimes, et ce, même si l'on ne connaît pas son identité. «Cette stratégie fondée sur la "culpabilité par association" a eu pour effet

d'assouplir les normes de sélection des cibles de tirs de drones», déplore Boyle. «On en voit les conséquences lors des bombardements de mosquées ou de cortèges funéraires, lesquels tuent des non-combattants et déchirent le tissu social des régions où ils ont lieu.» Personne «ne connaît vraiment le nombre de victimes des drones de combat dans ces régions éloignées, souvent dépourvues de gouvernement», ajoute-t-il.

C'est en semant la mort à coups de drones, de missiles de croisière et de raids des forces spéciales que les États-Unis tentent de filer vers la victoire. Lancée par une administration républicaine, la guerre contre le terrorisme a été légitimée et intensifiée par un président démocrate alors qu'il était au faîte de sa popularité. Bien que l'accession de Barack Obama au titre d'homme le plus puissant du monde s'explique par une multitude de facteurs, elle résulte en grande partie du désir qu'éprouvaient des millions d'Américains d'en finir avec les excès de l'ère Bush. Si John McCain avait remporté l'élection, on voit mal comment certaines des politiques antiterroristes mises en place par Obama auraient pu obtenir un aussi large soutien, en particulier chez les démocrates progressistes. Chaque Américain doit maintenant se demander s'il appuierait les mêmes politiques (multiplication des tirs de drones, autonomie du JSOC, recours au secret d'État, détentions de durée indéterminée, déni de l'habeas corpus, capture et assassinat de citoyens américains sans accusation ni procès) si le commandant en chef n'était pas le candidat pour lequel il a voté. Néanmoins, au-delà des clivages partisans, les politiques adoptées par l'administration Obama auront d'énormes répercussions. Qu'ils soient démocrates ou républicains, les futurs présidents hériteront d'une procédure rationalisée d'élimination des ennemis des États-Unis, présumés ou réels. Ils se verront léguer un exécutif aux pouvoirs étendus dont la légitimité reposera sur l'impératif de la sécurité nationale.

En 2012, on a demandé à un ancien professeur de droit constitutionnel américain ce qu'il pensait des programmes de drones et d'assassinats ciblés. «Il est très important que le président et son équipe de sécurité nationale se

posent constamment des questions difficiles comme “Ce que nous faisons est-il juste?” ou “Respectons-nous la primauté du droit?”» a-t-il répondu, soulignant l’importance pour les États-Unis d’«éviter de s’engager sur une pente glissante qui les amènerait à ne plus être fidèles à eux-mêmes».

Cet ancien professeur de droit était Barack Obama.

En créant une liste de cibles à éliminer et en multipliant les tirs de drones, «Obama a trahi sa promesse de mettre en œuvre des politiques antiterroristes respectant la Constitution des États-Unis», accuse Boyle. Le président «a banalisé et systématisé les exécutions extrajudiciaires ordonnées dans le bureau ovale, profitant de la supériorité technologique temporaire de Washington dans le domaine des drones pour mener une série de guerres de l’ombre en Afghanistan, au Pakistan, au Yémen et en Somalie. À l’insu des parlementaires, des tribunaux et du public, Obama autorise des meurtres sur une base hebdomadaire et évalue secrètement la culpabilité ou l’innocence des personnes susceptibles d’être inscrites sur la liste des cibles à éliminer» Boyle poursuit: «Quand Obama aura quitté ses fonctions, rien n’empêchera son successeur de lancer ses propres attaques de drones, éventuellement contre d’autres cibles qui feront moins l’unanimité. L’infrastructure et la procédure de révision de la liste de cibles à éliminer seront toujours à la disposition du prochain président, qui pourrait être moins conscient qu’Obama des incidences morales et juridiques de ces opérations.»

À l’automne 2012, l’ACLU et le *New York Times* déposent une demande d’accès à l’information relative aux fondements juridiques du programme d’assassinats et, en particulier, des frappes qui ont tué 3 citoyens américains, dont Abdul Rahman Al-Awlaki, 16 ans. En janvier 2013, une juge fédérale se prononce sur la requête. Le ton de la décision de la juge Coleen McMahon dénote une certaine frustration devant le manque de transparence de la Maison-Blanche. Les demandes présentées en vertu de la Loi sur le libre accès à l’information, écrit-elle, «soulèvent de sérieuses questions sur les limites imposées au pouvoir de l’exécutif par la

Constitution et les lois des États-Unis, et nous amènent à nous demander si nous vivons dans un État de droit ou sous le règne de l'arbitraire». Elle accuse l'administration «d'aborder publiquement la légalité des assassinats ciblés, dont ceux de citoyens [américains], de façon sibylline et floue, en général sans se référer à la moindre loi ou à la moindre jurisprudence pour justifier ses conclusions. […] Une communication plus systématique des raisonnements juridiques sur lesquels l'administration fonde la légitimité d'assassiner des individus, dont des citoyens des États-Unis, loin des champs de bataille reconnus permettrait un débat éclairé sur une stratégie qui, comme la torture avant elle, est loin de faire l'unanimité. Le public pourrait ainsi mieux comprendre la portée de cette pratique mal définie, mais de plus en plus courante».

En fin de compte, la juge n'ordonnera pas la divulgation des documents. Partageant ses préoccupations juridiques à l'égard de la transparence de l'administration quant au programme d'assassinats, elle écrit:

> Ce tribunal est régi par le droit, et le droit m'impose de conclure que le gouvernement n'a pas contrevenu à la Loi sur le libre accès à l'information en refusant de divulguer les documents demandés au nom de ladite loi, et que ce tribunal ne peut le contraindre d'expliquer en détail les raisons pour lesquelles ses actes ne contreviennent pas à la Constitution et aux lois des États-Unis. Je suis consciente de la nature paradoxale du présent avis, mais, après mûre réflexion, je me retrouve dans cette situation tout aussi paradoxale qui m'empêche de résoudre un problème en raison de contraintes et de règles contradictoires — une véritable impasse. Je ne peux trouver aucun moyen de contourner la profusion de lois et de jurisprudences qui permettent effectivement à l'exécutif de notre gouvernement de proclamer, tout en maintenant son raisonnement secret, que certaines actions à première vue incompatibles avec notre Constitution et nos lois sont parfaitement légales.

Ce ne sont pas seulement les précédents établis pendant l'ère Obama qui auront des répercussions sur l'avenir, mais aussi les opérations létales elles-mêmes. Personne ne peut prédire avec certitude les conséquences à long terme des tirs de drones, des attaques de missiles de croisière et des raids nocturnes. Sur la base de mon expérience, je peux cependant affirmer que, dans plusieurs des zones où se déroulent ces guerres secrètes, que ce soit en Somalie, au Yémen, au Pakistan, en Afghanistan ou ailleurs dans le monde musulman, les États-Unis sont en partie responsables de la multiplication de

leurs propres ennemis. Les personnes dont les proches ont été tués lors d'une de ces opérations peuvent prétendre en toute légitimité qu'elles ont un compte à régler avec Washington. En octobre 2003, soit moins d'un an après le début de l'occupation de l'Irak, Donald Rumsfeld se demandait si les États-Unis étaient «en train de gagner ou de perdre la guerre planétaire contre le terrorisme» en ces termes: «Est-ce que nous capturons, tuons ou dissuadons chaque jour plus de terroristes que les madrasas et les imams radicaux en recrutent, en entraînent et en déploient?» Plus de dix ans après le 11-Septembre, les décideurs et le public américains devraient se poser une question un peu plus embarrassante: «Est-ce que nos politiques, mises en œuvre au nom de la sécurité nationale, améliorent notre sécurité ou y nuisent?» Bref, éliminent-elles plus d'ennemis qu'elles en créent? Boyle tient des propos modérés lorsqu'il constate que «les conséquences stratégiques néfastes» du programme américain d'assassinats «n'ont pas été adéquatement mises en balance avec les gains tactiques associés à l'élimination de terroristes».

En novembre 2012, le président Obama affirmait qu'«aucun pays du monde ne pourrait tolérer que des missiles venus d'ailleurs s'abattent sur ses citoyens». Il défendait ainsi l'attaque lancée par Israël contre Gaza dans le but de se protéger contre les tirs de missiles du Hamas. «Nous soutenons pleinement le droit d'Israël de se défendre contre les missiles qui frappent les maisons et les lieux de travail de ses citoyens, dont ils mettent la vie en danger», poursuivait-il. On peut se demander comment les habitants des régions du Yémen, de la Somalie ou du Pakistan qui essuient régulièrement des tirs de drones américains ont réagi à cette déclaration.

Vers la fin du premier mandat d'Obama, l'avocat général du département de la Défense américain Jeh Johnson a prononcé une importante conférence à l'Oxford Union Society, en Angleterre. «Si je devais résumer les tâches qui m'incombent en une seule phrase, je dirais ceci: je dois veiller à ce que tout ce que font nos forces armées et notre département de la Défense soit conforme aux lois des États-Unis et au droit international», a-t-il déclaré. «Pour ce faire, je dois procéder à l'évaluation

juridique préalable de toute opération militaire destinée à être approuvée par le secrétaire à la Défense et le président.» Le gouvernement britannique était alors sur la sellette en raison de son implication dans des tirs de drones américains. Le fils britannique d'un chef tribal pakistanais tué lors d'une frappe en 2011 intentait une poursuite judiciaire contre des responsables britanniques, qu'il accusait de «complicité de meurtre» pour avoir fourni aux Américains les renseignements ayant rendu l'opération possible. Par ailleurs, une commission des Nations Unies s'apprêtait à ouvrir une enquête sur le programme américain d'assassinats, et une nouvelle contestation judiciaire prenait forme aux États-Unis mêmes. Dans son allocution, Johnson a présenté les arguments avancés par Washington pour défendre ses politiques antiterroristes controversées:

> Chez nous, des juristes et des commentateurs qualifient l'incarcération de membres d'Al-Qaïda par les forces armées de «détention illimitée sans acte d'accusation», ou considèrent l'usage de la force létale contre tel ou tel membre bien connu d'Al-Qaïda comme une «exécution extrajudiciaire».
>
> Vues sous l'angle de l'application de la loi ou de la justice criminelle, en vertu desquelles personne ne peut être condamné à mort ou à la prison sans avoir été préalablement inculpé, accusé et jugé devant un tribunal impartial, ces caractérisations peuvent être justifiées.
>
> Mais envisagées, comme elles devraient l'être, dans la perspective d'un conflit armé conventionnel, la capture, la détention et le recours à la force létale sont des pratiques traditionnelles, aussi anciennes que les armées.

En résumé, l'administration Obama justifie sa guerre planétaire en affirmant qu'elle consiste bel et bien en une guerre. À ses yeux, l'autorité de traquer les responsables des attentats du 11 septembre accordée par le Congrès à l'administration Bush lui permet de continuer, plus de dix ans plus tard, à mener des frappes contre de «présumés terroristes» (dont certains avaient encore la couche aux fesses quand les tours jumelles se sont effondrées). Les politiques instituées par le président Bush et renforcées par son successeur démocrate auront finalement eu pour effet d'inaugurer une nouvelle ère, celle de la guerre sale contre le terrorisme. Le programme de drones des États-Unis «suscite une nouvelle course aux armements qui viendra renforcer nos ennemis actuels et futurs et jettera les bases d'un système international de plus en plus violent», juge Boyle.

Aujourd'hui, au nom de la sécurité nationale des États-Unis, le président et ses conseillers déterminent secrètement qui doit vivre ou mourir, interprètent les lois derrière des portes closes et considèrent qu'aucune cible n'est illégitime, pas même un citoyen américain. Cependant, les incidences des décisions prises à Washington ne concernent pas seulement la séparation des pouvoirs propre à la démocratie américaine. En janvier 2013, Ben Emmerson, rapporteur spécial de l'ONU sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, annonce l'ouverture d'une enquête sur les opérations létales que mènent les États-Unis. Dans son communiqué de presse, il rappelle l'analyse de Washington, selon laquelle les «démocraties occidentales […] se livrent à une guerre sans fin contre un ennemi sans État sur un théâtre des opérations dépourvu de frontières». Cette thèse, affirme-t-il, est «vigoureusement contestée par la plupart des États et par la majorité des spécialistes du droit international vivant à l'extérieur des États-Unis».

Dans son discours d'investiture de janvier 2013, Obama use de la rhétorique internationaliste. «Nous défendrons notre peuple et confirmerons nos valeurs par la force des armes et de la primauté du droit. Nous ferons preuve du courage d'essayer de résoudre nos différences avec d'autres pays de manière pacifique — non pas parce que nous sommes naïfs par rapport aux dangers qui nous guettent, mais parce que le dialogue peut dissiper la suspicion et la peur de manière plus durable», déclare-t-il. «Les États-Unis resteront le point d'ancrage d'alliances solides aux quatre coins du globe. Et nous allons renouveler les institutions qui étendent notre capacité à gérer les crises à l'étranger, car les enjeux d'un monde pacifique ne sont nulle part ailleurs aussi élevés que pour sa nation la plus puissante.» Pourtant, aussitôt le second mandat d'Obama amorcé, les États-Unis se trouvent encore en contradiction avec le reste du monde à propos d'un élément fondamental de leur politique extérieure. Le tir de drone qui frappe le Yémen le jour même où le président prête serment montre une fois de plus que l'unilatéralisme et

l’exceptionnalisme américains ne sont pas de simples axiomes partagés par les deux grands partis, mais une institution permanente des États-Unis. En renonçant progressivement aux campagnes militaires à grand déploiement, les États-Unis ont multiplié leur recours aux drones de combat, aux missiles de croisière et aux raids des forces spéciales dans un nombre sans précédent de pays. La guerre contre le terrorisme se nourrit désormais d’elle-même.

Une question douloureuse demeure, pour tous les citoyens des États-Unis: comment une telle guerre peut-elle prendre fin?

Remerciements

CE LIVRE EST NÉ du travail acharné d'une équipe dont les membres se trouvent aux quatre coins du monde, de Brooklyn à Kaboul, en passant par Washington, Mogadiscio, Sanaa et bien d'autres endroits. Jamais je n'oublierai le courage et le dévouement des collègues journalistes qui ont voyagé avec moi et m'ont apporté leur aide lors des innombrables étapes d'une aventure qui a duré plusieurs années. Que ce soit pour assurer leur sécurité ou parce qu'elles m'ont demandé de taire leur identité, je ne peux nommer certaines des personnes dont le concours m'a été le plus précieux. J'éprouve pour elles une reconnaissance infinie et un profond respect.

Bien que mon nom figure en page couverture, il m'aurait été impossible de rapporter une bonne partie des faits révélés dans *Le nouvel art de la guerre* sans l'aide de mon cher camarade Richard Rowley. Rick est un journaliste d'une hardiesse incomparable qui sait garder son calme sous la contrainte. Nous avons été pris pour cible sur les toits de Mogadiscio, avons dormi sur des planchers crasseux en Afghanistan et avons traversé ensemble les basses terres du Yémen. À bien des moments de l'enquête, je ne sais pas si j'aurais eu la force et le courage de continuer si Rick n'avait pas été là. Il est le parfait exemple de ce que doivent être un journaliste et un ami.

Pendant plus de deux ans, ma recherchiste Lauren Sutherland a travaillé assidûment à suivre la moindre piste dont nous disposions, que celle-ci soit sérieuse ou non. Chercheuse infatigable, elle a produit d'innombrables rapports très fouillés sur tous les sujets, qu'il s'agisse des seigneurs de guerre somaliens, d'une unité méconnue des forces armées ou d'un obscur document juridique. Elle est toujours restée sereine sous la pression et ne

s'est jamais plainte de ses longues heures de travail. Elle nous a même accompagnés lors d'un voyage discret à la frontière du Kenya et de la Somalie, où nous avons rencontré un seigneur de guerre somalien que le JSOC avait dans sa mire. Mon collègue Ryan Devereaux a aussi effectué d'importantes recherches dans le cadre de ce projet.

Il est d'usage pour un auteur de remercier son agent, mais, à mes yeux, Anthony Arnove est beaucoup plus qu'un simple agent. Travailler avec lui est pour moi un immense honneur. Anthony est un ami tout aussi extraordinaire que fidèle à qui je voue une confiance absolue. Sans compter ses heures, il a révisé l'une après l'autre les nombreuses versions de ce livre, cherchant inlassablement les meilleures façons de l'améliorer. Guidé par un instinct formidable, il consacre littéralement sa vie à la lutte pour la justice. Ce livre n'aurait jamais vu le jour sans son admirable capacité à mener un projet.

Mon éditrice, Betsy Reed, est sans conteste la meilleure du métier. En plus d'avoir travaillé environ dix versions différentes du livre, elle est mon éditrice au magazine *The Nation* depuis près de dix ans. Ardente défenseuse de ses journalistes et de leurs articles, elle me pousse toujours à aller plus loin que je l'aurais cru possible. Tous les textes que je lui ai soumis sont ressortis de son bureau grandement améliorés. J'ai la chance inouïe de pouvoir travailler avec elle et de la compter parmi mes amis les plus chers.

J'ai aussi la chance de faire partie d'une famille qui m'offre un soutien immense. Mes parents, Michael et Lisa, sont mes héros. Mon frère Tim et ma sœur Stephanie ont toujours été là pour moi, et je suis très fier d'être leur frère et de les avoir aussi pour amis. Ksenija Scahill est une jeune femme extraordinaire, forte et intelligente qui fait preuve d'une profonde curiosité envers le monde et constitue pour moi une source d'inspiration. Je suis très fier d'elle et l'admire pour ce qu'elle est. Elle est tout pour moi. Liliana Segura est une journaliste phénoménale qui s'est aussi donnée sans compter, avec amour et détermination, pour me soutenir dans ce projet. Quelle qu'ait été l'ampleur de son concours, elle était toujours présente aux

moments opportuns. Sans son soutien indéfectible, il m'aurait été impossible d'écrire ce livre. Mes tantes, mes oncles et mes cousins sont des personnes formidables dont la loyauté et la solidarité ne connaissent aucune limite. Ma belle-sœur, Jenny Kling-Scahill, représente un apport merveilleux à notre famille, et j'adore mes nièces Maya et Caitlin. Mon oncle Harry et ma tante Barb Hoferle m'ont rendu visite presque partout où j'ai vécu dans le monde, m'offrant amour et soutien sans bornes.

Carl Bromley, de Nation Books, est un homme admirable et un grand ami à l'esprit vif et aux idées fécondes. Dès le jour où nous nous sommes rencontrés pour discuter de mon livre précédent, *Blackwater,* il est devenu un de mes collègues les plus fiables. Un véritable trésor. Ruth Baldwin a été une alliée indéfectible et infatigable pour ce projet comme pour bien d'autres. L'appui de Taya Kitman, du Nation Institute, s'est avéré essentiel. Les collaborateurs de cet institut sont admirablement intelligents et talentueux. Je tiens à remercier Hamilton Fish pour le soutien qu'il m'a apporté pendant des années, ainsi que Victor Navasky.

L'équipe de Perseus Books et de Basic Books est extraordinaire. Susan Weinberg a appuyé ce projet avec enthousiasme aussitôt qu'elle y a été associée. Son esprit positif et passionné a donné le ton à l'effort collectif qu'il demandait. Son prédécesseur John Sherer, qui a jeté les bases du projet voilà plusieurs années, a aussi été un confrère fort agréable. Robert Kimzey a fait avancer le travail de production contre vents et marées, avec classe, et en respectant des délais très courts. Michele Wynne est une réviseure linguistique exceptionnelle, tout comme le correcteur d'épreuves Mark Sorkin; je les remercie tous les deux. Mon attachée de presse Michele Jacob est une perle rare qui sait prendre fait et cause pour mon travail avec le plus grand professionnalisme. Alan Kaufman est un avocat tenace qui n'a pas peur des puissants et a toujours pris soin de protéger mon activité de journaliste. Je remercie sincèrement Martin Soames, qui a procédé à la révision juridique du livre au Royaume-Uni, pour son travail minutieux.

J’ai une immense dette de reconnaissance envers mes collègues du magazine *The Nation.* Katrina van den Heuvel est une rédactrice en chef déterminée qui n’a jamais cessé de croire en moi depuis que nous avons commencé à travailler ensemble en 2005. C’est pour moi une grande joie d’avoir Richard Kim, Roane Carey et Emily Douglas comme directeurs de la rédaction. Joliange Wright et Ellen Bollinger m’ont toujours offert de précieux encouragements, tout comme Jean Stein. C’est un honneur pour moi que de faire partie de la famille de *The Nation*. Mon amie et mentore Amy Goodman est la personne la plus fidèle que je connaisse, et l’une des plus grandes journalistes de notre époque. Je considérerai toujours *Democracy Now!* comme mon université et ma famille.

La Puffin Foundation, le Wallace Global Fund et la Lannan Foundation m’ont accordé un soutien incroyable. Sans eux, rien de ce que j’ai accompli au cours des dix dernières années n’aurait été possible. Patrick Lannan est devenu un ami très cher et un merveilleux compagnon avec qui déguster le whisky en fin de soirée. Randall Wallace est un véritable magicien, et Perry Rosenstein a constamment défendu mon travail. Mon ami Scott Roth, qui a joué un rôle essentiel dans le projet *Dirty Wars,* possède un grand sens de la justice et une incomparable vivacité d’esprit. Je remercie aussi Tony Tabatznik, Jen Robinson, Jess Search, Sandra Whipham et tout le personnel de la Bertha Foundation de BRITDOC. La brillante Cara Mertes, du Sundance Institute, m’a prodigué de précieux conseils. Mille mercis au Kindle Project pour son appui.

Ce livre a aussi grandement bénéficié du soutien des éditeurs qui l’ont publié à l’étranger: Pete Ayrton et Hannah Westland de Serpent’s Tail, Antje Kunstmann et Moritz Kirschner de Verlag Antje Kunstmann, Alexandre Sánchez et Louis-Frédéric Gaudet de Lux Éditeur, ainsi que les équipes éditoriales de Companhia das Letras, d’Ediciones Paidós, de Norstedts Förlag, d’All Prints Distributors and Publishers et de Wydawnictwo Sine Qua Non. Merci également à David Grossman de l’agence littéraire David Grossman, à Isabel Monteagudo et Rosa Bertran d’International Editors, à

Philip Sane de l'agence Lennart Sane et à toute l'équipe de l'agence littéraire Prava I Prevodi.

Le générique du film *Dirty Wars* énumère plus de 200 personnes qui ont contribué à la réalisation de ce documentaire. Je ne peux remercier chacune d'elles ici, mais je tiens à exprimer ma gratitude à l'équipe d'IFC Films/Sundance Selects, à Josh Braun et ses collègues de Submarine Entertainment, à Nancy Willen d'Acme Public Relations, à David Harrington et au Kronos Quartet, ainsi qu'à la Kronos Performing Arts Association, à Frank Dehn, à Sue Bodine, à Marc H. Simon, à David Menschel du Vital Projects Fund et à Kristin Feeley du Sundance Institute Documentary Film Program. Merci aussi à Joslyn Barnes, à Bonni Cohen, à Howard Gertler, à Rebecca Lichtenfeld, à James Schamus, au Sundance Institute Creative Producing Lab et à Michael Watt.

En écrivant ce livre, j'ai eu l'honneur de collaborer avec des journalistes et d'autres travailleurs de l'information tout aussi extraordinaires que courageux. En Afghanistan, Jerome Starkey, Jeremy Kelly et Jason Motlagh ont partagé leur temps et leur perspicacité sans compter. Mon ami Raouf Hikal a été un merveilleux guide-interprète et coordonnateur, et a pris des risques énormes pour révéler des informations qui, autrement, n'auraient pas été mises au jour. Merci également à Haji Shokat, à Fatima Ayoub, à Noor Islam Ahmadzia, à Asif Shokat, à Naqibullah Salarzai et à Shafiq Ullah. Una Vera Moore m'a fourni une aide essentielle. Merci à la famille Sharabuddin de Gardez, qui nous a accueillis chez elle et a partagé avec nous sa triste histoire. Nous ne vous oublierons jamais.

Au Yémen, Saber Al-Haidary et Nasser Arrabyee ont été des collaborateurs aussi excellents qu'amicaux. Mohamed Al-Basha nous a apporté une aide immense et n'a jamais hésité à faire quelques kilomètres de plus pour nous donner accès au Yémen profond. Merci aussi à Ashwaq Arrabyee et à Adnan Arrabyee. Mon amie Iona Craig est une journaliste fabuleuse et une âme incroyablement généreuse. Les occasions où elle nous

a aidés sont trop nombreuses pour être énumérées ici. Adam Baron, Gregory Johnsen et Aaron Zelin nous ont offert un soutien et un regard indispensables, de même que Haykal Bafana. Homme de grande classe, Cheikh Saleh Ben Fareed nous a donné l'hospitalité et a veillé à ce que nous puissions attester le bombardement d'Al-Majalah. La famille Al-Awlaki nous a accueillis chez elle et nous a raconté son histoire. Je suis impressionné par la capacité de ses membres à pardonner, à faire preuve de patience et à ne jamais baisser les bras dans leur quête de justice. Nasser Al-Awlaki s'est montré très généreux de son temps. Saleha et Abir Al-Awlaki ont cuisiné des plats merveilleux et fouillé dans les photos et vidéos de famille pour nous aider à faire connaître leur histoire. Ammar Al-Awlaki nous a fourni une aide précieuse pendant tout notre séjour au Yémen. Merci aussi à Omar Al-Awlaki pour son miel délicieux et son accueil chaleureux.

En Somalie, nous avons eu l'immense chance de travailler avec le grand Bashiir Yusuf Osman, propriétaire de l'hôtel Peace. Cet homme intrépide a combiné les rôles de guide-interprète, de coordonnateur de la sécurité, d'hôte et d'ami. Je n'oublierai jamais les risques qu'il a courus pour que nous puissions faire nos reportages. J'éprouve aussi de la gratitude pour Abdirahman Ali, dit «Aynte», et Mohamed Ibrahim Mohamed, dit «Fanah», pour leur assistance, ainsi que pour Sadia Ali Aden et Mohamed Olad Hassan. Au Kenya, Abdirizak Haji Atosh et Daud Yussuf ont aussi été d'un précieux secours. Mille mercis à Katharine Houreld et à Clara Gutteridge pour leur aide.

Mon ami K'naan Warsame a été une véritable source d'inspiration. Sa musique a servi de trame sonore à ce projet, que ce soit tard dans la nuit, à Brooklyn, ou dans les rues de Mogadiscio ou de Sanaa. Ses mots, virulents mais chantés d'une voix douce, résonnent aux quatre coins du monde. Je suis honoré de pouvoir l'appeler mon ami. Je remercie spécialement le CCR et l'ACLU, en particulier Pardiss Kebriaei, Jameel Jaffer, Hina Shamsi et Vince Warren, qui ont répondu à mes incessantes requêtes de documents et d'interviews.

Je me sens privilégié d'appartenir à une si belle communauté d'amis, de collègues et même d'adversaires, qui tous me critiquent et m'éclairent. David Riker, qui a collaboré au documentaire *Dirty Wars,* est un des êtres les plus sincères et les plus profonds que j'aie connus. Il m'a beaucoup appris, et je lui voue une immense admiration. Brenda Coughlin, une grande alliée et une amie précieuse depuis de nombreuses années, se charge volontiers des tâches ingrates et n'hésite jamais à en faire plus que nécessaire. J'ai commencé à travailler avec Jacqueline Soohen alors que j'étais encore imberbe. Nous sommes allés en Irak ensemble à maintes reprises. Cette grande journaliste est pour moi une véritable sœur. Sharif et Karim Kouddous, eux, sont mes frères. Ensemble, nous avons traversé toutes les épreuves. Merci aussi à mes copains Ali Gharib, Garrett Ordower, Hani Sabra et Dan Coughlin, qui me rappellent toujours de ne pas prendre la vie trop au sérieux. Depuis des années, Michael Ratner et Karen Ranucci m'accordent généreusement soutien et amour. Je remercie également le grand Michael Moore de m'avoir offert un de mes premiers «vrais» emplois et d'avoir toujours appuyé mon travail. Oliver Stone et John Cusack m'ont accordé leur soutien, leur encouragement et leur sagesse à des instants cruciaux. Ma chère amie Naomi Klein a toujours été présente dans les moments heureux comme dans les moments difficiles. Elle et Avi Lewia incarnent une grande force de justice.

Anamaria Segura et Phil Tisne ont éclairé ma vie. *Muchas gracias* à Jorge et Clemencia Segura pour tout leur amour et leur appui. Wallace Segura est un intellectuel d'exception. Emma Kelton-Lewis et Daniel Avery m'ont offert un soutien personnel très généreux, tout comme Claire et Rennie Alba. Merci à mon ami Glenn Greenwald d'être ce qu'il est et d'avoir su m'aider à rester sain d'esprit en certains moments clés des dernières années. Je suis aussi reconnaissant à Chris Hayes, mon ami et collègue, pour tous ses encouragements et son appui, à ma camarade Ana Nogueira pour son amitié indéfectible, et à mes copains Mike Burke et Elizabeth Press.

Parmi les journalistes et écrivains qui m'ont appris des choses, que j'ai consultés ou avec qui j'ai comparé mes notes en cours de projet se trouvent Spencer Ackerman, Marc Ambinder, D.B. Grady, Barry Eisler, Noah Shachtman, Matthew Cole, Matthieu Aikins, Anand Gopal, Azmat Zahra Khan, Michelle Shepherd, Gareth Porter, Jeffrey Kaye, Jason Leopold, Kevin Gosztola, Adam Serwer, James Gordon Meek, Jake Tapper, Eli Lake, Ryan Grim, Michael Hastings, Josh Rogin, Charlie Savage, Jim Risen, Marcy Wheeler, Alyona Minkovski, Medea Benjamin, Jodie Evans, Kade Ellis, Nick Turse, Tom Engelhardt, Willie Geist, Justin Elliott, Rachel Maddow, Solly Granatstein, Aram Roston, Amy Davidson, Arun Gupta, Christian Parenti, Jane Mayer, Sy Hersh, Josh Gerstein, Micah Zenko, Declan Walsh, J.M. Berger, Sean Naylor, Joshua Hersh, Casey Coombs, Jonathan Larsen, Diane Shamis, Jamil Smith et Jeff Stein. Merci à vous tous de faire ce que vous faites.

Je veux aussi remercier certaines personnes avec qui j'ai eu le plaisir de dialoguer au fil des ans (pour plusieurs, d'abord sur Twitter, puis en chair et en os). Elles m'ont toutes appris énormément, même lorsque nous étions en désaccord, et méritent toutes mon plus grand respect. Parmi elles se trouvent Brandon Webb et Jack Murphy du webmagazine *Special Operations Forces Situation Report,* Rob Dubois, Daveed Gartenstein-Ross, Jeff Emanuel, Rob Caruso, Dan Trombly, Joshua Foust, Clint Watts, Matthew Hoh, Andrew Exum, Nada Bakos, Will McCants, Mosharraff Zaidi, Huma Imtiaz, Saba Imtiaz, Omar Waraich, Andy Carvin, Caitlin Fitzgerald, Blake Hounshell, Sebastian Junger, Timothy Carney, Peter Bergen et Chris Albon. Merci aussi à David Massoni, dont la taverne Thistle Hill a été pour moi le lieu de nombreux repas tout au long de la rédaction de ce livre.

Au moment où j'écris ces lignes, le journaliste yéménite Abdulelah Haider Shaye est toujours détenu à Sanaa, en partie à cause d'une intervention de la Maison-Blanche. Il est impératif qu'il soit libéré[5].

Références

Prologue

Al-Awlaki, famille, interviews accordées à l'auteur, janvier et août 2012.

Al-Awlaki, Saleha, interview accordée à l'auteur, septembre 2012.

Chapitre 1

«Barbara Lee's 9/14/01 Speech»,
www.youtube.com/watch?v=Zh_sxilhyV0

«Presidential Approval and Reporting of Covert Actions», 50 U.S.C Sec. 413b,
www.gpo.gov/fdsys/pkg/USCODE-2009-title50/pdf/USCODE-2009-title50-chap15-subchapIII-sec413b.pdf

«Resolution to Authorize the Use of United States Armed Forces Against Those Responsible for the Recent Attacks Launched Against the United States», Pub. Law 107-40, Sec. 2 (2001).

«The Crazies are Back': Bush Sr.'s Briefer Discusses How Wolfowitz and Allies Falsely Led the U.S. to War», *Democracy Now!,* 17 septembre 2003.

«The United States Navy in "Desert Shield"/"Desert Storm"; V: "Thunder and Lightning"—The War with Iraq», 15 mai 1991,
www.history.navy.mil/wars/dstorm/ds5.htm

«Tower Report Under Wraps in the Attic», *The New York Times,* 27 février 1989.

11 septembre 2001: Rapport final de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, Paris, Éditions des Équateurs, 2004.

Arkin, William M., «The Difference Was in the Details», *The Washington Post,* 17 janvier 1999.

Armstrong, David, «Dick Cheney's Song of America; Drafting a Plan for Global Dominance», *Harper's,* octobre 2002.

Astill, James, «Strike One», *The Guardian,* 1er octobre 2001.

Barry, John, M. Isikoff et M. Hersch, «The Roots of Torture», *Newsweek,* 23 mai 2004.

Barry, John et D. Klaidman, «A Tortured Debate», *Newsweek,* 20 juin 2004.

Bennet, James, «U.S Cruise Missiles Strike Sudan and Afghan Targets Tied to Terrorist Network», *The New York Times,* 21 août 1998.

Black, J. Cofer, témoignage devant le Joint House-Senate Intelligence Committee Hearing into September 11, 26 septembre 2002.

Bobich, Joshua A., «Note: Who Authorized This?! An assessment of the Process of Approving U.S. Covert Action», *William Mitchell Law Review,* n° 33, vol. 3, 10 avril 2007.

Bush, George W., «A Period of Consequences», discours du 23 septembre 1999 à Charleston, Caroline du Sud.

—, «Presidential Address to the Nation», 7 octobre 2001.

Cheney, Richard, *Meet the Press,* NBC, 16 septembre 2001.

Chertoff Group, «The Honorable Charles E. Allen, Principal», http://chertoffgroup.com/bios/charles-allen.php

Clarke, Richard, *Against All Enemies: Inside America's War on Terror,* New York, Free Press, 2004, p. 32.

Coll, Steve, *Ghost Wars: The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001,* New York, Penguin Press, 2004, p. 267.

Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, *Eigth Public Hearing,* 24 mars 2004.

Corera, Gordon, «How Terror Attacks Changed the CIA», *BBC.co.uk*, 13 mars 2006.

Cour internationale de justice, «Case Concerning the Military and Paramilitary Activities in and Against Nicaragua (*Nicaragua v. United States of America*)», 27 juin 1986.

Débat présidentiel entre George W. Bush et Al Gore à Winston-Salem, Caroline du Nord, 11 octobre 2000.

Drumhler, Tyler et Elaine Monaghan, *On the Brink: An Insider's Account of How the White House Compromised American Intelligence,* New York, Carroll and Graff, 2006, p. 32.

Dwyer, Paula, «Pointing a Finger at Reagan», *Businessweek,* 23 juin 1997.

Easton, Nina, «Why is Dick Cheney Smiling?», *Money.CNN.com*, 25 novembre 2007.

Feith, Douglas, *War and Decision: Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism,* New York, Harper, 2009, p. I.

Foreign Affairs Reform and Restructuring Act, Pub. Law 105-277, Sec. 2242(a) (1998).

Friedman, Milton, *Capitalisme et liberté,* Paris, S. Leduc, 2010.

Gillers, Stephen, «The Torture Memo», *The Nation,* 9 avril 2008.

Golden, Tim, «After Terror, a Secret Rewriting of Military Law», *The New York Times,* 24 octobre 2004.

Graff, Garrett M., *The Threat Matrix: The FBI at War in the Age of Global Terror,* New York, Little Brown, 2011, p. 359.

Grey, Stephen, *Ghost Plane: The True Story of the CIA Rendition and Torture Program,* New York, St. Martin's Press, 2006, p. 139-141.

Grimmett, Richard F., «Authorization for Use of Military Force in Response to the 9/11 Attacks (P.L. 107-40): Legislative History», Service de recherche du Congrès, mis à jour le 16 janvier 2007.

Havely, Joe, «The Loya Jirga: A Very Afghan Gathering», *CNN.com*, 11 juin 2002.

Hersch, Seymour M., «Target Qaddafi», *The New York Times Magazine,* 22 février 1987.

—, «Manhunt: The Bush Administration's New Strategy in the War Against Terrorism», *The New Yorker,* 23 décembre 2002, p. 66.

Hirsh, Michael et Michael Isikoff, «What Went Wrong», *Newsweek,* 27 mai 2002.

Joint Resolution Concerning the War Powers of Congress and the President, n° 93-148, Sec. 3-4 (1973).

Kirk, Michael, «The War Behind Closed Doors», *Frontline,* PBS, 20 février 2003.

Klein, Naomi, *La stratégie du choc. Montée d'un capitalisme du désastre,* Arles, Actes Sud, 2008.

Landers, Jim, «CIA Official Says War on Terrorism Will Be Won with Great Force», *Knight Ridder/Tribune News Service,* 18 octobre 2001.

Lasseter, Tom, «Day Four: Easing the Laws that Led to Detainee Abuse Hatched in Secret», *McClatchy,* 18 juin 2008.

Lee, Barbara, discours donné le 14 septembre 2001 contre l'autorisation de l'usage de la force en Afghanistan.

Leung, Rebecca, «CIA Flying Suspects to Torture?», *CBSNews.com*, 4 mars 2005.

Light, Paul C., «Rumsfeld's Revolution at Defense», *Brookings Policy Brief Series,* n° 142, juillet 2005.

Lindsay, James M. et Ivo H. Daalder, «The Bush Revolution: The Remaking of America's Foreign Policy», Brookings Institution, mai 2003.

Liptak, Adam, «Cheney's To-Do Lists, Then and Now», *The New York Times,* 11 février 2007.

Lobe, Jim, «Cold War "Intellectuals" Re-enlist for War on Iraq, Arabs», Inter Press Service News Agency, 17 novembre 2001.

Madden, Richard L., «House and Senate Override Veto by Nixon on Curb of War Powers; Backers of Bill Win Three-Year Fight», *The New York Times,* 7 novembre 1973.

Mayer, Jane, «The Black Sites: A Rare Look Inside the CIA's Secret Interrogation Program», *The New Yorker,* 13 août 2007.

Mendoza, Martha, «One Man Still Locked Up from 9/11 Sweeps», *The Washington Post,* 14 octobre 2006.

Meyer, Jane, «The Search for Osama: Did the Government Let bin Laden's Trail Go Cold?», *The New Yorker,* 4 août 2003, p. 27.

Ordre exécutif n° 11905, *Registre fédéral américain,* 7703, 7733 (1976).

Ordre exécutif n° 12036, *Registre fédéral américain,* 3674, 3688, 3689 (1978).

Osikoff, Michael et David Corn, *Hubris: The Inside Story of Spin, Scandal, and the Selling of the Iraq War,* New York, Three River Press, 2007, p. 122-123.

Overview of Senate Select Committee on Intelligence, Responsibilities and Activities, www.intelligence.senate.gov/about.html

Pelton, Robert Young, *Licensed to Kill: Hired Guns in the War on Terror,* New York, Three Rivers Press, 2006, p. 28.

Powell, Colin, discours aux Nations Unies, 5 février 2003.

Priest, Dana, «Al Qaeda-Iraq Link Recanted; Captured Libyan Reverses Previous Statement to CIA, Officials Say», *The Washington Post,* 1er août 2004.

—, «CIA Holds Terror Suspects in Secret Prisons», *The Washington Post,* 2 novembre 2005.

—, «Covert CIA Program Withstands New Furror», *The Washington Post,* 30 décembre 2005.

—, «Former CIA Spy Boss Made an Unhesitating Call to Destroy Interrogation Tapes», *The Washington Post,* 24 avril 2012.

— et Barton Gellman, «U.S Decries Abuse but Defends Interrogations», *The Washington Post,* 26 décembre 2002.

Project for the New American Century, «Statement of Principles», 3 juin 1997.

—, «Rebuilding America's Defenses: Strategy, Forces, and Resources for a New Century», septembre 2000, p. 4.

Ravagan, Chitra, «Cheney's Guy», *US News.com*, 21 mai 2006.

Rizzo, John, interview accordée au réseau PBS, 6 septembre 2011.

Rockerfeller, John D. et Carl Levin, lettre à Lowell E. Jacoby, directeur de l'Agence de renseignement de la défense, 18 octobre 2005.

Rodriguez, Jose A. et Bill Harlow, *Hard Measures: How Agressive CIA Actions After 9/11 Saved American Lives,* New York, Threshold Editions, 2012, p. 116-117.

Rumsfeld, Donald, «DOD Acquisition and Logistics Excellence Week Kiekoff-Bureaucracy to Battlefield», discours au Pentagone, 10 septembre 2001.

—, télécopie envoyée à Condoleeza Rice, «Subject: International Criminal Court», 23 février 2001, http://rumsfeld.com/library

—, témoignage devant la Commission nationale sur les attentats terroristes contre les États-Unis, 23 mars 2004.

Savage, Charlie, *Takeover: The Return of the Imperial Presidency and the Subversion of American Democracy,* New York, Bay Back Books, 2008, p. 9.

Schroen, Gary C., *First In: An Insider's Account of How the CIA Spearheaded the War on Terror in Afghanistan,* New York, Presidio Press, 2005, p. 38.

Seelve, Katharine Q., «A Nation Challenged: The Prisoners; Powell Asks Bush to Review Stand on War Captives», *The New York Times,* 27 janvier 2002.

Select Committee to Study Governmental Operations with Respect to Intelligence Activities, *Final Report Book III: Supplementary Detailed Staff Reports on Intelligence Activities and the Rights of Americans,* Senate Rep. n° 94-755 (1976).

—, *Staff Report, Covert Action in Chile, 1963-1973 (1975).*

Senate Select Committee on Intelligence and House Permanent Select Committee on Intelligence, *Joint Inquiry Briefing by Staff on US Government Counterterrorism Organizations (Before September 11, 2001) and on Evolution of the Terrorist Threat and U.S. Response: 1986-2001,* 11 juin 2002.

—, *Joint Inquiry into Intelligence Community Activities Before and After the Terrorist Attacks of September 11, 2001,* 26 septembre 2002.

Senate Select Committee on Secret Military Assistance to Iran and the Nicaraguan Opposition and House Select Committee to Investigate Covert Arms Transactions with Iran, *Report of the Congressional Committees Investigating the Iran-Contra Affair, with Supplemental, Minority, and Additional Views*, Senate Rep. n° 100-216, House Rep. n° 100-433 (1987), p. 498-500.

—, *Report of the Congressional Committees Investigating the Iran-Contra Affair, Section II: Minority Report*, Senate Rep. n° 100-216, House Rep. n° 100-433 (1987), p. 437, 469.

Shelton, Hugh (général), interview accordée à l'auteur, mars 2011.

Soufan, Ali, interview accordée à l'émission *Frontline,* PBS, 13 septembre 2011.

Squitieri, Tom, «Role of Security Companies Likely to Become More Visible», *The USA Today,* 1er avril 2004.

Suskind, Ron, *The Price of Loyalty: George W. Bush, the White House, and the Education of Paul O'Neill,* New York, Simon and Schuster Paperbacks, 2004, p. 86.

Tyler, Patrick E., «U.S. Strategy Plan Calls for Insuring No Rivals Develop», *The New York Times,* 8 mars 1992.

Vest, Jason «Pray and Tell», *American Prospect,* 19 juin 2005.

Waugh, Bill et Tim Keown, *Hunting the Jackal: A Special Forces and CIA Ground Soldier's Fifty-Year Career Hunting America's Enemies,* New York, William Morrow, 2004, p. 143.

Wilkerson, Lawrence B. (colonel), «The Truth About Richard Bruce Cheney», *Washington Note,* 13 mai 2009.

—, interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Woodward, Bob, «Cheney Upholds Power of the Presidency; Vice President Praises Bush as Strong, Decisive Leader Who Has Helped Restore Office», *The Washington Post,* 20 janvier 2005.

—, *State of Denial: Bush at War, Part III,* New York, Simon and Schuster Paperbacks, 2006, p. 49.

Yenne, Bill, *Attack of the Drones: A History of Unmanned Aerial Combat,* Minnesota, Zenith Press, 2004.

Chapitre 2

«Al-Awlaki Assassinated in Drone Attack», blogue du site *Dar al Hijrah,* 30 septembre 2011, reproduit sur
http://myemail.constantcontact.com/Al-Awlaki-Assassinated-in-Drone-Attack.html?soid=1103489390860&aid=llUHEZVB_w0

«Anwar al-Awlaki, al-Qaida-Linked-Cleric with San Diego Ties, Killed», *UTSanDiego.com*, 30 septembre 2011.

«Interview: Dr. Nasser al-Awlaki on the Killing of His Son, Anwar, and His Grandson», *National Yemen,* 6 octobre 2012.

«Radical Cleric Killed by Drone Was Twice Arrested with Prostitutes in San Diego», *Los Angeles Times,* 30 septembre 2011,
http://latimesblogs.latimes.com/lanow/2011/09/anwar-awlaki-the-american-born-cleric-and-jihadist-killed-by-a-us-backed-drone-strike-in-yemen-spent-several-years-in-san.html

Abdelkarim, Riad Z. et Basil Z. Abdelkarim, «Islam in America: As American Muslims Face New Raids, Muslim Charities Fight Back», *Washington Report on Middle East Affairs,* mai 2002, p. 80-81.

Al-Awlaki, Anwar, interview accordée à Jim Lehrer, *NewsHour with Jim Lehrer,* PBS, 30 octobre 2001.

—, enregistrement audio d'un sermon prononcé en mars 2002.

—, «Spilling Out the Beans; Al Awlaki Revealing His Side of the Story», *Inspire 9,* mai 2012.

Al-Awlaki, Nasser, essai personnel inédit, lu par l'auteur en janvier 2012.

—, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Associated Press, «Feds Launch "Operation Green Quest"», *CBSNews.com*, 25 octobre 2001.

Barakat, Matthew, «Relief, Anger at Va. Mosque Where al-Qaida Figure Preached», Associated Press, 30 septembre 2011.

Ben Fareed, Cheik Saleh, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Berger, J.M., «Gone But Not Forgotten», *Foreign Policy,* 30 septembre 2011.

—, *Jihad Joe: Americans Who Go to War in the Name of Islam,* Washington DC, Potomac Books, 2011, p. 119.

Branigin, William, «Terror Hits Close to Home; Mix of Emotions Sweeps over Area's Residents», *The Washington Post,* 20 septembre 2001.

Finley, Bruce, «Muslim Cleric Targeted by U.S. Made Little Impression During Colorado Years», *The Denver Post,* 11 avril 2010.

Handwerk, Brian et Zain Habboo, «Attack on America: An Islamic Scholar's Perspective—Part I», *The National Geographic,* 28 septembre 2001.

Hays, Tom, «FBI Eyes NYC "Charity" in Terror Probe», *washingtonpost.com*, 26 février 2004.

Herridge, Catherine, «Exclusive: Al Qaeda Leader Dined at the Pentagon Just Months After 9/11», *FoxNews.com*, 20 octobre 2010.

—, *The Next Wave: On the Hunt for Al Qaeda's American Recruits,* New York, Crown Forum, 2011, p. 78.

Joint Inquiry into the Intelligence Community Activities Before and After the Terrorist Attacks of September 11, 2001, 26 septembre 2002, p. 178.

Marbella, Jean, «Ramadan Raises Conflicting Loyalties; US Muslims Feel Pull of Nation, Solidarity; War on Terrorism», *The Baltimore Sun,* 28 octobre 2001.

Markon, Jerry, «Muslim Anger Burns over Lingering Probe of Charities», *The Washington Post,* 11 octobre 2006.

McFadden, Robert D., «Army Doctor Held in Ft. Hood Rampage», *The New York Times,* 5 novembre 2009.

Meleagrou-Hitchens, Alexander, «As American as Apple Pie: How Anwar al-Awlaki Became the Face of Western Jihad», The International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, Londres, 2011.

Miller, Judith, «A Nation Challenged: The Money Trail; Raids Seek Evidence of Money-Laundering», *The New York Times,* 21 mars 2002.

Morse, Susan, «First Source of Comfort; When Events Overwhelm, Clergy, Not Doctors, Are on the Front Lines», *The Washington Post,* 18 septembre 2001.

Ragavan, Chitra, «The Imam's Very Curious Story», *US News and World Report,* 13 juin 2004, www.usanews.com/usnewsews/articles/040621/21plot.htm

Rapport du fbi, «Anwar Nasser Aulaqi», 26 septembre 2001. Document obtenu par l'entremise de *Intelwire,* intelwire.com

Schmidt, Susan, «Imam from Va. Mosque Now Thought to Have Aided al-Qaeda», *The Washington Post,* 27 février 2008.

Shane, Scott et Souad Mekhennet, «Imam's Path from Condemning Terror to Preaching Jihad», *The New York Times,* 8 mai 2010.

Sorokin, Ellen et Matthew Cella, «Muslim Students Are Wary of the War», *The Washington Times,* 11 octobre 2001.

The 9/11 Commission Report, New York, W.W. Norton, 2004, p. 517.

Transcription, «Former Islamic Spiritual Leader Defends Mosque», *Copley News Service,* 12 septembre 2001.

Transcription, «Muslim Americans Suffer Terrorist Backlash», *Scripps Howard News Service,* 12 septembre 2001.

Transcription, *Morning Edition,* NPR, 1er novembre 2001.

Transcription, *Talk of the Nation with Neal Conan,* NPR, 15 novembre 2001.

Transcription, «Connections Between Radical Cleric, Hasan Closely Examined», *NewsHour,* PBS, 12 novembre 2009.

Department of Labor, International Labor Affairs Bureau, *Alternatives to combat child labor through education and sustainable services in the Middle East and North African (MENA) region,* www.dol.gov/ilab/projects/europe_mena/MidEast_LebanonYemen_EI_CLOSED.pdf

Wilgoren, Debbi et Ann O'Hanlon, «Worship and Worry; Fear for Other Muslims Mixes with Support for US», *The Washington Post,* 22 septembre 2001.

Zogby, James J., «The Arab American Vote in the November 2000 election», Arab American Institute, 14 décembre 2000.

Chapitre 3

«General Henry Hugh Shelton Biography», www.ncsu.edu/extension/sheltonleadership/shelton-forum/documents/GENERALHENRYHUGHSHELTONBIOGRAPHYOct07.pdf

«Joint Special Operations Command (JSOC)», www.globalsecurity.org/military/agency/dod/jsoc.htm

«Memorandum to President George W. Bush», 23 septembre 2001, www.rumsfeld.com/library

«Seal Team Six», Special Operations Forces Situation Report (SOFREP), http://sofrep.com/devgru-seal-team-6/

«Secretary Rumsfeld News Briefing in Brussels», 18 décembre 2001.

Ambinder, Marc et D.B. Grady, *The Command: Deep Inside the President's Secret Arm,* Hoboken, John Wiley and Sons, 2012.

Associated Press, «Delta Force Pulled Off Daring Rescue», 3 janvier 1990.

Bowden, Mark, «The Desert One Debacle», *The Atlantic,* mai 2006.

Broadwell, Paula et Vernon Loeb, *All In: The Education of General David Petraeus*, New York, Penguin Press, 2012, p. 148-153.

Cannistraro, Vincent, interview accordée à l'auteur, août 2010.

Chesney, Robert, «Military-Intelligence Convergence and the Law of the Title 10/Title 50 Debate», *Journal of National Security Law and Policy,* vol. 5, 2012, p. 539-629.

Clancy, Tom et Carl Stiner, *Shadow Warriors: Inside the Special Forces,* New York, Berkley Publishing Group, 2002, p. 9.

Downing, Wayne, «Memorandum to Rumsfeld and Pace», 9 novembre 2005, www.rumsfeld.com/library

Feith, Douglas J., *War and Decision; Inside the Pentagon at the Dawn of the War on Terrorism*, New York, Harper, 2009, p. 51.

Hersh, Seymour, «Manhunt: The Bush Administration's New Strategy in the War Against Terrorism», *The New Yorker,* 23 décembre 2002.

Kibbe, Jennifer, «The Rise of the Shadow Warriors», *Foreign Affairs,* n° 83, vol. 2, p. 112.

Lang, W. Patrick (colonel), interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

McIntyre, Jamie, «Rumsfeld Versus Shelton», *Line of Departure* (blogue), 25 février 2011, www.lineofdeparture.com/tag/rumsfeld-shelton

Nance, Malcolm W., interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Rumsfeld, Donald, «A New Kind of War», *The New York Times,* 27 septembre 2001.

—, «Address to the Men and Women of Fort Bragg/Pope AFB», discours à Fort Bragg, Caroline du Nord, 21 novembre 2001.

Scarborough, Rowan, *Rumsfeld's War: The Untold Story of America's Anti-Terrorist Commander,* Washington DC, Regnery, 2004, p. 8-10.

Schmitt, Eric, «Commandos Get Duty on U.S. Soil», *The New York Times,* 23 janvier 2005.

Shelton, Hugh, *Without Hesitation: The Odyssey of an American Warrior,* New York, St. Martin's Press, 2010, p. 401, 413.

Shenon, Philip, «Documents on Waco Point to a Close Commando Role», *The New York Times,* 5 septembre 1999.

Sherlton, Hugh (général), interview accordée à l'auteur, mars 2011.

Shultz, Richard H., «Showstoppers: Nine Reasons Why We Never Sent Our Special Operations Forces After Al Qaeda Before 9/11», *Weekly Standard,* n° 9, vol. 19, 26 janvier 2004.

Sick, Gary, «The Election Story of the Decade», *The New York Times,* 15 avril 1991.

Smith, Michael, *Killer Elite: The Inside Story of America's Most Secret Special Operations Team,* New York, St. Martin's Press, 2006.

The 9/11 Commission Report, New York, W.W. Norton, 2004, p. 136.

Transcription, *NBC Nightly News,* 20 janvier 1981, www.nbcnews.com/video/nightly-news/46063294#46063294

Transcription, *Newshour,* PBS, 26 mars 2004.

U.S Special Operations Command (socom), *History of SOCOM,* 6e édition, 31 mars 2008.

Wilkerson, Lawrence, interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Chapitre 4

«An interview with President Ali Abdullah Saleh», *The New York Times,* 28 juin 2008.

Ambassade du Yémen, «Issues of Interest; Yemeni-American Relations», www.yemenembassy.org/issues/ymusrelshp/index.htm

Branigin, William, «Two Sentenced to Die for USS Cole Attack», *The Washington Post,* 30 septembre 2004.

Bush, George W., discours radiodiffusé, 15 septembre 2001, www.nytimes.com/2001/09/16/us/after-the-attacks-the-president-s-message-a-different-battle-awaits.html

Elias, Diana, «Video Offers Strong Bin Laden-USS Cole Link», *ABCNews.go.com*, 19 juin 2001.

Johnsen, Gregory D., «The Expansion Strategy of Al-Qaida in the Arabian Peninsula», *CTC Sentinel,* septembre 2009, p. 8-11.

—, «The Boss Falls. Then What?», *The New York Times,* 24 mars 2011.

—, *The Last Refuge: Yemen, Al-Qaeda, and America's War in Arabia,* New York, W.W. Norton, 2013, p. 7.

Lang, W. Patrick (colonel), interview accordée à l'auteur, février 2011.

Mahler, Jonathan, «The Bush Administration vs. Salim Hamdan», *The New York Times Magazine,* 8 janvier 2006.

Pincus, Walter, «Yemen Hears Benefits of Joining U.S. Fight; Officials Discuss up to$400 Million in Aid», *The Washington Post,* 28 novembre 2001.

Priest, Dana, «U.S. Military Teams, Intelligence Deeply Involved in Aiding Yemen on Strikes», *The Washington Post,* 27 janvier 2010.

Schlersinger, Robert, «In Djibouti, US Special Forces Develop Base amid Secrecy», *The Boston Globe,* 12 décembre 2002.

Schmitt, Eric et Thom Shanker, *Counterstrike: The Untold Story of America's Secret Campaign Against al Qaeda,* New York, Times Books, 2011, p. 30.

Smucker, Philip et Howard LaFranchi, «Anti-US Strike Shakes Yemen; Three US aid Workers Slain in a Hospital», *The Christian Science Monitor,* 31 décembre 2002.

Soufan, Ali, «Closing the Case on the Cole», *The New York Times,* 11 octobre 2010.

—, interview accordée à l'auteur, janvier 2011.

Worth, Robert F., «Yemen's Deals with Jihadists Unsettle the U.S.», *The New York Times,* 28 janvier 2008.

—, «For Yemen's Leader, a Balancing Act Gets Harder», *The New York Times,* 21 juin 2008.

Wright, Lawrence, *The Looming Tower: Al-Qaeda and the Road to 9/11,* New York, Vintage Books, 2006, p. 365.

Chapitre 5

Al-Awlaki, Anwar, «The Islamic Education of Shaikh Anwar al Awlaki», 12 août 2008, anwar-alawlaki.com

—, «Spilling Out the Beans; Al Awlaki Revealing His Side of the Story», *Inspire 9,* mai 2012.

Al-Awlaki, famille, interviews accordées à l'auteur, janvier et août 2012.

Al-Awlaki, Nasser, interview accordée à l'auteur, septembre 2012

Ben Fareed, Cheikh Saleh, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Herridge, Catherine, *The Next Wave: Inside the Hunt for Al Qaeda's American Recruits,* New York, Crown Forum, 2011, p. 95.

—, «Mueller Grilled on FBI's Release of al-Awlaki in 2002», *FoxNews.com*, 8 mars 2012.

Lichtblau, Eric, «Scholar Is Given Life Sentence in "Virginia Jihad" Case», *The New York Times,* 14 juillet 2005.

MacMahon, Edward, interview accordée à l'auteur, juillet 2012.

Markon, Jerry, «Views of Va. Muslim Leader Differ as Terror Trial Opens», *The Washington Post,* 5 avril 2005.

—, «Muslim Lecturer Sentenced to Life», *The Washington Post,* 14 juillet 2005.

Ragayan, Chitra, «The Imam's Very Curious Story: A skirt-Chasing Mullah Is Just One More Mystery For the 9/11 Panel», *US News and World Report,* 13 juin 2004, http://chitraragavan.com/usnews/plot.pdf

Rhee, Joseph et Mark Schone, «How Anwar Awlaki Got Away», *ABCNews.go.com*, 30 novembre 2009.

—, «U.S. Attorney Defends Decision to Scrap Awlaki Arrest Warrant», *ABCNews.go.com*, 7 décembre 2009.

Schmidt, Susan, «Imam from Va. Mosque Now Thought to Have Aided al-Qaeda», *The Washington Post,* 27 février 2008.

Shane, Scott et Souad Mekhennet, «Imam's Path from Condemning Terror to Preaching Jihad», *The New York Times,* 8 mai 2010.

Sheridan, Mary Beth, «Hardball Tactics in an Era of Threats», *The Washington Post,* 3 septembre 2006.

tecs ii, «Incident Log», Entry concerning arrival of Anwar at John F. Kennedy Airport, 10 octobre 2002, www.sperryfiles.com/images/I-4.jpg

The 9/11 Commission Report, New York, W.W. Norton, 2004, p. 517.

Transcription, «Justice Department Response to Fox News Regarding Colorado 2002 Awlaki Matter», FoxNews.com, 21 mai 2010.

Viorst, Milton, «The Education of Ali al-Timimi», *The Atlantic,* juin 2006.

Worf, Frank, «Wolf Asks FBI Why Aulaqi Was Released From Custody in 2002», 24 mai 2010, http://wolf.house.gov/media-center/press-releases/wolf-asks-fbi-why-aulaqi-was-released-from-custody-in-2002#.U07ps8evHDk

Chapitre 6

Agence France-Presse, «US Anti-Terror Chief Meets President of Troubled Yemen», 22 décembre 2002.

Amnistie internationale, «Yemen/USA: Government Must Not Sanction Extra-judicial Executions», 8 novembre 2002.

DeLong, Michael et Noah Lukeman, *Inside CentCom: The Unvarnished Truth About the Wars in Afghanistan and Iraq,* Washington, Regnery, 2004.

Fineman, Mark, «New Phase of War on Terror Moves to E. Africa; American Military Presence Is Beefed Up as Navy Vessel Becomes a Mobile Forward Base», *Los Angeles Times,* 21 décembre 2002.

Friona, Mary et Claudine Ewing, *Lackawanna Six: Ten Years Later,* WGRZ TV, 14 septembre 2012, wgrz.com.

Hersh, Seymour M., «Manhunt: The Bush Administration's New Strategy in the War Against Terrorism», *New Yorker,* 23 décembre 2002.

Hosenball, Mark et Evan Thomas, «The Opening Shot; in a Show of Superpower Might, the CIA Kills a Qaeda Operative in Yemen and His American Ally», *Newsweek,* 18 novembre 2002.

Miller, Greg et Josh Meyer, «U.S. Drops Bomb in Yemen, Kills Six al-Qaida Operatives», *Los Angeles Times,* 5 novembre 2002.

Priest, Dana, «CIA Killed U.S. Citizen in Yemen Missile Strike; Action's Legality, Effectiveness Questioned», *The Washington Post,* 8 novembre 2002.

—, «U.S. Citizen Among Those Killed In Yemen Predator Missile Strike», *The Washington Post,* 8 novembre 2002.

Purdy, Matthew et Lowell Bergman, «Where the Trail Led: Between Evidence and Suspicion; Unclear Danger: Inside the Lackawanna Terror Case», *The New York Times,* 12 octobre 2003.

Risen, James et Marc Santora, «Threats and Responses: The Terror Network; Slain in Yemen Tied by U.S. to Buffalo Cell», *The New York Times*, 10 novembre 2002.

Schlesinger, Robert, «In Djibouti, US Special Forces Develop Base amid Secrecy», *Boston Globe,* 12 décembre 2002.

Smucker, Philip, «The Intrigue Behind the Drone Strike; Yemen Official Says US Lacks Discretion as Antiterror Partner», *The Christian Science Monitor,* 12 novembre 2002.

— et Howard LaFranchi, «Anti-US Strike Shakes Yemen; Three US Aid Workers Slain in a Hospital», *The Christian Science Monitor,* 31 décembre 2002.

Temple-Raston, Dina, *The Jihad Next Door: The Lackawanna Six and Rough Justice in the Age of Terror,* New York, Public Affairs, 2007.

Transcription, «Department of Defense News Briefing—Secretary Rumsfeld and Gen. Myers», 4 novembre 2002.

Transcription, *CNN International,* 5 novembre 2002.

Transcription, *Fox News Sunday,* 10 novembre 2002.

Transcription, George W. Bush, discours radiodiffusé du 16 novembre 2002.

Transcription, «Secretary Rumsfeld Town Hall Meeting at Camp Lemonier [*sic*], Djibouti», 11 décembre 2002.

Transcription, «Joint Task Force Horn of Africa Briefing», 10 janvier 2003.

Tyler, Patrick E., «Yemen, an Uneasy Ally, Proves Adept at Playing Off Old Rivals», *The New York Times,* 19 décembre 2002.

Woods, Chris, « "OK, fine. Shoot him." Four Words That Heralded a Decade of Secret US Drone Killings», Bureau of Investigation Journalism, 3 novembre 2012.

Chapitre 7

Borger, Julian, «The Spies Who Pushed for War», *The Guardian,* 17 juillet 2003.

Burrough, Bryan, Evgenia Peretz, David Rose et David Wise, «The Path to War», *Vanity Fair,* novembre 2004.

cia, «Iraqi Support for Terrorism», rapport de janvier 2003, cité dans sénateur Carl Levin, «Report of an Inquiry into the Alternative Analysis of the Issue of an Iraq-al Qaeda Relationship», 21 octobre 2004.

Dreyfuss, Robert, «The Pentagon Muzzles the CIA», *American Prospect,* 21 novembre 2002.

Foer, Franklin et Spencer Ackerman, «The Radical: What Dick Cheney Really Believes», *New Republic*, 20 novembre 2003.

Gellman, Barton et Thomas E. Ricks, «US Concludes bin Laden Escaped at Tora Bora Flight; Failure to Send Troops in Pursuit Termed Major Error», *The Washington Post,* 17 avril 2002.

Hayes, Stephen F., «Case Closed: The U.S. Government's Secret Memo Detailing Cooperation Between Saddam Hussein and Osama bin Laden», *Weekly Standard,* vol. 9, n° 11, 24 novembre 2003.

Hersh, Seymour M., «Selective Intelligence: Donald Rumsfeld Has His Own Special Sources—Are They Really Reliable?» *New Yorker,* 12 mai 2003.

Isikoff, Michael et David Corn, *Hubris: The Inside Story of Spin, Scandal, and the Selling of the Iraq War,* New York, Three Rivers Press, 2007.

Levin, Carl (sénateur), «Report of an Inquiry into the Alternative Analysis of the Issue of an Iraq–al Qaeda Relationship», 21 octobre 2004.

McGovern, Ray, «Cheney Chicanery», *CommonDreams.org*, 29 juillet 2003.

Priest, Dana et Walter Pincus, «Some Iraq Analysts Felt Pressure from Cheney Visits», *The Washington Post,* 5 juin 2003.

Rodriguez, Jose A. Jr. et Bill Harlow, *Hard Measures: How Aggressive CIA Actions After 9/11 Saved American Lives,* New York, Threshold Editions, 2012.

Sale, Richard, «Embarrassed Rumsfeld Fired CIA Official», United Press International, 28 juillet 2004.

Schmitt, Eric et Thom Shanker, «Pentagon Sets Up Intelligence Unit», *The New York Times,* 24 octobre 2002.

Transcription, «Department of Defense Press Briefing, Defense Secretary Donald Rumsfeld, Gen. Richard B. Myers, Chairman, JCS», 24 octobre 2002.

Warrick, Joby et Walter Pincus, «Station Chief Made Appeal to Destroy CIA Tapes; Lawyer Says Top Official Had Implicit Approval», *The Washington Post,* 16 janvier 2008.

Wilkerson, Lawrence B. (colonel), interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Woodward, Bob et Dan Eggen, «Aug. Memo Focused on Attacks in U.S. Lack of Fresh Information Frustrated Bush», *The Washington Post,* 19 mai 2002.

Chapitre 8

«Presidential Approval and Reporting of Covert Actions», *United States Code,* titre 50, section 413b.

Ackerman, Spencer, «Rumsfeld's Intelligence Takeover», *New Republic,* 10 juin 2004.

Ambinder, Marc, «Delta Force Gets a Name Change», *TheAtlantic.com*, 10 octobre 2010.

— et D. B. Grady, *The Command: Deep Inside the President's Secret Army,* Hoboken, John Wiley & Sons, 2012, édition pour Kindle.

Ancien adjoint d'un commandant affecté aux opérations spéciales, interview accordée à l'auteur, juin 2012.

Best, Richard A. Jr., «Covert Action: Legislative Background and Possible Policy Questions», Congressional Research Service, 27 décembre 2011.

Bureau du porte-parole de la Maison-Blanche, «Fact Sheet on New Counter-Terrorism and Cyberspace Positions; The National Director and Deputy The National Security Advisor for Combating Terrorism General Wayne Downing, U.S. Army Ret.», 9 octobre 2001, http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/10/20011009.html

Cannistraro, Vincent, interview accordée à l'auteur, août 2010.

Comité international de la Croix-Rouge, «ICRC Report on the Treatment of Fourteen "High Value Detainees" in CIA Custody», février 2007.

Département de la Défense, «Subject: Under Secretary of Defense for Intelligence, USD(I))», directive 5143.01, 23 novembre 2005, www.fas.org/irp/doddir/dod/d5143_01.pdf

—, «Dr. Stephen A. Cambone; Under Secretary of Defense for Intelligence», biographie offcielle du département de la Défense, 13 janvier 2006.

—, *DOD Dictionary of Military and Associated Terms,* Joint Publication 1-02, 8 novembre 2010, révisé le 15 novembre 2012.

Department of Justice, Office of Legal Counsel, Office of the Assistant Attorney General, «Memo for Alberto R. Gonzales, Counsel to the President; Re: Standards for Conduct for Interrogation under 18 USC, sections 2340-2340 A», 1er août 2002.

—, «Memorandum for John Rizzo, Acting General Counsel of the Central Intelligence Agency», 1er août 2002.

Documents obtenus confidentiellement de participants et d'ex-entraîneurs du programme SERE, novembre 2009 et janvier 2012

FINN, Peter et Joby Warrick, «2002 Document Referred to Extreme Duress as "Torture," Warned of Techniques" Unreliability», *The Washington Post,* 25 avril 2009.

GELLMAN, Barton, «Secret Unit Expands Rumsfeld's Domain; New Espionage Branch Delving into CIA Territory», *The Washington Post,* 23 janvier 2005.

GILDEA, Kerry, «Rumsfeld Adviser Brings Precise Analytical Approach to DoD Post», *Defense Daily,* 31 janvier 2001.

GIRALDI, Philip, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

HERSH, Seymour M., «Manhunt: The Bush Administration's New Strategy in the War Against Terrorism», *New Yorker,* 23 décembre 2002.

—, «The Coming Wars», *New Yorker,* 24 janvier 2005.

—, «Preparing the Battlefield; The Bush Administration Steps Up Its Secret Moves Against Iran», *New Yorker*, 7 juillet 2008.

Intelligence Authorization Act for Fiscal Year 2010, H.R. Rep. no 111-186, 2009, accompanying H.R. 2701.

JENKINS, Bonnie D., «Interview of Major General William Boykin», Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis, 7 novembre 2003, www.archives.gov/research/9-11/commission-memoranda.html

Joint Forces Command, «About the Joint Personnel Recovery Agency», www.jpra.mil/site_public/about/about.htm

Joint Personnel Recovery Agency, «Operational Issues Pertaining to the Use of Physical/Psychological Coercion in Interrogation: An Overview», note destinée à l'avocat général du

Pentagone, juillet 2002,
www.washingtonpost.com/wp-srv/nation/pdf/JPRA-Memo_042409.pdf

Kane, Paul, «Pelosi Denies Knowing Interrogation Techniques Were Used», *Capitol Briefing* (blogue), *The Washington Post,* 23 avril 2009,
http://voices.washingtonpost.com/capitol-briefing/2009/04/pelosi_denies_knowing_interrog.html.

Kibbe, Jennifer D., «The Rise of the Shadow Warriors», *Foreign Affairs,* vol. 83, n° 2, mars-avril 2004, p. 102.

Kingdom Warriors, biographie du lieutenant-général à la retraite William G. Boykin,
www.kingdomwarriors.net/about.php

Kleinman, Steven (colonel), «The Treatment of Detainees in U.S. Custody», témoignage devant la Commission des forces armées du Sénat, 25 septembre 2008.

Lang, W. Patrick (colonel), interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

Macgregor, Douglas (colonel), interview accordée à l'auteur, août 2010.

Maier, Jane, «The Experiment: The Military Trains People to Withstand Interrogation—Are Those Methods Being Misused at Guantanamo?» *New Yorker,* 11 juillet 2005.

Mazzetti, Mark, «Ex-Pentagon Lawyers Face Inquiry on Interrogation Role», *The New York Times,* 17 juin 2008.

Miller, Greg, «Cheney OK'd Harsh CIA Tactics», *Los Angeles Times,* 16 décembre 2008.

Nance, Malcolm, interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Newman, Richard J., «Renegades Finish Last: A Colonel's Innovative Ideas Don't Sit Well with the Brass», *US News and World Report,* 20 juillet 1997.

Note de Donald Rumsfeld à Paul Wolfowitz et Stephen Cambone, «Subject: Increase Special Forces», 15 janvier 2002, www.rumsfeld.com

Note de Donald Rumsfeld à Stephen Cambone avec copie au général Myers, «Subject: Finding Terrorists», 31 mai 2002, www.rumsfeld.com

Note de Donald Rumsfeld à Stephen Cambone, «Subject: Capabilities», 23 septembre 2001, www.rumsfeld.com

Note de Donald Rumsfeld à Stephen Cambone, «Subject: Intel», 5 mai 2002, www.rumsfeld.com

Note de Donald Rumsfeld à Stephen Cambone, «Subject: Opportunity», 26 septembre 2001, www.rumsfeld.com

Note de Donald Rumsfeld, destinataire inconnu, «Memorandum 9/23/01», www.rumsfeld.com

Note de Stephen Cambone à Donald Rumsfeld, «Subject: Conventional Forces/Special Forces», 16 septembre 2002, www.rumsfeld.com

Note du général Wayne Downing au secrétaire à la Défense et au chef d'état-major des armées, «Special Operations Forces Assessment», 9 novembre 2005, www.rumsfeld.com

Respass, Michael, «Combating Terrorism with Preparation of the Battlespace», *Strategy Research Project,* US Army War College, 4 juillet 2003.

Ricks, Thomas E., «Rumsfeld Stands Tall After Iraq Victory», *The Washington Post,* 20 avril 2003.

Risen, James et David Johnston, «Bush Has Widened Authority of C.I.A. to Kill Terrorists», *The New York Times,* 15 décembre 2002.

Robinson, Linda, «Moves That Matter; in the Intelligence Wars, a Pre-emptive Strike by the Pentagon Surprises Many in Congress», *US News and World Report,* 12 août 2002.

Rumsfeld, Donald et Paul Wolfowitz, «Prepared Statement: Senate Armed Services Committee "Military Commissions"», 12 décembre 2001.

Scarborough, Rowan, «Billions Needed to Fight al Qaeda; General Requests More Troops, Too», *Washington Times,* 24 septembre 2002.

—, *Rumsfeld's War: The Untold Story of America's Anti-Terrorist Commander,* Washington, Regnery, 2004.

Schmitt, Eric et Thom Shanker, «Ranks and Growing Pains in Taking Key Antiterror Role», *The New York Times,* 2 août 2004.

—, *Counterstrike: The Untold Story of America's Secret Campaign Against Al Qaeda,* New York, Times Books, 2011.

Senate Committee on Armed Services, *Inquiry into the Treatment of Detainees in US Custody,* S. Prt. 110-54, 20 novembre 2008.

Soufan, Ali, «My Tortured Decision», *The New York Times,* 22 avril 2009.

Starr, Barbara, «Pentagon Runs Clandestine Intelligence-Gathering Infrastructure», *CNN.com*, 24 janvier 2005.

Stone, Kathryn (colonel), « "All Necessary Means"—Employing CIA Operatives in a Warfighting Role Alongside Special Operations Forces», *USAWC Strategy Research Project,* U.S. Army War College, 2003.

Transcription, «Department of Defense News Briefing—Secretary Rumsfeld and Gen. Myers», 7 janvier 2003.

Transcription, interview de Malcolm Nance, documentaire *Torturing Democracy,* réal. Sherry Jones, coprod. Carey Murphy, Washington Media Associates et The National Security Archive, 15 novembre 2008.

Transcription, «Hard Measures», interview par Lesley Stahl, *60 Minutes,* CBS, 29 avril 2012.

Walsh, Deirdre, «Source: Aide told Pelosi Waterboarding Had Been Used», *CNN.com*, 12 mai 2009.

Warrick, Joby et Dan Egan, «Hill Briefed on Waterboarding in 2002», *The Washington Post,* 9 décembre 2007.

Warrick, Joby et Peter Finn, «Harsh Tactics Readied Before Their Approval», *The Washington Post*, 22 avril 2009.

White, Josh et Barton Gellman, «Defense Espionage Unit to Work with CIA», *The Washington Post,* 25 janvier 2005.

Wilkerson, Lawrence B. (colonel), interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Chapitre 9

«Advance Questions for Lieutenant General Bryan D. Brown, USA Nominee for Commander», http://GlobalSecurity.org, www.globalsecurity.org/military/library/congress/2003_hr/brown.pdf

«Combined Joint Task Force 82», *GlobalSecurity.org*, www.globalsecurity.org/military/agency/dod/cjtf-180.htm

«U.S. Raises Zarqawi Reward to $25m», *CNN.com*, 1er juillet 2004.

Ambinder, Marc, «The Night Beat: Obama Borrows the Military Back», *TheAtlantic.com*, 23 juin 2010.

Ancien membre des forces spéciales, interview accordée à l'auteur, mars 2011.

Arkin, William M., «Secret Soldiers: Will Our Military Be Dominated by Forces Shielded from Scrutiny?», *Los Angeles Times,* 22 juin 2003.

Associated Press, «CIA Feels al-Qaida Tape on Iraq Is Probably Authentic», *NBCNews.com*, 7 avril 2004.

Barry, John et Michael Hirsh, «The Hunt Heats Up», *Newsweek,* 14 mars 2004.

Bremer, L. Paul III, «Crush Them; Let Us Wage Total War on Our Foes», *Wall Street Journal,* 13 septembre 2001.

— et Malcolm McConnell, *My Year in Iraq: The Struggle to Build a Future of Hope,* New York, Threshold Editions, 2006.

Burgess, Lisa, «Buyers Beware: The Real Iraq "Most Wanted" Cards Are Still Awaiting Distribution», *Stars and Stripes,* 17 avril 2003.

CBS/AP, «Baghdad Bomb Crude but Deadly», *CBSNews.com*, 21 août 2003.

Council on Foreign Relations, *Biography of General Stanley McChrystal,* 2010, www.cfr.org/afghanistan/biography-general-stanley-mcchrystal/p19396

—, *Overview of the Studies Program, 1998–99,* 2000.

Dao, James, «Aftereffects: The Overseer—Man in the News; at the Helm in Shattered Iraq: Lewis Paul Bremer III», *The New York Times,* 8 mai 2003.

dia, «Lieutenant General Michael T. Flynn, USA, Director, Defense Intelligence Agency», www.dia.mil/About/Leadership/ArticleView/tabid/3982/Article/6952/lieutenant-general-michael-t-flynn-usa.aspx

Exum, Andrew, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Filkins, Dexter, «Stanley McChrystal's Long War», *The New York Times Magazine,* 14 octobre 2009.

Fury, Dalton, «The Pope», *Small Wars Journal*, 14 mai 2009.

Gellman, Barton, «Person of the Year 2011; Runners-Up; William McRaven: The Admiral», *Time,* 14 décembre 2011.

Hart, Lianne, «Afghan Detainee's Leg Was "Pulpified," Witness Says», *Los Angeles Times,* 23 mars 2005.

Hastings, Michael, «The Runaway General», *Rolling Stone*, 8 juillet 2010.

—, *The Operators: The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan,* New York, Blue Rider Press, 2012.

Kelly, Orr, *Brave Men—Dark Waters: The Untold Story of the Navy SEALs,* Novato, Pocket Books, 1992.

Klein, Naomi, «Baghdad Year Zero», *Harper's,* septembre 2004.

Knowlton, Brian, «Top US General in Iraq Sees "Classical Guerrilla-Type" War», *The New York Times,* 16 juillet 2003.

Lederer, Edith M., «Annan Orders U.N. Cutbacks in Iraq Staff», Associated Press, 25 septembre 2003.

Macgregor, Douglas (colonel), interview accordée à l'auteur, août 2010.

Marine américaine, «Admiral William H. McRaven, Commander, United States Special Operations Command, United States Navy»,
www.navy.mil/navydata/bios/navybio.asp?bioID=401

McChrystal, Stanley A. (général), «Memorandum to the President», dans Alton Frye (dir.), *Humanitarian Intervention: Crafting a Workable Doctrine: Three Options Presented as Memoranda to the President,* Washington, Council Policy Initiative, Council on Foreign Relations, Brookings Institution Press, 2000.

Neuffer, Elizabeth, «Fighting Terror; Afghanistan on the Front Lines: In US Strategy, Myriad Hazards; Some See Tactics Bolstering Role of Local Warlords», *Boston Globe,* 7 juillet 2002.

Note de Donald Rumsfeld au général Richard Myers, à Paul Wolfowitz, au général Peter Pace et à Douglas Feith, «Subject: The Global War on Terrorism», 16 octobre 2003, reproduite intégralement dans *USAToday.com*, 20 mai 2005.

Officier militaire à la retraite, interview accordée à l'auteur, juillet 2010.

Porter, Gareth, interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

Priest, Dana et William Arkin, *Top Secret America: The Rise of the New American Security State,* New York, Little, Brown, 2011.

Prine, Carl, «McChrystal Clear», *Line of Departure* (blogue), *Military.com*, 3 juin 2012.

Rieff, David, «Blueprint for a Mess», *The New York Times Magazine,* 2 novembre 2003.

Ross, Brian, «CIA Questions Saddam's Ties to al Qaeda», *ABCNews.go.com*, 5 octobre 2004.

Rubin, Alissa J., Mark Fineman et Edmund Sanders, «Iraqis on Council to Get Guards», *Los Angeles Times,* 13 août 2003.

Schmitt, Eric et Bernard Weinraub, «A Nation at War: Military, Pentagon Asserts the Main Fighting Is Finished in Iraq», *The New York Times,* 15 avril 2003.

Scott Tyson, Ann, «Anatomy of the Raid on Hussein's Sons», *The Christian Science Monitor,* 24 juillet 2003.

Senate Committee on Armed Services, *Inquiry into the Treatment of Detainees in US Custody,* S. Prt. 110-54, 20 novembre 2008.

Senate Select Committee on Intelligence, *Postwar Findings About Iraq's WMD Programs and Links to Terrorism and How They Compare with Prewar Assessments,* S. Report 109-331, 2006.

Shaffer, Anthony (lieutenant-colonel), *Operation Dark Heart: Spycraft and Special Ops on the Frontlines of Afghanistan—and the Path to Victory,* New York, St. Martin's Press, 2010.

Stein, Amanda D., «USSOCOM McRaven Honors Longtime NPS Professor During SGL», Naval Postgraduate School, 11 juin 2012, www.nps.edu/About/News/USSOCOM-McRaven-Honors-Longtime-NPS-Professor-During-SGL.html

Stevens, Allison, «Lawmakers Split About Benefits of Private Briefings on Status of Iraq War», *Congressional Daily Monitor,* 9 avril 2003.

Thomas, Evan, «McChrystal's War», *Newsweek,* 25 septembre 2009.

Transcription, «Department of Defense News Briefing—[Assistant Secretary of Defense for Public Affairs Victoria] Clarke and Maj. Gen. McChrystal», 4 avril 2003.

Transcription, «Department of Defense News Briefing—Secretary Rumsfeld and Gen. Myers», 30 juin 2003.

Transcription, commentaires du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld lors d'un événement en l'honneur des vétérans, San Antonio (TX), 25 août 2003.

Transcription, discours de Colin Powell devant le Conseil de sécurité de l'onu, 5 février 2003, www.nytimes.com/2003/02/06/world/threats-responses-powell-s-address-presenting-deeply-troubling-evidence-iraq.html?pagewanted=all&src=pm

Transcription, exposé du major général Stanley McChrystal à la presse étrangère, «Special Targeting Procedures», 3 avril 2003.

Transcription, George W. Bush, «Remarks by the President on Iraq», Cincinnati Museum Center, Cincinnati, 7 octobre 2002.

Transcription, George W. Bush, «Remarks by the President from the USS Abraham Lincoln», 1er mai 2003.

Transcription, interview de L. Paul Bremer III, «Breakfast with Frost», BBC, 29 juin 2003, news.bbc.co.uk/2/hi/programmes/breakfast_with_frost/3029904.stm

Transcription, interview de Tom Brokaw, «HBO History Makers Series with Stanley McChrystal», Council on Foreign Relations, 6 octobre 2011.

Vause, John, Henry Schuster et David Ensor, «Jordan Says Major al Qaeda Plot Disrupted», *CNN.com*, 26 avril 2004.

Vessels, Ethan T. (sous-lieutenant), «Pillar of Intelligence Training: The 111th MI Brigade», *Military Intelligence Professional Bulletin,* vol. 21, n° 4, octobre 1995, www.fas.org/irp/agency/army/mipb/1995-4/vessels.htm

Weaver, Mary Anne, «The Short, Violent Life of Abu Musab al-Zarqawi», *The Atlantic,* juillet–août 2006.

White, Josh, «US Generals in Iraq Were Told of Abuse Early, Study Finds», *The Washington Post,* 1er décembre 2004.

Wright, Donald P. *et al.*, *A Different Kind of War: The United States Army in Operation Enduring Freedom, October 2001–September 2005*, Fort Leavenworth, Combat Studies Institute Press, 2010.

Yacoub, Sameer N., «Huge Explosion Rocks UN Headquarters in Iraq», *USA Today,* 20 août 2003.

Chapitre 10

«Pillars of Success: William F. Garrison, BBA '66», The University of Texas-Pan American, portal.utpa.edu/utpa_main/dua_2011/alumni_home/awards/pillars_of_success/2008/#.UO0VRxzKZcQ

«US Chides German Minister», *BBC.co.uk*, 20 décembre 2001.

Ali, Abdirahman «Aynte», interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Ancien membre d'une force opérationnelle, interview accordée à l'auteur, mars 2011.

Associated Press, «U.S. Concerned About Terrorist Activity in Somalia», *Navy Times,* 12 décembre 2001.

Barry, John et Michael Hirsh, «The Hidden General», *Newsweek,* 25 juin 2006.

Boykin, William G. (lieutenant général à la retraite) et Lynn Vincent, *Never Surrender: A Soldier's Journey to the Crossroads of Faith and Freedom,* New York, FaithWords, 2008.

Bush, George W., «Address to a Joint Session of Congress and the American People», Washington, 20 septembre 2001.

Butcher, Tim, «Missiles Launched at Holiday Plane as Bombers Bring Carnage to Hotel», *Telegraph,* 29 novembre 2002.

Câble diplomatique américain 06NAIROBI2425 de l'ambassadeur William Bellamy, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Somalia: A Strategy for Engagement», 2 juin 2006, publié par WikiLeaks, wikileaks.org/cable/2006/06/06NAIROBI2425.html

Chazan, David, «Who Are al-Ittihad?», *BBC.co.uk*, 30 novembre 2002.

Downing, Wayne A. (général à la retraite), préface du rapport de Clint Watts, Jacob Shapiro et Vahid Brown, *Al-Qaida's, (Mis)Adventures in the Horn of Africa,* The Harmony Project, Combating Terrorism Center at West Point, 2 juillet 2007.

Eggen, Dan, «Bin Laden, Most Wanted for Embassy Bombings?», *The Washington Post,* 28 août 2006.

European Sudanese Public Affairs Council, «"Confused, Inconclusive and Contradictory": An Assessment and Analysis of the American Government's "Evidence" for the Cruise Missile Attack on Sudan», septembre 1998,
www.espac.org/al_shifa_pages/al-shifa_1.asp

Filkins, Dexter, «Terror in Africa: Attacks in Mombasa; Kenyans Hunting Clues to Bombing; Toll Rises to Thirteen», *The New York Times,* 30 novembre 2002.

Goldman, John J., «Testimony Shines Light on Bid [*sic*] Laden's Terror Strategy», *Los Angeles Times,* 7 février 2001.

Gordon, Michael R., «Threats and Responses: The Operations; U.S. Turns Horn of Africa into a Military Hub», *The New York Times,* 17 novembre 2002.

Hassan, Haroun M., «Gen. Mohamed Aidid, Self-Proclaimed Somali President, Is Dead», Associated Press, 2 août 1996.

Higgins, Andrew et Christopher Cooper, «CIA-Backed Team Used Brutal Means to Break Up Cell in Albania», *Wall Street Journal,* 20 novembre 2001.

Hirschkorn, Phil, «Embassy Bombings Jury Asks for Even More Evidence», *CNN.com*, 14 mai 2001.

Hogendoorn, Ernst Jan, Mohamed Abdoulaye M'Backe et Brynjulf Mugaas, «Report of the Panel of Experts on Somalia Pursuant to Security Council Resolution 1425, 2002)», Groupe d'experts sur la Somalie, Conseil de sécurité de l'onu, 25 mars 2003.

Human Rights Watch, *Off the Record: US Responsibility for Forced Disappearances in the «War on Terror»*, juin 2007.

Hurre, Ismail Mahmoud, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

International Crisis Group, «Somalia: Countering Terrorism in a Failed State», *Africa Report,* n° 45, 23 mai 2002.

—, «Counter-Terrorism in Somalia: Losing Hearts and Minds?», *Africa Report,* n° 95, 11 juillet 2005.

—, «Somalia's Divided Islamists», *Africa Briefing,* n° 74, 18 mai 2010.

Lacey, Marc, «Threats and Responses: African Investigation; Kenya Clears Fishermen, Saying They Had No Ties to Attackers», *The New York Times,* 14 décembre 2002.

McNeil, Donald G. Jr., «Correspondence/Touring Somalia: When All Else Fails (Like the State), Take the Drug Flight into Town», *The New York Times,* 3 février 2002.

Meehan, Emily, «Notes from a Failed State: Entry 2», *Slate,* 19 août 2008.

Menkhaus, Ken, «Political Islam in Somalia», *Middle East Policy,* vol. 9, n° 1, mars 2002.

Miller, John, «Greetings, America. My Name is Osama Bin Laden», *Esquire*, 1er février 1999.

Naylor, Sean D., «Clandestine Somalia Missions Yield AQ Targets», *Army Times,* 14 novembre 2011.

Office of the Coordinator for Counterterrorism, *Executive Order 13224,* 23 septembre 2011, www.state.gov/j/ct/rls/other/des/122570.htm

Peleman, Johan, Edward Howard Johns, Pavanjeet Singh Sandhu et John Tambi, «Report of the Panel of Experts on Somalia Pursuant to Security Council Resolution 1474, 2003», Conseil de sécurité de l'onu, 4 novembre 2003.

Peleman, Johan *et al.*, «Report of the Panel of Experts on Somalia Pursuant to Security Council Resolution 1425 (2002)», Conseil de sécurité de l'onu, 25 mars 2003.

Qanyare, Mohamed Afrah, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Reeve, Simon, «News Analysis; U.S. Returning to a Nightmare Called Somalia», *San Francisco Chronicle,* 16 décembre 2001.

Risen, James, «To Bomb Sudan Plant, or Not: A Year Later, Debates Rankle», *The New York Times,* 27 octobre 1999.

Salopek, Paul, « "Nobody Is Watching"; America's Hidden War in Somalia», *Chicago Tribune,* 24 novembre 2008.

Senate Select Committee on Intelligence et House Permanent Select Committee on Intelligence, *Joint Inquiry Briefing by Staff on US Government Counterterrorism Organizations (Before September 11, 2001), and on the Evolution of the Terrorist Threat and U.S. Response: 1986–2001,* 11 juin 2002.

Shenon, Philip, «Bombings in East Africa: In Washington; Focus on Suspects in Past Attacks», *The New York Times,* 8 août 1998.

Shultz, Richard H. Jr., «Showstoppers: Nine Reasons Why We Never Sent Our Special Operations Forces After al Qaeda Before 9/11», *Weekly Standard,* vol. 9, n° 19, 26 janvier 2004.

Sipress, Alan et Peter Slevin, «Powell Wary of Iraq Move; U.S. Eyes Somalia in Continuing Al Qaeda Hunt», *The Washington Post,* 21 décembre 2001.

Smith, Michael, *Killer Elite: The Inside Story of America's Most Secret Special Operations Team,* New York, St. Martin's Griffin, 2008.

Transcription, «Department of Defense News Briefing—Deputy Secretary Wolfowitz and Rear Admiral Stufflebeem», 10 décembre 2001.

Transcription, «Department of Defense News Briefing—Secretary Rumsfeld», 19 décembre 2001.

Transcription, «Terrorism on Trial», *NewsHour with Jim Lehrer,* PBS, 5 février 2001.

United States District Court Southern District of New York, *United States of America v. Usama bin Laden et al.,* avril 2000,
cns.miis.edu/reports/pdfs/binladen/indict.pdf

Vick, Karl, «Al Qaeda Ally in Somalia in Tatters; Only Remnants Remain of Potential U.S. Target», *The Washington Post,* 24 février 2002.

Wright, Lawrence, *The Looming Tower: Al-Qaeda and the Road to 9/11,* New York, Vintage Books, 2006.

Chapitre 11

«Agencies Unite to Find bin Laden», *Washington Times,* 15 mars 2004.

« "President Bush Sends His Regards"», *CNN.com*, 15 décembre 2003.

Ambinder, Marc et D.B. Grady, *The Command: Deep Inside the President's Secret Army,* Hoboken, John Wiley et Sons, 2012, édition Kindle.

Arkin, William M., *Code Names: Deciphering US Military Plans, Programs, and Operations in the 9/11 World,* Hanover, Steerforth Press, 2005.

Barry, John et Michael Hirsh, «The Hunt Heats Up», *Newsweek,* 14 mars 2004.

Exum, Andrew, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Gellman, Barton, «Person of the Year 2011; Runners-Up; William McRaven: The Admiral», *Time,* 14 décembre 2011.

— et Dafna Linzer, «Afghanistan, Iraq: Two Wars Collide», *The Washington Post,* 22 octobre 2004.

Gettleman, Jeffrey, «Signs That Shiites and Sunnis Are Joining to Battle Americans», *The New York Times,* 9 avril 2004.

Hersh, Seymour M., «The Gray Zone: How a Secret Pentagon Program Came to Abu Ghraib», *New Yorker,* 24 mai 2004.

Maier, Jane, *The Dark Side: The Inside Story of How the War on Terror Turned into a War on American Ideals,* New York, Doubleday, 2008.

McChrystal, Stanley A. (général), «It Takes a Network: The New Front Line of Modern Warfare», *Foreign Policy,* mars-avril 2011.

Naylor, Sean D., «Special Ops Unit Nearly Nabs Zarqawi», *Army Times,* 28 avril 2006.

Sanchez, Ricardo S. (lieutenant général), interview accordée à l'auteur, juin 2010.

Scarborough, Rowan, *Rumsfeld's War: The Untold Story of America's Anti-Terrorist Commander,* Washington, Regnery, 2004.

Schmitt, Eric et Carolyn Marshall, «In Secret Unit's "Black Room," a Grim Portrait of U.S. Abuse», *The New York Times,* 19 mars 2006.

Senate Committee on Armed Services, *Inquiry into the Treatment of Detainees in US Custody,* S. Prt. 110-54, 20 novembre 2008.

Shaffer, Anthony (lieutenant-colonel), *Operation Dark Heart: Spycraft and Special Ops on the Frontlines of Afghanistan—and the Path to Victory,* New York, St. Martin's Press, 2010.

Shanker, Thom et Eric Schmitt, «Pentagon Says a Covert Force Hunts Hussein», *The New York Times,* 7 novembre 2003.

Smith, Michael, *Killer Elite: The Inside Story of America's Most Secret Special Operations Team,* New York, St. Martin's Press, 2006.

Tamayo, Juan O., «Capture of Saddam Will Not Mean More Forces Available to Find bin Laden», *Knight Ridder Newspapers,* 14 décembre 2003.

Transcription, «Ambassador Bremer Briefing from Baghdad», 14 décembre 2003.

White, Josh, «US Generals in Iraq Were Told of Abuse Early, Inquiry Finds», *The Washington Post,* 1er décembre 2004.

Wilkerson, Lawrence B. (colonel), interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Woodward, Bob, *State of Denial: Bush at War, Part III,* New York, Simon et Schuster Paperbacks, 2006.

Chapitre 12

Ackerman, Spencer, «How Special Ops Copied al-Qaida to Kill It», *Danger Room* (blogue), *Wired.com*, 9 septembre 2011,
www.wired.com/dangerroom/2011/09/mcchrystal-network

Ancien interrogateur de l'armée de l'air, interview accordée à l'auteur, juin 2012.

Cloud, David, «Seal Officer Hears Charges in Court-Martial in Iraqi's Death», *The New York Times,* 25 mai 2005.

Comité international de la Croix-Rouge, «Report of the International Committee of the Red Cross (ICRC) on the Treatment by the Coalition Forces of Prisoners of War and Other Protected Persons by the Geneva Conventions in Iraq During Arrest, Internment and Interrogation», février 2004,
military.piac.asn.au/sites/default/files/documents/document-03.pdf

Department of the Army, «Army Criminal Investigation Command Memorandum Concerning Allegations of Abuse at Camp Nama», 31 mai 2004,
www.aclu.org/torturefoia/released/030705/9117_9134.pdf

—, «CID Report—Final—0016-04-CID343-69355», 4 août 2004,
www.aclu.org/torturefoia/released/030705/9135_9166.pdf

Exum, Andrew, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Fay, George R. (major général), «AR 15-6 Investigation of the Abu Ghraib Detention Facility and 205th Military Intelligence Brigade», 23 août 2004.

Formica, Richard P. (brigadier général), «Article 15-6 Investigations of CJSOTF-AP and 5th SF Group Detention Operations», 8 novembre 2004, déclassifié le 7 juin 2006 et rendu public le 16 juin 2006,
www.thetorturedatabase.org/files/foia_subsite/pdfs/dod054971.pdf

Frieden, Terry, «Justice Dept.: Geneva Conventions Limited in Iraq», *CNN.com*, 26 octobre 2004.

Hersh, Seymour M., «The General's Report: How Antonio Taguba, Who Investigated the Abu Ghraib Scandal, Became One of Its Casualties», *New Yorker,* 25 juin 2007.

HORTON, Scott, interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

Human Rights Watch, «Leadership Failure: Firsthand Accounts of Torture of Iraqi Detainees by the U.S. Army's 82nd Airborne Division», 23 septembre 2005, www.hrw.org/reports/2005/09/22/leadership-failure

LANDAY, Jonathan S., «Report: Abusive Tactics Used to Seek Iraq–al Qaida Link», *McClatchy Newspapers,* 21 avril 2009.

Lettre du capitaine Ian Fishback au sénateur John McCain, «A Matter of Honor», 16 septembre 2005, publiée dans le *The Washington Post,* 25 septembre 2005.

MCCHRYSTAL, Stanley A. (général), *My Share of the Task: A Memoir,* New York, Portfolio/Penguin, 2012.

NANCE, Malcolm, interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Note du vice-amiral Lowell E. Jacoby au sous-secrétaire à la Défense chargé du renseignement Stephen A. Cambone, «Alleged Detainee Abuse by TF 6-26 Personnel», 25 juin 2004, www.aclu.org/torturefoia/released/t2596_0297.pdf

Office of the Armed Forces Medical Examiner, *Final Autopsy Report for Autopsy No. ME-04-309, Fashad Mohammad,* 22 novembre 2004.

RICHARDSON, John H., «Acts of Conscience», *Esquire,* 21 septembre 2009, www.esquire.com/features/ESQ0806TERROR_102

SCARBOROUGH, Rowan, *Rumsfeld's War: The Untold Story of America's Anti-Terrorist Commander,* Washington, Regnery, 2004.

SCHMITT, Eric et Carolyn Marshall, «Task Force 6-26: Inside Camp Nama; in Secret Unit's "BLACK Room," a Grim Portrait of U.S. Abuse», *The New York Times,* 19 mars 2006.

Senate Committee on Armed Services, *Inquiry into the Treatment of Detainees in US Custody,* S. Prt. 110-54, 20 novembre 2008.

SHAFFER, Anthony (lieutenant-colonel), interview accordée à l'auteur, mai 2011.

SHAMSI, Hina, «Command's Responsibility: Detainee Deaths in U.S. Custody in Iraq and Afghanistan», Human Rights First, 2006, http://www.humanrightsfirst.org/our-work/law-and-security/we-can-end-torture-now/commands-responsibility-detainee-deaths-in-u-s-custody-in-iraq-and-afghanistan

SIFTON, John et Marc Garlasco, «No Blood, No Foul: Soldiers' Accounts of Detainee Abuse in Iraq», Human Rights Watch, 23 juillet 2006, http://www.hrw.org/reports/2006/07/22/no-blood-no-foul

WHITE, Josh, «U.S. Generals in Iraq Were Told of Abuse Early, Inquiry Finds», *The Washington Post,* 1er décembre 2004.

WILKERSON, Lawrence B. (colonel), interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Chapitre 13

«Jim Steele, Counselor to US Ambassador for Iraqi Security Forces», Premiere Speakers Bureau, http://premierespeakers.com/jim_steele/bio

Ackerman, Spencer, «How Special Ops Copied al-Qaida to Kill It», *Danger Room* (blogue), *Wired.com*, 9 septembre 2011, www.wired.com/dangerroom/2011/09/mcchrystal-network/all

Anderson, Jon Lee, «The Uprising: Shia and Sunnis Put Aside Their Differences», *New Yorker,* 3 mai 2004.

Associated Press, «Body Found on Baghdad Overpass Identified as That of American», *USAToday.com*, 11 mai 2004.

Barry, John et Michael Hirsh, «The Hunt Heats Up», *Newsweek,* 14 mars 2004.

—, « "The Salvador Option"» *Newsweek,* 7 janvier 2005.

CBS/AP, «CIA: Top Terrorist Executed Berg», *CBSNews.com*, 13 mai 2004.

Drew, Christopher, «Testimony on Contras Still Haunts Colonel», *Chicago Tribune,* 7 juillet 1991.

Gettleman, Jeffrey, «Enraged Mob in Fallujah Kills Four American Contractors», *The New York Times,* 31 mars 2004.

Maass, Peter, «The Salvadorization of Iraq: The Way of the Commandos», *The New York Times Magazine,* 1er mai 2005.

Masters, Jonathan et Greg Bruno, «Al-Qaeda in Iraq», Council on Foreign Relations, mis à jour le 20 mars 2012, www.cfr.org/iraq/al-qaeda-iraq/p14811

Nance, Malcolm, interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Nordland, Rod, «Iraq's Repairman», *Newsweek*, 5 juillet 2004.

Rowley, Richard, interview accordée à l'auteur, septembre 2011.

Sanchez, Ricardo S. (lieutenant général) et Donald T. Phillips, *Wiser in Battle: A Soldier's Story,* New York, HarperCollins, 2008.

Transcription, «Defense Department Operational Update Briefing», 20 avril 2004.

Urban, Mark, *Task Force Black: The Explosive True Story of the SAS and the Secret War in Iraq,* London, Little, Brown, 2010.

Chapitre 14

«On the Record; Excerpts from Bob Woodward's Oval Office Interviews with President George W. Bush, May 20–21, 2008», *The Washington Post,* http://www.washingtonpost.com/wp-srv/nation/specials/war-within/audio/

Ambinder, Marc et D.B. Grady, «Widening the Playing Field», dans *The Command: Deep Inside the President's Secret Army,* Hoboken, John Wiley et Sons, 2012, édition Kindle.

Ancien cadre de Blackwater, interview accordée à l'auteur, novembre 2009.

Anderson, John Ward, «Iraqi Tribes Strike Back at Insurgents», *The Washington Post,* 7 mars 2006.

Bush, George W., *A Supplemental Consolidated Report, Consistent with the War Powers Resolution, To Help Ensure That the Congress Is Kept Fully Informed on U.S. Military Activities in Support of the War on Terror, Kosovo, and Bosnia Herzegovina,* Pub. L. 93-148, H. Doc. 110-5, 15 décembre 2006.

Cole, Matthew, Richard Esposito et Brian Ross, «Mercenaries? CIA Says Expanded Role for Contractors Legitimate», *ABCNews.go.com*, 11 décembre 2009.

Davies, Nick, «Afghanistan War Logs: Task Force 373—Special Force Hunting Top Taliban», *The Guardian,* 25 juillet 2010.

Exum, Andrew, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Filkins, Dexter, Mark Mazzetti et Richard A. Oppell Jr., «How Surveillance and Betrayal Led to a Hunt's End», *The New York Times,* 9 juin 2006.

Flynn, Michael T., Rich Juergens et Thomas L. Cantrell, «Employing ISR; SOF Best Practices», *Joint Forces Quarterly,* n° 50, juillet 2008.

Gellman, Barton, «Secret Unit Expands Rumsfeld's Domain; New Espionage Branch Delving into CIA Territory», *The Washington Post,* 23 janvier 2005.

Hastings, Michael, *The Operators: The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan,* New York, Blue Rider Press, 2012.

Horton, Scott, interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

Hunter (pseudonyme), interview accordée à l'auteur, juin 2012.

Jones, Seth G., *Hunting in the Shadows: The Pursuit of al Qaeda Since 9/11,* New York, W.W. Norton, 2012.

Kibbe, Jennifer D., «Rise of the Shadow Warriors», *Foreign Policy,* mars-avril 2004.

Lang, W. Patrick (colonel), interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

Lettre d'Ayman Al-Zaouahiri à Abou Moussab Al-Zarqaoui, 9 juillet 2005, publiée par le bureau du directeur du renseignement national, 11 octobre 2005, www.globalsecurity.org/security/library/report/2005/zawahiri-zarqawi-letter_9jul2005.htm

Lindlaw, Scott, AP, «U.S. OK'd Troop Terror Hunts in Pakistan», *The Washington Post,* 23 août 2007.

Mazzetti, Mark, «CIA Closes Unit Focused on Capture of bin Laden», *The New York Times,* 4 juillet 2006.

— et David Rohde, «Amid U.S. Policy Disputes, Qaeda Grows in Pakistan», *The New York Times,* 30 juin 2008.

Membre anonyme des forces spéciales, interview accordée à l'auteur, novembre 2009.

Membre anonyme des forces spéciales, interview accordée à l'auteur, janvier 2011.

Miller, Greg, «War on Terror Loses Ground», *Los Angeles Times,* 27 juillet 2008.

Note de Donald Rumsfeld au général Dick Myers et à Doug Feith, avec copie conforme au général Pete Pace et à Steve Cambone, «Preparation of the Battlespace», 2 septembre 2004, www.rumsfeld.com

Prince, Erik, discours donné en janvier 2010.

Richardson, Doug, SOAL-T WSO, «US Special Operations Command; Continuous, Clandestine, Tagging, Tracking and Locating (CTTL)», diaporama PowerPoint présenté au socom, 5 septembre 2007.

Risen, James et Mark Mazzetti, «CIA Said to Use Outsiders to Put on Drones», *The New York Times*, 20 août 2010.

Schmitt, Eric et Mark Mazzetti, «Secret Order Lets US Raid al Qaeda», *The New York Times,* 8 novembre 2008.

Shaffer, Anthony (lieutenant-colonel), *Operation Dark Heart: Spycraft and Special Ops on the Frontlines of Afghanistan—and the Path to Victory,* New York, St. Martin's Press, 2010.

—, interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Shanker, Thom et Scott Shane, «Elite Troops Get Expanded Role on Intelligence», *The New York Times,* 8 mars 2006.

Sifton, John, «A Brief History of Drones», *The Nation*, 27 février 2012.

Smith, Michael, *Killer Elite: The Inside Story of America's Most Secret Special Operations Team,* New York, St. Martin's Press, 2006

Urban, Mark, *Task Force Black: The Explosive True Story of the SAS and the Secret War in Iraq,* London, Little, Brown, 2010.

Woodward, Bob, *The War Within: A Secret White House History, 2006–2008,* New York, Simon & Schuster, 2008.

Yusufzai, Rahimullah, «Forty-Six Killed in North Waziristan Fighting; Military Claims Killing Forty-one Foreign Militants», www.pakdef.info/forum/printthread.php?t=6012&pp=25&page=15

Chapitre 15

Ambinder, Marc et D.B. Grady, «The Activity», dans *The Command: Deep Inside the President's Secret Army,* Hoboken, John Wiley et Sons, 2012, édition Kindle.

Hunter (pseudonyme), interviews accordées à l'auteur, 2011, 2012.

Chapitre 16

Al-Awlaki, Anwar, «Book Review 3: In the Shade of the Quran by Sayyid Qutb», *Imam Anwar's Blog,* 22 juin 2008, reproduit sur http://sayfullaah.blogspot.ca/2011/10/sheikh-anwar-al-awlaki-book-reviews.html

—, «Book Review 9: English Novels», *Imam Anwar's Blog,* 6 août 2008, reproduit sur http://sayfullaah.blogspot.ca/2011/10/sheikh-anwar-al-awlaki-book-reviews.html.

—, «Food Reviews from Behind Bars», *Imam Anwar's Blog,* 21 août 2008, reproduit sur http://sayfullaah.blogspot.ca/2011/10/sheikh-anwar-al-awlaki-book-reviews.html

Al-Awlaki, famille, interviews accordées à l'auteur, janvier et août 2012.

Al-Awlaki, Nasser, interviews accordées à l'auteur, janvier, août et septembre 2012.

Al-Nadari, Shaykh Harith, «My Story with al-Awlaki», *Inspire,* n° 9, hiver 2012.

Ancien ministre du gouvernement yéménite, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Begg, Moazzam, «Moazzam Begg Interviews Imam Anwar al-Awlaki», *Cageprisoners,* 31 décembre 2007, www.cageprisoners.com/our-work/interviews/item/159-moazzam-begg-interviews-imam-anwar-al-awlaki

Ben Fareed, Cheikh Saleh, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Black, Ian, «Prince Bandar bin Sultan—Profile», *The Guardian,* 10 octobre 2012.

Câble diplomatique américain 07SANAA2333 de la sous-chef de mission Angie Bryan, ambassade des États-Unis à Sanaa, «Yemeni-American Awlaqi Released from ROYG Custody», 18 décembre 2007, publié par WikiLeaks, wikileaks.org/cable/2007/12/07SANAA2333.html

Département d'État, «Visits by Foreign Leaders of Yemen», http://history.state.gov/departmenthistory/visits/yemen

Département du Trésor, «Treasury Designates Anwar al-Aulaqi, Key Leader of Al-Qa'ida in the Arabian Peninsula», communiqué de presse, 16 juillet 2010.

Heyns, Christof, «Report of the Special Rapporteur on Extrajudicial Summary or Arbitrary Executions», présenté au Conseil des droits de l'homme de l'onu, 27 mai 2011.

Raghavan, Sudarsan, «Cleric Linked to Fort Hood Attack Grew More Radicalized in Yemen», *The Washington Post,* 10 décembre 2009.

Schmidt, Susan, «Imam from Va. Mosque Now Thought to Have Aided al-Qaeda», *The Washington Post,* 27 février 2008.

Shane, Scott et Souad Mekhennet, «Imam's Path from Condemning Terror to Preaching Jihad», *The New York Times,* 8 mai 2010.

Transcription, «Interview with In Focus News, California», par Saaqib Rangoonwala, publié par «SoldierOfAllah», *Imam Anwar's Blog,* 13 octobre 2011, anwar-awlaki.blogspot.com/2011/10/interview-with-in-focus-news-california.html

Von Drehle, David, «A Lesson in Hate; How an Egyptian Student Came to Study 1950s America and Left Determined to Wage Holy War», *Smithsonian Magazine,* février 2006.

Wright, Lawrence, *The Looming Tower: Al-Qaeda and the Road to 9/11,* New York, Vintage Books, 2007.

Chapitre 17

«Mogadishu's Port Reopened», *AlJazeera.com*, 23 août 2006.

Ahmed, Cheikh Charif, «Islamists Declare Jihad, (Holy War) on Neighboring Ethiopia Following the Fall of Key Town to Ethiopian-back[ed] Somali Government Forces», 10 octobre 2006, vidéo et transcription de Reuters.

Ali, Abdirahman «Aynte», «The Anatomy of al Shabaab», article inédit, juin 2010, www.radiodaljir.com/audio/docs/TheAnatomyOfAlShabaab.pdf

—, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Anderson, Jon Lee, «The Most Failed State», *New Yorker,* 14 décembre 2009.

Axe, David, «Wikileaked Cable Confirms U.S' Secret Somalia Op», *Danger Room* (blogue), *Wired.com*, 2 décembre 2010, www.wired.com/dangerroom/2010/12/wikileaked-cable-confirms-u-s-secret-somalia-op

Baldauf, Scott, «In Somalia, Foreign Intervention Won't Resolve Al Shabab Threat», *The Christian Science Monitor,* 2 septembre 2010.

Barnes, Cedric et Harun Hassan, «The Rise and Fall of Mogadishu's Islamic Courts», *Journal of Eastern African Studies,* vol. 1, n° 2, juillet 2007.

Barnett, Thomas P.M., «The Americans Have Landed», *Esquire,* 27 juin 2007, www.esquire.com/features/africacommand0707

BBC News, «Somali Warlords Battle Islamists», 21 février 2006, http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/4735614.stm

Butler, Desmond, «Threats and Responses: Terrorism; Three-Year Hunt Fails to Net Qaeda Suspect in Africa», *The New York Times,* 14 juin 2003.

Câble diplomatique américain 06ADDISABABA1904 de Vicki Huddleston, chargée d'affaires, ambassade des États-Unis à Addis Ababa, «Corrected Copy—Ethiopia: GOE Says No Incursion in Somalia», 12 juillet 2006, publié par WikiLeaks, wikileaks.org/cable/2006/07/06ADDISABABA1904.html

Câble diplomatique américain 06ADDISABABA3212 de l'ambassadeur Donald Yamamoto, ambassade des États-Unis à Addis-Abeba, «Somali Prime Minister Gedi Highlights Foreign

Extremist Support for ICU», 6 décembre 2006, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2006/12/06ADDISABABA3212.html

Câble diplomatique américain 06ADDISABABA3240 de l'ambassadeur Donald Yamamoto, ambassade des États-Unis à Addis-Abeba, «Ethiopia: Meles Alters Stance on Military Action», 8 décembre 2006, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2006/12/06ADDISABABA3240.html

Câble diplomatique américain 06NAIROBI126 de la sous-chef de mission Leslie Rowe, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Worst Combat in Five Years Put at USG Doorstep», 20 mars 2006, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2006/03/06NAIROBI1261.html

Câble diplomatique américain 06NAIROBI1484 de l'ambassadeur William M. Bellamy, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Ambassador to Yusuf: Alliance Against Terror Not Directed at TFG», 4 avril 2006, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2006/04/06NAIROBI1484.html

Câble diplomatique américain 06NAIROBI2425 de l'ambassadeur William Bellamy, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Somalia: A Strategy for Engagement», 2 juin 2006, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2006/06/06NAIROBI2425.html

Câble diplomatique américain 06NAIROBI2618 de l'ambassadeur William Bellamy, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Jowhar Falls», 14 juin 2006, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2006/06/06NAIROBI2618.html

Câble diplomatique américain 06NAIROBI2640 de l'ambassadeur William Bellamy, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Islamist Advances, Prospects for Dialogue, but Still No Admission of the Al Qaida Presence», 15 juin 2006, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2006/06/06NAIROBI2640.html

Câble diplomatique américain 06NAIROBI3441 du conseiller économique John F. Hoover, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Horn of Africa, State-USAID Humanitarian Cable Update Number 8», 8 août 2006, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2006/08/06NAIROBI3441.html

Câble diplomatique américain 07NAIROBI5403 de l'ambassadeur Michael Ranneberger, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Somalia—Sheikh Sharif and the Future Role of Islamic Courts Moderates», 1er janvier 2007, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2007/01/07NAIROBI5403.html

CNN, «Islamic Militia Claims Mogadishu», *CNN.com*, 5 juin 2006.

Conseil de sécurité de l'ONU, «Fazul Abdallah Mohamed»,
http://www.un.org/News/Press/docs/2012/sc10755.doc.htm

DeYoung, Karen, «U.S. Sees Growing Threats in Somalia», *The Washington Post,* 18 décembre 2006.

Downing, Wayne A. (général à la retraite), préface du rapport de Clint Watts, Jacob Shapiro et Vahid Brown, *Al-Qaida's, (Mis)Adventures in the Horn of Africa,* The Harmony Project, Combating Terrorism Center at West Point, 2 juillet 2007.

Gartenstein-Ross, Daveed, interview accordée à l'auteur, mars 2011.

Gedi, Ali Mohamed, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Gettleman, Jeffrey, «Ethiopian Warplanes Attack Somalia», *The New York Times,* 24 décembre 2006.

Gollust, David, «US Says al-Qaida Elements Running Somali Islamic Movement», *Voice of America,* 14 décembre 2006.

Gordon, Michael R. et Mark Mazzetti, «U.S. Ethiopian Campaign Routed Islamic Militants in Somalia», *International Herald Tribune,* 23 février 2007.

—, «U.S. Used Base in Ethiopia to Hunt al Qaeda», *The New York Times,* 23 février 2007.

Hassan, Mohammed Olad, «Life Under Somalia's Islamists», *BBC.news.co.uk*, 11 juillet 2006.

—, AP, «Ethiopian Troops off to Somalia», *News24.com*, 11 novembre 2006.

Hollar, Julie, «Rediscovering Somalia; Press Downplays U.S. Role in Renewed Crisis», Fairness and Accuracy in Reporting, 1er mars 2008,
fair.org/extra-online-articles/rediscovering-somalia

Hurre, Ismail Mahmoud, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

International Crisis Group, «Counterterrorism in Somalia: Losing Hearts and Minds?», *Africa Report,* no 95, 11 juillet 2005.

—, «Somalia's Islamists», *Africa Report,* no 100, 12 décembre 2005.

Islam, Cheikh Ahmed «Madobe» Mohamed, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Lettre de Cheikh Charif Ahmed aux gouvernements et aux organisations internationales, «The Union of Islamic Courts in Mogadishu Break the Silence», 6 juin 2006,
http://www.hiiraan.com/news/2006/jun/somali_news6_7.aspx

Lone, Salim, «Destabilizing the Horn», *The Nation,* 22 janvier 2007.

Mazzetti, Mark, «Efforts by CIA Fail in Somalia, Officials Charge», *The New York Times,* 8 juin 2006.

McCrummen, Stephanie, «Interview with Meles Zenawi», *WashingtonPost.com*, 14 décembre 2006.

—, «Somali Islamic Fighters Flee Toward Kenya», *The Washington Post,* 2 janvier 2007.

Menkhaus, Ken, «Governance without Government in Somalia: Spoilers, State Building, and the Politics of Coping», *International Security,* vol. 31, no 3, hiver 2006-2007, p. 74-106,
www.mitpressjournals.org/doi/abs/10.1162/isec.2007.31.3.74

Nance, Malcolm, interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Naylor, Sean D., «Years of Detective Work Led to al-Qaida Target», *Army Times,* 21 novembre 2011.

Note d'«Ennifar» (probablement Azouz Ennifar), adjoint au représentant spécial de la mission de l'onu en Éthiopie et en Éritrée, «Meeting with US Assistant Secretary of State for African Affairs», 26 juin 2006, publié par WikiLeaks,

wikileaks.org/wiki/US_encouraged_Ethiopian_invasion_of_Somalia,_UN_meeting_memo_with_Jenday_Frazer,_Secretary_of_State_for_African_Affairs,_2006

Perry, Alex, «Somalia on the Edge», *Time,* 29 novembre 2007.

Qanyare, Mohamed Afrah, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Reuters, «Anti-Ethiopian Protests Rock Mogadishu», *Toronto Star,* 6 janvier 2007.

Rice, Xan, «Mogadishu's Miracle: Peace in the World's Most Lawless City», *The Guardian,* 25 juin 2006.

—, «Somali Hardliner Calls for Foreign Jihadists», *The Guardian,* 23 décembre 2006.

— et Suzanne Goldenberg, «How US Forged an Alliance with Ethiopia over Invasion», *The Guardian,* 12 janvier 2007.

Robinson, Simon, «Somalia's Islamic Leaders Deny a Link to Terror», *Time,* 6 juin 2006.

Schiemsky, Bruno *et al.*, «Report of the Monitoring Group on Somalia Pursuant to Security Council Resolution 1587 (2005)», Conseil de sécurité de l'onu, 4 octobre 2005.

Siad, Yusuf Mohamed, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Transcription, «Islamic Militia Takes Control of Somali Capital», *NewsHour,* PBS, 6 juin 2006.

Transcription, George W. Bush, «President's Remarks to the Travel Pool at Laredo Border Patrol Sector Headquarters», 6 juin 2006.

Transcription, *Newsroom,* CNN, 6 janvier 2007.

Transcription, Oussama Ben Laden, enregistrement audio, 2 juillet 2006, traduit en anglais par The Middle East Media Research Institute (MEMRI),
www.memri.org/report/en/print1872.htm

United States of America v. Usama bin Laden et al., S(9) 98 Cr. 1023, Indictment.

Wax, Emily et Karen DeYoung, «U.S. Secretly Backing Warlords in Somalia», *The Washington Post,* 17 mai 2006.

Chapitre 18

Al-Wuhayshi, Nasir, «The New Leader of al-Qaeda in Yemen Relates the Details of the Escape of al-Qaeda Members from an Intelligence Prison», *Al-Ghad,* 25 juin 2007.

Ancien officier du renseignement américain, interview accordée à l'auteur, janvier 2011.

Ancien officier militaire américain, interview accordée à l'auteur, février 2012.

Câble diplomatique américain 07SANAA1989 de l'ambassadeur Stephen Seche, ambassade des États-Unis à Sanaa, «Townsend-Saleh Meeting Provides Opening for Additional CT Cooperation», 30 octobre 2007, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2007/10/07SANAA1989.html

Conseil de sécurité de l'onu, «Security Council Committee on Somalia and Eritrea Issues List of Individuals Identified Pursuant to Paragraph 8 of Resolution 1844 (2008)», 12 avril 2010,

www.un.org/news/Press/docs/2010/sc9904.doc.htm

Giordono, Joseph, «U.S. Military Plans to Expand Camp Lemonier in Djibouti; Lease to Provide for More Housing and Security», *Stars and Stripes,* 9 juillet 2006.

Johnsen, Gregory D., «Al-Qaeda in Yemen Reorganizes Under Nasir al-Wuhayshi», *Terroristm Focus,* vol. 5, n° 11, 18 mars 2008, www.jamestown.org

—, *Yemen: Confronting al-Qaeda, Preventing State Failure, Hearing Before the Senate Foreign Relations Committee,* témoignage devant le Congrès, 2010.

—, *The Last Refuge: Yemen, Al-Qaeda, and America's War in Arabia,* New York, W.W. Norton, 2012.

Kimball, Sam, «Whose Side Is Yemen On?», *Foreign Policy,* 29 août 2012.

Nakhleh, Emile, interview accordée à l'auteur, janvier 2010.

Starr, Barbara, «Yemen Prison Break Raises Alarms at Sea», *CNN.com*, 7 février 2006.

Trevelyan, Mark, Reuters, «Jailbreak in Yemen Stirs Concern Abroad; Inside Job Seen in Qaeda Escape», *Boston Globe,* 10 février 2006.

Chapitre 19

«Robert M. Gates; Secretary of Defense», georgewbush-whitehouse.archives.gov/government/gates-bio.html

Câble diplomatique américain 08ISLAMABAD2907 de l'ambassadrice Anne Patterson, ambassade des États-Unis à Islamabad, «GOP Condemns Alleged ISAF September 3 Incident in South Waziristan», 3 septembre 2008, publié par WikiLeaks, wikileaks.org/cable/2008/09/08ISLAMABAD2907.html

Haider, Kamran, «Pakistan Condemns "Cowardly" US Attack; Eleven Dead», Reuters, 11 juin 2008.

Lamb, Christina, «Playing with Firepower», *The Sunday Times,* 14 septembre 2008.

Mazzetti, Mark et David Rohde, «Amid U.S. Policy Disputes, Qaeda Grows in Pakistan», *The New York Times*, 30 juin 2008.

Membre anonyme des forces spéciales, interview accordée à l'auteur, août 2010.

Naylor, Sean D., «Spec Ops Raids into Pakistan Halted», *Army Times,* 26 septembre 2008.

Schmitt, Eric et Mark Mazzetti, «Bush Said to Give Orders Allowing Raids in Pakistan», *The New York Times,* 10 septembre 2008.

Scott Tyson, Ann, «New Plans Foresee Fighting Terrorism Beyond War Zones», *The Washington Post,* 23 avril 2006.

Senate Committee on Armed Services, témoignage du lieutenant général Douglas E. Lute, Afghanistan, S. Hrg. 110269, 2007.

Shaffer, Anthony (lieutenant-colonel), interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Trofimov, Yaroslav, «Soviets' Afghan Ordeal Vexed Gates on Troop-Surge», *Wall Street Journal*, 30 novembre 2009.

Walsh, Lawrence E., «Final Report of the Independent Counsel for Iran/Contra Matters; Volume I: Investigations and Prosecutions», 4 août 1993.

Chapitre 20

«Crowd Drags Ethiopian Corpse, Echoing 1993 Brutality», *CNN.com*, 8 novembre 2007.

«Somali Islamist Travels to Yemen», *BBC.co.uk*, 8 février 2007.

«Somali Prime Minister Survives Bomb Attack», *CNN.com*, 3 juin 2007.

«US Somali Air Strikes "Kill Many,"», *BBC.co.uk*, 9 janvier 2007.

Agence américaince pour le développement international (usaid), «Somalia—Complex Emergency, Situation Report No. 1, Fiscal Year 2008», 20 décembre 2007,
https://dec.usaid.gov/dec/home/Default.aspx

Agence France-Presse, «US Missile Strike Targets "Al-Qaeda Leader" in Somalia», 3 mars 2008.

Ahmed, Cheikh Charif, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Al Jazeera, «US Warns Eritrea over "Terrorism": Asmara Told to Stop Supporting Somalia Fighters to Avoid "Terrorism Sponsor" Label», *AlJazeera.com*, 9 septembre 2007.

Ali, Abdirahman «Aynte», «The Anatomy of al Shabaab», article inédit, juin 2010,
www.radiodaljir.com/audio/docs/TheAnatomyOfAlShabaab.pdf

—, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Amnistie internationale, «Routinely Targeted: Attacks on Civilians in Somalia», 6 mai 2008,
www.amnesty.org/en/library/info/AFR52/006/2008

Axe, David, «Hidden History: America's Secret Drone War in Africa», *Danger Room* (blogue), *Wired.com*, 13 août 2012,
www.wired.com/dangerroom/2012/08/somalia-drones/all

Bradbury, Mark, «State-Building, Counterterrorism, and Licensing Humanitarianism in Somalia», document préparatoire, Feinstein International Center, octobre 2010.

Bryden, Matt *et al.*, «Report of the Monitoring Group on Somalia Pursuant to Security Council Resolution 1811 (2008)», Conseil de sécurité de l'onu, 10 décembre 2008.

Câble diplomatique américain 07ADDISABABA90 de l'ambassadeur Donald Yamamoto, ambassade des États-Unis à Addis-Abeba, «Scenesetter for Deputy USTR Allgeier's Visit to Ethiopia», 12 janvier 2007, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2007/01/07ADDISABABA90.html

Câble diplomatique américain 07ADDISABABA311 de l'ambassadeur Donald Yamamoto, ambassade des États-Unis à Addis-Abeba, «PM Meles Highlights Land Reform as Key to Clan Reconciliation and Political Stability in Somalia», 1er février 2007, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2007/02/07ADDISABABA311.html

Câble diplomatique américain 07NAIROBI5403 de l'ambassadeur Michael Ranneberger, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Sheikh Sharif and the Future Role of the Islamic Courts Moderates», 2 janvier 2007, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2007/01/07NAIROBI5403.html

Câble diplomatique américain 08NAIROBI1363 de l'ambassadeur Michael Ranneberger, ambassade des États-Unis à Nairobi, «Somalia—Ayrow's Demise», 3 juin 2008, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2008/06/08NAIROBI1363.html

Comité des affaires étrangères, *Al Qaeda in Yemen and Somalia: A Ticking Time Bomb*, S. Prt. 11140, 2010.

Conseil de sécurité de l'ONU, «Security Council, in Presidential Statement, Welcomes Signing of Djibouti Agreement on Reconciliation by Parties to Somalia Conflict», 4 septembre 2008.

Downing, Wayne A. (général à la retraite), préface du rapport de Clint Watts, Jacob Shapiro et Vahid Brown, *Al-Qaida's, (Mis)Adventures in the Horn of Africa,* The Harmony Project, Combating Terrorism Center at West Point, 2 juillet 2007.

Duhul, Salad, AP, «Somali Fighting Kills 381; Government Warns of New Offensive», *Deseret News,* 2 avril 2007.

Gartenstein-Ross, Daveed, «The Strategic Challenge of Somalia's Al-Shabaab», *Middle East Quarterly,* automne 2009,
www.meforum.org/2486/somalia-al-shabaab-strategic-challenge#_ftn22

—, interview accordée à l'auteur, mars 2011.

Gedi, Ali Mohamed, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Gettleman, Jeffrey, «Somali Islamists' No. Two Leader Surrenders in Kenyan Capital», *The New York Times,* 2 janvier, 2007.

—, «More Than Fifty Die in U.S. Strikes in Somalia», *The New York Times,* 9 janvier 2007.

— et Eric Schmitt, «U.S. Forces Fire Missiles into Somalia at a Kenyan», *The New York Times,* 4 mars 2008.

Glantz, Aaron, «U.S. Air Strikes in Somalia Condemned for Killing Innocent Civilians», *OneWorld US,* 20 janvier 2007.

Gordon, Michael R. et Mark Mazzetti, «U.S. Used Base in Ethiopia to Hunt Al Qaeda», *The New York Times,* 23 février 2007.

Human Rights Watch, «Shell-Shocked: Civilians Under Siege in Mogadishu», 13 août 2007,
http://www.hrw.org/fr/reports/2007/08/12/shell-shocked

—, «Why Am I Still Here? The 2007 Horn of Africa Renditions and the Fate of Those Still Missing», 2008.

International Crisis Group, «Somalia: To Move Beyond the Failed State», *Africa Report,* n° 147, 23 décembre 2008.

Islam, Cheikh Ahmed «Madobe» Mohamed, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Khalil, Lydia, «Foreign Fighters Face Obstacles Joining the Somali Jihad», *Terrorism Focus,* vol. 4, n° 24, 25 juillet 2007,
www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews[tt_news]=4326

McCrummen, Stephanie et Karen DeYoung, «U.S. Airstrike Kills Somali Accused of Links to Al-Qaeda», *The Washington Post,* 2 mai 2008.

Nance, Malcolm, interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Office of the Coordinator for Counterterrorism, «Designation of al-Shabaab as a Foreign Terrorist Organization», 26 février 2008,
www.state.gov/j/ct/rls/other/des/102446.htm

Online, Garowe, «Islamists Do Not Recognize "Colonial Government," Says War Chief», *Biyokulule.com*, 10 décembre 2007.

Penketh, Anne et Steve Bloomfield, «US Strikes on al-Qa'ida Chiefs Kill Nomads», *The Independent,* 13 janvier 2007.

Perry, Alex, «Interview: Ethiopian Prime Minister Meles Zenawi», *Time,* 6 septembre 2007,
www.time.com/time/magazine/article/0,9171,1659420,00.html

—, «Somalia on the Edge», *Time,* 29 novembre 2007.

Schmitt, Eric et Jeffrey Gettleman, «Qaeda Leader Reported Killed in Somalia», *The New York Times,* 2 mai 2008.

Schmitt, Eric et Mark Mazzetti, «Secret Order Lets U.S. Raid Al Qaeda», *The New York Times,* 9 novembre 2008.

Siad, Yusuf Mohamed, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Soltis, Andy, «Qaeda Clobbered; U.S. Somalia Raid Kills Embassy Fiend», *New York Post,* 11 janvier 2007.

Département d'État, «Individuals and Entities Designated by the State Department Under E.O. 13224», 17 décembre 2012,
www.state.gov/j/ct/rls/other/des/143210.htm.

Wassef, Khaled, CNET, «Bin Laden Urges Somalis to "Fight On"», *CBS.com*, 19 mars 2009.

Chapitre 21

Agence France-Presse, «Bush Says Yemen Attack Shows Need to Fight Extremists», 17 septembre 2008.

Al-Awlaki, Anwar, «Constants on the Path of Jihad», 2005.

—, «Assalamu alaykum all», *Imam Anwar's Blog,* 31 mai 2008, reproduit sur http://imam-awlaki.blogspot.ca/2011_08_01_archive.html.

—, «A Question About the Method of Establishing Khilafa», *Imam Anwar's Blog,* 29 août 2008, reproduit sur http://imam-awlaki.blogspot.ca/2011_08_01_archive.html.

—, «Is the Franklin Morphing into the Washington?», *Imam Anwar's Blog,* 6 octobre 2008, reproduit sur http://imam-awlaki.blogspot.ca/2011_08_01_archive.html.

—, «Voting for the American President», *Imam Anwar's Blog,* 31 octobre 2008, reproduit sur http://imam-awlaki.blogspot.ca/2011_08_01_archive.html.

—, «Part 2: Voting for the American President», *Imam Anwar's Blog,*, 3 novembre 2008, reproduit sur http://imam-awlaki.blogspot.ca/2011_08_01_archive.html.

—, «Do You Like Cheese?», *Imam Anwar's Blog,*, 25 novembre 2008, reproduit sur http://cryptome.org/anwar-alawlaki/08-1125.htm.

—, «Salutations to the al-Shabab of Somalia», *Imam Anwar's Blog,* 21 décembre 2008, reproduit sur http://imam-awlaki.blogspot.ca/2011/08/salutations-to-al-shabab-of-somalia.html.

—, «Al-Shabaab: Reply to the Greeting and Advice of Sheikh Anwar», *Imam Anwar's Blog,* 27 décembre 2008, reproduit sur http://anwar-awlaki.blogspot.ca/2011/10/reciting-quran-without-pondering.html.

—, «The Lies of the Telegraph», *Imam Anwar's Blog,* 27 décembre 2008, http://imam-awlaki.blogspot.ca/2011/08/lies-of-telegraph.html.

—, «The Meaning of Gaza», *Imam Anwar's Blog,* 28 décembre 2008, http://anwar-awlaki.blogspot.ca/2011/10/meaning-of-gaza.html.

—, «A New Year: Reality and Aspirations», *Imam Anwar's Blog,* 31 décembre 2008, http://cryptome.org/anwar-alawlaki/08-1231.htm.

—, «Yemeni-American Jihadi Cleric Anwar Al-Awlaki in First Interview with al-Qaeda Media Calls on Muslim US Servicemen to Kill Fellow Soldiers», transcription d'une entrevue accordée à Al-Malahem Media, 23 mai 2010, par le Middle East Media Research Institute (MEMRI), www.memritv.org/clip_transcript/en/2480.htm

Al-Awlaki, famille, interviews accordées à l'auteur, janvier 2012.

Al-Awlaki, Nasser, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Al-Hajj, Ahmed, AP, «Suicide Attacker Kills Nine at Yemen Temple», *The Washington Post*, 2 juillet 2007.

Al-Nadari, Shaykh Harith, «My Story with al-Awlaki», *Inspire,* n° 9, hiver 2012.

Ancien adjoint d'un officier du JSOC, interview accordée à l'auteur, 2010.

Ancien haut responsable de la lutte antiterroriste, interview accordée à l'auteur, janvier 2011.

Associated Press, «McCain, Obama Spar over Al Qaeda in Iraq», *CBSNews.com*, 18 juin 2009.

Bauer, Shane, «U.S. Embassy Hit in Yemen, Raising Militancy Concerns», *The Christian Science Monitor,* 18 septembre 2008.

Begg, Moazzam, «Moazzam Begg Interviews Imam Anwar al-Awlaki», *Cageprisoners,* 31 décembre 2007,
www.cageprisoners.com/our-work/interviews/item/159-moazzam-begg-interviews-imam-anwar-al-awlaki

Ben Fareed, Cheikh Saleh, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Câble diplomatique américain 07SANAA473, du chargé d'affaires Nabeel Khoury, ambassade des États-Unis à Sanaa, «Unmanned USG Aircraft Washes Ashore, Official Media Reports Downed Iranian "Spy Plane"», 2 avril 2007, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2007/04/07SA-NAA473.html

Campbell, David et Richard Norton-Taylor, «US Accused of Holding Terror Suspects on Prison Ships», *The Guardian,* 1er juin 2008.

Elliott, Andrea, «A Call to Jihad, Answered in America», *The New York Times,* 11 juillet 2009.

Fattah, Hassan M., «Suicide Attacks Foiled at Two Oil Sites, Yemen Says», *The New York Times,* 16 septembre 2006.

Foust, Joshua, interview accordée à l'auteur, janvier 2011.

Hasan, Nidal, courriel envoyé à Anwar al-Awlaki, 17 décembre 2008, publié par Intelwire le 19 juillet 2012, news.intelwire.com/2012/07/the-following-e-mails-between-maj.html

International Crisis Group, «Saudi Arabia Backgrounder: Who Are the Islamists?», *Middle East Report,* n° 31, 21 septembre 2004.

Johnsen, Gregory D., «Is Al-Qaeda in Yemen Regrouping?» *Terrorism Focus,* vol. 4, n° 15, 30 mai 2007,
www.jamestown.org/single/?no_cache=1&tx_ttnews%5Btt_news%5D=4174

—, *Yemen: Confronting al-Qaeda, Preventing State Failure, Hearing Before the Senate Foreign Relations Committee,* témoignage devant le Congrès, 2010.

Jones, Athena, «Obama Discusses Yemen Attack», *NationalJournal.com*, 17 septembre 2008.

Kohlmann, Evan, «Investigating Ft. Hood: Anwar al-Awlaki's "Constants on the Path of Jihad,"» *Counterterrorism Blog,* 9 novembre 2009,
counterterrorismblog.org/2009/11/investigating_ft_hood_anwar_al.php

Meleagrou-Hitchens, Alexander, «As American as Apple Pie: How Anwar al-Awlaki Became the Face of Western Jihad», International Centre for the Study of Radicalisation and Political Violence, 2011.

Nakhleh, Emile, interview accordée à l'auteur, janvier 2010.

Nominations Before the Senate Armed Services Committee: Hearings on the Nominations of Gen. David D. McKeirnan; LTG. Raymond T. Odierno; LTG Walter L. Sharp; Gen. David H. Petraeus; Hon. Nelson M. Ford; Joseph A. Benkert; Sean J. Stackley; Frederick S. Celec; Michael B. Doley; Gen. Norton A. Schwartz; and Gen. Duncan J. McNabb, Day 3, Before the Armed Services Committee, 110e Congrès, 145, 2008, témoignage du général David H. Petraeus.

Rayner, Gordon, «Muslim Groups "Linked to 11 September Hijackers Spark Fury over Conference,"» *Telegraph,* 27 décembre 2008.

Schmidt, Susan, «Imam from Va. Mosque Now Thought to Have Aided al-Qaeda», *The Washington Post,* 27 février 2008.

Shane, Scott, «Born in U.S., a Radical Cleric Inspires Terror», *The New York Times,* 18 novembre 2009.

Sheuer, Michael, «Yemen's Role in al-Qaeda's Strategy», *Terrorism Focus,* vol. 5, no 5, 7 février 2008, www.jamestown.org

Yang, Wesley, «The Terrorist Search Engine», *New York,* 5 décembre 2010.

Chapitre 22

Associated Press, «Obama Says He Might Send Troops to Pakistan», *NBCNews.com*, 1er août 2007.

Boot, Max, «Obama's Picks», *Commentary,* 11 novembre 2008, www.commentarymagazine.com/2008/11/25/obamas-picks

CNN, «Obama Blasts McCain, Lays Out His Own Agenda», *CNN.com*, 28 août 2008.

Goldfarb, Michael, «Obama the Realist», *Weekly Standard* (blogue), 26 novembre 2008, www.weeklystandard.com/weblogs/TWSFP/2008/11/obama_the_realist_1.asp

Merten, Andy, «Presidential Candidates Debate Pakistan; McCain, Clinton Criticize Obama for Threatening to Order Attacks», *NBCNews.com*, 28 février 2008.

Obama, Barack, «Obama's Speech Against the Iraq War», 2 octobre 2002, www.npr.org/templates/story/story.php?storyId=99591469

—, «Illinois Sen. Barack Obama's Announcement Speech», 10 février 2007, www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/02/10/AR2007021000879.html

—, «Barack Obama on MSNBC», 4 octobre 2007, www.nytimes.com/2007/10/04/us/politics/04obama-text.html?pagewanted=all

Rove, Karl, «Thanksgiving Cheer from Obama; He's Assembled a First-Rate Economic Team», *Wall Street Journal,* 28 novembre 2008.

Shane, Scott, David Johnston et James Risen, «Secret U.S. Endorsement of Severe Interrogations», *The New York Times,* 4 octobre 2007.

Transcription, «Feb. 26 Democratic Debate Transcript», 26 février 2007, www.msnbc.msn.com/id/23354734s/politics-the_debates/t/feb-democratic-debate-transcript/#.UPeVjBzKZcR

Transcription, «Oct. 30 Democratic Debate Transcript», 30 octobre 2007, www.msnbc.msn.com/id/21528787s/politics-the_debates/t/oct-democratic-debate-transcript/#.UPeUQhzKZcR

Transcription, *Face The Nation,* CBS, 10 mai 2009.

Transcription, *This Week with George Stephanopoulos,* ABC, 11 janvier 2009.

Chapitre 23

«Obama 2009 Pakistan Strikes», Bureau of Investigative Journalism, 10 août 2011, www.thebureauinvestigates.com/2011/08/10/obama-2009-strikes

Agence France-Presse, «US Drone Fires on Taliban Territory», *The National,* UAE, 24 juin 2009.

Bergen, Peter, *Manhunt: The Ten-Year Search for Bin Laden—from 9/11 to Abbottabad,* New York, Crown, 2012.

Counterterrorism Strategy Initiative, «2009: The Year of the Drone», New America Foundation, counterterrorism.newamerica.net/drones/2009

Entous, Adam, Siobhan Gorman et Julian E. Barnes, «U.S. Tightens Drone Rules», *Wall Street Journal,* 4 novembre 2011.

Klaidman, Daniel, *Kill or Capture: The War on Terror and the Soul of the Obama Presidency,* New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

Maier, Jane, «The Predator War: What Are the Risks of the C.I.A.'s Covert Drone Program?» *New Yorker,* 26 octobre 2009.

Reprieve, «Complaint Against the United States of America for the Killing of Innocent Citizens of the Islamic Republic of Pakistan to the UN Human Rights Council», 23 février 2012, reprieve.org.uk/media/downloads/2012_02_22_PUB_drones_UN_HRC_complaint.pdf?utm_source=Press+mailing+list&utm_campaign=89f3db0a75-2012_02_23_drones_UN_complaint&utm_medium=email

Risen, James et Mark Mazzetti, «C.I.A. Said to Use Outsiders to Put Bombs on Drones», *The New York Times,* 20 août 2009.

Schmitt, Eric et Thom Shanker, *Counterstrike: The Untold Story of America's Secret Campaign Against al Qaeda,* New York, Times Books, 2011.

Smith, R. Jeffrey, Candace Rondeaux et Joby Warrick, «Two U.S. Airstrikes Offer a Concrete Sign of Obama's Pakistan Policy», *The Washington Post,* 24 janvier 2009.

Source anonyme du renseignement militaire, interview accordée à l'auteur, octobre 2009.

Tapper, Jake, «Chapter Six: The President Takes Aim», dans Terry Moran *et al.*, *Target: Bin Laden—the Death and Life of Public Enemy Number One, ABCNews.go.com*, 9 juin 2011.

—, Jan Crawford-Greenburg et Huma Khan, «Obama Order to Shut Gitmo, CIA Detention Centers», *ABCNews.go.com*, 22 janvier 2009.

Transparency and Accountability in Military et Security Contracting Act of 2007, S. 674, 110e Congrès, 2007.

Woodward, Bob, *Obama's Wars,* New York, Simon & Schuster, 2010.

Chapitre 24

«Arkansas Recruiting Center Killing Suspect: "This Was a Jihadi Attack"», *CNN.com*, 22 janvier 2010.

«Man Pleads Guilty to Recruiting Center Killing, Gets Life», *CNN.com*, 25 juillet 2011.

«Profile: John O. Brennan», Who Runs Gov, *WashingtonPost.com*, 2012, www.washingtonpost.com/politics/john-o-brennan/gIQA9SFs9O_topic.html

«Tourists Die in Yemen Explosion», *BBC.co.uk*, 15 mars 2009.

«Yemen Frees 176 al-Qaeda Suspects», *AlArabiya.net*, 9 février 2009.

Agence France-Presse, «Former Guantanamo Detainee Elevated to Senior Qaeda Rank», 2 janvier 2009.

Ambinder, Marc, «Obama Gives Commanders Wide Berth for Secret Warfare», *The Atlantic,* 25 mai 2010, www.theatlantic.com/politics/archive/2010/05/obama-gives-commanders-wide-berth-for-secret-warfare/57202

Ancien adjoint au commandant du socom, interview accordée à l'auteur, décembre 2010.

Ancien adjoint au commandant du socom, interview accordée à l'auteur, février 2011.

Annual Threat Assessment Hearing, Before the Permanent Select Committee on Intelligence, 111e Congrès, 25 février 2009, témoignage de l'amiral Dennis Blair, directeur du renseignement national.

Associated Press, «Report: Ex-Gitmo Detainee Now al-Qaeda's No. 2 in Yemen», *USAToday.com*, 2 janvier 2009.

—, «U.S. Report Says Pakistan Terror Attacks Up», *USAtoday.com*, 30 avril 2009.

Barfi, Barak, «Yemen on the Brink? The Resurgence of al Qaeda in Yemen», *Counterterrorism Strategy Initiative Policy Paper,* New America Foundation, janvier 2010.

Barnes, Steve et James Dao, «Gunman Kills Soldier Outside Recruiting Station», *The New York Times,* 1er juin 2009.

Benson, Pam, «Obama to Name John Brennan to Lead CIA», *Security Clearance* (blogue), *CNN.com*, 7 janvier 2013,

security.blogs.cnn.com/2013/01/07/obama-to-name-john-brennan-to-lead-cia

Câble diplomatique américain 08SANAA1947 de l'ambassadeur Stephen Seche, ambassade des États-Unis à Sanaa, «Saleh Tells Petraeus: "No Restrictions" on CT Cooperation», 9 août 2009, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2009/08/09SANAA1430.html

Câble diplomatique américain 09SANAA495 de la chargée d'affaires Angie Bryan, «Saleh Shows No Flexibility on GTMO Detainees», 23 mars 2009, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2009/03/09SANAA495.html

Câble diplomatique américain 09SANAA1015 de l'ambassadeur Stephen Seche, ambassade des États-Unis à Sanaa, «Saleh Sees Foreign Hand Behind Yemen's Internal Woes», 31 mai 2009, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2009/05/09SANAA1015.html

Câble diplomatique américain 09STATE72112 de la secrétaire d'État Hillary Clinton à l'ambassade des États-Unis à Sanaa, «Eliciting Yemeni Cooperation for Arms Smuggling Interdiction Efforts», 9 juillet 2009, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2009/07/09STATE72112.html

Cheney, Richard B., American Enterprise Institute, commentaires du 21 mai 2009,
www.aei.org/article/foreign-et-defense-policy/regional/india-pakistan-afghanistan/remarksby-richard-b-cheney

Dao, James, «Suspect's Lawyer Outlines Defense in Killing of Soldier», *The New York Times*, 4 juin 2009.

—, «Man Claims Terror Ties in Little Rock Shooting», *The New York Times,* 21 janvier 2010.

Department of Defense Office for the Administrative Review of the Detention of Enemy Combatants at US Naval Base Guantanamo Bay, Cuba, note à Saïd Ali Al-Shihri, «Unclassified Summary of Evidence for Administrative Review Board in the Case of Said Ali Jabir al Khathim al Shihri», 16 juin 2005,
projects.nytimes.com/guantanamo/detainees/372-said-ali-al-shihri/documents/1/pages/411#3

Foust, Joshua, interview accordée à l'auteur, janvier 2011.

Goetz, Kristina, «Muslim Who Shot Soldier in Arkansas Says He Wanted to Cause More Death», *Knoxnews.com*, 13 novembre 2010.

Hearing to Receive Testimony of Afghanistan, Before the Senate Committee on Armed Services, 111e Congrès, 2 décembre 2009, témoignage de Hillary Rodham Clinton, secrétaire d'État.

Johnsen, Gregory D., «The Expansion Strategy of Al-Qa'ida in the Arabian Peninsula», *CTC Sentinel,* 3 janvier 2010,
www.ctc.usma.edu/posts/the-expansion-strategy-of-al-qaida-in-the-arabian-peninsula-2

Lang, W. Patrick (colonel), interview accordée à l'auteur, février 2011.

Peraino, Kevin, «Our Main Enemy Is Al Qaeda», *Newsweek,* 17 avril 2009.

Petraeus, David H. (général), «The Afghanistan-Pakistan Strategic Review and the Posture of U.S. Central Command», déclaration devant la Commission du Sénat sur les forces armées à titre de commandant du centcom, 1er avril 2009.

—, «Yémen», déclaration devant la Commission du Sénat sur les forces armées à titre de commandant du centcom, 16 mars 2010.

Pfeiffer, Dan, «The Same Old Washington Blame Game», *The White House Blog,* 30 décembre 2009,
http://www.whitehouse.gov/blog/2009/12/30/same-old-washington-blame-game

Porter, Gareth, «True Believer: Petraeus and the Mythology of Afghanistan», *Truthout,* 20 décembre 2012.

Saba, Yemen, «Yemeni Leader Receives Letter from US President», *BBC Monitoring International Reports,* 16 mars 2009.

Thomas, Pierre, Richard Esposito et Jack Date, «Recruiter Shooting Suspect Had Ties to Extremist Locations», *ABCNews.go.com*, 3 juin 2009.

Transcription, «Defense Language Institute All Hands Call», Defense Language Institute, 10 août 2009,
www.jcs.mil/speech.aspx?id=1230

Transcription, «Media Roundtable with CIA Director Leon E. Panetta», 25 février 2009, Federal News Service.

Woodward, Bob, *Obama's Wars,* New York, Simon & Schuster, 2010.

Worth, Robert F., «Freed by the U.S., Saudi Becomes a Qaeda Chief», *The New York Times,* 22 janvier 2009.

Chapitre 25

Al-Awlaki, Anwar, «Suicide or Martyrdom?» *Imam Anwar's Blog,* 22 janvier 2009, reproduit sur http://cryptome.org/anwar-alawlaki/09-0122.htm.

—, «An Offer to Retract and Unite», *Imam Anwar's Blog,* 14 février 2009, reproduit sur http://imam-awlaki.blogspot.ca/2011/08/offer-to-retract-and-unite.html.

—, «State of the Ummah—Imam Anwar Al-Awlaki», vidéo d'une conférence donnée le 1er mars 2009, publiée par «Moahroah» sur *YouTube* le 3 juillet 2012,
www.youtube.com/watch?v=PIpxw2tupdQ

—, «The Army of Yemen Confronts the Mujahideen», *Imam Anwar's Blog,* 1er août 2009,
http://cryptome.org/anwar-alawlaki/09-0801.htm.

—, «Could Yemen Be the Next Surprise of the Season?» *Imam Anwar's Blog,* 7 octobre 2009,
http://azelin.files.wordpress.com/2010/08/anwar-al-awlaki-could-yemen-be-the-next-surprise-of-the-season.pdf.

—, «Anwar Al-Awlaki's Posthumous Call to Jihad, (Part 1)», vidéo d'une conférence donnée en mars 2010, réalisée par Al-Malahem Media, publiée par ClarionProductions sur *YouTube* le 21 décembre 2011,
www.youtube.com/watch?v=EOcFKofJ5PA

—, «Anwar Al-Awlaki May 2010 Interview Video», entrevue accordée à Al-Malahem Media, 23 mai 2010, traduite en anglais par *Public Intelligence*, 26 mai 2010,
publicintelligence.net/anwar-al-awlaki-may-2010-interview-video

—, courriel envoyé à Nidal Hasan, 16 février 2009, publié par *Intelwire* le 19 juillet 2012,
news.intelwire.com/2012/07/the-following-e-mails-between-maj.html

—, courriel envoyé à Nidal Hasan, 22 février 2009, publié par *Intelwire* le 19 juillet 2012,
news.intelwire.com/2012/07/the-following-e-mails-between-maj.html.

Al-Awlaki, Nasser, interviews accordées à l'auteur, janvier-août-septembre 2012.

Al-Jamal, Abdul Rezzaq, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Ben Fareed, Cheikh Saleh, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Hasan, Nidal, courriel envoyé à Anwar Al-Awlaki, 16 janvier 2009, publié par *Intelwire* le 19 juillet 2012,
news.intelwire.com/2012/07/the-following-e-mails-between-maj.html

—, courriel envoyé à Anwar Al-Awlaki, 16 février 2009, publié par *Intelwire* le 19 juillet 2012,
news.intelwire.com/2012/07/the-following-e-mails-between-maj.html

—, courriel envoyé à Anwar Al-Awlaki, 31 mai 2009, publié par *Intelwire* le 19 juillet 2012,
news.intelwire.com/2012/07/the-following-e-mails-between-maj.html

—, courriel envoyé à Anwar Al-Awlaki, 7 mars 2009, publié par *Intelwire* le 19 juillet 2012,
news.intelwire.com/2012/07/the-following-e-mails-between-maj.html

Chapitre 26

«American Crew Regains Control of Hijacked Ship, One Pirate in Custody», *FoxNews.com*, 8 avril 2009.

«Crewman's E-mail Gives Harrowing Details of Hijacking», *CNN.com*, 20 avril 2009.

«More Pirates Searching for Lifeboat, Official Says», *CNN.com*, 10 avril 2009.

«Report of the Secretary-General on the Protection of Somali Natural Resources and Waters», Conseil de sécurité de l'onu, 25 octobre 2011.

«Somali Militants Kill Eleven Burundian Soldiers in Mogadishu», *Pana Press,* 23 février 2009.

«Somalia Seeks Foreign Military Aid amid Crisis», *AlArabiya.net*, 20 juin 2009.

Abdullahi, Najad, « "Toxic Waste" Behind Somali Piracy», *AlJazeera.com*, 11 octobre 2008.

Agence France-Presse, «Lawless Somalia Draws Influx of Foreign Fighters», 27 mars 2009.

—, «Somali Terror Group Raps in English for Recruits», 31 mars 2009.

—, «UN Somalia Envoy Accuses Islamist of Coup Attempt», 13 mai 2009.

Al-Amriiki, Abu Mansuur, «The Story of an American Jihaadi, Part One», azelin.files.wordpress.com/2012/05/omar-hammami-abc5ab-mane1b9a3c5abr-al-amrc4abkc4ab-22the-story-of-an-american-jihc481dc4ab-part-122.pdf

Ambinder, Marc, «SEAL Team Six v. the Pirates», *TheAtlantic.com*, 12 avril 2009.

—, «Obama Gives Commanders Wide Berth for Secret Warfare», *TheAtlantic.com*, 25 mai 2010.

—, interview accordée à l'auteur, décembre 2010.

Anti-Defamation League, «Somali Terrorist Group Releases Recruitment Video Featuring "the American"», 8 septembre 2009, http://archive.adl.org/main_terrorism/al_shabaab_video_the_american.html#.U1A4pMevHDk

Associated Press, «American Is Charged in U.S. for Activities in Somalia», *The Washington Post,* 14 février 2007.

Associated Press, «Somali Police Chief Among Seventeen Dead in Clashes», *MSNBC.com*, 17 juin 2009.

Bahadur, Jay, *The Pirates of Somalia: Inside Their Hidden World,* New York, Pantheon Books, 2011, édition Kindle.

Bone, James, «Maersk Alabama Crew Return to US to Tell of Somali Pirate Ordeal», *Times Online,* 18 avril 2009.

Brennan, John O., «A New Approach to Safeguarding Americans», document préparatoire, Center for Strategic and International Studies, 6 août 2009, www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-by-John-Brennan-at-the-Center-for-Strategic-and-International-Studies

Clinton, Hillary, témoignage lors de son audience d'approbation devant la Commission du Sénat sur les relations extérieures, 13 janvier 2009, www.nytimes.com/2009/01/13/us/politics/13text-clinton.html?pagewanted=1&_r=0

Cummins, Chip et Sarah Childress, «On the Maersk: "I Hope if I Die, I Die a Brave Person,"» *Wall Street Journal,* 16 avril 2009.

Elliott, Andrea, «A Call to Jihad, Answered in America», *The New York Times,* 11 juillet 2009.

—, «The Jihadist Next Door», *The New York Times Magazine,* 27 janvier 2010.

Eng, Maalik, «Somalia Piracy Falls to Six-Year Low as Guards Defend Ships», Shabelle Media Network, 22 octobre 2012.

Gettleman, Jeffrey, «In Somalia, a Leader Is Raising Hopes for Stability», *The New York Times,* 16 septembre 2009.

Hammami, Omar, «A Converted American Who Joined Al Qaeda», tiré d'une émission de CNN montrant un extrait de la vidéo de recrutement d'Al-Chabab intitulée «Ambush at Bardal» (31 mars 2009), publiée par «shahzadkhan007» sur *YouTube* le 22 juillet 2009, www.youtube.com/watch?v=dvEdB9riTI0

—, «Two Americans in Shabaab», extrait de la vidéo de recrutement d'Al-Chabab intitulée «Ambush at Bardal» (31 mars 2009), publiée par «RabieAbuBakr» sur *YouTube* le 15 avril 2009, www.youtube.com/watch?v=HMU9Vgix6Eo

—, «urgentmessage», vidéo publiée par «somalimuhajirwarrior» sur *YouTube* le 16 mars 2012, www.youtube.com/watch?v=GAr2srINqks

—, message vidéo diffusé sur internet, 19 octobre 2012, www.memri.org/report/en/print6766.htm

HSM Press Office, «Abu Mansur Al-Amriki: A Candid Clarification», déclaration d'Al-Chabab diffusée sur Twitter, 17 décembre 2012, www.twitlonger.com/show/kcjrkc

Ibrahim, Mohamed, «Fighting in Somalia Kills at Least Fifteen», *The New York Times,* 24 février 2009.

Jaffe, Greg et Karen DeYoung, «Obama Team Mulls Aims of Somali Extremists», *The Washington Post,* 11 avril 2009.

Litvinsky, Marina et Jim Lobe, «Somalia: U.S. Confirms Arms Shipments to Bolster Besieged Gov't», Inter Press Service News Agency, 25 juin 2009.

Marsal, Roland, «The Rise of a Jihadi Movement in a Country at War; Harakat Al-Shabaab al Mujaheddin in Somalia», National Centre for Scientific Research, mars 2011.

Mazzetti, Mark et Sharon Otterman, «U.S. Captain Is Hostage of Pirates; Navy Ship Arrives», *The New York Times,* 8 avril 2009.

Owen, Mark et Kevin Maurer, *No Easy Day: The Firsthand Account of the Mission That Killed Osama Bin Laden,* New York, Dutton, 2012.

Partlow, Joshua, «In Afghanistan, Taliban Leaving al-Qaeda Behind», *The Washington Post,* 11 novembre 2009.

Peleman, Johan *et al.*, «Report of the Panel of Experts on Somalia Pursuant to Security Council Resolution 1474 (2003)», Conseil de sécurité de l'onu, 4 novembre 2003.

Perry, Alex, «Behind the Suicide Bombing in Somalia», *Time,* 19 juin 2009.

Sanders, Edmund, «Eleven African Soldiers Killed in Somalia», *Los Angeles Times,* 23 février 2009.

Shelton, Hugh (général), interview accordée à l'auteur, mars 2011.

Sheridan, Mary Beth, «U.S. Has Sent Forty Tons of Munitions to Aid Somali Government», *The Washington Post,* 27 juin 2009.

Source anonyme des forces spéciales, interview accordée à l'auteur, août 2010.

Thomas, Pierre et Jason Ryan, «Feds Probing Possible Minn. Terror Group», *ABCNews.go.com*, 25 novembre 2008.

Transcription, Hillary Clinton, «Remarks with Somali Transitional Federal Government President Sheikh Sharif Sheikh Ahmed», 6 août 2009.

Transcription, *Larry King Live,* CNN, 12 avril 2009.

Volman, Daniel, «Obama, AFRICOM, and U.S. Military Policy Toward Africa», *Working Paper,* n° 14, Program of African Studies, Northwestern University, 2009.

Wilson, Scott, Ann Scott Tyson et Stephanie McCrummen, « "Three Rounds, Three Dead Bodies"; Precision Volley by Navy SEALs Ended a Five-Day Ordeal for an American Seaman, but Piracy Off Somalia Continues», *The Washington Post,* 14 avril 2009.

Chapitre 27

«Al Qaeda Extends to Somalia, Yemen», *Washington Times,* 10 septembre 2009.

«Profile: Al-Qaeda "Bomb Maker" Ibrahim al-Asiri», *BBC.co.uk*, 9 mai 2012.

«Saudi Prince Spoke to Bomber on Phone Before Attack», Reuters, 2 septembre 2009.

«Yemen, U.S. Talks on Cooperation in Military, Combating Terror Fields», site internet du président Saleh, 4 octobre 2009,
www.presidentsaleh.gov.ye/shownews.php?lng=en&_nsid=7743

Al Arabiya/Reuters, «Qaeda Names Man Who Tried to Kill Saudi Prince», *AlArabiya.net*, 30 août 2009.

Al-Ahmadi, Muhammad, «Al Qaeda to Respond to Obama's Strategy in Yemen», *Al-Ghad,* 6 décembre 2009.

Al-Oreifij, Abdullah, Saudi Gazette, «Saudi Interior Ministry Names Suicide Bomber in Attack on Prince», *BBC Monitoring International Reports,* 31 août 2009.

Ambassade des États-Unis à Sanaa, «Senior Military Official Visits Yemen», communiqué de presse, 4 octobre 2009,
yemen.usembassy.gov/smov.html

Ambinder, Marc, «Obama Gives Commanders Wide Berth for Secret Warfare», *TheAtlantic.com*, 25 mai 2010.

Ancien adjoint d'un commandant affecté aux opérations spéciales, interview accordée à l'auteur, mai 2010.

Barrett, Richard, «Al-Qaida and Taliban Status Check: A Resurgent Threat?», Washington Institute for Near East Policy, 29 septembre 2009,
www.teachingterror.net/resources/AQ%20Status%20check.pdf

Câble diplomatique américain 09JEDDAH343 du consul général Martin R. Quinn, consulat des États-Unis à Djeddah, «Presidential Assistant Brennan's Sept. 5 Discussion with Saudi Interior Minister Prince Naif», 11 septembre 2009, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2009/09/09JEDDAH343.html

Câble diplomatique américain 09SANAA1669 de l'ambassadeur Stephen Seche, ambassade des États-Unis à Sanaa, «Brennan-Saleh Meeting September 6, 2009», 15 septembre 2009, publié par WikiLeaks,
wikileaks.org/cable/2009/09/09SANAA1669.html

CBS/AP, «Saudi Bombmaker Key Suspect in Yemen Plot», *CBSNews.com*, 1er novembre 2010.

Eight Years After 9/11: Confronting the Terrorist Threat to the Homeland, Hearing Before the Senate Committee on Homeland Security and Government Affairs, 111e Congrès, 30 septembre 2009, témoignage de Michael Leiter, directeur du National Counterterrorism Center, www.senate.gov/fplayers/I2009/urlPlayer.cfm?fn=govtaff093009&st=840&dur=8355

Lang, W. Patrick (colonel), interview accordée à l'auteur, février 2011.

Mazzetti, Mark, «U.S. Is Said to Expand Secret Actions in Mideast», *The New York Times,* 24 mai 2010.

Miller, Sunlen, «A Look at the President's Meetings on Afghanistan and Pakistan», *ABCNews.go.com*, 10 novembre 2009.

Reuters, «US Offers Yemen Help in "Fight Against Terrorism"», *AlArabiya.net*, 7 septembre 2009.

Source anonyme des forces spéciales, interview accordée à l'auteur, mai 2010.

Source anonyme des forces spéciales, interviews accordées à l'auteur, de mai à juillet 2010.

Transcription, interview de Gloria Borger, *State of the Union with John King,* CNN, 4 janvier 2010.

Transcription, *Meet the Press,* NBC, 3 janvier 2010.

Woodward, Bob, *Obama's Wars,* New York, Simon & Schuster, 2010.

Chapitre 28

Al-Awlaki, Anwar, «Nidal Hassan Did the Right Thing», *Imam Anwar's blog,* 9 novembre 2009, http://cryptome.org/anwar-alawlaki/09-1109.htm.

Al-Awlaki, famille, courriel envoyé à l'auteur, décembre 2012.

—, interview accordée à l'auteur, août 2012.

Bolger, Timothy, «Slain al Qaeda Mouthpiece Samir Khan's Westbury Roots», *LongIsland Press,* 6 octobre 2011.

Browns, Robbie et Kim Severson, «Second Americain in Strike Waged Qaeda Media War», *The New York Times,* 30 septembre 2011.

Chayes, Matthew *et al.,* «Samir Khan, al-Qaida Figure, Grew Up on Long Island», *Newsday,* 7 octobre 2011.

Compoy, A., P. Sanders et R. Gold, «Hash Browns, Then Four Minutes of Chaos», *The Wall Street Journal,* 9 novembre 2009.

Cruickshank, Paul et Tim Lister, «The Danish Biker and the Trail That Led to al Qaeda's Most Wanted», *CNN.com*, 24 octobre 2012, www.cnn.com/2012/10/09/world/europe/denmark-al-qaeda-trail

Egerton, Brooks, «Fort Hood Captain: Hasan Wanted Patients to Face War Crimes Charges», *The Dallas Morning News,* 17 novembre 2009.

Fabian, Jordan, «Lieberman: Yemen Will Be "Tomorrow's War" If Pre-emptive Action Not Taken», *The Hill,* 27 décembre 2009, http://thehill.com/blogs/blog-briefing-room/news/73651-lieberman-yemen-will-be-tomorrows-war-if-preemptive-action-not-taken

Fordham, Alice, «A "Proud Traitor": Samir Khan Reported Dead Alongside Aulaqi», *Checkpoint Washington,* 30 septembre 2011, www.washingtonpost.com/blogs/checkpoint-washington/post/a-proud-traitor-samir-khan-reported-dead-alongside-aulaqi/2011/09/30/gIQAYhcdAL_blog.html

Gardham, Duncan, «Morten Storm: A Radical Life», *The Telegraph,* 3 décembre 2012.

Inskeep, Steve, «Grand Jury Focuses on NC Man Tied to Jihad Magazine», *Morning Edition,* NPR, 18 août 2010.

Khan, Samir, «I Am Proud to Be a Traitor to America», *Inspire 2,* octobre 2010.

Khan, Sarah, interview accordée à l'auteur, avril 2012.

McKinley, James Jr et James Dao, «Fort Hood Gunman Gave Signals Before His Rampage», *The New York Times,* 8 novembre 2009.

Moss, Michael, «Wath to Do About Pixels of Hate», *The New York Times,* 21 octobre 2007.

— et Souad Mekhennet, «An Internet Jihad Aims at US Viewers», *The New York Times,* 15 octobre 2007.

Posten, Jyllands, «The Terrorist's Bride», décembre 2012, http://jyllands-posten.dk/indland/ECE4872967/documentary-the-terrorist-s-bride

Priest, Dana, «Fort Hood Suspect Warned of Threats Within the Ranks», *The Washington Post,* 10 novembre 2009.

Raghavan, Sudarsan, «Cleric Says He Was Confidant to Hasan», *The Washington Post,* 16 novembre 2009.

Shane, Scott et James Dao, «Investigators Study Tangle of Clues on Fort Hood Suspect», *The New York Times,* 14 novembre 2009.

Stalinsky, Steven et R. Sosnow, «The Life and Legacy of American al-Qaeda Online Jihad Pioneer Samir Khan», Middle East Research Institute (memri), 28 septembre 2012, www.memri.org/report/en/print6713.htm#_edn39

Transcription, «Suspect Was to Deploy to Afghanistan», *The Army Times,* 5 novembre 2009.

Transcription, «Weekly Adress: President Obama Calls for Comprehensive Review of Events Leading to Tragedy at Fort Hood», 14 novembre 2009.

Transcription, «Army Base Shooting Was "Terrosist Attack": US Lawmaker», Agence France-Presse, 18 novembre 2009.

Transcription, «Grand Jury Focuses on NC Man Tied to Jihad Magazine», *Morning Edition,* NPR, 18 août 2010.

Transcription, «MEMRI TV Clip No. 3240: AQAP Video Featues American-Yemeni Cleric Anwar Al-Awlaki Calling On American Muslims to Either Leave or Follow the Example of Nidal Hassan», Middle East Research Institute (MEMRI), 20 décembre 2011, www.memritv.org/clip/en/3240.htm

Transcription, «American Editor Brings US Savvy to Jihad Outreach», *Morning Edition,* NPR, 12 octobre 2010.

Transcription, «Alleged American Jihadists—Connecting the Dots», *CNN.com*, 10 octobre 2012, http:/ews.blogs.cnn.com/2010/08/02/alleged-american-jihadists-connecting-the-dots

WEAVER, Ray, «Former Biker Infiltrated al-Qaeda», *The Copenhagen Post,* 8 octobre 2012.

YAZEED, Abu, «Samir Khan: The face of Joy», *Inspire 9,* mai 2012.

Chapitre 29

Associated Press, «Bomber Dressed as Woman Kills Twenty-two Somalis», *FoxNews,* 3 décembre 2009.

CARSON, Johnnie, «Developing a Coordinated and Sustainable Strategy for Somalia», Audience du Senate Foreign Relations Subcommittee on African Affairs, 20 mai 2009, www.state.gov/p/af/rls/rm/2009/123729.htm

Conseil de sécurité de l'ONU, «Profil de Fazul Abdullah Mohammed», www.un.org/News/Press/docs//2012/sc10755.doc.htm

—, «Report of the Secretary-General on Somalia Pursuant to Security Council Resolution 1872 (2009)», 2 octobre 2009, www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2009/503&referer=https://www.un.org/en/sc/documents/sgreports/2009.shtml&Lang=F

GETTLEMAN, Jeffrey, «American Helped Bomb Somalia Base, Web Site Says», *The New York Times,* 25 septembre 2009.

— et Eric Schmitt, «U.S. Kills Top Qaeda Militant in Southern Somalia», *The New York Times,* 14 septembre 2009.

GOSH, Bobby, «Domestic-Terrorism Incidents Hit a Peak in 2009», *Time,* 23 décembre 2009.

GREENWALD, Glenn, «The Strange Consensus on Obama's Nobel Address: Why Did So Many Liberals and Conservatives Both Find So Much to Cheer in the President's Foreign Policy Speech?», *Salon.com*, 11 décembre 2009, www.salon.com/2009/12/11/obama_127

GUTTERIDGE, Clara, interview accordée à l'auteur, juillet 2011.

HASSAN, Ahmed Abdul-ahi, témoignage retranscrit par l'auteur.

IBRAHIM, Mohamed, «Somali Rebels Deny They Carried Out Suicide Bombing», Reuters, 4 décembre 2009.

—, «Suicide Car Bombers Hit Main AU Base in Somalia», Reuters, 17 septembre 2009.

— et Jeffrey Gettleman, «African Union Base in Somalia Is Hit», *The New York Times,* 17 septembre 2009.

MacAskill, Ewen, «Somali Insurgents Vow Revenge for US Killing of Leader», *The Guardian,* 15 septembre 2009.

Mazzetti, Mark, «U.S. Is Said to Expand Secret Actions in Mid-East», *The New York Times,* 24 mai 2010.

McCrummen, Stephanie, «Attack at Graduation Ceremony Kills Nineteen in Somali Capital», *The Washington Post,* 4 décembre 2009.

Mohamed, Abdinasir, «I Looked to My Right and Saw a Colleague Dead and Bleeding», *The Wall Street Journal,* 4 décembre 2009.

Muhumed, Malkhadir M., «Death Toll Rises to Twenty-one in Somalia Suicide Attack», *The Seattle Times,* 17 septembre 2009.

Naylor, Sean D., «JSOC Closes Chapter on al-Qaida Leader: Somalia Raid Nets Body of Man Wanted in Bombing», *The Army Times,* 18 septembre 2009.

Obama, Barack, discours à l'Académie militaire de West Point, 1er décembre 2009.

—, discours à la remise du prix Nobel de la paix, Oslo, Norvège, 10 décembre 2009. www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-president-acceptance-nobel-peace-prize

Panetta, Leon E., «Message from the Director: Interrogation Policy and Contracts», cia, 9 avril 2009, https://www.cia.gov/news-information/press-releases-statements/directors-statement-interrogation-policy-contracts.html

Ranneberger, Michael, «Somalia—the TFG, Al-Shabaab, and Al Qaeda», *WikiLeaks,* 6 juillet 2009, reproduit sur https://dazzlepod.com/cable/09NAIROBI1395/

Roggio, Bill, «Commando Raid in Somalia Is Latest in Covert Operations Across the Globe», *Long War Journal,* 15 septembre 2009.

Shah, Allie, «Minneapolis Surgeon Feels Calling Back to Somalia», *The Star Tribune,* 19 décembre 2009.

Spiegel, Peter, «Gates Says Somalia Government Is Key to Problem», *The Wall Street Journal,* 14 avril 2009.

Talev, Margaret, «Unlikely Support: GOP Loved Obama's Nobel Speech», *McClatchy Newspapers,* 11 décembre 2009.

Transcription, «Somalia Ministers Killed by Hotel Suicide Bomb», BBC, 3 décembre 2009.

Transcription, «Somalia Suicide Bomber "Was from Denmark"», BBC, 10 décembre 2009.

Volman, Daniel, «Obama Administration Budget Request for AFRICOM Operations and for Security Assistance Programs in Africa in FY 2010», African Security Research Project, mai 2009.

Whitlock, Craig et Greg Miller, «U.S. Assembling Secret Drone Bases in Africa, Arabian Peninsula, Officials Say», *The Washington Post,* 20 septembre 2011.

Chapitre 30

«Obama Hails Yemen's Efforts in Fighting Terror in Phone Call to President Saleh», Yemen News Agency, 17 décembre 2009.

«Saleh Receives Phone Call from Egyptian President», *Yemen News Agency,* 17 décembre 2009.

«Yemen Abuzz with Talk of CT Operations; Attention Slowly Turns to U.S. Role», WikiLeaks, 21 décembre 2009,
http://wikileaks.org/cable/2009/12/09SANAA2250.html

Al Haj, Ahmed, «Yemen Claims Thirty Killed in Raid on Qaida Hide-Outs», *Guardian.co.uk*, 24 décembre 2009.

Ambassade de la République du Yémen à Washington DC, communiqué de presse, 24 décembre 2009.

Amnistie internationale, «Yemen: Cracking Down Under Pressure», 25 août 2010.

Ben Fareed, Sheikh Saleh, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Black, Ian, «Yemen "Kills Thirty-four al-Qaida Members in Raids"», *The Guardian,* 17 décembre 2009.

Câble diplomatique américain 09SANAA2251 de l'ambassadeur Stephen Seche, ambassade des États-Unis à Sanaa, «ROYG Looks Ahead Following CT Operations, but Perhaps Not Far Enough», 21 décembre 2009, publié par Wikileaks,
http://wikileaks.org/cable/2009/12/09SANAA2251.html

Câble diplomatique américain 09SANAA2274 de la chargée d'affaires Angie Bryan, «ROYG Acknowledges US Intel Assistance in AQAP Strikes, Makes Case Before Parliament», 27 décembre 2009, publié par Wikileaks,
http://wikileaks.org/cable/2009/12/09SANAA2274.html

Dear, Paula, «Britain's Long Relationship with Yemen», *BBC News Magazine,* 12 janvier 2010.

Département du Trésor américain, «Specially Designated Nationals List, Office of Foreign Assets Control», 17 janvier 2013,
www.treasury.gov/ofac/downloads/t11sdn.pdf

Dozier, Kimberly, «U.S. Leading Assaults on al Qaeda in Yemen», *Evening News,* CBS, 3 janvier 2010.

Hirschkorn, Phil, «Who Was Fahd al-Quso?», *CBSNews.com*, 7 mai 2012.

Johnsen, Gregory D., *The Last Refuge: Yemen, Al-Qaeda, and America's War in Arabia,* New York, W. W. Norton, 2013.

Klaidman, Daniel, *Kill or Capture: The War on Terror and the Soul of the Obama Presidency*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

Lubold, Gordon, «Yemen's Air Strike on Al Qaeda May Signal New US Focus», *The Christian Science Monitor,* 24 décembre 2009.

Muqbal, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Priest, Dana, «US Military Teams, Intelligence Deeply Involved in Aiding Yemen on Strikes», *The Washington Post,* 27 janvier 2010.

Sanger, David E. et Eric Schmitt, «Threats Led to Embassy Closings in Yemen, Officials Say», *The New York Times,* 3 janvier 2010.

Schmitt, Eric et Robert F. Worth, «US Widens Terror War to Yemen, al Qaeda Bastion», *The New York Times,* 27 décembre 2009.

Sengupta, Kim, «US Cruise Missile Parts Found in Yemeni Village Where Fifty-two Died», *The Independent,* 7 juin 2010.

Shane, S., M. Mazzetti et R.F. Worth, «Secret Assault on Terrorism Widens on Two Continents», *The New York Times,* 14 août 2010.

Sharaf, Kamal, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Transcription, «"Dozens Killed" in Yemen Raids», *AlJazeera.com*, 18 décembre 2009, www.aljazeera.com/news/middleeast/2009/12/200912186381090856 8.html

Transcription, «Obama Ordered U.S. Military Strike on Yemen Terrorists», *ABCNews.go.com*, 18 décembre 2009, http://abcnews.go.com/Blotter/cruise-missiles-strike-yemen/story?id=9375236

Woods, Chris, «The Civilian Massacre the US Neither Confirms Nor Denies», Bureau of Investigative Journalism, 29 mars 2012.

Worth, Robert F., «Yemen Says Strikes Against al Qaeda Bases Killed Thirty-Four», *The New York Times,* 17 décembre 2009.

—, «Is Yemen the Next Afghanistan?», *The New York Times Magazine,* 6 juillet 2010.

Chapitre 31

«NSDD-38: Staffing at Diplomatic Missions and Their Overseas Constituent Posts», 2 juin 1982, publié par l'Office of Management Policy, Rightsizing, and Innovation, avril 26, 2005, http://www.state.gov/m/pri/nsdd/45148.htm

Abrahams, Tom, «Terror Suspect Attended Classes in Houston», KTRK-TV Houston, http://abclocal.go.com/ktrk/story?section=news/local&id=7193124

Al-Awlaki, Nasser, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Allen, Mike, «Dick Cheney: Barack Obama "Trying to Pretend"», *Politico,* 30 décembre 2009.

Baker, Peter, «Obama's War over Terror», *The New York Times Magazine,* 4 janvier 2010.

— et Scott Shane, «Obama Seeks to Reassure US After Bombing Attempt», *The New York Times,* 28 décembre 2009.

Bergen, Peter, «Analysis: Similar Explosive on Plane Used in Saudi Attack», *CNN.com*, 27 décembre 2009, www.cnn.com/2009/US/12/27/bergen.terror.plot

Boucek, Christopher, «Airstrike in Yemen Targets Terror Operatives», *News Hour,* PBS, 24 décembre 2009.

Câble diplomatique américain 09SANAA2250 de l'ambassadeur Stephen Seche, ambassade des États-Unis à Sanaa, «Yemen Abuzz with Talk of CT Operations; Attention Slowly Turns to U.S. Rôle», 21 décembre 2009, publié par Wikileaks, http://wikileaks.org/cable/2009/12/09SA-NAA2250.html

Câble diplomatique américain 10SANAA4 de l'ambassadeur Stephen Seche, ambassade des États-Unis à Sanaa, «General Petraeus meeting with Saleh on Security Assistance, AQAP Strikes», 4 janvier 2010, publié par Wikileaks, http://wikileaks.org/cable/2010/01/10SANAA4.html

Cloud, David S., «White House Considers Yemen Drone Strikes, Officials Say», *The Los Angeles Times,* 7 novembre 2010.

Cole, M., B. Ross et N. Atta, «Underwear Bomber: New Video of Training, Martyrdom Statements», *ABCNews.go.com*, 26 avril 2010, http://abcnews.go.com/Blotter/underwear-bomber-video-training-martyrdom-statements/story?id=10479470

Crowley, Philip J., «Designations of Al-Qa'ida in the Arabian Peninsula (AQAP) and Senior Leaders», 19 janvier 2010, www.state.gov/r/pa/prs/ps/2010/01/135364.htm

Département d'État américain, «Remarks with Qatar Prime Minister Sheikh Hamad bin Jassim bin Jabr al-Thani After Their Meeting», 4 janvier 2010, http://m.state.gov/md134671.htm

—, «Report of Inspection; Embassy Sanaa, Yemen», juin 2010, http://oig.state.gov/documents/organization/145254.pdf

Dougherty, Jill, «Official: Dad Warned U.S. of Son but "No Suggestion" of Terrorist Act», *CNN.com*, 28 décembre 2009, www.cnn.com/2009/CRIME/12/28/terror.suspect.father

Edwards, Haley Sweetland, «US Lends Firepower to Yemen Fight», *The Global Post,* 24 janvier 2010.

Eggen, Dan, Karen DeYoung et Spencer S. Hsu, «Plane Suspect Was Listed in Terror Database After Father Alerted US Officials», *The Washington Post,* 27 décembre 2008.

Finn, Peter, «Return of Yemeni Detainees at Guantanamo Bay Is Suspended», *The Washington Post,* 5 janvier 2010.

French, Ron, «Inside Story of Terror on Flight 253», *The Detroit News,* 18 mars 2010.

Gregory, Andrew, «Syringe Bomber Umar Abdulmutallab Chilling Text Messages to Dad», *mirror.co.uk*, 1er janvier 2010, www.mirror.co.ukews/uk-news/syringe-bomber-umar-abdulmutallab-chilling-191630

Hampton, Olivia, «Obama: No U.S. Troops to Somalia, Yemen», Agence France-Presse, 11 janvier 2010.

Hosenball, Mark, «The Radicalization of Umar Farouk Abdulmutallab», *Newsweek,* 1er janvier 2010.

Jones, Seth G., *Hunting in the Shadows: The Pursuit of al Qaeda Since 9/11,* New York, W. W. Norton, 2012.

Kenyon, Peter, «Going Radical: Yemen a Turning Point for Christmas Bomb Suspect», *Morning Edition,* NPR, 19 février 2010.

Morton, Victor, «Awlaki Personally Blessed Detroit Attack», *The Washington Times,* 29 décembre 2009.

Mounasser, Hammoud, «Yemen Air Strikes Pound Qaeda Leader's Home: Military», Agence France-Presse, 20 janvier 2010.

Mullen, Mike (amiral), conférence au Naval War College, 8 janvier 2010, www.usnwc.edu/About/News/January-2010/Mullen-Outlines-U-S--Military-Role-in-Yemen.aspx

Nakhleh, Emile, interview accordée à l'auteur, janvier 2010.

Obama, Barack, «Inaugural Address», 20 janvier 2009, www.nytimes.com/2009/01/20/us/politics/20text-obama.html?pagewanted=all

Priest, Dana, «U.S. Military Teams, Intelligence Deeply Involved in Aiding Yemen on Strikes», *The Washington Post,* 27 janvier 2010.

Raghavan, Sudarsan, «Investigators Scrutinize Yemeni American Cleric's Ties to Plane Suspect», *The Washington Post,* 1er janvier 2010.

— et Michael D. Shear, «US-aided Attack in Yemen Thought to Have Killed Aulaqi, Two al-Qaida Leaders», *The Washington Post,* 25 décembre 2009.

Shane, S., M. Mazzetti et R.F. Worth, «Secret Assault on Terrorism Widens on Two Continents», *The New York Times,* 14 août 2010.

Stein, Sam, «Bush Waited Six Days to Discuss Shoe Bomber with No GOP Complaints», *Huffington Post,* 18 mars 2010.

Transcription, «Father of Terror Suspect Reportedly Warned U.S. About Son», *FoxNews.com*, 2 décembre 2009, www.foxnews.com/story/2009/12/26/father-terror-suspect-reportedly-warned-us-about-so-1157956136

Transcription, «Interview with al-Awlaki», *NBC News,* NBC, 23 décembre 2009, www.msnbc.msn.com/id/34579438s/us_news-tragedy_at_fort_hood/t/transcript-interview-alawlaki

Transcription, «Army Kills Dozens of Suspected Al-Qaeda Members», *France24.com*, 24 décembre 2009, www.france24.com/en/20091224-army-kills-dozens-suspected-al-qaeda-members

Transcription, «Ft. Hood Suspect's Cleric Killed in Yemen?», *CBSNews.com*, 24 décembre 2009, www.cbsnews.com/news/ft-hood-suspects-cleric-killed-in-yemen

Transcription, *Fox News Sunday,* 27 décembre 2009.

Transcription, «Investigators Cross Globe Looking for Details of Plane Bombing Suspect», *FoxNews.com*, 27 décembre 2009, www.foxnews.com/politics/2009/12/27/investigators-cross-globe-looking-details-plane-bombing-suspect

Transcription, «Airstrikes Target al-Qaida in Yemen», *Voice of America,* 19 janvier 2010.

Transcription, «U.N. Security Council Sanctions al Qaeda's Yemen Wing», *Reuters.com*, 19 janvier 2010, www.reuters.com/article/2010/01/19/us-yemen-qaeda-un-idUSTRE60I5UQ20100119

Transcription, «Interview: Anwar al-Awlaki», *AlJazeera.com*, 7 février 2010, www.aljazeera.com/focus/2010/02/2010271074776870.html

Transcription, «Profile: Umar Farouk Abdulmutallab», *BBC.co.uk*, 12 octobre 2011.

Worth, Robert F., «Senior Qaeda Figures Killed in Attack, Yemen Says», *The New York Times,* 15 janvier 2010.

Zabara, Mullah, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Chapitre 32

Al-Awlaki, Nasser, lettre au président Barack Obama, copie de l'auteur.

Entous, Adam, «U.S. Targets American-Born Cleric in Yemen: Officials», Reuters, 6 avril 2010.

Greenwald, Glenn, «Presidential Assassinations of U.S. Citizens», *Salon.com*, 27 janvier 2010, www.salon.com/2010/01/27/yemen_3

Lang, W. Patrick (colonel), interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

Nakhleh, Emile, interview accordée à l'auteur, janvier 2010.

Priest, Dana, «U.S. Military Teams, Intelligence Deeply Involved in Aiding Yemen on Strikes», *The Washington Post,* 27 janvier 2010.

Chapitre 33

Ackerman, Spencer, «Special Operations Chiefs Quietly Sway Afghanistan Policy», *Washington Independent,* 9 novembre 2009.

Ambinder, Marc, «Obama Gives Commanders Wide Berth for Secret Warfare», *Theatlantic.com*, 25 mai 2010, www.theatlantic.com/politics/archive/2010/05/obama-gives-commanders-wide-berth-for-secret-warfare/57202

Baker, Peter, «How Obama Came to Plan for "Surge" in Afghanistan», *The New York Times,* 5 décembre 2009.

Barnes, Julian E., «U.S. Steps Up Special Operations Mission in Afghanistan», *The Los Angeles Times,* 16 décembre 2009.

—, «Petraeus Resets Afghan Airstrike Rules», *The Wall Street Journal,* 1er août 2010.

Cloud, David S., «Afghan Civilian Deaths Caused by Allied Forces Rise», *The Los Angeles Times,* 2 novembre 2010.

Commander of International Security Assistance Force (comisaf), «Initial Assessment (Declassified)», 21 septembre 2009, www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2009/09/21/AR2009092100110.html

Dao, James et Andrew W. Lehren, «Grim Milestone: 1,000 Americans Dead», *The New York Times,* 18 mai 2010.

Davies, Nick, «Afghanistan War Logs: Task Force 373—Special Forces Hunting Top Taliban», *The Guardian,* 25 juillet 2010.

DeLuce, Dan, «We Failed to Follow Bombing Rules: Pentagon», Agence France-Presse, 8 juin 2009.

DeYoung, Karen, «U.S. Official Resigns over Afghan War», *The Washington Post,* 27 octobre 2009.

— et Scott Wilson, «Obama to Send 34,000 Troops to Afghanistan», *The Washington Post,* 1er décembre 2009.

Dozier, Kimberly, «Afghanistan Secret Prisons Confirmed by U.S.», *Huffington Post,* 8 avril 2011.

Dreazen, Yochi J., «Lawmakers Hold Up a Top General's Nomination», *The Wall Street Journal,* 1er mai 2008.

Elliot, Justin, «Gen. McChrystal: We've Shot "An Amazing Number of People" Who Were Not Threats», *TPM Muckraker,* 2 avril 2010.

Filkins, Dexter, «U.S. Tightens Airstrike Policy in Afghanistan», *The New York Times,* 21 juin 2009.

Force internationale d'assistance et de sécurité (isaf), «Memorandum Tactical Directive», 6 juillet 2009,
http://www.nato.int/isaf/docu/official_texts/Tactical_Directive_090706.pdf

—, «Joint Force Operating in Gardez Makes Gruesome Discovery», 12 février 2010,
www.dvidshub.net/news/45240/joint-force-operating-gardez-makes-gruesome-discovery#.U1BOX8evHDk

—, «ISAF Rejects Cover Up Allegation», 13 mars 2010,
www.dvidshub.netews/46637/isaf-rejects-cover-up-allega-tion#.UOL9RhzKZcQ

—, «Gardez Investigation Concludes», 4 avril 2010,
www.isaf.nato.int/article/isaf-releases/gardez-investigation-concludes.html

Ghafar, Abdul, interview accordée à l'auteur, octobre 2010.

Gopal, Anand, «America's Secret Afghan Prisons», *The Nation,* 28 janvier 2010.

Hastings, Michael, «The Runaway General», *Rolling Stone,* 8 juillet 2010.

—, *The Operators: The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan,* New York, Blue Rider Press, 2012.

Hoh, Matthew, «Letter of Resignation to Ambassador Nancy J. Powell, Director General of the Foreign Service and Director of Human Resources, U.S. Department of State», 10 septembre 2009,
www.washingtonpost.com/wp-srv/hp/ssi/wpc/ResignationLetter.pdf

—, interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

Horton, Scott, interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

Kavendish, Julius, «US Special Forces Apologise for Botched Night Raid», *The Independent,* 9 avril 2010.

King, Laura, «Probe Targets Elite Unit; an Inquiry into a Raid That Killed Five Afghan Civilians May Shed Light on the Role of U.S. Special Forces», *The Los Angeles Times,* 9 avril 2010.

Nagorski, Thomas, «Editor's Notebook: Afghan War Now Country's Longest», *ABCNews.go.com*, 7 juin 2010,
http://abcnews.go.com/Politics/afghan-war-now-longest-war-us-history/story?id=10849303

Niazai, Lemar, «Intelligence Official Among Five Killed by NATO Troops», *Pajhwok Afghan News,* 12 février 2010.

Norland, Rob, «Afghanistan: Different Accounts Offered About Civilian Deaths», *The New York Times,* 13 février 2010.

Obama, Barack, «Address to the Nation on the Way Forward in Afghanistan and Pakistan», Académie militaire de West Point, 1er décembre 2009.

—, «Statement by the President in the Rose Garden», 23 juin 2010.

Open Society Foundations, «The Cost of Kill/Capture: Impact of the Night Raid Surge on Afghan Civilians», 19 septembre 2011.

Oppel, Richard A. Jr., «U.S. Admits Role in February Killing of Afghan Women», *The New York Times,* 4 avril 2010.

— et Abdul Waheed Wafa, «Afghan Investigators Say U.S. Troops Tried to Cover Up Evidence in Botched Raid», *The New York Times,* 5 avril 2010.

— et Rod Norland, «U.S. Is Reining in Special Operations Forces in Afghanistan», *The New York Times,* 15 mars 2010.

Partlow, Joshua, «July Becomes Deadliest Month for U.S. Troops in Nearly Nine-Year Afghan War», *The Washington Post,* 31 juillet 2010.

Porter, Gareth, interview accordée à l'auteur, septembre 2010.

—, «Petraeus Spin on IED War Belied by Soaring Casualties», Inter Press Service News Agency, 9 septembre 2010.

—, «New Light Shed on US's Night Raids», *Asia Times Online,* 27 septembre 2010.

—, «True Believer: Petraeus and the Mythology of Afghanistan», *Truthout,* 20 décembre 2012.

— et Ahmad Walid Fazly, «U.S.: McChrystal's Special Ops Probe Excluded Key Eyewitnesses», Inter Press Service News Agency, 6 juillet 2010.

Rubin, Alissa J., «Afghans Detail Detention in "Black Jail" at U.S. Base», *The New York Times,* 28 novembre 2009.

Sabir, Mohammed, interview accordée à l'auteur, octobre 2010.

Scarborough, Rowan, «Pentagon Quietly Sending 1,000 Special Operators to Afghanistan in Strategy Revamp», *FoxNews.com*, 5 juin 2009, www.foxnews.com/politics/2009/06/05/pentagon-quietly-sending-special-operators-afghanistan-strategy-revamp

Schiffrin, Nick et Aleem Agha, «U.S. Vice Admiral Apologizes for Afghan Deaths», *ABCNews.go.com*, 8 avril 2010, abcnews.go.com/WN/Afghanistan/special-forces-apologize-afghan-civilian-deaths-sheep/story?id=10320603

Senate Armed Services Committee, «Lieutenant General Douglas M. Fraser, USA, to be General and Commander, U.S. Southern Command; and Lieutenant General Stanley A. McChrystal, USA, to be General and Commander, International Security Assistance Force and Commander, U.S. Forces, Afghanistan, Day 5», 111e Congrès, 2 juin 2009.

Shah, Amir, «NATO: Raid Killed Militants; Family Says Civilians», Associated Press, 12 février 2010.

Sharabuddin, famille, interviews accordées à l'auteur, octobre 2010.

Sharabuddin, Hajji, interview accordée à l'auteur, octobre 2010.

Shelton, Hugh (général), interview accordée à l'auteur, mars 2011.

Starkey, Jerome, «Nato Accused of Cover Up over Killing of Pregnant Women», *The Scotsman,* 13 mars 2010.

—, «Nato "Covered Up" Botched Night Raid in Afghanistan That Killed Five», *The Times,* 13 mars 2010.

—, «Survivors of Family Killed in Afghanistan Raid Threaten Suicide Attacks», *The Times,* 15 mars 2010.

—, «U.S.-led Forces in Afghanistan Are Committing Atrocities, Lying and Getting Away with It», *Nieman Watchdog,* 22 mars 2010,
www.niemanwatchdog.org/index.cfm?fuseaction=background.view&backgroundid=00440

—, «US Special Forces "Tried to Cover Up" Botched Khataba Raid in Afghanistan», *Times Online,* 5 avril 2010,
www.commondreams.org/headline/2010/04/05

—, «US Army Chief Begs Afghans to Forgive», *The Times,* 12 avril 2010.

—, interview accordée à l'auteur, octobre 2010.

Stewart, Phil, «Civilian Casualties Rising in Afghanistan», Reuters, 12 mai 2010.

Tahir, Mohammed, interview accordée à l'auteur, octobre 2010.

Transcription, «Mullah Zaeef Freed from Guantanamo», *Dawn.com*, 12 septembre 2005,
www.dawn.com/news/156342/mullah-zaeef-freed-from-guantanamo

Transcription, interview du général James Jones accordée à John King, CNN, 4 octobre 2009.

Transcription, «Sharp Division Inside White House on Afghanistan, Analyst Says», *CNN.com*, 5 octobre 2009,
www.cnn.com/2009/POLITICS/10/05/afghanistan.debate

Transcription, «Afghan, International Force Kills Enemy Fighters», *American Forces Press Service*, 12 février 2010.

Transcription, «Bodies Found Gagged, Bound After Afghan "Honor Killing"», *CNN.com*, 12 février 2010,
www.cnn.com/2010/WORLD/asiapcf/02/12/afghanistan.bodies

Transcription, «Man Loses Five Family Members in Disputed NATO Raid», *CNN.com*, 6 avril 2010,
http://afghanistan.blogs.cnn.com/2010/04/06/man-loses-5-family-members-in-disputed-nato-raid

Transcription, «Analysis: Gen. Petraeus Promotes Special-Ops Success to Show Part of Afghan War US Is Winning», *FoxNews.com*, 3 septembre 2010,
www.foxnews.com/world/2010/09/03/analysis-gen-petraeus-promotes-special-ops-success-afghan-war-winning

Wilkerson, Lawrence (colonel), interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Zaeef, Mullah Abdul Salam, interview accordée à l'auteur, octobre 2010.

Chapitre 34

Becker, Jo et Scott Shane, «Secret "Kill List" Proves a Test of Obama's Principles and Will», *The New York Times,* 29 mai 2012.

DeYoung, Karen et Greg Jaffe, «U.S."Secret War" Expands Globally as Special Operations Forces Take Larger Role», *The Washington Post,* 4 juin 2010.

Giraldi, Philip, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Goldsmith, Jack, *Power and Constraint—The Accountable Presidency After 9/11,* New York, W. W. Norton, 2012.

Herridge, Catherine, «Obama Administration Pressed for Accountability After Americans Killed in Anti-Terror Airstrikes», *FoxNews.com*, 25 octobre 2011,
www.foxnews.com/politics/2011/10/25/killing-anwar-al-awlaki-unexpected-precedent-for-obama-administration

Klaidman, Daniel, *Kill or Capture: The War on Terror and the Soul of the Obama Presidency,* New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

Priest, Dana et William M. Arkin, *Top Secret America: The Rise of the New American Security State*, New York, Little Brown, 2012.

Transcription, «Remarks by Assistant to the President for Homeland Security and Counterterrorism John Brennan at CSIS», 26 mai 2010,
www.whitehouse.gov/the-press-office/remarks-assistant-president-homeland-security-and-counterterrorism-john-brennan-csi

Chapitre 35

«Yemen Bans Motorcycles in Qaida-Infested Abyan», *Xinhua,* 16 septembre 2010.

Al-Awlaki, Anwar, «Message from Sheikh Anwar al-Awlaki to the American people», vidéo réalisée par Al-Malahem Media en mars 2010, publiée le 3 mars 2012,
www.youtube.com/watch?v=GrdK6m9TKf8

—, «Anwar Al-Awlaki Al Malahem Interview [full] English Translation», vidéo réalisée par Al-Malahem Media le 23 mai 2010, publiée le 19 mars 2012,
www.youtube.com/watch?v=q7o_PQkqntg&playnext=1&list=PLcFlly8jyVa04CYWvxS9dYvik4J9NiBsy&feature=results_main

Al-Awlaki, Nasser, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Al Jamal, Abdul Razzaq, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Ambassade des États-Unis à Sanaa, Yémen, «Undersecretary of Defense Visits Yemen», 22 mars 2010,
http://yemen.usembassy.gov/udv3.html

Boone, J., A. Oudah et S.M. al-Mosawa, «Marib Sheikh: US Drones Fly over Wadi Abida Every Day», *Yemen Observer,* 28 octobre 2010.

Boucek, Christopher, «The Evolving Terrorist Threatin Yemen», *CTC Sentinel 3,* 9 septembre 2010.

Entous, A., J.E. Barnes et M. Coker, «U.S. Doubts Intelligence That Led to Yemen Strike», *The Wall Street Journal,* 29 décembre 2011.

Ben Fareed, Sheikh Saleh, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Foust, Joshua, interview accordée à l'auteur, janvier 2011.

Fromm, Charles, «Yemen Refuses to Hunt al-Awlaki for US», Inter Press Service, 13 avril 2010, http://www.ipsnews.net/2010/04/politics-yemen-refuses-to-hunt-al-awlaki-for-us/

Ghobari, Mohammed et Mohamed Sudam, «Air Strike Kills Yemen Mediator», Reuters, 25 mai 2010.

Ignatus, David, «For Lack of Hard Evidence, a Terrorist Evaded Capture», *The Washington Post,* 26 mars 2010.

Kasinof, Laura, «US Cluster Bombs in Yemen: The Right Weapon in Al Qaeda Fight?», *The Christian Science Monitor,* 7 juin 2010.

Klaidman, Daniel, *Kill or Capture: The War on Terror and the Soul of the Obama Presidency,* New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

Nakhleh, Emile, interview accordée à l'auteur, janvier 2010.

Shane, S., M. Mazzetti et R.F. Worth, «Secret Assault on Terrorism Widens on Two Continents», *The New York Times,* 14 août 2010.

Tomlinson, H., M. Evans et I. Craig, «"Secret" US War on al-Qaeda in Yemen Killing Civilians», *The Times,* 9 décembre 2010.

Transcription, «Interview: Anwar al-Awlaki», *AlJazeera.com*, 7 février 2010, www.aljazeera.com/focus/2010/02/2010271074776870.html

Transcription, «Yemen's al-Qaeda Calls for Jihad Against Jews, Christians», *Times of Oman,* 8 février 2010.

Transcription, «Congressional Record—Daily Digest», 29 avril 2010, www.gpo.gov/fdsys/pkg/CREC-2010-04-29/pdf/CREC-2010-04-29-pt1-PgD460.pdf#page=2

Transcription, «Al-Jazeera Airs Audio Confirming Al-Qai'dah Deaths in Yemen», *BBC Worldwide Monitoring,* 17 mai 2010.

Transcription, «Air Raid Kills Yemeni Mediator», *AlJazeera.com*, 25 mai 2010, http://www.aljazeera.com/news/middleeast/2010/05/2010525104445518461.html

Transcription, «Yemen Strike Kills Mediator, Tribesmen Hit Pipeline», Reuters, 25 mai 2010.

Transcription, «Yemen Gunmen in Deadly Raid on Aden Security Service HQ», *BBC.co.uk*, 19 juin 2010,

www.bbc.co.uk/news/10356975

Chapitre 36

Cruickshank, P., T. Lister et N. Robertson, «The Danish Agent, the Croatian Blonde and the Plot to Get al-Awlaki», *CNN.com*, 24 octobre 2012,
www.cnn.com/2012/10/15/world/al-qaeda-cia-marriage-plot

Marinkovi, D., D. Pavi et R. Rašovi, «Al-Qa'idina teroristica Amina bila je vrsna trka ica na sto metara», *Vecernji List,* 25 octobre 2012.

Posten, Jyllands, «The Terrorist's Bride», décembre 2012,
http://jyllands-posten.dk/indland/ECE4872967/documentary-the-terrorist-s-bride

Chapitre 37

Al-Awlaki, Anwar, «Message from Sheikh Anwaral-Awlaki to the American People», *YouTube,* vidéo réalisée par Al-Malahem Media en mars 2010, publiée le 3 mars 2012.

Al Haj, Ahmed et Brian Murphy (AP), «Al-Awlaki: From Voice for Jihad to al Qaeda Figure», *The Washington Times,* 30 septembre 2011.

American Civil Liberties Union, «CCR and ACLU Receive License from OFAC to Pursue Challenge to Targeted Killing», 4 août 2010.

Center for Constitutional Rights et American Civil Liberties Union, «Obama Administration Claims Unchecked Authority to Kill Americans Outside Combat Zones; Federal Court Hears Arguments Today in ACLU and CCR Case Challenging Administration's Claimed Authority to Assassinate Americans It Designates Threats», 8 novembre 2010,
https://www.aclu.org/national-security/obama-administration-claims-unchecked-authority-kill-americans-outside-combat-zone

Congrès des États-Unis, «To Prohibit the Extra-judicial Killing of United States Citizens, and for Other Purposes, H.R. 6010», 111e Congrès, 30 juillet 2010.

Département du Trésor américain, «Treasury Designates Anwar al-Awlaki Key Leader of AQAP», 16 juillet 2010,
www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/tg779.aspx

Kebriaei, Pardiss, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Klaidman, Daniel, *Kill or Capture: The War on Terror and the Soul of the Obama Presidency,* New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

Koh, Harold Hongju, discours à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'American Society of International Law, Washington, 25 mars 2010,
www.state.gov/s/l/releases/remarks/139119.htm

Kucinich, Dennis, interview accordée à l'auteur, février 2010.

Newton, Paula, «CNN Exclusive: Al-Awlaki's Father Says Son Is "Not Osama bin Laden"», *CNN.com*, 11 janvier 2010,
www.cnn.com/2010/WORLD/meast/01/10/yemen.al.awlaki.father

Savage, Charlie, «Secret U.S. Memo Made Legal Case to Kill a Citizen», *The New York Times,* 8 octobre 2011.

Temple-Raston, Dina, «U.S. Turns Up Heat on Internet Imam Awlaki», *Morning Edition,* NPR, 29 juillet 2010.

United States District Court for the District of Columbia, «Declaration and Formal Claim of State Secrets Privilege and Statutory Privileges by Leon E. Panetta, Director, Central Intelligence Agency in the case *Al-Aulaqi v. Obama, 1:10-cv-01469-JDB*», 25 septembre 2010, http://dockets.justia.com/docket/district-of-columbia/dcdce/1:2010cv01469/143760

—, «Public Declaration and Assertion of Military and State Secrets Privilege by Robert M. Gates, Secretary of Defense in the case *Al-Aulaqi v. Obama, 1:10-cv-01469-JDB*», 25 septembre 2010, http://dockets.justia.com/docket/district-of-columbia/dcdce/1:2010cv01469/143760

—, «Reply Memorandum in Support of Plaintiff's Motion for a Preliminary Injunction and in Opposition to Defendant's Motion to Dismiss by Jameel Jaffer, Ben Wizner, Jonathan M. Manes, Pardiss Kebriaei, Maria C. LaHood, William Quigley, and Arthur B. Spitzer in the case *Al-Aulaqi v. Obama, 1:10-cv-01469-JDB*», 9 octobre 2010, http://dockets.justia.com/docket/district-of-columbia/dcdce/1:2010cv01469/143760

Chapitre 38

«Letter from the Editor», *Inspire 1,* juillet 2010.

Al-Awlaki, Anwar, «May Our Souls Be Sacrificed for You!», *Inspire 1,* juillet 2010.

Ben Laden, Osama, lettre à Shaykh Mahmud (Attiya Abd al-Rahman), 27 août 2010, publiée par le Combating Terrorism Center, West Point, 3 mai 2012.

Castle, Stephen, «Mohamed Cartoons Provoke Bomb Threats Against Danish Newspaper», *The Independent,* 1er février 2006.

Fefer, Mark D., «On the Advice of the FBI, Cartoonist Molly Norris Disappears from View», *Seattle Weekly,* 15 septembre 2010.

Johnsen, Gregory, interview accordée à l'auteur, août 2012.

Khan, Samir, «I Am Proud to Be a Traitor to America», *Inspire 2,* octobre 2010.

Khan, Sarah, interview accordée à l'auteur, avril 2012.

Norton-Taylor, Richard, «British Intelligence Used Cupcake Recipes to Ruin al-Qaida Website», *Guardian,* 2 juin 2011.

Transcription, «"Draw Muhammad" Cartoonist Goes into Hiding at FBI's Insistence After Assassination Threat», *FoxNews.com*, 16 septembre 2010, www.foxnews.com/us/2010/09/16/draw-muhammad-cartoonist-goes-hiding

Yazeed, Abu, «Samir Khan: The Face of Joy», *Inspire 9,* mai 2012.

Zelin, Aaron, interview accordée à l'auteur, août 2012.

Chapitre 39

«Yemeni Journalist Accused of Being “Media Man” for Al-Qaeda», vidéo publiée le 26 octobre 2010,
https://www.youtube.com/watch?v=6J6RgbEx6Zc

Arrabyee, Nasser, «Yemeni Journalist Sentenced to Five Years for Terror Links», 18 janvier 2011, http:/arrabyee-e.blogspot.ca

Barman, Abdulrahman, interview accordée à l’auteur, janvier 2012.

Craig, Iona, «Yemen: Press Freedom a Distant Hope», *Index on Censorship,* 27 octobre 2010.

Dayem, Mohamed Abdel, «Jeremy Scahill: Why Is President Obama Keeping Yemeni Journalist Abdulelah Haider Shaye in Prison?», *Democracy Now!,* 15 mars 2012.

Filkins, Dexter, «After the Uprising: Can Protesters Find a Path Between Dictatorship and Anarchy?», *The New Yorker,* 11 avril 2011.

Sharaf, Kamal, interview accordée à l’auteur, janvier 2012.

Chapitre 40

«Operation Hemorrhage», *Inspire,* numéro spécial, novembre 2010.

«Remarks with British Foreign Secretary David Miliband and Yemeni Foreign Minister Abu Bakr Abdullah al-Qirbi», *London,* 27 janvier 2010.

Al Haidari, Fawaz, «Yemen Army “Regains Control” of Southern Town», Agence France-Presse, 25 août 2010.

Apuzzo, M., E. Sullivan et D. Rising, «Race to Find Mail Bombs Zigzagged as Cargo Dodged Screens», *The Denver Post,* 7 novembre 2010.

Barnes, Julian E. et Adam Entous, «Yemen Covert Role Pushed; Foiled Bomb Plot Heightens Talk of Putting Elite U.S. Squads in CIA Hands», *The Wall Street Journal,* 1er novembre 2010.

Dodd, V., R. Norton-Taylor et P. Harris, «Cargo Plane Bomb Found in Britain Was Primed to Blow Up over US», *The Guardian,* 20 novembre 2010.

Entous, Adam et Siobhan Gorman, «U.S. Weighs Expanded Strikes in Yemen», *The Wall Street Journal,* 25 août 2010.

Friends of Yemen, «Joint Statement from the Ministerial Meeting of the Friends of Yemen», 24 septembre 2010,
www.gov.uk/governmentews/joint-statement-from-the-ministerial-meeting-of-the-friends-of-yemen

Gardham, Duncan, «Al-Qaeda Plane Bomb Seventeen Minutes from Going Off», *The Telegraph,* 4 novembre 2010.

Grossman, Ron et Christi Parsons, «Bomb Plot Becomes Historic Jigsaw Puzzle», *The Chicago Tribune,* 4 novembre 2010.

Jackson, David, «Obama Monitoring Possible Terrorist Plot, Spokesman Says», *The USA Today,* 29 octobre 2010.

Jost, Aaron W., «A Comprehensive Approach to Yemen», *The White House Blog,* 24 septembre 2010, www.whitehouse.gov/blog/2010/09/24

Kasinof, Laura, «Yemen Goes on Offensive Against al Qaeda», *The Christian Science Monitor,* 22 septembre 2010.

Lang, Patrick W. (colonel), interview accordée à l'auteur, février 2011.

Lee, Jesse, «President Obama: "A Credible Terrorist Threat Against Our Country, and the Actions That We're Taking"», *The White House Blog,* 29 octobre 2010, www.whitehouse.gov/blog/2010/10/29/president-obama-a-credible-terrorist-threat-against-our-country-and-actions-were-tak

Maison-Blanche, «Statement by National Security Council Spokesman Mike Hammer on the Visit of Assistant to the President for Counterterrorism and Homeland Security John Brennan to Yemen», 20 septembre 2010, www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/09/20/statement-national-security-council-spokesman-mike-hammer-visit-assistan

Mazzetti, Mark et Robert F. Worth, «U.S. Sees Complexity of Bombs as Link to al Qaeda», *The New York Times,* 30 octobre 2010.

Miller, Greg, «CIA Sees Increased Threat in Yemen», *The Washington Post,* 25 août 2010.

—, G. Jaffe et K. DeYoung, «U.S. Drones on Hunt in Yemen», *The Washington Post,* 7 novembre 2010.

Porter, Gareth, «Behind Drone Issue, a Struggle to Control Covert Ops», Inter Press Service, 10 novembre 2010.

Savage, Charlie, «Suit over Targeted Killings Is Thrown Out», *The New York Times,* 7 décembre 2010.

Schmitt, Eric et Scott Shane, «Saudis Warned U.S. of Attack Before Parcel Bomb Plot», *The New York Times,* 5 novembre 2010.

Scotto, Michael, «JFK-Bound Jet Escorted as Part of Increased Security Following "Credible" Terror Threat», *NY1.com*, 29 octobre 2010, www.ny1.com/contentews/128031/jfk-bound-jet-escorted-as-part-of-increased-security-following--credible--terror-threat

Shane, Scott., Mark Mazzetti et Robert F. Worth, «Secret Assault on Terrorism Widens on Two Continents», *The New York Times,* 14 août 2010.

Shane, Scott et Robert F. Worth, «Earlier Flight May Have Been Dry Run for Plotters», *The New York Times,* 1er novembre 2010.

Transcription, «Terror Probe Leads to Searches in NY, NJ», *Newyork.cbslocal.com*, 29 octobre 2010, http://newyork.cbslocal.com/2010/10/29/trucks-planes-searched-in-nyc-n-j-in-intl-terror-probe/

Transcription, «Dubai Officials Dismiss Claim of Blast on Plane», *CNN.com*, 6 novembre 2010, www.cnn.com/2010/WORLD/meast/11/06/uae.crash.probe

Transcription, «Yemen Orders Arrest of al-Awlaki», *AlJazeera.com*, 6 novembre 2010, www.aljazeera.com/news/middleeast/2010/11/201011613102535305.html

United States District Court for the District of Columbia, «Memorandum Opinion by Judge John D. Bates in the case *Al-Aulaqi v. Obama, 1:10-cv-01469-JDB*», 7 décembre 2010, http://docs.justia.com/cases/federal/district-courts/district-of-columbia/dcdce/1:2010cv01469/143760/31

Chapitre 41

«Hizbul Islam Declare War on Al-Shabab in Southern Somalia», *Mareeg,* 28 février 2010, http://mareeg-somalia.blogspot.ca/2010/02/hizbul-islam-declare-war-on-al-shabab.html

«Over Forty Die in Kampala Bomb Blasts», *New Vision,* 12 juillet 2010.

«Quick Take: Map of al Shabaab's Mogadishu Offensive», Critical Threats, 23 septembre 2010, www.criticalthreats.org/somalia/quick-take-map-al-shabaabs-mogadishu-offensive

Associated Press, «Militants Slaughter Lawmakers at Somali Hotel», *MSNBC.com*, 24 août 2010, www.nbcnews.com/id/38827422s/world_news-africa

Bryden *et al.*, «Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea Pursuant to Security Council Resolution 1916», Conseil de sécurité de l'onu, 2011.

Comité des affaires étrangères, «Al Qaeda in Yemen and Somalia: A Ticking Time Bomb», 21 janvier 2010, www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/Yemen.pdf

Conseil de sécurité de l'onu, «Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea Pursuant to Security Council Resolution 1916 (2010)», 18 juillet 2011.

Cruickshank, Paul, «Kenya's High Stakes Shabaab Offensive», *CNN.com*, 24 octobre 2011, http://security.blogs.cnn.com/2011/10/24/kenya%E2%80%99s-high-stakes-shabaab-offensive

Hassan, Mohamed Olad et Malkhadir M. Muhumed, «Somalia Suicide Bomber, Gunmen Attack Muna Hotel, Thirty-two Killed», *Huffington Post,* 24 août 2010.

Ibrahim, Mohamed, «Somalia: Roadside Bomb Kills Eight Civilians», *The New York Times,* 31 août 2010.

Islam, Sheikh Ahmed "Madobe" Mohammed, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Kron, Josh, «Bombers Kill More Than Fifty in Attacks in Uganda Capital», *The New York Times,* 11 juillet 2010.

Maison-Blanche, «Executive Order 13536 Concerning Somalia», 13 avril 2010, www.whitehouse.gov/the-press-office/executive-order-concerning-somalia

—, «Press Briefing by Deputy Press Secretary Bill Burton and Assistant to the President for Counterterrorism and Homeland Security John Brennan», 24 août 2010, www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/08/24/press-briefing-deputy-press-secretary-bill-burton-and-assistant-presiden

Matsiko, Haggae, «Uganda: An Unexploded Suicide Vest Found in Makindye, Kampala», *The Independent,* 13 juillet 2010.

Rice, Xan, «Somali Militants Say They Carried Out Deadly Uganda World Cup Blasts», *The Guardian,* 12 juillet 2010.

—, «Uganda Bomb Blasts Kill at Least Seventy-Four», *The Guardian,* 12 juillet 2010.

Sheikh, Abdi, «Somalia's al Shabaab Rebels Push Towards Palace», Reuters, 25 août 2010.

Transcription, «Somali Website Publishes Islamists' Agreement to Unite with al-Qaidah», *Biyokulule Online,* 2 février 2010,
www.biyokulule.com/view_content.php?articleid=2511

Transcription, «Somalia: Islamist MP Resigns After "Cheating" Ethiopia Jail», *Garowe Online,* 4 avril 2009,
www.garoweonline.com/artman2/publish/Somalia_27/Somalia_Islamist_MP_resigns_after_cheating_Ethiopia_jail_printer.shtml

Transcription, «'Somali Link' as Seventy-four World Cup Fans Die in Uganda Blasts», *BBC.co.uk*, 12 juillet 2010.

Transcription, «Somali Militants Claim Responsibility for Uganda Bombings», *CNN.com*, 12 juillet 2010,
www.cnn.com/2010/WORLD/africa/07/12/uganda.bombings

Transcription, «Al-Shabab Claims Uganda Bombings; Twin Attacks Targeting World Cup Fans in Kampala Kill at Least Seventy-four People», *AlJazeera. com,* 13 juillet 2010,
www.aljazeera.com/news/africa/2010/07/201071121252082698 4.html

United Press International, «Somalia Tops Terror Attack List», 18 novembre 2010.

Chapitre 42

Amnistie internationale, «Yemeni Journalist Jailed After Alleging US Involvement in Missile Attack», 19 janvier 2011,
www.amnesty.org/en/news-and-updates/yemeni-journalist-jailed-after-alleging-us-involvement-missile-attack-2011-01-19

Barman, Abdulrahman, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Craig, Iona, «Obama Intervention Puts Yemen Reporter in Jail», *Index on Censorship,* 7 février 2011.

—, «US Has "Direct Interest" in Shaye's Case», *ionacraig.tumblr.com*, 21 février 2012,
http://ionacraig.tumblr.com/post/17969745744/us-ambassa-dor-response-to-shaye-imprisonment

—, «Yemen: Shaye Commences Hunger Strike», *Index on Censorship,* 14 février 2012,
www.indexoncensorship.org/2012/02/yemen-abdul-elah-haidar-shaye-hunger-strike

—, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Foust, Joshua, interview accordée à l'auteur, janvier 2011.

Gardham, Duncan et Richard Spencer, «Cargo Bomb Plot: SAS Hunting al-Qaeda in Yemen», *The Telegraph,* 2 novembre 2010.

Gosselin, Beth, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Holder, Eric, «Interview with Pierre Thomas», *Good Morning America,* ABC, 21 décembre 2010.

Human Rights Watch, «Yemen», *World Report 2011*,
www.hrw.org/world-report-2012/world-report-2012-yemen

Johnsen, Gregory, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Kebriaei, Pardiss, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Leitner, Michael E., «Understanding the Homeland Threat Landscape—Considerations for the 112th Congress», Homeland Security Committee, 9 février 2011, http://homeland.house.gov/sites/homeland.house.gov/files/02.09.11%20NCTC%20Director%20Leiter%20Testimony.pdf

Maison-Blanche, «Readout of the President's Call with President Saleh of Yemen», 3 février 2011, www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/02/03/readout-presidents-call-president-saleh-yemen

Nance, Malcolm, interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Chapitre 43

«Ambassador Christina Rocca», Vision Americas, www.visionamericas.com/rocca.php

«American Kills Two Pakistanis in Lahore: US Embassy Spokesman Says Investigations Underway», *YouTube,* vidéo publiée le 27 janvier 2011, www.youtube.com/watch?v=mXHjR12GGX0

«Bomb Exposes U.S. in Pakistan», *Tampa Bay Times,* 10 février 2010.

«Kestral Group of Companies», Kestral Logistics, www.kestral-logistics.com

«Raymond Davis Investigation by Punjab Police», *YouTube,* vidéo publiée le 11 février 2011, www.youtube.com/watch?v=AkqBFDk4Zu0

«Stuck With You; a Clash Between Spy Agencies Is Boosting the ISI—but Is Doing Pakistan No Favours», *The Economist,* 3 mars 2011.

Abbasi, Ansar, «Multiple Security Layers Erected for Raymond Davis», *News International,* 11 février 2011.

Addicott, Jeffrey (lieutenant-colonel), interview accordée à l'auteur, novembre 2009.

Agence France-Presse, «US Defends "Diplomat" Accused of Killing Two in Pakistan», *Dawn.com*, 1er février 2011.

Ahmed, Munir, «Disagreements in Pakistan over Held American; ex-Foreign Minister Disputes Immunity Claim», *The Star Tribune,* 16 février 2011.

Ali, F.B. (brigadier), «#Update: The Raymond Davis Affair», *Sic Semper Tyrannis* (blogue), 19 février 2011, http://turcopolier.typepad.com/sic_semper_tyrannis/2011/02/update-the-raymond-davis-affair-fb-ali.html

—, «The Fallout from the Davis Affair», *Sic Semper Tyrannis,* 1er mars 2011, http://turcopolier.typepad.com/sic_semper_tyrannis/2011/03/the-fallout-from-the-davis-affair-fb-ali.html

—, «The Davis Saga Ends», *Sic Semper Tyrannis,* 16 mars 2011, http://turcopolier.typepad.com/sic_semper_tyrannis/2011/03/the-davis-saga-ends-fb-ali.html

Ambinder, Marc et D.B. Grady, The *Command: Deep Inside the President's Secret Army,* Hoboken, John Wiley and Sons, 2012.

Associated Press, «US Ups Pressure on Pakistan over Detained American», *FoxNews.com*, 8 février 2011, www.foxnews.com/us/2011/02/08/ups-pressure-pakistan-detained-american

—, «American: I'm Immune from Pakistan Murder Charge», CBSNews.com, 25 février 2011, www.cbsnews.com/news/american-im-immune-from-pakistan-murder-charge/

Baron, Kevin, «U.S., Pakistan Military Chiefs Hold Secret Talks in Oman», *Stars and Stripes,* 23 février 2011.

Bergen, Peter, *Manhunt: The Ten-Year Search for Bin Laden—from 9/11 to Abbottabad*, New York, Crown Publishers, 2012.

Brulliard, Karin, «In Aftermath of Shooting, Rising Skepticism About American Presence in Pakistan», *The Washington Post,* 22 février 2011.

— et Aoun Sahi, «U.S. Embassy Demands Release of "Unlawfully Detained" Diplomat Who Shot Two Pakistanis», *The Washington Post,* 29 janvier 2011.

Butt, Qaiser, «CIA Agent Davis Had Ties with Local Militants», *The Express Tribune*, 22 février 2011.

Câble diplomatique américain 08ISLAMABAD3183 de l'ambassadrice Anne Patterson, ambassade des États-Unis à Islamabad, «Taskings for IDP/Refugee Information», 6 octobre 2008, publié par WikiLeaks, www.cablegatesearch.net/cable.php?id=08ISLAMABAD3183

Chaudhry, Asif, «US Official Guns Down Two Motorcyclists in Lahore», Dawn.com, 28 janvier 2011, www.dawn.com/news/601997/us-official-guns-down-two-motorcyclists-in-lahore

Cole, Matthew, «Raymond Davis Is CIA Contractor, U.S. Officials Say», *ABCNews.go.com*, 21 février 2011, http://abcnews.go.com/Blotter/raymond-davis-held-lahore-shooting-cia-contractor-blackwater/story?id=12964133

—, «U.S. Fears for Life of Outed CIA Contractor in Pakistan Prison», *ABCNews.go.com*, 22 février 2011.

—, K. Radia et L. Ferran, «American Official Involved in Pakistan Shooting Identified», *ABCNews.go.com*, 28 janvier 2011, http://abcnews.go.com/Blotter/lahore-shooting-raymond-davis-american-official-involved-shooting/story?id=12785027

Corallo, Mark, courriel à l'auteur, 20 novembre 2009.

Crilly, Rob, «Widow of Man Shot Dead by US Consul Official Commits Suicide», *The Telegraph,* 7 février 2011.

—, «Raymond Davis "Was Acting Head of CIA in Pakistan"», *The Telegraph,* 22 février 2011.

Département de la Défense, «Department of Defense Policy on Blood Chits», 20 juillet 2006, www.dtic.mil/dpmo/personnel_accounting/documents/dod_policy_on_blood_chits.pdf

DeYoung, Karen et Karin Brulliard, «U.S.-Pakistan Relations Strained Further with Case of Jailed Diplomat», *The Washington Post*, 8 février 2011.

Dogar, Babar, «Shumaila Kanwal, Pakistani Woman, Commits Suicide After U.S. Shooting», *The Huffington Post,* 6 février 2011.

—, «"Blood Money" Frees CIA Contractor in Pakistan», *The Washington Times,* 16 mars 2011.

— et Chris Brummit, «Contractor Accused of Murder Released in Pakistan», *The Huffington Post,* 16 mars 2011.

Elliott, Chris, «Open Door: Dangerous Decisions», *The Guardian,* 27 février 2011.

Gall, Carlotta et Mark Mazzetti, «Hushed Deal Frees C.I.A. Contractor in Pakistan», *The New York Times,* 16 mars 2011.

Gannon, Kathy et Adam Goldman, «Pakistan's Intelligence Ready to Split with CIA», Associated Press, 23 février 2011.

—, «Case of Jailed American Causes Deep Rift in Pakistani Spy Agency's Relationship with CIA», *The Star Tribune,* 24 février 2011.

Gillani, Waqar et Jane Perlez, «Pakistan Extends Jailing of American Held in Two Deaths», *The New York Times,* 11 février 2011.

Goldman, Adam et Kimberly Dozier, «Arrested US Official Raymond Allen Davis Is Actually a CIA Contractor», *The Christian Science Monitor,* 21 février 2011.

Goodman, Glenn W., «Deep Underground Tunnels: Counterproliferation Mission Takes SOF Commandos into Tough New Environments», *The Armed Forces Journal,* novembre 2012.

Greenwald, Glenn, «The NYT's Journalistic Obedience», Salon.com, 21 février 2011, www.salon.com/2011/02/21/nyt_16/

Imtiaz, Huma, «Behind the Scenes of Raymond Davis's Release», *Foreign Policy,* 16 mars 2011.

Karamat, Jehangir (général), «The Oman Retreat», *Pakistan Today,* 26 février 2011.

Kassim, Aliza I., «Pakistan Defies U.S. Court in Lawsuit over Mumbai Attacks», *CNN.com*, 30 décembre 2010, www.cnn.com/2010/WORLD/asiapcf/12/30/pakistan.intelligence.lawsuit

Kerry, John (sénateur), «Kerry Regrets Raymond Davis Killing», *YouTube,* vidéo publiée le 15 février 2011.

Kessler, Glenn, «Who Is Raymond Davis?», *The Washington Post,* 22 février 2011.

Kharal, Asad, «Retracing the Path: Trailing Raymond Davis», *The Express Tribune,* 22 février 2011.

—, «After Davis' Arrest, US Operatives Leaving Pakistan», *Express Tribune*, 28 février 2011.

Lang, Patrick W. (colonel), commentaire en réaction à l'article de F.B. Ali, «#Update: The Raymond Davis Affair», *Sic Semper Tyrannis* (blogue), http://turcopolier.typepad.com/sic_semper_tyrannis/2011/02/update-the-raymond-davis-affair-fb-ali.html

MacAskill, Ewen et Declan Walsh, «US Gives Fresh Details of CIA Agent Who Killed Two Men in Pakistan Shootout», *The Guardian,* 21 février 2011.

Mazzetti, Mark, «A Shooting in Pakistan Reveals Fraying Alliance», *The New York Times,* 12 mars 2011.

— *et al.*, «American Held in Pakistan Worked with C.I.A.», *The New York Times,* 21 février 2011.

McKeeby, David, interview accordée à l'auteur, novembre 2009.

Miller, Greg et Karen DeYoung, «U.S., Pakistan Officials at Diplomatic Odds in Fatal Shooting», *The Washington Post,* 10 février 2011.

Miller, Greg et Karin Brulliard, «CIA's Pakistan Chief Removed», *The Washington Post,* 18 décembre 2010.

Moreau, Ron et Sami Yousafzai, «Killings Spark CIA Fears in Pakistan», *Newsweek,* 17 février 2011.

—, «Blood Money Buys CIA Contractor's Freedom», *Newsweek,* 16 mars 2011.

Norrani, Ahmad, «Is Presidency Pushing for Backdated Immunity to Raymond?», *News International,* 12 février 2011.

Obama, Barack, conférence de presse du 15 février 2011, www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/02/15/press-conference-president

Pelton, Robert Young, *Licensed to Kill: Hired Guns in the War on Terror,* New York, Three Rivers Press, 2006.

Perlez, Jane, «Mystery over Detained American Angers Pakistan», *The New York Times,* 8 février 2011.

—, «Pakistan Delays Ruling on Jailed American», *The New York Times,* 17 février 2011.

Qureshi, Shah Mahmood, «Raymond Davis Does Not Enjoy Immunity», *YouTube,* vidéo publiée le 17 février 2011, www.youtube.com/watch?v=VsF3HpHZdzc

Riaz, Raja, «Raymond Davis Tried to Trick Investigators», *The Daily Times,* 15 février 2011, http://archives.dailytimes.com.pk/national/15-Feb-2011/raymond-davis-tried-to-trick-investigators

Savage, Charlie, «Pakistan Case Tests Laws on Diplomatic Immunity», *The New York Times,* 22 février 2011.

Schiffrin, Nick, «Did Ray Davis Shoot Two Pakistani Agents?», *ABCNews.go.com*, 9 février 2011, http://abcnews.go.com/Blotter/ray-davis-shooting-pakistan/story?id=12869411

Shaffer, Anthony (lieutenant-colonel), interview accordée à l'auteur, mai 2011.

Syed, Baqir Sajjad, «FO Did Not Grant Diplomatic Status to Davis: US», Dawn.com, 4 février 2011, www.dawn.com/news/603753/fo-did-not-grant-diplomatic-status-to-davis-us

Tandon, Shaun, «US Threatens to Cut Pakistan Aid over Shooting», Agence France-Presse, 8 février 2011.

Transcription, «DOD News Briefing with Geoff Morrell from the Pentagon», 24 novembre 2009, www.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4758

Transcription, «US Official Raymond Davis on Lahore Murder Charges», *BBC.co.uk*, 28 janvier 2011, www.bbc.co.ukews/world-south-asia-12305049

Transcription, «Agencies Rule Out Any Link with Lahore Killing Incident», *News International,* 8 février 2011.

Transcription, «Rallies Demand Public Execution of Davis», Dawn.com, 12 février 2011, www.dawn.com/news/605608/rallies-demand-public-execution-of-davis-2

Transcription, «Rangers Deployed at Kot Lakhpat», *Dawn,* 14 février 2011.

Transcription, «Another Mysterious American in Pakistan», *Outpost Washington,* 25 février 2011, www.rferl.org/content/pakistan_raymond_davis_america_cia_isi/2321321.html

Transcription, «Spending Cuts and an American Imprisoned in Pakistan: Todays Qs for O's WH—2/15/11», 25 février 2011, http://abcnews.go.com/blogs/politics/2011/02/spending-cuts-and-an-american-imprisoned-in-pakistan-todays-qs-for-o-21511

Transcription, «CIA Contractor Ray Davis Freed over Pakistan Killings», *BBC.co.uk*, 16 mars 2011, www.bbc.co.ukews/world-south-asia-12757244

Transcription, «Did Davis Board Viper with His Victims' Heirs?», *The News International,* 17 mars 2011.

Transcription, «US Drone Strike "Kills Forty" in Pakistani Tribal Region», *BBC.co.uk*, 17 mars 2011, www.bbc.co.ukews/world-south-asia-12769209

Walsh, Declan, «A CIA Spy, a Hail of Bullets, Three Killed and a US-Pakistan Diplomatic Row», *The Guardian,* 20 février 2011.

—, «Pakistan Arrests US Security Contractor as Rift with CIA Deepens», *The Guardian*, 25 février 2011.

— et Ewen MacAskill, «American Who Sparked Diplomatic Crisis over Lahore Shooting Was CIA Spy», *The Guardian*, 20 février 2011.

—, «CIA Spy Escapes Murder Case in Pakistan After US Pays "Blood Money"», *The Guardian,* 16 mars 2011.

Warrick, Joby, *The Triple Agent: The al-Qaeda Mole Who Infiltrated the CIA,* New York, Doubleday, 2011,
www.cia.gov/library/center-for-the-study-of-intelligence/csi-publications/csi-studies/studies/vol.-55-no.-3/the-triple-agent-the-al-qaeda-mole-who-infiltrated-the-cia.html

White, Jim, «Does Raymond Davis Recruit Intelligence Agents in US?», 17 février 2011,
http://my.firedoglake.com/jimwhite/2011/02/17/does-raymond-davis-recruit-intelligence-agents-in-us

Yousaf, Kamran, «Raymond Davis Case: Men Killed in Lahore Were Intelligence Operatives, Says Official», *Express Tribune,* 5 février 2011.

Zardari, Asif Ali, «As Pakistan Battles Extremism, It Needs Allies' Patience and Help», *The Washington Post,* 6 mars 2011.

Chapitre 44

«2011 White House Correspondents' Dinner», *C-Span,* 30 avril 2011,
www.c-spanvideo.org/program/299256-1

Abbas, Qaswar et Sandeep Unnithan, «How Pak Is Trapped in Web of Deceit», *India Today,* 16 mai 2011.

Associated Press, «Military Emails Reveal Details of bin Laden Burial», *CBSNews.com*, 22 novembre 2012.

Bergen, Peter, *Manhunt: The Ten-Year Search for bin Laden—from 9/11 to Abbottabad,* New York, Crown Publishers, 2012.

Biden, Joe, interview, «Inside the Situation Room», *Rock Center,* NBC, 2 mai 2012.

Brennan, John, interview, «Targeting Bin Laden», History Channel, 6 septembre 2011.

Bronstein, Phil, «The Man Who Killed Osama bin Laden… Is Screwed», *Esquire,* 11 février 2013,
www.esquire.com/features/man-who-shot-osama-bin-laden-0313

Donilon, Tom, interview, «Targeting Bin Laden», History Channel, 6 septembre 2011.

Drew, Christopher, «Attack on Bin Laden Used Stealthy Helicopter That Had Been a Secret», *The New York Times,* 5 mai 2011.

Goldman, Adam et Matt Apuzzo, «The Man Who Hunted Osama bin Laden», Associated Press, 5 juillet 2011.

Gorman, Siobhan et Julian E. Barnes, «Spy, Military Ties Aided bin Laden Raid», *The Wall Street Journal,* 23 mai 2011.

Hastings, Michael, *The Operators: The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan,* New York, Blue Rider Press, 2012.

Hussain, Z., M. Rosenberg et J. Paige, «Slow Dawn After Midnight Raid», *The Wall Street Journal,* 9 mai 2011.

Isikoff, Michael, «How Profile of bin Laden Courier Led CIA to Its Target», *NBCNews.com*, 4 mai 2011,
www.today.com/id/42906157s/world_news-death_of_bin_laden

Kroft, Steve, «Obama on bin Laden», *60 minutes,* CBS, 4 mai 2011.

Mazzetti, Mark, H. Cooper et P. Baker, «Behind the Hunt for Bin Laden», *The New York Times,* 2 mai 2011.

Mazzetti, Mark et Helene Cooper, «Detective Work on Courier Led to Breakthrough on Bin Laden», *The New York Times,* 2 mai 2011.

Obama, Barack, interview, «Targeting Bin Laden», History Channel, 6 septembre 2011.

—, interview, «Inside the Situation Room», *Rock Center,* NBC, 2 mai 2012.

Owen, Mark et Kevin Maurer, *No Easy Day: The Firsthand Account of the Mission That Killed Osama Bin Laden,* New York, Dutton, 2012.

Rhodes, Ben, interview, «Targeting Bin Laden», History Channel, 6 septembre 2011.

Schmidle, Nicholas, «Getting Bin Laden: What Happened That Night in Abbottabad», *The New Yorker,* 8 août 2011.

Shah, Saeed, «CIA Organised Fake Vaccination Drive to Get Osama bin Laden's Family DNA», *The Guardian,* 11 juillet 2011.

Sherlton, Hugh (général), interview accordée à l'auteur, mars 2011.

Superville, Darlene, «Obama's Golf Shoes a Clue to bin Laden Raid?», *NBCnews.com*, 3 mai 2011,
www.nbcnews.com/id/42874398s/world_news-death_of_bin_laden/t/obamas-golf-shoes-clue-bin-laden-raid

Tapper, Jake, «President Obama to National Security Team: "It's a Go"», *Political Punch,* ABC News, 2 mai 2011,
http://abcnews.go.com/blogs/politics/2011/05/president-obama-to-national-security-team-its-a-go

Transcription, «Hunt for Osama Bin Laden Shifts Gears», *Morning Edition,* NPR, 3 juillet 2006.

Transcription, *Anderson Cooper 360 Degrees,* CNN, 12 mai 2011.

Woodward, Bob, «Death of Osama bin Laden: Phone Call Pointed U.S. to Compound—and to "the Pacer"», *The Washington Post,* 6 mai 2011.

Chapitre 45

Abbas, Qaswar et Sandeep Unnithan, «How Pak Is Trapped in Web of Deceit», *India Today,* 16 mai 2011.

Associated Press, «Military Emails Reveal Details of bin Laden Burial», *CBSNews.com*, 22 novembre 2012.

Bergen, Peter, «Manhunt: The Ten-Year Search for bin Laden—from 9/11 to Abbottabad», New York, Crown Publishers, 2012.

Biden, Joe, interview «Inside the Situation Room», *Rock Center,* NBC, 2 mai 2012.

Bronstein, Phil, «The Man Who Killed Osama bin Laden… Is Screwed», *Esquire,* 11 février 2013, www.esquire.com/features/man-who-shot-osama-bin-laden-0313

Hussain, Z., M. Rosenberg et J. Paige, «Slow Dawn After Midnight Raid», *The Wall Street Journal,* 9 mai 2011.

Obama, Barack, interview «Targeting Bin Laden», History Channel, 6 septembre 2011.

—, interview «Inside the Situation Room», *Rock Center,* NBC, 2 mai 2012.

Owen, Mark et Kevin Maurer, *No Easy Day: The Firsthand Account of the Mission That Killed Osama Bin Laden,* New York, Dutton, 2012.

Rhodes, Ben, interview «Targeting Bin Laden», History Channel, 6 septembre 2011.

Schmidle, Nicholas, «Getting Bin Laden: What Happened That Night in Abbottabad», *The New Yorker,* 8 août 2011.

Transcription, «Killing bin Laden», *60 Minutes,* CBS, 9 septembre 2012.

Transcription, «Obama on bin Laden: The Full "60 Minutes" Interview», *60 Minutes,* CBS, 4 mai 2011.

Transcription, *Anderson Cooper 360 Degrees*, CNN, 12 mai 2011.

Woodward, Bob, «Death of Osama bin Laden: Phone Call Pointed U.S. to Compound—and to "the Pacer"», *The Washington Post,* 6 mai 2011.

Chapitre 46

Al Nadari, Shaykh Harith, «My Story with al-Awlaki», *Inspire,* n° 9, hiver 2012.

Amnistie internationale, «United States of America», *Annual Report 2012,* www.amnesty.org/en/region/usa/report-2012

Bergen, Peter, «A Visit to Osama bin Laden's Lair», *CNN.com*, 3 mai 2012, www.cnn.com/2012/05/03/opinion/bergen-bin-laden-lair

Booth, R., S. Shah et J. Burke, «Osama bin Laden Death: How Family Scene in Compound Turned to Carnage», *The Guardian,* 5 mai 2011.

Center for Constitutional Rights, «U.S. May Have Violated Domestic and International Law in Capturing and Holding Somali for Months at Sea», 7 juillet, 2011, www.ccrjustice.org/newsroom/press-releases/u.s.-may-have-violated-domestic-and-international-law-capturing-and-holding-somali-months-sea

Coker, M., A. Entous et J.E. Barnes, «Drone Targets Yemeni Cleric», *The Wall Street Journal,* 7 mai 2011.

Dozier, Kimberly, «McRaven Tells Troops to Pipe Down», Associated Press, 12 août 2012.

Finn, Tom, «I Fear for My Son, Says Father of Anwar al-Awlaki, Tipped as new Bin Laden», *The Observer,* 7 mai 2011.

Hosenball, Mark, «Senate Panel to Examine CIA Contacts with "Zero Dark Thirty" Filmmakers», Reuters, 2 janvier 2013.

Jamjoom, Mohammed et Hakim Almasmari, «Yemeni Source: Drone Strike Misses al-Awlaki, Hits Two Supporters», *CNN.com*, 7 mai 2011, www.cnn.com/2011/WORLD/meast/05/07/yemen.drone.strike

Johnsen, Gregory, *The Last Refuge: Yemen, Al-Qaeda, and America's War in Arabia,* New York, W. W. Norton, 2013.

King, John, «Deciphering bin Laden's Messages; Drone Strikes; Targeting Awlaki», CNN, 6 mai 2011.

Klaidman, Daniel, *Kill or Capture: The War on Terror and the Soul of the Obama Presidency*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

Raddatz, Martha, «US Missiles Missed Awlaki by Inches in Yemen», *ABCNews.go.com*, 19 juillet 2011, http://abcnews.go.com/Blotter/us-missed-awlaki-inches-yemen/story?id=14108686

Reuters, «Woman Killed in Bin Laden Raid Not His Wife: White House», *The National Post,* 2 mai 2011.

Savage, Charlie, «U.S. Tests New Approach to Terrorism Cases on Somali Suspect», *The New York Times,* 6 juillet 2011.

Smith, Ethan et Julian E. Barnes, «Walt Disney Surrenders to Navy's SEAL Team 6», *The Wall Street Journal,* 26 mai 2011.

Transcription, «Press Briefing by Press Secretary Jay Carney and Assistant to the President for Homeland Security and Counterterrorism John Brennan», 2 mai 2011, www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/05/02/press-briefing-press-secretary-jay-carney-and-assistant-president-homela

Transcription, «Press Briefing by Senior Administration Officials on the Killing of Osama bin Laden», 2 mai 2011, www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/05/02/press-briefing-senior-administration-officials-killing-osama-bin-laden

Transcription, *CBS Evening News*, CBS, 6 mai 2011.

Williams, Pete et Jonathan Dienst, «Member of Terrorist Group Brought to US to Stand Trial», *NBCNews.com*, 5 juillet 2011.

Chapitre 47

«Yemen: Al Qaeda Declares South Province as "Islamic Emirate"», *Al Bawaba News,* 31 mars 2011.

Abdulsalam, Sheikh Ali Abdullah (Mullah Zabara), interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Al Iryani, Abdul Ghani, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Al Madailwi, Awad, «Three French Hostages Freed in Yemen Head for Home», *The Daily Star,* 14 novembre 2011.

Al Qirbi, Abu Bakr, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Al Sumali, Mohammed (général), interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Almasmari, Hakim et Margaret Coker, «Yemen Unrest Spreads South», *The Wall Street Journal,* 30 mai 2011.

Arrabyee, Nasser, «Al Qaeda Suspects Killed Tribal Leader, Mediator, Political Asylum Seeker», 10 janvier 2013,
http:/arrabyee-e.blogspot.com/2013/01/qaeda-suspects-killed-tribal-leader.html

Burns, Robert, «U.S. Military Trainers Have Returned to Yemen», *The Army Times,* 8 mai 2012.

Coker, Margaret, «Rebel General Fights Yemen Regime», *The Wall Street Journal,* 2 juin 2011.

Dozier, Kimberly, «Al Qaeda Reeling, US Terror Chief Says», Boston.com, 2 septembre 2011.

Gordon, Sasha, «Abyani Tribes and al Qaeda in the Arabian Peninsula in Yemen», Critical Threats, 25 juillet 2012,
www.criticalthreats.org/yemen/gordon-abyani-tribes-and-al-qaeda-arabian-peninsula-july-25-2012#_edn21

Johnsen, Gregory, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Kasinof, Laura, «Islamists Seize a Yemeni City, Stoking Fears», *The New York Times,* 29 mai 2011.

Klaidman, Daniel, *Kill or Capture: The War on Terror and the Soul of the Obama Presidency*, New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

Lang, Patrick W. (colonel), interview accordée à l'auteur, février 2011.

Madad News Agency, «After Great Attrition of Ali Saleh's Forces on the Doofos Front; Ansar Al-Shari'ah Announces a New Strategy and Different Tactics for Urban Warfare», *News Report Issue No. 1,* septembre 2011.

Miller, Greg et Julie Tate, «CIA Shifts Focus to Killing Targets», *The Washington Post,* 1er septembre 2011.

Mukhashaf, Mohammed, «Islamist Militants Execute Three Men in South Yemen», Reuters, 12 février 2012.

Nakhleh, Emile, interview accordée à l'auteur, janvier 2010.

Supreme National Security Committee in the Republic of Yemen, conférence de presse, 24 janvier 2013.

Transcription, «Online Question and Answer Session with Abu Zubayr Adel al-Abab, Shariah Official for Member of Al-Qaeda in the Arabian Peninsula (AQAP)», 18 avril 2011,

http://islamopediaonline.org/sites/default/files/abdu_zubayr_english.pdf

Transcription, «Al Qaeda Severs Boy's Hand», *Yemen Post,* 25 septembre 2011, http://yemenpost.net/Detail123456789.aspx?ID=3&SubID=4117

Worth, R.F., M. Mazzetti et S. Shane, «Drone Strikes' Risks to Get Rare Moment in the Public Eye», *The New York Times,* 5 février 2013.

Chapitre 48

«Somalia», *CIA World Factbook,* www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/so.html

Ahmed, Sheikh Sharif, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Ali, Abdirahman «Aynte», interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Associated Press, «One-Thousand-Man Militia Being Trained in North Somalia», *The USA Today,* 1er décembre 2010.

Baldor, Lolita C., «Admiral Calls for Counterterror Approach to Piracy», Boston.com, 26 janvier 2011, reproduit sur http://theromangate.wordpress.com/2011/01/26/admiral-calls-for-counterterror-approach-to-piracy/

Bryden, Matt, A. Laloum et J. Roofthooft, «Report of the Monitoring Group on Somalia Pursuant to Security Council Resolution 1853 (2008)», Conseil de sécurité de l'onu, 10 mars 2010.

—, «Report of the Monitoring Group on Somalia and Eritrea Pursuant to Security Council Resolution 1916 (2010)», Conseil de sécurité de l'onu, 18 juillet 2011.

Bureau of Citizenship and Immigration Services, «Somalia: National Security Service Prison (Godka), Mogadishu, Somalia, SOM98001.RIC», 8 janvier 1998, www.refworld.org/docid/3df0bc514.html

Câble diplomatique américain 09DJIBOUTI113, ambasssade des États-Unis à Djibouti, «Djibouti Approves Blackwater for Commercial Counter-Piracy Operations», WikiLeaks, 12 février 2009, publié par Wikileaks, reproduit sur http://americancommondefencereview.wordpress.com/2010/12/19/wikileaks-confidential-cable-djibouti-approved-blackwater-for-commercial-counter-piracy-operations/

Carson, Johnnie, «State Department: A Dual-Track Approach to Somalia», discours au Center for Strategic and International Studies, 20 octobre 2010.

Dolak, K., L. Martinez et J. Hubbard, «Warship Tracking Yacht Hijacked by Somali Pirates», *ABCNews.go.com*, 20 février 2011, http://abcnews.go.com/International/warship-tracking-yacht-hijacked-somali-pirates/story?id=12963934

Elmi, Afyare Abdi, «Dual Track Policy in Somalia Misses the Point», *AlJazeera.com*, 9 juin 2011, www.aljazeera.com/indepth/opinion/2011/06/2011688620396244.html

Ewing, Philip, «Blackwater: Thirteen Firms Want Pirate Protection», *The Navy Times,* 26 octobre 2008.

Gettleman, Jeffrey, «Somalia Is Likely to Cut Ties to Mercenaries, Official Says», *The New York Times,* 23 janvier 2011.

Gettleman, Jeffrey, «Somali Pirates Hijack Yacht with Americans Aboard», *The New York Times,* 19 février 2011.

—, M. Mazzetti et E. Schmitt, «U.S. Relies on Contractors in Somalia Conflict», *The New York Times,* 10 août 2011.

Hassan, Ahmed Abdulahi, déposition écrite, copie de l'auteur.

Houreld, Katharine, «Unpaid Somali Soldiers Desert to Insurgency», *Hiiraan Online,* 28 avril 2010.

—, «Blackwater Founder Secretly Backing Somali Militia», *Salon.com*, 20 janvier 2011, www.salon.com/2011/01/20/blackwater_founder_somali_mercenaries

Ibrahim, Mohamed et Jeffrey Gettleman, «Parliament Takes on Contractors in Somalia», *The New York Times,* 30 décembre 2010.

International Crisis Group, «Somalia's Islamists», *Africa Report n° 100,* 12 décembre 2005.

—, «Somalia's Divided Islamists», *Africa Briefing n° 74,* 18 mai 2010.

—, «Somalia: The Transitional Government on Life Support», *Africa Report No. 170,* 21 février 2011.

Jackson, David, «Obama Notified of Pirate Killings at 4:42 a.m.», *The USA Today,* 22 février 2011.

Mazzetti, Mark et Eric Schmitt, «Blackwater Founder Said to Back Mercenaries», *The New York Times,* 20 janvier 2011.

—, «Private Army Formed to Fight Somali Pirates Leaves Troubled Legacy», *The New York Times,* 4 octobre 2012.

Nagourney, Adam et Jeffrey Gettleman, «Pirates Brutally End Yachting Dream», *The New York Times,* 22 février 2011.

Noor, Abdulkadir Moallin, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Pellerin, Cheryl, «Piracy Challenges Maritime Security off Somalia», America Forces Press Service, 26 janvier 2011.

Pelton, Robert Young, «Erik Prince, an American Commando in Exile», *Men's Journal,* novembre 2010.

Prince, Erik, discours prononcé en janvier 2010, enregistrement de l'auteur.

Schmitt, Eric, «Seizing of Pirate Commanders Is Questioned», *The New York Times,* 23 février 2011.

Senate Committee on Armed Services, «Hearing to Consider the Nominations of Lt. Gen. John Allen, Vice Adm. William McRaven, and Gen. James Thurman», 111e Congrès, 28 juin 2001, www.c-spanvideo.org/program/300255-1

—, «Hearing to Consider the Nomination of Hon. Leon E. Panetta to be Secretary of Defense», 111e Congrès, 9 juin 2011.

Shabaab al-Mujahideen, «Shabaab al-Mujahideen Announces Execution of “CIA” “Cooperator”», communiqué de presse, 3 février 2011.

Shaheen, Kareem, «Blackwater Founder Questioned in Abu Dhabi», *The National,* 25 août 2010.

Siad, Mohammed Farah, interview accordée à l’auteur, juin 2011.

Siad, Yusuf Mohamed, interview accordée à l’auteur, juin 2011.

Siegel, Hanna, «Pirates Charged in Death of American Yachters», *ABCNews.go.com*, 10 mars 2011, http://abcnews.go.com/Blotter/pirates-charged-death-american-yachters/story?id=13107047

Sutherland, Lauren, «Inside Kenya’s Overflowing Refugee Camps», *The Nation,* 15 août 2011, www.thenation.com/article/162792/inside-kenyas-overflowing-refugee-camps

Transcription, «“US Marines” Land in Central Somalia, Arrest Suspected Pirate», *Shabelle Media Network*, 21 janvier 2011.

Transcription, «Somali Pirates Seize American Yacht Crew off Oman», bbc.co.uk, 18 février 2011, www.bbc.co.uk/news/world-africa-12513120

Transcription, «DOD News Briefing with Vice Adm. Fox via Telephone from Bahrain on Somali Piracy Aboard the S/V Quest», 22 février 2011, www.defense.gov/transcripts/transcript.aspx?transcriptid=4774

Transcription, «Pirates Could Face Trial in US over American Deaths», BBC.co.uk, 23 février 2011, www.bbc.co.uk/news/world-us-canada-12557011

Transcription «Letter to President Obama: Clarify Alleged CIA Role in Detention and Interrogation in Somalia», 6 septembre 2011, www.hrw.org/news/2011/09/20/letter-president-obama-clarify-alleged-cia-role-detention-and-interrogation-somalia

Chapitre 49

«The Burundian Bloodbath: Battle of Dayniile», vidéo publiée le 12 novembre 2011, http://vimeo.com/32059413

Agence France-Presse, «Amisom Pinning Back Rebels in Mogadishu», *News24.com*, 7 avril 2011.

Ahmed, Abdi Sheikh Mohamed, «Fighting Erupts in Somali Capital After Rebels Say Leaving», Reuters, 7 août 2011.

Ahmed, Mohamed et Ibrahim Mohamed, «Somali Government Declares Islamist Rebellion Defeated», Reuters, 6 août 2011.

Ahmed, Sheikh Sharif, interview accordée à l’auteur, juin 2011.

Ali, Abdirahman «Aynte», interview accordée à l’auteur, juin 2011.

Anzalone, Christopher, «Al-Shabab’s Setbacks in Somalia», *CTC Sentinel,* vol. 4, n° 10, octobre 2011.

Associated Press, «Pentagon Sends Drones, Anti-Terror Equipment to Counterterror Forces Dealing with Somalia», *FoxNews.com*, 26 juin 2011,

www.foxnews.com/politics/2011/06/26/pentagon-sends-drones-anti-terror-equipment-to-counterterror-forces-dealing

—, «Taxes Hastened Somalia's Famine, Militant Retreat», *FoxNews.com*, 1er octobre 2011, www.foxnews.com/world/2011/10/01/taxes-hastened-somalias-famine-militant-retreat

Brennan, John, «Ensuring al-Qa'ida's Demise», discours prononcé au Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Washington, DC, 29 juin 2011.

Cadde, Aweys, «Airstrikes Hit Lower Juba Again», *SomaliaReport.com*, 6 juillet 2011, www.somaliareport.com/index.php/post/1105/Airstrikes_Hit_Lower_JubaAgain

Chonghaile, Clar Ni, «Mogadishu Truck Bomb: al-Shabaab Insurgents Claim Responsibility», *The Guardian,* 4 octobre 2011.

Clinton, Hillary, conférence de presse, «Death of Harun Fazul», 11 juin 2011, www.state.gov/secretary/20092013clinton/rm/2011/06/165942.htm

Elmi, Afyare Abdu et Abdi Aynte, «Somalia: The Case for Negotiating with al-Shabaab», Al Jazeera Center for Studies, 16 janvier 2012, http://studies.aljazeera.net/ResourceGallery/media/Documents/2012/2/16/20122161343144437 34Somalia_The%20Case%20for%20Negotiating%20with%20al-Shabab.pdf

Ferguson, Jane et Moni Basu, «Amid Famine, Somalis Flock Back to the War-Torn City They Fled», *CNN.com*, 22 juillet 2011, www.cnn.com/2011/WORLD/africa/07/21/somalia.famine.mogadishu

Fleishman, Jeffrey et Lutfi Sheriff Mohammed, «Somali Shabab Militants Retreat from Mogadishu», *The Los Angeles Times,* 6 août 2011.

Gettleman, Jeffrey, «Somalis Kill Mastermind of Two U.S. Embassy Bombings», *The New York Times,* 11 juin 2011.

—, «African Union Force Makes Strides Inside Somalia», *The New York Times,* 24 novembre 2011.

— et Mohammed Ibrahim, «Shabab Concede Control of Capital to Somalia Government», *The New York Times,* 6 août 2011.

Hurre, Ismail Mahmoud, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Ibrahim, Mohamed et Jeffrey Gettleman, «Truck Bomb Kills Dozens in Somalia's Capital», *The New York Times,* 4 octobre 2011.

Maxwell, Daniel et Merry Fitzpatrick, «The 2011 Somalia Famine: Context, Causes, and Complications», *Global Food Security,* vol. 1, no 1, décembre 2012, www.sciencedirect.com/science/article/pii/S221191241200003X

Muhumed, Malkhadir M., «Young Somali Soldier: I Killed Top al-Qaida Operative», *NBCnews.com*, 14 juin 2011, www.nbcnews.com/id/43399631s/world_news-africa/t/young-somali-soldier-i-killed-top-al-qaida-operative

Muhumed, Malkhadir M., «Somalia Says US Forces Snatch Militants Hit in Drone Strike», Boston.com, 2 juillet 2011.

— et Jason Straziuso, «Fazul Abdullah Mohammed, Alleged U.S. Embassy Bomber, Dead: Somali Government», *The Huffington Post,* 11 juin 2011.

Nur, Mohamed Ahmed, interview accordée à l'auteur, juin 2011.

Odowa, Mohamed, «Fazul's Last Moments; Soldiers Tell of Shootout That Killed Al-Qaeda Commander», *SomaliaReport.com*, 16 juin 2011, www.somaliareport.com/index.php/post/976/Fazulrsquos_Last_Moments

Osman, Jamal, «Al-Qaida Targets Somalia Drought Victims with Cash Handouts», *The Guardian,* 1er novembre 2011.

Sheikh, Abdi, «Burundi Sends 1,000 Extra AU Troops to Somalia», Reuters, 12 mars 2011.

—, «Somalia's al Shabaab Vows to Avenge bin Laden», Reuters, 7 mai 2011.

Sutherland, Lauren, «Inside Kenya's Overflowing Refugee Camps», *The Nation,* 15 août 2011.

Transcription, «Somalia's al-Shabab Rebels Leave Mogadishu», BBC.co.uk, 6 août 2011, www.bbc.co.uk/news/world-africa-14430283

Transcription, «World Must Aid Somalia at Historic Juncture on Its Road to Stability—UN Envoy», *UN News,* 10 août 2011.

Transcription, «Speech of Mujahid Sheikh Mukhtar Abu Al-Zubeyr About the Death of Qaddafi and the Historical Battle of Dayniile», *Ansar al-Mujahideen forum,* 17 novembre 2011.

Vickers, Michael G., «The Evolution of Al-Qaeda and Associated Movements», discours prononcé au National Defense University Symposium, 13-14 septembre 2011, http://issuu.com/johnshopkinsaap/docs/gov1220_ndu-final-issuu/6

Whitlock, Craig, «U.S. Drone Base in Ethiopia Is Operational», *The Washington Post,* 27 octobre 2011.

Chapitre 50

Al-Awlaki, Abir, interview accordée à l'auteur, septembre 2012.

Al-Awlaki, famille, interviews accordées à l'auteur, août 2012.

Al-Awlaki, Nasser, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Al-Awlaki, Saleha, interview accordée à l'auteur, septembre 2012.

Capture d'écran de la page facebook d'Abdulrahman al Awlaki.

Copie du certificat de naissance d'Abdulrahman al Awlaki.

Chapitre 51

Al-Awlaki, famille, interviews accordées à l'auteur, avril 2012.

Al-Awlaki, Nasser, interviews accordées à l'auteur, janvier-août 2012.

Al-Awlaki, Saleha, interview accordée à l'auteur, août 2012.

Al Nadari, Shaykh Harith, «My Story with al-Awlaki», *Inspire,* n° 9, hiver 2012.

Bennett, Chuck, «Remote-Control Really Hits the Splat», *The New York Post,* 1er octobre 2003.

Clinton, Hillary Rodham, «Remarks at the Kumpuris Distinguished Lecture Series», Little Rock, Clinton Presidential Center, 30 septembre 2011.

Cloud, D. S., J. Fleishman et B. Bennett, «U.S. Drones Kill Influential Al-Qaida Operative in Yemen», *The Spokesman Review,* 1er octobre 2011.

—, «U.S. Drone Strike in Yemen Kills U.S.-Born Al Qaeda Figure Awlaki», *The Los Angeles Times,* 1er octobre 2011.

Feinstein, Dianne et Saxby Chambliss, «Feinstein, Chambliss Release Statement on Death of al-Awlaki», communiqué de presse, 30 septembre 2011, http://www.feinstein.senate.gov/public/index.cfm/press-releases?ID=08023496-6f2d-4600-af42-ec642488cea9

Funk, Tim, «Family of al Qaida Blogger Samir Khan "Appalled" by U.S. Actions», *The Charlotte Observer,* 6 octobre 2011.

Giraldi, Philip, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Greenwald, Glenn, «The Due-Process-Free Assassination of U.S. Citizens Is Now Reality», *Salon.com*, 30 septembre 2011, www.salon.com/2011/09/30/awlaki_6

Khan, Sarah, interview accordée à l'auteur, avril 2012.

Klaidman, Daniel, *Kill or Capture: The War on Terror and the Soul of the Obama Presidency,* New York, Houghton Mifflin Harcourt, 2012.

Kucinich, Dennis, «Kucinich on the Extrajudicial Killing of Anwar al-Awlaki: Wrong Legally, Constitutionally and Morally», communiqué de presse, 30 septembre 2011, http://kucinich.house.govews/documentsingle.aspx?DocumentID=262

Lang, Patrick W. (colonel), interview accordée à l'auteur, novembre 2012.

Mak, Tim, «Peter King Praises Obama for al-Awlaki Killing», *Politico,* 30 septembre 2011.

Martin, David, «Al-Awlaki Strike Plan Included Jets, Special Ops», *CBSNews.com*, 30 septembre 2011.

Martinez, Michael, «U.S. Drone Killing of American al-Awlaki Prompts Legal, Moral Debate», *CNN.com*, 30 septembre 2011, www.cnn.com/2011/09/30/politics/targeting-us-citizens

Mazzetti, Mark, E. Schmitt et R. F. Worth, «C.I.A. Strike Kills U.S.-Born Militant in a Car in Yemen», *The New York Times,* 1er octobre 2011.

McManus, Doyle, «Who Reviews the U.S. "Kill List"?», *The Los Angeles Times,* 5 février 2012.

Miller, Greg, «Strike on Aulaqi Demonstrates Collaboration Between CIA and Military», *The Washington Post,* 30 septembre 2011.

Obama, Barack, «Remarks by the President at the "Change of Office" Chairman of the Joint Chiefs of Staff Ceremony», 30 septembre 2011, www.whitehouse.gov/the-press-office/2011/09/30/remarks-president-change-office-chairman-joint-chiefs-staff-ceremony

Raghavan, Sudarsan, «Awlaqi Hit Misses Al-Qaeda Bombmaker, Yemen Says», *The Washington Post,* 30 septembre 2011.

—, «Anwar al-Aulaqi, US-Born Cleric Linked to al-Qaeda, Killed in Yemen», *The Washington Post,* 1er octobre 2011.

Straw, Joseph, A. Shahid et L. McShane, «One Less Terror Big: Al Qaeda Loses Leader in Attack», *The Daily News,* 1er octobre 2011.

Transcription, «Anwar al-Awlaki Killed in Yemen», *AlJazeera.com*, 30 septembre 2011, www.aljazeera.com/category/person/anwar-al-awlaki

Transcription, «U.S. Officials Warn of Possible Retaliation After al Qaeda Cleric Is Killed», *CNN.com*, 30 septembre 2011, www.cnn.com/2011/09/30/world/africa/yemen-radical-cleric

Transcription, «With Death of Anwar al-Awlaki, Has U.S. Launched New Era of Killing U.S. Citizens Without Charge?», *Democracy Now!,* 30 septembre 2011.

Transcription, «State of the Union with Candy Crowley», CNN, 2 octobre 2011.

Whitlock Craig, «U.S. Airstrike That Killed American Teen in Yemen Raises Legal, Ethical Questions», *The Washington Post,* 22 octobre 2011.

Witte, Brian, «Rep. Ruppersberger Discusses al-Awlaki Death», *FederalNewsRadio.com*, 30 septembre 2011.

Wyden, Ron, interview accordée à l'auteur, mars 2012.

Chapitre 52

«Obama Top Adviser Robert Gibbs Justifies Murder of Sixteen Year Old American Citizen», *Youtube,* vidéo publiée le 23 octobre 2012, www.youtube.com/watch?feature=player_embedded&v=7MwB2znBZ1g

«Romney Rep. Peter King: Presidential Kill List Totally Constitutional», vidéo publiée le 23 octobre 2012, www.informationliberation.com/?id=41515

Agence France-Presse, «Yemen's Al-Qaeda Denies Death of Its Media Chief», 30 octobre 2011.

Al-Awlaki, Abir, interview accordée à l'auteur, août 2012.

Al-Awlaki, famille, interviews accordées à l'auteur, janvier-août 2012.

Al-Awlaki, Nasser, interview accordée à l'auteur, janvier 2012.

Al-Awlaki, Saleha, interview accordée à l'auteur, septembre 2012.

DeYoung, Karen, «A CIA Veteran Transforms U.S. Counterterrorism Policy», *The Washington Post,* 24 octobre 2012.

Finn, Peter et Greg Miller, «Anwar al-Awlaki's Family Speaks Out Against His Son's Death in Airstrike», *The Washington Post,* 17 octobre 2011.

Hendawi, Hamza, «Yemen: Abdul-Rahman Al-Awlaki, Anwar Al-Awlaki's Son, Among Al Qaeda Militants Killed in U.S. Drone Strike», *The Huffington Post,* 15 octobre 2011.

King, Peter, interview accordée à Ryan Devereaux, mars 2012.

Miller, Greg, «Under Obama, an Emerging Global Apparatus for Drone Killing», *The Washington Post,* 27 décembre 2011.

Transcription, «State of the Union with Candy Crowley», CNN, 11 mars 2012.

Upstate Drone Action, «A Family Mourns», 23 novembre 2011, http://upstate
http://upstatedroneaction.org/wordpress/2011/11/23/a-family-mourns/

Whitlock, Craig, «U.S. Airstrike That Killed American Teen in Yemen Raises Legal, Ethical Questions», *The Washington Post,* 22 octobre 2011.

Table

Liste des sigles et acronymes

Avertissement

Prologue

1 «On voulait éviter la création d'une liste de cibles»

2 Anwar Al-Awlaki: une histoire américaine

3 Traquer, débusquer, achever: l'essor du JSOC

4 Le patron: Ali Abdallah Saleh

5 L'énigme Anwar Al-Awlaki

6 «Nous sommes engagés dans une guerre inédite»

7 Des plans spéciaux

8 Survie, évasion, résistance et fuite

9 Le provocateur: Stanley McChrystal

10 «Nos intentions sont les mêmes»

11 «Tu n'as pas de comptes à rendre»

12 «Rien qui saigne, rien à signaler»

13 L'Étoile de la mort

14 «La meilleure technologie, les meilleures armes, les meilleurs combattants — et de l'argent à profusion»

15 «D'une légalité douteuse»

16 L’emprisonnement d’Anwar Al-Awlaki

17 «Les États-Unis connaissent la guerre, ce sont des maîtres de la guerre»

18 L’évasion

19 Prise en chasse

20 «Toutes les interventions des États-Unis ont profité à Al-Chabab»

21 «Si votre fils ne revient pas, les Américains le tueront»

22 «On peut s’attendre à ce qu’Obama maintienne les politiques mises en place par Bush»

23 Des frappes bien particulières

24 «Comme en Amérique centrale dans les années 1980»

25 Suicide ou martyre?

26 L’essayer, c’est l’adopter: Obama et le JSOC

27 «Laissons aller le JSOC»

28 Samir Khan, djihadiste médiatique

29 Contrecoups en Somalie

30 «S’ils tuent des enfants innocents en les appelant “Al-Qaïda”, alors nous sommes tous Al-Qaïda»

31 «Les Américains veulent vraiment tuer Anwar»

32 «M. Obama, j’espère que vous allez reconsidérer votre ordre de tuer mon fils»

33 Une nuit à Gardez

34 L’année du drone

35 Aux portes de l’enfer

36 L’agence matrimoniale de la CIA

37 «On s’approprie en quelque sorte une autorité divine»

38 «Nous sommes ici pour devenir des martyrs, mon frère»

39 Abdulelah Haider Shaye persécuté

40 Le président peut établir ses propres règles

41 «Les grandes puissances ont sans doute favorisé la percée d'Al-Qaïda en Somalie»

42 «Anwar Al-Awlaki est voué à devenir la cible d'un missile»

43 L'étrange affaire Raymond Davis

44 La forteresse d'Abbottabad

45 «On l'a eu»

46 «Ils s'en prennent maintenant à mon fils»

47 «Pour les États-Unis, Al-Qaïda incarne le terrorisme; pour nous, le terrorisme, ce sont les drones»

48 La Maison rose

49 Mettre le pays à feu et à sang

50 La disparition d'Abdul Rahman

51 Hellfire, ou les feux de l'enfer

52 Expier les fautes du père

Épilogue

Remerciements

Références

———

[1] Un *signing statement* (littéralement «déclaration signée») est un acte par lequel le président des États-Unis modifie la signification et la portée d'un texte de loi. [NdT]

[2] Bérets verts (*Green Berets*) est le surnom donné aux forces spéciales qui relèvent du US Army Special Operations Command (usasoc, Commandement des opérations spéciales de l'armée de terre des États-Unis). [NdT]

[3] Euphémisme désignant les opérations de combat. [NdT]

[4] Pendant plus d'un an, j'ai tenté d'avoir accès aux documents sur l'incident de Gardez dont auraient pu disposer les forces armées américaines. J'ai demandé à consulter les «rapports après action» et toute information sur les mesures disciplinaires prises contre les soldats qui ont tué les deux hommes et les trois femmes avant de retirer les balles des corps de celles-ci. J'ai présenté des demandes en vertu de la Loi sur le libre accès à l'information, lesquelles ont rebondi d'une instance militaire à l'autre avant de finir dans une «agence» anonyme, en attente d'évaluation. Au moment où j'écris ces lignes, soit au début de l'année 2013, je n'ai encore reçu aucun document. Starkey m'a confié que ses tentatives ont été tout aussi infructueuses.

[5] Shaye est sorti de prison le 23 juillet 2013, mais est assigné à résidence jusqu'en 2015. [NdT]

La conception graphique de la couverture est
de Pointbarre

La révision du texte et la correction des épreuves ont été réalisées
par Robert Laliberté et Jean-Yves Soucy

Le ePub a été créé par
claudebergeron.com

Lux Éditeur
C.P. 60191
Montréal (Québec) H2J 4E1
www.luxediteur.com

LE NOUVEL ART DE LA GUERRE

Traduit de l'anglais par Geneviève Boulanger et Nicolas Calvé

UNE ARMÉE SECRÈTE
UNE MISSION SANS FRONTIÈRES
UNE GUERRE SANS FIN

Dans cette captivante enquête qui prend la forme d'un thriller, Jeremy Scahill braque le projecteur sur les manœuvres clandestines du Joint Special Operations Command (JSOC), ce corps d'armée placé directement sous les ordres de la Maison-Blanche, muni d'un permis de tuer en toute impunité et pour qui le monde n'est qu'un champ de bataille. De l'Afghanistan au Yémen, en passant par le Pakistan, la Somalie et les États-Unis, le journaliste donne la parole aux victimes de cette sale guerre, les familles anéanties, femmes et hommes qui doivent choisir entre la douleur résignée et le djihad contre l'Amérique sanguinaire.

La lecture de ce chef-d'œuvre d'investigation fait l'effet d'un électrochoc. Scahill nous mène loin des fronts officiels, là où vont trop peu de journalistes et où l'État prend goût à d'inavouables pratiques.

Jeremy Scahill est journaliste d'enquête et correspondant de guerre pour le magazine américain The Nation. *Il est l'auteur de* Blackwater: l'ascension de l'armée privée la plus puissante au monde. *Après avoir participé à révéler le scandale* Prism *avec les journalistes Glenn Greenwald et Laura Poitras, Scahill a fondé* The Intercept, *un magazine en ligne qui diffuse notamment les informations révélées par Edward Snowden.*

L'un des 10 meilleurs livres de l'année 2013 aux États-Unis.
– Publishers Weekly